CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 12 DECEMBRE 2022

Publié le 1er février 2023 sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN, président
Séance du 12 décembre 2022

Quorum pour 102 élus en exercice : 52 élus présents.

PRESENTS (77) : Mme AGUDO-PEREZ, Mme BAECHTEL, M. BEHE, M. BELLONI, M. BERGDOLL, M. BITSCHENE, M. BLANQUIN, Mme BOESCH (jusqu'au point 35 inclus), Mme BONI DA SILVA, Mme BOUAMAIED, M. BOUILLÉ, Mme BUCHERT, M. BUX, M. CAUSER, M. CHAPATTE, M. CHÉRAY, M. COLOM, M. COUCHOT, Mme DHALLENNE (à partir du point 3), M. D'ORELLI, M. DUSSOURD (jusqu'au point 15 inclus), M. ENGASSER, M. FUCHS, Mme GERRER, Mme GODBILLON (à partir du point 3) , M. GOEPFERT, Mme GOLDSTEIN (jusqu'au point 15 inclus), M. GREILSAMMER, M. GUTH, M. HAGENBACH, M. HARTMANN, M. HOMÉ (à partir du point 3 jusqu'au point 33 inclus), Mme HOTTINGER, M. JORDAN, M. JULIEN, M. JUNG (jusqu'au point 14 inclus), M. KRZEMINSKI (à partir du point 3 jusqu'au point 14 inclus), M. LAUGEL, M. LECONTE, Mme LIERMANN, M. LIPP, M. LOGEL, M. LOISEL, Mme LUTOLF-CAMORALI, Mme LUTZ, Mme MATHIEU-BECHT, Mme MEHLEN, M. MENSCH, Mme MEYER, Mme MIMAUD, M. MINERY, M. MOR, Mme MOTTE, M. NEUMANN, M. NICOLAS, M. OBERLIN (à partir du point 3), M. ONIMUS, M. PAUVERT, M. QUIN, Mme RAPP, M. RICHARD, M. RICHE, M. RIFF, Mme RISSER, Mme RITZ (jusqu'au point 41 inclus), Mme SCHELL, M. SCHILDKNECHT, M. SCHILLINGER, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK (jusqu'au point 26 inclus), Mme SCHWEITZER (à partir du point 3) , M. SIMEONI, M. STURCHLER (à partir du point 3) , M. TRIMAILLE (à partir du point 3 jusqu'au point 30 inclus) , M. VIOLA (à partir du point 3) , M. WEISBECK, M. WOLFF, et M. ZIMMERMANN.

EXCUSES / ABSENTS (4) : M. HORTER, M. BECHT, M. EHRET et M. PULEDDA.

PROCURATIONS (21) :M.ROTTNER à Mme LUTZ, Mme SUAREZ à M.NICOLAS, M.STEGER à M.BOUILLE, Mme SORNIN à Mme RAPP, Mme TALLEUX à Mme MEYER, MME CORNEILLE à M.COUCHOT, Mme GOETZ à Mme BUCHERT, M.BEYAZ à M.CHAPATTE, M.GIRONA à Mme BAECHTEL, M.SALZE à M.JULIEN, M.GERARDIN à Mme LIERMANN, Mme JENN à M.SCHILDKNECHT, Mme HERZOG à M.NEUMANN, M.HILLMEYER à M.JORDAN, Mme ZELLER à M.HAGENBACH, Mme KEMPF à Mme MEHLEN, Mme RENCK à M.WEISBECK, Mme CORMIER à M.MINERY, Mme FAUROUX- ZELLER à Mme LOISEL, M.TORANELLI à M.MENSCH, Mme EL HAJJAJI à M.SIMEONI.

Procurations temporaires : Mme GODBILLON à M. RICHARD (jusqu'au point 2 inclus), M. KRZEMINSKI à Mme DHALENNE (à partir du point 15), M. DUSSOURD à M. GUTH (à partir du point 16), Mme GOLDSTEIN à M. VIOLA (à partir du point 16) et Mme BOESCH à M. CHERAY (à partir du point 36).

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné comme secrétaire de séance.

Le Conseil d'agglomération a adopté les délibérations suivantes :

1°		Désignation du secrétaire de séance
2°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 7 novembre 2022 (3412)
3°	Projet de délibération n°679C	Information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation (3412)

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- *Environnement et énergie*

4°	Projet de délibération n°880C	Rapport annuel 2021 sur « le service public de prévention et de gestion des déchets » (415)
5°	Projet de délibération n°912C	Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) : approbation finale du PCAET de Mulhouse Alsace Agglomération (401)
6°	Projet de délibération n°913C	Projet Alimentaire Territorial - concours « Soyons Food : Les fermes de demain de l'agglomération mulhousienne » (401)

- *Transport*

7°	Projet de délibération n°888C	Soléa : rapport d'activité pour l'année 2021 (5411)

- *Eau*

8°	Projet de délibération n°923C	Création d'une régie à seule autonomie financière pour la gestion du service public de l'eau potable à compter du 1er janvier 2023 (06)
9°	Projet de délibération n°925C	Convention de délégation de la compétence eau pour la commune de Wittenheim (06)
10°	Projet de délibération n°926C	Convention de délégation de la compétence eau pour le syndicat SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt (06)
11°	Projet de délibération n°928C	Convention de prestation de services avec Saint-Louis Agglomération pour l'exercice de la compétence eau sur la commune de Dietwiller (06)

12° Projet de délibération n°934C Tarifs 2023 de l'eau potable distribuée - tarifs vente d'eau en gros - surtaxe communautaire - tarifs travaux (4000)

13° Projet de délibération n°878C Mise à jour du tableau des emplois permanents, créations et transformations de postes au 1er janvier 2023 suite au transfert de compétence eau (324)

14° Projet de délibération n°881C Compétence eau : modalités d'intégration du personnel transféré le 1er janvier 2023 (32)

TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- *Finances*

15° Projet de délibération n°894C Budget principal et budgets annexes : vote du budget primitif 2023 (311)

16° Projet de délibération n°770C Budget principal : mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (311)

17° Projet de délibération n°877C Budget principal et budgets annexes : facturations 2022 par le budget général aux budgets annexes des transports et du chauffage urbain (311)

18° Projet de délibération n°848C Budget annexe de l'eau : fixation des durées d'amortissement (312)

19° Projet de délibération n°892C Transfert de la compétence eau : octroi d'une avance de trésorerie au budget annexe de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération (313)

20° Projet de délibération n°872C Créances irrécouvrables : admission en non-valeur (315)

21° Projet de délibération n°886C Attributions de compensation (ACTP) : fixation des ACTP définitives 2022 et provisoires 2023 (311)

22° Projet de délibération n°897C Budget principal : vote des autorisations de programme 2020-2026 (31)

23° Projet de délibération n°908C Transferts et créations de crédits (311)

24° Projet de délibération n°887C Tarifs communautaires : révision des tarifs pour services rendus pour 2023 (315)

25° Projet de délibération n°931C Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées : détermination des taux pour l'année 2023 (313)

26° Projet de délibération n°932C Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) : fixation du produit au titre de l'année 2023 (313)

27° Projet de délibération n°933C Fiscalité directe locale : vote des taux pour 2023 (313)

28° Projet de délibération n°891C RUDIE : renouvellement de l'avance de trésorerie consentie à CITIVIA (313)

29° Projet de délibération n°893C Association de Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse : renouvellement de l'avance de trésorerie consentie par Mulhouse Alsace Agglomération (313)

30° Projet de délibération n°914C Quatrium Grand Est : CPER 2021-2027 - passation d'une convention Mulhouse Alsace Agglomération/Région Grand-Est pour la réhabilitation du bâtiment 47 de la Fonderie (314)

- Ressources humaines

31° Projet de délibération n°869C Mise en place de l'indemnité forfaitaire pour les fonctions itinérantes (324)

32° Projet de délibération n°909C Période de préparation au reclassement - approbation du modèle et autorisation de signature des conventions (322)

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

- Développement économique

33° Projet de délibération n°922C Territoires d'industrie - soutien de Mulhouse Alsace Agglomération au projet CyMoVe du Campus des Métiers et Qualifications Industrie du Futur & Numérique (521)

- Économie sociale et solidaire

34° Projet de délibération n°910C France ACTIVE ALSACE : soutien à la plateforme de financement OKOTE (522)

35° Projet de délibération n°915C Marchés publics : adoption du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (351)

- <u>Attractivité, développement touristique et culturel</u>

36° Projet de délibération n°896C Parc zoologique et botanique de Mulhouse : adhésion à la base de données de SPECIES 360 (512)

37° Projet de délibération n°921C Association pour le Musée de l'impression sur étoffes : subvention d'investissement 2022 (513)

- <u>Urbanisme et aménagement</u>

38° Projet de délibération n°898C Concession de travaux publics visant à réaliser sur le site DMC une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade : avenant n°4 à la concession de travaux (5301)

39° Projet de délibération n°900C ZAC Parc des Collines II : compte-rendu d'activité de CITIIVIA SPL pour l'exercice 2021 (533)

40° Projet de délibération n°798C Concession de travaux L'Andrinople (lot 2B de la ZAC du site de la gare TGV de Mulhouse) : présentation du compte-rendu annuel à la collectivité et clôture de la concession (5301)

41° Projet de délibération n°906C Parking sécurisé poids lourds à l'autoport à Sausheim : bilan annuel 2021 (5341)

42° Projet de délibération n°895C Convention Publique d'Aménagement « Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprises » - compte rendu d'activités à la collectivité (521)

43° Projet de délibération n°901C ZAC Espace d'activités de Didenheim : compte-rendu d'activité de CITIVIA SPL pour l'exercice 2021 et approbation de l'avenant n°4 à la concession publique d'aménagement (533)

44° Projet de délibération n°902C ZAC Carreau Marie-Louise : compte-rendu d'activité de CITIVIA SPL pour l'exercice 2021 (533)

45° Projet de délibération n°905C Centre de Création et d'Activités Nouvelles de l'Aire de la Thur : bilan annuel 2021 (5341)

46° Projet de délibération n°884C Rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Conseil d'Administration de CITIVIA SEM (3513)

47° Projet de délibération n°885C Rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Conseil d'Administration de CITIVIA SPL (3513)

48° Projet de délibération n°903C PLU de la commune de Lutterbach : approbation de la modification simplifiée (532)

49° Projet de délibération n°904C Parc des Expositions : bilan annuel 2021 (5341)

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

- *Enfance*

50° Projet de délibération n°845C Structures Petite Enfance : versement des soldes des subventions 2022 et passations d'avenants (232)

51° Projet de délibération n°846C Structures périscolaires : versement des soldes des subventions 2022 et passations d'avenants (231)

52° Projet de délibération n°852C Concession de service public pour l'exploitation des activités Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires sur les communes de Bollwiller, Dietwiller, Habsheim, Mulhouse, Pfastatt et Riedisheim : lancement de la consultation (2342)

53° Projet de délibération n°853C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil « L'Accueillette » à Mulhouse : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

54° Projet de délibération n°854C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « La Marelle » à Mulhouse : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

55° Projet de délibération n°855C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Le Moulin des Couleurs » à Mulhouse : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

56° Projet de délibération n°856C Concession de service public pour l'exploitation du site périscolaire de Didenheim (commune de Brunstatt-Didenheim) : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

57° Projet de délibération n°857C Concession de service public pour l'exploitation des sites périscolaires de Heimsbrunn-Galfingue : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

58° Projet de délibération n°858C Concession de service public pour l'exploitation des activités petite enfance et périscolaires du site « Ile Napoléon » à Rixheim : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

59° Projet de délibération n°859C Concession de service public pour l'exploitation du site périscolaire de Morschwiller le Bas : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

60° Projet de délibération n°860C Concession de service public pour l'exploitation du site périscolaire de Zillisheim : choix du concessionnaire et approbation du projet de contrat (2342)
Projet envoyé le 25 novembre 2022

61° Projet de délibération n°861C Concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires des sites de Didenheim : avenant n°1 (2342)

62° Projet de délibération n°862C Concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn et Galfingue : avenant n°1 (2342)

63° Projet de délibération n°863C Concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site de Morschwiller-le-Bas : avenant n°1 (2342)

64° Projet de délibération n°864C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil, des activités périscolaires et extrascolaires du site « La Marelle » à Mulhouse : avenant n° 2 (2342)

65° Projet de délibération n°865C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil du site « L'Accueillette » à Mulhouse : avenant n° 1 (2342)

66° Projet de délibération n°866C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil, des activités périscolaires et extrascolaires du site « Le Moulin des Couleurs » à Mulhouse : avenant n° 2 (2342)

67° Projet de délibération n°873C Concession de service public pour l'exploitation de l'accueil périscolaire « Récré ô Mômes » à Pfastatt : avenant n° 1 (2342)

68° Projet de délibération n°874C Concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Ile Napoléon » à Rixheim : avenant n° 1 (2342)

69° Projet de délibération n°875C Concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site de Zillisheim : avenant n° 1 (2342)

70° Projet de délibération n°876C Concessions de service public des activités Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires : rapports d'activités 2021 (2342)

- Citoyenneté

71° Projet de délibération n°935C Carte Pass'temps senior : actualisation 2023 de l'offre (232)

- Sport

72° Projet de délibération n°899C Jeux Olympiques 2024 : renouvellement de la convention-cadre de partenariat 2023 et 2024 avec la Fédération Française d'Athlétisme (243)

- Habitat-Logement

73° Projet de délibération n°920C Plans de sauvegarde : approbation des conventions pour les copropriétés « Forêt 1 et 2 » à Wittenheim et « Le Diamant Noir » à Mulhouse (535)

- Politique de la ville

74° Projet de délibération n°883C Contrat de ville - avenant n°3 de prolongation de la durée de la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les bailleurs sociaux (5351)

75° Projet de délibération n°916C Contrat de ville : rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de la ville communautaire 2021 (06)

PROPOSITION DE HUIS CLOS

TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- Finances

76° Projet de délibération n°890C Remise gracieuse : demande d'avis du Conseil d'agglomération (proposition de huis clos) (315)

1° DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. le Président : Chers collègues, bonsoir à toutes et à tous, si vous voulez bien prendre place. Si vous en êtes d'accord, on désigne Jean-Luc SCHILDKNECHT comme secrétaire de séance. Personne n'y voit d'objection ?

Pour : 68 + 22 procurations.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie et je le laisse faire l'appel.

(M. SCHILDKNECHT procède à l'appel.)

M. SCHILDKNECHT : Le quorum est très largement atteint, M. le Président.

M. le Président : Merci Jean-Luc. Le quorum est atteint, nous pouvons démarrer. Je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue à ce 6ème conseil d'agglomération, le dernier de l'année. Vous le savez, chers amis, un ordre du jour très dense avec 76 points inscrits. Aussi je vous demanderai d'être concis dans la présentation des délibérations et synthétique dans vos interventions. Je vous remercie également de ne pas intervenir plusieurs fois sur le même sujet afin de ne pas alourdir la séance. Je dois aussi vous rappeler qu'il appartient aux élus ayant un intérêt à l'affaire de ne pas prendre part au vote de la délibération en question en se manifestant auprès de moi.

2° APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 7 NOVEMBRE 2022 (3412)

M. le Président : L'approbation du procès-verbal du 7 novembre 2022 qui était joint à la liasse. Y a-t-il des commentaires, des questions ? Non. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 68 + 22 procurations.
Le procès-verbal du 7 novembre 2022 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

3° INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION (3412/5.2.3/679C)

I. Délibérations du Bureau

Lors de sa séance du 18 juillet 2020, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Bureau.

Cette délégation de pouvoir est assortie de l'obligation pour le Bureau de rendre compte au Conseil d'agglomération des délibérations qu'il a approuvées.

Il s'agit des délibérations suivantes :

Bureau du 7 novembre 2022

Délibération du Bureau n°814B	**Université de Haute-Alsace (UHA) : subvention de fonctionnement 2022** Le Bureau a décidé de verser une subvention de 95 000 euros à l'UHA pour le financement de : - quatre demi contrats doctoraux pour un montant de 70 000 euros, - diverses actions pour soutenir la recherche pour un montant de 5 000 euros, - colloques universitaires pour un montant de 10 000 euros, - projets étudiants, via la commission d'Aide aux Projets Etudiants (CAPE) pour un montant de 10 000 euros.
Délibération du bureau 816B	**Association Kalivie - musée de la Mine et de la Potasse : subvention d'investissement 2022** L'Association Kalivie gère et diffuse le patrimoine lié à l'exploitation minière du Bassin Potassique sur le site du carreau Joseph Else à Wittelsheim. Elle gère et diffuse également la collection minéralogique des MDPA déposée par la CEA au musée depuis plus de 20 ans. Dans ce cadre, le Bureau a décidé de verser 25 000 euros à l'association afin de soutenir ses projets en cours : réalisation d'un film, acquisition de vitrines pour exposer de nouveaux objets, acquisition d'un véhicule de pompier datant de 1958, acquisition d'un écran informatique pour diffuser des informations aux visiteurs, d'un ordinateur et d'une tablette pour les groupes scolaires. Le montant total de ces opérations s'élève à 34 829 euros. Le Bureau a également approuvé les termes de la convention se rapportant à cette subvention.

Délibération du Bureau n°817B

Association pour le Musée de l'Energie électrique (AMELEC) - Musée Electropolis : subvention d'investissement

Le Musée Electropolis, géré par l'Association pour le Musée de l'Energie (AMELEC) est dédié au patrimoine de l'électrique et à son histoire. Dans ce cadre, le Bureau a décidé de verser 50 000 euros à l'association pour soutenir ses projets de renouvellement partiel de la muséographie et de réalisation de la 1ère tranche du chantier de conservation préventive. Le montant total de ces opérations s'élève à 160 000 euros. Le Bureau a également approuvé les termes de la convention se rapportant à cette subvention.

Délibération du Bureau n°818B

Ville de Rixheim : subvention d'investissement Musée du papier peint 2022

La Ville de Rixheim, propriétaire du fond historique de papiers-peints Zuber, du bâtiment et des réserves du Musée du papier-peint, a débuté un chantier de déménagement pour la sauvegarde et la conservation de l'ensemble de la collection dans la nouvelle réserve située dans le bâtiment annexe de la mairie. La phase préalable au chantier, qui a débuté cette année, nécessite l'achat de mobilier de conservation complémentaires de type meubles à plans pour le bon déroulement du chantier. Dans ce cadre, le Bureau a décidé d'octroyer une subvention d'investissement de 16 760 euros à la Ville de Rixheim.

Délibération du Bureau n°819B

Association de gestion du Musée du papier-peint : subvention d'investissement 2022

L'association gestionnaire du Musée du papier-peint de Rixheim œuvre à la conservation et à la restauration de la collection de papier-peint. Le Bureau a décidé d'octroyer une subvention de 3 240 euros dans le cadre de son projet de restauration du deuxième panneau dit de la « Femme aux cymbales ». Ce panneau s'intègre dans un ensemble de 12 lés de papier-peint constituant 4 panneaux, éléments du décor « L'Elysée » de la manufacture parisienne Délicourt. Le montant total de ces opérations s'élève à 3 600 euros. Le Bureau a également approuvé les termes de la convention se rapportant à cette subvention.

Délibération du Bureau n°836B

Partenariat avec l'Office pour la Langue et les Cultures d'Alsace et de Moselle

Le Bureau a décidé d'octroyer au titre de 2022, 5 000 euros à l'association l'OLCA / Elsassischa

Sprochàmt qui a pour vocation de préserver et de promouvoir la langue régionale dans ses différentes formes d'expression. L'association accompagne notamment Mulhouse Alsace Agglomération à travers les musées et mission sera par ailleurs étayée par un état des lieux, d'ici fin 2022, de la présence de l'alsacien sur le territoire.

Délibération du Bureau n°795B

Cession de la Maison du Bassin Potassique à Wittenheim : désaffectation, déclassement et cessions d'une parcelle complémentaire

En juillet 2022, le Bureau a approuvé la cession de la Maison du Bassin Potassique au profit de la SCI INTELIA OFFICE afin que cette dernière y développe ses activités de services. A cette fin, le Bureau a décidé de déclasser du domaine public le bâtiment, anciennement siège Communauté de Communes du Bassin Potassique, et de le désaffecter, dans un délai maximum d'un an, du siège du relai « petite enfance » qu'il abrite actuellement. Par ailleurs, la délibération de juillet prévoyait la vente d'une parcelle complémentaire de 7,99 ares au profit de la SCI INTELIA OFFICE après obtention de l'estimation des domaines. L'avis des domaines ayant été rendu depuis, le Bureau a autorisé la cession de cette parcelle au prix des domaines soit 65 000 euros et a constaté sa désaffectation à un service public ou à l'usage direct du public et prononcé son déclassement du domaine public.

Délibération du Bureau n°850B

Site DMC - travaux conservatoires sur les bâtiments : avenant n°1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée

Le Bureau a approuvé le projet d'avenant n°1 à la convention de maitrise d'ouvrage déléguée de 2015 qui confiait à CITIVIA SPL la réalisation, pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, de travaux conservatoires sur les bâtiments 57, 58, 62, 63 et 72 de DMC. Cet avenant intègre à la liste des bâtiments concernés le bâtiment 119 et la réalisation de reprises ponctuelles du bâtiment 62 à la place d'une réfection complète initialement prévue et réajuste les modalités de calcul de la rémunération de CITIVIA qui sont ramenés à 56 449 euros HT au lieu de 71 000 euros HT prévus initialement.

Délibération du Bureau n°811B

Fonds européen de relance REACT-EU : propositions de projets numériques

Dans le cadre du dispositif européen de soutien « REACT-EU », une enveloppe de 188 millions est dédiée au Grand Est et vient abonder les

programmes opérationnels régionaux. A ce titre, la Région Grand Est a décidé de lancer un appel à propositions visant à soutenir financièrement des projets numériques. Cet appel à projets finance les actions qui s'inscrivent dans le cadre du développement numérique de l'action publique, notamment la dématérialisation des services publics, l'amélioration de leur accessibilité et l'accompagnement des usagers. Au titre de cette thématique numérique, Mulhouse Alsace Agglomération a identifié 3 projets qui pourraient être éligibles au Fonds REACT et validé le plan de financement prévisionnel qui prévoit une demande de participation de REACT-EU de 526 982,30 euros, soit 80 % du montant total de l'opération qui s'élève à 790 473,40 euros. Les 20 % restants, soit 131 745,53 euros étant pris en charge par Mulhouse Alsace Agglomération. En cas de diminution de recettes attendues, Mulhouse Alsace Agglomération augmentera d'autant sa participation.

Délibération du Bureau n°823B

Service d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin : convention de prestations de services

Le Bureau a approuvé le protocole d'accord par lequel la Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération et le SIS s'engagent à réaliser des prestations de services, l'objectif étant d'assurer la continuité de fonctionnement du Centre de Secours Principal de Mulhouse, des centres de secours secondaires du territoire ainsi que des services municipaux et communautaires.

Délibération du Bureau n°847B

Plateforme « e-services.mulhouse-alsace.fr » : constitution d'un groupement de commandes pour le développement de nouveaux services numériques

La plateforme « e-services.mulhouse-alsace.fr » offre aux habitants de l'agglomération un bouquet de services en ligne communautaires et communaux. Dans ce cadre, le Bureau a approuvé la constitution d'un groupement de commandes, dont Mulhouse Alsace Agglomération sera le coordonnateur, pour le développement de services numériques. Les bons de commandes seront exécutés par chaque membre du groupement et les dépenses effectuées dans la limite de leurs crédits respectifs. Le Bureau a également approuvé la convention constitutive du groupement.

Délibération du Bureau n°820B

Ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels

Le Bureau a décidé de pourvoir 14 emplois

permanents par le recrutement d'agents contractuels de droit public sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté et de fixer les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Délibération du Bureau n°822B

Mise à disposition de personnel de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de l'Association du Musée National de l'Automobile de Mulhouse

Le Bureau a approuvé une convention prévoyant les modalités administratives et financières de mise à disposition par Mulhouse Alsace Agglomération au musée de l'automobile d'un agent à temps complet pour une durée de trois ans maximum. Celle-ci donnera lieu à remboursement des traitements et de leurs accessoires ainsi que des charges sociales afférentes, versés à l'agent concerné.

Délibération du Bureau n°691B

Périscolaire Victor Hugo à Mulhouse - création de locaux périscolaires - mise à jour du plan de financement et de la convention de co-maitrise d'ouvrage

Suite à la réactualisation des prix des matériaux, la hausse des indices et la réévaluation des honoraires, le montant global du projet a été revu à hauteur de 15 184 622 euros HT, soit 18 221 547 euros TTC. La part relative aux travaux (aménagements extérieurs et VRD compris) s'élève désormais à 12 432 809 euros HT. C'est pourquoi le Bureau a validé le nouveau plan de financement du projet qui prévoit une participation de Mulhouse Alsace Agglomération revue à hauteur de 1 692 763 euros HT, soit 12 % du montant global de l'opération, correspondant à la part des surfaces dédiées au périscolaire. Cette participation financière pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Délibération du Bureau n°837B

Structures Petite Enfance : versement des soldes des subventions 2022 et passations d'avenants

Le Bureau a décidé le versement du solde des subventions 2022 à 7 associations petites enfance pour un montant de 43 485 euros sur un total de 217 421 euros. Par ailleurs il a approuvé les avenants aux conventions d'objectifs 2022 par lesquels il est prévu de minorer la subvention de Mulhouse Alsace Agglomération d'un montant équivalent aux prestations du bonus territoire CTG

qui sont désormais directement versées par la CAF à chaque association.

Délibération du Bureau n°838B

Structures périscolaires : versement des soldes des subventions 2022 et passations d'avenants

Le Bureau a décidé le versement du solde des subventions 2022 à 4 associations pour un montant de 67 904 € sur un total de 231 344 euros. Le montant total prend en compte l'augmentation des capacités d'accueil et des habitudes de fréquentations du CSC Porte du Miroir et des MJC Fernand Anna et Espace le Trèfle. Par ailleurs il a approuvé les avenants aux conventions d'objectifs 2022 par lesquels il est prévu de minorer la subvention de Mulhouse Alsace Agglomération d'un montant équivalent aux prestations du bonus territoire CTG qui sont désormais directement versées par la CAF à chaque association.

Délibération du Bureau n°840B

Périscolaire d'Habsheim - création de locaux pour les enfants de l'école Nathan Katz - mise à jour du plan de financement et de la convention de co-maitrise d'ouvrage

Suite à l'attribution des marchés en février 2022 et la nécessité de passations d'avenants, le montant du projet est réévalué à hauteur de 1 432 210 € HT, contre 1 279 868 € HT en 2021. La hausse de 135 770 € HT, s'explique en grande partie par l'évolution du coût des matériaux, observée ces derniers mois. En outre, dans le cadre des travaux, des avenants se sont avérés nécessaires pour la bonne exécution du projet, notamment en matière de gros œuvre, menuiserie et équipements d'office. Ces avenants représentent une somme de 16 573 euros HT. Dans ce cadre, le Bureau a validé le nouveau plan de financement qui tient compte des collectivités concernées par les travaux : participation de Mulhouse Alsace Agglomération à hauteur de 1 028 401 euros HT (contre 921 505 euros HT avant) et de la Commune d'Habsheim à hauteur de 403 809 euros HT (contre 358 363 euros avant). La participation financière de Mulhouse Alsace Agglomération pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Délibération du Bureau n°841B

Périscolaire de Baldersheim - extension des locaux périscolaires - validation de l'avant projet définitif et mise à jour du plan de financement et de la convention de co-maitrise d'ouvrage

Suite à la réévaluation du projet à 902 262 euros HT contre 750 000 euros HT au stade « faisabilité », le Bureau a approuvé le nouveau plan de financement qui prévoit une participation de Mulhouse Alsace Agglomération, qui s'élève à 60 % du projet, de 541 357 euros HT au titre des activités périscolaires et une participation de la commune de Baldersheim, qui s'élève à 40 % du projet, de 360 905 euros HT au titre des activités extrascolaires. La participation de Mulhouse Alsace Agglomération pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Délibération du Bureau n°842B

Périscolaire de Wittenheim centre - création de locaux périscolaires - lancement du projet et mise en place d'une convention de co-maitrise d'ouvrage

Le Bureau a approuvé la création, sur un terrain situé à proximité des écoles Fontaine et Freinet mis à la disposition par la commune de Wittenheim, d'un bâtiment comprenant des espaces d'activités et de restauration dédiés aux maternels et élémentaires, des sanitaires et un bureau. Ces locaux permettront d'accueillir jusqu'à 172 enfants. Le Bureau a également approuvé le plan de financement qui prévoit une participation de Mulhouse Alsace Agglomération s'élevant à 80 % du projet, de 1 984 374 euros HT et une participation de la commune de Wittenheim s'élevant à 20 % du projet soit 496 093 euros HT. Le montant de l'opération s'élève à 2 480 467 euros HT (hors terrain dont la valeur foncière n'est pas encore connue). La participation de Mulhouse Alsace Agglomération pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées et des subventions perçues.

Délibération du Bureau n°879B

Périscolaire de Rixheim centre - création de locaux périscolaires - lancement du projet et mise en place d'une convention de co-maitrise d'ouvrage

Le projet est retiré de l'ordre du jour en séance.

Délibération du Bureau n°711B

Association APPUIS : attribution d'une subvention pour l'aide aux victimes d'infractions pénales

L'association APPUIS a poursuivi les missions d'aide aux victimes d'infractions pénales par le biais du

pôle « Aide aux victimes ». Pour permettre à l'association de poursuivre son engagement, le Bureau a décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 66 000 euros à l'association APPUIS au titre de l'année 2022. Ce montant sert notamment à cofinancer les postes d'intervenantes sociales au commissariat central de Mulhouse et de Bourtzwiller qui s'adressent à l'ensemble des habitants de la circonscription de sécurité publique comprenant Mulhouse, Pfastatt, Brunstatt-Didenheim et Riedisheim.

Délibération du Bureau n°843B

Dispositif LIREA « Lieu Ressources pour l'Elève Adolescent » : attribution d'une subvention à la Maison des Adolescents

Le Bureau a décidé d'attribuer une subvention de 11 400 euros à la Maison des Adolescents dans le cadre de ses animations d'ateliers au sein des établissements scolaires en collaboration avec le personnel de ces établissements. L'objectif est de faciliter le lien avec les élèves, et l'orientation vers la Maison des Adolescents en cas de souffrance psychique repérée.

Délibération du Bureau n°844B

Stage HORIZON (prévention des troubles de violences en milieu scolaire) : attribution d'une subvention pour l'année 2022

Le Bureau a décidé de contribuer à hauteur de 12 000 euros au financement d'une action de prévention de la délinquance, de lutte contre la récidive des comportements de rupture et de lutte contre l'absentéisme scolaire, appelée « STAGE HORIZON ». Cette somme sera répartie entre les deux associations THEMIS (6 000 euros) et SAHEL-VERT (6 000 euros) pour l'année scolaire 2021/2022.

Délibération du Bureau n°772B

Aventure Citoyenne : subvention à l'association THEMIS

Le Bureau a décidé d'attribuer 42 000 euros à l'association THEMIS qui co-organise avec Mulhouse Alsace Agglomération « l'aventure citoyenne », action qui s'inscrit dans une dynamique de prévention de la délinquance, d'accès au Droit et de sensibilisation à la citoyenneté et aux valeurs de la république. Elle concerne, pour l'année scolaire 2021/2022, 24 classes de cycle 3 d'écoles élémentaires du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Les élèves bénéficiaires devront résider en majeure partie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération.

Délibération du Bureau n°825B

Région Grand EST : demande de subvention - remplacement des équipements d'éclairage au stade de l'Ill de Mulhouse

Le Bureau a validé la demande de soutien à la Région Grand Est à hauteur de 82 500 euros pour le remplacement des équipements d'éclairage du stade de l'Ill. Le Bureau a également validé le plan de financement du projet estimé à 330 000 euros, Mulhouse Alsace Agglomération participant à hauteur de 139 500 euros et l'Etat de 108 000 euros. En cas de diminution de recettes attendues, Mulhouse Alsace Agglomération augmentera d'autant sa participation.

Délibération du Bureau n°807B

Installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur voirie dans les communes de l'agglomération mulhousienne - appel à initiative privée - occupation du domaine public - choix de l'occupant

Le Bureau a décidé de conclure avec le groupement IZIVIA-Crédit mutuel une convention cadre d'occupation du domaine public pour l'installation et l'exploitation des IRVE sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Il a également autorisé le groupement à conclure des conventions d'occupation du domaine public avec les communes concernées. Ces conventions définiront notamment les emplacements exacts des bornes, les conditions et délais d'installation et les modalités de versement des redevances. Ces conventions, tout comme la convention cadre, seront conclues à compter de leur notification et jusqu'au 31 décembre 2037.

Délibération du Bureau n°831B

ATMO Grand Est : versement par Mulhouse Alsace Agglomération de la subvention annuelle de fonctionnement et d'investissement 2022

Le Bureau a décidé de signer la convention d'objectifs définissant le programme de travail de la mission « gestion de la qualité de l'air 2022 » de l'ATMO GRAND EST et de verser une subvention de fonctionnement de 68 517 euros et d'investissement de 10 964 euros à l'association.

Délibération du Bureau n°832B

Le « Moulin Nature » : versement d'un acompte sur la subvention de fonctionnement 2023

Le Bureau a décidé de verser un acompte de 20 000 euros sur le montant total de la subvention de fonctionnement de 98 000 euros au titre de

l'année 2023.

Délibération du Bureau n°833B

Biodiversité et environnement - versement de subventions

Dans le cadre d'un appel à projets lancé pour l'élaboration d'un programme d'actions annuel prévisionnel, le Bureau a décidé de verser 25 000 euros répartis comme suit : 6 000 euros à la commune de Pulversheim pour la plantation de haies fruitières et la création de jardins partagés, 6 000 euros à la commune de Rixheim pour la plantation d'arbres et 13 000 euros à la Ville de Mulhouse pour la plantation d'arbres.

Délibération du Bureau n°757B

Réalisation d'aménagements cyclables dans le cadre du Plan Vélo de la Ville de Mulhouse : subvention à la Ville de Mulhouse

Compte tenu de la compétence de Mulhouse Alsace Agglomération en matière de réalisation des itinéraires cyclables, le Bureau a décidé de contribuer, à hauteur de 800 000 € HT (sur un montant total estimé à 7 575 000 € HT), au cofinancement des projets de la Ville de Mulhouse qui ont pour but de constituer un réseau d'itinéraires cyclables continus, lisibles et sécurisés dans le cadre d'un programme d'aménagements cyclables 2022 - 2025. Il a également approuvé la convention de financement afférente. L'ensemble de ces projets constituent des maillons d'itinéraires structurants figurant au schéma directeur cyclable de l'agglomération.

II. Décisions du Président

En application des délégations de pouvoir accordées les 18 juillet 2020 et 27 juin 2022, le Président a pris les décisions suivantes :

- en matière de régies comptables

Arrêté n° 19/2022 du 14/10/2022 : Modifications de la régie de recette du Centre Sportif Régional d'Alsace (CSRA) du seuil d'encaissement, du montant de l'indemnité et du montant du cautionnement du régisseur.

- en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date de notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2022314	414	AC PNEUS ET SERVICES Chemin Départemental 419 BP 80114	Acquisition de 8 pneus de marque Bridgestone	31/10/2022	5 088,00 €	Fournitures

		68130 JETTINGEN				
A22/080	314	INSTITUT DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE 22 rue Saint-Louis 67000 STRASBOURG	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'instruction des dossiers de subventions européennes	25/10/2022	50 000,00 €	Services
C2022313	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Acquisition de liquide AD Blue pour véhicules en vrac	24/10/2022	4 150,00 €	Fournitures
C2022310	414	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons – Entzheim 67831 TANNERIES Cedex	Acquisition d'une benne à ordure ménagères sur châssis Renault Trucks	20/10/2022	142 051,27 €	Fournitures
C2022309	414	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons – Entzheim 67831 TANNERIES Cedex	Acquisition d'une balayeuse Bucher sur châssis Renault Trucks	20/10/2022	197 656,04 €	Fournitures
C2022281	414	GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne 68110 ILLZACH	Marché subséquent n°28 - Acquisition de deux berlines électriques	20/10/2022	54 546,66 €	Fournitures
C2022276	43	IOLI INGENIERIE 53 rue de la Navigation 68170 RIXHEIM	Vérification technique des installations de chauffage dans les bâtiments communautaires Lot n° 2 - Bâtiments petites enfances et périscolaires	17/10/2022	15 000,00 €	Services
C2022275	43	IOLI INGENIERIE 53 rue de la Navigation 68170 RIXHEIM	Vérification technique des installations de chauffage dans les bâtiments communautaires Lot n° 1 - Bâtiments communautaires	17/10/2022	20 000,00 €	Services
C2022277	414	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Marché subséquent n°30 - Acquisition d'une fourgonnette deux places	14/10/2022	16 666,37 €	Fournitures
C2022278	414	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Marché subséquent n°31 - Acquisition d'un fourgon avec signalisation	13/10/2022	28 833,33 €	Fournitures
C2022284	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Acheminement du courrier pour le mois de septembre 2022	11/10/2022	30 448,09 €	Services
C2022286	4156	LOCANE 34 rue d'Ensisheim 68890 REGUISHEIM	Prestation de curage d'une fosse	10/10/2022	6 864,00 €	Services
C2022285	021	TAKKEO 34/41 Rue du jeu des enfants 67000 STRASBOURG	Mise à jour du site internet « démarche attractivité » et du site institutionnel m2A	04/10/2022	10 217,00 €	Services
C2022315	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Préparation d'une benne à ordure ménagère pour passage au Service des Mines	29/09/2022	5 779,47 €	Services
C2022299	414	TSMK 10A Rue Gillois 68600 VOGELSHEIM	Réparation d'une benne à ordures ménagères « Olympus »	27/09/2022	7 474,00 €	Services
C2022303	512	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Achat de granulés pour les flamants du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	23/09/2022	4 044,00 €	Fournitures
C2022312	512	SEAFOODIA 8 Boulevard Edouard Herriot 13272 MARSEILLE Cedex 8	Achat de harengs et sprats surgelés pour l'alimentation des animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	22/09/2022	6 200,00 €	Fournitures
C2022300	414	EST PR 4 rue de l'Innovation 67210 OBERNAI	Acquisition de supports moyeux étriers de frein pour poids lourds.	19/09/2022	5 530,00 €	Services
C2022255	431	LIEBERMANN 8 rue des Celtes 68510 SIERENTZ	Rénovation des douches au centre technique communautaire de Richwiller Lot n° 6 - Chauffage - ventilation - sanitaire	16/09/2022	59 423,55 €	Travaux
C2022253	431	BUECHER & Fils 2A rue Clément Ader 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE	Rénovation des douches au centre technique communautaire de Richwiller Lot n° 3 - Plâtrerie	16/09/2022	16 979,88 €	Travaux
C2022243	23	DGRG 3 impasse de la Vieille Thur 68190 UNGERSHEIM	Assèchement, traitement des structures et nettoyage suite à sinistre au multi-accueil « l'Accueillette »	14/09/2022	7 073,00 €	Travaux
C2022279	512	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon	Achats d'aliments surgelés pour les animaux du Parc zoologique et botanique de	09/09/2022	8 325,26 €	Fournitures

		79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Mulhouse			
C2022262	414	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE Cedex	Acquisition d'un système de compactage complet pour benne à ordures ménagères	09/09/2022	17 765,03 €	Fournitures
C2022261	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Acheminement du courrier pour le mois d'août 2022	09/09/2022	17 653,16 €	Services
C2022234	23	PLAFOND GUIDON 31F rue Victor Hugo 68200 MULHOUSE	Démolition et création de cloisons au multi-accueil « l'Accueillette »	08/09/2022	36 696,20 €	Travaux
C2022272	031	COOKING FOR YOU 13 Rue de l'espérance 68120 PFASTATT	Service de traiteur pour le Séminaire des élus du 8 septembre	06/09/2022	8 983,47 €	Services
C2022240	23	SCHINDLER 104A rue des Bains 68390 SAUSHEIM	Remplacement du système de pilotage de la porte cabine vétuste de l'ascenseur du multi-accueil de Baldersheim	06/09/2022	4 044,16 €	Travaux
C2022230	23	COREL BTP 4 Avenue Colbert 68170 RIXHEIM	Dépose et pose de panneaux plaque de plâtre au multi-accueil « l'Accueillette »	06/09/2022	8 750,00 €	Travaux
C2022264	54	TRYOM 165 Rue de la Montagne du Salut 56600 LANESTER	Réalisation d'enquête sur la fraude sur le réseau Soléa	02/09/2022	32 600,00 €	Services
C2022273	414	CONTITRADE NORD EST SAS 5 Rue Jacques Preiss 68000 COLMAR	Acquisition de pneumatiques Goodyear (format 275x70x22.5)	01/09/2022	4 420,00 €	Fournitures
C2022246	414	AC PNEU SERVICES POINT S 3 Rue de Charente 68270 WITTENHEIM	Acquisition de pneumatiques Tourisme et grandes dimensions	29/08/2022	4 407,45 €	Fournitures
C2022242	414	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE Cedex	Achat d'une pelle et kit axe pour pelle ainsi que d'un kit axe pour vérin pour Benne à ordure ménagère	24/08/2022	4 675,55 €	Fournitures
C2022269	031	PBM EVENTS 29A Rue de la Chapelle 68480 KOESTLACH	Location de matériels pour la manifestation « Destination Automobile »	23/08/2022	10 692,00 €	Services
C2022282	031	SAS MOVIE CARS CENTRAL 7 Rue Pasteur 77590 BOIS LE ROI	Location de véhicules de cinéma pour la manifestation « Destination Automobile »	22/08/2022	11 000,00 €	Services
C2022236	411	ATIC Rue Pasteur Prolongée 68270 WITTENHEIM	Vidange et nettoyage séparateur bassin de rétention	22/08/2022	4 683,00 €	Services
C2022235	4332	DEKRA INDUSTRIAL 5 rue Alfred Kastler 67540 OSTWALD	Mesures des rejets atmosphériques et du rendement énergétique des deux chaudières de la Piscine Pierre et Marie Curie	22/08/2022	5 440,00 €	Services
C2022270	031	PBM EVENTS 29A Rue de la Chapelle 68480 KOESTLACH	Location de matériel pour le Séminaire des élus du 8 septembre	17/08/2022	5 391,00 €	Services
C2022304	512	ASCAUM 17B rue du Périgord 68270 WITTENHEIM	Remplacement de l'automatisme mécanique complet du portail livraison par une motorisation hydraulique	16/08/2022	4 225,00 €	Travaux
C2022245	414	TSMK 10A rue Gillois 68600 VOGELSHEIM	Remplacement du panneau et de la pelle sur benne à ordures ménagères « Premium »	16/08/2022	7 722,00 €	Services

- en matière d'actions en justice

Intervention volontaire du 30 septembre 2022 pour des faits de violences sur un agent

Constitution de partie civile du 4 octobre 2022 pour les faits de vol de matériel informatique

- en matière d'acceptation d'indemnités d'assurance

Décision du 1er août 2022 d'acceptation d'une indemnité de 75 250,90 € de l'assureur « dommages aux biens » de Mulhouse Alsace Agglomération en réparation des dommages subis par le parc zoologique et botanique suite aux chutes de neige des 15 et 16 janvier 2021

- en matière d'habitat

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION

Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 1er et 31 octobre 2022

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENT SOCIAL

Délégation des aides à la pierre

Bailleur	Opération		Financement	Nbre logts	Montant des aides	
	Commune	Adresse			Crédits délégués	m2A
Habitats de Hte Alsace	Wittenheim	4 rue de la Forêt	Réhab thermique	64	638 072,32 €	0,00 €
Habitats de Hte Alsace	Wittenheim	2 à 10 rue Emile Zola	Réhab thermique	34	338 975,92 €	0,00 €
m2A Habitat	Mulhouse	Haut-Poirier	Réhab thermique	176	1 760 000,00 €	0,00 €
SOMCO	Sausheim	Rue de la Hardt	Agréments PLUS	9	0,00 €	0,00 €
Habitats de Hte Alsace	Lutterbach	Rue Poincaré	Agréments PSLA	2	0,00 €	0,00 €
Néolia	Kingersheim	Rue Claude Debussy	Agréments PLUS	5	0,00 €	0,00 €
Néolia	Kingersheim	Rue Claude Debussy	Agréments PLAI	3	24 048,00 €	7 500,00 €
Néolia	Kingersheim	155 fbg de Mulhouse	Agréments PLS	4	0,00 €	0,00 €
Domial	Riedisheim	Rue de l'Ile Napoléon	Agréments PLS	9	0,00 €	0,00 €
Domial	Riedisheim	Rue de l'Ile Napoléon	Agréments PLUS	6	0,00 €	0,00 €
Domial	Kingersheim	Rue d'Illzach	Agrément PLAI	3	24 048,00 €	7 500,00 €
Domial	Kingersheim	Rue d'Illzach	Agréments PLUS	5	0,00 €	0,00 €
Domial	Brunstatt-Didenheim	Rue du Fossé	Agréments PLUS	6	0,00 €	0,00 €
NEOLIA	Brunstatt-Didenheim	Rue de la 1ère Armée	Agréments PLUS	10	0,00 €	0,00 €
NEOLIA	Brunstatt-Didenheim	Rue de la 1ère Armée	Agréments PLAI	8	64 128,00 €	20 000,00 €
NEOLIA	Brunstatt-Didenheim	Rue de la 1ère Armée	Agréments PLS	6	0,00 €	0,00 €
			TOTAL	**350**	**2 849 272,24 €**	**35 000,00 €**

NPNRU - Reconstitution de l'offre démolie

Bailleur	Opération		Financement	Nbre logts	Montant des aides	
	Commune	Adresse			Sub ANRU	m2a
NEOLIA	Rixheim	Rue de l'Ile Napoléon	Agréments PLAI	18	140 400,00 €	45 000,00 €
					140 400,00 €	**45 000,00 €**

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENTS PRIVES

1 - Ingénierie

Suivi animation des programmes Anah

Bénéficiaire	Opérations	Subvention Anah
CITIVIA	Suivi-animation OPAH Fonderie - Année 2022	139 100 €
	TOTAL	**139 100 €**

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION

Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 1er et 31 octobre 2022

2 - Aides aux travaux de l'Anah et aides complémentaires précarité énergétique

Précarité énergétique - Propriétaires occupants et propriétaires bailleurs - Anah et m2A

Propriétaire	Commune	Montant des aides	
		Anah	m2A
M.T.	Rixheim	28 000 €	1 000 €
D.O.	Baldersheim	15 832 €	0 €
TOTAL		**43 832 €**	**1 000 €**

Habitat très dégradé ou indigne

Propriétaire	Commune	Montant des aides	
		Anah	m2A
M.T.	Rixheim	28 000 €	1 500 €
SCI M.	Mulhouse	32 385 €	1 500 €
SCI N.	Mulhouse	21 551 €	1 500 €
TOTAL		**81 936 €**	**4 500 €**

3 - Réglementation Prime Intermédiation Locative

Propriétaire	Commune	Nbre logts	Subvention Anah
F.B.	Mulhouse	2	2 000 €
B.L.	Mulhouse	1	1 000 €
P.G.	Mulhouse	2	2 000 €
TOTAL		**5**	**5 000 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

M. le Président : Au point 3, l'information traditionnelle du conseil d'agglomération sur les décisions qui sont prises soit par le Bureau soit par le Président. C'est pour cela que vous disposez d'un résumé des décisions qui sont jointes aux délibérations. Il n'y a pas de vote, il s'agit d'une information. Pas de question ? Merci.

Le Conseil d'agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

M. le Président : Ces formalités passées, nous allons maintenant démarrer l'examen des délibérations de ce conseil d'agglomération. Un conseil très important. En effet, des sujets majeurs sont présentés à vos voix, ce soir. Nous présenterons notre plan climat dans sa version définitive. Nous en avons déjà débattu à plusieurs reprises et c'est aujourd'hui l'aboutissement de longs mois de travail. Il s'agit d'un point important. Nous vous proposerons également d'exercer nous-mêmes la compétence de l'eau. Je dirais même qu'il s'agit là du sujet majeur de ce conseil car il montre que nous sommes capables de construire ensemble, pas à pas, notre intercommunalité en exerçant des compétences fortes et majeures au plus près de nos concitoyens. En plus, il s'agit d'un sujet éminemment sensible qui est celui de l'eau. Dans un contexte de changement climatique, l'eau est un sujet hautement stratégique. Il nécessite non seulement un travail rigoureux entre l'agglomération et ses communes mais aussi une confiance pour travailler ensemble et cela pour les générations futures, ainsi qu'un partenariat étroit avec l'ensemble des acteurs et voisins des différents bassins versants. L'eau est une politique d'avenir, une politique structurante, exigeante. En cela, il me semble que l'ensemble des délibérations que nous présenteront Loïc RICHARD et Maryvonne BUCHERT sont majeures. Dans ce contexte de prise en charge de la compétence eau sur fond de crise énergétique, et suite au débat d'orientations budgétaires que nous avons eu le 7 novembre lors duquel nous avons partagé notre souhait de cranter une politique volontariste en matière environnementale et énergétique de services aux habitants et d'attractivité en matière de ressources humaines, Antoine HOMÉ nous présentera ce soir le budget primitif 2023 qui s'adossera à tous les efforts de la collectivité pour contenir ses dépenses, optimiser son fonctionnement et qui proposera également des efforts complémentaires des contribuables, des usagers de nos services. Ces moyens sont nécessaires pour assumer nos différentes politiques. Nous y reviendrons plus en détail naturellement et notamment sur les sujets périscolaires, là aussi Josiane MEHLEN aura un nombre important de délibérations à nous présenter. Un territoire de « nouvelle donne environnementale énergétique et écologique ». Pour démarrer le premier chapitre, je vais donner la parole à Rémy NEUMANN qui nous présentera le plan énergie 2030. Vous avez sur table une synthèse, un diaporama détaillé va vous être présenté, comme cela avait été évoqué lors du conseil d'agglomération du 26 novembre où Rémy NEUMANN était intervenu sur le coût de l'énergie et sur nos différentes actions en cours d'étude. Il avait annoncé que nous présenterions un plan de sobriété énergétique. Nos collègues élus et nos services y ont

beaucoup travaillé afin d'établir ce plan très complet avec dix blocs de mesures dont certaines sont à court terme et permettront de faire des économies de 1,5M€ en 2023. D'autres se planifieront dans le temps pour structurer nos différentes politiques qui convergent vers ce même objectif. Je vais laisser la parole à Rémy NEUMANN et ensuite à Daniel BUX pour préciser en détail le champ sportif.

M. NEUMANN : Merci M. le Président, je vais essayer d'être rapide puisque la séance va être longue. Vous avez sur votre table une feuille A4 avec le résumé des dix mesures de sobriété et d'efficacité énergétique que nous proposons. Je voulais simplement, pour démarrer, mettre en perspective ces différentes mesures qu'on vous propose en rappelant qu'au niveau de l'énergie, l'agglomération et les communes qui la composent prennent une sacrée claque en ce moment puisque en fonction des cours du gaz qui vont encore certainement évoluer au cours de l'année 2023, nous en sommes à une simulation actuellement d'un surcoût pour l'électricité et le gaz, en 2023, pour m2A et nos 39 communes, de pratiquement 23 à 25 M€, soit + 5M€ pour m2A en sachant qu'au niveau de l'électricité, entre 2021 et 2022, nous avions déjà une augmentation de 4 M€ pour le groupement m2A et les communes. Nous aurons une nouvelle augmentation de 5 M€ qui, comme vous le verrez par rapport au gaz, est encore contenue du fait de la partie d'électricité que nous achetons au tarif de l'ARENH, et le reste nous devons l'acheter sur le marché de l'électricité avec un coût du MWh qui actuellement tourne encore autour de 450 €, soit pratiquement huit fois le prix que nous avions en début 2021. Pour le gaz c'est carrément une explosion puisque nous aurons une plus-value à payer l'année prochaine, sur la base actuelle des prix, de 14 à 16 M€ pour l'ensemble du groupement. Vous voyez donc des explosions budgétaires qui vont mettre à mal beaucoup de budgets de nos communes et également de m2A, nous le verrons tout à l'heure dans le vote du budget primitif 2023. Ce coût très important pour la collectivité nécessite un certain nombre de mesures de sobriété, mais vous vous doutez bien qu'elles ne suffiront pas à couvrir l'ensemble de ces hausses, ce qui n'empêche pas de les mettre en œuvre. Je vous propose rapidement de survoler les slides. La première slide : le chauffage et l'éclairage maîtrisés avec un objectif de réduction de 10 % de la consommation de gaz pour les équipements m2A. Là on ne parle que des équipements m2A, en sachant que les différentes communes mettent certainement en place des mesures à peu près analogues. Toujours le chauffage, slide 2 : la baisse du chauffage dans les équipements, les bâtiments de nos partenaires et filiales. On parle notamment des musées et par exemple du Parc Expo dans lequel nous nous trouvons ce soir, l'extinction de l'éclairage la nuit dans les zones d'activités, je vous donne quelques exemples seulement. Et enfin l'éclairage optimisé chez nos partenaires : Cité du Train, Ecomusée et le Parc Expo, j'en ai parlé. La mesure numéro 2 c'est l'environnement et le travail écoresponsable. Là nous allons mettre en place, mais il y en avait déjà un certain nombre, systématiquement des référents énergie dans l'ensemble de nos bâtiments et préconiser un certain nombre d'éco-gestes qui permettent de réduire la facture énergétique. Troisième slide, au niveau du fonctionnement des équipements, je ne vais pas développer et je laisserai la parole tout à l'heure à M. BUX, afin de vous détailler les mesures dans ce domaine-là qui ont déjà parues dans la presse. Toujours le fonctionnement des équipements de nos partenaires : une fermeture partielle des musées. En mesure 4, l'audit énergétique et télégestion des bâtiments. Il s'agit effectivement d'accroître la

télégestion avec un objectif de télégestion de 100 % de nos bâtiments, d'ici quelques années, avec un plan d'investissement spécifique de 500 000 € et atteindre une économie de 15 % de la consommation. Il y aura également un certain nombre d'audits énergétiques qui seront réalisés. En mesure 5 la construction durable. Ce sont des mesures plus sur le long terme avec quelques mesures à court terme qui sont déjà dans le budget 2023, notamment au niveau du passage en led d'un certain nombre d'installations, je pense au Centre sportif régional d'Alsace, la patinoire et le stade de l'Ill, et dans une phase de plus long terme, des programmes d'investissement complémentaires pour arriver à des économies d'énergie supplémentaires. Il y a également des actions à moyen et long terme concernant les bâtiments avec l'isolation des toitures, des murs extérieurs, tout cela pour diminuer les bâtiments énergivores sur l'agglomération avec un investissement qui sera programmé sur les années qui viennent de 4 à 5 M€ avec des économies d'énergie importantes à atteindre. Au niveau des énergies renouvelables, la décarbonation, on en a déjà parlé, nous allons poursuivre l'extension de notre réseau de chaleur pour un chauffage urbain vertueux. Je rappelle que l'investissement est de plus de 100 M€. 140 M€ si on rajoute les installations qu'on devra faire chez les industriels. On a eu un COPIL du schéma directeur, vendredi dernier, qui a validé ce programme et il restera au conseil d'agglomération, en janvier, à prendre une délibération pour créer une société d'économie mixte avec des partenaires industriels et financiers pour lancer cette extension du réseau de chaleur avec, je rappelle, un objectif principal, celui de réduire notre consommation de gaz pour avoir une énergie moins énergivore et moins chère que ce que nous payons actuellement, et avec une destination principalement aux habitants de l'agglomération ; l'objectif à terme étant de chauffer, grâce à cette extension du réseau de chaleur, 20 000 logements environ. La mesure 7 concerne les mobilités et la multimodalité. Ces mesures vous ont déjà été présentées mais on les rappelle : c'est le schéma directeur des mobilités douces, le déploiement des bornes électriques, nous en avons parlé il n'y a pas très longtemps, la poursuite des nouvelles commandes de bus biogaz et la flotte de véhicules propres de m2A, ainsi que l'initiation au covoiturage. Toujours en mobilités et multimodalités : travailler avec Soléa sur les économies d'énergie concernant les dépenses d'éclairage, réduire les dépenses de chauffage, mettre un système de chauffage autonome dans plus de 50% des bus et une réflexion sur les panneaux solaires sur le site de SOLEA. En mesure n° 8 : aider à la rénovation énergétique des logements à travers notamment notre soutien appuyé à l'ALME, aux financements OCTAVE et aux financements de l'ADIL pour la rénovation énergétique, également le soutien aux copropriétés en OPAH, nous en avons déjà parlé la dernière fois avec Vincent HAGENBACH, et une nouvelle programmation d'aide directe aux particuliers pour les inciter à faire des travaux d'économies d'énergie. En mesure n°9 : solidarité énergétique. M2A est aux côtés des usagers des communes. Au niveau des usagers, c'est effectivement un certain nombre de lobbying à faire au niveau de l'Etat pour que les aides de l'Etat touchent l'ensemble de la population, et vis-à-vis des communes on le verra dans le budget 2023, c'est d'augmenter la DSC et de renforcer le fond de soutien aux initiatives écologiques des communes pour aider les communes à entreprendre un certain nombre de travaux pour faire des économies d'énergie eux-mêmes sur leur ban communal. Enfin la mesure 10 : démarche partenariale écoresponsable, c'est effectivement de renforcer notre démarche avec l'ADEME ; l'ADEME avec qui nous négocions actuellement une aide très forte pour l'extension du réseau de chaleur qui se chiffrera en dizaine de millions d'euros. On propose de reprendre la démarche Cit'ergie que nous

avions engagée, il y a quelques années, mais que nous avions suspendue et qui s'appelle maintenant « climat-air-énergie » avec le soutien de l'ADEME pour mieux connaître notre consommation et trouver des solutions, comme je l'ai dit tout à l'heure, pour la réduire. Voilà les dix grands axes, en sachant que globalement l'objectif c'est de prendre toute une série de mesures, et il n'y a pas de demi-mesure possible par rapport au coût de l'énergie dont je vous ai parlé tout à l'heure, d'accélérer nos investissements dans le développement de la rénovation énergétique notamment des bâtiments, de favoriser toutes les énergies renouvelables et la récupération des chaleurs fatales des industries sur notre agglomération notamment au niveau des industries chimiques de la bande rhénane avec lesquelles nous travaillons en étroite collaboration, de favoriser également dans ce cadre-là notre partenariat avec STELLANTIS pour renforcer ce site et pérenniser les emplois. Toutes ces mesures rentrent bien entendu dans le cadre du plan climat puisqu'elles nous permettront de réduire notre émission de CO^2. Je vous donne un seul exemple, la centrale thermique de l'Illberg. Nous avons avec le nouveau réseau de chaleur l'objectif de doubler sa production de chaleur pour les habitants, et avec l'utilisation de la chaleur fatale, nous réussirons à réduire de 15 000 tonnes par an l'émission de CO^2 puisque nous utiliserons nettement moins de gaz et beaucoup plus de chaleur fatale. Voilà M. le Président, en résumé, les mesures que vous avez détaillées dans votre dossier. Je propose à Daniel BUX de vous faire un zoom sur la partie « fonctionnement des équipements et notamment des piscines ».

M. BUX : Effectivement dans le cadre de ce plan d'économies d'énergie, les installations sportives représentent une part extrêmement importante, de même que les musées, le Parc Expo et d'autres installations, cela a été dit par Rémy. A l'heure actuelle, un certain nombre de mesures ont déjà été prises notamment au niveau des établissements aquatiques, je ne parlerai que de la baisse de température de l'eau, mais également de l'air dans les piscines, de 1 degré. Nous sommes actuellement à 26,5 degrés. La fermeture de l'espace bien-être Aquarhin. Pourquoi nous l'avons fermé ? Tout simplement parce que la fréquentation était plus que symbolique. Mobiliser du personnel et de l'énergie pour relativement peu de monde. La fermeture anticipée du bassin extérieur de l'Ill Napoléon. Là aussi il était chauffé, il commençait à faire froid. Pour faire des économies, il fallait arrêter l'exploitation de ce bassin et une alternance d'ouverture entre les piscines d'Ottmarsheim Aquarhin et Ill Napoléon pendant les petites vacances. On recentre les utilisateurs, notamment le public pendant les petites vacances, sur une des deux piscines à chaque fois, en alternant d'une période de vacances à une autre. Au niveau des équipements terrestres, baisse de températures, comme cela a été indiqué par Rémy tout à l'heure, au Palais des Sports, au Centre sportif régional, au Centre hippique, au gymnase de l'ASPTT et bien évidemment dans l'ensemble des vestiaires qui appartiennent à ces établissements. Au niveau de la patinoire c'est un peu plus délicat, parce que réduire l'activité c'est hypothéquer le fonctionnement sportif d'un certain nombre d'associations. La solution qui a donc été retenue, c'est de prolonger la fermeture estivale de cet établissement, de rajouter quelques semaines d'économie, à ce niveau-là. Bien sûr des investissements sont déjà prévus à très court terme, pour 2023, l'éclairage du stade de l'Ill, la mise en place de led pour l'éclairage de la patinoire et pour les éclairages des différentes salles du Centre sportif régional. Alors vous me direz qu'il manque quelque chose dans ce plan. Effectivement le gros morceau que l'on considère comme l'économie principale à faire dans ce cadre de sobriété énergétique, il s'agit des bains municipaux. Les

bains municipaux, la décision est d'arrêter l'exploitation et ce pour différentes raisons. Le coût énergétique est énorme, nous consommons actuellement 1 700 tonnes de charbons venant de Colombie parce que ce type de combustible est le plus adapté énergétiquement aux vieilles chaudières qui datent des années 1920. Le problème c'est que la chaleur produite par ces chaudières n'est pas modulable sur l'ensemble de l'établissement. Il est effarant de constater que la seule modulation possible actuellement se fait par l'ouverture des fenêtres. Aujourd'hui, annoncer une telle mesure ce n'est franchement pas défendable. Il y a la Commission de sécurité qui, depuis quelques années, donne un avis défavorable car il n'y a pas d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. C'est un certain nombre de mesures qui nous obligent, et ce n'est pas – croyez-le – de gaieté de cœur de décider l'arrêt de l'exploitation. Bien sûr que cela pose un certain nombre de problèmes. Il y a actuellement une fréquentation qui est relativement modeste, il faut bien le reconnaître, par rapport à d'autres établissements. Nous comptons actuellement 11 000 scolaires, 4 000 publics, 5 000 douches sociales, 3 000 bains romains et 7 000 animations m2A. Ce ne sont pas des personnes différentes, ce sont tout simplement des entrées. Chaque fois qu'un utilisateur franchit la caisse, m2A dépense 35 euros minimum par personne, donc vous voyez que le coût est inquiétant. Le problème a été de redistribuer tous ces utilisateurs sur les autres établissements, et là le service des sports a fait un travail remarquable. Les 11 000 scolaires sont redistribués sur les créneaux qui étaient encore disponibles au niveau de l'Illberg, le public dispatché sur l'ensemble des piscines, certains feront des déplacements peut-être plus importants, les douches sociales sont transférées à l'Illberg. Tout l'été, pendant la période de fermeture des bains municipaux, ces douches sociales étaient au stade nautique et cela s'est très bien passé, donc cela se passera très bien également au niveau de l'Illberg. Pour les bains romains nous comptabilisons, sur l'année, 10 abonnements plus les individuels. Vous pouvez donc imaginer le coût énergétique de cette activité par rapport à la situation actuelle, et les animations peuvent être facilement réparties également sur l'ensemble des autres établissements dont nous assurons nous-mêmes les animations. Il n'y a donc personne qui sera à la rue. C'était un engagement qui a été pris par le service des sports et par l'ensemble des élus de la commission des sports, et ce sera tenu. C'est un point extrêmement important. Pendant cette période d'arrêt de l'exploitation, il faudra que l'on mette en place un comité de pilotage partagé entre la ville de Mulhouse, m2A et tous ceux qui voudront s'intéresser à la situation pour trouver une solution pour l'avenir de cet établissement. Je rappelle que c'est un établissement classé, on ne peut pas en faire n'importe quoi, on ne peut pas toucher par exemple aux chaudières ; les chaudières elles-mêmes sont classées. On peut rajouter, on peut le remplacer par une autre production d'énergie mais les chaudières devront être préservées, de même que les façades et qu'un tas de choses. Il y a encore des installations électriques qui sont d'origine, il faut s'imaginer ce genre de choses. Voilà un peu la situation. Ce comité de pilotage sera chargé d'actionner tous les leviers qui peuvent être trouvés pour une éventuelle modification ou une nouvelle affectation à cet établissement. Cela peut être dans le cadre d'un partenariat public-privé, cela peut être une animation ou un concept autour de l'eau et du bien-être avec un rajout de restauration. A l'heure actuelle on ne s'interdit rien, tout peut être envisagé mais ça va être délicat, il faut le reconnaître. Il faudra qu'on s'y atèle et qu'on recherche vraiment des partenariats. Actuellement la remise aux normes par rapport à la Commission de sécurité, c'est une dépense prévisible de 10 M€. Pour remettre l'ensemble de l'établissement en état, il faut

compter 30 à 40 millions. Vous voyez donc un petit peu ce que représente cet établissement. Mais c'est un établissement qu'il faut sauvegarder, il est emblématique, il fait partie du patrimoine architectural de Mulhouse, il faut le sauvegarder, c'est absolument indispensable. Pourquoi est-ce que l'on parle d'arrêt et non pas d'abandon de la compétence ? Tout simplement parce qu'un abandon de compétence signifie modification des statuts et cela veut dire retour de propriété à la ville de Mulhouse. Ce que nous ne voulons pas à l'heure actuelle. A l'heure actuelle nous gardons la propriété dans le cadre de nos compétences, malheureusement sans l'activité. Ce qui veut dire aussi que nous continuons à entretenir le bâtiment, à le garder hors gel et à le maintenir en état correct, ce qui nous coûtera toujours moins cher que de le faire fonctionner. Voilà en gros les différents éléments que je voulais apporter à votre connaissance et à votre appréciation dans le cadre de cette sobriété énergétique et plus spécialement concernant les bains municipaux.

M. le Président : Merci Daniel. Je voudrais juste rajouter aussi qu'il y a des associations qui utilisent ce bâtiment notamment le FCM Escrime, l'Office municipal des sports et un redéploiement est en cours d'étude pour le CSRA et le Palais des Sports.

M. BUX : Je voudrais rajouter un élément que j'ai oublié, c'est que des associations de défense environnementale ont saisi la commission d'accès aux documents administratifs concernant la pollution par le rejet des fumées de charbon en plein centre ville, ce qui actuellement est une totale hérésie.

M. le Président : Je voudrais juste préciser que c'est un sujet éminemment sensible et que notre volonté est de maintenir ce bâtiment qui est remarquable, qui est emblématique autant que la Tour de l'Europe -on en a discuté avec Michèle, les bains municipaux doivent continuer et cela nous obligera justement à être plus efficace pour travailler ensemble sur ce comité de pilotage ville de Mulhouse – Agglomération sur la base d'études qui ont déjà été faites avec la banque des territoires, ainsi qu'une étude flash qui a été faite. Donc à nous maintenant de travailler ensemble pour que cette période soit la plus courte possible et que l'on ait un avenir sur ces bains municipaux. On voulait vraiment vous présenter cela en toute transparence. Oui Loïc MINERY.

M. MINERY : Merci Président de me donner la parole. On est entièrement d'accord sur l'essentiel évidemment des mesures qui ont été présentées dans le cadre de ce plan énergie 2030. On en avait discuté en comité de direction. Il me semble donc important de marquer le coup. Autant effectivement sur cette question des bains municipaux, je note avec satisfaction le fait qu'il y a un comité de pilotage qui voit le jour pour justement réfléchir à l'avenir de ce site. Autant cette échéance de janvier pour l'arrêt de l'exploitation m'apparaît un peu brutale et risque de provoquer un peu d'émoi. Il va sans doute falloir dire les choses très clairement sur le fait que, non, le site n'est pas abandonné, non, ce site ne doit pas rester un bâtiment fantôme, au contraire ça doit donner lieu à un projet d'envergure, un projet qui soit partagé par l'ensemble des acteurs du territoire pour en faire un site en devenir. J'avais évoqué rapidement en comité de direction la question du raccordement au réseau de chaleur. On parle effectivement de la complexité de pouvoir toucher à la chaudière, mais il me paraît important, puisque d'autres acteurs comme le Diaconat juste à proximité demande à être raccordé dans les deux ans au réseau de chaleur, que cela

puisse également figurer dans ce chapitre-là. Puisqu'on parle effectivement de l'extension du réseau de chaleur, à juste titre, mettre un peu en relation les deux et donner du coup une perspective déjà pour ce site Pierre et Marie Curie qui en a bien besoin. J'aimerais aussi connaître, c'est de l'ordre du détail, les mesures qui ont été effectuées par rapport aux émissions. Cet été apparemment des mesures ont été effectuées sur les rejets de charbons. Ce serait intéressant de pouvoir communiquer cela aux riverains qui se plaignent assez régulièrement. Merci beaucoup. Juste encore un point sur les écrans publicitaires numériques. L'arrêt à 23 h me paraît quand même tardif. Si on a des efforts de sobriété à faire, si on risque des coupures, il va falloir que l'on travaille sérieusement à restreindre voire interdire l'allumage des écrans publicitaires numériques en période de tension.

M. le Président : Merci Loïc. D'autres prises de parole. Oui Nathalie et ensuite….

Mme MOTTE : Merci Président. Je voudrais juste revenir sur le sujet de la fermeture du musée de l'impression sur étoffes, à partir de janvier. La fermeture est prévue sur une période de qu'elle durée ? Et qu'en est-il de la conservation des pièces qui nécessitent un regard et des conditions particulières ? Merci.

M. le Président : Merci Nathalie. Roland ONIMUS.

M. ONIMUS : Merci beaucoup. En ce qui concerne la fermeture du MISE au mois de janvier, elle nous permet d'une part de démonter la collection qui est actuellement encore en place de la marquise de Pompadour / Dior, ce qui nous permettra surtout de sortir des réserves d'autres pièces. Naturellement l'ouverture du musée, on repartirait sur la réouverture du musée, le 2 ou 3 février, on redémarre le musée. Il n'est absolument pas question de fermer le musée. Actuellement nous travaillons également avec M. Frédéric CARMILLET et M. Hugues HARTMANN sur l'ensemble du chauffage, afin de recontrôler le fonctionnement des vannes. On chercher tous les axes pour réduire la consommation énergétique.

M. le Président : Merci. Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci M. le Président, chers collègues, nous prenons bonne note du plan de sobriété énergétique présenté à l'instant par Rémy NEUMANN et complété par Daniel BUX sur le volet des équipements sportifs. Le point relatif à l'arrêt de l'exploitation des Bains romains de la piscine Marie Curie, on a bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une fermeture à ce stade. Ce point implique forcément une réaction de la majorité mulhousienne. Ce bâtiment est, et vous l'avez dit l'un et l'autre, emblématique pour ne pas dire totémique pour beaucoup de Mulhousiens, notamment du fait de sa haute valeur patrimoniale. Soyez assurés que les élus mulhousiens prendront toute leur part dans le comité de pilotage ville centre- agglomération qui va se mettre en place à cet effet. Loin de tout esprit polémique, il nous semble au contraire impératif de travailler ensemble sur ce sujet et de tracer un avenir décidé en commun pour ce bâtiment. Les délais de prise de décisions et d'échanges, en amont, ont été plus que contraints. Il y a certes une urgence de timing s'expliquant par le contexte énergétique, mais nous pensons qu'il y a aussi une urgence à mettre en œuvre une concertation. Nous sommes interpellés sur cette décision par plusieurs acteurs et par plusieurs biais sur le volet sportif, sur le volet scolaire et sur le

volet social. Au-delà du symbole, il s'agit d'un équipement qui a de nombreuses utilisations parfois très anciennes, fruit de notre histoire, et tout cela nécessite de bien faire le tour des enjeux et d'apporter le maximum d'assurance à chacun. Il s'agit aujourd'hui du seul équipement aquatique ciblé pour un arrêt d'exploitation dans le périmètre de notre agglomération. Chacun a conscience des problématiques propres à ce bâtiment tant pour son système de chauffage archaïque, ç'a été rappelé, mais aussi pour son accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Il ne s'agit pas de notre part d'une posture ou d'un mouvement d'humeur de l'équipe mulhousienne, le sujet n'est pas tabou et doit être traité dans la concertation et la sincérité. Nous devons rassurer les clubs sportifs, aquatiques ou non. Il y a aussi le club d'escrime, sur la possible reventilation des créneaux proposés. Il en va de même pour les nombreux scolaires utilisateurs, au premier rang des écoles mulhousiennes, la natation est une compétence obligatoire. Là aussi le planning d'utilisation des autres bassins de la ville doit être construit pour que chacun puisse continuer à bénéficier de l'apprentissage du « savoir nager ». Si la piscine de l'Illberg est avancée comme une principale solution de repli pour les scolaires, nous pensons qu'il faut aussi envisager que le centre d'entraînement et de formation à la natation puisse lui aussi s'ouvrir et absorber davantage de créneaux pour nos clubs sportifs de haut niveau, comme le Mulhouse water-polo dont les résultats progressent chaque année et contribue au rayonnement de notre territoire. Enfin la ville de Mulhouse accorde une attention toute particulière au maintien d'une offre de douches sociales pour les personnes les plus en difficulté, pour lesquelles il est question de dignité humaine. Ce sont toutes ces questions qui seront sur la table des réunions du comité de pilotage qui va se mettre en place et qui devra placer nécessairement la concertation au cœur de nos échanges. Concertation avec les différents utilisateurs pour le court terme, et dans l'urgence, mais aussi concertation avec les associations de défense du patrimoine voire à un moment donné avec la population pour prendre les meilleures décisions pour son devenir. Il nous semble donc nécessaire, dans un premier temps, que des assurances soient clairement données sur le volet sportif, scolaire et social, pour rassurer chacun avant que l'arrêt de l'exploitation annoncé ne soit effectif. Si la date de janvier est confirmée, elle nous paraît donc prématurée. Je vous remercie.

M. le Président : Oui Daniel je pense que l'on peut être d'accord avec tout ce qui a été dit.

M. BUX : Absolument, je me réjouis des paroles d'Alain parce qu'elles vont exactement dans le même sens que nous. C'est un travail commun que nous devons entreprendre pour le devenir de ce bâtiment. En ce qui concerne la redistribution, toutes les garanties ont été données par le service des sports tant au niveau des associations que du public, que des scolaires, que des douches sociales. Tout cela est déjà calé et sera effectif à partir du 3 janvier. En ce qui concerne les créneaux du centre d'entraînement de haut niveau, la nouvelle convention nous obligeait déjà, nous permettait de libérer des créneaux pour les autres associations Water-polo, triathlon actuellement qui utilise également ce bassin, c'est fait, c'est déjà en route. De ce côté-là, il reste encore quelques créneaux qui peuvent être donnés à condition qu'on les demande. Il faut toujours que ce soit de la compétition, il ne faut pas que le public vienne occuper ces quelques créneaux, ils sont destinés aux entraînements de haut niveau. En ce qui concerne la question de Loïc relative aux mesures des rejets de fumées de charbon, les mesures jusqu'à présent n'ont pas été effectuées parce que nous

n'étions pas équipés pour les faire. Et pourquoi nous n'étions pas équipés ? Parce que personne ne nous demandait quelles étaient les mesures, la hauteur des déchets. Si nous devions faire ces mesures, nous devrions investir de façon assez importante pour des appareils de mesure afin d'obtenir les résultats que nous avons promis à la CADA, s'ils nous les redemandent. Voilà en gros les réponses que je voulais donner. Je partage totalement les inquiétudes d'Alain, et je suis sûr que dans un esprit de collaboration et de partenariat, nous arriverons à faire de belles choses de ce bâtiment.

M. le Président : Merci beaucoup. On prend naturellement contact avec l'ensemble des utilisateurs, scolaires, associations, particuliers et aussi pour cette information qui doit être effective et bien partagée. Michèle LUTZ.

Mme LUTZ : Juste une petite demande à l'attention de Daniel BUX. Hier soir, nous avions les « Talents du sport » et le président du club de Waterpolo visiblement n'avait pas encore reçu l'information, il était très inquiet. Donc si tu pouvais leur transmettre une information claire, je crois que cela résoudrait déjà un certain nombre de conflits ou de choses qui pourraient être latentes. En tout cas je l'ai croisé hier soir, il ne semblait pas aussi clair dans la réponse. Je te demande donc si tu veux bien prendre contact avec le président du club de water-polo.

M. BUX : Sans aucun problème, on se voit régulièrement, on se parle régulièrement, et ça m'étonne qu'il ne soit pas au courant.

Mme LUTZ : Hier soir il y avait encore de forts doutes, je me permets donc d'essayer d'évacuer aussi tous ces doutes.

M. BUX : C'est une personne particulièrement inquiète, mais c'est pour le bien du club. Je m'en occupe.

M. le Président : Merci beaucoup et merci aux services qui se sont mobilisés et aux agents qui vont appliquer toutes ces mesures.

4° RAPPORT ANNUEL 2021 SUR « LE SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS » (415/8.8/880C)

Mulhouse Alsace Agglomération est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

Il appartient au Conseil d'Agglomération, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 créé par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 de prendre acte du rapport annuel sur le service public de prévention et de gestion des déchets.

Sur le territoire communautaire, le service public intercommunal d'élimination des déchets s'organise entre le SIVOM de la Région Mulhousienne, compétent pour la collecte sélective des déchets recyclables, le traitement des déchets et l'élimination des déchets non valorisables, et Mulhouse Alsace Agglomération, compétente pour la collecte des ordures ménagères.

L'année 2021 est une année charnière pour la collecte en porte à porte sur le secteur prestataire. En effet, la consultation marché public a été relancée pour cette zone, avec une volonté d'apporter des modifications permettant une optimisation technique et financière (répartition des tournées, jour de collecte, qualité du tri, décarbonation de la flotte de véhicules) de la prestation.

Qui plus est, le prestataire roulera avec des véhicules fonctionnant avec une énergie 100 % biocarburant basée sur du colza cultivé en France.

Autre fait notable pour 2021, l'ouverture de la cité du réemploi qui s'est effectuée sur le second semestre.

Aujourd'hui, le service « Gestion des déchets » de Mulhouse Alsace Agglomération, composé de 167 agents, gère la collecte sur 39 communes dont 15 en régie (172 889 habitants) et 24 communes par le biais de deux prestataires privés (101 177 habitants).

Mulhouse Alsace Agglomération et le SIVOM régissent un parc de 155 859 bacs, distribuent 1 298 232 sacs jaunes par an et possèdent 150 conteneurs enterrés et 569 conteneurs aériens.

Ensemble, ces deux collectivités poursuivent aussi leurs actions en faveur de la réduction des déchets.

Sur l'ensemble de l'année, la production des déchets ménagers et déchets triés, est globalement en hausse, vraisemblablement boostée par une reprise économique post-covid. Pour les flux principaux, le service Gestion des déchets de Mulhouse Alsace Agglomération a collecté 64 007 tonnes d'ordures ménagères résiduelles (contre 62 846 tonnes en 2020), 18 698 tonnes de collecte sélective hors déchetterie (contre 18 352 tonnes en 2020) et 8 156 tonnes de verre (contre 8 256 tonnes en 2020).

Au titre des projets à venir, menés en partenariat avec le SIVOM de la région mulhousienne, figurent notamment la réflexion sur la collecte des bio-déchets à l'échelle de l'agglomération et l'engagement de l'agglomération dans un PLPDMA (Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés).

Le rapport annuel est joint à la présente délibération.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets, qui sera transmis aux communes membres et mis à la disposition du public.

PJ : 1 rapport annuel



Rapport annuel d'activité 2021

Sur le service public de prévention et de gestion des déchets

Service Gestion des déchets



SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE DU SERVICE 2
A- Présentation des différentes compétences 2
B- Présentation du service « Gestion des déchets » de la direction « environnement et services urbains » 4
C- Organisation de la collecte 9
BILAN D'EXPLOITATION 16
A- Evolution de la Collecte 16
B- Données d'exploitation 17
ELEMENTS FINANCIERS 29
A- Dépenses de fonctionnement 29
B- Recettes de fonctionnement 29
REDEVANCE SPECIALE 30
EVOLUTION DE LA CONTENEURISATION ET DE LA COLLECTE SELECTIVE EN PORTE A PORTE 31
A- Années après années 31
B- Dispositif YOYO 32
C- La communication d'entretien du geste de tri et d'ajustement 33
COLLECTE ET ENVIRONNEMENT 36
A- Emission de gaz à effet de serre 36
B- Valorisation matière 36
C- Recyclage des bacs 36
PERSPECTIVES 37
A- Réduction des déchets et PLPDMA 37
B- Cité du réemploi 38
C- Collecte et véhicules plus respectueux de l'environnement 39
SYNTHESE 40
EN COMPLEMENT : 40

PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

A- Présentation des différentes compétences

Les compétences en matière de déchets sont réparties entre le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la région mulhousienne (SIVOM) et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Le SIVOM assure les compétences suivantes :

- La Collecte Sélective (CS) des déchets recyclables ou valorisables sur le périmètre de m2A y compris la gestion des déchetteries de ce territoire.
- Le traitement et l'élimination des déchets sur le périmètre global regroupant m2A et la communauté de communes du Secteur d'Illfurth (CCSI) – *voir carte page suivante.*

Pour m2A, le service « Gestion des déchets », entité de la direction « environnement et services urbains » du 4ième pôle, assure les compétences suivantes :

- La collecte et le transport des Ordures Ménagères résiduelles (OMr) sur m2A.
- La collecte et le transport de la Collecte Sélective (CS) sur m2A (emballages, papiers, cartons et verre) pour le compte du SIVOM.
- La collecte en porte à porte et le transport des déchets verts sur 10 communes de m2A.
- La collecte en porte à porte et le transport des bio-déchets de la commune de Wittelsheim.
- La collecte en porte à porte et le transport des Ordures Ménagères Encombrants (OME) sur 8 communes.
- La sensibilisation des habitants à la propreté de leur agglomération.

L'ensemble de ces services est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) définie sur une zone de perception unique depuis 2019. En complément de la TEOM, la redevance spéciale est appliquée sur le territoire de m2A pour les déchets assimilés aux déchets ménagers produits par les professionnels et certaines administrations.

Le territoire n'est pas sujet à des variations saisonnières notables dans la production des déchets. Les terrains de camping et caravanage sont soumis aux mêmes règles et fréquences de collecte que les autres usagers.

Carte des communes et groupements de communes adhérant au traitement des résidus urbains



B- Présentation du service « Gestion des déchets » de la direction « environnement et services urbains »



La collecte des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en porte à porte ou en apport volontaire (AV) sur m2A est assurée, pour une partie du territoire, en régie, et, pour l'autre partie par des prestataires privés.

Le service « Gestion des déchets » de m2A réalise l'ensemble de ses missions avec un effectif à l'état des emplois de **167 agents**, répartis dans différentes activités.

L'activité collecte en régie

L'activité « collecte » réalise la collecte en porte à porte des OMr et de la CS (déchets ménagers et assimilés).

34 conducteurs de bennes à ordures ménagères et **69 éboueurs** sont mobilisés pour assurer la mission.

24 bennes à ordures ménagères (BOM), 2 mini-BOM et 2 véhicules légers de collecte constituent l'essentiel du parc matériel de l'activité.



Il existe trois spécificités de collecte :

- La première est assurée en régie. Il s'agit de la collecte en porte à porte des déchets verts (DV) sur le territoire de l'ancienne communauté de communes du Bassin Potassique (Berrwiller, Bollwiller, Feldkirch, Ungersheim, Staffelfelden, Pulversheim, Ruelisheim, Wittenheim, Kingersheim et Richwiller). Elle concerne uniquement les habitations individuelles dotées de bacs verts de capacité 80 ou 140 litres. Cette collecte, saisonnière, s'effectue de début avril à début novembre, à fréquence hebdomadaire. Elle concerne 49 395 habitants de l'agglomération. Par contre, l'ensemble des habitants de l'agglomération peut porter ces déchets verts dans les déchetteries du territoire.

- La seconde est assurée par un prestataire privé. Il s'agit de la collecte de bio-déchets en porte à porte, en bacs, sur la commune de Wittelsheim (10 341 habitants en simple comptage). Elle concerne aussi bien les habitations individuelles que collectives, à fréquence hebdomadaire. Pour les autres habitants de l'agglomération, il n'y a pas de collecte séparative des bio-déchets. Ils peuvent recourir au compostage individuel. A défaut, la collecte est assurée par l'intermédiaire des OMr

- La troisième est également assurée par un prestataire privé. Il s'agit de la collecte d'encombrants en porte à porte, sur les communes de Bruebach, Brunstatt-Didenheim (zone Brunstatt uniquement), Eschentzwiller, Flaxlanden, Riedisheim, Zimmersheim, Heimsbrunn et Galfingue soit 27 907 habitants (simple comptage). La fréquence est de 1 fois par mois sauf pour Galfingue où elle est de 1 fois par trimestre. Les communes de Battenheim, Baldersheim, Sausheim, Rixheim, Habsheim et Dietwiller (30 200 habitants) bénéficient également d'une collecte d'encombrants en porte à porte mais réservée uniquement aux personnes âgées, sur appel.

L'activité transport en régie

L'activité transport effectue le transport et la vidange des bornes d'apports volontaires (AV), de bennes de déchèteries et des collectivités membres.



22 conducteurs assurent ces missions à l'aide de **13 véhicules poids lourds adaptés.**



Un parc de près de **130 bennes** et plus de **740 conteneurs** sont gérés par cette activité.

Parallèlement à leurs tâches, les agents de cette activité participent activement aux opérations de déneigement et de salage en partenariat avec le service Propreté/déneigement.

L'activité bacs-sacs

L'activité « bacs-sacs » assure la distribution et la maintenance du parc de bacs à roulettes et des sacs destinés à la collecte des déchets. Elle assure également une mission de prospection relative à la redevance spéciale.

Une équipe de 6 agents est mobilisée pour cette mission.

Elle dispose d'un atelier de réparation et d'un magasin de pièces détachées.

Fin 2021, cette activité gérait un parc de près de **155 859 bacs**





L'activité aménagement/quotidienneté

La mission d'information et d'accompagnement des habitants dans la gestion de leurs déchets ménagers est assurée par des agents de médiation :

- **16 brigadiers du tri et de la propreté**

Les agents de l'équipe renseignent les usagers sur le tri sélectif et le recyclage des déchets.

Ils assurent la permanence du numéro vert « collecte ». Ils enquêtent et répondent aux questions des habitants.

Ils effectuent des contrôles de respect des consignes de tri, vérifient que les habitants sortent les déchets ménagers les bons jours de collecte et, le cas échéant, procèdent à des verbalisations.

Ils participent activement au déploiement des bacs et de la collecte sélective en porte à porte sur le territoire, de la phase enquête et dimensionnement jusqu'à la phase de démarrage de la collecte.

Cette activité est également partie prenante pour donner un avis concernant les aménagements et les permis de construire tant pour l'accès des véhicules de collecte que pour les conditions de stockage et de présentation des bacs ou conteneurs.

« Gestion des déchets » en quelques chiffres :

167 agents et 37 véhicules lourds et 2 véhicules légers

- 113 agents à la Collecte, y compris l'encadrement
- 22 agents au Transport y compris l'encadrement
- 6 agents à l'activité bacs-sacs
- 1 agent responsable de l'exploitation Collecte
- 1 agent responsable de l'exploitation Transport
- 1 agent responsable de la logistique et de la sécurité et qui supervise l'activité bacs/sacs
- 1 agent responsable de l'activité quotidienneté et aménagements et qui supervise 2 encadrants pour 10 brigadiers du tri et de la propreté dont 1 au numéro vert
- 1 agent suivant les prestataires privés et qui supervise 5 brigadiers du tri et de la propreté sur son activité
- 1 agent chargé de l'entretien des infrastructures assisté d'1 agent technique
- 1 responsable du service
- 1 agent ressource

C- Organisation de la collecte

Répartition de la collecte entre régie et prestataire privé

Le service « Gestion des déchets » de Mulhouse Alsace Agglomération assure en régie la collecte en porte à porte de plusieurs flux de déchets ménagers et assimilés au sein de **15 communes** du territoire, soit **172 889 habitants** (simple comptage).

Les **101 177 habitants des 24 autres communes** du territoire sont collectés en porte à porte par un prestataire privé (SUEZ), dans le cadre de marchés publics.

Sur l'ensemble du territoire m2A, les points d'apport volontaires des flux de collecte sélective sont collectés en régie. Par contre, les points d'apport volontaires des OMr sont collectés par un prestataire privé dans le cadre d'un marché public (SUEZ).

Au global, m2A assure, en régie ou via un prestataire, la collecte des **274 066 habitants** (simple comptage) de l'agglomération.

Répartition du territoire entre la régie m2A et le prestataire



Répartition de la CS hors verre en Apport Volontaire ou en porte à porte

Fin 2021, la collecte des OMr et de la CS hors verre est assurée sans exception, sur tout le territoire, en porte à porte.

Toutefois, pour la CS, deux modes de pré-collecte se côtoient encore, en bacs ou en sacs.

Le verre est, quant à lui, collecté par l'intermédiaire de points d'apport volontaire pour la totalité de l'agglomération

Répartition du territoire entre la collecte en bacs ou en sacs



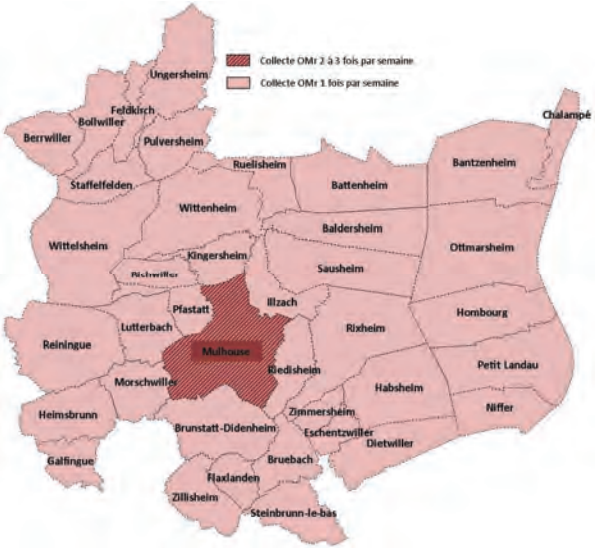
Fréquence de collecte sur le territoire

Les OMr

On retrouve 2 types de fréquence de collecte des OMr sur le territoire de m2A comme l'illustre la carte ci-dessous.

La fréquence majoritairement développée est de une fois par semaine (C1) avec parfois des spécificités locales (logements collectifs, commerces de bouche, résidence pour personnes âgées…) en deux fois par semaine (C2).

On notera la particularité de Mulhouse collectée en OMr deux fois par semaine (C2) avec un Centre-Ville et le quartier des Coteaux collectés 3 fois par semaine (C3) en raison des difficultés de stockage des déchets dans les locaux d'habitation.



La CS

On retrouve 2 types de fréquence de la collecte en CS sur le territoire de m2A comme l'illustre la carte ci-dessous.

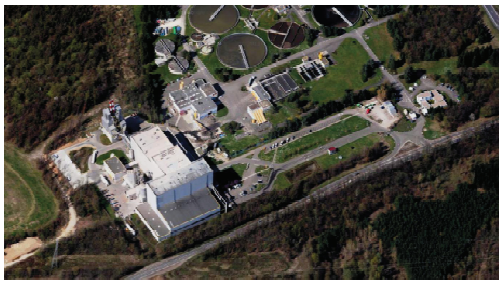
La fréquence majoritairement développée est d'une fois toutes les deux semaines (C0,5) avec parfois des spécificités locales (logements collectifs, commerces de bouche, résidence pour personnes âgées…) en 1 fois par semaine (C1).

On notera la particularité de Mulhouse collectée en CS une fois par semaine (C1) avec un Centre-Ville collectés 3 fois par semaine (C3) en raison des difficultés de stockage des déchets dans les locaux d'habitation.



Le traitement des déchets

L'Usine d'Incinération et de valorisation énergétique des déchets ménagers





Implantée à côté de la station d'épuration de l'agglomération mulhousienne, sur le ban communal de Sausheim (CD 39 route de Chalampé), sa construction a débuté en avril 1997 et s'est achevée en mai 1999.

D'une capacité nominale de 160 000 tonnes, elle est équipée d'un procédé d'incinération à lit fluidisé qui permet l'incinération conjointe des déchets ménagers, des déchets industriels banals, des déchets hospitaliers et des boues de la station d'épuration voisine, tout en respectant les normes les plus strictes en termes de rejets.

La combustion des déchets assure la production d'énergie, valorisée sous forme d'électricité et de vapeur.

Pour l'année 2021, l'usine a produit 37 021 MWh d'électricité et a fourni 41 052 MWh d'énergie thermique sous forme de vapeur. **En 2021, la performance énergétique de l'UIOM a été de 66,15%.** Ce sont les meilleurs résultats de l'usine depuis qu'elle fait de la cogénération (production d'électricité et de chaleur).

Pour rappel, le SIVOM a confié l'exploitation de l'usine d'incinération au groupe SUEZ.

Centre de tri des emballages ménagers

L'ensemble des CS en apport volontaire et en porte-à-porte est trié au centre de tri d'Aspach-Michelbach appartenant à la société COVED, dans le cadre d'un marché de tri et de commercialisation des fibreux passé avec le SIVOM. Ce centre peut traiter jusqu'à 35 000 tonnes de déchets par an.

Les papiers/cartons et emballages de toutes natures ainsi triés repartent vers des filières de recyclage adaptées.

A noter qu'un site de vidage intermédiaire COVED est situé sur la commune de Richwiller (rue de la Paix) et permet de diminuer les distances de déplacement d'une partie des Bennes à Ordures Ménagères (BOM) lors des collectes sélectives.

Pour mémoire, dans le cadre de l'extension des consignes de tri, le process du centre de tri d'Aspach-Michelbach a été modernisé en 2016.



Grâce à ces installations, les déchets issus de la Collecte Sélective sur l'agglomération font l'objet d'une opération de valorisation matière.

Centre de compostage des Déchets Verts

Les Déchets Verts (DV) collectés en porte à porte sont valorisés par compostage par l'entreprise Anna Compost se situant sur le ban communal de Kingersheim.

Cette installation permet une opération de valorisation matière sur les déchets verts de l'agglomération collectés en porte à porte.



ANNA COMPOST
L'énergie de la nature

Centre de compostage des Bio-déchets

Les bio-déchets sont valorisés par compostage par l'entreprise COVED sur la plate-forme du SM4 située sur le ban communal d'Aspach-Michelbach.

Cette installation permet une opération de valorisation matière sur les bio-déchets collectés en porte à porte d'une des communes de l'agglomération (Wittelsheim).





BILAN D'EXPLOITATION

A- Evolution de la Collecte



L'année 2021 a été une année de transition pendant laquelle a été menée à bien la consultation marché public de renouvellement de la collecte en porte-à-porte sur le secteur prestataire. Cette consultation a été l'occasion de requestionner l'organisation sur cette partie du territoire afin d'en réussir une optimisation.

Il en résulte qu'à mi-2022, démarrera un nouveau prestataire qui assurera une collecte, non plus sur une seule tournée du matin mais sur deux tournées, une du matin et l'autre d'après-midi/début de soirée.

Cette nouvelle organisation conduira à redéfinir intégralement les jours et horaires de collecte des 24 communes collectées par le prestataire début juillet 2022.

Cela permettra, d'une part d'optimiser l'utilisation du parc matériel et les infrastructures, d'autre part, de basculer un maximum de collecte d'OMr sur l'après-midi et le début de soirée. Cette bascule limitera l'afflux simultanée de véhicules au vidage à l'usine d'incinération les matins, afflux qui générait des difficultés techniques majeures avec des temps d'attente anormalement élevés pour les équipages de collecte.

Par ailleurs, il a été fait le choix d'un verdissement de ce mode de collecte par l'utilisation de véhicules fonctionnant à un biocarburant à 100% au lieu du traditionnel diesel 'énergie fossile'. Ce biocarburant est produit à partir de tourteaux de colzas cultivés en France (circuit court).

B- Données d'exploitation

Bilan global des tonnages de la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés

La synthèse suivante présente les tonnages collectés pour les années 2019 et 2020 en porte à porte et en point d'apport volontaire, hors déchetteries ou plates-formes de collecte spécifiques sauf le verre où celui qui est collecté en déchetterie est comptabilisé.

Un comparatif est effectué sur l'évolution de l'activité entre ces deux années en distinguant la collecte en porte à porte (PàP) de l'apport volontaire.

Type de déchets	Mode de collecte	Périmètre m2A		Ecart 2020 2021	Ratio 2021
		2020	2021		
OM résiduelles	Porte à porte	61 158 t	62 101 t	+1,54 %	226,6 kg/hab.
	Apport volontaire	1 688 t	1 906 t	+12,91 %	7,0 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	62 846 t	64 007 t	+1,85 %	233,5 kg/hab.
DV	Porte à porte	2 124 t	2 741 t	+29,05 %	55,5 kg/hab.
Bio-déchets	Porte à porte	755 t	841 t	+11,39 %	81,3 kg/hab.
Collecte Sélective hors verre hors apport en déchetterie	Porte à porte	17 350 t	17 940 t	+3,40 %	65,5 kg/hab.
	Apport volontaire	1 002 t	758 t	-24,35 %	2,8 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	18 352 t	18 698 t	+1,89 %	68,2 kg/hab.
Verre	Apport volontaire y compris déchetteries	8 256 t	8 156 t	-1,21 %	29,8 kg/hab.
Encombrants	Porte à porte	256 t	247 t	-3,52 %	4,3 kg/hab.
TOTAL		92 589 t	94 690 t	+2,27 %	345,5 kg/hab.

Les ratios en kg/hab. sont calculés avec la population totale de m2A, et non pas uniquement sur les périmètres concernés par les flux de déchets.

Les évolutions significatives des tonnages en quelques chiffres :

- ✓ Globalement, on note **une augmentation de la quantité de déchets collectés**. Il s'agit là d'un signe d'une activité économique en augmentation vraisemblablement liée à un phénomène post-covid.
- ✓ **Le tonnage du verre qui était en augmentation entre 2019 et 2020 est, cette fois en légère diminution.** Il s'agit d'une fluctuation normale d'une année sur l'autre mais qui indique malgré tout que ce geste de tri est à soutenir.
- ✓ La collecte des **déchets encombrants en porte-à-porte est, comme en 2020, toujours en baisse et très faible par rapport aux apports en déchetterie**, ce qui montre une efficacité du réseau de déchetterie et que le porte à porte ne doit être qu'une solution secondaire pour les personnes dans l'incapacité de se déplacer.

- ✓ **La Collecte sélective en apport volontaire est en baisse,** variation normale puisque le développement de la collecte en porte à porte de ces dernières années conduit à une réduction des points d'apport volontaire pour ce flux.
- ✓ A l'inverse, **les OMr collectés en apport volontaire augmentent** en raison d'un accroissement progressive du parc de conteneurs enterrés pour ce flux.
- ✓ **La forte augmentation du tonnage de déchets verts et de biodéchets** découle directement d'un printemps et d'un été humides qui ont favorisés la pousse des végétaux (déchets de tonte et de taille). Cela démontre aussi que la collecte des biodéchets est en grande partie utilisée pour les déchets végétaux du jardin et pas uniquement pour les déchets putrescibles produits en cuisine.

A noter l'abandon du système de collecte par le biais de la communauté « Yoyo », système expérimenté à partir d'août 2018, mais qui non seulement n'a pas réussi à se développer mais s'est même effrité au fur et à mesure du temps.

A noter que les ordures ménagères résiduelles sont incinérées dans l'usine d'incinération des ordures ménagères de Sausheim qui, en 2021, atteignait le **taux de performance énergétique de 66,15%.**

Tous traitements confondus, en 2021, les ordures ménagères et assimilés (hors boues) de l'agglomération ont été **valorisées à 91,6%**, valorisations énergétique et matière, les 8,4% restant ayant été enfouies.

Répartition selon les périmètres régie et prestataires privés

La collecte des déchets ménagers et assimilés sur m2A s'effectue sur 2 périmètres, avec d'une part une collecte en régie par le personnel du service « Gestion des déchets » et d'autre part une collecte par des prestataires privés.

COLLECTE PERIMETRE REGIE

Type de déchets	Mode de collecte	Périmètre m2A		Ecart 2020 2021	Ratio 2021
		2020	2021		
OM résiduelles	Porte à porte	41 281 t	42 047 t	+1,86 %	243,2 kg/hab.
	Apport volontaire	1 688 t	1 906 t	+12,91 %	11,0 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	42 969 t	43 953 t	+2,29 %	254,2 kg/hab.
DV	Porte à porte	2 124 t	2 741 t	+29,05 %	55,5 kg/hab.
Collecte Sélective hors verre hors apport en déchetterie	Porte à porte	10 696 t	10 981 t	+2,66 %	63,5 kg/hab.
	Apport volontaire	566 t	477 t	-15,68 %	2,8 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	11 262 t	11 458 t	+1,74 %	66,3 kg/hab.
Verre	Apport volontaire	4 680 t	4 690 t	+0,21 %	27,1 kg/hab.
TOTAL		61 035 t	62 842 t	+2,96 %	363,5 kg/hab.

Les évolutions significatives des tonnages en quelques chiffres :

- ✓ L'évolution des tonnages sur les flux du périmètre régie suit l'évolution globale du territoire.

COLLECTE PERIMETRE PRESTATAIRE

Type de déchets	Mode de collecte	Périmètre m2A		Ecart 2020 2021	Ratio 2021
		2020	2021		
OM résiduelles	Porte à porte	19 877 t	20 054 t	+0,89 %	198,2 kg/hab.
Biodéchets	Porte à porte	755 t	841 t	+11,39 %	81,3 kg/hab.
Collecte Sélective hors verre hors apport en déchetterie	Porte à porte	6 654 t	6 959 t	+4,58 %	68,8 kg/hab.
	Apport volontaire	436 t	281 t	-35,59 %	2,8 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	7 090 t	7 240 t	+2,11 %	71,6 kg/hab.
Verre	Apport volontaire	3 576 t	3 466 t	-3,07 %	34,3 kg/hab.
Encombrants	Porte à porte	256 t	247 t	-3,52 %	4,3 kg/hab.
TOTAL		**31 554 t**	**31 848 t**	**+0,93 %**	**314,8 kg/hab.**

Les évolutions significatives des tonnages en quelques chiffres :

- ✓ L'évolution des tonnages sur les flux du périmètre prestataire suit l'évolution globale du territoire mais avec une hausse globale du tonnage moins marquée que sur le territoire régie.

LA COLLECTE ENTERREE

La collecte enterrée des déchets ménagers et assimilés est un dispositif qui a démarré sur m2A en 2012.

En 9 ans, le nombre de points d'apport volontaire enterrés n'a cessé de croitre, notamment sur Mulhouse.

Ce développement est amené à se poursuivre dans les zones d'habitats les plus denses.

Fin 2021, on dénombrait sur m2A, 52 points d'apport volontaire enterrés répartis sur 12 communes. Cela représente **150 conteneurs enterrés** dont 54 pour les OMr, 51 pour la CS et 45 pour le verre.



OM résiduelles collectées en conteneurs enterrés	2020	2021	Ecart 2020/2021
	1 688 t	1 906 t	+12,91 %

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ **La hausse du tonnage des OMr collectées en conteneurs enterrés, comme pour les années passées, se poursuit avec le déploiement progressif de ce mode de collecte.**

LE RESEAU DES DECHETERIES

Le SIVOM de la région mulhousienne a la compétence déchèteries.

Le périmètre m2A compte **15 déchèteries** gérées par le SIVOM de la région mulhousienne. L'ensemble des habitants du périmètre m2A ont accès librement aux 15 déchèteries de leur choix.



Les 15 déchèteries sont des lieux clos et gardés où les habitants du périmètre m2A peuvent apporter leurs déchets recyclables et valorisables, sauf les OMr collectées exclusivement en porte à porte ou en conteneurs enterrés.

Elles constituent un élément important du dispositif de collecte sélective mis en place par m2A dans le cadre du plan de gestion des déchets.

En 2021, pour tous les résidents du territoire, l'accès reste libre en nombre de passage, et en volume, sauf saturation ponctuelle des bennes. Il est à noter que cette liberté d'accès pour l'habitant est de plus en plus rare dans la gestion des déchèteries en France. Le SIVOM réfléchit à une évolution du mode d'accès.

Une fois triés, les matériaux sont orientés vers différentes filières pour être valorisés.

Au fur et à mesure de l'évolution de nos modes de consommation, de la nature des déchets que nous produisons, des évolutions techniques ou encore du respect de l'environnement, les déchèteries se sont adaptées pour accueillir de nouveaux types de déchets et offrir un maximum de services aux usagers.

LE BILAN D'ACTIVITE 2021 DES DECHETERIES INTERCOMMUNALES – PERIMETRE SIVOM





En 2021, **71 741 t** de déchets ménagers ont été collectées sur l'ensemble du réseau intercommunal de déchèteries soit **15,93%** de plus qu'en 2020.

- ✓ **66 944 t** de matériaux dits « occasionnels » (gravats, DV, métaux, bois, déchets spéciaux, encombrants...), valeur en hausse de **15,81%** par rapport à 2020.

- ✓ **4 797 t** de verre, de papier-cartons et de bouteilles plastique collectés dans toutes les déchèteries en parallèle des collectes sélectives, valeur en hausse de **17,54%** par rapport à 2020.

Les tonnages de déchets spéciaux hors Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) que sont les Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD), les batteries, les piles, les huiles de vidange, les lampes et tubes d'éclairage, les cartouches d'encre et les radiographies dirigés vers les filières spécifiques de traitement et de valorisation se sont élevés à **572 t (hausse de 11,07%)**.

Les encombrants non valorisables s'élèvent à **19 245 t** soit une baisse de **9,41%**.

Les hausses globales de tonnage observées entre 2020 et 2021 sont en partie dû à la fermeture temporaire des déchetteries pendant le premier confinement en 2020, année qui, pour cette raison, n'est pas une année de référence significative.

Matériel et équipement

LES SACS DE COLLECTE SELECTIVE (SACS JAUNES) :

La Collecte Sélective en porte à porte, hors périmètre équipé de bacs, s'effectue en sacs jaunes. Sur Mulhouse, des sacs jaunes subsistent encore pour les logements où le stockage d'un bac s'avère impossible.

La distribution de ces sacs est gratuite, elle s'effectue en Mairie ainsi que dans certaines déchèteries.

SACS JAUNES				
Nombre de cartons	ex-CC Ile Napoléon	ex-CC Bassin Potassique	Mulhouse	Total
2020	64	3571	344	3 979
2021	0	3593	568	4 161
ECART	-64	+22	+224	+182

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ La conteneurisation du secteur ex-CC Ile Napoléon survenue en 2019 a significativement fait chuter le nombre de sacs jaunes utilisés en 2020 et complètement supprimée celle-ci en 2021. On observe une augmentation significative de consommation de sacs jaunes sur Mulhouse, hausse intégralement provoquée par une surconsommation aux déchetteries des Côteaux (152 cartons en 2020 et 250 cartons en 2021) et du Hasenrein (108 cartons en 2020 et 140 cartons en 2021). Cette surconsommation s'explique par une distribution trop généreuse. Un rappel des règles a été effectué entre temps.
- ✓ 4 161 cartons de rouleaux de sacs jaunes distribués, cela représente :
  1 298 232 sacs jaunes distribués sur m2A en 2021.

LES SACS DE COLLECTE DES OMR (SACS VERTS) :

m2A commercialise des sacs de collecte pour les OMr. Ils sont vendus aux usagers qui peuvent se les procurer par divers moyens :

- permanence de vente m2A chaque mercredi matin au Centre Technique Communautaire de Richwiller,
- vente dans diverses grandes surfaces de la région mulhousienne.

Nota : il existe un type de sacs spécifique, les 110 litres renforcés (110 LR) pouvant servir à l'évacuation de déchets lourds (gravats). Ceci est possible grâce à l'épaisseur du sac qui est nettement plus importante que les autres volumes (30, 50 et 100 litres).

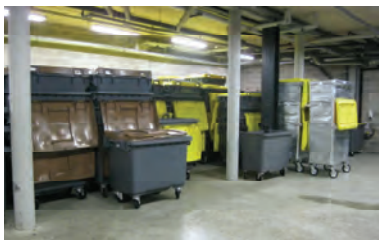
SACS VERTS ET HOUSSES A BACS						
Nombre de cartons	30 litres	50 litres	100 litres	110 litres renforcés	Total hors housses	Housses à bacs
2020	308	492	247	923	1 970	7 600
2021	266	463	209	641	1 579	4 100
ECART	-42	-29	-38	-282	-391	-3 500

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ La vente de sacs verts a diminué partout.
- ✓ 1 579 cartons de rouleaux de sacs verts vendus, cela représente :
  264 300 sacs verts vendus sur m2A en 2021.

EVOLUTION DU PARC DES BACS

Le parc de bacs a continué d'augmenter en 2021 malgré l'absence d'opération massive de conteneurisation. Cela est dû à l'apparition de nouveaux lotissements ou autres projets immobiliers et la mise en place de bacs sur Mulhouse à certaines adresses qui en étaient encore dépourvues.



Nombre de bacs en place sur m2A				
Année	Nombre de bacs à couvercle BRUNS OU BLEUS (OMr+biodéchets)	Nombre de bacs à couvercle JAUNES	Nombre de bacs VERTS	Total
2020	82 838	54 307	16 320	153 465
2021	84 037	55 299	16 523	155 859
ECART	+1 199	+ 992	+203	2 394

Les évolutions significatives en quelques mots

- ✓ L'évolution à la hausse s'est poursuivie avec la mise en place de la collecte en porte à porte en bac pour la CS de six nouvelles communes.

INTERVENTION SUR LE PARC DES BACS

L'équipe bacs assure la maintenance du parc des bacs de m2A. Grâce à un stock constant de bacs complets (cuve+roue+couvercle) et de pièces détachées, les agents bacs peuvent intervenir aussi bien pour effectuer un remplacement de bac (suite à une demande de changement de volume par exemple), que pour remplacer un couvercle cassé.

Nombre d'interventions			
Type d'intervention	2020	2021	Ecart
Dotation/ajustement/remplacement	7 211	4 778	-34 %
Réparation	128	207	-62 %

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ **La part dotation/ajustement/remplacement a baissé entre 2020 et 2021. Cela s'explique par l'absence d'activité de conteneurisation en 2021 contrairement à 2020**
- ✓ L'activité de réparation a augmenté. Cela s'explique par l'augmentation du parc ces dernières années et son vieillissement. Les réparations portent sur **0,13 %** du parc de bacs en place, valeur en hausse par rapport à l'année 2020 (0,08).

LES CONTENEURS DE COLLECTE SELECTIVE (AERIENS ET ENTERRES)

La collecte sélective en porte à porte s'étend progressivement sur le territoire de m2A.

Là où ce service n'est pas encore en place, les usagers peuvent effectuer le geste de tri des déchets dans des points d'apport volontaire.

Spécificité du centre-ville plateau piéton mulhousien, les deux modes de collecte cohabitent.

Pour les déchets d'emballage en verre, des conteneurs en point d'apport volontaire, généralement aériens, couvrent l'ensemble du territoire m2A, le tri en porte en porte n'existant pas.

Nombre de conteneurs (y compris déchèteries) fin 2021 :

FLUX	Nombre et type de conteneur	
Verre	415 conteneurs aériens 46 conteneurs enterrés	461 conteneurs
Multi-matériaux, papier, plastique	153 conteneurs aériens 51 conteneurs enterrés	204 conteneurs
TOTAL	569 conteneurs aériens 96 conteneurs enterrés (*)	665 conteneurs

(*) A noter que, sur le périmètre m2A, on dénombre 54 conteneurs enterrés supplémentaires qui sont consacrés aux OMr et non à la CS.

LES SITES D'INFORMATIONS DE LA COLLECTE POUR LES HABITANTS



Les habitants de m2A ont différentes possibilités pour s'informer sur les modalités de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Comme le montre l'image ci-dessus (dernière page du guide du tri), deux possibilités principales sont à disposition :

1. Un numéro vert,
2. Un site internet.

Le numéro vert renseigne l'habitant sur toutes questions relatives à la gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de m2A. Les brigadiers du tri et de la propreté assurent cette mission et répondent à ce numéro du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Sur le site internet du SIVOM, on y retrouve nombre d'informations et notamment le guide du tri et les calendriers de collecte.





ELEMENTS FINANCIERS

L'état des dépenses et recettes de fonctionnement présentées dans les tableaux ci-dessous correspondent à l'ensemble des activités de collecte et de traitement des déchets classées par articles comptables.

A- Dépenses de fonctionnement

Article	Libellé	Montant CA 2020	Montant CA 2021
011	**Charges à caractère général**	**8 422 403 €**	**9 207 137 €**
60..	Achats et variation des stocks	2 800 056 €	3 300 658 €
61..	Services extérieurs	4 888 497 €	5 065 737 €
62..	Autres services extérieurs	719 336 €	829 652 €
63..	Impôts, taxes et versements assimilés	14 513 €	11 090 €
012	**Charges de personnel et assimilés**	**11 149 728 €**	**11 299 134 €**
64..	Charges de personnel et assimilés	11 149 728 €	11 299 134 €
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 937 704 €**	**17 043 354 €**
655	Participations SIVOM pour le traitement et le tri sélectif	15 937 011 €	17 041 464 €
651	Redevances	693 €	1 890 €
66	**Charges financières**	**571 582 €**	**515 510 €**
67	**Charges exceptionnelles**	**758 €**	**6422 €**
042/023	**Dotation aux amortissements et autofinancement**	**2 797 091 €**	**1 412 328 €**
Total général des dépenses de fonctionnement		**38 879 265 €**	**39 483 886 €**

B- Recettes de fonctionnement

Article	Libellé	Montant CA 2020	Montant CA 2021
Recettes issues de la TEOM			
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	36 295 673 €	36 703 760 €
Autres recettes éventuelles			
70	Produit des services, du domaine et ventes diverses	2 583 592 €	2 780 126 €
704	Produit facturation travaux	1 550 087 €	1 599 685 €
706	Produit facturation prestations	1 033 506 €	1 180 441 €
Total général des recettes de fonctionnement		**38 879 265 €**	**39 483 886 €**

REDEVANCE SPECIALE

Qu'est-ce que la redevance spéciale ?
La redevance spéciale a pour objet de financer le traitement des déchets dits « assimilés » aux déchets ménagers, c'est-à-dire ceux non produits par les ménages, que la collectivité peut « eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières » (article L. 2224-14 du CGCT).

Qui est redevable ?
Les établissements publics, administrations, commerçants, artisans, industries (toute activité professionnelle) qui utilisent les services de collecte et de traitement de m2A sont redevables. Toutefois, ceux dont l'activité ne génère pas plus de 660 litres de déchets présentés à la collecte m2A par semaine sont exonérés (cette exonération tient compte de l'assujettissement à la TEOM de ces établissements).

Valeur de cette redevance
En 2021, la valeur de la redevance est fixée à un prix de 0,0876 €/litres/mois de déchets présentés (volume des bacs mis à disposition de l'établissement) déduit d'un forfait équivalent à 660 litres hebdomadaire.

Systématisation de l'application de cette redevance
Pour des raisons historiques, la redevance spéciale n'était appliquée que sur une partie des communes de l'agglomération. En 2018, a démarré la systématisation de cette redevance sur le territoire de toutes les communes, au choix des établissements concernés, de recourir à un prestataire privé ou au service public moyennant une convention.

La prospection commerciale de ce déploiement est assurée, depuis le 1er semestre 2018, par un commercial junior financé par le prestataire de collecte et piloté par m2A. Ce dispositif a été maintenu en 2019 mais a été interrompu en 2020 en raison de la crise sanitaire. Pour la même raison, le processus n'a pas pu être relancé en 2021. Par ailleurs, sur plusieurs semaines, les commerces fermés ont été exemptés de redevances ce qui fait que les recettes n'ont pas retrouvé leur niveau de 2019.

Le tableau ci-dessous présente la progression annuelle.

Evolution redevance spéciale				
Année	**2019**	**2020**	**2021**	**Ecart 2020/2021**
Nombre de convention à fin d'année	615	621	754	**+21 %**
Recette redevance spéciale	1 227 453 €	1 033 505 €	1 180 441 €	**+14,2 %**

EVOLUTION DE LA CONTENEURISATION ET DE LA COLLECTE SELECTIVE EN PORTE A PORTE



A- Années après années

La conteneurisation du territoire de l'agglomération avec une collecte sélective en porte à porte, initiée en **2013** avec la ville de Mulhouse puis en **2014** avec la commune d'Illzach se poursuit.

En **2016, 2018 et 2019**, respectivement, 5 communes (Riedisheim, Lutterbach, Brunstatt-Didenheim, Morschwiller-le-Bas et Reiningue) puis 8 communes (Bruebach, Eschentzwiller, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Steinbrunn-le-Bas, Zillisheim et Zimmersheim) et 7 communes (Battenheim, Baldersheim, Sausheim, Rixheim, Habsheim et Dietwiller) avaient rejoint le dispositif.

En **2020**, 6 nouvelles communes ont adhéré à ce mode de collecte : Chalampé, Bantzenheim, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau, Niffer.

Parallèlement, les conteneurs en apport volontaire collecte sélective sont retirés sauf exception, partout sur ces territoires. Seuls les conteneurs pour le verre sont maintenus.

A noter que, sur Mulhouse, la prospection des équipes pour compléter la conteneurisation se poursuit. A fin 2021, près de **90% des foyers de Mulhouse sont équipés de bacs à roulettes.**

L'objectif final reste la disparition complète des sacs pour **aboutir progressivement à 100 % de conteneurisation.**

B- Dispositif YOYO

A partir de la mi-année 2018 a été expérimenté le dispositif YOYO de collecte collaborative des bouteilles en matière plastique.

Le principe est, pour YOYO, d'animer des trieurs volontaires par l'intermédiaire de coaches. Les trieurs sont ensuite récompensés en fonction de leurs résultats par des bons d'achats, des places de cinéma, des réductions…

La collecte des bouteilles se fait à travers des sacs YOYO nominatifs, sur des points de collecte déterminés gérés par les coaches et ramassés par l'activité bacs/sacs du service.

Mais, l'année 2020 (seconde année complète du dispositif), bien que le développement ce soit fait de 50 coaches à fin 2019 à **56 coaches à fin 2020** a montré les limites de cette expérimentation : en 2020 il n'a été ramassé que **6 691 sacs** (environ 7,4 t de bouteilles à recycler) contre 13 691 en 2019 (environ 16,4 t de bouteilles recycler).

Cela démontre que les usagers n'ont pas adhéré à ce service qui a donc été arrêté courant 2021.

C- La communication d'entretien du geste de tri et d'ajustement

La communication d'entretien et d'ajustement du geste de tri s'effectue sur toutes les communes de m2A où le tri sélectif en porte à porte est en vigueur.

Des contacts personnalisés sont entrepris suite à des signalements téléphoniques (numéro vert, Allo proximité), des signalements par courrier ou courriel mais aussi suite à des constats effectués par les brigadiers du tri et de la propreté lors de leurs missions sur le terrain, notamment à l'issue de contrôles qualitatifs.

Les opérations de contrôle qualité sont réalisées avant le passage du véhicule de ramassage. L'objectif est d'observer la qualité du tri dans les bacs à couvercle jaune où les sacs jaunes, puis d'expliquer à l'habitant les éventuelles erreurs qu'il a commises dans son geste de tri. Toutes les communes sont concernées, à tour de rôle.

Lorsqu'un brigadier du tri et de la propreté constate des erreurs de tri, un autocollant « erreur de tri » est apposé sur le couvercle du bac ou sur le sac jaune.



Si l'habitant ne récupère pas et ne retire pas ses déchets, le bac ou le sac sera alors collecté par la benne en tournée OMr, avec les bacs marrons.

Un contact avec l'habitant en question est organisé le jour même. Le cas échéant, une verbalisation peut être effectuée.

Les brigadiers du tri et de la propreté effectuent également des opérations de communication et de sensibilisation en participant à des manifestations et en intervenant auprès des jeunes enfants à travers les Nouvelles Activités Périscolaires (NAP).

Depuis 2017, une formule dénommée Quali'tri de contrôle de la qualité des bacs a été mise en œuvre.

En fonction de la qualité du tri, un marquage du bac ou du sac est effectué selon trois catégories « parfait » / « presque parfait » / « attention » » avec des indications sur les erreurs rencontrées.



Lorsque le tri est non conforme, des brigadiers du tri et de la propreté interviennent pour sensibiliser les personnes.

En 2021, ces opérations n'ont été menées que sur une partie limitée de l'année en raison du contexte sanitaire. Sur cette péridode, 4052 adresses ont été contrôlés avec, comme constat :

- 3244 tris « parfait ».
- 424 tris « presque parfait ».
- 384 tris particulièrement « non conformes ».

En quelques chiffres

8 696 appels traités au numéro vert **et 591 appels** traités sur la plate-forme AlloProx. Les appels traités au numéro vert ont été décroissant par rapport à 2020 (9 135 appels) ce qui est cohérent avec l'absence de modification d'organisation en 2021, toujours générateur de beaucoup d'appels.

A noter également que la cellule numéro vert a traité 527 mails en provenance directe des communes de l'agglomération et 307 mails en provenance du SIVOM de la région mulhousienne (total en baisse par rapport à 2020 où 899 mails avaient été traités).

En rappel des consignes de tri, **6 524 fascicules de communication** ont été distribués à l'habitant (en 2020, 3 574 fascicules avaient été distribués).

Sur Mulhouse, il a été fouillé **106 sacs** (425 fouilles en 2020) prélevés sur **17 adresses** (169 adresses en 2020). **15 preuves** (86 en 2020) ont été trouvées et **2 procès-verbaux dressés** (13 en 2020).

COLLECTE ET ENVIRONNEMENT

A- Emission de gaz à effet de serre

La collecte des déchets sur m2A (porte à porte et point d'apport volontaire confondus), pour l'année 2021, a représenté une émission de gaz à effet de serre de :

- 1 784 t Eq CO_2 (secteurs régie et prestataires y compris les véhicules légers de l'encadrement, des brigadiers du tri et de la propreté, de l'équipe bacs/sacs…), valeur stable (1714 t Eq CO_2 en 2020)

La diminution de cet impact sur l'environnement passe, d'une part :

- Par l'optimisation de la collecte en diminuant le nombre de kilomètres parcourus,
- Par le renouvellement des véhicules avec des véhicules répondant aux dernières normes d'émission (norme EURO 6 pour les poids lourds)
- L'utilisation de carburant différent (biocarburant prévu sur la flotte prestataire à mi-2022)

B- Valorisation matière

Dans l'esprit de la directive 2006/12/CE du parlement Européen et du conseil du 5 avril 2006 relative aux déchets, notamment de son article 3 b) qui privilégie la valorisation matière à la valorisation énergétique, depuis juin 2016, les consignes de tri sur le territoire de m2A se sont élargies en intégrant désormais tous les emballages, quelle que soit leur nature.

Ainsi, une partie du flux de déchets qui partait jusqu'alors à l'incinération (valorisation énergétique) suit désormais une filière de valorisation matière (recyclage).

m2A fait partie du premier quart des français bénéficiant de ces consignes élargies.

C- Recyclage des bacs

Les bacs usagés font l'objet d'un recyclage à deux niveaux :

- Tout d'abord, l'équipe bac en récupère les pièces en bon état pour s'en servir en tant que pièces détachées,
- Ensuite, les bacs ou pièces trop usagés partent en filière de recyclage matière via l'entreprise Sulo qui les reprend.

PERSPECTIVES

A- Réduction des déchets et PLPDMA

La réduction des déchets s'inscrit dans l'ambition de faire évoluer le territoire dans une nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique.

Elle permet d'inscrire l'agglomération dans la démarche de transition écologique et de la rendre plus résiliente. Elle favorise en outre le bien-être des habitants (santé, lien social, engagement, pouvoir d'achat) et les incite à devenir des consom'acteurs. Enfin, il soutient des emplois locaux non délocalisables et mobilise de nombreux acteurs.

Elle contribue également aux objectifs du Plan climat dont elle est l'un des volets à travers la politique déchet 2019-2030..

Depuis janvier 2021, suite à la délibération d'engagement dans un PLPDMA de décembre 2020 (Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés), le PLPDMA est en cours d'élaboration.

Des rencontres avec les têtes de réseau économiques ont notamment été réalisées ainsi que la préparation du diagnostic. Des comités de pilotage réguliers permettent de suivre l'avancée.

Les actions phares de 2021

4ème défi "zéro déchet"

- 6 mois pour sensibiliser et accompagner les ménages à réduire leurs déchets en expérimentant des alternatives : temps fort sur l'éco-consommation, ateliers de fabrication de produits, rencontres « compostage », prêt de couches lavables de 4 semaines, pesées, accompagnement par une spécialiste.
- **Nouveautés 2021** : 42 ménages (et non plus 80) pour favoriser les relations et l'entraide entre les participants, 1 atelier « bébé durable », 9 ateliers en visio proposés par les marraines ; résultats : 153,81 kg en 2021 avec 42 ménages
- Bilan couches : 10 familles. 100 % d'achat de couches lavables suite au prêt ; utilisation variable en fonction des familles ; **3,9 tonnes de déchets potentiellement évités jusqu'à la propreté de l'enfant**.

Prêt de couches lavables hors défi

- 10 familles, 4 semaines, 80 % d'achat de couches lavables suite au prêt ; utilisation variable des familles **: 4,5 tonnes de déchets potentiellement évités jusqu'à la propreté de l'enfant.**

3ème Opération « j'adopte des poules »

- Reprise de l'opération, après l'interruption liée à la crise sanitaire, avec 400 poules distribuées en septembre à Illzach. 200 ménages ont ainsi adopté 2 poules rousses pondeuses, offertes par m2A, pour réduire leur déchets et bénéficier d'œufs frais quasi-quotidiennement. **Résultat : 29.2 tonnes de déchets évités / an**

8ème édition de la SERD : Après la version digitale de 2020, la SERD a rassemblé 240 animations et 119 partenaires sous forme de vidéos, ateliers, collectes, repas anti-gaspi, conférences… M2A a réalisé 8 vidéos, diffusées chaque jour, qui incitent à réduire concrètement ses déchets et mettent en valeur des acteurs et des initiatives locales : magasin de vrac, cosmétique zéro déchet, réemploi du textile, action d'un périscolaire contre le gaspillage alimentaire… La SERD a mobilisé des acteurs variés : communes, associations, entreprises, m2A en assure la coordination et la communication. **Résultats : Vidéos SERD : 261 000 vues, 541 000 utilisateurs atteints ;** Nb de personnes touchées 7000 (moins de participants à cause du COVID, des jauges limitées et des annulations d'actions)

Poursuite de la sensibilisation des acteurs sur l'éco-festivité

Suite à la formation des acteurs volontaires au montage de manifestations écoresponsables de 2019, m2A a demandé à Eco-manifestation Alsace de créer un répertoire des éco-prestataires présents sur le territoire de m2A. **96 prestataires au 31 décembre 2021**.

Autres actions :

Stop pub : 6400 autocollants distribués, 112 174 depuis 2014
Annuaire du réemploi : 67 établissements dont 2 nouveaux en 2021

B- Cité du réemploi

Ce projet a été initié par m2A et le SIVOM lors du PLPOMA 2013-2017.

La construction du bâtiment et la structuration du bénévolat de la Cité du réemploi à Sausheim, démarrées fin 2019, se sont terminées en 2021 pour une ouverture au second semestre. L'inauguration s'est faite le 20 novembre lors du lancement de la SERD.

A l'occasion de cette inauguration, un Village du réemploi (avec 17 ateliers/stands), a été co-organisé avec m2A. Il a permis de faire connaître les activités de la nouvelle Cité du Réemploi et de promouvoir les acteurs et les actions du réemploi sur l'agglomération

La Cité du réemploi de Sausheim est portée par un opérateur de projet, Utilitys (ENVIE Haute-Alsace, Haute-Alsace Recyclage, Tri services).
Elle comprend 4 axes :

- la collecte d'objets susceptibles d'être réemployés ou réutilisées,
- la valorisation des objets collectés après transformation,
- la réparation ou démantèlement,
- la vente dans un boutique ouverte à une clientèle diversifiée et la sensibilisation visant à mobiliser les acteurs du territoire sur la pratique du réemploi et plus globalement à un mode de consommation responsable.

Cette cité du réemploi représente un investissement de 2 556 680 € dont 250 000 € de m2A. A terme, ce sont 40 emplois, 12 bénévoles administrateurs et une trentaine d'autres bénévoles.

En plus d'être une structure du réemploi, de prévention et de valorisation de déchets, elle favorise l'insertion sociale et économique des personnes éloignées de l'emploi.

C- Collecte et véhicules plus respectueux de l'environnement

La réflexion lancée en 2020 et poursuivie en 2021 pour amorcer une mutation des véhicules de collecte vers des véhicules à carburation plus respectueuse de l'environnement a abouti, dans une première phase, à une consultation marché public sur le secteur prestataire impliquant un verdissement de la flotte. Dès la mi-2022, ce sont des véhicules fonctionnant avec un biocarburant à 100% qui assureront la collecte en porte-à-porte du secteur prestataire. D'autres phases de verdissement suivront dans les années à venir.

SYNTHESE

L'année 2021 est une année charnière pour la collecte en porte à porte sur le secteur prestataire. En effet, la consultation marché public a été relancée pour cette zone avec une volonté d'apporter des modifications permettant une optimisation technique et financière (répartitions des tournées, jours de collecte, qualité du tri, décarbonation de la flotte de véhicule) de la prestation.

Qui plus est, le prestataire roulera avec des véhicules fonctionnant avec une énergie 100% biocarburant basée sur du colza cultivé en France.

Autre fait notable pour 2021, l'ouverture de la cité du réemploi qui s'est effectuée sur le second semestre.

Aujourd'hui, le service « Gestion des déchets » de m2A gère la collecte sur 39 communes dont 172 889 habitants en régie et 101 177 habitants par un prestataire privé.

m2A et le SIVOM régissent un parc de 155 859 bacs, distribuent 1 298 232 sacs jaunes par an et possèdent 150 conteneurs enterrés et 569 conteneurs aériens.

Ensemble, ces deux collectivités poursuivent aussi leurs actions en faveur de la réduction des déchets.

Le geste de tri des emballages hors verre (68,2 kg/habitant en moyenne hors déchetterie), du verre (29,8 kg/habitant en moyenne) et les déchetteries (71 741 t de déchets ménagers collectés) continuent de remporter un vif succès même si la qualité du tri a besoin de s'améliorer.

Les projets ne s'arrêtent pas là puisque m2A et le SIVOM de la région mulhousienne étudient de concert le développement d'une collecte des biodéchets à l'échelle de l'agglomération et se sont engagés dans un PLPDMA.

EN COMPLEMENT :

Les informations relatives aux missions d'éliminations des déchets sont disponibles sur le site du SIVOM de la région Mulhouse.
www.sivom-mulhouse.fr

Les informations relatives au programme local de protection des déchets sont disponibles sur le site du PLP des déchets de m2A :
https://jetermoins.mulhouse-alsace.fr

M. le Président : Au point 4 il s'agit du rapport annuel 2021 sur le service public de prévention et de gestion des déchets. C'est Francis DUSSOURD qui présente le rapport.

M. DUSSOURD : Merci. Mulhouse Alsace Agglomération est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés. Il nous appartient donc de prendre acte de ce rapport sur le service public de prévention et de gestion des déchets. Sur le territoire communautaire, le service public intercommunal d'élimination des déchets s'organise entre le SIVOM de la région mulhousienne, compétent pour la collecte sélective des déchets recyclables, le traitement des déchets et l'élimination des déchets non valorisables et Mulhouse Alsace Agglomération compétente pour la collecte des ordures ménagères. L'année 2021 est une année charnière pour la collecte en porte à porte sur le secteur prestataire. En effet la consultation du marché public a été relancée pour cette zone avec une volonté d'apporter des modifications permettant une optimisation technique et financière sur la répartition des tournées, sur les jours de collecte, sur la qualité du tri, sur la décarbonation de la flotte de véhicules. Le nouveau prestataire, en l'occurrence la société Nicollin, roulera avec des véhicules fonctionnant avec de l'énergie 100 % biocarburant basée sur le colza cultivé en France. Autre fait notable pour 2021, l'ouverture de la Cité du réemploi qui s'est effectuée sur le second trimestre. Aujourd'hui le service gestion des déchets de m2A est composé de 167 agents, gère la collecte sur 39 communes dont 15 sont en régie et 24 par le biais des deux prestataires privés. Mulhouse Alsace Agglomération et le SIVOM régissent un parc de 155 800 bacs, distribuent pratiquement 1,3 millions de sacs jaunes par an et possèdent 150 containers enterrés et 569 containers aériens. Ensemble ces deux collectivités poursuivent aussi leur action en faveur de la réduction des déchets. Sur l'ensemble de l'année, la production des déchets ménagers et déchets triés est globalement en hausse, boostée par une reprise économique post Covid. Pour les flux principaux, le service gestion des déchets résiduels a collecté 64 000 tonnes d'ordures ménagères, contre 62 800 en 2020, 18 698 tonnes de collectes sélectives, hors déchetterie, contre 18 352 en 2020, et 8 156 tonnes de verres contre 8 256 en 2020. Au titre des projets à venir, mener en partenariat avec le SIVOM de la région mulhousienne figure notamment la réflexion sur la collecte des biodéchets, et à l'échelle de l'agglomération sur l'engagement aussi de la prévention des déchets ménagers et assimilés. Concernant les biodéchets, cette obligation nous viendra au 1er janvier 2024, nous avons donc à ce jour un an pour mettre en place le traitement et la collecte des biodéchets. Le rapport complet annuel est joint à la présente délibération, le conseil d'agglomération doit prendre aujourd'hui acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets qui sera transmis aux communes membres et mis à la disposition du public.

M. le Président : Merci Francis pour cette présentation du rapport annuel du service public. Y a-t-il des questions ? Pas de question. Nous prenons acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

5° PLAN CLIMAT-AIR-ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) : APPROBATION FINALE DU PCAET DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (401/8.8/912C)

Engagée sur les questions environnementales depuis plus de 20 ans, MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION s'est notamment lancée dans un premier Plan Climat volontaire approuvé en 2007, et un second approuvé en 2010.

Introduit par la loi de la Transition Ecologique pour la Croissance Verte en 2015, le **Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET)** est devenu réglementaire pour tout EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants à partir de 2018. Le périmètre de l'agglomération ayant changé en 2017, passant de 33 à 39 communes, MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, a dû engager une démarche d'actualisation au regard de la loi. Le nouveau PCAET doit définir les orientations stratégiques et politiques de transition écologique et climatique de l'agglomération, et ce, pour les 6 années à venir. Actuellement, c'est l'un des axes prioritaires du **projet de territoire** voté en novembre 2021. Des investissements en conséquence en découlent et seront fléchés vers des projets à vocation environnementale : en effet, près de la moitié du budget d'investissement de l'agglomération est dédié à cette thématique.

Le nouveau PCAET de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION doit suivre des objectifs règlementaires :

- de réduction des consommations énergétiques
- de diminution des émissions de gaz à effet de serre
- d'augmentation de la production d'énergies renouvelable
- d'amélioration de la qualité d'air
- d'adaptation au changement climatique

Pour les 3 premiers points, les objectifs sont chiffrés et basés sur ceux du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires). Ils sont repris ci-après et complétés avec l'état actuel du territoire :

	Consommations énergétiques		GES		Part EnR sur conso globale	
Etat actuel (2005-2019)	- 15 %		- 45 %		15%	
2030	Objectif -37%	Effort restant -22%	Objectif -35%	*Objectif déjà atteint*	Objectif 41%	Effort restant 26%
2050	Objectif -60%	Effort restant -45%	Objectif -52%	Effort restant -7%	Objectif 100%	Effort restant 85%

Le PCAET, document d'orientation et de planification, s'adresse à l'ensemble des acteurs du territoire : habitants, entreprises, institutionnels, salariés, communes… MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION souhaite ainsi mobiliser et impliquer tout un chacun dans son élaboration et sa mise en œuvre.

Plusieurs instances ont ainsi été mises en place afin de le porter :

- **Une équipe d'animation** restreinte de 7 membres, composée d'élus en charge des questions environnementales et d'agents du service Transition Ecologique et Climatique intervient en amont des autres conseils et comités, afin d'initier les sujets et points à traiter et de faire des propositions d'actions à mener
- **Une équipe projet PCAET**, constituée de membres des différents services de Mulhouse Alsace Agglomération est en charge du suivi et de la mise en cohérence des actions de la collectivité au regard des objectifs Climat-Air-Energie.
- **Un Comité de Pilotage** qui est l'instance coordinatrice de la politique Climat-Air-Energie de la collectivité. Son rôle est de permettre la mise en cohérence des projets entre les différents services. Pour cela, le COPIL PCAET se compose de l'équipe projet et de l'ensemble des élus ayant une délégation sur les thématiques climatique, environnementale et énergétique.
- **La création d'un Conseil Participatif Climat**. Lancé en avril 2019, il est constitué de 120 membres, répartis en 4 collèges : élus, partenaires, habitants et experts. Les travaux de ce Conseil ont conduit à l'écriture de 15 ambitions qui sont inscrites telles quelles dans le document règlementaire.

Le Service Transition Ecologique et Climatique est la porte d'entrée en charge du pilotage et du suivi du Plan Climat. Un poste de chargé de mission Plan Climat est ainsi en place depuis 2007.

Le document règlementaire du PCAET comprend 4 grandes parties qui comprennent des sous-parties spécifiques :

- Un diagnostic
  - Etat initial de l'environnement basé sur celui du SCoT
  - Document synthétique

- Une stratégie territoriale
  - Les objectifs stratégiques (basés sur les objectifs régionaux du SRADDET) - ***Obligatoire***
  - Les 15 ambitions du Conseil Participatif Climat - ***Volontaire***
  - Les engagements de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION qui sont les points clefs de la contribution de l'agglomération – ***Volontaire***

- Un plan d'action avec des fiches actions suivant les 7 axes :
  - Aménager et agir pour l'adaptation du territoire
  - Mobiliser et sensibiliser
  - Optimiser l'efficacité énergétique
  - Favoriser et développer le mix énergétique
  - Favoriser la mobilité douce et partagée
  - Favoriser la croissance verte et l'économie circulaire
  - Agir sur l'agriculture et la biodiversité pour un aménagement durable du territoire

- Le suivi et l'évaluation
  - Bilan à 3 et 6 ans obligatoire

De nombreuses annexes complètent ce document.

Au-delà de l'aspect règlementaire, ce PCAET servira de feuille de route pour l'ensemble des acteurs du territoire. Une réactivation des différents partenariats, et une consolidation des liens avec les communes feront ainsi partie des actions qui seront mises en place tout au long de la durée règlementaire de ce Plan Climat.

Par ailleurs, une plateforme de suivi du Plan Climat sera réactivée. Cette dernière aura pour but d'intégrer les projets qui seront mis en place sur le territoire et d'y associer des indicateurs qui permettront d'avoir un suivi au regard des objectifs à atteindre. Une telle plateforme avait déjà été mise en place sur le Plan Climat précédent. Lors de son utilisation, plus de 700 actions qui avaient été recensées.

Enfin, afin d'encourager et de porter les projets environnementaux à venir sur le territoire, **un Fonds Climat Nouvelle Donne Environnemental** a vu le jour en 2021. Pour sa première année de mise à disposition, il a permis d'aider à financer des projets de production d'énergie photovoltaïque des communes du territoire. En 2022, l'enveloppe annuelle a été portée à 2 millions d'euros et les critères d'attribution ont été élargis. La quasi-totalité des communes de l'agglomération a ainsi déposé au moins un projet qui concoure à la baisse des émissions de gaz à effet de serre du territoire. En septembre 2022, le fonds a également été ouvert aux associations. De nombreux projets ont été déposés qui répondent aux problématiques des 7 axes du plan climat. Ce fonds sera reconduit pour les années suivantes.

Le document projet du PCAET, présenté et approuvé au Conseil d'Agglomération du 31 janvier 2022, a été soumis à **sa phase de validation règlementaire** avec :

- L'envoi aux instances de l'Etat et de la MrAE (Mission régionale de l'autorité environnementale) début mars. Les retours ont été réceptionnés fin juin. Ces derniers sont joints en annexes. Les préconisations émises ont été prises en compte dans un mémoire réalisé en retour.

- La mise en place d'une consultation publique du 1er novembre au 1er décembre, sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération, dont les éléments sont également en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve définitivement le nouveau Plan Climat-Air-Energie Territorial de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
- approuve l'implication de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION sur les engagements pris
- approuve sa mise en œuvre collaborative portée et animée par MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires en rapport avec le Plan Climat

PJ : le PCAET et ses annexes

Pièces jointes volumineuses

Pour toute demande de consultation de la pièce jointe relative à la délibération nº 912C, merci de s'adresser au :

Service Transition écologique et climatique (401)
33a avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Bâtiment Grand Rex

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

Les documents sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération, à l'adresse suivante :
https://www.mulhouse-alsace.fr/environnement/plan-climat/

M. le Président : On passe au plan climat-air-énergie territorial et l'approbation finale du PCAET de notre agglomération. C'est à toi Jean-Claude.

M. MENSCH : Merci monsieur le Président. Je vais essayer de faire une intervention très courte qui devrait être, inversement proportionnelle à l'importance du sujet. Plus ce sera court plus le sujet est important. Mais à vrai dire si on regarde l'ensemble des délibérations de ce soir et celles qui ont déjà précédé, on se rend compte que le Plan climat est partout. Alors est-il encore besoin d'élaborer un Plan climat alors que c'est dans les habitudes qu'effectivement l'agglomération prévoit déjà dans son programme pluriannuel d'investissement quelques 50 % dans le cadre de la transition écologique, etc., et c'est très bien. Ce Plan climat définit la réduction des consommations énergétiques, ce que l'on a vu dans le plan des énergies 2030, de diminution des gaz à effet de serre, d'augmentation des productions d'énergie renouvelable, d'amélioration de la qualité de l'air et d'adaptation aux changements climatiques ainsi que de la préservation pour le moins de la biodiversité. Afin que ces différents plans et ces différentes mesures ne restent pas à l'état de catalogue et de bonnes intentions, effectivement l'agglomération s'est engagée à fond dans les mesures financières qui supportent considérablement les actions. J'aimerais vous dire aussi que ce sont plusieurs instances qui ont été mises en place afin de le porter, une équipe d'animation, une équipe de projets du plan climat, un comité de pilotage, la création d'un conseil participatif et je voudrais tous les remercier pour leur engagement tout au long de ces années pour aboutir à ce projet. Le document règlementaire comporte quatre grandes parties, un diagnostic, une stratégie territoriale, un plan d'actions avec des fiches actions et le suivi et l'évaluation. La partie la plus importante, et ce qui a donné aussi naissance à un fond climat nouvelle donne environnementale avec aujourd'hui 50 dossiers traités, 1,35 millions d'aide pour les 37 communes dont les dossiers ont été traités, ce qui a permis de lever un investissement total de 26 M€, c'est remarquable. Pour les associations puisque c'était un des vœux du conseil participatif, 21 dossiers ont été traités à une hauteur de 291 000 € d'aides pour un total de projets de 572 000 €. Ce document a donc passé entre les fourches caudines de l'Etat. Il a été mis en place une consultation publique du 1er novembre au 1er décembre, toutes les demandes ayant eu des réponses positives ou des interrogations favorables sont annexées. Ce plan climat peut donc être définitivement approuvé. Voilà je pense que j'ai été court.

M. le Président : Merci Jean-Claude. Oui tu étais très bon. Il est vrai et tu as eu raison de souligner le côté concret de ce plan climat parce qu'en faisant des fonds de concours de 2 M€ sur notre agglomération avec les communes, toutes les communes qui se sentent concernées aujourd'hui sont dans cette démarche. Ce qui est nouveau aussi, on n'avait pas eu ça et ça fait effet de levier d'un investissement global de près de 26 M€ sur notre agglomération, ce qui est plutôt remarquable. On évoquera tout à l'heure aussi les mesures pour poursuivre cet engagement en direction des communes, afin que l'on puisse aider les communes demain aussi bien pour assumer leurs frais de fonctionnement qui seront de plus en plus importants mais aussi les aider à porter l'investissement. Merci beaucoup. Y a-t-il des questions sur cette présentation ? Il n'y en a pas. Il nous reste à approuver définitivement le nouveau Plan climat air-énergie territorial de notre agglomération. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK : Je ne m'abstiens pas mais je ne prends pas part au vote, s'il vous plaît, puisque je fais partie d'une association qui est bénéficiaire d'une subvention. Merci.

M. le Président : Oui mais j'avais une main qui était levée. Relevez la main pour les absentions s'il vous plaît.

Pour : 75 + 21 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
Abstention (1) : M. PAUVERT.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci beaucoup.

6° PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL - CONCOURS « SOYONS FOOD : LES FERMES DE DEMAIN DE L'AGGLOMERATION MULHOUSIENNE » (401/7.8/913C)

Dans le cadre de son Projet Alimentaire Territorial (PAT), Mulhouse Alsace Agglomération souhaite soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs répondant aux objectifs de développement de la filière alimentaire de proximité. Elle a créé en 2021 un concours « Soyons Food : les fermes de demain de l'agglomération mulhousienne ».
La seconde édition de ce concours a été lancée le 18 septembre 2022 lors de la 1ère édition des « fermes ouvertes » de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les objectifs de concours sont les même qu'en 2021, à savoir :

- **« d'inspirer »** : à travers la mise en avant du profil et des projets de ces « fermes de demain », le concours a pour ambition de mettre en avant la diversité et la pluralité des agriculteurs sur le territoire, en réponse aux attentes sociétales et environnementales.
- **« de connecter »** : le concours a pour ambition également de créer des synergies favorables entre le monde agricole et les acteurs du PAT, notamment au moment de la création et du développement des entreprises agricoles.

Dans ce cadre, trois agriculteurs lauréats au maximum, pourront bénéficier d'une dotation financière. Celle-ci a pour objectif de les soutenir dans leur trésorerie, dans leurs 5 premières années d'installation, connues pour être les plus difficiles.

Cette dotation sera attribuée au regard de la cohérence du projet agricole avec les objectifs du PAT :
- développer l'autonomie alimentaire du territoire
- développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental : agriculture locale, agriculture biologique
- permettre l'accessibilité à une alimentation saine et de qualité
- maintenir et développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité
- être équitable

Le concours est ouvert à toute personne physique exerçant une activité économique agricole à titre principal ou secondaire, âgé de moins de 50 ans à la date de la remise des prix, et dont le siège d'exploitation est situé sur une commune de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les phases de la candidature se déroulent de la manière suivante :

- Les candidats souhaitant participer au concours ont complété le formulaire de pré-candidature disponible sur le site de Mulhouse Alsace Agglomération
- Puis, un représentant de Mulhouse Alsace Agglomération s'est rendu sur son exploitation pour un entretien d'une durée de 2 h environ pour concrétiser sa candidature et réaliser les photos qui complètent le dossier.
- Etudes et attributions des prix le 7 décembre 2022.
- Une remise des prix aura lieu au printemps 2023 sur l'exploitation de l'un des lauréats.

Le jury composé d'élus et techniciens de Mulhouse Alsace Agglomération, de la Ville de Mulhouse, de la Chambre d'Agriculture Alsace et d'autres partenaires volontaires du PAT, a procédé à la nomination des lauréats. Ceux-ci ont été sélectionnés parmi les candidats ayant obtenu la meilleure appréciation sur la base d'une grille d'analyse de leur projet et de sa concordance avec les objectifs du PAT de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le concours est doté de 15 000 €, avec pour son édition 2022 la possibilité d'octroyer trois prix équivalents d'une valeur de 5 000 €. L'aide financière sera versé par Mulhouse Alsace Agglomération en une seule fois aux lauréats définis par le jury du concours.

Les crédits sont inscrits au budget 2022 sur la ligne de crédit suivante :
LC 25102 Biodiversité projet alimentaire

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration :

- approuve le versement de la dotation d'un montant maximum de 15 000€, avec la somme de 5 000€ chacun aux lauréats du concours 2022
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires

PJ : 1 règlement du concours

Projet de règlement du concours « Soyons Food : les fermes de demain de l'agglomération mulhousienne »	
Rédacteur	Marie Balthazard – Terre de Liens Alsace
Diffusion	M2A
Statut	Validé

Règlement du concours

Soyons Food : les fermes de demain

de l'agglomération mulhousienne

Article 1 : organisateurs et partenaires

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, sise 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019 68948 Mulhouse Cedex 9

ci-après nommé l'organisateur.

Avec le soutien technique de ses partenaires : SERVICE EAU DE LA VILLE DE MULHOUSE, CHAMBRE D'AGRICULTURE ALSACE, CEA, BIO EN GRAND EST

Organise :

Article 2 : Objet

Le concours « **Soyons Food : les fermes de demain de l'agglomération mulhousienne** » vise à soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs sur son territoire et répondant aux objectifs de développement de la filière alimentaire de proximité définie dans les objectifs opérationnels du Projet Alimentaire Territorial (PAT). L'attribution d'une dotation aux agriculteurs lauréats a pour objectif de soutenir dans leur trésorerie ces agriculteurs dans leurs 5 premières années d'installation, connue pour être les plus difficiles. Cette dotation se fait donc sans conditions de projet, mais sur la cohérence du projet agricole avec les objectifs du PAT :

- développer l'autonomie alimentaire du territoire
- développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental : agriculture locale, agriculture biologique
- permettre l'accessibilité à une alimentation saine et de qualité
- maintenir et développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité
- être équitable.

Objectifs secondaires du concours :

- **inspirer** : à travers la mise en avant du profil et des projets de ces « fermes de demain », le concours a pour ambition de mettre en avant la diversité et la pluralité des agriculteurs sur le territoire, en réponse aux attentes sociétales et environnementales.
- **connecter** : le concours a pour ambition également de créer des synergies favorables entre le monde agricole et les acteurs du PAT, notamment au moment de la création et du développement des entreprises agricoles.

Le concours est doté de 15 000 €, avec pour son édition 2022 trois prix équivalents d'une valeur de 5 000 €.

Article 3 : Conditions et modalités de participation

3.1. Conditions de participation

Le Concours se déroule sur le territoire de l'agglomération mulhousienne défini administrativement par la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération. Il est ouvert à toute personne physique exerçant une activité économique agricole à titre principal ou secondaire, âgé de moins de 50 ans à la date de la remise des prix, et dont le siège d'exploitation est situé sur une commune de m2A ; ci-après nommé "Le Candidat".

Le Candidat doit montrer une volonté de participer à la dynamique PAT, en particulier par l'intégration de pratiques agro écologiques au sein de son exploitation. Sont exclus les personnels du service développement durable de m2A et les membres du jury, ainsi que leurs familles (i.e. le conjoint, le partenaire lié par un PACS, les ascendants, les enfants et les petits-enfants du personnel). Une seule candidature par entreprise agricole est admise pour par édition. Au sein d'une même exploitation, il est possible d'apporter une candidature pour une nouvelle installation cinq ans après avoir été lauréat.

Les candidats autorisent l'organisateur à procéder à toute vérification concernant les informations qu'ils communiquent et la sincérité de sa participation. Toute fausse déclaration, quelle qu'en soit la nature, entraîne l'élimination immédiate du candidat du concours.

3.2. Calendrier

Le calendrier du concours est le suivant :

19 septembre 2022	Ouverture des pré-candidatures – événement de présentation du PAT
31 octobre 2022	Clôture des pré-candidatures
1er décembre 2022	Echéance pour la réception des candidatures finalisées (entretiens validés par le candidat + photos)
Au plus tard le 15 décembre 2022	Jury
Printemps 2023	Cérémonie de remise des prix

3.3 Dossier de pré-candidature et entretien

La candidature se déroule en deux temps : **un formulaire de pré-candidature en ligne, puis un entretien réalisé par un représentant de l'organisateur**, qui sera à réaliser sur le site de la ferme et avant la date prévue au calendrier décrit ci-dessus.

Les candidats souhaitant participer au concours remplissent le formulaire de pré-candidature disponible à l'adresse https://framaforms.org/concours-jeunes-installes-m2a-soyons-food-les-fermes-de-demain-de-lagglomeration-mulhousienne entre le 19 septembre et le 31 octobre 2022 inclus.

Puis, sur contact d'un représentant de l'organisateur, il reçoit sur son exploitation ce représentant pour un entretien d'une durée de 2 heures pour concrétiser sa candidature et la réalisation des photos qui viendront compléter le dossier. Il pourra fournir lui-même des photos s'ils en possèdent, correspondant à la liste prévue par l'organisateur, notamment s'il n'est pas possible de les faire le jour de la visite. A cette occasion, il remet au représentant de l'organisateur les documents précisés dans la liste qui lui sera remise au moment de son inscription.

Le représentant de l'organisateur réalise un compte-rendu de l'entretien sous la forme d'un dossier de candidature qui est soumis au candidat et qui le valide au plus tard pour la date limite de finalisation des candidatures soit le 1er décembre 2022.

L'organisateur s'engage sur la réalisation de douze entretiens. Au-delà, l'organisateur se réserve la possibilité de repousser la pré-candidature à une édition ultérieure, sauf si cela impliquait d'enfreindre le critère d'installation depuis moins de cinq ans.

3.3.1 Documents à fournir obligatoirement

- pièce d'identité ou tout document d'état civil mentionnant la date de naissance

- attestation d'immatriculation de l'entreprise agricole indiquant la date d'immatriculation et l'adresse du siège social

- attestation d'enregistrement à la MSA

3.3.2 Documents à rendre disponible à la date de l'entretien

Lors de l'entretien, les représentants de l'organisateur ont pour mission d'apprécier le projet agricole et le profil du candidat afin de préparer le dossier qui sera remis au jury. A ce titre, le représentant doit pouvoir accéder à certaines informations de l'exploitation afin de répondre aux critères d'analyses, soit :

- le projet de développement d'entreprise et/ou le dernier bilan comptable permettant d'identifier les chiffres d'affaires des activités exercées
- tout document permettant de localiser les parcelles exploitées (PAC, plans personnels) permettant d'apprécier la part de l'activité réalisée dans l'agglomération mulhousienne et d'éventuelles inclusions dans des zones à enjeux eau
- CV du candidat permettant d'apprécier son parcours professionnel antérieur.

Article 4 : Critères des sélections

Aucune catégorie n'est définie pour cette première édition du concours « **Soyons Food : les fermes de demain de l'agglomération mulhousienne** ».

4.1 Critères généraux de sélection

Les candidats devront valider à leur pré-inscription dans le formulaire des critères généraux de pré-sélections. L'organisateur pourra ne pas donner suite à ces pré-candidatures si un seul de ces critères n'était pas respecté :

Critères	Définition	Modalités de contrôle
Etre exploitant à titre principal ou double actif	Le candidat tire la totalité ou une partie de ses revenus de l'activité agricole.	Fourniture un document attestant d'un enregistrement à la MSA
Installé depuis au moins 1 an et depuis moins de 5 ans	La date d'immatriculation de l'entreprise agricole doit être postérieure au 1er janvier 2017 et avant le 1er janvier 2022	- déclaration du candidat - fourniture d'un document attestant de l'immatriculation - vérification par l'organisateur mené auprès de toute autorité ou référence compétente
Etre âgé de moins de 50 ans au moment de la candidature	Le candidat doit être âgé de moins de 50 ans au 31 décembre 2022.	- déclaration du candidat sur sa date de naissance - fourniture d'une pièce d'identité
Le siège d'exploitation devra être situé sur une commune de M2A	Que l'entreprise soit enregistrée au domicile ou à une autre adresse, c'est l'adresse à laquelle est immatriculée l'entreprise agricole qui fait foi.	- déclaration du candidat - fourniture d'un document attestant de l'immatriculation - vérification par l'organisateur mené auprès de toute autorité ou référence compétente

4.2 Critères spécifiques PAT

Lors de l'entretien, les candidats seront évalués sur la cohérence de leur projet agricole avec les objectifs de développement du PAT, soit une filière alimentaire de la terre à l'assiette de proximité et solidaire.

Objectifs opérationnels du PAT	Domaine	Critère	Définition	Modalités de contrôle
Développer l'autonomie alimentaire du territoire	Accroître la production vivrière	L'installation du candidat contribue à renforcer l'autonomie alimentaire du territoire	Contexte de l'installation : création, reprise d'une ferme avec modification des productions complète ou partielle	Entretien, origine du foncier et contexte de l'installation
	Diversité de la production proposée en locale	Le candidat propose une offre diversifiée pour le territoire	Les productions sont diversifiées en nature et en variétés.	Entretien : liste des productions réalisées + surfaces affectées
	Disponibilités de l'offre sur le territoire	Le candidat est investi dans la filière alimentaire locale	Le candidat favorise la vente en direct au consommateur ou la vente de proximité via des intermédiaires où il est impliqué. Pas d'implication dans des filières longues et non alimentaires	Entretien : modalités de commercialisation + volumes concernés
	Originalité de l'offre de produit	Proposer des produits transformés pour augmenter la plus-value	Le candidat transforme une partie de sa production.	Entretien : gamme de produits transformés, modalités de transformation
	Contribuer à la filière élevage et à une production locale de viande /œufs / lait	Le candidat réalise tout ou partie de son activité en élevage en valorisation locale	Part de l'élevage sur la ferme et dans le chiffre d'affaire.	Point bonus.

Développer une agriculture à faible impact environnemental	Certification et engagements du producteur	Le candidat est engagement dans une certification ou un label	Points attribués selon une hiérarchisation des certifications et labels.	Entretien + contrôle si besoin auprès des autorités compétentes.
	Protection de la ressource en eau	Le candidat développe des productions à faible impact (non labour, herbe, bio…)	Sur les zones concernées : respect de la réglementation. Sur l'exploitation, vigilance et pratiques agricoles à faible impact.	Entretien : identification des zones concernées et productions menées.
	Utilisation de variétés ou races adaptés au territoire et/ou anciennes		Le candidat intègre ce critère	Déclaratif.

4.3 Critères « bonus » PAT

Permettre l'accessibilité à tous à une alimentation saine et de qualité	Valorisation en restauration collective public / privé	Le candidat contribue à augmenter la part de bio/local dans la restauration collective	Valorisation de tout ou partie de sa production en restauration collective locale.	Déclaratif
	Faciliter l'accès à une alimentation saine et de proximité pour tous	Le candidat cible une diversité de publics dans sa démarche commerciale	Choix d'outils de distribution adaptés, vente à la grande distribution, offre des points de retrait 24h/24, propose des ateliers…	Déclaratif
Maintenir et développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité	Faire émerger des vocations, favoriser la formation	Le candidat participe à la formation des agriculteurs de demain	Accueil de stagiaires, apprentis, jeunes en formations, visites scolaires	Déclaratif
	Sécuriser l'emploi de saisonnier	En cas de recours à des saisonniers, le candidat fait appel à de la main d'œuvre locale et avec une volonté de fidélisation		Déclaratif
	Participer à la structuration de l'offre en participants à des dynamiques collectives locales	Le candidat est investi dans une ou plusieurs initiatives collectives	Magasin de producteur, groupement producteurs-acheteurs (AMAP, cagette.net), groupement d'achat ou d'employeurs, réseau d'entraide…	Déclaratif

Article 5 : Le jury

Le jury sera composé d'élus et de toute personne « experte » ou partenaire que le jury souhaitera s'associer. Il procédera à la nomination des lauréats, parmi les candidats sélectionnés, et après validation des critères généraux (cf Article 4.1), sur la base de :

- Les critères de sélection (cf Article 4.2), transcrits sur une grille d'analyse,
- Des bonifications sur les critères décrits à l'article 4.3
- Un retour qualitatif, rédigé par les représentants de l'organisateur, concernant la motivation du candidat, son dynamisme et l'originalité de sa démarche seront également pris en compte.

Article 6 : Déroulement du concours

Les gains des lauréats seront répartis tel que défini dans l'article 2. En fonction des choix opérés par le Jury et tel que défini dans l'article 2, trois lauréats recevront une dotation équivalente.

Les lauréats seront informés par courriel ou par téléphone. La liste des lauréats sera publiée sur le site www.mulhouse-alsace.fr . Les lauréats seront invités à la remise des prix qui se tiendra au printemps sur la ferme de l'un des lauréats.

Le jury se réserve la possibilité de ne pas attribuer la totalité des fonds disponibles si le nombre ou la qualité des candidatures reçues étaient jugées insuffisantes. Dans ce cas, les fonds pourront être répartis différemment entre les lauréats, affectés à une prochaine édition du concours, ou mis en réserve pour un autre dispositif visant à favoriser l'installation agricole sur l'agglomération mulhousienne.

Article 7 : Modalités de versement

Le versement du montant total de la dotation sera réalisé en une fois par virement administratif sur le compte de l'exploitation. Le versement des dotations sera effectué par l'organisateur dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date officielle d'annonce des lauréats et de la remise d'un relevé d'identité bancaire.

Article 8 : Modification – annulation du concours

L'organisateur se réserve la possibilité de suspendre, de reporter, proroger, ou de modifier sans préavis le concours en cas de force majeure et ce, après information par tout moyen approprié. Sa responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

Article 9 : Engagements des candidats et des lauréats

En participant au concours, les candidats et lauréats s'engagent à respecter les points énoncés ci- dessous.

L'organisateur se réserve également le droit d'exclure tout candidat ne respectant pas le présent règlement. Toute déclaration inexacte ou mensongère entraînera la disqualification du candidat.

9.1. Engagement des lauréats vis-à-vis de l'organisateur

En participant au concours, les lauréats s'engagent à transmettre des informations sur leur exploitation, ainsi que sur leurs projets (photographies, vidéo, témoignages, retours d'expériences). Ils rejoignent le réseau du PAT et ainsi, s'engagent ainsi à prendre connaissance des différentes communications diffusées à ce réseau. L'organisateur peut utiliser et partager ses coordonnées avec les autres agriculteurs lauréats des éditions passées, présentes et futures des concours dans le cadre d'une mise en réseau, et ce pendant 10 ans.

En cas de non-respect, l'organisateur se réserve le droit d'annuler la nomination du lauréat et par conséquent :

- de retirer sa mise en avant sur les différents supports liés au concours (exemple : présentation des lauréats sur le site de m2A).
- de lui interdire de mettre en avant sa nomination (exemple : utilisation du logo).
- de le retirer du réseau du PAT.

9.2. Engagements des candidats vis-à-vis des partenaires

Les candidats (y compris les lauréats) autorisent l'organisateur et ses partenaires à utiliser les photographies, vidéos et informations adressées ou réalisées dans le cadre du dépôt de leur candidature et de leur projet dans un but d'illustration et d'information des internautes quant aux fermes en lice. Aucune utilisation commerciale des photos ne sera faite. Toute utilisation sur des supports sans rapport avec le concours sera soumise à autorisation de m2A et des candidats.

Les candidats sont susceptibles de recevoir des courriels ou des appels téléphoniques de la part des partenaires en relation avec leur implication dans la dynamique PAT.

Les candidats s'engagent en outre à :

- Accepter de recevoir la visite de l'organisateur et partenaires du concours afin de concrétiser leur candidature, et dans le cadre de l'animation du PAT en ayant été prévenu par courriel ou téléphone suffisamment à l'avance.
- Permettre à l'organisateur et les partenaires du concours (avec l'accord de l'organisateur) de réaliser des photos et films à des fins de communication sur le réseau PAT et l'engagement du candidat dans le réseau, selon les règles convenues et validées par lui (horaire, période, ...).

Article 10 : Consultation du règlement

Le présent règlement est consultable pendant toute la durée du concours auprès du service développement durable de m2A et sur le site de m2A Le règlement est disponible à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande à l'organisateur du concours à l'adresse de ce dernier. L'organisateur se réserve le droit d'actualiser le règlement du concours, pour des éventuelles mises à jour opérationnelles.

Article 11 : Acceptation – interprétation

La participation au concours implique pour tout candidat l'acceptation entière et sans réserve du présent règlement et de ses éventuelles modifications. Si une modification intervient postérieurement à la candidature d'un participant, celui-ci peut la refuser mais renonce alors à sa participation. Le non-respect dudit règlement entraîne l'annulation automatique de la candidature.

Il ne sera répondu à aucune demande téléphonique ou écrite concernant l'interprétation ou l'application du présent règlement, les mécanismes ou les modalités du concours ainsi que la liste des lauréats. Toutes les difficultés d'interprétation ou d'application du présent règlement seront tranchées souverainement par l'organisateur et le jury, en fonction de la nature de la question.

Article 12 : Données personnelles

Il est rappelé que pour participer au concours, les candidats doivent nécessairement fournir certaines informations personnelles les concernant. Ces informations sont enregistrées et sauvegardées dans un fichier informatique et sont nécessaires à la prise en compte de leur participation, à la détermination des lauréats et à l'attribution des dotations.

Ces informations sont destinées à l'organisateur, et pourront être transmises à des prestataires techniques. En revanche, ces informations ne seront pas communiquées à des sociétés à but commercial ou à des instituts de sondage.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les candidats au concours disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité et de suppression des informations les concernant communiquées à l'organisateur du concours. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données à caractère personnel après leur décès.

Les candidats peuvent exercer ce droit et/ou s'opposer à ce que lesdites données soient cédées à des tiers, par demande écrite adressée à l'organisateur du concours à l'adresse pat@mulhouse-alsace.fr.

Les données personnelles recueillies sont susceptibles de faire l'objet d'un transfert hors de l'Union Européenne, le cas échéant, ce transfert est encadré par des Clauses Contractuelles Types de la Commission Européenne.

En cas de manquement aux dispositions ci-dessus, la personne concernée peut introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Article 13 : Propriété intellectuelle

Le candidat s'engage à détenir l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux données, documents, illustrations, photographies et plus généralement de tout élément communiqué à l'organisateur dans le cadre du concours objet du présent règlement. Sans préjudice pour le candidat de ses droits de propriété industrielle, ce dernier autorise l'organisateur à exploiter, à titre gratuit, les contenus transmis pour une durée de quatre ans (4 ans), dans les limites de ses activités. Le lauréat autorise l'organisateur à utiliser les coordonnées de son exploitation à durée indéterminée dans toute manifestation promotionnelle sur leur site Internet et sur toute publication, sans que cette utilisation puisse ouvrir droit à une rémunération quelconque.

Le candidat garantit l'organisateur sans limitation de durée, contre toute action en contrefaçon émanant de tout tiers, et plus généralement contre toute réclamation pour violation de droits, atteinte au copyright, atteinte à la propriété intellectuelle, plagiat etc... au titre des éléments communiquées dans le cadre du concours objet du présent règlement.

Article 14 : Gratuité du concours

Ce concours est gratuit et sans obligation d'achat.

Article 15 : Responsabilité

L'organisateur décline toute responsabilité en cas de mauvaise utilisation ou d'incident lié à l'utilisation du formulaire en ligne, ainsi que de l'envoi des formulaires d'inscription à une adresse erronée ou incomplète.

Il appartient à chaque candidat de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte. L'organisateur interdit à tout candidat de modifier le formulaire ou les supports du concours par quelque procédé que ce soit, en vue notamment d'en modifier les résultats.

Article 15 : Litiges

Le concours est soumis à la loi française.

Pour être prises en compte, les éventuelles contestations relatives au concours doivent être formulées sur demande écrite à l'attention de l'organisateur et adressé au Président de m2A (M. le Président Fabian JORDAN, Mulhouse Alsace Agglomération, 2 rue Pierre et Marie Curie, 68 948 Mulhouse Cedex 9), et au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la date limite d'inscription au concours. En cas de désaccord persistant sur l'application ou l'interprétation du présent règlement, et à défaut d'accord amiable, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Mulhouse dans les conditions de droit commun.

Fait à Mulhouse, le 12 décembre 2022

M. le Président : Point 6 le projet alimentaire territorial « Soyons Food » présenté par Loïc RICHARD.

M. RICHARD : Bonsoir à tous. Je vais rapidement vous présenter le concours que nous avons déjà organisé l'année dernière « Soyons Food : les fermes de demain de l'agglomération mulhousienne ». Vous le savez, dans le cadre du PAT (le Projet alimentaire territorial), m2A souhaite soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs en répondant aux objectifs de développement de la filière alimentaire de proximité. En 2021 nous avons porté le 1er concours « Soyons food, les fermes de demain » et nous vous proposons par cette délibération d'entériner la seconde édition de ce concours qui a été lancé le 18 septembre 2022 lors de la première édition des « fermes ouvertes » qui a été un succès intéressant pour une première édition sur notre agglomération. L'objectif de ce concours c'est à la fois d'inspirer à travers la mise en avant de profils et de parcours engagés d'agriculteurs sur notre territoire dans une agriculture durable et puis de connecter, c'est-à-dire de créer des synergies favorables entre les agriculteurs et les acteurs du PAT. Trois agriculteurs lauréats au maximum de ce concours, ils pourront bénéficier chacun d'une dotation financière qui a pour objectif de soutenir la trésorerie de leur entreprise dans les cinq premières années d'installation qui sont les plus délicates pour un agriculteur. Le concours est ouvert à toute personne physique exerçant une activité économique agricole à titre principal ou secondaire, âgée de moins de 50 ans à la date de remise des prix et dont le siège d'exploitation est situé sur une des communes de l'agglomération. En résumé, les phases du concours sont les suivantes : tout d'abord les candidats devaient se manifester en remplissant un formulaire de pré-candidature qui était disponible en septembre sur le site de m2A, puis un représentant de l'agglomération se rend sur l'exploitation avec une grille d'entretien, évalue donc un certain nombre de critères, et cela permet d'obtenir un certain nombre de points. Ensuite ces grilles d'analyses sont étudiées et un jury se réunit, composé d'élus, de techniciens, de partenaires pour évaluer l'ensemble de ces grilles d'analyses et puis une remise des prix aura lieu au printemps 2023 sur l'exploitation d'un des lauréats. Au total, ce concours est doté, comme l'année dernière, de 15 000 € avec la possibilité d'octroyer trois prix de 5 000 €. Il s'agit d'approuver le versement de la dotation d'un montant maximum de 15 000 € et d'autoriser le président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

M. le Président : Merci Loïc pour la présentation de cette nouvelle édition. C'est vrai qu'on était à la première édition, ces lauréats créent une vraie dynamique sur notre territoire. Y a-t-il des questions ? Pas de question. On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

7° SOLEA : RAPPORT D'ACTIVITE POUR L'ANNEE 2021 (5411/1.2.3/888C)

Mulhouse Alsace Agglomération a confié à Soléa l'exploitation des transports publics urbains de l'agglomération mulhousienne sous forme de délégation de service public. Aux termes de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), « le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public ».

Après avoir été fortement impactée par la crise sanitaire en 2020, la fréquentation du réseau Soléa a connu un regain de fréquentation en 2021 avec une hausse des recettes mais sans atteindre pour autant les chiffres des années précédentes. Des actions ont été mises en place afin de reconquérir les usagers et en adéquation avec la politique de transition énergétique de Mulhouse Alsace Agglomération (mise en place du ticket SMS, mise en place de nouveaux bus au biogaz…)

Les principaux points du rapport d'activité de Soléa sont les suivants :

- **Crise sanitaire :** Les événements liés à la crise sanitaire ont encore impacté l'offre et la fréquentation en 2021 : mise en place d'un couvre-feu lors du premier semestre, fermeture des établissements scolaires en avril 2021, incitation forte au télétravail… Le réseau de transport s'est adapté au fil de l'eau avec par exemple la mise en place d'un service temporaire « Filéa Pro » du 25 décembre 2020 au 8 juin 2021. Par ailleurs, Soléa a largement contribué à l'opération Vacci'bus, ce centre de vaccination mobile qui a sillonné l'agglomération pour se rapprocher des populations fragiles et en perte d'autonomie.

- **Evolution de l'offre et fréquentation :** Plusieurs modifications d'offre sont intervenues : la ligne C7 a été prolongée jusqu'au nouveau terminus Lesage en janvier 2021 ; à la demande de la Mairie de Riedisheim, la ligne 11 a été déviée rue de Habsheim à Riedisheim et la C6 a été prolongée jusqu'à l'arrêt Espale en septembre 2021.

- **Les tarifs :** Les tarifs n'ont pas changé en 2021 sur décision de Mulhouse Alsace Agglomération. Conformément à la loi d'Orientation des Mobilités (LOM), Mulhouse Alsace Agglomération a décidé d'accorder la gratuité aux personnes qui accompagnent les titulaires d'une carte mobilité inclusion (CMI).

- **Les recettes :** Les recettes commerciales ont augmenté de 6,3 % en 2021 par rapport à 2020 avec une progression de 16,3 % pour les titres occasionnels sans pour autant atteindre les recettes de 2019 ;

- **Les ressources humaines :** L'entreprise Soléa comptait 578 collaborateurs en 2020 dont 373 conducteurs. 40 embauches en CDI dont

30 pour la conduite. On note une baisse de l'absentéisme (10,55 % en 2021 contre 12,02 % en 2020) mais plus élevé qu'en 2019 (7,85 %) ;

- **Le rapport financier** : Les charges d'exploitation s'élèvent à 50 397 794€ en hausse de 3 977 308€ et les recettes d'exploitation à 51 681 724€ en hausse de 4 627 235€. Au final, le compte de résultat fait ressortir un bénéfice de 1 242 255€ (en incluant charges et produits exceptionnels).

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le Conseil d'agglomération prend acte de la présente communication.

PJ : 2

SOMMAIRE

06 Les temps forts 2021

10 Les chiffres clés 2021

12 L'offre commerciale de transport

22 La fréquentation

32 La politique commerciale, tarifaire et l'analyse des recettes

40 La satisfaction client et la qualité de service

48 La communication externe et l'information clients

72 Le personnel

76 Le parc de véhicules

84 Les autres biens nécessaires à l'exploitation

88 La politique de développement durable

90 Mulhouse Mobilités

TEMPS FORTS 2021

Janvier 2021


Épisodes neigeux


Travaux Chantier GNC pour l'exploitation des bus au biogaz

Février 2021



Lancement du ticket SMS


Chantier Care (Démolition de la dalle)


Formation ma… …e la LAC (Ligne Aérienn… …t)


Recyclage du CACES (Conduite chariots élévateurs)

Mars 20…



Vacci'bus

Avril 2021



Trophées internes Soléa





Mai 2021


Formation bus au biogaz


Nouvel espace de lutte contre l'accidentologie



Inauguration des bus au biogaz


Exercice du 1er mai avec les pompiers

Juin 2021


Formations «Academy by Transdev»


Jeu interne digital Euro 2021


Mise en circulation des bus au biogaz


Chantier d'amélioration du système de levage des bus



Certifications ISO et NF renouvelées

RETOUR OJ



ÉDITOS

2021, on continue d'avancer !

Il est vrai que 2021 n'a pas été l'année que l'on s'imaginait. Nous révions d'un renouveau après la crise, d'une embellie, d'un apaisement… Finalement, il n'en a rien été. Le virus a continué de circuler dans nos vies et à complexifier nos quotidiens.

Notre réponse à cette situation difficile a été la même qu'en 2020 : ferme et tenace. Nous continuons de faire bloc et d'avancer ensemble !

Les efforts de m2A et de Soléa ont plus que jamais été mis en commun pour maintenir la santé économique de l'entreprise à flot. Après les vents contraires de 2020, le navire a redressé la barre pour préserver l'économie du transport sur l'agglomération mulhousienne. Soléa a su s'adapter au contexte en redoublant d'ingéniosité.

Elle a tenu tous ses engagements, dont un en particulier qu'il convient de mettre en lumière : celui du lancement des nouveaux bus au biogaz au mois de juin 2021. Ce beau projet nous permet d'offrir une mobilité respectueuse de l'environnement à nos habitants en partenariat avec le SIVOM, le tout en circuit court avec une production locale. Une vraie fierté !

Cette transformation verte de notre réseau de transport répond aux objectifs énergétiques de m2A en lien avec son Plan Climat.

À l'horizon 2024, ce seront 40 bus biogaz qui sillonneront les routes de l'agglomération pour transporter nos habitants avec, à terme, l'ambition de remplacer 100% de la flotte par des véhicules à faibles émissions.

Derrière ces grands projets, bien sûr, on retrouve des équipes sans qui rien ne serait possible. Des femmes et des hommes qui contribuent chaque jour au rayonnement de Soléa et que je tiens sincèrement à remercier. C'est grâce à leur engagement sans faille et à leur professionnalisme que nous pouvons proposer avec fierté une offre de transport de qualité à nos citoyens.

Dans le rétroviseur de 2021, je vois donc la poursuite d'une belle collaboration entre m2A, Transdev et Soléa, des efforts et des réussites teintés d'une forte volonté de développement malgré les difficultés que cette crise implique.

Nos regards sont maintenant tournés vers 2022, une année anniversaire pour Soléa qui, je le souhaite, insufflera un nouvel élan et portera son lot de réjouissances !



Christiane Eckert
Présidente de Soléa

À l'heure de se retourner sur 2021 et d'écrire ces quelques lignes, l'ombre de la crise sanitaire plane toujours au-dessus de nos têtes. Après avoir vécu ces mois si particuliers et éprouvants, nous espérions nous diriger vers une sortie de crise et j'aurais sincèrement aimé en parler définitivement au passé. Des jours meilleurs se sont profilés, certes, mais 2021 n'a pas été l'année de l'après covid, au contraire… La vigilance est restée de vigueur et nous avons, peu à peu, appris à vivre avec le virus.

Pour garantir à tous nos clients une mobilité sur notre réseau en toute sécurité, nous avons mené des actions fortes sur le terrain. De nombreuses campagnes ont été réalisées avec le concours de la police municipale et nationale sur notre réseau pour rappeler l'obligation du port du masque et des gestes barrières. Ces contrôles ont engendré des amendes mais globalement les mesures ont été respectées et le civisme de nos clients est à saluer. De plus, nous avons accompagné m2A en contribuant à l'accélération de la vaccination des populations dans les communes de m2A les plus éloignées avec le Vacci'bus qui s'est vu décerner le Trophée des collectivités d'Alsace 2021 dans la catégorie « Solidarité et Citoyenneté ».

2021 fut également l'année du redressement. Nous avons été, comme beaucoup d'entreprises, fortement impactés par la crise, avec une baisse inédite de nos recettes de 30% en 2020. Elles sont reparties à la hausse cette année, atteignant 73 millions d'euros, mais nous sommes encore loin d'un retour à la normale. Cela s'explique par un contexte de crise sanitaire persistant et par un changement de mode de vie chez nos clients.

2021, ce sont aussi des projets notables à mettre en avant… Le ticket SMS, lancé le 1er février 2021, s'est avéré être une belle réussite. Nous avons également travaillé sur la nouvelle mouture du Compte Mobilité en partenariat avec le pôle mobilité de l'agglomération et nous faisons notre possible pour que ce soit le succès de l'année 2022. En juin, nous avons mis en circulation une première flotte de bus au biogaz qui répond à la politique de transition énergétique de m2A. Enfin, nous sommes en train de tracer les contours de notre « Raison d'être » : une démarche qui ancrera, plus encore, les enjeux sociaux et environnementaux dans notre stratégie d'entreprise et donnera le cap pour les prochaines années.

Tout cela est rendu possible par une mobilisation forte des équipes au quotidien qui font leur maximum pour assurer une offre de transport de qualité à nos clients.
Je suis fier de nos collaborateurs qui se surpassent jour après jour pour permettre à Soléa de continuer à remplir ses engagements auprès de m2A.

J'ai bien conscience que le contexte difficile qui perdure impose des efforts soutenus et je tiens à remercier chacun d'entre eux pour leur investissement et leur persévérance.

C'est grâce à cette belle énergie collective que nous sortirons vainqueurs, plus forts et plus soudés, j'en suis certain, de cette crise sans précédent.

Maintenant, laissons place à 2022, l'année des 20 ans de Soléa qui rimera toujours avec mobilité, efficacité et, je l'espère, avec sérénité.



Alexis Steyaert
Directeur général de Soléa

L'OFFRE COMMERCIALE DE TRANSPORT



LE RÉSEAU SOLÉA
LE RÉSEAU ET SON MAILLAGE

Un réseau CLE et des produits innovants

Lignes TRAM 1, 2 et 3 / Lignes TRAM-TRAIN
Lignes régulières cadencées
1 2 3 tram train

Lignes CHRONO
Lignes régulières cadencées
C4 C5 C6 C7

Lignes principales
Lignes régulières cadencées
8 9 10 11 12 13

Lignes locales
Lignes régulières cadencées
14 15 16 17

Lignes périurbaines
50 51 52 53 54 55 56 57 58 59

Lignes Tribus
15 lignes desservant 35 établissements scolaires

TRANSPORT À LA DEMANDE
- Zones Filéa
- Zone Chronopro

- Parking + Tramway
- Parking relais
- Stations Vélos
- Station Autopartage Cité

Un réseau d'agglomération
4 lignes essentielles



Juillet 2021


50 ans du CEM (Centre d'Exploitation et de Maintenance)


Une équipe Soléa à la Course du Terril de Wittelsheim

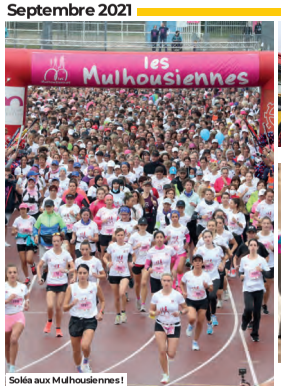
Août 2021


Travaux KEVLAR



Un livret des déviations créé

Septembre 2021



Soléa aux Mulhousiennes !


Semaine de l'accessibilité en interne



Semaine de la Mobilité Soléa au Village des Mobilités

Octobre 2021


Exercices avec les pompiers sur le tram


Soléa représentée au Grand Mulhouse Trail


Équipements des agents de contrôle de caméras «piétons»


Stand interne de réparation de vélos animé par l'association Poto'Cyclette

Novembre 2021


Nouvelle ligne 17 (vers le Centre Pénitentiaire de Lutterbach)


Remise aux normes des colonnes élévatrices à l'atelier bus


Equipe 100% exploitation à la Course Sainte-Barbe de Wittelsheim

Décembre 2021


Semaine accident du travail



Remise du Trophée des collectivités d'Alsace catégorie « Solidarité et Citoyenneté » pour le Vac'bus

LES LIGNES

fonctionnement du réseau 2021-2022 : lundi à vendredi en période scolaire

	ORIGINE/DESTINATION	FRÉQUENCE (UAV Pic.a)	AMPLITUDE (UAV Pic.a)	DESSERTE EN VOYAGEURS EXPRESS	TAD
1	Gare Centrale <> Châtaigner	5'-6' / pointe	Châtaigner : 4h52 - 1h02 Gare Centrale : 5h - 23h13	5,25	
2	Nouveau Bassin <> Coteaux	5'-6' / pointe	Nouveau Bassin : 5h15 - 23h10 Coteaux : 5h32 - 23h08	5,66	
3	Gare Centrale <> Lutterbach Gare	10 / pointe	Gare Centrale : 5h30 - 20h40 Lutterbach Gare : 5h56 - 23h30	6,83	
Tram Train	Gare Centrale <> Thann Issaques	10 / pointe	Gare Centrale : 5h30 - 20h40 Thann Issaques : 6h20 - 23h30	21,58	
C4	Châtaigner <> Ste Barbe	15' / pointe	Châtaigner : 4h56 - 23h37 Ste Barbe : 5h16 - 0h16	6,25	Châtaigner : 4h56-5h28 / 23h13-23h37 Ste Barbe : 4h56-5h44 / 23h01-23h25
C5	Jonquilles <> Jonquilles	15' / pointe - 17' HC matin	Jonquilles Nord (sens horaire) : 5h30 - 23h53 Jonquilles Sud (sens anti-horaire) : 5h30 - 23h58	34,17	
C6	Collines 68A <> Carrefour Ile Napoléon/Espale	15' / pointe - 17' HC matin 12' / pointe - 13' HC matin	Collines 68A : 5h20 (6h en WE) - 23h45 Carrefour Ile Napoléon : 5h59 - 23h30 Espale : 9h02 - 19h37	32,84	
C7	Lauage <> Hôpital E. Muller	15' / pointe - 17' HC matin	Lauage : 5h30 - 23h30 Hôpital E.Muller : 6h02 - 23h53	9,14	
8	Chemnitz <> Pôle 430/Place de Thann Chemnitz <> Pôle 430 Chemnitz <> Place de Thann	15' / pointe - 17' HC matin - 8' HC samedi 12'/15' / 45'/1h HC matin - 8' HC samedi Mêmes conditions en HP + Dimanche et fériés	Chemnitz : 5h15 - 23h37 Pôle 430 : 5h34 - 23h20 Place de Thann : 5h53 - 23h10	33,80	
9	Kingersheim Usines <> Rebberg/Bel Air Kingersheim Usines <> Rebberg Kingersheim Usines <> Cimetière	15' / pointe - 17' HC matin - 8' HC samedi 15' / pointe - 17' HC matin Desserte en HP + Dimanche HC	Kingersheim Usines : 5h40 / 6h40 - 18h59 Rebberg : 6h10 - 19h02 Bourg : 7h06 - 18h51	30,54	
10	Vigneron <> Ste Ursule	15' / pointe	Vigneron : 5h53 - 23h01 Ste Ursule : 6h47 - 22h01	9,74	Vigneron : 23h21 - 23h51 Ste Ursule : 23h42 - 22h01
11	Gare Centrale <> Gare Centrale Ile Napoléon	12'/15' / 25'/30' matin - 8' HC samedi	Gare Centrale : 6h01 - 23h37 Centre Nautique Ile Napoléon : 5h56 - 23h01	10,69	
12	Lefèbvre <> Kingersheim/Hohwalstatten Lefèbvre <> Hohwalstatten	15' / pointe 15'/30' / 25'/30' matin - 8' HC samedi	Lefèbvre : 5h46 - 23h36 Kingersheim : 5h53 - 23h06 Hohwalstatten : 5h46 - 23h00	14,41	Lefèbvre : 20h02 - 21h36 Hohwalstatten : départ 23h50
13	Source <> Hôpital E. Muller Source <> Hôpital E. Muller	15' / pointe 15'/30' / 25'/30' matin - 8' HC samedi	Source : 6h23 - 20h24 Hôpital E.Muller : 6h53 - 19h41	8,96	
14	Dornach Mairie <> Lutterbach Gare	15' / HP + 8' HC samedi	Dornach Mairie : 6h48 - 18h53 Lutterbach Gare : 6h42 - 18h36	9	
15	Lefèbvre <> Sausheim Mairie/Ste Barbe Lefèbvre <> Sausheim Mairie Lefèbvre <> Ste Barbe	15' / HP + 8' HC samedi / 30' HC dim. 30' / HP + 8' HC samedi / 30' HC dim.	Lefèbvre : 5h54 - 20h38 Sausheim Mairie : 6h20 - 19h51 Ste Barbe : 6h41 - 19h13	9,82	
16	Dornach <> Merfrogue	18' / pointe - 23' HC matin	Dornach : 5h52 - 19h43 Merfrogue : 6h44 - 19h45	13,38	

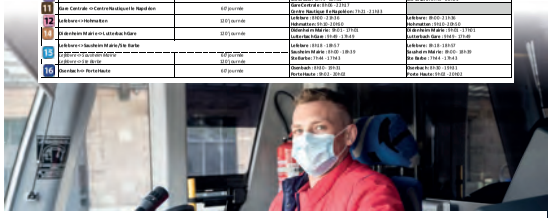
Fonctionnement du réseau 2021-2022 / lundi à vendredi en période scolaire

	ORIGINE/DESTINATION	FRÉQUENCE (UAV Pic.a)	AMPLITUDE (UAV Pic.a)	TAD
1	Gare Centrale <> Châtaigner	7' - 8' / pointe	Châtaigner : 4h52 - 23h37 Gare Centrale : 5h - 23h13	
2	Nouveau Bassin <> Coteaux	7' - 8' / pointe	Nouveau Bassin : 5h15 - 23h41 Coteaux : 5h32 - 23h08	
3	Gare Centrale <> Lutterbach Gare	10 / pointe	Gare Centrale : 5h30 - 23h40 Lutterbach Gare : 5h56 - 23h30	
Tram Train	Gare Centrale <> Thann Issaques	10 / pointe	Gare Centrale : 5h30 - 23h40 Thann Issaques : 6h20 - 23h30	
C4	Châtaigner <> Ste Barbe	15' / pointe	Châtaigner : 4h56 - 23h37 Ste Barbe : 5h16 - 0h16	Châtaigner : 23h13 - 23h37 Ste Barbe : 4h56 - 5h44 / 23h01 - 23h25
C5	Jonquilles <> Jonquilles	15' / pointe	Jonquilles Nord (sens horaire) : 5h30 - 23h53 Jonquilles Sud (sens anti-horaire) : 5h30 - 23h58	
C6	Collines 68A <> Carrefour Ile Napoléon	15' / pointe	Collines 68A : 5h20 (6h en WE) - 23h45 Carrefour Ile Napoléon : 5h59 - 23h30	
C7	Lauage <> Hôpital E. Muller	15' / pointe	Lauage : 5h30 - 23h30 Hôpital E.Muller : 6h02 - 23h53	
8	Chemnitz <> Pôle 430/Place de Thann Chemnitz <> Pôle 430 Chemnitz <> Place de Thann	15' / pointe 45' / pointe	Chemnitz : 5h15 - 23h37 Pôle 430 : 5h34 - 23h20 Place de Thann : 6h13 - 23h10	
9	Kingersheim Usines <> Rebberg/Bel Air Kingersheim Usines <> Rebberg Kingersheim Usines <> Cimetière	30' / pointe Desserte en HP + Dimanche HC	Kingersheim Usines : 7h05 - 18h06 Rebberg : 8h16 - 18h50 Bourg : 7h46 - 17h45	
10	Vigneron <> Ste Ursule	15' / pointe	Vigneron : 5h53 - 23h02 Ste Ursule : 6h48 - 22h01	Vigneron : 19h41 - 23h12 Ste Ursule : 19h42 - 23h01
11	Gare Centrale <> Centre Nautique Ile Napoléon	15' - 17' / pointe	Gare Centrale : 6h13 - 23h37 Centre Nautique Ile Napoléon : 5h57 - 23h04	
12	Lefèbvre <> Kingersheim/Hohwalstatten Lefèbvre <> Hohwalstatten	30' / pointe 45' / pointe	Lefèbvre : 5h46 - 23h36 Kingersheim : 5h54 - 23h06 Hohwalstatten : 5h46 - 23h00	Lefèbvre : 20h02 - 21h36 Hohwalstatten : départ 23h50
13	Source <> Hôpital E. Muller	30' / pointe	Source : 6h23 - 19h23 Hôpital E.Muller : 6h53 - 20h41	
14	Dornach Mairie <> Lutterbach Gare	30'/HP + 8' HC samedi / 30' HC dim.	Dornach Mairie : 6h55 - 18h36 Lutterbach Gare : 6h42 - 18h36	
15	Lefèbvre <> Sausheim Mairie/Ste Barbe Lefèbvre <> Sausheim Mairie Lefèbvre <> Ste Barbe	30' / HP + 8' HC samedi / 30' HC dim. 60' / HP + 8' HC samedi / 30' HC dim.	Lefèbvre : 5h54 - 20h38 Sausheim Mairie : 6h20 - 19h51 Ste Barbe : 6h41 - 19h13	
16	Dornach <> Merfrogue	30' / pointe	Dornach : 5h52 - 19h43 Merfrogue : 6h44 - 19h45	

Fonctionnement du réseau 2021-2022 / samedi

	ORIGINE/DESTINATION	FRÉQUENCE (UAV Pic.a)	AMPLITUDE (UAV Pic.a)	TAD
1	Gare Centrale <> Châtaigner	20 / pointe	Châtaigner : 5h08 - 23h03 Gare Centrale : 5h32 - 23h13	
2	Nouveau Bassin <> Coteaux	20 / pointe	Nouveau Bassin : 7h08 - 23h02 Coteaux : 7h24 - 23h08	
3	Gare Centrale <> Lutterbach Gare	60 / pointe	Gare Centrale : 7h30 - 22h51 Lutterbach Gare : 7h48 - 23h43	
Tram Train	Gare Centrale <> Thann Issaques	60 / pointe	Gare Centrale : 7h37 - 19h51 Thann Issaques : 8h32 - 19h51	
C4	Châtaigner <> Ste Barbe	60 / pointe	Châtaigner : 7h52 - 19h13 Ste Barbe : 8h12 - 19h37	Châtaigner : 23h13 - 23h37 Ste Barbe : 23h01 - 23h25
C5	Jonquilles <> Jonquilles	60' / min. 30' après midi	Jonquilles Nord (sens horaire) : 7h34 - 21h53 Jonquilles Sud (sens anti-horaire) : 7h34 - 21h58	
C7	Lauage <> Hôpital E. Muller	60 / pointe	Lauage : 8h04 - 21h53 Hôpital E.Muller : 8h30 - 22h53	
8	Chemnitz <> Place de Thann	60 / pointe	Chemnitz : 7h15 - 21h37 Place de Thann : 8h33 - 22h10	
10	Vigneron <> Ste Ursule	1h'-1h'30 pointe	Vigneron : 8h30 - 21h02 Ste Ursule : 8h48 - 21h01	Vigneron : 19h30 - 21h02 Ste Ursule : 19h48 - 21h01
11	Gare Centrale <> Centre Nautique Ile Napoléon	60 / pointe	Gare Centrale : 7h37 - 19h37 Centre Nautique Ile Napoléon : 7h21 - 21h03	
12	Lefèbvre <> Hohwalstatten	120 / pointe	Lefèbvre : 8h00 - 23h36 Hohwalstatten : 8h20 - 23h00	Lefèbvre : 8h00 - 23h36 Hohwalstatten : 19h12 - 23h30
13	Source <> Hôpital E. Muller	120 / pointe	Source : 8h23 - 17h56 Hôpital E.Muller : 8h48 - 18h48	Dornach Mairie : 19h00 - 21h01 Lutterbach Gare : 19h45 - 21h48
14	Dornach Mairie <> Lutterbach Gare	120 / pointe	Dornach Mairie : 8h22 - 17h36 Lutterbach Gare : 8h48 - 18h48	
15	Lefèbvre <> Sausheim Mairie/Ste Barbe Lefèbvre <> Sausheim Mairie Lefèbvre <> Ste Barbe	60 / pointe 120 / pointe	Lefèbvre : 8h16 - 18h57 Sausheim Mairie : 8h40 - 18h39 Ste Barbe : 7h44 - 17h41	Lefèbvre : 8h16 - 18h57 Sausheim Mairie : 8h00 - 18h39 Ste Barbe : 7h44 - 19h41
16	Dornach <> Merfrogue	60 / pointe	Dornach : 6h52 - 19h52 Merfrogue : 8h02 - 20h02	Dornach : 19h30 - 19h51 Porte Hautes : 19h30 - 21h01

RETOUR OJ



CHIFFRES CLÉS



L'essentiel de 2021

578 collaborateurs
(Équivalent Temps Plein en moyenne sur l'année)

+ de **50** métiers différents

65% de conducteurs	**5,5%** d'agents de contrôle	**13,5%** d'agents de maintenance	**16%** d'agents fonctions supports

+3,19% de voyages	23 691 793 voyageurs	+3,18 % d'abonnements scolaires	6 003 829 km commerciaux dont km commerciaux en propre et km sous-traités
6 460 243 km au total	+6,23 % de recettes	280 000 Population du ressort territorial	361 871 km Longueur totale des lignes
21,44 km/hab. km commerciaux par habitant	23 691 793 Voyages	85 Voyages par habitant	4 Voyages par km commercial
50 397 794€ Charges d'exploitation	7 255 992€ Recettes tarifaires	4 101 724€ Produits hors contribution de l'autorité délégante	
14,40% de couverture des charges par les recettes	7,92€/km Contribution au km commercial	8,39€/km Coût au km commercial	
0,306€/voyage Recette tarifaire par voyage	72 637 Voyages Domibus (Total transports hors annulations et absences)	1,21€/km Recettes au km commercial	

6 ANS

C'est la durée du contrat de délégation de service public confié à Soléa depuis 2019.

L'année 2021 marque la moitié du contrat qui court jusqu'au 31 décembre 2024 et a fait l'objet de la signature d'un avenant numéro 1.

m2A et Soléa se sont rencontrées et ont convenu de constater et de prendre en compte les conséquences techniques et financières de la crise sanitaire Covid-19. Elles ont procédé au rétablissement de l'équilibre économique de la Convention en ajustant, pour l'exercice 2020, le forfait de charges à la production, en adaptant le forfait de charges de l'activité TPMR, en suspendant les clauses de pénalités au titre de la démarche qualité et en déterminant des dispositions adaptées au traitement des engagements et intéressements de Soléa au titre de l'évolution des recettes pour 2020 et 2021.

LES POINTS D'ARRÊTS

En 2021, le réseau se compose de :

- **967 arrêts de bus :**
  - 530 poteaux d'arrêt
  - 416 abribus
  - 21 arrêts de bus sans mobilier considérés comme poteaux
- **30 stations de tramway**
- **7 stations de tram-train** (de Lutterbach Gare à Thann St.Jacques)

Les principales évolutions sont les suivantes :

- **11 créations :**
  - Ligne C7 : Lesage (x2),
  - Ligne C6 : Bretagne (x2) , Pyrénées (x2),
  - Ligne 17 : Allée du Chêne (x1), Savonnerie (x2)
  - Ligne 59 : Marne (x2),
- **10 suppressions :**
  - Ligne C6 : Lyon (x2),
  - Ligne 11 : Jura (x2),
  - Lignes C7, 10 et 51 : Pont d'Altkirch
  - Chronopro : Spaak, Parc de l'Ill 2, ZI Sausheim, Pôle 201
  - Filéa : St Marc



LES ÉTUDES ET LES TRANSFORMATIONS

L'année 2021 a essentiellement été marquée par l'approfondissement d'études réalisées en 2020 :

- **Centre Pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach :** 5 hypothèses de niveau d'offre différentes pour la ligne 17 Lutterbach Gare <> Allée du Chêne
- **Maison du Territoire :** 4 scénarii de retournement
- **Réseau Vitrine Vélo :** étude de l'impact du projet de la Ville de Mulhouse sur le réseau Soléa (bus et tramway).

Des études plus modestes ont également été réalisées :

- **Ligne 16 :** impact d'une modification de l'itinéraire via le boulevard de la Marne plutôt que par Porte Haute. La Ville de Mulhouse doit réaménager le boulevard de la Marne et prévoit la mise en place d'un arrêt.
- **Général Leclerc :** déplacement de l'arrêt pour faciliter la circulation des bus. L'arrêt Pont d'Altkirch, plus proche, a été supprimé.
- **Ligne 50 :** impact d'une modification de l'itinéraire à Pfastatt, avec un passage rue de l'Écluse plutôt que rue de l'Étang pour éviter le passage devant une école maternelle. Des travaux sont à prévoir au niveau d'un giratoire.
- **Quartier Drouot :** création d'une nouvelle voirie, avec étude de la modification de l'itinéraire des lignes C5 et C6 pour desservir la Place Augier.

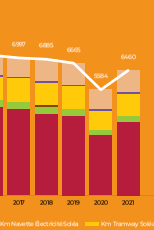
L'activité du service marketing a également été **fortement impactée par des modifications conséquentes liées à des travaux** qui ont nécessité une révision des horaires, une communication et des présences terrain pour accompagner les clients :

- **Janvier 2021 :** travaux de déploiement du chauffage urbain dans le quartier Entremont à Richeim. La ligne 10 a été successivement en terminus à l'arrêt Narcisses puis Entremont alors que la ligne 11 assurait la desserte de Ste Ursule. Un Tribus a été mis en place pour permettre le déplacement des élèves du collège Dreyfus résidant dans le quartier Entremont et Filéa a été proposé aux habitants pour rejoindre le centre-ville de Richeim.
- **Mars 2021 :** fermeture en urgence du pont de Riedisheim avec une semaine pour modifier les itinéraires des lignes 10 et 11 via le boulevard Wallach.
- **Août 2021 :** le boulevard Mitterrand est fermé, obligeant une déviation notable des lignes C6 et 14, délaissant le quartier Dornach.

Des **travaux sur les lignes aériennes de contact** (remplacement des éléments en Kevlar) ont nécessité une réorganisation ponctuelle du réseau en été :

- **du lundi 19 au vendredi 23 juillet 2021 :** les tramways et le tram-train ne circulent plus entre Porte Jeune et Gare Centrale en journée. L'itinéraire de substitution de la ligne 1 est assuré entre Gare Centrale et Grand Rex en complément de la ligne C7 pour limiter les moyens (fréquence de 7 minutes en journée).
- **du lundi 26 juillet au dimanche 29 août 2021 :** travaux sur différents secteurs des lignes 1 et 2 en soirée. Des bus de substitution sont organisés sur les lignes 1,2 et tram-train. Un travail mené en collaboration avec les Méthodes a permis d'informer les clients des horaires modifiés sur les lignes bus en correspondance avec le réseau de substitution sur les fiches horaires et aux arrêts.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION KILOMÉTRIQUE



PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE 2021 IMPACTANT L'OFFRE

Couvre-feu

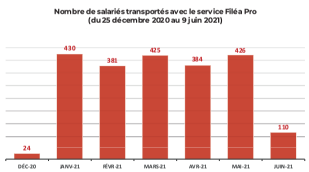
L'année 2020 s'est terminée avec la mise en place d'un couvre-feu de 20h à 6h (avancé à 18h courant janvier 2021) imposant un arrêt anticipé du réseau et la mise en place d'un service temporaire baptisé « Filéa Pro » du 25 décembre 2020 au 8 juin 2021. Déployé en quelques jours, ce service spécifiquement adapté à ce besoin a permis le déplacement de salariés entre leur domicile et l'arrêt le plus proche de leur lieu de travail.

> **Filéa Pro,** un service réservé aux salariés pour se déplacer entre leur domicile et leur lieu de travail, disponible tous les jours de 20h30 à 22h.

La fréquentation du service « Filéa Pro » :

- **2180 salariés transportés**
- **Une quinzaine en moyenne chaque soir durant 6 mois**

Nombre de salariés transportés avec le service Filéa Pro (du 25 décembre 2020 au 9 juin 2021)



Prolongement de la ligne C7 à Lesage en janvier 2021

L'année 2021 a débuté par le prolongement de la ligne C7 jusqu'à l'arrêt Lesage, situé devant l'enseigne Super U rue Hofer. L'ancien terminus « Brustlein » (arrêt de montée) devient alors un arrêt de passage en direction du nouveau terminus « Lesage » et conserve son nom. L'ancienne zone de batterement, située rue Jean Martin, peut à nouveau être occupée par des places de stationnement. Un nouvel arrêt « Jean Martin » est créé en direction de l'Hôpital Émile Muller.

Les premières mesures de la fréquentation sont encourageantes avec une progression de 88 montées ou descentes en moyenne par jour dans le quartier.



Fermeture des établissements au mois d'avril 2021

Pour faire face à une nouvelle vague de COVID 19, les établissements scolaires sont restés fermés au mois d'avril 2021 et une incitation forte au télétravail est réalisée auprès des salariés. Les horaires des petites vacances scolaires sont appliqués sur cette période afin d'adapter rapidement l'offre à ce besoin réduit.

Il en résulte logiquement que la fréquentation sur cette période est nettement inférieure à celle des vacances scolaires (PVS) puisque les voyageurs actifs se déplacent moins voire plus du tout du fait du télétravail.

On enregistre ainsi -12% à -31% de fréquentation par rapport à un jour de semaine de petites vacances scolaires 2019/2020 :

- **Ligne C4 :** -21%, -640 voyages/jour
- **Ligne C6 :** -26%, -1 867 voyages/jour
- **Ligne C7 :** -12%, -716 voyages/jour
- **Ligne 8 :** -31%, -1 029 voyages/jour
- **Ligne 16 :** -18%, -304 voyages/jour





RETOUR OJ LA FRÉQUENTATION

LE RÉSEAU RÉGULIER

Préambule et conditions des comptages :

Le suivi de la fréquentation est assuré différemment sur les lignes ferrées et bus.

Les lignes ferrées ne disposent pas de système de comptage automatique des voyageurs. Les derniers comptages des lignes tramway 1, 2, 3 et tram-train ont été réalisés en janvier 2017 par BVA. Nous avons fait le choix de ne pas les reprendre dans l'analyse au vu de l'obsolescence des données qui ne sont plus représentatives de la fréquentation actuelle, surtout depuis la mise en service du nouveau réseau de bus en septembre 2019.

La mesure de la fréquentation des lignes de bus est assurée par le système de comptage Dialexis installé dans une trentaine de bus. Les bus équipés sont affectés sur chaque ligne à minima une semaine par an pour recueillir au moins une enquête par course. La ligne 13 réalisée en midibus et la ligne 17, en car, ne bénéficient pas de ce système.

Les résultats présentés ci-dessous sont ceux issus des comptages Dialexis réalisés de septembre 2021 à juin 2022.

Nous avons pris le parti de faire le comparatif des résultats 2021/2022 avec ceux de l'année 2019/2020, année de mise en service du nouveau réseau. En effet, l'année 2020/2021 était encore marquée par la crise sanitaire avec environ 10% de fréquentation en moins qu'en 2019/2020.

Période scolaire

Un retour au niveau de la fréquentation de 2019/2020

NOMBRE DE VOYAGES PAR LIGNE Lundi à vendredi (PScol)	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Ecart 2021/2022 avec 2019/2020	
Châtaignier <> Ste Barbe	3 000		2 975	-26	-1%
Jonquilles <> Jonquilles	10 452	8 419	10 440	-12	0%
Carrefour Ile Napoléon/Espale <> Collines IKEA	7 221	6 523	6 815	-406	-6%
Hôpital E.Muller <> Lesage	5 956	5 353	6 499	543	8%
Chevreuils <> Pôle 430/Place de Thiers	3 280		3 199	-81	-2%
Kingersheim Usines <> Rotonde/St Jean	1 516	1 362	1 735	219	14%
Ste Ursule <> Vignerons	3 868		3 129	-739	-19%
Gare Centrale <> Centre Nautique Ile Napoléon	3 352		3 172	-180	-5%
Lefebvre <> Etang St Pierre/Hohmatten	3 243	2 723	3 157	-86	-3%
Hôpital E.Muller <> Source	311	387	561	250	80%
Didenheim Mairie <> Lutterbach Gare	1 341	1 294	1 437	143	11%
Lefebvre <> Sausheim Mairie/Ste Barbe	460	1 327	1 290	-37	-8%
Osenbach <> Mer Rouge	2 956		2 898	-58	-2%
Total lignes bus (semaine PScol)	46 956	27 388	47 307	-469	-1%

2019-2020
Lignes 21, 24 et 31 : comptages « manuels» réalisés par la société Décryptis (avril 2018)
2020-2021
Lignes C4, 8, 10, 11 et 16 : non mesurées (confinements 2 et 3)
Ligne 13 : comptages conducteurs (novembre 2020)
2021-2022
Ligne 13 : comptages Decryptis (18/11/2021 - déviation : renvoi Agriculture > Salle des Sports / Montavont > Zu-Rhein)

Les modifications de la rentrée 2021

Passage la ligne 11 par la rue de Habsheim

À la demande de la mairie de Riedisheim et de certains habitants du quartier, la ligne 11 transite par les rues d'Habsheim et d'Alsace au lieu de la rue de Mulhouse. Elle dessert les arrêts « Haut Point » (rue d'Habsheim), « Alsace », « Verdure » et « Bourgogne » (rue d'Alsace). La desserte de l'arrêt « Jura » est, quant à elle, supprimée. La fréquentation de l'arrêt « Haut Point » reste proche du niveau antérieur au nouveau réseau de 2019 avec 93 montées/descentes par jour en moyenne. La fréquentation progresse avec 99 montées/descentes par jour sur la section désormais les nouveaux arrêts « Pyrénées » et « Bretagne » et assure son terminus à l'arrêt « Espale ».

Kiery-Haut Point. Par contre, sur la ligne 10, la fréquentation diminue d'environ 200 montées/descentes par jour sur le tronc commun, affichant un bilan négatif d'environ 100 montées/descentes par jour (-5%). La ligne 11 permet en effet de rejoindre plus rapidement Mulhouse ce qui explique le report de clients de la ligne 10.



Prolongement de la ligne C6 à Espale

L'itinéraire de la ligne C6 est prolongé après « Carrefour Ile Napoléon » jusqu'à la zone d'activités de Sausheim en remplacement du service Chronopro. Elle dessert

Le prolongement de la ligne C6 jusqu'à Espale et sa zone d'activités est un succès : 200 montées/descentes (MD) supplémentaires sont générées chaque jour. Le terminus « Espale » est particulièrement attractif avec près de 180 montées/descentes journalières (contre 40 à 50 voyages par jour avec Chronopro sur toute la zone[1]).



[1] Fréquentation moyenne quotidienne du service Chronopro Espale de septembre 2019 à février 2020 (hors période COVID)

Des réajustements en octobre et novembre 2021

En **octobre 2021,** des ajustements ont été apportés sur les lignes C4 et 11 suite à des problèmes de charge :

Ligne C4

- **Problématique de charge** identifiée sur la course « Châtaignier 7h33 > Ste Barbe 7h50 ». Les élèves du quartier de Bourgtwiller qui sont scolarisés progressivement au collège Emile Zola et les lycéens du Don Bosco empruntent cette course. Des clients ne parviennent pas à accéder au bus articulé à son arrêt de départ « Châtaignier ».
- **Solution mise en place :** réorganisation des horaires (3 allers/retours) pour positionner un doublage au départ de « Châtaignier » à 7h38 (7h43 actuellement).

Ligne 11

- **Problématique de charge** identifiée sur la course « Centre Nautique 8h07 > Gare Centrale 8h50 ». Le bus standard est emprunté notamment par des élèves du lycée Montaigne qui descendent à « République ». Plus personne ne parvient donc à monter à partir de l'arrêt « Alsace ».
- **Solution :** mise en place d'un doublage au départ de Centre Nautique à 8h04 lundi, mardi, jeudi et vendredi.

En **novembre 2021,** des optimisations sont mises en place sur 2 Tribus suite aux comptages réalisés sur l'ensemble des services en octobre :

- **Collège Ulrich :** suppression d'un car à 16h55 (11 élèves par car en moyenne). Regroupement des 2 circuits selon ce qui est déjà fait pour la sortie de 15h50.
- **Collège Monod :** suppression d'un car à 16h15 (20 élèves en moyenne dans les 3 cars) et à 17h15 (15 élèves en moyenne dans les 3 cars) en réorganisant l'itinéraire des circuits 4, 7 et 8.

Ligne 56

Plusieurs parents d'élèves se sont plaints de l'inadéquation des horaires de la ligne 56 (ligne régionale 725) avec les horaires de fin de cours des élèves. En effet, sur la plupart des lignes régionales, les départs se font de la gare routière entre 16h20-16h30, 17h20-17h30 et 18h20-18h30 alors qu'ils sont historiquement organisés à 16h50, 17h45 et 18h35 sur la ligne régionale 725. La Région Grand Est (RGE) a été saisie et après un travail avec les autocaristes concernés, les horaires ont pu être réorganisés à 16h20, 17h30 et 18h20.

Filéa n'est pas proposé l'après-midi en raison d'une course existante à 14h55 au départ de la gare routière, peu utilisée. La RGE n'a pas souhaité la supprimer pour le moment.

Ligne 58

Un habitant de Bantzenheim dont l'enfant est scolarisé au collège Pflimlin à Brunstatt-Didenheim a saisi les mairies de Bantzenheim et Brunstatt-Didenheim, les horaires de la ligne régionale 728 (ligne 58) ne permettant les déplacements de son fils.

La RGE a été saisie et l'autocariste qui assure la ligne 58 a pu apporter des modifications pour permettre le déplacement de cet élève :

- Matin : arrivée Gare Centrale Mulhouse à 7h28 au lieu de 7h30 ce qui permet la correspondance avec la ligne 10 à destination du collège Pflimlin dont le passage à Gare Centrale avait été décalé d'une minute (7h31),
- Après-midi : arrivée Gare Centrale Mulhouse à 16h40 au lieu de 16h30 du car de doublage ce qui permet une correspondance avec la ligne 10 en provenance du collège Pflimlin qui arrive à 16h35 à Gare Centrale.

MODIFICATIONS SUR LES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE

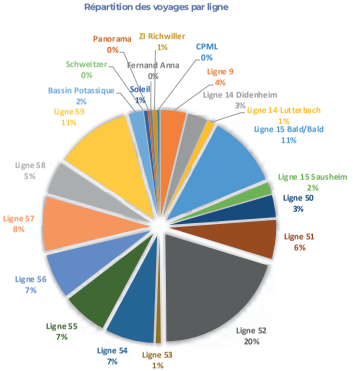
Nouveau marché

Marché subséquent U_bus_ligne 17 : mise en service le 2 novembre 2021

Révisions

- Marché subséquent G_car_ Gambetta, Lyautey & Ulrich R1 : modification au 1er novembre 2021
- Marché subséquent Q_car_ Monod R1 : modification au 1er novembre 2021

Répartition des voyages par ligne



La répartition du nombre de voyages par ligne reste plutôt stable avec :
- 20% des voyages sur la ligne 52
- 11% sur la ligne 15 (communes de Ruelisheim, Battenheim, Balderschwil)

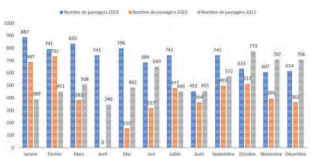
Elle évolue sur les autres lignes :
- 11% sur la ligne 59 en progression par rapport à l'année dernière (8%)
- 8% sur la ligne 57
- 7% sur les lignes 54, 55 et 56



LE TRANSPORT À LA DEMANDE CHRONOPRO COLLINES

6 487 voyages ont été réalisés sur Chronopro Collines en 2021, soit **33% de plus** qu'en 2020. 3 642 courses ont été assurées en 2021, soit **un taux de déclenchement de 48%** (42% en 2020).

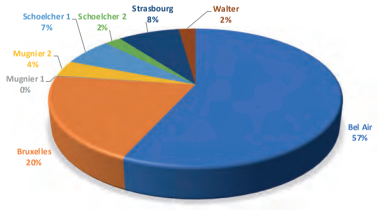
Nombre de passagers 2019, 2020 et 2021 par mois



Une nette reprise de la fréquentation du service Chronopro se dessine à partir d'octobre 2021 avec une moyenne de 730 voyages sur les 3 derniers mois de l'année. Il reste toutefois inférieur à celui de début 2019.

Le point de rabattement concentre logiquement la moitié des déplacements.
3 arrêts sont plus particulièrement utilisés :
- Bruxelles : 20% qui reste l'arrêt le plus utilisé après Bel Air
- Strasbourg : 8%
- Schoelcher 1 : 7%

Répartition des voyages par arrêt



47307 voyages réalisés sur les lignes bus en 2021/2022, soit 469 de moins qu'en 2019/2020, avec toutefois des disparités notables selon les lignes.

Les lignes dont la fréquentation progresse :

- **Ligne C7 :** + 543 voyages par jour. Progression liée au déplacement des élèves du collège Kennedy au Camille Claudel depuis septembre 2020 (+85% à l'arrêt Villon) et à l'extension Lesage (+18% dans le quartier). En revanche la fréquentation des arrêts Gare Centrale et Hôpital E. Muller chute de 25%.
- **Ligne 9 :** +219 voyages par jour.
- **Ligne 13 :** +250 voyages par jour. La progression de 80% est à relativiser: le comparatif est effectué avec la ligne 31 qui s'arrêtait à Université. La partie Université <> Source n'avait pas été comptée dans des conditions normales (au début du confinement en 2021/2022)
- **Ligne 14 :** +142 voyages par jour. La progression est particulièrement notable aux arrêts Nations et Dornach Gare DMC

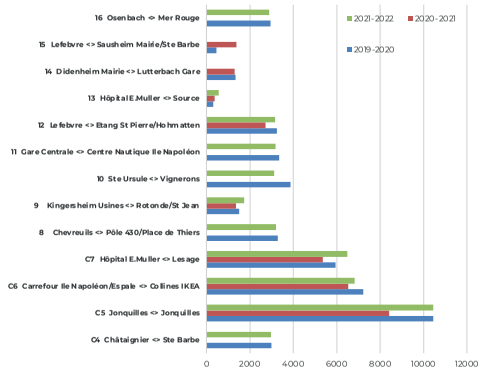
Les lignes qui ont retrouvé le niveau de fréquentation du nouveau réseau (2019) :

- **Ligne C4 :** - 25 voyages
- **Ligne C5 :** - 12 voyages. La ligne C5 est moins utilisée par les élèves du collège Kennedy (1 seul renfort nécessaire à midi). On constate toutefois une progression de 61% de la fréquentation de l'arrêt Villon. Par contre, une baisse est constatée aux arrêts Anvers (-23%) et Franklin (-16%).
- **Ligne 8 :** -81 voyages
- **Ligne 12 :** -86 voyages
- **Ligne 16 :** -58 voyages
- **ligne 15 :** -37 voyages

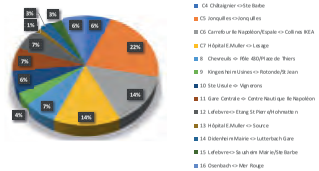
Les lignes sur lesquelles la fréquentation est en baisse :

- **Ligne C6 :** - 406 voyages. L'arrêt Camus, desserte du CFA, est particulièrement impacté avec une chute de 36%.
- **Ligne 10 :** - 739 voyages. La moitié de la diminution des voyages s'effectue à Gare Centrale, en lien avec Riedisheim (21%) d'un côté et l'avenue d'Altkirch (26%) de l'autre.
- **Ligne 11 :** -180 voyages. La baisse se concentre au niveau des pôles de correspondance République/ Gare Centrale ainsi qu'à l'arrêt Commanderie.

Evolution de la fréquentation journalière par ligne depuis septembre 2019



Répartition des voyages par ligne en semaine scolaire



Les lignes Chrono **C5, C6 et C7** concentrent la **moitié des déplacements** du réseau bus. La ligne C5 est la plus fréquentée du réseau bus avec 22% des déplacements à elle seule, plus de 10 000 voyages par jour.

Les lignes C4, 8, 10, 11, 12 et 16 ont une fréquentation équivalente avec 6 à 7% des déplacements, soit 3 000 voyages par jour.

Les lignes 9, 14 et 15 comptabilisent 3 à 4% de la fréquentation.

La ligne 13 ne recueille qu'1% de la fréquentation du réseau bus.

Dimanche

-7% de fréquentation par rapport à un dimanche 2019-2020

NOMBRE DE VOYAGES PAR LIGNE Dimanche (annuel)	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Ecart 2021/2022 avec 2020/2021	
C4 Châtaignier <> Ste Barbe	500		330	-170	
C5 Jonquilles <> Jonquilles	1 113	1 041	1 348	235	21%
C7 Hôpital E.Muller <> Lesage	860	604	815	-45	-5%
8 Chevreuils <> Place de Thiers	495	241	416	-79	-16%
10 Ste Ursule <> Vignerons	176	106	98	-78	-44%
11 Gare Centrale <> Centre Nautique Ile Napoléon	353	278	344	-9	-3%
12 Lefebvre <> Hohmatten	146	98	106	-40	-27%
14 Didenheim Mairie <> Lutterbach Gare	11	5	1	-10	-91%
15 Lefebvre <> Sausheim Mairie/Ste Barbe	112	62	81	-31	-28%
16 Osenbach <> Porte Haute	118	82	96	-22	-19%
52 Bel Air <> Campanule	7	4	0	-7	-100%
Total lignes bus (dimanche annuel)	3 891	2 521	3 635	-256	-7%

2019-2020
Ligne C4 : estimation (mesures non exploitables avec crise COVID-19)
Lignes 10, 12, 14, 15, 16 et 52 (taxis) : comptages conducteurs septembre 2019 (moyenne 3 dimanches)
2020-2021
Ligne C4 : prévue mais non réalisée (confinement 3)
Lignes 10, 12, 14, 15, 16 et 52 (taxis) : comptages conducteurs septembre et octobre 2020 (moyenne 8 dimanches)
2021-2022
Lignes 10, 12, 14, 15, 16 et 52 (taxis) : comptages conducteurs septembre et octobre 2021 (moyenne 8 dimanches)

LES SCOLAIRES

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des comptages réalisés sur les Tribus, demandés pour l'essentiel aux sous-traitants ainsi qu'aux conducteurs Soléa pour les services exploités en bus (établissement Ste Ursule et lycées Lambert et Lavoisier). Ces comptages ont été réalisés sur 2 jours, mardi 16 et jeudi 18 novembre 2021. Il en ressort que 1272 élèves ont été transportés le matin, un résultat identique à l'année précédente.

Comptage(s) Tribus Année(s) (nombre moyen de voyageurs (base montée) aller)

Etablissement	Circuit	Véhicules	Matin	Midi	Soir 1	Soir 2	Soir 3	Analyse	Propositions
Don Bosco	Pulversheim	Taxi	2			1			
	Baldersheim	Car Transdev	2			4			
Pagnol	Baldersheim	Car Transdev	47			31	16		
Sainte Ursule	Illzach	Car Transdev	16			10			
	Baldersheim	Minibus Soléa / Taxi	16			79			
	Battenheim	Car Transdev	19			10		charge anormalement basse / double	
Episcopat	Circuit 13	Car Transdev	40			18			
	Circuit 14	Car Transdev	33			16			
	Circuit 15	Car Transdev	56			45			
	Circuit 16	Car Transdev	41						
	Circuit 17	Car Transdev	46			54			
	Circuit 19	Car Transdev	56			43			
Emile Zola	Sausheim	Car Transdev	14			18			
Lambert / Lavoisier	Libération	Articulé Soléa	62				30		
	Pont d'el'Ill	Articulé Soléa	65			24			
Lambert	Rorschwihr / Nieder	Articulé Soléa	30	24	38				
Lyautey	Sainte Ursule	Car Transdev	35	28	38	30			
Nonnenbruch	Orpheuma / C1	Car Chopin	38				40	33	
	Riviera / C1	Car Chopin	43						
	Kuehl Wahlen / C2	Car Chopin	32				30	23	Nombre de cars sur 3 horaires en sortie scolarisation les plus.
	Trivier Fernandes / C3	Car Chopin	32						
	Trivier Fernandes/ C4	Car Chopin				38			
Pfleriks		Car Transdev	11			8	20		
Saint Exupéry		Car Transdev	4	11	4	1	4	2 cars du matin: charge moyenne de 18 voyageurs. Charge max : 31 voyageurs, également charge max.	
Anne Frank		Car Transdev	41	14	36	32	38		Ne pas supprimer de car.
Charles d'Eglantine		Car Transdev	8			17			
		Car Transdev	0			11			Comptages sur 1 semaine à organiser + présence terrain Montées du circuit 1 à étudier Mémo : car attribué en le cadre de la restructuration des circuits SEDIA
Amélie Zurcher		Car Transdev	4			7		Circuit 2 : charge moyenne de 2 à 4 voyageurs	
		Car Transdev				0			
		Car Transdev	0			0			
Ulrich		Car Transdev	29			21	19	Suppression dun car à 18h50 depuis le 01/11/21	
		Car Transdev					19		
		Car Transdev	36						
Monod		Car Chopin	N.C			21	26	Les circuits 1&2 sont regroupés à 18h15 (cars ut. 1).	Mr Favec Chopin en cours
		Car Chopin	25			18	29		
		Car Chopin	18			17	22		
		Car Chopin	32			27	13	Suppression dun car à 18h15 et 17h15 sur le secteur nord depuis le 01/11/21.	
		Car Chopin	29						
	Munchhouse n° 01	Car Chopin	37			24	39		
	Munchhouse n° 02	Car Chopin	N.C						
Gambetta	Lilas	Car Transdev	36	16	22	10	0	Dernier sortie : 0h29 après	suppression départ 17h40
Jeanne d'Arc	Sausheim Mairie	Car Transdev	27				9	NC	
Louis Armand	Ligne 51	Car Chopin	15					Car en lien avec Université : 4 voyages	comptages sur 1 semaine à organiser + présence terrain Propo : réorganiser le circuit pour prendre les élèves de Brunstatt ?

RETOUR OJ



3 635 voyages réalisés sur le dimanche en 2021/2022, soit 256 de moins qu'en 2019/2020, avec toutefois des disparités notables selon les lignes.

Une seule ligne dont la fréquentation progresse de manière notable (+20%) :

- **Ligne C5 :** 235 voyages supplémentaires.

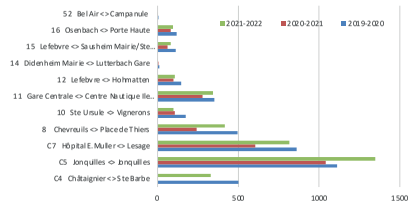
Les lignes qui ont retrouvé le niveau de fréquentation du nouveau réseau (2019) :

- **Ligne C7 :** -45 voyages
- **Ligne 11 :** -9 voyages

Les lignes sur lesquelles la fréquentation est en baisse :

- **Les lignes C4 et 8,** assurées en bus, peinent à récupérer leur niveau de fréquentation de 2019/2020 avec respectivement 170 et 79 voyages en moins
- **Les lignes assurées avec des véhicules de 9 places** sont toutes en baissent, de -7 à -78 voyages. La fréquentation est nulle ou quasiment sur les lignes 14 et 52 (respectivement 1 et 0 voyage) ce qui pose la question du maintien de ces lignes le dimanche.

Évolution de la fréquentation



Répartition des voyages par ligne le dimanche



Les chiffres et analyses qui suivent n'incluent pas le service «Filéa pro» temporairement mis en place lors des confinements du début d'année.

Le dimanche, **89% de la fréquentation** est concentré sur **les lignes assurées en bus** et plus particulièrement sur les lignes Chrono 5 et 7 avec respectivement 37% et 22% des voyages, soit pratiquement 60% des voyages. Les lignes C4, 8 et 11 arrivent ensuite avec 9 à 11% de la fréquentation.

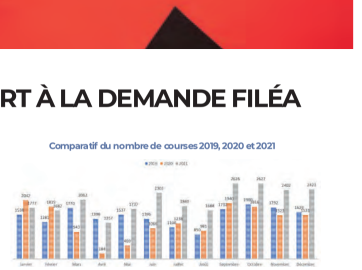
Un peu plus de **10%** de la fréquentation est recensé sur les lignes 10, 12, 14, 15 et 16 sur lesquelles des **véhicules moins de 9 places** circulent le dimanche.



LE TRANSPORT À LA DEMANDE FILÉA

32 774 voyages ont été réalisés sur le service **Filéa** en 2021, **29% de plus qu'en 2019** (+7 400 voyages). **24 422 courses** ont été réalisées en 2021, **en progression de 36%** par rapport à 2019. **Le nombre moyen de voyageurs par course** reste, quant à lui, stable avec **1.34.**

Comparatif du nombre de courses 2019, 2020 et 2021



On constate une nette progression du nombre de courses réalisées depuis juin 2021.

1 800 courses étaient déclenchées en moyenne sur l'année scolaire 2020/2021. 2 500 courses sont réalisées en moyenne de septembre à décembre 2021. Autre fait notable, l'usage soutenu de Filéa pendant les mois de juillet et août avec une moyenne de 1 760 courses, contre à peine 1 000 l'année précédente.

Conseil de l'agglomération du 12 décembre 2022

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) du 12 décembre 2022

LES PARKING RELAIS

En 2021, la fréquentation des deux parking P+t augmente de 21,71% par rapport à l'année 2020 mais est toujours en deçà de 45% en comparaison des chiffres de l'année 2019.

Cependant, en décembre 2021, pour la 1ère fois depuis mars 2020, la fréquentation mensuelle repasse au-dessus des 8000 entrées.

L'occupation moyenne par véhicule remonte également, passant de 1,29 à 1,39, mais n'atteint toujours pas le niveau d'avant pandémie qui s'établissait à 1,63 en 2019.

Fréquentation P+t Nouveau Bassin et Université



CONTRÔLE ET FRAUDE

Les équipes d'intervention sont constituées au minimum de 3 agents et des actions sont fréquemment réalisées avec le concours de la police municipale et nationale. Au total sur l'année 2021, ce sont **973 895 voyageurs qui ont été contrôlés et 21 512 verbalisations effectuées.** Le taux de fraude constaté pour l'année 2021 est de 2,21 % contre 2% en 2020. Cette légère hausse s'explique par la verbalisation du non-respect du port du masque qui n'était pas encore d'actualité en 2020*. Sur l'année 2021, on ne note pas d'évolution particulière de la fraude qui reste stable.

Deux nouveautés

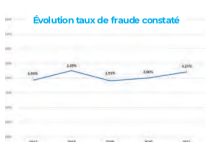
À la suite d'une expérimentation réussie, **les équipes d'intervention ont été dotées cette année de caméras piétons** qui peuvent être déclenchées en cas de besoin et de situations à risque. Au cours de l'expérimentation sur 145 sorties avec caméra, l'enregistrement a été déclenché à 42 reprises, avec pour effet un réel apaisement de la situation dans plus de 80% des cas. Ce dispositif a ainsi montré une réelle efficacité en matière de prévention et de sécurité des agents de contrôle.

À l'automne, **le contrôle en tenue civile** a été mis en place et s'est avéré très efficace avec son effet de surprise. Il est cependant difficile de quantifier pour le moment l'impact réel du fait de sa mise en place récente.

*Nb : le taux de fraude assemble toutes les verbalisations confondues : fraude, non port du masque, incivilités...



Évolution taux de fraude constaté



Répartition des contrôles par ligne

LIGNES BUS	TOTAL CONTRÔLES
C4	15593
C5	70145
C6	45307
C7	33661
N° 8	16732
N° 9	6739
N° 10	19925
N° 11	15806
N° 12	15211
N° 13	536
N° 14	3606
N° 15	10556
N° 16	21220
TOTAL BUS	275037

LIGNES TRAM	TOTAL CONTRÔLES
N° 1	309729
N° 2	313116
N° 3 TRAMWAY	29791
N° 3 TRAM-TRAIN	46222
TOTAL TW	698858



ZOOM SUR

LE COMPTE MOBILITÉ



L'année 2021 a été marquée par différents événements et temps forts :

- **La publication de l'appel d'offre le lundi 3 mai 2021**

L'année 2021 marque la fin annoncée de la collaboration avec le premier fournisseur et développeur de la version expérimentale du Compte Mobilité : Cityway. L'appel d'offre publié par m2A au cours de cette année a en effet été remporté par l'entreprise Monkey Factory. Les ateliers de travail, les comités projets et les réunions avec les partenaires ont démarré rapidement après l'annonce des résultats. L'objectif est de publier la nouvelle version du Compte Mobilité au Printemps 2022.

- **Les moments phares de l'année**

> Inauguration du «Repair Café» et sensibilisation à la mobilité active le 12 juin à Rixheim : l'équipe du Compte Mobilité s'est mobilisée aux côtés d'autres partenaires incontournables du territoire comme Médiacycles et Citiz pour échanger avec les habitants autour des alternatives à l'autosolisme notamment.

> Village des mobilités : comme à son habitude depuis 3 ans, le Compte Mobilité était présent au Village des mobilités qui s'est tenu sur la Place de la Réunion à Mulhouse le samedi 18 septembre. Un temps dédié à la rencontre des utilisateurs du service qui donne l'occasion aux équipes de collecter les ressentis, les avis, les idées et répondre à leurs interrogations. Ce fut également l'opportunité de présenter l'application aux visiteurs qui ne la connaissaient pas encore. **En 2021, le stand du Compte Mobilité a connu une belle dynamique avec plus d'interactions que lors des éditions précédentes.**

> Rencontres Inspirantes : dans le cadre de la Semaine de la Mobilité a eu lieu la première édition des Rencontres Inspirantes. Au programme, une dizaine de pitchs de 5 minutes (top chrono) pour présenter des projets, produits, start-ups, ayant un lien avec la mobilité. Le Compte Mobilité a saisi cette belle opportunité de se prêter à l'exercice, avec une présentation condensée de ses avantages par Laura Brun en tant que cheffe du projet pour m2A au sein du pôle mobilité et transports, accompagnée de Morgane Krammer, cheffe du même projet pour le compte de Soléa.

- **Le Compte Mobilité et ses partenaires**

Les nouveautés 2021

> Médiacycles : l'espace client web du Compte Mobilité a évolué pour permettre aux utilisateurs d'effectuer leurs réservations de garde-manger et location de vélos longue durée sur le site. Jusqu'à présent, les utilisateurs devaient obligatoirement passer par l'application pour réaliser une réservation, un critère parfois rédhibitoire pour ceux qui n'utilisent pas de smartphone.

> Citiz : deux nouveaux véhicules en libre-service ont été implantés dans l'agglomération mulhousienne. Le 8 novembre 2021 ont été inaugurées les deux premières stations de la ville de Rixheim, deuxième ville de l'agglomération après Mulhouse à accueillir ce service. Les véhicules sont stationnés à la Mairie et sur la Place du 18 Juin.

> VéloCité : la station solaire, qui était depuis presque un an à Rattachement, a été déplacée. En 2021, elle a été positionnée au cœur de la pépinière d'entreprise de Mulhouse : KM0. Une phase de test a débuté pour étudier la pérennisation de cette station.

CHIFFRES CLÉS

au 31/12/2021

20900 téléchargements soit une hausse de 49% en 1 an

10580 clients inscrits soit une hausse de 47% depuis 2020

Avec un chiffre d'affaires de plus de **249 000 €** en 2021, le Compte Mobilité ne cesse de progresser.

Sur le Compte Mobilité, le chiffre d'affaires du partenaire Soléa atteint plus de 156 000€ en 2021, soit 51 % d'augmentation par rapport à l'année précédente, avec près de 1200 abonnements mensuels vendus et près de 105 000 tickets unitaires validés. Ces ventes représentent 66,6% des ventes totales du Compte Mobilité en 2021.

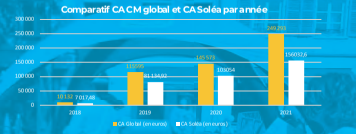
Évolution des inscriptions 2021



Évolution du CA mensuel 2021



Comparatif CA CM global et CA Soléa par année



Tickets 1 voyage validés en 2021



Abonnements mensuels consommés en 2021





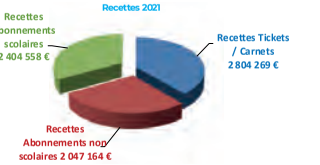
LA POLITIQUE COMMERCIALE
TARIFAIRE ET L'ANALYSE DES RECETTES

LA POLITIQUE TARIFAIRE

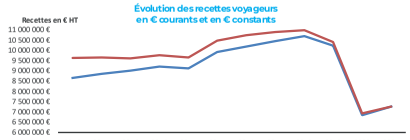
La gamme tarifaire simplifiée et sociale mise en place au 1er septembre 2019 de pair avec le nouveau réseau de bus n'a pas été significativement modifiée en 2020 ni en 2021 du fait de la pandémie. La seule évolution a consisté en la mise en place de la gratuité pour les personnes accompagnant les titulaires d'une carte mobilité inclusion (CMI) conformément à la loi d'Orientation des Mobilités (LOM).



L'ANALYSE DES RECETTES



Évolution des recettes voyageurs en € courants et en € constants



Les titres occasionnels
Tickets/Carnets

Les recettes de titres occasionnels progressent de 16,37% par rapport à 2020 sans pour autant atteindre les recettes de 2019 (elles leur sont encore inférieures de 36%). Cependant les recettes des titres occasionnels remontent de 9 points alors qu'elles avaient subi en 2020 une dégradation de -45,89% par rapport à 2019.

La fin des restrictions de circulation dès juin 2021, couplée à l'apparition d'un nouveau circuit de distribution dématérialisé par le biais du tickets SMS, a permis d'augmenter significativement les ventes de ticket 1 voyage de 3% alors même que la vente à bord reste suspendue. Le titre Duo poursuit sa baisse (-15%) amorcée en 2019 puisque depuis lors, ce titre n'offre plus d'avantage financier. Il continue néanmoins à trouver son public car il confère une facilité d'achat et de déplacement pour eux (notamment dans le cas d'aller-retour).

Cette embellie, même si elle ne rejoint pas encore la situation d'avant crise sanitaire, bénéficie également aux carnets 10 tickets 1 Voyage avec une augmentation de plus de 20% par rapport à 2020.

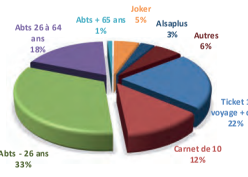
Les abonnements scolaires

Les recettes pour les abonnements scolaires représentent 33% des recettes en 2021. Les recettes globales des abonnements des -26 ans augmentent de 5,30% par rapport à 2020.

Les abonnements mensuels des -26 ans gagnent 14,71% en comparaison de 2020, mais restent inférieurs de 22% par rapport à 2019.

Les abonnements mensuels sont essentiellement impactés par les annonces gouvernementales liées à l'accueil au sein des établissements scolaires.

Répartition des recettes voyageurs 2021 par titre



Les abonnements annuels des -26 ans restent relativement stables par rapport à 2020 bien que la situation sanitaire à la fin de l'été n'ait pas permis de rattraper le niveau de 2019. Cette évolution positive est très certainement due aux campagne de communication, messages et incitations à anticiper le réabonnement des scolaires avant la fin du mois de juillet, puis à la mi-août qui a permis d'amoindrir l'impact de l'incertitude quant à la situation sanitaire survenue à la veille de la rentrée.

La baisse de 2,45% que l'on constate sur les abonnements annuels des -26 ans doit également être minorée du fait de la prise en charge de la Ville de Riedisheim de 50% du prix de l'abonnement pour ses jeunes de moins de 18 ans. Si l'on retraite le résultat de l'impact de ce phénomène, la baisse s'élève en réalité à 1%.

L'abonnement annuel des -18 ans pris en partie en charge par la Ville de Mulhouse, progresse quant à lui de 1,97% mais bien en deçà des +4,04% constatés en 2020.

Les abonnements non scolaires

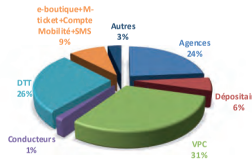
Les recettes pour les abonnements non scolaires représentent 28,21% des recettes en 2021 et enregistrent une baisse globale de 4,23%. Néanmoins, selon les abonnements des disparités sont relevées :

Les abonnements 26/64 ans augmentent de 10% en 2021 par rapport à 2020 mais restent bien inférieurs à 2019 de 24%.
Les abonnements annuels 26/64 ans continuent la chute déjà amorcée en 2020. Cette baisse de 19% provient, d'une part, de l'incertitude liée à la pandémie mais également de la généralisation du télétravail.

Les coupons mensuels et annuels « 65 ans et + » connaissent une baisse de 66,88% pour les premiers et 69,11% pour les seconds, essentiellement provoquée par la prise en charge totale de l'abonnement annuel pour les clients de « 65 ans et + » résidant à Mulhouse.

Les coupons mensuels JOKER augmentent quant à eux de 11,73% en 2021 après une chute de 37% en 2020 alors qu'en 2019 ils confortaient leur progression de 1,39% en 2019 et 2,59% en 2018.

LA RÉPARTITION DES RECETTES PAR CANAUX DE DISTRIBUTION



La distribution des titres s'effectue via 7 canaux :

- **48 Distributeurs Automatiques de Titres (DAT)** en station tramway dont 4 sur la voie dédiée et 2 sur la ligne C4 tram-bus qui représentent, en 2021, 26% des ventes et qui progressent encore de 1 point mais moins qu'en 2020 (3 pts entre 2019 et 2020).

- **26 commerçants points de vente Soléa dans les communes** dont 2 nouvelles ouvertures en 2021 dans les quartiers Franklin et Pierrefontaine à Mulhouse). Ce canal représente 6% de vente en 2021 contre 5% en 2020 confortant la légère progression déjà perçue en 2020.

- **1 agence commerciale (Porte Jeune)** ouverte en continu de 7h45 à 18h30 du lundi au vendredi afin de compenser la fermeture de l'agence Gare représente ¼ des recettes voyageurs en 2021 (une proportion stable depuis 2019).

- **La vente par correspondance** (prélèvement mensuel Goélan et paiement annuel) représente 31% des ventes en 2021.

- **La vente réalisée par les conducteurs** ne représente plus que 1% du fait de la suspension de la vente à bord depuis le 14/03/2020. Ces recettes proviennent essentiellement des ventes à bord des lignes interurbaines qui n'ont pas cessé la vente.

- **Les ventes dématérialisées** (e-boutique, Compte Mobilité, M'ticket et SMS) représentent 9% en 2021. Ce circuit de distribution «sans contact » confirme l'évolution déjà initiée en 2020 passant de 3% à 9%. Le ticket SMS lancé en février 2021 représente 48% des recettes de ce circuit en 2021.

- Le reste des ventes est constitué par **les circuits extérieurs** (SNCF, RVF, région) essentiellement.



RETOUR OJ

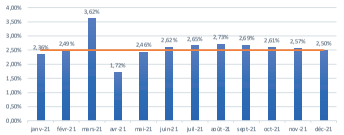
Respect du taux de contrôle

Cet indicateur permet de mesurer le sentiment de sécurité sur le réseau.
Il se calcule en rapportant le nombre de contrôles au nombre de voyages.

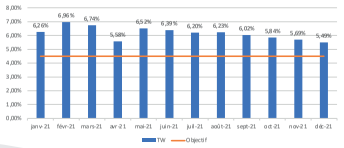
De janvier à avril 2021, les résultats sont calculés mensuellement, en raison de la non-réalisation de contrôles lors du 1er confinement de mars à mai 2020. Les résultats sont ensuite à nouveau **calculés en annuel glissant à partir du mois de mai 2021.**

Le résultat à la fin 2021 est en moyenne de 2,59% pour les bus pour un objectif de 2,5% et 6,16% pour le tramway pour un objectif de 4,5%.

Taux de contrôle des bus - 2021



Taux de contrôle des tramways - 2021





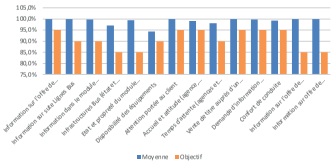
CRITÈRES NON-FINANCIERS

Pour garantir un niveau de service de qualité et dans le cadre de la certification NF services, des enquêtes clients mystères (ECM) sont réalisées sur notre réseau. Les résultats sont présentés lors du Comité Tripartite réunissant m2A, la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports, l'Association des Usagers des Transports Sud Alsace et Soléa.

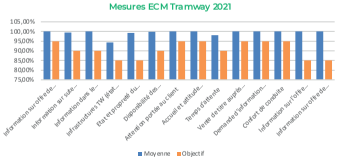
Les résultats sont majoritairement au-dessus des objectifs fixés. Les méthodes de calcul et les résultats obtenus sont contrôlés annuellement par un organisme extérieur reconnu : Afnor certification.

Les résultats présentés ci-dessous sont calculés sur la moyenne des 4 trimestres :

Mesures ECM Bus 2021



Mesures ECM Tramway 2021



Certains critères complémentaires ne sont pas indiqués dans les deux graphiques car ils ne rentrent pas dans la certification NF. Néanmoins nous garantissons un niveau d'exigence et de suivi qualité.

L'amélioration continue est un axe stratégique et majeur chez Soléa, nous nous efforçons de produire un service exemplaire pour satisfaire nos clients et ce, dans une situation rendue difficile par la crise sanitaire et ses effets de bord. Nous affirmons notre engagement depuis 1995 suite aux renouvellements de nos certifications ISO 9001 : 2015 et NF Services 281 renouvelées en 2021.



LA SATISFACTION CLIENT QUALITÉ DE SERVICE

En 2021, Soléa continue de s'engager à offrir un service de qualité ainsi qu'une excellence opérationnelle aux usagers de m2A. Le suivi de la qualité de service se décline ainsi en 3 critères financiers et en 14 critères non-financiers.

CRITÈRES FINANCIERS

Respect de la ponctualité des services

Alors que 2021 a été à nouveau fortement perturbée par la pandémie, les aléas croissants et les reports de la circulation, nos équipes sont restées mobilisées pour fournir chaque jour un service de qualité à nos voyageurs.
Il est à noter que tout comme c'était d'ores et déjà le cas en 2020, les résultats présentés pour l'année 2021 n'ont pas pu être expurgés de tous les cas exonératoires en raison de la complexité de tracer exhaustivement tous les impacts liés à la crise sanitaire, la densification et les reports dus au trafic routier.
D'autres réflexions sont en cours avec l'équipe du pôle mobilité et transport de m2A afin de mieux retraiter les données des cas exonératoires et adopter un indicateur totalement fidèle à la perception d'un client-voyageur du réseau. Les objectifs de ponctualité seront « recalés » en conséquence à ce moment-là.

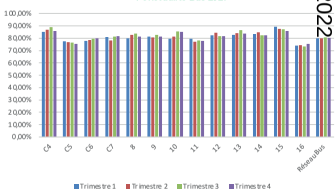
Ponctualité bus

Pour le bus les résultats de la ponctualité se lisent de la façon suivante :

« De la semaine 1 jusqu'à la semaine 52 de l'année 2021 avec les données expurgées des cas exonératoires que nous avons pu identifier et tracer ».

Une moyenne de 80,2% sur un objectif DSP de 81%.

Ponctualité Bus 2021



1er semestre 2021
Le critère présentant des résultats en-dessous du seuil est la ponctualité bus (1er trimestre est de 79,91% et 2e trimestre est de 79,98%).

Le critère de ponctualité sur le réseau bus est fortement impacté par le trafic routier qui est le cas exonératoire le plus important. Actuellement, les aménagements facilitant la circulation des bus tels que les priorités au feu, les couloirs réservés ou les arrêts en section courante ne sont pas assez nombreux pour désengager les véhicules du trafic routier. De plus, les périodes de forte affluence de clients très concentrées sur les horaires des établissements scolaires impactent également la ponctualité.

2e semestre 2021
Comme pour le 1er semestre, le critère ayant des résultats en-dessous de l'objectif est la ponctualité pour le bus (3e trimestre = 80,77% et 4e trimestre = 80,22%). En plus de la congestion routière, des manifestations récurrentes à partir du mois de juillet ont fortement perturbé le réseau tramway et les lignes de réseau bus passant par le centre-ville.

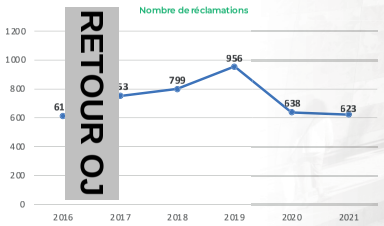
ANALYSE DES RÉCLAMATIONS

En 2021, 623 réclamations ont été traitées soit un nombre relativement stable par rapport à 2020 mais bien moindre qu'en 2019 où 956 réclamations étaient comptabilisées (essentiellement liées au lancement du nouveau réseau de bus sur le territoire de l'agglomération).

En 2021, ces réclamations concernent principalement le respect de l'offre (60%) dû notamment à des reports de trafic et à une forte congestion automobile, avec un pic constaté, comme chaque année au mois de septembre. Ce dernier coïncide avec la rentrée scolaire.

Les inquiétudes quant au respect des gestes barrières se sont raréfiées. Ces réclamations réunies sous le motif "Confort de déplacement" se situent au niveau d'avant pandémie à savoir 7% alors qu'en 2020 ces réclamations représentaient 32%.

Nombre de réclamations



RETOUR OJ



Traitement des données : cas exonératoires

La principale cause d'exclusion des courses est liée au trafic automobile. En effet, l'heure de pointe du trafic routier correspond de manière générale aux horaires des établissements scolaires. La majeure partie de nos clients étant constituée de voyageurs de type «scolaire », notre offre de transport est calibrée principalement en fonction de ces derniers et circulent alors au moment même où la congestion est la plus dense à savoir aux horaires d'embauche et de sortie du travail.

Ce phénomène est aujourd'hui amplifié par des reports de circulation liés à des travaux, l'apparition de pistes cyclables, de ralentisseurs ou de zones de limitation de vitesse, des accidents, mais également de nouveaux trajets ou usages adoptés pendant les confinements et qui semblent perdurer aujourd'hui. S'ajoute à cette considération un nombre encore trop faible d'aménagements prioritaires la circulation des bus sur la circulation routière.

De manière conjoncturelle, un grand nombre de manifestations, majoritairement liées à la situation sanitaire, est également venu s'ajouter aux différentes perturbations.

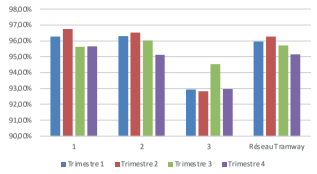
Ponctualité tram

Concernant le tramway, les résultats et causes sont les mêmes que pour les bus, à savoir l'impact négatif du trafic routier, même si ce dernier est moins perceptible sur ce mode.

Résultats du 1er janvier au 31 décembre 2021 sous forme de trimestres avec les données expurgées des cas exonératoires :

La moyenne annuelle 2021 s'élève à 95,77 % sur un objectif DSP de 95%.

Ponctualité 2021 Tramway



Traitement des données : cas exonératoires

Contexte
Depuis le démarrage de la DSP en janvier 2019 et les premiers groupes de travail m2A-Soléa sur ce critère, l'indicateur est calculé sur la base d'une période horaire de -1/+3 minutes et non sur la régularité comme les années précédentes. Cette « nouvelle » méthode permet d'être plus proche de l'expérience client et de valoriser les actions de régulation qui sont opérées pour respecter au plus près les horaires de passage théoriques à la station.

Analyse des causes
Sur le tramway, le nombre des cas exonératoires est en hausse. En effet, les causes principales de perturbation sont la circulation routière, les manifestations, plus nombreuses que les années précédentes, les problèmes techniques et les intempéries. La ligne 3 présente un résultat inférieur à l'engagement à la suite de problèmes techniques liés aux équipements présents sur le réseau. Les perturbations dues aux voitures sont causées par l'engorgement aux carrefours et ronds-points qui peuvent bloquer la circulation du tramway.

CONCLUSION
Globalement et d'après ces premières analyses, la circulation routière est le premier facteur de dégradation de la ponctualité sur le réseau Soléa tous modes confondus.

Respect au niveau de l'offre

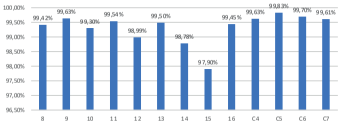
Nous calculons l'indicateur «respect au niveau de l'offre» en comparant l'offre théorique avec l'offre réelle.

Bus

Les résultats sur une moyenne de 4 trimestres pour chaque ligne sont les suivants :

Le respect du niveau de l'offre est en moyenne de 99,43% pour le bus sur un objectif de 95%.

Respect de l'offre Bus par ligne - Moyenne 2021

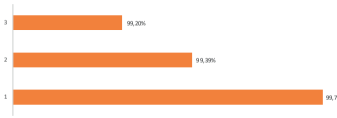


99% de nos courses de bus ont été réalisées par rapport à l'offre théorique. De plus, aucune ligne n'a connu plus de 2 jours durant un résultat journalier inférieur à 95%.

Tramway

Le respect du niveau de l'offre est en moyenne de 99,52% sur l'année 2021 pour le tramway sur un objectif fixé à 95%.

Respect de l'offre Tramway par ligne - Moyenne 2021



99% de nos courses de tramway ont été réalisées par rapport à l'offre théorique. De plus, aucune ligne n'a connu plus de 2 jours durant un résultat journalier inférieur à 95%.



Pour que chaque commune bénéficie d'un dispositif d'accompagnement à la vaccination contre la Covid-19, m2A et Soléa ont par ailleurs proposé, en complément du Vacci'Bus, trois autres mesures incitatives fortes :

- Pour les communes desservies de manière régulière par les transports urbains, m2A a décidé la mise en place dès le 15 mars, de **la gratuité des transports (« aller-retour » en bus ou tram) pour les habitants de 75 ans et plus,** candidats à la vaccination. 12 communes étaient concernées par cette mesure (Brunstatt-Didenheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Mulhouse, Pfastatt, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Wittelsheim, Wittenheim).

- Dans le même temps, les habitants de 75 ans et plus de Bollwiller, Habsheim, Morschwiller-le-Bas et Staffelfelden ont également bénéficié de **la gratuité du transport à la demande « Filéa »** sur présentation de leur carte d'identité d'un certificat de rendez-vous pour la vaccination.

- Enfin, pour les personnes se rendant au centre de vaccination situé au Gymnase Universitaire de Mulhouse, **le stationnement au Parking+Tram Université Soléa** à proximité du centre de vaccination était totalement **gratuit.**

Mai 2021 | Les premiers bus au biogaz intègrent la flotte Soléa

Après le Vacci'bus, le 1er semestre 2021 a vu l'organisation d'un second événement institutionnel majeur indépendant quant à lui, des conditions sanitaires de la période : **l'intégration de nouveaux bus au (bio)gaz Gaz Naturel Comprimé (GNC) appelé également bio CNG, à la flotte de bus Soléa.**

Après la mise en service du tramway en 2006, du tram-train en 2010 ou encore l'acquisition de 5 bus 100% électrique en 2019, le Plan Climat de m2A et son engagement pour la transition énergétique sont encore confortés par la décision prise, dès 2019, de renouveler graduellement le parc de bus par des véhicules utilisant du biogaz, lequel sera produit à l'usine de méthanisation de Sausheim. La production de ce biogaz en circuit court est également un marqueur fort du Plan Climat de m2A.

Ces nouveaux bus ont été inaugurés le 21 mai 2021 et ont été mis en circulation le 1er juin 2021.





2021, une année de transition et d'adaptation…

« Transition » est le terme qui peut définir l'année 2021 en ce qui concerne les impacts de la Covid sur les habitudes de vie et les opérations de communication. Une année dont le 1er semestre s'est globalement inscrit dans la continuité sanitaire de 2020 et qui, à partir du mois de juin, a été rythmée par la levée graduelle de certaines restrictions avec, en conséquence, des comportements se rapprochant peu à peu de la normale.
Cette reprise d'activité s'est traduite, pour Soléa comme pour l'ensemble des réseaux de transport urbain de voyageurs, par une remontée de la fréquentation à compter du second semestre 2021 sans toutefois revenir à la normale, si ce n'est en heures de pointe. Alors que certaines obligations sanitaires étaient graduellement levées dans l'espace public, le transport public est resté concerné par des mesures fortes telles que l'obligation du port du masque à bord et l'application des gestes barrières.
« Adaptation » résume également bien l'activité de Soléa et plus particulièrement les actions de communication déployées en 2021. En effet, les habitudes de mobilité ont fortement évolué à partir de 2020, souvent au profit des modes de transport individuels. Ainsi, au-delà des adaptations progressives aux mesures gouvernementales, Soléa s'est efforcée de s'adapter également aux évolutions de vie de ses clients et des habitants de l'agglomération, en continuant de promouvoir son réseau à travers la mise en place de nouveaux services pour que la fréquentation et ses lignes retrouve les niveaux d'avant Covid.

Février 2021 | Le ticket SMS est lancé comme alternative à la vente à bord

Dès le 1er confinement de 2020, Soléa a suspendu la vente à bord auprès des conducteurs afin de limiter les interactions humaines et la transmission du virus. Ce moyen pratique pour acheter un ticket pour un voyageur occasionnel avait alors plusieurs solutions alternatives :

- **Les services digitaux** (ticket 1 Voyage sur l'application Compte Mobilité ou M-ticket sur l'application Soléa)
- **L'achat de tickets papier** au sein de l'agence commerciale Soléa, sur l'e-boutique et auprès des commerçants points de vente partenaires de Soléa
- **L'achat de tickets sur les distributeurs** de titres en station tram



Tout au long de l'année, les véhicules biogaz ont fait l'objet de diverses publications et relais sur les supports et canaux de communication Soléa et de ses partenaires afin de largement promouvoir cette technologie vertueuse auprès des habitants du territoire.



RETOUR OJ

La loi relative à la transition écologique pour la croissance verte impose aux collectivités territoriales d'acquérir au moins 50% de véhicules à faibles émissions lors du renouvellement de la flotte de transport public. Dans le cadre de son Plan Climat, m2A fait le choix d'aller plus loin dès 2019 en confirmant et en se lançant dans un programme d'acquisition de 100% de véhicules à faibles émissions. Les bus biogaz remplaceront ainsi à terme tous les bus diesel en fin d'exploitation.

Reportage France 2 sur les aménagements en vue de l'arrivée des bus :
france.tv/france-2/journal-13h00/2842049-edition-du-dimanche-31-octobre-2021.html

Juin 2021 | Promotion des canaux d'achat sans contact et abonnements annuels offerts !

Dans un contexte sanitaire qui montre des signaux d'amélioration mais reste d'actualité, Soléa fait le choix, comme en 2020, de mettre en avant les canaux d'achat sans contact lors de sa traditionnelle campagne de réabonnement estivale. Le dispositif incitatif au réabonnement anticipé (avant le mois d'août) est assez nouveau pour le réseau puisque 30 abonnements annuels scolaires sont mis en jeu dans le cadre d'un jeu-concours avec obligation d'achat !

La campagne de réabonnement compte parmi les campagnes majeures de l'année et recèle un enjeu commercial fort. Depuis 2020 avec l'apparition de la Covid et des incertitudes de déplacements liées aux restrictions sanitaires, il est plus que jamais important pour les recettes collectées au nom et pour le compte de m2A que le réabonnement des scolaires soit aussi anticipé et « sécurisé » que possible. Dans ce contexte, c'est logiquement la e-boutique Soléa qui a été plus largement promue dès 2020 en misant sur ses avantages : achats sans contact, d'où que l'on soit et à toute heure avec un abonnement livré chez soi.

En 2021, cet angle de communication continue à se justifier du fait d'une situation sanitaire encore instable au 1er semestre. L'application des recommandations sanitaires (gestes barrières) reste en effet conseillée voire prescrite et les modes d'achat sans contact plus que jamais d'actualité.

La campagne de réabonnement s'adresse aux abonnés annuels et plus particulièrement à la cible scolaire qui renouvelle ses abonnements durant la période estivale. En 2021, l'objectif de la campagne est de promouvoir, comme en 2020, les avantages de la e-boutique auprès de cette cible pour confirmer le bienfondé de ce canal auprès des abonnés y ayant eu recours pour la 1re fois en 2020 et pour inciter d'autres abonnés annuels privilégiant encore les canaux traditionnels tels que l'agence commerciale, à l'adopter.

Durant la période estivale, ce sont essentiellement les abonnements -18 ans, - 26 ans et dans une moindre mesure 26-64 ans qui sont renouvelés. De ce fait, la campagne s'est adressée au cercle familial, aux enfants/ados en tant que prescripteurs et aux parents en tant qu'acheteurs.

SPÉCIFICITÉ 2021

La campagne 2021 a pu se prévaloir d'intégrer un jeu-concours inédit en termes de gain : **pour la 1re fois, Soléa proposait un jeu visant à faire gagner des abonnements annuels scolaires.** 5 abonnements annuels ont été mis en jeu chaque semaine du 21 juin au 31 juillet, soit 30 abonnements annuels au total. Un tirage au sort effectué chaque semaine désignait les gagnants de la semaine qui voyaient leur abonnement intégralement remboursé par Soléa.

La campagne a été déclinée en 3 phases :

1. Promotion du jeu-concours au mois de juin et jusqu'en juillet
2. Promotion des avantages de la e-boutique et du jeu-concours jusqu'au 31 juillet
3. Promotion des avantages de la e-boutique et informations utiles au réabonnement jusqu'à la fin août

Temps 1







Un axe décalé pour un lancement de campagne marquant spécifiquement dédié au jeu-concours de l'été.







Exemples de communications déployées sur les réseaux sociaux et à bord des véhicules Soléa.

Pour autant, ces moyens requéraient d'avoir soit anticipé son voyage, soit une carte bleue capable de régler les achats réalisés au travers d'une application ou encore simplement de disposer d'un smartphone et d'une connexion « data ».

Afin de s'adresser aux clients voyageurs pour lesquels ces prérequis constituaient encore un frein, Soléa a lancé à son tour ce nouveau canal d'achat en février 2021 pour permettre aux utilisateurs du réseau de voyager en règle sans autre condition que de disposer d'un forfait téléphonique.

Le ticket SMS s'adresse en effet plus particulièrement aux voyageurs dépourvus de smartphone, sans connexion ou abonnement internet mobile. Il constitue un facilitateur de mobilité pour celles et ceux qui se déplacent occasionnellement sans monnaie ou carte bleue en poche et intéresse donc tout particulièrement les voyageurs qui, avant la crise sanitaire, achetaient leur titre de transport en montant à bord des bus. Il prévient les comportements frauduleux et permet de voyager en règle.

Pour accompagner le lancement de ce nouveau service, un important dispositif de communication de notoriété et de conquête a été déployé entre le 1er février et la fin mars. Celui-ci reposait sur des campagnes d'affichage y compris à bord des véhicules, sur la radio, la presse quotidienne régionale, sans oublier le canal digital et plus particulièrement la vidéo et les réseaux sociaux (Youtube, Facebook, Instagram, LinkedIn). Cette campagne humoristique a été centrée sur la mise en lumière des avantages du ticket SMS : facile, pratique et simple. L'introduction d'une marionnette pour donner la réplique aux différents actrices et acteurs représentant chaque cible identifiée, outre son aspect sympathique et direct, a permis de s'affranchir du port du masque à l'écran et d'apporter un peu de « légèreté » dans un contexte où toutes et tous aspiraient à un retour à la normale.

Cette campagne multicanale relayée par de nombreux partenaires Soléa a par ailleurs été complétée par des actions de terrain (*street-marketing*) en différentes lignes et points du réseau pour expliquer et appuyer la facilité d'usage du service.



LA CAMPAGNE EN QUELQUES CHIFFRES

- **Plus de 20 canaux de communication différents actionnés**
- **300 tickets vendus par jour au 12e jour de campagne**
- **500 tickets vendus par jour au 51e jour de campagne**
- **1 million d'affichages des vidéos sur les différents réseaux sociaux tout au long de la campagne**
- **Plus de 300 000 interactions (likes, commentaires, clics sur un lien…)**
- **Un service « installé » qui n'a pas cannibalisé les autres canaux de vente pour autant.**

Mars 2021 | Le Vacci'bus, une remarquable action collective au service des habitants du territoire



Tandis que Soléa mène sa campagne de promotion du ticket SMS pour faciliter l'accès à ses véhicules, un bus en particulier s'est vu affecter une mission inédite: **devenir un centre de vaccination mobile** pour se rapprocher de populations à la fois très fragiles face à l'épidémie et en perte d'autonomie dans leur mobilité.



Ainsi, le 16 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a enrichi son plan d'actions pour faire face à la crise sanitaire **en lançant le « Vacci'Bus ».**

Cette opération, sous l'impulsion et le pilotage du Président de m2A, a été menée à l'échelle du territoire en partenariat avec Transdev, le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud Alsace, l'Agence Régionale de Santé, la Préfecture du Haut-Rhin et Soléa. Son objectif : faciliter et accélérer la vaccination en deux fois « quatre semaines» (1re et 2e injections) de près de 1 200 habitants de 75 ans et plus, éloignés des centres de vaccination fixes.

Dès le mois de février, les équipes Soléa se sont ainsi mobilisées pour réaménager un bus articulé de marque IVECO et organiser différents espaces selon les protocoles en vigueur : un espace d'accueil, un espace de vaccination et un dernier espace destiné à la surveillance post-vaccinale. Un planning des points de passage du véhicule a été établi et transmis aux mairies des communes concernées dont le personnel a directement pu procéder aux inscriptions des administrés volontaires qu'il contactait.



Deux tiers des communes de l'agglomération mulhousienne ont pu bénéficier de ce centre mobile déployé dans un temps record et aussi devenu accessible à toute personne de plus de 18 ans au 31 mai 2021. **Ce sont ainsi 3 581 personnes qui ont été vaccinées à bord du Vacci'bus entre le 16 mars et le 30 juin 2021, soit 3 fois plus que l'ambition initiale.**



À proximité de son stand, Soléa expose l'un des bus biogaz acquis par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) dans le cadre de sa stratégie de transition énergétique et récemment mis en service dans le cadre du renouvellement progressif de la flotte de bus diesel. L'occasion pour tous de (re)découvrir cette technologie, retenue par m2A pour des déplacements en commun plus vertueux.



La sécurité : l'affaire de tous à la rentrée

La rentrée étant également synonyme de voyages plus nombreux sur le réseau, la Semaine de la Mobilité et le Village des Mobilités en particulier, constituent une occasion de rappeler les habitants et clients voyageurs à la nécessaire vigilance à adopter lors de leurs déplacements avec ou à proximité du réseau Soléa.

À ce titre Soléa proposait sur son stand **un atelier de sensibilisation au risque « angle-mort » :** en prenant place au poste de conduite du bus biogaz, les participants pouvaient tenter de détecter les obstacles placés à proximité du bus. Objectif : familiariser à la visibilité offerte aux conductrices et conducteurs à bord d'un bus et à la nécessaire **vigilance à adopter.**



À l'occasion de la Semaine européenne de la mobilité et du Challenge Vélo organisé par m2A, la ville de Riedisheim avec l'appui du Conseil Vélo (groupe d'habitants volontaires) a organisé différentes animations autour du vélo et des mobilités douces le 2 octobre. Soléa, sollicitée pour l'occasion, a tenu un stand lors de cette manifestation qui a eu lieu tout au long de la journée pour diffuser une information sur son offre de transport et notamment les services adaptés aux personnes âgées ou à mobilité réduite.

Zoom sur l'accessibilité : une des thématiques internes de la Semaine de la Mobilité 2021 chez Soléa

En complément de ses actions externes et du Village des Mobilités m2A, Soléa proposait à ses salariés une semaine dédiée à l'accessibilité dans le cadre de la Semaine Européenne de la Mobilité.

Du 20 au 24 septembre, ce sont plusieurs animations, ateliers et tables rondes qui ont été proposés au personnel Soléa pour une sensibilisation continue aux situations de handicap et un service clients encore amélioré.

Les animations programmées au cours de la semaine ont été imaginées et organisées par Soléa en collaboration avec m2A et les partenaires, acteurs et structures actives dans le domaine du handicap.

Lundi 20 septembre

- **Lancement officiel des animations** avec Mme Agudo-Perez, Maire de Flaxlanden et élue communautaire m2A en charge des personnes âgées et du handicap, et Alexis Steyaert, Directeur Général Soléa.
- Zoom sur le handicap moteur avec **reconstitution d'un quai d'accessibilité** pour monter à bord d'un véhicule et déploiement de la palette. Cette animation a lieu quotidiennement, de 11h à 14h.



Mardi 21, mercredi 22 et jeudi 23 septembre

- Avec l'appui de l'Association des Paralysés de France, des **démonstrations d'accessibilité à bord** sont effectuées quotidiennement. Ces simulations ont pour objectif de familiariser les conducteurs à l'utilisation de la palette et à la prise en compte des contraintes des voyageurs.



Lundi 20 et vendredi 24 septembre

- Des conducteurs Domibus, le service de transport à la demande dédié au transport des personnes à mobilité réduite, proposaient des **échanges** avec leurs homologues de Soléa afin de partager leur expérience et de faciliter la relation avec les clients PMR.

Mardi 21 septembre

- L'association « Les Papillons Blancs » proposait des **ateliers** d'une durée de 1h, en groupe, accessibles sur inscription, et visant à échanger sur le handicap mental.
- Dylan Sponem, voyageur à mobilité réduite, a proposé une **table ronde** sur le handicap dans sa globalité.

Jeudi 23 septembre :

- L'association « Le Phare » a proposé, de 9h à 11h et de 14h à 16h, des **ateliers en groupe,** accessibles sur inscription, et visant à échanger et à se mettre en situation de handicap auditifs et visuels.



Temps 2





Comme cela a été le cas pour la campagne «ticket SMS » du mois de février, la campagne réabonnement scolaire s'est voulue multicanale avec des déclinaisons multiples dans différents supports touchant les publics cibles : affichage, radio, encart presse, cinéma mais également stand d'information notamment dans la galerie commerciale Carrefour Île Napoléon. Une attention particulière a été portée aux réseaux sociaux avec des campagnes sponsorisées et des publications nombreuses aux mois de juin et de juillet tant sur Facebook qu'Instagram.

Durant ces mois, sur ces seuls supports, plus de 1M 000 personnes ont été touchées par les publications liées au réabonnement, générant plus de 2000 réactions, plus de 300 commentaires et plus de 500 partages.

À l'instar de 2020, la campagne réabonnement a trouvé un écho positif auprès du public via un jeu-concours complémentaire proposé par la radio locale ECN entre la fin août et début septembre. 100 € ont été remboursés à 10 abonnés annuels tirés au sort sur la période. Plus de 1 000 personnes ont tenté leur chance lors de ce jeu.

En plus de cette action de promotion, des opérations de terrain (*street-marketing*) ont été menées à destination de la cible étudiante.



Suivez-nous sur

Soléa présente son offre de transport et ses services aux étudiants

Au cœur de la campagne de réabonnement scolaire, contact a été pris avec les établissements universitaires de Mulhouse afin de mettre à leur disposition de manière pro-active, des informations utiles quant au réseau Soléa et son utilisation.

La cible étudiante, plus volontiers tentée par l'autosolisme à partir de 18 ans, constitue un public largement présent sur le territoire et à bord des lignes du réseau Soléa, et plus particulièrement les étudiants qui fréquentent l'Université de Haute Alsace ou encore les Centres de Formations d'Apprentis universitaires. Ces établissements souvent situés à proximité de lignes structurantes du réseau (tram, bus), sont le lieu d'étude de milliers de jeunes de 18 à 25 ans.

Première étape du dispositif, l'identification et la prise de contacts des structures locales accueillant des étudiants et apprentis. Les échanges ont permis de déterminer sous quelle forme et à quelle échéance il est préférable de délivrer l'information aux étudiants, stand et présence physique ou brochure d'information. Un partenariat a ainsi pu être mis en place avec les établissements suivants :

- Université de Haute Alsace
- CFA Roosevelt
- CROUS
- CNAM
- Résidence Les Quais

La création d'un flyer d'information s'est très vite imposée comme action à engager compte-tenu de la possibilité -largement évoquée par les contacts- de les intégrer aux « kits de rentrée scolaire ». Dès lors une diffusion très large était envisageable avec la certitude de toucher la cible visée. 3 000 flyers présentant l'accès aux titres Soléa ainsi que l'offre de transport ont ainsi été diffusés auprès des différents établissements précédemment cités





En complément de la mise à disposition du support papier, et également de sa version électronique, **plusieurs créneaux d'information avec déploiement d'un stand Soléa ont été organisés et notamment avec le CFA Roosevelt.**

Organisé sur les principaux jours de rentrée, le stand Soléa a permis de répondre aux questions des étudiants et de les rassurer dans leur utilisation des transports en commun ou des titres Soléa.

À l'occasion de ces divers échanges, aussi bien avec les établissements qu'avec les étudiants, l'intérêt des démarches d'information à cette période de l'année s'est à nouveau confirmé comme un rendez-vous annuel à ne pas manquer.

La sécurité à bord et aux abords des voies, une autre thématique initiée après la rentrée 2021

Après plus d'un an d'une utilisation des transports en retrait compte-tenu de l'impact de la crise sanitaire, le second semestre 2021 est le témoin d'un retour des clients voyageurs à bord. Un constat permettant d'envisager à nouveau la diffusion de messages liés aux règles de sécurité lors des déplacements à proximité des voies et également à bord.

Dans le milieu urbain, l'espace est, en effet, partagé entre différents modes de transport et de déplacements : piétons, cyclistes, automobilistes, transports urbains etc.. Les différents flux de déplacements, les gabarits des véhicules et la proximité constituent des facteurs de risque pouvant conduire à des situations d'accident. Il est primordial que les règles de sécurité soient connues et diffusées pour que chaque usager adopte une posture vigilante lors de ses déplacements, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Pour adopter les bons gestes et appliquer les bonnes pratiques, Soléa décide d'initier un "zoom mensuel" à compter du mois d'octobre 2021.

Chaque mois, un risque spécifique est présenté aux clients voyageurs [illegible]chage à bord des véhicules et ses déclinaisons [illegible]réseaux sociaux ainsi que le site Internet Soléa [illegible]ion de messages radio (Virgin) complète [illegible]de communication prévue pour durer per[illegible]qu'à la rentrée 2022.

Le site Internet Soléa a par ailleurs bénéficié d'une mise à jour des pages liées à la sécurité et accessibles depuis les URL suivantes :

soleа.info/se-deplacer/securite/voyagez_en_securite

soleа.info/se-deplacer/securite/vigilance_a_proximite

Ce dispositif externe vient en écho aux groupes de travail internes constitués pour analyser et définir des actions internes et externes visant à éviter de manière générale des situations accidentogènes ou à risque. D'autres actions issues de ce groupe d'idéation seront déployés en 2022 et dans les années qui suivront.

Voyagez en sécurité

Vigilance à proximité des véhicules



RETOUR OJ

81

Fêtes de fin d'année : animation « d'avant l'Avent » et campagne de Noël

Des actions pour égayer et clore une année d'incertitude

Contrairement à la même période 2020, la rentrée 2021 s'est inscrite dans un contexte sanitaire moins sensible avec toutefois des mesures sanitaires maintenues. Les contraintes sur la vie économique locale restaient donc d'actualité. Propice à la fois aux rencontres de personnes et aux commerces, la période de Noël a été moins affectée par le climat anxiogène des mois passés.

Du côté de l'usage des transports en commun, le niveau de fréquentation bien qu'en nette augmentation par rapport à 2020, peine encore à se hisser aux niveaux connus avant la crise sanitaire.

Forte de ces constats, Soléa a souhaité, pour la période de fin d'année, continuer à rassurer les voyageurs pour les (r)amener vers les transports en commun en démontrant leur praticité, leur adaptabilité et rappeler que les mesures sanitaires sont toujours mises en œuvre pour des voyages dans de bonnes conditions sanitaires.

Chaque année, Soléa déploie une campagne de communication forte pour la période de Noël visant à faire la promotion de ses services ; durant cette période, sur des créneaux particuliers, l'offre de transport est renforcée et associée à la gratuité du réseau les 2 week-ends avant Noël afin de favoriser davantage encore la mobilité des habitants de l'agglomération mulhousienne et leur accès aux commerces.

Ces avantages ont bien entendu été communiqués via la traditionnelle campagne de Noël démarrant fin novembre. Mais en 2021, Soléa a souhaité démarrer sa campagne dès le mois de novembre via des actions terrain "réconfortantes". Ce jeu a été baptisé le jeu «d'Avant l'Avent»

En novembre : un instant gourmand et un jeu-concours !

Entre le 10 et le 20 novembre, en partenariat avec Médiacycles, Soléa s'est déplacée sur le réseau pour distribuer à ses clients un flyer de jeu ainsi qu'un Kougelhopf Fortwenger ! L'objectif : offrir à l'approche des fêtes de fin d'année, une pause gourmande permettant indirectement de remercier les voyageurs d'emprunter (à nouveau) les lignes du réseau.

+ de 300 participants ont tenté leur chance au jeu-concours proposé lors de cette opération durant laquelle 2 000 Kougelhopf ont été distribués sur le réseau.







Septembre 2021 | Rentrée scolaire, webzine Soléa et Semaine de la Mobilité

Alors que la situation sanitaire s'oriente vers une amélioration plus franche, la rentrée scolaire voit la fréquentation du réseau Soléa se rapprocher des niveaux d'avant Covid sur les heures de pointe. Pour autant, les heures creuses sont encore « désertées » et l'on constate l'installation d'usage de mobilité individuelle y compris chez des habitants auparavant clients de Soléa. Même s'il s'agira d'un chantier de longue haleine, il paraît important de ré-affirmer Soléa comme une alternative et de renforcer la visibilité des actions de Soléa en tant qu'acteur et employeur du territoire.

Le blog Soléa, nouvel outil au service de l'image du réseau

La valorisation des actions et compétences du réseau est souvent traitée de façon brève sur les médias sociaux et les sites Internet. Pour autant beaucoup de personnes témoignent d'un intérêt tout particulier à mieux connaître et comprendre le fonctionnement de l'entreprise. Valoriser le réseau, son fonctionnement, permet de créer un capital sympathie, d'apaiser les tensions, de générer plus de compréhension et ainsi contribuer à la bonne image de marque de l'entreprise. **Fort de ce constat, le choix a été fait de créer une nouvelle plateforme permettant de centraliser certaines informations : un blog (ou webzine) Soléa.**

Nous rapprocher de nos clients en faisant comprendre notre fonctionnement, nos métiers, nos problématiques, nos valeurs, nos missions et en humanisant la relation que nous avons avec eux, voilà le rôle du blog qui met en lumière les actions et savoir-faire des équipes pour gagner en visibilité voire en notoriété. Le principe du blog n'est que peu voire pas appliqué par les réseaux de transport, au mieux il l'est de façon non officielle par des passionnés de transport. **Créer un blog pour Soléa constitue ainsi une première expérimentation nationale** dont il conviendra d'analyser les effets au fur et à mesure de sa montée en puissance.

Support à logique d'image, le blog met un point d'honneur à valoriser les actions de Soléa à travers la diffusion de contenus y compris et surtout vidéo.

Lancé au mois de septembre, le blog Soléa accessible à l'adresse **blog.solea.info** se pose en 2021 comme un outil complémentaire aux réseaux sociaux Soléa. Il n'a fait l'objet d'aucune publicité en propre mais proposait davantage de contenus et de détails sur des thématiques pertinentes relayées de manière brève sur les réseaux sociaux Soléa.

C'est à partir de 2022 que le blog entrera dans une phase de promotion plus active.



16 au 22 septembre 2021 : la Semaine de la Mobilité informe et promeut toutes les mobilités du territoire auprès du Grand Public



Jeudi 16 septembre a débuté la 20e édition de la Semaine Européenne de la Mobilité, un évènement international organisé dans plusieurs pays européens. Pendant sept jours, les communes et collectivités se mobilisent pour faire la promotion de l'offre de mobilité à disposition sur leur territoire avec un accent sur les modes de déplacements innovants, doux et durables.

Les objectifs de cet évènement sont multiples :

- Promouvoir les modes de transport et de déplacement locaux,
- Présenter les innovations en matière de modes et de services,
- Sensibiliser le public et intégrer la question environnementale aux habitudes de consommation individuelles des transports.

Des animations locales plébiscitées

Dans cet esprit, tout au long de la semaine, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) organise sur son territoire divers évènements qui se veulent être des temps forts favorisant les échanges sur le sujet des mobilités.

Le Village des Mobilités : une vitrine de l'offre et des modes de déplacements sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

Le Village des Mobilités est l'un des évènements majeurs organisé par Mulhouse Alsace Agglomération durant la Semaine de la Mobilité. Il constitue l'une des opportunités majeures de rassembler en un même point les acteurs des mobilités du territoire.

En tant que partenaire et acteur incontournable des mobilités locales, Soléa participe à cet évènement et a tenu son stand Place de la Réunion samedi 18 septembre afin d'apporter toutes les informations nécessaires à l'utilisation de ses services. Offre de transport, démarches pour souscrire un abonnement, canaux d'achat et solutions digitales pour voyager sont autant de thématiques sur lesquelles les visiteurs peuvent obtenir des explications détaillées. Un jeu-concours permettant de remporter un overboard a par ailleurs été proposé sur le stand, jeu auquel ont pu participer près de 500 personnes.



Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 12 décembre 2022
Conseil d'agglomération du 12 décembre 2022

Été 2021





Travaux sur les lignes aériennes de contact (LAC) et au niveau des quais de la station République

Comme ce fût le cas à l'été 2020, une nouvelle importante phase de travaux sur les lignes aériennes du réseau a eu lieu au mois de juillet 2021. Par ailleurs, des interventions ont également été menées sur les quais de la station République au mois d'août. Ces phases de travaux ont, toutes deux, eu comme conséquence l'interruption de la circulation des lignes de tram entrainant le déploiement d'une information voyageurs dédiée sur les stations concernées, ainsi que sur le site et l'application Soléa.





Intégration de l'information dédiée aux travaux dans les cadres d'information en station tramway.

Octobre 2021

Une nouvelle ligne pour accompagner le déménagement d'un point d'intérêt de l'agglomération avec la ligne 17

Une nouvelle ligne de transport lancée à l'automne dessert, entre autres, le Centre Pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach (CPML) : **la ligne 17.** C'est en effet au mois d'octobre que le nouveau site destiné à remplacer les maisons d'arrêt de Mulhouse et Colmar a ouvert ses portes. Entre les salariés et les visiteurs, il accueille quotidiennement entre 500 et 800 personnes. Pour permettre d'y accéder facilement en transport en commun, une nouvelle ligne 17 a été mise en place à compter de l'ouverture et réalise la liaison entre la gare de Lutterbach et le nouveau terminus *« Allée du Chêne »* situé devant le centre pénitentiaire.

Entre ces deux points d'arrêt, la ligne transite par la zone d'activités « la Savonnerie » à Lutterbach : une desserte ponctuelle du « Moulin Nature » (Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement) est également assurée par la ligne 17 avec deux allers-retours par jour.

Le lancement de cette nouvelle ligne s'est traduit du côté de l'information voyageurs par :
- La création d'une fiche horaire destinée aux visiteurs du site
- La création d'une fiche horaire dédiée aux salariés du site
- L'implantation de nouveaux arrêts et la création de l'information voyageurs associée
- La mise à jour des outils web, site et application Soléa
- L'implantation provisoire d'une signalétique de guidage à la station Lutterbach Gare pour faciliter l'identification et le trajet des visiteurs vers l'arrêt de départ de la ligne 17.







Car habillé aux couleurs de Soléa et affecté à la desserte du CPML.

Des mises à jour pour s'adapter à nos services

Signalétique COVID :

C'est en 2021 qu'une partie de la signalétique mise en place en 2020 lors de la pandémie a été retirée et notamment la signalétique à bord liée à la notion de distanciation physique. Les adhésifs posés au sol à bord des bus et tramway ont été retirés par les équipes Soléa.

Des supports ciblés :

- À la demande du quartier *Manufactures* à Mulhouse et dans l'optique de promouvoir la desserte du secteur, un flyer d'information a été produit et diffusé aux habitants du secteur.



- En cohérence avec les supports produits les autres lignes pour d'autres navettes régulières, un flyer spécifique a été produit et adressé à la mairie de Wittelsheim à l'attention de ses administrés.



- La desserte de l'arrêt *« Haut Point »* situé à Riedisheim a à nouveau été assurée par la ligne de bus11 à compter du 30 août 2021 (en remplacement du service Filéa). Un flyer d'information a été produit par Soléa, mis à disposition et diffusé par la mairie de la commune aux habitants du secteur.



- Les services de transport à la demande *Chronopro* et *Filéa* se sont dotés d'un nouveau site de réservation plus ergonomique et intuitif. En complément d'une communication d'information sur le site et les réseaux sociaux Soléa, un nouveau flyer d'information a été produit et mis à disposition des clients en ligne et à l'agence commerciale Soléa.



Le recours aux outils Soléa en 2021

Le site Internet Soléa, une fréquentation en hausse par rapport à 2020

Avec 1 875 000 sessions cumulées en 2021, la fréquentation du site Internet Soléa atteint à nouveau son niveau d'avant Covid et affiche une hausse de plus de 18% par rapport à 2020.

87% des consultations ont été effectuées depuis un téléphone mobile et les mois de septembre, octobre et novembre constituent les mois "forts" de l'année avec un volume de consultations plus élevé. Il est toutefois à noter que des pics de consultation sont observables en janvier et février en cohérence avec les périodes de travaux impactantes qui ont affecté plusieurs lignes dans le secteur de la gare de Mulhouse ainsi qu'à Riedisheim et Rixheim.

Les rubriques "horaires par arrêt", "itinéraires" et "plans" demeurent les 3 rubriques les plus consultées au cours de l'année suivies de l'info trafic et de la e-boutique.

L'application mobile Soléa, en progression par rapport à 2020

Contrairement au site Internet Soléa dont la fréquentation a été marquée par le contexte sanitaire en 2020, l'application mobile Soléa restait consultée par une moyenne de 17 000 utilisateurs mensuels actifs cette même année, soulignant ainsi sa praticité et son intérêt même en mobilité limitée.

En 2021 ce sont mensuellement 19 000 à 25 900 utilisateurs actifs (un utilisateur pouvant effectuer plusieurs consultations chaque mois) **qui ont été enregistrés avec des niveaux supérieurs à 25000 de septembre à décembre.** L'application du réseau de transport Soléa reflète concrètement le retour à des habitudes d'utilisation des transports plus proches de la normale avec des niveaux de consultation records.



À partir du mois de décembre : un jeu au format inédit proposé dans le cadre de la traditionnelle campagne de Noël.

La période des fêtes se prête à profiter de ce temps festif, chaleureux pour **conforter nos clients abonnés** (annuels ou mensuels) dans leur choix d'utiliser les transports en commun. Ils peuvent ainsi voyager l'esprit léger et profiter en illimité de ces dessertes commerciales. **Elle se prête également à inviter des clients plus occasionnels ou ceux qui ont déserté le réseau Soléa à effectuer le choix des transports en commun.**

Pour ces derniers, il faut **proposer l'alternative** et les amener à se dire « pourquoi pas ? ».

Ils'agit là de l'ambition affichée de la campagne de Noël se déroulant au mois de décembre et qui, comme cité précédemment, insiste sur :

- **Le renforcement d'offre** les 2 dimanches avant Noël avec une augmentation des fréquences des trams et pour certaines lignes de bus, un surdimensionnement des véhicules et/ou une augmentation des fréquences et/ou circulation exceptionnelle le dimanche.
- **La gratuité** du réseau Soléa les 2 mêmes dimanches
- **L'application Compte Mobilité** comme facilitateur de déplacements avec ticket 1 Voyage disponible pour 1,20 € et valable 1h
- **Le réseau Soléa** qui facilite l'accès aux commerces de l'agglomération (centre-ville et centres commerciaux)
- **Les parkings P+Tram** pour se garer sans difficulté et rejoindre facilement le centre-ville.

Pour dynamiser cette campagne récurrente, Soléa a proposé en 2021 un jeu sous forme de calendrier de l'Avent. Ainsi, du 1er au 24 décembre, plusieurs gagnants ont été tirés quotidiennement au sort afin de remporter des lots issus de partenariats locaux. **Artisans, producteurs et enseignes du territoire (et parfois un peu au-delà) ont ainsi pu bénéficier d'une visibilité supplémentaire et bienvenue après ces mois difficiles pour le commerce.**

ONT AINSI ÉTÉ MIS EN JEU
- Des places de cinéma **Kinépolis**
- Des coffrets **Moulin Nature :** 1 sortie nature familiale avec goûter au Moulin pour découvrir le rucher, faire une pêche aux petites bêtes de la mare et observer les oiseaux
- Des bottes de Noël et six étoiles de noël à suspendre de la marque **Schnoulydou**
- Des invitations pour le spectacle au choix à **l'AFSCO-Espace Matisse**
- Des confitures à l'ancienne «Pomme, Orange et Noix», 1 paquet de sablés, 2 paquets de nouilles larges, 1 boissons aux 52 plantes **«Alexion»** et 1 pot de miel de fleurs de la marque **Abbaye Notre-Dame d'Oelenberg**
- Des chèques **Vitrines de Mulhouse**
- Des bougies et une tablette parfumée avec une délicieuse odeur d'orange, de cannelle et de cumin de la marque **Mel Lueur**
- Des livres «Mulhouse sur rails, un siècle de transports publics»
- Des Pass Famille pour le **Parc de Wesserling** à Husseren-Wesserling

ZOOM SUR

L'exploitation des réseaux sociaux dans la stratégie de communication 2021

Facebook : l'objectif de 8 000 abonnés dépassé

Comme ce fut le cas en 2020, l'ensemble des campagnes de communication externe de l'année ont bénéficié d'une visibilité importante sur les réseaux sociaux Soléa. Visibilité appuyée par :
- de nombreux jeux-concours promus via Facebook tout au long de l'année
- une information voyageurs régulière compte-tenu des travaux de longue durée affectant l'offre de transport
- plusieurs campagnes de sponsorisation notamment à l'occasion du lancement du ticket SMS ou encore lors de la campagne de réabonnement de fête
- le recours continu au format vidéo.

L'ensemble de ces actions a permis d'augmenter la communauté d'abonnés pour atteindre, en décembre 2021, 8 077 abonnés soit une progression de près de 6% par rapport au mois de janvier. Cet objectif constituait l'attente définie lors de l'actuelle délégation de service public.

Plus de 850 000 personnes ont par ailleurs été touchées par les publications diffusées sur Facebook dont 450 000 grâce aux publications sponsorisées lors des campagnes « tickets SMS » et « réabonnement scolaire ».

Instagram : Soléa définitivement installé sur ce réseau social

Réseau social le plus récent parmi les médias sociaux Soléa (lancement 2019), Instagram a vu sa communauté progresser de plus de 15% en 2021 pour s'établir à plus de 1500 fans. En complément des photos du réseau qui ont généré de nombreuses interactions en 2020, les publications et surtout stories liées à l'actualité du réseau et notamment les travaux, les nouveaux services ou encore les jeux-concours ont directement contribué à cette progression.

LinkedIn : lien vers nos pairs, partenaires et élus, un canal solidaire durant la crise

Avec plus de 630 abonnés fin 2021, ce canal a poursuivi sa progression (+20%) tout d'abord via la mise en lumière des actions partenariales liées à la situation sanitaire (Vaccibus) et aussi grâce à la thématique de transition énergétique notamment au travers l'arrivée des bus au biogaz et leur mise en exploitation commerciale.

Youtube : un canal support

Dans le cadre de la campagne ticket SMS de février 2021, ce canal a été pour la 1ère fois exploité à des fins de communication sponsorisée. Il reste toutefois majoritairement exploité en tant que vitrine du dynamisme de la communication en termes de formats vidéo. A fin 2021, ce canal compte près de 260 abonnés contre 200 en 2020.

- Des paniers de légumes et un produit d'épicerie de la marque **Le Panier Saveurs** et **Fraicheur Bio**
- Un coffret **Mulhousiennes** comprenant un bon pour une inscription gratuite à l'édition 2022 (dont 1 T-shirt et 1 dossard), 1 paire de lacets, 1 tour de cou
- Deux places VIP, une écharpe et un T-shirt doublé historique de **l'ASPTT**
- Des entrées adulte à la **Cité du Train**
- Des coffrets 3 miels : 1 miel crémeux, 1 miel de fleurs, 1 miel de tilleul de l'entreprise **Le Rucher de la Clef**
- Des entrées à la **Patinoire de Mulhouse**
- Des chemins de table « Haiku », poésie d'hiver, réalisés à partir du tissu exclusif de Noël 2021 de **l'Office du Tourisme de Mulhouse**
- Des pass Famille à **l'Ecomusée d'Alsace à Ungersheim**
- Des paniers « Joyeux Noël » : 2 savons, 1 pochon à savon en écorce, 1 huile de coco, 1 dentifrice en poudre, 1 brosse à dents en bambou et 1 boîte à savon voyageur de l'entreprise **Argasol**
- Des Menus Rivière 2 Personnes au restaurant **Il Cortile** à Mulhouse
- Des cartes Bozoo comprenant 5 entrées au **Zoo de Mulhouse**
- Un Cadeau Noël Alsacien composé des confitures suivantes : «extra Eglantines Sauvages», «extra Chataîgnes», «extra de Noël» et «Gelée de Coings» de l'entreprise **Beyer**
- Une pièce en chocolat collector < 50 ans du dépôt Soléa « Insérée » par **Jacques Bockel**

Pour tenter sa chance, chaque participant se connectait quotidiennement sur le calendrier de l'Avent virtuel pour ouvrir un case. Le gain, annoncé par les réseaux sociaux Soléa, était alors instantanément aux gagnants. **Plus de 700 personnes ont ainsi tenté leur chance entre le 1er et le 24 décembre.**



L'ensemble de la campagne du mois de décembre ainsi que l'annonce du jeu ont été portés à la connaissance du public via les supports habituellement exploités dans le cadre des campagnes majeures de Soléa. **A l'instar des campagnes "ticket SMS" et "réabonnement scolaire", une attention particulière a été portée aux réseaux sociaux avec une véritable stratégie mise en œuvre pour maintenir un haut niveau d'attention du public tout au long de la campagne.**



INFORMATIONS CLIENTS

Une information clients marquée par de nombreux travaux de maintenance et de sécurité

Dès janvier 2021, des ajustements du réseau de transport ont été rendus nécessaires notamment du fait de travaux de longue durée tels que ceux initiés du côté de la gare de Mulhouse ou encore à Riedisheim et Rixheim.

Pour une meilleure compréhension des déviations engendrées par ces travaux, l'information clients aux arrêts et sur les outils digitaux a été spécialement retravaillée.

Janvier 2021

Travaux de raccordement au réseau de chauffage urbain des communes de Riedisheim et de Rixheim

À partir du mardi 5 janvier, des travaux de raccordement au réseau de chauffage urbain de l'agglomération ont démarré dans les communes de Riedisheim et de Rixheim. Ces travaux, d'une durée de 8 mois ont impacté jusqu'à la fin des congés scolaires de l'été, la circulation des lignes de bus régulières Soléa desservant ces communes.

Ainsi, la **ligne 10** (Vignerons<> Ste Ursule) et la **ligne 11** (Centre Nautique Ile Napoléon<> Gare Centrale) ont vu leurs itinéraires et horaires modifiés en deux phases (janvier à mars et mars à fin août) pour s'adapter aux travaux et minimiser, autant que faire se peut, l'impact pour les voyageurs. Ces travaux ont également impacté certaines dessertes scolaires.

Ces travaux ont imposé :
- La réédition de toutes les fiches horaires des lignes concernées incluant les infos relatives aux déviations
- La mise en place des déviations nécessaires dans les arrêts concernés
- La mise à jour des informations disponibles sur le site internet et l'application Soléa



Terminus et Itinéraire Ligne C7 modifié

C'est également en janvier que la ligne C7 a vu son tracé modifié dans le secteur Brustlein, nécessitant la mise à jour de la fiche horaire dédiée à la ligne ainsi que les informations disponibles sur le site Internet Soléa.



Février 2021

Travaux d'aménagement secteur gare, ancien parking

À compter du 22 février 2021, des travaux de développement du canal, de création des pontons et d'aménagement du square de Gaulle ont été initiés par la ville de Mulhouse et m2A, face à la gare de Mulhouse, au niveau de l'ancien parking.

Ces travaux d'une durée prévisionnelle de 17 mois ont impacté l'accès à certains arrêts de bus de ce secteur névralgique, occasionnant des modifications d'emplacement et donc de desserte des lignes de bus en passage. Ces travaux n'ont pas affecté par contre les lignes tramway et tram-train ni les lignes interurbaines en passage du côté de la gare routière.

Une information voyageurs détaillée (comprenant la signalétique) a été déployée aux arrêts et sur les outils digitaux de Soléa pour guider les voyageurs vers leurs arrêts de substitution. Des présences terrain d'information ont par ailleurs été réalisées les premiers jours de perturbation afin de rediriger les voyageurs.





Exemple d'information voyageurs et de quai provisoire mis en service à la gare de Mulhouse.

RETOUR OJ



LE PARC DE VÉHICULES



L'INVENTAIRE DU PARC au 31 décembre 2021



Parc bus

87 véhicules standards
1 Agora Euro 2
6 Agora Euro 3
9 Heuliez GX 317 Euro 3
38 Heuliez GX 327 Euro 5
2 Créalis Euro 5
14 Urbanway Euro 6
5 GX 337 électriques
12 Scania GNV

42 véhicules articulés
3 Agora Euro 3
15 Citelis Euro 5
3 Créalis Euro 5
11 Urbanway Euro 6
10 Urbanway GNV

2 Midibus
2 Heuliez GX 137 Euro 6

3 Mini bus
2 Mercedes Sprinter
1 Fiat Ducato

2 Navettes centre-ville
2 Bluebus

15 bus en sous-traitance

Parc tram

22 rames de tramway Citadis 2001



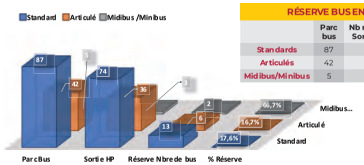


Parc tram-train

12 rames

LA RÉSERVE DE VÉHICULES

L'arrivée des bus GNC (biogaz) a permis de récupérer un taux de réserve en adéquation avec les besoins. À noter que la rénovation des moteurs et châssis impose l'immobilisation d'un à deux véhicules par jour. Le bus 705 utilisé pour le Vaccibus n'était pas disponible pour l'exploitation durant toute l'année 2021.



RÉSERVE BUS EN EXPLOITATION	Parc bus	Nb maxi en Sortie HP	Réserve Nb bus	% Réserve
Standards	87	74	13	17,6
Articulés	42	36	6	16,7
Midibus/Minibus	5	3	2	66,7

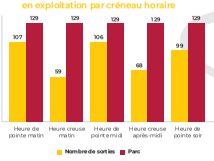


LES AFFECTATIONS DE VÉHICULES PAR LIGNE

L'affectation de [illegible]se en trois plans [illegible]jour : matin, midi et

Un plan allégé [illegible]lace dans les périod[illegible] :
- Pendant les vacances scolaires
- Le samedi
- Le dimanche
- Les jours fériés
- Sur la période de juillet/août

Nombre de bus total (standards et articulés) en exploitation par créneau horaire



LES INVESTISSEMENTS EN VÉHICULES ET SORTIES DE VÉHICULES DU PARC

- **22 nouveaux véhicules mis en exploitation :**
  10 articulés Urbanway GNV et 12 standards Scania GNV
- **10 bus réformés en 2021 :**
  3 Agora Euro 2 standards, 2 Agora Euro 3 standards, 3 Agora Euro 2 articulés, 2 Agora Euro 3 articulés
- **6 bus détruits en 2021 :**
  2 standards 526, 544 et 4 articulés 628, 630, 633, 634

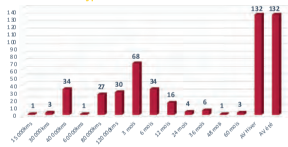


LA MAINTENANCE ENTRETIEN DES VÉHICULES

Bus

Le plan de maintenance bus est basé sur deux critères de déclenchement : le kilométrique et le temporel. Ils sont paramétrés et gérés par la Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).

Type de maintenance bus 2021



492 opérations de maintenance préventives réalisées

288 contrôles DREAL ont été effectués sans refus de véhicule

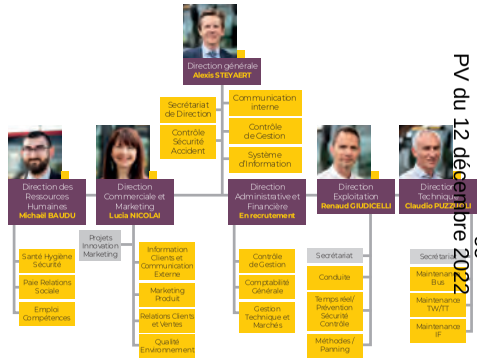
9 moteurs remplacés dont 1 Euros 3 et 8 Euro 5

3 rénovations châssis



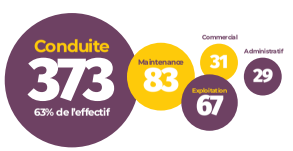
LE PERSONNEL

ORGANIGRAMME



LES EFFECTIFS

L'effectif total au 31 décembre 2021 est de 583 salariés :

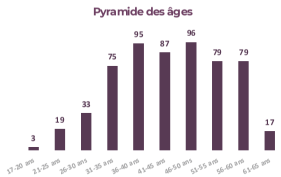




76% Hommes **24%** Femmes

Index Égalité Femmes-Hommes 2021 : 80%
Âge moyen : 44 ans
Ancienneté moyenne : 13 ans
376 LTP : 4 els moyens sur l'année 2021
Conduite : 27 LTP : 6 els moyens

Pyramide des âges



40 embauches en CDI (dont 30 pour la conduite) ont été réalisées au cours de l'année 2021 : c'est **deux fois plus qu'en 2020 et 4 fois plus qu'en 2019.** Les embauches en CDD sont stables et sont de 22 en 2021 dont 8 conducteurs. Une importante campagne de communication pour le recrutement de conducteurs sera menée début 2022.

En 2021, on comptabilise un nombre de départs proche de celui des années antérieures: 59 au total (36 conducteurs) dont 37% pour cause de fin de CDD, 22% de rupture conventionnelle/décès, 12% de démission, 12% de départ en période de stage, 10% de départ à la retraite et enfin 7% de licenciement.

L'ABSENTÉISME

L'absentéisme de 10,55% est à la baisse par rapport à 2020 (12,02% avec un pic à 20%) mais reste cependant plus élevé qu'en 2019 (7,85%), conséquence de la crise sanitaire qui perdure.

Les taux de fréquence (63,9) et de gravité (5,11) ont subi une hausse significative qui va de pair avec la reprise progressive de l'activité. Dans la même logique, le nombre d'accidents du travail avec arrêt ont également augmenté mais sont stables par rapport à 2019 et concernent majoritairement la conduite (77%). Cependant, le nombre de journées d'absence pour accident de travail et de trajet est quant à lui en forte augmentation (+40,7%).

Soléa poursuit ses efforts et renforce ses actions de prévention au quotidien pour limiter au maximum les accidents du travail.

126 salariés ont fait grève en 2021 (124 conducteurs, 1 APE et 1 régulateur) totalisant 177 jours de grève. Aucun jour de droit de retrait n'a été enregistré.

LE PLAN DE FORMATION

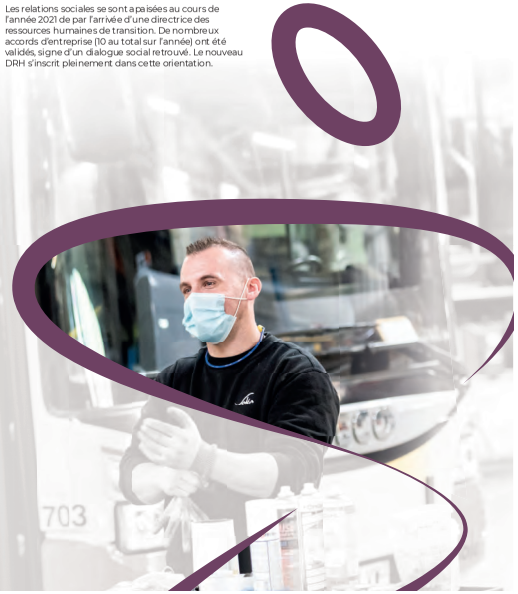
Les formations, à l'arrêt en 2020 avec la crise, ont repris en 2021 pour l'ensemble du personnel selon le protocole COVID et la disponibilité du personnel.



Écart dû au rattrapage des formations post COVID

LES RELATIONS SOCIALES

Les relations sociales se sont apaisées au cours de l'année 2021 de par l'arrivée d'une directrice des ressources humaines de transition. De nombreux accords d'entreprise (10 au total sur l'année) ont été validés, signe d'un dialogue social retrouvé. Le nouveau DRH s'inscrit pleinement dans cette orientation.



RETOUR OJ



LES AUTRES BIENS NÉCESSAIRES À L'EXPLOITATION

INSTALLATIONS FIXES

Chantiers 2021

TRAVAUX KEVLAR SUR LE RÉSEAU

Tous les secteurs ont été impactés par le chantier KEVLAR, environ 40% des travaux ont été réalisés l'année dernière.



MODIFICATION D'UN ÉLÉVATEUR À L'ATELIER BUS

Remplacement des commandes, de l'armoire électrique et d'une partie de la mécanique d'un élévateur STENHOJ. Remise en conformité commande des vannes de confinement des eaux usées du site.



STATION DE COMPRESSION DE GAZ

Suivi de la mise en place de la station de compression de gaz et des bornes de distribution.



PROTO SYSTÈME ARROSAGE

Mise en place d'un prototype à Nouveau Bassin avec un nouveau type d'automate. Mise en place d'une interface d'arrosage avec la GTC.

REPRISE INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ATELIER BUS

Suivi du renouvellement des armoires électriques de l'atelier bus avec intégration du système de détection gaz

TRAVAUX MAGASIN BUS

Réaménagement avec démontage de matériel pour la mise en place d'une mezzanine au magasin de l'atelier bus et réalisation de bureau.

REMPLACEMENT DE CARTES TRACON

Zone PJ / SF2, 14 cartes remplacées en 2022
Zone STPK, 10 cartes remplacées (terminé)
Zone CEM / AL4, 8 cartes remplacées
Zone MSA / AL6, 2 cartes remplacées.

TRAVAUX LOCAL SIF PJ 2022 ET 2021

Remplacement de l'échelle à crinoline dans le local SF1 par un escalier.

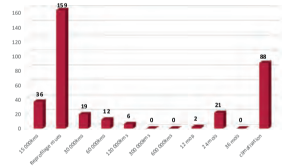


Tramway

Le plan de maintenance du tramway est basé sur un déclenchement en fonction des kilomètres parcourus ainsi que sur une base calendaire. Tout comme pour le bus, la gestion du plan de maintenance est gérée par la GMAO.

343 opérations de maintenance préventives réalisées

Type de maintenance tramway 2021



Plan de maintenance à 2 ans

Bus

Le plan de maintenance pour les deux années à venir reste celui prévu par le constructeur de bus. Il est difficile de le détailler car les périodicités de visite sont différentes pour chaque génération de bus.
5000 heures/an de main d'œuvre en moyenne

Tramway

Le plan de maintenance pour les deux années à venir reste celui prévu par le constructeur.
7000 heures/an de main d'œuvre en moyenne

ZOOM SUR

LES NOUVEAUX BUS AU BIOGAZ

2021 marque le lancement des nouveaux bus au biogaz dans le cadre de la transition énergétique de m2A : 22 nouveaux bus (12 standards SCANIA et 10 articulés IVECO) ont été mis en circulation, soit 20% de la flotte actuelle. D'ici 2024, ils seront au nombre de 40 dans le cadre du remplacement progressif des bus diesel, ce qui représente un investissement conséquent de plus de 17 millions d'euros.

Ces nouveaux bus roulent au Gaz Naturel Comprimé (GNC), du méthane produit de manière bio-logique à partir d'eaux usées trans-formées à l'usine de méthanisation de Sausheim.

Pour la mise en service de ces nouveaux véhicules, de nombreux travaux et aménagements ont été réalisés sur le site Soléa tels que la mise en place de conduites de gaz, l'installation d'une station de compression, le réaménagement du remisage des bus avec un espace de distribution ou encore l'aménagement de l'atelier de maintenance bus.

En parallèle, des sessions de formations ont également été organisées pour les collaborateurs en contact direct avec l'exploitation de ces nouveaux bus (conducteurs, techniciens des installations fixes ou encore agents de maintenance bus).







PLUS SILENCIEUX ET PLUS RESPECTEUX DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitation de cette nouvelle technologie est une solution efficace pour réduire les émissions de CO^2 (-75% par rapport au diesel) d'autant plus que les performances moteur (320ch) sont équivalentes à celles d'un diesel. Leur autonomie de 500km offre suffisamment de souplesse pour s'adapter au réseau. Autre avantage, ces bus sont beaucoup moins bruyants et contribuent au confort des voyageurs et des habitants des secteurs traversés.

22 bus au biogaz mis en circulation en 2021

40 bus biogaz d'ici 2024

17M€ d'investissement

-75% d'émissions de CO^2 par rapport aux bus diesel

500km d'autonomie

-50% d'émissions de bruit

5km c'est la distance que parcourt le GNC avant d'être injecté dans les bus

100% de production locale de gaz

8 artistes locaux de l'agglomération à l'origine du design des parois intérieures arrières des bus

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
Conseil d'agglomération du 12 décembre 2022

L'assistance technique par Transdev en 3 grands volets d'actions

117 jours de missions sur-mesure ont été produits pour accompagner Soléa en 2021

1 L'EFFET RÉSEAU : LES APPORTS DE TRANSDEV

C'est sur la base de ses structures d'échanges que se construit l'effet réseau du groupe Transdev. La dynamique installée favorise aussi bien le partage et la montée en compétence des équipes que la mise en œuvre de synergies dans l'exercice du métier.

2 REGARDS CROISÉS : LA RÉALISATION DE BENCHMARKS RÉCURRENTS

benchmarks récurrents, actualisés chaque année, constituent e formidable base de connaissances partagées sur les grands licateurs de productivité et de performance de notre activité.

3 LES MISSIONS SUR-MESURE

Un programme pluriannuel d'actions et d'expertises définit de manière concertée, en fonction de l'actualité du réseau et de son autorité organisatrice, les besoins d'exploitation, la mise en œuvre de grands projets.

RETOUR OJ

LIBELLÉ DES MISSIONS Engagement contractuel : 101 jours (hors benchmark)	Nombre de jours réalisés en 2021
REGARDS CROISÉS - BENCHMARKS RÉCURRENTS	16 jours
Note de conjoncture trimestrielle / suivi performances commerciales	1
Benchmark réseaux TCSP et analyse des coûts bus / Tram	8
Analyse trafic / recettes Genius	2
Benchmark des politiques de lutte contre la fraude	2
Benchmark absentéisme	1
Actualisation du benchmark des rémunérations des conducteurs	1
Benchmark des politiques tarifaires	1
MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT SUR-MESURE (dont le projet GNC)	101 jours
INNOVATION	
Accompagnement au développement du Compte Mobilité	20
Déploiement Main courante MobiRecord	1
Accompagnement au déploiement d'un outil CRM 360 intégrant des fonctions basiques et avancées de marketing automation	8
Coordination du Laboratoire d'expérimentation	8
MARKETING - QUALITE ENVIRONNEMENT	
Gamme Tarifaire - analyse d'impact	5
Règlementation Environnementale	4
Listen : tableaux de bord et rapports	4
ADMINISTRATION & FINANCES	
Accompagnement juridique, social, fiscal et assurances	15
RESSOURCES HUMAINES	
Conseil de discipline	10
Appui managérial sur la gestion de la relation sociale - Prise en compte du fait religieux	6
PRODUCTION - TECHNIQUE	
Accompagnement du passage du dépôt Soléa au GNC	6
Propriété intellectuelle et propriété des données	6
Accompagnement déploiement télédiagnostic (Driver Aid)	4
Mise en conformité RGPD des pratiques et des systèmes informatiques -évolution du schéma directeur des systèmes	4
TOTAL GÉNÉRAL en 2021 – 117 jours	

PLUS ESTHÉTIQUES ET CONFORTABLES

Au-delà de l'aspect technique, l'esthétique intérieure des bus a été totalement repensée avec un cabinet de design local. On y retrouve un nouvel équilibre de couleurs et de matières: des teintes plus sombres au sol et plus claires pour les pavillons et plafonds, un sol d'aspect minéral, une nouvelle gamme spécifique de tissus pour les sièges avec deux types de motifs, chacun déclinés en trois variantes, des barres en Inox, une signalétique bleue et des coques de sièges bleu métal.

Ces nouveaux bus font également rimer art avec mobilité: 8 artistes de l'agglomération ont été retenus pour créer un design de la paroi de l'arrière des bus Scania Citywide. Alternant peinture, photographie, dessin et graff, ces œuvres donnent de la profondeur, de la perspective et plongent le client dans un univers : une belle mise à l'honneur de la culture locale et de la diversité des approches artistiques.

Enfin, les clients ont désormais la possibilité de recharger leur téléphone à bord des véhicules grâce aux nouvelles prises USB, le tout confortablement installés dans de nouveaux sièges en tissus dotés de LED lumineuses.

Toutes ces améliorations esthétiques et fonctionnelles ont comme objectif d'offrir une expérience client à bord mémorable et plus agréable.











Les fonctions support

- maintenance des véhicules
- paie des salariés
- commercial-marketing-relations clients
- contrôle de gestion et consolidation des reportings vers m2A,
- organisation des engagements qualité,

Elles sont confiées à Soléa et intégrées dans l'activité des différentes unités.

Les fonctions d'exploitation

- prise de commandes
- planification et organisation des services
- gestion des conducteurs
- régulation des courses temps réel
- mesures qualité

Elles sont effectuées au sein de la filiale Mulhouse Mobilités.

RELATIONS SOCIALES

Deux NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) ont été signées en 2021 :

- la première en octobre portant sur la qualité de vie au travail et une prime de présence
- la seconde en décembre portant sur la mise en place des titres restaurant, l'augmentation de la valeur du point de 1% et l'augmentation des chèques cadeaux.

La signature de ces deux NAO témoigne ainsi d'un niveau de dialogue social ouvert et efficace entre les instances représentatives du personnel et la Direction.

2021	
Effectifs au 31/12	**13**
CDI	13
CDD	0
ETP	**13**



ORGANISATION DU SERVICE

Les prestations proposées

Le service offre une prestation de type trottoir à trottoir. Une prestation complémentaire de porte à porte est possible sur justificatif médical et après avis de la commission d'admission au service. Cette prestation complémentaire est facturée en supplément.

Une prise en charge optimisée

Le service Domibus offre une prestation de service de type trottoir à trottoir comme près d'un quart des services spécialisés français (enquête IAURIF 2007) c'est-à-dire que les clients sont pris en charge et déposés sur la voie publique. En termes d'efficacité, la prestation de type trottoir à trottoir est la plus performante car le client est prêt et attend sa prise en charge sur le trottoir.

Une prestation complémentaire en porte à porte

Comme le pratiquent d'autres services spécialisés, Domibus propose un niveau de service un peu plus élevé dans certains cas, de type porte à porte, soit une prise en charge du client de la porte de son domicile, si le logement se situe au rez-de-chaussée, ou au pied de l'immeuble, si le logement est à l'étage, et un accompagnement jusqu'à l'entrée de l'établissement de destination (équipement, commerce ou résidence). L'attribution de cette prestation complémentaire est de 797 en 2021 contre 698 en 2020. Cette prestation est facturée en supplément du service normal au tarif d'un ticket supplémentaire.



LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Soléa s'engage au côté de m2A dans le développement durable de son organisation. Nous réalisons régulièrement des campagnes de sensibilisation auprès de notre personnel sur les thématiques suivantes :

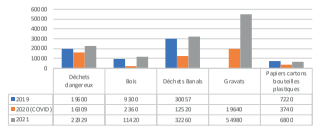
> LA RÉDUCTION DES DÉCHETS
> LE TRI SÉLECTIF
> LES PRATIQUES ÉCO-RESPONSABLES

Nous confirmons nos engagements environnementaux par l'intermédiaire de nos axes qualité inscrits dans notre politique qualité, ainsi que par notre participation à la Semaine européenne de la réduction des déchets.

Chaque année, nos déchets produits et valorisés (en kg) sont mesurés, donnant lieu à des axes d'amélioration. L'année 2020 est donnée à titre indicatif et ne peut être prise comme année de référence en raison de la pandémie.

Nous constatons tout de même une diminution dans la production de déchets entre 2019 et 2021.

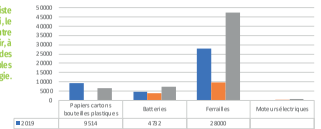
Évolution de la production de déchets chez Soléa (en kg)



	Déchets dangereux	Bois	Déchets Banals	Gravats	Papiers cartons bouteilles plastiques
2019	1 950	9 300	30057		7220
2020 (COVID)	1 609	2 360	12520	19640	3740
2021	2 229	11420	32260	54880	6800

Évolution de la valorisation des déchets chez Soléa (en kg)

La valorisation consiste dans le réemploi, le recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie.



	Papiers cartons bouteilles plastiques	Batteries	Ferrailles	Moteurs électriques
2019	9514	4752	28000	
2020 (COVID)		4015	9880	372
2021	6560	7306	47180	856



Nos actions prioritaires pour 2021

- **Le déploiement des bus au biogaz**
- **L'évolution des consignes de tri**
- **La sensibilisation de notre personnel**
- **Le développement de notre démarche environnementale en s'inspirant et en s'appuyant sur le référentiel ISO 14001.**

Des limitations d'usage

- la distance minimale de 500 mètres pour un transport entre deux points est appliquée depuis la reprise du service par Mulhouse Mobilités en 2015
- la durée minimale entre deux transports pour un même client est de 45 min.

Ces restrictions permettent d'améliorer l'enchaînement des voyages tout au long de la journée.

Les bénéficiaires

Le service Domibus est destiné aux personnes présentant un handicap ne leur permettant pas d'utiliser le réseau de transport public Soléa. Ainsi, les particuliers répondant aux critères suivants peuvent accéder au service :

- les personnes handicapées titulaires d'une Carte Mobilité Inclusion Invalidité (dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80%)
- les personnes âgées reconnues GIR 1 à 3
- les scolaires dont le dossier ont été validés par [illegible]PH).

Les établissem[illegible]ciations en tant que [illegible]morales ne sont plus [illegible] qualité d'ayants droit [illegible] depuis janvier 2015.

Disposition[illegible] particuliè[illegible]

- **L'accompag[illegible]atoire**

La nécessité [illegible] client d'être accom[illegible]ns ses déplacements [illegible]lie lors de l'inscription [illegible] à titre d'assistance. L'accompagnateur obligatoire n'est pas désigné nommément, mais il est, par définition majeur, valide et apte à assister le client avant et après le transport par sa connaissance du handicap. Par conséquent, un client Domibus ne peut pas être un accompagnateur obligatoire. Aucun transport ne pourra être effectué en son absence. Le conducteur Domibus ne remplace pas l'accompagnateur obligatoire. L'usager pourra bénéficier de l'accompagnement obligatoire sur présentation d'un certificat médical justifiant la nécessité de ce dispositif. Cette demande sera validée par l'élu délégué à Domibus sur avis du médecin conseil après étude du bilan fonctionnel. De même, si le service Domibus constatait des difficultés de l'usager lors de ses transports (problèmes cognitifs non signalés, incapacité à rester seul dans le véhicule) la commission Domibus pourrait à nouveau être saisie et pourrait demander la présence systématique d'un accompagnateur pour la sécurité de l'usager. Lorsque la présence d'un accompagnement obligatoire a été décidée, et dans la mesure où un usager est en capacité d'utiliser les transports en communs classiques dès lors qu'il est accompagné, le transport Domibus pourra être refusé.

- **L'accompagnateur payant**

Les accompagnateurs qui participent au déplacement à la demande de l'usager sans prendre en charge une mission d'assistance doivent être détentrices d'un titre de transport Domibus. Ils ne seront autorisés à être transportées que dans la limite des places disponibles. Le nombre d'accompagnateur est à préciser lors de la réservation et est limité à deux personnes au maximum.

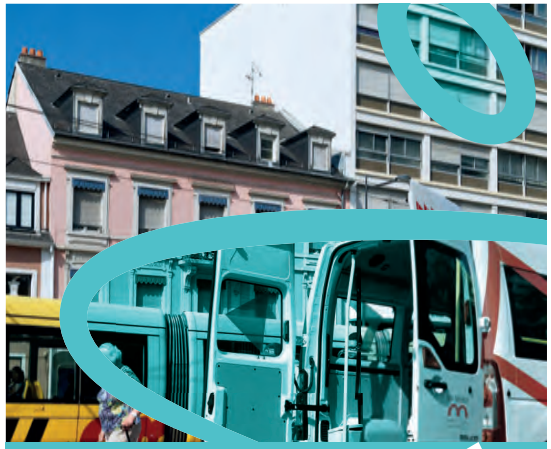
RETOUR OJ

ACCÈS AU SERVICE DOMIBUS

Depuis le 6 juillet 2021, la commission d'accès au service a été remplacée par une nouvelle procédure d'admission simplifiée. La confirmation de l'adhésion est toujours confirmée par courrier avec la signature du Président du Pôle Mobilité m2A. La validité d'un dossier n'est plus de 2 ans, c'est la validité de la Carte Mobilité Inclusion Invalidité qui définit la durée d'accès au service.

Nouvelle procédure d'admission Domibus au 06/07/2021





MULHOUSE MOBILITÉS



Mulhouse Mobilités, filiale de Soléa

Le service TPMR de l'agglomération mulhousienne est confié à Soléa depuis le 1er janvier 2015 à travers sa filiale Mulhouse Mobilités jusqu'au 31 décembre 2024.
Cette filiale a pour vocation à servir de laboratoire des mobilités douces en fédérant d'autres partenaires au sein de l'agglomération mulhousienne.

MOYENS HUMAINS

Moyens humains affectés au service Domibus

Le personnel est constitué de :

- **La responsable de service chargée de l'animation du service TPMR,** du management de l'équipe Domibus et du reporting des unités d'oeuvre. Cette responsable rend compte directement auprès du Directeur de la filiale pour les aspects stratégiques de l'activité. Elle est l'interlocutrice du Contrôleur de gestion et du Directeur Administratif et Financier de Soléa qui assurent, pour le compte de la filiale, la consolidation des données et le *reporting* vers m2A. Elle est l'interlocutrice de la Direction Commerciale et Marketing pour les activités commerciales et relations clients. Elle est l'interlocutrice de la Direction des Ressources Humaines pour la paie des salariés de son unité.
- **Deux opératrices** reçoivent les appels clients et gèrent les réservations.
- **Dix conducteurs** assurent au quotidien la prestation de transport.



MOYENS TECHNIQUES

Les moyens techniques mis à disposition par m2A en 2021 pour assurer l'exploitation de Domibus reposaient sur un parc de 14 véhicules dont 3 ayant de forts kilométrages (supérieur à 285 000 kms dont 1 à plus de 415000kms).

Les véhicules 25 et 31 ont été conservés au parc en tant que véhicules de réserves.

Marque	Type	N° de parc	Immat.	Mise en service	N° de série	KM au 31/12/2021
RENAULT	MASTER	025	2942 ZH 68	24/08/2007	VF1FDC1LH37512807	345063 kms
RENAULT	MASTER	026	CG-410-RX	21/06/2012	VF1MAF5DR46937607	286303 kms
RENAULT	MASTER	027	CG-256-RX	21/06/2012	VF1MAF5DR46937605	170952 kms
RENAULT	MASTER	028	CN-067-NF	04/12/2012	VF1MAF5DR47833511	267548 kms
RENAULT	MASTER	029	CN-121-NF	04/12/2012	VF1MAF5DR47833510	203246 kms
RENAULT	MASTER	030	CN-095-NF	04/12/2012	VF1MAF5DR47833512	217107 kms
RENAULT	MASTER	031	2948 ZH 68	24/08/2007	VF1FDC1LH37512832	417712 kms
RENAULT	MASTER	033	EB-094-XV	03/05/2016	VF1MAF5SR54097609	118432 kms
RENAULT	MASTER	034	EB-109-XV	03/05/2016	VF1MAF5SR54097612	145932 kms
RENAULT	MASTER	035	EB-136-XV	03/05/2016	VF1MAF5SR54097611	144630 kms
RENAULT	MASTER	036	EB-164-XV	03/05/2016	VF1MAF5SR54097610	142960 kms
RENAULT	MASTER	037	EK-937-LV	02/03/2017	VF1MAF5SR55926372	114882kms
RENAULT	MASTER	038	EK-919-LV	02/03/2017	VF1MAF5SR55926373	58694kms
RENAULT	MASTER	039	EK-884-LV	02/03/2017	VF1MAF5SR55926374	132997 kms



STRATÉGIE EN MATIÈRE DE SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance a pour objectif de permettre d'optimiser la réalisation du service en garantissant qualité, souplesse et réactivité. En effet, la sous-traitance permet de disposer de moyens complémentaires notamment nécessaires sur les heures de pointe.

Nous travaillons en sous-traitance avec 10 sociétés de taxi, ce qui correspond à un total de 29 véhicules supplémentaires disponibles dont 3 adaptés. Nous les utilisons principalement pour les transports scolaires et lorsque les plannings des conducteurs Domibus sont complets.

Répartition des transports par mode d'exploitation et par handicap

	DOMIBUS	GIHP	TAXIS	TOTAL
Déficient intellectuel	4 492	1377	14 239	20 108
Déficient visuel	3 647	345	4 722	8 714
FR électrique	4 733	984	1 155	6 872
FR standard	4 415	1 086	1 122	6 623
FR transfert possible	1 794	120	851	2765
Marche difficile	5 261	1 218	5 470	11949
Non-précisé	857	541	15 980	17 378
Accompagnateurs	1 311	291	931	2 533
TOTAL TRANSPORTS m2A	26 510	5 962	44 470	76 942

Inscription administrative

L'inscription au service peut se faire lors de la première réservation par téléphone ou par mail.
La Carte Mobilité Inclusion Invalidité ou la notification APA établie par le Conseil Départemental du Haut-Rhin font office de reconnaissance administrative et médicale. Une copie de ces documents devra être transmise au service Domibus par mail ou courrier pour valider l'inscription.
La durée d'admission au service est égale à la durée de validité de la Carte Mobilité Inclusion Invalidité ou de 3 ans pour les bénéficiaires de l'APA classés en GIR 1 à 3. Les scolaires dont les dossiers qui ont été validés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) sont admis d'office.

Commission «Domibus»

Une commission composée d'un médecin conseil, des élus référents de m2A et d'un membre de la Direction Mobilités et Transports de m2A est chargée de traiter les cas particuliers :
- Recours gracieux (ci-après)
- Accompagnement obligatoire
- Prestation complémentaire

Recours gracieux

Les personnes ne répondant aux conditions d'accès au service et dont la demande d'admission a fait l'objet d'un refus, peuvent faire une demande de recours gracieux auprès du Président de m2A ou de son représentant. Cette demande est à adresser à la Direction Mobilités et Transports et elle devra être accompagnée d'un bilan fonctionnel complété par un médecin ou par un psychiatre pour les personnes souffrant de problèmes mentaux ou d'un handicap psychique. La durée d'admission suite à un recours gracieux est de 12 mois maximum.

Transports des enfants

Les enfants de moins de 4 ans ne sont pas transportés. Les enfants âgés de 4 à 11 ans ne peuvent voyager sans accompagnateur. Les transports scolaires ne sont pas pris en charge, hors ceux qui ont été validés par la CDAPH. Il appartient à la famille de fournir les dispositifs de sécurité obligatoire (rehausseur,...) pour le transport de leur enfant.

LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Le service fonctionne du lundi au dimanche sauf le 1er mai, de 6 h à 23h.

Réservation

Les réservations sont ouvertes au plus tôt sept jours avant et au plus tard la veille du déplacement avant 17h. Les déplacements des samedis, dimanches et lundis sont réservés au plus tard le vendredi avant 17h. Seules 5% des réservations des transports occasionnels sont effectuées en dernière minute, la veille du déplacement, par les voyageurs, 35% réservent entre J-2 et J-4, et 60% entre J-5 et J-7. Plus de 35% des réservations ont lieu dès l'ouverture des réservations à J-7. Nous constatons que les utilisateurs du service réservent de plus en plus à l'avance.
Pour un transport régulier (domicile-travail, loisirs à heures fixes...), les déplacements **sont programmés à l'avance sur demande écrite du client.**

Modes de réservation

La réservation peut être effectuée :
- Par courrier ou courriel
- Par téléphone de 9h à 17h. Si le voyageur transmet au standard son numéro de téléphone portable, ce dernier confirmera systématiquement la réservation enregistrée par l'envoi d'un SMS (service gratuit) ou d'un e-mail.
- Par Internet jusqu'à 16h la veille du déplacement. Le site Internet dédié au service intègre un module de réservation en ligne. Les fonctionnalités proposées au client sont les suivantes: consultation de la liste des transports, réservation d'un nouveau transport, suppression d'un transport et consultation des factures.

Priorisation des trajets

Le fonctionnement d'un service spécialisé nécessite de prioriser les demandes de transport pour maîtriser l'évolution du service. Les transports pour motif de travail et scolaire sont ainsi prioritaires, puis **viennent ensuite les transports pour motif de santé puis le motif loisir.**

Régulation des demandes en fonction des moyens

Lors de demandes multiples sur le même créneau horaire et saturation des moyens disponibles, une négociation intervient lors de la demande de réservation.
Deux solutions sont proposées au client :
- le décalage de l'horaire
- dans le cas d'une impossibilité du décalage horaire et pour une demande jugée non prioritaire selon les critères définis par m2A, le report du déplacement à un autre jour.

22 transports ont été refusés en 2021.

Politique de groupage

Les groupages sont favorisés pour améliorer la disponibilité du service. Le groupage consiste à transporter simultanément dans un même véhicule des personnes n'ayant pas obligatoirement l'origine et/ou la destination commune, mais pouvant être réunies sur un itinéraire commun.
En cas de groupage, le temps de parcours d'un voyageur sera augmenté de façon limitée :
- de plus de 10 minutes, pour un trajet de moins de 15 minutes
- de plus de 20 minutes, pour un trajet de plus de 15 minutes.

En moyenne, une course sera porte 1,86 voyageurs (hors accompagnateurs).

FRÉQUENTATION DU SERVICE DOMIBUS

Le nombre d'ayants droit

Le nombre d'ayants droit en 2020 s'élevait à 974 personnes pour les particuliers, il est de 1098 personnes en 2021. Si l'on comptabilise les scolaires (268), le nombre d'ayants droit du service Domibus atteint 1366 personnes en 2021. Parmi les 1366 ayants droit, on compte 463 clients actifs, c'est-à-dire ayant effectué au moins un transport en 2021.

Le nombre de voyages

72 637 voyages ont été effectués en 2021 soit une hausse de 45% par rapport à 2020 (50 155). Le nombre de transports des particuliers représente 51,5% des trajets effectués. Les transports scolaires représentent 48,5% des trajets effectués.

La répartition par type de handicap

Près de 15,53% des voyages sont effectués par des personnes souffrant de marche difficile, 26,13 % de déficience intellectuelle. 21),3% se déplacent en fauteuil roulant.



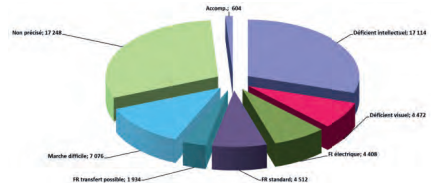
	Déficient intellectuel	Déficient visuel	FR électrique	FR standard	FR transfert possible	Marche difficile	Non précisé	Accomp.	TOTAL	%
Transp. réguliers	17 114	4 472	4 408	4 512	1 934	7 076	17 248	604	57 368	74,56%
%	29,83%	7,80%	7,68%	7,87%	3,37%	12, 33%	30,07%	1,05%	100%	
Transp. occasionnels	2 994	4 242	2 464	2 111	831	4 873	130	1929	19 574	25,44%
%	15, 30%	21,67%	12,59%	10,78%	4,25%	24,90%	0,66%	9,85%	100%	
TOTAL	20 108	8 714	6 872	6 623	2 765	11 949	17 378	2 533	76 942	100%
	26,13%	11,33%	8,93%	8,61%	3,59%	15,53%	22,59%	3,29%		

21,10%

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) Du 12 décembre 2021 Conseil d'agglomération du 12 décembre 2022



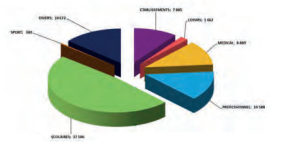
Nombre de transports réguliers par handicap



Déplacement par commune

BALDERSHEIM	350	REININGUE	273
BATTENHEIM	747	RICHWILLER	317
BERRWILLER		RIEDISHEIM	2014
BOLLWILLER	575	RIXHEIM	6 073
BRUEBACH		RUELISHEIM	99
BRUNSTATT	804	SAUSHEIM	1 165
DIDENHEIM		STAFFELFELDEN	309
DIEMTWILLER	25	STEINBRUNN	70
ESCHENTZWILLER	18	UNGERSHEIM	15
FELDKIRCH	1	WITTELSHEIM	2 970
FLAXLANDEN	278	WITTENHEIM	3 853
GALFINGUE	2	ZILLISHEIM	269
HABSHEIM	355	ZIMMERSHEIM	1
HEIMSBRUNN	166	OTTMARSHEIM	151
ILLZACH	6 280	BANTZENHEIM	264
KINGERSHEIM	4 735	CHALAMPE	215
LUTTERBACH	3 237	NIFFER	
MORSCHWILLER	1 230	PETIT LANDAU	72
MULHOUSE	35 371	HOMBOURG	
PFASTATT	4 323	TOTAL	76 942
PULVERSHEIM	315		

Déplacement par motif



	CUMUL	%
ETABLISSEMENTS	7 885	10%
LOISIRS	1 462	2%
MEDICAL	8 889	12%
PROFESSIONNEL	10 588	14%
SCOLAIRES	37 106	48%
SPORT	340	0%
DIVERS	10 672	14%
TOTAL	76 942	100%

TARIFICATION

Une tarification publique unique

Le tarif appliqué est de 1,40 € quel que soit le trajet effectué. La similarité avec le titre unité du réseau Soléa est cohérente et significative de la politique d'intégration en direction des personnes à mobilité réduite, souhaitée par m2A.

Une distribution simplifiée

Les clients particuliers paient majoritairement sur facture mensuelle.

Une tarification complémentaire pour les ESAT et accueils de jour

Lors de demandes de trajets pour les déplacements vers les accueils de jour et les ESAT, un devis est transmis au demandeur. Ces demandes représentent environ 25 % des réservations réseau.

Des pénalités appliquées

Les pénalités sont appliquées dans deux cas :
- annulation tardive : 188 en 2021 contre 237 en 2020
- absence imprévue : 25 en 2021 contre 18 en 2020.

Les conditions d'annulation des réservations

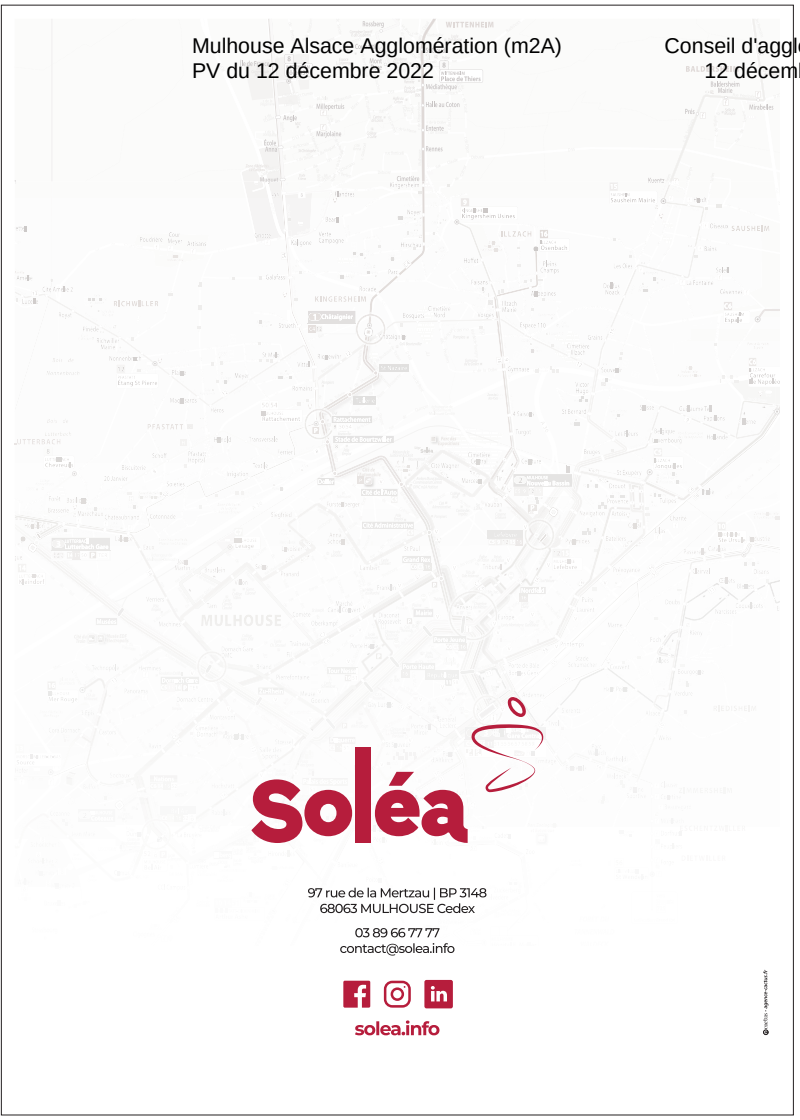
Quel que soit le type de transport, régulier ou occasionnel, il est demandé au client qui souhaite annuler son transport, de prévenir le service le plus tôt possible et au plus tard la veille du transport avant 17h, ceci pour permettre de réaffecter les moyens humains et matériels prévus pour ce transport. Dans ce cas, l'annulation est gratuite. En cas d'annulation tardive, c'est-à-dire intervenant après 17h la veille du transport ou le jour-même, une pénalité d'un ticket unité par transport annulé est appliqué.

La gestion des absences

Les clients doivent être présents au point de rendez-vous a u minimum 5 minutes avant l'heure convenue. En cas de retard, les conducteurs ne sont pas autorisés à attendre plus de 5 minutes après l'heure du rendez-vous. À compter du mois de septembre 2019, la tolérance des 5 minutes d'attente a été supprimée, le conducteur se présente à l'heure indiquée sur sa feuille de route, fait un temps d'arrêt et si le client n'est pas au point de rendez-vous, le conducteur contacte la base pour avoir l'autorisation de partir.

En cas d'absence du client (absence d'annulation, annulation sur place ou 10 minutes avant l'heure convenue), une pénalité de 10 € est facturée.

	TARIFS	TOTAL
Réseau	T. carnet	
	Facture carnet	25 023
	Facture scolaire	
	Facture E.S.A.T.	1 991
	Facture Accueils de jour	8276
	Facture Autres	121
	Sans Titre	
	Gratuit	
	AAJ	1 923
	Absent	502
	TOTAL Réseau	39 836
Scolaires	Scolaire	35226
	AAJ Scolaire	1 351
	Absent Scolaire	529
	TOTAL Scolaire	37 106
Total Transports		76 942
Total réseau hors annulations et absences		37 411
Total scolaire hors annulations et absences		35226
Total transports hors annulations et absences		72637


WITTENHEIM
BALTZENHEIM
SAUSHEIM
BLLZACH
KINGERSHEIM
RICHWILLER
PFASTATT
MULHOUSE
ILLZACH
RIEDISHEIM
Soléa
97 rue de la Mertzau | BP 3148
68063 MULHOUSE Cedex
03 89 66 77 77
contact@solea.info
solea.info

RETOUR OJ



BILAN 2021

BILAN

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et sont présentés conformément aux règles comptables françaises.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues au titre de cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

L'application du règlement CRC 02-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs modifié par le règlement CRC 03-07 n'a entraîné aucun impact significatif sur les comptes présentés.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2021 accuse à l'actif et au passif un total de 24 658 004 € contre 18 860 549 € en 2020, soit une augmentation de 5 797 k€ après une augmentation de 2 093 k€ entre 2019 et 2020.

Bilan au 31 décembre 2021

ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	58 799	58 799		
Fonds commercial	230 000		230 000	230 000
Autres immobilisations incorporelles	2 334 772	2 133 920	200 852	349 507
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	437 430	432 550	4 880	8 507
Constructions	1 170 787	932 395	238 392	308 976
Installations techniques, matériel, outillage	1 492 340	1 273 897	218 443	275 119
Autres immobilisations corporelles	3 305 196	3 075 360	229 836	429 879
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	59 147		59 147	59 147
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	15 728		15 728	14 023
ACTIF IMMOBILISE	**9 104 200**	**7 906 921**	**1 197 279**	**1 673 158**
STOCKS ET EN				
Matières premiè…ements	2 112 596	88 397	2 024 199	1 990 866
En-cours de prod…				
En-cours de prod…s				
Produits intermé…				
Marchandises				
Avances et acom… commandes				
CREANCES				
Créances clients …chés	8 572 298		8 572 298	2 441 346
Autres créances	2 699 009	4 663	2 694 346	4 068 573
Capital souscrit …orsé				
DIVERS				
Valeurs mobiliè…				
(dont actions pro…				
Disponibilités	9 967 113		9 967 113	8 479 295
COMPTES DE R… ON				
Charges constatées d'avance	202 769		202 769	207 310
ACTIF CIRCULANT	**23 553 785**	**93 060**	**23 460 725**	**17 187 391**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**32 657 985**	**7 999 981**	**24 658 004**	**18 860 549**

PASSIF

Rubriques			31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	(dont versé :	1 500 000)	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			150 000	150 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)	4 999	4 999
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	2 653 740	2 653 740
Report à nouveau			1 804 953	1 224 541
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			1 242 255	580 412
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**7 355 846**	**6 113 591**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques			514 344	727 669
Provisions pour charges			195 033	182 783
PROVISIONS			**709 377**	**910 452**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				29 666
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			4 087 820	4 631 356
Dettes fiscales et sociales			4 363 183	4 965 543
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			135 252	
Autres dettes			4 130 712	2 207 468
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			3 905 834	2 455
DETTES			**16 592 782**	**11 836 507**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**24 658 004**	**18 860 549**

RETOUR OJ

88



SOMMAIRE

04 Bilan

12 Compte de résultat

20 Annexes





COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT

COMMENTAIRES SUR LES VARIATIONS IMPORTANTES DE CERTAINS CHAPITRES PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2020

L'activité de l'entreprise a été impactée par la crise sanitaire tout au long de l'année 2021 et plus spécifiquement lors de la période de confinement du mois d'avril. La fréquentation reste en retrait par rapport à son nominal avant crise. L'offre de transport a été adaptée une partie de l'année aux contraintes réglementaires imposées par la crise sanitaire avant de retrouver progressivement 100% de ses moyens.

Les efforts d'économies et d'adaptation réalisés par la société, les mesures de soutien de l'Etat dont elle a pu bénéficier ont permis d'atténuer son impact dans les comptes, sur sa trésorerie ainsi que sa continuité d'exploitation.

Cette baisse d'activité liée au confinement et aux restrictions sanitaires ainsi que les perspectives d'une crise sanitaire affectant encore pour une période incertaine l'année 2022 ne remettent pas en cause l'hypothèse d'arrêté des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 selon le principe de la continuité d'exploitation.

Cette hypothèse résulte de l'analyse d'un scénario central dans lequel les ajustements de rémunération des services se font sur une base équilibrée avec les autorités organisatrices de transport et que leur règlement n'est pas suspendu durant la crise sanitaire.

Enfin, afin de préserver la situation de trésorerie la société n'a pas distribué de dividendes en 2020 et 2021.

Commentaires sur les variations importantes de certains chapitres par rapport à l'exercice 2021

ACTIF

IMMOBILISATIONS

Les besoins en immobilisations sont normalement pris en charge intégralement par la collectivité depuis 2019. Il reste donc très peu d'acquisitions faites par l'entreprise. Il reste les sorties.

• IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Cette rubrique concerne les logiciels informatiques standards achetés par l'Entreprise ainsi que ceux conçus et développés par elle-même. Ils sont amortis sur une durée probable d'utilisation de 5 ans. Les frais de création et de dépôt de la marque « SOLEA » sont venus se rajouter en 2002 à ce type d'immobilisations. Ils sont amortis sur 10 ans.

Elles figuraient au dernier bilan pour un montant brut de	2 596 050 €
- Valeur des logiciels acquis	+ 27 520 €
- Immobilisations en cours	+ 0 €
- Valeur des logiciels sortis de l'actif	+ 0 €
- Immobilisations en cours au 31 décembre 2021	+ 0 €
Montant brut en fin d'exercice	**2 623 570 €**

• IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles figuraient au dernier bilan pour un montant brut de	6 486 920 €
Valeur des immobilisations acquises	
- Agencement des constructions	+ 0 €
- Matériel et outillage	+ 0 €
- Installations générales, agencements	+ 0 €
- Matériel de transport	+ 2 350 €
- Matériel de bureau, informatique, mobilier	+ 0 €
- Immobilisations en cours au 31 décembre 2021	+ 0 €
	+ 2 350 €
Valeur des immobilisations sorties de l'actif	
- Agencements des constructions	- 0 €
- Matériel et outillage	- 1 808 €
- Installations générales, agencements	- 0 €
- Matériel de transport	- 52 444 €
- Matériel de bureau, informatique, mobilier	- 29 265 €
- Immobilisations en cours au 31 décembre 2021	- 0 €
	- 83 517 €
Montant brut en fin d'exercice	**6 405 753 €**

AMORTISSEMENTS

Les éléments d'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens. Les amortissements sont pratiqués suivant le mode linéaire ou dégressif et aux taux habituels dans la profession. La valeur nette comptable ainsi obtenue peut être considérée comme économiquement justifiée. Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, les amortissements fiscaux correspondant aux amortissements comptables.

• IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Cette rubrique concerne les logiciels informatiques standards achetés par l'Entreprise ainsi que ceux conçus et développés par elle-même. Ils sont amortis sur une durée probable d'utilisation de 5 ans. Les frais de création et de dépôt de la marque « SOLEA » sont venus se rajouter en 2002 à ce type d'immobilisations. Ils sont amortis sur 10 ans.

Les amortissements de ce chapitre s'élevaient à	2 016 543 €
Amortissements de l'exercice	+ 176 175 €
Amortissements des immobilisations sorties de l'actif en 2021	- 0 €
Valeur des amortissements en fin d'exercice	**2 192 718 €**

• IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les amortissements de ce chapitre s'élevaient à	5 466 439 €
Amortissements de l'exercice	+ 323 442 €
Amortissements des immobilisations sorties de l'actif en 2021	- 75 679 €
Valeur des amortissements en fin d'exercice	**5 714 202 €**

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

• PARTICIPATIONS :

En 1993, la société a souscrit pour 9 147 € d'actions au titre de sa participation, à hauteur de 5 %, dans le capital de la STUCE (Transports de Colmar et Environs).
En 2014, la société a créé une filiale, « Mulhouse Mobilités » détenue à 100 % et dont le capital est de 50 000 €.

• TITRES IMMOBILISÉS

Néant

• PRÊTS

Néant

• DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS

La situation du compte au 31 décembre 2021 correspond aux :	
- Cautionnement local rue Pasteur et parkings	8 000 €
- Cautionnement CGST parking Europe	30 €
- Cautionnement SNCF - local Gare	5 292 €
- Cautionnement Ville Mulhouse – zone piétonne – navette électrique	450 €
- Cautionnement Ville Mulhouse – accès zone piétonne	100 €
- Cautionnement Recylum – conteneurs	150 €
	14 023 €

Compte de résultat au 31 décembre 2021

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises			57 327	68 860
Production vendue de biens				
Production vendue de services	49 939 708		49 939 708	45 392 466
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS			**49 997 035**	**45 461 126**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				419 516
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 670 772	1 180 000
Autres produits			13 917	13 946
PRODUITS D'EXPLOITATION			**51 681 724**	**47 054 489**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 378 731	3 113 273
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-45 618	-116 062
Autres achats et charges externes			16 429 854	14 339 452
Impôts, taxes et versements assimilés			1 102 442	1 707 956
Salaires et traitements			19 426 453	18 183 278
Charges sociales			8 933 941	9 153 997
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			499 617	552 483
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			93 060	81 678
Dotations aux provisions			526 594	338 814
Autres charges			54 020	64 618
CHARGES D'EXPLOITATION			**50 397 794**	**46 420 486**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**1 283 930**	**634 003**
OPERATIONS EF				
Bénéfice attribué				
Perte supportée				
PRODUITS FINA				
Produits financier				
Produits des autr				
Autres intérêts et				
Reprises sur dépr				
Différences positi				
Produits nets sur				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financi				
Intérêts et charge			4 154	55 568
Différences négat				
Charges nettes s				
CHARGES FINANCIERES			**4 154**	**55 568**
RESULTAT FINANCIER			**-4 154**	**-55 568**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**1 279 776**	**578 434**

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 000	2 500
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**12 000**	**2 500**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 838	522
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**7 838**	**522**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4 162**	**1 978**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	41 683	
TOTAL DES PRODUITS	**51 693 724**	**47 056 989**
TOTAL DES CHARGES	**50 451 469**	**46 476 577**
BENEFICE OU PERTE	**1 242 255**	**580 412**

Les transferts de charges représentent 861 K€ en 2021. Ils sont constitués principalement d'aides à l'embauche, de remboursements de frais de formations, de remboursements d'assurances et de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques – Gazole).

PASSIF

STOCKS

Les stocks de matières et fournitures sont valorisés au coût moyen pondéré.
La valeur brute comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Stocks SOLEA	2021	2020	Variation
Matières et fournitures consommables	2 112 596 €	2 066 978 €	45 618 €
Provision pour dépréciation	- 88 396 €	- 76 112 €	- 12 284 €
Travaux en cours	0 €	0 €	0 €
Stocks nets	**2 024 199 €**	**1 990 865 €**	**33 334 €**

CRÉANCES D'EXPLOITATION

La répartition des créances d'exploitation s'établit selon leur nature et leur échéance dans *l'annexe des comptes.*

Les créances clients et comptes rattachés d'un montant de 8 572 297 € sont en augmentation de 6 131 k€ ; l'essentiel provient de l'établissement en 2021 à l'avance de la facture d'acompte de m2A qui correspond à une quote-part du forfait de charges annuel. La comptabilisation d'avance de cette facture n'a pas été réalisée en 2020.

Cette facture se retrouve également en 2021 en produits constatés d'avance pour sa valeur hors taxes.

Les autres créances d'exploitation et créances diverses représentent un montant total de 2 699 008 € ; elles sont en diminution de 1 374 k€ par rapport à 2020. Cette diminution provient essentiellement de la baisse de la créance de remboursement d'indemnités journalières (DSS).

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET TRÉSORERIE

Ce montant représente la trésorerie globale de l'entreprise ; il est à relativiser en raison du paiement des dettes qui sont réglées dans les premiers jours de janvier et notamment les fournisseurs, les organismes sociaux et la restitution des recettes ventes de titres à m2A dans la cadre du mandat de collecte des recettes.

COMPTES DE RÉGULARISATION

Les charges constatées d'avance baissent pour atteindre 202 769 € contre 207 310 € l'année précédente.

AMORTISSEMENTS

• CAPITAUX PROPRES

1) Composition du capital :

La composition du capital social est indiquée à *l'annexe N° 7.*

Le capital social a été porté à 1 500 000 € par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 04 novembre 2003 et constatée par le Conseil d'Administration du 15 décembre 2003.

2) Résultat de l'exercice :

L'information concernant la formation du résultat de l'exercice est fournie dans les notes sur le compte de résultat.

Le déficit de l'exercice précédent augmenté du report à nouveau a été porté intégralement en report à nouveau conformément à la décision de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

• PROVISIONS POUR RISQUES

Les provisions s'élèvent à 514 343 € et se répartissent ainsi :
- Des provisions pour litiges en raison d'affaires prud'homales pour un total de 377 k€ contre 521 k€ en 2020,
- Des autres provisions pour risques d'un total de 137 k€ contre 207 k€ en 2020.

Comme les années précédentes, les provisions ont été évaluées à la valeur des demandes des salariés. C'est une méthode prudente qui a été conservée et qui aboutit parfois à des reprises de provisions en partie sans objet.

• PROVISIONS POUR CHARGES

Les provisions pour charges concernent les provisions pour médailles du travail.
Elles s'élèvent à 195 033 €.

DETTES

• DETTES FINANCIÈRES

La société a contracté un emprunt de 250 k€ auprès de la Société Générale en juillet 2016 dans le cadre du financement de deux minibus ; ce dernier a été soldé en 2021.

• AVANCES ET ACOMPTES REÇUS

Les avances et acomptes reçus se sont élevés à 0 € en 2021 comme en 2020.

• DETTES D'EXPLOITATION ET DETTES SUR IMMOBILISATIONS

Elles représentent 8 370 983 € en 2021, contre 9 596 901 € en 2020, soit une diminution de 1 226 k€ avec une diminution des dettes fournisseurs de 624 k€ et une baisse de 602 k€ des dettes sociales et fiscales.

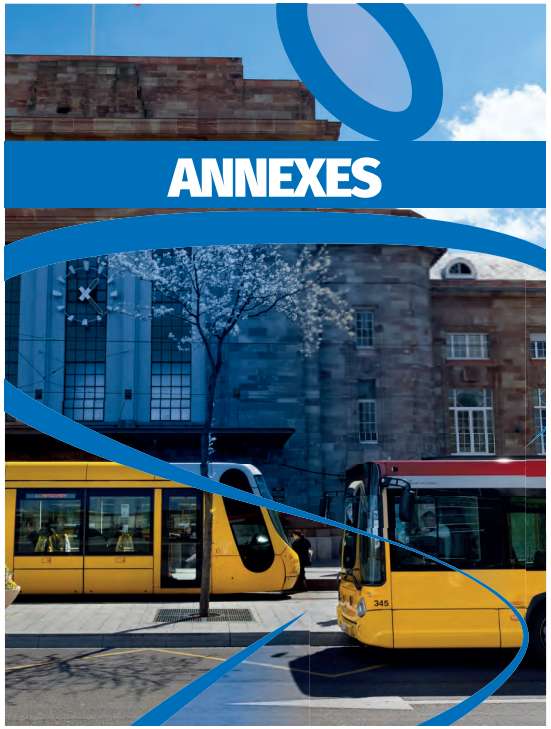
• AUTRES DETTES

Le montant du poste est de 4 130 711 € en 2021 contre 2 207 k€ en 2020. 2 avoirs à établir ont été constatés à fin 2021 pour le solde du Forfait de Charges (FC) de 2020 et 2021 (1 452 k€ au titre de l'année 2020 et 1 901 k€ au titre de l'année 2021).

COMPTES DE RÉGULARISATION

Le montant du poste est de 3 955 834 € en 2021 contre 2 454 € en 2020. Il était constitué en 2021 en grande partie de la valeur hors taxes de la facture de l'acompte de forfait de charges émis par anticipation d'un mois et représentant environ 1/12ème du forfait annuel. La contrepartie TVA est comprise dans le poste clients.

RETOUR OJ
89
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
CFP du 12 décembre 2022
Conseil de l'agglomération du
12 décembre 2022



ANNEXES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et sont présentés en conformité avec le règlement ANC 2014-03 à jour des différents règlements complémentaires à la date desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il n'y a pas de produits ou de charges significatifs imputables à un autre exercice à l'exception du point suivant : le chiffre d'affaires de la période intègre une régularisation à la baisse de 1 728 K€ au titre de la restitution d'économies de charges à répercuter à la collectivité déléguante et constatées depuis le début de la période couverte par le contrat de délégation de service public en cours. Ces économies se rattachent à hauteur de 984 K€ à l'exercice 2021, 497 K€ à l'exercice 2020 et pour le reliquat à l'exercice 2019.

Le principe de continuité d'exploitation a été appliqué et aucun événement important n'est intervenu entre le 31 décembre 2021 et le CA de clôture des comptes.

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2021 dont le total est de 24 658 004 euros et au compte de résultat de l'exercice dont le total des produits est de 51 693 724 euros, et dégageant un résultat net comptable de 1 242 255 €.

Sommaire des tableaux annexes

1) Etat de l'actif immobilisé
2) Etat des amortissements
3) Etat des amortissements – Durées d'amortissement par familles d'immobilisations
4) Etat des provisions
5) Etat des créances et des dettes
6) Etat des créances & dettes des entreprises liées
7) Composition du capital
8) Ventilation du chiffre d'affaires (HT)
9) Précisions sur le rattachement des charges et produits et précisions sur certains postes du compte de résultat
10) Résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices
11) Effectif moyen de l'entreprise
12) Informations au titre de la crise sanitaire Covid-19

CHARGES

CHARGES D'EXPLOITATION

• POSTES «ACHATS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS» ET «AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES» :

Le Poste « Achats de matières premières et autres approvisionnements » (carburants, électricité de traction, huiles, pneumatiques, pièces de rechange véhicules, petites fournitures, etc...), net des variations de stocks, est de 3 324k€ en 2021 contre 2 988k€ en 2020, ce qui constitue une augmentation de 10,91 %.
Les dépenses « Autres achats et charges externes » représentent 16 438 k€ en 2021 contre 14 339k€ en 2020, ce qui constitue une hausse de 14,64 %.

L'évolution de ces divers postes entre 2020 et 2021 est principalement due aux impacts de la crise Covid-19 en 2020 entre les économies liées à la baisse de la production et les surcoûts des protocoles sanitaires :

- Le poste gazole augmente de 242 k€, dans un contexte de hausse de la consommation en raison de la reprise d'activité post Covid,
- Les achats divers diminuent de 237 k€,
- La sous-traitance augmente de 1 567 k€. Cette augmentation est la conséquence de la reprise d'activité en 2021 et des conséquences du sous-effectif généré par la crise Covid qui ne nous a pas permis d'assurer le recrutement et la formation des agents nécessaires,
- Les opérations marketing de catalogues et d'opérations de promotions augmentent de 194 k€.

• POSTE « IMPÔTS ET TAXES » :

Le poste « Impôts et Taxes » représente 1 102 k€ en 2021 contre 1 708 k€ en 2020 ; les principales évolutions sont les suivantes :
- La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises baisse de 177 k€ en lien avec la baisse de la valeur ajoutée,
- La Contribution Financière des Entreprises (CFE) baisse de 539 k€ en raison d'une provision constituée à la suite d'un redressement de nos bases de calcul 2017 et 2018 dans les comptes de 2020.

• POSTE « SALAIRES ET TRAITEMENTS » :

Le montant des « Salaires et traitements » s'est élevé, en 2021, à 19 426 k€ contre 18 183 k€ en 2020, en hausse de 6,83 %.
Cette évolution du poste « Salaires » s'explique notamment par la crise sanitaire qui a entraîné un décalage dans les embauches ainsi qu'une mise en place du chômage partiel en 2020.

• POSTE « CHARGES SOCIALES » :

Le montant des « Charges Sociales » s'est élevé, en 2021, à 8 934 k€ contre 8 154 k€ en 2020, en hausse de 9,56 %. L'année 2020 est marquée par les réductions de charges accordées dans le cadre du chômage partiel, 516k€ en 2020 contre 142k€ en 2021.

• POSTE « DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS » :

Le poste « Dotations aux Amortissements et Provisions » s'est élevé à 500 k€ en 2021 contre 552 k€ en 2020, soit une baisse de 52 k€.
Le poste « Provision pour risques et charges » est constitué essentiellement de provisions litiges prud'homaux.

• POSTE « AUTRES CHARGES » :

Le Poste « Autres charges » représente 54 k€ en 2021 contre 64,6 k€ en 2020.

CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières de 4 K€ sont constituées des frais de financement de la créance du CICE 2017 auprès de la Banque Publique d'Investissement,

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Le détail des charges exceptionnelles est donné à l'annexe N° 9.

PARTICIPATION DES SALARIÉS / IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les sociétés s'élève à 42k€ en 2021 contre à 0k€ en 2020.
La ventilation de l'impôt est donnée à l'annexe N° 9.1.
Le montant des amortissements non déductibles de l'IS : est de 3 925 €.

PRODUITS

PRODUITS D'EXPLOITATION

• LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION :

Le « Chiffre d'affaires » s'est élevé en 2021 à 49 940 k€ contre 45 392 k€ en 2020. Cette hausse provient de la reprise d'activité en 2021 contrairement aux impacts sur la production liée à la crise sanitaire en 2020. Il est à noter que le montant du forfait de charges retenu pour 2021 résulte d'échanges avec m2A.

La crise sanitaire s'est poursuivie en 2021 et ses conséquences sur notre contrat sont complexes au niveau de l'évaluation de notre engagement en matière de charges comme des recettes de ventes de titres collectées en mandat. L'avenant n° 1 a été signé en juillet 2021 et des discussions sont engagées pour de futurs avenants traitants des sujets de l'engagement de recettes, du forfait de charges et des économies réalisées.

Le Forfait de Charges (FC) 2020 de 43 440 k€ est passé, en 2021, à 47 580 k€. Les principales évolutions sont les suivantes :
- La régularisation de la CFE : + 487 K€
- La reprise de la production après la crise sanitaire : + 2 899 k€,
- L'actualisation 2021 : + 1 218 k€,
- La restitution d'aides et d'économies de charges pour un montant de : - 1 728 k€ contre 516 k€ en 2020,
- L'intéressement aux recettes est neutre en 2021 contre un malus de 750 k€ en 2020.

• REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES :

Les « Reprises sur provisions et transferts de charges » représentent 1 671 k€ en 2021 contre 1 160 k€ en 2020. Cette augmentation de 511 k€ provient essentiellement :
- De reprises de provisions pour litiges pour un montant de + 519 k€,
- De refacturations diverses pour -135k€, la fourniture de masques à m2A en 2020 représentait 155k€,
- L'augmentation des remboursements de frais de personnel de 218k€ est liée à l'évolution de la facturation des frais de formation à l'OPCO et des aides à l'embauche.

ANNEXE 1

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 596 051		27 520
Terrains	437 430		
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	1 170 787		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 494 147		
Installations générales, agenc., aménag.	100 140		
Matériel de transport	1 758 922		2 350
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 525 493		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 486 920		2 350
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	59 147		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	14 023		1 705
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	73 170		1 705
TOTAL GENERAL	9 156 142		31 575

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			2 623 571	
Terrains			437 430	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			1 170 787	
Installations techn., matériel et outillages ind		1 808	1 492 340	
Installations génér	mmt divers		100 140	
Matériel de transp		52 444	1 708 827	
Matériel de bureau	mobilier	29 265	1 496 228	
Emballages récup	s			
Immobilisations co	urs			
Avances et acomp				
IMMO	CORPORELLES	83 517	6 405 753	
Participations éva	quivalence			
Autres participatio			59 147	
Autres titres immo				
Prêts et autres im	ancières		15 728	
IMM	S FINANCIERES		74 875	
	OTAL GENERAL	83 517	9 104 200	

Le fonds de c… est constitué du droit au bail de l'agence commerciale de la Porte Jeune.

Les participat… constituées d'actions dans :

- La SAEML « STUCE » pour 9 147 € représentant 4% du capital social ; les capitaux propres s'élevaient au 31 décembre 2021 à 2 277 K€ y compris un résultat de 10 K€
- La SAS MULHOUSE MOBILITES pour 50 000 € constituée fin 2014 pour un début d'activité au 1er janvier 2015 et dont SOLEA détient 100% du capital social. Les capitaux propres s'élevaient au 31 décembre 2021 à 342 K€ y compris un résultat de 84 K€

Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique.

ANNEXE 2

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 016 544	176 175		2 192 719
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 016 544	176 175		2 192 719
Terrains	430 804	1 627		432 580
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	861 811	70 584		932 395
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 216 028	55 940	1 074	1 270 897
Installations générales, agenc. et aménag. divers	50 467	765		88 232
Matériel de transport	1 482 271	141 080	-47 082	1 576 513
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 376 938	63 452	-27 584	1 402 815
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 466 439	323 442	75 579	5 714 202
TOTAL GENERAL	7 482 983	499 617	75 579	7 906 921

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
	Dotations			Reprises		
Rubriques	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiels de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.
Frais établis.						
Fonds Cial						
Autres. INC.						
INCORPOREL.						
Terrains						
Constructions						
- sol propre						
- sol autrui						
- installations						
Install. Tech						
Install. Gén.						
Mat. Transp.						
Mat bureau						
Embal récup						
CORPOREL						
Acquis. titre						
TOTAL						

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

• AUTRES PRODUITS :

Les « Autres produits » sont stables de 14 k€ en 2021 contre 14 k€ en 2020.

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont nuls.

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le détail des produits exceptionnels est donné à l'annexe N° 9.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le compte de résultat fait ressortir au 31 décembre 2021 un bénéfice de 1 242 255 € contre un résultat de 580 411 € en 2020.

Nous n'avons pas d'événement postérieur à la clôture remettant en cause les résultats présentés. Toutefois, il est à noter que, si les montants de forfaits de charges sont issus de calculs provisoires, ils ont fait l'objet d'échanges avec m2A et que les montants définitifs ne devraient pas entraîner de régularisations significatives.



Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 12 décembre 2022
Conseil de l'agglomération du 12 décembre 2022

RETOUR OJ
90

ANNEXE 7

COMPOSITION DU CAPITAL

Le capital de 1 500 000 Euros est divisé en 100 000 actions ordinaires de 15€ à droit de vote simple.

Les principaux actionnaires au 31 décembre 2021 sont présentés par le tableau suivant :

Dénomination de l'actionnaire	Nombre d'actions	% du Capital
TRANSDEV S.A.	87 834	87,83%
RATP - Développement	0	0,00%
M2A (anciennement SITRAM)	10 000	10,00%
STUCE - Colmar	1 000	1,00%
Banques	800	0,80%
Chambre de Commerce de Mulhouse	236	0,24%
Industries et Privés	35	0,04%
Actions non délivrées	95	0,10%
Total	**100 000**	**100,00%**

Les comptes sont consolidés dans la Société :

TRANSDEV, Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 173 777 240,00 €, dont le siège social est situé 3 Allée de Grenelle, Immeuble Crystal, 92442 ISSY LES MOULINEAUX immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro d'inscription 542 104 377.

ANNEXE 8

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES

Nature	Montant	Variation 2021/2020
Prestations de services :		
Soléa - Facturées à l'Autorité Organisatrice	47 576 166	Facturation à m2A 10,02% (mandat recettes m2A)
Soléa - Autres prestations de services	556 068	20,95%
Sous total	**48 132 234**	**10,13%**
Autres produits :		
Ventes de produits résiduels et marchandises	57 327	-16,50%
Produits des activités annexes	1 807 474	7,04%
Sous total	1 864 801	6,12%
Chiffre d'affaire net	**49 997 035**	**9,98%**

ANNEXE 9

RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS 2021

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat courant	1 279 776	-339 141	940 635
Résultat exceptionnel	4 162	-1 103	3 059
Participation des salariés	0	0	0
Déductions/Réintégration	30 648	-8 122	22 526
Résultat imputé sur déficit antérieur	-1 157 293	306 683	-850 610
Résultat	**157 293**	**-41 683**	**115 610**

ANNEXE 9.1

CHARGES À PAYER

Dénomination de l'actionnaire	Nombre d'actions
Emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 277 796
Dettes fiscales et sociales	3 553 023
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes (dont avoir à établir M2A)	3 502 399
Total	**9 333 218**

ANNEXE 9.2

PRODUITS À RECEVOIR

Dénomination de l'actionnaire	Nombre d'actions
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Intérêts courus non échus sur dépôt à terme	0
Créances clients et comptes rattachés	3 528 725
Autres créances	361 268
Total	**3 889 993**

ANNEXE 3

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Durées d'amortissement par familles d'immobilisation

Les éléments d'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissements déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens. Les amortissements sont pratiqués suivant le mode linéaire ou dégressif et aux taux habituels dans la profession. La valeur nette comptable ainsi obtenue peut être considérée comme économiquement justifiée. Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, les amortissements fiscaux correspondant aux amortissements comptables. Le mode dégressif utilisé précédemment pour le matériel de bureau, le matériel informatique et les appareils automatiques a été abandonné au profit du mode linéaire pour les acquisitions ultérieures au 1er janvier 2011.

Nature des Immobilisations	Durée	Mode	Taux
Construction sur sol d'autrui	30 ans	linéaire	3,33%
Agencements des constructions	10 ans	linéaire	10%
Matériel et outillage	10 ans	linéaire	10%
Matériel de transport	10 ans	linéaire	10%
Matériel de transport	5 ans	linéaire	20%
Mobilier	10 ans	linéaire	10%
Matériel de bureau	5 ans	linéaire	20%
Appareils automatiques	5 ans	linéaire	20%



ANNEXE 4

ÉTAT DES PROVISIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	520 853	377 310	520 853	377 310
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	182 783	12 250		195 033
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	206 816	137 034	206 816	137 034
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**910 452**	**526 594**	**727 669**	**709 377**
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobils. financières				
Dépréciations stocks et en cours	76 112	88 397	76 112	88 397
Dépréciations comptes clients	1 465		1 465	
Autres dépréciations	4 101	4 663	4 101	4 663
DEPRECIATIONS	**81 678**	**93 060**	**81 678**	**93 060**
TOTAL GENERAL	**992 130**	**619 654**	**809 347**	**802 437**
Dotations et reprises d'exploitation		619 654	809 347	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

La part utilisée des reprises de provisions pour risques et charges s'élève à 49 K€.

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré constitué d'une provision en fonction de la date du dernier mouvement allant de 20% à 100%

ANNEXE 9.3

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Nature	Montant	Total
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion :		0
- Pénalités sur marchés	0	
- Pénalités et amendes fiscales et pénales	0	
- Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice	0	
- Rappels d'impôts	0	
- Autres charges exceptionnelles	0	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés :		7 838
- Immobilisations Incorporelles	0	
- Immobilisations Corporelles	7 838	
- Immobilisations Financières	0	
- Autres éléments d'actif	0	
Autres charges exceptionnelles :		0
- Malis provenant de clauses d'indexation	0	
- Lots	0	
- Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et d'obligations émises par elle-même	0	
Dotations aux provisions règlementées (Immobilisations) :		0
- Amortissements dérogatoires	0	
- Provisions pour investissements	0	
Dotations au[illegible]s règlementées (Stocks) :		0
- Provisio[illegible]se de prix	0	
- Provisio[illegible]ation des cours	0	
Dotations au[illegible]ovisions règlementées :		0
Dotations au[illegible]s pour dépréciation des éléments financiers :		0
(Valeurs n[illegible] placement)		
Dotations au[illegible]s pour risques et charges exceptionnels :		0
	Total	7 838

ANNEXE 9.4

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature	Montant	Total
Produits exceptionnels sur opérations de gestion :		0
- Débits et pénalités perçus sur achats et ventes	0	
- Libéralités reçues	0	
- Rentrées sur créances amorties	0	
- Dégrèvements d'impôts	0	
- Autres produits exceptionnels	0	
- Dommages Accidents CTX	0	
Produits des cessions d'éléments d'actif :		12 000
- Immobilisations Incorporelles	0	
- Immobilisations Corporelles	12 000	
- Immobilisations Financières	0	
- Autres éléments d'actif	0	
Quote-part de subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice :		0
Reprises sur provisions règlementées (Immobilisations) :		0
- Amortissements dérogatoires	0	
- Provisions pour investissements	0	
Reprises sur provisions règlementées (Stocks) :		0
- Provisions pour hausse de prix	0	
- Provisions pour fluctuation des cours	0	
Reprises sur autres provisions règlementées :		0
Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels:		0
Reprises sur provisions pour dépréciations exceptionnelles :		0
	TOTAL	12 000

ANNEXE 5

ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	15 726	1 500	14 226
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	8 972 298	8 972 298	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	175 103	175 103	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	253 103	253 103	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 064 017	1 064 017	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	483 819	483 819	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	85 175	85 175	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	637 732	637 732	
Charges constatées d'avance	302 766	301 462	1 304
TOTAL GENERAL	**11 489 804**	**11 474 269**	**15 530**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 007 820	4 007 820		
Personnel et comptes rattachés	2 009 836	2 009 836		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 629 834	1 629 834		
Etat : impôt sur les bénéfices	41 683	41 683		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	221 037	221 037		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	461 071	461 071		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	135 262	135 262		
Groupe et associés	1 220	1 220		
Autres dettes	4 129 492	4 129 492		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 955 834	3 955 834		
TOTAL GENERAL	**16 592 782**	**16 592 782**		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	29 686			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

ANNEXE 6

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS (*)

POSTES	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES (en K€)	
	liées (intragroupes)	avec lesquelles la société a un lien de participation (M2A)
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	50	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Avances et acomptes sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	238	7 572
Autres créances		150
Capital souscrit appelé non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	634	
Autres dettes		3 930
Produits de participation		
Autres produits financiers		
Charges financières		

(*) à partir de 10 % du capital

La participation relative à une entreprise liée est constituée de la SAS Mulhouse Mobilités pour 50 000 € et dont Soléa détient 100% du capital social ainsi que de la société mère TRANSDEV.

RETOUR OJ 91

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) PV du 12 décembre 2022

Conseil de agglomération du 12 décembre 2022



Soléa

97 rue de la Mertzau | BP 31448
68063 MULHOUSE Cedex
03 69 66 77 77
contact@soolea.info

soolea.info

cactus - agence-cactus.fr

ANNEXE 10

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
1 - Capital en fin d'exercice :					
Capital social	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Nombre des actions ordinaires existantes	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
2 - Obligations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	13 116 834	13 770 329	49 394 228	45 461 126	49 997 034
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	205 989	206 806	541 793	1 262 875	1 593 861
Impôts sur les bénéfices (1)	0 (1)	0 (1)	0 (1)	0 (1)	41 683 (1)
Participation des salariés due au titre de l'exercice (2)	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	648 067	404 230	-189 412	580 412	1 242 255
Résultat distribué	100 000	100 000	670 000	0	0
3 - Résultat par action :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	13,56	12,71	5,43	12,63	15,52
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6,48	4,04	-1,89	5,80	12,42
Dividende attribué à chaque action	1	1	6,70	0,00	0,00
4 - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	629 (*)	608 (*)	599 (*)	577 (*)	592 (*)
Montant de la masse salariale de l'exercice	20 016 666	20 099 263	20 159 616	18 183 278	19 426 453
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale oeuvres sociales)	10 159 017	9 829 308	9 516 051	8 153 997	8 933 641
(*) Effectif en équivalent temps complet.					

ANNEXE 11

EFFECTIF MOYEN DE L'ENTREPRISE

Catégorie	Cadres	Agent de maîtrise et Techniciens	Employés	Conducteurs ou ouvriers	2021		2020	
					Total	Total Conversion	Total	Total Conversion
Total	**16,00**	**90,50**	**16,92**	**469,42**	**592,84**	**582,63**	**580,00**	**568,96**

Calcul des effectifs en équivalences présents, c'est à dire : tout personnel confondu y compris les agents en longue maladie, en congé sabbatique, en congés parental, en congés sans solde.

Le montant des engagements donnés, en matière de primes de départ à la retraite, s'élève au 31 décembre 2021 à 2 516 999€

Le montant brut des engagements donnés en matière de primes de départ à la retraite s'élève au 31 décembre 2021 à 3 265 K€ et le montant non externalisé s'élève à 2 517 K€

Hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraite :

Âge de cessation d'activité :
Cadres 64 ans, TAM 62 ans, Emp. / Ouv. 62 ans
Taux de charges patronales : 42% Taux annuel d'actualisation inflation comprise : 0,60%
Évaluation annuelle des salaires :
Cadres 1% TAM 0,50% Emp. / Ouv 0,50%
Taux annuel d'inflation : 1,75%

Les engagements sont évalués selon le calcul dit « à l'infini ». Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminées en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié par application d'une méthode tenant compte d'hypothèses d'évolution de salaires, d'espérance de vie et de taux de rotation du personnel, conformément aux principes retenus dans le groupe Transdev.

Mention concernant les rémunérations des dirigeants : l'information reste confidentielle.

HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires versés en 2021 aux Commissaires Aux Comptes s'élèvent à 40,7 K€.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

La société n'a pas d'engagements hors bilan autres que ceux en matière de primes de départ à la retraite, mentionnés au paragraphe ci-dessus (tableau effectifs).

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
DV du 12 décembre 2022
Conseil d'agglomération du
12 décembre 2022

RETOUR OJ

ANNEXE 12

INFORMATION AU TITRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

L'activité de l'entreprise a été impactée par la crise sanitaire tout au long de l'année 2021 et plus spécifiquement lors de la période de confinement du mois d'avril. La fréquentation reste en retrait par rapport à son nominal avant crise. L'offre de transport a été adaptée une partie de l'année aux contraintes réglementaires imposées par la crise sanitaire avant de retrouver progressivement 100% de ses moyens.

Cependant, les efforts d'économies et d'adaptation réalisés par la société, les mesures de soutien de l'Etat dont elle a pu bénéficier ont permis d'atténuer son impact dans les comptes, sur sa trésorerie ainsi que sa continuité d'exploitation.

Cette baisse d'activité exceptionnelle liée au confinement et aux restrictions sanitaires ainsi que les perspectives d'une crise sanitaire affectant encore pour une période incertaine l'année 2022 ne remettent pas en cause l'hypothèse d'arrêté des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 selon le principe de la continuité d'exploitation.

Cette hypothèse résulte de l'analyse d'un scénario central dans lequel les ajustements de rémunération des services se font sur une base équilibrée avec les autorités organisatrices de transport et que leur règlement n'est pas suspendu durant la crise sanitaire.

Enfin, afin de préserver la situation de trésorerie la société n'a pas distribué de dividendes en 2020 et 2021.



M. le Président : Nous passons au point 7, il s'agit du rapport d'activité pour l'année 2021 de SOLEA. Yves GOEPFERT.

M. GOEPFERT : Oui monsieur le Président, mes chers collègues. Vous le savez, l'exploitation des transports publics est confiée par DSP à la SEM SOLEA, qui bien entendu en tant que délégataire produit chaque année un rapport complet qui retrace ses opérations affirmant l'exécution de cette délégation de service public. L'année 2020 bien sûr fortement impactée par la crise sanitaire. En 2021 ça va un peu mieux mais je donnerai lecture de quelques chiffres importants. En 2021 toujours l'impact de la crise sanitaire mais je vous rappelle la mise en place de couvre-feux, au 1er semestre, avec la fermeture d'établissements scolaires en avril 2021 et incitation forte au télétravail. Le réseau de transport a été adapté systématiquement et je vous rappelle par exemple le service temporaire « Filéa Pro » qui a été mis en place du 25 décembre 2020 au 8 juin 2021. Par ailleurs, SOLEA a participé à l'action Vacci'bus, que vous connaissez tous, qui a permis de nous déplacer dans toutes les collectivités au but de vaccination. L'évolution de l'offre et de la fréquentation, plusieurs modifications de lignes sont intervenues en 2021. Je prends la ligne C7 qui a été prolongée jusqu'au nouveau terminus Lesage, en janvier 2021. A la demande de la mairie de Riedisheim, la ligne 11 a été déviée rue de Habsheim, à Riedisheim, et la ligne C6 a été prolongée jusqu'à l'arrêt Espale en septembre 2021. Pour les tarifs, ils n'ont pas changé en 2021. Suite bien sûr à une décision de Mulhouse Alsace Agglomération et conformément à la loi d'orientation des mobilités, m2A a décidé d'accorder la gratuité aux personnes qui accompagnent les titulaires d'une carte « mobilité inclusion ». Les recettes commerciales ont augmenté de 6,3 %, en 2021, par rapport à 2020 avec une progression de 16,3 % pour les titres occasionnels. Cela dit on est encore loin du niveau de recettes de 2019 qui, si vous le voulez bien, nous sert de référence. Pour les ressources humaines : aujourd'hui le nombre de personnes est stable. On peut noter que l'absentéisme est en légère baisse en 2021 (10,55 contre 12,02 en 2020). Le rapport financier : les charges d'exploitation s'élèvent à, je vais les arrondir, 50 400 000 €, en hausse de 3 977 000 €, et les recettes d'exploitation à 51 680 000 €, j'arrondis, en hausse de 4 627 000 €. Au final, le compte de résultat de l'année 2021 fait ressortir un excédent de 1 242 255 €. Voilà à titre d'information.

M. le Président : Merci. Y a -t-il des questions ? J'en profite pour saluer la présence dans la salle de la présidente Christiane ECKERT et du directeur Alexis STEYAERT, toujours fidèles à nos conseils d'agglomération. Pas de question ? Le conseil d'agglomération prend acte de la présente communication. Merci. Pardon il y a une question ? M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Ce que je voudrais dire c'est que ce rapport très coloré est une invitation à un voyage organisé sous le soleil, par ces temps difficiles. Lorsque je l'ai regardé, comme vous tous, on a pu apprécier la qualité de la forme. Mais sous le clinquant de la forme, je voudrais quand même ajouter la réalité pour le délégataire qui a délégation de service public. La réalité c'est que ce service public pèse lourd sur les épaules des salariés avec des salaires qui restent contenus en dessous du seuil de l'inflation, largement, avec des pressions qui se manifestent par du stress, qui se manifestent par toute une série de conséquences, de telle sorte que ces métiers sont de moins en moins attractifs. D'autre part le service public n'est pas aussi bien rendu qu'il n'y paraît. Il y a un certain nombre d'usagers qui s'en plaignent de façon régulière, tant en termes

de cadence qu'en termes de possibilité de joindre telle ou telle desserte de l'agglomération. Sans doute, il y a aussi un effort à fournir de ce côté. Ce que je voudrais dire enfin, c'est que l'autorité administrative c'est-à-dire m2A, c'est-à-dire nous, devrait commencer à réfléchir et à penser en vue d'une éventuelle délégation à renouveler en 2024, que SOLEA n'est pas forcément le partenaire idéal et que des alternatives existent. Merci M. le Président.

M. le Président : Merci M. SIMEONI. On prend acte de la présente communication et je vous remercie les uns et les autres.

Le Conseil d'Agglomération prend acte de la présente communication.

8° CREATION D'UNE REGIE A SEULE AUTONOMIE FINANCIERE POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2023 (06/5.7.9/923C)

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite Loi NOTRe, complétée par la loi Ferrand-Fesneau du 3 août 2018, et la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération s'est vu transférer la gestion du service public de l'eau potable au titre de ses compétences obligatoires au 1er janvier 2020.

Par délibération du 14 décembre 2020, Mulhouse Alsace Agglomération a délégué, conformément à l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales, la compétence eau aux communes et syndicats jusqu'au 31 décembre 2022. Cela s'est traduit par la signature de conventions de délégation de la gestion de la compétence eau aux communes et aux syndicats infracommunautaires.

Cette période de transition de deux ans a permis de préciser, en lien avec les services de la préfecture et de la Direction départementale des finances publiques (DDFIP) du Haut-Rhin, l'ensemble des opérations à mettre en œuvre dans le cadre de ce transfert de compétence sur les plans humains, budgétaire et financier et d'organiser l'avenir à savoir la création d'une régie communautaire.

A compter du 1er janvier 2023, Mulhouse Alsace Agglomération exercera directement en régie la compétence eau sur le territoire de l'ensemble des communes de l'agglomération à l'exception :
- de la commune de Wittenheim (production et distribution) et du syndicat à vocation unique d'alimentation en eau potable Bassin potassique Hardt (partie production), qui ont sollicité une délégation de compétence,
- des communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim, toutes quatre membres du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) Heimsbrunn et environs, situé à cheval sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération et de la Communauté de Communes Sundgau.

Par conséquent, afin d'assurer la gestion de la compétence eau potable, il est envisagé de créer une régie communautaire à simple autonomie financière dite régie autonome selon le projet de statuts ci-après annexé.

La régie communautaire aura les missions suivantes :
- la production d'eau par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine conformément à l'article L. 2224-7 du Code général des collectivités territoriales ;
- la gestion clientèle du service d'eau potable ;
- la réalisation des travaux et des contrôles techniques rendus nécessaires par ses interventions ;
- les études relatives à la gestion de l'eau potable.

Le projet de statuts, précise, outre l'objet de la régie, les compétences qui restent du ressort du Président de Mulhouse Alsace Agglomération et du Conseil d'Agglomération, et celles relevant du Conseil d'exploitation de la régie nouvellement créée.

Il fixe également la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil d'exploitation et énumère les fonctions du directeur.

Le siège de la régie communautaire sera situé 61 rue de Thann à Mulhouse.

La dotation initiale estimée à 79 416 340 € est constituée par le transfert des fonds de roulement des différents budgets des communes et syndicats intercommunaux dissous au 1er janvier 2023.

Par délibération du 30 septembre 2019, le Conseil d'Agglomération a approuvé la création du budget annexe correspondant, à titre de mesure préparatoire.

En outre, en vertu de l'article L 2224-12 du code général des collectivités territoriales, il appartient à Mulhouse Alsace Agglomération d'établir un règlement de service des eaux.

Conformément à l'article L5211-5 du code général des collectivités territoriales, Mulhouse Alsace Agglomération se substituera de plein droit aux communes et syndicats dans leurs règlement de service des eaux en vigueur à la date du 1er janvier 2023.

Le Comité technique et la commission consultative des services publics locaux ont été consultés respectivement à la date du 17 novembre 2022 et du 24 novembre 2022 sur le projet de création de la régie communautaire.

En plus des statuts, une charte de gouvernance ci-annexée a été élaborée pour fixer les principes fondateurs du transfert de la compétence eau et donner les orientations générales de son exercice par la régie communautaire. Elle aborde également les aspects humains, organisationnels et budgétaires du transfert. La charte acte ainsi une gouvernance reposant sur la représentativité de toutes les communes membres et sur 5 secteurs géographiques, pilotés par des animateurs à travers des conférences territoriales dans un souci de proximité et de lien permanent avec le terrain. Les animateurs seront nommés après la création de la régie par le Président de Mulhouse Alsace agglomération par l'intermédiaire d'une lettre de mission spécifique. Une annexe de la charte de gouvernance, personnalisée (modèle ci-joint), sera adaptée à chaque commune en fonction de sa situation propre.

Ainsi, en application de l'article L.1412-1 du CGCT, après avis favorables du Comité Technique en date du 17 novembre 2022 et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 24 novembre 2022, après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération décide :

- de créer, pour gérer le service public de l'eau potable, une régie communautaire dotée de la seule autonomie financière dénommée « Régie de l'Eau m2A »,
- de fixer la date de création de la régie communautaire au 1er janvier 2023,
- de fixer la dotation initiale de la régie à un montant de 79 416 340 €,
- d'approuver le projet de statuts de la régie communautaire ci-après annexé,
- d'approuver le projet de charte de gouvernance ci-annexé,
- de confirmer la création d'un budget annexe dénommé budget « Budget annexe de l'Eau » doté de l'autonomie financière à la date du 1er janvier 2023,
- de fixer le siège de la régie communautaire au 61 rue de Thann à Mulhouse,
- de désigner sur proposition du Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Denis Parmentier, pour assurer les fonctions de Directeur de la régie communautaire,
- de désigner sur proposition du Président de Mulhouse Alsace Agglomération les membres du Conseil d'agglomération suivants pour siéger au Conseil d'exploitation au titre du premier collège (25 représentants conseillers communautaires ou suppléants) : Pierre Logel (Baldersheim), Roland Onimus (Bantzenheim), Maurice Guth (Battenheim), Jean-Paul Julien (Bollwiller), Antoine Viola (Brunstatt-Didenheim), Hugues Hartmann (Chalampé), Pierrette Kempf (Dietwiller), Gilbert Fuchs (Habsheim), Thierry Engasser (Hombourg), Jean-Marie Girardin (Illzach), Michel Cheray (Kingersheim), Rémy Neumann (Lutterbach), René Isselé (Morschwiller-le-Bas), Maryvonne Buchert (Mulhouse), Jean-Marie Behe (Ottmarsheim), Jean-Marc Ginder (Petit-Landau), Francis Hillmeyer (Pfastatt), Christophe Toranelli (Pulversheim), Alain Leconte (Reiningue), Vincent Hagenbach (Richwiller), Loic Richard (Riedisheim), Francis Dussourd (Ruelisheim), Benoit Bergdoll (Steinbrunn-le-Bas), Jean-Claude Mensch (Ungersheim), Philippe Sturchler (Zimmersheim),
- de désigner sur proposition du Président de Mulhouse Alsace Agglomération les membres suivants pour siéger au sein du Conseil d'exploitation au titre du deuxième collège (9 représentants des communes non élus au sein du conseil communautaire) : André Schmidt (Berrwiller), Christophe Six (Bruebach), Gilbert Iffrig (Eschentzwiller), Jean Tome (Feldkirch), Rémy Ast (Niffer), Jean Kimmisch (Rixheim), Guy Omeyer (Sausheim), Agnès Klakosz (Staffelfelden), Claude Weiss (Wittelsheim),
- de désigner sur proposition du Président de Mulhouse Alsace agglomération les membres suivants pour siéger au Conseil d'exploitation au titre du troisième collège (partenaires non élus) : un représentant du conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération, un représentant de la chambre d'agriculture, un représentant d'Alsace Nature, un représentant de l'association de consommateurs « Consommation

Logement et Cadre de Vie Union Départementale du Haut-Rhin » (CLCV UD 68,

- d'inviter de manière permanente aux réunions du conseil d'exploitation de la régie communautaire un représentant du SIVU SAEP Bassin Potassique Hardt, un représentant du SIAEP Heimsbrunn et environs, un représentant du SIAEP Ensisheim, Bollwiller et environs et un représentant du SIAEP Bantzenheim Rumersheim (sans voix délibérative),
- d'adopter au 1er janvier 2023, par voie de substitution les règlements du service des eaux des communes et syndicats en vigueur antérieurement,
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer toutes les pièces administratives et contractuelles nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

PJ : (2)
- projet de statuts de la régie communautaire,
- projet de charte de gouvernance.

Mulhouse Alsace Agglomération

STATUTS

REGIE AUTONOME D'EAU POTABLE DE M2A

Avec simple autonomie financière

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1
STATUT JURIDIQUE

La régie nommée « Régie de l'Eau m2A » est organisée sous la forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L. 1412-1 ainsi que L. 2221-1 à 9 et L. 2221-11 à 14, R.2221-1 à 17 et R.2221-63 à 94, complétés par les dispositions des présents statuts.

La régie est créée et, les statuts adoptés, par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022. Elle est administrée, sous l'autorité du Président de Mulhouse Alsace Agglomération, par le Conseil d'Exploitation, son Bureau, son Président et son Vice-Président ainsi qu'un Directeur.

La régie dotée de la seule autonomie financière n'a pas de patrimoine propre : ses biens appartiennent à la Communauté d'Agglomération (patrimoine d'affectation).

Les marchés passés par la régie sont soumis aux règles des contrats publics, ils sont passés par la Communauté d'Agglomération. m2A se substitue de plein droit aux communes et syndicats, pour les contrats en cours au 1er janvier 2023.

ARTICLE 2
OBJET

Dans le cadre des règles en vigueur, la régie a pour compétence :

- La production d'eau par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine conformément à l'article L. 2224-7 du CGCT ;
- La gestion clientèle du service d'eau potable ;
- La réalisation des travaux et des contrôles techniques rendus nécessaires par ses interventions ;
- Les études relatives à la gestion de l'eau potable.

ARTICLE 3
SIEGE

Le siège de la régie est situé à l'adresse suivante :

61 rue de Thann à Mulhouse

Les membres du Conseil d'Exploitation pourront se réunir valablement, au siège de la régie ou dans une salle mise à disposition par l'agglomération ou une des communes membres de la régie communautaire.

ARTICLE 4
PERIMETRE

Les compétences de la régie s'exercent, à sa création sur le territoire des 34 communes suivantes :

- Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Habsheim, Hombourg, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim et Zimmersheim.

Le périmètre de la régie pourra être modifié, notamment pour permettre l'intégration de nouvelles communes. Cette modification du périmètre nécessitera une modification des présents statuts.

CHAPITRE 2 – ORGANISATION DE LA REGIE

La régie obéit aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux régies dotées de la seule autonomie financière gérant des services publics industriels et commerciaux.

Mulhouse Alsace Agglomération, en sa qualité d'Autorité Organisatrice du service public de l'eau potable, coordonne la politique globale liée à cette compétence. A ce titre elle définit les priorités stratégiques à moyen et long terme, sur la base notamment du schéma Directeur.

ARTICLE 5
LE REPRESENTANT LEGAL

Le Président de Mulhouse Agglomération est le représentant légal de la régie dotée de la seule autonomie financière et il en est l'ordonnateur. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Agglomération. Il présente au Conseil d'Agglomération le budget et le compte administratif.

Il peut sous sa responsabilité et sa surveillance déléguer sa signature au Directeur de la régie communautaire pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Par dérogation à l'article R. 2221-74 du CGCT, il nomme et révoque les agents et employés de la régie.

ARTICLE 6
COMPETENCES DU CONSEIL D'AGGLOMERATION

Le Conseil d'Agglomération, après avis du Conseil d'Exploitation :

- Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes et les investissements ;
- Entérine les politiques tarifaires en lien avec les objectifs du schéma directeur ;
- Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin au cours de l'exercice ;
- Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- Fixe les taux des redevances dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4 du CGCT ;
- Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- Autorise le Président à intenter ou soutenir des actions judiciaires, à accepter les transactions.

CHAPITRE 3 – LE CONSEIL D'EXPLOITATION

ARTICLE 7
COMPETENCES

Le Conseil d'Exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil d'Agglomération ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les statuts.

Il est obligatoirement consulté par le Président sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Conseil d'Exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente au Président toutes propositions utiles.

Il rend des avis (article R.2221-72 du CGCT) permettant à l'Autorité organisatrice d'élaborer des délibérations à soumettre au Conseil d'Agglomération en vue de voter sur toutes les questions relevant de sa compétence (priorisation des investissements, proposition budgétaire, harmonisation tarifaire, etc – Cf article 6).

ARTICLE 8
COMPOSITION

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par délibération du Conseil d'Agglomération. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-8 du CGCT, le Conseil d'Exploitation sera composé de 38 membres titulaires :

- Premier collège : 25 (deux tiers) représentants de la Communauté d'Agglomération (conseillers communautaires ou suppléants), devant détenir la majorité des sièges du Conseil d'Exploitation conformément aux dispositions de l'article R. 2221-6 du CGCT ;

- Deuxième collège : 9 représentants (maires, adjoints au maire, conseillers municipaux) des communes membres de la régie, et non obligatoirement membres du Conseil d'Agglomération ;

- Troisième collège : 4 représentants répartis de la manière suivante :
  - 1 représentant du conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération,
  - 1 représentant d'Alsace Nature,
  - 1 représentant de la Chambre d'agriculture Alsace,
  - 1 représentant de l'Union Départementale du Haut-Rhin de l'association Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV UD 68)

Ces 4 représentants ne peuvent être membres du Conseil d'Agglomération.

A ces trois collèges, s'ajoutent des invités permanents sans voix délibérative, non pris en compte dans le calcul du quorum :

- 1 représentant du SIVU SAEP Bassin Potassique/Hardt,
- 1 représentant du SIAEP Heimsbrunn et Environs,
- 1 représentant du SIAEP Ensisheim, Bollwiller et Environ,
- 1 représentant du SIAEP Bantzenheim Rumersheim.

Parmi les membres du Conseil d'Exploitation, 5 animateurs de secteur seront désignés par le Président du Conseil d'Agglomération.

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés pour une durée ne pouvant excéder la limite de durée du mandat communautaire, mais peuvent, individuellement, être remplacés à tout moment par le Conseil d'Agglomération.

En cas de démission ou de décès d'un membre, il est procédé dans les plus brefs délais à son remplacement. Le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil d'Agglomération.

Le renouvellement, à l'issue du mandat communautaire, est opéré dans les mêmes conditions que la désignation initiale.

ARTICLE 9
PRESIDENCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2221-9 du CGCT, le Conseil d'Exploitation élit en son sein son Président et un Vice-Président.

Le Président sera un représentant élu de la Communauté d'Agglomération.

La durée du mandat du Président et du Vice-Président est identique à celle du mandat des autres membres.

Le Président peut déléguer certaines de ses fonctions, par arrêté, au Vice-Président.

Les règles de suppléance du Président sont celles applicables en droit commun.

ARTICLE 10
BUREAU

Le bureau du Conseil d'Exploitation est composé du Président et de son Vice-Président ainsi que des animateurs de secteurs. Il se réunit sur l'initiative du Président du Conseil d'Exploitation et au minimum une fois par trimestre pour examiner les remontées du terrain exprimées par les animateurs et faire le lien avec l'autorité organisatrice.

Le Directeur de la Régie et l'Autorité Organisatrice sont invités aux réunions du Bureau.

ARTICLE 11
ROLE DES ANIMATEURS

Les 5 animateurs de secteur désignés par le Président du Conseil d'Agglomération ont pour missions :

- D'animer leur conférence territoriale de secteur en réunissant les représentants des communes aussi souvent que nécessaire,
- De faire remonter les demandes et difficultés observées sur le terrain,
- Recenser les investissements à réaliser dans l'année voire au-delà.

Les animateurs de secteur sont chargés de transmettre ces informations à l'Autorité Organisatrice via leur participation au Bureau.

ARTICLE 12
REUNIONS DU CONSEIL D'EXPLOITATION

Le Conseil d'Exploitation se réunit au moins une fois par trimestre (article R 2221-9 du CGCT) sur convocation du Président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

Toute convocation est faite par le Président du Conseil d'Exploitation. Elle est adressée par écrit (mail ou lettre à domicile), au minimum cinq jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par décision du Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Les séances du Conseil d'Exploitation ne sont pas publiques. Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des membres. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Conseil d'Exploitation ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié des membres en exercice assiste à la séance. Quand, après la première convocation, à trois jours au moins d'intervalle, le Conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération lors de la deuxième séance est valable quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil désigne en son sein un secrétaire de séance. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Président.

ARTICLE 13
STATUT DES MEMBRES

Les fonctions de membre du Conseil d'Exploitation sont gratuites.

Toutefois, lorsqu'un membre du Conseil d'Exploitation se verra confier une mission par le Conseil d'Exploitation, les frais induits seront remboursés par la régie au vu de justificatifs.

CHAPITRE 4 – LE DIRECTEUR

ARTICLE 14
NOMINATION

Le Directeur de la régie est désigné par délibération du Conseil d'Agglomération et nommé par le Président dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-11 du CGCT. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Le Directeur est un agent public. Sa rémunération est fixée par le Conseil d'Agglomération, sur proposition du Président, après avis du Conseil d'Exploitation.

ARTICLE 15
COMPETENCES

Le Directeur assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet :

- Il prépare le budget ;
- Il procède, sous l'autorité du Président du Conseil d'Exploitation, aux ventes et aux achats courants ;
- Il propose la nomination et la révocation des agents et employés de la régie au Président de Mulhouse Agglomération ;
- Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le Président.

Le Directeur informe, au moins une fois par an, le Conseil d'Exploitation du fonctionnement du service.

Il organise ses services afin d'apporter une réponse opérationnelle au plus proche du terrain dans un souci de réactivité et de maintien de la qualité du service public rendu à l'usager.

CHAPITRE 5 – REGIME FINANCIER

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GENERALES

Les règles de la comptabilité publique sont applicables à la régie.

Les recettes et les dépenses d'exploitation et d'investissement de la régie font l'objet d'un budget annexe de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 17
LE COMPTABLE

Le comptable public de la régie est celui de la Communauté d'Agglomération.

Toutefois, lorsque les recettes annuelles d'exploitation excèdent 76 225 euros, ces fonctions peuvent être confiées, conformément aux dispositions de l'article R. 2221-76 du CGCT, à un agent comptable par délibération du Conseil d'Agglomération prise après avis du Conseil d'Exploitation et du trésorier-payeur général. Il est nommé par le Préfet sur proposition du Président du Mulhouse Alsace Agglomération.

Le comptable public de la régie (Service de Gestion Comptable) est seul chargé de poursuivre le recouvrement des recettes de la régie, ainsi que d'acquitter les dépenses, jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Il tient la comptabilité de la régie conformément au plan comptable M49 applicable au service public d'eau potable. Les dotations aux amortissements et aux provisions sont liquidées selon les dispositions et les durées d'usage applicables aux entreprises commerciales du même secteur d'activité et conformément à la délibération prise par le Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022.

ARTICLE 18
DOTATION INITIALE ET AVANCE

A la date de création de la régie, les créances et les dettes figurant dans le budget de la Communauté d'Agglomération pour les activités exercées par la régie sont transférées au budget de celle-ci. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale.

La dotation initiale fixée à 79 416 340 € s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves. L'ensemble de ces apports constitue la dotation initiale de la régie.

Les fonds de la régie sont déposés auprès du Trésor Public.

ARTICLE 19
BUDGET

Le budget annexe de la régie communautaire est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la Communauté d'Agglomération. Il peut être modifié dans les mêmes formes.

Il est préparé par le Directeur et voté par le Conseil d'Agglomération.

ARTICLE 20
PRESENTATION DU BUDGET

Le budget de la régie se divise en deux sections :

- La section d'exploitation dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- La section d'investissement dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

La présentation détaillée de chaque section est conforme aux dispositions des articles R.2221-86 à 90 du CGCT.

ARTICLE 21
CLOTURE D'EXERCICE

A la fin de chaque exercice et après inventaire, le comptable prépare le compte financier. L'ordonnateur vise le compte financier. Il le soumet pour avis au Conseil d'Exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la régie au cours du dernier exercice.

Le compte financier est présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération au Conseil d'Agglomération qui l'arrête.

ARTICLE 22
AFFECTATION DU RESULTAT COMPTABLE

Sur proposition de l'ordonnateur, le Conseil d'Agglomération délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget, dans le respect des règles fixées par l'article R.2221-90 du CGCT.

CHAPITRE 6 – FIN DE LA REGIE

ARTICLE 23
CESSATION D'ACTIVITE

La régie communautaire cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération qui détermine la date à laquelle prennent fin ses opérations.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

ARTICLE 24
LIQUIDATION

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération est chargé de procéder à la liquidation de la régie communautaire. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.

Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la Communauté d'Agglomération.

A Mulhouse, le

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération

Fabian JORDAN

CHARTE DE GOUVERNANCE

Pour le transfert de la compétence Eau à la régie communautaire de m2A

Préambule

L'eau est un bien commun précieux et inaliénable. En tant que droit humain fondamental, l'accès à une eau potable constitue un enjeu majeur pour notre territoire.

L'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales attribue, à titre obligatoire, la compétence « eau » aux communautés d'agglomération depuis le 1er janvier 2020. Mulhouse Alsace Agglomération exerce la compétence depuis cette date et a décidé de la déléguer provisoirement aux communes et syndicats jusqu'au 31 décembre 2022.

Dans un esprit de responsabilité et de solidarité territoriale de l'ensemble des parties prenantes, Mulhouse Alsace Agglomération, Autorité Organisatrice, exerçant la compétence sur tout le territoire a décidé de créer une régie communautaire à compter du 1er janvier 2023.

Toutes les communes de l'agglomération y adhèrent à l'exception de :

- La commune de Wittenheim (distribution) et le SIVU SAEP BP/Hardt (production), qui ont sollicité une subdélégation,
- Les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim, membres du SIAEP Heimsbrunn et environs, à cheval sur le territoire de m2A et de la Communauté de Communes Sundgau.

Les principes et les orientations présentés ci-dessous guideront l'installation de la régie communautaire et son fonctionnement à partir du 1er janvier 2023. Ils sont inspirés des débats et échanges ayant eu lieu, depuis début de l'année 2022, dans les différentes instances de l'agglomération (réunions de direction, conférences des maires, rencontres bilatérales ou en groupe avec les communes et syndicats).

Principes fondateurs du transfert de la compétence eau

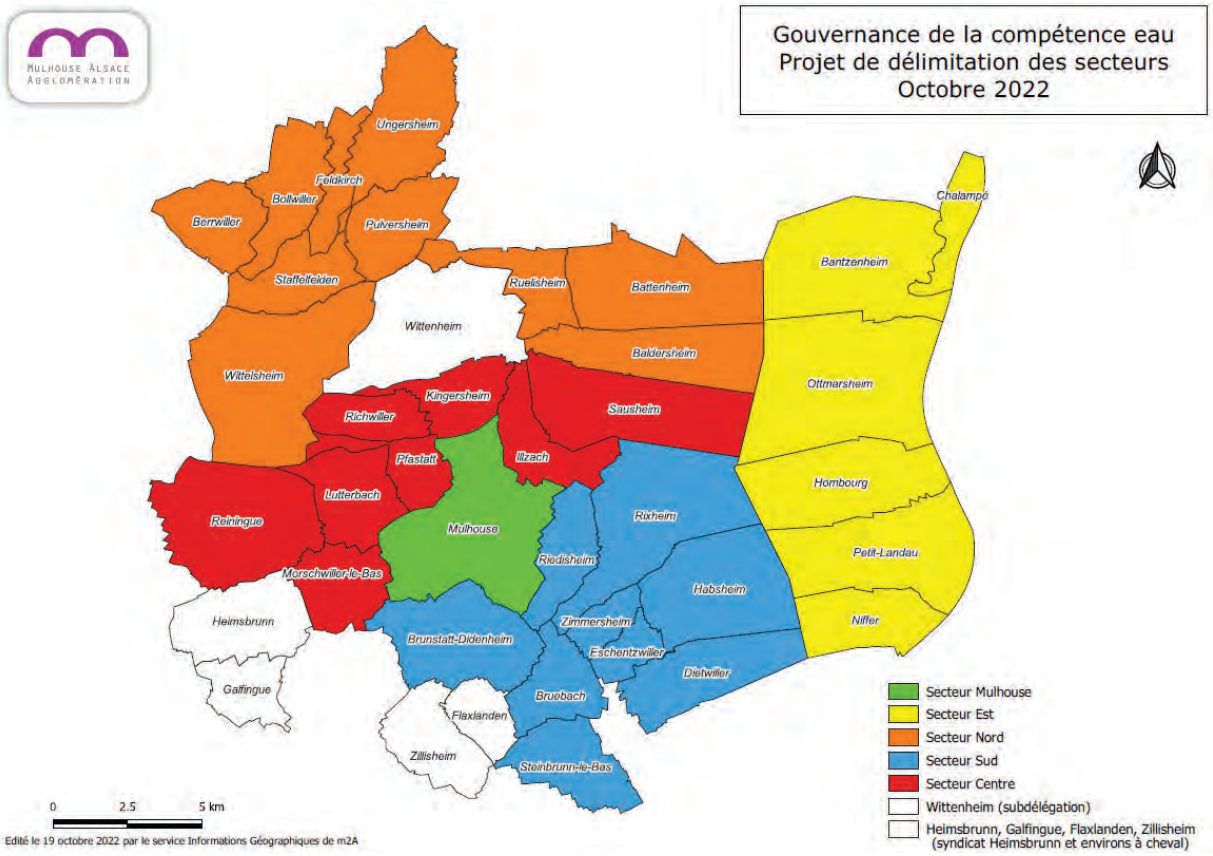
- Maintenir un niveau et une qualité de service au moins équivalent à celui actuellement pratiqué et viser, à terme, des optimisations pour l'ensemble des services rendus ;
- Garantir un service de proximité à l'usager ;
- Préserver la ressource en eau et un niveau de patrimoine satisfaisant (puits, réservoir, réseau) et maîtriser l'impact sur l'environnement ;
- Définir une politique environnementale de préservation et d'amélioration de la qualité de la ressource en eau ;
- S'assurer de la neutralité financière inhérente à tout transfert de compétence ;
- S'assurer de l'équilibre budgétaire pour le budget annexe communautaire ;
- S'assurer du maintien de la tarification à l'usager sur les périmètres actuels, disposant de réseaux de production et de distribution qui leurs sont propres. Aucune modification tarifaire, à l'initiative de la régie communautaire, ne sera apportée au 1er janvier 2023. Dans un souci d'équité territoriale, la convergence tarifaire est un objectif à atteindre à moyen terme (à horizon 8 ans), les ateliers projets à mettre en œuvre et le conseil d'exploitation feront des propositions en ce sens au conseil d'agglomération ;

- Maintenir une démarche transparente, animée par une implication de l'ensemble des parties prenantes, en assurant notamment la représentation de toutes les communes membres de la régie au sein du conseil d'exploitation.

Exercice de la compétence par la régie communautaire à seule autonomie financière

1) Orientations générales

- Au 1er janvier 2023, la compétence sera exercée par la régie communautaire à la seule autonomie financière, en s'appuyant sur les savoir-faire présents sur le territoire et dans le respect de la cohérence territoriale ;
- Chaque commune membre de la régie communautaire disposera d'un représentant au sein du conseil d'exploitation ;
- Le conseil d'exploitation élit en son sein un président et un vice-président ;
- Le territoire de la régie est découpé en 5 secteurs géographiques, cinq animateurs territoriaux sont désignés et représentent chacun l'un des cinq secteurs (cf carte ci-dessous) ;
- Chaque animateur est chargé de coordonner les actions sur son territoire propre et d'en rendre compte au président du conseil d'exploitation ;
- Le directeur de la régie est nommé par le président de l'agglomération.



2) Plan organisationnel de l'exercice de la compétence

- L'organisation mise en place devra prendre en compte la nécessité d'un service de proximité au moins équivalent à celui existant avant la création de la régie communautaire ;
- Une réflexion sera engagée pour optimiser, à terme, les modalités d'organisation. Une période transitoire permettra de maintenir un accueil en proximité du public et les interventions opérationnelles (avec une refacturation temporaire des interventions à m2A) ;
- Les critères de programmation des investissements et le programme des travaux à réaliser seront discutés suivant les axes prioritaires fixés par m2A, Autorité Organisatrice, entre les communes et les services de la régie. Ils seront proposés au conseil d'exploitation, dans le respect du principe de territorialisation. L'ensemble des décisions seront validées par le conseil d'agglomération de m2A ;
- La réalisation d'un schéma directeur de l'eau à l'échelle de l'agglomération qui trace les perspectives de développement sur la production et la distribution est engagé, et se poursuit en parallèle en associant toutes les parties prenantes ;
- Concernant la défense incendie : dans un délai rapproché, une réflexion sera menée au sein des ateliers projets à mettre en œuvre et du conseil d'exploitation, en vue d'apporter un appui technique aux communes.

3) Sur le plan des ressources humaines

- Les agents affectés à 100 % à la gestion de l'eau relèveront désormais de m2A et intégreront la régie communautaire. Tout changement de lieu d'affectation devra intervenir d'un commun accord entre m2A, la commune, et l'agent ;
- La question des ressources humaines est traitée au cas par cas pour chaque commune, notamment dans un souci d'assurer la continuité du service. Dans les cas particuliers où des agents communaux continueraient d'effectuer partiellement des tâches liées à la compétence eau, celles-ci seront refacturées à la régie communautaire via une convention de prestation de services dont les modalités seront à fixer entre la commune et m2A (missions, durée, coût, …) ;
- m2A étudiera au cas par cas avec les communes concernées les situations personnelles des agents affectés à l'eau à 100% et à temps partiel, avec pour objectif de maintenir leurs conditions statutaires (régime indemnitaire, avantages acquis).

4) Sur le plan financier

- A la création de la régie communautaire au 1er janvier 2023 :
  - Les emprunts liés exclusivement à l'eau seront repris en totalité par m2A ;
  - Les résultats de clôture cumulés excédentaires (fonctionnement et investissement y compris le résultat de clôture de l'exercice précédent) à fin 2022, propres à chaque entité, pourront être conservés à hauteur de 50% après la clôture des comptes 2022 ;
  - Les résultats de clôture cumulés déficitaires (fonctionnement et investissement y compris le résultat de clôture de l'exercice précédent) seront intégralement transférés à m2A.
    Le résultat de clôture cumulé à fin 2022 est retracé à l'Etat II-2 du compte de gestion 2022 du Service de Gestion Comptable intitulé « Résultat d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés ». Il correspond au cumul du résultat de clôture de l'exercice précédent, du résultat de l'exercice 2022 de la section de fonctionnement et du résultat de l'exercice 2022 de la section d'investissement.

- Pour les 13 communes rattachées au Service Eau de la ville de Mulhouse, le résultat de clôture cumulé à fin 2022 du budget annexe sera réparti de la manière suivante :
  - 50% du résultat de clôture cumulé sera reversé au budget annexe eau communautaire ;
  - 50% du résultat de clôture cumulé sera réparti entre les 13 communes desservies par le Service Eau de la ville de Mulhouse en fonction d'une clé de répartition composée du nombre de m3 distribués dans chaque commune en 2022, et calculée de la manière suivante :

    (Nombre de m3 distribués par commune / nombre de m3 distribués au total) / 2

- Les excédents et déficits reversés au budget annexe communautaire seront fléchés par entité, durant une période transitoire d'une année. A travers ce dispositif, à la création de la régie et pour l'année 2023, ces excédents pourront ainsi être utilisés préférentiellement pour la réalisation de travaux sur leur périmètre d'origine ;
- Les biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de la compétence eau à la date du transfert effectif de la compétence, sont, de plein droit, mis à disposition de m2A conformément à l'article L 1321-1 du CGCT. Les procès-verbaux de mise à disposition seront rédigés courant de l'année 2023.

5) <u>Sur les modalités de facturation</u>

- Les tarifs validés par les entités préalablement à la création de la régie communautaire seront maintenus et appliqués par la régie au 1er janvier 2023 ;
- Toutes les factures émises à partir du 1er janvier 2023, le seront au nom et pour le compte de la régie communautaire (Siret régie) ;
- Certaines communes seront amenées à poursuivre la facturation pendant une période transitoire au nom et pour le compte de la régie communautaire, afin de maintenir la continuité de service. Cette période ne devrait pas excéder un an et aboutira à l'utilisation d'un logiciel unique dédié à la facturation ;
- Les consommations d'eau de l'ensemble des services communaux feront l'objet d'une facturation ;
- Concernant les périodicités de facturation, un travail d'harmonisation sera engagé pour tendre à l'uniformisation territoriale pour les habitants (facturation trimestrielle). Dans un premier temps, les rythmes de facturation existants sont maintenus, à l'exception de la mensualisation, qui n'est plus admise par les services de l'Etat.

Engagement des acteurs de la démarche

En adhérant aux principes et aux orientations ci-dessus, les élus du territoire de m2A s'engagent à ce que chacune des communes soit pleinement partie prenante dans l'élaboration et la mise en œuvre de la régie communautaire et de la gestion de l'eau sur le territoire.

Ces principes et ces orientations pourront être modifiés par consensus entre les parties prenantes.

MODELE D'ANNEXE A LA CHARTE DE GOUVERNANCE

Le présent document a pour objet la prise en compte des particularités exprimées par la Commune de … / le Syndicat … pour l'adhésion à la régie communautaire de l'eau.

Ressources humaines

- *Conservation de certaines missions liées à la compétence eau, en commune : relevés de compteurs, interventions d'urgence…*
- *Refacturation à la régie communautaire des interventions faites par les agents communaux, pour l'exercice de la compétence eau*

Modalités financières

- *Affectation des excédents*
- *Reprise des déficits*
- *Prise en charge des emprunts*

Modalités de facturation

- *Poursuite de la facturation par l'entité, au nom et pour le compte de m2A, pour une période de 12 mois, soit jusqu'au 31/12/2023*
- *Passage à une facturation trimestrielle pour les usagers auparavant mensualisés*

Modalités techniques

- *Maintien de lieux d'accueil des usagers sur le territoire*

M. le Président : Nous allons passer au point eau, un point naturellement très important. Vous vous rappelez, chers amis, le 1er janvier 2020 la loi confiait la compétence de l'eau aux communautés d'agglomération. M2A n'a pas géré cette compétence d'emblée, ce qui était rendu possible par la loi de manière transitoire et nous avons fait le choix de déléguer la compétence eau aux communes et aux syndicats gestionnaires par des conventions de délégation, qui elles arrivent maintenant à échéance au 31 décembre. L'exercice de la compétence par m2A est ainsi rendu de manière effective à partir du 1er janvier 2023, en cohérence avec les engagements pris auprès des services de l'Etat. En effet, suite à la loi NOTRe et de toutes nos réflexions, nous avions pris la décision de nous donner du temps pour que les nouvelles équipes municipales de 2020 puissent se saisir du dossier sans être dans l'urgence et appréhender au mieux les tenants et aboutissants du sujet. Vous savez qu'on avait autant de systèmes de gestion de l'eau que de communes sur notre agglomération ou quasiment. C'est pourquoi nous avons rédigé des conventions temporaires de délégation jusqu'au 31 décembre de cette année, nous laissant le temps de construire un modèle qui nous convienne, qui soit efficace et respectueux des communes. Nous avons échangé ces derniers mois avec tous les acteurs de ce dossier, la Préfecture, les services de l'Etat, DDFiP, les syndicats, les communes dont bien sûr Mulhouse qui joue un rôle primordial en desservant les communes alentour pour trouver ensemble la meilleure formule pour opérer ce transfert effectif. Nous avons finalement opté pour une régie communautaire à simple autonomie financière. Ce choix est politique et technique. Je dirais que c'est déjà un choix consensuel puisque la quasi-totalité des communes de l'agglomération (34 sur 39) ont décidé de rejoindre cette régie, mais nous y reviendrons. C'est aussi un choix pragmatique qui permet une mise en place rapide sur la base notamment du service de l'eau de la ville de Mulhouse qui sera transféré à m2A au 1er janvier. Et enfin – c'est peut-être l'essentiel – c'est un choix de confiance et dans le respect de la gouvernance que l'on porte avec une agglomération au service des communes membres. C'est dans cette philosophie que la régie sera conduite par l'agglomération. Cela paraît simple à dire mais c'était très compliqué à mettre en place et je voudrais à ce stade-là remercier l'ensemble des services. Il a fallu un travail assez colossal de la part de tout le monde autour de Jean OUACHEE, notre directeur général des services, mais aussi du chef de projet Emmanuel CANTELE directeur Environnement et services urbains et de toute son équipe projet mais aussi en transversalité avec l'ensemble des services, naturellement les services des Finances, l'équipe administrative, la direction du développement intercommunal et le cabinet qui ont travaillé de concert pour arriver à cette proposition, c'est un travail d'arrache-pied, pour que l'on soit prêt le 1er janvier. Ce n'est pas encore tout à fait terminé, il y a encore du pain sur la planche avant le 1er janvier. Merci à vous et à toutes vos équipes ainsi qu'aux agents qui étaient très impliqués du service de l'eau de la ville de Mulhouse. Vraiment merci, c'est comme cela qu'on a pu avancer dans cette confiance partagée et dans ces échanges répétés sur l'ensemble de nos collectivités. Je voulais remercier les collègues qui en avaient la charge, Loïc RICHARD et Maryvonne BUCHERT, pleinement investis à nos côtés et qui n'ont pas compté les heures de réunion, d'être en capacité aujourd'hui de vous présenter toutes ces délibérations. Nous avons en effet eu des échanges très nombreux dans les différentes instances, dans des réunions avec les communes, les syndicats mais aussi plus particulièrement avec la ville de Mulhouse qui porte une part importante dans ce transfert. Les principes que nous avons pu acter avec la ville de Mulhouse seront appliqués partout, comme par exemple le reversement de la moitié des

excédents 2021 à toutes les communes pour leur donner un coup de pouce dans cette période très difficile. Cela aussi c'est quelque chose d'important, c'est l'agglomération qui est au service des communes. Je la présente toujours un peu comme un grand frère parce que souvent quand on transfère une compétence, on a l'impression qu'on est décisif de quelque chose mais on peut transférer une compétence tout à fait différemment en restant actif, en restant dans le décisionnel et c'est ce que nous allons faire dans notre gouvernance. Nous absorberons par ailleurs les déficits aussi sur certaines communes dans leur budget de l'eau. C'était une volonté forte de la part de l'ensemble des vice-présidents qui se sont engagés dans ce dossier. Je voulais vraiment que l'on garantisse une équité et un soutien auprès de toutes les communes. Mais nous aurons le loisir d'y revenir tout à l'heure en parlant d'équité, de péréquation sur un territoire. Je ne vais pas être plus long et je vais laisser la parole à Maryvonne et à Loïc pour vous parler de la création d'une régie à seule autonomie financière pour la gestion du service public de l'eau potable, à compter du 1er janvier 2023. C'est à toi Maryvonne.

Mme BUCHERT : Merci M. le Président. Effectivement il s'agit d'un grand jour et je suis bien placée pour prendre pleinement conscience de ce grand jour. A l'issue de très nombreuses réunions organisées avec les élus des communes et des syndicats de l'agglomération, et au vu des non moins importantes modifications de la loi NOTRe devenue engagement et proximité, le transfert de la compétence de l'eau sera effectif à partir du 1er janvier 2023. Le principe de la création d'une régie communautaire à simple autonomie financière a été retenue par les élus, et la délibération que nous vous présentons et à laquelle sont attachés les statuts de cette régie crée officiellement cette régie communautaire intitulée régie de l'eau m2A. Cette régie aura diverses missions très importantes dont les plus importantes sont la production d'eau par captage et pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport et le stockage, la gestion de la clientèle du service de l'eau potable, la réalisation des travaux et des contrôles techniques nécessaires et les études relatives à la gestion de l'eau potable. Elle regroupera, comme vous l'avez dit tout à l'heure, 34 communes sur les 39 de m2A, à l'exception de la commune de Wittenheim et du SIVU du bassin potassique Hardt qui ont sollicité une délégation de compétence et de 4 communes sur 9 du SIAEP de Heimsbrunn sachant que Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim sont les 4 communes qui font partie de m2A, les 5 autres font partie de la communauté de communes du Sundgau. Les 34 communes seront représentées au sein du conseil d'exploitation qui va être créé. Ce conseil d'exploitation comportera trois collèges, le premier collège composé de représentants de la communauté d'agglomération, le deuxième collège composé de représentants des communes membres non obligatoirement membres du conseil d'agglomération, et un troisième collège composé de partenaires extérieurs : la Chambre d'Agriculture, la CLCV, le Conseil de développement et Alsace Nature. Enfin les trois syndicats à cheval sur deux EPCI, le SIAEP, le EBE (Ensisheim, Bollwiller et environs) le SIAEP de Heimsbrunn et le syndicat de Bantzenheim Rumersheim. Le SIVU du bassin potassique aura un statut d'invité permanent sans voix délibérative. Au vu de ces informations plus largement détaillées dans la délibération 923C qui vise à adopter les statuts de la régie, la charte de gouvernance, nous vous demandons d'autoriser le président à signer toutes les pièces administratives et contractuelles à la mise en œuvre de cette délibération.

M. le Président : Merci Maryvonne pour cette présentation. Une prise de parole Michèle LUTZ.

Mme LUTZ : Merci Président. Chers collègues, ce n'est pas tous les jours qu'une commune transfère l'intégralité d'une compétence et d'un service tout entier à l'EPCI auquel elle appartient. Il m'appartenait aussi de dire quelques mots ce soir et rassurez-vous, chers collègues, je ferai l'exercice d'être brève comme tout le monde. Je tenais à dire toute la satisfaction que j'ai pu trouver avec Fabian JORDAN bien sûr le président, Loïc RICHARD, auquel j'associe également Jean-Luc SCHILDKNECHT puisque nous avons eu des discussions très souvent ensemble. Bien entendu Maryvonne BUCHERT qui a la double casquette ville et agglomération sur ce sujet, et qui a permis un accord concernant ce transfert. Personne n'a d'ailleurs ménagé ses efforts, c'est le moins qu'on puisse dire et il en va de même des équipes d'encadrement qui ont fait, défait, refait au fil des différents scénarii, au fil aussi de l'évolution de la règlementation, et je les en remercie bien sûr. Cela nous a valu de nombreuses discussions étalées sur plusieurs années, on peut le dire maintenant mais en tout cas nous avons abouti à ce transfert. Le service de l'eau de la ville de Mulhouse, service centenaire, fait partie des valeurs sûres dans la qualité tant de la ressource en elle-même que de la gestion au quotidien, et il me semble tout à fait naturel à cet instant de rendre hommage à toutes les équipes qui durant des décennies ont œuvré pour hisser l'approvisionnement et la distribution d'eau potable sur notre territoire à de hauts critères de qualité avec un souci environnemental qui est permanent. Ce soir, c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre pour le service de l'eau de la ville de Mulhouse qui devient la charpente de cette nouvelle régie communautaire et nous pouvons nous en réjouir. Cette régie pourra s'appuyer sur un service qui saura mettre à présent son expérience, son expertise au service, j'oserais presque dire, de son excellence, au service de toutes les communes de l'agglomération. D'ailleurs certains de mes collègues ont remarqué que chaque fois qu'il y avait un incident on pouvait compter sur ce service-là, et c'est une forme de solidarité que nous avons toujours eue et c'est tout à fait normal. En même temps, je me réjouis également qu'une élue de Mulhouse à savoir Maryvonne BUCHERT continuera à s'impliquer comme elle l'a toujours fait depuis des années sur cette thématique. Merci à Maryvonne aussi de porter ce sujet à mes côtés, et en tout cas peut-être aussi rassurer les gens s'il le faut, le label eau de Mulhouse subsistera sur son périmètre. Je vous remercie pour votre attention.

M. le Président : Merci Michèle. D'autres interventions ? Il n'y a pas d'autre intervention. On peut passer au vote. Il s'agit de la création d'une régie à seule autonomie financière pour la gestion du service public de l'eau potable, à compter du 1er janvier 2023. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie sincèrement. Un très gros travail qui a été fait et on se rend compte que c'est dans le dialogue respectif des uns et des autres qu'on arrive à construire un territoire, et c'est une marque importante pour l'agglomération. Je voudrais tout de suite vous informer que la mise en

place du conseil d'exploitation se fera tout de suite en début d'année, et pour assurer une bonne fluidité et une bonne cohérence entre l'agglomération et le conseil d'exploitation, je proposerai à la présidence du conseil d'exploitation, Maryvonne BUCHERT, et à la vice-présidence, Loïc RICHARD. Je nommerai également comme animateurs territoriaux Francis DUSSOURD pour le secteur Nord, Guy OMEYER pour le secteur Centre, Maryvonne BUCHERT pour le secteur Mulhouse, Gilbert FUCHS pour le secteur Sud et Thierry ENGASSER pour le secteur rhénan.

9° CONVENTION DE DELEGATION DE LA COMPETENCE EAU POUR LA COMMUNE DE WITTENHEIM (06/5.7.9/925C)

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand Fesneau du 3 août 2018, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2020.)àç_è-('

La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit de nouvelles modalités d'exercice de ces compétences intercommunales. Elle donne la possibilité à la communauté d'agglomération de déléguer par convention tout ou partie des compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines à ses communes membres et aux syndicats infracommunautaires existant au 1er janvier 2020. Les compétences ainsi déléguées sont exercées au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération.

Par conséquent, par délibération en date du 21 septembre 2020, le conseil d'agglomération a approuvé la délégation de la compétence eau aux communes et syndicats infracommunautaires suivants, afin qu'ils l'exercent dans le cadre du dispositif de gestion existant à compter du 1er janvier 2021 :

- **les communes de Bantzenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Feldkirch, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim ;**

- **le SIAEP BABARU, le SIE Ottmarsheim-Hombourg-Niffer, le SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt, et le SIVU de Habsheim.**

Mulhouse Alsace Agglomération a ainsi approuvé la délégation de la compétence eau à la commune de Wittenheim pour une période de deux ans jusqu'au 31 décembre 2022.
Cette période de deux ans a permis de préciser, en lien avec les services de la Préfecture du Haut-Rhin et de la Direction Départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin (DDFIP), l'ensemble des opérations à mettre en œuvre dans le cadre de ce transfert de compétences, sur les plans des moyens humains, budgétaire, comptable, financier, patrimonial et du recouvrement pour une mise en œuvre conformément aux précisions apportées par la Direction

Générale des Collectivités Territoriales et la Direction Générale des Finances Publiques.

A l'issue de cette période de deux ans, Mulhouse Alsace Agglomération a décidé de créer une régie communautaire de l'eau potable, pour la gestion de cette compétence.

Toutefois, la commune de Wittenheim souhaite continuer à bénéficier de la délégation de compétence de l'eau potable dans le cadre d'une convention de délégation avec Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2023, comme exprimé par courrier du 7 mars 2022.

Tenant compte de l'ensemble des éléments ci-dessus, une convention de délégation doit être conclue avec Mulhouse Alsace Agglomération, sur la base du projet annexé à la présente délibération.

Le projet de convention doit être approuvé par les organes délibérants de chacune des parties (commune de Wittenheim et Mulhouse Alsace Agglomération). Il précise la durée de la délégation ainsi que toutes les modalités pratiques d'exécution de cette délégation. Par ailleurs, il définit les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures, ainsi que les modalités de contrôle de Mulhouse Alsace Agglomération sur le délégataire, et précise les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

Il est à noter qu'afin de permettre à la commune de Wittenheim de rejoindre la régie communautaire si elle le souhaite, la résiliation de la convention de délégation avant son terme est possible.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la délégation de la compétence eau à la commune de Wittenheim, à compter du 1er janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2026,
- approuve le projet de convention de délégation de la compétence eau entre la commune de Wittenheim et Mulhouse Alsace Agglomération, sur la base du modèle annexé à la présente délibération, avec effet au 1er janvier 2023,
- autorise le Président ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

PJ : (1)
- Projet de convention de délégation de la compétence

Projet V10

28 novembre 2022

Logo commune

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE LA COMPETENCE EAU

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 14 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5216-5;

Vu la délibération du conseil d'agglomération du … approuvant la délégation de l'exercice de la compétence eau aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui en ont fait expressément la demande ;

ENTRE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par son président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du conseil d'agglomération du … d'une part, ci-après dénommée autorité délégante,

ET

LA COMMUNE DE WITTENHEIM, représenté(e) par son maire, Monsieur Antoine Homé dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du … , ci-après dénommé autorité délégataire.

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué à titre obligatoire les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'objectif de donner davantage de souplesse à l'exercice des compétences et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a ouvert aux communautés d'agglomération, dans son article 14, la possibilité de déléguer en tout ou partie à leurs communes membres ou aux syndicats infracommunautaires existants au 1er janvier 2019, les compétences relatives à l'eau, l'assainissement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales urbaines.

Mulhouse Alsace Agglomération a choisi de déléguer tout ou partie des compétences aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui le souhaitaient, sur la base de conventions de délégation du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022.

Ces conventions arrivant à échéance et l'agglomération étant dans l'obligation de créer un budget annexe de l'eau et de se mettre en conformité avec la loi (transfert effectif de la compétence), la décision a été prise de créer une régie communautaire de l'eau au sein de Mulhouse Alsace Agglomération, à compter du 1er janvier 2023.

Les entités qui ont, de manière expresse, exprimé la volonté de ne pas intégrer la régie communautaire, se voient re-déléguer l'exercice de la compétence eau, par le biais d'une nouvelle convention.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de la délégation de la compétence eau par Mulhouse Alsace Agglomération à la commune de Wittenheim.

ARTICLE 2 - COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE

L'intégralité de la compétence eau, telle qu'exercée à la date de la signature de la présente convention par la commune de Wittenheim, est déléguée à cette dernière afin qu'elle continue à l'exercer au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération sur le périmètre strict de la commune de Wittenheim.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION AGISSANT EN QUALITÉ D'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

Mulhouse Alsace Agglomération est responsable de la compétence déléguée et de l'atteinte des objectifs par la commune de Wittenheim.

Mulhouse Alsace Agglomération fixe les objectifs généraux assignés au délégataire, élaborés conjointement entre les parties à la convention et assortie d'indicateurs de suivi tels que mentionnés à l'article 6 de la présente convention.

Mulhouse Alsace Agglomération est seule compétente en matière de fixation des tarifs de l'eau.

Pour exercer la compétence déléguée, le délégataire conserve les moyens humains et techniques nécessaires dont il dispose à la date de la signature de la présente convention.

Les moyens financiers alloués par Mulhouse Alsace Agglomération à la commune de Wittenheim seront définis dans le cadre de la préparation budgétaire du budget primitif de l'année N+1, en concertation avec le délégataire, au cours d'une réunion formelle de cadrage. Les moyens financiers alloués par Mulhouse Alsace Agglomération auront vocation à couvrir les dépenses de fonctionnement, comme celles d'investissement (la Programmation Pluriannuelle des Investissements, étant arrêtée par Mulhouse Alsace Agglomération).

Des réunions visant à ajuster les moyens financiers seront organisées, si nécessaires, à l'initiative de Mulhouse Alsace Agglomération. Toute modification du budget relative aux compétences objet de la présente convention fera l'objet, au préalable, d'un accord de m2A par écrit.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DE LA COMMUNE AGISSANT EN QUALITÉ D'AUTORITÉ DÉLÉGATAIRE

La commune de Wittenheim, autorité délégataire, s'engage :

- à exercer la compétence déléguée conformément à l'article 2, au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, dans un objectif de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées ;

- à atteindre les objectifs fixés par la présente convention ;

- à contribuer à l'élaboration du schéma directeur de l'eau potable à l'échelle communautaire.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE CONTROLE

La commune de Wittenheim, délégataire, informe Mulhouse Alsace Agglomération de tout événement majeur concernant l'exécution du service susceptible d'avoir un impact sur la continuité du service et la sureté des personnes et des biens.
Cette information est adressée par courriel, à l'adresse : …@mulhouse-alsace.fr

Chaque année, le délégataire établit un bilan qu'il transmet à Mulhouse Alsace Agglomération.

Il comprend :

- la mise à jour des indicateurs de suivi prévus pour la compétence déléguée ;
- la mise à jour des éléments d'information relatifs à la production et à la distribution d'eau potable;
- l'état des investissements réalisés ;
- une appréciation qualitative des actions menées au regard des objectifs définis pour la compétence déléguée.

Un bilan consolidé de l'ensemble des délégataires est établi une fois par an par l'autorité délégante et présenté lors d'une réunion du conseil d'agglomération.

Au terme de la présente convention, le délégataire transmettra à Mulhouse Alsace Agglomération une synthèse retraçant l'ensemble de l'activité sous la forme d'un rapport ainsi qu'un bilan financier.

ARTICLE 6 - OBJECTIFS ASSIGNÉS AU DÉLÉGATAIRE ET INDICATEURS DE SUIVI

Le délégataire devra produire et mettre à disposition des consommateurs une eau potable respectant les dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'eau distribuée aux usagers devra ainsi être 100% conforme aux normes en vigueur.

Au cours du premier trimestre de l'année N+1, la commune de Wittenheim, délégataire, rendra compte de son activité à Mulhouse Alsace Agglomération via les indicateurs règlementaires du service de l'eau potable, et notamment :

- le prix TTC du service au m³ pour 120 m³ et sa répartition pour la part eau, assainissement et redevances ;

- le rendement du réseau d'eau potable ;

- l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable ;

- le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable ;

- le taux de conformité des prélèvements réalisés sur les eaux distribuées réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire pour la microbiologie et les paramètres physico-chimique.

Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul (www.services.eaufrance.fr/indicateurs/eau-potable).

Le délégataire transmettra également des éléments d'information sur la production et la distribution d'eau potable et notamment :

- la capacité de production journalière ;
- la capacité de stockage, avec la capacité de réserve incendie obligatoire ;
- le volume annuel de vente d'eau ;
- le volume moyen journalier de vente d'eau par point de livraison ;
- le volume annuel d'achat d'eau ;
- la consommation moyenne journalière ;
- la consommation maximale journalière.

ARTICLE 7 – MOYENS HUMAINS

La commune, délégataire, exerce la compétence déléguée avec les moyens humains qui lui sont propres.

Les personnels qui participaient à l'exercice de la compétence continuent, à la prise d'effet de la présente convention, de relever du délégataire, y compris hiérarchiquement, dans les conditions qui étaient les leurs avant la prise d'effet de la présente convention. Ils continuent à être rémunérés par le délégataire jusqu'à l'arrivée du terme de la présente convention.

Pour tout recrutement complémentaire de personnel, la validation préalable de Mulhouse Alsace Agglomération est indispensable.

ARTICLE 8 – ACTIF, PASSIF, ET MOYENS MATERIELS

La commune de Wittenheim, délégataire, porte les dépenses de fonctionnement et d'investissement, à l'exception de celles liées à la dette et aux amortissements, qui sont portées par Mulhouse Alsace Agglomération.
La commune de Wittenheim, délégataire, refacture l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement au budget annexe eau de Mulhouse Alsace Agglomération (principe des budgets « en miroir »).

Ces biens ne pourront être cédés ou vendus par le délégataire, pendant la durée de la présente convention, sans l'accord expresse de Mulhouse Alsace Agglomération.

ARTICLE 9 – MARCHES ET CONTRATS

La commune de Wittenheim, délégataire, se substitue à Mulhouse Alsace Agglomération pendant toute la durée de la convention dans l'exécution des contrats en cours, et notamment pour l'exécution des marchés et des délégations de service public.

Le délégataire pourra conclure les marchés et autres contrats qui s'avèrent nécessaires pour assurer la continuité du service pendant la durée de la convention, après inscription de ces dépenses au budget annexe eau, qui aura été élaboré en concertation avec l'autorité délégante et, validé par celle-ci.

ARTICLE 10 : MODALITES FINANCIERES

Les dépenses de la commune au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice de la compétence déléguée. La commune procèdera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais règlementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local.

Conformément aux fiches techniques de la DGCL et de la DGFIP concernant l'application de l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique, les dépenses seront traitées de la manière suivante :

10.1. Traitement des dépenses de fonctionnement

a) Principe général

En section de fonctionnement, les remboursements de frais se matérialisent par deux « dotations globalisées » :

- une « dotation globalisée » versée par Mulhouse Alsace Agglomération à la commune pour les dépenses d'exploitation avec une dépense enregistrée dans les comptes de Mulhouse Alsace Agglomération au débit du compte 6287 « Remboursements de frais » pour un montant HT + TVA. La commune enregistre la recette correspondante au crédit du compte 7087 « remboursements de frais » pour un montant TTC.
Les dépenses d'exploitation comprennent :
  - les charges à caractère général grevées de la TVA ;
  - les annulations de titre sur exercices antérieur, les créances éteintes et les non-valeurs antérieures grevées de la TVA ;
  - les indemnités et frais de mission et de formation des élus non-grevées de TVA.

- une « dotation globalisée » versée par Mulhouse Alsace Agglomération à la commune pour les dépenses de personnel avec une dépense enregistrée dans les comptes de m2A au débit du compte 6218 « Autres personnels extérieurs » (non grevée de TVA). La commune enregistre la recette correspondante au crédit du compte 7084 « Mise à disposition de personnel facturé ».

b) Echéancier de versement des dotations globalisées

A compter du 1er janvier 2023, de janvier à décembre, le remboursement par m2A sera réalisé au réel des dépenses de la commune justifiées par un état récapitulatif produit par la commune et signé par l'ordonnateur à une fréquence mensuelle. Un modèle d'état récapitulatif sera défini et structuré conjointement entre la commune et m2A.

10.2. Traitement des dépenses d'investissement

a) Principe général

Les dépenses d'investissement décidés par m2A sur proposition de la commune sur les biens concourant au service public de l'eau potable sont traitées via les comptes de travaux pour compte de tiers (compte 458 dans les comptes du budget de la commune). Il s'agit d'opérations identifiées et équilibrées en dépenses et en recettes. Les dépenses d'investissement sont ainsi enregistrées dans les comptes de m2A qui assure notamment l'amortissement des biens.

Le compte 458 comporte les subdivisions « Dépenses » (compte 4581) et « Recettes » (compte 4582), qui sont elles-mêmes complétées par un millésime. En cours d'opération, les dépenses et les recettes donnent lieu à émission de titres et de mandats. Après l'achèvement des travaux, le compte de dépenses et le compte de recettes doivent présenter un montant égal. La clôture définitive de l'opération se traduit par le solde réciproque du compte de recettes et du compte de dépenses, par opération d'ordre non budgétaire.

Le remboursement au réel des dépenses de la commune par m2A s'effectuera sur réception d'un état récapitulatif signé par l'ordonnateur de la commune. Un modèle d'état récapitulatif sera défini et structuré conjointement entre la commune et m2A.

b) Echéancier de versement des dotations globalisées

A compter du 1er janvier 2023, de janvier à décembre, le remboursement par m2A sera réalisé au réel des dépenses d'investissement de la commune justifiées par un état récapitulatif produit par la commune et signé par l'ordonnateur à une fréquence mensuelle. Un modèle d'état récapitulatif sera défini et structuré conjointement entre la commune et m2A.

10.3. Traitement des recettes

M2A est chargé de la facturation et du recouvrement des factures d'eau. Toutefois, pendant une période transitoire et afin d'assurer la continuité de la facturation pour l'usager, m2A confiera le traitement de la chaîne d'encaissement et de recouvrement des recettes à la commune. Les modalités de mise en œuvre feront l'objet d'une convention de mandat distincte.

Celle-ci précisera également les modalités d'encaissement et de reversement des redevances d'assainissement et redevances Agence de l'Eau et fermier.

M2A sollicitent toutes subventions auxquelles ils sont éligibles.

10.4. Traitement de la TVA

L'état récapitulatif des mandats et des factures faisant apparaitre le montant total de TVA (mention « dont TVA »), accompagnera les refacturations faites auprès de m2A. M2A s'acquitte de la TVA. Elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

10.5. Emprunts

M2A assure les remboursements d'échéances des emprunts historiques. Elle assure la contractualisation des nouveaux emprunts ou la modification d'emprunts relatifs aux compétences objet de la présente convention.

10.6. Arrêt des comptes à l'échéance de la convention

Un arrêt des comptes et un bilan financier (solde de tout compte) sera réalisé à l'échéance de la convention.

ARTICLE 11 – MODIFICATION ET RÉSILIATION

Tout projet de modification portant sur les dispositions autres que l'article 2 doit faire l'objet d'un avenant à la convention, adopté dans les mêmes conditions que celles ayant présidé à la conclusion de la convention initiale.

Le délégataire peut demander la résiliation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de six mois avant chaque échéance annuelle. La résiliation aura pour effet l'intégration à la régie communautaire, au 1er janvier de l'année N+1 suivant sa notification.

ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RECONDUCTION

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026 inclus.

A mi-parcours, les parties procèdent à une évaluation conjointe de la délégation.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

La commune de Wittenheim, délégataire, est responsable, à l'égard de Mulhouse Alsace Agglomération et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de l'exercice de la compétence visée à l'article 2 de la présente convention, de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Le délégataire est tenu de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance, dont il transmettra une copie pour information à Mulhouse Alsace Agglomération, pour garantir l'ensemble des risques inhérents à l'exercice de la compétence déléguée.

Il est tenu de souscrire les polices d'assurance garantissant les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence déléguée et d'en transmettre une copie pour information à Mulhouse Alsace Agglomération.

Le délégataire gère les sinistres afférents à l'exercice de la compétence déléguée dans les mêmes conditions qu'avant la prise d'effet de la présente convention.

ARTICLE 14 –LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 15 – MISE EN ŒUVRE

Le directeur général des services de Mulhouse Alsace Agglomération et le directeur général des services de la commune de Wittenheim, sont chargés de la mise en œuvre de la présente convention.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Mulhouse le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, Le Président,	Pour la commune de Wittenheim Le Maire,
Fabian JORDAN	Antoine HOMÉ

M. le Président : Point n° 9, il s'agit de la convention de délégation de la compétence eau pour la commune de Wittenheim. Toujours Maryvonne.

Mme BUCHERT : Merci M. le Président. Il s'agit effectivement d'une délibération par laquelle nous vous demandons d'approuver la convention de la délégation de la compétence eau à la commune de Wittenheim qui a souhaité continuer à exercer la compétence au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération. Cette convention doit être approuvée par les organes délibérants de chacune des parties.

M. le Président : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

10° CONVENTION DE DELEGATION DE LA COMPETENCE EAU POUR LE SYNDICAT SIVU SAEP DU BASSIN POTASSIQUE HARDT (06/5.7.9/926C)

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand Fesneau du 3 août 2018, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2020.

La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit de nouvelles modalités d'exercice de ces compétences intercommunales. Elle donne la possibilité à la communauté d'agglomération de déléguer par convention tout ou partie des compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines à ses communes membres et aux syndicats infracommunautaires existant au 1er janvier 2020. Les compétences ainsi déléguées sont exercées au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération.

Par conséquent, par délibération en date du 21 septembre 2020, le conseil d'agglomération a approuvé la délégation de la compétence eau aux communes et syndicats infracommunautaires suivants, afin qu'ils l'exercent dans le cadre du dispositif de gestion existant à compter du 1er janvier 2021 :

- **les communes de Bantzenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Feldkirch, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim ;**

- **le SIAEP BABARU, le SIE Ottmarsheim-Hombourg-Niffer, le SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt, et le SIVU de Habsheim.**

Mulhouse Alsace Agglomération a ainsi approuvé la délégation de la compétence eau au syndicat SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt pour une période de deux ans jusqu'au 31 décembre 2022.

Cette période de deux ans a permis de préciser, en lien avec les services de la Préfecture du Haut-Rhin et de la Direction Départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin (DDFIP), l'ensemble des opérations à mettre en œuvre dans le cadre de ce transfert de compétences, sur les plans des moyens humains, budgétaire, comptable, financier, patrimonial et du recouvrement pour une mise en œuvre conformément aux précisions apportées par la Direction Générale des Collectivités Territoriales et la Direction Générale des Finances Publiques.

A l'issue de cette période de deux ans, Mulhouse Alsace Agglomération a décidé de créer une régie communautaire de l'eau potable, pour la gestion de cette compétence.

Toutefois, le syndicat SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt souhaite continuer à bénéficier de la délégation de compétence de l'eau potable dans le cadre d'une convention de délégation avec Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2023, comme exprimé par courrier du 7 mars 2022.

Tenant compte de l'ensemble des éléments ci-dessus, une convention de délégation doit être conclue avec Mulhouse Alsace Agglomération, sur la base du projet annexé à la présente délibération.

Le projet de convention doit être approuvé par les organes délibérants de chacune des parties (SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt et Mulhouse Alsace Agglomération). Il précise la durée de la délégation ainsi que toutes les modalités pratiques d'exécution de cette délégation. Par ailleurs, il définit les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures, ainsi que les modalités de contrôle de Mulhouse Alsace Agglomération sur le délégataire, et précise les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la délégation de la compétence eau au syndicat SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt, à compter du 1er janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2026,
- approuve le projet de convention de délégation de la compétence eau entre le syndicat SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt et Mulhouse Alsace Agglomération, sur la base du modèle annexé à la présente délibération, avec effet au 1er janvier 2023,
- autorise le Président ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

PJ : (1)
- Projet de convention de délégation de la compétence

Projet V10

25 octobre 2022

SIVU SAEP BP / HARDT

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE LA COMPETENCE EAU

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 14 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5216-5 ;

Vu la délibération du conseil d'agglomération du … approuvant la délégation de l'exercice de la compétence eau aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui en ont fait expressément la demande ;

ENTRE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par son président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par délibération du conseil d'agglomération du … d'une part, ci-après dénommée autorité délégante,

ET

Le SIVU SAEP DU BASSIN POTASSIQUE HARDT, représenté(e) par son président, Monsieur Antoine HOME, dûment habilité par délibération du comité syndical du SIVU SAEP BP HARDT, ci-après dénommé (e) autorité délégataire.

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué à titre obligatoire les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'objectif de donner davantage de souplesse à l'exercice des compétences et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a ouvert aux communautés d'agglomération, dans son article 14, la possibilité de déléguer en tout ou partie à leurs communes membres ou aux syndicats infracommunautaires existants au 1er janvier 2019, les compétences relatives à l'eau, l'assainissement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales urbaines.

Mulhouse Alsace Agglomération a choisi de déléguer tout ou partie des compétences aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui le souhaitaient, sur la base de conventions de délégation du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022.

Ces conventions arrivant à échéance et l'agglomération étant dans l'obligation de créer un budget annexe de l'eau et de se mettre en conformité avec la loi (transfert effectif de la compétence), la décision a été prise de créer une régie communautaire de l'eau au sein de Mulhouse Alsace Agglomération, à compter du 1er janvier 2023.

Les entités qui ont, de manière expresse, exprimé la volonté de ne pas intégrer la régie communautaire, se voient re-déléguer l'exercice de la compétence eau, par le biais d'une nouvelle convention.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de la délégation de la compétence eau par Mulhouse Alsace Agglomération au SIVU SAEP DU BP HARDT.

ARTICLE 2 - COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE

L'intégralité de la compétence eau, telle qu'exercée à la date de la signature de la présente convention par le syndicat, est déléguée à ce dernier afin qu'il continue à l'exercer au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération sur le périmètre strict du SIVU SAEP DU BP HARDT.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION AGISSANT EN QUALITÉ D'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

Mulhouse Alsace Agglomération est responsable de la compétence déléguée et de l'atteinte des objectifs par le SIVU SAEP DU BP HARDT.

Mulhouse Alsace Agglomération fixe les objectifs généraux assignés au délégataire, élaborés conjointement entre les parties à la convention et assortie d'indicateurs de suivi tels que mentionnés à l'article 6 de la présente convention.

Mulhouse Alsace Agglomération est seule compétente en matière de fixation des tarifs de l'eau.

Pour exercer la compétence déléguée, le délégataire conserve les moyens humains et techniques nécessaires dont il dispose à la date de la signature de la présente convention.

Les moyens financiers alloués par Mulhouse Alsace Agglomération au SIVU SAEP DU BP HARDT, seront définis dans le cadre de la préparation budgétaire du budget primitif de l'année N+1, en concertation avec le délégataire, au cours d'une réunion formelle de cadrage. Les moyens financiers alloués par Mulhouse Alsace Agglomération auront vocation à couvrir les dépenses de fonctionnement, comme celles d'investissement (la Programmation Pluriannuelle des Investissements, étant arrêtée par Mulhouse Alsace Agglomération).

Des réunions visant à ajuster les moyens financiers seront organisées, si nécessaires, à l'initiative de Mulhouse Alsace Agglomération. Toute modification du budget relative aux

compétences objet de la présente convention fera l'objet, au préalable, d'un accord de m2A par écrit.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU SYNDICAT AGISSANT EN QUALITÉ D'AUTORITÉ DÉLÉGATAIRE

Le SIVU SAEP DU BP HARDT, autorité délégataire, s'engage :

- à exercer la compétence déléguée conformément à l'article 2, au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, dans un objectif de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées ;

- à atteindre les objectifs fixés par la présente convention ;

- à contribuer à l'élaboration du schéma directeur de l'eau potable à l'échelle communautaire.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE CONTROLE

Le SIVU SAEP DU BP HARDT, délégataire, informe Mulhouse Alsace Agglomération de tout événement majeur concernant l'exécution du service susceptible d'avoir un impact sur la continuité du service et la sureté des personnes et des biens.
Cette information est adressée par courriel, à l'adresse : …@mulhouse-alsace.fr

Chaque année, le délégataire établit un bilan qu'il transmet à Mulhouse Alsace Agglomération.

Il comprend :

- la mise à jour des indicateurs de suivi prévus pour la compétence déléguée ;
- la mise à jour des éléments d'information relatifs à la production et à la distribution d'eau potable;
- l'état des investissements réalisés ;
- une appréciation qualitative des actions menées au regard des objectifs définis pour la compétence déléguée.

Un bilan consolidé de l'ensemble des délégataires est établi une fois par an par l'autorité délégante et présenté lors d'une réunion du conseil d'agglomération.

Au terme de la présente convention, le délégataire transmettra à Mulhouse Alsace Agglomération une synthèse retraçant l'ensemble de l'activité sous la forme d'un rapport ainsi qu'un bilan financier.

ARTICLE 6 - OBJECTIFS ASSIGNÉS AU DÉLÉGATAIRE ET INDICATEURS DE SUIVI

Le délégataire devra produire et mettre à disposition des consommateurs une eau potable respectant les dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'eau distribuée aux usagers devra ainsi être 100% conforme aux normes en vigueur.

Au cours du premier trimestre de l'année N+1, le SIVU SAEP DU BP HARDT, délégataire, rendra compte de son activité à Mulhouse Alsace Agglomération via les indicateurs règlementaires du service de l'eau potable, et notamment :

- le prix TTC du service au m³ pour 120 m³ et sa répartition pour la part eau, assainissement et redevances ;

- le rendement du réseau d'eau potable ;

- l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable ;
- le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable ;
- le taux de conformité des prélèvements réalisés sur les eaux distribuées réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire pour la microbiologie et les paramètres physico-chimique.

Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul (www.services.eaufrance.fr/indicateurs/eau-potable).

Le délégataire transmettra également des éléments d'information sur la production et la distribution d'eau potable et notamment :

- la capacité de production journalière ;
- la capacité de stockage, avec la capacité de réserve incendie obligatoire ;
- le volume annuel de vente d'eau ;
- le volume moyen journalier de vente d'eau par point de livraison ;
- le volume annuel d'achat d'eau ;
- la consommation moyenne journalière ;
- la consommation maximale journalière.

ARTICLE 7 – MOYENS HUMAINS

Le syndicat, délégataire, exerce la compétence déléguée avec les moyens humains qui lui sont propres.

Les personnels qui participaient à l'exercice de la compétence continuent, à la prise d'effet de la présente convention, de relever du délégataire, y compris hiérarchiquement, dans les conditions qui étaient les leurs avant la prise d'effet de la présente convention. Ils continuent à être rémunérés par le délégataire jusqu'à l'arrivée du terme de la présente convention.

Pour tout recrutement complémentaire de personnel, la validation préalable de Mulhouse Alsace Agglomération est indispensable.

ARTICLE 8 – ACTIF, PASSIF, ET MOYENS MATERIELS

Le SIVU SAEP DU BP HARDT, délégataire, porte les dépenses de fonctionnement et d'investissement, à l'exception de celles liées à la dette et aux amortissements, qui sont portées par Mulhouse Alsace Agglomération.
Le SIVU SAEP DU BP HARDT, délégataire, refacture l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement au budget annexe eau de Mulhouse Alsace Agglomération (principe des budgets « en miroir »).

Ces biens ne pourront être cédés ou vendus par le délégataire, pendant la durée de la présente convention, sans l'accord expresse de Mulhouse Alsace Agglomération.

ARTICLE 9 – MARCHES ET CONTRATS

Le SIVU SAEP DU BP HARDT, délégataire, se substitue à Mulhouse Alsace Agglomération pendant toute la durée de la convention dans l'exécution des contrats en cours, et notamment pour l'exécution des marchés et des délégations de service public.

Le délégataire pourra conclure les marchés et autres contrats qui s'avèrent nécessaires pour assurer la continuité du service pendant la durée de la convention, après inscription de ces dépenses au budget annexe eau, qui aura été élaboré en concertation avec l'autorité délégante et, validé par celle-ci.

ARTICLE 10 : MODALITES FINANCIERES

Les dépenses du syndicat au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice de la compétence déléguée. Le syndicat procèdera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais règlementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local.

Conformément aux fiches techniques de la DGCL et de la DGFIP concernant l'application de l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique, les dépenses seront traitées de la manière suivante :

10.1. Traitement des dépenses de fonctionnement

a) Principe général

En section de fonctionnement, les remboursements de frais se matérialisent par deux « dotations globalisées » :

- une « dotation globalisée » versée par Mulhouse Alsace Agglomération au syndicat pour les dépenses d'exploitation avec une dépense enregistrée dans les comptes de Mulhouse Alsace Agglomération au débit du compte 6287 « Remboursements de frais » pour un montant HT + TVA. Le syndicat enregistre la recette correspondante au crédit du compte 7087 « remboursements de frais » pour un montant TTC.
Les dépenses d'exploitation comprennent :
  - les charges à caractère général grevées de la TVA ;
  - les annulations de titre sur exercices antérieur, les créances éteintes et les non-valeurs antérieures grevées de la TVA ;
  - les indemnités et frais de mission et de formation des élus non-grevées de TVA.

- une « dotation globalisée » versée par Mulhouse Alsace Agglomération au syndicat pour les dépenses de personnel avec une dépense enregistrée dans les comptes de m2A au débit du compte 6218 « Autres personnels extérieurs » (non grevée de TVA). Le syndicat enregistre la recette correspondante au crédit du compte 7084 « Mise à disposition de personnel facturé ».

b) Echéancier de versement des dotations globalisées

A compter du 1er janvier 2023, de janvier à décembre, le remboursement par m2A sera réalisé au réel des dépenses du syndicat justifiées par un état récapitulatif produit par le

syndicat et signé par l'ordonnateur à une fréquence mensuelle. Un modèle d'état récapitulatif sera défini et structuré conjointement entre le syndicat et m2A.

10.2. Traitement des dépenses d'investissement

a) Principe général

Les dépenses d'investissement décidés par m2A sur proposition du Syndicat sur les biens concourant au service public de l'eau potable sont traitées via les comptes de travaux pour compte de tiers (compte 458 dans les comptes du budget du Syndicat). Il s'agit d'opérations identifiées et équilibrées en dépenses et en recettes. Les dépenses d'investissement sont ainsi enregistrées dans les comptes de m2A qui assure notamment l'amortissement des biens.

Le compte 458 comporte les subdivisions « Dépenses » (compte 4581) et « Recettes » (compte 4582), qui sont elles-mêmes complétées par un millésime. En cours d'opération, les dépenses et les recettes donnent lieu à émission de titres et de mandats. Après l'achèvement des travaux, le compte de dépenses et le compte de recettes doivent présenter un montant égal. La clôture définitive de l'opération se traduit par le solde réciproque du compte de recettes et du compte de dépenses, par opération d'ordre non budgétaire.

Le remboursement au réel des dépenses du syndicat par m2A s'effectuera sur réception d'un état récapitulatif signé par l'ordonnateur du syndicat. Un modèle d'état récapitulatif sera défini et structuré conjointement entre le syndicat et m2A.

b) Echéancier de versement des dotations globalisées

A compter du 1er janvier 2023, de janvier à décembre, le remboursement par m2A sera réalisé au réel des dépenses d'investissement du syndicat justifiées par un état récapitulatif produit par le syndicat et signé par l'ordonnateur à une fréquence mensuelle. Un modèle d'état récapitulatif sera défini et structuré conjointement entre le syndicat et m2A.

10.3. Traitement des recettes

M2A est chargé de la facturation et du recouvrement des factures d'eau. Toutefois, s'agissant du Syndicat, la facturation étant assurée par le délégataire dans le cadre d'une délégation de service public, le délégataire continuera de traiter la facturation. Il reversera trimestriellement la surtaxe syndicale à Mulhouse Alsace Agglomération qui se substitue au Syndicat au 1er janvier 2023.

Il va également facturer aux structures en charge de la facturation de l'eau (communes ou m2A) ou au client la fourniture d'eau comprenant (sa rémunération « la part eau », la surtaxe syndicale et la redevance prélèvement). Il adressera à l'agence de l'eau le montant de la redevance prélèvement. Il établira une fois l'an un décompte à l'agence de l'eau des volumes prélevés.

Les structures en charge de l'établissement de la facture d'eau auprès des usagers pour le compte de m2A devront facturer la part eau (incluant les dépenses liées à la production mais également à la distribution), la redevance prélèvement, la part assainissement et les redevances pollution domestique et modernisation du réseau. Elles reverseront à l'agence de l'eau et au SIVOM les montants correspondants.

M2A sollicitent toutes subventions auxquelles ils sont éligibles.

10.4. Traitement de la TVA

L'état récapitulatif des mandats et des factures faisant apparaitre le montant total de TVA (mention « dont TVA »), accompagnera les refacturations faites auprès de m2A. M2A s'acquitte de la TVA. Elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

10.5. Emprunts

M2A assure les remboursements d'échéances des emprunts historiques. Elle assure la contractualisation des nouveaux emprunts ou la modification d'emprunts relatifs aux compétences objet de la présente convention.

10.6. Arrêt des comptes à l'échéance de la convention

Un arrêt des comptes et un bilan financier (solde de tout compte) sera réalisé à l'échéance de la convention.

ARTICLE 11 – MODIFICATION ET RÉSILIATION

Tout projet de modification portant sur les dispositions autres que l'article 2 doit faire l'objet d'un avenant à la convention, adopté dans les mêmes conditions que celles ayant présidé à la conclusion de la convention initiale.

Le délégataire peut demander la résiliation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de six mois avant chaque échéance annuelle. La résiliation aura pour effet l'intégration à la régie communautaire, au 1er janvier de l'année N+1 suivant sa notification.

ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RECONDUCTION

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026 inclus.

A mi-parcours, les parties procèdent à une évaluation conjointe de la délégation.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le SIVU SAEP DU BP HARDT, délégataire, est responsable, à l'égard de Mulhouse Alsace Agglomération et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de l'exercice de la compétence visée à l'article 2 de la présente convention, de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Le délégataire est tenu de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance, dont il transmettra une copie pour information à Mulhouse Alsace Agglomération, pour garantir l'ensemble des risques inhérents à l'exercice de la compétence déléguée.

Il est tenu de souscrire les polices d'assurance garantissant les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence déléguée et d'en transmettre une copie pour information à Mulhouse Alsace Agglomération.

Le délégataire gère les sinistres afférents à l'exercice de la compétence déléguée dans les mêmes conditions qu'avant la prise d'effet de la présente convention.

ARTICLE 14 –LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 15 – MISE EN ŒUVRE

Le directeur général des services de Mulhouse Alsace Agglomération et le directeur général des services du SIVU SAEP DU BP HARDT sont chargés de la mise en œuvre de la présente convention.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Mulhouse le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, Le Président,	Pour le syndicat Le Président,
Fabian JORDAN	Antoine HOMÉ

M. le Président : Toujours dans les conventions, une convention de délégation de la compétence eau pour le syndicat SIVU du bassin potassique Hardt.

Mme BUCHERT : Il s'agit effectivement d'une délégation similaire à la précédente, puisque le SIVU bassin potassique Hardt a manifesté sa volonté de continuer à exercer la compétence de l'eau au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, et dans cette convention sont également précisées toutes les modalités et la convention doit être approuvée par les organes délibérants de chacune des parties.

M. le Président : Merci Maryvonne. Des questions ? Pas de question ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

11° CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES AVEC SAINT-LOUIS AGGLOMERATION POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE EAU SUR LA COMMUNE DE DIETWILLER (06/5.7.9/928C)

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand Fesneau du 3 août 2018, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1er janvier 2020.

La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit de nouvelles modalités d'exercice de ces compétences intercommunales. Elle donne la possibilité à la communauté d'agglomération de déléguer par convention tout ou partie des compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines à ses communes membres et aux syndicats infracommunautaires existant au 1er janvier 2020. Les compétences ainsi déléguées sont exercées au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération.

Par conséquent, par délibération en date du 21 septembre 2020, le conseil d'agglomération a approuvé la délégation de la compétence eau aux communes et syndicats infracommunautaires suivants, afin qu'ils l'exercent dans le cadre du dispositif de gestion existant à compter du 1er janvier 2021 :

- **les communes de Bantzenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Feldkirch, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim ;**

- **le SIAEP BABARU, le SIE Ottmarsheim-Hombourg-Niffer, le SIVU SAEP du Bassin Potassique Hardt, et le SIVU de Habsheim.**

Mulhouse Alsace Agglomération et Saint-Louis Agglomération étaient membres, en substitution de certaines de leurs communes, du SIAEP de Schlierbach et Environs à compter du 1er janvier 2020 suite au transfert de la compétence eau aux EPCI en application de la loi Notre du 7 août 2015.

Suite à des difficultés de fonctionnement, ce syndicat a été dissout par arrêté préfectoral du 19 avril 2021, et ce à compter du 1er mai 2021, la compétence Eau revenant ainsi à Mulhouse Alsace Agglomération et à Saint-Louis Agglomération.

Dans un souci d'uniformité des méthodes, Mulhouse Alsace Agglomération a délégué, par délibération en date du 15 mars 2021, la gestion de la compétence eau à la Commune de Dietwiller pour la période du 1er mai 2021 au 31 décembre 2022.
La commune de Dietwiller ne disposant pas des ressources internes pour assumer en propre cette gestion, a, par délibération en date du 19 mars 2021, et en accord avec Mulhouse Alsace Agglomération, conclu une convention de prestation de services avec Saint-Louis Agglomération, afin que celle-ci assure la gestion technique et administrative nécessaires à la continuité du service public d'eau potable pour son compte.
Cette prestation de services a fait l'objet d'une convention entre Saint-Louis Agglomération et la commune de Dietwiller, signée le 21 avril 2021.

Mulhouse Alsace Agglomération a décidé de créer, à compter du 1er janvier 2023, une régie communautaire de l'eau potable, pour la gestion de cette compétence.

Toutefois, dans un souci d'assurer la continuité du service public en 2023, Mulhouse Alsace Agglomération a sollicité Saint-Louis Agglomération pour prolonger d'une année supplémentaire l'exécution des tâches administratives et techniques pour son compte sur la commune de Dietwiller.

Afin de formaliser cet accord, la conclusion d'une convention de prestation de services entre Mulhouse Alsace Agglomération et Saint-Louis Agglomération est nécessaire. Le projet de convention doit être approuvé par les organes délibérants de chacune des parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention de prestation de services à conclure avec Saint-Louis Agglomération pour l'exercice de tâches administratives et techniques sur la commune de Dietwiller, sur la base du projet annexé à la présente délibération, avec effet au 1er janvier 2023,
- autorise le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

PJ : (1)
- Projet de convention de prestation de services avec Saint-Louis Agglomération

SAINT-LOUIS Agglomération
Terres d'avenir

- CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE POUR LE COMPTE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION SUR LA COMMUNE DE DIETWILLER -

PROJET

ENTRE

Saint-Louis Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc DEICHTMANN, dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération du Conseil de Communauté en date du 14 décembre 2022,

ci-dessous désignée par « Saint-Louis Agglomération »

d'une part,

ET

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil de Communauté en date du 12 décembre 2022,

ci-dessous désignée « Mulhouse Alsace Agglomération »

d'autre part,

PREAMBULE

Saint-Louis Agglomération et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) étaient membres, en substitution de certaines de leurs communes, du SIAEP de Schlierbach et Environs à compter du 1er janvier 2020 suite au transfert de la compétence Eau aux EPCI en application de la loi Notre.

Suite à des difficultés de fonctionnement, ce syndicat a été dissout par arrêté préfectoral du 19 avril 2021, et ce à compter du 1er mai 2021, la compétence Eau revenant ainsi à Saint-Louis Agglomération et à Mulhouse Alsace Agglomération.

En parallèle, Mulhouse Alsace Agglomération a délégué, du 1er mai 2021 au 31 décembre 2022, la gestion de la compétence Eau à la Commune de Dietwiller. Or celle-ci ne disposant pas des ressources internes pour assumer en propre cette gestion, il a été convenu par convention de prestation de services signée le 21 avril 2021, et en accord avec Mulhouse Alsace Agglomération, que, pour la même période, Saint-Louis Agglomération assure la gestion technique et

administrative nécessaires à la continuité du service public d'eau potable pour le compte de la Commune de Dietwiller.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Eau par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) à compter du 1er janvier 2023, et dans l'attente de la possibilité, pour la régie communautaire, d'exercer effectivement la compétence, Mulhouse Alsace Agglomération sollicite Saint-Louis Agglomération pour prolonger d'une année l'exécution des tâches administratives et techniques pour son compte sur la commune de Dietwiller, objet de la présente convention.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1ER - OBJET ET PERIMETRE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de confier à Saint-Louis Agglomération, qui l'accepte, l'exécution d'actes de gestion technique et administrative nécessaires à la continuité du service public d'eau potable pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération sur la Commune de Dietwiller et tels que précisés dans la présente convention.

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

Saint-Louis Agglomération exerce les prestations objet de la présente convention au nom et pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération sur la Commune de Dietwiller.

Elle s'engage à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations en vigueur dans le cadre de cette prestation de services et met en œuvre tous les moyens nécessaires au bon exercice des missions qui lui sont confiées.

Seules des tâches d'exploitation seront réalisées par Saint-Louis Agglomération dans le cadre de cette prestation de services afin d'assurer un fonctionnement satisfaisant du service public. Les travaux d'investissement seront quant à eux effectués par Mulhouse Alsace Agglomération.

Saint-Louis Agglomération assure ainsi à titre transitoire les prestations suivantes :

- suivi de la base de données des abonnés, conformément à la réglementation relative à la protection des données personnelles
- établissement de la relève des compteurs d'eau (2 fois / an)
- établissement des rôles de facturation (2 fois / an)
- vente d'eau en entrée du territoire
- mise à disposition du service d'astreinte
- déclenchement des interventions d'urgence et suivi des travaux de petites réparations
- interventions sur petites fuites avant compteur
- accompagnement du préleveur mandaté par l'ARS pour réaliser le contrôle sanitaire de l'eau distribuée sur la Commune de Dietwiller
- réponses aux DT/DICT

Mulhouse Alsace Agglomération et la Commune de Dietwiller donnent toute latitude au personnel de Saint-Louis Agglomération pour intervenir sur son territoire, notamment sur demande du Maire ou sur celle de ses habitants ou de la régie communautaire de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération. Lorsque l'intervention de Saint-Louis Agglomération ne nécessite pas de sollicitation préalable de la part de Mulhouse Alsace Agglomération ou de la Commune, il est convenu que Saint-Louis Agglomération prévienne Mulhouse Alsace

PROJET

Agglomération et la Commune de son intervention sur son territoire, notamment pour effectuer la relève des compteurs d'eau.

Saint-Louis Agglomération assure la gestion de tous les contrats en cours éventuellement afférents aux missions confiées ci-dessus. Les cocontractants seront informés par Saint-Louis Agglomération de l'existence du mandat que celle-ci exerce pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération.
Saint-Louis Agglomération prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées.

S'agissant spécifiquement des actes soumis aux règles de la commande publique à conclure afférent aux prestations confiées pendant la durée de la présente convention ou devant faire l'objet d'un avenant, seuls les organes de Mulhouse Alsace Agglomération seront compétents pour procéder à la désignation des cocontractants et à la signature des actes en cause. Le travail de préparation et de suivi de ces actes est assuré par Saint-Louis Agglomération.

ARTICLE 3 - PERSONNELS ET SERVICES

Les personnels exerçants toute ou partie de leurs missions pour l'exercice des tâches faisant l'objet de la présente convention demeurent des agents de Saint-Louis Agglomération sous l'autorité hiérarchique du Président de celle-ci et sous son autorité fonctionnelle.

ARTICLE 4 - MODALITES PATRIMONIALES

Mulhouse Alsace Agglomération autorise Saint-Louis Agglomération à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation des prestations objet de la présente convention, qui sont mis de plein droit à sa disposition.

ARTICLE 5 - MODALITES FINANCIERES

La gestion de la compétence Eau, objet de la présente convention, par les services de Saint-Louis Agglomération donne lieu à :

- ✓ un remboursement annuel forfaitaire par Mulhouse Alsace Agglomération couvrant les coûts relatifs à l'établissement des rôles de facturation : 2 000 € HT
- ✓ un remboursement horaire par Mulhouse Alsace Agglomération (selon état semestriel) couvrant les coûts relatifs au personnel et au matériel : 28 €/h HT

Les modalités de versement :

- ✓ un versement annuel sur la base d'un titre émis par la Saint-Louis Agglomération

Les dépenses supplémentaires qui apparaitraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par Mulhouse Alsace Agglomération.

En cas d'urgence, de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, Saint-Louis Agglomération pourra toutefois réaliser tous travaux non prévus et engager les dépenses correspondantes, sur sa proposition et après décision du Président de la Communauté. Elle en rendra compte financièrement dans le bilan annuel mentionné à l'article 7.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES

Saint-Louis Agglomération est responsable à l'égard de Mulhouse Alsace Agglomération et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

PROJET

Elle est en outre responsable à l'égard de Mulhouse Alsace Agglomération et des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisées au-delà des prestations qui lui ont été confiées au titre de la présente convention.
Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra pour information à Mulhouse Alsace Agglomération et de souscrire tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens mobiliers et immobiliers, mis à disposition par Mulhouse Alsace Agglomération.
Mulhouse Alsace Agglomération s'assurera contre toute mise en cause de sa responsabilité et celle de ses représentants en sa qualité d'autorité titulaire de la compétence visée par la présente convention.

ARTICLE 7 - CONTROLE

Mulhouse Alsace Agglomération exerce un contrôle sur la base d'un fichier d'exploitation tenu par Saint-Louis Agglomération.

En outre, Mulhouse Alsace Agglomération se réserve le droit d'effectuer à tout moment tout contrôle qu'elle estime nécessaire ; Saint-Louis Agglomération devra donc laisser libre accès, à Mulhouse Alsace Agglomération et à ses agents, à toutes les informations concernant la réalisation des prestations objet de la convention.

ARTICLE 8 - DUREE ET RESILIATION

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle pourra être résiliée avant terme dans l'une des hypothèses suivantes :
- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 60 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets,
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, le litige relèvera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Strasbourg.

ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile dans leurs sièges respectifs.

Fait en 2 exemplaires à Saint-Louis, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Pour Saint-Louis Agglomération

PROJET

Le Président,

Fabian JORDAN

Le Président,

Jean-Marc DEICHTMANN

PROJET

M. le Président : Convention de prestation de services avec Saint-Louis agglomération.

Mme BUCHERT : Il s'agit effectivement d'une convention entre Saint-Louis agglomération et Mulhouse Alsace agglomération qui concerne l'exercice des missions liées à la compétence eau sur la commune de Dietwiller. Le SIAEP Schlierbach et environs a été dissous, et Mulhouse Alsace agglomération a délégué l'exercice de la compétence eau à la commune de Dietwiller qui n'a pas les ressources internes pour assumer en propre cette gestion. La convention qu'on vous présente porte sur un accord avec Saint-Louis agglomération pour l'exercice de la compétence eau sur le territoire de la commune de Dietwiller, à partir du 1er janvier.

M. le Président : Merci Maryvonne. Des questions ? Pas de question. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

12° TARIFS 2023 DE L'EAU POTABLE DISTRIBUEE - TARIFS VENTE D'EAU EN GROS - SURTAXE COMMUNAUTAIRE – TARIFS TRAVAUX (4000/7.10.5/934C)

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué à titre obligatoire les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Mulhouse Alsace Agglomération a choisi de déléguer tout ou partie des compétences aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui le souhaitaient, sur la base de conventions de délégation du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022.

Le mode de gestion choisi au 1er janvier 2023 est la régie communautaire de l'eau au sein de Mulhouse Alsace Agglomération.

Il convient de fixer les tarifs au 1er janvier 2023 conformément aux tarifs proposés par les communes.

L'article 256 B du CGI assujettit obligatoirement à la TVA la fourniture de l'eau dans les communes d'au moins 3 000 habitants ou par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dont le champ d'action s'exerce sur un territoire d'au moins 3 000 habitants.

La future Régie Communautaire de l'Eau, gérée par Mulhouse Alsace Agglomération sera donc nécessairement assujettie à la TVA, à un taux de 5,5 % au 1er janvier 2023.

Pour les communes non assujetties à la TVA en 2022 à savoir Bantzenheim, Berrwiller, Bruebach, Chalampé, Feldkirch, Steinbrunn-le-Bas et Ungersheim, il convient de ne pas modifier le montant payé par l'usager pour le service d'eau au moment du transfert de la compétence.

Afin de garantir la neutralité tarifaire du transfert pour les usagers en ce qui concerne la TVA, il est donc nécessaire de diminuer le tarif pour compenser l'application de la TVA à 5,5 %.

En outre, il y aura lieu également de fixer le montant de la surtaxe communautaire sur l'eau pour les communes assujetties, à l'identique de ce qui existait en 2022.

Enfin, certaines communes sont amenées à faire adopter des tarifs de travaux (ouverture fermeture de compteurs, frais de gestion…).

I. TARIFS

Les tarifs ainsi proposés sont les suivants :

1- Pour les communes suivantes qui étaient gérées par l'ancienne Régie de l'Eau de Mulhouse : Brunstatt/Didenheim – Illzach – Lutterbach - Morschwiller le Bas – Mulhouse – Pfastatt – Reiningue – Riedisheim – Sausheim - ancien SIVU Canton de Habsheim : Eschentzwiller, Habsheim, Rixheim et Zimmersheim

A- Tarifs proposés pour l'année 2023 pour l'eau distribuée :

Le tarif global de l'eau (incluant le prix de base et la redevance de prélèvement) **est inchangé par rapport à 2022**.

Prix au m³	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution HT	Evolution TTC
Tarif global de l'eau :						
Prix de base	1,1700	1,2344	1,1700	1,2344	0,00%	0,00%
Prélèvement en nappe profonde	0,1854	0,1956	0,1854	0,1956	0,00%	0,00%
Total :	**1,3554**	**1,4300**	**1,3554**	**1,4300**	**0,00%**	**0,00%**

B - Tarifs proposés pour l'année 2023 pour l'abonnement aux compteurs d'eau :

Il est proposé de ne pas augmenter les tarifs des abonnements aux compteurs pour l'année 2023.

Diamètre compteur	Abonnement urbain							
	Tarif mensuel 2022 HT	Tarif mensuel 2022 TTC	Tarif annuel 2022 HT	Tarif annuel 2022 TTC	Tarif mensuel 2023 HT	Tarif mensuel 2023 TTC	Tarif annuel 2023 HT	Tarif annuel 2023 TTC
15	2,69	2,84	32,24	34,01	2,69	2,84	32,24	34,01
20	2,69	2,84	32,24	34,01	2,69	2,84	32,24	34,01
25	4,75	5,01	56,96	60,09	4,75	5,01	56,96	60,09
30	7,02	7,41	84,23	88,86	7,02	7,41	84,23	88,86
40	11,78	12,43	141,32	149,09	11,78	12,43	141,32	149,09
50	23,35	24,63	280,21	295,62	23,35	24,63	280,21	295,62
60	23,35	24,63	280,21	295,62	23,35	24,63	280,21	295,62
65	23,35	24,63	280,21	295,62	23,35	24,63	280,21	295,62
80	36,34	38,34	436,08	460,06	36,34	38,34	436,08	460,06
100	46,69	49,26	560,31	591,13	46,69	49,26	560,31	591,13
150	70,03	73,88	840,40	886,62	70,03	73,88	840,40	886,62
200 et plus	70,03	73,88	840,40	886,62	70,03	73,88	840,40	886,62

Diamètre compteur	Abonnement suburbain							
	Tarif mensuel 2022 HT	Tarif mensuel 2022 TTC	Tarif annuel 2022 HT	Tarif annuel 2022 TTC	Tarif mensuel 2023 HT	Tarif mensuel 2023 TTC	Tarif annuel 2023 HT	Tarif annuel 2023 TTC
15	3,20	3,38	38,42	40,53	3,20	3,38	38,42	40,53
20	3,20	3,38	38,42	40,53	3,20	3,38	38,42	40,53
25	5,79	6,11	69,45	73,27	5,79	6,11	69,45	73,27
30	8,47	8,94	101,69	107,28	8,47	8,94	101,69	107,28
40	14,05	14,82	168,59	177,86	14,05	14,82	168,59	177,86
50	28,10	29,65	337,18	355,72	28,10	29,65	337,18	355,72
60	28,10	29,65	337,18	355,72	28,10	29,65	337,18	355,72
65	28,10	29,65	337,18	355,72	28,10	29,65	337,18	355,72
80	42,15	44,47	505,77	533,59	42,15	44,47	505,77	533,59
100	55,95	59,03	671,45	708,38	55,95	59,03	671,45	708,38
150	83,88	88,49	1006,57	1061,93	83,88	88,49	1006,57	1061,93
200 et plus	83,88	88,49	1006,57	1061,93	83,88	88,49	1006,57	1061,93

Pour les compteurs dits « combinés », le tarif d'abonnement est égal à la somme du tarif des compteurs considérés.

C - Tarif proposé pour l'année 2023 pour la location d'un compteur divisionnaire dans le cadre de la loi SRU :

Il est proposé de ne pas augmenter le tarif de location d'un compteur divisionnaire pour l'année 2023.

Tarif mensuel 2022 HT	Tarif mensuel 2022 TTC	Tarif annuel 2022 HT	Tarif annuel 2022 TTC	Tarif mensuel 2023 HT	Tarif mensuel 2023 TTC	Tarif annuel 2023 HT	Tarif annuel 2023 TTC
2,06	2,17	24,72	26,08	2,06	2,17	24,72	26,08

2- <u>Pour les communes non assujetties à la TVA en 2022 : Bantzenheim, Berrwiller, Bruebach, Chalampé, Dietwiller, Feldkirch, Steinbrunn le Bas et Ungersheim</u>

Les tarifs de location compteur, ci-dessous, seront déclinés mensuellement à la quatrième décimale près.

Prix au m³ Location compteurs par semestre	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
BANTZENHEIM				
Prix de l'eau	1,030	0,976	1,030	0,00%
Compteur diam < ou égal à 20 (½ pouce)	6,84	6,4834	6,84	0,00%
Compteur diam 30 (1 pouce)	12,75	12,0853	12,75	0,00%
Compteur diam > diamètre 30	65,09	61,6967	65,09	0,00%

Prix au m³	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
BERRWILLER				
Prix de l'eau	1,309	1,2408	1,309	0,00%
Location compteur d'eau €/an				
Diam 25	20	18,9573	20	0,00%
Diam 25 (agriculteurs et irrigation)	10	9,4786	10	0,00%
Diam 32	29	27,4881	29	0,00%
Diam 40	29	27,4881	29	0,00%
Redevance de prélèvement eau souterraine	0,079	0,0748	0,079	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
BRUEBACH				
Prix de base	1,831	1,7355	1,831	0,00%

Location du compteur d'eau /€/an	28	26,5403	28	0,00%
Redevance de prélèvement	0,086	0,0815	0,086	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
CHALAMPE				
Prix de l'eau	0,687	0,6512	0,687	0,00%
Location du compteur d'eau /€/an	4	3,7915	4	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
DIETWILLER				
Prix de l'eau	0,95	0,9005	0,95	0,00%
Location du compteur d'eau /€/semestre	5,25	4,9763	5,25	0,00%

Prix au m³ Location compteurs par semestre Travaux	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
FELDKIRCH				
Prix de l'eau	1,30	1,2322	1,30	0,00%
Compteurs diam. 15	11,77	11,1564	11,77	0,00%
Compteurs diam. 20	17,64	16,7204	17,64	0,00%
Compteurs diam.30	23,53	22,3033	23,53	0,00%
Compteurs diam.40	41,17	39,0237	41,17	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
STEINBRUNN LE BAS				
Prix de l'eau	1,117	1,0588	1,117	0,00%
location compteur / an	18	17,0616	18	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
UNGERSHEIM				
prix de l'eau	1,10	1,0427	1,10	0,00%
location compteur / an	30	28,4360	30	0,00%

3- Autres communes

Les tarifs de location compteur, ci-dessous, seront déclinés mensuellement à la quatrième décimale près.

Prix au m³ Location compteurs par semestre	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
BALDERSHEIM/BATTENHEIM/ RUELISHEIM					
Prix de base	1,30	1,37	1,30	1,37	0,00%
Diam 15	10	10,55	10	10,55	0,00%
Diam 20	10	10,55	10	10,55	0,00%
Diam 25	10	10,55	10	10,55	0,00%
Redevance de prélèvement	0,08	0,0844	0,08	0,0844	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
KINGERSHEIM					
Prix de l'eau	1,44	1,5192	1,44	1,5192	0,00%
Location compteur / €/an	40,06	42,2633	40,06	42,2633	0,00%

Prix au m³ Location compteur	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
RICHWILLER					
Prix de l'eau	1,395	1,4717	1,395	1,4717	0,00%
Diam 20	4,12	4,35	4,12	4,35	0,00%
Diam25	4,57	9,64	4,57	9,64	0,00%
Diam 32	4,57	9,64	4,57	9,64	0,00%
Diam 40	12,20	12,87	12,20	12,87	0,00%
Diam 50/60	20,12	21,23	20,12	21,23	0,00%
Diam 80	22,11	23,33	22,11	23,33	0,00%
Diam 150	90,10	95,06	90,10	95,06	0,00%

Prix au m³ Location compteurs par semestre	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
STAFFELFELDEN					
Prix de l'eau	1,2210	1,2882	1,2210	1,2882	0,00%
Compteurs diam. 15	5,00	5,2750	5,00	5,2750	0,00%

Compteurs diam. 25	9,00	9,4950	9,00	9,4950	0,00%
Compteurs diam.30	17,00	17,9350	17,00	17,9350	0,00%
Compteurs diam.60	30,00	31,6500	30,00	31,6500	0,00%
Compteurs diam.100	40,00	42,2000	40,00	42,2000	0,00%

Prix au m³ Location compteurs par semestre	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
OTTMARSHEIM / HOMBOURG / NIFFER					
1 à 6000 m3	1,3000	1,3715	1,3000	1,3715	0,00%
6001 à 24000 m3	1,2900	1,3610	1,2900	1,3610	0,00%
24001 à 48000 m3	1,2800	1,3504	1,2800	1,3504	0,00%
>48000 m3	1,2700	1,3399	1,2700	1,3399	0,00%
Diam 15 et 20	7,00	7,39	7,00	7,39	0,00%
Diam25	8,50	8,97	8,50	8,97	0,00%
Diam40	11,00	11,61	11,00	11,61	0,00%
Diam50	20,00	21,10	20,00	21,10	0,00%
Diam 65	26,50	27,96	26,50	27,96	0,00%
Diam 80 (WS)	27,00	28,49	27,00	28,49	0,00%
Diam 80/350 (AQ)	38,50	40,62	38,50	40,62	0,00%
Diam 80 combiné	53,50	56,44	53,50	56,44	0,00%
Diam 100/250 (WS)	27 ,50	29,01	27 ,50	29,01	0,00%
Diam 100/250 + filtre	42,00	44,31	42,00	44,31	0,00%
Diam 100/350 (AQ)	48,00	50,64	48,00	50,64	0,00%
Diam 100 combiné	72,50	76,49	72,50	76,49	0,00%

Prix au m³ Location compteurs	Tarifs 2022 HT	Tarifs 2022 TTC	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC	Evolution TTC
WITTENHEIM					
Prix de l'eau	1,15	1,2133	1,20	1,2660	4,344%
Diam 15	18	18,99	12	12,66	0,00%
Diam 20	18	18,99	18	18,99	0,00%
Diam25	23,54	24,8347	23,54	24,8347	0,00%

Diam 32	23,63	24,9297	23,63	24,9297	0,00%
Diam40	50,65	53,4358	50,65	53,4358	0,00%
Diam50	69,78	73,6179	69,78	73,6179	0,00%
Diam 60	81,04	85,4972	81,04	85,4972	0,00%
Diam 80	112,55	118,7403	112,55	118,7403	0,00%
Diam 100	129,43	136,5487	129,43	136,5487	0,00%

4- Communes en Délégation de Service Public (DSP)

Le mode de gestion des communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim et Wittelsheim, pour la distribution de l'eau, est la délégation de service public (DSP).

Les contrats de DSP prévoient une réactualisation des tarifs une fois par an.

Pour les communes de Bollwiller, Petit-Landau et Pulversheim, cette réactualisation se fera sur la base d'indices connus au 1er janvier 2023.

Pour la commune de Wittelsheim, la réactualisation sera effective au 1er octobre 2023. Les tarifs actuellement en vigueur seront donc maintenus jusqu'au 30 septembre 2023.

Prix au m³ Location compteur	Tarifs jusqu'au 30/09/2022 HT	Tarifs jusqu'au 30/09/2022 2022 TTC	Tarifs à partir du 01/10/2022 et jusqu'au 30/09/2023 HT	Tarifs à partir du 01/10/2022 et jusqu'au 30/09/2023 TTC	Evolution TTC
WITTELSHEIM					
Prix de l'eau part fermier	1,2251	1,2925	1,2725	1,3425	3,87%
Location compteur / an	38,02	40,1111	39,50	41,6725	3,8927%

Des délibérations ultérieures viendront fixer lesdits tarifs.

II. TARIFS DE LA VENTE D'EAU EN GROS

Un tarif de vente d'eau en gros sera appliqué aux entités ayant signé une convention de subdélégation du service de l'eau potable avec Mulhouse Alsace Agglomération, dans le cadre du transfert de la compétence eau. Ce tarif pourra également être proposé aux délégataires sous contrat de service public de production d'eau avec Mulhouse Alsace Agglomération :

Tarifs vente d'eau en gros communes signataires d'une convention de gestion	Tarifs 2022 hors taxes	Tarifs 2023 hors taxes	Tarifs 2023 TTC
Tarif de base de vente d'eau en	0,1802 €	0,1802 €	0,1901 €

gros/m^3			
Redevance de prélèvement/m^3	0,1854 €	0,1854 €	0,1956 €
Prix total	**0,3656 €**	**0,3656 €**	**0,3857 €**

III. SURTAXE COMMUNAUTAIRE POUR 2023

COMMUNES	MONTANT EN € HT/m^3	MONTANT EN € TTC/m^3
BOLLWILLER	0,6000	0,6330
BRUNSTATT-DIDENHEIM	0,5064	0,5343
ILLZACH	0,2662	0,2809
LUTTERBACH	0,3700	0,3904
MORSCHWILLER-LE-BAS	0,5000	0,5275
PETIT LANDAU	0,7000	0,7385
PFASTATT	0,4243	0,4476
PULVERSHEIM	0,4500	0,4748
REININGUE	0,9024	0,9520
RIEDISHEIM	0,4519	0,4767
SAUSHEIM	0,2379	0,2510
BALDERSHEIM/BATTENHEIM/RUELISHEIM	0,1500	0,1583
WITTELSHEIM	0,1500	0,1583
SIVU BP HARDT	0,1500	0,1583
SIVU CANTON HABSHEIM	0,8500	0,8968

IV. TRAVAUX

Les tarifs de travaux pour 2023 sont les suivants :

Commune de Bantzenheim :

Prestations	Tarif € HT	Tarif € TTC
Branchement sur conduite A.E.P du domaine public jusqu'au domaine privé, sous voie communale (5 ml)	2 500	3 000
Le mètre linéaire supplémentaire	100	120
Branchement sur conduite A.E.P du domaine public jusqu'au domaine privé, sous voie départementale (5 ml)	2 800	3 360
Le mètre linéaire supplémentaire 100 120	200	240

Commune de Feldkirch :

Prestations	Tarif € HT	Tarif € TTC
ouverture/fermeture de compteur	25	30
frais de gestion pour branchements neufs	29,1667	35

Communes de Ottmarsheim / Hombourg / Niffer :

Prestations	Tarif € HT	Tarif € TTC
Branchement en DN 32 (de la conduite principale jusqu'au	2 400	2 880

regard) sous voie communale (max.5ml)		
Le ml supplémentaire	110	132
Branchement multiple sur une tranchée (un même propriétaire) – par branchement supplémentaire	500	600
Branchement sous route départementale (max 5ml)	2 725	3 270
Le ml supplémentaire	195	234
Forfait d'intervention de l'agent technique	26/h	31,20/h
Forfait matériel (dans le cadre de l'intervention)	14 /h	16,80/h

Communes de Ungersheim :

Prestations	Tarif € HT	Tarif € TTC
Pose compteurs	416,6667	500
Pose regard incongelable + 1 compteur	1 250	1 500
Pose regard incongelable + 2 compteurs	1 666,6667	2 000
Branchements eau	2 166,6667	2 600

Communes de Wittenheim :

Prestations	Tarif € HT	Tarifs € TTC
Branchements particuliers au réseau d'eau (jusqu'à 10 ml)		
Diam 40 (*)	2 268,80	2 722,56
Diam 50 (*)	2 543,80	3 052,56
Diam 60	3 823,70	4 588,44
Diam 80	4 226,00	5 071,20
Diam 100	4 529,70	5 435,64
Diam 200	11 343,80	13 612,56
Branchements particuliers au réseau d'eau (tarif / ml >10 ml)		
Diam 40	73,70	88,44
Diam 50	75,00	90,00
Diam 60	76,40	91,68
Diam 80	84,90	101,88
Diam 100	93,40	112,08
Diam 200	226,70	272,04
Branchements particuliers au réseau d'eau à partir de 2 compteurs (formule de calcul tenant compte du diamètre)	Tarif du diamètre du compteur x (1 + 0,5 x (Nombre de compteur -1)	

(*) le prix facturé inclut la fourniture d'1 compteur, d'un regard pour 1 ou 2 compteurs et autres accessoires.

Les compteurs supplémentaires au-delà du premier font l'objet d'une facturation complémentaire.

Les regards pour 3 compteurs ou plus seront à la charge du demandeur ou facturés en supplément.

Prestations	**Tarif € HT**	**Tarifs € TTC**
Coût horaire d'un agent jour	35,40	42,48
Coût horaire d'un agent nuit ou le week-end	70,70	84,84
Frais d'accès au service de l'eau	47,80	57,36
Pose ou dépose d'un compteur d'eau sur demande de l'abonné	50,80	60,96
Suspension d'un branchement avec dépose compteur / robinet sur demande de l'abonné.	149,20	179,04
Suppression définitive de branchements particuliers au réseau d'eau sur demande de l'abonné.		
Diam 40	1 226,50	1 471,80
Diam 50	1 373,20	1 647,84
Diam 60	1 920,90	2 305,08
Diam 80	2 131,20	2 557,44
Diam 100	2 329,80	2 795,76
Diam 200	5 814,60	6 977,52

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- ADOPTE les tarifs pour l'eau potable distribuée ci-dessus exposés applicables au 1er janvier 2023

- ADOPTE les tarifs de vente d'eau en gros exposés ci-dessus applicables au 1er janvier 2023

- ADOPTE les surtaxes communautaires ci-dessus exposées applicables au 1er janvier 2023

- ADOPTE les tarifs de travaux (prestations) ci-dessus exposés applicables au 1er janvier 2023

M. le Président : Au point 12, il s'agit des tarifs 2023 de l'eau potable. Loïc RICHARD.

M. RICHARD : Oui M. le Président. Je vais m'associer un instant aux remerciements appuyés que vous avez eus vis-à-vis à la fois des services et de tous les élus qui ont travaillé dans les différentes conférences ou cénacles où nous sommes réunis. Je les remercie vraiment pour la qualité des échanges et le travail qui a été effectué pour en arriver à cette création de régie puisque comme cela a été dit, c'est un moment extrêmement important pour notre agglomération de se doter de cet outil qui va nous permettre de travailler efficacement à une gestion durable de cette ressource essentielle. En ce qui concerne la délibération que je vais vous présenter, il s'agit de fixer les tarifs au 1er janvier 2023 conformément à ce qui existe aujourd'hui. Il n'y aura pas de modification, si ce n'est des petits ajustements liés à un article du code général des impôts qui va assujettir, notamment pour certaines communes, le prix de l'eau à la TVA nécessitant un petit ajustement des prix de l'eau de manière à ce que pour le consommateur le prix soit stable et qu'il n'y ait pas d'augmentation.

Cela concerne les communes de Berrwiller, Bruebach, Chalampé, Feldkirch, Steinbrunn-le-bas et Ungersheim. Il y a également lieu de fixer le montant de la surtaxe communautaire, donc l'ensemble des points sont repris dans les tableaux qui sont adossés à la délibération. Enfin, certaines communes sont amenées à faire adopter des tarifs pour des travaux. Là encore, vous avez le détail qui vous a été communiqué au chapitre 4 de la délibération. Je ne vais pas entrer dans le détail de chacun des tarifs qui est repris en annexe. Il s'agit donc d'adopter l'ensemble de ces tarifs.

M. le Président : Merci Loïc. Des questions ? Pas de question ? Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

13° MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS, CREATIONS ET TRANSFORMATIONS DE POSTES AU 1er JANVIER 2023 SUITE AU TRANSFERT DE COMPETENCE EAU (324/4.1.1/878C)

L'article 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe), attribue, à titre obligatoire, la compétence Eau aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

En conséquence, conformément à l'article L5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le transfert de la compétence Eau à Mulhouse Alsace Agglomération entraîne le transfert des services chargés de la mise en œuvre de ces compétences.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil d'Agglomération de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil d'Agglomération le 27 juin 2022 ;

Considérant que les besoins des services nécessitent la création d'emplois permanents et la révision de l'état des emplois permanents comme suit :

- **120 Créations :**

  - 114 issues des postes supprimés à la Ville.
  - 6 liées au transfert de postes provenant d'autres collectivités et syndicats des eaux.

- **Transformations de postes :**

  Elles résultent de l'évolution des fonctions, des métiers et de la carrière des agents du service des Eaux.

  Elles sont au nombre de 9.

Le transfert du service en charge de la compétence Eau nécessitera par ailleurs des créations de poste complémentaires dont les profils sont en cours de rédaction.

Le Comité Technique a été saisi de l'ensemble des modifications proposées.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- crée au tableau des effectifs les emplois permanents précités
- modifie en conséquence le tableau des effectifs dont la nouvelle composition figure en annexe à compter du 1er janvier 2023

P.J : 1 annexe

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS NOUVEL ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS AU 01/01/2023 ***Mulhouse Alsace Agglomération***	C1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	Effectifs budgétaires temps complet	Effectifs budgétaires temps non complet	Effectifs budgétaires totaux
Collaborateur de cabinet	A	6	0	6
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général	A	1	0	1
Directeur Général Adjoint	A	3	0	3
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux Administrateur général Administrateur hors classe Administrateur	A	5	0	5
Cadre d'emplois des attachés territoriaux Attaché hors classe Directeur (en voie d'extinction) Attaché principal Attaché	A	124	0	124
Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	B	78	1	79
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux Adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif	C	147	10	157
TOTAL		**354**	**11**	**365**
FILIERE TECHNIQUE				
Cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux Ingénieur général Ingénieur en chef hors classe Ingénieur en chef	A	8	0	8
Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux Ingénieur hors classe Ingénieur principal Ingénieur	A	64	0	64
Cadre d'emplois des techniciens territoriaux Technicien principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe Technicien	B	128	0	128
Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	96	0	96
Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique	C	617	67	684
TOTAL		**913**	**67**	**980**

FILIERE MEDICO-TECHNIQUE Cadre d'emplois des vétérinaires territoriaux Vétérinaire de classe exceptionnelle Vétérinaire hors classe Vétérinaire de classe normale	A	2	0	2
FILIERE MEDICO-SOCIALE Cadre d'emplois des médecins territoriaux Médecin hors classe Médecin 1ère classe Médecin 2ème classe	A	2	0	2
Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux Infirmière hors classe Infirmière de classe supérieure Infirmière de classe normale	A	2	0	2
Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales Puéricultrice hors classe Puéricultrice de classe supérieure Puéricultrice de classe normale	A	3	0	3
Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture Auxiliaire de puériculture ppal 1Cl Auxiliaire de puériculture ppal 2Cl	C	15	1	16
TOTAL		**22**	**1**	**23**
FILIERE SOCIALE Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif de 1è classe Assistant socio-éducatif de 2è classe	A	4	0	4
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants de 1è classe Educateur de jeunes enfants de 2è classe	A	17	0	17
TOTAL		**21**	**0**	**21**
FILIERE CULTURELLE Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine Conservateur en chef Conservateur	A	2	0	2
Cadre d'emplois des attachés de conservation Attaché de conservation du patrimoine	A	3	0	3
Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques Assistant de conservation principal de 1ère classe Assistant de conservation principal de 2ème classe Assistant de conservation	B	5	0	5
Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe Assistant d'enseignement artistique	B	1	0	1
TOTAL		**11**	**0**	**11**
FILIERE SPORTIVE Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	2	0	2

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives Educateur des APS principal de 1ère classe Educateur des APS principal de 2ème classe Educateur des APS	B	44	1	45
Cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives Opérateur des activités physiques et sportives principal Opérateur des activités physiques et sportives qualifié Opérateur des activités physiques et sportives	C	2	0	2
TOTAL		**48**	**1**	**49**
FILIERE ANIMATION Cadre d'emploi des animateurs territoriaux Animateur principal de 1ère classe Animateur principal de 2ème classe Animateur	B	44	21	65
Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation Adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint d'animation principal de 2ème classe Adjoint d'animation	C	33	231	264
TOTAL		**77**	**252**	**329**
TOTAL GENERAL		**1458**	**332**	**1790**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;
(2) Catégories : A, B ou C.

M. le Président : Il s'agit maintenant de la mise à jour du tableau des emplois permanents : créations et transformations des postes au 1er janvier suite au transfert toujours de la compétence eau. Jean-Luc SCHILDKNECHT.

M. SCHILDKNECHT : Oui Fabian, la mise à jour du tableau des effectifs est un exercice que nous pratiquons lors de presque tous les conseils d'agglomération. En effet, il nous appartient de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade, c'est une obligation. La mise à jour d'aujourd'hui revêt quand même un caractère un peu particulier puisqu'elle est la conséquence du transfert de la compétence eau, et dans ce cadre il s'agit de transférer de la ville de Mulhouse vers l'agglomération 114 agents. Ce sont les postes supprimés par la Ville, de fait. Il conviendra également d'inscrire 6 postes transférés d'autres collectivités et syndicats. A noter également dans cette délibération que 9 postes ont été transformés du fait de l'évolution des fonctions, ce qui était tout à fait prévu et normal. Ce soir, il vous est demandé de valider le nouveau tableau dans son état qui vous a été donné en pièce jointe. Est-ce que cela appelle des questions de votre part ?

M. le Président : Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

14° COMPETENCE EAU : MODALITES D'INTEGRATION DU PERSONNEL TRANSFERE LE 1er JANVIER 2023 (32/4.1.8/881C)

L'article 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe) a attribué, à titre obligatoire, la compétence « eau » aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'intervalle, comme l'a permis la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, dans son article 14, Mulhouse Alsace Agglomération a choisi de déléguer tout ou partie des compétences aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui le souhaitaient, sur la base de conventions de délégation du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022.

Ces conventions arrivant à échéance, une régie communautaire de l'eau au sein de Mulhouse Alsace Agglomération est créée à compter du 1er janvier 2023 afin d'effectuer le transfert effectif de la compétence.

En conséquence, conformément à l'article L5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le transfert de la compétence Eau à Mulhouse Alsace Agglomération entraîne le transfert du service chargé de la mise en œuvre de cette compétence.

Les agents transférés sont les suivants :

- La totalité du service de l'Eau (SdE) est transférée, soit 97 agents :
  8 adjoints administratifs,
  2 rédacteurs,
  1 attaché,
  46 adjoints techniques,
  25 agents de maîtrise,
  8 techniciens,
  6 ingénieurs,
  1 ingénieur en chef.

- Syndicat Ottmarsheim-Hombourg-Niffer, 2 agents :
  1 adjoint administratif principal,
  1 adjoint technique.

Les agents territoriaux qui remplissent en totalité leurs fonctions dans ces services sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Concernant les syndicats intercommunaux dissouts, l'article L5212-33 du CGCT prévoit le transfert du personnel à l'entité reprenant le service, dans un emploi de même niveau en tenant compte de ses droits acquis.

Les agents transférés affectés à ces postes conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération avant l'entrée en vigueur de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, à savoir la prime de service ou treizième mois.

Les modalités du transfert de personnels sont précisées dans la fiche d'impact ci-annexée et font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'EPCI.

Cette décision sera finalisée par la signature d'arrêtés individuels portant transfert des agents concernés.

Les créations des emplois correspondants font l'objet d'une délibération spécifique.

Vu l'avis du Comité technique réuni le 17 novembre 2022,

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modalités de transfert du personnel, affecté à la compétence Eau, au sein de Mulhouse Alsace Agglomération à compter du 1er janvier 2023,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer toute pièce administrative nécessaire.

PJ : - annexes : fiche d'impact de la Ville de Mulhouse

COMPETENCE EAU - TRANSFERT DU PERSONNEL AU 1ER JANVIER 2023

FICHE D'IMPACT
Personnel transféré de la ville de Mulhouse à m2A

LE PROJET

DESCRIPTION

L'article 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe), attribue, à titre obligatoire, la compétence « eau » aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Comme l'a permis la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, dans son article 14, les compétences ont été déléguées aux syndicats infracommunautaires et aux communes qui le souhaitaient, sur la base de conventions de délégation arrivant à échéance au 31 décembre 2022.

Le transfert effectif de la compétence doit à présent s'effectuer à compter du 1er janvier 2023 par la création d'une régie communautaire.

PLANIFICATION :

Une réunion d'information collective sera organisée avec l'ensemble des agents concernés par le transfert

Comité technique de m2A : 17 novembre 2022
Comité technique de la ville de Mulhouse : 17 novembre 2022

Délibération de m2A : 12 décembre 2022
Délibération de la ville de Mulhouse : 14 décembre 2022

Date effective du transfert : 1er janvier 2023

LES CONSEQUENCES SUR L'ORGANISATION ET L'EMPLOI

COMPETENCES ET MISSIONS

L'intégralité de la compétence Eau est transférée, aussi bien la production que la distribution : entretien, contrôle et renouvellement du réseau, des réservoirs, puits, poteaux incendie ; raccordement, relève des compteurs et suivi du parc, traitements, astreintes, facturation et comptabilité, gestion des marchés, relations usagers…

ORGANISATION DU SERVICE AVANT TRANSFERT

Production et distribution en régie de la ville de Mulhouse ainsi que de huit communes et d'un syndicat.

EMPLOIS

La totalité du service de l'Eau (SdE) est transférée, soit 97 agents :

- 8 adjoints administratifs,
- 2 rédacteurs,
- 1 attaché,
- 46 adjoints techniques,
- 25 agents de maîtrise,
- 8 techniciens,
- 6 ingénieurs,
- 1 ingénieur en chef.

GARANTIES STATUTAIRES POUR LES AGENTS TRANSFERES

Les agents affectés sur la compétence Eau seront transférés à m2A au 1er janvier 2023 en application de l'article L5211-4-1-I alinéa 2 du CGCT.

Ils bénéficient des garanties légales statutaires suivantes :

- Ils relèveront de m2A dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs (article L5211-4-1 du CGCT)**.** Les agents conservent leur grade, échelon, ancienneté, droits à avancement, contrat, …

- Ils conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable (article L5211-4-1 al 5 du CGCT), à noter que la ville de Mulhouse et m2A ont des constructions de régime indemnitaires identiques car les Ressources humaines sont gérées par un service mutualisé sur les deux collectivités.

- Ils conservent, à titre individuel, les avantages acquis en application de l'article L714-11 du Code général de la fonction publique (article L5211-4-1 al 5 du CGCT).

  L'article L714-11 du CGFP stipule que « par exception à la limite résultant de l'article L714-4 » (plafonds des services de l'Etat), les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement» = prime de service ou 13ème mois.

CONDITIONS D'EMPLOI

Ces agents sont maintenus sur leur site à la date du transfert.

ORGANISATION HIERARCHIQUE

Monsieur Fabian Jordan, président, est l'autorité territoriale de l'établissement public de coopération intercommunale m2A.

Les agents transférés sont rattachés hiérarchiquement à un n+1 désigné au sein de la régie communautaire de m2A, qui définit et organise leurs missions et activités.

L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

CONDITIONS DE REMUNERATION

La portabilité des éléments obligatoires de rémunération est acquise de manière automatique (traitement de base, SFT, indemnité de résidence).

Le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable peut être conservé si les agents transférés y ont intérêt.

Certains éléments de la rémunération (astreintes, NBI) dépendent du poste occupé ou des sujétions.

La ville de Mulhouse et m2A ont des constructions de régime indemnitaires identiques car les Ressources humaines sont gérées par un service mutualisé sur les deux collectivités.

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Les agents qui le souhaitent pourront adhérer au contrat collectif de la mutuelle santé et prévoyance souscrit par Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse.

ACTION SOCIALE

Les agents transférés continueront de bénéficier des prestations de l'Amicale du personnel, commune à la ville de Mulhouse et à m2A.

M. le Président : Toujours Jean-Luc pour les modalités d'intégration du personnel qui sera transféré le 1er janvier 2023.

M. SCHILDKNECHT : Oui la pièce jointe de cette délibération précise les modalités de transfert des 114 agents dont nous avons parlé, à l'instant, et des 6 autres agents. Le principe est très simple, même si l'annexe doit faire trois ou quatre pages, les agents transférés conservent l'intégralité de leur régime indemnitaire s'ils y ont intérêt, et dans le cas contraire les ajustements nécessaires seront appliqués. Et bien sûr, comme il se doit, la décision sera finalisée par la signature d'arrêtés individuels, ce qui permettra à chaque agent de prendre connaissance de son nouveau statut, et je le répète, si vous êtes vraiment curieux, tout cela est détaillé dans l'annexe du projet de délibération. Ce soir, il vous est demandé d'approuver les modalités de ce transfert de personnel.

M. le Président : Merci Jean-Luc. Des questions ? Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 77 + 21 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie. Voilà, chers collègues, nous avons fini ces délibérations à temps : l'exercice par m2A de la compétence de l'eau. C'est un grand pas pour notre intercommunalité, et je voulais vraiment toutes et tous vous remercier, les agents, les élus, les communes, la ville de Mulhouse, le service de l'eau, tous ceux qui ont œuvré, comme Michèle le disait, depuis plusieurs années, sur ce transfert de la compétence qui devra s'appuyer plus que jamais sur un bon partenariat entre les communes et l'agglomération. Le conseil d'exploitation et sa territorialisation avec les cinq différents secteurs nous aiderons naturellement dans cette démarche. Merci à tous les collègues. Nous sommes naturellement à l'agglomération heureux d'accueillir les nouveaux collaborateurs, à compter du 1er janvier, et nous irons avec Michèle LUTZ à leur rencontre pour faire ce passage de témoin avec eux, là aussi c'est important qu'ensemble on aille les rencontrer pour acter ce passage de témoin. Merci à toutes et à tous.

15° BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 (311/7.1.1/894 C)

Le Budget Primitif 2023 de Mulhouse Alsace Agglomération est composé de 5 budgets :

- le budget principal élaboré selon l'instruction comptable M57,
- le budget annexe du chauffage urbain élaboré selon l'instruction comptable M4,
- le budget annexe des transports urbains élaboré selon l'instruction comptable M43,

- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim élaboré selon l'instruction comptable M57,
- le budget annexe de l'eau élaboré selon l'instruction comptable M49

Le projet de Budget Primitif 2023 du budget principal est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 340 876 124 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**266 436 947**	**266 436 947**
Dépenses ou recettes réelles	251 302 404	266 082 747
Dépenses ou recettes d'ordre	15 134 543	354 200
Section d'investissement	**74 439 177**	**74 439 177**
Dépenses ou recettes réelles	72 855 831	58 075 488
Dépenses ou recettes d'ordre	1 583 346	16 363 689
Budget total	**340 876 124**	**340 876 124**

Le budget principal est complété par les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la zone d'activité économique de Bantzenheim.

Pour le budget annexe du chauffage urbain, arrêté en dépenses et en recettes à 28 579 063 €, les valeurs sont les suivantes :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**21 909 630**	**21 909 630**
Dépenses ou recettes réelles	16 432 800	19 051 000
Dépenses ou recettes d'ordre	5 476 830	2 858 630
Section d'investissement	**6 669 433**	**6 669 433**
Dépenses ou recettes réelles	3 698 200	1 080 000
Dépenses ou recettes d'ordre	2 971 233	5 589 433
Budget total	**28 579 063**	**28 579 063**

Pour le budget annexe des transports urbains arrêté à 95 500 170 €, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**78 319 630**	**78 319 630**
Dépenses ou recettes réelles	66 944 630	77 208 710
Dépenses ou recettes d'ordre	11 375 000	1 110 920
Section d'investissement	**20 180 540**	**20 180 540**
Dépenses ou recettes réelles	18 445 550	8 181 470
Dépenses ou recettes d'ordre	1 734 990	11 999 070
Budget total	**98 500 170**	**98 500 170**

Pour le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim, les montants sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**959 890**	**959 890**
Dépenses ou recettes réelles	43 400	52 376
Dépenses ou recettes d'ordre	916 490	907 514
Section d'investissement	**916 490**	**916 490**
Dépenses ou recettes réelles	8 976	0
Dépenses ou recettes d'ordre	907 514	916 490
Budget total	**1 876 380**	**1 876 380**

Pour le budget annexe de l'eau, il est arrêté en dépenses et en recettes à 79 416 340 €, décomposés ainsi :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**50 621 250**	**50 621 250**
Dépenses ou recettes réelles	43 138 230	49 077 470
Dépenses ou recettes d'ordre	7 483 020	1 543 780
Section d'investissement	**28 795 090**	**28 795 090**
Dépenses ou recettes réelles	27 168 770	21 229 530
Dépenses ou recettes d'ordre	1 626 320	7 565 560
Budget total	**79 416 340**	**79 416 340**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal de 2023 ainsi que les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains, de la zone d'activité économique de Bantzenheim et du budget annexe de l'eau ;

- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : 2

Mulhouse Alsace **Agglomération**

Habitat
Plan Climat
Développement Durable
Emploi
Tourisme
Aérodrome
Petite enfance
Accueil des entreprises
Equipements sportifs et culturels
Tram-train
Collecte
Economie
Propreté
Pistes cyclables
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire



" Budget primitif année 2023 "

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

BUDGET GENERAL

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 75+22 pouvoirs
Nombre de suffrages exprimés : 72+21 pouvoirs
VOTES :
Pour : 69+21 pouvoirs
Contre : 3
Abstentions : 3+1 pouvoir

Date de convocation : 06/12/2022

Présenté par M. Fabian Jordan, Président de M2a (1),
A Mulhouse, le 12/12/2022

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session 12/12/2022
A Mulhouse, le 12/12/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par M. Fabian Jordan, Président de M2a (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 19 décembre 2022.
20 décembre 2022 A Mulhouse, le
20 décembre 2022

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

Le Président,
Fabian JORDAN

BUDGET ANNEXE

CHAUFFAGE URBAIN

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 75 +22 pouvoirs
Nombre de suffrages exprimés : 72 +21 pouvoirs
VOTES :
Pour : 69+21 pouvoirs
Contre : 3
Abstentions : 3+1 pouvoir

Date de convocation : 06/12/2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de M2a,
A Mulhouse le 12/12/2022
(1) M. Fabian Jordan, Président de M2a,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session 12/12/2022
A Mulhouse, le 12/12/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	
CORNEILLE Marie	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) M. Fabian Jordan, Président de M2a, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 13 décembre 2022
20 décembre 2022 A Mulhouse,le
20 décembre 2022

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil d'Agglomération.

Le Président,
Fabian JORDAN

BUDGET ANNEXE

TRANSPORTS URBAINS

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 75+22 procurations
Nombre de suffrages exprimés : 72+21 procurations
VOTES :
Pour : 69+21 procurations
Contre : 3
Abstentions : 3+1 procuration

Date de convocation : 06/12/2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de M2a,
A Mulhouse le 12/12/2022
(1) M. Fabian Jordan, Président de M2a,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session 12/12/2022
A Mulhouse, le 12/12/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	
CORNEILLE Marie	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	X
EL HAJJAJI Nadia	X
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	X
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	X
GERRER Valérie	
GIRONA André	X
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	X
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	X
HILLMEYER Francis	X
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	X
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	X
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

KEMPF Pierrette	X
KRZEMINSKI Frédéric	déjà partit
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	X
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	X
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D

RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	X
SALZE Pierre	X
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	X
STEGER Christophe	X
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	X
TALLEUX Carole	X
TORANELLI Christophe	X
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	X
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) M. Fabian Jordan, Président de M2a, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 13 décembre 2022
A Mulhouse,le 20 décembre 2022
20 décembre 2022

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil d'Agglomération.

Le Président
Fabian JORDAN

BUDGET ANNEXE

ZAE BANTZENHEIM

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (budget) - 2023

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 75+22 procurations
Nombre de suffrages exprimés : 72+21 procurations
VOTES :
Pour : 69+21 procurations
Contre : 3
Abstentions : 3+1 procuration

Date de convocation : 06/12/2022

Présenté par M. Fabian Jordan, Président de M2a (1),
A Mulhouse, le 12/12/2022

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session 12/12/2022
A Mulhouse, le 12/12/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (budget) - 2023

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (budget) - 2023

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (budget) - 2023

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par M. Fabian Jordan, Président de M2a (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 19 décembre 2022
20 décembre 2022 A Mulhouse, le 20 décembre 2022

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

Le Président,

Fabian JORDAN

BUDGET ANNEXE

EAU

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 75+22 procurations
Nombre de suffrages exprimés : 72 + 21 procurations
VOTES :
Pour : 69 + 21 procurations
Contre : 3
Abstentions : 3 + 1 procuration

Date de convocation : 06/12/2022

Présenté par (1) M. Fabian Jordan, Président de M2a,
A Mulhouse le 12/12/2022
(1) M. Fabian Jordan, Président de M2a,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session 12/12/2022
A Mulhouse, le 12/12/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina	
CORNEILLE Marie	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (budget) - 2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
FUCHS Gilbert	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
ROTTNER Jean	
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) M. Fabian Jordan, Président de M2a, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 19 décembre 2022
20 décembre 2022 A Mulhouse, le 20 décembre 2022

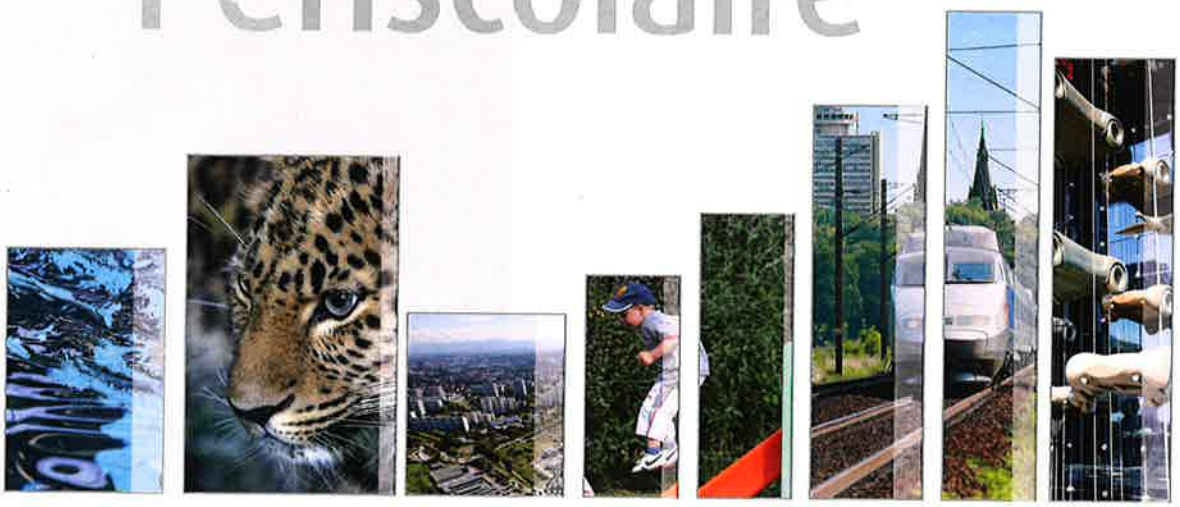
(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil d'Agglomération.

Le Président

FABIAN JORDAN

Mulhouse Alsace **Agglomération**

Habitat
Plan Climat
Développement Durable
Emploi
Tourisme
Aérodrome
Petite enfance
Accueil des entreprises
Equipements sportifs et culturels
Tram-train
Collecte
Economie
Propreté
Pistes cyclables
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire



" Budget Primitif

Rapport de présentation

année 2023 "

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Pièces jointes volumineuses

Pour toute demande de consultation des pièces jointes en version papier relatives à la délibération nº 894C (budget primitif 2023 et rapport de présentation), merci de s'adresser au :

Service des Finances (311)
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

Les documents sont également disponibles sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération, à l'adresse suivante :
https://www.mulhouse-alsace.fr/agglo/presentation/ressources-et-budget/

M. le Président : Après l'eau, nous passons aux finances. Cette année, comme je vous l'avais signalé au dernier conseil d'agglomération, et en raison justement de cette mise en place de la régie communautaire de l'eau, nous sommes amenés à devoir voter le budget primitif de l'exercice 2023 au plus tard le 31 décembre de cette année. Ce budget primitif 2023 fait suite à de nombreuses réunions aussi bien de l'atelier permanent finances, et je vous rappelle qu'à cet atelier permanent finances peuvent participer tous les élus communautaires mais aussi municipaux justement pour intégrer aussi la phase financière de l'agglomération. Mais nous avons également eu de nombreuses réunions des vice-présidents, conférence des maires dédiée et bien sûr tous les débats qui ont eu lieu ici même au débat d'orientations budgétaires le 7 novembre. Faire un budget est un exercice éminemment difficile au regard du contexte très lourd qui pèse aujourd'hui sur les collectivités locales, en l'absence de visibilité au niveau des décisions finales qui seront arrêtées dans le projet de loi de finances 2023. Nous n'avons toujours pas retrouvé notre niveau de recettes d'avant la crise sanitaire et, vous le savez, nous sommes en plus lourdement impactés par la crise de l'énergie, ç'a été dit tout à l'heure, près de 5 M€, et de l'augmentation des matières premières dans l'ensemble de nos marchés publics avec une estimation, une augmentation des coûts moyens de nos marchés de 25 %. Ce chevauchement de deux crises intervient dans un contexte inflationniste généralisé, vous le savez, + 7 % en 2022 et 4,3 % en 2023, et aussi un contexte où l'emprunt est beaucoup plus cher, et où les collectivités continuent de subir des baisses de recettes aussi bien dans les fonds de péréquation que dans la suppression de taxes d'habitation et autres. Même s'il y a des compétences, on ne retrouvera jamais cette dynamique-là. Afin de préserver ses capacités de financement et de mener à bien des projets, m2A devra rechercher une épargne brute complémentaire de 4 à 6 M€ par an, et limiter le recours à l'emprunt. Pour autant, suite à nos discussions et aux débats d'orientations budgétaires, nous avons en conférence des maires décidé de garder notre cap et de ne pas baisser les bras. Je voulais vraiment remercier tous les maires pour ces échanges importants que nous avons eus. Nous nous devons de présenter un budget primitif qui permette de tirer le territoire vers le haut. Nous avons donc pris des décisions que ce budget primitif va accompagner. Tout d'abord le choix de conserver des services à la population très forts. Ces choix font la spécificité de notre agglomération parce que c'est une réelle solidarité sur l'ensemble de nos 39 communes, notamment en ayant des compétences comme celles du périscolaire, nous en parlerons tout à l'heure avec Josiane MEHLEN qui va présenter plus d'une quinzaine de délibérations. Nous avons fait ce choix à la fois pour nos concitoyens qui ont besoin de ce service mais aussi pour rendre notre territoire attractif pour nos entreprises et nos communes, parce qu'une commune sans service périscolaire n'est plus en capacité aujourd'hui de permettre aux jeunes couples de s'installer, et une commune toute seule ne pourrait pas subvenir aux charges financières d'un périscolaire. Nous garderons toutes les compétences que nous portons et nous maintiendrons la qualité de ces services, et là aussi c'est un point de vigilance important, nous ne baissons pas la qualité de nos services, nous maintenons le service public, je pense que c'est notre fonction première. Nous gardons également notre cap en matière environnemental et énergétique conformément à notre projet de territoire plus que jamais, et nous avons eu ce débat ici, nous devons nous inscrire dans les objectifs de la COP 27 en agissant concrètement pour le climat. Jean-Claude MENSCH en a parlé tout à l'heure des effets concrets du fonds nouvelle donne qui est là. Nous prioriserons nos investissements en matière de

rénovation, de sobriété, de production énergétique. Et facteur important, nous prioriserons les investissements sur la mobilité, sur l'extension du tramway, tout en poursuivant notre travail important en matière de mobilités douces, en travaillant sur un Grenelle des mobilités efficaces sur l'ensemble du Sud Alsace. Parce que quand nous parlons mobilité, quand nous parlons d'extension du tram, nous devons le faire aussi avec nos partenaires, avec l'ensemble des intercommunalités qui sont à côté de nous. Nous travaillons aussi, et nous avons encore travaillé samedi dernier avec les seize intercommunalités de notre département pour partager cette volonté d'avoir ce Grenelle des mobilités et surtout d'avoir de la cohérence dans les prises de décisions politiques. Nous préparons aussi avec eux les nouvelles règlementations qui nous attendent, comme les ZFE qui seront obligatoires pour notre agglomération mais dont nous partageons la réflexion avec les intercommunalités de l'ensemble du département et avec le monde économique qui sera impacté. C'est ensemble que nous devons construire ce territoire de la mobilité qui sera un axe fort de développement de notre agglomération. Donc maintenir cette PPI est aussi vital pour la relance de l'économie des entreprises. Vous savez que 70 % des marchés sont portés par les collectivités. Je parlais investissement, mobilités, je parle aussi solidarité et je parle aussi de dégager une vraie dynamique positive pour une collectivité qui doit être plus attractive et bienveillante en termes des ressources humaines. C'est un enjeu majeur. Au-delà de l'augmentation du point d'indice, une réflexion de fond est à engager pour revaloriser le régime indemnitaire, mettre en œuvre le RIFSEEP et être plus attractif dans nos recrutements. Vous le savez, chers collègues, que nous avons beaucoup de postes à pourvoir. C'est peut-être parce que nous ne faisons pas les efforts suffisants. C'est pourquoi nous allons mettre des efforts au niveau des RH pour être plus attractifs et valoriser davantage nos agents dans l'ensemble de leur travail sur l'agglomération. L'attractivité RH passe aussi par d'autres biais, comme le bien-être au travail, la modernisation de l'action publique, le télétravail ou certains avantages sociaux que nous proposons. Il faut absolument améliorer les conditions de travail de nos agents. Jean-Luc sait que c'est un peu sa délégation et qu'il aura fort à faire mais c'est pour nous prioritaire, nous avons déjà beaucoup travaillé avec le directeur général des services et ses équipes. Chers collègues, pour assumer ces trois priorités importantes, il nous faut nous en donner les moyens et faire converger tous les efforts. Vous l'avez vu en matière de sobriété énergétique, de gros efforts sont déjà faits, et avec l'engagement de nos agents dans l'exercice de nos missions, 1,5 M€ seront économisés dès 2023 avec 15 % de réduction de nos consommations énergétiques, et avec nos investissements structurants des économies de fonctionnement progresseront encore. Vous le savez aussi, que depuis 2017, m2A a réalisé des économies drastiques de plus de 4,5 M€ en fonctionnement. Nous avons mis en place et vous le savez dans toutes vos compétences des lettres de cadrage imposant à nos services des recherches d'économies. Nous ne pouvons pas aller plus loin mais nous attendrons de nos satellites que nous finançons la même exigence et proposerons aussi de baisser certaines subventions, notamment pour les musées ou certaines structures économiques. Tout le monde a sa part d'effort à faire. Enfin nous solliciterons des contribuables et des usagers un effort également, car ces seules optimisations et économies ne suffiront pas face à l'ampleur de la crise et aux enjeux majeurs qui sont devant nous. Nous proposerons donc ce soir, comme la très grande majorité des intercommunalités, d'augmenter le taux intercommunal de foncier bâti de 1,58 % à 3,58 %, ce qui repositionnera notre agglomération dans la moyenne

des taux français qui est de 3,14 % car, aujourd'hui, ce taux était un peu faible au regard des services à la population que nous portons. Parallèlement à cela, je souhaite mettre en place notre pacte fiscal et financier pour mieux accompagner nos communes qui souffrent énormément de la crise énergétique, déjà cette année, l'année prochaine encore et l'année d'après encore. Nous lancerons les travaux sur ce sujet dans un double objectif. Premièrement, celui d'augmenter la dotation de solidarité communautaire qui est aujourd'hui d'1 million et ne soutient que dix communes. Nous devons aider davantage les communes en difficulté, en ce qui concerne la charge des frais de fonctionnement. C'est important. Je disais tout à l'heure l'agglomération ce grand frère et les communes auront des difficultés de fonctionnement et nous devons être au rendez-vous et avoir les capacités de les aider et d'augmenter d'une manière certaine la dotation de solidarité commune pour les communes les plus en difficulté notamment la ville de Mulhouse. Le second objectif c'est de doper notre fonds climat nouvelle donne et l'ensemble des fonds de concours sur les investissements des communes, parce que si nous devons aider les communes à subvenir à leurs charges de fonctionnement, nous devons aussi donner la possibilité à toutes les communes de poursuivre leurs investissements sur le territoire. Et là aussi nous voulons abonder les fonds de concours pour toutes les communes. Ce pacte fiscal et financier sera un vrai facteur de solidarité du territoire, de l'agglomération envers les communes. Cela se fera dans les discussions que nous porterons ensemble sur le pacte fiscal et financier. Nous ne toucherons pas aux ACTP, nous intégrerons toutes les données dans la réflexion du pacte fiscal et financier pour aller vers un meilleur équilibre et une meilleure équité territoriale. Voilà chers amis, je voulais vous donner ces éléments, ce sont des éléments forts d'équité du territoire, de solidarité du territoire, des investissements forts en ce qui concerne la mobilité, la transition énergétique, mais qui sont essentiels pour permettre aux générations qui viennent de répondre aux enjeux énergétiques et environnements d'aujourd'hui. Voilà les orientations que nous avons validées avec l'ensemble des maires en conférence des maires et que notre budget primitif mettra en œuvre s'il est voté ce soir. Avant de donner la parole à Antoine HOMÉ et Benoit BERGDOLL et les remercier de leur engagement, je voudrais remercier le service des finances de l'agglomération autour d'Etienne SCHOOR et de Frédéric SCHIEB qui ont intégré tous ces éléments dans la construction budgétaire. Ils avaient aussi énormément de travail pour le transfert de la compétence de l'eau, avec en plus monter ce budget au 31 décembre avec les contraintes qui sont celles que vous connaissez, c'était un travail quotidien. Merci de votre engagement. Notre objectif est de dégager une capacité d'autofinancement suffisante et de maintenir une capacité de désendettement de l'ordre de huit ans. J'étais peut-être un peu long dans cette présentation mais je pense que c'était une présentation importante pour fixer le cap sur des valeurs. Parce que nous avons toujours dit que c'est notre projet de territoire qui nous porte, ce sont les valeurs d'équité de territoire qui nous portent, et ce budget va nous permettre de le mettre en œuvre. Je donne à présent la parole à Antoine HOMÉ pour vous présenter ce travail important sur un budget total de près de 550 M€.

M. HOMÉ : Merci M. le Président, chers collègues, je voudrais commencer, une fois n'est pas coutume, par remercier le Président, parce qu'effectivement je crois qu'il était important que tu fasses une intervention très détaillée. Parce que je vais vous parler finances, mais je le dis souvent, les finances sont au service d'un projet, au service de compétences, elles ne sont rien par elles-mêmes, elles

n'ont de sens que si elles servent des politiques publiques, nos habitantes et habitants, et donc il était important, cher Fabian, que ce que je vais dire, ce que tu as dis soit incarné par des projets très précis qui préparent l'avenir de l'agglomération. Autrement dit, il n'y a pas d'intérêt, il n'y aurait pas d'intérêt à considérer que ce que je vais vous dire est uniquement comptable ou financier mais derrière cela il y a effectivement l'enjeu des services à la population, l'enjeu de la transition écologique, l'enjeu des mobilités douces et j'ai bien noté bien sûr cette perspective de reprendre ce chantier très important pour l'avenir et l'attractivité de l'agglomération qui est celui de l'extension du tramway vers le nord et l'est de l'agglomération. J'ai également noté ce qui a été dit sur le pacte financier et fiscal, j'aurai l'occasion d'y revenir, c'est essentiel, et bien sûr y compris le volet des RH parce que nous sommes face à des difficultés budgétaires et en même temps il y a une grave crise de l'emploi public avec des vacances d'emplois très importantes notamment sur les fonctions techniques de l'agglomération. Je vais quand même vous rappeler le contexte de construction dans lequel on est, et je remercie très chaleureusement l'équipe du service finances bien sûr Messieurs SCHOOR et SCHIEB et à travers eux toute l'équipe parce qu'ils sont tous très dévoués pour faire ce travail difficile et évolutif. Je voudrais avec mon ami et collègue Benoît BERGDOLL être témoin également de toutes les réunions que nous avons eues avec les vice-présidents et conseillers communautaires délégués dans le cadre de l'élaboration du budget de fonctionnement et de l'investissement, on y a passé des centaines d'heures, et confirmer effectivement que l'ensemble des dépenses ont été passées au peigne fin, et l'ensemble des recettes aussi, cela va de soi. C'est un iceberg qui n'est que la partie émergée d'un travail immense que je vais vous présenter très synthétiquement puisqu'il y a 76 points ce soir. Je voudrais rappeler quand même l'impact de l'inflation, ça été dit, le Président a fait le job donc je vais pouvoir aller plus vite que d'habitude, bon mais 7 %, on n'avait plus connu cela depuis les années 70. Vous vous en souvenez, l'époque de l'expansion on construisait des pavillons dans l'agglomération, en périphérie 7 %. On avait pensé que l'inflation avait un peu disparu, ce n'est plus le cas, ça change la donne. La hausse du point d'indice, 2 %, nos fonctionnaires continuent à perdre beaucoup de pouvoir d'achat, et pour autant c'est l'agglomération qui doit financer cela. Les taux d'intérêts, ça été dit par Fabian, là aussi on s'était habitué à ce que l'argent ne soit pas cher, c'est terminé. Songez, chers collègues, qu'il y a encore un an je souscrivais un emprunt pour l'agglomération à 0,33 %, sur 15 ans ou 20 ans, aujourd'hui on est sur du 4 % ou du variable, donc il n'est plus possible de boucler forcément nos programmes d'investissement par des volumes importants d'emprunts. Le doublement des dépenses énergétiques, là on est un peu dans le brouillard, on l'a dit, de ce point de vue-là le sujet est encore en discussion. Moi ce que je regrette c'est que les collectivités locales soient un peu la variable d'ajustements de l'ultra libéralisation des marchés de biens collectifs. Est-il normal que les prix du gaz, que les prix de l'électricité puissent, sous l'effet de la spéculation internationale, être multipliés par deux, par trois, par quatre, par cinq, par six ? Comment fait-on quand, comme nous, nous avons des impôts de stock, des impôts et des recettes qui ne peuvent pas beaucoup varier et d'être confrontés à cela ? Je suis de ceux qui plaident pour qu'il y ait un plafonnement du prix du gaz et de l'électricité ou que l'on retourne aux tarifs régulés qui vous le savez, ne sont pas ouverts à m2A et aux grandes collectivités mais aux petites collectivités. Alors pour les particuliers, il y a le bouclier mais enfin + 15 % pour nos habitants ça fait beaucoup déjà, mais pour nous il n'y a même pas de bouclier, il y a un mécanisme très compliqué qui

s'appelle l'amortisseur électricité, essayez de l'étudier vous verrez que si vous n'aviez pas mal au crâne, après, l'achat de Doliprane s'imposera, et il n'y en a plus, il y a une rupture de stock de Doliprane aussi, et puis il y a le filet de sécurité (sauf dans les bonnes pharmacies je ne donnerai pas d'adresse mais vous voyez mon regard), ce qui prouve que même dans les circonstances les plus dures j'essaie quand même de garder mon proverbial sens de la bonne humeur et là je dois vraiment me forcer ce soir. Mais une fois que j'ai dit ça, le filet de sécurité est tellement restreint que sur les 35 000 collectivités françaises, seules quelques milliers sont éligibles et même pas m2A d'ailleurs. Voilà tout à fait. La plupart des communes, j'ai regardé, au niveau du département du Haut-Rhin, il y a 377 communes, il y a une vingtaine d'agglomération, il y a des syndicats, il y a à peine quelques dizaines d'éligibles. C'est dire qu'effectivement nous sommes face à une impasse considérable. Alors je le dis : je regrette vivement qu'on ne taxe pas les superprofits parce qu'il y a des gens qui gagnent beaucoup d'argent sur le dos des habitants et des collectivités. Je le dis quand même parce qu'il faut à un moment chercher les vrais responsables. Dernier point, moi qui suis un fervent européen, j'espère qu'un accord va enfin être trouvé au niveau européen notamment avec notre premier partenaire, l'Allemagne, pour que l'on plafonne les prix du gaz parce que l'Europe doit aussi s'incarner dans des mesures positives pour la population. Il ne s'agit pas de trouver des excuses mais il y a des facteurs exogènes qui nous contraignent et qui nous tombent en quelque sorte sur le paletot, à nous, comme à toutes les agglos et communes de France. Là-dessus le gouvernement avait trouvé la bonne idée de créer le pacte de confiance. Vous vous souvenez de Cahors, c'était un mécanisme qui aurait fait que si, et bien nos dépenses l'an prochain, dans les années suivantes augmentaient plus que l'inflation (– 0,5 %), on se faisait en quelque sorte sucrer les dotations d'investissement. Lors du congrès de l'AMF auquel j'étais avec beaucoup d'entre vous dans mes fonctions de vice-président de l'AMF finances et fiscalité, la Première Ministre a annoncé que le dispositif était maintenu mais que les sanctions étaient supprimées. C'est quand même très français tout cela. Enfin il n'empêche qu'on est quand même en dépenses, face à des contraintes qu'on n'a jamais connues et qui sont très largement exogènes, je l'ai dit. En recettes, un niveau de recettes encore dépendant du Covid. Le Président a rappelé, par exemple, au niveau des bus ou des tramways, nous n'avions pas retrouvé la fréquentation antérieure. Nous avons également perdu le FPIC, le Fonds de péréquation. Parce que si vous voulez, il y a de fortes disparités dans l'agglomération, le Président l'a dit, il ne va pas vouloir ouvrir dans le cadre d'un budget primitif, de l'élaboration d'un budget qui est rapide, le chantier des ACTP parce qu'on a besoin d'être tous unis. C'est un sujet qui relève plutôt du pacte financier et fiscal s'il doit être traité. Par contre, le FPIC on l'a perdu collectivement, et y compris les communes les plus modestes de l'agglomération doivent le payer. Je ne donnerai pas de nom mais j'en vois quelques-uns, c'est quand même un problème. Le pouvoir fiscal : on a vu la suppression de la TH qui a quand même été une difficulté énorme. Dans le cadre du plan de relance, la division par deux du foncier bâti et de la CFE des industriels et maintenant c'est le tour de la CVAE. J'ai l'impression qu'à chaque fois qu'il y a une élection présidentielle, certains suppriment un impôt local. Heureusement on ne peut pas se représenter une troisième fois, c'est une boutade, mais il ne nous reste que le foncier bâti. Je sais bien ce que diront certains et ils ont raison. Une catégorie de contribuables est concernée, pas les autres. On en parlait avec Fabian JORDAN, nous serions plutôt partisans d'un Grenelle de la fiscalité locale parce qu'il est sain que chacune et chacun puisse

contribuer. Mais enfin, là aussi, ce ne sont pas les élus de m2A qui ont décidé de la suppression de la taxe d'habitation de la moitié du foncier bâti et maintenant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Il faut rendre à César ce qui est à César, et au gouvernement ce qui est au gouvernement, et donc nous sommes confrontés à une perte de pouvoir fiscal qui fait que tout repose sur le seul foncier bâti, et une fois que l'on a dit cela, c'est vrai, mais que voulez-vous que l'on fasse, nous ne sommes pas législateurs, et Dieu sait qu'encore récemment et notamment nos représentants au Sénat se sont battus pour supprimer la suppression de la CVAE. Mais comme maintenant on se paye à coup de 49.3, les marges de manœuvre des parlementaires sont limitées. Je voulais quand même rappeler cela. Du coup nous avons un budget qui augmente beaucoup pour un effet de périmètre. 549 M€ au lieu 435 M€ à cause du transfert de la compétence eau qui a été évoqué à l'instant. Cela ne veut pas dire qu'il y a une inflation des dépenses, bien au contraire mais c'est le périmètre qui change. Vous avez là la distinction avec le budget principal, c'est l'essentiel, les transports, le chauffage, l'eau et bien sûr le plus important, la zone d'activités économiques de Bantzenheim que chacun nous envie. N'est-ce pas M. le Maire ! Les dépenses de fonctionnement, j'y viens, sont significativement affectées : évolution de 7 % tenant compte du transfert des agents du service des eaux et surtout des impacts massifs de l'inflation sur les dépenses courantes. Vous avez là le détail, je vais vite. On l'a dit, évidemment on peut se dire : « mais il faut rechercher les économies, les RH, les subventions, il ne faut plus investir… » Alors prenons les RH, + 2,9 % à périmètre constant avec une revalorisation du point d'indice de 2 %. Dans un contexte d'inflation de 7 %, nos fonctionnaires continuent à perdre du pouvoir d'achat, comme la plupart des Françaises et des Français, mais en réalité cela veut dire qu'on a pas du tout augmenté ce budget, n'est-ce pas M. le Premier vice-président en charge de ce sujet ! En réalité, il n'y a pas là-dessus la moindre marge de manœuvre. Au contraire, nous sommes, et ça été dit, confrontés à des problèmes de recrutement massifs et de vacances d'emplois. Nous sommes sur les métiers techniques complètement hors marché, sans compter -nous aimons beaucoup les Suisses- mais quand on a à 30 km de l'agglomération des pays qui offrent parfois quatre fois, cinq fois des rémunérations sur les mêmes métiers que les nôtres, vous imaginez bien que ce n'est pas sur les RH que nous avons des marges, bien au contraire. Il y a la question de la solidarité communautaire, c'est vrai que là si l'Etat nous coupe les ailes, il sait nous imposer des obligations législatives. Nous devons donc faire ce pacte financier et fiscal parce que c'est une obligation de la loi, et là nous n'avons pas le choix. Nous vous proposons de dégager une somme qui permettrait effectivement de l'augmenter de 3 M€ au total. Le Président l'a dit, il y aura une discussion, un débat pour savoir qu'elle sera la part de la dotation de solidarité communautaire qui concourt à la solidarité envers les communes les plus modestes de l'agglomération, elles sont 11 aujourd'hui. Et puis des fonds de concours en investissement, on a des discussions là-dessus, je suis plutôt un partisan de la DSC, mais pas hostile non plus à ce que des fonds de concours puissent être décidés s'il y a des critères pour les encadrer, parce qu'il faut rester quand même dans l'esprit de solidarité, nous en sommes bien d'accord. Toujours est-il que quand même cet effort est important, et je souhaitais que si déjà un effort fiscal est demandé qu'il s'incarne aussi dans un équilibre, ça été dit je crois bien dit par le Président, territorial plus fort de l'agglo et tout le monde peut partager ce point de vue, sinon ce n'est pas une agglomération s'il n'y a pas de solidarité territoriale. Alors le subventionnement 58 M€. J'allais dire déjà au niveau de nos communes, on a des associations souvent composées de

bénévoles. A m2A c'est assez peu le cas. On a notamment le périscolaire et la Petite Enfance. Allez trouver des financements là-dessus, les gens, tout à l'heure Josiane présentera toute une série de DSP, ils vous disent : « je pose le sac », comme on disait à la SNCF « belle expression ». Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'ils ont les mêmes contraintes que les autres en termes de fluides, de charges, donc il n'y a rien à gratter. Alors peut-être effectivement le sujet « musées », encore est-il délicat. On le voit tout à l'heure sur la présentation du plan énergie 2030 parce que c'est compliqué. Les marges de manœuvre sur les subventions elles n'existent pas. Vous notez également que la contribution au budget transport n'augmente pas, elle est maîtrisée, et la contribution au SIVOM, à peine. Ce qui veut dire que nos opérateurs ont fait de gros efforts pour ne pas contraindre m2A. J'en viens au sujet bien sûr qui angoisse tous les maires et tous les présidents d'intercommunalités de France et de Navarre, c'est l'impact de la flambée du coût des matières premières qu'on chiffre à ce stade à 6,5 M€, ce qui est évidemment énorme. Vous voyez bien qu'en réalité c'est cela qui déséquilibre profondément ce projet de budget, si des mesures ne sont pas prises, ce dont nous allons parler dans quelques instants. Pour autant les recettes de fonctionnement classiques n'évoluent guère, les dotations de l'Etat continuent à baisser. La CAF maintient ses participations mais guère plus. Les compensations fiscales sont indexées sur l'inflation. Ce qu'il faut dire aussi et c'est pareil pour la CVAE où pour l'avenir, on nous met des parts des TVA. Pour un territoire très industriel comme m2A, c'est une perte sèche. Parce que si vous êtes au fin fond de notre beau pays, vous n'avez pas d'industrie. Mais quand vous êtes un des premiers territoires industriels de France, vous voyez bien que nous n'avons aucun intérêt à faire remplacer la CVAE par des dotations en quelque sorte figées sur des indices nationaux. Nous sommes donc aussi très pénalisés par cette suppression, dès lors que nous sommes un des derniers grands territoires industriels de France. Vous le savez sans doute, la part de l'industrie dans le PIB de la région mulhousienne est deux fois supérieure à la moyenne nationale. Evidemment tout cela est préoccupant. Les recettes tarifaires sont stables, à périmètre constant, on l'a dit, elles ne retrouvent pas leur niveau d'avant Covid. Les remboursements de rémunérations sont stables aussi. Alors les recettes fiscales au fil de l'eau. En même temps, si on ne faisait rien, nous avons les revalorisations forfaitaires de base, nous avons la TVA qui est moins dynamique que notre dynamisme industriel, la taxe de séjour c'est une petite recette. Ce qui veut dire, grosso modo, que si on ne fait rien, et bien on n'équilibre même pas le budget. Vous voyez, il y a du rouge là, on comprend bien. Quant à la reprise anticipée du résultat, c'est un grigri qu'on a utilisé deux fois, qu'on ne peut plus utiliser puisque le fonds de roulement est notamment destiné à se substituer aux emprunts nouveaux qu'on ne veut pas souscrire à 4 % sur le marché bancaire, donc on a plus de marge de manœuvre. Cela veut dire quoi ? Qu'il faut faire quelque chose tout simplement pour équilibrer le budget et pour maintenir un certain nombre d'ambitions. On a eu des débats là-dessus, bien sûr, ils ont été vifs, les avis étaient variables mais chacun s'est accordé pour dire qu'il ne fallait faire que ce qu'il était nécessaire de faire, et pas au-delà. Evidemment ce n'est pas rien, et c'est pour cela que le Président vous l'a dit, il est proposé de faire évoluer le taux intercommunal du foncier bâti de 1,58 à 3,58 %. Aucun élu républicain ne propose cela par gaité de cœur mais il y a, derrière, une question de responsabilité. Est-ce que l'on peut imaginer, déjà là il y a des mesures sur les équipements nautiques, mais on ne va pas non plus fermer les périscolaires, les crèches, etc., comme dans nos mairies, on est tous face à l'obstacle, les EHPAD, les écoles. Voilà les services publics doivent quand même

être maintenus. Ce montant permettra effectivement d'équilibrer le budget de m2A. Sur les investissements, là aussi on est face à des injonctions contradictoires, certains disent « plus de section d'investissement », mais nous entendons les organisations professionnelles du BTP ou les PME locales qui disent : « sauvez-nous », parce que ça veut dire que demain on met à l'arrêt le Sud Alsace. Est-ce que l'on veut mettre à l'arrêt les entreprises du Sud Alsace, alors que, Fabian l'a rappelé très justement, nous représentons 70 % de l'investissement public civil. Et le pacte financier et fiscal, il faut le financer de par la loi. Donc ce qui est proposé, c'est tout simplement de pouvoir continuer à développer les politiques, bien sûr sans ostentation. Sur la PPI, bien sûr qu'elle sera étalée. D'ores et déjà elle part jusqu'en 2027, et il faudra la concentrer sur la transition écologique, sur les mobilités douces. Evidemment là aussi les mesures que nous avons prises tout à l'heure et qui sont très ambitieuses, 1,5 M€, vous l'avez vu, ça ne va pas être tout de suite, ce n'est pas du tout en rapport avec le choc que nous subissons sur le coût de l'énergie. Vous savez bien la difficulté, on ne peut pas comparer, je dirais, des prix de l'énergie devenus fous avec des mesures de sobriété énergétique que nous prenons. Le Président l'a rappelé, nous arriverions à la moyenne des intercommunalités sauf qu'elles n'ont pas nos compétences, c'est-à-dire que toutes les intercommunalités que vous avez là elles n'ont pas le périscolaire, elles n'ont pas la Petite Enfance, elles ont encore moins un beau zoo, et donc en réalité - j'allais dire – nous serons à la moyenne avec des compétences nettement plus larges que toutes les agglomérations qui sont listées ici. Là je vous ai parlé du volet dépenses, encore une fois, tout cela a été discuté collectivement, et puis maintenant effectivement charge à l'assemblée de délibérer démocratiquement sur cette proposition qui a été faite par le Président et à laquelle le comité de direction de m2A et les maires réunis souscrivent. Sur les recettes de fonctionnement, j'en dis quelques mots quand même, les hausses de recettes sont de 5 % mais vous le voyez avec ce que j'ai déjà dit tout à l'heure, il n'y a pas là-dedans de quoi faire face au tsunami énergétique auquel nous sommes confrontés. Avec cela, nous poursuivons avec les ratios financiers. Je rappelle quand même que là, 15 M€ en épargne brute, dont 7,5 M€ qui pourraient être dégagés par l'épargne brute complémentaire liée à l'ajustement des taux. C'est moins qu'avant le Covid, j'étais déjà vice-président finances en 2019, nous avions presque 20 M€ d'épargne. Sont passées par là, la suppression des impôts locaux, la crise du Covid et maintenant la crise de l'énergie. On le dit de la politique nationale, mais nous aussi, élus locaux, nous ne vivons que dans la crise depuis maintenant 5 ou 6 ans. Cela veut dire qu'en réalité, en faisant cela, nous n'atteignons que les trois quarts du niveau d'épargne que nous avions il y a trois ans. Donc celles et ceux qui diraient que l'effort est – comment dirais-je – supérieur à ce qu'il faut faire, ce n'est pas vrai financièrement. Après on peut en discuter politiquement, on peut, effectivement, c'est trop facile bien sûr se dire : « Il faudrait faire autrement ou trouver l'Or du Rhin », comme disaient certains, je vois qu'il y a pas mal de mélomanes dans la salle et notamment le Président, mais enfin je pense qu'on ne l'a jamais trouvé, l'Or du Rhin, n'est-ce pas ! Le programme d'investissement, il ne s'agit pas non plus là-dessus de faire des choses surdimensionnées. 36,8 M€ d'investissement pluriannuels et fonds de concours c'est un niveau qui pour une agglomération est très moyen. Autrement dit, entre le fait de ne toucher à rien, de dire voilà, bien sûr qu'on étale les investissements, bien sûr qu'on les lisse, bien sûr qu'on les concentre, mais en dessous de ça nous ne sommes plus un acteur économique local. Donc il s'agit juste de rester un acteur économique local au service des entreprises du Sud

Alsace. Vous avez ensuite la déclinaison des dépenses d'équipement, par secteur, je ne vais pas détailler cela mais vous retrouvez les mobilités, les équipements nautiques, l'attractivité, le tourisme, tous les secteurs de l'action publique, et c'est là-dedans qu'on retrouvera finalement les grandes orientations qui ont été présentées par le Président. On y insiste notamment sur la transition écologique, j'en ai parlé, le périscolaire, il en a parlé, j'ajouterai également les politiques de solidarité liées à l'habitat et au renouvellement urbain que Vincent HAGENBACH présentera tout à l'heure. Les recettes d'investissement, on va y venir après elles sont de 74,44 M€, l'emprunt est un emprunt d'équilibre, nous essayerons de faire moins, évidemment, notamment parce que les taux d'intérêts sont élevés. Nous continuerons à solliciter nos partenaires, et vous voyez que là-dedans cet autofinancement ne représente pas la plus grande partie. Voilà sur le budget général. Avant que s'engage le débat, je vous dis quelques mots des autres budgets afin que la présentation soit complète. Le budget annexe des transports urbains est un budget qui repose beaucoup sur le versement mobilité, dont nous espérons qu'il retrouvera son assise financière, maintenant il est passé légèrement au-dessus, les recettes de voyageurs n'y sont pas encore (10%), sous le niveau de 2019. Les principaux postes de dépenses sont la DSP avec SOLEA qu'on a évoqué tout à l'heure. Nous portons nous-mêmes les dépenses d'investissement. Nous fléchons là aussi sur la transition écologique et la poursuite de la stratégie d'acquisition de véhicules à faible émission. Je dis également un mot du budget annexe de l'eau. Ce budget annexe de l'eau c'est d'abord un exploit par ce que dans des délais resserrés les services en charge au plan technique et financier sont arrivés à le construire, en collationnant les différents budgets des entités qui existaient et en mettant ensemble tous les programmes d'investissement qui étaient prévus. Ce budget est un jeune budget, donc il est équilibré, il va bien mais il y a beaucoup d'ambition qui est portée derrière. Il a des investissements pluriannuels très importants qui s'intégreront d'ailleurs dans les années à venir. Enfin le budget du chauffage urbain. Je voudrais vous dire, là-dessus, que je me bats aussi au niveau de l'AMF pour que l'on tienne compte des réseaux de chaleur parce qu'on parlait du gaz et de l'électricité, beaucoup à Paris ne se sont pas aperçus qu'il y avait des réseaux de chaleur en France, c'est quand même incroyable, et donc il y aussi un enjeu financier sur les réseaux de chaleur et notamment lorsque ceux-ci, comme c'est le cas, desservent des quartiers de populations modestes, je pense à notre réseau de chaleur du quartier des Coteaux. Là aussi c'est un sujet par rapport à nos habitants parce que nous souhaitons, et c'est un sujet national, que le bouclier énergétique s'adresse y compris à celles et ceux qui utilisent des énergies plus renouvelables et plus propres. Quant à la zone d'activité de Bantzenheim, vous savez que j'aimerais en parler toute la soirée mais ce ne serait pas la meilleure idée, et vous m'en voudriez. En conclusion, je dirais encore une fois, on a beaucoup travaillé, on a beaucoup débattu, on n'a pas trouvé ni l'Or du Rhin, ni la pierre philosophale. J'ai conscience que tout cela est difficile, tout cela ne nous réjouit guère car nous sommes des élus responsables. Mais être des élus responsables, c'est aussi choisir, j'allais dire, de maintenir les équilibres de l'agglomération au bénéfice de la population et pour le maintien des services publics à la population et notamment aux plus modestes mais aussi à l'ensemble des habitants. Au-delà de cela, Fabian et moi, nous continuerons notre lobby national pour qu'on modernise la fiscalité locale, pour que l'on fasse un Grenelle de la fiscalité locale. J'ai toujours été partisan que celle-ci peut être modulée en fonction du revenu, bien évidemment, comme nous le faisons avec nos tarifs sociaux, mais aujourd'hui on ne pas rester avec une espèce de

béquille, ce n'est plus une fiscalité locale, ce sont les lambeaux d'une fiscalité locale, et nous Alsaciens qui sommes attachés à la décentralisation et à la proximité, nous ne pouvons pas nous satisfaire de cela. Evidemment, on peut trouver des prétextes mais il fallait rendre à César ce qui est à César, et dire que l'agglo pour sa part a fait le maximum de ce qu'elle pouvait dans un contexte difficile et contraint. Voilà mes chers collègues, je te rends la parole, cher Président.

M. le Président : Une prise de parole Christophe BITSCHENE.

M. BITSCHENE : Oui merci M. le Président, merci cher Antoine aussi pour cette présentation. D'abord juste un mot pour me rallier complètement aux propos du Président et me rallier aussi à la présentation qui vient d'être faite. Comme tu le disais, cher Antoine, les temps sont effectivement difficiles et ça ne fait plaisir à personne que de devoir faire ce type de proposition derrière de l'actualisation fiscale à la hausse. Je me permets véritablement de positiver, malgré tout ce qui nous a été présenté, parce qu'en fait on est à la fois dans une situation qui est évidemment très difficile d'un point de vue conjoncturel par rapport à l'augmentation, à l'inflation, etc. Mais d'un autre côté je relève le côté positif de cette présentation et bravo presque aux artistes que vous êtes, de pouvoir mettre la touche positive notamment pour l'agglo sur la partie court terme qui a été évoquée et la partie moyen terme notamment avec une révision de la DSC, M. le Président le sait. Je n'étais pas hostile à cette DSC, mais je n'étais jamais favorable à cette DSC pour avoir été toujours le seul finalement à m'abstenir de celle-ci. Merci d'aller dans ce sens puisqu'on sait tous que les ACTP sont difficilement retouchables et on ne peut pas refaire le passé. Ma question en fait est la suivante par rapport à tout cela, et ce que je voulais aussi dire c'est qu'en définitive dans cette présentation, il y a quelque chose qui me paraît juste essentiel par les temps qui courent et je crois que c'est une valeur qui se perd, c'est tout simplement une notion de bon sens. Tout cela était présenté et mis en œuvre avec beaucoup de bon sens. Au final, Antoine le disait, c'est comptable, c'est arithmétique tout simplement, à un moment, on ne sait pas inventer d'autres choses. Je vais faire court simplement pour poser finalement la question suivante. Il est proposé de passer à un taux qui passe de 1,58 % à 3,58 %, ça c'est 2 points d'augmentation. A côté de cela nous savons que les pouvoirs publics ont d'ores et déjà décidé de revaloriser les bases des valeurs locatives de 7 %, et donc ma question est la suivante. Pardon, si elle est un peu arithmétique ou mathématique, mais en pourcentage d'augmentation et en comparaison des 7 % de la valeur des bases locatives, à quoi correspondent les deux points pour que l'on parle de la même chose et le même langage puisque deux points ne sont pas 2 % ?

M. HOMÉ : Oui la question est très claire. La même question m'a été posée par Michèle MARCHETTI, ce matin, à la conférence de presse. Il faut être clair, il y a la revalorisation des bases de 7 %, c'est la loi, c'est national, c'est partout. Après nous sommes dans une période compliquée où souvent on nous donne des réponses simples. A l'heure d'internet et de twitter, souvent on a l'impression que tout est mis en œuvre, hier, donc nous n'avons que des moyennes. C'est tout le danger de cela, c'est que le système de fiscalité locale est archaïque. Il repose, vous le savez, sur des valeurs locatives qui sont différentes entre les 39 communes et à l'intérieur des quartiers, et grosso modo cela veut dire que sur une même commune les variations peuvent être importantes. La moyenne

d'augmentation sur la seule variation de deux points - c'est ta question, je précise - de m2A correspond à peu près à 3,5 € par mois et par habitant. Mais attention, ceci ne comprend pas les 7 %, c'est 40 € par an parce que la plupart des gens sont mensualisés. Alors si vous ne l'êtes pas, je pense que tous les bons gestionnaires sont mensualisés, ici. 40 € par an, ce qui n'est pas rien, mais c'est la part m2A. Parce qu'en réalité, aujourd'hui, vous le savez, le foncier bâti c'est 95 % de foncier bâti communal. Je ne vous apprends rien, nous avons un foncier bâti communal qui est l'addition de l'ancien taux communal et de l'ancien taux du département qui nous a été transféré. Si vous voulez, quand vous regardez votre feuille d'impôt, la part de m2A est toute petite. C'est pour cela qu'il y a une différence très importante entre les pourcentages et qu'il vaut mieux parler en euros parce que ça ne veut rien dire. Alors attention, cela ne comprend pas les 7 %, ça ne comprend pas les éventuelles variations communales qui seraient décidées par les conseils municipaux qui sont souverains, si elles le peuvent encore, et cela dépend, évidemment celui qui paiera moins sera content, il ne faut pas prendre cela pour argent comptant, j'allais dire, selon les communes et selon les valeurs locatives, cette moyenne peut être très différente. C'est donc un chiffre à prendre avec d'extrêmes pincettes, qui n'est qu'une moyenne arithmétique sur l'agglomération et qui peut être sujette à de variations très importantes. Quand on dit une moyenne de 40, encore une fois comme disait mon prof d'économie chilien à Sciences Po, ça dépend. Mais attention encore une fois, pincette, pincette, pincette !

M. BITSCHENE : En tout cas merci pour la réponse, évidemment la question posée c'était pour faire bien la différence entre les 7 % et ce que l'on décide, ce soir, parce que ce ne sont pas les mêmes choses. Merci beaucoup.

M. le Président : C'est cela. Merci Christophe. Florian COLOM.

M. COLOM : Merci M. le Président. Je voulais commencer mon propos par m'associer aux félicitations qui ont été adressées au service des finances qui ont mené de front un travail titanesque sur cette fin d'année, qui a été exceptionnelle pour eux en termes de charge de travail avec le budget de l'agglomération avancé de quelques mois, le budget de la ville de Mulhouse qui était sur ce même calendrier, et le transfert de la compétence eau. Il y a effectivement eu un travail exponentiel qui a été fait à leur niveau, et en notant que la qualité du travail fourni à la fin n'a pas été dépréciée, et c'est un élément qui est effectivement important. Je voulais reprendre, dans le fond, les éléments que j'avais déjà abordés en partie lors du débat d'orientations budgétaires sur le fait de donner du sens à cette période-là. Je pense qu'on peut souligner l'effort de solidarité qui est projeté dans ce budget 2023 : 3 M€ ce n'est pas du saupoudrage, c'est quelque chose de significatif et pas uniquement de symbolique. Cette solidarité peut s'exprimer dans le fond de deux manières différentes avec d'un côté l'égalité, de l'autre l'équité. D'un côté l'égalité de ce qui pourrait apparaître comme des fonds de concours et de l'autre l'équité de la dotation de solidarité communautaire. L'égalité qui finalement s'impose à nous tous, puisque la crise de l'inflation énergétique et des matières premières a cela de particulier, c'est qu'elle nous touche tous de manière significative. Toutes les communes ont des dépenses de fonctionnement qui explosent, toutes les communes ont des dépenses énergétiques qui explosent, ont une épargne brute qui diminue. Ce sont des réalités qui s'imposent à tous, d'où cette nécessité d'avoir de l'égalité. Mais les communes les plus pauvres - plus du quart de ce

que relevait Antoine - ont une particularité, non pas qui est éludée dans les autres communes mais qui est encore plus renforcée chez elles, qui est celle d'avoir je dirais la double peine dans cette situation qui est à la fois l'augmentation des dépenses de fonctionnement, l'énergie, les coûts des matières mais dans le même temps des besoins sociaux auprès de leurs habitants qui augmentent encore plus fortement qu'ailleurs. Pour donner un exemple et donner une illustration au niveau de la DSC, on a dit que c'est plus du quart des communes mais qui regroupe en son sein près de 70 % des habitants, et ce chiffre est effectivement significatif et massif dans notre agglomération, 70 % des habitants habitent dans à peine plus du quart des communes. C'est pour cela qu'il y a une recherche d'équilibre entre les différentes façons d'exprimer la solidarité. C'est pour cela qu'il y a, je dirais, un point d'équilibre juste à trouver entre l'égalité et l'équité pour tenir compte à la fois des problématiques que nous rencontrons tous de manière égalitaire et en même temps l'explosion plus forte, ici où là, des besoins sociaux qui elle est inégalitaire et qui touche de manière plus forte les communes précisément concernées par la DSC, d'où ce rapport et cette proportion dont on a déjà pu échanger avec toi Fabian et avec Antoine aussi du deux tiers, un tiers qui à la fois tient compte de cette réalité de l'égalité et cette réalité aussi de l'équité. Je disais souvent, pour illustrer cela, il faut que nous allions - les 39 communes - dans la même direction mais aussi à la même vitesse, et ce rapport, cette proportion et cette somme-là permettront, je le pense, d'atteindre cet objectif d'aller dans la même direction et à la même vitesse. Autre élément, on l'a noté, l'augmentation des recettes, c'est celui du périmètre de compétences. Il y a eu, au début de ce mandat, PLU, il y a maintenant le transfert de la compétence eau, et je pense que dans cette recherche de sens que l'on peut aussi avoir non pas sur du court terme mais sur du moyen voire long terme, c'est une réflexion plus large que l'on doit avoir en tant qu'élu communautaire sur la montée en compétence de l'agglomération, non pas pour qu'il y ait quelque chose de précipité en 2023 fait en catimini pour être acté à la fin de l'année, mais pour que l'on prépare davantage le mandat d'après. C'est plus une projection sur du moyen terme, que réellement un impératif de court terme. Mais c'est le sens de l'histoire pour l'agglomération de monter en compétence, d'aller toujours plus dans cette recherche d'un périmètre large d'intervention, et c'est finalement dans ce triptyque-là que je retrouve le sens que l'on peut donner à la politique menée. Plus de recettes pour plus de solidarité, pour plus de compétences. Le groupe majoritaire de la ville de Mulhouse votera ce budget, et pour ne pas faire un bis repetita qui n'aurait pas lieu d'être sur d'autres délibérations, on votera aussi l'augmentation de la fiscalité dans un souci de maîtrise du temps. Merci.

M. le Président : Merci Florian. D'autres prises de parole ? Loïc MINERY et Christelle RITZ.

M. MINERY : Oui rapidement, merci Président, merci également aux services, Antoine HOMÉ et à tous ceux qui ont œuvré à la construction de ce budget 2023. Ce soir, je me félicite des engagements qui ont été pris par vous-même, Président, notamment en matière de mobilité, de transport, c'est important de le noter, sur l'extension du tramway. On a là un acte de construction, évidemment, à moyen terme, ç'a été dit, de notre agglomération qui sans aucun doute évidemment sera largement partagé, et j'ai même envie de dire : Jean-Claude MENSCH regrettait peut-être le temps court qu'il pouvait consacrer à sa présentation sur le plan climat mais là ça donne corps résolument,

Jean-Claude, encore une fois s'il le fallait au plan climat. Puisqu'effectivement les mobilités douces, les mobilités alternatives, les transports en commun c'est un acte très fort. On assiste, et on en parle beaucoup ces derniers jours, au déploiement du REME du côté de l'agglomération strasbourgeoise et des villes alentours. Alors ne soyons pas en retard sur ce plan-là, y compris sur le plan ferroviaire même si c'est une autre affaire et d'autres arbitrages avec d'autres collectivités et l'Etat. C'est un acte fort que d'acter cette extension du réseau du tramway, comme c'est un acte fort aussi de reconnaître le travail abattu par nos agents au travers notamment de la revalorisation salariale à destination de nos agents les plus précaires. Dans ce sens appuyer aussi la demande qui a été faite par d'autres sur la DSC pour que l'on ait quelque chose qui soit égalitaire et équitable pour la construction de notre agglomération pour toutes les communes, et évidemment pour que l'on prenne nos responsabilités en la matière. Je prends note pour la question des ACTP. Juste sur la question aussi du foncier bâti, peut être travailler, comme je l'avais dit précédemment, sur des exonérations pour 2024, pour des cas particuliers, des personnes en situation vraiment fragiles. Je pense notamment, sur Mulhouse, aux propriétaires des tours Plein Ciel. Il y a des situations assez tendues qui devront être examinées à la loupe, dans le détail et qui, à mon sens, devraient être envisagées pour le budget 2024 puisqu'on ne peut pas le faire, il fallait le voter avant octobre si on souhaitait prévoir des exonérations de la taxe foncière. Voilà encore merci, et je voterai évidemment ce budget pour acter et pour appuyer cette volonté d'aller de l'avant sur la question notamment des mobilités entre autres. Merci.

M. le Président : Merci Loïc. Juste une petite précision pour dire que les chiffres donnés par Antoine, tout à l'heure, concernent un foyer et pas une personne. On m'a demandé de le repréciser. Christelle RITZ et ensuite Thierry ENGASSER.

Mme RITZ : Merci M. le Président, chers collègues, cher Antoine HOMÉ. C'est à vous, M. HOMÉ, que j'aimerais rapidement m'adresser en premier lieu. Je tenais ce soir à répondre à votre affirmation alors que je quittais l'atelier finances le mois passé. Non, je ne me suis pas empressée de faire une conférence de presse, et non, je ne participe pas à l'atelier finances à des fins malsaines mais en tant qu'élue républicaine, ne vous en déplaise ! Aussi, à l'avenir, je souhaite que chacun dans cette instance puisse être respecté à sa juste valeur, merci. D'autant plus que M. JORDAN, M. le Président, vous venez de le rappeler, tous les élus sont invités à prendre part à l'atelier finances. Voilà qui m'amène ainsi à plusieurs réflexions quant au budget qui nous est présenté. Si en matière d'endettement aucune critique n'est à formuler vu la rigueur qui est de mise depuis quelques années, il serait de bon ton de tenir compte des difficultés à venir par nos communes, nos entreprises mais aussi par les habitants et les contribuables. Or votre présentation se résume à une simple gestion comptable, sans regard sur la très difficile situation vécue par tous semble inadmissible. En supprimant bien sûr la taxe d'habitation, en supprimant la redevance audiovisuelle, le gouvernement qui a tenté de rendre du pouvoir d'achat aux Français, mais ce manque à gagner ampute fortement les ressources financières des communes et de m2A. Or à la lecture de votre budget, vous voulez faire porter l'essentiel de ce manque à gagner aux seuls propriétaires, ce qui va bien sûr créer une rupture d'égalité. Avec les raisonnements tenus, la poursuite annoncée de l'inflation et des taux d'intérêts plus élevés, ne pourront qu'accroitre la pression fiscale sur les propriétaires pour l'année 2023, et qu'en sera-t-il pour l'année 2024 ? Qu'en est-il par exemple de certains choix en matière de gestion

courante, d'investissement ? Faut-il revenir sur cette hérésie qui a été l'acquisition de l'ancien siège de la Banque Populaire afin d'en faire une Maison de territoire. La presse en a fait l'écho hier, rappelant que l'imposant bâtiment est réputé inchauffable, n'est pas accessible aisément et ne fait pas l'unanimité au sein des élus communautaires que nous sommes, ni même auprès des agents qui seront appelés à y travailler. Au travers de cet exemple, il est bon de rappeler que ce n'est pas au contribuable de payer les erreurs en matière de choix politique. Aussi pour toutes ces raisons, je voterai contre ce budget.

M. le Président : Merci. Thierry ENGASSER.

M. ENGASSER : Je suis ravi d'avoir entendu différents points notamment sur l'augmentation du régime indemnitaire des agents de la collectivité parce que c'est ce qui fait notre richesse aujourd'hui, c'est nos agents et il est important d'arriver à les garder et qu'ils ne partent pas. Sur la question budgétaire, je regrette qu'on ne fasse pas d'arbitrages plus forts sur les investissements. Effectivement, il y a l'histoire de la Maison du territoire qui vient d'être soulevée. C'est un sujet qui est récurrent et qui va nous engager dans des frais de fonctionnement encore plus importants qu'on a aujourd'hui. Je pense que ce serait bien que l'on fasse des arbitrages de pause sur des investissements, pas forcément des suppressions mais des pauses, de manière à passer la tempête. Notre rôle c'est ça, c'est d'arbitrer et c'est d'encaisser les coups pour pouvoir avancer. Je trouve que ce sujet est un point important, et l'autre sujet puisque j'ai à plusieurs fois entendu la notion d'ACTP être évoquée, effectivement on ne peut pas la modifier sauf qu'il y a quand même une possibilité de modifier les ACTP. Je ne sais pas si M. COLOM pensait à cela, mais c'est l'augmentation des compétences. On est une communauté d'agglomération, on est la dernière communauté d'agglomération en France avec notre taille, on pourrait très bien passer en communauté urbaine et augmenter les compétences de l'agglomération et du coup revoir les ACTP. C'est aussi un choix politique. Voilà moi je pense qu'augmenter la fiscalité et donc saisir les contribuables et les habitants comme variables d'ajustements, c'est extrêmement délicat en ce moment et surtout si en face on ne montre pas à quel point on a de l'empathie par rapport à cela et qu'on se saisit des investissements qui ne sont pas prioritaires et qu'on met une pause dessus. Je pense qu'il serait tout à fait légitime de fonctionner comme cela, et surtout extrêmement respectueux par rapport aux habitants de notre territoire.

M. le Président : Merci. M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci M. le Président. La présentation qui a été faite par le vice-président, Antoine HOMÉ, et vos propos liminaires sur un certain nombre « on maintient le cap sur les services publics, etc. et on annonce la mise en place plus d'une réflexion, d'un engagement sur l'extension du tramway et également sur la prise en compte, la nécessité aujourd'hui de revaloriser le travail et le salaire de nos agents », cela apparaît effectivement comme un engagement. Mais ma vie politique et la vie politique nous a appris que c'était d'abord à partir de choses et de dégagements de crédits sonnants et trébuchants que les choses pouvaient se faire. Aujourd'hui, on parle du budget à venir pour 2023 où tous ces engagements ne figurent pas pour l'heure. J'aimerais donc que ces engagements évidemment soient tenus, et je serai le premier à vous féliciter de la concrétisation de ces engagements. Par ailleurs, il est important quand même,

comme l'a fait Antoine, de rendre à César ce qui est à César, c'est-à-dire que la disette organisée, le racket dont nous sommes victimes de la part des fournisseurs d'énergie, moi j'appelle ça comme ça, et tout cela c'est la responsabilité du gouvernement, y compris de la droite sénatoriale. Quand on dit : « il faut mettre en place des taxes sur les profits ou il faut organiser le retour des collectivités qui le souhaitent au tarif règlementé », ça c'est une réalité. Ici on a voté des motions, mais au Parlement, Renaissance et les Républicains ont voté contre ces taxations, ont voté contre le retour à des tarifs règlementés. Je sais qu'à l'impossible nul n'est tenu, mais il faut partir de ces réalités, et sans doute eut-il fallu, comme je l'avais plusieurs fois proposé, qu'il y ait une mobilisation avec la population pour justement faire pression pour que ce refus n'ait pas lieu. En attendant on va payer plus et donc on va faire moins. Il faut limiter le débat sur la fiscalité, il est biaisé si on ne le remet pas en perspective parce que ça va durer. La feuille de route du gouvernement qui a été transmise à Bruxelles, c'est tous les ans de baisser les impôts de production, et y compris la réforme des retraites qu'on nous annonce, dès le mois de janvier, pour augmenter le temps de travail sur la durée de la vie des salariés, ils participent de cela. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a à mener cette action, cette lutte, ne pas lâcher le terrain, ouvrir ici le terrain des mobilisations, pas uniquement faire du lobbying, se mobiliser avec la population, pas uniquement pour expliquer et faire comprendre qu'on ne peut pas faire autrement. On peut faire autrement, oui, et c'est désirable de faire autrement parce que les mauvaises années vont se suivre. J'ajoute qu'augmenter les impôts, en soi, moi ça ne me gêne pas, mais ça dépend pour quoi faire, c'est ça la question qui est posée. C'est vrai qu'on vit dans un système d'injustice fiscale au plus haut niveau, je vais prendre quelques exemples. Pourquoi, ici, on ne nous pousse pas pour augmenter le versement mobilité ? Actuellement, on me dit : « ça ne permet pas », « on ne peut pas », mais avant 1982 il n'existait pas, et après 1982 il a existé. D'autant plus que sur notre territoire, nous avons une entreprise qui s'appelle STELLANTIS, qui a fait 22 milliards de bénéfices l'année dernière, et on sait tous que le patron émarge à 66 millions par an, c'est une réalité. Et plus de CVAE pour STELLANTIS, mais il continue de recevoir de l'argent public, notamment y compris de notre collectivité puisque dans le travail qui est proposé il y a une étude à hauteur de 150 000 € qui apparaît. La question qui nous est donc posée, c'est d'aller chercher l'argent, là où il est, et de contribuer à cela, et pas toujours de demander aux mêmes c'est-à-dire à la population avec une mise en cause aussi, je le signale, je trouve un peu curieux que l'on ferme un certain nombre d'équipements publics de manière totale ou partielle et pas uniquement parce que c'est à Mulhouse, la ville où j'habite, parce que ça dégrade le service public. De la même manière, qu'on ne peut pas accepter de rester dans un objectif de réduire les dépenses, de se féliciter tout le temps de réduire les dépenses, y compris lorsqu'on se rend compte à quoi ça abouti dans la gestion des ressources humaines et des agents. Je remarque qu'il n'y a rien de prévu pour une éventuelle revalorisation en termes de point d'indice, si l'Etat venait demain, si le Gouvernement venait demain à satisfaire les légitimes revendications des salariés en la matière. Par conséquent, je vous invite à réfléchir sur le sujet et à ne pas vous contenter de paroles. Parce que je vois qu'il y a un certain nombre de choses qui bougent, je ne voterai pas contre, je fais un geste mais je m'abstiendrai. Merci M. le Président.

M. le Président : Merci M. SIEMONI. Bertrand PAUVERT.

M. PAUVERT : Oui M. le Président, mes chers collègues. Finalement avec des mots convaincants, vous venez nous demander ce soir d'augmenter les impôts. Alors que nous sommes tous, que nos concitoyens sont frappés de plein fouet par la hausse de l'inflation, notre rôle ne saurait-être d'alourdir encore leurs charges. Nos concitoyens n'attendent pas de nous que nous alourdissions les prélèvements, cela d'autant plus que la hausse que vous nous proposez va venir s'ajouter aux différentes hausses prévues par les communes. Je crois qu'en responsabilité, on ne peut pas faire ce choix de faire peser sur eux une hausse de la fiscalité. Il y a effectivement, sans doute, des investissements à mettre en pause, des choix à faire dans les dépenses. Voilà M. le Président, mes chers collègues, je crois que nous ne pouvons pas faire ce choix d'alourdir les charges qui pèsent sur nos concitoyens.

M. le Président : Merci M. PAUVERT. D'autres prises de parole ? Il n'y a plus de prise de parole. Merci à tous pour vos interventions. C'est vrai qu'il y a des choix qui sont faits, il y a aussi des orientations à trouver sur les compétences à venir, sur le développement, surtout d'avoir un terrain unifié, un territoire solidaire, un territoire qui avance ensemble, un territoire qui est attractif, un territoire qui développe les partenariats, un territoire - on parlait de STELLANTIS - qui a investi sur notre territoire, un territoire qui va produire sur notre territoire parce que nous avons réussi à travailler avec l'ensemble des collectivités, la Région, la Collectivité européenne d'Alsace, les services de l'Etat, justement pour montrer que ce territoire permet le développement. Si un territoire doit se développer et amener de la richesse sur le territoire, il faut qu'il reste et il faut qu'il s'y développe. C'est cela en fin de compte, ce que nous faisons avec ces partenariats privés, publics, avec le monde des entreprises, avec une Maison du territoire sur laquelle on peut revenir, mais sur une Maison du territoire qui est portée par une SEM, une société d'économie mixte, et pas uniquement par l'agglomération mais par l'ensemble des collectivités, la Région, la Collectivité européenne d'Alsace, l'ensemble des chambres consulaires, voilà pour l'attractivité qui est importante aussi pour notre territoire. C'est vrai qu'on demande un effort à la population mais pas que, nous faisons des efforts, ç'a été prouvé. Dans le cadre de la sobriété énergétique, on se réinterroge sur nos investissements, on se réinterroge aussi pour l'étalement, on se réinterroge sur la manière de fonctionner et on est dans la solidarité du territoire, en améliorant les conditions de travail de nos agents et en permettant aussi à nos communes de subvenir et de pouvoir équilibrer leur budget de demain. S'il n'y a plus de question, ni de prise de parole, on peut passer au vote. Il est proposé, aujourd'hui, d'approuver les budgets qui sont présentés. Qui est pour ? Merci. Qui est contre ? Un, deux, trois. Et qui s'abstient ? Un, deux, trois.

Pour : 69 + 21 procurations.
Abstentions (4) : Mme SCHWEITZER, M. SIMEONI, Mme EL HAJJAJI (représentée par M. SIMEONI), M. ENGASSER.
Contre (3) : Mme RITZ, M. PAUVERT, M. RIFF.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. le Président : Messieurs-dames, je vous remercie de votre confiance. Je pense que c'était un très gros travail, et le gros travail reste devant nous pour

poursuivre le développement de notre intercommunalité et permettre de le rendre encore plus attractif. Merci beaucoup de votre confiance.

16° BUDGET PRINCIPAL : MUTUALISATION DES MOYENS ET DES SERVICES ENTRE LA VILLE DE MULHOUSE ET MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (311/7.10.5 /770C)

Le dispositif de mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération en vigueur repose sur une convention signée fin décembre 2002, qui fait l'objet d'une réactualisation chaque année.

La dernière convention a été approuvée par le Conseil communautaire le 13 décembre 2021, et par le Conseil municipal de Mulhouse le 9 décembre 2021.

La mutualisation des services repose sur une répartition des agents entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération tenant compte des missions respectives de chacun d'eux. Ainsi, les agents assurant des missions relevant des compétences de la Ville de Mulhouse sont rattachés à celle-ci et ceux qui assurent des missions relevant de Mulhouse Alsace Agglomération sont rattachés à cette dernière.
Les agents dont les fonctions sont mutualisées entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération sont en principe rattachés à la communauté d'agglomération et le coût des postes concernés est refacturé à la Ville de Mulhouse selon les critères définis par la présente délibération.
Toutefois, certains agents dont les fonctions ont évolué et qui doivent de ce fait faire l'objet d'une mutation entre les deux collectivités, sont maintenus dans leur collectivité d'origine pendant le délai nécessaire à la procédure de mutation. Une procédure de refacturation mensuelle est de ce fait mise en place entre les deux collectivités.

Conformément à l'article 7 de cette convention, la commission mixte paritaire s'est réunie le 25 novembre 2022. Elle a approuvé le bilan présenté pour l'exercice 2021, ainsi que les propositions exposées pour l'exercice 2022.

BILAN DE L'EXERCICE 2021

L'article 8 de la convention dispose que, chaque année, un rapport d'évaluation sur les relations financières induites par la mutualisation est à présenter aux deux assemblées.

Pour l'exercice 2021, ce bilan est détaillé dans une note jointe (annexe N° 1). En résumé, le montant total des charges mutualisées s'élève à 22 656 421 €, dont 11 557 040 € (51,01 %) sont à mettre au compte du budget de la Ville de Mulhouse et 11 099 380 € (48,99%) relèvent du budget de la Communauté d'Agglomération.

EVOLUTIONS POUR L'EXERCICE 2022

Le dispositif de mutualisation mis en place a montré qu'il répond bien aux règles de transparence et d'équité des charges voulues par le Conseil municipal de Mulhouse et par le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération. Il reste néanmoins nécessaire d'en corriger et d'en adapter chaque année certains points, en fonction de l'évolution du contexte de la mutualisation.

En 2012, suite aux constats effectués après les deux premières années d'existence de Mulhouse Alsace Agglomération (2010 et 2011) il avait semblé plus pertinent de prendre en compte pour la détermination du critère « budget », le CA n-1 des deux collectivités en lieu et place du BP.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte pour l'année 2022, comme cela se fait lors de l'élaboration de chaque convention annuelle, les propositions d'ajustement suivantes concernant :

- l'adaptation du cadre des services concernés à l'évolution de l'organigramme commun des 2 collectivités ;
- la progression du montant des charges d'occupation des bureaux par les agents mutualisés, du fait de l'évolution de l'indice du coût de la construction sur lequel il est indexé ;
- les montants de référence de l'exercice 2022 (effectifs et budget), qui servent au calcul de la clé de répartition ;
- les montants estimatifs à la charge des deux collectivités pour 2022.

Le détail est exposé dans une note jointe (annexe N° 2).

Globalement, le montant prévisionnel des charges de fonctionnement mutualisées de 2022 est estimé à 21 518 384 €, dont 10 690 333 €, soit 49,68 %, sont à la charge du budget de la Ville de Mulhouse et 10 828 051 €, soit 50,32 %, incombent au budget de la Communauté d'Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve le bilan de réalisation présenté pour l'exercice 2021,

- approuve l'ajustement de la convention pour l'exercice 2022 ainsi que le montant prévisionnel des charges de l'exercice 2022 tels qu'ils sont proposés,

- autorise le versement d'une subvention d'équipement à la Ville de Mulhouse de 15 621 € pour sa participation aux dépenses d'investissement effectuées pour les logiciels informatiques et le mobilier ainsi que prévu dans l'annexe 2,

- désigne Monsieur le Président, ou son représentant, pour signer la convention 2022 de mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (projet annexé).

PJ : 3

CONVENTION
relative à la répartition des charges pour les services concernés par la mutualisation

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président,

d'une part,

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire,

d'autre part,

Vu les délibérations du Conseil municipal du 14 décembre 2022 et du Conseil d'agglomération du 12 décembre 2022, relatives à la mutualisation des moyens et des services entre la Ville de Mulhouse et m2A,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

article 1 Objet

La présente convention règle les relations financières entre la Ville de Mulhouse et m2A en ce qui concerne la répartition des charges de personnel et autres frais de fonctionnement des services mutualisés.
Elle reprend les bases de la précédente convention de décembre 2021, qui sont revues et complétées compte tenu de l'évolution que connaît la communauté.

article 2 Dispositions générales

Les charges des services mutualisés sont partagées entre la Ville de Mulhouse et m2A selon des critères de répartition établis à partir d'indicateurs observés l'année civile précédente ou constatés au 1er janvier de l'exercice au titre duquel ces charges sont réparties.

article 3 Charges à répartir

Les charges à répartir, afférentes à chaque service, comprennent :

- les **charges de personnel** du service mutualisé, incluant d'une part la masse salariale (traitement, régime indemnitaire, charges sociales) et d'autre part des charges accessoires : frais d'habillement (vêtements de service) ; frais de formation ; frais de déplacement (professionnels et liés à la formation) ; fourniture de boissons non alcoolisées ; participations versées à l'Amicale du personnel et à la mutuelle (Muta santé) ;
- des **charges d'administration générale** : fournitures de bureau, photocopies, reprographie, affranchissement, télécoms et maintenance informatique, études diverses. Les dépenses précitées relèvent de dépenses de fonctionnement 2022 mais aussi d'investissement relatives à l'exercice N-1 (logiciel, matériel informatique ou technique divers) le cas échéant. Les dépenses d'investissement donnent lieu au versement d'une subvention d'équipement
- des **dépenses d'équipement de protection des agents** : masques, gel, produits d'hygiène…

Le montant des prestations est estimé sur l'année. Le règlement se fait par versements d'acomptes. Ainsi, la Communauté d'Agglomération facture à la Ville de Mulhouse sa part, de la manière suivante :

- chaque mois, les rémunérations versées aux agents mutualisés, sur la base des listes mensuelles éditées par le service des Ressources humaines ;
- chaque trimestre, les charges accessoires de personnel (habillement, déplacements, formation, …), d'administration générale (fournitures de bureau, affranchissement, télécoms, maintenance informatique) et de dépenses d'équipement de protection des agents, à raison de 1/4 du montant de l'année précédente.

L'ajustement est opéré en janvier ou février de l'année n + 1, sous forme d'une facture complémentaire, d'après le montant réel des prestations fournies, indiqué par chaque service prestataire.

article 4 Charges à facturer

Un coût standard d'hébergement d'un agent est facturé. Il englobe les charges normales d'utilisation d'un bureau équipé par les agents des services mutualisés, non comprises dans les charges à répartir ci–dessus, à savoir : nettoyage des locaux, consommation d'électricité, frais d'éclairage et de chauffage, charges d'assurance et d'amortissement de bâtiment.

La prestation fait l'objet d'une facture qui reste annuelle. Elle est établie sur les bases suivantes : un coût unitaire, chiffré à 1 353 € par agent x nombre d'agents mutualisés en 2022 x taux de répartition ressortant de l'article 5 ci-après.

Ce coût standard est revalorisé chaque année en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Le niveau de référence est celui du 1er trimestre de l'année précédente. Ainsi pour 2022, l'indice applicable est celui du 1er trimestre 2021, soit 1 822, en progression de 2,94%.

article 5 Modalités de répartition des charges

Les charges afférentes aux services mutualisés entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Mulhouse, sont réparties en fonction des clés de répartition suivantes :

- ***taux de prise en charge par la Communauté d'Agglomération = [60% x (nombre d'agents communautaires / nombre total d'agents travaillant pour la Ville et pour la Communauté d'Agglomération hors agents mutualisés)] + [40% x ((budget de fonctionnement au CA n-1 + budget d'investissement au CA n-1 de la Communauté d'Agglomération) / (budgets de fonctionnement au CA n-1 et d'investissement au CA n-1 de la Ville et de la Communauté d'Agglomération))]***
- ***taux de prise en charge par la Ville* = 100% - taux de prise en charge par la Communauté d'Agglomération**

article 6 Services dont les charges sont à répartir

Liste des services mutualisés indiqués dont les charges sont réparties en fonction des clés de répartition indiquées à l'article 5 :

- la direction générale des services (avec proratisation du directeur général adjoint et assistante)
- l'amicale du personnel (agents mis à disposition) et les syndicats
- les services solidarité et population
- les services prévention et sécurité
- la politique de la ville

- les archives
- la direction éducation et l'administration
- la direction sports et jeunesse et l'administration
- la communication interne
- la direction des finances
- la direction des ressources humaines
- le pilotage de la performance
- le secrétariat général
- les affaires juridiques et la commande publique
- la direction des moyens généraux et le centre Wallach
- le service systèmes d'informations
- le service informations géographiques
- la coordination administrative du pôle espaces publics patrimoine et mobilités
- la direction environnement et services urbains
- la direction voirie et conception urbaine
- le bureau d'études et d'aménagements
- la direction performance énergétique et bâtiments
- les relations internationales et transfrontalières
- la direction urbanisme, aménagement et habitat

article 7 Commission mixte paritaire

Une Commission mixte paritaire, composée de trois membres du Conseil municipal de la Ville de Mulhouse et de trois membres du Conseil d'Agglomération, et présidée conjointement par le Maire de Mulhouse, ou son représentant, et le Président de la Communauté d'agglomération, ou son représentant, est chargée d'examiner annuellement, avant chaque régularisation, la répartition des charges. Elle veille au respect des règles de répartition. Elle propose, le cas échéant, des évolutions du dispositif ou de nouvelles clés de répartition.

article 8 Information du Conseil municipal et du Conseil d'agglomération

Chaque année, un rapport d'évaluation sur les relations financières entre la Ville de Mulhouse et m2A, induites par la mise en commun des moyens et des services, est à présenter au Conseil municipal et au Conseil d'agglomération.

article 9 Substitution de convention

Cette convention se substitue à compter du 1er janvier 2022 à celle ayant le même objet, signée fin décembre 2021.

Fait à Mulhouse en deux exemplaires, le 15 décembre 2022.

Le Président de m2A — Le Maire de la Ville de Mulhouse

Fabian JORDAN — Michèle LUTZ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Mulhouse

Direction des Finances
311 - VS

Le 14 novembre 2022

Annexe 1 : Convention de mutualisation Ville / Agglomération – Bilan 2021

Les relations financières entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération sont définies par une convention, signée conjointement fin décembre 2021 par le Président de la Communauté et le Maire de la Ville de Mulhouse.

L'article 7 de cette convention prévoit qu'une Commission mixte paritaire « est chargée d'examiner annuellement, avant chaque régularisation, la répartition des charges. Elle veille au respect des règles de répartition. Elle propose, le cas échéant, des évolutions du dispositif ou de nouvelles clés de répartition ».

L'article 8 dispose qu'ensuite «chaque année, un rapport d'évaluation sur les relations financières entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération, induites par la mise en commun des moyens et des services, est à présenter au Conseil municipal et au Conseil communautaire».

1. Charges réparties

Les charges retenues dans le dispositif de répartition sont les suivantes :

1.1. frais de personnel

- masse salariale, incluant traitement, régime indemnitaire, charges sociales y compris les charges patronales
- charges accessoires : vêtements de service, frais de formation, frais de déplacements professionnels et liés à la formation ; participations versées à l'Amicale du Personnel de la Ville de Mulhouse ainsi qu'à la mutuelle, Muta Santé

1.2. frais d'administration générale : fournitures de bureau, photocopies, travaux de reprographie, produits d'entretien, affranchissement du courrier, télécommunications et maintenance informatique, les dépenses précitées relevant de dépenses de fonctionnement mais aussi d'investissement.
Le montant et la répartition des frais sont détaillés au point 5.

2. Charges facturées

La Ville et la Communauté d'Agglomération supportent des frais d'utilisation des bureaux par les agents mutualisés. Certains de ces frais d'administration générale entrent dans le cadre défini ci-dessus.

D'autres charges, plus difficiles à cerner, sont partagées d'une manière différente. Ce sont les frais de nettoyage, de chauffage, d'assurance des locaux, de maintenance courante, de consommation d'électricité, de gaz et d'eau, …. Elles ont été chiffrées, pour 2021, à 1 315 €* par agent.
Le montant et la répartition des frais sont détaillés au point 5.
* ce montant est revalorisé annuellement, en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction.

3. Services mutualisés

Le périmètre 2021 de la mutualisation a concerné les services suivants :

Direction ou Service	Nb d'agents
Direction Générale des Services (directeur général adjoint et assistante)	2
Amicale du personnel (agents mis à disposition)	14
Actions évènementielles	4
Direction Solidarité et Population	8
Direction Prévention et sécurité	3
Politique de la ville	3
Archives	7
Direction Education et administration	50
Direction Sports et Jeunesse et administration	43
Communication interne	1
La Direction des Finances	26
Direction des Ressources Humaines (dont 9 agents médecine travail)	80
Pilotage de la performance	9
Secrétariat Général	5
Affaires Juridiques et commande publique	14
Moyens Généraux et Centre Wallach	35
Systèmes d'informations	31
Informations géographiques	17
Coordination administrative du Pôle 4	1
Direction environnement et services urbains	16
Direction Voirie et conception urbaine	6
Bureau d'Etudes et d'Aménagements	10
Direction Performance énergétique et bâtiments	56
Relations internationales et transfrontalières	3
Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	27

Total	***471***

En 2021, la cartographie des agents mutualisés a été adaptée suite à l'état des lieux effectué en lien avec les Directions et services. Le nombre d'agents mutualisés est de 471 pour l'année 2021 répartis dans les services selon le tableau ci-dessus.

4. Modalité de répartition

Le partage des charges a été effectué à l'aide d'une clé de répartition, basée sur deux critères :

- **un 1er critère, qui compte pour *60%*, relatif au nombre d'agents** travaillant pour les 2 collectivités ;
  un 2ème critère, qui compte pour *40%*, et qui concerne les budgets de fonctionnement et d'investissement des 2 collectivités *(mouvements réels des CA de l'année n-1).*

Ci-après le détail du calcul en appliquant ces critères pour l'exercice 2021 :

1er critère, basé sur les effectifs au 01/10/2021:

	2021
Nombre d'agents communautaires	1 192
Nombre d'agents ville	1552
Nombre total d'agents des 2 collectivités, hors mutualisés	2 744

Nombre d'agents mutualisés	471
Nombre d'agents total m2A+Ville (communaux, communautaires et mutualisés)	3 215

% critère perso	60%	Critère personnel part m2A	**26,06%**
		Critère personnel part Ville	**33,94%**

2ème critère, basé sur les budgets (CA N-1 mouvmts réels) :

Budget m2A Général + annexes	***326 115 892 €***
Budget Ville de Mulhouse Général + annexes	***242 872 287 €***
Total des budgets des deux collectivités	***568 988 179 €***

% critère budget	40%	Critère budget part m2A	**22,93%**
		Critère budget part Ville	**17,07%**

Clé de répartition définitive	***part m2A***	**48,99%**
	part Ville	**51,01%**

En 2020, les clés étaient de 49,46 % pour l'agglomération et 50,54 % pour la Ville centre.

5. Montants à la charge des collectivités respectives

Le montant total des charges mutualisées à répartir au titre l'exercice 2021 s'élève à **22 656 421 €** pour les dépenses de fonctionnement mises en œuvre.
Les dépenses relatives à l'investissement donneront lieu au versement de subventions d'équipement par les deux collectivités ainsi que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Charges mutualisées - Récapitulation des montants définitifs 2021

Charges	réalisé 2021 TOTAL	Part Ville : *51,01%*	Part m2A : *48,99%*
1) Frais de personnel			
Masse salariale & frais annexes	21 567 311 €	11 001 485 €	10 565 826 €
S/Total 1 :	**21 567 311 €**	**11 001 485 €**	**10 565 826 €**
2) Frais d'administration générale			
Moyens généraux	99 720 €	50 867 €	48 853 €
Affranchissements (courrier)	65 545 €	33 435 €	32 111 €
Télécoms	69 388 €	35 395 €	33 993 €
Maintenance informatique	235 092 €	119 920 €	115 171 €
S/Total 2 :	**469 745 €**	**239 617 €**	**230 128 €**
Total 1 + 2 :	**22 037 056 €**	**11 241 102 €**	**10 795 954 €**
3) Frais d'utilisation des bureaux			
Locaux appartenant à la Ville :	527 315 €	268 983 €	258 332 € (1)
Locaux appartenant à m2A :	92 050 €	46 955 € (2)	45 095 €
S/Total 3 :	**619 365 €**	**315 938 €**	**303 427 €**
Total général 1 + 2 + 3 :	**22 656 421 €**	**11 557 040 €**	**11 099 380 €**

(1) montant dû par l'Agglo à la Ville
(2) montant dû par la Ville à l'Agglo

Charges de Fonctionnement	Réalisations 2021	Réalisé 2020	Evolution, en %
Coût total de la mutualisation	**22 656 421 €**	**23 023 257 €**	**-1,6%**
Part de l'Agglomération	11 099 380 €	11 387 303 €	**-2,5%**
Part de la Ville	11 557 040 €	11 635 954 €	**-0,7%**

Charges d'investissement N-1	réalisé 2020 TOTAL	Part Ville : *51,01%*	Part m2A : *48,99%*
Dépenses portées par m2A	534 068 €	272 428 € (3)	261 640 €
Dépenses portées par Mulhouse	47 876 €	24 421 €	23 454 € (4)

(3) montant dû par la Ville à l'Agglo
(4) montant dû par l'Agglo à la Ville

Direction des Finances
311 - VS

Le 15 novembre 2022

Annexe 2 : Convention de mutualisation Ville / Agglomération – propositions d'évolution pour 2022

Ce dispositif conventionnel est appliqué depuis 2003. Il est actualisé chaque année, en fonction des modifications intervenues dans l'organigramme commun à nos deux collectivités, et pour répondre mieux encore à l'objectif d'un partage équilibré et transparent des charges voulu par le Conseil municipal et par le Conseil d'agglomération.

Pour 2022, les modifications proposées sont listées ci-dessous. Elles résultent de l'évolution de l'organigramme commun de nos deux collectivités.

1. Cadre des services mutualisés

Le périmètre 2022 de la mutualisation a concerné les services suivants :

Direction ou Service	Nb d'agents
Direction Générale des Services (proratisation en fonction de nombre de mois de mutualisation)	1,5
Amicale du personnel (agents mis à disposition) et syndicats	16
Direction Solidarité et Population	3
Direction Prévention et sécurité	1
Politique de la ville	3
Archives	7
Direction Education et administration (proratisation en fonction de nombre de mois de mutualisation)	34,42
Direction Sports et Jeunesse et administration	44
Communication interne	1
La Direction des Finances	27
Direction des Ressources Humaines (dont 9 agents médecine travail)	80
Pilotage de la performance	10
Secrétariat Général	5
Affaires Juridiques et commande publique	14
Moyens Généraux et Centre Wallach	35
Systèmes d'informations	33
Informations géographiques	17
Coordination administrative du Pôle 4	1
Direction environnement et services urbains	21

Direction ou Service	Nb d'agents
Direction Voirie et conception urbaine	6
Bureau d'Etudes et d'Aménagements	10
Direction Performance énergétique et bâtiments	56
Relations internationales et transfrontalières	3
Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	29
Total	***458***

En 2022, la cartographie des agents mutualisés a été adaptée suite à l'état des lieux effectué en lien avec les directions et services. Le nombre d'agents mutualisés est de 458 (en fonction de la période effective de mutualisation pendant l'année 2022), répartis dans les services selon le tableau ci-dessus.

2. Domaine des charges mutualisées

2.2. Charges à répartir

La nature des charges à répartir se partage en :

. **frais de personnel**, à savoir les rémunérations du personnel (traitement, régime indemnitaire, charges sociales y compris les charges patronales) et les charges accessoires que le service Ressources humaines engage pour l'habillement, la formation, les déplacements professionnels et dans le cadre des formations, ainsi que les participations versées à l'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et à la mutuelle (Muta Santé)

. **frais d'administration générale** : fournitures de bureau, photocopies et travaux de reprographie, frais d'affranchissement, frais de télécommunications et de maintenance informatique, études, les dépenses précitées relevant de dépenses de fonctionnement mais aussi d'investissement (prise en compte des dépenses N-1 pour l'investissement). Les dépenses d'investissement de l'année N-1 donneront lieu au versement de subventions d'équipement ainsi que détaillé à l'article 4 de cette annexe. Ainsi, la Ville de Mulhouse versera à m2A une participation au titre des dépenses engagées par cette dernière. De la même manière, m2A versera à la Ville de Mulhouse une subvention d'équipement pour les dépenses réalisées par celle-ci.

. dépenses d'équipement de protection des agents : masques, gel, produits d'hygiène…

2.3. Charges à facturer – actualisation du coût d'hébergement d'un agent

La Ville et m2A supportent des **frais d'utilisation de bureaux** par des agents mutualisés. Certaines de ces charges entrent dans le cadre des frais d'administration générale détaillés ci-dessus.

Pour les autres frais, non inclus dans ceux-ci, à savoir le nettoyage des locaux, les frais d'éclairage et de chauffage, d'assurances, de maintenance et d'amortissement du bâtiment, … un coût standard d'hébergement d'un agent a été calculé. Il est prévu de l'indexer annuellement sur l'évolution de l'indice du coût de la construction.

Pour 2022, l'indice au 1er trimestre 2021 est de 1 822 (1 770 au 1er trimestre 2020). Le coût standard unitaire passe ainsi de 1 315 € en 2021 à 1 353 € en 2022 soit +2,94 %.

Pour 458 agents mutualisés, la charge prévisionnelle 2022 s'élève par conséquent à 619 674 €. 391 agents sur les 458 occupent des locaux appartenant à la Ville et 67 des locaux de m2A.

3. Modalités de répartition pour 2022

Les modalités de répartition des charges reposent, depuis 2004, sur une seule clé de répartition. Son calcul se réfère à 2 critères :

- **un 1er critère sur le personnel, qui compte pour 60%,** relatif au « nombre d'agents communautaires, divisé par le nombre total d'agents travaillant pour la Ville et pour la Communauté d'agglomération, hors agents mutualisés » ;
- **un 2ème critère, budgétaire, qui compte pour 40%.** Depuis 2012, ce critère est basé sur « le budget de fonctionnement et le budget d'investissement (*mouvements réels des CA)* de la communauté d'agglomération, divisés par les budgets de fonctionnement et d'investissement au CA de la ville et de la communauté d'agglomération ».

Depuis leur mise en œuvre, ces critères de répartition ont démontré leur pertinence et leur efficacité pour garantir la transparence des conditions de répartition des charges de mutualisation tout en tenant compte de la montée en puissance progressive de l'agglomération. Aussi, il est proposé de les maintenir pour 2022.

Ci-après le détail du calcul en appliquant ces critères pour l'exercice 2022 :

	2022
Nombre d'agents communautaires	1 232
Nombre d'agents ville	1554
Nombre total d'agents des 2 collectivités, hors mutualisés	2 786

Nombre d'agents mutualisés	458
Nombre d'agents total m2A+Ville (communaux, communautaires et mutualisés)	3 244

% critère perso	60%	Critère personnel part m2A	**26,53%**
		Critère personnel part Ville	**33,47%**

2ème critère, basé sur les budgets (CA N-1 mouvmts réels) :

Budget m2A Général + annexes	***346 880 356 €***
Budget Ville de Mulhouse Général + annexes	***236 333 140 €***
Total des budgets des deux collectivités	***583 213 496 €***

% critère budget	40%	Critère budget part m2A	**23,79%**
		Critère budget part Ville	**16,21%**

Clé de répartition définitive	***part m2A***	**50,32%**
	part Ville	**49,68%**

4. Montants estimatifs de la charge respective des collectivités pour 2022

Le montant total prévisionnel des charges mutualisées à répartir au titre de l'exercice 2022 s'élève à **21 518 384 €** pour les dépenses de fonctionnement mises en œuvre.
Les dépenses relatives à l'investissement donneront lieu au versement de subventions d'équipement par les deux collectivités ainsi que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Charges mutualisées - Récapitulation des montants prévisionnels 2022

Charges	Prévisionnel 2022 TOTAL	Part prév Ville : *49,68%*	Part prév m2A : *50,32%*
1) Frais de personnel			
Masse salariale & frais annexes	20 414 863 €	10 142 104 €	10 272 759 €
S/Total 1 :	**20 414 863 €**	**10 142 104 €**	**10 272 759 €**
2) Frais d'administration générale			
Moyens généraux	100 717 €	50 036 €	50 681 €
Affranchissements (courrier)	66 202 €	32 889 €	33 313 €
Télécoms	70 082 €	34 817 €	35 265 €
Maintenance informatique	246 846 €	122 633 €	124 213 €
S/Total 2 :	**483 847 €**	**240 375 €**	**243 472 €**
Total 1 + 2 :	**20 898 710 €**	**10 382 479 €**	**10 516 231 €**
3) Frais d'utilisation des bureaux			
Locaux appartenant à la Ville :	529 023 €	262 819 €	266 204 € (1)
Locaux appartenant à m2A :	90 651 €	45 035 € (2)	45 616 €
S/Total 3 :	**619 674 €**	**307 854 €**	**311 820 €**
Total général 1 + 2 + 3 :	**21 518 384 €**	**10 690 333 €**	**10 828 051 €**

(1) montant dû par l'Agglo à la Ville
(2) montant dû par la Ville à l'Agglo

Charges de Fonctionnement	Prévisions 2022	Réalisé 2021	Evolution, en %
Coût total de la mutualisation	**21 518 384 €**	**22 656 421 €**	**-5,0%**
Part de l'Agglomération	10 828 051 €	11 099 380 €	**-2,4%**
Part de la Ville	10 690 333 €	11 557 040 €	**-7,5%**

Charges d'investissement N-1	réalisé 2021 TOTAL	Part Ville : *49,68%*	Part m2A : *50,32%*
Dépenses portées par m2A	493 234 €	245 039 € (3)	248 195 €
Dépenses portées par Mulhouse	31 044 €	15 423 €	15 621 € (4)

(3) montant dû par la Ville à l'Agglo
(4) montant dû par l'Agglo à la Ville

M. le Président : Antoine HOMÉ sur la mutualisation des moyens et des services entre la ville de Mulhouse et l'agglomération. Juste une information, une hôtesse ou un hôte va passer dans les rangs afin que vous puissiez signer les listes relatives au budget primitif. Si jamais quelqu'un voulait partir, ne partez pas sans avoir signé. Merci.

M. HOMÉ : Cher Président, merci et merci à tous les conseillers communautaires qui viennent de s'exprimer sur un sujet difficile. Je suis très fier de la qualité de notre débat, je tenais à le dire, merci à toutes et tous. Nous avons maintenant deux délibérations plus techniques, sur lesquelles je vais aller plus vite. La première est classique, c'est la mutualisation des moyens et des services entre la ville de Mulhouse et m2A. Nous avons une commission mixte de la mutualisation que j'anime avec Florian COLOM qui s'est exprimé tout à l'heure. Vous le savez, il y a un certain nombre de personnes qui travaillent et pour la ville et pour l'agglomération. Grosso modo, ça varie selon les années et selon les compétences exercées par les uns et par les autres. Cette commission s'est réunie récemment et elle a constaté les résultats qui vous sont présentés dans la délibération. Retenez l'idée que, grosso modo, sur les personnes mutualisées, cela dépend des années, on est pratiquement sur un 50/50 avec la ville de Mulhouse. Voilà M. le Président.

M. le Président : Merci Antoine. Y a-t-il des questions ? Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

17° BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : FACTURATIONS 2022 PAR LE BUDGET GENERAL AUX BUDGETS ANNEXES DES TRANSPORTS ET DU CHAUFFAGE URBAIN (311/7.10.5/877C)

La communauté d'agglomération assure dans le cadre de son budget général et sur la base de la convention de mutualisation des moyens et des services conclue avec la ville de Mulhouse un certain nombre de prestations. Il s'agit de prestations à caractère administratif et technique dites de supports qui sont indispensables au bon fonctionnement et l'exécution des missions opérationnelles des services gérés par le budget annexe des transports et par le budget annexe du chauffage urbain.
En conséquence il y a lieu de facturer aux budgets annexes une quote part de ces charges supportées par le budget général.

1. Facturation au budget annexe des transports :

La facturation des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe des transports est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante :

- *<u>taux de prise en charge par le BA des transports</u> = [95% x (nombre d'agents BA transports de l'exercice / nombre d'agents communautaires de l'exercice)] + [5% x ((budget CA n-1 BA des transports dépenses de fonctionnement et d'investissement réelles) / (budgets CA n-1 budget général m2A dépenses de fonctionnement et d'investissement réel))]*

Ainsi la participation à facturer au budget annexe des transports s'établit comme suit :

- *<u>Montant à facturer au BA des transports au titre de l'exercice</u> = (Total des frais de mutualisation de l'exercice N-1 à la charge de m2A à répartir (1) x taux de prise en charge du BA des transports) + (participation à l'amicale N-1 / nombre d'agents communautaires de l'exercice X nombre d'agents de l'exercice BA des transports.*

(1) Issu de la délibération annuelle relative à la répartition des frais de mutualisation entre m2A et la Ville de Mulhouse.

Pour l'exercice 2022 le montant ressort ainsi à 240 222 € ;

	2022
Nombre d'agents m2A	1690
Nombre d'agents BA transports	11
(Nb agents BA transports / Nb agents communautaires) pondéré à 95%	**0,62%**
Budget Gal m2A CA 2021 DRF + DRI	270 330 384 €
BA transports m2A CA 2021 DRF + DRI	80 262 208 €
(Budget BA transports / budget général m2A) pondéré à 5%	**1,48%**
Taux de prise en charge BA des transports	**2,10%**
Masse salariale & frais annexes CA 2021	10 565 826 €
Moyens généraux CA 2021	48 853 €
Affranchissement courrier CA 2021	32 111 €
Télécoms CA 2021	33 993 €
Maintenance informatique CA 2021	115 171 €
Hébergement CA 2021	303 427 €
Total des frais de mutualisation à la charge de m2A à répartir	**11 099 381 €**
Montant à refacturer au BA des transports	**233 405 €**
Participation à l'Amicale CA 2021	1 047 317 €
Montant à refacturer au BA des transports	6 817 €
Montant total à facturer au BA des transports	**240 222 €**

2. Facturation au budget annexe du chauffage urbain

La facturation des frais supportés par le budget général de l'agglomération pour le compte du budget annexe du chauffage urbain est établie sur la base d'un taux de prise en charge déterminé de la manière suivante :

- *taux de prise en charge par le BA du chauffage urbain = [60% x (nombre d'agents BA chauffage de l'exercice / nombre d'agents communautaires de l'exercice)] + [40% x ((budget CA n-1 BA du chauffage dépenses de fonctionnement et d'investissement réelles) / (budgets CA n-1 budget général m2A dépenses de fonctionnement et d'investissement réel))]*

Ainsi la participation à facturer au budget annexe du chauffage urbain s'établit comme suit :

- *Montant à facturer au BA du chauffage urbain au titre de l'exercice = (Total des frais de mutualisation de l'exercice N-1 à la charge de m2A à répartir (1) x taux de prise en charge du BA du chauffage urbain) + (participation à l'amicale N-1/ nombre d'agents communautaires de l'exercice X nombre d'agents de l'exercice BA du chauffage urbain*

  (1) Issu de la délibération annuelle relative à la répartition des frais de mutualisation entre m2A et la Ville de Mulhouse.

- Pour l'exercice 2022 le montant ressort ainsi à 212 223 € ;

	2022
Nombre d'agents m2A	1690
Nombre d'agents BA chauffage	14
(Nb agents BA du chauffage / Nb agents communautaires) pondéré à 60%	**0,50%**
Budget Gal m2A CA 2021 DRF + DRI	270 330 384 €
BA du chauffage m2A CA 2021 DRF + DRI	9 034 582 €
(Budget du BA chauffage / budget général m2a) pondéré à 40%	**1,34%**
Taux de prise en charge BA du chauffage	**1,83%**
Masse salariale & frais annexes CA 2021	10 565 826 €
Moyens généraux CA 2021	48 853 €
Affranchissement courrier CA 2021	32 111 €
Télécoms CA 2021	33 993 €
Maintenance informatique CA 2021	115 171 €
Hébergement CA 2021	303 427 €
Total des frais de mutualisation à la charge de m2A à répartir	**11 099 381 €**
Montant à refacturer au BA du chauffage	**203 547 €**
Participation à l'Amicale CA 2021	1 047 317 €
Montant à refacturer au BA du chauffage	8 676 €
Montant total à facturer au BA du chauffage	**212 223 €**

Ces montants sont prévus dans les budgets 2022 respectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modalités de facturations entre le budget général et les budgets annexes des transports et du chauffage urbain détaillées dans la présente délibération au titre de l'exercice 2022,

- charge Monsieur le Président ou son représentant, de réaliser toutes les opérations nécessaires à la mise en œuvre des dispositions approuvées par la présente délibération.

M. le Président : Budget principal et budgets annexes : facturations 2022.

M. HOMÉ : Oui, là aussi une délibération annuelle classique. Nous avons au niveau du budget général des prestations pour le compte de certains budgets annexes, chauffage et transport, et ils font l'objet d'une facturation chaque année. Voilà l'objet de la délibération, mes chers collègues, M. le Président.

M. le Président : Merci Antoine. Des questions ? Pas de question ? Des votes contre ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

18° BUDGET ANNEXE DE L'EAU : FIXATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT (312/7.10.5/848C)

Par délibération du 30 septembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a acté la création du budget annexe de l'eau destiné à porter la compétence eau potable transférée à titre obligatoire aux structures intercommunales par la loi Notré du 7 août 2015.

Conformément à l'article L.2321-2 du code général des collectivités territoriales qui rend obligatoire la pratique des amortissements, il y a lieu de fixer les durées d'amortissement des biens qui entreront dans le patrimoine du budget annexe à compter du 1er janvier 2023.

Les amortissements sont la constatation d'un amoindrissement de la valeur d'un bien résultant de l'usage, du temps ou de l'évolution des techniques. Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation.

Dans le cadre du transfert de la compétence eau, il est proposé de pratiquer un amortissement linéaire : les dépréciations du bien sont réparties de manière égale sur sa durée de vie. L'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service.

Les durées d'amortissements proposées ci-dessous entreront en vigueur au titre de l'exercice comptable 2023 :

2031	Frais d'études	5 ans
2033	Frais d'insertions	5 ans
2051	Concessions et droits similaires	5 ans
2121	Agencements et aménagements de terrains nus	20 ans
2125	Agencements et aménagements de terrains bâtis	20 ans
21311	Bâtiments d'exploitation	50 ans
21315	Bâtiments administratifs	50 ans
21351	Installations générales bâtiments d'exploitation	20 ans
21355	Installations générales bâtiments administratifs	15 ans
21411	Bâtiment d'exploitation sur sol autrui	50 ans
21451	Installations générales bâtiment d'exploitation sur sol d'autrui	20 ans
2151	Installations complexes spécialisées	10 ans
21531	Réseaux d'adduction d'eau	40 ans
2154	Matériel industriel	10 ans
2155	Outillage industriel	20 ans
21561	Service de distribution d'eau	10 ans

2157	Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20 ans
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	10 ans
2182	Matériel de transport	8 ans
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5 ans
2184	Mobilier	15 ans
2188	Autres	5 ans

La mise en application de ces durées d'amortissement n'entraînera aucune modification des plans d'amortissements des biens issus des autres entités, qui ont été mis à disposition de Mulhouse Alsace Agglomération et qui continueront d'être amortis selon leurs plans initiaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les durées d'amortissement proposées pour le budget annexe Eau pour les biens enregistrés à compter du 1er janvier 2023.

M. le Président : Fixation des durées d'amortissement dans le budget annexe de l'eau. Toujours Antoine.

M. HOMÉ : Effectivement, vous avez là aussi une délibération très technique qui consiste, comme dans nos collectivités on fait pareil, on fixe des durées d'amortissement sur un certain nombre d'immobilisations, et là c'est ce qui vous est proposé s'agissant de l'eau, puisque maintenant il y a ce budget annexe supplémentaire. Voilà M. le Président.

M. le Président : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

19° TRANSFERT DE LA COMPETENCE EAU : OCTROI D'UNE AVANCE DE TRESORERIE AU BUDGET ANNEXE DE L'EAU DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (313/7.7/892C)

Par délibération du 30 septembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a acté la création du budget annexe de l'eau destiné à porter la compétence eau potable transférée à titre obligatoire aux structures intercommunales par la loi Notré du 7 août 2015.

Si Mulhouse Alsace Agglomération, par délibération du 10 février 2020, a délégué aux communes l'exercice transitoire de cette compétence, son transfert s'effectuera conformément aux dispositions des articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRé), à compter du 1er janvier 2023.

Ainsi, le transfert de la compétence eau à Mulhouse Alsace Agglomération implique l'autonomie financière du budget annexe de l'eau au regard du budget principal et des autres budgets annexes de Mulhouse Alsace Agglomération.

Au 1er janvier 2023, le budget annexe de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération ne disposera pas de trésorerie propre pour permettre le portage des dépenses qui seront engagées sans contrepartie de recette.
Le besoin de trésorerie du budget annexe de l'eau, répondant à une contrainte temporaire, est évalué à quatre mois de dépenses (sans contrepartie de recettes), soit un montant estimé à 7 000 000 €.
Afin de couvrir ce besoin et conformément à l'article R2221-79 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est proposé au Conseil d'agglomération d'octroyer une avance de trésorerie de 7 000 000 € sur 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération,

- accorde au budget annexe de l'eau de Mulhouse Alsace Agglomération une avance sans intérêts de sept millions d'euros (7 000 000 €), qui devra être remboursée au plus tard le 31 décembre 2023.

M. le Président : Point 19, il s'agit du transfert de la compétence de l'eau : l'octroi d'une avance parce qu'il y a besoin de trésorerie au budget annexe de l'eau qui, aujourd'hui, n'a pas de trésorerie.

M. HOMÉ : Oui en substance, comme nous créons ce budget annexe, il faut lui accorder une avance de trésorerie pour qu'il puisse démarrer l'année, cela paraît évident. Voilà M. le Président.

M. le Président : Pas de question ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci.

20° CREANCES IRRECOUVRABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (315/7.10.5/872C)

Le Responsable du Service de Gestion Comptable pour Mulhouse Alsace Agglomération demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent de liquidations judiciaires, de surendettement (PRP : Procédure de Rétablissement Personnel) et de combinaisons infructueuses d'actes. Elles concernent essentiellement des impayés de périscolaire, des produits de gestion courante, des redevances spéciales et des arrondis de règlement.

La répartition par exercice d'origine est la suivante :

BUDGET PRINCIPAL		
2015		702,00
2016	*dont 4 921,91 HT*	7 852,57
2017		2 276,72
2018		1 653,22
2019		2 839,50
2020		616,48
2021		1 369,74
2022		309,67
TOTAL		**17 619,90 €**

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

- sur le budget principal :

Chapitre 65/compte 6541/rubrique 020
Service gestionnaire et utilisateur 315
Ligne de crédit 3977 « Créances admises en non-valeur » : **2 076,37 €**

Chapitre 65/compte 6542/rubrique 020
Service gestionnaire et utilisateur 315 **9 637,24 €**
Ligne de crédit 20334 « Créances éteintes » :

Chapitre 65/compte 6542/rubrique 020
Service gestionnaire et utilisateur 315 **4 921,91 € HT**
Ligne de crédit HT 28830 « Créances éteintes » :
Code activité 328636

M. le Président : Au point 20, il s'agit de créances irrécouvrables : admission en non-valeur.

M. HOMÉ : Oui c'est toujours un crève-cœur mais cela ne veut pas dire qu'elles ne sont pas poursuivies, c'est comme dans nos communes, mais à un moment il faut les constater au niveau de nos comptes, et c'est ce qui vous est proposé par cette délibération.

M. le Président : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

21° ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (ACTP) : FIXATION DES ACTP DEFINITIVES 2022 ET PROVISOIRES 2023 (311/7.10.3/886C)

Suite au transfert des compétences Plan Local d'Urbanisme / Règlement Local de Publicité au 1er janvier 2020, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 6 novembre 2020 a validé le système d'évaluation du transfert de charges 2020.
A ainsi été retenu, le système dérogatoire de 1€ par habitant avec dégressivité sur 3 ans (2020, 2021 et 2022) tenant compte de la moyenne nette des dépenses réalisées sur les 3 années précédant le transfert (2017 à 2019).

Au vu des délibérations concordantes des 39 communes, le Conseil d'Agglomération du 31 mai 2021 a acté, à la majorité des deux tiers ce système dérogatoire.
Le montant des ACTP 2022 provisoires est inchangé à ce stade, en l'absence de changement de périmètre ou de compétence.

Les montants 2021 (pour mémoire), 2022 et 2023 figurent dans le tableau ci-dessous :

COMMUNES	ACTP définitive 2021 (pour mémoire)	ACTP définitive 2022	ACTP provisoire 2023
BALDERSHEIM	1 176 307,50	1 174 976,00	1 174 976,00
BANTZENHEIM	1 410 607,61	1 410 607,61	1 410 607,61
BATTENHEIM	933 885,50	933 101,00	933 101,00
BERRWILLER	26 765,00	26 765,00	26 765,00
BOLLWILLER	145 264,50	143 247,00	143 247,00
BRUEBACH	77 090,50	76 548,00	76 548,00
BRUNSTATT DIDENHEIM	1 352 557,00	1 348 528,00	1 348 528,00
CHALAMPE	1 617 780,37	1 617 780,37	1 617 780,37
DIETWILLER	761 333,50	760 594,00	760 594,00
ESCHENTZWILLER	177 168,00	177 168,00	177 168,00
FELDKIRCH	49 608,00	49 103,00	49 103,00
FLAXLANDEN	181 376,50	180 625,00	180 625,00
GALFINGUE	-1 824,50	-2 235,00	-2 235,00
HABSHEIM	1 692 958,52	1 691 210,00	1 691 210,00
HEIMSBRUNN	460 572,00	459 891,00	459 891,00
HOMBOURG	1 628 484,51	1 628 336,73	1 628 336,73
ILLZACH	6 893 079,42	6 888 756,00	6 888 756,00
KINGERSHEIM	2 814 444,39	2 813 949,00	2 813 949,00
LUTTERBACH	483 994,50	483 113,00	483 113,00
MORSCHWILLER LE BAS	295 484,00	293 578,00	293 578,00
MULHOUSE	20 905 445,84	20 850 211,84	20 850 211,84
NIFFER	488 501,62	488 012,62	488 012,62
OTTMARSHEIM	2 980 603,34	2 979 678,84	2 979 678,84
PETIT LANDAU	509 644,74	509 644,74	509 644,74
PFASTATT	1 101 971,50	1 101 641,00	1 101 641,00
PULVERSHEIM	313 199,50	311 693,00	311 693,00
REININGUE	250 149,00	249 150,00	249 150,00
RICHWILLER	740 105,91	739 101,00	739 101,00
RIEDISHEIM	713 507,54	712 231,00	712 231,00
RIXHEIM	5 162 257,96	5 159 327,00	5 159 327,00
RUELISHEIM	280 729,50	279 566,00	279 566,00
SAUSHEIM	4 467 085,00	4 466 757,00	4 466 757,00
STAFFELFELDEN	26 945,69	24 976,00	24 976,00
STEINBRUNN LE BAS	19 257,00	18 885,00	18 885,00
UNGERSHEIM	967 955,00	966 810,00	966 810,00
WITTELSHEIM	1 742 725,64	1 741 425,00	1 741 425,00
WITTENHEIM	2 324 541,30	2 321 513,00	2 321 513,00
ZILLISHEIM	51 724,50	50 391,00	50 391,00
ZIMMERSHEIM	159 296,00	158 762,00	158 762,00
TOTAL	**65 382 583,41**	**65 285 417,75**	**65 285 417,75**
TOTAL ACTP VERSE	**65 384 407,91**	**65 287 652,75**	**65 287 652,75**

Les crédits nécessaires au versement des ACTP sont inscrits au budget :
Chapitre 014 – Compte 739211 - ligne de crédit 22595

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les propositions d'ACTP définitives 2022 et provisoires pour 2023,
- autorise Monsieur le Président à accomplir et à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

M. le Président : Il s'agit là, on en a déjà parlé, de la fixation des ACTP définitives pour 2022 et provisoires pour 2023. Antoine HOMÉ.

M. HOMÉ : Oui on est à compétences constantes, le sujet a été évoqué tout à l'heure, ce qui fait que les chiffres sont stables puisqu'il n'y a pas d'évolution structurelle.

M. le Président : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

22° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2020-2026 (31/7.10.1/897C)

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent aux Communautés d'Agglomération de décider et de voter des projets d'investissement sous forme d'Autorisations de Programme (AP) et en précisent les modalités d'application.

Elles constituent les limites supérieures des dépenses d'investissement qui peuvent être engagées et sont révisées chaque année pour tenir compte des évolutions des projets et de la capacité financière de la collectivité. Chaque Autorisation de Programme correspond à un engagement financier pluriannuel et comporte la répartition prévisionnelle des Crédits de Paiement (CP) par exercice.

Sur la période 2020–2026, les autorisations de programme identifiées ont été dimensionnées à hauteur de 285,3 M€.

Ce programme se concrétise par une affirmation des 4 ambitions de Mulhouse Alsace Agglomération portées par le Projet de Territoire et se décline par la création de 13 autorisations de programme. Ces objectifs sont les suivants :

- un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique ;
- un territoire dynamique, attractif, terre d'accueil ;
- un territoire solidaire au service de tous ses habitants ;
- un territoire d'équilibre et de coopération.

Pour tenir compte des éléments et délibérations intervenus depuis le vote de la dernière délibération relative aux AP/CP, il y a lieu de procéder à des ajustements techniques intégrant ces décisions.

Le document en annexe récapitule le programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme sur la période 2020-2026 et la prévision des Crédits de Paiement par exercice budgétaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'ajustement du programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme décliné en annexe n°1,
- approuve les Crédits de Paiement prévisionnels pour 2023.

PJ : Annexe n°1 : autorisations de programme et crédits de paiement – programmation 2020 – 2026

ANNEXE N°1 : AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020-2026

N° et intitulé de l'AP		MONTANT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT						
N° AP	Désignation	Montant 2020-2026 au 26/09/2022	Montant 2020-2026 au 12/12/2022	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Crédits de Paiement 2022	Crédits de Paiement 2023	Crédits de Paiement 2024	Crédits de Paiement 2025	Crédits de Paiement 2026
A001	AIDE A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS SOCIAUX	13 874 783	12 774 559	895 793	1 358 934	584 615	3 565 217	2 420 000	2 200 000	1 750 000
A002	AMENAGEMENT ET INFRASTRUCTURES STRATEGIQUES	24 591 579	24 394 205	1 868 063	2 991 154	4 934 979	3 808 380	4 099 750	3 187 128	3 504 750
A003	ATTRACTIVITE, TOURISME ET CULTURE	27 204 434	26 785 350	3 029 114	3 148 539	4 650 354	5 235 904	4 782 500	4 272 012	1 666 927
A004	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOUTIEN A L'INNOVATION, DEVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE	45 062 117	43 644 891	2 626 255	1 527 647	4 110 918	7 327 937	12 012 932	8 843 775	7 195 427
A005	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	13 521 003	12 492 656	79 084	119 350	3 054 340	2 252 000	2 306 000	2 856 000	1 825 882
A006	EQUIPEMENTS NAUTIQUES ET SPORTIFS	30 076 265	30 220 111	987 756	789 404	2 326 973	1 939 978	6 826 000	9 350 000	8 000 000
A007	HABITAT, PERFORMANCE ENERGETIQUE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	14 226 221	13 944 062	695 181	1 379 843	2 015 663	1 889 479	2 413 610	2 354 786	3 195 522
A008	MOBILITES DOUCES ET PARTAGEES	10 594 859	10 022 707	1 108 014	1 153 505	1 746 650	2 298 750	1 459 788	1 366 844	889 156
A009	MAINTENANCE DU PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	7 010 017	7 008 000	155 053	2 659 940	897 558	1 080 000	1 113 291	636 612	465 546
A010	EQUIPEMENTS PERISCOLAIRES ET STRUCTURES DE PETITE ENFANCE	39 236 584	46 810 425	2 100 283	1 778 864	3 740 041	10 927 838	14 911 870	10 346 640	3 004 889
A011	PROJETS A SOLDER ANCIENNE PPI	2 565 977	2 534 822	606 433	103 072	154 548	518 348	882 421	0	270 000
A012	SOLIDARITE FINANCIERE ET TERRITORIALE	6 292 311	6 292 311	0	0	6 292 311	0	0	0	0
A013	INVESTISSEMENTS ANNUELS	48 009 352	48 339 434	6 119 191	4 400 827	9 419 416	7 100 000	7 100 000	7 100 000	7 100 000
	TOTAL :	**282 265 502**	**285 263 531**	**20 270 220**	**21 411 080**	**43 928 365**	**47 943 831**	**60 328 162**	**52 513 797**	**38 868 077**

M. le Président : Il s'agit maintenant du vote des autorisations de programme 2020-2026 dans le cadre du budget principal.

M. HOMÉ : Oui c'est aussi un point très technique. En réalité, nous avons maintenant une nouvelle instruction comptable qui change un certain nombre de données, notamment celle-là, et qui permet effectivement de prévoir, si vous voulez, des autorisations de programme sur plusieurs années. Sur les grandes politiques communautaires, on prévoit ces enveloppes. Ce sont des enveloppes, elles doivent être ensuite suivies par les paiements. C'est un système assez proche, finalement, de celui qui existe à l'état depuis très longtemps. Et là vous avez 13 autorisations de programme correspondant aux grands secteurs d'investissement et d'actions de m2A. Voilà M. le Président.

M. le Président : Merci beaucoup Antoine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci.

23° TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (311/7.1.2/908C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants :

A/ BUDGET GENERAL

Dépenses réelles de fonctionnement

chapitre 011/ compte 60628 / fonction 020 / ligne de crédit 5741 service gestionnaire et utilisateur 310 "Autres fournitures"	14 830,00 €
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**14 830,00 €**

Dépenses d'ordre de fonctionnement

chapitre 042/ compte 6815 / fonction 01 / ligne de crédit 11290 service gestionnaire et utilisateur 310 "Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement"	5 670,00 €
TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	**5 670,00 €**

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**20 500,00 €**

Dépenses d'investissement

chapitre 454100022/ compte 4541 / fonction 70/ ligne de crédit 28688 service gestionnaire et utilisateur 535 "Aide à la pierre"	2 492 568,00 €
chapitre 21/ compte 2158/ fonction 414 / ligne de crédit 27482 service gestionnaire et utilisateur 512 "Clinique vétérinaire matériel médical"	-30 000,00 €
chapitre 23/ compte 2313 / fonction 414 / ligne de crédit 26254 service gestionnaire et utilisateur 512 "Clinique vétérinaire"	30 000,00 €
chapitre 21/ compte 21318/ fonction 414 / ligne de crédit 20288 service gestionnaire et utilisateur 512 "Vidéo protection"	-4 000,00 €
chapitre 20/ compte 2031 / fonction 414 / ligne de crédit 28835 service gestionnaire et utilisateur 512 "Audit vidéo protection"	4 000,00 €
chapitre 10/ compte 10222 / fonction 01/ ligne de crédit 28833 service gestionnaire et utilisateur 310 "F.C.T.V.A"	1 229,00 €
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**2 493 797,00 €**

Dépenses d'ordre d'investissement

chapitre 040/ compte 15112 / fonction 01 / ligne de crédit 13956 service gestionnaire et utilisateur 310 "Provisions pour litige"	20 500,00 €
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**20 500,00 €**
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**2 514 297,00 €**

Recettes d'ordre de fonctionnement

chapitre 042 / compte 7815 / fonction 01 / ligne de crédit 13957 service gestionnaire et utilisateur 310	20 500,00 €

"Reprise sur provisions pour risques et charges"

TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT **20 500,00 €**

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT **20 500,00 €**

Recettes réelles d'investissement

chapitre 454200022/ compte 4542 / fonction 70 /ligne de crédit 28689 2 492 568,00 €
service gestionnaire et utilisateur 535
"Aide à la pierre 2022"

chapitre 16/ compte 1641 / fonction 01 / ligne de crédit 6910 16 059,00 €
service gestionnaire et utilisateur 310
"Emprunts en euros"

TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT **2 508 627,00 €**

Recettes d'ordre d'investissement

chapitre 040 / compte 15112 / fonction 01 / ligne de crédit 11291 5 670,00 €
service gestionnaire et utilisateur 310
"Provisions pour litiges"

TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT **5 670,00 €**

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT **2 514 297,00 €**

B/ BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS

Dépenses réelles de fonctionnement

chapitre 011/ compte 6068 / ligne de crédit 2183 -2 500 000,00 €
service gestionnaire et utilisateur 310
"Ajustements chapitre 011"

chapitre 65 / compte 6574/ ligne de crédit 11329 2 500 000,00 €
service gestionnaire et utilisateur 310
"Ajustements chapitre 65"
(Augmentation du versement à Soléa)

TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT **0,00 €**

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT **0,00 €**

C/ BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

Dépenses d'ordre de fonctionnement

chapitre 023/ compte 023 / ligne de crédit 2076 1 500 000,00 €
service gestionnaire et utilisateur 43331
"Virement à la section d'investissement"

TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT **1 500 000,00 €**

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT **1 500 000,00 €**

Dépenses d'ordre d'investissement

chapitre 040/ compte 31 / ligne de crédit 15460 1 500 000,00 €
service gestionnaire et utilisateur 43331
"Matières premières quotas CO2"

TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT **1 500 000,00 €**

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT **1 500 000,00 €**

Recettes d'ordre de fonctionnement

chapitre 042 / compte 6031 / ligne de crédit 15461 1 500 000,00 €
service gestionnaire et utilisateur 43331
"Variation des stocks de matières premières"

TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT **1 500 000,00 €**

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT **1 500 000,00 €**

Recettes d'ordre d'investissement

chapitre 021 / compte 021 / ligne de crédit 2079 1 500 000,00 €
service gestionnaire et utilisateur 43331

"Virement de la section de fonctionnement"

TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**1 500 000,00 €**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**1 500 000,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations et transferts de crédits proposés.

M. le Président : Transferts et créations de crédits.

M. HOMÉ : Là aussi, chaque année, cette délibération permet d'ajuster les crédits par rapport à la réalité de la dépense. Il y a des redéploiements de crédits, des inscriptions nouvelles. Alors il s'agit de l'aide à la pierre, mais sur laquelle nous jouons un rôle un peu de la part de l'Etat puisque nous sommes dans la mise en œuvre de compétences de l'Etat qui nous sont déléguées. Et puis la dotation pour la DSP de SOLEA qui est, chaque année, abondée par rapport au réel. Voilà.

M. le Président : Merci Antoine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci.

24° TARIFS COMMUNAUTAIRES : REVISION DES TARIFS POUR SERVICES RENDUS POUR 2023 (315/ 7.10.5/ 887C)

Les services rendus à la population nécessitent, comme chaque année, un réajustement des tarifs communautaires pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, du niveau de qualité et du développement des prestations rendues et pour atténuer l'effort fiscal imposé aux contribuables de Mulhouse Alsace Agglomération.

A cet effet, les tarifs ci-annexés, ont été adaptés de manière à faire participer les usagers le plus équitablement possible au coût de revient des prestations offertes.

Les frais de main-d'œuvre qui s'ajoutent le cas échéant aux tarifs sont déterminés selon les coûts horaires par catégorie de personnel.

Les tarifs sont indiqués en application du taux de TVA prévu pour le 1er janvier 2023 sous réserve de modification en fonction de l'évolution législative.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les nouveaux tarifs,
- charge Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Tarifs communautaires

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICE A LA POPULATION
DIRECTION FINANCES

REVISION DES TARIFS COMMUNAUTAIRES

POUR SERVICES RENDUS (2023)

COMPARATIF 2022/2023

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

212 - BIBLIOBUS

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	Tarif 2022 €	**Tarif 2023 €**	**%**
- abonnements :	gratuit	gratuit	**0.00%**
- pénalité de retard :	néant	néant	**0.00%**
- documents en retard : pénalité pour envoi des lettres de relance en lettre suivi, lettre expert ou lettre en recommandé avec AR	tarif postal en vigueur	tarif postal en vigueur	**0.00%**
- pénalité pour perte de carte d'abonné :	néant	néant	
- pénalité pour détérioration ou perte de document :	remplacement valeur à neuf prix éditeur	remplacement valeur à neuf prix éditeur	**0.00%**

Le Conseil d'agglomération donne délégation au Président ou à son représentant :
- pour faire don de documents usagés à des organisations ou associations caritatives, humanitaires, etc…

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

246 CENTRE SPORTIF REGIONAL ALSACE

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2023

Complément à la délibération du 28 juin 2021

	AGGLO		HORS AGGLO		%
2. RESTAURATION	**2022**	**2023**	**2022**	**2023**	
Restauration :					
Menu étudiant CREPS de Strasbourg	3.80	4.00	3.80	4.00	5.26%
Supplément facturation CREPS de Strasbourg	3.90	3.70	3.90	3.70	-5.13%
Menu Plat du jour 3 (menu de standing et servi à table)		27.30		27.30	-
Fromage ou laitage ou autre	1.25	1.40	1.25	1.40	12.00%
Dessert		1.40		1.40	-
Plat du jour		4.30		4.30	-
Salade ou entrée	2.50	3.00	2.50	3.00	20.00%
A compter de 2023, le menu (entrée, plat, fromage, dessert) à 10,10€ est décomposé pour permettre une facturation à l'unité. Le prix global du menu est maintenu.					
Bar et boissons :					
Bière pression (33cl)	3.05	3.05	3.05	3.05	0.00%
Fût de bière (6L)		48.80		48.80	-
Bière local (33cl)	3.50	3.50	3.50	3.50	0.00%
Vin d'honneur (service compris) :					
Jus de fruits (1 L) (bio)		5.06		5.06	-
3. HEBERGEMENT					
Supplément nuité en tente hypoxique		30.00		36.00	-
5. DIVERS					
Mise à disposition de matériel de captation et d'analyse vidéo					
La demie-journée		70.00		85.00	-
La journée		120.00		145.00	-
La journée si plus de 3 jours d'usages consécutifs		100.00		120.00	-

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

310 - DIRECTION DES FINANCES

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2022

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	19.07	23.84	24.22	39.57	40.20	47.68	48.44
Adjoint technique principal 2e classe	21.00	26.25	26.67	43.58	44.27	52.50	53.34
Adjoint technique principal 1e classe	24.03	30.04	30.52	49.86	50.66	60.08	61.04
Agent de maitrise	25.17	31.46	31.97	52.23	53.06	62.93	63.93
Agent de maitrise principal	26.74	33.43	33.96	55.49	56.37	66.85	67.92
Technicien	26.26	32.83	33.35	54.49	55.36	65.65	66.70
Technicien principal 2ème classe	24.77	30.96	31.46	51.40	52.22	61.93	62.92
Technicien principal 1ère classe	31.61	39.51	40.14	65.59	66.64	79.03	80.29
Ingénieur	35.94	44.93	45.64	74.58	75.77	89.85	91.29
Ingénieur principal	44.78	55.98	56.87	92.92	94.41	111.95	113.74
Ingénieur en chef	51.96	64.95	65.99	107.82	109.54	129.90	131.98
Ingénieur en chef hors classe	66.83	83.54	84.87	138.67	140.89	167.08	169.75
Ingénieur hors classe	52.80	66.00	67.06	109.56	111.31	132.00	134.11

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	21.55	26.94	27.37	44.71	45.43	53.87	54.73
Adjoint technique principal 2e classe	23.73	29.66	30.14	49.24	50.03	59.33	60.27
Adjoint technique principal 1e classe	27.15	33.94	34.49	56.34	57.25	67.88	68.97
Agent de maitrise	28.44	35.55	36.12	59.02	59.96	71.11	72.24
Agent de maitrise principal	30.22	37.77	38.37	62.70	63.70	75.54	76.75
Technicien	29.67	37.09	37.69	61.57	62.56	74.18	75.37
Technicien principal 2ème classe	27.99	34.99	35.55	58.08	59.01	69.98	71.09
Technicien principal 1ère classe	35.72	44.65	45.36	74.12	75.30	89.30	90.73
Ingénieur	40.61	50.77	51.58	84.27	85.62	101.53	103.15
Ingénieur principal	50.60	63.25	64.26	105.00	106.68	126.50	128.53
Ingénieur en chef	58.71	73.39	74.57	121.83	123.78	146.79	149.14
Ingénieur en chef hors classe	75.52	94.40	95.91	156.70	159.21	188.79	191.82
Ingénieur hors classe	59.66	74.58	75.77	123.80	125.78	149.16	151.55

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

310 - DIRECTION DES FINANCES

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2023

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	19.92	24.90	25.30	41.34	42.00	49.81	50.61
Adjoint technique principal 2e classe	21.67	27.09	27.52	44.97	45.69	54.18	55.05
Adjoint technique principal 1e classe	25.12	31.40	31.90	52.12	52.96	62.80	63.80
Agent de maitrise	26.08	32.60	33.12	54.12	54.99	65.21	66.25
Agent de maitrise principal	28.10	35.13	35.69	58.31	59.24	70.25	71.37
Technicien	27.51	34.39	34.94	57.08	58.00	68.78	69.88
Technicien principal 2ème classe	25.32	31.65	32.15	52.53	53.37	63.29	64.30
Technicien principal 1ère classe	31.96	39.95	40.59	66.32	67.38	79.90	81.18
Ingénieur	37.19	46.48	47.23	77.16	78.40	92.97	94.46
Ingénieur principal	47.02	58.78	59.72	97.57	99.13	117.55	119.43
Ingénieur en chef	54.86	68.57	69.67	113.82	115.65	137.14	139.33
Ingénieur hors classe	51.19	63.99	65.01	106.22	107.92	127.98	130.03
Ingénieur en chef hors classe	70.19	87.74	89.15	145.65	147.98	175.48	178.29

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	22.51	28.14	28.59	46.72	47.46	56.28	57.19
Adjoint technique principal 2e classe	24.49	30.61	31.10	50.82	51.63	61.23	62.21
Adjoint technique principal 1e classe	28.38	35.48	36.05	58.90	59.84	70.96	72.10
Agent de maitrise	29.47	36.84	37.43	61.16	62.13	73.68	74.86
Agent de maitrise principal	31.75	39.69	40.33	65.89	66.94	79.38	80.65
Technicien	31.09	38.86	39.48	64.50	65.54	77.72	78.96
Technicien principal 2ème classe	28.61	35.76	36.33	59.36	60.31	71.52	72.66
Technicien principal 1ère classe	36.12	45.14	45.87	74.94	76.14	90.29	91.73
Ingénieur	42.02	52.53	53.37	87.20	88.59	105.05	106.74
Ingénieur principal	53.13	66.42	67.48	110.25	112.01	132.83	134.96
Ingénieur en chef	61.99	77.48	78.72	128.62	130.68	154.97	157.44
Ingénieur hors classe	57.85	72.31	73.46	120.03	121.95	144.61	146.93
Ingénieur en chef hors classe	79.32	99.15	100.73	164.59	167.22	198.30	201.47

- Ces tarifs sont révisés selon les données réelles N-2 (année complète), issues du service des Ressources Humaines : **2021**
et ont fait l'objet de la revalorisation de 3,5% du point d'indice sur 2022

- Frais de Gestion Générale :

Des frais de gestion générale de 13% seront appliqués sur les fournitures, travaux ou services facturés à des tiers.
Ils sont la contrepartie des divers frais de gestion administrative et d'études à la charge de la collectivité.

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

351 - AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMANDE PUBLIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	Tarif 2022 €	Tarifs 2023 €	% de variation
Photocopie			
- format A 4	**0.15 €**	**0.15 €**	0.00%
- format A 3	**0.30 €**	**0.30 €**	0.00%

3612 - NETTOYAGE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 €	2023 €	%
Nettoyage des locaux			
Taux horaire nettoyage en régie (Tarif revalorisé par l'AMAC à compter du 1/4/2023)	**24.30**	**18.09**	-25.56%
Coût du m² de surface traitée (hausse du coût au m² liée aux mesures sanitaires complémentaires)	**0.21**	**0.22**	4.76%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

3613 - REPROGRAPHIE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

Reprographie - Travaux de gros volumes	**2022 €**	**2023 €**	**%**
Taux horaire tous travaux généraux	39.00	42.00	7.69%
Taux horaire mise sous plis	80.00	85.00	6.25%
Taux horaire adressage	64.00	68.00	6.25%
Photocopie impression noire, support papier, par passage	0.03	0.04	33.33%
Photocopie impression noire, support bristol 180 gr, par passage	0.05	0.06	20.00%
Photocopie impression couleur, support papier,par passage	0.08	0.09	12.50%
Photocopie impression couleur, support bristol 180 gr, par passage	0.11	0.12	9.09%
Plastification de document A4	./.	0.25	-
Plastification de document A3	./.	0.50	-

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

3615 - COURRIER

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 €	2023 €	%
Courrier			
Affranchissement	**./.**	**Tarifs postaux en vigueur**	-

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

3618 - RESTAURANT

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 €	2023 €	%
Restauration			
REPAS POUR LES INTERNES			
Repas normal : Entrée/ Viande avec garniture / dessert	./.	4.90	-
Repas végétarien : Entrée/ Substitut avec garniture /	./.	4.90	-
PLAT A THEME POUR LES INTERNES (plat seul)	./.	8.00	-
REPAS POUR LES EXTERNES			
Repas normal : Entrée/ Viande avec garniture / dessert	./.	10.00	-
Repas végétarien : Entrée/ Substitut avec garniture /	./.	10.00	-
PLAT A THEME POUR LES EXTERNES (plat seul)	./.	12.00	-
ASSIETTE FROIDE			
Poisson/viande/ crudités/ Dessert/ pain/ vin	./.	25.00	-
AUTRES REPAS			
Repas élaborés avec boissons	./.	30.00	-
Apéritif déjeunatoire/dînatoire avec boissons	./.	35.00	-
Barbecue et autres en extérieur tout inclus	./.	40.00	-
SUPPLEMENTS			
Boissons "Soft" (coca, jus etc...)	./.	2.00	-
Boissons alcool (bière et vin)	./.	3.50	-
Entrée	./.	1.50	-
Fromage	./.	1.20	-
Dessert	./.	1.80	-
Café	./.	1.00	-
Pain	./.	0.50	-
ACCUEIL SALLE DE FORMATION FORFAIT PAR PERS			
Café, thé, jus d'orange et viennoiserie / personne	./.	3.50	-

371 SYSTEMES D'INFORMATION

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 € / HT	2023 € / HT	%
Travaux d'informatique hors convention			
- heure d'étude et de programmation (mise au point non comprise)	**74.51**	**76.00**	2.00%
- heure de technicien en informatique	**74.51**	**76.00**	2.00%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

381 INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 €	2023 €	%
I Prix de vente de plans et de tirages de plans			
1. Tirages et format pdf			
- format 21 x 29,7 cm (hors plan parcellaire)	**2.80**	**2.80**	0.00%
- format 42 x 29,7 cm	**3.55**	**3.60**	1.41%
- format 63 x 29,7 cm	**4.45**	**4.70**	5.62%
- format 84 x 29,7 cm	**5.20**	**5.50**	5.77%
- format 42 x 59,4 cm	**5.20**	**5.40**	3.85%
- format 63 x 59,4 cm	**6.55**	**6.55**	0.00%
- format 84 x 59,4 cm	**7.20**	**7.60**	5.56%
- format 52,5 x 75 cm	**6.55**	**6.90**	5.34%
- format 105 x 75 cm	**11.80**	**11.80**	0.00%
- format 115 x 85 cm	**14.80**	**14.80**	0.00%
- format 145 x 105 cm	**22.45**	**22.45**	0.00%
- plan parcellaire A4 ou A3	**2.50**	**2.50**	0.00%
2. Plans sur papier photo			
- format 21 x 29,7 cm	**5.95**	**5.95**	0.00%
- format 42 x 29,7 cm	**7.50**	**7.50**	0.00%
- format 63 x 29,7 cm	**8.95**	**9.10**	1.68%
- format 84 x 29,7 cm	**10.65**	**11.20**	5.16%
- format 42 x 59,4 cm	**10.45**	**10.45**	0.00%
- format 63 x 59,4 cm	**13.65**	**13.65**	0.00%
- format 84 x 59,4 cm	**15.10**	**15.10**	0.00%
- format 52,5 x 75 cm	**13.65**	**13.65**	0.00%
- format 105 x 75 cm	**24.30**	**24.30**	0.00%
- format AO 115 x 85 cm	**30.55**	**30.55**	0.00%
- format 145 x 105 cm	**45.75**	**45.75**	0.00%
II. Travaux à façon sur ordinateur (B.D.U.)			
- édition de données plan topographique numérique à l'hectomètre	**96.50**	**96.50**	0.00%
- édition de plan topo/foncier numérique à l'hectare	**153.00**	**153.00**	0.00%
- extraction de données et de listings prix des plans précités + tarif horaire fixé à : l'heure BDU	**59.40**	**62.80**	5.72%
- édition de données numériques thématiques sur devis suivant nature des données et traitements, droit d'usage et volume de données			
III. Implantations, travaux topographiques (Terrain) sur devis estimatif : l'heure	**48.80**	**51.60**	5.74%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

411 - PROPRETE ET DENEIGEMENT
PARC VEHICULES

Salaires horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2023

CATEGORIE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
	2022 en €	2023 en €	%	2022 en €	2023 en €	%
Conducteur PL et engins (en cas de mise à disposition de véhicule avec chauffeur)	42.62	**45.09**	5.80%	48.88	**51.72**	5.80%
Agent de propreté et éboueur	35.45	**37.51**	5.80%	40.60	**42.95**	5.80%
Mécanicien Carrossier Peintre	59.28	**62.72**	5.80%	66.95	**70.83**	5.80%

Ces tarifs seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie
Les pièces détachées et consommables sont facturés au prix d'acquisition sur la période de facturation, majoré de frais de gestion et 4% du montant de la main d'œuvre sont appliqués sur chaque facture pour les petites fournitures (graisse, vis, chiffons etc …)

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er Janvier 2023

NATURE	CATEGORIE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
		2022 en €	2023 en €	%	2022 en €	2023 en €	%
Tourisme utilitaire	02 12	3.77	**3.99**	5.80%	4.26	**4.51**	5.80%
Fourgon	13	5.85	**6.19**	5.80%	6.64	**7.03**	5.80%
Tracteur agricole et mini tracteur	15 17	21.88	**23.15**	5.80%	24.73	**26.16**	5.80%
Véhicule de propreté	08 18 10	4.34	**4.59**	5.80%	4.92	**5.21**	5.80%
Camion < à 9 T. de PTC	20	11.46	**12.12**	5.80%	12.95	**13.70**	5.80%
Camion > à 9 T. et < à 13T. de PTC	21	15.36	**16.25**	5.80%	17.37	**18.38**	5.80%
Voiture de tourisme	22	10.07	**10.65**	5.80%	11.35	**12.01**	5.80%
Engin spécial goudronneuse	25	53.13	**56.21**	5.80%	60.05	**63.53**	5.80%
Benne à ordures ménagères	31	46.15	**48.83**	5.80%	52.13	**55.15**	5.80%
Pelle mécanique	32	61.25	**64.80**	5.80%	69.17	**73.18**	5.80%
Hydrodécapeuse	33	124.35	**131.56**	5.80%	140.49	**148.64**	5.80%
Engin de propreté	34 37 39	64.61	**68.36**	5.80%	73.01	**77.24**	5.80%
Chargeur excavateur sur pneus	35	41.52	**43.93**	5.80%	46.91	**49.63**	5.80%
Engin de manutention	38	22.27	**23.56**	5.80%	25.17	**26.63**	5.80%
Camion < ou égal à 19 T. de PTC	41 42 81 84	43.94	**46.49**	5.80%	49.65	**52.53**	5.80%
Camion supérieur à 19 T. de PTC	43 44 85	54.29	**57.44**	5.80%	61.36	**64.92**	5.80%
Engin sur chenilles	52 53	94.54	**100.02**	5.80%	106.83	**113.03**	5.80%
Engin de déneigement	55	124.34	**131.55**	5.80%	140.49	**148.64**	5.80%
4 X 4 lourd	82	102.21	**108.14**	5.80%	115.51	**122.21**	5.80%
Nacelle PL	83 86	54.65	**57.82**	5.80%	61.74	**65.32**	5.80%
Camion 10T + grue sur conteneur 25 M3		43.50	**46.02**	5.80%	49.15	**52.00**	5.80%

Barème horaire de mise à disposition des véhicules des plateformes d'auto partage
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er Janvier 2023

NATURE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
	2022 en €	2023 en €	%	2022 en €	2023 en €	%
VL Urbaine	5.00	**5.00**	0.00%	5.65	**5.65**	0.00%
VL Fourgonnette	5.50	**5.50**	0.00%	6.22	**6.22**	0.00%
VL Fourgon	6.50	**6.50**	0.00%	7.35	**7.35**	0.00%
VL Nacelle	20.00	**20.00**	0.00%	22.60	**22.60**	0.00%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

411 - PROPRETE ET DENEIGEMENT
GESTION DES DECHETS

Enlèvement des déchets non ménagers par convention
Tarifs mensuels hors taxe applicables à partir du 1er Janvier 2023

	2022 en €	2023 €	%
Pour une collecte 1 fois par semaine, pour 100 litres conventionnés	**8.89 €**	**9.41 €**	5.80%

La formule de calcul de la facturation est la suivante :

Tarif X volume conventionné en litres présentés à chaque collecte

Pour les établissements soumis à la TEOM, le volume conventionné est calculé de la manière suivante :
volume conventionné en litres présenté à chaque collecte = volume total présenté par semaine - 660 litres et divisé par la fréquence de collecte

Pour les établissements non assujettis à la TEOM, la formule est la suivante :
volume conventionné en litres présenté à chaque collecte = volume total présenté par semaine et divisé par la fréquence de collecte

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

411 - PROPRETE ET DENEIGEMENT

GESTION DES DECHETS

Enlèvement de déchets par conteneurs de grande capacité
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2023

CLIENTS ABONNES

CAPACITE	Location bennes coût mensuel 2022 en €	2023 en €	%	Pose, enlèvement et vidanges 2022 en €	2023 €	%
5 M3	44.74	**47.33**	5.80%	126.82	**134.18**	5.80%
8 ET 10 M3	59.65	**63.11**	5.80%	126.82	**134.18**	5.80%
8 ET 10 M3 AVEC COUVERCLE	75.06	**79.41**	5.80%	126.82	**134.18**	5.80%
9 M3 TP	89.73	**94.93**	5.80%	153.24	**162.13**	5.80%
15 M3 AVEC COUVERCLE	113.94	**120.55**	5.80%	153.24	**162.13**	5.80%
20 M3	113.94	**120.55**	5.80%	153.24	**162.13**	5.80%
30 M3 ET COMPACTEUR	128.62	**136.08**	5.80%	153.24	**162.13**	5.80%
5, 8 ET 10 M3 9, 15, 20 ET 30 M3	Non propriété de m2A					

CLIENTS OCCASIONNELS

CAPACITE	Location de benne A LA JOURNEE : 1er jour 2022 en €	2023 en €	%	A LA JOURNEE : Jours suivants 2022 en €	2023 €	%
5 M3	16.38	**17.33**	5.80%	6.85	**7.25**	5.80%
8 ET 10 M3	21.27	**22.50**	5.80%	9.05	**9.57**	5.80%
8 ET 10 M3 AVEC COUVERCLE	22.99	**24.32**	5.80%	9.78	**10.35**	5.80%
9 M3 TP	33.01	**34.92**	5.80%	14.18	**15.00**	5.80%
15 M3 AVEC COUVERCLE	42.78	**45.26**	5.80%	20.54	**21.73**	5.80%
20 M3	42.78	**45.26**	5.80%	20.54	**21.73**	5.80%
30 M3 ET COMPACTEUR	52.59	**55.64**	5.80%	25.19	**26.65**	5.80%
5, 8 ET 10 M3 9, 15, 20 ET 30 M3	Non propriété de m2A					

CAPACITE	Location de benne AU MOIS 2022 en €	2023 en €	%	Pose enlèvement et vidanges 2022 en €	2023 €	%
5 M3	44.74	**47.33**	5.80%	132.21	**139.88**	5.80%
8 ET 10 M3	59.65	**63.11**	5.80%	132.21	**139.88**	5.80%
8 ET 10 M3 AVEC COUVERCLE	75.06	**79.41**	5.80%	132.21	**139.88**	5.80%
9 M3 TP	89.73	**94.93**	5.80%	159.19	**168.42**	5.80%
15 M3 AVEC COUVERCLE	113.94	**120.55**	5.80%	159.19	**168.42**	5.80%
20 M3	113.94	**120.55**	5.80%	159.19	**168.42**	5.80%
30 M3 ET COMPACTEUR	128.62	**136.08**	5.80%	159.19	**168.42**	5.80%
5, 8 ET 10 M3 9, 15, 20 ET 30 M3	Non propriété de m2A					

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

411 - PROPRETE ET DENEIGEMENT

GESTION DES DECHETS

DECHETERIES

Enlèvement de déchets par conteneurs de grande capacité

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2023

Capacité	Location au mois			Pose, enlèvement et vidanges		
	2022 en €	2023 en €	%	2022 en €	2023 €	%
8 M3	59.42	**62.87**	5.80%	80.33	**84.99**	5.80%
10 M3	59.42	**62.87**	5.80%	80.33	**84.99**	5.80%
TP 8 M3	78.99	**83.57**	5.80%	80.33	**84.99**	5.80%
20 M3	95.12	**100.64**	5.80%	80.33	**84.99**	5.80%
30 M3	100.25	**106.06**	5.80%	80.33	**84.99**	5.80%
				HASENRAIN BOURTZWILLER COTEAUX		

Capacité	Pose, enlèvement et vidanges					
	2022 en €	2023 en €	%	2022 en €	2023 €	%
8 M3	88.30	**93.42**	5.80%	73.73	**78.01**	5.80%
10 M3	88.30	**93.42**	5.80%	73.73	**78.01**	5.80%
TP 8 M3	88.30	**93.42**	5.80%	73.73	**78.01**	5.80%
20 M3	88.30	**93.42**	5.80%	73.73	**78.01**	5.80%
30 M3	88.30	**93.42**	5.80%	73.73	**78.01**	5.80%
	BRUNSTATT CHALAMPE			PFASTATT / PULVERSHEIM KINGERSHEIM / WITTENHEIM		

Capacité	Pose, enlèvement et vidanges					
	2022 en €	2023 en €	%	2022 en €	2023 €	%
8 M3	57.98	**61.34**	5.80%	66.24	**70.08**	5.80%
10 M3	57.98	**61.34**	5.80%	66.24	**70.08**	5.80%
TP 8 M3	57.98	**61.34**	5.80%	66.24	**70.08**	5.80%
20 M3	57.98	**61.34**	5.80%	66.24	**70.08**	5.80%
30 M3	57.98	**61.34**	5.80%	66.24	**70.08**	5.80%
	ILLZACH RIXHEIM SAUSHEIM			RIEDISHEIM		

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

411 - PROPRETE ET DENEIGEMENT

GESTION DES DECHETS

Locations, ventes et collectes diverses
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2023

		2022 en €	2023 €	%
1.Location mensuelle de conteneurs sur roulettes				
Capacité				
Conteneur 550 L Métal		26.73	**28.28**	5.80%
Conteneur 750 L Métal		33.50	**35.44**	5.80%
Conteneur 660 L PVC		20.42	**21.60**	5.80%
2.Vente de sacs plastique en polyéthylène recyclé				
Capacité				
SACS	30 litres par 500	35.71	**37.78**	5.80%
	50 litres (lien coulissant) par 100	16.80	**17.77**	5.80%
	100 litres (lien coulissant) par 100	23.25	**24.59**	5.80%
	110 litres renforcés par 100	40.23	**42.56**	5.80%
ENVELOPPES	120 litres par 100	24.12	**25.52**	5.80%
	240 litres par 100	31.12	**32.93**	5.80%
	360 litres par 100	37.42	**39.59**	5.80%
	500 litres par 100	49.15	**52.00**	5.80%
	660 litres par 100	53.46	**56.56**	5.80%
	750 litres par 100	67.60	**71.52**	5.80%
3.Vente de sacs transparents pour manifestations				
Le rouleau de 20 sacs		2.93	**3.11**	5.80%
4.Mise à disposition de supports de sacs transparents pour manifestations				
Par support et par jour		2.83	**3.00**	5.80%
5.Mise à disposition de supports de sacs transparents pour manifestations		13.76	**14.56**	5.80%
Par support et par mois				
6.Collectes sélectives				
Collecte du verre, la vidange		29.60	**31.32**	5.80%
Collecte des déchets multimatériaux, la vidange		29.60	**31.32**	5.80%
7.Forfait d'enlèvement de déchets				
Le forfait		100.00	**100.00**	0%
Le traitement des déchets sera facturé en sus selon le poids et au tarif fixé par le Sivom				

8.Fourniture de sel de déneigement

La tonne	Tarif fixé selon prix de revient
Le sac de -25 kg	Tarif fixé selon prix de revient

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

412 - SERVICE EAU

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

A. Tarifs de location de prise d'eau avec compteur

1. Location journalière d'une prise d'eau avec compteur :

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Forfait de prise en charge	**12.84**	**13.55**	**12.84**	**13.55**	0.00%
. Location journalière, dès le 1er jour	**0.74**	**0.79**	**0.74**	**0.79**	0.00%

2. Caution pour la mise à disposition d'une prise d'eau avec compteur

	Tarif 2022	Tarif 2023	% HT
	TTC	TTC	
. Prise d'eau sur hydrant	**370.00**	**370.00**	0.00%
. Prise pour poteau d'incendie	**370.00**	**370.00**	0.00%

B. Tarifs des fournitures pour la réparation de prise d'eau avec compteur et de poteau d'incendie

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Fourniture prise d'eau complète	450.00	540.00	**450.00**	**540.00**	0.00%
. Fourniture prise pour poteau d'incendie complète	380.00	456.00	**380.00**	**456.00**	0.00%
. Support macaron	23.55	28.26	**23.55**	**28.26**	0.00%

A ces fournitures s'ajoutent les frais de main-d'œuvre, suivant les tarifs municipaux en vigueur.

C. Tarifs pour essai de débit pression sur les appareils de fontainerie (sécurité incendie)

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. 2 premiers appareils	92.86	111.44	**92.86**	**111.44**	0.00%
. Par appareil supplémentaire	19.47	23.36	**19.47**	**23.36**	0.00%

D. Tarif de vérification de la pression d'eau sur le réseau

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Par intervention	49.83	59.78	**49.83**	**59.78**	0.00%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

412 - SERVICE EAU (suite)

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

E. Tarif pour la fourniture de documents

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Cahier de fontainier - La pièce	37.36	44.83	**37.36**	**44.83**	0.00%
. Réimpression d'une facture d'eau	1.55	1.86	**1.55**	**1.86**	0.00%

F. Carafes

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Carafe modèle 1/2 litre	3.33	4.00	**3.33**	**4.00**	0.00%
. Coffret 4 verres	5.00	6.00	**5.00**	**6.00**	0.00%
. Coffret 1 carafe 1 litre + 2 verres	7.50	9.00	**7.50**	**9.00**	0.00%
. Nouveau coffret 1 carafe 1 litre + 2 verres	12.50	15.00	**12.50**	**15.00**	0.00%
. Bouteille format limonade	4.17	5.00	**4.17**	**5.00**	0.00%

G. Engins spécialisés - Prix horaires HT

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Engin de corrélation	71.40	85.67	**71.40**	**85.67**	0.00%
. Compresseur	10.01	12.01	**10.01**	**12.01**	0.00%
. Moto-pompe	8.00	9.60	**8.00**	**9.60**	0.00%
. Fusée de fonçage (pour insertion d'une conduite)	57.49	68.99	**57.49**	**68.99**	0.00%
. GPS	51.56	61.87	**51.56**	**61.87**	0.00%

A ces frais s'ajoutent les frais de main-d'œuvre et de véhicules, suivant les tarifs municipaux en vigueur.

H. Relève manuelle d'un compteur d'eau

Le refus de l'usager de bénéficier d'une relève à distance de son index contraint le service à dépêcher un releveur sur place pour effectuer une relève manuelle du compteur, ce qui donne lieu à la facturation d'une heure d'Adjoint Technique de 2ème classe et d'une heure de fourgon

I. Pose de compteurs divisionnaires SRU

La pose des **2 premiers compteurs** donne lieu à la facturation d'une heure d'agent de maîtrise + d'une heure d'adjoint technique principal de 1ère classe + d'une heure de fourgon.
La pose de **chaque compteur supplémentaire** donne lieu à la facturation de la moitié du tarif appliqué pour la pose des

2 premiers compteurs. A ces prestations s'ajoutent les petites fournitures utilisées pour la pose des compteurs.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

412 - SERVICE EAU (suite)

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

J. Compteurs d'eau, émetteurs d'impulsion et modules

Compteur nu					
Diamètre	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
DN 15	26.76	32.11	**26.76**	**32.11**	0.00%
DN 20	36.29	43.55	**36.29**	**43.55**	0.00%
DN 30/32	113.25	135.90	**113.25**	**135.90**	0.00%
DN 40	167.14	200.57	**167.14**	**200.57**	0.00%
DN 50	261.17	313.40	**261.17**	**313.40**	0.00%
DN 60/65	339.53	407.44	**339.53**	**407.44**	0.00%
DN 80	580.05	696.06	**580.05**	**696.06**	0.00%
DN 100	687.28	824.74	**687.28**	**824.74**	0.00%
DN 150	1 869.36	2 243.23	**1 869.36**	**2 243.23**	0.00%

Compteur équipé avec module ou cyble					
Diamètre	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
DN 15	87.22	104.66	**87.22**	**104.66**	0.00%
DN 20	96.77	116.12	**96.77**	**116.12**	0.00%
DN 30/32	173.73	208.47	**173.73**	**208.47**	0.00%
DN 40	227.61	273.14	**227.61**	**273.14**	0.00%
DN 50	321.64	385.97	**321.64**	**385.97**	0.00%
DN 60/65	400.00	480.00	**400.00**	**480.00**	0.00%
DN 80	640.52	768.62	**640.52**	**768.62**	0.00%
DN 100	747.75	897.30	**747.75**	**897.30**	0.00%
DN 150	1 929.82	2 315.78	**1 929.82**	**2 315.78**	0.00%

	Tarif 2022		Tarif 2023		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
Module / cyble	60.47	72.57	**60.47**	**72.57**	0.00%
Emetteur déporté	42.50	51.00	**42.50**	**51.00**	0.00%

A ces fournitures s'ajoutent les frais de main-d'œuvre et de véhicules, suivant les tarifs municipaux en vigueur.

K. Application des frais de gestion générale - TVA

. Pas de facturation des frais de gestion générale sur les interventions réalisées à l'entreprise.
. Facturation des frais de gestion générale en vigueur sur toutes les interventions réalisées en régie, y compris les essais de débit de pression et de vérification de la pressions, sous réserve des exonérations prévues par le Conseil Municipal dans ses délibérations.
. A ces fournitures et prestations, s'ajoute la TVA en vigueur (sauf sur la caution demandée pour la mise à disposition d'une prise d'eau avec compteur).

L. Pièces détachées et fournitures diverses

. Les pièces détachées et fournitures diverses, non mentionnées expressément dans les présents tarifs, **sont facturées suivant le prix moyen pondéré valorisé par le logiciel de tenue des stocks. S'y ajoute la TVA en vigueur.**

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

42 - DIRECTION VOIRIE

Déplacements - Circulation
Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2023

PARKING GARE CENTRALE

Clients, visiteurs, touristes

Paliers de paiement :	**2022 €**	**2023 €**	**%**
Le 1/4 d'heure, pour les deux premiers 1/4 d'heure de stationnement	-	-	
Le 1/4 d'heure, entre 30 minutes et 45 minutes de stationnement	1.40	1.50	7.14%
Le 1/4 d'heure, entre 45 minutes et 3h de stationnement	0.30	0.30	0.00%
Le 1/4 d'heure, entre 3h et 3h15 de stationnement	0.30	0.30	0.00%
Le 1/4 d'heure, entre 3h15 et 7h de stationnement	0.20	0.20	0.00%
Le 1/4 d'heure, entre 7h et 9h de stationnement	0.20	0.20	0.00%
Le 1/4 d'heure, entre 9h et 9h30 de stationnement	0.20	0.20	0.00%
Le 1/4 d'heure, entre 9h30 et 12h de stationnement	0.10	0.13	30.00%
Le 1/4 d'heure, entre 12h et 24h de stationnement	0.10	0.13	30.00%
Le 1/4 d'heure, entre 24h et 48h de stationnement	0.10	0.13	30.00%

Forfait et abonnements voiture	**2022 €**	**2023 €**	**%**
Week-end (du vendredi 18h au lundi 12h)	22.00	22.50	2.27%
1 semaine (7 jours consécutifs)	39.50	40.50	2.53%
2 semaines (14 jours consécutifs)	66.00	67.50	2.27%
1 mois (30 ou 31 jours consécutifs)	88.50	90.50	2.26%
Abonnement mensuel (engagement minimum 3 mois)	77.50	79.50	2.58%
Abonnement moto			
Abonnement mensuel moto	46.50	47.30	1.72%
Forfait annuel pour loueurs	1 100.00	1 120.00	1.82%
Tarif hôtel, réservé aux clients en nuitée (Nouveau)			
	0.03	0.04	33.33%
	0.10	0.12	20.00%
	0.15	0.15	0.00%
	0.10	0.10	0.00%
	0.03	0.03	0.00%
Renouvellement d'un badge	30.00	30.00	0.00%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

433- ENERGIE

CHAUFFAGE URBAIN DE L'ILLBERG

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

Postes	Tarifs HT € 2022	Tarifs TTC € 2022	Tarifs HT € 2023	Tarifs TTC € 2023	% sur HT	% sur TTC
- R1 : consommation par MWh	48.63	51.30	72.94	76.95	49.99%	50.00%
- R2 : abonnement par kW et par an	29.91	31.56	30.51	32.19	2.01%	2.00%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés ≤ 1 000 kW)	122.23	146.67	122.23	146.67	-	-
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés > 1 000 kW)	83.33	100	83.33	100	-	-
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés > 10 000 kW)	25	30.00	25	30.00	-	-
- Droit de raccordement par ml de réseau supplémentaire, au-delà de 30 ml	750.00	900.00	750.00	900.00	-	-

RAPPEL Application du taux de TVA réduit (5,5%) sur les tarifs R1 et R2 , et du taux à 20% sur les droits de raccordement.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

512 - PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 en €	2023 en €	%
I - Tarif d'entrée			
- **Hiver**, tarif unique			
- du 1er janvier au 20 mars	11.00	11.50	4.55%
- du 1er novembre au 31 décembre	11.00	11.50	4.55%
- **Eté**	17.00	17.50	2.94%
- du 21 mars au 31 octobre			
Tarif forfait famille à la journée (4 pers. Maxi dont 2 enfants de moins de 18 ans) remise de 5€ sur le plein tarif saison été du 21/03 au 31/10	51.00	53.00	3.92%
Tarif « promotion » et tarif de groupe Eté (plus de 15 personnes + accompagnateurs de groupes n'entrant pas dans les catégories ci-dessous)	14.00	14.50	3.57%
Tarif réduit Eté (sur présentation d'un justificatif)	11.00	11.50	4.55%
- jeunes de moins de 4 ans en groupe (crèches, associations, centres divers)			
- jeunes de 4 à 16 ans			
- étudiants			
- accompagnateur personne handicapée de 80 %			
- groupes encadrés enfants (scolaires, ets. sociaux,centres aérés,socio-culturels, associations)			
- groupes encadrés m2a adultes (ets. sociaux)			
- personnes de plus de 65 ans hors m2A (individuelle et groupe)			
- personnes de plus de 65 ans de m2A en sus des 3 entrées gratuites			
- carte Senior Pass Temps			
- accompagnateurs des groupes (max. 3 personnes accompagnatrices)			
- membres Association des Amis du Zoo			
Tarif "GreenZoo" pour les personnes utilisant les transports en commun (bus/Tram Solea ou train)			
sur présentation de leur ticket du jour remise de 1,50€ :			
tarif adulte saison été du 21/03 au 31/10	15.50	16.00	3.23%
tarif jeune et tarif hiver unique du 01/01 au 20/03 et du 01/11 au 20/03	9.50	10.00	5.26%
tarif plus de 65 ans et étudiant	9.50	10.00	5.26%
Tarifs promotionnels selon l'évènement			
Tarif 1 « promotion ou fête »	4.00	4.00	0.00%
Tarif 2 « promotion ou fête »	4.50	4.50	0.00%
Tarif 3 « promotion ou fête »	5.00	5.00	0.00%
Tarif 4 « promotion ou fête »	5.50	5.50	0.00%
Tarif 5 « promotion ou fête »	6.00	6.00	0.00%
Tarif 6 « promotion ou fête »	6.50	6.50	0.00%
Tarif 7 « promotion ou fête »	7.00	7.00	0.00%
Tarif 8 « promotion ou fête »	7.50	7.50	0.00%
Tarif 9 « promotion ou fête »	8.00	8.00	0.00%
Tarif 10 « promotion ou fête »	8.50	8.50	0.00%
Tarif 11 « promotion ou fête »	9.00	9.00	0.00%
Tarif 12 « promotion ou fête »	9.50	9.50	0.00%
Tarif 13 « promotion ou fête »	10.00	10.00	0.00%
Tarif 14 « promotion ou fête »	10.50	10.50	0.00%
Tarif 15 « promotion ou fête »	11.00	11.00	0.00%
Tarif 16 « promotion ou fête »	11.50	11.50	0.00%
Tarif 17 « promotion ou fête »	12.00	12.00	0.00%
Tarif 18 « promotion ou fête »	12.50	12.50	0.00%
Tarif 19 « promotion ou fête »	15.00	15.00	0.00%
Tarif « journée découverte » Tout visiteur (sauf pour les enfants âgés de moins de 4 ans) y compris les personnes bénéficiant habituellement de l'entrée gratuite (abonnés, Senior passtemps, carte découverte, etc.)	5.50	6.00	9.09%
Carte BOZOO (5 entrées impersonnelles sans limite de date)	70.00	72.50	3.57%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

512 - PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

TARIFS SCOLAIRES	2022 en €	2023 en €	%
Tarif groupe scolaire			
- groupes scolaires encadrés y compris les moins de 4 ans	10.00	10.50	5.00%
- accompagnateurs des groupes scolaires (maximum 3 personnes accompagnatrices)	11.00	11.50	4.55%
Tarif groupe scolaire Région Alsace (hors m2A) sans animation **:**			
- groupes scolaires encadrés y compris les moins de 4 ans	8.00	8.50	6.25%
Tarif animations			
- Circuit de fin d'année, de mai à août, scolaires cycles 1 à 3 et centres de loisirs tous départements	62.00	65.00	4.84%
-La première visite guidée de projet pédagogique annuel, de sept à mai, scolaires tous niveaux hors m2A			
- animation 1h	62.00	63.00	1.61%
- animation 1h30	82.00	83.00	1.22%
- animation 2h	102.00	103.00	0.98%
Tarif Pass Culture visite simple	./.	297.50	-
Tarif Pass Culture avec visite guidée	./.	380.50	-
COMITE D'ENTREPRISE			
Tarif « promotion » et comités d'entreprises sur présentation carte C.E.	13.50	14.00	3.70%
(titulaire de la carte et son conjoint)			
Différentiel billets CE expirés	1.00	1.50	50.00%
Différentiel billets CE expirés	1.50	2.00	33.33%
Tarif « promotion » vente comités d'entreprises de 20 à 399 billets			
adulte	13.50	14.00 €	3.70%
enfant de 4 à 16 ans	10.50	11.00 €	4.76%
Tarif « promotion » vente comités d'entreprises de 400 à 999 billets			
adulte	12.50	13.00 €	4.00%
enfant de 4 à 16 ans	10.00	10.50 €	5.00%
Tarif « promotion » vente comités d'entreprises 1000 billets			
adulte	11.50	12.00 €	4.35%
enfant de 4 à 16 ans	9.50	10.00 €	5.26%
ANIMATIONS			
Kdozoo	63.00	68.00	7.94%
(offrir 2 heures de découverte et d'émotion dans les coulisses du parc)			
Anniversaire du monde au zoo (par enfant)	26.00	27.00	3.85%
Petit-Déjeuner à l'aube au zoo			
(offrir 2 heures pour assister au lever des animaux,avant ouverture du parc			
petit-déjeuner de brousse servi à l'issue de la visite)			
Adulte et à partir de 13 ans	48.00	50.00	4.17%
Enfant jusqu'à 12 ans	37.00	39.00	5.41%
GROUPE CE : Adulte et à partir de 13 ans	40.00	42.00	5.00%
GROUPE CE : Enfant jusqu'à 12 ans	31.00	33.00	6.45%
Soirée privilège au zoo			
(entrée zoo sur réservation(maximum 25 pers.)après la fermeture du parc			
visite guidée plus verre de l'amitié)			
Adulte et à partir de 13 ans	48.00	50.00	4.17%
Enfant jusqu'à 12 ans	37.00	39.00	5.41%
GROUPE CE : Adulte et à partir de 13 ans	40.00	42.00	5.00%
GROUPE CE : Enfant jusqu'à 12 ans	31.00	33.00	6.45%
FORMULES POUR LES GROUPES			
Formules préférentielles groupes :			
Formule groupe dès 60 ans			
Parcours détente et évasion (du 1er avril au 31 octobre)	20.50	21.00	2.44%
accès au parc + visite en petit train + salon de thé			

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

512 - PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

	2022 en €	2023 en €	%
Formule "Quand la gourmandise s'invite dans la nature" (toute l'année)			
Entrée au Parc + petite restauration			
Formule enfant (4 à 16 ans)	22.50	23.00	2.22%
Formule Adulte Comité d'Entreprise du mardi au vendredi	35.00	35.50	1.43%
Formule Adulte Comité d'Entreprise du mardi au vendredi	45.00	45.50	1.11%
Formule Adulte Comité d'Entreprise les samedis, dimanches et jours fériés	55.00	55.50	0.91%
Formule Adulte autre groupe du mardi au vendredi	35.50	36.00	1.41%
Formule Adulte autre groupe du mardi au vendredi	45.50	46.00	1.10%
Formule Adulte autre groupe les samedis, dimanches et jours fériés	55.50	56.00	0.90%
Formule Senior du mardi au vendredi	32.50	33.00	1.54%
Formule Senior du mardi au vendredi	42.50	43.00	1.18%
Formule Senior les samedis, dimanches et jours fériés	52.50	53.00	0.95%
Formule goûter			
Enfant de 4 à 16 ans en groupe (CE ou autre) entrée au parc + gouter + visite (50mn)	18.00	35.00	94.44%
Adulte en groupe (CE ou autre) entrée au parc + gouter + visite (50mn)	20.50	35.00	70.73%

BENEFICIAIRES DE L'ENTREE GRATUITE (sur présentation d'un justificatif) :

- enfants de moins de 4 ans accompagnés au moment de la visite d'un membre de la famille
- groupes scolaires de Mulhouse Alsace agglomération **avec et sans animation**
- Instituts Médicaux Professionnels (I.M.PRO) de Mulhouse Alsace Agglomération **avec et sans animation**

- accompagnateurs groupes selon catégorie d'âge :
  - crèches : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants
  - maternelles : 1 adulte responsable par tranche de 5 enfants
  - Toute Petite Section (TPS) : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants
  - écoles élémentaires et collèges : 1 adulte responsable par tranche de 10 enfants
  - lycées, établissements d'enseignement supérieur : 1 adulte responsable par tranche de 15 enfants
- accompagnateurs personnes handicapées si mention tierce personne précisée sur carte d'invalidité
- enfants des périscolaires m2a pendant le temps scolaire
- les retraités municipaux et leur conjoint de Mulhouse
- les membres de Musées sans Frontières
- les journalistes et photographes de presse dans le cadre de leur activité professionnelle
- le personnel des autres zoos hors conjoint et enfant
- les enseignants pour préparation des visites scolaires
- les membres du Club Wapiti
- chômeurs de m2A secourus, sur présentation d'un justificatif daté de moins de 3 mois délivré par Pôle Emploi et de la carte d'identité

'- groupes scolaires hors m2A dans le cadre des projets pédagogiques annuels avec animation ainsi que les deux visites guidées au-delà de la première

Bénéficiaires de la carte Pass Temps Senior

- **3 entrées gratuites par an (comptage code barre)**
- **ou gratuité totale si prise en charge par commune de résidence**

ABONNEMENTS	2022 en €	2023 en €	%
TARIF Hors m2A :			
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL ADULTE	44.00	44.00	0.00%
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL ENFANT (4 à 16 ans ou étudiant)	27.00	27.00	0.00%
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL(+ de 60 ans ou personne en situation d'handicap)	27.00	27.00	0.00%
TARIF m2A :			
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL ADULTE	30.00	30.00	0.00%
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL ENFANT (4 à 16 ans ou étudiant)	18.50	18.50	0.00%
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL-(+ de 60 ans ou personne en situation d'handicap)	18.50	18.50	0.00%
- Abonnement annuel : INDIVIDUEL ENFANT (4 à 16 ans ou étudiant) à partir du 3ème enfant résidant à la même adresse	0.00	0.00	0.00%
TARIF SPECIAL ASSOCIATIONS POUR PERSONNES en situation d'handicap m2A :			
- Abonnement annuel : ASSOCIATIONS et STRUCTURES pour personnes handicapées (5 personnes maxi, accompagnateurs bénéficiant de la gratuité dans la limite du nombre de personnes handicapées)	72.00	72.00	0.00%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

512 - PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

OFFRE POUR DETENTEURS CARTE ABONNEMENT
10 % de remise à la boutique pour les détenteurs d'une carte d'abonnement hors librairie, Musique, alimentation et promotions
10 % de remise au self de l'Auberge du Zoo pour les détenteurs d'une carte d'abonnement

OFFRE POUR AGENTS MUNICIPAUX ET COMMUNAUTAIRES DE MULHOUSE
10 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions sur présentation de leur carte de légitimation munie d'une photographie d'identité et pour lesquelles la mention agent est obligatoire

OFFRE ABONNEMENT JOURNEE MARCHE AUX PLANTES
Déduction du tarif d'entrée sur le tarif de l'abonnement sur présentation du billet "Marché aux plantes"

OFFRE ABONNEMENT : CONVERSION ENTREE INDIVIDUELLE
Déduction du tarif d'entrée sur le tarif de l'abonnement pour toute souscription d'abonnement effectuée le jour même de la visite

II - Prestations annexes

	2022 en €	2023 en €	%
A. Location Espace séminaire (entrée du zoo comprise) sans restauration			
Formule Chouette Lapone à la demi-journée			
Jusqu'à 25 personnes :			
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	390.00	450.00	15.38%
soirée (18h- 22 h)	450.00	500.00	11.11%
tarif promo :			
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	350.00	390.00	11.43%
soirée (18h- 22 h)	400.00	450.00	12.50%
De 26 à 80 personnes			
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	./.	550.00	-
soirée (18h- 22 h)	./.	600.00	-
tarif promo :			
matin/après-midi (8-12 h ou 14h - 18h)	./.	490.00	-
soirée (18h- 22 h)	./.	550.00	-
Formule Suricate à la journée 8h-18h	550.00	600.00	9.09%
Formule Suricate à la journée 8h-18h **tarif promo**	490.00	550.00	12.24%
B. Location Espace séminaire (entrée du zoo comprise) avec restauration			
-formule renard Polaire (location avec catering - 1 journée - 8-18 h)	34.00	35.00	2.94%
-formule loup du Canada (location avec catering - 1 journée - 8-18 h)	42.50	45.00	5.88%
-formule ours polaire (location avec catering - 1 journée) 8h - 18 h par personne	60.00	65.00	8.33%
-formule petit ours polaire (location avec catering - 1 journée - 8 - 18h)	50.00	55.00	10.00%
-forfait vin	7.00	7.00	0.00%
-formule personnalisée 1	44.20	44.20	0.00%
-formule personnalisée 2	53.00	53.00	0.00%
-formule personnalisée 3	60.00	60.00	0.00%
-formule personnalisée 4	63.00	63.00	0.00%
-formule personnalisée 5	5.20	5.20	0.00%
-formule personnalisée 6	7.00	7.00	0.00%
-options visite en sus de la location visite guidée en dehors ouverture du parc avec accès aux coulisses 6h30 - 8h ou 18h - 19h30 par personne	25.00	30.00	20.00%
visite guidée pendant ouverture du parc 1 h (par guide pour 25 personnes maxi)	92.00	95.00	3.26%
Forfait animation dans le cadre d'une location espace séminaire par pers.	./.	30.00	-
C. Prestation petit train			
plein tarif (adulte et enfant à partir de 4 ans y compris scolaires tous âges)	2.50	2.50	0.00%
réduit (groupes gérés par le service commercial adulte et enfant à partir de 4 ans)	2.00	2.00	0.00%
promo lors de manifestations particulières (adulte et enfant à partir de 4 ans)	1.50	1.50	0.00%
carte 12 billets (adulte et enfant à partir de 4 ans)	10.50	10.50	0.00%
gratuit pour les personnes handicapées en fauteuil roulant			
gratuit pour les enfants de moins de 4 ans accompagnés d'un membre de la famille			

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

512 - PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

D. Droits d'inscription au marché aux plantes	2022 en €	2023 en €	%
exposants avec chapiteau	100.00	130.00	30.00%
exposants sans chapiteau	50.00	80.00	60.00%
associations avec chapiteau	50.00	80.00	60.00%
associations sans chapiteau	50.00	60.00	20.00%
E. Droits de place pour le manège (mensuel - calculés au prorata temporis de tout mois commencé - révisable au 1er janvier de chaque année avec une hausse suivant le taux d'inflation - forfait électricité compris)	793.00	839.00	5.80%
F. Exploitation d'un petit train			
Part fixe annuelle : 5 000 € TTC (révisable chaque année au 1er janvier avec une hausse maximum de 2 %) conformément à la convention calculée au prorata temporis de tout mois commencé	5 306.00	5 412.12	2.00%
Part variable : 10% du chiffre d'affaires hors taxe lorsque celui-ci est supérieur ou égal à 600 TTC et par jour			
Forfait mensuel pour consommation électrique TTC calculé au prorata temporis de tout mois	50.00	50.00	0.00%

FACTURATION : le seuil minimum de facturation est fixé à 15 €. Ce montant devra obligatoirement être appliqué à chaque débiteur redevable d'une somme inférieure à la limite fixée. Les droits perçus au comptant ne sont pas concernés par cette mesure.

Le Conseil d'Agglomération donne délégation au Président ou à son représentant pour accorder le tarif réduit, l'exonération partielle ou totale des droits d'entrée et de l'espace séminaire.

III Boutique du ZOO

LIBELLE	Tarif 2023
ACCESSOIRES ALIMENTATION ARTISANAT BIJOUX CARTERIE DECORATION JEU MAGNET OBJETS PERSONNALISES PAPETERIE PELUCHES TEXTILE ACCESSOIRES TEXTILE ADULTE TEXTILE BEBE TEXTILE ENFANT	Prix du marché auquel est appliqué en moyenne un coefficient de 2,5%
LIVRES	Prix de vente Hors Taxe auquel est appliqué une remise de 30% à 35%

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

513 - MUSEE RHENAN DE LA MOTO "LA GRANGE A BECANES"

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2023

I - DROITS D'ENTREE

	Tarifs 2022	Tarifs 2023	%
Visite guidée	5.00	5.00	0.00%
Plein tarif adulte à partir de 18 ans	4.50	4.50	0.00%
Tarif enfant de 4 à 17 ans inclus	3.50	3.50	0.00%
Tarif réduit	3.50	3.50	0.00%
Tarif famille (Formule 4 personnes dont 2 adultes maximum)	12.00	12.00	0.00%
Tarif groupe d'enfants à partir de 10 enfants de 9 à 16 ans scolaire,centre de loisirs ou périscolaire	2.50	2.50	0.00%
Tarif groupe	3.50	3.50	0.00%

Bénéficiaires des tarifs réduits :

• Membre Ircos sur présentation de la carte CEZAM (convention annuelle)
• Les personnes présentant un City Pass de l'Office de Tourisme de Mulhouse et sa région
• Demandeurs d'emploi, étudiants jusqu'à 26 ans inclus

Handicapés avec un accompagnateur quand sa présence est nécessaire à la personne handicapée, enseignants
Séniors

Bénéficiaires des entrées gratuites :

• Enfant de moins de 4 ans
• Les personnes possédant un « Pass-Musée » délivré par l'association « MUSEUMS-PASS-MUSÉES »
• Carte Inter-Musées (personnel de musées, salariés et bénévoles
• Les personnes présentant un City Pass de l'Office de Tourisme de Mulhouse et sa région + carte protourisme des agences alsaciennes (OTC, ADT, AAA)
• Le Conseil d'Agglomération donne délégation au Président ou à son représentant pour accorder le tarif réduit, l'exonération partielle ou totale des droits d'entrée.
Journalistes sur présentation d'une carte de presse
La carte de l'ICOM
La carte du ministère de la culture

II - PASS MUSEES de l'Association des Musées du Rhin Supérieur

Pass "Un adulte et cinq enfants jusqu'à 18 ans"

	Tarifs 2022	Tarifs 2023	%
Tarif normal	112.00	**119.00**	6.25%
Tarif réduit	106.00	**113.00**	6.60%

A noter : Le tarif réduit est applicable aux étudiants, enseignants, chômeurs et handicapés, ainsi qu'aux membres d'une association de soutien d'un musée adhérent au Pass-Musées sur présentation d'un justificatif.

Les tarifs Pass-musées sont fixés par l'Association des Musées du Rhin Supérieur

534 - GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE

Tarifs m2A hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2023

Tous les tarifs sont annuels et indivisibles prorata temporis

	Tarif 2022 €	Tarif 2023 €	%
1° Locations (par are/an)			
J1 - terrains parcellisés	8.19	**8.19**	0.00%
J2 - terrains parcellisés clôturés	16.07	**16.07**	0.00%
J3 - jardins isolés, clôturés, bien situés	33.41	**33.41**	0.00%
J4 - terrain d'agrément intégré dans une propriété privée	285.00	**285.00**	0.00%
J5 - terrains parcellisés destinés aux agriculteurs à titre précaire (l'are hors charges)			
- région Plaine de l'Ill	0.78	**0.78**	0.00%
- région Sundgau - Jura	0.58	**0.58**	0.00%
Terrains dépendant du domaine privé autres que les jardins (base de vie de chantier, stockage, etc…)	107.80	**107.80**	0.00%
2° Location de locaux et terrains aux associations (sportives, culturelles ou autres)			
Redevance symbolique	88.00	**90.00**	2.27%
3° Occupation du sous-sol du domaine privé			
- par mètre linéaire d'emprise et par le nombre de conduites, câbles, gaines, etc…	4.65	**4.65**	0.00%
- par mètre carré de surface (regard, piézomètre, etc…)	22.50	**22.50**	0.00%
4° Terrains pour autres usages (par m²/an)	10.50	**10.50**	0.00%
5° Mise à disposition de terrains pour expositions ou ventes (par m²/jour)	3.50	**3.50**	0.00%
6° Minimum de perception	15.00	**15.00**	0.00%
7° Caution pour mise à disposition d'un émetteur d'ouverture de porte de garage (ce tarif est susceptible d'être modifié en cours d'année)	78.00	**78.00**	0.00%
8° Aire de la Thur à Pulversheim			
loyer location temporaire bureau créateur par m²/mois (tva en vigueur en sus)	./.	**8.70**	-

Le Conseil d'Agglomération donne délégation au Président ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale des droits de reconnaissance et de location.

535 - HABITAT

Tarifs aires des gens du voyage à partir du 1er janvier 2023

Facturation coût main d'œuvre : 25,00€ / heure

Désignation	Tarifs 2022 en €	Tarifs 2023 en €	%
Tarifs de redevance d'occupation			
Tarif de base (2 caravanes et jusqu'à 30 jours de stationnement)	**4.55**	**4.55**	0.00%
Tarif majoré (3 caravanes et au-delà de 30 jours de stationnement)	**6.55**	**6.55**	0.00%
Caution par emplacement	**130.00**	**130.00**	0.00%
Wittelsheim	5€/jour par caravane	6€/jour par caravane	0.00%
Tarif de l'eau TTC en m3			
Mulhouse	4.15	4.15	0.00%
Kingersheim	4.15	4.15	0.00%
Wittenheim	4.15	4.15	0.00%
Rixheim	4.15	4.15	0.00%
Riedisheim	4.15	4.15	0.00%
Tarif de l'électricité TTC			
kWh	0.21	0.29	38.10%

M. le président : Au point 24, la révision des tarifs communautaires.

M. HOMÉ : Oui bien sûr, ceux-ci ont été adaptés de façon équitable, vous regarderez le détail mais évidemment il y a de l'inflation. On a essayé pour autant d'être raisonnable, ça va de soi. Il y a la question particulière que j'évoquais du chauffage urbain de l'Illberg. C'est vrai qu'il y a un problème là-dessus au niveau national. J'ai été de ceux qui, avec le Président, l'ont soulevé. Les différents boucliers énergie ne prennent pas en compte vraiment les réseaux écologiques comme celui-là, c'est très anormal. Ce qui explique le chiffre qui peut être prévu sur l'augmentation tarifaire du chauffage urbain, même si les prix de départ étaient plus bas, c'est un réel souci, et malgré le fait qu'on a pu affecter une partie de la reprise des résultats. Je voulais le souligner parce que tout cela n'est pas satisfaisant sur ce point précis. Pour le reste, les tarifs ont été adaptés de façon raisonnable, je le disais.

M. le Président : Merci Antoine. Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci beaucoup.

25° TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES : DETERMINATION DES TAUX POUR L'ANNEE 2023 (313/7.2./931C)

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil d'agglomération a institué, à partir de 2019, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées (TEOMA) sur la base d'une zone unique de perception et décidé d'appliquer un mécanisme d'harmonisation des taux votés sur une période de 9 ans.

Ce lissage qui s'est appliqué pour la première année en 2019, s'opère sur la base du taux moyen pondéré réel constaté en 2018 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Celui-ci ressort à 11,51 %.

Les taux de TEOM applicables dans les communes feront l'objet d'une harmonisation sur une période de 9 ans pour converger vers ce taux unique en 2027.

Le budget 2023 s'inscrit dans un contexte économique largement inflationniste se traduisant par une hausse contrainte des dépenses (inflation de l'ordre de 7 % en 2022 et 3,4 % en 2023, hausse de la masse salariale suite au renouvellement du point d'indice, rebond des taux d'intérêts de la dette, doublement des dépenses énergétiques). Afin de limiter la contribution des ménages et des entreprises au budget communautaire, le produit de la TEOM a été établi sur la base d'un coût du service estimé à 40 240 000 €, permettant de maintenir le taux moyen pondéré à son niveau de 2022, soit 11,51 % et de voter les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères comme suit :

Communes	Taux TEOM 2022 (en %)	Taux TEOM 2023 (en %)
BALDERSHEIM	9,43	9,85
BANTZENHEIM	8,41	9,03
BATTENHEIM	9,43	9,85
BERRWILLER	12,86	12,60
BOLLWILLER	13,25	12,91
BRUEBACH	9,59	9,98
BRUNSTATT-DIDENHEIM	10,15	10,42
CHALAMPE	8,41	9,03

Communes	Taux TEOM 2022 (en %)	Taux TEOM 2023 (en %)
DIETWILLER	9,43	9,85
ESCHENTZWILLER	9,53	9,93
FELDKIRCH	12,45	12,27
FLAXLANDEN	9,26	9,71
GALFINGUE	8,45	9,07
HABSHEIM	9,43	9,85
HEIMSBRUNN	10,15	10,43
HOMBOURG	8,41	9,03
ILLZACH	9,28	9,73
KINGERSHEIM	11,11	11,19
LUTTERBACH	11,16	11,24
MORSCHWILLER-LE-BAS	10,10	10,38
MULHOUSE	13,07	12,76
NIFFER	8,41	9,03
OTTMARSHEIM	8,41	9,03
PETIT-LANDAU	8,41	9,03
PFASTATT	9,27	9,72
PULVERSHEIM	12,83	12,57
REININGUE	11,63	11,61
RICHWILLER	13,04	12,74
RIEDISHEIM	10,19	10,46
RIXHEIM	9,43	9,85
RUELISHEIM	12,96	12,67
SAUSHEIM	9,54	9,94
STAFFELFELDEN	13,14	12,82
STEINBRUNN-LE-BAS	10,10	10,38
UNGERSHEIM	12,67	12,44
WITTELSHEIM	12,14	12,02
WITTENHEIM	12,90	12,63
ZILLISHEIM	9,55	9,94
ZIMMERSHEIM	9,50	9,90

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- fixe les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées pour l'année 2023 comme indiqués dans le tableau ci-dessus,

- charge Monsieur le Président ou son Vice-Président délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux.

M. le Président : Point 25, il s'agit de la détermination des taux de la TEOMA et la poursuite du mécanisme d'harmonisation des taux votés sur une période de 9 ans.

M. HOMÉ : Oui, c'est cela, sur 9 ans nous voulons atteindre l'objectif collectif de 11,51 %, et selon les communes, bien sûr, il y a des augmentations ou des baisses, vous avez le tableau qui prévoit cela. Chaque année, nous avons cette délibération, c'est la troisième ou la quatrième année, comme le temps passe. Voilà M. le Président.

M. le Président : Merci.

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

26° TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) : FIXATION DU PRODUIT AU TITRE DE L'ANNEE 2023 (313/7.2/932C)

Par délibération du 12 février 2018, le Conseil d'Agglomération a institué la taxe GEMAPI destinée à financer les actions menées pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Le produit de cette taxe est réparti par les services fiscaux entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties (TF) et non bâties (TFNB), à la taxe d'habitation (TH) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente.

Sur Mulhouse Alsace Agglomération, les taux de cette taxe additionnelle, dont le produit a été fixé à 448 650 €, étaient pour 2022 les suivants :

	Taxe d'habitation	Foncier Bâti	Foncier non bâti	Cotisation foncière des entreprises
Taux GEMAPI	0,155 %	0,0723 %	0,211 %	0,0835 %

Chaque année, l'assemblée délibérante doit voter un produit sur la base d'un montant annuel prévisionnel de charges de fonctionnement et d'investissement. Pour 2023, il est proposé de maintenir le montant arrêté en 2022, soit 448 650 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'arrêter le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 448 650 € au titre de l'année 2023 ;

- charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

M. le Président : Point suivant, il s'agit de la taxe GEMAPI. J'ai proposé de maintenir le montant qui a été arrêté en 2022.

M. HOMÉ : Voilà vous avez tout dit, M. le Président.

M. le Président : Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci.

27° FISCALITE DIRECTE LOCALE : VOTE DES TAUX POUR 2023 (313/7.2/933C)

Depuis le 1er janvier 2011, l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à Fiscalité Professionnelle Unique, perçoivent les taxes ménages (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et taxe sur le foncier non bâti) en plus de la contribution économique territoriale. A l'intérieur de la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les collectivités locales ont la possibilité de voter un taux sur la seule part CFE, le taux de CVAE étant fixé au niveau national, à 0,75 %.

Suite à la fusion avec la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud (CCPFRS) intervenue le 1er janvier 2017, le Conseil d'Agglomération a décidé, par délibération du 27 mars 2017, de fixer la durée de la période de réduction des écarts de taux de CFE à 12 ans. Les différents taux applicables sur le territoire se rapprocheront progressivement du taux moyen pondéré jusqu'à application d'un taux unique en 2028. En 2022, le taux moyen pondéré ressortait à 26,36 %, résultant de l'application sur le territoire de trois taux : 23,64 % sur l'ancienne CCPFRS, 26,93 % sur l'ancienne Mulhouse Alsace Agglomération et 26,07 % sur Wittelsheim.

Concernant la fiscalité ménages, un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales issu de la refonte de la fiscalité locale prévue par la loi de finances pour 2020 est entré en vigueur en 2021. La taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales n'est plus perçue par les EPCI. La perte de cette recette est compensée par la perception d'une fraction de la TVA nationale. Les résidences secondaires ne sont pas concernées par la réforme et sont imposées à compter de 2023 au taux voté par le Conseil d'Agglomération.

Le budget 2023 s'inscrit dans un contexte économique largement inflationniste se traduisant par une hausse contrainte des dépenses (inflation de l'ordre de 7 % en 2022 et 3,4 % en 2023, hausse de la masse salariale suite à la revalorisation du point d'indice, rebond des taux d'intérêts de la dette, doublement des dépenses énergétiques). A l'issue des dialogues de gestion au cours desquels des économies ont été actées, un besoin complémentaire de 7,2 M€ est estimé pour pouvoir équilibrer le budget 2023. Par conséquent, il est proposé de fixer les taux de fiscalité directe comme suit :

Taxes	Taux 2022	Taux 2023
Taxe d'habitation	10,06 %	10,06 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties	1,58 %	3,58 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	4,78 %	4,78 %
CFE (taux moyen pondéré)	26,36 %	26,36 %

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'appliquer les taux de la fiscalité directe suivants pour 2023 :

Taxe d'habitation :	10,06 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties :	3,58 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties :	4,78 %
Cotisation foncière des entreprises :	26,36 %

- décide de mettre en réserve la fraction maximale de taux de CFE pouvant être mise en réserve, qui correspond à la différence entre le taux maximum de droit commun et le taux voté,

- charge Monsieur le Président ou son Vice-Président délégué de notifier ces décisions aux services préfectoraux.

M. le Président : Au point 27, la fiscalité directe locale : le vote des taux pour 2023.

M. HOMÉ : Oui, c'est ce que nous avons délibéré tout à l'heure. Il y a une délibération sur les taux. Tout à l'heure on a voté sur le budget, là, c'est les taux. Evidemment la taxe d'habitation ne bouge pas puisqu'elle n'existe pas, sauf pour

les résidences secondaires. Il peut y avoir des résidences secondaires à m2A, elle est donc maintenue. Vous avez le non bâti, vous avez la CFE, et vous avez l'adaptation de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui passe de 1,58 % à 3,58 %. On en a déjà parlé.

M. le Président : Merci. On en a déjà parlé, mais on va voter quand même. Qui est contre ? Trois votes contre. Qui s'abstient ? Une abstention.

Pour : 66 + 23 procurations.
Abstention (4) : M. ENGASSER, Mme SCHWEITZER, M. SIMEONI, Mme EL HAJJAJI (représentée par M. SIMEONI).
Contre (3) : Mme RITZ, M. PAUVERT, M. RIFF.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci beaucoup.

28° RUDIE : RENOUVELLEMENT DE L'AVANCE DE TRESORERIE CONSENTIE A CITIVIA (313/7.7/891C)

Par délibération du 23 novembre 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a accordé une avance de trésorerie de 4 000 000 € à CITIVIA dans le cadre de la convention publique d'aménagement « Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprise » (RUDIE).

La convention publique d'aménagement signée le 9 janvier 2004 prévoit en effet, en son article 21, le versement d'avances de trésorerie de manière à couvrir les besoins temporaires de trésorerie de l'opération conformément aux dispositions définies à l'article L 1523-2-4° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Afin d'assurer à CITIVIA la couverture des besoins de trésorerie générés par le portage foncier important et les difficultés de requalification du site industriel du fait des importantes contraintes environnementales qui s'y appliquent, et en réponse à la demande de la société, il est proposé au Conseil d'agglomération de reconduire cette avance sur 2023, diminuée du remboursement partiel opéré par CITIVIA en 2022 d'un montant de 2 000 000 €.

Par délibération du 13 décembre 2021, le Conseil d'agglomération a décidé de verser en 2022 une participation en faveur de CITIVIA, d'un montant de 1 980 000 € au titre de l'opération RUDIE. Il est convenu en contrepartie que CITIVIA procèderait au remboursement de l'avance pour 50 % de son montant en 2022.

Le renouvellement de l'avance de trésorerie sollicité par CITIVIA est donc d'un montant de 2 000 000 €.
Cette avance, sans intérêts, sera remboursée au plus tard le 31 décembre 2023.

Les crédits nécessaires pour le règlement de cette opération sont inscrits, tant en dépenses qu'en recettes, au compte 2745 (LC 16679 et 16680) du budget primitif 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération,

- accorde la reconduction sur 2023 d'une avance de trésorerie fixée à deux millions d'euros (2 000 000 €), consentie à CITIVIA sur l'opération RUDIE,

- charge M. Le Président ou son Vice-Président délégué de signer l'avenant à la convention du 28 juin 2012 dont le projet est annexé à la présente délibération.

P.J. : projet d'avenant à la convention d'avance de trésorerie du 28 juin 2012

AVENANT A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE DU 28 JUIN 2012

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par le Président ou son Vice-Président délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 12 décembre 2022

d'une part,

et CITIVIA ayant son siège 5 rue Lefebvre à Mulhouse, représentée par son Directeur Général

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Afin de permettre à CITIVIA de couvrir les besoins de trésorerie générés par un portage foncier important et des difficultés de requalification des sites industriels en raison des réglementations d'environnement qui s'appliquent, Mulhouse Alsace Agglomération lui accorde la reconduction sur 2023 de l'avance de trésorerie de 2 000 000 € consentie sur l'opération RUDIE.

ARTICLE 2 :

Cette avance de trésorerie devra être remboursée par CITIVIA au plus tard le 31 décembre 2023.

Fait en double exemplaire
A Mulhouse, le

Pour le Président
Le Vice-Président délégué

Antoine HOME

Pour CITIVIA
La Directrice Générale

Agnès PEREZ

M. le Président : Au point 28, le renouvellement de l'avance de trésorerie consentie à CITIVIA. Toujours Antoine.

M. HOMÉ : Il s'agit aussi d'une délibération récurrente. CITIVIA est quand même notre opérateur SPL. Et là il vous est proposé de reconduire l'avance de 2 M€ pour l'année 2023. Là aussi, on y revient chaque année.

M. le Président : Merci. Pas de question ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

Pour : 61 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : M. BELLONI, M. RICHE, M. NEUMANN, M. BEHE, Mme LUTZ, M. BOUILLÉ, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme HOTTINGER, M. JORDAN.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

29° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSEE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE DE MULHOUSE : RENOUVELLEMENT DE L'AVANCE DE TRESORERIE CONSENTIE PAR MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (313/7.7/893C)

Par délibération du 13 décembre 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a accordé une avance de trésorerie de 300 000 € à l'association pour la gestion du Musée national de l'Automobile de Mulhouse (AGMNAM) dans le cadre de la reprise des investissements effectués par Culturespaces.

L'AGMNAM a pour but d'assurer, sans but lucratif et dans le cadre d'un contrat de concession, la gestion, l'animation, la mise en œuvre des fonds ou subventions au bénéfice du Musée National de l'Automobile.

Afin de couvrir ses besoins temporaires de trésorerie, l'AGMNAM sollicite le renouvellement de cette avance en 2023.
Ainsi, il est proposé au Conseil d'agglomération de reconduire cette avance sur 2023 pour un montant de 300 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération,

- accorde à l'Association de Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse une avance sans intérêts de trois cent mille euros (300 000 €), qui devra être remboursée au plus tard le 31 décembre 2023,

- charge Monsieur le Président ou son Vice-président délégué de signer l'avenant à la convention du 17 décembre 2021 dont le projet est annexé à la présente délibération.

PJ : projet d'avenant

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE DU 17 DECEMBRE 2021

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par le Président ou son Vice-Président délégué, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération 12 décembre 2022,

d'une part,

et l'association pour la gestion du Musée national de l'Automobile de Mulhouse (AGMNAM), ayant son siège 17 rue de la Mertzau, représentée par sa Présidente,

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Afin de permettre à l'AGMNAM de faire face à un besoin de trésorerie généré par l'exploitation du Musée National de l'Automobile de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération lui accorde une avance de trésorerie de trois cent mille euros (300 000 €). Cette avance est consentie sans intérêts.

ARTICLE 2 :

Cette avance de trésorerie devra être remboursée par l'AGMNAM au plus tard le 31 décembre 2023.

Fait en double exemplaire, à Mulhouse le

Pour le Président,
Le Vice-Président délégué

Antoine HOME

Pour l'AGMNAM
(l'Association de Gestion
du Musée National
de l'Automobile de Mulhouse)
La Présidente

Christine DHALLENNE

M. le Président : On passe à l'association de gestion du Musée national de l'automobile : renouvellement de l'avance de trésorerie.

M. HOMÉ : Là aussi c'est une reconduction, M. le Président.

M. le Président : Merci. Pas de nouveauté. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 63 + 21 procurations.
Ne prennent pas part au vote (12) : M. ONIMUS, Mme DHALLENNE, M. FUCHS, M. HARTMANN, Mme GOETZ (représentée par Mme BUCHERT), M. NEUMANN, M. LOGEL, Mme JENN (représentée par M. SCHILDKNECHT), Mme RAPP, M. SCHILDKNECHT, Mme ZELLER (représentée par M. HAGENBACH), M. NICOLAS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

30° QUATRIUM GRAND EST : CPER 2021-2027 – PASSATION D'UNE CONVENTION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION/REGION GRAND-EST POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT 47 DE LA FONDERIE (314/7.5.8/914C)

Après recensement des projets immobiliers de l'ESRI (Enseignement Supérieur, Recherche, Innovation) et dans le cadre du CPER (Contrat de Plan Etat-Région) 2021–2027, il a été décidé par la Région Grand-Est de participer au financement de la réhabilitation du bâtiment 47 de La Fonderie qui accueillera le CETIM Grand-Est et sa plateforme QUATRIUM Grand-Est.

L'objectif de cette opération est de conforter la localisation du CETIM Grand-Est et de sa plateforme QUATRIUM Grand-Est sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, car elle s'inscrit pleinement dans la démarche territoriale Campus Industrie 4.0 qui encourage la modernisation du tissu industriel par le biais de l'innovation industrielle.

Le QUATRIUM Grand-Est constitue le projet phare pour le Sud Alsace du programme national « Territoires d'industrie » visant à redynamiser l'industrie française. Elle est la 1ère plateforme à avoir été labellisée par l'Etat dans le cadre du PIA « plateforme d'accélération vers l'industrie du futur ». Son objectif est de favoriser le développement des PME et ETI par l'investissement dans les savoir-faire et technologies de l'industrie du futur.

Son ambition est de devenir au niveau régional et national la principale structure de soutien technologique aux PME. Elle propose un accompagnement complet : découverte des briques technologiques, expression des enjeux de compétitivité et des besoins du dirigeant, mise en œuvre des solutions dans l'usine et conduite du changement.

Mulhouse Alsace Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage des travaux qui consistent en une reconversion de friche industrielle à caractère patrimonial, au

sein d'un quartier en profonde mutation, visant à s'imposer comme un pôle d'activités majeur et exemplaire en France. En ce sens, ce projet se devra d'être exemplaire sur les plans patrimoniaux, architecturaux et environnementaux.
Ainsi, le maître d'ouvrage vise des performances énergétiques proches de l'« EnerPHit » (labellisation bâtiment passif) pour ce bâtiment.

Dans le cadre du contrat de déclinaison du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) Grand-Est 2021-2027, le montant proposé de l'opération était de 11,917 M€ HT (soit 14,3 M€ TTC) et se répartit selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Financeur	Montant participation en HT	Pourcentage
Etat – PPA	1 600 000 €	13 %
Fonds FEDER 2021-2027	500 000 €	4 %
Région - CPER 2021-2027	2 500 000 €	21 %
Région – Requalification friches	1 500 000 €	13 %
Région - Climaxion	150 000 €	1 %
Mulhouse Alsace Agglomération	5 667 000 €	48 %
TOTAL HT	**11 917 000 €**	

L'Avant-Projet Sommaire de l'opération (APS) a été validé en septembre 2022.

Compte tenu du contexte économique actuel, l'APS prévoit une évolution du montant des travaux et une anticipation nécessaire de l'actualisation des prix.
Le coût d'opération définitif sera réajusté et fera l'objet d'une délibération courant 2023 après la remise de l'APD prévue en avril 2023.

Suite à la validation de l'APD, les financements déjà sollicités auprès des partenaires feront l'objet d'une actualisation.

L'objet de la présente décision est d'autoriser la signature de la convention jointe entre la Région Grand Est et Mulhouse Alsace Agglomération.

Les crédits sont inscrits dans le cadre de la PPI – LC 26282 « VIF TECHNOCENTRE IMMOBILIER BATIMENT 47 » - article 2031 – fonction 90 – Service gestionnaire 431 – service utilisateur 5343.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve ces propositions,
- autorise Monsieur le Président ou son Vice-Président à signer la convention de financement du CPER avec la Région,
- autorise le Président ou son représentant légal à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Modèle de convention qui sera voté à la Commission Permanente du Conseil régional du 18 novembre 2022

CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2021-2027

CONVENTION DE FINANCEMENT

Objet de la convention :

Convention de financement pour la réhabilitation d'un bâtiment dédié au projet QUATRIUM Technocentre du CETIM Grand Est à Mulhouse (68)
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Date de signature de la convention :

Coût total du projet :

12 800 000 € TTC

Coût éligible du projet (si différent du coût total) :

11 917 000 € HT

Montant de la participation régionale CPER :

2 500 000 €

Nom et adresse du Bénéficiaire :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Téléphone : 03 89 66 70 19

Email : Muriel.Harter@mulhouse-alsace.fr

Personne référente : Muriel Harter

Suivi du dossier :
(Suivi opérationnel et financier)

Virginie MACQUART-QUENARD
Cheffe du Service de l'Immobilier des Bâtiments Régionaux et de l'Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation
Direction de l'Immobilier et de la Maîtrise d'Ouvrage
Tel. 03. 26. 70. 89. 93.

Christelle AUDIBERT / Caroline WEBER
Service de l'Immobilier des Bâtiments Régionaux
et de l'Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation
Direction de l'Immobilier et de la Maîtrise d'Ouvrage
Cheffes de projets immobiliers universitaires
Tél. 03. 88. 15. 66. 45. - 03. 26. 70. 31. 92.

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE

La Région Grand Est, dont le siège est situé 1 place Adrien Zeller à STRASBOURG (67070), représentée par le Président du Conseil Régional,

Ci-après nommée « la Région »,

ET

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, dont le siège est situé 2, rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse, représentée par le Président de m2A, M. Fabian Jordan, dûment habilité,

Ci-après nommé « le Bénéficiaire »,

VU la délibération du Conseil Régional n°21SP-429 de la séance plénière du 28 janvier 2021 approuvant le document cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 du Grand Est, signé le 30 mars 2021 ;

VU la délibération du Conseil Régional n°22SP-286 de la séance plénière du 27 janvier 2022 approuvant le contrat de déclinaison du Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 et sa signature en date du 22 février 2022 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n°22CP-1475 en date du 21 octobre 2022 approuvant les termes de la « convention de financement type » relative aux projets immobiliers du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation inscrits au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027, soutenus par la Région et autorisant le Président de Région à signer les conventions correspondantes avec les porteurs de projets ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n°22CP-1975 en date du 18 novembre 2022 relative à l'affectation des crédits (autorisations de programme) permettant d'amorcer le soutien financier régional des programmes immobiliers d'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation inscrits au CPER 2021-2027, les plus matures ;

VU la délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

IL EST EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le montant de la subvention d'investissement accordée et d'en préciser les modalités de versement par la Région pour le financement de la réhabilitation du bâtiment 47 dédié au projet QUATRIUM CETIM Grand Est sur le site de la Fonderie à Mulhouse (68).

En tant que propriétaire, le Bénéficiaire assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération immobilière.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION ET LOCALISATION DU PROJET

La description du projet :
Le projet vise la réhabilitation d'une halle industrielle du quartier de la Fonderie (bâtiment 47) pour héberger le Quatrium CETIM Grand Est, labellisé « plateforme d'accélération vers l'industrie du futur » par l'Etat en 2021 dans le cadre du PIA.

Avec une nouvelle installation qui s'étend sur 5 600 m² (hors espaces extérieurs), le CETIM Grand Est a le projet de développer une nouvelle plateforme d'accompagnement des PME PMI vers l'industrie du futur 4.0 autour de diverses composantes :

Les surfaces des principales composantes au stade APS sont :

- Espaces d'accueil et de visite (1 022 m²)
- Pôle Ingénierie Multirisques & Durabilité (IMD) (752 m²)
- Pôle Ingénierie des Sciences & Matériaux (ISM) et Pôle Expertise MultiMatériaux (E2M) (633 m²)
- Pôle Industrie du Futur (IDF) (308 m²)
- Test Lab (172 m²)
- Locaux techniques (490 m²)
- Locaux extérieurs (274 m²)
- Pôle administratif & tertiaire (1 400 m²)
- Espaces communs & locaux sociaux (516 m²)
- Espaces extérieurs (2 926 m²)

Par sa décision d'implanter le projet dans une ancienne halle industrielle datant de 1895 au sein du quartier de la Fonderie, m2A affirme sa volonté de maintenir l'activité industrielle sur ce quartier du péricentre et de créer de nouveaux emplois.

Le CETIM Grand Est y rapatriera son siège et le nombre de collaborateurs sera porté à terme à 120 personnes sur le site.

Concernant les objectifs environnementaux et énergétiques :
Le projet vise à atteindre la performance EnerPHIT (équivalent Passiv Haus), avec l'utilisation d'un maximum de matériaux biosourcés, de matériaux issus de l'économie circulaire, sans forcément obtenir la labellisation.
La mise en œuvre de panneaux solaires photovoltaïques en autoconsommation est envisagée.

Contribution de l'opération à l'attractivité, au rayonnement de la région Grand Est.
Ce projet a été retenu dans le cadre de la démarche nationale « Territoire d'Industrie » et régionale (pacte Offensive Croissance Emploi). Il répond en outre à divers objectifs du Schéma Régional de l'Enseignent Supérieur de la Recherche et Innovation en Grand Est. Le projet QUATRIUM CETIM Grand Est s'inscrit notamment dans le plan « Grand Est Compétitivité » de la Région Grand Est proposant aux PME, ETI et grandes entreprises un parcours « industrie du futur ». Il décline également différents axes stratégiques de la Région Grand Est : la transition énergétique, la requalification des friches et le développement du potentiel d'innovation sur le territoire.

Une fiche en annexe détaille les objectifs de l'opération.

ARTICLE 3 : BUDGET DE L'OPERATION ET FINANCEMENT

Le **coût prévisionnel** de l'opération s'élève à **12 800 000 € TTC** comprenant l'ensemble des dépenses (études, travaux, VRD, etc.) hors équipements pour la réalisation du projet tel que précisé dans les articles n°1 et n°2 de la présente convention, selon le budget prévisionnel établi au stade du programme de l'opération. Le coût prévisionnel a été réévalué à **14 300 000 € TTC, soit 11 917 000 € HT** hors équipements au stade des esquisses. Ce coût pourra être réévalué dans le déroulée des phases d'études, notamment à la réception de l'APD, prévue au printemps 2023.

Plan de financement du projet en « € HT » :

Région Grand Est (volet immobilier CPER 2021-2027) :	2 500 000 €	*(21% à titre indicatif)*
Région Grand Est (dispositif « Traitement et requalification des friches ») :	1 500 000 €	*(13%)*
Région Grand Est (dispositif « Climaxion ») * :	150 000 €	*(1%)*
Etat (Projet Partenarial d'Aménagement) * :	1 600 000 €	*(13%)*
Fonds Européens – PO 2021-2027 * :	500 000 €	*(4%)*
Bénéficiaire *(reste à charge)* :	5 667 000 €	*(48%)*
TOTAL	**11 917 000 € HT**	

** subventions sollicitées par le bénéficiaire. A défaut d'octroi, prise en charge par le bénéficiaire.*

La dépense subventionnable retenue est de **11 917 000 € HT** dans la mesure où le Bénéficiaire peut récupérer la TVA grevant les dépenses de l'opération.

Le budget global prévisionnel est entendu aux conditions économiques actuelles, toutes dépenses incluses et notamment les révisions de prix, comme un maximum en valeur fin d'opération.

Le Bénéficiaire, en qualité de maître d'ouvrage, avance l'intégralité des dépenses liées à l'opération immobilière, à charge pour lui de récupérer, par appels de fonds, la participation de chaque financeur.

Les éventuels coûts supplémentaires liés à la réalisation de ce projet, dûment justifiés (aléas techniques ou économiques notamment, se rapportant à l'opération) pourront faire l'objet d'une répartition concertée entre les différents partenaires financeurs. Cette répartition donnera lieu à un avenant.

ARTICLE 4 : CALENDRIER DE L'OPERATION

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Etudes de programmation : de « juin 2019 » à « décembre 2020 »,
- Validation du DOSEX : *le cas échéant (c.f. article 6 de la convention)* : non concerné,
- Consultation pour la désignation du maître d'œuvre : de « janvier 2021 » à « mars 2022 »,
- Notification à la maîtrise d'œuvre : juin 2022,
- Etudes de maîtrise d'œuvre : de « juin 2022 » à « juin 2023 »,
- Dépôt du Permis de Construire : « avril 2023 »,
- Consultation pour les marchés de travaux et attribution : de « juillet 2023 » à « novembre 2023 »,
- Démarrage des travaux : décembre 2023,
- Livraison prévisionnelle du bâtiment : septembre 2025.

ARTICLE 5 : ECHEANCIER ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DES CO-FINANCEURS

Conformément au tableau de répartition des financements du CPER 2021-2027, le versement de la participation des financeurs interviendra sur présentation d'une demande de versement (appel de fonds) transmise par le Bénéficiaire selon l'échéancier prévisionnel ci-après, qui a été établi en tenant compte du stade d'avancement de l'opération (dépenses prévisionnelles) mais également des contraintes budgétaires des collectivités.

L'échéancier prévisionnel des versements de la subvention est établi comme suit :

Phases de l'opération	Taux de participation en %	Versements de la participation en €	*Echéances prévisionnelles*
A la notification de la présente convention	16%	400 000 €	2022
Sur appel de fonds à la demande du bénéficiaire *c.f. point (1)*	6%	150 000 €	2023
Sur appel de fonds à la demande du bénéficiaire *c.f. point (1)*	28%	700 000 €	2024
Sur appel de fonds à la demande du bénéficiaire *c.f. point (1)*	28%	700 000 €	2025
Sur appel de fonds à la demande du bénéficiaire *c.f. point (1)*	20%	500 000 €	2026
SOLDE *c.f. point (2)*	2%	50 000 €	Sur présentation des justificatifs mentionnés *au point (2)*
TOTAL	**100%**	**2 500 000 €**	

Le montant de subvention accordé est un montant maximum qui ne pourra pas être dépassé. Le montant de chaque participation versée est un montant maximum qui ne pourra pas être dépassé.

Les acomptes seront versés conformément à l'échéancier prévisionnel ci-dessus, sur appel de fonds du bénéficiaire accompagné d'un planning actualisé de l'opération *(1)*.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et acquittées, certifié par le comptable ainsi que d'une attestation de livraison signée par le bénéficiaire. Cette attestation précisera la date effective de la mise en service du bien subventionné ainsi que sa durée d'amortissement *(2)*.

A l'issue d'une concertation entre les différentes parties, l'échéancier des versements, mentionné ci-dessus, pourra, le cas échéant, être modulé au regard de l'avancement du projet ou des contraintes budgétaires de chacune des parties. Ces ajustements seront formalisés par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : DOSEX

Ce dossier n'est pas soumis à la présentation, ni à la validation d'un DOSEX.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification et est établie pour toute la durée de l'opération. Elle pourra être modifiée par avenant après accord des différentes parties.

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DE L'ETABLISSEMENT ET COMMUNICATION

En signant la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- Transmettre à la Région un planning actualisé de l'opération ;
- De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Région de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- Informer la Région sous un mois à compter de la survenance de tous changements dans son administration ou sa direction ou le montage de l'opération, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- Associer la Région au suivi de l'opération, en particulier aux principales étapes techniques du projet, dès la phase de sélection du maître d'œuvre. La Région pourra également être invitée à certaines réunions de suivi et aux visites de chantier organisées par le maître d'ouvrage. A ce titre, des réunions spécifiques seront programmées pour l'information des partenaires sur l'avancement des travaux (de une à deux par an selon la demande) ;
- Faire mention du financement de la Région, apposition de son logo, dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération ;
- Mise en œuvre d'une plaque signalétique sur l'ouvrage mentionnant la subvention de la Région pour sa réalisation.

Les actions de communication relatives à l'opération seront proposées par le maître d'ouvrage et validées par les partenaires financiers.

ARTICLE 9 : NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PAR L'ETABLISSEMENT

Le non-respect total ou partiel par le Bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Région,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte de demandes de subventions ultérieurement présentées par le Bénéficiaire.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la Région se réserve le droit de demander le reversement des sommes déjà versées.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Hormis le cas de force majeure, l'inobservation des conditions fixées aux précédents articles entrainera la résiliation de la convention et, le cas échéant, son annulation ainsi que le reversement de l'aide régionale.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE DE LA DEPENSE

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional de la Région Grand Est, 1 place Adrien Zeller, BP 91006, 67070 STRASBOURG Cedex.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.
Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les différends éventuels relatifs à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention.
Les litiges qui n'auraient pu être résolus de cette manière seront portés devant le Tribunal Administratif compétent.

Strasbourg, le

Pour la Région Grand Est **Pour le Bénéficiaire**

M. le Président : Pareil, cette fois-ci en ce qui concerne le QUATRIUM Grand-Est et la passation d'une convention.

M. HOMÉ : Nous avons là-dessus la réhabilitation du bâtiment 47 Fonderie. Un projet intéressant, le projet QUATRIUM Technocentre du CETIM que Laurent RICHE suit comme le lait sur le feu. Coût total du projet : 12,8 M€ avec une participation régionale attendue de 2,5 M€, soit 21 %. Merci M. le Président.

M. le Président : Merci. Pas de commentaire ? Laurent non plus ? Merci. Naturellement, on suggère chaque fois aux conseillers qui sont concernés par des subventions de s'abstenir, de pas prendre part au vote, mais on a la liste.

Pour : 70 + 23 procurations.
Ne prennent pas part au vote (3) : M. ROTTNER (représenté par Mme LUTZ), Mme RITZ, M. NICOLAS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. HOMÉ : La jurisprudence s'est beaucoup durcie, et donc le secrétaire de l'assemblée va bien vérifier que l'ensemble des conseillers intéressés n'ont pas pris part au vote, comme nous le faisons dans nos conseils municipaux.

M. le Président : Merci Antoine.

31° MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE POUR LES FONCTIONS ITINERANTES (324/4.5/869C)

Le décret N°2001-654 du 19/07/2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics prévoit les modalités de défraiement des dépenses engagées par les agents territoriaux dans le cadre des déplacements professionnels en dehors du territoire de leur commune d'affectation.
Les déplacements professionnels effectués sur le territoire de leur commune d'affectation n'ouvrent pas droit au versement des indemnités kilométriques, seule la prise en charge des frais de transport public est permise.
Toutefois, le décret N°2001-654 du 19/07/2001 donne la possibilité aux collectivités de mettre en place la prime annuelle aux fonctions itinérantes correspondant à une indemnité forfaitaire annuelle plafonnée à 615 €/an.

Il est proposé de mettre en œuvre ce dispositif à compter du 01/01/2023 aux conditions cumulatives suivantes :

- exercer des fonctions itinérantes, impliquant un déplacement régulier au sein du territoire de la commune de résidence administrative ;
- assurer une des fonctions suivantes :
    - agents volants
    - agents intervenant sur la voie publique
    - agents intervenant sur plusieurs sites

- utiliser son véhicule personnel en cas d'incompatibilité entre l'offre de transports en commun et la nature du déplacement professionnel (ex. contrainte horaires, poids et volume des documents/matériels à transporter…). L'agent devra souscrire une police d'assurance prévoyant l'utilisation du véhicule personnel pour des déplacements professionnels ;
- absence de véhicules de service.

L'indemnité sera calculée selon le barème suivant :

Distance annuelle parcourue avec un véhicule personnel	Montant brut de la prime annuelle
0 à 49 km	0 €
50 à 99 km	30 €
100 à 199 km	50 €
200 à 299 km	80 €
300 à 399 km	110 €
400 à 499 km	140 €
500 à 759 km	200 €
750 à 999 km	280 €
> = 1000 km	615 €

L'indemnité sera versée au mois de février de l'année N+1 sur la base d'un formulaire spécifique, complété par les services.

Le Comité Technique a été saisi pour la mise en œuvre de ce dispositif.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition ;
- décide de l'entrée en vigueur de ce dispositif à partir du 01/01/2023 ;
- prévoit l'inscription des crédits au BP 2023 sur le chapitre 012 – Charges de personnel et frais assimilés

M. le Président : On va passer aux ressources humaines. Je donne la parole à Jean-Luc SCHILDKNECHT qui sera tout aussi efficace dans la mise en place de l'indemnité forfaitaire pour les fonctions itinérantes.

M. SCHILDKNECHT : Oui, un certain nombre d'agents sont amenés à se déplacer dans le cadre de leurs missions. Un décret fixe les modalités de défraiement dans ce cas pour des déplacements, en dehors du territoire de la commune d'affectation. Ce décret propose une indemnité forfaitaire annuelle de 615 €, et nous vous proposons ce soir d'aller dans ce sens, à un certain nombre de conditions, ce qui est précisé dans la délibération. Bien sûr, il faut que l'agent effectue des déplacements réguliers et qu'il exerce une fonction d'agent volant ou d'agent intervenant sur plusieurs sites, ce qui semble évident. Et il faut aussi qu'il n'ait pas la possibilité d'utiliser un véhicule de service, où qu'il n'y ait pas de transports en commun, ou qu'il ait pour l'utilisation de son propre véhicule à transporter des documents ou du matériel. Dans ce cas-là, l'indemnité est calculée sur la base d'un barème qui est détaillé dans la délibération, en fonction

du nombre de kilomètres parcourus par an. Ce soir, je vous demande d'approuver cette proposition. Je précise que ç'a été présenté en comité technique.

M. le Président : Merci Jean-Luc. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 71 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

32° PERIODE DE PREPARATION AU RECLASSEMENT - APPROBATION DU MODELE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS (322/4.1.8/909C)

Mulhouse Alsace Agglomération est engagée de longue date dans une politique active d'accompagnement des agents en reconversion professionnelle, notamment ceux déclarés inaptes à leurs fonctions.
L'objectif visé est de leur apporter l'appui nécessaire afin de leur ouvrir une deuxième carrière en leur permettant d'être recrutés, à l'issue de leur reconversion professionnelle, sur un poste permanent vacant au sein des services communautaires.

L'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 a instauré un dispositif visant à accompagner les agents reconnus inaptes à leurs fonctions dans leur reconversion professionnelle, la Période de Préparation au Reclassement.
Le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 est venu modifier le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux et fixer les modalités de mise en œuvre de cette Période de Préparation au Reclassement, ses objectifs ainsi que son contenu.

La Période de Préparation au Reclassement, d'une période maximale d'un an, a pour objectif de permettre la préparation et, le cas échéant, la qualification des agents inaptes aux fonctions de leur grade pour occuper un nouvel emploi compatible avec leur état de santé. Elle s'adresse aux fonctionnaires titulaires et a donc pour objectif d'organiser la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

La Période de Préparation au Reclassement s'adresse aux agents qui reprennent après un congé pour raison de santé mais également aux agents toujours en poste et dont l'état de santé nécessite un reclassement.
La Période de Préparation au Reclassement peut comporter des périodes de formation, d'observation, de mise en situation sur un ou plusieurs postes. Elle peut être effectuée dans la collectivité de l'agent ou auprès d'une autre collectivité territoriale ou d'un autre établissement public.
La mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement repose sur l'établissement d'un projet formalisé par une convention tripartite entre la collectivité, l'agent et le Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale,

étant précisé que si l'agent est amené à effectuer une partie de sa Période de Préparation au Reclassement auprès d'une autre collectivité, celle-ci est associée à la convention.
Cette convention définit le contenu même de la préparation au reclassement, les modalités de la mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement et la durée de cette période, à l'issue de laquelle, l'agent sera invité à présenter sa demande de reclassement professionnel.

Ainsi, la mise en œuvre d'une Période de Préparation au Reclassement implique la signature par Mulhouse Alsace Agglomération et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin d'une convention avec chaque agent concerné.

De plus, de la même manière que des agents communautaires peuvent être invités à accomplir une période d'immersion en dehors des services communautaires, Mulhouse Alsace Agglomération peut être amenée à accueillir des agents issus d'autres collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le modèle de convention de mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement joint en annexe,

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer lesdites conventions ainsi que leurs avenants,

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions et avenants portant sur l'accueil d'agents issus d'autres collectivités territoriales ou établissement publics de coopération intercommunale dans le cadre de la mise œuvre de leur Période de Préparation au Reclassement.

- les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de Mulhouse Alsace Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Modèle de convention de mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement

CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DE LA

PERIODE DE PREPARATION AU RECLASSEMENT

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L 826-2 ;
Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, modifié par le décret n°2019-172 du 5 mars 2019, instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;
Vu l'arrêté n°105/2020 du 14 décembre 2020, exécutoire le 11 février 2021, portant délégation de signature du Président de Mulhouse Alsace Agglomération à Monsieur Jean-Luc SCHILDKNECHT, 1er Vice-Président,
Vu la délibération n°322/4.1.8/909C du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 12 décembre 2022,
Vu l'avis du conseil médical départemental en date du ***… (à compléter)*** déclarant l'agent inapte aux fonctions de son grade***… (à compléter)*** et préconisant un reclassement ;
Vu l'information en date du ***… (à compléter)*** du service de médecine professionnelle et de prévention ;
Considérant que le fonctionnaire a été informé par courrier en date du ***… (à compléter)*** de son droit à bénéficier d'une période de préparation au reclassement ;
Considérant que le fonctionnaire n'a pas renoncé au bénéfice de cette période de préparation au reclassement ;

Ou

Considérant que le fonctionnaire a accepté par courrier daté du ***(à compléter)***, la période de préparation au reclassement

Entre les soussignés :

- **Mulhouse Alsace Agglomération** représenté par son 1er Vice-Président, Monsieur Jean-Luc SCHILDKNECHT, dûment habilité par la délibération n322/4.1.8/909C du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 12 décembre 2022 à signer la présente convention, ci-après dénommé(e) « l'employeur » ;
- **Monsieur / Madame *… (à préciser et à compléter)***, titulaire du grade ***… (à compléter)***, domicilié(e) à l'adresse suivante ***… (à compléter)***, ci-après dénommé(e) « le fonctionnaire »

  Et

- **Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin** représenté par son Président, Monsieur Lucien MULLER, dûment habilité par la délibération en date du 05 novembre 2020 à signer la présente convention, ci-après dénommé « le CDG 68 » ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préparer le fonctionnaire à l'occupation d'un nouvel emploi compatible avec son état de santé.

L'objectif est d'accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

Il est rappelé que l'obligation de l'employeur pour le reclassement d'un agent constitue une obligation de moyens et non pas une obligation de résultat.

La période de préparation au reclassement permettra de faciliter la mise en œuvre par l'employeur de son obligation de moyens de recherche d'un reclassement et cela indépendamment de l'existence ou non d'emplois vacants susceptibles d'être occupés dans le cadre du reclassement.

ARTICLE 2 – ACTIONS PROPOSÉES AU FONCTIONNAIRE

ARTICLE 2.1 - Analyse des aptitudes et compétences personnelles et professionnelles du fonctionnaire

Afin d'accompagner le fonctionnaire dans cette période de transition, il est envisagé les actions suivantes :

- un entretien de démarrage avec un référent mobilité et un référent santé, invalidité et reclassement de la Direction des Ressources Humaines

- un accompagnement personnalisé par la Direction des Ressources Humaines (référent mobilité, référent santé, invalidité et reclassement, référent formation..) pour clarifier les compétences et le potentiel du fonctionnaire et recenser ses besoins éventuels en formation, pour identifier les pistes professionnelles compatibles avec les restrictions médicales et construire ainsi un projet professionnel adapté aux besoins de la collectivité.

ARTICLE 2.2 - Formation(s) envisagée(s)

En fonction des besoins et du projet du fonctionnaire, les formations suivantes pourront être envisagée.

- Participation à un atelier de conseil en évolution professionnelle
- Parcours mobilité pour réussir sa reconversion professionnelle
- Formations informatiques et bureautiques
- Formations CNFPT

D'autres formations pourront être proposées en fonction de l'évolution du projet professionnel.
Le cas échéant, la présente convention sera complétée par un ou plusieurs avenants spécifiques.

ARTICLE 2.3 - Immersion au sein de Mulhouse Alsace Agglomération ou le cas échéant auprès d'un autre employeur public

Le fonctionnaire pourra être amené à effectuer une ou plusieurs périodes d'immersion afin de permettre la découverte d'un métier et/ou de confirmer un projet professionnel en développant son expérience et ses compétences.

Le fonctionnaire sera tenu de respecter les règles de fonctionnement du service d'immersion.
Le cas échéant, la présente convention sera complétée par un avenant spécifique précisant les modalités de mise en œuvre (missions, tutorat, modalités pratiques …).

ARTICLE 3 – ÉVALUATION DES ACTIONS PROPOSÉES AU FONCTIONNAIRE

La Direction des Ressources Humaines assure le suivi et l'évaluation des actions proposées au fonctionnaire.
Des entretiens seront ainsi proposés à échéance régulière afin de faire un bilan des actions proposées et réalisées dans le cadre de la période de préparation au reclassement.

A l'occasion de ces évaluations, le contenu et les modalités de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement pourront être modifiées dans les conditions prévues à l'article 9 de la présente convention.

ARTICLE 4 – SITUATION ADMINISTRATIVE DU FONCTIONNAIRE

Tout au long de la période de préparation au reclassement et dans une limite maximum de 3 mois à compter de sa demande de reclassement, le fonctionnaire est en position d'activité dans son corps ou cadre d'emploi et conserve tous les droits qui y sont liés.
Il est soumis aux droits, aux obligations et à la déontologie incombant à tout fonctionnaire en position d'activité. En cas de manquement aux obligations et à la déontologie, l'employeur pourra engager une procédure disciplinaire à l'encontre du fonctionnaire.

ARTICLE 4.1 - Traitement et rémunération

Le fonctionnaire continue de percevoir le traitement indiciaire correspondant ainsi que son régime indemnitaire correspondant à son grade d'origine (hors primes spéciales liées au poste, astreintes, heures supplémentaires, …).

ARTICLE 4-2 - Temps de travail et congés

Afin de faciliter le suivi de sa situation administrative et notamment de ses droits à congés, le fonctionnaire bénéficie pendant cette période de modalités de gestion du temps de travail et des congés particulières.

Ainsi, durant la période de préparation au reclassement, son temps de travail sera décompté sur la base de 36h10 hebdomadaires, le cas échéant proratisé selon son taux d'emploi. Ce temps de travail lui ouvre droit aux jours de congés mobiles.

Le fonctionnaire conserve le bénéfice des congés annuels sans que ceux-ci suspendent la période de préparation au reclassement.

ARTICLE 4-3 - Déplacements

En fonction des actions proposées à l'article 2 de la présente convention et de ses avenants, le fonctionnaire pourra être amené à effectuer des déplacements. Dans ce cas il bénéficiera des modalités de mise en œuvre et de remboursement applicables au sein de la collectivité.

ARTICLE 4-4 - Suivi médical

Selon les actions qui sont susceptibles d'être proposées au fonctionnaire, l'employeur pourra solliciter l'avis au médecin du travail.
Le fonctionnaire peut également solliciter lui-même une visite médicale auprès du médecin du travail.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

ARTICLE 5.1 - Engagements du fonctionnaire

Le fonctionnaire s'engage à être **acteur et moteur de son parcours** :

- **s'impliquer et s'investir** pleinement dans la ou les formation(s) proposée(s) ainsi que l'immersion proposée à l'article 2 de la présente convention et des avenants,
- **participer à l'évaluation** de son parcours comme prévu à l'article 3 : participer aux point d'étape et de bilan faire un retour d'expérience à la Direction des Ressources Humaines,
- **s'impliquer dans un processus** pouvant aboutir à un reclassement sur un poste correspondant à son état de santé auprès de son employeur , d'une autre collectivité territoriale ou d'un autre établissement public.

ARTICLE 5.2 - Engagements de l'employeur

L'employeur s'engage à :

- **suivre le déroulement** des actions proposées à l'article 2 de la présente convention en assurant un accompagnement de proximité,
- **adapter les actions proposées** dans les avenants ou proposer de nouvelles actions au regard de l'évaluation prévue à l'article 3 de la présente convention,
- **accompagner** le fonctionnaire dans sa recherche d'un emploi compatible avec son état de santé tout au long de la période de préparation au reclassement.

ARTICLE 5.3 - Engagements du CDG 68

Le CDG 68 s'engage à :

- **accompagner l'employeur** et le fonctionnaire dans la recherche d'emploi compatible avec l'état de santé du fonctionnaire tout au long de la période de la préparation au reclassement.
- **mettre à disposition son expertise** pour l'analyse globale de la situation, à la demande de l'employeur.

ARTICLE 6 – DÉLAI D'ACCEPTATION PAR LE FONCTIONNAIRE

Le fonctionnaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de sa notification de pour signer la présente convention.

A défaut de signature dans ce délai de quinze jours, le fonctionnaire est réputé refuser la période de préparation au reclassement pour la durée restant à courir.

ARTICLE 7 – DURÉE

Début de la période de préparation au reclassement :

- à compter de la réception de l'avis du conseil médical si l'agent est en poste,
- à compter de sa reprise de fonction si l'agent est en congé de maladie lors de la réception de l'avis du conseil médical.

Fin de la période de préparation au reclassement :

- à la date de reclassement de l'agent
- et au plus tard un an après la date à laquelle elle a débuté.

Toutefois, l'agent qui a présenté une demande de reclassement peut être maintenu en position d'activité jusqu'à la date à laquelle celui-ci prend effet, dans la limite de la durée maximum de 3 mois mentionnée à l'article 3 du décret 85-1054 susvisé.
Si à l'échéance de cette période de 3 mois, aucune affectation n'a pu être proposée au fonctionnaire dans le cadre de sa demande de reclassement, il sera placé en disponibilité d'office pour inaptitude physique selon les dispositions de l'article 19 du décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration.

La période de préparation au reclassement a donc débuté le …

et se terminera au plus tard le …

En cas de reclassement de l'agent au cours de la période de préparation au reclassement, la présente convention prendra fin de plein droit à la date de prise d'effet de ce reclassement.

ARTICLE 8 – DÉLAI DE PRESENTATION D'UNE DEMANDE DE RECLASSEMENT

Le fonctionnaire peut présenter une demande de reclassement à tout moment en cours de période de préparation au reclassement et au plus tard au terme prévu à l'article 7 de la présente convention.

ARTICLE 9 – MODIFICATION – RÉSILIATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé à minima par l'employeur et le fonctionnaire.

La présente convention pourra être dénoncée, par lettre recommandée avec accusé de réception :

- **par l'employeur**, en cas de manquements caractérisés aux engagements mentionnés à l'article 4 et à l'article 5 de la présente convention ;
- **par le CDG 68**, en cas de manquements caractérisés aux engagements mentionnés à l'article 5 de la présente convention ou pour tout motif contraire à l'exercice des missions du CDG 68 ;
- **par le fonctionnaire** en cas de volonté de mettre fin à sa période de préparation au reclassement.

En cas de dénonciation de la convention par l'une des parties citées ci-dessus, la présente convention sera résiliée de plein droit à la date de la réception de la lettre de dénonciation par le fonctionnaire et/ou par l'employeur et/ou le CDG 68.

ARTICLE 10 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables, le règlement des litiges survenant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg dans le respect des délais de recours en vigueur. Le recours peut être formé par courrier postal à l'adresse suivante : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG 31 AVENUE DE LA PAIX BP-1038F 67070 STRASBOURG CEDEX ou par courriel greff.tastrasbourg@juradm.fr

ARTICLE 11 – DONNÉES PERSONNELLES

L'employeur et le CDG68 pourront être amenés à recueillir des données personnelles du fonctionnaire pour la mise en œuvre de la présente convention.

L'employeur et le CDG68 sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données (RGPD).

Conformément à l'article 24 du RGPD, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, l'employeur et le CDG68 met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au RGPD. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux dont un pour chacune des parties.

A ***… (à compléter)***, le ***… (à compléter)***

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, Pour le Président et par délégation le 1er Vice-Président	Pour le Centre de Gestion du Haut Rhin, Le Président
Jean-Luc SCHILDKNECHT	Lucien MULLER

L'agent

Mme/M. Prénom NOM

M. le Président : Période de préparation au reclassement : l'approbation du modèle et autorisation de signature des conventions. Rapidement Jean-Luc SCHILDKNECHT.

M. SCHILDKNECHT : Un certain nombre de nos agents sont déclarés inaptes au travail, notamment pour des raisons médicales. Dans ce cas, il est de notre devoir bien sûr de les accompagner afin de leur ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles au sein de notre collectivité, ou ailleurs, s'ils le souhaitent. Pour ce faire nous proposons aux agents, en partenariat avec le centre de gestion, une période d'une durée maximale d'un an de préparation au reclassement afin d'y faire des périodes d'observation, des périodes de formation et bien sûr de mises en situation. Cette période de préparation repose sur l'élaboration d'un projet professionnel et d'une convention signée entre l'agent, le centre de gestion et la collectivité. Et ce soir, je vous demande d'approuver les termes de cette convention, et bien sûr à nous autoriser à mettre ce dispositif en place, si besoin.

M. le Président : Merci Jean-Luc. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 71 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

33° TERRITOIRES D'INDUSTRIE - SOUTIEN DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION AU PROJET CYMOVE DU CAMPUS DES METIERS ET QUALIFICATIONS INDUSTRIE DU FUTUR & NUMERIQUE (521/7.4/922C)

L'Etat a lancé début 2018, une vaste réforme de la formation professionnelle visant à renforcer le poids des entreprises dans le secteur de la formation notamment par un rôle accru des branches professionnelles en vue d'accélérer le développement du parcours individuel de la formation et de l'apprentissage.

La Formation, sous toutes ses formes (initiale, continue, retour à l'emploi), constitue en effet un enjeu pour la compétitivité des entreprises, le maintien de l'emploi et tout particulièrement pour les secteurs en transformation et à fort développement.

Pour appuyer sa réforme, l'Etat a labellisé des « Campus des Métiers et Qualifications Excellence » (CMQE) thématiques visant à réunir acteurs de la formation, entreprises et partenaires institutionnels (Rectorat, Etat, Région, collectivités) pour répondre aux grandes transformations économiques : industrielles, énergétiques, mobilités, agroalimentaires….

Les axes de travail des CMQE :

- un parcours de formation du niveau CAP à BAC+8 incluant des formations qualifiantes délivrées par les entreprises, branches professionnelles,
- l'accès à la recherche et à l'innovation (accès à des laboratoires, à des Fablab, à des services d'entrepreneuriat…),
- l'accès à la mobilité internationale en termes de formations, de mobilité pour les apprenants et d'accueil,
- une capacité à rayonner en termes de communication,
- un ancrage territorial. Le Campus d'Excellence ne doit pas être qu'un simple réseau de partenaires, il doit se matérialiser au travers des lieux (Maison de l'Industrie, Learning Center…), des sites emblématiques (site Fonderie et son offre de services) mis en réseaux.

L'Université de Haute-Alsace porte un CMQE dédié à l'Industrie du Futur et au Numérique. Celui-ci a été labellisé en 2020 par le Ministère de l'Education Nationale, le Rectorat du Grand Est et par la Région Grand Est.

Il regroupe l'ensemble des lycées, écoles d'ingénieurs, l'université de Strasbourg, le CFAI Alsace, les branches (chimie, industrie, numérique), les acteurs de l'innovation (Pôle Véhicule du futur, CETIM…), les entreprises ainsi que les territoires dont Mulhouse Alsace Agglomération.

Mulhouse Alsace Agglomération a d'ailleurs fortement contribué à la construction de ce CMQE au regard de sa stratégie « Industrie du futur ». Le CMQE déploie donc avec ses partenaires des projets visant à accompagner les entreprises et les territoires dans la réponse à leurs besoins et enjeux :

- programme « Les filles, osez l'industrie » qui permet à des lycéennes de rencontrer des marraines travaillant dans l'industrie et réaliser des projets pédagogiques et ludiques pour donner envie de s'orienter vers des métiers techniques,
- rencontres entre formateurs pour construire des colorations de diplômes,
- construction de parcours BAC-3/BAC+3.

Dans le cadre de la transition des flottes de véhicules, en particulier l'électrique, de nouvelles problématiques technologiques apparaissent, particulièrement concernant la maintenance et la sécurité des véhicules connectés.

Pour y répondre il apparait indispensable de faire évoluer les formations, de former les formateurs et de développer des nouvelles plateformes d'enseignement. Néanmoins, les filières d'enseignement et d'apprentissage peinent à recruter.

En réponse à ces besoins, le CMQE a déposé le 2 novembre un projet dénommé CyMoVe (Cybersécurité – Mobilité-Verte) dans le cadre du PIA 4 « AMI Compétence et métiers d'avenir ».

Ce projet s'appuie sur 4 actions :

- conception des parcours de formation,
- animation d'une communauté de créateurs de contenus,

- montée en compétences des formateurs et professionnels,
- développement de l'attractivité.

Le budget estimé est de 9,6 millions € TTC sur 5 ans et comprendra des dépenses de fonctionnement (moyens humains environnés, moyens de promotion…) et d'investissements (acquisition de nouveaux équipements pédagogiques, développement d'outils/applications numériques…).

Un co-financement de l'Etat est attendu à hauteur de 50 % à 60 % en subvention soit environ 5,8 millions € TTC. La Région Grand Est ainsi que le Rectorat (Académie de Strasbourg et Grand Est) seront également contributeurs en fonction des actions.

Mulhouse Alsace Agglomération s'est engagée dans la transition de sa flotte (bus, parc auto) et dans la construction d'un écosystème propice au développement de l'électromobilité (borne de recharge, stations multi-énergie, hydrogène).

Pour réussir, elle souhaite accompagner les enjeux de formations initiales, continues et d'attractivité des métiers pour le Parc automobile (technique et encadrement) mais également soutenir la digitalisation de ses deux centres de maintenance (interfaces digitales dans l'environnement de travail liées à l'électromobilité ; jumeaux numériques pour faciliter la formation des formateurs/du personnel, le recrutement et l'attractivité des métiers).

Ce projet sera un cas d'usage important permettant de dupliquer le modèle à d'autres collectivités en France.

Il est proposé un soutien fort de Mulhouse Alsace Agglomération à ce projet qui répond dans ce domaine à ses enjeux socio-économiques, professionnels et d'attractivité.

Il est proposé un soutien de 500 000 € répartis sur 5 ans soit 100 000 € chaque année.

Cette subvention :

- est conditionnée à l'obtention du PIA 4 AMI « Compétences et métiers d'avenir et aux soutiens régionaux »,
- servira à co-financer le projet « parc auto » porté par l'agglomération et ses partenaires.

Les crédits nécessaires seront proposés au Budget 2023 : Fonction 23- Chapitre 204 – LC 25121 – ARTICLE 204182 – Sub Campus des Métiers et Qualifications.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'engagement de Mulhouse Alsace Agglomération dans le projet CyMoVe porté par le CMQE « industrie du futur et numérique »,
- approuve l'engagement financier prévisionnel de 500 000 € réparti sur 5 ans sous les conditions sus-énoncées et détaillées dans la convention,
- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

PJ : 1

**CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION
A l'UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE
DANS LE CADRE DU CAMPUS D'EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR ET NUMERIQUE
POUR LA REALISATION DU PROJET CYMOVE**

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 Décembre 2022, ci-après dénommée "m2A",

d'une part

Et

L'Université de Haute-Alsace, représentée par son Président Pierre Alain Muller, ci-après dénommée « UHA »,

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Etat a lancé début 2018, une vaste réforme de la formation professionnelle visant à renforcer le poids des entreprises dans le secteur de la formation notamment par un rôle accru des branches professionnelles en vue d'accélérer le développement du parcours individuel de la formation et de l'apprentissage.

La Région Grand Est est un territoire caractérisé par un secteur industriel et automobile important en transformation et un secteur des services à l'industrie, notamment numérique, en croissance.
S'ajoutent, particulièrement pour Mulhouse Alsace Agglomération, d'autres spécificités, en l'occurrence un niveau élevé de personnes peu ou non qualifiées dans le secteur industriel, un secteur numérique en faible croissance et peu orienté vers les services à l'industrie ainsi qu'un taux de chômage important.

C'est pour relever ces défis économiques, d'emplois et d'attractivité que m2A s'est mobilisée en 2020 aux côtés de l'Université de Haute–Alsace, du Rectorat de Strasbourg, des entreprises et d'un consortium régional public/privé au service pour la création d'un Campus des Métiers et Qualifications (CMQE) dédié à l'Industrie du Futur & Numérique.

Ce Campus a été labellisé le 6 Février 2020 et fait partie des 23 Campus nationaux. Ce label est une reconnaissance de la qualité du projet et de son partenariat.

Ce label ne procure pas de moyens financiers supplémentaires. Il importe de mobiliser des appels à projets régionaux et nationaux pour déployer ses actions.

- programme « Les filles, osez l'industrie » qui permet à des lycéennes de rencontrer des marraines travaillant dans l'industrie et réaliser des projets pédagogiques et ludiques pour donner envie de s'orienter vers des métiers techniques,
- programmes de rencontres entre formateurs pour construire des colorations de diplômes et la construction de parcours BAC-3/BAC+3.

Dans le cadre de la transition énergétique des flottes publiques et privées, les entreprises ont sollicité le CMQE Industrie du futur et Numérique pour accompagner les évolutions de compétences et construire des nouvelles plateformes pédagogiques adaptées.

En effet, l'électrification des véhicules fait apparaitre des nouvelles problématiques concernant la maintenance et la sécurité des véhicules connectés.

En réponse à ces besoins, le CMQE a déposé le 2 Novembre un projet dénommé CyMoVe (Cybersécurité – Mobilité-Verte) dans le cadre du PIA 4 « AMI Compétence et métiers d'avenir ».

Ce projet s'appuie sur 5 actions :

- conception des parcours de formation,
- animation d'une communauté de créateurs de contenus,
- montée en compétences des formateurs et professionnels,
- développement de l'attractivité.

Mulhouse Alsace Agglomération s'est engagée dans la transition de sa flotte (bus, parc auto) et dans la construction d'un écosystème propice au développement de l'électromobilité (borne de recharge, stations multi-énergie, hydrogène).

Pour réussir, elle souhaite accompagner les enjeux de formations initiales, continues et d'attractivité des métiers pour le Parc automobile (technique et encadrement) mais également soutenir la digitalisation de ses deux centres de maintenance (interfaces digitales dans l'environnement de travail liées à l'électromobilité ; jumeaux numériques pour faciliter la formation des formateurs/du personnel, le recrutement et l'attractivité des métiers).

Elle s'inscrit comme partenaire du projet.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de soutien de Mulhouse Alsace Agglomération au projet CyMoVe porté par le Campus des Métiers et Qualifications Industrie du Futur et Numérique.

Ce CMQE est porté juridiquement par l'Université de Haute Alsace.

Le projet Cymove repose sur 4 actions :

- conception des parcours de formation,
- animation d'une communauté de créateurs de contenus,
- montée en compétences des formateurs et professionnels,
- développement de l'attractivité.

Cette convention précise les moyens et obligations mis en place par les deux parties pour soutenir son développement.

Elle sera complétée par un accord de consortium réunissant l'ensemble des partenaires et contributeurs financiers partenaires du projet CyMoVe.

Article 2 – Engagements de m2A

m2A s'engage à s'impliquer opérationnellement ainsi qu'à soutenir financièrement les actions engagées dans la cadre du projet CYMoVe qui contribueront au développement du projet « Parc auto » impliquant les acteurs de son territoire.

Le projet Parc Auto constitue le socle pour le développement de l'ensemble des actions du projet CyMoVe

Le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération se déploie en investissements pour un montant de 500 000€ TTC sur 5 ans à compter de 2023.

Les subventions de Mulhouse Alsace Agglomération seront affectées à l'acquisition d'équipements et de matériels.

Les autres co-financeurs :

Un co-financement de l'Etat est attendu à hauteur de 5,6 millions € TTC sur 5 ans. La Région Grand Est ainsi que le Rectorat (Académie de Strasbourg et Grand Est) seront également contributeurs en fonction des actions.

Article 3 – Engagements de l'UHA

L'UHA s'engage :

- à pérenniser le développement du Campus d'Excellence Industrie du Futur et Numérique et du projet CyMoVe,

- à assurer le portage juridique et économique du projet CymOVe se traduisant par la mise en place des différentes instances de gouvernance, l'organisation de la gestion des fonds obtenus et le déploiement des actions.

L'UHA s'engage à ce que les investissements réalisés par la collectivité soient ancrés sur le territoire.

L'UHA s'engage également à assurer la continuité en termes d'animation et de gestion de projet entre le dépôt de la candidature et la construction de l'équipe, en lien avec la Direction opérationnelle du CMQE.

Article 4 – Gouvernance et Modalités de travail

Le projet CyMoVe prévoit différentes instances de pilotage : COPIL et COTECH qui seront réunies sous forme d'itérations régulières afin d'assurer une mise en œuvre agile du projet.

m2A, en tant que financeur et partenaire technique sera impliquée au sein de ces deux instances.

Article 5 - Modalités de versement

Sous condition de réussite au PIA :

- la subvention d'investissement de 500 000 euros sera répartie sur 5 années soit une subvention de 100 000€ TTC chaque année,
- la subvention sera affectée prioritairement au co-financement du projet « Parc auto » comme détaillée dans l'annexe financière déposée au PIA 4,
- elle fera l'objet de versement sur devis validé par la collectivité.

Un bilan sera réalisé à l'issue des douze mois de collaboration afin de vérifier que la mise en œuvre du projet soit conforme aux objectifs de m2A. Ce bilan déterminera également le niveau de soutien pour les années ultérieures.

Un accord de consortium viendra compléter la présente convention.

Article 6 - Reddition des comptes, présentation des documents financiers

L'UHA s'engage à :

- tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des établissements privés et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les établissements privés subventionnés par des fonds publics,

- aviser m2A de toute modification concernant ses statuts, ses coordonnées (postales, bancaires …),

- transmettre à m2A, dans le délai de 6 mois suivant le versement du solde de la subvention, un compte-rendu financier de l'utilisation de la subvention versée,

- transmettre à m2A le rapport d'activité relatif à la dépense subventionnable.

Les modalités de versement et le contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier de m2A et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi m2A se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

Article 7 - Transmission d'informations, participation aux réunions de m2A,

L'UHA s'engage, en contrepartie de la subvention accordée par m2A :

- à transmettre toutes les informations concernant l'évolution des missions et projets tant sur le fonds que sur le pilotage,

- à participer aux réunions organisées par m2A.

Article 8 – Communication – Publicité – Promotion du territoire

L'UHA mentionnera sur ses supports de communication le soutien de m2A.

Plus globalement, m2A pourra communiquer sur les actions et les projets du Campus d'Excellence Industrie du Futur dans le cadre de sa communication.

Article 9 - Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est conclue pour la durée du projet CyMoVe soit 5 ans.
Elle sera complétée par un accord de consortium.

Elle pourra faire l'objet d'avenants permettant ainsi une adaptation des engagements de chacune des parties au plus près des besoins.

Article 10 - Résiliation de la convention

m2A se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par l'UHA de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, l'UHA n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour l'UHA ou d'achever sa mission.

Article 11 - Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 6, 7 et 8, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et demander le remboursement des acomptes déjà versés. Il en est de même en cas de non réalisation de l'ensemble de l'opération pour laquelle la participation a été obtenue.

Article 12 - Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort de m2A.

Fait à Mulhouse, le
En deux exemplaires originaux

Pour l'UHA Le Président,	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président,
Pierre-Alain MULLER	Fabian JORDAN

M. le Président : Nous passons au développement économique : territoires d'industrie. Soutien à C bersécurité mobilités vertes. Laurent RICHE.

M. RICHE : Il s'agit d'une délibération concernant le Campus des métiers et des qualifications qui est dédié à l'Industrie du futur et numérique qui a été labellisée en 2020 sur notre territoire par le Ministère de l'Education National, le Rectorat du Grand Est et la région Grand Est, qui a pour objectif un campus des métiers et des qualifications. C'est un dispositif qui a été voulu par l'Etat, qui vise à réunir les acteurs de la formation, des entreprises et des partenaires industriels pour mettre en place les besoins de formation, des parcours de formation liés aux grandes transformations économiques de nos économies, voire même du monde agro-alimentaire. m2A a contribué à la construction de ce campus des métiers et qualifications au regard de sa stratégie Industrie du futur. Il vous est donc proposé de nous permettre un cofinancement puisque le dispositif qui est proposé, qui répond en fait aux questions sur les mobilités et les nouveaux véhicules va être développé sur notre territoire dans le cadre d'une réponse à un appel à projet. C'est un dispositif dont le budget, sur cinq ans, est estimé à près de 10 M€, 9,6 M€. L'Etat en prendra plus de la moitié, entre 50 et 60 % en subvention, et il vous est proposé un soutien fort de ce dispositif pour un montant de 500 000 € répartis sur 5 ans, ce qui fait 100 000 € par année. C'est en cohérence avec nos orientations sur les nouvelles mobilités que nous mettrons en place également pour la flotte des véhicules de m2A, que ce soient les bus, le parc auto, etc. et les nouvelles énergies correspondantes.

M. le Président : Merci Laurent. Naturellement, cela est conditionné à l'obtention du PIA. Merci pour cette présentation. Des questions ? Pas de question. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 69 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : M. VIOLA, M. LECONTE.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

34° FRANCE ACTIVE ALSACE : SOUTIEN A LA PLATEFORME DE FINANCEMENT OKOTE (522/7.5.6/910C)

Le projet OKOTE est la création d'une plateforme de financement participatif, outil de co-financement de l'entreprenariat dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle articule trois types de ressources : celles des citoyens, des institutions/fondations et des entreprises.

Conçue comme un lieu de connexion entre porteurs de projets, réseaux d'accompagnateurs, experts, mentors et mécènes, elle agit comme un accélérateur de projets à fort impact social et/ou environnemental. La plateforme s'inscrit dans une démarche partenariale d'animation et de coresponsabilité de territoire.

Notre territoire a été le berceau de la coopération et de l'innovation : il a développé les mutuelles, il a été marqué par l'engagement des capitaines industriels dans les préoccupations sociétales…
L'ambition du soutien à la plateforme OKOTE est bien de réinventer la collaboration pour une responsabilité sociétale des territoires.

Bilan des actions menées par France Active alsace au titre de la plateforme Okoté pour m2A en 2022.

Okoté entre dans une deuxième phase de son développement, avec l'ambition d'accompagner 25 projets d'innovation sociale en Alsace, tant dans la mise en place de leur campagne de financement sur okote.fr que dans les connexions et partenariats qu'ils établiront avec les citoyens, entreprises et collectivités en local.

Parmi ces projets, 6 ont été accompagnés au sein de Mulhouse Alsace Agglomération en 2022.

Le partenariat et le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération permettra :
- ✓ d'accompagner les projets innovants d'intérêt général à mener à bien leur campagne de financement sur Okoté,
- ✓ d'animer le territoire, pour connecter et décloisonner les acteurs de l'ESS avec ceux de l'entrepreneuriat classique, et susciter l'émergence de projets relevant de l'économie sociale et solidaire (voir schéma en PJ).

L'équipe Okoté est composée de 3 ETP, dont **un chargé de communication et de développement du Haut-Rhin, basé à Mulhouse**.

Les 6 projets

L'Armée du Salut (Le Garage Solidaire), Kingersheim

Un centre de formation aux métiers de la mécanique et des prestations de réparation et de location de véhicules à des tarifs réduits, pour accéder à l'emploi.
Campagne de financement lancée en mars 2022, 16 590 € collectés pour l'aide au lancement de l'activité, l'achat de véhicules et matériels, la mise en place d'une mission de conseils orientation.
L'entreprise Passion Automobiles, la CeA et 52 citoyens ont co-abondé le projet.
https://okote.fr/decouvrez-les-projets/detail/un-garage-solidaire-pour-la-region-mulhousienne

Hopendog, Mulhouse

Un centre de médiation par l'animal, pour améliorer le quotidien des personnes fragilisées grâce au potentiel d'un chien recueilli.
Campagne de financement lancée en mai 2022, 15 825 € collectés pour mettre en place un espace créatif, organiser des séjours nature pour les bénéficiaires et accueillir un nouveau compagnon.
L'entreprise GEZIM, Mulhouse Alsace Agglomération et 42 citoyens ont co-abondé le projet.
https://okote.fr/decouvrez-les-projets/detail/hopendog

SIM (Concours d'Eloquence pour les collégiens), Mulhouse

Campagne de financement lancée en mai 2022, 9 040 € collectés pour financer du matériel pédagogique, organiser des visites thématiques en entreprise, mettre en place des ateliers avec des experts de la prise de parole mettre en place un espace créatif.
Le Crédit Mutuel, CIC, EDF, la CeA et 28 citoyens ont co-abondé le projet.
https://okote.fr/decouvrez-les-projets/detail/eloquensim-le-1er-concours-deloquence-pour-les-collegiens

SapoCycle (Réemploi de savons liquides), Mulhouse

Collecter des savons jetés dans les hôtels, et les transformer en produits qui sauvent des vies. Les savons sont recyclés dans des ESAT et distribués aux personnes dans le besoin.
Campagne lancée pour financer la création de la filière de récupération du savon liquide.

Moulin Nature (Cabane à Sieste), **Lutterbach**

Accueil de jeunes enfants dans un espace réinventé où l'on se sent « comme » dans la nature ; un « dedans-dehors » accueillant, éducatif, bénéfique et nécessaire.
Campagne lancée pour financer une partie des travaux liée à la mise en place de de ce projet en 2023.

Association ECOVIE (Ferme botanique et pédagogique en milieu urbain), Kingersheim

Une ferme botanique et pédagogique en centre-ville pour apprendre à y protéger la nature, y produire pour consommer des légumes et fruits locaux, et y créer du lien intergénérationnel.
Campagne lancée pour financer le démarrage en 2023 de l'activité de la ferme (achat de matériel, travaux).

Compte tenu de ce bilan d'activité, il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 15 000 € à France ACTIVE ALSACE dédié au développement de cette plateforme OKOTE sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les crédits sont disponibles au budget 2022
Chapitre 65 - article 6574 – fonction 90
Service gestionnaire et utilisateur : 522
Ligne de crédit n° 27413

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :
- approuve cette proposition
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 2

CONVENTION 2022

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Vice-président, Monsieur Laurent RICHE, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association FRANCE ACTIVE ALSACE, dont le siège est situé 21 boulevard de Nancy à STRASBOURG (67000), représentée par son Président, Monsieur Pascal WESPISER

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

OKOTE, lancée à l'initiative de FRANCE ACTIVE ALSACE, est une plateforme positionnée comme un accélérateur de projets à fort impact social et/ou environnemental.

La collecte des fonds s'organise sur la base de trois mécanismes :

- Le site internet www.okote.fr : il permet d'agréger les dons des particuliers. Ces derniers sont versés directement au porteur de projet si la campagne atteint ses objectifs, après déduction de la commission du gestionnaire de paiement.

- Un fonds mutualisé, géré par Alsace Active : il est composé de fonds émanant de partenaires publics et privés.

- Le versement d'une aide financière directe au porteur par des partenaires privés, qui pour des raisons diverses, n'ont pas souhaité verser leur soutien dans le fonds mutualisé.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du soutien financier de m2A pour le développement de la plateforme OKOTE par FRANCE ACTIVE ALSACE.

Article 2 – Objectifs de la plateforme OKOTE

Lieu de connexion entre porteurs de projets, réseaux d'accompagnement, experts, mentors et mécènes, cette plateforme porte un volet financement articulant trois types de ressources : les dons des citoyens, des institutions (collectivités, fondations, …) et des entreprises mécènes.

Ce volet financier s'appuie sur l'animation d'une plateforme de « matchfunding », les mécènes s'engageant à verser leur contribution dès lors qu'ils reçoivent l'assurance que le projet a réussi sa campagne de collecte de fonds auprès des citoyens, à partir d'un montant préalablement déterminé.

Le coût de création de la plateforme est de 125 000 €.

Article 3 – Montant de la subvention

Pour permettre à FRANCE ACTIVE ALSACE de développer sa plateforme OKOTE, m2A lui octroie une subvention de 15 000 € en un seul versement.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Article 4 – Engagements de FRANCE ACTIVE ALSACE

FRANCE ACTIVE ALSACE s'engage à :

- Transmettre à m2A, dans le délai de 3 mois suivant la création de la plateforme OKOTE, un compte-rendu financier de l'utilisation de la subvention versée conforme à l'arrêté du 11 Octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 Avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

- Transmettre à m2A, dans le délai de 3 mois suivant la création de la plateforme OKOTE, copie des factures correspondant à la dépense relevant de cette subvention,

- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes privés subventionnés par des fonds publics,

- Fournir à m2A une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ainsi que son rapport d'activité,

- Informer m2A de toute difficulté concernant la réalisation de ce projet.

Article 5 – Evaluation et contrôle

FRANCE ACTIVE ALSACE établira un bilan de son projet qui sera adressé à m2A.

FRANCE ACTIVE ALSACE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 2, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 6 – Communication

FRANCE ACTIVE ALSACE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 7 – Durée et résiliation

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à hauteur de 50 % de la subvention.

Article 8 – Remboursement de la subvention

En cas d'utilisation totale ou partielle de la subvention pour une autre action que celle décrite à l'article 2 de la présente convention, FRANCE ACTIVE ALSACE remboursera la part de subvention correspondante, sauf en cas de conclusion d'un avenant autorisant le changement d'affectation de la subvention.

FRANCE ACTIVE ALSACE s'engage à rembourser à m2A totalement ou partiellement la subvention déjà réglée dans le délai d'un mois à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Article 9 – Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association FRANCE ACTIVE ALSACE Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Pascal WESPISER Laurent RICHE


Le parcours d'accompagnement d'un projet, en 2022
En moyenne 1,5 mois
En moyenne 4 mois
En moyenne 45 jours
128 inscrits
53 candidatures
53 accueils
25 projets
35 participants
24 projets accompagnés
13 projets financés ou en cours
Session d'informatio n collective
Appel à Manifestation d'Intérêt
Rendez-vous de découverte
Echanges collectivité
Formation collective
Accompagne ment individuel
Lancement campagne
Sourcing avec prescripteurs
Redirige vers les acteurs de l'accompagnement et du financement
Mise en relation avec les collectivités : techniciens, élus, etc.
Intervention des alumni et experts : vidéaste, agence de communication et de stratégie de marque, etc.
Perspectives : partenaires collectivités et entreprises
Perspectives : Parrainage / marrainage Bénévolat d'experts

M. le Président : France Active Alsace : Le financement d'OKOTE. Thierry ENGASSER. Il s'agit du soutien à la plateforme de financement OKOTE. M. ENGASSER, sinon Laurent RICHE.

M. RICHE : Oui, OKOTE est un dispositif qui permet d'accompagner des projets dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Ce dispositif a été mis en place par France Active Alsace. Il permet en fait, aux côtés des financements publics, d'aller obtenir des financements privés pour accompagner en effet de levier différents projets. Il y en a eu plusieurs sur notre territoire. La liste des projets qui ont été accompagnés, en 2022, sont listés dans la délibération.

M. le Président : Merci Laurent. Pour cette attribution de subvention de 15 000€ à France Alsace Active. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 70 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

35° MARCHES PUBLICS : ADOPTION DU SCHEMA DE PROMOTION DES ACHATS SOCIALEMENT ET ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLES (351/1.7.3/915C)

Au titre de son Projet de Territoire, Mulhouse Alsace Agglomération a pour ambition de constituer un territoire d'accueil dynamique en accompagnant les écosystèmes, filières et initiatives pour un développement économique durable, novateur et performant. Le développement économique durable passe notamment par les marchés publics conclus par l'Agglomération.

La prise en compte des objectifs de développement durable entre dans les critères de la légalité des marchés publics. Selon les termes du Plan National des Achats Durables, un achat public durable est un achat public :

- intégrant des dispositions en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social, et favorisant le développement économique,
- qui prend en compte l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes concernées par l'acte d'achat,
- permettant de réaliser des économies « intelligentes » au plus près du besoin et incitant à la sobriété en termes d'énergie et de ressources,
- et qui intègre toutes les étapes du marché et de la vie du produit ou de la prestation.

La Commande Publique joue ainsi un rôle important pour accompagner les transitions écologiques et sociales, améliorer l'efficience de la dépense publique en poursuivant des objectifs éthiques, inclusifs et de développement durable.

Dans un souci d'exemplarité des administrations publiques, celles-ci se doivent de mobiliser leurs achats publics pour développer d'autres pratiques de consommation, intégrer des ressources écologiquement et socialement responsables, valoriser les entreprises qui s'engagent volontairement sur le plan environnemental et social.

Afin d'encourager les acheteurs publics dans la voie des achats écoresponsables, la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, modifiée par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré l'obligation d'adopter et de publier un Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), pour les acheteurs publics dont le montant annuel des achats excède 100 millions d'euros. Le décret d'application n°2022-767 de la loi dite « Climat et résilience » est venu rendre obligatoire le SPASER pour les acheteurs publics dont le montant annuel des achats excède 50 millions. Mulhouse Alsace Agglomération est soumise à cette obligation.

Tel que défini par la loi, le « SPASER détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social, visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés, ou défavorisés, et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire ».

Engagée sur les questions environnementales depuis plus de 20 ans, Mulhouse Alsace Agglomération entend, au titre du premier pilier de sa politique achat, continuer à mettre en avant les achats socialement et écologiquement responsables en portant les quatre grands objectifs :

- intégrer des spécifications techniques vertueuses pour la protection de l'environnement,
- privilégier les prestations avec un faible emploi à l'usage,
- favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap,
- lutter contre le travail illégal et le dumping social.

Les objectifs ainsi poursuivis au titre du SPASER seront intégrés dans la nouvelle charte de la commande publique de Mulhouse Alsace Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le premier chantier de la Charte de la Commande Publique valant Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER),
- autorise le Président ou son représentant à signer ledit SPASER,
- autorise le Président ou son représentant à, en cas de besoin, mettre à jour les moyens mis en œuvre et les indicateurs de suivi des objectifs inscrits au SPASER.

PJ : Charte de la Commande Publique

Charte de la commande publique

Architecture générale

Mettre en œuvre une politique de la commande publique responsable

Objectif 1 — Intégrer des spécifications techniques vertueuses pour la préservation de l'environnement

Objectif 2 — Privilégier les prestations avec un faible emploi à l'usage

Objectif 3 — Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap

Objectif 4 — Lutter contre le travail illégal et le dumping social

Page 07

Améliorer l'accès des opérateurs économiques à la Commande publique

Objectif 5 — Programmer et communiquer sur les prévisions d'achat

Objectif 6 — Rénover les clauses financières

Objectif 7 — Lever les freins à la constitution des groupements d'entreprises

Objectif 8 — Simplifier pour faciliter l'accès à la CP

Page 13

Promouvoir des relations contractuelles équilibrées

Objectif 9 — Privilégier la définition fonctionnelle des besoins

Objectif 10 — Adopter un allotissement fonctionnel et/ou géographique dès la définition du besoin

Objectif 11 — Laisser la place à l'innovation et à la créativité des opérateurs

Objectif 12 — Développer l'usage des procédures permettant le dialogue et la négociation

Page 19

Accroître la performance achat et marché dans une logique d'achat responsable

Objectif 13 — Identifier, analyses et classer les achats pour accentuer la mutualisation des besoins

Objectif 14 — Mieux appréhender le tissu économique local pour stimuler la concurrence

Objectif 15 — Faire preuve d'ingéniérie contractuelle pour réaliser des économies achats

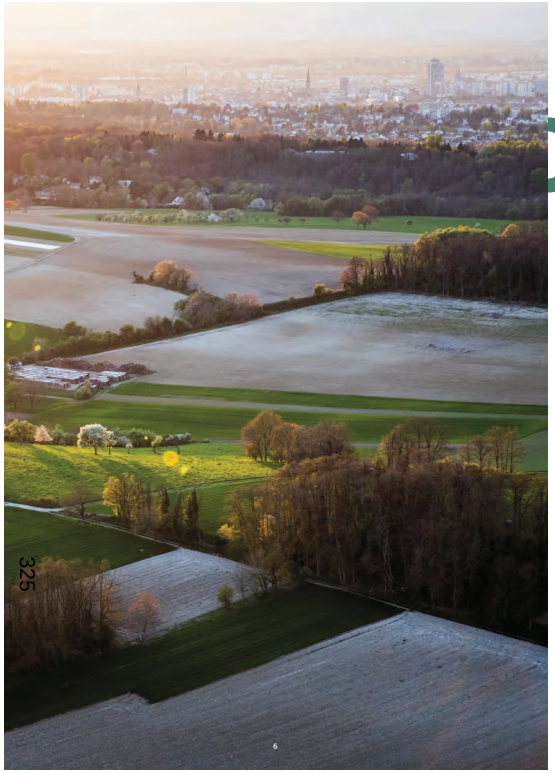
Objectif 16 — Accentuer le travail partenarial et pluridisciplinaire entre prescripteur et acheteur, tandem de la gestion des risques

Page 25

Charte de la commande publique

VILLE DE MULHOUSE
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION - m2A

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 12 décembre 2022
Conseil d'agglomération du 12 décembre 2022



01

CHANTIER

Mettre en œuvre une politique de la commande publique responsable

« Une politique achat durable »

La commande publique, par son poids et son objet, est un outil au service d'une politique globale qui se veut résolument tournée vers la préservation de l'emploi et des ressources naturelles. Ainsi, nos collectivités se veulent être des acteurs moteurs de la prise en compte du développement durable dans la commande publique afin de contribuer à une transition des pratiques vers des comportements vertueux.

La mise en place d'une politique de la commande publique encore plus vertueuse en termes de développement durable doit passer par la déclinaison des objectifs suivants :

Objectif 1 — **Intégrer des spécifications techniques vertueuses pour la préservation de l'environnement**

Objectif 2 — **Privilégier les prestations avec un faible emploi à l'usage**

Mettre en œuvre une politique de la commande publique responsable

Objectif 4 — **Lutter contre le travail illégal et le dumping social**

Objectif 3 — **Favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap**

« Un outil au service de nos territoires »

Alors que la Commande Publique représente une part importante de l'économie française (à hauteur de 10% du PIB), cette dernière a connu au cours de l'année 2020 une baisse trouvant son origine dans plusieurs facteurs et notamment dans la crise sanitaire. Il n'en demeure pas moins que les Collectivités Territoriales, sur cette même année 2020, ont réalisé des achats à hauteur de 38,9 milliards d'euros[1], soit 55% du volume global des achats publics.

Acteurs locaux incontournables du sud-Alsace, la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentent des collectivités dotées de responsabilités que celles-ci ont vocation à pleinement assumer. Ainsi, à l'heure où la région mulhousienne a été fortement impactée par la crise sanitaire, nos collectivités entendent contribuer pleinement à la relance économique en investissant entre 500 et 600 millions d'euros dans les 5 prochaines années et ainsi stimuler le dynamisme économique territorial par le biais de politiques globales au titre desquelles figurent la Commande Publique.

Outil au service d'une politique globale, la Commande publique est et doit continuer à être un outil propice au soutien du dynamisme économique local, au maintien de l'emploi et à l'innovation. Dans ce cadre, Ville et Agglomération ont travaillé à l'élaboration d'une nouvelle Charte de la Commande Publique venant se substituer à celle approuvée en 2015. Ainsi, cette nouvelle Charte de la commande publique a vocation à s'adapter au nouveau contexte et aux nouveaux enjeux du territoire. De fait, nos collectivités s'engagent dans une démarche commune axée autour de quatre grands chantiers dont le premier vaut Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) :

- Mettre en œuvre une politique commande publique responsable au service d'une politique globale ;
- Améliorer l'accès des opérateurs économiques à la Commande Publique ;
- Promouvoir des relations contractuelles équilibrées ;
- Accroître la performance achat et marché dans une logique d'achat responsable.

Par ces chantiers, Ville et Agglomération souhaitent réaffirmer pleinement leur responsabilité économique par des achats responsables guidés par un souci du meilleur rapport qualité prix et de la recherche d'un certain équilibre contractuel. Cette politique de la commande publique se veut ainsi résolument tournée vers l'emploi et la protection des ressources de nos territoires dans leur acception la plus large.

1. Baromètre de la Commande Publique 2021 sur les résultats de 2020 (AdCF – Banque des territoires)



02 CHANTIER

Améliorer l'accès des opérateurs économiques à la commande publique

« Une politique achat inclusive »

Objectif affirmé dans la charte de la commande publique de 2015, l'amélioration de l'accès des opérateurs économique à la commande publique constitue un enjeu majeur de la politique achat de nos territoires. Dans ces conditions, Ville et Agglomération s'engagent à créer les conditions d'un meilleur accès à la Commande Publique et notamment des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Très Petites Entreprises (TPE).

Volonté des différentes évolutions règlementaires du droit de la Commande Publique, l'amélioration de l'accès à la commande publique par les opérateurs économiques doit passer par la déclinaison des objectifs suivants :

Objectif 5
Programmer et communiquer sur les prévisions d'achat

Objectif 6
Rénover les clauses financières des marchés passés par les collectivités

Améliorer l'accès des opérateurs économiques à la commande publique

Objectif 8
Simplifier pour faciliter l'accès à la commande publique

Objectif 7
Lever les freins à la constitution des groupements momentanés d'entreprises

Objectif n°1

Intégrer des spécifications vertueuses pour la préservation de l'environnement

Conscient du rôle moteur que nos collectivités se doivent de jouer dans la préservation de l'environnement, il est aujourd'hui impensable que les pratiques d'achat ne prennent pas cet enjeu en compte. Ainsi, les collectivités s'engagent dans une démarche encore plus volontariste en souhaitant intégrer dès que cela sera possible et conforme à la règlementation, des clauses vertueuses.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Privilégier l'intégration de la préservation de l'environnement (gestion des déchets de chantiers, recyclage des matériaux et/ou reprise des déchets…) par des spécifications techniques auxquelles devront se conformer le soumissionnaire et mécanismes de contrôle afférents ;
- Intégrer, dans la mesure du possible, une obligation de réemploi des matériaux ;
- Privilégier l'acquisition de biens et produits éco-conçus ;
- Lorsque cela est lié à l'objet du marché et qu'une appréciation de la valeur environnementale est possible, intégrer des critères d'attribution en lien avec la préservation de l'environnement.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Permettre un achat plus responsable et inciter les entreprises à s'inscrire dans une démarche plus vertueuse de l'environnement reste une priorité pour nos collectivités. Contribuer à une prise de conscience collective doit ainsi permettre de minimiser l'impact de nos activités sur l'environnement.

INDICATEURS

Pourcentage des marchés intégrant des spécifications techniques contribuant à la préservation de l'environnement.

Pourcentage des marchés contenant un critère d'attribution lié à la préservation de l'environnement.

Objectif n°2

Privilégier les prestations avec un faible emploi à l'usage

Le droit de la commande publique a, en 2015, consolidé la place du développement durable à toutes les étapes de la procédure. Cela se traduit notamment par la possibilité d'attribuer un marché sur la base du seul critère coût global. Ainsi, cette approche en coût global incite l'acheteur à prendre en compte l'ensemble des éléments constitutifs du prix, qu'il soit immédiat ou futur. Forte de cette incitation, nos collectivités souhaitent ainsi avoir une approche plus globale que le simple coût d'achat en intégrant a minima la dimension « faible emploi à l'usage » mettant en avant, lorsque cela est possible, le coût d'acquisition, le coût d'utilisation (consommation énergétiques…) et les conditions de maintenance…



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Intégrer les impacts sur l'environnement lors de l'évaluation du besoin en privilégiant les matières renouvelables, recyclées, les moyens de transport vertueux (mutualisation, modes de transport à faibles émissions…), les circuits courts ;
- Anticiper les consommations des produits ou travaux achetés (consommations, type d'énergie d'énergie…) ;
- Anticiper les coûts et conditions de maintenance des produits et travaux ;
- Recourir aussi souvent que possible aux dispositions de « chantiers verts » afin de limiter les nuisances engendrées par les chantiers.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Outre la protection de l'environnement, le recours à des prestations à faible emploi à l'usage doit permettre de s'inscrire dans une politique responsable de l'achat public en limitant les coûts générés par l'achat initial. La prise en compte des coûts d'exploitation dans cette approche globale devra en plus permettre d'intégrer le coût de la fin de vie du produit acquis.

INDICATEURS

Pourcentage des marchés intégrant des clauses et/ou critères limitant l'impact à l'usage.

Objectif n°5

Programmer et communiquer sur les prévisions d'achat

Clef d'un achat performant, y compris en termes de gestion des ressources internes, la programmation des achats permet également de cibler les périodes opportunes pour lancer les consultations. Ainsi, si cette programmation est un outil qui peut n'apparaître utile qu'aux seuls services de nos collectivités, elle n'en demeure pas moins un outil fondamental pour les opérateurs économiques et la concurrence elle-même.

La diffusion de la programmation des achats de nos collectivités doit en effet permettre aux opérateurs économiques intéressés de faciliter leur veille achat, d'évaluer leur potentiel volume d'affaires à réaliser ainsi que la gestion de leur plan de charge.

Ville et Agglomération entendent ainsi communiquer sur la programmation de leurs achats afin de permettre à chaque opérateur économique d'anticiper la potentialité de leur chiffre d'affaires à réaliser avec chacune des collectivités.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Publication annuelle d'un Etat Prévisionnel de l'Achat Public (EPAP) au plus tard à la fin du 1er trimestre de l'année N ;
- Communication de l'EPAP aux organisations professionnelles et chambres consulaires ;
- Participation des collectivités aux rendez-vous d'affaires et salons (salon des maires d'Alsace…)

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Par la mise à disposition des intentions d'achat, la concurrence et l'innovation pourront être accrues, les opérateurs économiques pouvant anticiper les besoins de l'acheteur, bien en amont du lancement de l'avis d'appel public à la concurrence. Ils pourront également, le cas échéant, faire connaître les innovations présentes sur le segment achat.

INDICATEURS

Publication annuelle de l'EPAP.

Pourcentage des marchés conclus sur l'année référencés dans l'EPAP.

Objectif n°6

Rénover les clauses financières

Eléments fondamentaux permettant aux opérateurs économiques de décider s'ils se positionnent ou non dans le cadre d'une consultation lancée par le pouvoir adjudicateur, les clauses financières sont un élément permettant de dynamiser la concurrence. En effet, à titre d'exemple, ouvrir le versement de l'avance au-delà du dispositif réglementaire stricto sensu peut permettre à certains opérateurs (et notamment TPE et PME) de se positionner sur certains marchés.

Ville et Agglomération entendent ainsi, dans le respect du cadre légal propre à la comptabilité publique, utiliser le levier des clauses financières afin d'étendre le spectre de la concurrence.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Pour les grandes entreprises (GE) et établissements de taille intermédiaires (ETI), appliquer un taux de 10% aux avances en privilégiant, dans la mesure du possible, l'absence de garantie financière pour tous les achats supérieurs à 25 000 € HT ;
- Pour les petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE), appliquer un taux de 20% aux avances en privilégiant, dans la mesure du possible, l'absence de garantie financière pour tous les achats supérieurs à 25 000 € HT ;
- Justifier des raisons qui ne permettraient pas de mettre en œuvre une avance selon les taux évoqués ci-avant sans demande de garantie financière ;
- Préciser dans les marchés une clause spécifique décrivant les conditions de versement de l'avance ;
- Privilégier une clause de variation des prix adaptée à l'objet du marché, à son montant ainsi qu'à sa durée pour tout marché supérieur à un an ; privilégier une clause d'actualisation des prix en compte la situation économique du moment afin de déterminer le bon délai ouvrant droit à l'actualisation.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Cet objectif doit permettre d'améliorer et d'optimiser la gestion de la trésorerie des opérateurs économiques, et particulièrement des très petites entreprises (TPE) et petites et moyennes entreprises (PME), tout en favorisant l'accès des primo-accédants. Des avances généralisées devront permettre de susciter une concurrence accrue et de contribuer à l'égal accès à la Commande Publique.

INDICATEURS

Pourcentage des marchés publics comportant une avance au moins égale à 10%.

Nombre de TPE et PME ayant bénéficié d'une avance de 20%.

Objectif n°3

Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap

Acte économique par nature, l'achat public est également un puissant levier de progrès social notamment s'agissant de l'insertion professionnelle des personnes en difficulté. Le recours à une clause sociale peut ainsi permettre à des personnes éloignées de l'emploi de se « remettre en selle » en vue d'accéder à un emploi durable.
Outre la clause sociale, la règlementation permet le recours aux marchés réservés qui permet ainsi de lutter contre les chômage et l'exclusion.
Nos collectivités entendent ainsi mener des actions en vue de favoriser l'insertion professionnelle pour tous.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Cibler et mieux appréhender les segments achats propices à la clause d'insertion avec les organismes facilitateurs ;
- Inclure et adapter une clause d'insertion dans les marchés dès que cela est possible et justifier, le cas échéant, la non-intégration de cette clause ;
- Identifier les activités pouvant être proposées au secteur du travail protégé/adapté et de l'insertion dès la programmation des achats.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

L'intégration d'une clause d'insertion et/ou le recours aux marchés réservés doit permettre de lutter efficacement contre le chômage et l'exclusion en soutenant la cohésion sociale par l'insertion économique. La commande publique doit ainsi permettre aux personnes en difficulté de s'inscrire dans un parcours d'insertion professionnelle et de formation, et ce par la mise en situation de travail auprès des entreprises.

INDICATEURS

Pourcentage de marchés intégrant un dispositif social (y compris clause sociale).

Nombre d'heures d'insertion totale par an.

Part de marchés réservés (marchés de l'article L. 2113-13 CCP/ marchés de l'article L. 2113-14 CCP).

Objectif n°4

Lutter contre le travail illégal et le dumping social



Si le Code du Travail traite de manière expresse du travail illégal et des fraudes à l'exercice d'une activité professionnelle des salariés, force est de constater que les statistiques traduisent la persistance de fraudes à la règlementation du travail et notamment le travail dissimulé et l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers.

L'ensemble des fraudes à la règlementation du travail sont ainsi de nature à porter préjudice à nos collectivités en détériorant les conditions de travail des salariés, en détruisant l'emploi et en générant une forme de dumping social. Ces comportements peuvent par conséquent fausser la concurrence au détriment des entreprises engagées dans un strict respect des obligations. Ainsi, nos collectivités souhaitent s'inscrire pleinement dans la lutte contre toute forme de fraude et ainsi valoriser les comportements vertueux.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Mettre en œuvre une coopération renforcée entre la DREETS / URSSAF pour imaginer les moyens d'un meilleur contrôle des titulaires ;
- Définir, avec l'appui des fédérations professionnelles une méthodologie de détection des offres anormalement basses (partage sur la connaissance des coûts constatés sur le domaine d'activité, prise en compte des éventuels éléments conjoncturels, niveau effectif de la concurrence…) ;
- Renforcer les dispositifs de contrôle en phase d'exécution des contrats (travail dissimulé, conditions des travailleurs détachés…).

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Le déploiement des moyens mis en œuvre doit permettre de participer au développement d'un emploi pérenne et durable (sur le territoire) et lutter contre la précarité.

INDICATEURS

Nombre de manquements et d'infractions constatées (en phase procédure et en en phase d'exécution)

Nombre de rejets liés aux offres anormalement basses (sur le coût du travail).

Objectif n°9

Privilégier la définition fonctionnelle des besoins

Étape clef du processus achat, le Code de la Commande Publique présente lui-même la phase de définition des besoins, tant pour les marchés que pour les concessions, même si pour ces dernières la définition du besoin semble pouvoir être moins précise que pour les marchés. En tout état de cause, ledit code précise que le besoin est défini par référence à des spécifications techniques ou fonctionnelles.

À la différence des spécifications techniques qui définissent le besoin de manière très stricte, les spécifications fonctionnelles ont pour objet de définir les niveaux de qualité ou de performance à atteindre, en laissant le choix aux opérateurs sur les moyens à mobiliser pour atteindre cette qualité et / ou performance. Bien que l'angle des spécifications techniques détaillées puisse apparaître sécurisant pour les services acheteurs, cette définition des besoins peut être source de sur-qualité.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Accompagner les directions prescriptrices à réaliser une définition fonctionnelle des besoins lorsque cela est possible ;
- Justifier l'absence de définition fonctionnelle des besoins en matière de fournitures et services ;
- Associer l'utilisateur final à la définition des finalités et des niveaux de performance à atteindre.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Une définition fonctionnelle des besoins devra permettre aux opérateurs économiques de mieux cibler le besoin en facilitant l'identification des résultats à atteindre. Cette appréhension plus facile des besoins de l'acheteur devra ainsi permettre aux opérateurs économiques de gagner du temps dans l'analyse du besoin en vue de préparer une meilleure offre. Cette offre laissera par ailleurs place à la créativité et à l'innovation des opérateurs économiques dans leur façon de répondre au besoin, faisant ainsi profiter le pouvoir adjudicateur des innovations dans le segment achat concerné. Associés à des critères d'attribution permettant une mesure de la performance des solutions proposées, la définition fonctionnelle des besoins devra permettre la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse et donc la plus performante.

INDICATEURS

Pourcentage de consultations faisant l'objet d'une description fonctionnelle du besoin.

Objectif n°10

Privilégier un allotissement fonctionnel et/ou géographique dès la définition du besoin

Si la règlementation en matière de marchés publics érige l'allotissement en obligation, tel n'est pas le cas s'agissant des concessions. Il convient dès lors, pour l'acheteur, de s'interroger sur l'opportunité, dans le cadre de ces dernières, de procéder à un allotissement en vue de favoriser l'accès des PME à ces concessions.

Un allotissement cohérent, permettant ainsi une mise en concurrence efficace, ne peut ainsi être réalisé par l'acheteur que si le prescripteur a une connaissance étayée du segment d'achat, du marché fournisseur afférent et s'il a défini précisément son besoin. Ainsi, tout en maintenant un haut niveau de service rendu, le pouvoir adjudicateur se doit de définir la bonne granularité des lots afin de s'assurer que le positionnement des opérateurs ne leur soit pas trop couteux au regard du chiffres d'affaires à réaliser ni trop strict afin de permettre aux opérateurs de taille moindre de se positionner.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Développer la pratique du sourcing et « industrialiser » la veille technologique ;
- Justifier systématiquement et de façon détaillée l'absence d'allotissement dans les documents de la consultation.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Le juste niveau d'allotissement (fonctionnel et/ou géographique) s'inscrit dans le cadre d'une gestion efficiente des achats de nos collectivités. Ce juste niveau doit ainsi permettre l'accès élargi des PME et TPE à la commande publique et garantir une satisfaction du besoin à un haut niveau de performance. Cette bonne granularité doit ainsi permettre l'accès à la commande publique de nouveaux opérateurs, PME comme plus grandes structures.

INDICATEURS

Pourcentage de consultations allotties.

Objectif n°7

Lever les freins à la constitution des groupements momentanés d'entreprises

La règlementation relative à la Commande publique prévoit les conditions de mise en œuvre d'un groupement momentané d'entreprises. Il s'agit d'un accord momentané entre plusieurs entreprises pour élaborer une offre commune en réponse à un marché public ou une concession. Le groupement permet aux entreprises de répondre à un contrat auquel elles ne pourraient soumissionner seules en raison de la diversité des prestations/travaux à réaliser.

Si la constitution des groupements momentanés d'entreprises relève de la seule initiative des opérateurs économiques (liberté du commerce et de l'industrie), le Pouvoir Adjudicateur a des éléments entre ses mains pour favoriser la constitution de groupements. Les collectivités entendent donc lever un maximum de freins afin de favoriser les réponses en groupement et ainsi assurer une plus grande égalité d'accès à la Commande Publique.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Laisser libre la forme des groupements momentanés d'entreprises ;
- Laisser des délais de consultation pertinents pour la constitution des groupements momentanés d'entreprises.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Le présent objectif doit permettre un meilleur accès des très petites entreprises (TPE) et petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des opérateurs spécialisés dans un domaine d'expertise. Plus favorable que le statut de sous-traitant, le statut de co-traitant permettra aux opérateurs concernés de bénéficier de véritables références ainsi que, le cas échéant, de certificats de capacité.

INDICATEURS

Pourcentage de groupements d'entreprises titulaires.

Pourcentage des groupements momentanés d'entreprises intégrant des PME et des TPE.

Objectif n°8

Simplifier pour faciliter l'accès à la commande publique



Objectif annoncé des règlementations successives, la simplification de la commande publique constitue une ambition souvent affichée mais dont la traduction peut être considérée comme insuffisante, même si la publication du Code de la Commande Publique est venue rationnaliser le nombre de textes applicables.

Outil au service de la transparence, la simplification constitue également un gage de performance de l'achat : « à dossier clair, réponse claire ».

Nos collectivités souhaitent ainsi s'engager dans une démarche de simplification de ses marchés.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Harmoniser les documents de consultation ;
- Développer la pratique des « cadres de réponse technique » ;
- Systématiser et renforcer l'information des candidats non-retenus

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Le présent objectif doit permettre aux opérateurs économiques de cerner au mieux les attentes de l'acheteur et ainsi d'adapter leur solution technique et leur offre. La mise en place d'un cadre de réponse technique a ainsi vocation à permettre une identification rapide des attentes du Pouvoir Adjudicateur. Par ailleurs, l'information détaillée des motifs de rejet doit permettre aux opérateurs de comprendre là où l'offre était insuffisante afin d'augmenter leurs chances lors d'une consultation ultérieure.

INDICATEURS

Nombre de courriers de demande d'information complémentaire par les soumissionnaires évincés sur le nombre de consultations lancées.

Objectif n°11

Laisser de la place à l'innovation et à la créativité des opérateurs

Si le pouvoir adjudicateur, compte tenu de ses missions d'intérêt général, doit rester maître dans la définition de son besoin et des objectifs de performance à atteindre, certains outils ou méthodes contractuelles sont de nature à favoriser l'innovation dans la commande publique. Ainsi, si les services prescripteurs ont une bonne connaissance du ou des segments d'achat concernés par leur projet (et notamment via une veille technologique), les choix fait dans la définition du besoin doivent permettre de stimuler le caractère innovant (matériaux proposés, techniques déployées…) ainsi que la « créativité » des fournisseurs (méthodologies déployées, organisation des relations avec le maître d'ouvrage…).

Outil au service de la performance, l'innovation doit être favorisée dans la commande publique par le biais de mécanismes prévus par la réglementation elle-même.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Ouvrir les variantes sur un maximum de consultations (variantes technologiques, méthodologiques, organisationnelles…) ;
- Favoriser la définition fonctionnelle des besoins pour stimuler les opérateurs économiques en matière d'innovation ;
- Etudier la possibilité de recourir aux marchés globaux de performance, partenariats d'innovation, dialogue compétitif.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Vitrine de l'innovation, les contrats de la commande publique sont l'occasion pour nos collectivités de stimuler la concurrence et de bénéficier, pour la satisfaction de ses besoins, des dernières avancées technologiques et/ou méthodologiques.

INDICATEURS

Pourcentage de consultations ouvertes aux variantes.

Nombre de marchés liés à l'achat innovant.

Objectif n°12

Développer l'usage des procédures permettant le dialogue et la négociation

Les réformes successives du droit de la commande publique ont permis à l'acheteur d'élargir le recours possible à la négociation. Cette dernière doit permettre à l'acheteur d'obtenir l'équilibre pertinent entre le prix, la qualité et les délais. Il convient dès lors, pour l'acheteur, de s'interroger sur l'opportunité et la possibilité de recourir aux procédures permettant la négociation ou le dialogue. Afin de mener de véritables négociations lorsque cela est possible, il conviendra d'inclure celles-ci dans l'échéancier de la consultation.



MOYENS MIS EN ŒUVRE

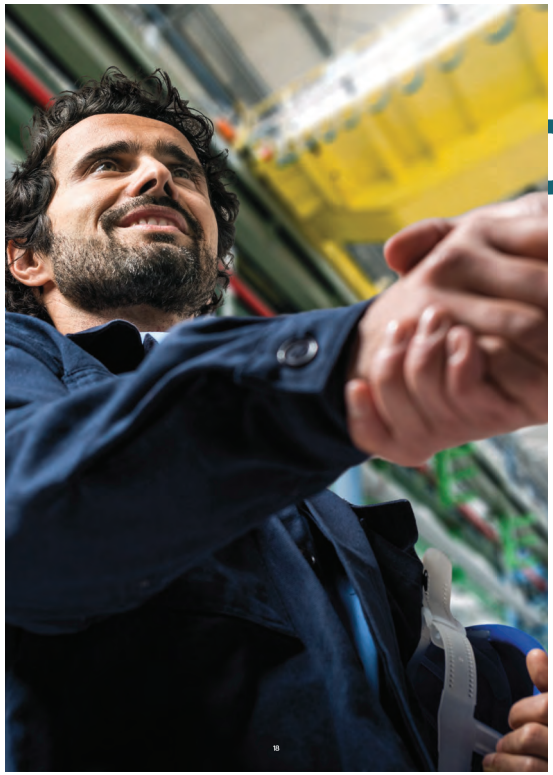
- Informer, former, partager les expériences avec les acheteurs et les prescripteurs sur les techniques de négociation ;
- S'interroger dès la préparation de la consultation sur le recours aux procédures permettant la négociation ou le dialogue ;
- Investir des méthodes d'ingénierie contractuelles innovantes par une utilisation accrue de toutes les possibilités offertes par la réglementation

BÉNÉFICES ESCOMPTES

Cet objectif est favorable à la performance de l'achat. Par la négociation, l'acheteur aura une meilleure satisfaction de son besoin en permettant une adaptation des offres à celui-ci. Par ailleurs, le même acheteur pourra mieux appréhender les contraintes du fournisseur et ainsi adapter son modèle contractuel dans le respect de ce que permet la réglementation.

INDICATEURS

Pourcentage de procédures ayant fait l'objet d'une négociation.



03 CHANTIER

Promouvoir des relations contractuelles équilibrées

« Une politique achat gagnant - gagnant »

Chantier à la croisée de différents objectifs et enjeux de la politique de la commande publique, la promotion de relations contractuelles plus équilibrées concourt à la fois à l'égalité d'accès à la commande publique, mais aussi à la gestion de la performance.

L'objectif n'est ici pas, pour le pouvoir adjudicateur, d'abandonner ses prérogatives de puissance publique dédiées à la protection de l'intérêt général, mais bien de favoriser des relations contractuelles plus équilibrées afin que l'achat puisse être un acte gagnant – gagnant.

La promotion des relations contractuelles plus équilibrées passe par la déclinaison des objectifs suivants :

Objectif 9
Privilégier la définition fonctionnelle des besoins

Objectif 10
Adopter un allotissement fonctionnel et/ou géographique dès la définition du besoin

Promouvoir des relations contractuelles équilibrées

Objectif 12
Développer l'usage des procédures permettant le dialogue et la négociation

Objectif 11
Laisser la place à l'innovation et à la créativité des opérateurs

Objectif n°15

Faire preuve d'ingénierie contractuelle pour réaliser des économies achats

Le passage progressif d'une règlementation très procédurière à une réglementation intégrant une dimension achat permet aujourd'hui à l'acheteur de prévoir des mécanismes contractuels et techniques d'achat innovantes. Ainsi, le recours a tout le champ des possibles en vue de stimuler la concurrence et l'optimisation des prix présentés par les opérateurs économiques doit être accentué.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Développer l'utilisation de techniques d'achats alternatives (prime à la réalisation anticipée, à l'atteinte de performance optimale, intéressement à l'économie réalisée...) ;
- Améliorer l'achat par le développement des pratiques de benchmarking ;
- Développer le recours à la négociation.



BÉNÉFICES ESCOMPTES

Par une utilisation du champ des possibles offert par le Code de la Commande Publique, l'acheteur est en mesure de faire œuvre créatrice en proposant, dans le cadre de projet s'y prêtant, des clauses incitatives devant favoriser la satisfaction du besoin dans des conditions optimales. Ainsi, intéresser le Titulaire à la réussite du projet doit lui permettre de faire siens les objectifs de l'acheteur.

INDICATEURS

Nombre de marchés conclus avec des techniques alternatives d'achat.

Objectif n°16

Accentuer le travail partenarial et pluridisciplinaire entre prescripteur et acheteur, tandem de la gestion des risques

Alors même que les services prescripteurs de nos collectivités sont les plus à même de définir les besoins, la relation avec les acheteurs et juristes doit permettre la rédaction et la conclusion de contrats devant être au service de la performance de l'achat. L'action de chacun est ainsi tournée vers ses propres préoccupations, lesquelles ne sont cependant pas contradictoires. Il convient dès lors de trouver davantage de transversalité afin que chacun puisse comprendre les enjeux de son action dans la chaîne achat.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Privilégier et développer les groupes de travail et ateliers en y associant les prescripteurs des services techniques ;
- Développer les outils internes d'appropriation et de sensibilisation à l'achat public ;
- Accentuer les sensibilisation et/ou formations des prescripteurs



BÉNÉFICES ESCOMPTES

La mise en œuvre des moyens ci-dessous doit permettre une meilleure appréhension des contrats publics dans leur ensemble devant garantir, outre la sécurité juridique, une satisfaction optimale du besoin dans une approche de performance économique

INDICATEURS

Nombre d'évènements (réunions, séminaires, formations internes, sensibilisation...) à destination des services opérationnels.





CHANTIER

04 Accroître la performance achat et marché dans une logique d'achat responsable

« Une politique de la commande publique performante et responsable »

Loin d'être antinomique avec le chantier relatif à l'achat responsable, le chantier lié à la performance achat de nos collectivités répond à une logique de dépense raisonnable en termes de deniers et ce afin de conserver et/ou amplifier notre capacité d'investissement. En effet, chaque économie réalisée, sans dégradation du service rendu, doit permettre d'envisager des investissements supplémentaires. Ainsi, la performance de l'achat doit se combiner avec la satisfaction du besoin ainsi qu'avec l'ensemble des objectifs décrits dans la présente charte afin d'arriver à un achat au juste prix.

La recherche de l'efficience des achats de nos collectivités doit ainsi passer par la déclinaison des objectifs suivants :

Objectif 13
Identifier, analyser et classer les achats pour accentuer la mutualisation des besoins

Objectif 14
Mieux appréhender le tissu économique local pour stimuler la concurrence

Accroître la performance achat et marché dans une logique d'achat responsable

Objectif 16
Accentuer le travail partenarial et pluridisciplinaire entre prescripteur et acheteur, tandem de la gestion des risques

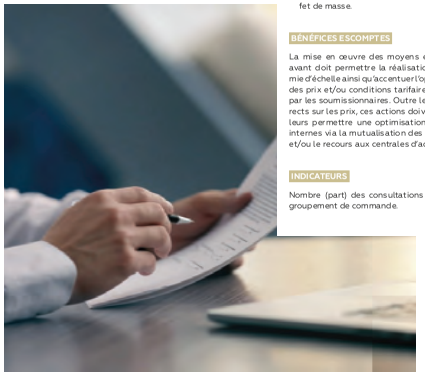
Objectif 15
Faire preuve d'ingénierie contractuelle accrue pour réaliser des économies achats

CHANTIER – Promouvoir des relations contractuelles équilibrées

Objectif n°13

Identifier, analyser et classer les achats pour accentuer la mutualisation des besoins

La bonne connaissance de la structure des achats doit permettre à l'acheteur de mieux appréhender ses techniques d'achats et ainsi stimuler ses propres pratiques d'une part, les réponses que peuvent apporter les opérateurs économiques aux besoins exprimés d'autre part. Ainsi, une bonne connaissance de la typologie de ses achats et des volumes financiers représentés par segment devra permettre à l'acheteur de rationnaliser ses achats et ainsi dynamiser la concurrence



MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Mener une réflexion sur la nomenclature des achats homogènes afin d'identifier les segments achats prioritaires ;
- Développer la constitution de groupements de commande en vue d'une mutualisation des achats.
- Étudier l'opportunité économique de recourir aux centrales d'achats pour jouer sur l'effet de masse.

BÉNÉFICES ESCOMPTES

La mise en œuvre des moyens énoncés ci-avant doit permettre la réalisation d'économie d'échelle ainsi qu'accentuer l'optimisation des prix et/ou conditions tarifaires proposés par les soumissionnaires. Outre les effets directs sur les prix, ces actions doivent par ailleurs permettre une optimisation des coûts internes via la mutualisation des procédures et/ou le recours aux centrales d'achats.

INDICATEURS

Nombre (part) des consultations lancées en groupement de commande.

Objectif n°14

Mieux appréhender le tissu économique local pour stimuler la concurrence

Afin d'adapter au mieux ses consultations, et notamment l'allotissement, l'acheteur se doit de connaître les pratiques professionnelles communément utilisées dans le segment de son projet d'achat mais également le tissu des fournisseurs susceptibles de répondre (oligopole, forte concurrence, majors et ou petites entreprises...). Ainsi, l'acheteur devra avoir une bonne appréhension du tissu fournisseurs et notamment du tissu économique local.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Développer la pratique du sourcing dans un cadre juridique adapté ;
- Favoriser la mise en place d'un référentiel des opérateurs (y compris locaux) par segment d'achat ;
- Faciliter les échanges entre l'acheteur et les opérateurs économiques par le biais de participation aux salons d'affaires, salons professionnels, forum... ;
- Accroître la participation de l'acheteur aux réseaux d'acheteurs publics locaux pour bénéficier de retours d'expérience.



BÉNÉFICES ESCOMPTES

La bonne compréhension par l'acheteur de l'environnement dans lequel ses achats sont réalisés est un élément indispensable pour réussir à mieux appréhender la vision des opérateurs économiques et leurs éventuelles réponses. Cette connaissance a ainsi vocation à permettre de mieux exprimer le besoin dans un langage employé par les acteurs du segment d'achat concerné, dénué de toute ambiguïté en termes d'attentes et ce dans un objectif de juste qualité et donc de juste dépense. Ce savoir pourra par ailleurs être mis à profit par l'acheteur de se rétenteroger sur le bon niveau d'allotissement pour stimuler la concurrence.

INDICATEURS

Nombre de procédures de sourcing référencées.

Nombre de manifestions à laquelle l'acheteur a participé.

M. le Président : Marchés publics : l'adoption du schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables. Rémy NEUMANN.

M. NEUMANN : Ce SPASER est obligatoire pour les acheteurs qui dépassent un budget de 50M€ dans l'année, à partir du 1er janvier 2023, et m2A y est soumis. Je rappelle que les objectifs de ce schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables sont de répondre à : intégrer des spécificités techniques vertueuses pour la protection de l'environnement, privilégier les prestations avec un faible emploi d'usage, favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi en situation de handicap, et lutter contre le travail illégal et le dumping social. Ce SPASER est intégré dans la nouvelle charte de la commande publique avec douze autres objectifs qui vous seront présentés ultérieurement.

M. le Président : Merci Rémy. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 70 + 24 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

36° PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE DE MULHOUSE : ADHESION A LA BASE DE DONNEES DE SPECIES 360 (512/7.5.6/896C)

SPECIES 360 est une ONG à but non lucratif et leader mondial dans le soin et la conservation de la faune.

SPECIES 360 propose l'outil d'aide à la gestion des animaux pour les zoos modernes. Pour les programmes de conservation des espèces menacées, il permet de faire fonctionner quatre logiciels scientifiques de gestion de collections et de suivi vétérinaire.

Tous les parcs zoologiques de l'Association européenne des zoos et aquariums (EAZA) travaillant dans le domaine de la conservation utilisent cette base de données afin de pouvoir collecter et partager des informations sur les animaux et leur environnement.

Compte tenu de son rôle de Pôle européen de conservation, le Parc zoologique et botanique de Mulhouse a un intérêt à adhérer à SPECIES 360 afin de pouvoir bénéficier de l'outil proposé par cette ONG.

Le montant de la cotisation pour 2023 s'élèvera à un montant de 7 122,37 $ (soit 7 018,60 €, en fonction de la valeur des devises).

Les crédits nécessaires au versement de cette cotisation sont inscrits aux propositions du BP 2023 :

Chapitre 011 - article 6281 – fonction 414

Service gestionnaire et utilisateur 512
Ligne de crédit n° 1257.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'adhésion à Species 360,
- approuve le versement d'une cotisation annuelle d'un montant de 7 122,37 $ (soit 7 018,60 €, en fonction de la valeur des devises) sous la réserve de sa confirmation au BP 2023,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires,
- désigne Roland ONIMUS pour représenter Mulhouse Alsace Agglomération au sein de l'association.

PJ : 1

L'information globale au service de la conservation.

Species360 facilite la collaboration internationale dans la collecte, le partage et l'analyse des connaissances sur la faune. Ensemble, nos membres contribuent à améliorer les soins et le bien-être des animaux et informent la conservation des espèces.

À propos de Species360

Species360, une ONG à but non lucratif et leader mondial dans le soin et la conservation de la faune, mobilise un réseau de plus de 1 200 aquariums, zoos, universités, chercheurs et membres gouvernementaux sur six continents dans 101 pays pour améliorer le bien-être des animaux et la conservation des espèces. Nos membres s'attaquent aux problèmes les plus urgents d'aujourd'hui concernant la faune, notamment en établissant les meilleures pratiques en matière d'élevage, d'enrichissement, de soins médicaux, de bien-être, de reproduction, de gestion de la population et de biodiversité.

Ensemble, les membres de Species360 organisent le système de gestion de l'information zoologique (ZIMS), la base de données de connaissances la plus complète au monde sur plus de 22 000 espèces. ZIMS augmente considérablement ce que l'on sait sur des milliers d'espèces et joue un rôle déterminant dans l'identification de stratégies de durabilité pour de nombreuses espèces évaluées comme vulnérables, en voie de disparition et éteintes à l'état sauvage.

Des données à la conservation appliquée

Species360 fournit aux défenseurs de l'environnement des résultats fondés sur des preuves intégrant l'ensemble des données mondiales, notamment la Liste rouge de l'UICN, la CITES, TRAFFIC, EDGE, AZE, ZIMS, etc. La recherche menée en collaboration avec la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, la CITES et d'autres, conduit à des décisions éclairées à plusieurs niveaux, de l'application des lois sur le commerce illégal d'espèces sauvages au calcul de la viabilité des populations d'assurance.

Améliorer les soins et le bien-être des animaux

Les membres de Species360 utilisent le système de gestion de l'information zoologique (ZIMS) pour établir les meilleures pratiques en matière de soins aux individus et aux groupes d'espèces dont ils ont la charge. ZIMS for Aquatics, ZIMS for Husbandry, ZIMS for Medical, ZIMS for Studbooks et ZIMS for Education sont utilisés pour mener des programmes quotidiens et continus dans la communauté mondiale de la conservation de la faune.

Gestion d'une ressource globale

Species360 est une organisation mondiale à but non lucratif régie par un conseil d' administration composé d'experts bénévoles, principalement issus de nos organisations membres.

Species360 compte environ 40 employés qui fournissent un soutien aux membres, dirigent le développement de nouvelles solutions, dirigent les efforts de recherche, et plus encore. Notre équipe comprend des aquariophiles, des experts en gestion des populations et des animaux, des vétérinaires et des scientifiques de la conservation. Nous travaillons aux côtés des membres pour avoir un impact sur les efforts de protection et de conservation des animaux au sein de leurs institutions individuelles et dans les organisations homologues du monde entier.

Approuvé par

- 1100+ zoos et aquariums
- UICN
- CITES
- USFWS et DEFRA
- CIRCULATION
- + de 40 associations
- Plus de 50 organisations de conservation
- 20+ universités
- 80+ études scientifiques

Conseil d'administration

Membre élu Administrateurs (institutionnels) :
Svetlana Akulova, Zoo de Moscou, Russie
Jackson Andrews, Tennessee Aquarium, États-Unis
Rasem Baban : *Président, Tierpark Hellabrunn, München, (Munich) Allemagne*
María Clara Domínguez, Fundación Zoológica de Cali, Colombie
Bjarne Klausen, Odense Zoo, Danemark
David Page, San Diego Zoo Global, États-Unis
Dr. Kazutoshi Takami, Toyohashi Zoo and Botanical Park, Japon
Bart Shepherd, Steinhart Aquarium, California Academy of Sciences, États-Unis
Dr. Sally Sherwen, Zoos Victoria, Australie
Brian Zimmerman, Société zoologique de Bristol, Royaume-Uni

Administrateurs élus des associations membres :
Asociación Latinoamericana de Parques Zoológicos y Acuarios (ALPZA) : Dr.Alexandra Guerra, Chili
Pan-African Association of Zoos and Aquaria (PAAZA) : Tracy Rehse, National Zoological Gardens, South Africa
Zoo Aquarium Association (ZAA) Australasie : Nicola Craddock, Australie

Associations membres permanentes :
Association des zoos et aquariums (AZA) : Craig Hoover, Association des zoos et aquariums, États-Unis
Association européenne des zoos et aquariums (EAZA) : Myfanwy Griffith, Pays-Bas
Association mondiale des zoos et aquariums (WAZA) : Martín Zordan , Espagne

Administrateurs externes nommés par le conseil :
Dr Onnie Byers, Conservation Planning Specialists Group (CPSG), États-Unis
Dr Paul Calle, Wildlife Conservation Society (WCS), États-Unis
Laura Castellano, Aquarium de Gênes, Italie
María Clara Domínguez, Secrétaire *, Fundación Zoológico de Cali, Columbia*
Ghanim Al Hajeri, zoo d'Al Ain, Émirats arabes unis
Dr. Arne Lawrenz, zoo Der Grüne Wuppertal, Allemagne
Jeanette Olson, Target Corporation, États-Unis
Dr Cheng Wen-Haur, ancien président, *Mandai Wildlife Group, Singapour*
Dr Peter Paul van Dijk, Re:wild, États-Unis

Jim Guenter, Ex Officio, PDG, Species360, États-Unis

Le conseil d'administration de Species360, élu par les membres, définit les politiques et l'orientation de l'organisation. Le conseil d'administration est composé de directeurs de zoos et d'aquariums du monde entier et de représentants d'associations régionales. Les administrateurs ont un mandat de trois ans, qui peut être renouvelé une fois, pour un total de six ans de service.

Avantages de l'adhésion

Lorsque vous rejoignez Species360, vous faites partie d'une importante communauté mondiale florissante de plus de 1 100 zoos, aquariums, sanctuaires, centres de sauvetage et de réadaptation, établissements d'enseignement et associations régionales membres. Certains avantages supplémentaires de l'adhésion comprennent:

- Utilisation d'une application logicielle de classe mondiale pour gérer votre inventaire d'animaux
- Accès à des décennies d'informations mondiales sur les animaux et aux meilleures pratiques dans le ZIMS
- Amélioration de la planification institutionnelle et de la gestion des stocks d'animaux
- Augmentation de la productivité et réduction des coûts d'exploitation

L'adhésion peut faire économiser des ressources et du temps à votre établissement en :

- Utilisation d'une application logicielle de classe mondiale pour gérer votre inventaire d'animaux
- Simplifier la communication au sein de votre établissement grâce à un accès partagé aux données
- Exécution de rapports détaillés d'un simple clic pour répondre à des questions telles que :
    - Combien d'animaux ai-je actuellement dans la collection ?
    - Combien d'animaux sont nés entre certaines dates ?
    - Comment se porte la population de cette espèce au sein de mon institution/notre association/dans ce pays/sur ce continent/à l'échelle mondiale ?
    - Comment le poids de cet animal se compare-t-il à celui des animaux dans les données mondiales ?
    - Quel type de travail mon personnel a-t-il enregistré dans ZIMS ?
    - Mes animaux actuels dans cet enclos sont-ils étroitement liés ?
- Contrôler la constitution génétique et démographique de votre collection animale
- Identifier les institutions à la recherche d'animaux
- Trouver de nouveaux animaux appropriés et non apparentés à des fins de reproduction

- Identifier les installations ayant une expérience dans l'élevage et l'élevage de certains descendants
- Créer des rapports pour les gouvernements et autres organismes officiels d'accréditation
- Utilisation de logiciels acceptés et privilégiés par les organismes de réglementation internationaux tels que la CITES
- Accéder aux meilleures pratiques médicales et d'élevage identifiées par d'autres membres
- Capture d'informations médicales animales importantes
    - Qu'est-ce qui est « normal » chez cette espèce ?
    - Quelles sont les maladies les plus courantes chez cette espèce ?

    - Quelle est la meilleure combinaison de médicaments anesthésiques?
    - Quels médicaments peuvent être utilisés en toute sécurité avec cette espèce ?
- Accéder à une base de connaissances qui a été la principale source d'informations biologiques sur les collections vivantes d'animaux sauvages pris en charge par l'homme depuis 1974. Des faits sur la base de données ZIMS peuvent être trouvés ici .

Et il y a d'autres avantages importants :

- Depuis plus de 44 ans, les enregistrements de Species360 ont été acceptés comme la « norme de référence » par les agences gouvernementales du monde entier, par exemple : L'adhésion à Species360 est fortement recommandée par l'Association mondiale des zoos et aquariums (WAZA) dans la Stratégie mondiale de conservation des zoos et aquariums.
- L'adhésion à Species360 est requise par l'Association européenne des zoos et aquariums (EAZA)
- Plusieurs autres associations régionales de zoos et d'aquariums réfèrent l'adhésion à Species360 à leurs membres
- En Amérique du Nord, la majorité des institutions zoologiques de l'Association of Zoos and Aquariums (AZA) sont membres de Species360
- Le ministère japonais responsable des installations de conservation de la faune utilise les informations de gestion du registre généalogique Species360 pour gérer ces installations.
- Le ministère colombien de l'environnement exige des spécimens de rapports Species360 pour les permis d'exportation CITES.
- Plus de 40 accords d'association officiels ont été conclus, notamment avec SZB (Brésil), ACOPOZOA (Colombie), ALPZA (Amérique latine), AZCARM (Mexique), EAZA (Europe), BIAZA (Royaume-Uni), AFdPZ (France), UIZA (Italie), EARAZA (Eurasie), PAAZA (Afrique), JAZA (Japon), AZA (États-Unis), CAZA (Canada), ZAA (Australasie), SEAZA (Asie du Sud-Est), MAZPA (Malaisie), PKBSI (Indonésie).

Siège social mondial Minneapolis États-Unis ; Soutenir l'adhésion dans plus de 95 pays

Copyright © 2022 Species360 - Tous droits réservés.

Termes et conditions de l'adhésion

Species360 est une organisation privée dont le siège est aux États-Unis. En tant que tel, nous avons été informés que les informations de Species360 ne sont pas soumises à la loi américaine sur la liberté d'information (FOIA). En cas d'exigence d'un tiers ou d'un gouvernement, Species360 ne fournira pas de données de membre sans le consentement du membre ou une obligation légale valide.

Définitions

- Données institutionnelles : toutes les données saisies par une institution, spécifiques à l'utilisation de cette institution (les exemples incluent, mais sans s'y limiter, les animaux, les utilisateurs, les enclos, les procédures médicales, etc.) pour l'utilisation de cette institution.
- Données globales : toutes les données saisies par une autre institution
- Données mises en commun : données mondiales agrégées entre les institutions. Étant donné que ces informations sont agrégées, elles n'incluent pas d'informations spécifiques aux membres.
- Données Species360 : toutes les données créées par l'organisation Species360. Les exemples incluent les données taxonomiques agrégées, les listes d'institutions, les normes de données et les données système.
- Membres : membres payants de Species360 tels que définis par le contrat d'adhésion à Species360 . Ce terme est également utilisé pour décrire les utilisateurs qui sont employés par les membres de Species360.
- Utilisateur enregistré non membre : utilisateur des services qui ne sont pas membres ou employés des membres de Species360. Les exemples incluent, mais sans s'y limiter, les gardiens de livres généalogiques non membres, les coordinateurs, les conseillers vétérinaires ou d'autres personnes autorisées à accéder au ZIMS ou à d'autres services de Species360 en raison de leur rôle dans les programmes de gestion des populations d'espèces.

Communication

En créant un compte ZIMS, vous acceptez de vous abonner aux newsletters, aux mises à jour du système et à d'autres informations que nous pouvons envoyer, et vous acceptez que nous puissions communiquer avec vous par toutes les méthodes de contact / informations que vous fournissez. Cependant, vous pouvez refuser de recevoir tout ou partie de ces communications de notre part en suivant le lien de désabonnement ou les instructions fournies dans tout e-mail que nous envoyons.

Utilisation par les membres et les non-membres enregistrés

Nos services pour les Membres et les Utilisateurs Non-Membres Enregistrés sont facturés sur la base d'un abonnement (« Abonnement(s) »). La facturation a lieu sur une base annuelle. Les institutions membres et les institutions hébergeant des utilisateurs non-membres enregistrés seront facturées à l'avance sur une base récurrente ("cycle de facturation"). Les cycles de facturation sont établis sur une base annuelle.
À la fin de chaque cycle de facturation, les abonnements seront automatiquement renouvelés dans les mêmes conditions exactes (sous réserve des mises à jour/révisions des présentes conditions générales), sauf annulation par le membre/utilisateur ou par Species360. Vous pouvez annuler votre renouvellement en contactant l'équipe de support client de Species360.
Un mode de paiement valide est requis pour traiter le paiement. Vous devez fournir à Species360 des informations de facturation exactes et complètes, y compris le nom complet, l'adresse, l'état, le code postal, le numéro de téléphone et des informations valides sur le mode de paiement. En soumettant ces informations de paiement, vous autorisez automatiquement Species360 à facturer tous les frais encourus via votre compte sur ces instruments de paiement.

Modifications des frais
Species360, à sa seule discrétion et à tout moment, peut modifier les frais d'adhésion ou d'utilisation des non-membres enregistrés. Toute modification des frais entrera en vigueur à la fin du cycle de facturation alors en cours.
Species360 vous fournira un préavis raisonnable de tout changement de frais pour soutenir vos cycles de budgétisation avant qu'un tel changement n'entre en vigueur.
Votre utilisation continue du Service après l'entrée en vigueur de la modification des frais constitue votre accord de payer le montant des frais d'abonnement modifiés.

Remboursements
Les demandes de remboursement peuvent être examinées par Species360 au cas par cas et accordées à la seule discrétion de Species360. Les remboursements et les annulations seront gérés conformément à l' accord d' adhésion à Species360 .

Contenu
Notre Service peut vous permettre de publier, de lier, de stocker, de partager et de mettre à disposition certaines informations, textes, graphiques, vidéos ou autres éléments (« Contenu »). Vous êtes responsable de l'exactitude du Contenu et des données que vous publiez sur ou via le Service, y compris sa légalité, sa fiabilité et sa pertinence.
En publiant du Contenu sur ou via le Service, vous déclarez et garantissez que : (i) le Contenu vous appartient (vous le possédez, y compris tous les droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle) et/ou vous avez le droit de l'utiliser et le droit de accordez-nous les droits et la licence prévus dans les présentes Conditions, (ii) que la publication de votre Contenu sur ou via le Service ne viole pas les droits à la vie privée, les droits de publicité, les droits d'auteur, les droits contractuels ou tout autre droit de toute personne ou entité ; et (iii) les informations et le Contenu que vous publiez sont, à votre connaissance, véridiques et exacts, et non faux ou trompeurs. Nous nous réservons le droit de résilier le compte de toute personne ayant enfreint un droit d'auteur. Nous pouvons supprimer tout Contenu à tout moment, à notre discrétion, avec ou sans préavis.
Vous conservez tous vos droits sur tout Contenu que vous soumettez, publiez ou affichez sur ou via le Service et vous êtes responsable de la protection de ces droits. Nous n'assumons aucune responsabilité et n'assumons aucune responsabilité pour le Contenu que vous publiez sur ou via le Service. Pour tout le contenu que vous publiez, vous nous accordez un droit et une licence perpétuels, irrévocables, libres de droits, non exclusifs, mondiaux, cessibles, transférables et sous-licenciables pour utiliser, afficher, stocker, modifier et transmettre ce contenu, dans son intégralité. ou en partie, et en combinaison avec d'autres informations ou contenus, dans le fonctionnement de nos activités actuelles et/ou futures.
Species360 a le droit mais non l'obligation de surveiller et de modifier tout le contenu fourni par les utilisateurs.
À l'exception des propres données institutionnelles d'un membre, le contenu trouvé sur ou via ce service est la propriété de Species360 ou utilisé avec sa permission. Vous ne pouvez pas distribuer, modifier, transmettre, réutiliser, télécharger, republier, copier ou utiliser ledit Contenu, en totalité ou en partie, à des fins commerciales ou pour un gain personnel, sans notre autorisation écrite expresse préalable.
Les membres de Species360 dépendent des informations les uns des autres pour une bonne gestion de la population, la conservation et le bien-être des animaux. Species360 s'efforcera de fournir des rapports, des analyses et d'autres solutions de données pour répondre aux besoins des membres et des associations membres en matière d'informations provenant d'autres institutions telles que, mais sans s'y limiter :

- Histoires, pedigrees, origines, âge et sexe des animaux ;

- Antécédents comportementaux des animaux (élevage, dressage, etc.) ;
- Informations sur les soins et l'élevage des animaux ;
- Informations sur la planification stratégique de la collecte aux niveaux mondial, régional, national et local ;
- Informations au niveau de l'espèce pour les détenteurs de livres généalogiques

Species360 peut utiliser le contenu soumis avec les identités institutionnelles supprimées à des fins de données regroupées telles que, mais sans s'y limiter :

- normes de chimie du sérum et du sang,
- calculs démographiques,
- épidémiologie,
- Le conseil d'administration de Species360 a approuvé les demandes de données de recherche

Champ d'utilisation

L'utilisation des données est limitée aux membres de Species360 et aux utilisateurs enregistrés non membres (généralement dans le cas des studbooks) et est non transférable, cessible ou sous-licenciable, pour quelque raison que ce soit. Vous acceptez que Global Data, Pooled Data et Species360 Data contiennent du contenu, des informations et du matériel exclusifs qui sont protégés par la propriété intellectuelle applicable et d'autres lois, y compris, mais sans s'y limiter, le droit d'auteur, et que vous n'utiliserez pas ce contenu, ces informations ou ce matériel exclusifs. de quelque manière que ce soit, sauf pour l'utilisation autorisée des Services. Vous ne pouvez pas distribuer ou mettre les données globales, regroupées ou Species360 à la disposition d'autres parties sans le consentement écrit exprès préalable de Species360. Aucune donnée globale, regroupée ou Species360 ou l'application ne peut être reproduite sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit. Vous vous engagez à ne pas modifier, louer, louer, prêter, vendre, distribuer ou créer des œuvres dérivées basées sur les Services, de quelque manière que ce soit, et le Licencié ne doit pas exploiter les Services de manière non autorisée. Toute tentative en ce sens constitue une violation des droits de Species360. Si vous enfreignez cette restriction, vous pouvez faire l'objet de poursuites et de dommages-intérêts.

Species360 fournit de nombreux services pour aider nos utilisateurs avec les meilleures pratiques dans leur institution. Ces fonctionnalités incluent, mais sans s'y limiter, des informations sur les ressources médicales, des services d'alerte de notification par e-mail et des rapports. Ces fonctionnalités ne sont pas destinées à remplacer les meilleures pratiques de nos institutions membres et Species360 n'est pas responsable des problèmes pouvant survenir lors de l'utilisation de ces ressources. Species360 fournit ces outils au mieux de nos capacités, mais sont sujets à des complications techniques occasionnelles qui peuvent empêcher leur bon fonctionnement. Vous devez accepter ces limitations dans le cadre de ces conditions d'utilisation lorsque vous utilisez les programmes Species360.

Tous les chercheurs doivent mentionner Species360 et les membres de Species360 dans toutes les publications. Les formats de citation sont disponibles ici .

Comptes

Vous êtes responsable du maintien de la confidentialité de votre compte et de votre mot de passe, y compris, mais sans s'y limiter, de la restriction de l'accès à votre ordinateur et/ou compte. Vous acceptez d'accepter la responsabilité de toutes les activités ou actions qui se produisent sous votre compte et/ou mot de passe, que votre mot de passe soit avec notre service ou un service tiers. Vous devez nous informer immédiatement dès que vous avez connaissance d'une violation de la sécurité ou d'une utilisation non autorisée de votre compte.

Propriété intellectuelle
Le Service et son contenu original (à l'exclusion du Contenu fourni par les utilisateurs), ses caractéristiques et ses fonctionnalités, y compris tous les droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle, sont et resteront la propriété exclusive de Species360 et de ses membres. Le Service est protégé par le droit d'auteur, les marques de commerce et d'autres lois des États-Unis et des pays étrangers. Nos marques de commerce et nos habillages commerciaux ne peuvent être utilisés en relation avec un produit ou un service sans le consentement écrit préalable de Species360.

Liens vers d'autres sites Web
Notre service peut contenir des liens vers des sites Web ou des services tiers qui ne sont ni détenus ni contrôlés par Species360.
Species360 n'a aucun contrôle et n'assume aucune responsabilité quant au contenu, aux politiques de confidentialité ou aux pratiques des sites Web ou services tiers. Nous ne garantissons pas les offres de ces entités/individus ou de leurs sites Web.
Vous reconnaissez et acceptez que Species360 ne sera pas responsable, directement ou indirectement, de tout dommage ou perte causé ou présumé avoir été causé par ou en relation avec l'utilisation ou la confiance accordée à ces contenus, biens ou services disponibles sur ou via tout ces sites Web ou services tiers.
Nous vous conseillons vivement de lire les termes et conditions et les politiques de confidentialité de tous les sites Web ou services tiers que vous visitez.

Recherche et publications
Sur le plan stratégique, il convient de noter que les communautés des zoos, des aquariums et de la conservation des espèces sont confrontées à un défi important en matière de recherche et de publication dans le manque relatif de publications scientifiques évaluées par des pairs basées sur les données uniques détenues par les institutions, dont certaines sont regroupées par Species360. Plus de bonnes publications scientifiques augmenteraient la contribution réelle des zoos et des aquariums à la conservation de la faune et à la science, et élèveraient publiquement leur statut. Les données regroupées de Species360 présentent souvent un intérêt pour la recherche dans les cas nécessitant des tailles d'échantillon beaucoup plus importantes que seules les données animales provenant de centaines d'institutions regroupées peuvent générer (calcul de la durée de vie et épidémiologie, par exemple). Dans ces cas, les établissements individuels ne disposent généralement pas d'un échantillon suffisamment important pour soutenir ce type de recherche.
Species360 encourage les chercheurs non membres intéressés à travailler avec des données zoologiques à contacter d'abord et à impliquer leur institution membre Species360 la plus proche ou le ou les détenteurs de livres généalogiques concernés, le cas échéant pour les espèces du livre généalogique.
Species360 utilise un processus formel approuvé par le conseil d'administration pour examiner les demandes de recherche externe de données. Ce processus est dirigé par le directeur scientifique de Species360 en partenariat avec un comité scientifique mondial Species360 axé sur les membres. Les demandes de recherche doivent être approuvées par le conseil d'administration de Species360 avant la fourniture de toute donnée.
Un accord de recherche signé qui prend en charge l'accord d'adhésion à Species360 et cette politique d'utilisation du contenu, tout en maintenant un contrôle strict sur les données et la protection de la vie privée institutionnelle, sera requis et géré par Species360.
Toutes les données ne seront fournies que sous forme agrégée (données regroupées) avec des noms d'institution rendus anonymes lorsque les données sont fournies à l'extérieur (à

l'exception des exploitations d'espèces [par exemple, le zoo X a 2,4 tigres] et des rapports similaires de type livre généalogique pour une espèce)
Les demandes de recherche de données de stud-book ne seront pas gérées par Species360 mais seront acheminées par l'intermédiaire de l'association régionale appropriée du zoo et de l'aquarium et du ou des gardiens de stud-book concernés.
Tous les chercheurs doivent mentionner Species360 et les membres de Species360 dans toutes les publications. Les formats de citation sont disponibles ici .
Les membres de Species360 seront informés régulièrement des demandes de recherche et des publications basées sur les données de Species360. Ces informations peuvent être utilisées dans les propres rapports annuels des institutions ou autrement publiées par l'institution.

Résiliation
Nous pouvons résilier ou suspendre les comptes des utilisateurs non membres enregistrés et interdire l'accès au service immédiatement, sans préavis ni responsabilité, à notre seule discrétion, pour quelque raison que ce soit et sans limitation, y compris, mais sans s'y limiter, une violation des conditions.
Toutes les dispositions des Conditions qui, de par leur nature, devraient survivre à la résiliation survivront à la résiliation, y compris, sans s'y limiter, les dispositions relatives à la propriété, les exclusions de garantie, l'indemnisation et les limitations de responsabilité.

Indemnité
Vous acceptez de défendre, d'indemniser et d'exonérer Species360, ses sociétés affiliées et leurs concédants de licence, administrateurs, dirigeants, employés et agents respectifs de et contre toutes les pertes, responsabilités, dommages et réclamations, ainsi que tous les coûts et dépenses connexes (y compris les les frais et débours juridiques et les frais d'enquête, de litige, de règlement, de jugement, d'intérêts et de pénalités) encourus ou réclamés par un tiers en raison de ou découlant (i) du Contenu qu'il (ou ses utilisateurs finaux) télécharge, publie, envoie par courrier électronique, transmettre ou autrement rendre disponible via le Logiciel ou les Services, (ii) ses actions ou inactions dans le cadre de son Adhésion, (iii) son utilisation des Avantages, du Logiciel et/ou des Services, (iv) sa connexion au Logiciel ou aux Services, et/ou (v) sa violation des Droits d'autrui, ou sa violation du présent Contrat, y compris,sans limitation, sa violation de toute obligation, engagement, représentation ou garantie, sa négligence ou sa faute intentionnelle, et celle de ses employés et agents.

Limitation de responsabilité
Species360, ses affiliés et ses membres ne seront pas responsables envers vous ou toute personne ou entité qui a des droits à travers vous pour des dommages directs, spéciaux, indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs (y compris la perte de profits ou la perte de données) ou pour toute perte (même si informé de la possibilité de celui-ci) découlant de ou en relation avec l'accord ou l'objet des présentes, y compris, sans s'y limiter (i) l'utilisation ou l'impossibilité d'utiliser le logiciel, les services et/ou le contenu ; (ii) l'accès non autorisé ou la modification de toute transmission ou contenu ; (iii) la conduite de tout tiers via l'adhésion, le logiciel ou les services ; ou (iv) toute autre question relative à l'adhésion, aux avantages, aux logiciels, aux services ou au contenu. Si une juridiction n'autorise pas l'une ou plusieurs des exclusions de dommages ci-dessus, alors Species360, ses sociétés affiliées,

Clause de non-responsabilité
L'adhésion, les avantages, les logiciels et les services sont fournis "tels quels" et "tels que disponibles" et Species360 décline toutes les garanties et conditions, expresses, implicites et statutaires, y compris, sans s'y limiter, les garanties implicites d'exactitude, d'adéquation à un

usage particulier , brouillage, qualité marchande, non-contrefaçon et intégration de système. Species360 ne garantit pas que le fonctionnement du logiciel et des services sera ininterrompu ou sans erreur ou que toutes les erreurs seront ou pourront être corrigées. Species360 ne s'engage pas à mettre à jour ou à apporter des modifications à l'adhésion, aux avantages, aux logiciels et/ou aux services, à condition que si Species360 choisit de le faire, il peut le faire à tout moment sans préavis. Si les exclusions énoncées dans la présente section sont jugées inapplicables par un tribunal compétent,

Exclusions
Certaines juridictions n'autorisent pas l'exclusion de certaines garanties ou l'exclusion ou la limitation de responsabilité pour les dommages consécutifs ou accessoires, de sorte que les limitations ci-dessus peuvent ne pas s'appliquer à vous.

Droit applicable
Ces conditions seront régies et interprétées conformément aux lois du Minnesota, aux États-Unis, sans égard à ses dispositions en matière de conflit de lois. Pour tout litige ou question découlant de ou en relation avec les présentes Conditions et/ou les Services, les deux parties conviennent que le lieu et la juridiction appropriés pour un tel litige seront les tribunaux fédéraux et/ou locaux situés dans le Minnesota.
Notre incapacité à faire respecter un droit ou une disposition des présentes Conditions ne sera pas considérée comme une renonciation à ces droits. Si une disposition des présentes Conditions est jugée invalide ou inapplicable par un tribunal, les autres dispositions des présentes Conditions resteront en vigueur. Ces conditions constituent l'intégralité de l'accord entre nous concernant notre service, et annulent et remplacent tous les accords antérieurs que nous aurions pu avoir entre nous concernant le service.

Changements
Nous nous réservons le droit, à notre seule discrétion, de modifier ou de remplacer ces Conditions à tout moment. Si une révision est importante, nous fournirons un préavis d'au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur de toute nouvelle condition. Ce qui constitue un changement important sera déterminé à notre seule discrétion.
En continuant à accéder ou à utiliser notre service après l'entrée en vigueur de toute révision, vous acceptez d'être lié par les conditions révisées. Si vous n'acceptez pas les nouvelles conditions, vous n'êtes plus autorisé à utiliser le Service.

M. le Président : On passe au parc zoologique et botanique avec Roland ONIMUS.

M. ONIMUS : Merci M. le Président, chers collègues. Il s'agit d'une adhésion à la base de données d'un logiciel Species 360. Comme vous le savez tous, le parc zoologique et botanique de Mulhouse est reconnu comme pôle européen de conservation. Il compte, à ce jour, 1 200 animaux, 156 espèces animales dont 86 sont menacées de disparition dans la nature. Actuellement le parc participe aussi à une centaine de programmes internationaux de reproduction et de conservation, et il fait partie d'une association européenne des zoos et aquariums. A ce titre, il doit utiliser la base de données Species 360 pour pouvoir collecter et partager les informations sur les animaux et leur environnement. Devenir membre de cette ONG permet notamment d'avoir accès à 4 logiciels spécifiques pour la gestion de collections et de suivi vétérinaire. Le coût de la cotisation annuelle s'élève à un montant de 7 018,60 €.

M. le Président : Merci Roland. Des questions sur cette base de données ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 68 + 25 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : M. ONIMUS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

37° ASSOCIATION POUR LE MUSEE DE L'IMPRESSION SUR ETOFFES : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2022 (513/7.5.6/921C)

Le Musée de l'impression sur étoffes (MISE) se trouve dans un bâtiment appartenant à Société Industrielle de Mulhouse et fait l'objet d'un bail emphytéotique dont le bénéficiaire est l'Association en charge de la gestion et de l'exploitation du musée.
L'Association du Musée de l'impression sur étoffes sollicite la contribution en subvention d'investissement de Mulhouse Alsace Agglomération pour la réalisation de travaux de réparation et de mise en conformité de ce bâtiment.

1. Etude préalable pour travaux de rénovation et d'optimisation énergétique.

Le bâtiment très énergivore nécessite des aménagements afin d'améliorer ses performances énergétiques. Une étude préalable est nécessaire avant travaux.

Le budget estimé de cette étude est de 17 000 € TTC.

2. Travaux d'équipements et de rénovation.

Les sanitaires publics font état de vétusté voire de danger et ne sont plus praticables par les visiteurs. Ils nécessitent une remise en état globale de la plomberie et de l'électricité.

Le plancher chauffant n'a plus été mis en route depuis 2016 suite à une panne non réparée. Des pompes et des purgeurs du circuit général doivent être changés.

Suite à un diagnostic électrique, plusieurs travaux de mise en conformité doivent être réalisés.

Le coût des travaux est estimé à 35 000 € TTC.

Plan de financement général des travaux de rénovation énergétique, d'équipement et de maintenance :

Mulhouse Alsace Agglomération	42 100 €	80,9 %
Association MISE	9 900 €	19,1 %
TOTAL	52 000 €	100 %

Pour 2022, l'Association pour le Musée de l'impression sur étoffes sollicite une subvention d'investissement m2A de 42 100 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération attribue à l'Association pour le Musée de l'impression sur étoffes une subvention d'un montant global de 42 100 € TTC.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2022.

Chapitre 204 - article 20422 – fonction 322
Service gestionnaire et utilisateur 513
Ligne de crédit n° 8135

PJ : 1

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Tourisme et Musées – 513 / PT

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'Association Musée de l'impression sur étoffes, ayant son siège social 14 rue Jean-Jacques Henner 68100 Mulhouse, représentée par son Président, M. Roland ONIMUS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : objet de la convention

Le Musée de l'impression sur étoffes, Musée de France, prévoit la réalisation de travaux de rénovation énergétique et de maintenance.

Article 2 : montant de la subvention et conditions de paiement

Pour 2022, m2A verse à l'Association une subvention d'investissement d'un montant de 42 100 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022.

L'affectation de cette subvention par l'Association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n° 921C.

La subvention est virée au compte de l'association :

Code banque : 14707 – Code guichet : 50821 – Numéro de compte : 49195128929 Clé RIB : 17– Raison sociale et adresse de la banque : BP Alsace-Lorraine Champagne

Article 3 : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre un compte rendu financier et un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

En particulier, le versement de la subvention interviendra après justification de la fin des travaux par la présentation de factures acquittées.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

Article 4 : Communication

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Article 5 : Assurance

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention - résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des

parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 8 : Contrat d'engagement Républicain

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour m2A,	Pour l'association du Musée de l'impression sur étoffes,
le Président	le Président
Fabian JORDAN	Roland ONIMUS

Association du Musée de l'impression sur étoffes

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse, le 5.12.22

Le (la) Président(e)

ONIMUS Roland

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

Lu et approuvé

M. le Président : L'association pour le Musée de l'impression sur étoffes : Christine DHALLENNE.

Mme DHALLENNE : Merci. L'association qui a en charge la gestion et l'exploitation du musée nous sollicite pour une subvention d'investissement pour la réalisation de travaux de réparation et de mise en conformité du bâtiment. Je précise que c'est au titre des subventions 2022. Dans un premier temps, pour une étude préalable pour des travaux de rénovation et d'optimisation énergétique pour un montant de 17 000 €, et dans un second temps pour des travaux d'équipement et de rénovation, M. ONIMUS en a parlé tout à l'heure, les travaux vont se terminer au mois de janvier lors de la fermeture. Dans un premier temps pour les sanitaires publics qui sont plus que vétustes, également pour redémarrer le plancher chauffant qui est arrêté depuis 2016, et surtout pour faire un diagnostic électrique et de mise en conformité, et le tout pour un montant de 35 000 €. Pour 2022, l'association sollicite m2A pour une subvention d'investissement de 42 100 €.

M. le Président : Merci pour cette présentation. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : M. ONIMUS, Mme DHALLENNE, M. FUCHS, M. HARTMANN, Mme LUTZ, Mme FAUROUX-ZELLER (représentée par Mme LOISEL).
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci beaucoup.

38° CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS VISANT A REALISER SUR LE SITE DMC UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTREE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE : AVENANT N°4 A LA CONCESSION DE TRAVAUX (5301/1.4/898C)

Par délibération en date du 11 décembre 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié à CITIVIA SPL par voie de concession de travaux publics et constitution de droits réels, les missions de construction, d'entretien et de maintenance, ainsi que d'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade sur le site DMC. Cette concession a été conclue le 27 février 2018 pour une durée de 25 ans et a notamment fait l'objet de plusieurs avenants successifs survenus :

- le 2 mars 2020 pour intégrer le complément de réseaux publics nécessaires au projet et la participation financière correspondante de Mulhouse Alsace Agglomération (près de 78K€) ;
- le 8 mars 2021 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2044 ;
- le 2 mai 2022 (avenant n°3) pour élargir le périmètre de la concession et intégrer dans la convention l'extension de la salle d'escalade pour créer une salle dédiée aux blocs permettant la pratique sans équipements de sûreté.

Pour rappel, l'extension précitée est essentielle pour :

- pérenniser l'établissement grâce notamment au quasi-doublement de sa capacité d'accueil et à la diversification des blocs (grand public) ;
- diffuser la pratique de l'escalade à un plus grand nombre ;
- positionner la structure en tant que base d'entraînement des équipes nationales aux Jeux Olympiques 2024 ;
- permettre aussi à l'établissement de répondre aux critères internationaux pour les épreuves de blocs et d'être identifié comme lieu d'accueil possible de compétitions nationales et internationales, l'établissement répondant déjà aux critères internationaux pour les épreuves de vitesse et aux critères nationaux pour les épreuves de cordes.

A l'instar de la 1re tranche du projet (établissement existant) dont la phase d'exploitation par CMC a démarré en août 2020, le montage prévu par l'avenant n°3 se limitait à la réalisation des travaux relatifs au clos et couvert, aux solutions de chauffage et d'isolation et à la mise aux normes ERP et l'électricité.

Au fil des études sur le montage financier et les recherches de subventions, il est apparu que la réalisation des équipements intérieurs par CITIVIA contre un loyer complémentaire du locataire était un montage plus adapté à la réalisation du projet, permettant à l'exploitant de se focaliser sur le volet commercial.

Aussi il vous est proposé ce nouvel avenant pour :

- intégrer dans la convention de concession de travaux publics du 27 février 2018 la réalisation des équipements d'escalade (blocs, prises et tapis de réception) ;
- annuler et remplacer l'avenant n°3 à la concession en reprenant ses termes tout en les ajustant pour intégrer les équipements d'escalade, et modifier le budget d'exploitation en conséquence ;
- exposer les modalités de financement des nouveaux investissements par le concessionnaire et une nouvelle condition résolutoire en matière de garantie d'emprunt nécessaire pour la réalisation du projet.

Le montant d'investissement (étude et travaux) de CITIVIA a évolué comme suit :

- 1 556 K€ HT dans la concession de départ pour la construction de la salle haute ;
- 3 011 K€ HT dans l'avenant n°3 pour intégrer en sus les études et travaux de clos et couvert de l'extension ;
- 3 597 K€ HT dans l'avenant n°4 pour élargir les travaux aux équipements, soit un montant additionnel de 587 K€ HT.

Cette nouvelle évolution est neutre pour Mulhouse Alsace Agglomération dont le niveau de participation à cette opération reste stable à 78 K€. Mulhouse Alsace Agglomération sera au demeurant sollicité pour assurer les garanties d'emprunt.

Les articles suivants sont donc modifiés (seuls sont ici repris les articles concernés par l'intégration du volet équipement à l'extension) :

- 1.1 relatif à l'objet pour intégrer le volet équipement de cette première extension ;

- 3 relatif aux conditions résolutoires pouvant ouvrir droit à indemnité du concessionnaire, en particulier les non-obtentions de l'emprunt de 900K€ à souscrire, des subventions escomptées à hauteur de 521K€ (Région et FEDER notamment) et de la garantie d'emprunt du concédant à hauteur de 80 % ;
- 9 relatif à la description technique des travaux à réaliser avec l'adjonction des blocs et prises d'escalade ainsi que des tapis de réception ;
- 17-2 relatif aux niveaux des prix des loyers qui seront portés après la mise en service de l'extension à 124K€ par an auxquels s'ajoute un loyer complémentaire annuel minimum de 35K€ pendant 12 ans, hors actualisation ;
- 22 relatif au financement de l'opération qui sera assuré par des subventions d'un montant total de 521K€ et par un financement bancaire de 900K€.

Les autres dispositions demeurent inchangées à l'exception des annexes 10 et 11 relatives respectivement à l'estimation détaillée des travaux de l'extension et au budget et compte de résultat prévisionnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'intégration du volet équipements au projet d'extension de CMC ;
- approuve le projet d'avenant n°4 à la concession de travaux publics permettant cette extension (bâtiment et équipement) ;
- autorise Monsieur le Président ou le Vice-Président du ressort à signer ledit avenant.

PJ :
- Annexe 1 : Projet d'avenant n°4 à la concession de travaux publics

CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS

REALISATION SUR LE SITE DMC D'UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTREE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE

AVENANT N°4

Novembre 2022

2 rue Pierre et Marie Curie – BP 10020 – 68948 MULHOUSE Cedex 9 -Tél. 03 89 32 58 58 – Fax : 03 89 32 59 09

PROJET

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX
A MULHOUSE (Haut-Rhin), 2 rue Pierre et Marie Curie, au siège de la Communauté d'Agglomération.
Pour le Concédant, le
Et ####, au siège de la société CITIVIA SPL,
pour le Concessionnaire, le

Monsieur Fabian JORDAN, Président de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, Haut-Rhin,

A REÇU le présent acte contenant AVENANT AU CONTRAT DE CONCESSION DE TRAVAUX PUBLIC et CONSITUTION DE DROIT REEL DU 27 février 2018, à la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

ONT COMPARU

1) La Communauté d'Agglomération dénommée **Mulhouse Alsace Agglomération (M2A),** Personne de droit public située dans le Département du Haut-Rhin dont le siège se situe 2 rue Pierre et Marie Curie à MULHOUSE (68100), identifiée au SIREN sous le numéro 200 066 009.

Figurant ci-après sous la dénomination **« Collectivité concédante »** ou « **Concédant ».**

D'UNE PART

2) Société dénommée **CITIVIA SPL – SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MULHOUSIENNE**, Société Publique Locale, Société Anonyme au capital de 3.507.152,97 EUR, dont le siège social est à MULHOUSE (68100), 24 rue Carl Hack 68100 MULHOUSE, identifiée au SIREN sous le numéro 378 749 972 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de MULHOUSE.

Figurant ci-après sous la dénomination « **Concessionnaire »**

D'AUTRE PART

PRESENCE ET REPRESENTATION

La Communauté d'Agglomération **MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION – M2A** est représentée par Monsieur Christophe BITSCHENE, présent à l'acte, agissant en sa qualité de Conseiller Communautaire délégué, habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté N° 8/2021 du 1er mars 2021 portant délégation de fonction et de signature pour les affaires foncières et immobilières, agissant en exécution d'une délibération motivée du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du ### visée par la Sous-Préfecture en date du ###, annexée au présent acte.
Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales le prévoit.
###Observation étant ici faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code sus-visé s'est écoulé sans que le **VENDEUR** ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif ainsi que son représentant sus-nommé le déclare.
2

PROJET

La **société CITIVIA SPL** est représentée par sa Directrice Générale, Madame Agnès PEREZ, présente à l'acte, nommée par le Conseil d'Administration du 21 octobre 2021 et ayant tous pouvoir à l'effet des présentes en vertu des statuts.

Les Parties ont préalablement exposé ce qui suit :

Préambule

m2A et CITIVIA SPL ont conclu le 27 février 2018 une concession de travaux publics et constitution de droits réels portant sur la construction et l'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade située sur le site DMC à Mulhouse, dans l'emprise du bâtiment 57 démolie par un incendie accidentel en 2012.

Cette concession a été modifiée par voie d'avenants
sous seing privé :
- le 02 mars 2020 pour intégrer le complément de réseaux publics nécessaires au projet et la participation financière correspondante de m2A et par conséquent pour amender les articles 1.1, 9, 15 et 22 ;
- le 08 mars 2021 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2044 et donc pour ajuster l'article 2.1.

sous forme authentique
- le 2 mai 2022 pour intégrer dans la convention de concession l'extension de la salle d'escalade comprenant une salle de blocs et pour reprendre expressément les modifications apportées à ladite convention aux termes des deux premiers avenants sous seing privé.

La structure existante comprend :
- la salle haute accueillant notamment le plus haut mur d'escalade indoor de France (25m),
- un espace d'accueil/billetterie,
- un espace de petite restauration-bar,
- un patio avec un garage à vélo, des blocs d'escalade, des espaces verts et la terrasse de l'espace restauration.

Le projet, tel qu'imaginé au départ, comprenait la réalisation de deux extensions qui ne sont pas intégrées au traité de concession initial. Il s'agit de réhabiliter deux puis quatre travées du bâtiment 57 « couvert », qui jouxte l'établissement actuel :
- La première extension sur les deux premières travées consiste à développer l'activité de blocs et ainsi répondre au cahier des charges pour l'entrainement aux épreuves de blocs des compétitions internationales (l'établissement répond à ce jour aux critères régionaux pour les épreuves de blocs, nationaux pour les épreuves de murs à corde et internationaux pour les épreuves de vitesse).
- La deuxième extension, sur les deux travées suivantes consiste à réaliser l'ensemble des équipements nécessaires à l'accueil des compétitions internationales.

La construction de la structure de la 1re phase du projet s'est achevée fin juillet 2020 avec la réception des travaux et la phase exploitation a commencé en août 2020 avec la prise de possession du bâtiment par la société CMC.

La réalisation et l'exploitation de la première extension a été intégrée à la concession par voie d'avenant à la convention de concession en mai 2022.

Il était précisé que cette extension est essentielle pour :
- la pérennité de l'établissement en accroissant sa capacité d'accueil,

PROJET

- la diffusion de la pratique de l'escalade à un plus grand nombre,
- son positionnement en tant que base d'entraînement des équipes nationales aux Jeux Olympiques 2024, en répondant notamment au cahier des charges de Mulhouse Terre de Jeux auquel est inscrit l'établissement.

A l'instar de la 1re tranche du projet (établissement existant), le montage prévu par l'avenant n°3 ne prévoyait pas la réalisation des travaux de mise en place des équipements intérieurs. à réaliser par le locataire. Les travaux comprenaient uniquement le clos et couvert, les solutions de chauffage et d'isolation, la mise aux normes ERP et l'électricité.

Au fil des études sur le montage financier et les recherches de subventions, il est apparu que la réalisation des équipements intérieurs par CITIVIA contre un loyer complémentaire du locataire était un montage plus adapté à la réalisation du projet, dans l'intérêt de toutes les parties.

Le présent avenant n° 4 a pour objet :
- d'intégrer dans la convention de concession de travaux publics du 27 février 2018 la réalisation des équipements d'escalade (Blocs, prises et tapis de réception) ;
- d'annuler et remplacer l'avenant n°3 à la concession en reprenant ses termes tout en les ajustant pour intégrer les équipements d'escalade, et modifier le budget d'exploitation en conséquence ;
- d'exposer les modalités de financement des nouveaux investissements par le concessionnaire et une nouvelle condition résolutoire en matière de garantie d'emprunt nécessaire pour la réalisation du projet.

****

Clause générale :

Pour une plus grande lisibilité, les articles du présent avenant annulent et remplacent ceux de l'avenant n°3 – de la manière suivante. Les parties relatives au volet équipements apparaissent en gras et en surlignage gris.

Article 1 – Objet

Reprise in extenso de l'article 1.1 modifié par l'avenant n°1

« Par la présente convention de concession de travaux publics, l'autorité concédante confie au concessionnaire, sous sa responsabilité et à ses risques et périls :
- La réalisation et le financement des travaux de construction de l'ensemble immobilier dénommé « salle d'escalade » composé de :

  - un bâtiment :

	Surface utile estimée (m²)
Accueil et services commerciaux	
Salle d'escalade	
Sanitaires	
Bureaux et locaux techniques	
TOTAL	**900**

  - les aménagements extérieurs du projet
  - un complément de réseaux nécessaire au projet

- L'entretien et la maintenance de l'ensemble immobilier, ainsi que l'exploitation, consistant notamment à louer les locaux.

A cette fin, l'autorité concédante met à disposition du concessionnaire le terrain décrit au chapitre II ci-après dans les conditions visées audit chapitre.

Le concessionnaire est maître de l'ouvrage et responsable de l'ensemble des travaux et installations objet des présentes.

Le programme des travaux est détaillé au chapitre III du présent contrat.

Complément à l'article 1.1 de la convention par l'ajout d'un bâtiment composant à l'ensemble immobilier dénommé « salle d'escalade » tel que décrit à l'article 1.1 de la convention, dont la réalisation et le financement des travaux sont confiés à CITIVIA :

- *Une extension 1 de l'établissement dans les deux premières travées du bâtiment 57 « couvert » prolongeant la cour de l'établissement :*

	Surface utile estimée (m²)
Salle de blocs	
Locaux techniques	
TOTAL	***957***

Le programme consiste à réhabiliter la moitié du bâtiment 57 qui a été épargnée par l'incendie de 2012 (deux travées de sheds sur une surface totale de 957 m²) et à y installer une salle pour y accueillir des blocs d'escalade d'une surface de 918 m².

L'escalade de blocs consiste à grimper des blocs de faible hauteur, ce qui permet de pratique sans être assuré.

Les travaux comprendront :
- la séparation en deux du bâtiment 57, le clos et couvert, les solutions de chauffage et d'isolation, la mise aux normes ERP, électricité etc ;
-

la mise en place des équipements sportifs suivants :
- **Blocs d'escalade**
- **Prises d'escalade**
- **Tapis de réception**

Article 2 – Durée du contrat

Reprise in extenso de la modification du 2ème alinéa de l'article 2.1 apportée par l'avenant n°2

La durée est fixée jusqu'au 31 décembre 2044.

Article 3 – Délais
Précisions apportées à l'article 2.2 de la convention :

Les dispositions de l'article 2.2 de la convention s'appliquent à l'extension N°1 à l'exception des durées et dates de démarrages suivantes :

- *La phase d'études débute à compter de la signature du présent avenant. Son délai est fixé à titre prévisionnel à 7 mois*

- *La durée prévisionnelle de la phase de réalisation des travaux est de 10 mois*
- *Le concessionnaire s'engage à réceptionner les travaux et démarrer l'exploitation du bâtiment dans un délai prévisionnel de 2 ans à compter de la signature du présent avenant*

Article 4 – Conditions résolutoires
Complément à l'article 3 de la convention :

Le présent avenant est conclu sous les conditions résolutoires suivantes :

1. Non obtention par le concessionnaire, pour la réhabilitation du bâtiment objet du présent avenant, d'un permis de construire autorisant l'extension de l'ensemble immobilier à vocation sportive et de loisirs purgé de tous recours gracieux ou contentieux et de la faculté de retrait conférée à l'administration et ce au plus tard 9 mois après le dépôt de permis complet.

2. Non obtention par le concessionnaire du financement par un emprunt d'un montant minimum de **900 000 €** amortissable sur 20 ans sur une somme totale de **1 421 000 €** nécessaire à la réalisation du projet.

La non-réalisation de cette condition sera constatée par la production d'une lettre d'accord du ou des établissements bancaires ainsi que du ou des organismes sollicités pour l'octroi du prêt et de l'apport.

3. Mise en évidence dans le bâtiment de pollutions (notamment gaz de sol) rendant incompatible le bâtiment avec l'usage projeté sans travaux mettant en péril l'équilibre économique de l'opération.

4. Non obtention de subventions pour un montant total minimal de **près de 521 000** € nécessaire à l'équilibre de l'opération.

5. Non obtention de la garantie d'emprunt du concédant à hauteur de 80% dont la demande reste à intervenir

Il est précisé que :

- la condition résolutoire 1° est stipulée dans l'intérêt des deux parties, l'une des deux parties ne pouvant renoncer à cette condition sans l'accord de l'autre.
- les conditions résolutoires 2°, 3°, 4° **et 5°** sont stipulées dans l'intérêt exclusif du Concessionnaire qui pourra toujours y renoncer.

Le cas échéant, elles seront constatées par une simple mention que le rédacteur des présentes est habilité à apposer en marge ou au pied du présent acte.

Par ailleurs, en cas de réalisation imminente de l'une des conditions résolutoires ci-dessus-visées, les parties pourront se rapprocher afin de discuter des difficultés rencontrées et éventuellement proroger les délais ci-dessus visés ou revoir les conditions financières de la convention telles que définies à la présente convention, le tout par voie d'avenant.

En cas de survenance d'une des conditions résolutoires ci-dessus visées, le concessionnaire aura droit à une indemnité tel que prévu à l'article 26 « RESOLUTION DU CONTRAT LIEE A LA SURVENANCE D'UNE CONDITION RESOLUTOIRE » de la concession.

Article 5 – Désignation et division cadastrale
Complément à l'article 4.1 et 4.2 et 4.3 de la convention :

4.1 Désignation cadastrales du terrain mis à disposition

A MULHOUSE (68200), sur le site DMC situé rue des Brodeuses, la parcelle cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
HK	18/1	Rue des Brodeuses	00ha 10a 28ca

Figurant ci-après sous la dénomination le « **BIEN** »

TEL ET AINSI que le BIEN existe, s'étend, se poursuit et comporte actuellement avec toutes ses aisances, dépendances, immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve sauf à tenir compte de ce qui peut être le cas échéant indiqué au présent acte.

Un plan foncier du terrain figure en annexe de la présente convention.

4.2 Division cadastrale

La parcelle cadastrée Section HK numéro HK18/1 provient de la division d'un immeuble de plus grande importance originairement cadastré section HK numéro 15/1 lieudit Rue des Brodeuses pour une contenance de 20a 50ca dont le surplus est désormais cadastré :
- section HK numéro 18/1 lieudit rue des Brodeuses pour une contenance de 10a 28ca, objet de la présente convention ;
- section HK numéro 19/1 lieudit rue des Brodeuses pour une contenance de 10a 22ca restant appartenir à M2A.
Ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal d'arpentage numéro 10366 effectué par le service Informations Géographiques de la Communauté d'Agglomération M2A, le 25 novembre 2021, certifié par le service du cadastre de MULHOUSE, le 08 décembre 2021.

4.3 Origine de propriété

L'immeuble cadastré à Mulhouse, section HK N° 18/1 est inscrit au livre foncier au nom de la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (M2A).
Elle en est devenue propriétaire pour en avoir fait l'acquisition, respectivement de la parcelle d'origine, de la société CITIVIA SPL, aux termes d'un acte reçu en la forme administrative par Monsieur Jean-Marie BOCKEL, alors Président de la Communauté d'Agglomération, le 4 décembre 2015.

Article 6 – Publicité Foncière

Pour les besoins de la publicité foncière, les parties consentent et requièrent au livre foncier de Mulhouse :

1°) l'inscription du présent avenant à la concession de travaux public du 27 février 2018, laquelle s'analyse comme un bail de longue durée avec constitution de droit réel à la charge de l'immeuble cadastré à Mulhouse Section HK N° 18/1, jusqu'au 31 décembre 2044.
2° l'inscription du présent avenant à la concession de travaux public du 27 février 2018 en ce qu'il prolonge le délai des charges inscrites sur les immeubles cadastrés à Mulhouse section HK N° 14/1 jusqu'au 31 décembre 2044.

Les parties renoncent à la notification prescrite par la Loi contre délivrance d'un certificat d'inscription à la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Article 7– Destination des lieux mis à disposition

Complément apporté à la composition de l'ensemble immobilier décrit à l'article 5.3
- *Un bâtiment d'environ 957 m² de surface utile*

Article 8 – Description technique des ouvrages à réaliser

Reprise in extenso de l'article 9 modifié par l'avenant n°1

Le programme de l'opération à réaliser par le concessionnaire est joint en annexe à la présente convention.

Le programme porte sur un ensemble immobilier composé de 900 m² environ et comportant :

- un bâtiment :

	Surface utile estimée (m²)
Accueil et services commerciaux	
Salle d'escalade	
Sanitaires	
Bureaux et locaux techniques	
TOTAL	**900**

- les aménagements extérieurs du projet
- un complément de réseaux nécessaire au projet

L'ensemble de l'opération doit être réalisé sur la base de ce dossier et dans le respect des règles d'urbanisme et de construction en vigueur.

Ajout d'un bâtiment à l'ensemble immobilier inscrit au programme de l'opération à réaliser par le concessionnaire et comprenant des équipements sportifs décrit à l'article 9 de la convention :

- *Une extension 1 de l'établissement dans les deux premières travées du bâtiment 57 « couvert » prolongeant la cour :*

	Surface utile estimée (m²)
Salle de blocs	
Locaux techniques	
TOTAL	***957***

Les ouvrages à réaliser comprendront également la mise en place des équipements sportifs suivants :
- **Blocs d'escalade**
- **Prises d'escalade**
- **Tapis de réception**

PROJET

Article 9 – Maintenance et gestion

Reprise in extenso du complément apporté à l'article 15 par l'avenant n°1

A compter de la date d'achèvement de l'ouvrage, le concessionnaire s'engage à assurer la maintenance et la gestion des ouvrages, à l'exception des réseaux extérieurs à la parcelle assiette du projet, qui seront remis aux gestionnaires de réseaux respectifs.

Article 10 – Niveaux de prix des loyers

Modification de l'article 17.2 de la convention

A titre indicatif, le montant du loyer prévisionnel (total), à partir de la mise en exploitation de l'extension n°1, est estimé à **124 K€** annuel **auxquels s'ajoute un loyer complémentaire annuel minimum de 35 K€ pendant 12 ans.**
Le loyer est révisé annuellement à la date d'anniversaire du bail selon l'indice des loyers commerciaux (ILC).

Article 11 – Financement de l'opération

Reprise in extenso du complément apporté à l'article 22 par l'avenant n°1

L'article 22 de la convention est complété de la façon suivante.

Les travaux de prolongation et de rénovation des réseaux dans la rue des Brodeuses sont à charge de la collectivité concédante qui versera une participation au bilan de la concession à hauteur de 77 560€ HT.

Compléments à l'article 22 de la convention :

L'opération nécessite un besoin de financement de 1 421 000 € HT qui se décompose comme suit :

- **Un montant total** de subventions de **près de 521 000 €**
- un financement bancaire du concessionnaire pour le solde soit **900 000** €

Les emprunts contractés par le concessionnaire devront être complètement amortis au terme de la présente convention, sauf cas de résolution et de résiliation prévus au chapitre V de la convention.

Le concessionnaire prévoit de recourir à un emprunt présentant les caractéristiques suivantes :

- montant emprunté : **900 000** €
- durée du prêt : 20 ans

Article 11 – Liste des documents ajoutés aux annexes de la convention

Les annexes suivantes sont ajoutées à la convention :

- Annexe 7 : Copie de la délibération de m2A en date du **XXX**
- Annexe 8 : plan du foncier mis à disposition pour l'extension
- Annexe 9 : Plans de l'extension
- Annexe 10 : **Estimation détaillée des travaux de l'extension**
- Annexe 11 : **Budget et compte de résultat prévisionnel global**

- **Annexe 11bis : Budget et compte de résultat prévisionnel de l'extension**
- Annexe 12 : Avenant N°1 du 2 mars 2020
- Annexe 13 : Avenant N° 2 du 8 mars 2021

Article 12 - Autres clauses

Toutes les autres clauses de la concession de travaux publics non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Article 13 – Frais –Droit d'enregistrement

Le présent avenant est exonéré de taxe d'enregistrement et de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

DONT ACTE sur 10 pages.

Comprenant : **Paraphes**
- renvoi approuvé :
- barre tirée dans des blancs :
- blanc bâtonné :
- ligne entière rayée :
- chiffre rayé nul :
- mot nul :

Fait et passé aux lieux, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent avenant avec le Président de la Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION soussigné.

Pour le Concessionnaire
CITIVIA SPL,

Agnès PEREZ
Directrice Générale

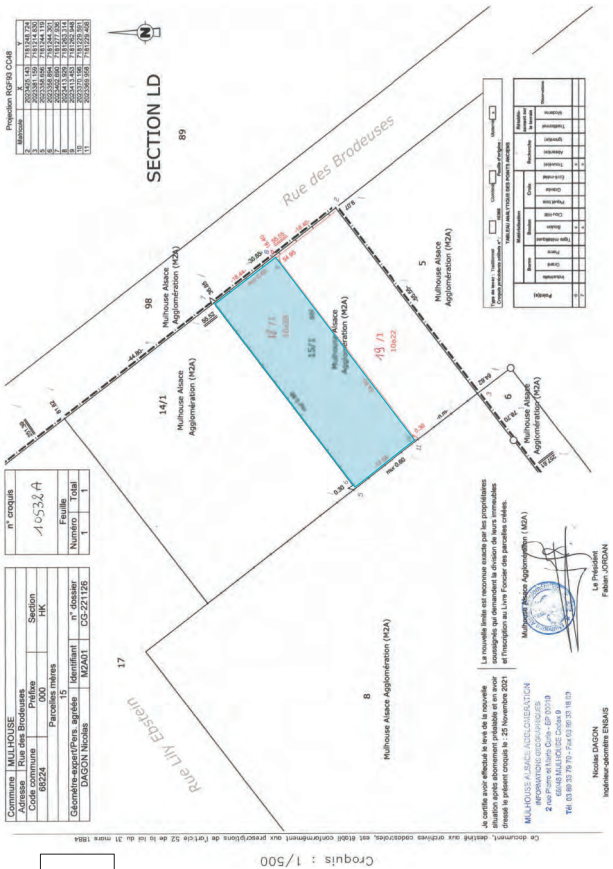
Pour le Concédant
m2A,

Christophe BITSCHENE
Conseiller Communautaire
Délégué

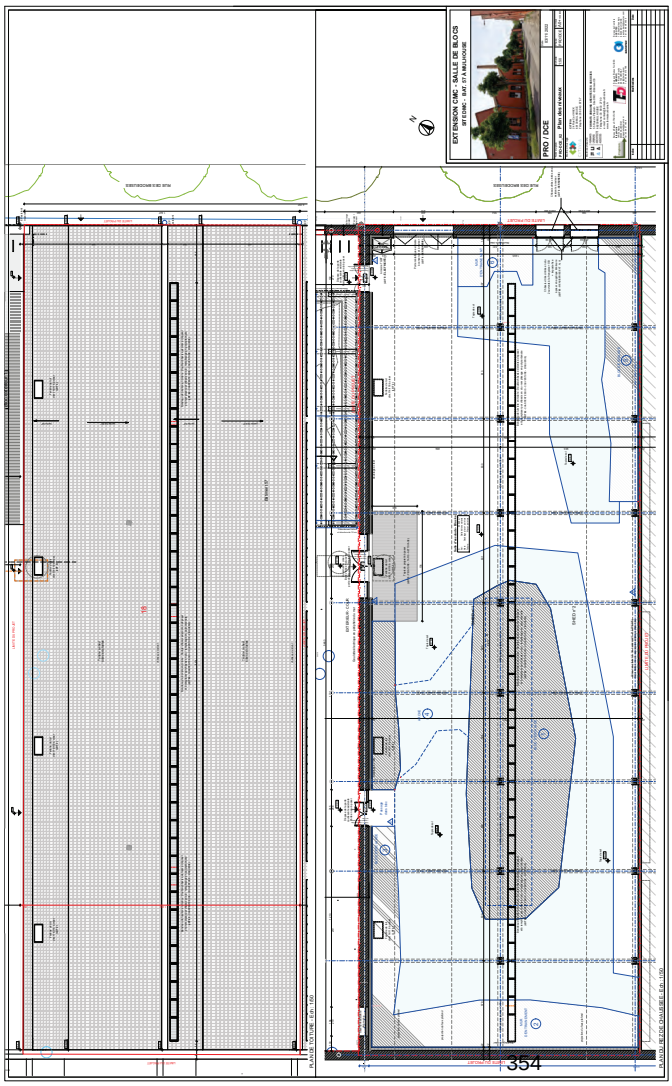
Le Président de
MULHOUSE ALSACE
AGGLOMERATION

Fabien JORDAN

PROJET



Annexe 8
Plan du foncier mis à disposition pour l'extension



Annexe 10
Estimation détaillée des travaux

Lot	DESIGNATION	Prix H.T.
1	GROS ŒUVRE - DEMOLITION - FONDATIONS POUR MURS	207 231 €
	dont socles murs : 107 250 €	
2	CHARPENTE BOIS - COUVERTURE - ZINGUERIE	75 539 €
3	MENUISERIES EXTERIEURES ALU	25 443 €
4	PLATRERIE - CLOISONS - ISOLATION - FAUX-PLAFONDS	155 533 €
5	PEINTURE - TAPIS - NETTOYAGE	21 812 €
6	SERRURERIE	10 800 €
7	CHAUFFAGE - VENTILATION	49 080 €
8	ELECTRICITE	75 000 €
	DIVERS ET ALEAS	45 478 €
	SOUS-TOTAL TRAVAUX BÂTIMENTS	665 868 €
9	STRUCTURES ARTIFICIELLES D'ESCALADE	426 688 €
	DIVERS ET ALEAS	31 243 €
	SOUS-TOTAL STRUCTURES ARTIFICIELLES D'ESCALADE	457 931 €
	TOTAL HT	1 123 799 €

CR 051-B SALLE D'ESCALADE EXTENSION

		2022		2023		2024			
Ligne	Intitulé	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Au delà	Nouveau
	Produits					596	596	1 518	2 114
1	CESSIONS								
10	Cessions collectifs								
11	Cessions individuelles								
12	Cessions activités								
13	Cessions autres								
2	SUBVENTIONS					521	521		521
20	Subventions					521	521		521
3	PARTICIPATIONS								
30	Participations d'équilibre								
31	Participations autres								
32	Participations c/remise d'équipements publics								
33	Participations complément de prix								
4	PRODUITS DE GESTION					75	75	1 518	1 593
40	Produits financiers à court terme								
41	Produits financiers autres								
42	Locations autres					75	75	1 518	1 593
43	Produits autres								
5	TVA								
50	TVA sur dépenses								
	Charges	40	40	1 286	1 326	43	1 369	744	2 113
1	ETUDES	33	33	44	77		77		77
10	Etudes préalables								
11	Etudes pré-opérationnelles								
12	Etudes opérationnelles	33	33	44	77		77		77
13	Etudes révisions								
2	MAITRISE DES SOLS								
20	Acquisitions / Indemnité rémunérable								
21	Acquisitions / Indemnité non rémunérable								
22	Redevance annuelle								
3	TRAVAUX			1 131	1 131		1 131	165	1 296
30	Mise en état des sols								
31	Ouvrages de viabilité			7	7		7		7
32	Ouvrages de viabilité autres								
33	Ouvrages de bâtiments			666	666		666		666
34	Equipements murs escalade			458	458		458		458
35	Entretien des ouvrages							165	165
36	Travaux révisions								
39	Pénalités								
4	HONORAIRES AUX TIERS			3	3		3		3
40	Honoraires sur cession								
41	Honoraires autres			3	3		3		3
5	REMUNERATION	2	2	60	62	5	66	110	177
50	Avances sur rémunération opérateur								
51	Rémunération forfaitaire								
52	Rémunération de conduite opérationnelle	2	2	60	62		62	19	81
53	Rémunération de commercialisation								
54	Rémunération financière								
55	Rémunération de liquidation								
56	Rémunérations de gestion					5	5	91	96
6	FRAIS FINANCIERS	0	0	27	27	38	66	249	315
60	Frais financiers sur court terme	0	0	2	3	13	16	1	17
61	Frais financiers sur emprunts			24	24	26	50	248	298
62	Frais financiers divers								
63	Frais Financiers / court terme - Exploi.								
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	5	5	21	26		26	220	246
70	Frais de gestion locative								
71	Frais de gestion	5	5	11	16		16		16
72	Impôts et taxes			5	5		5	220	225
73	Frais d'information et de communication			5	5		5		5
74	TVA perdue sur prorata								
75	Frais techniques opération autres								
8	TVA								
80	TVA sur recettes								
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-40	-40	-1 286	-1 326	553	-773	774	1

CR 051 CONSO SALLE D'ESCALADE CONSOLIDEE

		Bilan		Fin 2021	2022		2023		2024			
Ligne	Intitulé	Initial	Approuvé	Année	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Au delà	Nouveau
	Produits	2 329	4 616	940	498	1 438	68	1 499	686	2 184	3 441	5 625
1	CESSIONS											
10	Cessions collectifs											
11	Cessions individuelles											
12	Cessions activités											
13	Cessions autres											
2	SUBVENTIONS		710	372	449	822		822	521	1 343		1 343
20	Subventions		710	372	449	822		822	521	1 343		1 343
3	PARTICIPATIONS	250	328			328		328		328		328
30	Participations d'équilibre											
31	Participations autres	250	328	328		328		328		328		328
32	Participations c/remise d'équipements publics											
33	Participations complément de prix											
4	PRODUITS DE GESTION	2 079	3 579	240	41	281	68	349	165	514	3 441	3 955
40	Produits financiers à court terme											
41	Produits financiers autres											
42	Locations autres	2 079	3 258	95	41	135	68	203	165	368	3 441	3 809
43	Produits autres		320	145		145		145		145		145
5	TVA											
50	TVA sur dépenses											
	Charges	2 257	4 570	2 214	93	2 307	1 318	3 625	76	3 701	1 827	5 528
1	ETUDES	116	240	162	33	195	44	240		240		240
10	Etudes préalables											
11	Etudes pré-opérationnelles											
12	Etudes opérationnelles	116	236	158	33	192	44	236		236		236
13	Etudes révisions		4	4		4		4		4		4
2	MAITRISE DES SOLS	3	3	0	0	0	0	1	0	1	2	3
20	Acquisitions / Indemnité rémunérable											
21	Acquisitions / Indemnité non rémunérable											
22	Redevance annuelle mise à disposition du terrain	3	3	0	0	0	0	1	0	1	2	3
3	TRAVAUX	1 440	2 771	1 778	3	1 782	1 131	2 912		2 912	445	3 357
30	Mise en état des sols											
31	Ouvrages de viabilité	15	106	96	3	99	7	106		106		106
32	Ouvrages de viabilité autres											
33	Ouvrages de bâtiments	1 044	2 209	1 671			666					2 337
34	Equipements murs d'escalade extention						458					458
35	Entretien des ouvrages	381	419								419	419
36	Travaux révisions		37	11		11		11		11	26	37
39	Pénalités											
4	HONORAIRES AUX TIERS		3	0		0	3	3		3		3
40	Honoraires sur cession											
41	Honoraires autres		3	0		0	3	3		3		3
5	REMUNERATION	199	385	123	5	128	64	192	10	202	249	451
50	Avances sur rémunération opérateur											
51	Rémunération forfaitaire	15	15	15		15		15		15		15
52	Rémunération de conduite opérationnelle	59	175	103	2	105	60	165	0	165	42	207
53	Rémunération de commercialisation											
54	Rémunération financière											
55	Rémunération de liquidation											
56	Rémunérations de gestion	125	195	5	2	8	4	12	10	22	206	220
6	FRAIS FINANCIERS	310	451	51	40	91	48	139	59	198	422	620
60	Frais financiers sur court terme		19	16	7	22	2	24	13	37	1	38
61	Frais financiers sur emprunts	310	430	35	34	69	46	115	46	161	421	581
62	Frais financiers divers		1									
63	Frais Financiers / court terme - Explo.											
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	188	717	99	12	110	28	138	7	145	710	855
70	Frais de gestion locative		4	4	3	7	3	10	3	13	65	78
71	Frais de gestion	13	47	31	5	36	11	47		47		47
72	Impôts et taxes		285	60	2	63	7	70	2	72	276	348
73	Frais d'information et de communication	4	9	4	0	4	5	9		9		9
74	TVA perdue sur prorata											
75	Frais techniques opération autres	171	123		1	1	1	2	1	3	120	123
76	Remboursement avance ville de Mulhouse		250								250	250
8	TVA											
80	TVA sur recettes											
	RESULTAT D'EXPLOITATION	72	46	-1 274	397	-877	-1 250	-2 127	610	-1 517	1 614	97
	MOBILISATIONS		1 731	1 046		1 046	900	1 946		1 946		1 946
1	MOBILISATION		1 731	1 046		1 046	900	1 946		1 946		1 946
10	Emprunts reçus		1 717	1 032		1 032	900	1 932		1 932		1 932
11	Dépôt de garantie		14	14		14		14		14		14
12	Avance de trésorerie											
14	Participations à recevoir											
	AMORTISSEMENTS		1 731		44	44	75	119	80	198	1 747	1 946
1	AMORTISSEMENTS		1 731		44	44	75	119	80	198	1 747	1 946
10	Emprunts remboursés		1 717		44	44	75	119	80	198	1 734	1 932
11	Dépôt de garantie		14								14	14
12	Avance de trésorerie											
13	Retenue de Garantie (Marché)											
14	Participation reçue											
	FINANCEMENT			1 046	-44	1 002	825	1 827	-80	1 747	-1 747	0
	TRESORERIE		46		125		-300		230		97	97

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

CITIVIA

CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS

REALISATION SUR LE SITE DMC D'UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTREE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE

Annexé à la Minute
d'un acte reçu par
le Président de la m2A
soussigné :
Le 02/05/2022

AVENANT N°1

Décembre 2019

CITIVIA SPL
24 rue Carl Hack - CS 91157
68053 MULHOUSE CEDEX 1
Tél. 03 89 43 87 67
Agnès PEREZ
Directrice Générale

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 9 Décembre 2019.

Ci-après désignée par « m2A », ou « le concédant », ou « la collectivité concédante »
D'une part,

ET

La société dénommée "**CITIVIA SPL** ", Société Publique Locale, Société Anonyme au capital de 3 507 153,97 €, ayant son siège social 5 Rue Lefebvre – 68100 MULHOUSE, immatriculée sous le N° B 378 749 972 au RCS de Mulhouse, représentée par Stephan MUZIKA, Directeur Général, nommé par le Conseil d'Administration du 10 Décembre 2010, mandat prenant effet à compter du 1er Mars 2011.

Ci-après désignée « la Société » ou « le concessionnaire »
D'autre part,

Les Parties ont préalablement exposé ce qui suit :

Préambule

M2A et CITIVIA SPL ont conclu le 27 février 2018 une concession de travaux publics et constitution de droits réels portant sur la construction et l'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade située sur le site DMC à Mulhouse. Les études et diagnostics réalisés dans le cadre de la concession ont montré la nécessité de prolonger les réseaux de gaz, d'électricité et de créer une nouvelle antenne du réseau d'assainissement. Ces travaux se situeront en dehors de la parcelle d'assise du projet dans la rue des Brodeuses, propriété de m2A et qui a vocation à intégrer le domaine public.
Ces travaux n'étaient pas inscrits dans le programme de la concession et pourront être utilisés pour la desserte des bâtiments 57 bis, 74 et 76. Aussi, ils seront pris en charge par la collectivité concédante.
Selon l'article 11.2.5 de la convention, tous les travaux supplémentaires qui ne peuvent être considérés comme mineurs devront faire l'objet d'un avenant préalablement à leur réalisation. Les parties en définiront les modalités de réalisation, de financement et d'exploitation. Aussi, il est proposé de conclure le présent avenant.

Article 1 – Objet

L'article 1.1 est complété et rédigé comme suit :

Par la présente convention de concession de travaux publics, l'autorité concédante confie au concessionnaire, sous sa responsabilité et à ses risques et périls :

- La réalisation et le financement des travaux de construction de l'ensemble immobilier dénommé « salle d'escalade » composé de :

- un bâtiment :

	Surface utile estimée (m²)
Accueil et services commerciaux	
Salle d'escalade	
Sanitaires	
Bureaux et locaux techniques	
TOTAL	**900**

- les aménagements extérieurs du projet
- un complément de réseaux nécessaire au projet

- L'entretien et la maintenance de l'ensemble immobilier, ainsi que l'exploitation, consistant notamment à louer les locaux.

A cette fin, l'autorité concédante met à disposition du concessionnaire le terrain décrit au chapitre II ci-après dans les conditions visées audit chapitre.

Le concessionnaire est maître de l'ouvrage et responsable de l'ensemble des travaux et installations objet des présentes.

Le programme des travaux est détaillé au chapitre III du présent contrat.

Article 2 – Description technique des ouvrages à réaliser

L'article 9 de la convention initiale est complété et rédigé comme suit :

Le programme de l'opération à réaliser par le concessionnaire est joint en annexe à la présente convention.

Le programme porte sur un ensemble immobilier composé de 900 m² environ et comportant :

- un bâtiment :

	Surface utile estimée (m²)
Accueil et services commerciaux	
Salle d'escalade	
Sanitaires	
Bureaux et locaux techniques	
TOTAL	**900**

- les aménagements extérieurs du projet
- un complément de réseaux nécessaire au projet

L'ensemble de l'opération doit être réalisé sur la base de ce dossier et dans le respect des règles d'urbanisme et de construction en vigueur.

Article 3 – Maintenance et gestion

L'article 15 de la convention est modifié comme suit.
A compter de la date d'achèvement de l'ouvrage, le concessionnaire s'engage à assurer la maintenance et la gestion des ouvrages, à l'exception des réseaux extérieurs à la parcelle assiette du projet, qui seront remis aux gestionnaires de réseaux respectifs.

Article 4 – Financement de l'opération objet de la présente convention

L'article 22 de la convention est complété de la façon suivante.

Les travaux de prolongation et de rénovation des réseaux dans la rue des Brodeuses sont à charge de la collectivité concédante qui versera une participation au bilan de la concession à hauteur de 77 560€ HT.

Article 5 - Autres clauses

Toutes les autres clauses de la concession de travaux publics non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait à Mulhouse, le 2/03/2020
En deux exemplaires

Pour CITIVIA SPL,
Stephan MUZIKA
Directeur Général

Pour m2A,
Marc BUCHERT
Vice-Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

CITIVIA SPL

CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS

REALISATION SUR LE SITE DMC D'UNE STRUCTURE DE LOISIRS CENTREE SUR LA PRATIQUE DE L'ESCALADE

AVENANT N°2

Annexé à la Minute
d'un acte reçu par
le Président de la m2A
soussigné :
Le 02/05/2022

Novembre 2020

CITIVIA SPL
24 rue Carl Hack - CS 91157
68053 MULHOUSE CEDEX 1
Tél. 03 89 43 87 67
Agnès PEREZ
Directrice Générale

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabien JORDAN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 14 décembre 2020

Ci-après désignée par « m2A », ou « le concédant », ou « la collectivité concédante »
D'une part,

ET

La société dénommée "**CITIVIA SPL** ", Société Publique Locale, Société Anonyme au capital de 1 500 000 €, ayant son siège social 5 Rue Lefebvre – 68100 MULHOUSE, immatriculée sous le N° B 378 749 972 au RCS de Mulhouse, représentée par Stephan MUZIKA, Directeur Général, nommé par le Conseil d'Administration du 10 Décembre 2010, mandat prenant effet à compter du 1er Mars 2011.

Ci-après désignée « la Société » ou « le concessionnaire »
D'autre part,

Les Parties ont préalablement exposé ce qui suit :

Préambule

m2A et CITIVIA SPL ont conclu le 27 février 2018 une concession de travaux publics et constitution de droits réels portant sur la construction et l'exploitation d'une structure de loisirs centrée sur la pratique de l'escalade située sur le site DMC à Mulhouse.

La durée de l'opération était initialement fixée à 25 années à compter de la signature de la convention, soit jusqu'au 27 février 2043.

Les délais prévus au contrat initial ont connu les évolutions suivantes :

	Délais prévus au contrat	Réalité	delta et causes
Etudes	6 mois 03/18 à 9/18	12 mois 03/18 à 03/19	+ 6 mois liés aux évolutions du projet en concertation avec les différents partenaires : ABF, Pompiers, porteur de projet, financeurs, collectivités...
Travaux	12 mois 9/18 à 9/19	17 mois 03/19 à 08/20	+ 5 mois : 3 mois pour intégrer la réalisation des évolutions de projet ci-dessus et 2 mois dus à la crise sanitaire du coronavirus.
Total	18 mois	29 mois	11 mois

Au regard de ces évolutions et de deux autres justifications exposées dans le tableau ci-après, il est apparu nécessaire de proroger la concession :

	Prolongation	Justification
	6 mois	Mise en conformité de la durée inscrite dans le texte de la concession avec celle du bilan initial qui affichait 6 mois de plus
	11 mois	Evolution des délais d'études et de travaux
	5 mois	Calage en fin d'année civile de l'échéance de la concession
Total	22 mois	

Ainsi la présent avenant a pour objet de proroger la durée de l'opération de 22 mois, soit jusqu'au 31/12/2044.

Article 1 - Prorogation du contrat

Le 2e alinéa de l'article *2.1 Durée* du contrat, est modifié comme-ci :

La durée est fixée jusqu'au 31 décembre 2044.

Article 5 - Autres clauses

Toutes les autres clauses de la concession de travaux publics non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait à Mulhouse, le 08 MARS 2023
En deux exemplaires

Pour CITIVIA SPL,
Stephan MUZIKA
Directeur Général

Pour m2A,
Fabian JORDAN
Président

M. le Président : Nous passons à l'urbanisme et aménagement, la concession de travaux publics visant à réaliser sur le site DMC un avenant.

M. BELLONI : Bonjour à toutes et à tous. Merci M. le Président. On va démarrer toute une série de petites mises au point d'une part, et d'autre part des présentations de bilans annuels. La première concerne ce que tout le monde connaît, la concession de travaux que l'on a portée auprès de CIVIA SPL pour la construction du mur d'escalade de Mulhouse à DMC, le CMC. En mai dernier, on avait validé les travaux d'extension de ce projet pour un peu plus de 1,5 M€, et ce qu'il vous est proposé dans cet avenant n°4, c'est d'y intégrer les équipements sportifs. Ce qui n'avait pas été le cas lors du premier projet qui avait été inauguré en 2020 pour ceux qui s'en souviennent. En fin de compte, c'est un peu plus de 3 M€ HT qui étaient prévus dans l'avenant n°3, un peu moins de 3 600 000 € HT dans cet avenant n° 4, soit à peu près 600 000 € HT d'équipements sportifs. Pour ceux qui ont été déjà sur place, vous avez les grands murs d'escalade qui nécessitent des équipements spécifiques, notamment des cordes. Et là, en fin de compte, c'est pour instituer quelque chose de beaucoup plus ouvert au grand public, ça s'appelle des blocs, ce sont des petites choses un peu moins hautes et il n'y a pas besoin d'équipements spécifiques mais plutôt des tapis au sol pour en assurer la sécurité. Je rappelle aussi que cet avenant n'a aucune incidence financière pour m2A. m2A a porté une subvention de 78 000 € au début de la concession, et cette subvention a déjà été versée évidemment depuis, et il n'y a pas d'augmentation de l'investissement de m2A, c'est porté par CITIVIA SPL qui récupérera cette augmentation sur les loyers qu'elle demandera aux clubs. Voilà M. le Président.

M. le Président : Merci. On prend acte de tout cela. Des questions ? Des votes contre ? Pas d'abstention ?

Pour : 58 + 25 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : M. BELLONI, M. RICHE, M. NEUMANN, M. BEHE, Mme LUTZ, M. BOUILLÉ, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme HOTTINGER, M. JORDAN.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci.

39° ZAC PARC DES COLLINES II : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE CITIVIA SPL POUR L'EXERCICE 2021 (533/1.4/900C)

CITIVIA SPL a établi son compte-rendu d'activités pour l'exercice 2021 relatif à sa mission d'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Parc des Collines 2, dont elle est concessionnaire jusqu'à fin 2034. Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, ce document est soumis à l'examen du Conseil d'Agglomération.

En 2021, six lots de la ZAC ont été cédés : lot 4b à Anthylis, lot 45 à Daer, lot 50 à Muta-Santé, lot 43 à ACM nettoyage, lot 44 à B-Hive et lots 52 et 63 à Plastrance.
Le total des surfaces ainsi vendues est de 35 306 m². Ce bon niveau de commercialisation n'a été atteint qu'en 2011 et 2017 (La Poste) et se trouve être supérieur au niveau moyen annuel des cessions de 14 700 m²/an.

Le montant total de ces recettes de cessions s'élève à 1 865K€. Une plus-value de 27 000 € a été réalisée par rapport aux recettes escomptées.

Suite à une revalorisation des valeurs de cession des parcelles actée en 2020, les prix de vente sont désormais appliqués comme suit :
- 39 € HT/m² de terrain pour les parcelles supérieures à 15 000 m² ;
- 45 € HT/m² de terrain pour les parcelles supérieures à 10 000 m² et inférieures à 15 000 m² ;
- 52 € HT/m² de terrain pour les parcelles inférieures à 10 000 m².

Le bâtiment réalisé par la société « Petites Papilles » a été livré en 2021. En parallèle, les travaux de construction des bâtiments des sociétés Muta-Santé, ACM Nettoyage et DAER ont été engagés cette même année.

Les travaux d'aménagement de l'Avenue de Strasbourg (extension de la ZAC vers l'Est depuis 2018) se sont poursuivis en 2021 avec la réalisation des impasses (rue de Berlin et rue de Paris) et la finition des espaces verts de l'avenue, pour un montant de 950 K€. Ainsi, près de 75 % des travaux d'aménagement des espaces publics de la ZAC des Collines 2 ont été réalisés au 31 décembre 2021.

Le compte-résultat de l'opération, tel qu'il est établi par CITIVIA au 31 décembre 2021, est équilibré même s'il présente une légère diminution par rapport à 2020 (soit -39 K€). Celle-ci est liée à une baisse des produits de gestion et en parallèle, à une augmentation des frais financiers.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA relatif à la ZAC du Parc des Collines 2.

PJ. : 2
- Compte-rendu annuel à la collectivité 2021
- Synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2021

PARC DES COLLINES
ZAC II

COMPTE-RENDU A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

2021

SOMMAIRE

1 CONTEXTE 3
A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION 3
B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS 3
C. SITUATION ADMINISTRATIVE 4
2 AVANCEMENT & PROGRAMMATION 4
A. CESSIONS 4
B. SUBVENTIONS 5
C. PARTICIPATIONS 5
D. MAITRISE FONCIÈRE 5
E. ETUDES 6
F. TRAVAUX 6
G. FINANCEMENT 6
3 ANALYSES ET PERSPECTIVES 7
4 ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIqUES 8
5-COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (en K€) 23

1 CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

DONNEES CONTRACTUELLES

Nom d'opération	**037 - ZAC des Collines 2**	**037**
Collectivité	**m2A**	
Signature de la concession /convention	27 décembre 2004	
Echéance	31 décembre 2034	
Avenant n°1	7 janvier 2009	
Avenant n°2	29 mars 2011	
Avenant n°3	4 février 2013	
Avenant n°4	1er mars 2019	

PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES

Création de la ZAC	21 décembre 2004
Arrêté de DUP	26 février 2007
Dossier de réalisation	21 décembre 2004

PRESTATAIRES PRINCIPAUX

Urbaniste/Architecte conseil	Christian Plisson
Maître d'œuvre technique	Bureau d'Etudes et d'Aménagement
Notaire	Luc Ehret
Géomètre	AGE Géomètres
Autres :	

PROGRAMME

	prévision d'origine	nouvelle prévision	*réalisé (en cumul)*	*à réaliser (cumul)*
Surfaces totales à aménager	724 992 m²	724 992 m²	304 691 m²	420 301m²
Surfaces totales cessibles	503 822 m²	485 352 m²	211 740 m²	273 612m²
Surface de plancher logements neufs/rénovés				
Surface de plancher bureaux	300 000 m²	192 213 m²	82 769 m²	109 445m²
Surface de plancher artisanales et industrielles				
Surface de plancher commerce, hôtellerie				
Equipements voirie, espaces verts	221 170 m²	239 640 m²	119 820 m²	119 820m²
Equipement superstructure	(nature/intitulé)	Shelter		

DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€

	prévision d'origine	nouvelle prévision	*réalisé (en cumul)*	*à réaliser (cumul)*	*avancement*
Cessions/Locations	20 081	23 033	10 506	12 527	46%
- logements					
- bureaux	20 081	23 033	10 506	12 527	46%
- artisanat et industrie					
- commerce et hotellerie					
Investissements	17 340	20 344	15 395	4 949	76%
- études	1 922	1 596	826	770	52%
- acquisitions	273	96	95	1	99%
- travaux	15 145	18 652	14 474	4 178	78%
Bilan collectivité					
Participation de la Collectivité		3 530	3530	0	
Valeur des équipements publics	17 920	18 948	13 596	5 352	

2. CHIFFRES CLES

EFFETS LEVIER

	réalisé (en cumul)	*à réaliser (cumul)*
Nombre d'emplois générés	3 161	1 800
Investissements générés	95 183 890	125 861 520
Principales implantations ou investissements	La Poste, Chronopost, ONF, projets de M. Pilleri et de M. Himmler, Papillons blancs,...	

CHIFFRES CLEFS

Périmètre de la concession	725 000
Périmètre de ZAC	725 000
Patrimoine immobilier	Sans objet
Nombre d'entreprises	180

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Justification de l'opération - Objectifs généraux : Située sur la troisième vallée du secteur des Collines et sur les communes de Mulhouse et de Brunstatt-Didenheim, cette deuxième ZAC des collines, aménagée en continuité immédiate de la précédente, permet de répondre à la demande d'implantation d'entreprises. Elle couvre une superficie d'environ 75 ha pour 50 ha cessibles.

Début de l'opération : 2004

Etapes clefs les plus récentes :
- Première tranche des travaux de viabilisation a commencé en novembre 2008.
- Démarrage des premiers travaux de construction des programmes privés en 2010.
- Prorogation de la ZFU jusqu'au 31 décembre 2020.
- Démarrage travaux d'aménagement tranche 2 : septembre 2019
- Remises des ouvrages de la tranche 1, de la jonction coteaux et de l'accès poste : juin/octobre 2020

C. SITUATION ADMINISTRATIVE

Procédure d'urbanisme : ZAC concédée.
Procédure foncière :
- Cession du foncier par m2A à l'euro symbolique.
- Arrêté de DUP est daté du 26/02/2007. m2A a effectué la déclaration de projet au cours du Conseil Communautaire du 21 décembre 2006. L'arrêté de cessibilité est daté du 20 avril 2007

Autorisation au titre de la loi sur l'eau :
- Arrêté préfectoral du 08/11/2006

Archéologie :
- Arrêté préfectoral prescriptif du 14/09 2007
- *Attestations de libération des terrains de toute contrainte d'archéologie préventive :*
  - *Phase 1 : 01/12/2008*
  - *Phase 2 : 16/09/2013*
  - *Phase 3 : 24/07/2017*

2 AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. CESSIONS

A.1. Rappel des prix de cession et surfaces à commercialiser

- Prix de vente

Les prix de cession applicables depuis le 1er janvier 2020 sont :
39 € HT/m² de terrain pour les parcelles supérieures à 15 000 m²
45 € HT/m² de terrain pour les parcelles supérieures à 10 000 m² et inférieures à 15 000 m²
52 € HT/m² de terrain pour les parcelles inférieures à 10 000 m²

A.2- Cessions réalisées en 2021

Six cessions ont été réalisées en 2021 :
- Anthylis (lot 4b)
- Daer (lot 45)
- Mutasanté (lot 50)
- ACM nettoyage (lot 43)
- B-Hive (lot 44)
- Plastrance (lot 52 et 63)

A.3. Cessions prévues en 2022

Trois cessions sont prévues en 2022 :
- Cocktalis (lot 51)
- Muller Clim (lot 42)
- HADSA (lot 64)

Pour mémoire : Gel des lots 59 et 60 dans l'attente d'une connaissance plus précise du traitement de la jonction avec la RD8 bis.

A.4. Moyens de commercialisation

- Supports : Site internet de CITIVIA, relation avec les journaux spécialisés, …

- Collaboration étroite avec les acteurs du milieu économique local : coordination avec les organismes régionaux et locaux de développement : Adira, Alsabail, m2A, collaboration avec les agents immobiliers, offices notariaux etc.
- Participation à divers salons professionnels à vocation économique : MIPIM et SIMI

B. SUBVENTIONS

B.1. Subventions perçues au 31/12/2021

1 397 K€ de subventions ont été perçus depuis le début de l'opération.

B.2. Subvention à percevoir/contractualiser en 2022

Sans objet

C. PARTICIPATIONS

C.1. Participations perçues au 31/12/2021

3 530 K€ de participations du concédant ont été perçus depuis le début de l'opération.

C.2. Participation à percevoir/approuver en 2022

Sans objet

D. MAITRISE FONCIÈRE

D. 1. Terrains privés

- Acquisitions réalisées en 2021.

Sans objet

- Acquisition à réaliser en 2022.

Régularisation foncière d'une parcelle de 9m² en raison de la construction d'un poste transfo public sur un terrain cédé.

D. 2. Terrains collectivité

- Acquisitions réalisées en 2021.

Sans objet

- Acquisition à réaliser en 2022.

Sans objet

E. ETUDES

E.1 Etudes réalisées en 2021

- Etudes de maîtrise d'œuvre et études diverses pour la 2e tranche des travaux d'aménagement de la ZAC.
- Géomètre : arpentage de terrains à céder
- Architecte conseil : avis sur les permis de construire en instruction
- Fin de l'étude de faisabilité sur la jonction et le carrefour entre le Parc des Collines, la RD8bis et la ZAC Espace d'activités à Didenheim

E.2 Etudes à réaliser en 2022

- Etudes de maîtrise d'œuvre et études diverses pour la 2e tranche des travaux d'aménagement de la ZAC.
- Géomètre : arpentage de terrains à céder
- Architecte conseil : avis sur les permis de construire en instruction
- Etude de faisabilité pour l'aménagement de petites parcelles sur le secteur ouest

F. TRAVAUX

F.1 Travaux réalisés en 2021

- Espaces verts de la 2e tranche des travaux d'aménagement de la ZAC (prolongement de l'avenue de Strasbourg et amorce de la voie vers la RD8bis)
- Fins travaux rue de Berlin, début travaux rue de Paris
- Entretien des ouvrages

F.2 Travaux à réaliser en 2022

- Suite et fin des travaux de la rue de Paris
- Entretien des ouvrages

Après 2022, le programme des équipements publics prévoit les tranches ultérieures des marchés en cours (rue de Luxembourg et voie vers la RD8bis hors carrefour) et l'aménagement du secteur situé à l'ouest de la rocade.

G. FINANCEMENT

G.1 Financements mis en place en 2021

Pour la tranche 1, le financement est assuré par des lignes de trésorerie à court terme auprès du Crédit Agricole pour 1,2 M€, de la BECM pour 1 M€ qui sont renouvelés annuellement et pour le reliquat par CITIVIA.
Le lancement des travaux de la tranche 2 est financé par CITIVIA qui apporte les fonds à travers son découvert à court terme auprès de la Caisse des dépôts, puis par la mise en place de deux prêts sur 14 ans à la banque populaire.
Le déficit de trésorerie complémentaire est financé par des billets à ordre mis en place à partir de 2021 en fonction du rythme de commercialisation.

G.2 Financements à mettre en place à partir de 2022

Trois billets à ordre de 700 K€.

3 ANALYSES ET PERSPECTIVES

Les travaux de la prolongation de l'avenue de Strasbourg ont démarré en 2019 et ont été réceptionnés en 2020 à l'exception des espaces verts. Ces travaux ont permis de proposer à la commercialisation de nouvelles parcelles de tailles adaptées à la demande du marché et de compléter le lien déjà existant avec la sortie Est de la ZAC sur le quartier des Coteaux. La demande pour des parcelles situées entre l'avenue de Strasbourg et la RD8 Bis a conduit à enclencher les travaux de la rue de Berlin à partir d'avril 2021, puis de la rue de Paris à partir d'août 2021.

Six cessions ont été réalisées en 2021 et les terrains de petite taille actuellement disponible se raréfient. Une étude de faisabilité pour l'aménagement du secteur ouest pour un découpage de petites parcelles sera réalisée en 2022. Les résultats de cette étude seront présentés aux services courant 2022.

La remise des ouvrages techniques de la 1re tranche a été réalisée. Il reste la cession des assiette foncières des espaces publics. Sa mise en œuvre rapide avec la Collectivité permettra de limiter les budgets prévisionnels de taxe foncière.

Le bilan d'opération connait les évolutions détaillées ci-dessous mais le résultat de l'opération reste à l'équilibre :

Produits :
- Evolution globalement à la hausse des produits de cession :
- prix de vente des terrains cédés en 2021 plus élevé que les estimations, à l'exception de Plastrance pour laquelle le montant a été négocié à la baisse en accord avec m2A.
- revue à la baisse des produits de la facturation à ENEDIS des travaux à lui remettre en raison de la baisse des coûts de ces travaux

Charges :
- Stabilité du coût global des travaux et des études
- Baisse de la rémunération financière de l'aménageur
- Hausse des aléas de frais financiers en prévision des aléas à venir sur l'opération

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul à fin 2021 sont constituées des recettes et dépenses HT constatées à fin décembre 2021 ;
- Les prévisions sont établies en valeur 2021 (donc en € constants) ;
- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle revenant à CITIVIA SPL est assis sur les dépenses définies conventionnellement et constatées à la fin de l'exercice ;
- Le montant de la rémunération de commercialisation revenant à CITIVIA SPL fait l'objet d'une comptabilisation à la signature de l'acte de vente
- Les hypothèses de taux d'intérêt à court terme (pool de trésorerie) sont de 3 %, les billets à ordres sont de 2.5 %, les emprunts à moyen et long terme sont de 1,4 %.
- Les évolutions de la règlementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable.
- Les avances et les retenues de garantie figurent dans les lignes de trésorerie.
- La valorisation des équipements publics (état joint en annexe) intègre les postes de charges :
  - Etudes - Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS, OPC)
  - Rémunération de conduite opérationnelle
  - Travaux

4 ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

A.1. CESSIONS

CESSIONS - REALISE AU 31/12/2021

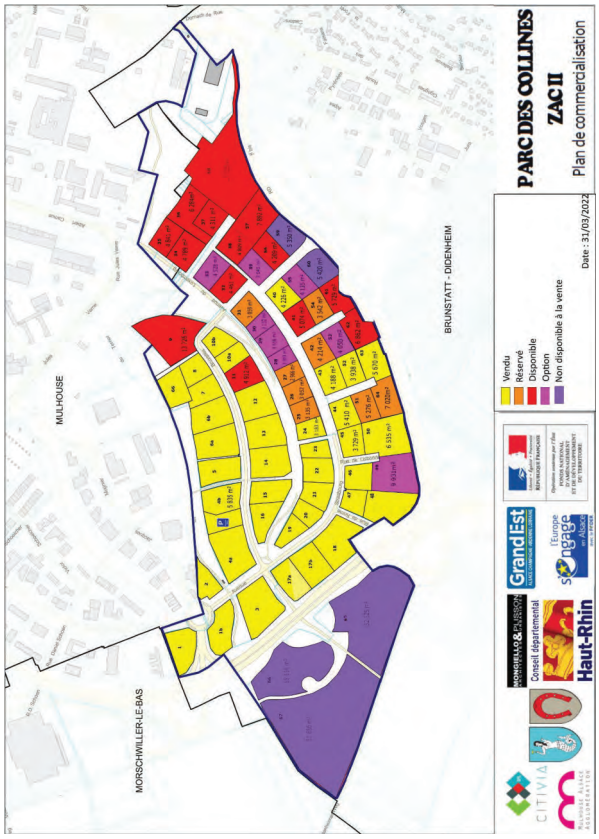
Réf. lot	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface en m²	SP en m²	Prix en k€
N°0	Lazard - SCI West Park	Viab West Park (ZFU)	05-mars-2008	6 422	1 986	256
N°1	Lazard - SCI West Park	Viab West Park (ZFU)	05-mars-2008	6 295	2 718	351
N°23	Office National des Forêts	Tranche 1	24-nov-2009	3 074	1 230	152
N°22	GALOPIN - GK2S	Tranche 1 (ZFU)	08-juil-2010	4 467	1 787	201
N°16	Groupe Conseil (Fidim)	Tranche 1 (ZFU)	21-oct-2010	4 954	2 110	295
N°3	Financiere Pilleri	Tranche 1 (ZFU)	mars-2011	9 942	3 977	394
N°7	Loos	Tranche 1 (ZFU)	mai-2011	4 363	1 745	188
N°5	Sondenecker	Tranche 1 (ZFU)	mars-2011	6 200	2 480	279
N°8	MCK	Tranche 1 (ZFU)	juil-2011	3 259	1 304	163
N°47/48	CHT (Chronopost)	Tranche 1	juil-2011	11 667	4 667	419
N°14	Imvest	Tranche 1 (ZFU)	avr-2011	7 109	2 844	415
N°6b	Naegelen EEC	Tranche 1 (ZFU)	juil-2011	6 630	2 652	298
N° 2a	Parking Valmart	Tranche 1 (ZFU)	juil-2012	782	313	44
N°2b	Bureaux Valmart	Tranche 1 (ZFU)		2 927	1 171	183
N°6a	C2B international	Tranche 1 (ZFU)	juin-2013	8 059	3 224	396
N°19	OCI informatique	Tranche 1 (ZFU partie)	mars-2014	3 402	1 361	170
N°21	Foncière Fimeos	Tranche 1 (ZFU)	oct-2014	4 341	1 736	256
N°13	Foncière Fimeos	Tranche 1 (ZFU)	avr-2016	6 786	2 714	380
N°66	Papillons blancs	Tranche 1 (ZFU)	oct-2016	6 388	2 500	400
n°4a	Pilleri	(ZFU)	oct-2017	10 000	4 000	420
N°17a	La Poste	Tranche 1	déc-2017	5 988	2 395	924
N°17b				6 163	2 465	
N°18				9 331	3 732	
N°20	Bauemlin	Tranche 1 (ZFU partie)	nov-2017	3 139	1 256	176
N°46	SCI Jumi	Tranche 1	déc-2017	4 262	1 705	205
N°15	SCI Athènes	Tranche 1 (ZFU)	mars-2018	5 317	2 127	266
N°10a	Papillons Blancs	Tranche 1 (ZFU)	juil-2018	3 397	1 359	369
N°10b		Tranche 1 (ZFU partie)		3 556	1 422	
N°4c	Citivia SEM	(ZFU)	nov-2018	4 098		201
N°12	Foncière Fimeos	Tranche 1 (ZFU)	avr-2019	6 760	2 704	405
N°24	LCR	Tranche 2	déc-2019	3 130	1 273	188
N°40	Petites papilles	Tranche 2	déc-2020	4226	1 690	246
N°4b	Anthilys	(ZFU)	juin-21	5 836	2 334	321
N°45	Daer HFC Confora	Tranche 1	juil-2021	3 729	1 492	205
N°50	Muta Santé	Tranche 1	sept-2021	6 535	2 614	351
N°43	ACM Nettoyage	Tranche 2	sept-2021	4 188	1 675	230
N°44	B-Hive	Tranche 2	nov-2021	5 410	2 164	325
N°52 et 63	SCI du lac - Plastrance	Tranche 2	déc-2021	3938	1 575	432
				5670	2 268	

Total cessions réalisées	211 740	82 769	10 506

CESSIONS - STOCK / RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf. lot	Acquéreur	Nature	Statut (date compromis/libre	Surface en m²	SP en m²	Prix en k€
N°11		Tranche 1 (ZFU)		4 912	1 965	255
N°49		Tranche 1		9 932	3 973	516
Ss total		**Tranche 1**		**14 844**	**5 938**	**771**
N°25		Tranche 2		3135	1 254	163
N°26		Tranche 2		3052	1 221	159
N°27		Tranche 2		2966	1 186	154
N°28		Tranche 2		3800	1 520	198
N°29		Tranche 2		4656	1 862	242
N°30		Tranche 2		3132	1 253	163
N°31		Tranche 2		3059	1 224	159
N°32		Tranche 2		4461	1 784	232
N°33		Tranche 2		4528	1 811	235
N°34		Tranche 2		9630	3 852	472
N°35		Tranche 2				
N°36		Tranche 2		10 595	4 238	477
N°37		Tranche 2				
N°38		Tranche 2		4809	1 924	250
N°39		Tranche 2		3045	1 218	158
N°41		Tranche 2		5072	2 029	264
N°42		Tranche 2		4200	1 680	218
N°51		Tranche 2	Réservé	5 276	2 110	274
N°53		Tranche 2		4050	1 620	211
N°54		Tranche 2		3543	1 417	184
N°55		Tranche 2		4135	1 654	215
N°56		Tranche 2		4209	1 684	219
N°57		Tranche 2		7892	3 157	410
N°58		Tranche 2	Réservé pour CTC	25928	10 371	1 011
N°59		Tranche 2		5350	2 140	278
N°60		Tranche 2		5420	2 168	282
N°61		Tranche 2		5729	2 292	298
N°62		Tranche 2		6864	2 746	357
N°64		Tranche 2		7020	2 808	365
N°9				13726	5 490	618
Ss total		**Tranches 2**		**169 282**	**67 713**	**8 266**
						0
N°65 (ex63)		Tranches ultérieures		32325	12 930	1 261
N°67 (ex65)		Tranches ultérieures		41166	16 466	1 605
N°68 (ex64 puis 66)		Tranches ultérieures		15995	6 398	624
Ss total		**Secteur Ouest**		**89 486**	**35 794**	**3 490**
Total cessions stock				273 612	109 445	12 527
TOTAL CESSIONS				485 352	192 213	23 033

A.2. PLAN DES CESSIONS



B. SUBVENTIONS

SUBVENTIONS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en k€
Etudes opérationnelles	Europe (Obj. 2)	12-févr-07	175
Subvention minorée en 2017 car		(Avenant N° 1 le 21/11/07)	
montant études < prévision			-6
Travaux paysagers tranche 1	Europe (Obj. 2)	30-mars-07	92
montant initial de 371 K€, ramené à 92 K€ suite au décalage imposé par les fouilles archéologiques			
Subvention minorée en 2017 car montant travaux < prévisions			-3
Espaces verts tranche I -			
Fouilles archéologiques	FNADT	24/06/2008	290
Espaces verts tranche II -			
Fouilles archéologiques	FNADT	25/02/2009	598
Subvention minorée en 2013 car			
montant travaux < prévision	FNADT	2013	-65
Travaux VRD - Tranche I	Conseil général	21/11/2009	200
Jonction coteaux	FNADT	25/11/2014	115
Total réalisé			**1397**

SUBVENTIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Valeur en k€
Total à réaliser			**0**
TOTAL			**1397**

C. PARTICIPATIONS

PATICIPATIONS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Versements	Montant en k€
Participation m2A pour l'utilisation du lot 62 pour le centre technique communautaire	m2A	2011	815
Participation d'équilibre Avenant 02/2012	m2A	2013	500
		2014	300
		2015	700
		2016	700
		2017	515
Total réalisé			**3530**

PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Versements	Valeur en k€
Total à réaliser			**0**
TOTAL			**3530**

D.1. ACQUISITIONS PRIVEES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	Zac Collines I	ZAC1 -> ZAC2	2011	9656	-	0
Total				9656		0

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	ACM nettoyage	Poste transfo Régularisation foncière		9		0,50
Total				0		0

D.2. ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - TRANCHE 1 - Mars 2008

Réf. parcelle	Nature	Date	Surface en m²	Observations	Prix en k€
Section-N° Commune de Didenheim					
25-131/1			40 153	Requête en inscription	
25-2	terre		13 095	-	
25-3	terre		15 200	-	
25-4	terre		905	-	
25-5	terre		3 300	-	
25-6	terre		6 130	-	
25-7	terre		27 452	-	
25-9	terre		8 011	-	
25-132/7	Ancien chemin*		846		
22-312/3	terre		2 474	PVA 703	
22-318/3	terre		720	PVA 703	
22-311/4	terre		840	PVA 703	
22-317/4	terre		155	PVA 703	
22-319/5	terre		2 535	PVA 703	
22-324/5	terre		3 132	PVA 703	
22-316/5	terre		169	PVA 703	
22-313/8	terre		28 349	PVA 703	A
22-314/8	sol		4 954	PVA 703	L
22-14	terre		1 760	-	'
22-15	terre		1 630	-	E
22-16	terre		2 020	-	U
22-17	terre		9 520	-	R
22-18	terre		14 180	-	O
22-153	sol		12 700		
22-151	terre		600	-	S
22-23	terre		10 950	-	Y
22-169	terre		2 752	-	M
22-172	terre		1 252	-	B
22-175	terre		2 053	-	O
22-178	terre		2 444	-	L
22-181	terre		1 231	-	I
22-182	terre		16	-	Q
22-185	terre		690	-	U
22-188	terre		173	-	E
22-190	terre		3 078	-	
22-192	terre		1 660	-	
22-194	terre		1 457	-	
22-198	terre		1 045	-	
22-200	terre		57	-	
22-202	terre		4	-	
22-24	terre		23 760	-	
22-25	terre		8 440	-	
22-26	terre		2 735	-	
22-27	terre		3 315	-	
22-205	terre		5 776	-	
22-208	terre		2 245	-	
22-211	terre		4 184	-	
22-214	terre		3 239	-	
22-217	terre		2 015	-	
22-220	terre		1 115	-	
22-226	terre		1 473	-	
22-229	verger		1 241	-	
22-231	terre		2 813	-	
Total Intermédiaire 1			292 043		

Réf. parcelle	Nature	Date	Surface en m²	Observations	Prix en k€
22-233	terre		2 476	-	
22-82	pré		2 100	-	
22-83	pré		920	-	
22-84	pré		1 020	-	
22-86	pré		4 195	-	
22-87	pré		2 010	-	
22-88	terre		985	-	
22-89	terre		940	-	
22-235	terre		4 098	-	
22-78	verger		1 420	-	
22-79	terre		1 400	-	
22-80	verger		2 535	-	
22-81	terre		1 960	-	
22-239	terre		1 577	-	
22-241	terre		6 614	-	
22-243	terre		7 969	-	
22-245	terre		5 860	-	
22-98	terre		3 785	-	
22-99	terre		2 750	-	
22-247	terre		31 451	-	A
22-250	sol		21 219	-	L
22-104	terre		3 490	-	'
22-105	terre		5 850	-	E
22-106	terre		2 000	-	U
22-107	terre		2 060	-	R
22-108	terre		850	-	O
22-109	terre		6 775	-	
22-110	terre		1 590	-	S
22-111	terre		535	-	Y
22-112	terre		1 290	-	M
22-293	terre		1 055	-	B
22-294	terre		555	-	O
22-295	terre		1 900	-	L
22-296	terre		9 385	-	I
22-114	terre		4 395	-	Q
22-115	terre		5 290	-	U
22-252	terre		1 744	-	E
22-254	terre		1 085	-	
22-256	terre		1 109	-	
22-258	terre		1 044	-	
22-260	terre		771	-	
22-262	terre		3 968	-	
22-264	terre		818	-	
22-267	terre		809	-	
22-270	terre		1 050	-	
22-273	terre		3 073	-	
22-276	terre		772	-	
22-280	terre		341	-	
22-283	terre		1 655	-	
22-125	terre		1 170	-	
22-123	terre		2 015	-	
22-120	terre		430	-	
22-121	sol		900	-	
22-122	terre		570	-	
22-297/24	Ancien chemin*		1 484		
22-298/75	Ancien chemin*		386		
Total intermédiaire 2			179 498		

Réf. parcelle	Nature	Date	Surface en m²	Observations	Prix en k€
22-299/81	Ancien chemin*		405		
22-300/70	Ancien chemin*		978		
22-301/26	Ancien chemin*		1 215		
22-302/113	Ancien chemin*		1 705		
22-303/135	Ancien chemin*		232		
22-304/123	Ancien chemin*		750		
22-305/115	Ancien chemin*		950		
22-315/8	Ancien chemin*		299	PVA 703	
22-320/8	Ancien chemin*		151	PVA 703	
22-307/67	Ancien chemin*		523		
22-308/18	Ancien chemin*		936		
22-309/21	Ancien chemin*		6 759		
22-310/34	Ancien chemin*		151		
22-325/21			72 578	PVA 704	
15-386/60	Ancien chemin*		454		
15-60	terre		1 586	-	
15-59	terre		1 079	-	A
15-58	terre		976	-	
15-57	terre		1 039	-	L
15-56	taillis simples		1 767	-	'
15-55	terre		1 029	-	E
15-54	terre		1 924	-	U
15-53	terre		897	-	R
15-52	taillis simples		1 597	-	O
15-51	taillis simples		752	-	
15-50	terre		834	-	S
15-49	terre		780	-	Y
15-48	terre		1 318	-	M
15-394/96	terre		631	PVA 702	B
15-303	terre		185	-	O
15-321	terre		215	-	L
15-324	terre		177	-	I
15-327	terre		190	-	Q
15-330	terre		306	-	U
15-333	terre		111	-	E
15-336	terre		74	-	
15-339	terre		32	-	
15-342	terre		2	-	
15-62	terre		861	-	
15-280	terre		390	-	
15-276	terre		490	-	
15-274	terre		533		
15-272	terre		658	-	
15-270	sol		794	-	
15-395/92	terre		135	PVA 702	
15-397/88	terre		117	PVA 702	
15-292/90	terre		38	-	
Commune de Mulhouse-Dornach					
18-92	sol		718	-	
18-27	terre		1 239	-	
TOTAL GENERAL TRANCHE 1			583 101		0,001

ACQUISITIONS - TRANCHE 2 - Décembre 2009

Réf. parcelle	Nature	Statut	Surface en m²	Observations	Prix en K€
Commune de Didenheim					
22-116	terre		2 120		
22-117	terre		1 240		
22-118	terre		795		
22-119	terre		535		
22-136	terre		1 197		
22-149	sol		1 889		
22-150	sol		242		
22-22	terre		11 060		
22-237	terre		3 078		
22-336	terre		243	EX 326	
22-337	terre		629	EX 326	
22-338	terre		120	EX 326	
25-8	terre		850		A L'EURO SYMBOLIQUE
15-398			863		
15-396			182		
15-393			321		
15-387			5 491		
15-206	terre		136		
15-61	terre		862		
15-197	terre		497		
15-198	terre		245		
15-199	terre		198		
15-200	taillis simples		137		
15-201	taillis simples		224		
15-202	terre		89		
15-203	terre		123		
15-204	terre		35		
15-205	taillis simples		18		
Mulhouse - Section IB					
IB-151	sol		10 661	Présence conduite gaz	
IB-20	pré		2 143		
IB-21	pré		891		
IB-22	jardin		883		
IB-23	jardin		465		
IB-24	jardin		962		
IB-25	jardin		717		
IB-26	jardin		688		
IB-29	jardin		418		
IB-28	sol		844		
IB-94	jardin		558		
IB-100	jardin		735		
IB-196/23	Ancien chemin		337		
IB-195/20	Ancien chemin		165		
Total			73 886		0,001

ACQUISITIONS - TRANCHE 3 - 29 juin 2010

Réf. parcelle	Nature	Statut	Surface en m²	Observations	Prix en K€
22-222	terre		526		
22-124	terre		2 320		A L'EURO SYMBOLIQUE
22-28	terre		1 570		
22-85	pré		160		
Total			4 576		0,001

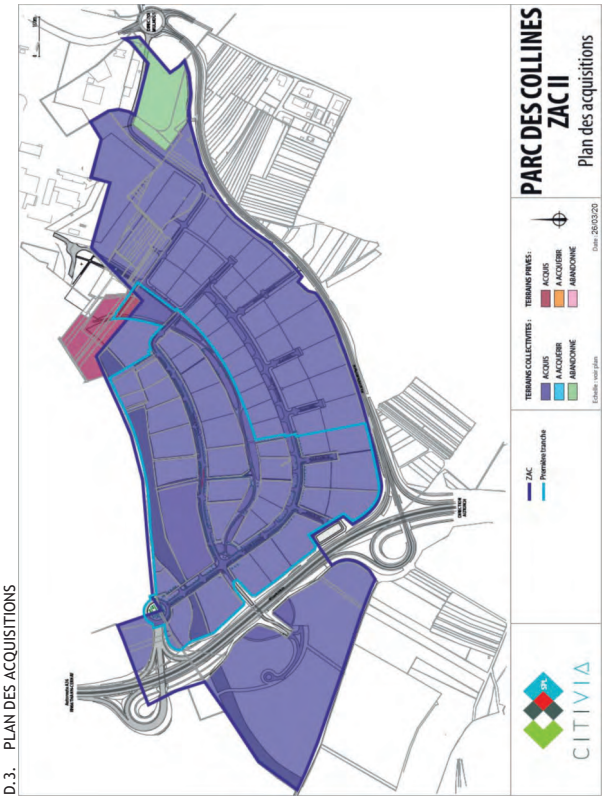
ACQUISITIONS Réalisées en 2014

Réf. parcelle	Nature	Surface en m²	Observations	Prix en K€
22-148	sol	3 145	Ferme du Fuchsenrhein	A L'EURO SYMBOLIQUE
22-335	terre	599	Accès Ferme à EX326	
Total		3 744		0,001

ACQUISITIONS Futures

Réf. parcelle	Nature	Surface en m²	Observations	Prix en K€
Total		0		0
TOTAL		668 787		0,004

D.3. PLAN DES ACQUISITIONS



E. EQUIPEMENTS PUBLICS

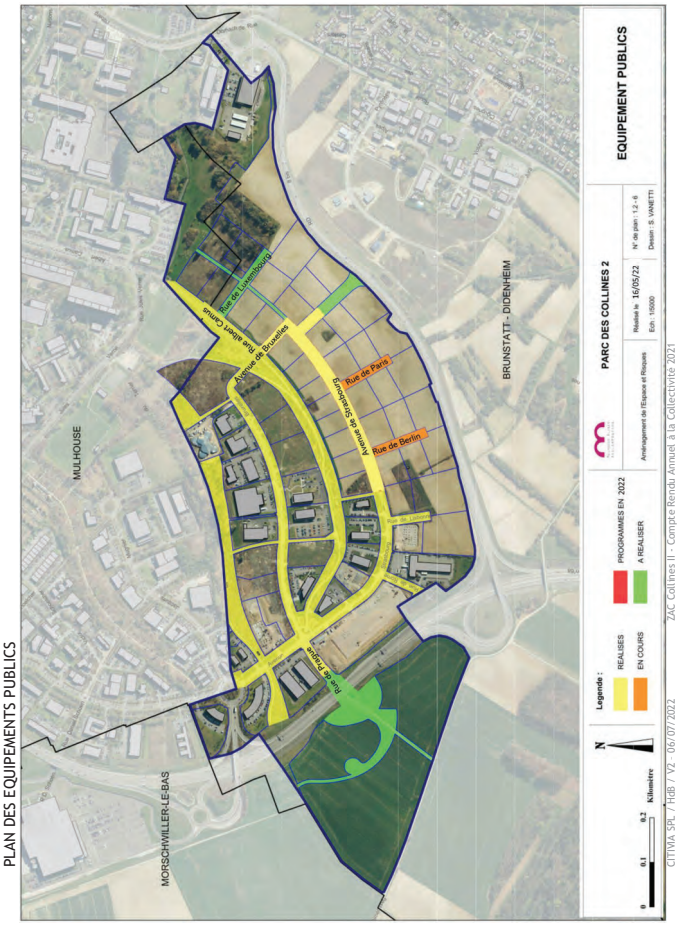
EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise		Valeur H.T. en k€
	Tranche 1	100%			10 248
	Jonction coteaux	100%	2015		729
	Accès La Poste	100%			292
	Tranche 2 partie engagée (TF/TO1+2+3a)	57%			2 263
	Tranche 2 partie à venir	0%			0
	Secteur Ouest	0%			0
	Piste Cyclable	100%	2014		65
Total					13 596

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf.	Nature	olde à réalise %	Programmation (année)		Valeur H.T. en k€
	Tranche 1	0%			0
	Jonction coteaux	0%			0
	Accès La Poste	0%			0
	Tranche 2 partie engagée (TF/TO1+2+3a)	43%			1 722
	Tranche 2 partie à venir	100%			1 118
	Secteur Ouest	100%			2 512
	Piste Cyclable	0%			0
Total					5 352
Total général					18 949

PLAN DES EQUIPEMENTS PUBLICS



CITIVIA SPL / HdB / V2 - 06/07/2022 ZAC Collines II - Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021

F. EMPRUNTS

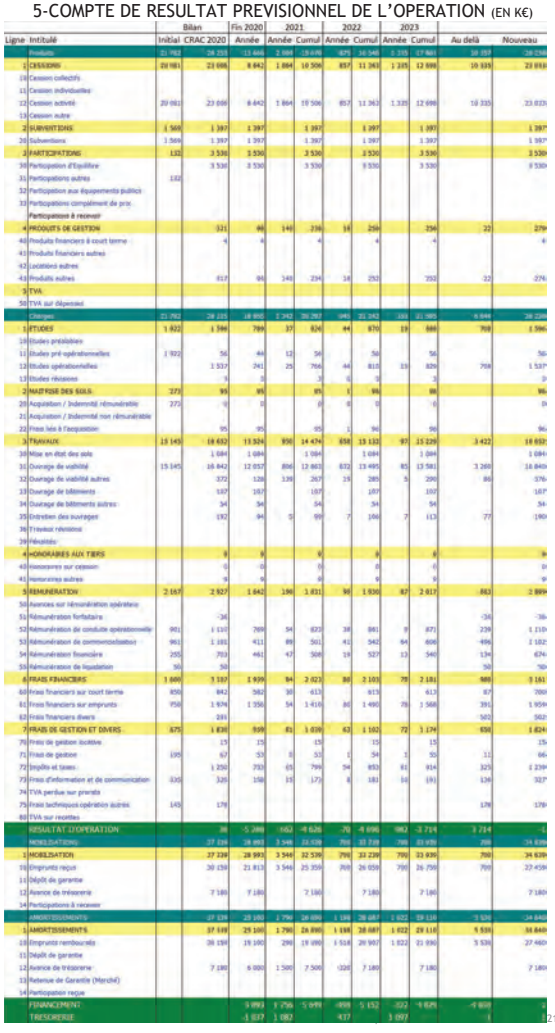
EMPRUNTS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
10. Emprunts Reçus			**25 359**	**5 469**
Ligne de trésorerie	CIC	2017	1 500	0
Ligne de trésorerie	Crédit Agricole	2018	4 800	700
Travaux	DEXIA	27/05/2009	3 000	0
Décalage de Commercialisation	CIC	2015	1 000	0
Décalage de Commercialisation	La Banque Postale	2015	3 000	0
Travaux	Calyon	23/07/2009	3 000	0
Travaux	Caisse d'Epargne	13/07/2010	4 000	0
Travaux	Banque populaire	15/10/2020	3 710	3 486
Travaux	Banque populaire	12/07/1905	1 349	1 283
12. Avance de trésorerie			**7 180**	**180**
Ligne de trésorerie	Banque Populaire	2010	2 000	0
Ligne de trésorerie	CIC	2013	1 000	0
Décalage de Commercialisation	CIC	2016	1 500	0
Ligne de trésorerie	BECM	2018	1 000	0
Ligne de trésorerie	Citivia SPL	2019	680	180
Ligne de trésorerie	BECM	2020	1 000	0
Total			32 539	5 649

EMPRUNTS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant à mobiliser en k€	Capital restant dû en k€
Billet ordre sur un an mobilisé en 2022	Crédit Agricole		700	
Billet à ordre mobilisé en 2023	Crédit Agricole		700	
Billet à ordre mobilisé en 2024	Crédit Agricole		700	
Total			2 100	0
Total Général			34 639	5 649

5-COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (EN K€)



Mulhouse Alsace Agglomération

ZAC DU PARC DES COLLINES II — SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2021

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2020	Actualisé au 31.12.2021	AU 31.12.2021	Dont en 2021	2022 à 2034	Dont en 2022
CHARGES						
Acquisitions foncières	95	96	95	0	1	1
Travaux et études	20 248	20 348	15 300	987	5 048	702
Rémunérations	2 927	2 904	1 831	190	1 073	99
Frais financiers	3 107	3 060	2 023	84	1 037	80
Autres frais	1 838	1 828	1 048	81	779	63
TOTAL CHARGES	**28 215**	**28 236**	**20 297**	**1 342**	**7 938**	**945**
PRODUITS						
Cessions	23 006	23 033	10 506	1 864	12 527	857
Subventions	1 397	1 397	1 397	0	0	0
Participation m2A	3 530	3 530	3 530	0	0	0
Participations autres	0	0	0	0	0	0
Participation à recevoir	0	0	0	0	0	0
Diverses recettes	320	278	238	140	40	18
TOTAL PRODUITS	**28 253**	**28 238**	**15 671**	**2 004**	**12 567**	**875**
RESULTAT	**38**	**2**	**-4 626**	**662**	**4 629**	**-70**

M. le Président : La ZAC du Parc des Collines II : compte rendu d'activité.

M. BELLONI : On continue par une série de comptes rendus. Compte rendu d'activité de CITIVIA pour l'exercice 2021. Je ne vais pas vous représenter le Parc des Collines à Mulhouse, je pense que vous le connaissez tous. Ce qui est quand même important pour cette année 2021, c'est l'augmentation de l'activité de vente. Il y a quand même six lots qui ont été vendus, ce qui représente une vente de plus 35 000 m² par rapport à une moyenne annuelle de 14 700 m². Ce qui prouve vraiment de l'attractivité de notre territoire et d'une forte commercialisation ces dernières années. Je ne vous fais pas la liste des travaux et autres projets qui ont ou démarré ou qui sont en cours de démarrage. Il y a également eu des travaux de voirie avec l'avenue de Strasbourg et les impasses. Et on se retrouve avec un compte rendu d'opérations au 31 décembre 2021 qui est toujours équilibré, même s'il présente une légère diminution par rapport à 2020 de quelques 39 000 €. Le reste vous l'avez dans les documents qui vous ont été transmis, je n'entrerai pas plus dans le détail.

M. le Président : Merci Thierry. C'est vrai que cette baisse des produits de gestion est en parallèle à une augmentation des frais financiers. Il n'y a pas de vote, on prend acte du compte rendu d'activité.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA relatif à la ZAC du Parc des Collines 2.

40° CONCESSION DE TRAVAUX L'ANDRINOPLE (LOT 2B DE LA ZAC DU SITE DE LA GARE TGV DE MULHOUSE) : PRESENTATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE ET CLOTURE DE LA CONCESSION (5301/8.4/798C)

Pour poursuivre la dynamique d'implantation qui prévalait sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) du site de la gare TGV mais aussi pour asseoir le quartier d'affaires en devenir et plus largement le développement local, une concession de travaux a été confiée à CITIVIA SPL par délibération en date du 27 mars 2017 pour réaliser, exploiter et valoriser un plot tertiaire correspondant au lot 02B de la ZAC et destiné à accueillir des bureaux.

Compte tenu de l'expiration de la concession de travaux et de l'exécution du contrat dans son intégralité, il convient de prendre acte du dernier compte-rendu d'activités (CRACL) 2020/2021 et de clôturer la concession.

Situation de l'opération

Le bâtiment présente un gabarit enveloppe R+6 représentant plus de 3 100 m² de surface de plancher. Un tiers de cette surface est occupé depuis novembre 2020 par CITIVIA, soit 2 étages. Deux niveaux dont un souterrain, sont dédiés au stationnement représentant un total de 34 places.

Les travaux réalisés via un contrat de promotion immobilière conclu entre CITIVIA SPL et Eiffage Immobilier Grand Est, se sont achevés en 2020 avec une

levée des réserves prononcée en décembre. La mission d'Eiffage a pris fin en février 2021.

La commercialisation de tous les plateaux est arrivée à son terme en mars 2020.

Clôture de la concession de travaux

Le bilan de clôture présenté par CITIVIA SPL est à l'équilibre et arrêté à 6 525 K€ HT

Aucune participation m2A n'est intervenue.
L'emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole a été intégralement remboursé tel qu'il résulte du compte de résultat.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le bilan de clôture de CITIVIA SPL qui est à l'équilibre,
- prend acte du compte-rendu d'activités 2020/2021 de CITIVIA relatif à la concession de travaux « L'Andrinople ».

PJ. : 2
- Compte-rendu annuel à la collectivité 2020-2021
- Synthèse du bilan au 03.04.2021

L'ANDRINOPLE
LOT 2B DE LA ZAC DU SITE DE LA GARE TGV DE MULHOUSE

COMPTE – RENDU À LA COLLECTIVITÉ
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

2020 - 21
ACHÈVEMENT DE L'OPÉRATION
Arrêtée au 3 avril 2021

CLÔTURE DE LA CONCESSION

SOMMAIRE

1. CONTEXTE 3
A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION 3
B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS 3
C. SITUATION ADMINISTRATIVE 4
2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION 4
A. CESSIONS 4
1. Cessions réalisées en 2020-2021 4
2. Cessions prévues 4
3. Moyens de commercialisation 4
B. SUBVENTIONS 4
1. Subvention versée en 2020-21 4
2. Subvention prévue 4
C. PARTICIPATIONS 5
1. Participations approuvées 5
2. Participation à approuver 5
D. MAITRISE FONCIÈRE 5
1. Acquisitions réalisées en 2020-21 5
2. Acquisition prévues 5
E. ÉTUDES 5
1. Études réalisées en 2020-21 5
2. Études à réaliser 5
F. TRAVAUX 5
1. Travaux réalisés en 2020-21 5
2. Travaux à réaliser 6
G. FINANCEMENT 6
1. Emprunts en cours 6
2. Emprunts à souscrire 6
3. ANALYSE ET ET CONSÉQUENCES DE LA CLÔTURE DE LA CONCESSION 6
Conventions et hypothèses retenues : 6
4. LOT 2B : DÉROULEMENT GÉNÉRAL DE LA CONSTRUCTION ET CESSION DES PLATEAUX 7
5. CESSIONS 9
6. SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS 9
7. ACQUISITIONS 10
8. EQUIPEMENTS 11
9. EMPRUNTS 12
10. BILAN 13
11. VISUELS 14

1. CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

1. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

Echéance	3 avril 2021
Signature de la concession /convention	3 avril 2017

FONDEMENTS ADMINISTRATIFS ET FONCIERS

Création de la ZAC	20 décembre 2007
Arrêté de DUP	sans objet
Dossier de réalisation	30 septembre 2011

PRESTATAIRES PRINCIPAUX

Architecte	AEA Architectes
Notaire	Me TRESCH
Géomètre	AGE

PROGRAMME

	prévision	nouvelle	réalisé	à réaliser
Surface foncière	807 m²	807 m²	807 m²	-
Surface de plancher totale cessible (SDP)	3 000 m²	3 109 m²	3 109 m²	-

DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€

	prévision SUBL d'origine	nouvelle SUBL	réalisé SUBL (en cumul)	à réaliser (cumul)	avancement
Cessions/Locations (K€HT)	6 481 K€	6 519 K€	6 519 K€	-	100%
- cessions bureaux et services	2 750 m²	2 894 m²	2 894 m²		100%
Investissements		5 491	5 491	-	100%
- etudes	0	24	24	-	100% *
- acquisitions	617	622	622	-	100%
- travaux	4 983	4 845	4 845	-	100%
Bilan collectivité					
Participation m2A et Ville	0	0	0	0	

* ETUDES = prestations intellectuelles + honoraires aux tiers

CHIFFRES CLES

EFFETS LEVIER

	prévu (en cumul)	réalisé clôture concession
Nombre de logements à terme dont logts	0	0
Dont logements sociaux	0	0
Nombre d'emplois générés par l'opération	155	155
Investissements générés (Somme des coûts prestations+travaux (hors terrain))	4 974 400 €	5 065 809 €
Principales implantations ou investissements	ALTEN, EIFFAGE Construction, BEE Ingenierring, CITIVIA (mi-2020), Est Patrimoine Invest.	

CHIFFRES CLEFS

Périmètre de la concession	LOT 2B / secteur 1
Périmètre de ZAC	240 000
Objectif OPAH	
Objectif ORI	
Patrimoine immobilier	
Nombre d'entreprises	<10

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Justification de l'opération - Objectifs généraux : Depuis 2011, une dynamique immobilière s'est installée sur le site de la *ZAC du site de la gare TGV de Mulhouse*. Afin de la soutenir et même de la catalyser, CITIVIA SPL, aménageur, s'est vu confier par m2A la mission de concevoir, réaliser, financer et exploiter un ensemble immobilier. CITIVIA a relancé ainsi une opération sur l'assiette du plot 2B, restée sans concrétisation par une promotion immobilière privée qui n'a pas trouvé le débouché commercial escompté.

Etapes clefs les plus récentes :
- Commencée le 14 août 2018, la construction ayant été été achevée le 9 septembre 2019, la levée des réserves, prévue le 9 décembre 2019, n'avait pas pu se faire à 100%;

- Après la reprise de divers travaux (repose de couvertines et étanchéité en acrotère, renforcement de siphons de cour & de sol, rallongement du traçage de l'alimentation générale AEP, remaniement de l'imposte de la porte de garage du rdc, peinture des portes d'ascenseur, etc) la levée des réserves a été notifiée à *EIFFAGE Immobilier* en date du 22 décembre 2020.

C. SITUATION ADMINISTRATIVE

Demande de permis de construire modificatif : PC M1 délivré le 7 décembre 2017 et PC M2 délivré le 11 avril 2019.
Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier : déposée le 3 août 2018.
Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux : 7 juillet 2020.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. CESSIONS

1. Cessions réalisées en 2020-2021

L'immeuble est constitué en copropriété constituée par 6 étages de bureau subdécoupés en 12 lots et places de stationnement :
- Les lots 1 à 12 : demi-plateaux de bureaux répartis sur les étages 1 à 6
- Les lots 13 à 46 : emplacements de stationnement répartis au rez-de-chaussée et au sous-sol

Tous les lots ont été commercialisés auprès de deux investisseurs et deux propriétaires-occupants,dès 2019.
Le lot 6 (demi-plateau au niveau 3) et les stationnements afférents a été cédé plus tardivement et le paiement du prix de la vente a été effectué le 18 février 2020.

2. Cessions prévues

Sans objet.

3. Moyens de commercialisation

Les divers moyens de commercialisation mis en oeuvre ont été les:
- Site INTERNET ;
- Salons professionnels (Salon de l'Immobilier à Mulhouse et SIMI à Paris) ;
- Panneau de publicité dans le parking P1 du Quartier d'affaires *Muhouse Gare* ;
- Agents immobiliers locaux.

B. SUBVENTIONS

1. Subvention versée en 2020-21

Aucune subvention n'était attendue pour 2020-21.

2. Subvention prévue

Sans objet.

C. PARTICIPATIONS

1. **Participations approuvées**

Aucune demande de participations n'a été faite.

2. **Participation à approuver**

Sans objet.

D. MAITRISE FONCIÈRE

1. **Acquisitions réalisées en 2020-21**

Néant.

2. **Acquisition prévues**

Sans objet.

E. ÉTUDES

1. **Études réalisées en 2020-21**

Études de maîtrise d'œuvre d'EXE en moins-value.

2. **Études à réaliser**

Sans objet.

F. TRAVAUX

Le contrat de Promotion immobilière (CPI) conclu en date du 25 juillet 2017, entre CITIVIA Société Publique Locale, Société Anonyme, et EIFFAGE IMMOBILIER GRAND EST, Société par Actions Simplifiée, a été modifiié par un avenant n°3, en date 8 mars 2019, suspendu, auquel s'est substitué un avenant n°4, signé le 11.5.2020. Le montant des travaux est ramené à 4 841 173.47 € HT.

1. **Travaux réalisés en 2020-21**

Outre la constatation des travaux en moins-value, du fait de la livraison des plateaux 4&5 (acquis par CITIVIA) sans faux-plafonds, ni moquette & peinture, et d'une négociation sur la prise en charge des recoupements *coupe-feu*, des travaux complémentaires ont été exécutés :

- cloisonnement entre les lots 5&6 du 3ème étage et partition des équipement électriques desdits lots;
- pose de goulottes supplémentaires aux niveaux 2&3 ;
- modification dans la préparation de sols et d'éclairage des plateaux 4&5.

Conformément à l'article 24 de ce Contrat de Promotion Immobilière et, au regard du certificat de conformité obtenu, du quitus de levée des réserves en date du 22/12/2020 et du paiement définitif

du prix valant arrêté définitif des comptes, la fin de mission d' EIFFAGE IMMOBILIER GRAND EST été constatée le 9 février 2021.

2. **Travaux à réaliser**

Sans objet.

G. FINANCEMENT

1. **Emprunts en cours**

Apport de trésorerie de Citivia à hauteur de 400 K€ et crédit promoteur souscrit auprès du Crédit Agricole pour un montant maximum de 2.3 M€.

2. **Emprunts à souscrire**

Il n'y a pas d'autre emprunt prévu.

3. ANALYSE ET ET CONSÉQUENCES DE LA CLÔTURE DE LA CONCESSION

NOTE DE CONJONCTURE

Le présent rapport constitue la restitution annuelle au concédant des activités de la concession, conformément à l'article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et à l'article 3 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 (*Art.12 - Rapport annuel*).

Durant l'année 2020, les derniers travaux ont été menés à leur terme.

La commercialisation s'est effectuée dans des conditions satisfaisantes pour atteindre, au terme du 1er trimestre 2020, 100% des surfaces de plateaux de bureaux et la totalité des places de stationnement qui leur sont liées.

Les travaux d'aménagement des plateaux réalisés par les principaux occupants ont suivi la livraison de l'immeuble qui s'est étalée pour les acquéreurs finaux du 10 au 15 septembre 2019. CITIVIA s'installée quant à elle en novembre 2020, sur les 4 et 5èmes étages.

L'implication directe de CITIVIA SPL dans le montage de l'opération sise sur ce plot 2B aura a permis d'éviter le décalage potentiel de cette offre immobilière dans la ZAC et sa commercialisation rapide a montré l'existence d'une demande certaine sur le secteur.

Le bilan final est établi à l'équilibre à : 6 524 817,60 € HT.

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul au 3 avril 2021 sont constituées des recettes et dépenses HT constatées à cette échéance ;
- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle revenant à CITIVIA procède d'un pourcentage, perçu sur les dépenses, défini au regard des types de dépenses et constaté à la fin de l'exercice ;
- Le montant de la rémunération de commercialisation revenant à CITIVIA fait l'objet d'une comptabilisation à la signature de l'acte de vente ;
- Les hypothèses moyennes de taux d'intérêt à court terme (pool de trésorerie) sont de 3 %, de taux d'intérêt à long terme (emprunts) de 1 %.

- Les évolutions de la règlementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable.
- Les avances et les retenues de garantie figurent dans les lignes de trésorerie.

4. LOT 2B : DÉROULEMENT GÉNÉRAL DE LA CONSTRUCTION ET CESSION DES PLATEAUX



SITUATION DANS LA ZAC DU SITE DE LA GARE TGV DE MULHOUSE

La vente définitive de l'ensemble des lots du programme immobilier est concomitante à l'arrivée du terme de la concession. Il n'a donc été besoin ni d'un préavis ni d'un avenant pour en constater la clôture.

RAPPEL DES ÉLÉMENTS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE & MODALITÉS DE TRAVAUX :

ARCHITECTE : AeA, représenté par René-Pierre ORTIZ, Architecte co-gérant, *Mulhouse*
INGENIERIE : CTE *Mulhouse*
BUREAU de CONTRÔLE : ALPES CONTRÔLES *Belfort*
SPS : DEKRA Industrial *Habsheim*

La maîtrise d'œuvre et l'ensemble de ces prestataires intellectuels ont été rémunérés dans le cadre du CPI contracté avec *EIFFAGE Immobilier*.
Les fondations sont superficielles (en massifs).
Il n'y a pas eu de difficultés particulières dans le déroulement du chantier, hormis les insuffisances de l'entreprise *ANTONIETTI* (serrurerie et brises-soleil-orientables), qui a déposé son bilan et est à l'origine du léger retard de livraison.
L'ensemble des marchés et commandes sont dès lors soldés.

ASSURANCES :

Le contrat de Dommage ouvrage (DO - garantie décennale) a été contracté par EIFFAGE IMMOBILIER GRAND EST, en qualité de maître d'ouvrage, *à concurrence coût de construction*, en date du 23 août 2018, auprès de la *SMABTP GRANDS COMPTES* et tansféré de fait au Syndicat des Copropriétaires à l'occasion de l'AG constitutive du 18 octobre 2019.

5. CESSIONS

A.1. CESSIONS

CESSIONS - RÉALISÉ AU 03/04/2021

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	SDP en m²	Prix en k€
LOT 1	SCCV CAP INVEST - N3MCT (AALTO)	Plateau open-space	01/02/2019	492 m²	1 090 K€
LOT 2		Plateau open-space			
LOT 3	CM-CIC Pierre Investissement	Plateau open-space	03/04/2019	720 m²	1 775 K€
LOT 4		Plateau open-space			
LOT 5		Plateau open-space			
LOT 6	CM-CIC Pierre Investissement	Plateau open-space	14&18/02/2020	225 m²	550 K€
LOT 7	CITIVIA	Plateau open-space	13/12/2018	981 m²	1 988 K€
LOT 8		Plateau open-space			
LOT 9		Plateau open-space			
LOT 10		Plateau open-space			
LOT 11	Société LICTOR	Plateau open-space	03/04/2019	476 m²	1 117 K€
LOT 12		Plateau open-space			
Total				2 894 m²	6 519 K€

CESSIONS - RESTANTÀ RÉALISER AU 03/04/2021

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	SDP en m²	Prix en k€
Total				m²	

Total des cessions réalisées et restant à réaliser	**2 894 m²**	**6 519 K€**

6. SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - RÉALISÉ AU 03/04/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en k€
Total			0

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - RESTEÀ RÉALISER AU 03/04/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Valeur en k€
Total			
Total			

7. ACQUISITIONS

ACQUISITIONS - RÉALISÉ AU 03/04/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
Total				0	0	0

ACQUISITIONS - RESTE À RÉALISER AU 03/04/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€
Total				0	0	0

C.1.B ACQUISITIONS auprès de l'AMÉNAGEUR (concession par COLLECTIVITÉ)

ACQUISITIONS - RÉALISÉ AU 03/04/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date	Surface en m²	SDP en m²	Prix * en k€ hors frais
MZ297	CITIVIA aménageur	LOT 2B - Secteur 1 ZAC du site de la gare TGV de Mulhouse	---	736		
MZ301				7		
MZ298				44		
MZ300				20		
Total				807 m²	3 109 m²	622 K€

ACQUISITIONS - RESTE À RÉALISER AU 03/04/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SDP en m²	Prix en k€ hors frais
Total						

Total* des acquisitions et restant à réaliser	807 m²		622 K€

* hors frais de notaire

8. EQUIPEMENTS

ÉQUIPEMENTS PUBLICS - RÉALISÉ AU 03/04/2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
Total					SANS OBJET

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTEÀRÉALISER AU 03/04/2021

Réf.	Nature	Solde à réaliser %	Programmation (année)	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
Total					SANS OBJET
Total général réalisé et à réaliser					SANS OBJET

9. EMPRUNTS

EMPRUNTS - RÉALISÉ AU 03/04/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Emprunt	Crédit Agricole Alsace Vosges	19-nov-2018	2 849 K€	
Total			2 849 K€	0 K€

EMPRUNTS À RÉALISER AU 03/04/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Total			0	0
Bilan général				

10. BILAN

Ligne	Intitulé	TVA	Bilan Initial	Bilan CRAC 2019	Fin 2018 Année	2019 Année	2019 Cumul	2020 Année	2020 Cumul	2021 Année	2021 Cumul	BILAN Clôture
	Produits		6 481	6 435	4 183	1 779	5 962	563	6 525		6 525	6 525
1	CESSIONS		6 481	6 431	4 183	1 775	5 958	562	6 519		6 519	6 519
12	Cessions activités	20	6 481	6 431	4 183	1 775	5 958	562	6 519		6 519	6 519
3	PARTICIPATIONS											
4	PRODUITS DE GESTION			4		4	4	1	5		5	5
40	Produits financiers court terme											
42	Locations autres	20										
43	Produits autres	20		4		4	4	1	5		5	5
	Charges		6 481	6 411	2 441	3 696	6 137	387	6 525	0	6 525	6 525
1	ETUDES			19	15	4	19	-6	13		13	13
10	Etudes préalables	20		4	4		4		4		4	4
11	Etudes pré-opératrionnelles	20										
12	Etudes opérationnelles	20		15	12	4	15	-6	9		9	9
13	Etudes révisions	0										
2	MAITRISE DES SOLS		617	622	622		622		622		622	622
20	Acquisitions/Indemnités rémunérables	20	617	622	622		622		622		622	622
21	Acquisitions/Indemnités non rémunérables	20										
22	Frais liés à l'acquisition et cession	20										
3	TRAVAUX		4 983	4 848	1 461	3 170	4 631	215	4 845		4 845	4 845
30	Mise en état des sols	20										
31	Ouvrage de viabilité	20		3		3	3		3		3	3
33	Ouvrage de bâtiments	20	4 983	4 845	1 461	3 167	4 628	215	4 842		4 842	4 842
35	Entretien des ouvrages	20										
36	Travaux révisions	0										
39	Pénalités	0										
4	HONORAIRES AUX TIERS			2	2		2	10	12		12	12
41	Honoraires autres	20		2	2		2	10	12		12	12
5	REMUNERATION		579	705	290	359	649	107	756	0	756	756
52	Rémunération de conduite opérationnelle		194	282	107	164	271	13	284	0	284	284
53	Rémunération de commercialisation			223	110	89	199	28	227		227	227
54	Rémunération financière			200	72	107	179	66	245		245	245
57	Honoraires autres	20										
58	Clôture+marge+divers CPI	20	385									
6	FRAIS FINANCIERS		99	63	3	60	63	18	81		81	81
60	Frais financiers sur court terme		99	32	3	60	63	18	81		81	81
61	Frais financiers sur emprunts											
62	Frais financiers divers			28								
63	Frais Financiers / court terme - Exploi.											
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS		203	152	49	104	152	43	196		196	196
70	Gestion locative et divers immobilier	20										
71	Frais de gestion	20	50	24	23	0	24	5	29		29	29
72	Impôts et taxes	0						13	13		13	13
73	Frais d'information et de communication	20		1	1	1	1		1		1	1
75	Frais techniques opération autres	20	153	127	25	103	127	25	153		153	153
	RESULTAT D'EXPLOITATION		0	25	1 742	-1 917	-175	176	0	0	0	0
	MOBILISATIONS		0	2 899	2 849	50	2 899	0	2 899	0	2 899	2 899
1	EMPRUNTS RECUS		0	2 899	2 849	50	2 899	0	2 899	0	2 899	2 899
10	Emprunts reçus		0	2 849	2 849	0	2 849	0	2 849	0	2 849	2 849
11	dépôt de garantie		0	50	0	50	50	0	50	0	50	50
	AMORTISSEMENTS		0	2 899	877	50	927	0	927	1 973	2 899	2 899
1	EMPRUNTS REMBOURSES		0	2 899	877	50	927	0	927	1 973	2 899	2 899
10	Emprunts remboursés		0	2 849	877	0	877	0	877	1 973	2 849	2 849
11	caution remboursée		0	50	0	50	50	0	50	0	50	50
	FINANCEMENT		0	0	1 973	0	1 973	0	1 973	-1 973	0	0
	TRESORERIE		0	25	-32	1 202	0	1 964	0	0	0	0

11. VISUELS



Mi-août 2018



6 décembre 2018



Mi-août 2019



Printemps 2021

Mulhouse Alsace Agglomération

L'ANDRINOPLE — SYNTHESE DU BILAN DE CLOTURE AU 03.04.2021

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE	
	Approuvé au 31.12.2019	Actualisé au 03.04.2021	Au 03.04.2021	Dont en 2020 et 2021
CHARGES				
Acquisitions foncières	622	622	622	0
Travaux et études	4 867	4 858	4 858	209
Rémunérations	705	756	756	107
Frais financiers	63	81	81	18
Autres frais	154	208	208	53
TOTAL CHARGES	**6 411**	**6 525**	**6 525**	**387**
PRODUITS				
Cessions	6 431	6 519	6 519	562
Subventions	0	0	0	0
Participation m2A	0	0	0	0
Participations autres	0	0	0	0
Participation à recevoir	0	0	0	0
Diverses recettes	4	5	5	1
TOTAL PRODUITS	**6 435**	**6 525**	**6 525**	**563**
RESULTAT	**25**	**0**	**0**	**176**

M. le Président : En point 40, il s'agit d'une concession de travaux concernant l'ANDRINOPLE.

M. BELLONI : Je continue. Nous passons dans le quartier Gare de la ZAC Gare de Mulhouse que vous connaissez évidemment tous, aussi bien que moi. CITIVIA a porté un projet en association avec Eiffage Energie, il y a quelques années, pour la construction de l'ANDRINOPLE. CITIVIA y a également installé ses locaux sur à peu près un tiers du bâtiment. Il s'agit aujourd'hui de clôturer cette concession et de rappeler aussi que le bilan de clôture s'élève à 6 525 000 € et est équilibré en recettes et en dépenses.

M. le Président : Merci Thierry pour cette présentation. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 69 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci.

41° PARKING SECURISE POIDS LOURDS A L'AUTOPORT A SAUSHEIM : BILAN ANNUEL 2021 (5341/1.2.3/906C)

Par délibération du 23 septembre 2016, le Conseil d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a confié la réalisation et l'exploitation du parking sécurisé poids lourds de l'autoport de Sausheim à CITIVIA SPL pour une durée de 15 ans, du 7 février 2017 au 31 décembre 2032.

Cette concession répond à un besoin double :
- celui de disposer d'une offre de parking de qualité sécurisée pour les poids lourds en grand transit ;
- celui de gérer les risques liés au stationnement des poids lourds transportant des matières dangereuses conformément à l'arrêté préfectoral du 30/06/2016.

Une fois la réalisation de la conception, l'aménagement et l'équipement du parking sécurisé effectués, le contrat de concession de service public a pour objet de confier au concessionnaire :
- la gestion des 51 places poids-lourds et 7 places pour le transport de matières dangereuses (TMD),
- la gestion d'emplacements situés dans l'emprise du parc à caractère commercial et à caractère publicitaire (panneaux publicitaires…),
- la réalisation de travaux d'entretien, de réparation et de renouvellement.

Le concessionnaire finance, réalise et exploite le service à ses risques et périls et se rémunère essentiellement auprès des usagers du parking et majoritairement par la location d'emplacements publicitaires.

En contrepartie de la mise à disposition par Mulhouse Alsace Agglomération des équipements et installations du parking dit P3 (les deux premiers dits P1 et P2

restant d'accès libre), le concessionnaire est tenu d'acquitter une redevance d'occupation du domaine public ainsi qu'une redevance d'exploitation annuelles.

L'activité de stationnement sécurisé a démarré en novembre 2017.

Conformément aux articles L.1411-33 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le concessionnaire a transmis à la collectivité le rapport annuel pour l'exercice 2021 qui aborde les points suivants :

1) Fréquentation

La fréquentation sur l'année 2021 a été de 12 017 visiteurs horaires (contre 11 049 en 2020), soit une augmentation de 9 %.

Les recettes horaires pour 2021 étaient de 303 732 €HT (292 483 €HT en 2020), soit une augmentation de 4 %.

A noter qu'un abonnement pour 12 emplacements a été souscrit.

2) Maintenance et réparation

Le concessionnaire a fait réaliser sur le site en 2021 des travaux de maintenance (groupe de secours et système de péage) et de réparations (bloc sanitaire).

3) Bilan financier

	2020	2021
Total des produits HT	305 504 €	310 863 €HT
Total des charges HT	496 263 €	383 631 €HT
Résultat	- 190 759 €	- 72 768 €HT

Le montant de la redevance d'exploitation versée à la collectivité en 2021 est de 26 747 € (contre 24 075 €HT en 2020).

4) Synthèse

Même si le résultat reste négatif en 2021 (-72 768 €), il augmente de + 118 000 € par rapport à l'année précédente. Le déficit est largement lié à l'importance de la taxe foncière. L'augmentation de la fréquentation et par conséquent du chiffre d'affaires devrait permettre de passer le résultat en positif en 2022.

La proposition de CITIVIA SPL d'augmenter la capacité de stationnement en sécurisant une partie supplémentaire du parking (une soixantaine de places sur le P2) - ce qui permettrait de porter le nombre d'emplacements sécurisés à 118,

dont 7 dédiés aux TMD – est toujours en cours d'étude. Ce projet nécessite la suppression des places en libre accès sur l'ensemble du site.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du bilan annuel 2021 de la société CITIVIA SPL.

PJ : 1 rapport annuel 2021

CITIVIA

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

PARKING POIDS LOURDS SAUSHEIM

BILAN ANNUEL 2021

SOMMAIRE

1.DONNEES CONTRACTUELLES ET TECHNIQUES 4
1.1 Etat contractuel 4
1.2 Schéma d'exploitation depuis le Parking Gare P1 4
1.2.1 Personnel 4
1.2.2 Horaires d'ouverture 4
1.3 Descriptif technique de l'ouvrage 5
1.4 Matériel de péage 5
2. GESTION TECHNIQUE DU PARKING 5
2.1 Travaux réalisés 5
2.1.1 Travaux d'entretien 5
2.1.2 Travaux de maintenance et réparation 5
2.1.4 Travaux de renouvellement 6
2.2 Surveillance, sécurité et propreté du parc 6
2.2.1 Surveillance 6
2.2.2 Sécurité 6
2.2.3 Propreté 7
2.3 Environnement 7
2.4 Adaptations à envisager pour améliorer le service 7
2.5 Evénements d'exploitation 7
2.6 Fréquentation 7
2.6.1 Visiteurs horaires 7
2.6.2 Abonnés 7
3. Politique commerciale 7
3.1 Services ajoutés 8

3.1.1 Services ajoutés gratuits 8
3.1.2 Services ajoutés payants 8
3.2 Qualité de service 8
3.2.1 Charte 8
3.2.2 Enquêtes (téléphonique, entretien, rapport clients) 8
3.2.3 Documentation mise à disposition pour nos clients 8
3.3 Relations, accueil et informations des clients 8
3.3.1 Opérations commerciales 8
3.3.2 Actions 8
3.3.3 Moyens de paiement 8
3.4 Réclamation – contentieux 9
3.4.1 Analyse des cahiers de correspondance et de réclamations 9
3.4.2 Analyse du service relations clients - appel relation client 9
3.5 Personnel 9
3.5.1 Formation stationnement 9
3.5.2 Formations autres 9
4. Données financières 9
4.1 Tarifs 9
4.1.1 Tarifs Horaires en € TTC 9
4.1.2 Tarif Abonnés en € TTC 10
4.2 Recettes 10
4.2.1 Recettes abonnés en € TTC 10
4.2.2 Recettes horaires en € TTC 11
4.3 Analyse de la recette 11
5. Compte de résultat 11

1.DONNEES CONTRACTUELLES ET TECHNIQUES

1.1 Etat contractuel

Ce rapport annuel décrit les activités du parking pour la période du 1 Janvier 2021 au 31 décembre 2021, cot à l'article 42 de la Délégation de Service public entre m2A et Citivia.
Un bilan mensuel reprenant le détail des données horaires et abonnés ainsi que le cumul a également été transmis au fil du déroulement de l'année à m2A.

1.2 Schéma d'exploitation depuis le Parking Gare P1

1.2.1 Personnel

1 Responsable de Service Stationnement, mission assurée par le Directeur Opérationnel de CITIVIA.
Chargé de l'encadrement et la gestion du personnel et des fonds, des relations avec les fournisseurs, de la gestion technique des sites et des relations avec les prestataires.

1 Adjoint au Responsable de Service Stationnement
Il seconde le Responsable de Service et est particulièrement chargé de la facturation, des encaissements et des opérations de rapprochement et de collectes des fonds.
Il veille au bon fonctionnement des équipements, s'assure de la conformité des sites cot au règlement en matière de sécurité.

4 Opérateurs de Stationnement
Chargés de la gestion des clients, de la vente des produits de stationnement (forfaits, abonnements, etc..), ils effectuent l'entretien du type premier échelon sur le matériel de péage et sur la structure du bâtiment.

1 Responsable de Gestion Immobilière en part time, chargée de la mise en place et du suivi des contrats de maintenance, du déclenchement des travaux et des réparations.

1 Assistante de Direction Générale, Communication Institutionnelle et Stationnement en part time, chargée de l'organisation des RDV de maintenance, des réunions de service et du suivi administratifs des dossiers.
L'équipe gère le site à distance depuis le PC du Parking Gare P1. Des interventions sur site sont effectuées quotidiennement et en fonction des évènements pour assurer la sécurité, l'entretien et la relation client.

1.2.2 Horaires d'ouverture

Le parking est ouvert 24h/24 et 7j/7 jours fériés compris. Les personnels de CITIVIA sont disponibles de 5h00 à 1h00 du matin du lundi au samedi ainsi que la nuitée du dimanche au lundi en raison d'une fréquentation accrue du parking durant le week-end.
Les heures non occupées sont assurées par un prestataire entre 01h00 et 05h00, prestataire qui dispose d'une équipe d'intervention en cas d'évènement ou d'incident sur le parc. Une astreinte téléphonique est également assurée par des personnes désignées de l'équipe (Adjoint et 3 agents expérimentés).

En plus de ces dispositions, une ronde aléatoire est effectuée systématiquement par un prestataire de sécurité dans ce créneau.

1.3 Descriptif technique de l'ouvrage

Le parc comporte 51 places de stationnement et 7 places transport matières dangereuses T.M.D. Il comporte les équipements suivants :

- Un système de vidéo surveillance avec plusieurs écrans installés dans le local d'exploitation du parking gare,
- des caméras fixes et mobiles reparties sur tous les points stratégiques du parking (entrées et sorties véhicules et piétons, clôtures, tourniquets),
- un poste de gestion péage situé au local d'accueil du parking gare,
- une borne multimédia destinée à l'information des usagers du parking,
- un ensemble douche et toilettes autonettoyants,
- une centrale de gestion technique centralisée (GTC),
- un système d'alerte anti franchissement par capteurs sur grille et barrières infrarouge et barrière par faisceau optique sur la périphérie du parc,
- un système d'enregistrement vidéo (conducteur, cabine, remorque).
- Un groupe de secours.

1.4 Matériel de péage

L'ensemble du matériel de péage est de la marque ORBILITY, gamme Reflex 1 et composé de :

- une caisse automatique,
- une borne d'entrée + barrière renforcée avec grilles haute et basse anti-franchissement,
- une borne de sortie + barrière renforcée avec grilles haute et basse anti-franchissement,
- un système de lecture de plaque sur l'ensemble des accès véhicules (entrée et sortie),
- un mode de paiement CB avec et sans contact présent sur la caisse automatique ainsi que sur les bornes d'entrée et de sortie.

2. GESTION TECHNIQUE DU PARKING

2.1 Travaux réalisés

2.1.1 Travaux d'entretien

Les agents d'exploitation effectuent régulièrement les travaux d'entretien niveau utilisateur cot au cahier des charges défini par le pé ager.

2.1.2 Travaux de maintenance et réparation

Groupe de secours :
La maintenance de l'équipement est assurée 2 fois par an par un prestataire spécialisé.
Péage :
Deux visites ont été effectuées en 2021 par des techniciens agréés cot au contrat de maintenance.

Autres travaux

Plusieurs interventions ont été réalisées sur le bloc sanitaire en raison de dysfonctionnements du système d'évacuation des eaux vannes.





2.1.4 Travaux de renouvellement

Sans objet.

2.2 Surveillance, sécurité et propreté du parc

2.2.1 Surveillance

Plusieurs rondes sont effectuées régulièrement par l'ensemble de l'équipe d'exploitation, une ronde journalière et aléatoire est effectuée par un prestataire de sécurité.

2.2.2 Sécurité

Nous n'avons eu aucun incident lié à la sécurité.

2.2.3 Propreté

Les agents de Citivia procèdent régulièrement à l'entretien technique (niveau utilisateur) du matériel de péage.
Ils effectuent aussi le ramassage des déchets et le nettoyage des équipements).
Un nettoyage très régulier du bloc sanitaire est également réalisé.

2.3 Environnement

Néant.

2.4 Adaptations à envisager pour améliorer le service

Une étude de mise en place du télépéage pour améliorer la fluidité du parking et faciliter le paiement dématérialisé est toujours en cours. Elle donnera lieu à une mise en œuvre à l'occasion de l'extension du parking si celle-ci est décidée.

Un accès sur réservation est également envisagé : celui-ci permettra une facilité de stationnement et de paiement pour les usagers et fera connaître ce parking à un plus grand nombre de transporteurs.

2.5 Evénements d'exploitation

Néant.

2.6 Fréquentation

2.6.1 Visiteurs horaires

Visiteurs horaire	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	411	536	769	765	933	876	828	635	852	1070	1288	823	9786
2019	1040	951	1222	1123	1181	1247	1215	903	1144	1191	1113	874	13204
2020	1094	1130	1079	547	710	840	937	742	975	1024	1065	906	11049
2021	934	996	1142	929	977	1015	1041	788	951	1045	1179	1020	12017

En dehors des périodes de coement, la fréquenta tion horaire progresse avec une saturation fréquente du parking les weekends.
Globalement la fréquentation est en hausse sur l'année de 8,76%.

2.6.2 Abonnés

Un abonnement a été souscrit avec une entreprise de transport roumaine intervenant pour un transporteur Belge. Il porte sur l'utilisation de 12 emplacements.

3. Politique commerciale

3.1 Services ajoutés

3.1.1 Services ajoutés gratuits

- Accès WIFI,
- Borne multi médias,
- Tables de pique-nique,
- Etendeurs à linge.

3.1.2 Services ajoutés payants

- Douches autonettoyantes,
- Laverie automatique.

3.2 Qualité de service

3.2.1 Charte

Sans objet.

3.2.2 Enquêtes (téléphonique, entretien, rapport clients)

Sans objet.

3.2.3 Documentation mise à disposition pour nos clients

Les tarifs affichés à proximité des caisses et sur le panneau 4x3 et disponibles sur le site internet de Citivia (www.citivia.fr).
Une adresse mail dédiée affichée dans le parking (stationnement@citivia.fr) permet aux clients de s'adresser directement aux Opérateurs de Stationnement.
La borne multimédia placée sur site a pour but de renforcer l'information dédiée aux usagers du parking. Elle indiquera les différents commerces situés aux alentours, les informations météo et les informations de trafic routier.

3.3 Relations, accueil et informations des clients

3.3.1 Opérations commerciales

Destinées aux clients horaires : néant.
Destinées aux clients abonnés : néant.

3.3.2 Actions

Nous constituons une base de données clients pour nous permettre de contacter les entreprises de transport qui viennent pour la plupart de l'étranger. Cette base nous permettra de réaliser des opérations commerciales pour développer la clientèle abonnée encore peu présente.

3.3.3 Moyens de paiement

Les moyens de paiements sur les matériels sur le parking sont les espèces, les C.B.

3.4 Réclamation – contentieux

3.4.1 Analyse des cahiers de correspondance et de réclamations

Sans objet.

3.4.2 Analyse du service relations clients - appel relation client

Les principales demandes sont liées à la mise en place de la carte DKV, du télépéage et des réservations de places.

3.5 Personnel

3.5.1 Formation stationnement

La formation au métier d'opérateur de stationnement des nouveaux agents et des intérimaires est effectuée l'Adjoint au Responsable Stationnement aidé des équipes en place.

Sur ce parking les agents ont bénéficié de plusieurs formations spécifiques :

- utilisation du matériel de péage et des matériels qui y sont affiliés (douches, tourniquet…),
- entretiens et rechargements de premier niveau (tickets, rouleaux imprimantes),
- contrôles et vérification de bon fonctionnement des douches,
- examens et test des systèmes de sécurisation du site,
- utilisation de la Gestion Technique Centralisé (GTC).

3.5.2 Formations autres

La formation « Incendie » (matériel d'extinction et transport de matières dangereuses) est effectuée chaque année pour tous les membres de l'équipe par le prestataire DUBERNARD.

4. Données financières

4.1 Tarifs

4.1.1 Tarifs Horaires en € TTC

Durée	Tarif € TTC
1 heure	0.00
2 heures	0.00
3 heures	7.00
4 heures	9.00
5 heures	11.00
6 heures	13.00
7 heures	15.00
8 heures	17.00
9 heures	19.50
10 heures	22.00
11 heures	24.50
12 heures	27.00
13 heures	27.10
14 heures	27.20
15 heures	27.30
16 heures	27.40
17.heures	27.50
18 heures	27.60
19 heures	27.70
20 heures	27.80
21 heures	27.90
22 heures	28.00
23 heures	28.10
24 heures	28.20

Durée	Tarif € TTC
25 heures	28.20
26 heures	28.20
27 heures	35.20
28 heures	37.20
29 heures	39.20
30 heures	41.20
31 heures	43.20
32 heures	44.20
33 heures	45.00
34 heures	45.00
35 heures	45.00
36 heures	45.00
37 heures	45.00
38 heures	45.00
39 heures	45.00
40 heures	45.00
41 heures	45.00
42 heures	45.00
43 heures	45.00
44 heures	45.00
45 heures	45.00
46 heures	45.00
47 heures	45.00
48 heures	45.00

FORFAITS	
Durée	Tarif TTC
Forfait 1 week-end (du samedi 22h00 au dimanche 22h00)	24.00 €
Forfait 2 week-end (du vendredi 19h00 au lundi 09h00)	45.00 €

4.1.2 Tarif Abonnés en € TTC

Règlement mensuel	210.00 € TTC
Règlement trimestriel	630.00 € TTC

4.2 Recettes

4.2.1 Recettes abonnés en € TTC

Un abonnement pour 12 emplacements a été souscrit ; le chiffre d'affaires correspondant est intégré dans la recette horaire.

4.2.2 Recettes horaires en € TTC

Chiffre d'affaire horaire	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	10061.60	12037.30	18177.40	20352.89	25384.42	24905.29	24653.68	18410.18	24480.53	31169.78	32045.13	24232.18	265910.38
2019	29706.20	27502.80	35445.40	32887.70	35468.4	35847.9	35965.9	25605.5	33838.2	36076.9	33503.9	27746.3	389595.1
2020	35820	34251.3	30829.9	17748	22146.1	28123.5	29674.4	23990.8	29894.5	31595.1	33434.9	27843.5	345352
2021	28272.4	31172.00	32299.70	29514.10	31445.70	32011.80	32005.70	24508.60	26892.00	29587.80	33490.60	29739.50	360939.90

4.3 Analyse de la recette

La recette est en progression de 4.51 % par rapport à l'année précédente.

5. Compte de résultat

PARKING P.L. SAUSHEIM

- COMPTE DE RÉSULTAT -

Société : CITIVIA SPL
Devise : Euro

		Résultat 2021 Contractuel Annexe Contrat DSP	Résultat 2021 réalisé	Variations
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)	• RECETTES HORAIRES	184 548	303 732	
	• RECETTES ABONNEMENTS			
	RECETTES TOTALES	184 548	303 732	
	• SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
	• REMBOURSEMENT DES ASSURANCES			
	• REP. SUR AMORT. ET PROV.			
	• PRESTATIONS ANNEXES			
	• AUTRES PRODUITS		7 131	
	TOTAL I	184 548	310 863	68,4%
CHARGES D'EXPLOITATION	• DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(64 170)	(69 530)	
	• INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		(14 111)	
	• ENERGIE, CONSOMMABLES		(13 639)	
	• ASSURANCES		(4 401)	
	• AUTRES REDEVANCES et DROITS D'AUTEURS			
	• AUTRES SERVICES EXTERIEURS	(139 860)	(57 472)	
	• TAXES (Hors Taxes Foncières)		(2 000)	
	• SALAIRES ET TRAITEMENTS		(49 684)	
	• CHARGES SOCIALES		(21 493)	
	• CHARGES MUTUALISEES		(23 346)	
	• SERVICES SUPPORTS		(48 416)	
	ARGES INITIALES FORFAIT D'EXPLOITATION - TOTAL II	(204 030)	(304 092)	49,0%
	• TAXE FONCIERE (depuis 2019) III		(52 792)	
	• REDEVANCE AU DELEGANT - TOTAL IV	(1 041)	(26 747)	
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV)	(20 523)	(72 768)	

M. le Président : On va parler du parking sécurisé poids lourds à l'autoport de Sausheim.

M. BELLONI : Il s'agit du bilan du parking sécurisé poids lourds de Sausheim. Je rappelle très rapidement : une offre de parking sécurisé pour les poids lourds en bordure de l'autoroute sur la commune de Sausheim. 51 places poids lourds, 7 spéciales pour le transport de matières dangereuses. C'est CITIVIA SPL qui gère cette aire de parking. La fréquentation a légèrement augmenté, en 2021, de 9%. Il y a aussi eu la crise Covid en 2020, bien que la fréquentation n'ait pas énormément chutée en 2020. Les recettes ont augmenté de 4 % et on se retrouve avec un bilan, malheureusement encore négatif, de l'ordre d'un peu plus de 72 000 €, à comparer quand même au bilan de 2020 qui avait été négatif de plus de 190 000 €. CITIVIA SPL, dans ce sens-là, versera quand même à la collectivité m2A une redevance de 26 747 €. Ce que l'on peut encore dire c'est qu'il y a une proposition de CITIVIA d'augmenter la capacité de stationnements. On est encore en cours d'étude avec CITIVIA et nos services, mais ce projet nécessitera la suppression des places en libre accès, et on pense qu'on passera tout d'abord par une phase expérimentale. Je vous demande donc de prendre acte de ce bilan annuel. Si vous avez des questions.

M. le Président : Merci Thierry. Cela veut dire qu'on arrivera à porter le nombre d'emplacements sécurisés à 118 dont 7 qui sont dédiées au TMD. Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Le Conseil d'Agglomération prend acte du bilan annuel 2021 de la société CITIVIA SPL.

M. le Président : Je vous remercie. Toujours Thierry pour le renouvellement urbain…

M. BELLONI : Non il n'y a pas de vote. C'est Jean-Marie qui prend la parole.

M. le Président : Ah, il n'y a pas de vote. On a pris acte.

42° CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT "RENOUVELLEMENT URBAIN PAR LE DEVELOPPEMENT DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES" – COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE–(521/8.4/895C)

Par sa délibération du 22 décembre 2003, le Conseil d'Agglomération a approuvé l'établissement de la Convention Publique d'Aménagement de "Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprises (RUDIE)".

Cette convention, d'une durée initiale de 25 ans, prorogée de 8 ans par avenant n°9, confiée à CITIVIA, a pour fonction d'assurer la gestion mutualisée des opérations d'immobilier d'entreprises de l'agglomération.

CITIVIA a établi le compte-rendu 2021 de cette convention. Ce dix-huitième compte-rendu est soumis pour examen et approbation au Conseil d'Agglomération.

1. Eléments du CRACL RUDIE au 31/12/2021

A fin 2021, la Convention rassemble les opérations suivantes : "Village artisanal Drouot", "Hôtel d'entreprises la Fabrique" et les bâtiments 33 et 48 de DMC.

Les surfaces immobilières aménagées de la Convention représentent 21 663 m² au 31 décembre 2021.

Le taux d'occupation de ces opérations mutualisées dans le cadre de la RUDIE s'est élevé pour l'année à 71,2 %.

Les différentes sous-opérations de RUDIE présentent les taux d'occupation suivants :

	m² commercialisés	Taux d'occupation
Village artisanal Drouot	8 171	90,2 %
Hôtel d'entreprises la Fabrique	3 966	31 %
DMC Bât. 33 et 48	9 526	71,5 %

L'année 2021 a vu les mouvements de locataires suivants :

- site du Village Drouot : Installation de HOME EXTENSION, départ de ROHRER France, APPUIS, ALMAFIL, PEDROSA, CFAI, POLE SCHOOL,

- DMC : Installation de INSPIRE, FORMATS URBAINS, WIGO MEDIA, ALSACE FOOD FACTORY, depart de SPIE CITY NETWORK,

- site Fabrique : Installation de ACTION ET COMPETENCE.

Le montant global des études et travaux réalisés en 2021 a été de 542 K€. Les recettes de location se sont élevées à 1 203 K€.

Aucun nouvel emprunt n'a été contracté en 2021.

La RUDIE fait apparaître un résultat en 2021 de - 148 K€. Un solde de 177 K€ est prévu en fin d'opération.

2. Engagements financiers passés, en cours et à venir de Mulhouse Alsace Agglomération

Participations m2A :

- En 2004 : 251 K€ de participation versée pour l'opération Fabrique,

- De 2006 à 2008 : 200 K€ de participation versée pour l'opération Village Industriel de la Fonderie,

- En 2018 : 75 K€ de participation versée pour la réalisation de travaux conservatoires du bâtiment 48,

- En 2020 : 1 000 K€ de participation versée pour l'opération RUDIE,

- En 2020 : 59 K€ de participation versée en compensation des exonérations de loyers consenties lors de la crise sanitaire COVID,

- De 2021 à 2028 : 231 K€ / an de participation versée pendant 8 ans pour l'opération Fabrique, contribuant au remboursement du solde des emprunts de 4 280 K€ à fin 2018 pour l'opération Fabrique, plus intéressant à assumer qu'à résilier,

- En 2022 : 1 980 K€ de participation versée dans le cadre du refinancement des bâtiments 33 et 48.

Avance de trésorerie m2A :

- 4 000 K€ d'avance de trésorerie accordées, remboursables à raison de 50 % en 2022 (au versement de la participation) et 50 % au plus tard lors de la cession du bâtiment Fabrique.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA SPL relatif à la convention publique d'aménagement RUDIE

PJ : 2
- Compte-rendu annuel à la collectivité 2021
- Synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2021

RUDIE
CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT
RENOUVELLEMENT URBAIN PAR LE DEVELOPPEMENT
DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

COMPTE – RENDU ANNUEL
A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

2021

SOMMAIRE

1. CONTEXTE
   A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION
   B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS
2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION
   A. CESSIONS-LOCATIONS
   B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS
   C. MAITRISE FONCIERE
   D. ETUDES & TRAVAUX
   E. FINANCEMENT
3. ANALYSE ET PERSPECTIVES
4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES
   A. LOCATIONS
   A.1 CESSIONS
   B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS
   C. ACQUISITIONS
   D. EQUIPEMENTS PUBLICS
   E. EMPRUNTS
5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

1. CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES A FIN 2021

1. DONNEES CONTRACTUELLES

Signature de la concession /convention	**9 janvier 2004**	
Echéance	**8 janvier 2037**	
Avenant n° 1	**10 janvier 2008**	intégration sites VIF et DMC
Avenant n° 2	**8 avril 2009**	intégration SIAM
Avenant n° 3	**23 mai 2014**	sortie VIF
Avenant n° 4	**13 octobre 2014**	sortie DMC 35F et Garage
Avenant n° 5	**17 mai 2017**	ajout accompagnement technique des projets par Citivia
Avenant n° 6	**27 novembre 2018**	participation 75 K€ travaux conservatoires bâtiment 48-T2
Avenant n° 7	**28 janvier 2020**	évolution du périmètre et modifications des dispositions finan
Avenant n° 8	**25 janvier 2021**	ajout accompagnement technique des projets par Citivia de 2 ans supplémentaires pour 30 K€/ an 17/05/2020 à 16/05/2022
Avenant n° 9	**13 décembre 2021**	prolongation de la durée de concession de 8 ans et participation de 1 950 K€

2. PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES néant

3. DONNEES PHYSIQUES en m²

	Bilan initial	Bilan réactualisé	*réalisé*	*à réaliser*
Surfaces à aménager	-	-	25.336 m2	-
Surfaces cessibles	-	-		
SHON	-	-		

4. DONNEES FINANCIERES EN K€

	Bilan initial	Bilan réactualisé	*réalisé*	*à réaliser*
Produits	112 868	101 647	75 517	26 130
en indice	*111*	*100*	*74*	*26*
Charges	111 215	101 470	85 676	15 794
en indice	*110*	*100*	*84*	*16*
Résultat	1 653	177	-10 159	10 336
en indice				
Participation de la collectivité	200	5415	1816	3599
en indice		*100*	*34*	*66*
Valeur des équipements publics				
en indice				
Frais financiers	20 601	11 742	9 946	1 796
en indice	*175*	*100*	*85*	*15*

5. INDICE DE REFERENCE

TP 01	76,86	109,8
	70	*100*

6. RATIOS

	prévision	prévision
Cessions / total produits	0%	23%
Frais financiers / total charges	19%	12%

7. DONNEES INTERNES

	taux	assiette
Rémunération sur dépenses	5%	**Dépenses HT**
Rémunération sur recettes	7%	**Recettes TTC**
Rémunération commercialisation	4%	**Cessions TTC**
Mission accueil et animation	**forfait sur 5 ans**	**30 k€ / an**
Rémunération de liquidation		**50 000 €**

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

La Communauté d'Agglomération de Mulhouse Sud Alsace a souhaité engager une opération globale et transversale d'aménagement et de renouvellement urbain, dans la perspective du maintien, de l'extension ou de la création d'une capacité d'accueil d'activités économiques au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, au travers d'un projet de développement de l'immobilier d'entreprise à l'échelle de son territoire.

Par délibération en date du 19 décembre 2003 la CAMSA a décidé, en application des dispositions des articles L 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, de confier à la SERM, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, la mise en œuvre de ce projet d'équipement et de renouvellement urbain permettant à la fois la mise en valeur du patrimoine industriel et militaire et l'exploitation des opportunités de reconversion des sites, en recherchant une cohérence globale des interventions.

La convention publique d'aménagement a fait l'objet d'une délibération d'approbation le 19 décembre 2003 et a été visée par le contrôle de légalité le 22 décembre 2003.

La convention initiale concernait quatre sites (Epicerie, Village Drouot, Village d'entreprise du Parc des Collines et La Fabrique). Un cinquième site (Le Village industriel La Fonderie) a été intégré par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 septembre 2005.
Puis, un sixième site (une partie du site industriel de DMC) a été intégré par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 15-2-2007, ce qui a fait l'objet de l'avenant 1 en date du 10-1-2008.
Puis, en date du 8-4-2009, le site SIAM a été intégré à l'opération par avenant n°2.
L'avenant n°3 du 23-5-2014 a entériné la sortie du village industriel de la Fonderie.
La sortie de DMC 35F et 35 GARAGE a été actée par l'avenant n° 4 en date du 23-10-2014.
Un accompagnement technique des projets, en appui du dispositif d'animation et de développement mis en place par M2A a fait l'objet de l'avenant n°5, en date du 17-5-2017, avec une rémunération de la SPL à hauteur de 30 k€/an pendant 3 ans. Est aussi prévue la possibilité de recourir à des prestataires extérieurs, après accord de M2A, dans un plafond de 30 K€ annuels.
Une participation de M2A pour permettre de procéder aux travaux conservatoires urgents sur le bâtiment 48-T2 RUDIE afin d'éviter une dégradation patrimoniale irrémédiable, a été acté dans l'avenant n°6, en date du 27-11-18.
La nécessité de cession de 2 sites, Village d'entreprise du Parc des Collines et La Fabrique, ainsi que la modification des dispositions financières ont donné lieu à un avenant n° 7 signé le 28 janvier 2020.

Un avenant n°08 a été signé le 21 Janvier 2021 pour reconduire au sein de la concession RUDIE cette mission dite « d'accompagnement technique et commercial des Projets » sur le site DMC de 30 K€/an sur 2 ans supplémentaire.

Enfin, un Avenant n°09 a été délibéré le 13 Décembre 2021 pour acter la prolongation de la concession de 8 ans supplémentaires avec une participation d'un montant de 1 980 K€.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. ACQUISITIONS - CESSIONS - LOCATIONS

A.1 Acquisition :

Néant.

A.2 Cessions :

Cession 2021 :
- Néant

Cession programmée :
- le bâtiment la Fabrique pour 1 600 k€ début d'année 2023
- un terrain sur le site Drouot pour 134 K€ en 2023
- des locaux attenant au bâtiment 48 à SALSA en 2022 pour 299.5 K€

Sont maintenus dans la concession jusqu'à leur terme le village Drouot et les bâtiments 33 et 48 du site DMC. A la clôture de la concession, ils seront cédés à l'€ symbolique à m2A.

A.3. Locations

Cf. tableau des entrées et sorties de locataires.

A.4. Moyens de commercialisation

Ils sont concrétisés par l'implantation de panneaux sur les sites, des annonces dans la presse, des publications sur internet, l'information auprès des commercialisateurs, et des différents partenaires économiques (M2A, CCI, CMA, CAHR, ADIRA, AAA, etc.), et un stand au stand SIMI à Paris.

B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

B.1. Participations

Fabrique

L'implantation de la société NEURO 3D s'est accompagnée du versement par cette dernière d'une participation de 331 K€ en contrepartie des investissements spécifiques réalisés.

La CAMSA a versé à l'opération 251 K€ de participation en 2004.

Une participation de 2 850 K€ de m2A a été actée et répartie ainsi :
- 1 000 K€ versé en 2020
- 231 250 €/an sur une période de 8 ans de 2021 à 2028

Village industriel de la Fonderie - usine

L'installation de la société MITSUBISHI requérant d'importants travaux de séparation avec les bâtiments occupés par WARTSILA, l'opération Usine a bénéficié d'une participation de 200 K€ de la CAMSA.

Lors de la reprise du VIF par la collectivité pour une valeur de 6 300K€, l'opération a enregistré une perte de 1 911 K€.

DMC

DMC a versé une participation de 4 K€ aux frais d'avocats et de notaires engagés dans le règlement de l'hypothèse d'un lotissement.

La deuxième tranche du bâtiment 48 a nécessité la réalisation de travaux conservatoires pour un montant inscrit au bilan de l'opération de 365 K€. Dans ce contexte, une participation m2A de 75 K€ a été mobilisée pour financer ces travaux.

Dans le cadre du refinancement des bâtiments 33 et 48, une participation de m2A sera mise en place pour 1 980 K€ en 2022, représentant 30% de la valeur des actifs estimée lors de la reconfiguration financière de RUDIE en 2019, 6 600 K€.

Epicerie

Lors de la cession Epicerie, un boni de 2 772 K€ a été enregistré sur le poste participation de la sous-opération « actions globales ».

Action répartie sur les sites

Une exonération a été octroyée par M2A dans le cadre de la pandémie COVID 19 sur le premier confinement de 3 mois de loyers pour lequel elle a versé une participation de 59 217€ en 2020.

B.2. Subventions

Village industriel de la Fonderie – Usine (pour mémoire) :

Des demandes de financement avaient été faites auprès :
- du Conseil Général
- du Conseil Régional
- du FNADT

Seul le Conseil Régional a donné suite et une convention de financement pour un montant de 200 K€ a été signée le 11 janvier 2008.

DMC :

Différentes subventions ont été demandées et certaines obtenues pour :

. L'acquisition du site et pour la création de l'Hôtel d'Entreprises dans le bâtiment 48 :
- Région : 200 k€ pour l'acquisition du site (convention du 17/03/08) ;
- Conseil Général : avance de financement de 760 k€, remboursable en 8 ans ;
- FEDER : 300 k€ pour l'acquisition du bâtiment 48 (convention du 14/08/08) ;
- FNADT : 500 k€ pour la création de l'Hôtel d'entreprises
- Conseil Général : 327 k€ pour la création de l'Hôtel d'Entreprises (convention du 22/12/09), dont la totalité a été versée ;
- FEDER : 120 k€ de subventions pour la création de l'Hôtel d'Entreprises (convention du 10/03/2011).

. Les travaux du bâtiment 75 dans la convention intégrée de développement durable :

- Conseil Départemental : 232 K€ (dossier classé sans suite)
- Région Alsace : 324 K€ (convention du 13/02/2015)

La Fabrique : compte tenu de la non-réalisation de la tranche n°3 de NEURO 3D, le montant des subventions a été révisé à la baisse, et s'arrête comme suit :
- Objectif 2 : 1 572 k€ (au lieu de 1659 k€ soit 88 k€ de moins)
- Région : 418 k€
- Conseil Général : 418 k€

C. MAITRISE FONCIERE

Cf. tableau des acquisitions

D. ETUDES & TRAVAUX

D.1 Etudes réalisées en 2021

DMC :
- Bâtiment 33 : Etudes changement d'usage (actuellement en ICPE) / Etude pour adaptation des locaux Tranche 1 (levées des réserves SDIS) / Etude de Maîtrise d'œuvre pour aménagement intérieur du plot central TRANCHE 2 (projet Formats Urbains)/MàJ DTA
- Bâtiment 48 : contrôle exécution des travaux d'enlèvement des poussières de la fosse/PV d'arpentage/MàJ rapport amiante et plomb

D.2 Etudes à réaliser en 2022

DMC :
- Bâtiment 33 : Suite Etudes changement d'usage (actuellement en ICPE) / Etude de Maîtrise d'œuvre pour aménagement intérieur du plot A
- Bâtiment 48 : Suivi de la qualité des eaux souterraines
- Diagnostic et mesure des impacts de la mise en application du décret tertiaire

Drouot :
- Diagnostic et mesure des impacts de la mise en application du décret tertiaire

Fabrique :
- Diagnostic et mesure des impacts de la mise en application du décret tertiaire

D.3 Travaux réalisés en 2021

Village artisanal Drouot :
- remplacement de brûleurs et ventilateur de chauffage
- Levée des réserves vérifications périodique
- maintenance et entretien courant.
-

Fabrique :
- maintenance et entretien courant.
- Levée des réserves vérifications périodique
- Modification des locaux Entrée A – 2ème étage pour futur locataire en ERP

DMC – 33 :
- maintenance et entretien courant
- Levée des réserves vérifications périodique
- Mise en place de la fibre sur le bâtiment
- Solde travaux plots B.

DMC – 48 :
- Maintenance et entretien courant
- Enlèvement des poussières de la fosse
- Mise à disposition définitive de l'étaiement
- Levée des réserves vérifications périodique

D.4.Travaux à réaliser en 2022

Village artisanal Drouot :
- maintenance et entretien courant.
- Travaux d'accessibilité handicapé de l'ancien CFAI pour nouveau locataire (APF)
- Remise en état solive charpente bâtiment 1 et vérification des charpentes des autres bâtiments
- Travaux sur affaissement fondation bâtiment 2 (partie centrale)

Fabrique :
- Modification des locaux Entrée A – 1er étage pour futur locataire en ERP (DPJJ)
- Purge des locaux anciennement NEURO 3D
- Maintenance et entretien courant

DMC – 33 :
- Travaux pour aménagement intérieur du plot central TRANCHE 2 plot A
- maintenance et entretien courant

DMC – 48 :
- Mise en place de fibre sur l'ensemble du bâtiment
- Maintenance et entretien courant

E. FINANCEMENT

E.1 Emprunts en cours

2 emprunts auprès de Dexia et 1 emprunt auprès de la Banque Populaire restent en cours pour l'opération Fabrique.

1 emprunt auprès du Crédit Mutuel et 1 emprunt auprès de la Caisse d'Epargne restent en cours pour l'opération DMC Bâtiment 33. Les 2 emprunts du Crédit Agricole sont totalement remboursés fin 2020.

1 emprunt auprès du Crédit Coopératif restent en cours pour l'opération DMC Bâtiment 48.

M2A a réalisé une avance en 2012 de 3 000 K€ et une avance complémentaire en 2019 de 1 000 K€ soit un total de 4 000K€. En 2022, 2 000 K€ seront remboursés à la perception de la participation de M2A. le solde sera remboursé lors de la vente de Fabrique.

E.2 Emprunts à souscrire

Dans le cadre de la prolongation de la concession jusqu'à fin 2036, le refinancement des bâtiments 33 et 48 vont être négociés en 2022 avec les banques pour la mise en place d'un nouvel emprunt de 15 ans pour un montant minimum de 5 300 K€. Il permettra également de financer les derniers travaux d'aménagement du bâtiment 33.

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

Village Drouot :

L'activité locative de ce site est satisfaisante. Malgré une fragilité de certains locataires en période de crise économique, le site affiche un taux d'occupation de 90 %. Les emprunts sont arrivés à échéance en 2015.
Nous recevons régulièrement des demandes par des entreprises pour s'implanter sur le site, les cellules sont relouées rapidement.
Tout de même un point d'attention sur la relocation des locaux anciennement occupés par le CFAI. Il s'agit d'un produit répondant au besoin d'un centre de formation et plus particulièrement dans l'industrie (atelier adapté). Il a été repris partiellement par le locataire APF qui n'occupe pas l'atelier, soit 70% des surfaces occupées précédemment par le CFAI. Une étude est en cours par l'APF pour reprendre les 2/3 des Ateliers (environ 430 m²)

Village Collines

Le site a été vendu en novembre 2020, toutefois à ce jour la quote-part de loyer du locataire Viasphère pendant la période du premier confinement lors de la crise sanitaire reste à recouvrir, celui-ci estimant que son activité ayant cessé pendant cette période.
Pour autant, il ne fait pas partie des bénéficiaires aux différentes aides dont l'exonération des loyers octroyée par M2A. Etant une holding il ne relève pas des critères d'éligibilité fixé par M2A. La dette s'élève à 32 K€ HT. Une procédure de recouvrement est en cours, un commandement de payé a été délivré le 21/01/2022. Une procédure contentieuse a été engagée à la suite faute de réponse.

Fabrique :

Ce bâtiment a été conçu en partie pour un usage technologique (accueil NEURO 3D puis temporairement l'Ecole de Chimie).
Il accueille aujourd'hui, des entreprises : 2 organismes de formation et un restaurant.
Il reste la partie « animalerie » conçue pour Neuro 3D qui ne peut pas être louée en l'état.
L'orientation a été de maintenir l'affectation très technique du bâtiment et de pousser la réflexion vers la chimie. Malgré d'actives recherches, nous sommes confrontés à l'absence de prospects.
Aussi une étude de banalisation de cette partie en bureaux a été réalisée et elle démontre qu'elle serait coûteuse et malgré tout aléatoire en termes de commercialisation dans la mesure où l'offre est déjà excédentaire sur le secteur.

En conséquence, il a donc été décidé de céder Fabrique au plus tôt en étant accompagné par des agents immobiliers à un prix particulièrement attractif pour limiter le poids financier de cette opération sur la concession. Afin que les futurs acquéreurs puissent se projeter il a été décidé de déposer l'ensemble du matériel technique du laboratoire sur tous les étages y compris les combles.

DMC :

Le site a été cédé le 4 décembre 2015 à m2A au prix de 8 937 K€. La gestion du site a été confiée à CITIVIA, au travers d'un marché de services pour l'exploitation du village DMC pour la période du 1° janvier 2016 au 30 juin 2018.
Concernant le sinistre incendie du bâtiment 57 en janvier 2011, l'indemnité totale perçue a été de 1 270 k€.
Un autre sujet est apparu, l'antenne FREE MOBILE posée sur le bâtiment 58. Au moment du changement d'opérateur, celui-ci s'est aperçu que les loyers depuis le début de la location n'avaient pas été versés à CITIVIA. L'opérateur n'avait pas connaissance non plus du changement de propriétaire CITIVIA/m2A. Les loyers pour les 4 années, soit 34 K€ ont été versés à CITIVIA. Le prorata revenant à m2A lui a été reversé en 2021.

DMC bât 48 :
Ce bâtiment a fait l'objet d'une réhabilitation au rythme de sa commercialisation en location. Il a vocation a être porté par la concession jusqu'à son terme et remis à m2A à la suite à l'€ symbolique.
La deuxième tranche de ce bâtiment a nécessité la réalisation de travaux conservatoires en perspectives de la réalisation du projet SALSA.

DMC bât 33 :
Ce bâtiment a fait l'objet d'une réhabilitation en deux tranches. Il a vocation à être porté par la concession jusqu'à son terme et remis à m2A à la suite à l'€ symbolique.

Le Garage :
Le 30 décembre 2015, le site de l'ex-garage SIAM a été cédé au groupe LIDL au prix de 3 000 K€.
Cette cession est assortie d'un différé de jouissance de 7 mois pour permettre à l'entreprise BC GROUPE de libérer les lieux.
Dans le cadre du processus de la vente du site à LIDL, il a été mis fin, dans les conditions prévues par celui-ci, au bail de courte durée avec l'occupant actuel BC GROUPE. Ce dernier conteste le bienfondé de cette résiliation, et un contentieux a été engagé avec BC GROUPE.
Suite à des négociations avec LIDL et BC GROUPE, il a été arrêté et signé un protocole d'accord qui conduit à un versement à LIDL d'une indemnité nette de 206 K€.
LIDL a pu démarrer ses travaux avec une ouverture du magasin le 30 août 2017.
Concernant l'acquisition du local commercial actuel de LIDL sis 45 rue des Machines à Mulhouse, celle-ci est inscrite dans l'opération RUDIE GARAGE. Ce bâtiment a été cédé au prix de 350 K€ en Décembre 2020.

4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

A. LOCATIONS
A.1 CESSIONS

B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

C.1.A ACQUISITIONS PRIVEES
C.1.b ACQUISITIONS COLLECTIVITE

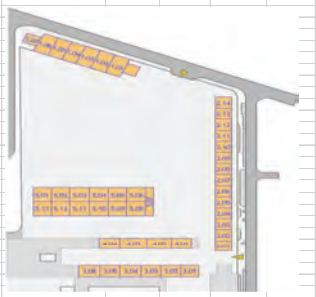
D. EQUIPEMENTS PUBLICS

E. EMPRUNTS

A. LOCATIONS

Les tableaux ci-après indiquent l'état des baux en cours ou les prix et surfaces proposés à la location.
Les éléments chiffrés ne représentent donc pas le montant des loyers encaissés sur la période.

VILLAGE ARTISANAL DROUOT - SITUATION AU 31 DECEMBRE 2021



Surfaces	
Bâtiment 1	1 372
Bâtiment 2	1 585
Bâtiment 3 et 4	3 264
Bâtiment 5	1 950
TOTAL	8 171

	Surface m2	en %	Situation				Loyer/ an HT	Loyer/ m2
	797	9,8%	VIDE				27 440	34,43
	7 374	90,2%	LOUE				522 861	70,91
	8 171	100,0%	TOTAL				550 301	67,35

N° de lot	Surface m2	Type	Locataire	Activités	Début bail	Fin bail	Loyer/ an HT	Loyer/ m2
1.07	72	B	EUROFINS	Labo d'analyses	01/07/2017	30/06/2026	7 791	108,21
1.06	216	A	EIFFAGE CONSTRUCTION	BTP	01/07/2016	30/06/2025	14 988	69,39
1.05	216	A	MET'ALSACE	serrurerie	01/01/2016	31/12/2025	13 599	62,96
1.04	217	A	MET'ALSACE	serrurerie	01/01/2016	31/12/2025	13 599	62,67
1.01..1.02..1.03	651	A	JARDINS OUVRIERS	association	01/09/2010	31/08/2020	27 140	41,69
Total Bât. 1	1 372						77 116	
2.14	137	A	GRS VALTECH	dépollution des sols	01/01/1999	31/12/2026	11 481	83,80
2.13	120	A	FIMBEL ALAIN	négoce de fleurs	01/12/2014	30/11/2023	7 666	63,89
2.12	99	A	HOME EXTENSION	Nettoyage de véhicule	01/12/2021	30/11/2024	6 000	60,61
2.11	98	A	SIGNUP EURL	sérigraphie	01/10/2008	30/09/2026	6 660	67,96
2.10	115	A	CYCLOCITY	location de vélos	01/08/2007	31/07/2025	8 809	76,60
2.09	100	A	MOBILITE POUR L'EMPLOI	auto école d'insertion	01/09/2004	31/08/2020	9 031	90,31
2.08	100	A	NATIONALE SEPT	restauration véhicules anciens	01/06/2018	31/05/2021	6 240	62,40
2.07	134	A	GM	sanitaire, chauffage	01/04/2011	31/03/2020	9 336	69,67
2.06	101	A	TIBCO	télécoms	01/06/2013	31/05/2022	6 571	65,06
2.05	100	A	LIBRE				6 000	60,00
2.04	130	A	MSP	supports publicitaires	01/11/2015	31/10/2024	8 203	63,10
2.03	100	A	CAFE GUILLAUME TELL	stockage	01/11/2019	31/10/2028	6 083	60,83
2.02	100	A	RESTO TRUCK	restauration rapide	01/12/2014	30/11/2023	7 021	70,21
2.01	151	A	F2A	automatismes	01/03/2012	31/01/2021	9 904	65,59
Total Bât. 2	1 585						109 006	
	1 713	E	APF	CFA de l'industrie	01/09/2021	31/08/2027	141 508	82,61
3.01	111	A	ONET	nettoyage industriel	01/07/2001	30/06/2028	9 676	87,17
3.02	121	A	CONSTRUIRE	régie nettoyage	01/09/2021	31/08/2021	7 860	64,96
3.03	97	A	CONSTRUIRE	régie nettoyage	01/03/2003	28/02/2020	6 509	67,10
3.04	97	A	CONSTRUIRE	régie nettoyage	01/03/2003	28/02/2020	3 841	39,60
3.05	98	A	MENUISERIE LAURENT	menuiserie	01/03/2012	31/01/2021	6 521	66,54
3.06	117	A	LIBRE				2 340	20,00
4.00	54		LOCAL TECHNIQUE	local technique			0	0,00
4.01	133	B	GRS VALTECH	dépollution des sols	01/01/1999	31/12/2026	15 420	115,94
4.02	120	B	CONSTRUIRE	régie nettoyage	01/03/2003	28/02/2020	12 691	105,76
4.03	173	B	ACTILOG	agence immo sociale	01/07/2013	31/05/2020	14 851	85,84
4.04	430	B	LIBRE				8 600	20,00
Total Bât. 3 et 4	3 264						229 817	
5.01	150	A	MEDIACYCLES	Locations de vélos	01/04/2018	31/03/2021	10 806	72,04
5.02	150	A	M2A	Télévision	01/06/2021	31/05/2024	9 000	60,00
5.03	150	A	HEMERA SOLUTION	Eclairage	01/03/2021	28/02/2024	10 500	70,00
5.04	150	A	TREET NUTS OIL	import/export	01/04/2001	31/03/2028	14 180	94,53
5.05	150	A	HARTNER ENGINNERING	équipements industriels	01/09/2013	31/08/2021	11 623	77,48
5.06	150	A	TECHNISTUB	Fab-lab	01/01/2019	31/12/2021	623	4,16
5.07	150	A	TECHNI FERMETURES	fermetures du bâtiment	01/01/1998	31/12/2024	13 877	92,51
5.08	150	A	LIBRE				10 500	70,00
5.09	150	A	AUTOCYCLING	pièces détachées auto	01/06/2018	31/05/2027	10 921	72,80
5.10	150	A	DEMBAT - DEMIRTAS	Facadier	01/12/2021	30/11/2024	10 500	70,00
5.11	150	A	ONET	nettoyage industriel	01/03/2015	28/02/2024	11 195	74,63
5.12	150	A	ONET	nettoyage industriel	01/03/2015	28/02/2024	11 195	74,63
5.13	150	A	MT IMMO	Maîtrise d'œuvre	01/12/2017	30/11/2020	9 443	62,96
Total Bât. 5	1 950						134 363	

A = Locaux d' Activités B = Bureaux E = Enseignement





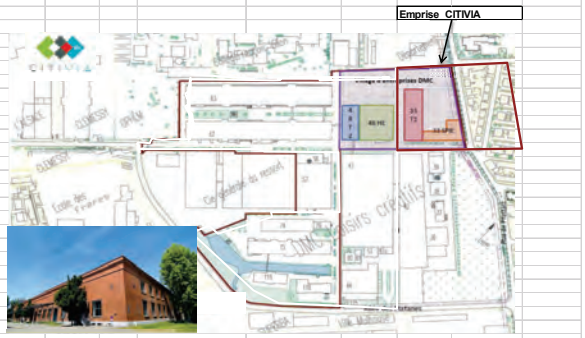
FABRIQUE - SITUATION AU 31 DECEMBRE 2021

	Surface m2	en %	Situation				Loyer/ an HT	Loyer/ m2
	2 738	69,0%	LIBRE				304 555	111,23
	1 228	31,0%	LOUE				113 576	92,49
	3 966	100,0%	TOTAL				418 131	105,43

N° de lot	Surface m2	Type	Locataire	Activités	Début du bail	fin de bail	Loyer HT	m2 annuel
	188	R	AUPHIZIS	restaurant	01/06/2004	31/05/2022	18 517	98,49
	127	A	Local Rdc	libre			8 610	67,80
	4	A	Local toilettes	libre			0	-
	297	A	DUBERNARD	sécurité incendie	01/01/2004	31/12/2020	27 336	92,04
	200	B/L	labos bureaux 2° étage B	libre			18 000	90,00
	653	B/L	labos 2° étage B	libre			78 500	120,21
	174	B	ELAN FORMATION	formation adultes	01/12/2016	30/11/2020	16 548	95,10
	725	B/L	Annimalerie 1° étage B	libre			97 875	135,00
	448	B/L	Plateau labos 3° étage B	libre			49 280	110,00
	191	B	OIS	prestation informatique	01/04/2020	31/03/2029	17 155	89,82
	378	B	ACTION ET COMPETENCE	Association	01/04/2021	31/03/2030	34 020	90,00
	499	B	1er étage bureaux	libre			44 910	90,00
	82	B	Bureau 4° étage A	libre			7 380	90,00
Total Bât.	3966						418 131	105,43

A = Locaux d' Activités
B = Bureaux
R = Restauration
L = Laboratoires

DMC - SITUATION AU 31 DECEMBRE 2021



	Surface m2	en %	Situation				Loyer/ an HT	Loyer/ m2
	2 715	28,5%	LIBRE				247 439	91,14
	6 811	71,5%	LOUE				528 448	77,59
	9 526	100,0%	TOTAL				775 887	81,45

N° de lot	Surface m2	Type	Locataire	Activités	Début bail	Fin bail	Loyer HT	m2 annuel
Bât 33	1129	B/A	SPIE EST		01/08/2017	31/07/2026	95 828	84,88
Bât 33	298	B/A	ATELIER BARRAL BARON	photos	01/02/2013	31/01/2022	23 760	79,73
Bât 33	162	B	POLE DANCE MULHOUSE	pole dance	01/09/2018	31/08/2021	14 846	91,64
Bât 33	154	B	SEMAPHORE	accompagnement	01/01/2014	31/12/2022	17 939	116,49
Bât 33	282	B/A	CFPPA	formation	01/08/2013	31/07/2022	34 991	124,08
Bât 33	180	B	TEAM FACTORY	escape room	01/04/2017	31/03/2026	14 867	82,60
Bât 33	268	B	ARAHM	acceuil dhandicapés	01/09/2016	31/08/2028	20 637	77,00
BÂT 33	731		LIBRE				18 000	24,62
BÂT 33	48	B	SHAKE UP	Publicité	01/05/2019	30/04/2022	4 466	93,04
BÂT 33	274	B	ESSPA	formation	01/07/2019	31/12/2020	20 000	72,99
BÂT 33	122	B	ONLINE FORMAPRO	formation	01/10/2019	30/09/2022	11 357	93,09
BÂT 33	46	B	FRANKI FONDATION	fondations	01/01/2020	31/12/2022	3 720	80,86
BÂT 33	112	A	BLACK OWL STUDIO	Cosplay	01/08/2018	31/07/2027	9 319	83,20
BÂT 33	183	A	INSPIRE	Boutique de Mariage	21/10/2021	20/10/2024	18 792	102,69
BÂT 33	119	B	WIGO MEDIA	gence de communicati	26/11/2021	25/11/2030	11 706	98,37
BÂT 33	234	B	FORMAT URBAINS	Architecte	01/12/2021	30/11/2030	28 000	119,66
Bât 33	1984	B	LIBRE				229 439	115,64
Bât 48	290	B/A	AVENIR FORMATION	formation	01/04/2010	31/03/2028	29 520	101,79
Bât 48	569	B	DDFP du HAUT RHIN	douanes	01/01/2011	31/12/2023	72 441	127,31
Bât 48	1086	B/A	ALSACE WOOD FACTORY	Menuiserie	01/10/2021	30/09/2030	43 440	40,00
Bât 48	227	A	OSKAR PHOTO	atelier photo	01/01/2020	31/12/2022	10 357	45,62
Bât 48	478	A	VM FIT	crossfit	01/09/2017	31/08/2026	22 935	47,98
Bât 48	265	A	NUMERICABLE	serveurs info	01/09/2015	31/08/2024	12 404	46,81
Bât 48	285	A	VM FIT	crossfit	15/11/2021	31/08/2026	7 124	25,00
Total Bât.	9526						775 887	

A = Locaux d' Activités
B = Bureaux

RUDIE - SYNTHESE AU 31 DECEMBRE 2021

	Surface m2	en %	Situation		Loyer/ an HT	Loyer/ m2
	6 250	28,9%	LIBRE		578 155	92,50
	15 413	71,1%	LOUE		1 164 885	75,58
	21 663	100,0%	TOTAL		1 743 040	80,46

RUDIE - Surfaces à commercialiser - mouvements locataires en 2021

	Village Drouot	Fabrique	DMC
Taux d'occupation	90%	31%	72%
Surfaces disponibles	797 m² d'ateliers Local - 2.05/3.06/4.04 et 5.08	123 m² d'ateliers 82 m² de bureaux à aménager 653 m² de labos à aménager 1 173 m² de labos à aménager 4 m² toilettes 699 m2 de bureaux aménagés	731 m2 de locaux Stockage 1984 m2 de bureaux et ateliers bât 33
Entrées de locataires	**HEMERA SOLUTION - 5.03** 150 m2 d'ateliers Eclairage **APPUIS - 5.08** 150 m2 d'ateliers Régie Nettoyage **M2A - 5.02** 150 m2 d'ateliers Plateau TV **CONSTRUIRE - 3.02** 121 m2 d'ateliers Régie Nettoyage **APF - Ancien CFAI** 1 713 m² Association des paralysés de France **DEMBAT/DEMIRTAS - 5.10** 150 m2 d'ateliers Façadier **HOME EXTENSION - 2.12 (SOWASH)** 99 m2 d'ateliers Nettoyage à sec véhicule	**ACTION ET COMPETENCE** 378 m2 de bureaux Organisme de soutien et de services aux personnes handicapées	**INSPIRE** 183 m2 de Bureaux Boutique de Mariage **FORMAT URBAINS** 234 m2 de Bureaux Architecte **SHAKE UP (déménagement T1 à T2)** 48 m2 de Bureaux Publicité **WIGO MEDIA** 119 m2 de Bureaux Agence de Communication **ALSACE WOOD FACTORY** 1 086 m2 d'Atelier Menuiserie **VM FIT** 285 m2 de locaux Extension salle de sport déjà en place (locataire depuis 2017)
Sorties de locataires	**PEDROSA - 5.03** 150 m2 d'ateliers Résiliation bail **APPUIS - 5.08** 150 m2 d'ateliers Résiliation bail **ALMAFIL - 5.10** 150 m2 d'ateliers Résiliation bail **RORHER - 5.02** 150 m2 d'ateliers Résiliation bail **CFAI** 2 465 m2 Résiliation bail **POLE SCHOOL - 2.12** 99 m2 Résiliation bail	Pas de sortie en 2021	**SPIE CITY NETWORK** 731 m2 de stockage Résiliation Bail

A.1. CESSIONS

CESSIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. Parcelles	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface terrain m²	SHON m²	Prix en K€
IK 73/1	AFFINE	Bâtiment L'EPICERIE	20/03/2008	6 095	6 166	5 500
Indiqué pour mémoire, le solde de l'opération apparait dans le chapitre participations pour 2.772K€						
134, 136 127,129,131 134, 136	M2A	VIF	24/06/2014	113 349	75 409	6 300
rue de Pfastatt	M2A	DMC	04/12/2015	75 093	75 636	8 937
rue de Thann	LIDL	Ex garage SIAM	30/12/2015	25 380	8 508	3 000
Rue des Machines	IMMOBILIERE MEDA	(ex LIDL) cession	09/10/2020	700		350
Village Collines	SCI RECIL	Cession	30/11/2020	3 573		2 700
Sous-total				218 095	159 553	21 287

CESSIONS - STOCK / RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. Parcelles	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface m²	SHON m²	Prix en K€
Village Drouot		Cession a M2A in fine			8 255	0
Village Drouot		Cession Terrain	2023			134
Fabrique		Cession	2023		3 962	1 600
DMC bât 48		Cession T2-SALSA	2022		2 400	300
DMC bât 48		Cession a M2A in fine			3 219	0
DMC bât 33		Cession a M2A in fine			6 099	0
Sous-total				0	23 973	2 034
TOTAL GENERAL				218 095	183 488	23 321

B. 1.PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en K€
Participation du concédant			
La Fabrique	M2A	2004	251
Village industriel La Fonderie	M2A	01/05/2006	200
DMC Bât 48 (travaux conservatoires)	M2A	2018	75
La Fabrique	M2A	2020	1 000
Loyer COVID 19	M2A	2020	59
La Fabrique	M2A	2021	231
Total			*1 816*
Participations autres			
DMC	DMC	01/06/2008	4
La Fabrique	NEURO 3D	17/03/2003	331
Epicerie	Résultat excédentaire		2 772
Total			*3 107*
Sous- Total			4 923

PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en K€
La Fabrique	M2A (231 250€ x 8)	de 2021 à 2028	1 619
Bat 33	M2A	2022	1 260
Bat 48	M2A	2022	720
Sous- Total			3 599
TOTAL			8 522

B.2. SUBVENTIONS

SUBVENTIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en K€
Village artisanal Drouot	Fred	06/10/1997	127
Village artisanal Drouot	Fsu	28/12/1998	127
Village artisanal Drouot	Fisac	04/09/1998	20
Village artisanal Drouot	Etat	1997	23
Total			*297*
Village d'entreprises Collines	Objectif 2	1997	527
Total			*527*
La Fabrique	Objectif 2	03/12/2004	1 571
La Fabrique	Région	16/11/2004	418
La Fabrique	Conseil Général	18/11/2004	418
Total			*2 407*
Usine	Région	11/01/2008	200
Total			*200*
DMC	Région	17/03/2008	200
DMC	Objectif 2	14/08/2008	300
DMC	Etat FNADT	24/10/2008	500
DMC	Conseil Général	21/12/2009	327
DMC	Feder	10/03/2011	120
DMC	Région	13/02/2015	324
Total			*1 772*
Sous- Total			5 203

SUBVENTIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en K€
			0
Total			*0*
Sous- Total			0
TOTAL			5 203

C.1.A ACQUISITIONS PRIVEES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface Terrain en m²	SHON en m²	Prix en k€
MW 117/56, 133/56	SERM	Village Artisanal Drouot	1997	32 638	8 255	627
	Drouot ZAC	Charges foncières	2010		1 570	159
Total						*786*
ID 214/3, 221/11,224/10 227/10, 117/8, 226/10,223/10 213/3, 20/11	SERM	Terrain - village d'entreprises Parc des Collines	1997	11 320	3 573	311
Total						*311*
	Opération Zac Mer Rouge	Partic. Équipements pub.	16/08/2004			127
	SERM	Bâtiment la Fabrique	2002	6 359	3 962	560
Total						*687*
HK6/1,5/1,10/1;HI12/1,33/5;HL81/1,82/1;LD90/7,5,4,87/7	DMC	Bâtiments	17/02/2007	102 447	88 500	6 000
Rue de Thann	SIAM/PEUGEOT	Bâtiments	11/05/2009	25 380	8 500	1 900
Rue des Machines	LIDL	Bâtiment commercial	30/12/2015	3 335	700	250
Total						*8 150*
Sous Total				181 479	115 060	9 934

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface Terrain en m²	SHON en m²	Prix en k€
Total						*0*
Sous Total				0	0	0
TOTAL				181 479	115 060	9 934

C.1.b ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface Terrain en m²	SHON en m²	Prix en k€
KW 75, 80,102 127,129,131 134, 136	Ville de Mulhouse	Site industriel WARTSILA	13.12.2005	113 349	75 409	5 000
Sous Total				113 349	75 409	5 000

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. Parcelles	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface Terrain en m²	SHON en m²	Prix en k€
Sous Total				0	0	0
TOTAL				113 349	75 409	5 000

D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	NEANT				
Sous-Total					0

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
Sous-Total					0
TOTAL					0

E. EMPRUNTS

EMPRUNTS & AVANCES - REALISES AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Village artisanal Drouot	CDC	27/05/1999	381	0
Village artisanal Drouot	CDC	15/02/2000	1 113	0
Village artisanal Drouot	CDC	17/07/1998	2 668	0
	Sous total Village artisanal Drouot		*4 162*	*0*
Village d'entreprises Collines	CDC	1998	595	0
Village d'entreprises Collines	CDC	1998	861	0
	Sous total Village d'entrep.Collines		*1 456*	*0*
La Fabrique	DEXIA	29/03/2004	2 000	587
La Fabrique	DEXIA	19/03/2004	4 700	1 377
La Fabrique (ex Garage)	Banque Populaire	14/05/2009	2 404	1 161
	Sous total La Fabrique		*9 104*	*3 125*
Village industriel Fonderie	Calyon	19/10/2005	3 000	0
	Sous total La Fonderie		*3 000*	*0*
Acquisition + travaux DMC	CDC		7 000	0
Travaux DMC bât 33 (CRD ex-Usine)	Calyon	19/10/2005	780	0
Travaux DMC bât 33 (CRD ex-Usine)	Calyon	19/10/2005	1 220	0
Travaux DMC bât 33	Caisse d'Epargne	13/07/2010	3 018	865
Travaux DMC bât 33	Crédit Mutuel	23/11/2011	2 013	836
Travaux DMC bât 48	Crédit Coopératif	06/12/2011	3 005	1 307
	Sous total DMC		*17 036*	*3 008*
Actions globales	CITIVIA SPL		1 762	0
	Sous total actions globales		*1 762*	*0*
	Total emprunt		36 520	6 133
La Fabrique	Caisse d'Epargne	Ligne tréso	5 900	0
	Total emprunt + ligne trésorerie		42 420	6 133
La Fabrique	Avance C.G.	18/11/2004	40	0
DMC	Avance C.G.	04/07/2008	760	0
	Sous total avance C.G.		800	0
bât 33	Avance M2A	28/06/2012	1 900	1 900
Fabrique	Avance M2A	28/06/2012	1 100	1 100
Actions globales	Avance M2A	09/12/2019	1 000	1 000
Actions globales	Avance CITIVIA SPL	01/01/2020	150	0
	Sous total avance M2A		4 150	4 000
	Total Avances		4 950	4 000
Total			47 370	10 133

EMPRUNTS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant à mobiliser en k€	Capital restant dû en k€
Bât 33 et 48		2023	5 300	
Total			52 670	10 133

5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Ligne	Intitulé	TVA	Bilan Initial	Bilan CRAC 2020	2021 Année	2021 Cumul	2022 Année	2022 Cumul	2023 Année	2023 Cumul	2024 Année	2024 Cumul	Au delà	Bilan Nouveau
0	Produits	0	112 956	101 574	1 270	75 515	3 756	79 271	3 125	82 405	1 518	83 922	17 721	101 643
1	CESSIONS	0	7 400	23 187	0	21 287	300	21 587	1 734	23 321	0	23 321	0	23 321
10	Cessions collectifs		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Cessions individuelles		0	300	0	0	300	300	0	0	0	0	0	300
12	Cessions activité		7 400	13 950	0	12 350	0	12 350	1 600	13 950	0	13 950	0	13 950
13	Cessions autres		0	8 937	0	8 937	0	8 937	134	9 071	0	9 071	0	9 071
2	SUBVENTIONS	0	5 411	5 203	0	5 203	0	5 203	0	5 203	0	5 203	0	5 203
20	Subventions		5 411	5 203	0	5 203	0	5 203	0	5 203	0	5 203	0	5 203
3	PARTICIPATIONS	0	600	8 525	230	4 920	2 211	7 130	230	7 360	230	7 590	825	8 522
30	Participation du Concédant	0	200	3 346	230	1 816	230	2 046	230	2 276	230	2 506	920	3 426
31	Participations autres	0	400	3 107	0	3 107	0	3 107	0	3 107	0	3 107	0	3 107
32	Participation à recevoir	0	0	2 072	0	0	1 980	1 980	0	1 980	0	1 980	-95	1 885
4	PRODUITS DE GESTION	0	99 437	64 663	1 038	44 104	1 253	45 357	1 165	46 520	1 286	47 806	16 756	64 662
40	Produits financiers court terme	0	0	102	0	102	0	102	0	102	0	102	0	102
41	Produits financiers autres	0	134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	Locations autres	0	98 991	62 369	1 203	41 943	1 253	43 195	1 165	44 359	1 288	45 646	16 756	62 402
43	Produits autres	0	312	2 190	-164	2 057	0	2 057	0	2 057	0	2 057	0	2 057
5	TVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
50	TVA sur dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Charges	0	111 225	101 287	1 419	85 676	1 329	87 005	2 195	89 179	1 307	90 486	10 986	101 472
501	CHAMBRES SIMI	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1	ETUDES	0	3 154	4 626	115	3 830	105	3 941	118	4 059	16	4 075	0	4 075
10	Etudes préalables	0	0	553	48	538	17	555	0	555	0	555	0	555
11	Etudes pré-opérationnelles	0	0	320	0	320	0	320	0	320	0	320	0	320
12	Etudes opérationnelles	0	3 154	3 159	70	2 970	88	3 058	118	3 176	16	3 192	0	3 192
13	Etudes révisions	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	MAITRISE DES SOLS	0	8 616	15 198	0	15 198	0	15 198	0	15 198	0	15 198	0	15 198
20	Acquisitions/indemnités rémunératoires	0	8 616	13 711	0	13 711	0	13 711	0	13 711	0	13 711	0	13 711
21	Acquisitions/indemnités non rémunératoires	0	0	1 223	0	1 223	0	1 223	0	1 223	0	1 223	0	1 223
22	Frais liés à l'acquisition	0	0	263	0	263	0	263	0	263	0	263	0	263
3	TRAVAUX	0	43 759	31 357	427	27 045	350	27 395	1 116	28 511	462	28 973	2 372	31 345
30	Mise en état des sols	0	0	134	0	134	0	134	0	134	0	134	0	134
31	Ouvrage de viabilité	0	0	787	0	787	0	787	0	787	0	787	0	787
32	Ouvrage de viabilité autres	0	0	321	0	321	0	321	0	321	0	321	0	321
33	Ouvrage de bâtiments	0	27 402	22 949	360	21 237	98	21 335	931	22 266	264	22 531	368	22 899
34	Ouvrage de bâtiments autres	0	0	405	0	405	0	405	0	405	0	405	0	405
35	Entretien des ouvrages	0	16 357	6 757	64	4 152	253	4 405	184	4 590	198	4 788	2 004	6 800
36	Travaux révisions	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	Rivalités	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	HONORAIRES AUX TIERS	0	52	120	0	120	0	120	0	120	0	120	0	120
40	Honoraires sur cession	0	0	16	0	16	0	16	0	16	0	16	0	16
41	Honoraires autres	0	52	104	0	104	0	104	0	104	0	104	0	104
5	REMUNERATION	0	10 237	8 117	156	6 020	152	6 172	245	6 417	147	6 564	1 579	8 144
50	Avances sur rémunération opérateur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
51	Rémunération forfaitaire	0	51	154	30	139	11	150	0	150	0	150	0	150
52	Rémunération de conduite opérationnelle	0	1 595	2 289	20	2 061	36	2 096	64	2 160	25	2 185	119	2 303
53	Rémunération de commercialisation	0	354	342	0	251	0	251	85	336	14	349	0	349
54	Rémunération financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
55	Rémunération de liquidation	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	50	50
56	Rémunération d'exploitation	0	8 287	5 283	102	3 570	105	3 675	96	3 771	108	3 881	1 411	5 292
6	FRAIS FINANCIERS	0	29 681	11 741	136	9 946	155	10 101	219	10 321	227	10 548	1 395	11 742
60	Frais financiers sur court terme	0	2 224	544	0	470	37	506	0	506	0	506	36	542
61	Frais financiers sur emprunt	0	17 596	11 101	139	9 464	106	9 570	208	9 778	215	9 993	951	10 944
62	Frais financiers divers	0	224	96	0	33	12	46	12	58	12	69	204	254
63	Frais financiers / court terme - Exploi.	0	255	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	0	24 794	30 726	583	23 510	573	24 083	478	24 561	454	25 015	5 840	30 847
70	Frais de gestion locative	0	14 313	22 397	369	17 994	396	17 990	284	18 274	293	18 567	3 852	22 419
71	Frais de gestion	0	1 053	909	0	845	0	845	36	881	80	961	0	961
72	Impôts et taxes	0	9 448	7 154	151	4 771	164	4 935	141	5 077	146	5 223	1 958	7 181
73	Frais d'information et de comm.	0	31	239	20	253	0	259	7	266	5	271	0	271
74	TVA irrécupérable	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Frais techniques opération autres	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
76	Frais d'information et de comm./Explo.	0	0	45	0	45	0	45	0	45	0	45	0	45
8	TVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
80	TVA sur recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	RESULTAT D'EXPLOITATION	0	1 654	287	-148	-10 159	2 429	-7 730	960	-6 770	211	-6 559	6 735	177
	MOBILISATION	0	43 307	52 781	0	47 541	0	47 541	5 300	52 841	0	52 841	-1	52 840
1	MOBILISATION	0	43 307	52 781	99	47 541	0	47 541	5 300	52 841	0	52 841	-1	52 840
10	Emprunts reçus	0	41 287	47 726	-1	42 417	0	42 417	5 300	47 717	0	47 717	0	47 717
11	Dépôts de garantie (exploitation)	0	0	111	62	175	0	175	0	175	0	175	-2	173
12	avance de trésorerie	0	2 020	4 955	38	4 950	0	4 950	0	4 950	0	4 950	0	4 950
	AMORTISSEMENTS	0	42 307	52 781	955	37 291	5 003	42 293	1 233	43 524	1 333	44 855	8 327	52 841
1	AMORTISSEMENTS	0	43 307	52 781	955	37 291	5 003	42 293	1 231	43 524	1 333	44 855	8 327	52 841
10	Emprunts remboursés	0	41 287	47 726	955	36 287	968	37 256	1 228	38 484	1 332	39 815	7 902	47 717
11	Dépôt de garantie	0	0	111	0	55	34	89	2	91	0	91	83	174
12	avance de trésorerie	0	2 020	4 955	0	950	4 000	4 950	0	4 950	0	4 950	342	4 950
	FINANCEMENT	0	0	0	895	10 252	-5 003	5 249	4 069	9 318	-1 333	7 987	-8 329	-1
	TRESORERIE	0	0	287	1 681	0	-2 344	0	2 685	0	1 585	0	-40	176

Mulhouse Alsace Agglomération

RUDIE — SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2021

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Actualisé au 31.12.2020	Approuvé au 31.12.2021	AU 31.12.2021	Dont en 2021	2022/2036	Dont en 2022
CHARGES						
Acquisitions foncières	15 198	15 198	15 198	0	0	0
Travaux et études	35 386	35 420	30 881	542	4 539	455
Rémunération Citivia	8 117	8 144	6 020	156	2 123	152
Frais financiers	11 741	11 742	9 946	136	1 796	155
Autres frais	30 846	30 967	23 630	583	7 337	573
TOTAL CHARGES	**101 288**	**101 471**	**85 675**	**1 417**	**15 795**	**1 335**
PRODUITS						
Cessions	23 187	23 321	21 287	0	2 034	300
Subventions	5 203	5 203	5 203	0	0	0
Participations m2A	3 435	3 435	1 816	231	1 618	231
Participation autres	3 107	3 107	3 107	0	0	0
Participation à recevoir	1 980	1 980	0	0	1 980	1 980
Produits de gestion	64 663	64 602	44 103	1 038	20 498	1 253
TOTAL PRODUITS	**101 575**	**101 648**	**75 516**	**1 269**	**26 130**	**3 764**
RESULTAT	**287**	**177**	**-10 159**	**-148**	**10 335**	**2 429**

M. le Président : Renouvellement urbain par le développement de l'immobilier d'entreprises. Toujours toi, Thierry.

M. BELLONI : Pardon, je l'ai oubliée celle-là. Oui, on retourne dans les conventions publiques d'aménagement RUDIE, à Mulhouse : les éléments du compte rendu de CITIVIA au 31.12.2021. Je rappelle que cette convention RUDIE comprend le Village artisanal Drouot, « L'hôtel d'entreprises la Fabrique » et les bâtiments 33 et 48 de DMC, soit un peu plus de 21 000 m² qui sont, aujourd'hui, dans cette convention. Les taux d'occupation n'ont pas fortement évolué. Drouot fonctionne toujours très bien avec plus de 90 % d'occupation. Les bâtiments 33 et 48 de DMC avec un peu plus de 71 %, sachant que l'ensemble des surfaces n'est pas aménagé, il faut quand même le dire. Par contre, « L'hôtel d'entreprises la Fabrique » a toujours un fort déficit d'occupation avec 31 % seulement. Je vous passe la liste des locataires qui sont rentrés et qui sont sortis. Il y a évidemment eu des travaux à droite et à gauche sur ces différents bâtiments, à hauteur de 540 000 €. Les recettes s'élèvent à 1,2 M€. Aucun nouvel emprunt n'a été contracté, et le solde fait apparaître un résultat de – 148 000 €. Un solde est toujours prévisionnel à la fin de la concession est toujours prévu à 177 000 € en négatif. A savoir que je vous passe les engagements passés, mais les engagements en cours et à venir ont déjà été votés : 231 000 € de participation pendant 8 ans jusqu'en 2028, et une participation en 2022 de 1 980 000 € dans le cadre du refinancement des bâtiments 33 et 48 en vue d'y créer de nouveaux plateaux aménagés à la location.

M. le Président : Merci Thierry. Il s'agit de prendre acte du compte rendu, s'il n'y a pas de question. Il n'y en a pas, ce qui me permet de donner la parole à Jean-Marie BEHE pour la ZAC espace d'activités de Didenheim.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA SPL relatif à la convention publique d'aménagement RUDIE.

43° ZAC ESPACE D'ACTIVITES DE DIDENHEIM : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE CITIVIA SPL POUR L'EXERCICE 2021 ET APPROBATION DE L'AVENANT N°4 A LA CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT (533/1.4/901C)

CITIVIA SPL a établi son compte-rendu d'activités pour l'exercice 2021 relatif à sa mission d'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'espace d'activité de Didenheim, dont elle est concessionnaire jusqu'à fin 2022. Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, ce document est soumis à l'examen du Conseil d'Agglomération.

Compte-rendu d'activité pour l'exercice 2021

Trois cessions (GRANICER, SIMSEK et UPC CONSTRUCTION) ont été enregistrées en 2021, pour un montant de 357 k€ HT, et quatre cessions supplémentaires ont été concrétisées depuis le 1er janvier 2022. La cession des deux dernières

parcelles restantes, toutes deux réservées, devrait intervenir au plus tard courant 2024.

En raison de l'achèvement des travaux, et de la remise des ouvrages à Mulhouse Alsace Agglomération intervenue le 21 juillet 2020, aucun frais de travaux n'a été enregistré. D'autre part, le coût d'aménagement de la voirie d'accès au carrefour-giratoire projeté sur la RD 8bis a été retiré du bilan. Il sera à intégrer à cette future opération, pour un coût initialement estimé à 130 k€ HT (aléas inclus).

Compte tenu de ce retrait, du versement anticipé à l'opération de la totalité du solde de la subvention du Conseil Départemental en 2018 au titre du Contrat Territoire de Vie – Région Mulhousienne, et de cessions à un prix supérieur au prix bilan, le bilan affiche un excédent important de 690 k€, en hausse de 175 k€ par rapport à 2020. Celui-ci prend cependant en compte une participation d'équilibre de m2a de 700 k€, déjà versée en totalité. L'opération se révélera donc in fine globalement équilibrée.

Avenant n°4 à la convention publique d'aménagement

La convention publique d'aménagement avec CITIVIA SPL, initialement signée le 6 novembre 2007, prévoyait une clôture d'opération le 31 décembre 2015. L'avenant n°2, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 19 décembre 2014, a prolongé cette durée au 31 décembre 2022.

Afin de pouvoir achever la commercialisation des deux dernières parcelles, il est proposé d'approuver un nouvel avenant afin de prolonger la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA SPL relatif à la ZAC de l'Espace d'Activité de Didenheim ;

- approuve le projet d'avenant n°4 joint à la présente délibération et charge Monsieur le Président ou le Vice-Président délégué de signer l'avenant à la convention publique d'aménagement et d'en assurer le suivi.

PJ : 3
- Compte-rendu annuel à la collectivité 2021
- Avenant n°4 à la convention publique d'aménagement
- Synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2021

CITIVIA SPL

m2A

**CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT
DE L'ESPACE D'ACTIVITES DE DIDENHEIM**

Avenant n° 4

Décembre 2022

ENTRE D'UNE PART :

La Communauté d'Agglomération MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2022.

Ci-après dénommée "la Communauté d'Agglomération" ou "l'établissement public cocontractant" ou "la collectivité publique cocontractante" ou "l'établissement public de coopération intercommunale" ou "m2A".

ET D'AUTRE PART :

CITIVIA SPL, société publique locale au capital de 3 507 153,97 €, dont le siège est fixé à Mulhouse (68100), 24 rue Carl Hack, immatriculée sous le numéro B 378 749 972 au Registre du Commerce et des Sociétés de MULHOUSE,

Représentée par Agnès PEREZ, Directrice Générale

ci-après dénommée la "Société" ou "l'Aménageur",

Il a été exposé ce qui suit :

EXPOSE

Malgré un bon rythme de commercialisation, 17 parcelles de 2016 à fin 2021, l'échéance de l'opération à fin 2022 ne permettra pas la commercialisation des 5 terrains restants :

- trois réservés pour une vente en 2022,
- un sous option dont la vente pourrait se faire en 2023,
- et un terrain libre,

Aussi, une prolongation de l'opération à fin 2024 est nécessaire pour mener à terme la commercialisation de l'Espace d'activités à Didenheim.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - DUREE DE LA CONCESSION

Afin de mener à bien la réalisation et l'achèvement de la ZAC Didenheim, les deux parties conviennent de proroger la concession en vigueur (dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2022) jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 2 - MODIFICATION DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les autres clauses de la convention initiale du 12 novembre 2007, et non modifiées par les avenants n°1, n°2 et n°3, et par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait à Mulhouse, le
En trois exemplaires

Pour CITIVIA SPL,

Agnès PEREZ
Directrice Générale

Pour m2A,

Fabian JORDAN
Président

ZAC ESPACE D'ACTIVITE A DIDENHEIM

COMPTE – RENDU A LA COLLECTIVITE
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

2021

SOMMAIRE

1. CONTEXTE 3
A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION 3
B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS 4
C. Situation administrative 4
2. AVANCEMENT & programmation 4
A. CESSIONS 4
1. Prix de cession & surfaces à commercialiser 4
2. Cessions réalisées en 2021 4
3. Cessions prévues en 2022 4
4. Moyens de commercialisation 5
5. Régularisations foncières 5
B. SUBVENTIONS 5
C. PARTICIPATIONS 5
D. MAITRISE FONCIERE 5
D.1 Terrains privés 5
D.2 Terrains collectivité 6
E. ETUDES 6
E.1 Etudes réalisées en 2021 6
E.2 Etudes à réaliser en 2022 6
F. TRAVAUX 6
F.1 Travaux réalisés en 2021 6
F.2 Travaux à réaliser en 2022 6
G. FINANCEMENT 6
G.1 Financements mis en place en 2021 6
G.2 Financements à mettre en place en 2022 6
3. ANALYSE et perspectives 6
4. ETATS et ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES 8
5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (EN K€) 18

1. CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

DONNEES CONTRACTUELLES					
Nom d'opération	**ZAC Espace d'Activité de Didenheim**			**039**	
Collectivité	**m2A**				
Signature de la concession /convention		12 novembre 2007			
Echéance		31 décembre 2022			
Avenant n°1		15 mai 2008			
Avenant n°2		11 mars 2015			
Avenant n°3		10 décembre 2019			
Avenant n°4 proposé avec le présent CRAC					
PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES					
Dossier de création-réalisation		29 Juin 2006			
Arrêté de DUP		19 mai 2009			
PRESTATAIRES PRINCIPAUX					
Urbaniste/Architecte conseil	Christian Plisson				
Maître d'œuvre technique	EMCH+BERGER				
Notaire	Me Ehret				
Géomètre	AGE				
Autres :					
PROGRAMME.					
	prévision d'origine	***nouvelle prévision***	***réalisé (en cumul)***	***à réaliser (cumul)***	***nombre***
Surfaces totales à aménager	100 000 m²	100 000 m²			
Surfaces totales cessibles	84 000 m²	68 183 m²	54 882 m²	13 301m²	
Surface de plancher logements neufs/rénovés					
Surface de plancher bureaux					
Surface de plancher artisanales et industrielles	42 000 m²	34 092 m²	18 416 m²	15 676m²	
Surface de plancher commerce, hôtellerie					
Equipements voirie, espaces verts	16 000 m²	31 817 m²			
Equipement superstructure					
DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€					
	prévision d'origine	***nouvelle prévision***	***réalisé (en cumul)***	***à réaliser (cumul)***	***avancement***
Cessions/Locations	2 835	3 036	2 479	557	82%
- logements					
- bureaux					
- artisanat et industrie	2 835	3 036	2 479	557	82%
- commerce et hotellerie					
Investissements	2 678	2 956	2 753	203	93%
- études	308	322	285	37	89%
- acquisitions	0	542	534	8	99%
- travaux	2 370	2 092	1 934	158	92%
Bilan collectivité					
Participation de la Collectivité	429	700	700	0	100%
Valeur des équipements publics	3 079	1 723	1 723	0	100%
EFFETS LEVIER					
		réalisé (en cumul)	***à réaliser (cumul)***		
Nombre de logements générés (ventes)					
Dont logements sociaux					
Nombre d'emplois générés			205		
Investissements générés			34 091 500		
Principales implantations ou investissements :	Big Mat / Parc Invest /				
CHIFFRES CLEFS					
Périmètre de la concession		100 000			
Périmètre de ZAC		100 000			
Objectif OPAH					
Objectif ORI					
Patrimoine immobilier					
Nombre d'entreprises					

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Justification de l'opération - Objectifs généraux : Ce projet d'espace d'activités se situe sur le ban communal de Brunstatt-Didenheim. Localisé en continuité immédiate de la zone artisanale existante, il vise à établir une extension de celle-ci jusqu'au boulevard urbain, établissant ainsi une continuité avec le tissu d'activités du Parc des Collines voisin. Il contribue ainsi à accroitre et diversifier l'offre de terrains à vocation artisanale et de services, dans ce secteur géographique, en complément du Parc des Collines.
Cet objectif de développement économique est complété par une volonté d'aménager un espace d'activités respectueux du concept de développement durable. En ce sens, la préservation de l'environnement est prise en compte :

- le site existant : volonté de respecter au maximum la topographie et conservation dans la mesure du possible des ensembles arborés remarquables recensés dans le périmètre d'étude ;
- le contexte environnant : continuité urbaine à instaurer avec le bourg, le Parc des Collines et le futur quartier d'habitat.

Début de l'opération : 2007

Etapes clefs les plus récentes :

- Fin des travaux : décembre 2015
- Premier chantier de construction : janvier 2017

C. Situation administrative

Procédure d'urbanisme : ZAC concédée.
Procédure foncière : acquisitions par voie amiable ou par expropriation dont propriétaires inconnus.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. CESSIONS

1. Prix de cession & surfaces à commercialiser

Surface cessible : 6,9 ha

Prix de cession envisagés :

- 3,5 ha à 42 € HT/m² de terrain (surface totale inférieure à 10 000 m²)
- 1,1 ha à 50€ HT/m² de terrain (surface totale inférieure à 10 000 m² mais comportant une habitation d'une surface maximale de 100 m² de surface de plancher)
- 2,1 ha à 39 € HT/m² de terrain (surface totale supérieure à 10 000 m²)

Le PLU prévoyant la possibilité d'une mixité habitat/développement économique, le prix de vente de 30% des parcelles de dimension inférieure à 3500 m² est porté à 50 €/m².

2. Cessions réalisées en 2021

Trois cessions ont été réalisées en 2021 :

- SIMSEK Façade - Lot 14
- GRANICER - Lot 15
- UPC construction - Lot 20

3. Cessions prévues en 2022

Différentes entreprises ont manifesté leur intérêt pour la zone. Leurs domaines d'activité sont diversifiés (cf annexe A.1.). Nous prévoyons la signature de trois actes de vente dans le courant de l'année.

4. Moyens de commercialisation

Moyens matériels mis en place :
- mise en place d'un panneau d'information-commercialisation sur le site.
- création d'une plaquette et d'une pochette de commercialisation,
- information sur serveur INTERNET (http:/www.citivia.fr),
- relation avec les journaux spécialisés.

Moyens humains :
- cellule commerciale de CITIVIA composée d'un responsable et de deux chargés de commercialisation,
- participation aux manifestations professionnelles (MAPIC, MIPIM, SIMI, etc.).

5. Régularisations foncières

Une régularisation foncière a été faite en marge du site en 2018 avec la cession d'une parcelle de 354 m² à un riverain.

Nous prévoyons encore deux autres régularisations foncières. la première porte sur une bande de terrain de 71 m² et la deuxième sur un échange de terrains d'environ 175 m².

B. SUBVENTIONS

B.1. Subventions perçues au 31/12/2021

392 K€ perçus au titre du Contrat territoire de vie de la part du Conseil Départemental.

B.2. Subvention à percevoir/contractualiser en 2022

Sans objet

C. PARTICIPATIONS

C.1. Participations perçues au 31/12/2021

703 K€ dont 700 K€ de la part du concédant et 3 K€ de la part de GRDF.

Il était prévu un reversement par m2A de la participation du SIVOM de 67 k€ pour les ouvrages hydrauliques. Etant donné le résultat positif de l'opération, cette participation ne lui sera pas reversée. Elle avait été constatée en positif en 2017 puis a été constatée en négatif en 2019.

C.2. Participation à percevoir/approuver en 2022

Sans objet

D. MAITRISE FONCIERE

D.1 Terrains privés

- Acquisitions réalisées en 2021

Sans objet

- Terrains restant à acquérir en 2022

Une procédure d'échange foncier avec un riverain sera à finaliser suite à la signature d'un protocole d'accord en 2015 ; l'emprise concernée permet le raccordement de l'assainissement sur la rue des Alpes.

D.2 Terrains collectivité

Acquisitions réalisées en 2021

Sans objet

Terrains à acquérir en 2022

Sans objet

E. ETUDES

E.1 Etudes réalisées en 2021

- Architecte conseil : avis sur les permis de construire en instruction

E.2 Etudes à réaliser en 2022

- Architecte conseil : avis sur les permis de construire en instruction

F. TRAVAUX

F.1 Travaux réalisés en 2021

- Sans objet

F.2 Travaux à réaliser en 2022

- Travaux d'entretien

Le bilan n'intègre plus la voirie vers la RD8bis qu'il est proposé de supprimer du programme des équipements publics par voie d'avenant au traité de concession.

G. FINANCEMENT

G.1 Financements mis en place en 2021

- Sans objet

G.2 Financements à mettre en place en 2022

- Sans objet

3. ANALYSE ET PERSPECTIVES

Sur les quatre cessions prévues en 2021 dans le CRAC 2020, trois se sont concrétisées dans l'année. La quatrième a été décalée en mars 2022.

Sur les cinq parcelles restantes à fin 2021, trois sont réservées pour 2022, une est sous option et la dernière est libre. L'échéance d'une fin d'opération au 31 décembre 2022 ne permettra pas de mener à terme la cession des deux dernières parcelles. Aussi, le bilan prend en compte une prolongation de deux ans qu'il est proposé à la collectivité d'acter par voie d'avenant au traité de concession, portant son échéance au 31/12/2024.

Le solde prévisionnel de l'opération est positif à 544 K€. Il évolue à la hausse de 28 K€ par rapport au CRAC précédent.

Les évolutions du bilan sont les suivantes :
- Les produits évoluent positivement :
  ˚ cession d'une parcelle à un montant plus élevé que bilan précédant.

- Les charges diminuent globalement :
  ˚ frais de géomètre plus élevés que prévus
  ˚ baisse de l'enveloppe de communication pour tenir compte des réels besoins
  ˚ Suppression des provisions pour études et travaux de la voirie vers le carrefour envisagé sur la RD8 Bis dans l'objectif de réaliser ces travaux avec le giratoire dans un autre cadre que la concession.

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul à fin 2021 sont constituées des produits et charges HT constatées à fin décembre 2021 ;
- Les prévisions sont établies en valeur 2021 (donc en € constants) ;
- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle revenant à la CITIVIA est assis sur les charges définies conventionnellement et constatées à la fin de l'exercice ;
- Le montant de la rémunération de commercialisation revenant à CITIVIA fait l'objet d'une comptabilisation à la signature de l'acte de vente
- Les hypothèses moyennes de taux d'intérêt à court terme (pool de trésorerie) sont de 3 %, de taux d'intérêt à long terme (emprunts) de 2 %.
- Les évolutions de la règlementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable.
- La valorisation des équipements publics (état joint en annexe) intègre les postes de charges :
  - Etudes opérationnelles – Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS, OPC)
  - Rémunération de conduite opérationnelle
  - Travaux de viabilité

4. ETATS ET ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

A.1. CESSIONS
A.2. PLAN DES CESSIONS

B SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

C.1.a ACQUISITIONS PRIVEES
C.1.b ACQUISITIONS COLLECTIVITE
C.2. PLAN DES ACQUISITIONS

D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS
D.2. PLAN DES TRAVAUX

E EMPRUNTS

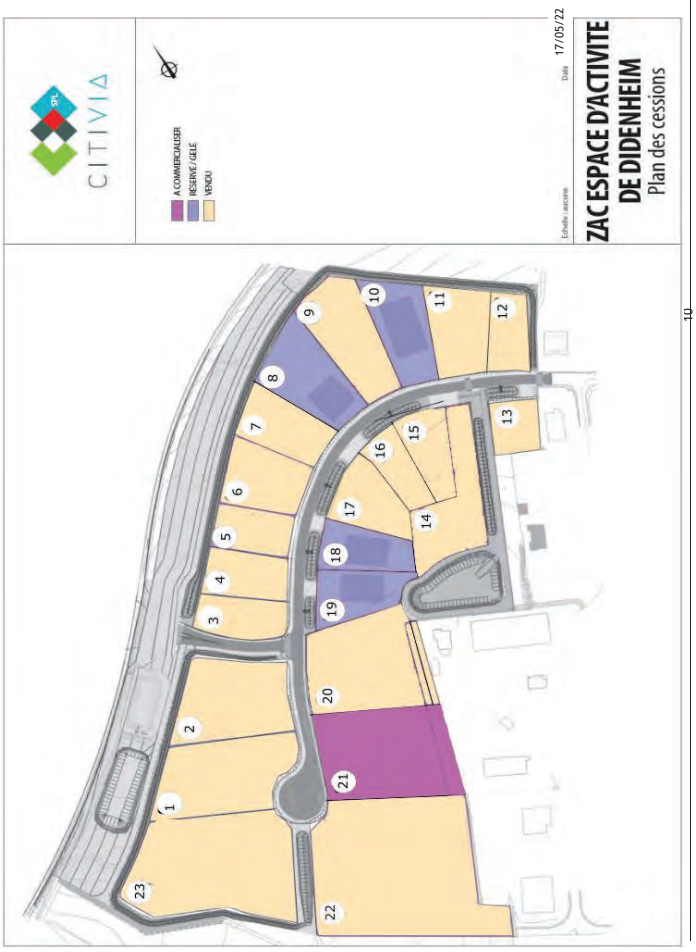
A.1. CESSIONS

CESSIONS - REALISE AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface en m²	SP	Prix en k€
3	GH Installation	GH installation : Entretien, dépannage, chauffage , climatisation	04/04/2017	1 706	402	*76*
11	Transport Lucky	Transporteur et VTC	27/12/2016	1 721	750	*103*
12	Thermitec	Chauffagiste, sanitaires	10/04/2017	1 690	885	*101*
13	Trieu Seng	Grossiste en fruits et légumes	13/11/2017	1 138	690	*68*
17	Diemunsch	Grossiste en produits d'entretien et	04/05/2017	1 804	460	81
7	Celidom	Le carré médical	12/02/2018	2 492		112
1 et 23	Big Mat	Big Mat : Négoce de matériaux de construction	27/08/2018	11 237	3 450	*468*
2	Parc Entreprises	Création de 8 cellules artisanales -	26/10/2018	3 971	1 150	179
16	Charpente Dorez	Charpente	21/12/2018	1 297	575	58
4	Galitelli	Rénovation bâtiment second œuvre	11/04/2019	1 547	552	70
6	Romani	Ferblanterie/Zinguerie/Etanchéité de	29/05/2019	1 937	540	87
22	Kiloutou	Location de matériel/outillage	19/12/2019	10 155	3 330	457
9	Fermital	Locaux d'activités	19/12/2019	3 668	1 500	165
5	Nabih Pro	Dépôt de stockage et habitation	11/02/2020	1 968	700	89
14	Simsek	Construction d'un local d'activités	17/02/2021	2 611	1 300	117
20	UPC Construction	Construction	26/04/2021	4 335	1 500	145
15	Granicer	Carrelage, faïence, granit	26/04/2021	1 605	632	94
				54 882	18 416	2 472

CESSIONS / STOCK - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Statut (date compromis/libre)	Surface en m²		Prix en k€
Cessions activités						
8		Spécialiste extension bâtiment en	Réservé pour 2022	2 334		98
10		sécurité	Réservé pour 2022	2 318		97
18		Assistance respiratoire à domicile	Réservé pour 2022	1 678		70
19		Sanitaire chauffagiste	Sous option 2023	1 795		75
21			libre	5 176		217
				13 301	15 676	557
Total activités				**68 183**	**34 092**	**3 028**
Régularisations foncières						
Réalisées						
14 495 et	M. Fritsch	Régularisation foncière (particulier)	07/06/2018	354	0	7
Restent à réaliser						
s. 15 / p.426, 427, 434 et 435		Régularisation foncière par échange	Réservé	175		
s.15	461	Régularisation foncière	Réservé	71		
Total Régularisations foncières				**246**	**-**	**7**
Total				**68 429**		**3 036**



B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en k€
Participation	m2A	15/05/2008	700
Réseau gaz	GRDF	*14/09/2015*	3
Contrat territoire de vie	CD68	17/11/2015	392
			1095

SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Valeur en k€
			0
Total			**1095**

C.1.A ACQUISITIONS PRIVEES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Section 14 :						
91	Consorts SCHMITT/KAUFMANN	Terre	26/01 et 27/01/2011	1 080		11,4
92	M. SCHAFFHAUSER	Terre	25/09/2009	1 989		20,7
94,95,100	M. GREINER	Terre	25/09/2009	6 368		64,0
96	GFA Oberfeld (M. WITTMANN)	Terre	02/11/2009	1 010		10,7
101	Mme MEYER	Verger	23/09/2010	1 092		13,7
477,478	Consorts SCHMITT	Terre	24/01 et 26/01/2011	698		7,1
186	M. SCHMITTER	Terre	05/09/2012	304		3,3
89, 97, 188, 471, 475, 479	SIMAC	Terre	18/12/2014	4 838		48,9
469	*Inconnu - voie judiciaire*	Terre		140		1,5
Section 15 :						
151,152	Mme KAUFMANN	Pré	25/09/2009	1 739		18,2
157	Consorts BOLL	Terre	25/09/2009	1 083		11,5
150,158,351	M. SCHLIENGER	Pré/Terre	25/09/2009	4 280		43,1
Section 22 :						
282	Consorts SCHMITT	Terre	24/01 et 26/01/2011	2 628		26,8
286	M. SCHLIENGER	Terre	25/09/2009	1 467		14,8
146	Consorts BURGER	Terre	12/04/2010	805		8,6
	Indemnités diverses					15,8
				29 521		320,1

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Section 15 :						
426, 427, 434 et 435	Régularisation foncière par échange			174		
				174		0,0
Total				**29 695**		**320,1**

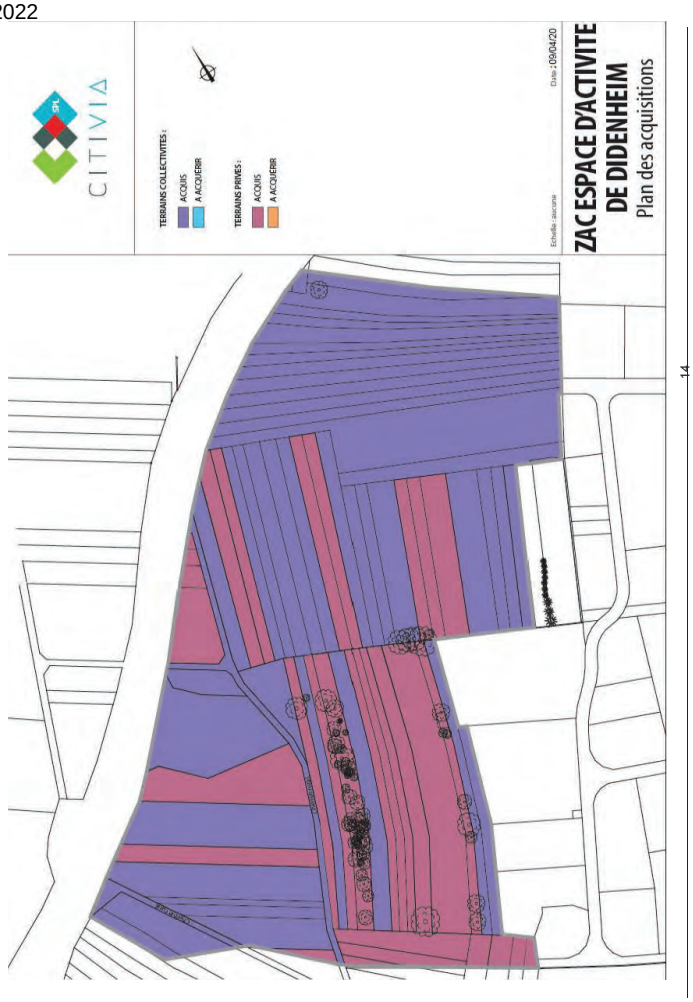
C.1.B ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - REALISE AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Section 14 :						
90, 93	Mulhouse	Terre	25/09/2009	3 141		29,7
102, 378	Didenheim	Terre	25/11/2009	1 964		18,6
402	M2A	Terre	04/12/2014	527		0,0
Section 15 :						
146	Didenheim	Terre	25/11/2009	859		8,1
164	Conseil Général 68	Terre	14/10/2010 et 23/12/2010	1 020		9,6
147,148,149,153,154, 155,156,159,160,161, 162,163,266,278,281, 317,319,322,325,328, 331,334,337,340,343, 345,347,349,353	M2A	Pré/Terre	04/12/2014	39 443		0,0
Section 22 :						
138,143,144,145,266, 269,272,275,277,284, 288,290	M2A	Pré/Terre	04/12/2014	13 564		0,0
	Commune de Brunstatt Didenheim	Chemins ruraux	28/11/2016	1 966		17,7
Section 22, p 407	Conseil départemental	Terre/bassin	29/09/2016	2 285		21,6
Section 14, p 380	Commune de Brunstatt Didenheim	Jardin riverain	04/11/2016	31		0,7
				64 800		105,9

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
				0		0,0
Total				64 800		105,9



D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	Tranche ferme	100%	2017		1723
					1723

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Réf.	Nature	Solde à réaliser %	Programmation (année)	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
					0
Total					1 723



E. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Emprunts travaux	CCM St Paul	31/12/2015	1 200	0
	CCM Europe	31/12/2015	600	0
Total			1 800	0

EMPRUNTS - RESTE A REALISER AU 31/12/2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Total			0	0

5. COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (EN K€)

Ligne	Intitulé	Initial	CRAC 2020	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Nouveau
	Produits	3 551	4 194	3 308	357	3 665	265	3 930	75	4 005	217	4 222	4 222
1	CESSIONS	2 835	3 007	2 121	357	2 479	265	2 744	75	2 819	217	3 036	3 036
10	Cession collectifs												
11	Cession individuelles		7	7		7		7		7		7	7
12	Cession activité	2 835	3 001	2 115	357	2 472	265	2 737	75	2 812	217	3 029	3 029
13	Cession autre												
2	SUBVENTIONS	268	392	392		392		392		392		392	392
20	Subventions	268	392	392		392		392		392		392	392
3	PARTICIPATIONS	448	703	703		703		703		703		703	703
30	Participation d'Equilibre	429	700	700		700		700		700		700	700
31	Participations autres	19	3	3		3		3		3		3	3
32	Participations Equipements publics												
33	Participations complément de prix												
4	PRODUITS DE GESTION		91	91		91		91		91		91	91
40	Produits financiers à court terme		0	0		0		0		0		0	0
41	Produits financiers autres												
42	Locations autres												
43	Produits autres		91	91		91		91		91		91	91
5	TVA												
50	TVA sur dépenses												
	Charges	3 551	3 679	3 337	34	3 371	42	3 413	31	3 444	88	3 532	3 532
1	ETUDES	308	317	282	3	285	11	297	6	303	7	310	310
10	Etudes préalables												
11	Etudes pré-opérationnelles		10	10		10		10		10		10	10
12	Etudes opérationnelles	308	294	264	2	266	11	277	5	282	5	287	287
13	Etudes révisions		13	9	0	9	1	10	1	10	2	13	13
2	MAITRISE DES SOLS		542	535		535		535	3	538	5	542	542
20	Acquisition / Indemnité rémunérable		0	0		0		0		0		0	0
21	Acquisition / Indemnité non rémunérable		425	424		424		424		424	2	425	425
22	Frais liés à l'acquisition		117	111		111		111	3	114	3	117	117
3	TRAVAUX	2 370	2 092	1 934		1 934	5	1 939	6	1 945	16	1 962	1 962
30	Mise en état des sols		11								11	11	11
31	Ouvrage de viabilité	2 370	1 721	1 591		1 591		1 591		1 591		1 591	1 591
32	Ouvrage de viabilité autres		251	251		251		251		251		251	251
33	Ouvrage de bâtiments		11	11		11		11		11		11	11
34	Ouvrage de bâtiments autres												
35	Entretien des ouvrages		98	81		81	5	86	6	92	5	98	98
36	Travaux révisions		1	1		1		1		1		1	1
4	HONORAIRES AUX TIERS		8	4		4	1	5	1	6	2	8	8
40	Honoraires sur cession		1	1		1		1		1		1	1
41	Honoraires autres		6	2		2	1	3	1	4	2	6	6
5	REMUNERATION	401	410	329	17	346	14	360	4	364	43	407	407
50	Avances sur rémunération opérateur												
51	Rémunération forfaitaire		158	158		158		158		158		158	158
52	Rémunération de conduite opératio	401	76	69	0	69	1	70	1	71	1	72	72
53	Rémunération de commercialisation		144	102	17	119	13	131	4	135	10	146	146
54	Rémunération financière												
55	Rémunération de liquidation		31								31	31	31
6	FRAIS FINANCIERS	261	178	173	6	178		178		178		178	178
60	Frais financiers sur court terme	261	58	58	0	59		59		59		59	59
61	Frais financiers sur emprunts		120	114	5	120		120		120		120	120
62	Frais financiers divers												
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	211	132	81	8	88	11	99	11	110	16	126	126
70	Frais de gestion locative		0	0		0		0		0		0	0
71	Frais de gestion	211	25	12		12	2	14	2	16	9	25	25
72	Impôts et taxes		87	61	5	66	7	73	7	80	7	87	87
73	Frais d'information et de communication		21	8	3	11	2	13	2	15		15	15
74	TVA perdue sur prorata												
75	Frais techniques opération autres												
80	TVA sur recettes												
	RESULTAT D'EXPLOITATION	0	516	-29	324	295	223	518	44	561	129	690	690
	MOBILISATIONS		1 800	1 800		1 800		1 800		1 800		1 800	1 800
1	MOBILISATION		1 800	1 800		1 800		1 800		1 800		1 800	1 800
10	Emprunts reçus		1 800	1 800		1 800		1 800		1 800		1 800	1 800
12	Avance de trésorerie												
14	Participations à recevoir												
	AMORTISSEMENTS		1 800	1 528	272	1 800		1 800		1 800		1 800	1 800
1	AMORTISSEMENTS		1 800	1 528	272	1 800		1 800		1 800		1 800	1 800
10	Emprunts remboursés		1 800	1 528	272	1 800		1 800		1 800		1 800	1 800
12	Avance de trésorerie												
14	Participation reçue												
	FINANCEMENT			272	-272	0		0		0		0	0
	TRESORERIE			319	380		518		562		690	690	

Mulhouse Alsace Agglomération

ZAC ESPACE D'ACTIVITES DIDENHEIM — SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2021

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2020	Actualisé au 31.12.2021	AU 31.12.2021	Dont en 2021	2022 à 2024	Dont en 2022
CHARGES						
Acquisitions foncières	542	542	535	0	8	0
Travaux et études	2 409	2 272	2 219	3	51	16
Rémunérations	410	407	346	17	61	14
Frais financiers	178	178	178	6	0	0
Autres frais	140	133	93	7	42	12
TOTAL CHARGES	**3 679**	**3 532**	**3 371**	**33**	**162**	**42**
PRODUITS						
Cessions	3 007	3 036	2 479	357	557	265
Subventions	392	392	392	0	0	0
Participation m2A	700	700	700	0	0	0
Participations autres	3	3	3	0	0	0
Diverses recettes	93	91	92	0	0	0
TOTAL PRODUITS	**4 195**	**4 222**	**3 666**	**357**	**557**	**265**
RESULTAT	**516**	**690**	**295**	**324**	**395**	**223**

M. BEHE : Merci M. le Président. Il s'agit d'un compte rendu qui concerne les activités de CITIVIA SPL pour l'exercice 2021 et l'approbation de l'avenant n°4 de la concession publique d'aménagement. Je vous invite à prendre connaissance du compte-rendu d'activités complet, joint à la délibération, et je vous le résume en quelques points. Trois cessions de parcelles ont été enregistrées en 2021 pour un montant de 357 000 €. Quatre cessions supplémentaires ont été concrétisées depuis le 1er janvier 2022, et les opérations ne présentent aucune difficulté particulière avec, au contraire, un excédent significatif et une commercialisation dynamique. Il vous a également été proposé d'approuver le nouvel avenant pour la prolongation de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2024, afin de pouvoir terminer la commercialisation des deux dernières parcelles.

M. le Président : Merci Jean-Marie pour cette présentation. Il y a un vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

44° ZAC CARREAU MARIE-LOUISE : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE CITIVIA SPL POUR L'EXERCICE 2021 (533/1.4/902C)

CITIVIA SPL a établi son compte-rendu d'activités pour l'exercice 2021 relatif à sa mission d'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Carreau Marie-Louise, dont elle est concessionnaire jusqu'à fin 2025. Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, ce document est soumis à l'examen du Conseil d'Agglomération.

L'année 2021 a confirmé la cession des 4 parcelles envisagées l'an dernier (WERNER, VS CHARPENTES, PANDORA et LOCACIL), représentant 3,1 ha de terrain pour un montant prévisionnel de 593 k€ HT.

Une nouvelle cession d'une parcelle est prévue d'ici fin 2022.

La commercialisation de la grande parcelle de 10.8 ha, réservée à un grand projet logistique porté par GSE et ayant comme client final le groupe DECATHLON, est aujourd'hui suspendu à un recours engagé contre une décision du Préfet du Haut-Rhin. Dans l'attente de l'issue de ce recours, la cession du terrain est pour l'instant suspendue.

Les travaux de la 2ème tranche sont pour l'essentiel réceptionnés, et ne demeurent plus que des travaux de finition (2ème tapis d'enrobé) qui pourront être engagés en lien avec l'achèvement de la commercialisation.

En parallèle, Mulhouse Alsace Agglomération a engagé la 2ème et dernière tranche de travaux de la route Marie-Louise (hors ZAC), qui se sont achevés en novembre 2022.

Le bilan financier demeure équilibré à 6502 k€ de charges et recettes, en hausse de 53 k€ en raison de recettes supplémentaires (augmentation des recettes de cession prévisionnelle, remboursement ENEDIS), comprenant une participation de Mulhouse Alsace Agglomération d'un montant de 2310 k€. La concrétisation de la cession de la grande parcelle logistique sera déterminante pour maintenir l'équilibre financier en état.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA SPL relatif à la ZAC du Carreau Marie-Louise.

PJ : 2
- Compte-rendu annuel à la collectivité 2021
- Synthèse du bilan prévisionnel au 31.12.2021

ZAC CARREAU MARIE LOUISE

COMPTE – RENDU A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

2021

SOMMAIRE

1. CONTEXTE 3
A. Données synthetiques de l'opération 3
B. Historique - Phases clefs 4
C. Situation administrative 4
2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION 4
A. Cessions 4
B. Subventions 5
1. Subventions versées en 2021 5
2. Subventions prévues en 2022 5
C. Participations 5
1. Participations perçues / approuvées en 2021 5
2. Participation à percevoir / approuver en 2022 5
D. Maitrise fonciere 5
E. Etudes 6
1. Etudes réalisées en 2021 6
2. Etudes à réaliser en 2022 6
F. Travaux 6
1. Travaux réalisés en 2021 6
2. Travaux à réaliser en 2022 6
G. Financement 6
1. Emprunts en cours 6
2. Emprunts à souscrire 6
3. ANALYSES ET PERSPECTIVES 7
4. ETATS ET ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES 8

1. CONTEXTE

A. Données synthetiques de l'opération

1. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPERATION

DONNEES CONTRACTUELLES

Nom d'opération	ZAC du Carreau Marie Louise	038
Collectivité	m2A	
Signature de la concession /convention	23 novembre 2005	
Echéance	31 décembre 2025	
Avenant n°1	9 décembre 2013	
Avenant n°2	21 mars 2019	

PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES

Création de la ZAC	22 septembre 2005
Dossier de réalisation initial	22 septembre 2005
Nouveau dossier de réalisation	

PRESTATAIRES PRINCIPAUX

Urbaniste/Architecte conseil	TOA
Maître d'œuvre technique	SETUI
Notaire	Claude BAUER
Géomètre	Marc JUNG
Autres :	

PROGRAMME

	prévision d'origine	nouvelle prévision	réalisé (en cumul)	à réaliser (cumul)	nombre
Surfaces totales à aménager	580 000 m²	379 000 m²	379 000 m²	m²	
Surfaces totales cessibles	273 000 m²	169 250 m²	57 208 m²	112 042m²	
Surface de plancher logements neufs/rénovés			m²		
Surface de plancher bureaux			m²		
Surface de plancher artisanales et industrielles	191 100 m²	90 290 m²	11 860 m²	78 429m²	
Surface de plancher commerce, hôtellerie					
Surface de plancher totale		90 290 m²	11 860 m²	78 429 m²	
Equipements voirie, espaces verts	307 000 m²	74 750 m²	59 800 m²	14 950 m²	
Equipement superstructure	(nature/intitulé)				

DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€

	prévision d'origine	nouvelle prévision	réalisé (en cumul)	à réaliser (cumul)	avancement
Cessions/Locations	5 464	3 042	1 010	2 032	33%
- logements					
- bureaux					
- artisanat et industrie	5 464	3 042	1 010	2 032	33%
- commerce et hotellerie					
Investissements	8 544	5 210	4 700	510	90%
- études	848	668	509	159	76%
- acquisitions	1 200	684	684	0	100%
- travaux	6 496	3 858	3 507	351	91%
Bilan collectivité					
Participation de la Collectivité	1 630	2310	2310	0	100%
Valeur des équipements publics	7 711	4 353	3 996	356	92%

2. CHIFFRES CLES

EFFETS LEVIER

	réalisé (en cumul)	à réaliser (cumul)
Nombre de logements générés (ventes)	0	0
Dont logements sociaux	0	0
Nombre d'emplois générés	57	112
Investissements générés	5 930 150	39 214 700
Principales implantations ou investissements		

CHIFFRES CLEFS

Périmètre de la concession	580 000
Périmètre de ZAC	580 000
Objectif OPAH	
Objectif ORI	
Patrimoine immobilier	
Nombre d'entreprises	

B. Historique - Phases clefs

Justification de l'opération - Objectifs généraux : Le projet d'aménagement de la ZAC du Carreau Marie Louise, partagé sur le territoire des quatre communes de Staffelfelden, Feldkirch, Ungersheim et Pulversheim est une opération symbolique à fort enjeu. Il permet de compléter l'offre foncière à l'échelle de l'agglomération en proposant des terrains de taille adaptée pour accueillir des activités économiques diversifiées.
Début de l'opération : 2005
Etapes clefs les plus récentes :

- Réception des travaux de la 1re tranche en juin 2011
- En 2013, modification du programme des équipements publics consécutif à la modification du projet dans le secteur Nord :
  - Suppression des aménagements du secteur nord (projet Hélios) ;
  - Suppression de la piste cyclable Est, qui n'était envisagée que pour la seule desserte du secteur nord ;
  - Adaptation de la nature de la desserte ferroviaire fret du secteur sud (création d'un embranchement privé intégré à l'emprise de la parcelle située le long de l'actuelle voie ferrée).

Ces décisions se sont concrétisées par l'approbation d'un nouveau dossier de réalisation le 28 juin 2013 et par la signature d'un avenant à la concession d'aménagement en date du 9 décembre 2013. Ce même avenant a prolongé la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020.

- En 2018 : Signature d'un avenant à la concession portant sur la prolongation de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2025 et l'évolution de la participation.

C. Situation administrative

Procédure d'urbanisme : ZAC concédée.
Procédure foncière : cession amiable du foncier par m2A.

Autorisations au titre de la loi sur l'eau :

- Arrêté prefectoral du 24 janvier 2008

Situation administrative liée aux anciennes activités :

- Sortie du régime des Installations Classées au sens de la protection de l'environnement en 2008
- Dossier de sortie du Code Minier déposé le 25 novembre 2009 par les MDPA.
- Le Porter à Connaissance lié aux aléas miniers en novembre 2019.

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

A. Cessions

A.1. Rappel des prix de cession

Les prix de cession applicables depuis le 1er janvier 2018 sont :
18 €HT/m² de terrain pour les parcelles supérieures à 10 000 m²
22 €HT/m² de terrain pour les parcelles inférieures à 10 000 m²
30 €HT/m² de terrain pour les parcelles inférieures à 10 000 m² et comprenant un logement

A.2- Cessions réalisées en 2021

En 2021, les ventes suivantes ont été réalisées :

- Parcelle P9 auprès de la société Everplast / Locacil pour une usine de traitements de polymères
- Parcelle P13 auprès de VS Charpentes le long de la nouvelle voirie
- Parcelle P14 auprès de la SCI Pandora pour un hotel d'entreprise en lien avec la loge du portier
- Parcelle P22 à coté de la salle de sport auprès de l'entreprise WERNER

A.3. Cessions prévues en 2022

En 2022 est prévue la cession de la grande parcelle le long de la voie ferrée à GSE pour un entreprot logistic.
En complément, la dernière parcelle (P12) est programmée pour la société FAUST.

A.4. Moyens de commercialisation

Supports : relation avec les journaux spécialisés, site internet CITIVIA

Collaboration étroite avec les vecteurs du milieu économique local : coordination avec les organismes régionaux et locaux de développement : ADIRA, triple A, CCI, Développement économique m2A, collaboration avec les agents immobiliers, offices notariaux etc.

B. Subventions

1. Subventions versées en 2021

Pas de subvention versée en 2021
A fin 2020, le montant total des subventions perçues est de 1 117 K€.

2. Subventions prévues en 2022

Pas de subvention prévue en 2022

C. Participations

1. Participations perçues / approuvées en 2021

- Le montant total des participations perçues est de 2 310 K€
- A fin 2020, l'ensemble des parcipations a été versé.

2. Participation à percevoir / approuver en 2022

- Aucune participation ne reste à percevoir.

D. Maitrise fonciere

1. Terrains privés

Sans objet

2. Terrains collectivité

Conformément aux termes de la concession d'aménagement, CITIVIA procède à l'achat du foncier acquis par la collectivité.
L'acte de vente entre m2A et CITIVIA précise les modalités de paiements par CITIVIA à la collectivité concédante, à savoir :

- les paiements seront effectués au fur et à mesure de la commercialisation,
- les paiements seront effectués à la date de signature de la cession,

L'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation du secteur sud, sur le ban communal de Staffelfelden ont été acquis en juin 2010. Pour mémoire, la parcelle située à Feldkirch située dans la coulée verte (déjà maîtrisée par m2A) et tout le secteur nord ont été retirés du bilan de l'opération lors du CRAC 2012.

E. Etudes

1. Etudes réalisées en 2021

- Frais de géomètres

2. Etudes à réaliser en 2022

- Fin Etudes de maitrise d'œuvre pour les travaux de la voirie sud de bouclage.
- Frais de géomètres liés aux cessions et travaux de voirie
- Etude complémentaire Faune Flore

F. Travaux

1. Travaux réalisés en 2021

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Entretiens des espaces verts de la ZAC.
- Travaux d'aménagement de la voirie sud

2. Travaux à réaliser en 2022

Les travaux ou dépenses suivants sont prévus :

- Entretiens des espaces verts.
- Fin travaux aménagement voirie sud

G. Financement

1. Emprunts en cours

En 2011, un 1er emprunt a été mis en place et est totalement remboursé aujourd'hui.
En 202 0 K€ sur 60 mois au taux de 0.86 % a été mis en place en mai 2020.

2. Emprunts à souscrire

En 2022, un financement par billet à ordre, à court terme de 500 K€ pour le portage du stock des parcelles restant à céder est à prévoir.

3. ANALYSES ET PERSPECTIVES

Les efforts commerciaux sur la zone sont orientés vers des industriels ayant un besoin de grande surface d'implantation.

La première installation sur le site en 2017 a permis de conforter l'attractivité de la zone avec deux autres projets qui se sont installés en 2018.
Depuis 2018, des projets pour toutes les parcelles ont été étudiés et ont donné lieux à des validations en comité d'agrément.
L'année 2021 a permis la concrétisation de la cession de 4 parcelles supplémentaires.

L'enjeu reste la cession des « grandes parcelles » coté ouest. La signature d'une promesse de vente avec GSE et l'accord sur le PC déposé doivent permettre la cession de toutes les parcelles du secteur ouest en 2022.
Un risque de recours pèse sur cette opération d'entrepôt. En cas d'abandon du projet pour cause de recours, la commercialisation de ce secteur pourrait être remise en cause et entrainer un déficit important pour l'opération.

Du point de vue aménagement, tous les espaces ont été réalisés. Les finitions prévues en 2023 permettront d'achever les voiries.
Pour mémoire, en 2018, il a été décidé de ne pas réaliser les travaux de la partie nord de cette voirie afin de proposer une ou deux emprises foncières importantes et de limiter le déficit financier de l'opération. Le projet de cession pour un entrepôt logistique conforte cette hypothèse.

La procédure de remise d'ouvrage a été engagée en 2014 pour la coulée verte et la tranche ferme. Les ouvrages de la coulée verte sont entretenus par m2A depuis le 1er janvier 2015.
Le PV de remise d'ouvrage de la coulée verte a été signé en juillet 2020.

La remise d'ouvrage des autres infrastructures sera réalisée en 2022 / 2023.

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul à fin 2021 sont constituées des produits et charges HT constatées à fin décembre 2021 ;
- Les prévisions sont établies en valeur 2021 (donc en € constants) ;
- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle revenant à CITIVIA SPL est assis sur les charges définies conventionnellement et constatées à la fin de l'exercice ;
- Le montant de la rémunération de commercialisation revenant à CITIVIA SPL fait l'objet d'une comptabilisation seulement à la signature de l'acte de vente
- Les hypothèses moyennes de taux d'intérêt à court terme (pool de trésorerie) sont de 3 %, de taux d'intérêt à long terme (emprunts) de 2 %.
- Les évolutions de la règlementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable
- La valorisation des équipements publics (état détaillé ci-joint en annexe) intègre les postes de charges :
  - Etudes – Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS)
  - Rémunération de conduite opérationnelle
  - Travaux

4. ETATS ET ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

A.1. CESSIONS

CESSIONS - REALISE AU 31/12/2021

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Date acte de vente	Surface en m²	SP en m²	Prix en k€
9-26	SCI PANDORA - Loge Portier	Loge Portier-restauran	17/04/2014	2 679	1 875	67
9-33 + 10-136	NORBAIL Immobilier / CMCIC Lease	Transport ALOY	03/08/2017	15 068	2000	226
10-141	GC Immo	GAMMA TEC	12/02/2018	6055	1586	91
9-43	Amelie 2	ID Project	08/06/2018	2242	800	34
9-30 + 10-134	CYJE	WERNER	01/03/2021	2272	546	50
9-61 + 9-63	SCI ALJUL	VS Charpentes	23/05/2021	2744	590	60
9-54 + 9-55	SCI PANDORA	Hotel Entreprise	16/12/2021	2906	1856	64
9-31 + 10-142	SCI GVSF	LOCACIL	29/12/2021	23242	2607	418
Total - Réalisé				57208	11860	1010

CESSIONS - STOCK / RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Réf. parcelle	Acquéreur	Nature	Statut (date compromis/libre)	Surface en m²	SP en m²	Prix en k€
16				13 413	9 389	241
17				17 902	12 531	322
18				22 932	16 052	413
19				54 060	37 842	973
Sous-total Ouest				108 307	75 815	1 950
12	Staff Invest			3 735	2 615	82
Sous-total Sud				3 735	2 615	82
Total - Stock				112 042	78 429	2 032
TOTAL				169 250	90 290	3 042



A.2. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en k€
Etudes	Etat	14/12/2006	235
Aménagement Paysagers	Région	21/12/2006	242
Etudes et prestations intellectuelles	FEDER	30/03/2007	37
Aménagement paysagers et conduite opérationnelle	FEDER	21/09/2007	345
Travaux VRD (hors résaux secs)	CG68 (PRE)	18/11/2010	205
Secteur Sud	FEDER	26/11/2010	53
	Sous total Subvention		1 117
Participation initiale	M2A	08/11/2005	2 130
Participation complément M2A	M2A	21/03/2019	180
	Sous total Participation		2 310
Total			3 427

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date de la convention	Valeur en k€
	Sous total Participation		0
Total			0
Total			3 427

C.1.A ACQUISITIONS PRIVEES

ACQUISITIONS - REALISEES

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Total				0	0	0

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Total				0	0	0

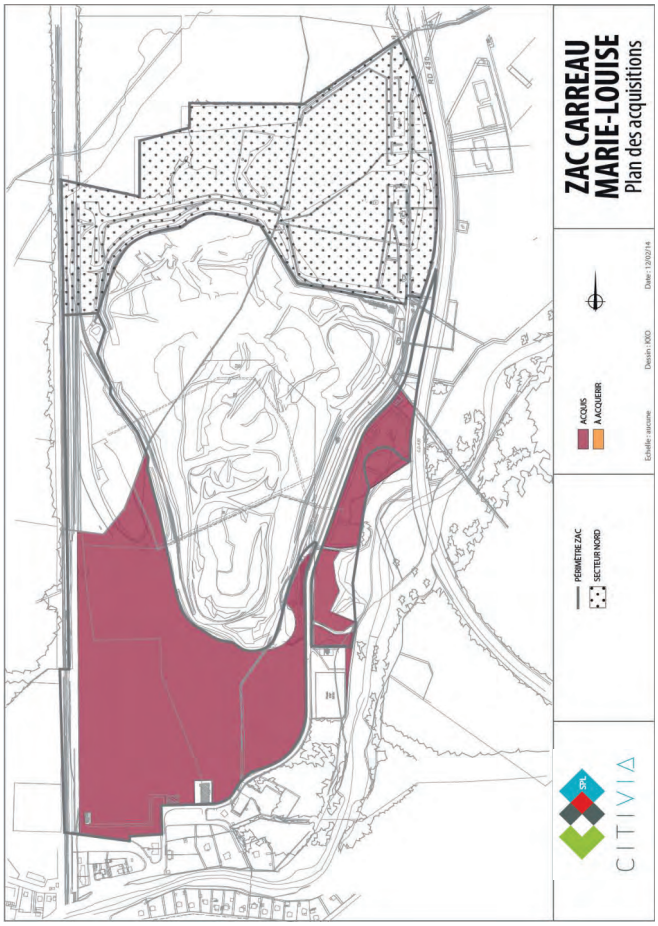
C.1.B ACQUISITIONS COLLECTIVITE

ACQUISITIONS - REALISEES

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Secteur Sud Sur Staffelfelden	M2A	Le règlement s'effectuera au fur et à mesure des recettes engendrées par les cessions de terrain	Juin-2010	256 978		675
Total				256 978		675

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
Total				0		0



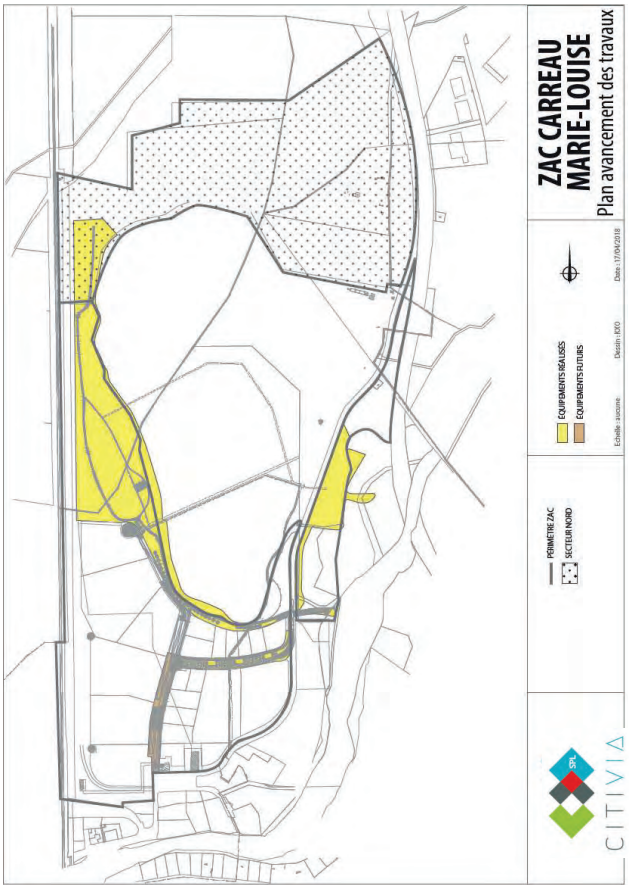
D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	Coulée verte	100%	2011		922
	Travaux secteur sud Tr Ferme	95%	2011		2 154
	Travaux secteur Sud Voirie Sud	87%			921
Total					3 996

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Réf.	Nature	Solde à réaliser %	Programmation (année)	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	Travaux secteur Sud Tr Ferme	5,5%			125
	Travaux secteur Sud Voirie Sud	13%	2021		138
	Provision travaux voirie nord	100%	Provision		93
Total					356



E. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Travaux		16/06/2011	2 000	0
Travaux	Crédit Mutuel	05/05/2020	1 400	1172
Total			3 400	1 172

EMPRUNTS A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Stock	Billet à Ordre	2022	500	500
Total			500	500

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (EN K€)

CR 038 Zac Carreau Marie-Louise

			Bilan		Fin 2020	2021		2022		2023			
Ligne	Intitulé	TVA	Initial	CRAC 2020	Année	Année	Cumul	Année	Cumul	Année	Cumul	Au delà	Nouveau
	Produits		10 294	6 459	5 860	616	6 476	2 032	8 508		8 508		8 508
1	CESSIONS		5 464	3 017	417	593	1 010	2 032	3 042		3 042		3 042
10	Cession collectifs	20											
11	Cession individuelles	20											
12	Cession activité	20	5 464	3 017	417	593	1 010	2 032	3 042		3 042		3 042
13	Cession autre	20											
2	SUBVENTIONS		3 200	1 117	1 117		1 117		1 117		1 117		1 117
20	Subventions	0	3 200	1 117	1 117		1 117		1 117		1 117		1 117
3	PARTICIPATIONS		1 630	2 310	2 310		2 310		2 310		2 310		2 310
30	Participation d'Equilibre	0	1 630	2 310	2 310		2 310		2 310		2 310		2 310
31	Participations autres	20											
32	Participations aux Equipements publics	20											
33	Participations à recevoir	20											
4	PRODUITS DE GESTION			16	16	18	34		34		34		34
40	Produits financiers à court terme			2	2		2		2		2		2
41	Produits financiers autres	0											
42	Locations autres	20											
43	Produits autres	20		14	14	18	32		32		32		32
5	TVA												
50	TVA sur dépenses	0											
	Charges		10 294	6 459	5 476	94	5 570	287	5 857	271	6 128	375	6 503
1	ETUDES		848	667	506	2	509	45	553	37	590	77	668
10	Etudes préalables	20		5	5		5		5		5		5
11	Etudes pré-opérationnelles	20		10	19		19		19		19		19
12	Etudes opérationnelles	20	848	622	464	2	467	45	511	37	548	74	623
13	Etudes révisions	20		21	18		18		18		18	3	21
2	MAITRISE DES SOLS		1 200	684	684		684		684		684		684
20	Acquisition / Indemnité rémunérable		1 165	675	675		675		675		675		675
21	Acquisition / Indemnité non rémunérable												
22	Frais liés à l'acquisition	20	35	9	9		9		9		9		9
3	TRAVAUX		6 496	3 835	3 466	42	3 507	73	3 580	170	3 749	133	3 882
30	Mise en état des sols	20		6	6	1	7		7		7		7
31	Ouvrage de viabilité	20	5 900	3 379	3 147	32	3 179	36	3 215	110	3 325	75	3 400
32	Aléas et divers	20	596	138	74		74	20	94	45	139	24	163
33	Ouvrage de bâtiments	20		17	17		17		17		17		17
34	Ouvrage de bâtiments autres	20		21	21		21		21		21		21
35	Entretien des ouvrages	20		275	202	8	211	15	226	15	241	34	275
36	Travaux révisions	20		-1	-1		-1	2	1		1		1
39	Pénalités	20											
4	HONORAIRES AUX TIERS			2	2	1	3		3		3		3
40	Honoraires sur cession	20				1	1		1		1		1
41	Honoraires autres	20		2	2		2		2		2		2
5	REMUNERATION		790	586	340	34	374	124	499	15	514	69	583
50	Avances sur rémunération opérateur												
51	Rémunération forfaitaire												
52	Rémunération de conduite opérationnelle		790	277	243	2	246	8	253	12	266	14	279
53	Rémunération de commercialisation			144	20	28	48	98	146		146		146
54	Rémunération financière			114	77	3	81	19	100	3	103	6	108
55	Rémunération de liquidation			50								50	50
6	FRAIS FINANCIERS		600	417	357	11	368	10	377	8	385	32	418
60	Frais financiers sur court terme			99	97	0	97	0	97		97		97
61	Frais financiers sur emprunts	0	600	319	260	11	270	10	280	8	288	10	298
62	Frais financiers divers	0										22	22
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS		360	268	121	4	125	36	161	41	202	63	265
70	Frais de gestion locative	20		1	1		1		1		1		1
71	Frais de gestion	20	160	73	19		19	14	33	20	53	20	73
72	Impôts et taxes	0	100	67	36	1	37	8	45	4	49	15	64
73	Frais d'information et de communication	20	100	97	65	3	68	9	77	12	89	8	97
74	TVA perdue sur prorata	0											
75	Frais techniques opération autres	20		30				5	5	5	10	20	30
80	TVA sur recettes	0											
	RESULTAT D'OPERATION			0	-1 616	517	-1 099	1 744	645	-271	374	-375	0
	MOBILISATIONS			4 400	3 400		3 400	500	3 900		3 900		3 900
1	MOBILISATION			4 400	3 400		3 400	500	3 900		3 900		3 900
10	Emprunts reçus	0		4 400	3 400		3 400	500	3 900		3 900		3 900
12	Avance de trésorerie												
14	Participations à recevoir												
	AMORTISSEMENTS			4 400	2 000	228	2 228	730	2 959	232	3 191	709	3 900
1	AMORTISSEMENTS			4 400	2 000	228	2 228	730	2 959	232	3 191	709	3 900
10	Emprunts remboursés	0		4 400	2 000	228	2 228	730	2 959	232	3 191	709	3 900
12	Avance de trésorerie												
14	Participation reçue												
	FINANCEMENT				1 400	-228	1 172	-230	941	-232	709	-709	0

Mulhouse Alsace Agglomération

ZAC CARREAU MARIE LOUISE — SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2021

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE		RESTE A REALISER	
	Approuvé au 31.12.2020	Actualisé au 31.12.2021	AU 31.12.2021	Dont en 2021	2022 à 2025	Dont en 2022
CHARGES						
Acquisitions foncières	684	684	684	0	0	0
Travaux et études	4 502	4 550	4 016	44	535	118
Rémunérations	586	583	374	34	208	124
Frais financiers	417	418	368	11	50	10
Autres frais	270	268	128	5	140	36
TOTAL CHARGES	**6 459**	**6 503**	**5 570**	**94**	**933**	**288**
PRODUITS						
Cessions	3 017	3 042	1 010	593	2 032	2 032
Subventions	1 117	1 117	1 117	0	0	0
Participation m2A	2 310	2 310	2 310	0	0	0
Participation à recevoir m2A	0	0	0	0	0	0
Diverses recettes	15	34	34	18	0	0
TOTAL PRODUITS	**6 459**	**6 503**	**4 471**	**611**	**2 032**	**2 032**
RESULTAT	**0**	**0**	**-1 099**	**517**	**1 099**	**1 744**

M. le Président : Cette fois-ci nous allons parler du Carreau Marie-Louise.

M. BEHE : Concernant le compte-rendu de CITIVIA pour la ZAC du Carreau Marie-Louise, 4 cessions de parcelles ont été confirmées en 2021 pour un montant prévisionnel de 593 000 €. Une nouvelle cession est prévue pour fin 2022. La commercialisation de la grande parcelle réservée à GSE pour le projet de logistique de DECATHLON est, aujourd'hui, suspendue en raison d'un recours contre la décision du Préfet du Haut-Rhin. Enfin les travaux de la deuxième tranche sont, pour l'essentiel, réceptionnés et les travaux de la dernière tranche de la route Marie-Louise sont achevés. Le bilan financier demeure équilibré à 6 502 000 € de charges et recettes. Il vous est proposé de prendre acte de ce compte rendu d'activités.

M. le Président : Merci Jean-Marie. Nous prenons acte s'il n'y a pas de question. Il n'y en a pas, je vous remercie.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du compte-rendu d'activités 2021 de CITIVIA SPL relatif à la ZAC du Carreau Marie-Louise.

45° CENTRE DE CREATION ET D'ACTIVITES NOUVELLES DE L'AIRE DE LA THUR : BILAN ANNUEL 2021 (5341/1.2.3/905C)

Par délibération du 26 septembre 2014, le Conseil d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a confié l'exploitation du Centre de Création et d'Activités Nouvelles (CCAN) de l'Aire de la Thur à la société SOGEQUARE pour une durée de 6 ans, du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2020.

Par avenant n°1 du 22 décembre 2020, la délégation de service public a été prolongée dans ses termes pour une période de 10 mois, soit jusqu'au 31 octobre 2021.

Le contrat de délégation de service public a pour objet une mission générale de gestion et d'animation comprenant en particulier :

- la mise à disposition des locaux à usages d'ateliers ou bureaux pour les entreprises résidentes,
- l'entretien des immeubles mis à disposition,
- la connaissance du tissu économique local et participation active aux structures de développement permettant de détecter des porteurs de projet,
- les actions de commercialisation du centre,
- la mise à disposition de moyens matériels et de services,
- l'animation du centre.

Le délégataire exploite le service à ses risques et périls et se rémunère essentiellement auprès des usagers par l'encaissement des loyers et par la facturation des prestations qu'il offre.
En contrepartie de la mise à disposition des locaux et matériels apportés par la collectivité, le délégataire est tenu d'acquitter une redevance annuelle.

Conformément aux articles L.1411-33 et R.1411-7 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire a transmis à la collectivité le rapport annuel pour l'exercice 2021. **La DSP s'étant achevée le 31/10/2021 avant reprise en gestion directe par Mulhouse Alsace Agglomération, le présent rapport rend compte de l'activité des trois premiers trimestres 2021**.

2) Taux d'occupation

Le taux d'occupation moyen sur les trois premiers trimestres des espaces mis à disposition est resté très satisfaisant à 93,69 % (- 3 % / 2020).
En septembre 2021, 13 sociétés et 56 personnes sont présentes sur le site.

2) Entretien et réparation

Dans le cadre du contrat, le délégataire est tenu de souscrire des contrats de maintenance relatifs au contrôle et à l'entretien des portes sectionnelles, du système de chauffage, des installations électriques, des systèmes de sécurité (extincteur, alarme incendie…). Tous les contrôles liés aux normes en vigueur ont été effectués par les organismes agrées.

3) Bilan financier

Les comptes du délégataire font apparaître les montants suivants :

	2020	2021
Total des recettes	263 326,10 €	202 318,94 €
Total des dépenses	193 543,21 €	158 444,53 €
Résultat de l'exercice	69 782,89 €	43 874,41 €

Le montant total des recettes en 2021 est de 202 318,94 €. Il est en baisse de 61 K€, soit -23 % (activité sur 9 mois)

Le montant total des dépenses s'élève pour 2021 à 158 444,53 €, soit -35 % par rapport à 2020 (activité sur 9 mois). Le montant de la redevance versée à la collectivité en 2021, en application du contrat de DSP, s'élève à 44 296,34 € et représente 28 % des dépenses.

Les comptes aboutissent à un **résultat net de l'exercice de 43 874,41 €** avec une baisse de près de 26 K€ par rapport à l'exercice 2020.

4) Synthèse

En 2020, suite à une proposition de rachat du site (finalement non confirmée) et à une enquête sur les attentes des locataires, Mulhouse Alsace Agglomération a décidé de ne pas relancer de DSP.

Le site a ainsi été repris en gestion directe par Mulhouse Alsace Agglomération. Les loyers des locataires ont été diminués d'environ 10 % avec une optimisation parallèle des prestations des services de courrier et d'accueil. Une permanence est assurée une ½ journée minimum par semaine par un agent de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du bilan annuel 2021 de la société SOGEQUARE.

PJ : 1 rapport annuel 2021

Oser la Performance !

Rapport trimestriel Septembre 2021

Gestion du Centre de Création d'Activités Nouvelles



SOGEQUARE
Aire de la Thur
68840 PULVERSHEIM

SOMMAIRE

1. *ÉVOLUTION DU TAUX D'OCCUPATION* 3
2. *LISTE DES ENTREPRISES DOMICILIEES AU QUARTIER DES ENTREPRENEURS* 5
3. *EFFECTIF DE CHAQUE ENTREPRISE AU* QUARTIER *DES ENTREPRENEURS* 7
4. *GESTION DES CONVENTIONS* 9
5. *REPORTING COMMERCIAL* 10
6. *COMPTE RENDU TECHNIQUE* 12
7. *BILAN / SYNTHESE* 19

1. Évolution du taux d'occupation

	janv-21	févr-21	mars-21	avril -21	mai-21	juin-21
Surface occupée	3583,88	3583,88	3583,88	3583,88	3560,69	3560,69
Surface disponible	215 ,11	215,11	215,11	215,11	238,30	238,30
Départ en m²	85,18				23,19	
Arrivée en m²						
Sociétés hébergées	15	15	15	15	14	14
Nombre de salariés	65	65	64	64	63	63
Taux d'occupation	94,34%	94,34 %	94,34 %	94,34 %	93,73 %	93,73 %

Moyenne du 1er trimestre	Moyenne du 2ème trimestre
94,34 %	93,93 %

Moyenne du 1er semestre
94,14 %

	Juil. -21	Aout -21	Sept -21	Oct. -21	Nov. -21	Déc. -21
Surface occupée	3538,51	3540,08	3499,31			
Surface disponible	260,48	258,91	299,68			
Départ en m²	22,18	9,52	56,62			
Arrivée en m²		11,09	15,85			
Sociétés hébergées	14	13	12			
Nombre de salariés	63	62	56			
Taux d'occupation	93,14	93,18	92,11			

Moyenne du 3ème trimestre	Moyenne du 4ème trimestre
92.81%	%

Remarque *:*

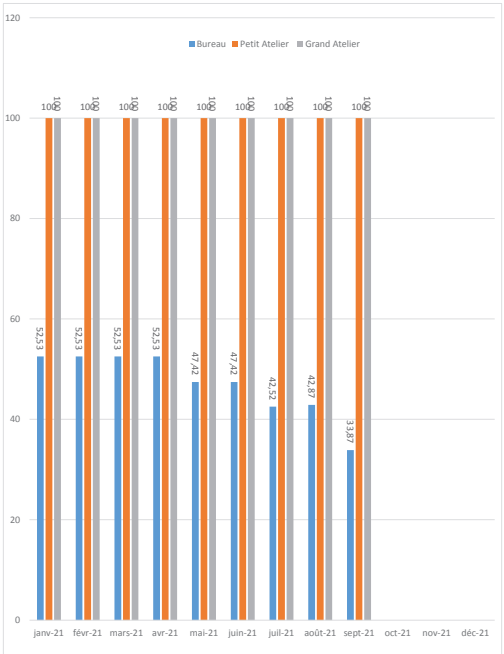
Nous avons eu trois départs durant ce 3ème trimestre :

- *La société ACCESS termine son contrat en juillet 2021 et n'a pas souhaité le reconduire, car il n'avait pas assez de débit internet dans notre bâtiment*
- *La société MSE termine son contrat en juillet 2021, Monsieur Khatrane n'a pas souhaité le reconduire et il a opté pour une Domiciliation Commerciale pour son entreprise.*
- *La société MTHA SOGEA EST termine son contrat de 3 mois d'une durée ferme au 30/09/2021.*

Nous avons des demandes de départ :

- *La société Fives termine son contrat au 31 décembre 2021pour un atelier de 500 m² et ne souhaite pas le reconduire.*
- *La société INEO ITE termine son contrat en janvier 2022 concernant un bureau de 23m² et n'a pas souhaité le reconduire.*

Taux d'occupation - QUARTIER *des Entrepreneurs*



2. Liste des entreprises domiciliées au QUARTIER des Entrepreneurs

Ci-dessous, un tableau reprenant la liste des entreprises domiciliées :

Locaux	Entreprise	Surface	Redevance	Activité
Bureau CR 1	LIBRE	15,69 m²	151,83 €	
Bureau CR 2	ALSASCOM	15,85 m²	153.38 €	
Bureau CR 3	MSE	15,85 m²	153.38 €	Maintenance des Systèmes énergétiques
Bureau CR 4	ACCESS	15,85 m²	153.38 €	Conseil en développement pour les entreprises
Bureau CR 5	S.T.M	22,19 m²	214.73 €	Vente textiles divers avec marquage et objet publicitaire
Bureau CR 6	LIBRE	21,96 m²	212.50 €	
Bureau secrétariat	SOGEQUARE	36,35 m²		Prestation administrative
Bureau n° 1	LIBRE	22,95 m²	222,08 €	
Bureau n° 2	KRILL TP	22,95 m²	222,08 €	BTP
Bureau n° 3	INEO ITE	23,19 m²	224,40 €	Engie solution- BU Tertiaire et proximité
Bureau n° 4	LIBRE	23,19 m²	224,40 €	
Bureau n° 5	LIBRE	23,19 m²	224,40 €	
Bureau n° 6	YGGVAL	23,19 m²	224,40 €	Développement informatique
Bureau n° 7	YGGVAL	22,95 m²	222,08 €	Développement informatique
Bureau n° 8	LIBRE	22,95 m²	222,08 €	
Bureau n° 9	LIBRE	23,19 m²	224,40 €	
Bureau n° 10	LIBRE	22,95 m²	222,08 €	
Bureau n° 11	AUDIN	23,19 m²	224,40 €	Vente de composants d'automatisme
Bureau n° 12	LIBRE	23,19 m²	224,40 €	
Bureau n° 13	LIBRE	22,95 m²	222,08 €	
Salle de réunion	ALSASCOM	45,53 m²	434,84 €	Installation et maintenance des lignes téléphoniques

TOTAL BUREAU DISPONIBLE 299,68 m²
TAUX D'OCCUPATION BUREAU 33,87 %

Locaux	Entreprise	Surface	Redevance	Activité
Petit atelier 1	MECANIQUE DES TROIS CHATEAUX	144,40 m²	821,28 €	Etude et réalisation de machines industrielles
Petit atelier 2	SCHMID FRANCE	144,40 m²	821,28 €	Commercialisation de chaudière à bois et de pièces détachées
Petit atelier 3	MECANIQUE DES TROIS CHATEAUX	146,60 m²	833,79 €	Etude et réalisation de machines industrielles
Petit atelier 4	GALATI	145,00 m²	824,69 €	Couverture zinguerie
Petit atelier 5	MECANIQUE DES TROIS CHATEAUX	143,20 m²	814,45 €	Etude et réalisation de machines industrielles
Petit atelier 6	FIVES CELES	140,10 m²	796,82 €	Chauffage par Induction

TOTAL PETIT ATELIER DISPONIBLE 0 m²
TAUX D'OCCUPATION PETIT ATELIER 100 %

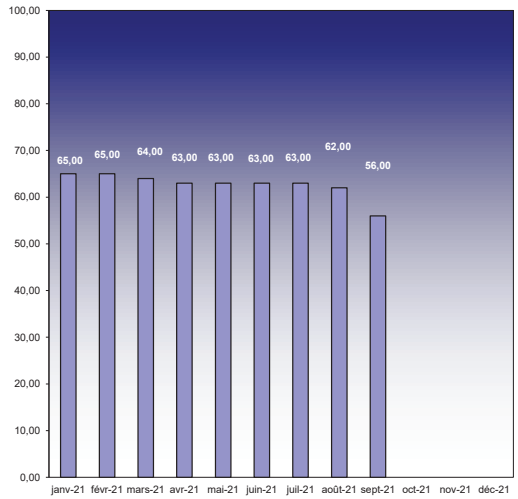
Locaux	Entreprise	Surface	Redevance	Activité
Grand atelier 1	ARCADE	487,14 m²	2 580,62 €	Etude, conception et réalisation de tous matériels électriques, électroniques
Grand atelier 2	ARCADE	498 ,74 m²	2 642,08 €	
Grand atelier 3	ARCADE	498,74 m²	2 642,08 €	
Grand atelier 4	MTHA SERRURERIE SOGEA EST BTP	498,74 m²	2 642,08 €	Métiers de l'eau, de l'assainissement, de la voirie, des réseaux enterrés et des réseaux numériques de la région Grand Est.
Grand atelier 5	FIVES CELES	498,74 m²	2 642,08 €	Chauffage par Induction

TOTAL GRAND ATELIER DISPONIBLE 0 m²
TAUX D'OCCUPATION GRAND ATELIER 100 %

Surface totale occupée	3 499,31 m²
Surface totale disponible	299,68 m²
Taux d'occupation	92,11 %

3. Effectif de chaque entreprise au QUARTIER des Entrepreneurs

EFFECTIFS PRESENTS A QUARTIER *des Entrepreneurs*



L'effectif nous a été communiqué pour chaque entreprise courant septembre 2021

- ALSASCOM .... 1 personne
- ARCADE .... 16 personnes
- AUDIN .... 1 personne
- FIVES CELES .... 6 personnes
- GALATI COUVERTURE ZINGUERIE .... 6 personnes
- INEO ITE .... 2 personnes
- KRILL TP .... 1 personne
- MECANIQUE DES 3 CHATEAUX ..... 8 personnes
- MTHA SERRURERIE ..... 5 personnes
- SCHMID France .... 3 personnes
- SOGEQUARE .... 3 personnes
- S.T.M .... 1 personne
- YGGVAL .... 3 personnes

Soit un total de **56 personnes**

4. Gestion des conventions

Depuis le 1er mars 2016, nos tarifs sont indexés sur l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) qui sera mis à jour sur nos conventions tous le 1er février.

Le tableau ci-dessous indique les dates de mise en place des conventions et la fin prévue des contrats de chaque entreprise :

Entreprise	Date début convention	Date fin prévue convention
ALSASCOM	08/01/2018	29/02/2022
ARCADE	01/01/2013	31/12/2022
AUDIN	01/01/2015	31/12/2022
FIVES CELES	19/12/2018	31/12/2021
GALATI COUVERTURE ZINGUERIE	01/09/2019	31/08/2022
INEO ITE	01/02/2020	31/01/2022
KRILL TP	01/01/2015	31/12/2022
MECANIQUE DES TROIS CHATEAUX	10/12/2018	09/12/2022
MECANIQUE DES TROIS CHATEAUX	20/12/2019	19/12/2022
MECANIQUE DES TROIS CHATEAUX	12/12/2019	11/12/2022
MTHA SERRURERIE	04/07/2018	30/09/2021
SCHMID France	01/09/2017	31/08/2022
S.T.M	01/06/2017	31/05/2022
YGGVAL	01/01/2015	31/12/2022

5. Reporting commercial

Surfaces disponibles :

Locaux disponibles	Surface en m²	Redevance HT	Provision sur charges
Bureau Créateur 1	15,69	151,83 €	97,28 €
Bureau Créateur 3	15,85	153,38 €	98,27 €
Bureau Créateur 4	15,85	153,38 €	98,27 €
Bureau Créateur 6	21,96	212,50 €	136,15 €
Salle de Réunion	45,53	440,58 €	282,29 €
Bureau 1	22,95	222,08 €	103,28 €
Bureau 4	23,19	224,40	104,36 €
Bureau 5	23,19	224,40 €	104,36 €
Bureau 8	22,95	222,08 €	103,28 €
Bureau 9	23,19	224,40 €	104,36 €
Bureau 10	23,19	224,40 €	104,36 €
Bureau 12	23,19	224,40 €	104,36 €
Bureau 13	22,95	222,08 €	103,28 €

Actions de commercialisation :

Dans le but de dynamiser l'activité économique territoriale, **QUARTIER *des Entrepreneurs*** a poursuivi son action en lien avec ses partenaires, Citivia, la Maison du Technopôle (Mme Patuel), Adira (M. Rigaut), la CCI (Mme Bannwarth), Agence Attractivité Alsace (Mme Meyer-Eschnach), ainsi que la M2A (Anaïs Bellicam).

QUARTIER *des Entrepreneurs* diffuse régulièrement la liste des locaux disponibles aux locataires et aux partenaires.

Des plaquettes ont été réalisées et distribuées auprès de nos partenaires, mairies des communes voisines ainsi que dans les chambres de commerces, Chambre de Métiers, Alsace International, Région Alsace (Antenne Economie) et au Conseil Régional.

Chaque année nous tenons un stand au milieu des solutions d'hébergements présents sur le salon « Créer sa boîte qui a lieu courant du mois de novembre soit à Mulhouse soit à Colmar ».

Nous travaillons toujours avec deux agents immobiliers en locaux professionnels afin de nous aider dans notre recherche de prospects. Nous leurs transmettons mensuellement nos disponibilités ainsi qu'à différents partenaires (mairies, collectivités…)

Actions de communication :

Communication faite sur le site www.quartier-des-entrepreneurs.com :

- Rédaction d'articles dans la rubrique « actualités »,
- Rédaction d'une page par entreprise hébergée dans notre annuaire.
- Vidéos thématiques diffusées depuis octobre 2014 sur le site internet mais également sur une chaîne vidéo sur YouTube. Les thèmes abordés sont la domiciliation commerciale ainsi que les services proposés (location ponctuelle de

bureau, location à l'année…) accompagnés de témoignages d'entrepreneurs. Notre objectif est d'augmenter la visibilité ainsi que la notoriété du ***QUARTIER des Entrepreneurs,*** de générer des prospects et de mettre en image le quotidien.

Référencement / internet :

Campagne de référencement « naturel » de notre site internet :

Depuis mi-janvier 2021, notre Site internet a été actualisé afin d'apporter une certaine fraîcheur mais aussi, pour apporter de la visibilité sur les appareils mobiles, tel que tablette et téléphone portable.

- Nous optimisons certains mots clés, à savoir, location de bureau, location d'ateliers…

Les objectifs de cette campagne sont :
- D'optimiser la visibilité de notre site internet,
- De faire connaître le site de Pulversheim,
- De faire connaître nos services : la mise à disposition de salle de réunion, la location de bureau.

Actions de prospection :
- Nous travaillons toujours avec deux commercialisateurs en locaux professionnels afin de nous aider dans notre recherche de prospects. Nous leurs transmettons mensuellement nos disponibilités ainsi qu'à différents partenaires (mairies, collectivités…)

Devis, visites et rencontres avec les prescripteurs :

Prospect	Devis / Visites
Madame Marchaudon-Muller	17/08/2020 – Madame Marchaudon-Muller souhaite louer un bureau pour développer son activité de coaching, consulting et formation. **Dossier en cours.**
Monsieur DESSAINT	04/09/2020 – M Dessaint cherche un local car actuellement la société est dans une pépinière qui ne dispose pas d'atelier. Il souhaite concrétiser son projet pour fin d'année 2021.**Dossier en cours car aucun atelier de disponible à ce jour**
Monsieur KIBOUCH	28/10/2020 – Monsieur Kibouch cherche un atelier de 150 m² pour du stockage de matériel. **Dossier en cours car aucun atelier de disponible à ce jour**
Monsieur SCHILLING	16/05/2021 – Monsieur Schilling cherche un atelier de 150 m² pour sa société de toitures. **Dossier en cours car aucun atelier de disponible à ce jour**
Monsieur FAVRE	24/06/2021 M Favre cherche un bureau de 60 m², il ne retiendra pas notre proposition car il a trouvé moins cher sur Illzach avec 150 m². **Dossier non aboutie**

Tout prospect bénéficie d'un suivi commercial. Nous respectons une procédure très rigoureuse.

Lors du premier contact, le but est d'obtenir un rendez-vous afin de se rencontrer.

A la suite de la visite, nous transmettons le devis dans les 24 heures. Dès lors, nous contactons les personnes 48 heures après et nous adaptons la suite de la procédure au cas par cas selon les situations.

6. Compte rendu technique

Tous les contrôles liés aux normes en vigueur ont été effectués par des organismes agréés. QUARTIER *des Entrepreneurs de* Pulversheim tient à disposition

Contrat	Objet
3MT	Déneigement
OMNI / Groupe PERIN Sécurité	Télésurveillance et alarme intrusion
SOGEST	Eau
APAVE	Vérification installations électriques
FRANCE CRYPTAGE	Maintenance onduleur et réseau informatique
NET O SOL	Nettoyage des communs
EDF et DIRECT ENERGIE	Electricité
MJ SECURITE	Maintenance extincteurs, éclairage de sécurité et alarme incendie
LES JARDINIERS	Entretien espaces verts
F2A	Maintenance portes sectionnelles
INITIAL BTB	Nettoyage des tapis et bobines essuie mains
NET O SOL	Nettoyage des locaux

Réparations et entretiens à la charge des occupants :

Entretien :

- Entretien des espaces verts et déneigement
- Entretien des communs
- **COVID19**_Mise en place d'une désinfection des points de contact journalier dans les communs du 11/05 au 10/07 ainsi que 3 appareils de distribution de gel hydro alcoolique
- Taxe d'ordures ménagères
- Nettoyage des vitres
- Relamping des communs (Bâtiment principal) pas encore réalisé, mais maintenant que les travaux électriques sont terminés nous allons programmer cette intervention.

Sécurité :

- Contrats
  - ✓ Contrat d'assurance du bâtiment
  - ✓ Contrat maintenance du système d'alarme
  - ✓ Contrat de télésurveillance
- Portes sectionnelles
  - ✓ Graissage et remplacement des joints latéraux usés dans les ateliers PA6, GA4 et GA5 en date du 14/01/2020 avec location d'une nacelle.
  - ✓ Intervention de la société F2A pour la porte sectionnelle du PA4 le 04/03/2021. Remise en place de la clavette du moteur qui était tombée au sol. Mise en place d'une bague en bout d'axe pour éviter la récidive, réglage du frein de course et essais concluants.
  - ✓ Entretien et vérification annuelle des portes sectionnelles 8 et 9 septembre 2021 avec réglage de tension des ressorts de toutes les 11 portes.

- Mise en place des contacts électriques au niveau des verrous mécaniques latéraux sur portes sectionnelles (n° 3780 – GA1, 3782 – GA2 et 3783 – GA3).

- Chauffage
  - ✓ Entretien et vérification annuelle du système de chauffage
  - ✓ Petit Atelier 5 – remplacement d'un boîtier de contrôle de flamme
- Electricité
  - ✓ Vérification des installations électriques
- Système de sécurité
  - ✓ Entretien et vérification annuelle de tous les systèmes de sécurité :
    - Extincteur
    - Trappe de désenfumage
    - Eclairage de sécurité
    - Bloc de sorties de secours
    - Alarme incendie
  - ✓ Suite à la vérification des équipements en juin 2020, la maintenance suivante a été réalisée :
    - Extincteur
      - N°3 – Petit atelier n°3 – type P6 – EUROFEU - recharge
    - Alarme incendie
      - N°3 – Petit atelier n°2 – centrale type 4 – LUMINOX - remplacement 2 piles 9V
      - N°7 – Petit atelier n°5 – centrale type 4 – EUROFEU - remplacement 2 piles 9V
- Relamping
  - ✓ Dans tous les bureaux, ateliers, bâtiment principal et les parkings, pas encore réalisé car suite au mail reçu par Madame Muller nous précisant que tous les luminaires dans ces trois ateliers sont HS, en effet se sont les starters qui ne se défont plus, nous avons informé Monsieur Py du problème pour la réalisation du relamping du site et restons en attente de la suite qui sera donnée à ce dossier.
- Bâtiment principal
  - ✓ Mise en place de postes d'appâtages sécurisés contre les rongeurs à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur du bâtiment principal
  - ✓ Intervention par l'extérieure de la société Radical Pest Control pour le traitement des punaises des bois.
- Panneau rond-point
  - ✓ Mise à jour des sociétés hébergées à Quartier des Entrepreneurs sur le site Aire de la Thur.

Réparations et entretien à la charge du gestionnaire :

- Téléphone et Autocom
  - ✓ Abonnement téléphonique
  - ✓ Maintenance Autocom
- Photocopieur
  - ✓ Maintenance photocopieur
- Alarme :
  - ✓ Remplacement du détecteur dans le bureau CR1 sous garantie
- Internet : remplacement du routeur par Orange sous garantie le 29/01/2021

Réparations et entretiens à la charge du propriétaire :

Exécuté :

- Bureau salle de réunion
  - ✓ Remplacement d'un radiateur électrique par le service électricité M2A en date du 12/01/2021
- Petit atelier 1
  - ✓ Suite à la demande par le locataire depuis février 2020 concernant un problème d'interrupteur du volet électrique du local, celui-ci a été résolu par M Py en date du 31/05/2021.
- Petit atelier 2
  - ✓ Suite à une infiltration d'eau au-dessus de la fenêtre signalée le 28/02/202, la société SMAC mandaté par M2A est intervenue et a réparé la fuite sur le toit le 16/03/2021.
- Petit atelier 5
  - ✓ Intervention le 14/12/2020 de la société SNEF mandaté par M2A suite à la fuite de gaz
- Grand atelier 2 :
  - ✓ Remplacement du store dans le bureau du GA2 par la société Inter Store le 8 mars 2021
- Grand atelier 3 :
  - ✓ Intervention le 23/04/2021 de Monsieur Steinert M2A pour le remplacement de la batterie alarme incendie dans le GA3.
  - ✓ Intervention de la société SMAC mandaté par M2A sur le toit de l'atelier le 10/05/2021. Des rustines ont été posées sur le joint d'étanchéité.
- Grand atelier 4
  - ✓ Intervention de la société SMAC mandaté par M2A sur le toit de l'atelier le 26 janvier 2021. Il a été décelé des trous dans les membranes bitumineuses ainsi que ponctuellement sur les membranes PVC qui étanchent les parties rehaussées. En plus de ces déchirures en parties courantes (horizontales) de toitures, les relevés d'étanchéité souffraient de décollements. Enfin, la plupart des jonctions entre couvertines métalliques n'étaient plus étanches. Ces différents points ont été traités.
  - ✓ Nouvelle fuite d'eau signalée le 29/02/2021, la société SMAC mandaté par M2A est intervenue le 25/02/2021, le problème est résolu.
  - ✓ La société Meyer est intervenue le 06/07/2021 dans le bureau de l'atelier pour installer la plaque coupe feux. Celle-ci est trop grande, la société doit revenir prochainement. Monsieur Parriaux a été informé par mail ce jour. Dossier en cours. Intervention finalisé le 16 septembre.
- Grand atelier 5
  - ✓ Fuite d'eau signalée le 04 février entre la porte sectionnelle et celle de service juste au-dessus, ainsi que le 12/03/2021 au niveau de l'atelier. La société SMAC mandaté par M2A est venue pour recherche de fuite le 15 mars et est intervenue le 16 mars 2021, elle a sorti l'eau infiltrée et a posé des rustines et bandes de pontage.
  - ✓ Fuite d'eau due aux câbles situés au niveau du rideau d'aération de la porte sectionnelle. M Py et la société Clemesy sont venus le 9 juin 2021 constater. Un diagnostic sera établi par la société Clemesy afin de prévoir cette intervention.

- Bâtiment accueil
  - ✓ Intervention du service sanitaire de M2A pour le remplacement du mécanisme de la chasses d'eau du WC Petit atelier 2 le 26/07/2021
  - ✓ Intervention du service sanitaire de M2A pour le réglage du mécanisme de la chasses d'eau du WC femme 1er étage le 26/07/2021
  - ✓ Le bloc de secours BAES au-dessus de la porte d'entrée a été remplacé le 30/07/2021 par le service électricité M2A.
- Electricité :
  - ✓ La société Citéos est intervenue le 16/02/2021 et a remplacé les luminaires défectueux sur les mâts concernés des parkings devant les ateliers. Elle a également résolu le problème lié au branchement sous les poutres concernant les néons des façades. Nous remercions M Py pour avoir instruit ce dossier.
- Alarme incendie :
  - ✓ Le 23/04/2021 il y a eu une intervention pour le remplacement de la batterie alarme incendie par M Steinert de M2A dans le Grand atelier 3.
- DPE :
  - ✓ Le 16 juin 2021 la société AB Diagnostic mandaté par M2A est venu établir un Diagnostic Performance Énergétique du site, le dossier est en cours.

A réaliser :

- Grand atelier 4
  - ✓ Un sifflement au niveau du compteur de gaz dans le bureau nous a été signalé le 26/01/2021. GRDF a procédé à plusieurs essais de compteur, cela n'a pas été concluant, le bruit persiste. GRDF propose de déplacer le compteur directement à l'extérieur vers l'arrivée des branchements du gaz. Le dossier est en cours de traitement par GRDF. Il a été souligné que la plaque coupe-feu derrière les branchements d'arrivée du gaz n'est pas conforme aux normes. Mme Hatsatatt a informé Monsieur Parriaux du problème, il est venu sur place le 23/02/2021 constater les travaux à réaliser. Il faudra prévoir le remplacement de toutes les plaques coupe-feu dans tous les grands ateliers prochainement. Madame Hatstatt propose de faire monter une armoire ou caisson bien isolé autour du compteur de gaz qui permettrai d'atténuer le bruit dans une premier temps, solution la plus rapide et la moins onéreuse, validé par Madame Riegert. Le dossier est en cours de traitement.
  - ✓ M Jung nous informe le 28/05/2021 avoir un problème avec l'interrupteur dans le bureau, dû à un mauvais contact.
- Lampadaires parking :
  - ✓ Remplacement de 3 mats sur le parking des ateliers par la société Hubert, malheureusement ils ne sont pas conformes à la demande de M Py, ils seront changés ainsi que deux autres mâts conformément à la signature du bon de commande du 13/12/2019 - Dossier suivi par M Py – toujours en cours.
- Luminaires :
  - ✓ Remise en état des luminaires dans chaque bureau à l'étage.
- Banque d'accueil :
  - ✓ Remplacement du rail de la vitre de la banque d'accueil car il est très usé.

A prévoir :

- Chauffage :
  - Convecteurs électriques
    - ✓ Remplacement de tous les convecteurs avec programmation individuel. Un après l'autre présente des disfonctionnements.

  - Chauffage au gaz
    - ✓ Suite à l'intervention de GRDF pour un sifflement dû au branchement de gaz, le technicien préconise des travaux pour la mise en conformité des installations en remplaçant la plaque en bois actuelle par une trappe coupe-feu.
      Toutes les plaques des ateliers comme celles-ci, devront prochainement être modifiées afin de rétablir la conformité des normes sur le site.
- Isolation Phonique :
  - ✓ Problème d'isolation phonique vraiment récurant dans nos bureaux (dénoncé par plusieurs locataires qui finissent par s'installer ailleurs).
- Fenêtre :
  - ✓ Remplacement des fenêtres des ateliers.
- Luminaires :
  - ✓ Remplacer les bornes actuelles d'éclairage devant les parkings par une solution d'éclairage plus fiable et sécurisée essentiellement devant les parkings du bâtiment administratif car celles-ci sont régulièrement détruites comme proposée par Monsieur Parriaux.
  - ✓ Prévoir le remplacement des supports lumineux dans les ateliers car certains sont HS. Il nous a été suggéré par Madame Muller au vu du coût du dernier relamping 2019, s'il n'était pas plus judicieux de faire le remplacement de la totalité des éclairages par de l'éclairage à Led.
  - ✓ Eclairage spot cage d'escalier ne fonctionne plus depuis 2 ans
- Installations électriques :
  - ✓ La mise en conformité des installations électriques est nécessaire suite au changement de la règlementation, dossier suivi par M Py.
  - ✓ Radiateurs électriques ateliers : il faut revoir leurs installations pour mise en conformité dans chaque atelier, car ils sont hors norme.
- Mur porteur bâtiment principal.
  - ✓ Les murs du couloir au rez-de-chaussée ont de grosses fissures. Nous les avons découvertes suite à la réfection que nous avons faite réaliser au mois de février. Notre peintre les a colmatés le mieux possible, mais il faudra les contrôler, car nous ne connaissons pas leur évolution. Peinture extérieure des bâtiments.
- Isolation thermique :
  - ✓ L'isolation thermique des bâtiments est primordiale, car grosse déperdition de chaleur et facture très élevée pour les locataires, surtout dans les couloirs des communs du bâtiment administratif
- AUTOCOM :
  - ✓ Prévoir son remplacement.
- JOINT de dilatation dans les ateliers :
  - ✓ Trouver une solution radicale à l'intérieure des grands ateliers 4 et 5 afin d'éviter toute pousse de mauvaise herbes. Le sujet est récurant après chaque désherbage, mais surtout, nous pose désagrément lors de visite ponctuelle des locaux.
- L'étanchéité du toit des ateliers :
  - ✓ Suite au constat fait par les services techniques de la Ville de Mulhouse, elle n'est plus efficace. Il faut prévoir la réfection de toute l'étanchéité du toit.
- Façade :
  - ✓ La façade des ateliers est vieillissante et n'est plus étanche. Il faudra remplacer les plaques sur la façade et revoir l'étanchéité.

➢ Sécurité :
- ✓ Le système d'alarme est obsolète. L'installation faite depuis la construction du bâtiment, il y a 22 ans, présente des dysfonctionnements. Les techniciens qui interviennent n'arrivent pas toujours à réinitialiser la centrale d'alarme et il apparaît à chaque fois dans les rapports ceci :
  - Début ECHEC DE MISE EN SERVICE

  Suite à notre demande auprès du fournisseur du système d'alarme, nous vous avons envoyé avec le dernier rapport en annexe, un devis pour le remplacement de celui-ci ainsi que le dernier rapport d'entretien annuel.

➢ Détecteur de fumé :
- ✓ Aucun de nos locaux sont équipés d'un détecteur de fumé. Suite à l'incendie du 18 septembre dans le grand atelier 2, Madame Muller nous a fait la remarque par mail à ce sujet.

➢ Sécurité incendie :
- Alarme :
  - ✓ Il y a eu un défaut de déclenchement d'alarme au moment d'un incendie dans le grand atelier 2. Cet équipement a été contrôlé le 2 juin 2020 par MJ Sécurité, qui n'a pas signalé de problème.
  - ✓ M Steinert nous informe que les batteries ont une vie moyenne de 3 à 5 ans, et que celles en places le sont depuis 2017 sauf pour le grand atelier 4 en 2018, donc, il faudra prévoir un stock prochainement car certaines risquent également de ne plus fonctionner.

Suite à la vérification au mois de juin 2021, prévoir :
- Alarme incendie – remplacement batterie :
  - ✓ N° 5-Petit atelier n° 3 - batterie hors service :
    - Centrale type 4
    - Décl. Manuel
  - ✓ N° 9 -Grand atelier n°1 - batterie hors service :la centrale type 4
  - ✓ N°11- Grand atelier n°3 - batterie hors service :la centrale type 4
- Extincteur - remplacement pour 2022 :
  - ✓ N° 6 – Bâtiment principal–CO²2kg – Eurofeu – échange standard
  - ✓ N° 1 – Petit atelier N°1–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 2 – Petit atelier N°2–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 4 – Petit atelier N°4–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 5 – Petit atelier N°5–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 6 – Petit atelier N°6–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 1 – Grand atelier N°1–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 2 – Grand atelier N°2–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 3 – Grand atelier N°2–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 1 – Grand atelier N°3–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 2 – Grand atelier N°3–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 1 – Grand atelier N°4–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 2 – Grand atelier N°4–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 1 – Grand atelier N°5–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ N° 2 – Grand atelier N°5–P6P.P – Eurofeu – mise en place d'un neuf
  - ✓ Local compresseur – CO²2kg –Eurofeu - échange standard
- Trappes de désenfumage - remplacement vérin : :
  - ✓ N°1 – Grand atelier N°3–com. manuelle – MADICOB – Vérin hors service
  - ✓ N° 2– Grand atelier N°3–com. manuelle – MADICOB – Vérin hors service

Www.quartier-des-entrepreneurs.com

➢ Portes sectionnelles :

Suite à la vérification au mois de septembre 2021, prévoir :
- Remplacement du matériel dû à la vétusté (arbre ressorts et roulements palier)
  - ✓ Grand atelier N° 4

Notre fournisseur nous informe qu'il faudra prévoir le remplacement du matériel concernant l'ensemble des portes.

Www.quartier-des-entrepreneurs.com

7. Bilan / Synthèse

Durant la période de pandémie tous les travaux ont été suspendu, pour le moment nous sommes en attente de plusieurs demandes d'exécution de travaux.

Les interventions au sujet des éclairages extérieurs sur tous les parkings ont été réalisés, y compris le problème du branchement des néons des façades. Reste encore le remplacement de plusieurs mâts, le dossier est en cours et suivi par Monsieur Py.

Nous avions fait une demande à Monsieur Py afin de remplacer toutes les bornes du parking du bâtiment principal, cependant, il serait peut-être plus judicieux de fixer un éclairage sur deux mâts, ce qui éviterait la casse. Etude en cours par M Parriaux et suivi par M PY.

Suite à la demande de travaux pour la mise en conformité de la plaque coupe-feu derrière les branchements d'arrivée du gaz dans le GA4, il a été souligné qu'il faudra prévoir le remplacement de toutes les plaques des grands ateliers comme celle-ci prochainement afin de rétablir la conformité des normes.

Nous avons eu une demande spécifique pour une location de bureau par un prospect. Celui-ci exigeait un accès pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) dans le bâtiment, car pour installer sa succursale il doit répondre à ce critère. Malheureusement, nous n'avons pas pu satisfaire cette demande.

L'isolation phonique du bâtiment principal continue à être un grand défaut et une contrainte au quotidien. Nos clients nous rappellent régulièrement le manque de confidentialité pour leur travail dans les bureaux. Nous vous informons que nous avons plusieurs bureaux disponibles et nous vous proposons de réaliser des travaux d'isolation phonique. Leurs efficacités ont déjà été démontrés notamment dans le bureau n°3.

Le fait d'améliorer l'isolation thermique des bâtiments permettrait aux locataires d'économiser de l'énergie, de diminuer les coûts et de préserver l'environnement. Remplacer les anciens radiateurs rapidement par des équipements plus performants, économiques et programmable individuellement, sachant que ceux actuels consomment 5 kWh par jour en mode hors gel, ne serait pas négligeable.

Les radiateurs situés dans les sanitaires de tous les grands ateliers sont hors règlementation de sécurité. Il faudrait les déplacer à au moins 60 cm des éclaboussures des douches.

Compte tenu des températures estivales caniculaires de ces dernières années, le fait de restaurer les bâtiments par leur isolation thermique mais surtout le bâtiment principal en y ajoutant un système de climatisation dans chaque bureau, permettrait à nos clients, d'exercer leur activité dans des conditions appropriées et agréables. Ce manque d'investissement nous désavantage lors de visite et de prise de décision de futurs clients qui finalement vont s'installer ailleurs. Ceci est vraiment regrettable vu la situation géographique idéale du site.

L'étanchéité du toit doit être refaite et les panneaux de la façade des ateliers doivent être remplacés (étude en cours information M Nacer, dossier repris par M Parriaux).

Il est primordial d'entretenir les bâtiments régulièrement afin de ne pas avoir un budget trop important à débloquer en une seule fois et ainsi préserver une image sérieuse et de professionnalisme, il en va du bon fonctionnement du site et de sa pérennité.

Ce site a été créé dans un souci de développement économique. Nous souhaitons continuer à attirer des entreprises, des créateurs en leur proposant des locaux adaptés, sécurisés et fonctionnels. Nous misons de plus en plus sur les PME pour redynamiser la région. QUARTIER *des Entrepreneurs* propose des services adaptés aux besoins des sociétés, afin d'optimiser leur gestion interne qui contribuera à leur expansion sur le territoire.

Www.quartier-des-entrepreneurs.com

M. le Président : Le Centre de création et d'activités nouvelles de l'aire de la Thur, cette-fois ci le bilan annuel.

M. BEHE : Concernant le bilan annuel de la CCAN de l'Aire de la Thur, je vous rappelle que son exploitation avait été confiée à la société SOGEQUARE, la DSP s'était achevée le 31.10.2021, avant reprise en gestion directe par m2A. Le présent rapport rend compte de l'activité jusqu'à cette date. Le taux d'occupation moyen des espaces mis à disposition est resté très satisfaisant, autour de 93 %. En septembre 2021, 13 sociétés et 56 personnes sont présentes sur le site. Le bilan financier 2021 du délégataire affiche un résultat de 43 874 €, en baisse de 21 % par rapport à 2020. Il vous est proposé de prendre acte du bilan annuel 2021 de la société SOGEQUARE.

M. le Président : Merci Jean-Marie pour cette présentation. Nous prenons acte.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du bilan annuel 2021 de la société SOGEQUARE.

46° RAPPORT DES REPRESENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CITIVIA SEM (3513/5.6.2/884C)

Mulhouse Alsace Agglomération étant actionnaire de CITIVIA SEM, il y a lieu de soumettre au Conseil d'Agglomération, conformément aux articles L 327-1 du Code de l'Urbanisme et L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport annuel des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de CITIVIA SEM pour l'exercice 2021.

Ce rapport porte notamment sur les modifications statutaires, l'évolution de l'actionnariat et des représentations, les comptes annuels ainsi que l'activité de CITIVIA SEM soumis au Conseil d'Administration.

Aucune modification statutaire n'est intervenue au cours de l'exercice 2021.

1. Évolution de l'actionnariat, du capital et des représentations au Conseil d'Administration de CITIVIA SEM

1.1 Évolution de l'actionnariat

La composition de l'actionnariat n'a pas évolué au cours de l'exercice 2021.

1.2 Augmentation de capital CITIVIA SEM

Aucune augmentation du capital de CITIVIA SEM n'est intervenue au cours de l'exercice 2021.

1.3 Évolution des représentations et fonctions au sein du Conseil d'Administration

Suite aux élections départementales et régionales de juin 2021, la composition du Conseil d'Administration de CITIVIA SEM a évolué.

Fin 2021, il se compose des membres suivants :

- Pour Mulhouse Alsace Agglomération :
  - M. Laurent RICHE : Vice-Président
  - M. Jean-Marie BEHE : Conseiller communautaire délégué
- Pour la Collectivité Européenne d'Alsace :
  - Mme Lara MILLION : Présidente CITIVIA SEM et Vice-présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace
  - M. Pierre VOGT : Conseiller d'Alsace
  - M. Marc MUNCK : Vice-Président de la Collectivité Européenne d'Alsace
  - M. Jean-Luc SCHILDKNECHT : Conseiller d'Alsace
- Pour la Ville de Mulhouse :
  - M. Jean-Philippe BOUILLE : Adjoint au Maire
  - M. Florian COLOM : Adjoint au Maire
- Pour la Banque des Territoires :
  - M. Paul JEANNET : Directeur Territorial Haut-Rhin
- Pour la Caisse d'Epargne Grand-Est Europe :
  - Mme Nathalie BROGGI : Responsable de Marchés Centre d'Affaires Alsace Sud
- Pour la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne :
  - M. Julian ADAM : Directeur Centre d'Affaires Entreprises Alsace Sud
- Pour le Crédit Agricole Alsace Vosges :
  - M. Christophe MULLER : Directeur Centre d'Affaires Entreprises Haut-Rhin
- Pour Procivis :
  - M. Jean-Luc LIPS : Administrateur
- Censeurs :
  - M. Denis NASS (Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin) : Vice-Président Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin
  - M. Jean-Marie MICHEL (CCI Alsace Eurométropole)

2. Plan d'actions de 2021 à 2026

L'élaboration du Plan d'Evolution Stratégique par l'actionnariat, engagée à l'automne 2020, a abouti fin juin 2021. Il a été validé au Conseil d'Administration du 21 octobre 2021.
Il est porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.

Il en découle un plan d'actions de 2021 à 2026 avec un point d'étape à mi-parcours comportant 6 axes de progrès :
- adapter l'opérateur aux attentes des collectivités,
- renforcer l'accroche commerciale de CITIVIA,

- améliorer la rentabilité économique de CITVIA,
- doter CITIVIA d'indicateurs de pilotage adaptés,
- améliorer les méthodes de travail avec les actionnaires,
- renforcer les partenariats.

Ces axes vont se concrétiser par la réalisation de 12 actions de 2021 à 2023 dans un premier temps pour CITIVIA SEM :

1. Mise en place d'un comité de pilotage pour superviser la bonne réalisation du Plan d'Evolution Stratégique
2. Mise en place d'un Groupement d'employeur pour favoriser l'agilité organisationnelle de CITIVIA
3. Améliorer la stratégie de communication
4 Mettre en place des indicateurs de pilotage clairs et partagés
5. Accentuer la compréhension des politiques publiques et leurs incidences
6 Renforcer les partenariats
7. Réduire les charges fixes
8. Développer l'accroche commerciale et ses pratiques
9. Améliorer la valorisation des services rendus
10. Faciliter la relation CITIVIA/Collectivités
11. Renforcer les compétences en réponse aux évolutions de l'environnement et des nouvelles opérations pressenties
12. Organiser et réaliser une veille en matière de diversification d'activités

Un planning de suivi de ces actions est en place et régulièrement partagé avec les membres du Conseil d'Administration.

3. Comptes annuels

Le total des produits d'exploitation s'élève en 2021 à 1 471 k€

Le total des charges d'exploitation s'établit en 2021 à 1 269 k€.

Il s'ensuit que les comptes présentent un excédent brut d'exploitation de 202 k€.

L'exercice se traduit finalement par un résultat net de 153 k€.

Les comptes annuels pour 2021 ont été approuvés par les administrateurs.

4. Activité de CITIVIA SEM

L'activité de CITIVIA SEM est marquée par une grande diversité et notamment pour Mulhouse Alsace Agglomération par les actions suivantes :

- **Parcs d'Activités et Immobilier d'Entreprise :**

- extension KM0 grâce à la rénovation du bâtiment 24B : les enjeux sont la poursuite et le renforcement de la dynamique de l'écosystème KM0 sur un nouveau bâtiment à restructurer, le bâtiment 24B. A venir : la finalisation du montage administratif et financier du programme.

- **Stationnement et mobilité :**

- parking – Fonderie : en 2021, le chiffre d'affaires est impacté par le versement exceptionnel d'amodiation dans le cadre de la signature de la 1ère convention d'amodiation avec le promoteur du lot C3. Un chiffre d'affaires revenu au niveau de 2019 pour les horaires et en augmentation pour les abonnés liés aux nouvelles activités dans le quartier (CFAI, …). A venir : dans le cadre du développement du Village Industriel, le parking en enclos a vocation à être transformé à partir de 2025 en parc paysager. Le stationnement sera transféré sur un nouveau parking en ouvrage en silo.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de CITIVIA SEM pour l'exercice 2021.

Les Administrateurs désignés par Mulhouse Alsace Agglomération :

Jean-Marie BEHE Laurent RICHE

M. le Président : Nous passons au rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au conseil d'administration de CITIVIA SEM. Toujours Jean-Marie.

M. BEHE : Pour rappel, m2A étant actionnaire de CITIVIA SEM, il y a lieu de soumettre au conseil d'agglomération le rapport annuel de présentation pour l'exercice 2021. Je vous invite bien évidemment à prendre connaissance du rapport complet joint à la délibération, et je ne vais pas entrer dans le détail. Concernant les comptes annuels, l'exercice 2021 se traduit par un résultat net de 153 000 €, et les comptes ont été approuvés par les administrateurs. Au sujet des projets portés par CITIVIA SEM qui concernent m2A, on peut noter l'extension de KM0 sur le site de la Fonderie avec la rénovation du bâtiment 24B. Le montage administratif et financier de ce programme est en cours de finalisation. Toujours sur le site de la Fonderie, le parking actuel a vocation à être transformé, à partir de 2025, en parc paysager. Le stationnement sera alors transféré sur le nouveau parking, ouvrage en silo. Il vous est proposé de prendre acte de ce rapport.

M. le Président : Merci beaucoup. S'il n'y a pas de question, nous prenons acte. Merci beaucoup.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de CITIVIA SEM pour l'exercice 2021.

47° RAPPORT DES REPRESENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CITIVIA SPL (3513/5.6.2/885C)

Mulhouse Alsace Agglomération étant actionnaire de CITIVIA SPL, il y a lieu de soumettre au Conseil d'Agglomération, conformément aux articles L 327-1 du Code de l'Urbanisme et L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport annuel des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de CITIVIA SPL pour l'exercice 2021.

Ce rapport porte notamment sur les modifications statutaires, l'évolution de l'actionnariat, les comptes annuels ainsi que l'activité de CITIVIA SPL soumis au Conseil d'Administration.

Une modification statutaire est intervenue au cours de l'exercice 2021 : l'article 4 des statuts est modifié suite au transfert du siège social.

5. Évolution de l'actionnariat, du capital et des représentations au Conseil d'Administration de CITIVIA SPL

1.1 Évolution de l'actionnariat
La composition de l'actionnariat n'a pas évolué au cours de l'exercice 2021.
1.2 Augmentation de capital CITIVIA SPL
Aucune augmentation du capital de CITIVIA SPL n'est intervenue au cours de l'exercice 2021.
1.3 Évolution des représentations et fonctions au sein du Conseil d'Administration
Suite aux élections départementales et régionales de juin 2021, la composition du Conseil d'Administration de CITIVIA SPL a évolué.

Fin 2021, il se compose des membres suivants :

- Pour Mulhouse Alsace Agglomération :
  - M. Fabian JORDAN : Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Berrwiller
  - M. Jean-Marie BEHE : Conseiller communautaire délégué de Mulhouse Alsace Agglomération
  - M. Thierry BELLONI : Vice-Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Staffelfelden
  - M. Laurent RICHE : Vice-Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Kingersheim
  - M. Rémy NEUMANN : Vice-Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Lutterbach
- Pour la Ville de Mulhouse :
  - M. Jean-Philippe BOUILLE : Président CITIVIA SPL et adjoint au maire de Mulhouse
  - M. Florian COLOM : Adjoint au maire de Mulhouse
  - M. Alain COUCHOT : Adjoint au maire de Mulhouse
  - Mme Marie HOTTINGER : Adjointe au maire de Mulhouse
  - Mme Michèle LUTZ : Maire de Mulhouse
  - Mme Nina CORMIER : Conseillère municipale de Mulhouse
  - Mme Claudine BONI DA SILVA : Conseillère municipale de Mulhouse

- Pour la Région Grand Est :
  - Monsieur Jean-Paul OMEYER : Conseiller Régional du Grand-Est
  - Mme Chantal RISSER : Conseillère Régionale du Grand Est
- Pour la Collectivité Européenne d'Alsace :
  - Mme Lara MILLION : Vice-Présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace
- Pour les représentants de l'Assemblée Spéciale :
  - M. Guy DUMEZ : Adjoint au maire de Staffelfelden
  - M. Pierre WILLEMANN : Adjoint au maire de Wittelsheim
  - M. Claude MULLER : Adjoint au maire de Guebwiller
- Censeurs :
  - M. Paul JEANNET (Banques des Territoires) : Directeur Territorial Haut-Rhin
  - M. Philippe AUBERT (ENSISA) : Président du Conseil de Développement du Pays de la Région Mulhousienne
  - M. Luc-René GAILLET (SIM) : Président de la SIM

6. Plan d'actions de 2021 à 2026

L'élaboration du Plan d'Evolution Stratégique par l'actionnariat, engagé à l'automne 2020, a abouti fin juin 2021 et a été validé lors du Conseil d'Administration du 21 octobre 2021.
Il est porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.

Il en découle un plan d'actions de 2021 à 2026 avec un point d'étape à mi-parcours comportant 6 axes de progrès :

- adapter l'opérateur aux attentes des collectivités
- renforcer l'accroche commerciale de CITIVIA
- améliorer la rentabilité économique de CITIVIA
- doter CITIVIA d'indicateurs de pilotage adaptés
- améliorer les méthodes de travail avec les actionnaires
- renforcer les partenariats

Ces axes vont se concrétiser par la réalisation de 13 actions de 2021 à 2023 dans un premier temps pour CITIVIA SPL :

1. Mise en place d'un comité de pilotage pour superviser la bonne réalisation du Plan d'Evolution Stratégique
2. Mise en place d'un Groupement d'employeur pour favoriser l'agilité organisationnelle de CITIVIA
3. Améliorer la stratégie de communication
4. Etablir un pacte d'actionnaires
5. Mettre en place des indicateurs de pilotage clairs et partagés
6. Accentuer la compréhension des politiques publiques et leurs incidences
7. Renforcer les partenariats
8. Réduire les charges fixes
9. Développer l'accroche commerciale et ses pratiques
10. Améliorer la valorisation des services rendus
11. Faciliter la relation CITIVIA/Collectivités
12. Renforcer les compétences en réponse aux évolutions de l'environnement et des nouvelles opérations pressenties

13. Organiser et réaliser une veille en matière de diversification d'activités

Un planning de suivi de ces actions est en place et régulièrement partagé avec les membres du Conseil d'Administration.

7. Comptes annuels

Le total des produits d'exploitation s'élève en 2021 à 4 202 k€.
Le total des charges d'exploitation s'établit en 2021 à 4 227 k€.
Il s'ensuit que les comptes présentent un déficit brut d'exploitation de -25 k€.
L'exercice se traduit finalement par un résultat net de -106 k€.
Les comptes annuels pour 2021 ont été approuvés par les administrateurs.

8. Activité de CITIVIA SPL

L'activité de CITIVIA SPL est marquée par une grande diversité et notamment pour Mulhouse Alsace Agglomération par les actions suivantes :

- **Parcs d'Activités et Immobilier d'Entreprise :**

- ZAC Parc des Collines II : en 2021, travaux avenue de Strasbourg et aménagement de la rue de Berlin ainsi que six cessions réalisées dans l'année. A venir : finalisation des travaux de l'avenue de Strasbourg, de la rue de Berlin et travaux de la rue de Paris ainsi que trois cessions prévues en 2022 pour 857 k€,

- ZAC Espaces d'Activités de Didenheim : en 2021, trois cessions ont été réalisées. A venir : il reste cinq terrains à céder en 2022 dont quatre sont réservés ou sous option,

- ZAC du site de la gare TGV de Mulhouse : en 2021, ouverture du chantier de dévoilement du canal Rhin-Rhône au droit de la gare TGV de Mulhouse et du réaménagement du square De Gaulle (montant des travaux : 4,5 M€ HT). A venir : lancement des travaux du streetpark (secteur 3 face à l'Antenne régionale Sud-Alsace) à partir du deuxième semestre 2022,

- ZAC du Carreau Marie Louise à Staffelfelden : en 2021, finalisation des voiries permettant d'accueillir toutes les activités sur le site, signature d'un compromis avec GSE pour la réalisation d'un entrepôt logistique et vente des fonciers à VS Charpente, Werner et Everplast. A venir : vente de la parcelle le long de la voie ferrée pour l'activité logistique,

- DMC – Bâtiment 62 & Espaces publics : en 2021, préparation de la concession (étude de faisabilité sur le bâtiment 62, montage opérationnel, bilans d'opération de plusieurs scénarios…) et obtention de la subvention fond friches. A venir : choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre, réalisation des diagnostics, études opérationnelles et étude de programmation sur les surfaces à affecter,

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprises (RUDIE) - Village artisanal du Drouot : en 2021, réalisation de vérifications périodiques avec la levée de l'ensemble des réserves (15 au total) et relocation des anciens locaux CFAI par l'APF à 73 % (projet de relocation également d'une partie des ateliers). A venir : diagnostic, mesure des impacts et plan d'action de la mise en application du décret Tertiaire,

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprises (RUDIE) - La Fabrique : en 2021, réalisation de vérifications périodiques avec la levée de l'ensemble des réserves (5 au total). A venir : purge de l'ensemble du matériel des anciens laboratoires pour projection des futurs acquéreurs et diagnostic, mesure des impacts de la mise en application du décret Tertiaire,

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprises (RUDIE) - DMC 33 : en 2021, réalisation de vérifications périodiques avec la levée de 18 réserves. A venir : diagnostic, mesure des impacts et plan d'action de la mise en application du décret Tertiaire,

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier d'Entreprises (RUDIE) - DMC 48 : en 2021, réalisation de vérifications périodiques avec la levée de 3 réserves. A venir : diagnostic, mesure des impacts et plan d'action de la mise en application du décret Tertiaire.

- **<u>Quartiers urbains et équipements</u> :**

- DMC – salle d'escalade : l'établissement a été mis en difficulté par la crise sanitaire. Un rééchelonnement du versement du droit d'entrée a été consenti mais les loyers ont été versés. A venir : réalisation de l'extension (dépôt du dossier PC au printemps 2022, travaux fin 2022-début 2023, ouverture de l'extension mi-2023),

- dalles Coteaux : en 2021, rendu final de l'étude de faisabilité sur la restructuration de la dalle de Plein Ciel et la démolition de la dalle Peuplier Nation,

- travaux conservatoires sur bâtiments DMC : les enjeux sont la préservation des bâtiments industriels remarquables du site de DMC avant leur réhabilitation. A venir : clôture de l'opération.

- **<u>Stationnement et Mobilité</u> :**

- parkings (Gare P1, P2, P3 et Poids Lourds de Sausheim) : Après une année 2020 très fortement impactée par la crise sanitaire, l'activité 2021 a connu un regain de fréquentation. Le parking P1 présente encore un chiffre d'affaires de 28 % inférieur à 2019. Les autres parkings ont retrouvé un niveau similaire à 2019.

- **Rénovation et Construction de logements :**

  - programme de prévention sur les risques technologiques (PPRT) : l'opération s'est terminée fin 2020. En 2021, CITIVIA SPL a perçu le paiement par certains propriétaires du diagnostic technique.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de CITIVIA SPL pour l'exercice 2021.

Les Administrateurs désignés par Mulhouse Alsace Agglomération :

Fabian JORDAN Thierry BELLONI Laurent RICHE

Rémy NEUMANN Jean-Marie BEHE

M. le Président : Rémy NEUMANN pour le rapport des représentants de notre agglomération au conseil d'administration de la SPL de CITIVIA.

M. NEUMANN : Oui, après la SEM qui vous a été présentée, c'est au tour de la SPL, juste pour vous dire que la SPL est entrain d'améliorer ses résultats. On a encore un résultat négatif de 106 000 €, en 2021, à cause de résultats exceptionnels. Il en sera de même prévisionnellement pour 2022, et le redressement se poursuit. Il vous sera proposé, en 2023, de participer à une augmentation de capital de CITIVIA SPL, notamment pour financer la construction des parkings de la gare et de la Fonderie que nous allons engager l'année prochaine.

M. le Président : Merci Rémy. Le conseil d'agglomération, s'il n'y a pas de question, prend acte du rapport. C'est le cas, je t'en remercie.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein de CITIVIA SPL pour l'exercice 2021.

48° PLU DE LA COMMUNE DE LUTTERBACH : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE (532/2.1.2/903C)

Le Conseil d'Agglomération a approuvé la modification du PLU de la commune de Lutterbach en décembre 2021. Après quelques semaines d'utilisation il s'est avéré que le règlement nouvellement approuvé ne contenait pas l'ensemble des

modifications justifiées dans la note de présentation. Il est donc apparu nécessaire de procéder à une nouvelle modification pour :

- rectifier l'erreur de version du règlement qui a été soumise à l'enquête publique ;
- revoir la rédaction des dispositions relatives aux attiques dont les bases de calcul du volume n'ont pas évolué avec l'augmentation du nombre de niveaux des bâtiments admis dans la zone AUd autorisée par la dernière modification.

Le dossier de modification simplifiée a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 7 juillet 2022. La Collectivité Européenne d'Alsace, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie ont émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée à l'instar du SIVOM de la Région Mulhousienne qui a rappelé les dispositions relatives à l'assainissement et aux eaux pluviales. Ces dispositions ne relevant pas de la présente modification simplifiée et ayant déjà été prises en compte antérieurement n'ont pas été intégrées dans le présent dossier. L'Etat ne s'est pas prononcé.

Dans le cadre du décret « Accélération et Simplification de l'Action Publique » du 13 octobre 2021, une modification simplifiée ayant pour seul objet la rectification d'une erreur matérielle est, par exception, dispensée de toute formalité auprès de l'autorité environnementale (MRAe). De ce fait, la MRAe n'a pas été consultée dans le cadre de cette procédure.

Par délibération du Bureau en date du 4 juillet 2022, les modalités de mise à disposition du public ont été définies comme suit :

- mise en ligne des pièces du dossier sur le site de Mulhouse Alsace Agglomération *(*https://www.mulhouse-alsace.fr/*)* et de la commune de Lutterbach (www.lutterbach.fr) afin qu'elles soient consultables à distance;
- mise à disposition du projet de modification simplifiée, de l'exposé des motifs et, le cas échéant, des avis émis par les Personnes Publiques Associées, ainsi que d'un registre permettant au public de formuler ses observation, pendant un mois, à la Mairie de Lutterbach, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ces modalités ont été portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition par :

- la publication d'un avis dans le journal l'Alsace le 3 septembre 2022 ;
- l'affichage du même avis à la mairie de Lutterbach et au siège de Mulhouse Alsace Agglomération ainsi que sa mise en ligne sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération.

Ainsi, le dossier de modification simplifiée a été mis à la disposition du public du 12 septembre au 12 octobre 2022. Sur cette période, le projet de modification simplifiée n'a fait l'objet d'aucune observation. Le bilan de la mise à disposition se résume de ce fait au constat de l'absence de contribution du public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36, L153-37, L153-40, L153-45 à L153-48 et R153-20 et R153-21 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lutterbach approuvé le 13 mai 2013, modifié le 27 mars 2017 et le 13 décembre 2021 ;

Vu la délibération du 18 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil d'Agglomération au Bureau ;

Vu l'arrêté n°34/2020 en date du 11 juillet 2020 donnant délégation de fonction au Vice-Président Rémy Neumann dans le domaine de l'urbanisme prévisionnel ;

Vu la délibération du Bureau de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 4 juillet 2022 définissant les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée du PLU de Lutterbach ;

Vu les avis des Personnes Publiques Associées ;

Vu le bilan de la mise à disposition ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du PLU de Lutterbach est prêt à être approuvé ;

Au vu de ces éléments, après en avoir délibéré le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU de Lutterbach ;
- approuve le projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Lutterbach tel qu'il est annexé à la présente ;
- autorise le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public à la mairie de Lutterbach et dans les locaux de Mulhouse Alsace Agglomération – service Urbanisme Prévisionnel aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de Mulhouse Alsace Agglomération et à la mairie de Lutterbach durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

PJ : Projet de modification simplifiée du PLU de Lutterbach

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée

LUTTERBACH

1. Note de présentation
Complément au rapport de présentation

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022 :
Le Vice-Président :

Rémy NEUMANN

Décembre 2022

Table des matières

I. Contexte et objet de la modification 3
A. Chronologie 3
B. Choix de la procédure 3
C. Situation administrative 4
D. Situation géographique 4
II. Exposé des motifs 5
A. Rectification d'une erreur matérielle 5
III. Compatibilité avec le SCOT de la Région Mulhousienne 8
IV. Incidences sur l'environnement 8

I. Contexte et objet de la modification

A. Chronologie

Par délibération en date du 13 mai 2013, le Conseil Municipal de Lutterbach approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune.
Dans le cadre de ce PLU, les grands axes du développement futur de la commune ont été définis à travers des objectifs traduits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Ils ont été, par la suite, transposés dans les documents réglementaires dont le zonage est la traduction la plus concrète.

Le PLU a fait l'objet d'une modification le 27 mars 2017 portant notamment sur le remaniement d'une Orientation d'Aménagement et Programmation ainsi que sur la création d'un emplacement réservé.

Depuis le 1er janvier 2020, m2A est compétente en matière de « PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ». Ainsi la seconde modification du PLU a été conduite conjointement entre la commune et m2A et portait essentiellement sur des adaptations réglementaires dans le cadre de la réalisation de la future ZAC « les rives de la Doller ». Elle a été approuvée par le Conseil d'agglomération le 13 décembre 2021.

A l'instruction de certaines autorisations du droit des sols, il s'est avéré qu'une erreur matérielle s'était glissée dans le dossier de modification qu'il convient de rectifier.

La présente note constitue un additif au rapport de présentation approuvé de Lutterbach.

B. Choix de la procédure

Les procédures d'évolution du plan local d'urbanisme sont codifiées aux articles L153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme. L'article L153-31 précise : « Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :
1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables;
2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

L'article L153-36 complète : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

L'Article L153-41 ajoute : « Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :
1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code. »

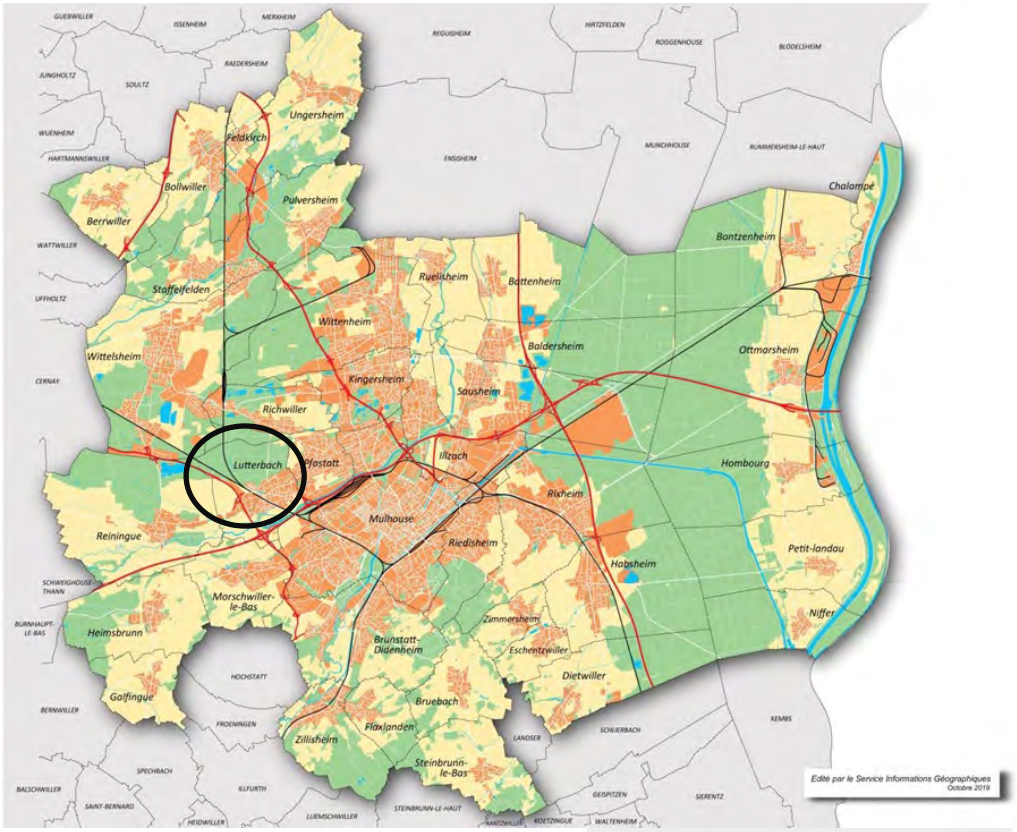
Enfin, Article L153-45 stipule : « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

C. Situation administrative

Au plan administratif, la commune de Lutterbach est située dans l'arrondissement de Mulhouse et dans le canton de Wittenheim. La commune est rattachée à la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) qui regroupe 39 communes et 267 759 habitants, soit plus d'un tiers de la population du Haut-Rhin. Au recensement de 2018, Lutterbach comptait une population de 6 279 habitants.

La commune de Lutterbach appartient à la ceinture mulhousienne. Elle se situe à 6 km au Nord-Ouest de Mulhouse, sur les points de jonction des chemins de fer de Strasbourg - Bâle et de Mulhouse - Wesserling. Elle est traversée par la RN 66, la RD 20 et l'autoroute A36.

D. Situation géographique



D'une surface de 866 ha, la commune de Lutterbach englobe 281 ha de la forêt du Nonnenbruch. Le domaine bâti de Lutterbach s'est installé à l'Est du ban communal, à l'écart de la Doller et de ses inondations.

Le développement de la trame bâtie a opéré la jonction avec Pfastatt à l'Est. Lutterbach est entourée au Sud par Morschwiller-le-Bas et Mulhouse, à l'Ouest par Reiningue, et au Nord-Ouest par Wittelsheim.

II. Exposé des motifs

A. Rectification d'une erreur matérielle

La précédente modification du PLU qui a été approuvée par le Conseil d'Agglomération de m2A le 13 décembre dernier portait sur des évolutions réglementaires pour le futur écoquartier « les rives de la Doller » ainsi que sur l'aspect des clôtures. Ces évolutions ont été présentées et justifiées dans la note de présentation du dossier puis transposées dans le règlement écrit.

Les Personnes Publiques Associées ont été consultées sur la base de ce dossier. Cependant, au moment de la constitution du dossier pour l'enquête publique, une version de travail incomplète du règlement a été jointe au dossier, puis approuvée. Les articles non modifiés sont ceux relatifs aux clôtures (UA 11, UB 11, UC 11, UD 11 et AU 11) au COS (UA 14, UB 14, UC 14, UD 14 et UE 14) et à la hauteur des bâtiments en attiques en secteur AUd.

C'est à l'occasion de l'instruction de déclarations préalables portant sur la création d'une clôture que la substitution du règlement a été mise au jour.

Extrait de la note de présentation de la modification approuvée le 13 décembre 2021



Modification du PLU de Lutterbach — Rapport de présentation

4. Exposé des motifs

Suppression du COS

Le PLU de la commune de Lutterbach a été approuvé le 13 mai 2013. Dans son règlement, il réglemente les droits à construire par un Coefficient d'Occupation des Sols (COS) sur différentes zones. La loi Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 a supprimé ce coefficient dans les PLU. En effet, ce dernier était considéré comme un frein à la densification et un facteur d'étalement urbain car il limitait la surface de plancher constructible sur un terrain. Cette disposition, bien qu'inapplicable, est toujours présente dans le règlement de la commune de Lutterbach. Pour plus de lisibilité pour les usagers et les instructeurs, il convient de supprimer du règlement toute référence au COS.

Modification de la hauteur des clôtures en secteur UA

La gendarmerie de Lutterbach est implantée rue de la Gare, en plein cœur de la commune. Des directives nationales pour la sécurisation des sites imposent que la hauteur de clôtures soit au minimum de 2 m. Or le règlement actuel de la zone UA limite la hauteur totale des clôtures à 1.50m. Aussi et dans la mesure où les ouvrages nécessaires à la réalisation d'un service public ou d'intérêt général présentent des caractéristiques différentes des règles de constructibilité applicables dans la zone UA, ils seront exemptés des dispositions relatives aux clôtures.

Aspect des clôtures

Les clôtures présentent aujourd'hui sur l'ensemble de la commune une diversité d'aspect bien que le règlement soit homogène sur les secteurs à vocation d'habitat. Afin de permettre la réalisation d'une nouvelle forme de clôture, notamment en alternant les murs bahuts et les dispositifs à claire voie, le règlement doit être adapté. Il ne permet aujourd'hui que la création d'un mur bahut de 1.20m de hauteur maximum ou d'un dipositif à clare voie monté ou non sur un mur bahut dont la hauteur totale est limitée à 1.50m.
Ainsi, afin de tenir compte de la diversité des types de clôtures ces dernières, lorsqu'elles alternent un mur bahut et un dispositif à claire voie, auront une hauteur maximale de 1.50 m.

Extraits du règlement approuvé le 13 décembre 2021

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètres ;
- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre.

Le long de la rue Foch leur hauteur totale est limitée à 2 mètres ; elles sont constituées d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 1 mètre surmonté d'un dispositif à claire-voie en bois ou en métal.

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

Article UA 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

14.1. Il n'est pas fixé de COS pour la zone UA.

Les possibilités maximales d'occupation du sol résultent de l'application des articles UA 3 à UA 13.

14.2. **Dans le secteur UAa**, le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,70.

Pour les équipements d'utilité publique (bâtiments scolaires notamment) et les équipements d'infrastructure les possibilités maximales d'occupation du sol résultent de l'application des articles UA 3 à UA 13.

Cette erreur a introduit une incohérence entre les pièces du dossier, constituant ainsi une erreur matérielle. Il convient donc de lever cette incohérence en substituant la version de travail du règlement par celle qui aurait dû être approuvée.

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètres ;
- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre, soit d'une hauteur maximale de 1.5m pour les clôtures alternant mur plein et dispositif à claire voie ou grille.

Le long de la rue Foch leur hauteur totale est limitée à 2 mètres ; elles sont constituées d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 1 mètre surmonté d'un dispositif à claire-voie en bois ou en métal.

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

Les dispositions de l'alinéa 11.2 ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UA 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans Objet

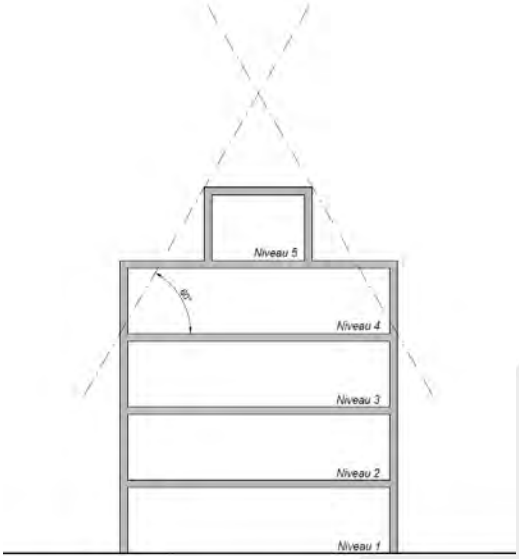
Extraits du règlement modifié

Concernant la hauteur des bâtiments, la modification a approuvé l'augmentation d'un niveau de la hauteur des bâtiments en secteur AUd afin de tenir compte de l'aléa remontée de nappe et ainsi limiter les coûts relatifs à la création de stationnement en souterrains. Cependant, lors de la rédaction du règlement, la définition du volume de l'étage en attique n'a pas évolué avec la modification du nombre de niveau

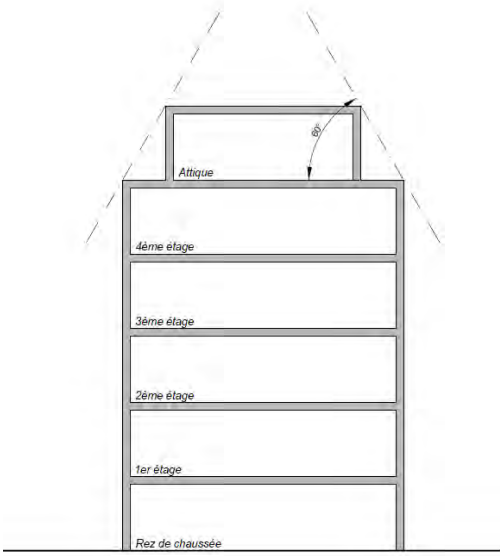
	Avant modification	Après modification	
Article AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS	**Dans le secteur AUd** **10.10.** Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables ou étage en attique, ne peut excéder 4. **10.11.** Dans le cas de combles aménageables, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 10 mètres. Dans le cas de toitures-terrasses ou de derniers niveaux en attique, le dessus de la dalle haute du troisième niveau habitable est situé à 10 mètres de hauteur au maximum. Le volume du quatrième niveau en attique est délimité par les pignons, et par un plan partant du niveau supérieur de la dalle haute du troisième niveau habitable et incliné à 60° au-dessus du plan horizontal. Le gabarit des constructions ainsi défini peut être dépassé d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.	**Dans le secteur AUd** **10.10.** Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables ou étage en attique, **ne peut excéder 5**. **10.11.** Dans le cas de combles aménageables, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne **peut excéder 12,5 mètres.** Dans le cas de toitures-terrasses ou de derniers niveaux en attique, le dessus de la dalle haute du **quatrième niveau habitable est situé à 12,5 mètres de hauteur au maximum.** **Le volume du cinquième niveau** en attique est délimité par les pignons, et par un plan partant du niveau supérieur de la dalle haute du troisième niveau habitable et incliné à 60° au-dessus du plan horizontal. Le gabarit des constructions ainsi défini peut être dépassé d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.	Le choix a été fait de majorer d'un niveau la hauteur des constructions sur la ZAC pour offrir la possibilité de gérer le stationnement dans le socle des bâtiments compte tenu des difficultés techniques et financières pour la réalisation de sous-sols et afin de ne pas risquer de venir entraver le libre écoulement de la nappe. Par ailleurs, cela permet de dégager une constructibilité satisfaisante tout en limitant l'emprise au sol des constructions. La surface globale constructible dans la ZAC et définie dans le dossier de création n'augmente pas, il s'agit simplement d'envisager une répartition différente afin d'offrir une bonne diversité dans les gabarits bâtis. Enfin, l'architecte-conseil de la ZAC s'assurera de la bonne insertion urbaine des projets.

Extraits de la note de présentation de la modification approuvée le 13 décembre 2021

Ainsi la règle définissant le gabarit approuvée le 13 décembre 2021 conduit à la création d'un attique selon la représentation ci-après dont le volume est définit à compter de la dalle haute du troisième niveau. Le niveau en attique ne serait alors que peu aménageable.



Afin de retrouver l'esprit de la règle de gabarit pour le niveau en attique tel que représenté ci-desous, il convient de faire évoluer l'article AU 10.11, en préciant que le volume de l'attique doit être défini en fonction du niveau de la haute du quatrième niveau.



L'article AU 10.11 modifié est donc rédigé ainsi :

> **Le volume du cinquième niveau** en attique est délimité par les pignons, et par un plan partant du niveau supérieur de la dalle haute du **quatrième** niveau habitable et incliné à 60° au-dessus du plan horizontal.

III. Compatibilité avec le SCOT de la Région Mulhousienne

La présente modification simplifiée, visant à rectifier une erreur matérielle dans le règlement écrit, n'est pas de nature à compromettre les orientations du SCOT relatives à la commune de Lutterbach.

IV. Incidences sur l'environnement

Les changements apportés par la présente procédure demeurent de portée très limitée et ne concernent en rien la protection :
- des espaces naturels et agricoles ;
- des continuités écologiques ;
- des zones humides ;
- des milieux naturels remarquables ou non.

Il est à noter que dans le cadre du décret « ASAP » du 13 octobre 2021, une modification simplifiée ayant pour seul objet la rectification d'une erreur matérielle, est, par exception, dispensée de toute formalité auprès de l'autorité environnementale (MRAe).

PLAN LOCAL d'URBANISME

Modification simplifiée

Lutterbach

3.a. Règlement écrit

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022 :

Le Vice-Président

Rémy NEUMANN

ADAUHR
Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme du Haut-Rhin

Avril 2022

Modification simplifiée

SOMMAIRE

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES 2
CHAPITRE I – ZONE UA 7
CHAPITRE II – ZONE UB 17
CHAPITRE III – ZONE UC 25
CHAPITRE IV – ZONE UD 35
CHAPITRE V – ZONE UE 45
CHAPITRE VI – ZONE AU 55
CHAPITRE VII - ZONE A 67
CHAPITRE VIII - ZONE N 75
NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT 83
ARRÊTÉ DU 30 MAI 1996 (JO DU 28 JUIN 1996 - ENVIRONNEMENT) NOR : ENVP9650195A MODALITES DE CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES ET ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS D'HABITATION DANS LES SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT 85
LISTE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS TERRESTRES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARRETE DU 30 MAI 1996 92
CLOTURES – DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2007 PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.421-12 DU CODE DE L'URBANISME 93

Modification simplifiée

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Lutterbach tel que délimité sur les plans de zonage.

1. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

1.1. Les règles de ce Plan Local d'Urbanisme se substituent à celles du P.O.S. approuvé par délibération du Conseil Municipal le 20 décembre 1993, modifié par délibérations du Conseil Municipal le 18 novembre 1996, du 2 juin 1998, du 11 octobre 2004 et du 21 septembre 2009, révisé partiellement par délibération du Conseil Municipal du 4 octobre 2004 et mis en compatibilité avec le projet de tram-train Mulhouse – Vallée de la Thur par Décret du 11 octobre 2004ainsi qu'à celles de la ZAC des Brasseries approuvée par arrêté préfectoral du 13 décembre 1971, modifiée par arrêté préfectoral du 3 mai 1974.

Les règles d'ordre public définies par les articles R.111-2, R.111-4, R.111-15, et R.111-21 du Code de l'Urbanisme rappelés ci-dessous demeurent applicables.

Article R.111-2 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R.111-4 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-15 Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R.111-21 Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

1.2. Les réglementations spécifiques aux servitudes d'utilité publique transcrites et énumérées au plan des servitudes et jointes en annexe du dossier du P.L.U. s'ajoutent aux règles propres du Plan Local d'Urbanisme.

1.3. Les dispositions de ***l'arrêté du 30 mai 1996*** relatives à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation s'appliquent aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre reportés sur les plans de zonage. Le texte de cet arrêté et la liste des infrastructures de transport terrestre concernées sont annexés au règlement.

Modification simplifiée

1.4. L'édification des clôtures est soumise à une déclaration préalable conformément à ***la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2007***. Cette délibération est annexée au règlement.

2. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le P.L.U. de LUTTERBACH définit :

- une zone urbaine UA [noyau ancien] qui comporte un secteur UAa [Orangerie Sainte-Anne],

- une zone urbaine UB [habitat collectif de forte densité, équipements scolaires et sportifs],

- une zone urbaine UC [extensions urbaines de moyenne densité],

- une zone urbaine UD [extensions urbaines pavillonnaires de moyenne densité] qui comporte le secteur UDa [habitat en bande Les Quatre Saisons],

- une zone urbaine UE [activités économiques] qui comprend le secteur UEa [Cité de l'Habitat], le UEb [activités artisanales et tertiaires – domaine public ferroviaire] et UEc [activités artisanales - rue de Thann],

- une zone à urbaniser AU [urbanisation future] qui comprend des secteurs AUa [développement urbain Beim Kirchhofe], AUb [habitat social adapté], AUc [centre pénitentiaire], AUd [développement urbain Guthusermatten], AUe [activités artisanales] et AUf [zone d'équipements sportifs du Frohnmatten],

- une zone agricole A [constructible pour les besoins de l'agriculture] qui comprend des secteurs Aa [agricole inconstructible situé en zone inondable],

- une zone naturelle et forestière N qui comprend des secteurs Na [équipements sportifs et de loisirs de plein air], un secteur Nb [jardins familiaux], un secteur Nc [Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement] et un secteur Nd [centre de dressage canin].

Ces zones et secteurs sont délimités sur les plans de zonage 3.a et 3.b.

Le plan 3.b concerne les zones A et N ainsi que leurs secteurs respectifs.

Le plan 3.c concerne les zones UA, UB, UC, UD et AU ainsi que leurs secteurs respectifs.

Les mentions relatives aux zones et secteurs figurant entre crochets n'ont qu'un caractère indicatif.

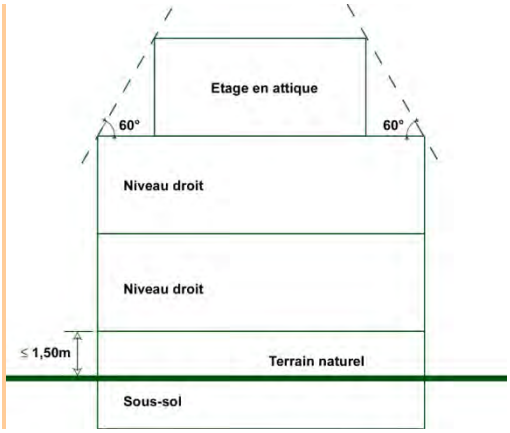
3. ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L.123-1-9 du Code de l'Urbanisme, des adaptations mineures dérogeant à l'application stricte des articles 3 à 13 du règlement peuvent être autorisées en raison de la nature du sol, de la configuration des parcelles ou du caractère des constructions avoisinantes.

5. GLOSSAIRE

Annexe : un bâtiment annexe est un bâtiment de faible importance, non destiné à l'habitat, qui dépend d'une construction principale.
Une construction annexe peut être soit éloignée de la construction principale, soit accolée à la construction principale mais sans communication interne entre les deux constructions.

Attique :



Etage placé au sommet d'un édifice, en retrait sur les étages inférieurs.

Dans le présent règlement, le volume d'un étage en attique est limité par des plans inclinés à 60° au maximum vers l'intérieur des constructions.

Carport : abri totalement ouvert destinés à mettre les voitures à l'abri des intempéries.

Claire-voie : clôture formée d'éléments non jointifs dont les éléments sont assemblés de manière à laisser passer le jour.

Combles : partie d'une construction aménagée sous le toit pour servir de débarras ou de logement.

Construction principale : construction affectée à l'habitat, aux activités, aux services et équipements publics.

Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Cette destination comprend les constructions et installations publiques ou privées qui sont destinées à accueillir une fonction d'intérêt général et à répondre à un besoin collectif de la population et/ou des activités. Elle recouvre les infrastructures et superstructures, y compris les locaux accessoires, ouvrages et aménagements de sols qui leurs sont liés, qui sont nécessaires aux domaines suivants :

- le fonctionnement des réseaux urbains (voirie, eau, assainissement, déchets, énergies, transports, communications électroniques et numériques …),
- le fonctionnement des services administratifs, sociaux, sanitaires, de la défense et de la sécurité, de la justice, sportifs et de loisirs, éducatifs et de l'enfance, culturels, d'inhumation ...,
- les politiques et actions publiques ou d'intérêt collectif notamment en matière d'habitat adapté et d'hébergement temporaire, de gestion des besoins collectifs en stationnement, de protection contre les risques naturels ou technologiques, de gestion des ouvrages hydrauliques, des cours d'eau et plans d'eau, de gestion des milieux naturels et forestiers, d'entretien et de mise en valeur.

Niveau droit : doit être considéré comme niveau droit tout étage d'une construction à usage d'habitation dont la totalité des parois périphériques est verticale. Ainsi un niveau aménagé dans les combles, même s'il comporte un pied-droit sur la quasi-totalité de l'étage, ne peut être considéré comme un niveau droit.

Sous-sol / Niveau : un sous-sol est considéré comme un niveau lorsque sa hauteur au-dessus du niveau moyen du terrain naturel préexistant dépasse 1,50 mètre.

Surface de plancher : La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :
1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

Modification simplifiée

6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Vue : Toute fenêtre ou aménagement (balcon, terrasse, escalier extérieur) qui permet d'avoir un regard sur la propriété voisine est une vue.
Afin de protéger la vie privée, il est interdit de créer des vues sur les propriétés voisines qui ne respectent pas les distances légales prévues par le Code civil : 1,90 m pour les vues droites, 0,60 m pour les vues obliques. Si la distance n'est pas respectée, la suppression de la vue peut être exigée ou donner lieu à l'établissement d'une servitude de vue. La servitude de vue s'acquiert soit par convention, soit par prescription trentenaire.

Limite légale du Chemin de Fer

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du Chemin de Fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la S.N.C.F.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du Chemin de Fer est déterminée de la manière suivante :

a) Voies en plate-forme sans fossé :

une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur.
(figure 1)



figure 1

b) Voie en plate-forme avec fossé :

le bord extérieur du fossé (figure 2)


figure 2

c) Voie en remblai :

l'arête inférieure du talus de remblai
(figure 3)


figure 3

ou

le bord extérieur du fossé
si cette voie comporte un fossé (figure 4)


figure 4

d) Voie en déblai

l'arête supérieure du talus
de déblai (figure 5)


figure 5

Modification simplifiée

CHAPITRE I – ZONE UA

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation
Il s'agit du noyau urbain de la commune comportant des constructions à usage d'habitat, de commerce, d'équipements collectifs et de service.

***Le secteur UAa** correspond à une opération d'aménagement à dominante d'habitat comportant des logements collectifs, y compris des logements collectifs publics, et des logements individuels ainsi que des équipements publics, dont une école maternelle.*

Article UA 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à usage de production industrielle.

1.2. Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement incompatibles avec la proximité des constructions à usage d'habitation ainsi que celles générant l'inconstructibilité de leur périmètre d'isolement.

1.3. Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées, camping cars, mobile homes,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.4. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.5. La création de nouveaux établissements agricoles.

1.6. Les occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte au parc urbain identifié au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c [ancienne peupleraie].

1.7. La suppression des arbres remarquables identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c.

Article UA 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements commerciaux, artisanaux et agricoles existants à condition qu'ils n'augmentent pas les nuisances et qu'ils améliorent le caractère de la zone.

2.2. La démolition de tout ou partie des constructions identifiées au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c est soumise à déclaration préalable.

Modification simplifiée

2.3. Les installations classées soumises à autorisation et à déclaration à condition :

- qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants de la zone ;
- que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter ou de réduire les nuisances et dangers éventuels.

2.4. La reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation. Cette reconstruction peut être réalisée à l'identique ou de manière à ne pas dépasser le gabarit de la construction détruite.

2.5. Les abris de jardins à raison d'un par unité foncière.

2.6. Dans toute nouvelle opération de construction ou d'aménagement comportant 10 logements ou plus une proportion minimale de 20 % de logements locatifs sociaux dont 30% de Prêt Locatif Aidé d'Intégration doit être respectée.

Dans le secteur UAa

2.7. L'opération d'aménagement doit être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation relatives à ce secteur.

Article UA 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles doivent avoir une largeur de plate-forme supérieure ou égale à 4 mètres

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Modification simplifiée

Dans le secteur UAa

Il ne peut être réalisé qu'un seul accès carrossable sur la rue Aristide Briand et quatre accès carrossables sur l'avenue de Montceau-les-Mines.

Article UA 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

Les coffrets et infrastructures propres aux branchements doivent être localisés à l'intérieur des propriétés.

4.3. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public (article 28 du règlement du Service public de l'assainissement collectif).

En matière d'eaux pluviales, Toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Hormis le secteur UAa qui est classé en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

Dans le secteur UAa, l'opération d'aménagement doit comporter un dispositif de stockage préalable à l'évacuation des eaux pluviales vers le réseau collecteur.

4.4. Collecte des déchets

Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des déchets en attente de collecte.

Article UA 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementée.

Article UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Sauf indications contraires portées sur le document graphique, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres de l'alignement de la voie publique.

Dans le secteur UAa, cette distance minimale est de 4 mètres.

6.2. Dans les rues ou sections de rues où les immeubles existants forment un alignement architectural défini par le plan des façades des immeubles avoisinants, les constructions nouvelles peuvent être implantées à cet alignement.

6.3. Les extensions des constructions existantes peuvent être établies en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade sur rue de la construction existante.

6.4. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

6.5. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

6.6. L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter de 0,16 mètre sur le domaine public ou sur la marge de recul si le trottoir au droit de la construction a une largeur supérieure ou égale à 1,60 mètre.

6.7. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

Article UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans les 15 premiers mètres de profondeur mesurés à partir de l'alignement

7.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 4 mètres.

Dans le secteur UAa, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 4 mètres

Au-delà des 15 premiers mètres de profondeur mesurés à partir de l'alignement

7.2. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 4 mètres.

7.3. **Sauf dans le secteur UAa**, au-delà d'une profondeur de 15 mètres, des constructions peuvent être implantées sur limites séparatives :

7.3.1. - En cas d'adossement à un bâtiment existant déjà implanté sur la limite séparative voisine ; dans ce cas, la construction peut, soit atteindre sans les dépasser les dimensions du bâtiment existant, soit atteindre les dimensions fixées à l'alinéa 7.3.3.
7.3.2. - Dans le cadre d'un projet architectural commun à des unités foncières limitrophes.
7.3.3. - Lorsque leur hauteur sur limite n'excède pas 4 mètres et leur hauteur plafond dans la marge de recul définie à l'article 7.1 n'excède pas 6 mètres et que la longueur d'adossement sur limite séparative n'excède pas 7 mètres si la construction est implantée sur une seule limite séparative, ou 12 mètres cumulés si elle est implantée sur deux limites séparatives consécutives, cette longueur d'adossement s'ajoutant à celle des éventuelles constructions existantes implantées sur limites séparatives.

Autres implantations quelle que soit la profondeur

7.4. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune.
Les conditions fixées à l'article 8 doivent alors être respectées.

7.5. La distance comptée horizontalement de tout point des abris de jardin au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 2 mètres.

7.6. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.7. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Article UA 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions ne peut être inférieure à 3 mètres.

Il n'est pas imposé de distance entre les constructions à usage d'habitation et leurs annexes[1], ni entre les constructions à usage d'habitation et les piscines, ni entre les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Dans le secteur UAa, Il n'est pas fixé de distance entre les constructions implantées sur une même propriété.

Article UA 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. **Sauf dans le secteur UAa**, l'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 2/3 de la superficie du terrain.

9.2. L'emprise au sol des abris de jardins est limitée à 8 m^2.

9.3. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas :
- aux modifications ou extensions de moins de 15 m^2 d'emprise au sol, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- aux travaux de mise en conformité des constructions existantes,
- aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UA 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

Le sous-sol est considéré comme un niveau lorsque sa hauteur au-dessus du niveau moyen du terrain naturel préexistant dépasse 1,50 mètre.

[1] Voir GLOSSAIRE

Modification simplifiée

Sauf dans le secteur UAa

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres à l'égout du toit et 15 mètres au faîtage.

10.2. Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables, ne peut excéder 4.

10.3. La hauteur maximale des constructions à usage d'équipement public est fixée à 18 mètres et les dispositions des articles 10.1 et 10.2 ne leur sont pas applicables.

10.4. Dans le secteur UAa

10.4.1 Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables ou étage en attique, ne peut excéder 4.

10.4.2 Dans le cas de combles aménageables, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 10 mètres.

10.4.3 Dans le cas de toitures terrasses ou de derniers niveaux en attique, le dessus de la dalle haute du troisième niveau habitable est situé à 10 mètres de hauteur au maximum.

Le volume du quatrième niveau en attique est délimité par les pignons, et par un plan partant du niveau supérieur de la dalle haute du troisième niveau habitable et incliné à 60° au-dessus du plan horizontal pour les 2/3 au moins du total des longueurs des façades principales (avant et arrière).

Le gabarit des constructions ainsi défini peut être dépassé d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

10.4.5 Pour les constructions à usage d'habitation individuelle implantées le long de la rue de Montceau-les-Mines, le nombre de niveaux, y compris les combles aménageables, ne peut excéder 3.

10.5. La hauteur des abris de jardin est limitée à 2,50 mètres.

10.6. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur ou le nombre de niveaux est supérieur à ceux fixés par le présent article, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante et le nombre de niveaux n'est pas limité.

10.7. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis à des limitations de hauteur.

Article UA 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Sauf dans le secteur UAa

11.1. Tout projet de construction, de restauration ou même d'entretien doit correspondre au caractère de la zone.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Toute transformation de façade doit respecter le style de l'architecture préexistante. En particulier, les garages et les vitrines doivent être conçus de manière à s'harmoniser avec le reste de la construction.

Les toitures terrasses sont interdites sauf pour les équipements publics.

Les toitures végétalisées sont admises.

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètres ;
- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre, soit d'une hauteur maximale de 1.5m pour les clôtures alternant mur plein et dispositif à claire voie ou grille.

Le long de la rue Foch leur hauteur totale est limitée à 2 mètres ; elles sont constituées d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 1 mètre surmonté d'un dispositif à claire-voie en bois ou en métal.

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

Les dispositions de l'alinéa 11.2 ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Dans le secteur UAa

11.3. Tout projet de construction, de restauration ou même d'entretien doit correspondre au caractère du secteur.
Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les matériaux mis en œuvre doivent être nobles et pérennes.

Les murs existants doivent être mis en valeur et l'aménagement du secteur doit privilégier leur maintien.

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

[1] Un mur de soutènement, même situé en limite de propriété n'est pas, de par sa fonction, un mur de clôture, et n'est donc pas soumis à déclaration de clôture s'il ne dépasse pas le niveau du sol. Un tel mur de soutènement constitue une construction mais est placé hors du champ d'application du permis de construire si sa hauteur est inférieure à 2 mètres.
Lorsque qu'un tel mur de soutènement est soit surmonté d'une clôture, soit surélevé pour enclore la propriété, la partie excédant le niveau du sol est soumise au régime des clôtures.

Modification simplifiée

Article UA 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas 12.1 à 12.4. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

12.1. Lors de toute opération de construction, d'extension ou de changement d'affectation de locaux, des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations doivent être réalisées en dehors des voies publiques selon les normes minimales définies en annexe du règlement.

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

12.2. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

12.3. Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 mètres et une longueur minimale de 6 mètres.

12.4. Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces de plancher de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m².

- Normes :
- Habitation, bureaux : Au minimum 2,25 % de la surface de plancher des locaux.
- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt : La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs.

Modification simplifiée

Article UA 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Les surfaces non affectées à la construction, aux accès et au stationnement, doivent être traitées en jardin d'agrément, potager ou plantation.

13.2. Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces libres non imperméabilisés doivent représenter au minimum 10% de la superficie du terrain.

Dans le secteur UAa

13.4. L'aménagement du secteur doit faire l'objet d'un plan paysager détaillé mentionnant les arbres existants à conserver et les plantations à réaliser.

Article UA 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans Objet

Article UA 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Article UA 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

CHAPITRE II – ZONE UB

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation
Il s'agit d'une zone d'habitat collectif de forte densité comportant des constructions à usage d'équipements scolaires et sportifs, d'équipements collectifs et de service.

Article UB 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à usage de production artisanale et industrielle.

1.2. Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement incompatibles avec la proximité des constructions à usage d'habitation ainsi que celles générant l'inconstructibilité de leur périmètre d'isolement.

1.3. Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées, camping cars, mobile homes,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.4. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.5. La création de nouveaux établissements agricoles.

1.6. Les occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte aux cortèges végétaux des cours d'eau identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c.

Article UB 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les installations classées soumises à autorisation et à déclaration à condition :

- qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants de la zone ;
- que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter ou de réduire les nuisances et dangers éventuels.

2.2. La reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation. Cette reconstruction peut être réalisée à l'identique ou de manière à ne pas dépasser le gabarit de la construction détruite.

Modification simplifiée

2.3. Dans toute nouvelle opération de construction ou d'aménagement comportant 10 logements ou plus une proportion minimale de 20 % de logements locatifs sociaux dont 30% de Prêt Locatif Aidé d'Intégration doit être respectée.

2.4. Les coupes et abatages d'arbres dans les cortèges végétaux des cours d'eau identifiées au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c à condition qu'elles soient rendues nécessaires et indispensables pour des motifs de sécurité et qu'elles fassent l'objet d'une compensation intégrale.

Article UB 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles doivent avoir une largeur de plate-forme supérieure ou égale à 4 mètres

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UB 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

Les coffrets et infrastructures propres aux branchements doivent être localisés à l'intérieur des propriétés.

4.3. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public (article 28 du règlement du Service public de l'assainissement collectif).

En matière d'eaux pluviales, Toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. Collecte des déchets

Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des déchets en attente de collecte.

Modification simplifiée

Article UB 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementée.

Article UB 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Sauf indications contraires portées sur le document graphique, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 6 mètres de l'alignement de la voie publique.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être établies en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade sur rue de la construction existante.

6.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

6.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

6.5. L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter de 0,16 mètre sur le domaine public ou sur la marge de recul si le trottoir au droit de la construction a une largeur supérieure ou égale à 1,60 mètre.

6.6. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

Article UB 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1 La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 6 mètres.

7.2. Des constructions peuvent être implantées sur limites séparatives :

7.2.1. - En cas d'adossement à un bâtiment existant déjà implanté sur la limite séparative voisine ; dans ce cas, la construction peut, soit atteindre sans les dépasser les dimensions du bâtiment existant, soit atteindre les dimensions fixées à l'alinéa 7.2.3.
7.2.2. - Dans le cadre d'un projet architectural commun à des unités foncières limitrophes.
7.2.3. - Lorsque leur hauteur plafond n'excède pas 3 mètres dans la marge de recul définie à l'article 7.1 et que la longueur d'adossement sur limite séparative n'excède pas 7 mètres si la construction est implantée sur une seule limite séparative, ou 12 mètres cumulés si elle est implantée sur deux limites séparatives consécutives, cette longueur d'adossement s'ajoutant à celle des éventuelles constructions existantes implantées sur limites séparatives.

Lorsque les constructions implantées sur limites séparatives ne sont pas des constructions isolées (annexe contigüe ou élément de la construction principale implanté sur limite séparative) un traitement architectural doit garantir un raccordement harmonieux des divers volumes bâtis.

7.3. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune.
Les conditions fixées à l'article 8 doivent alors être respectées.

7.4. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.5. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Article UB 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions ne peut être inférieure à 6 mètres.

Il n'est pas imposé de distance entre les constructions à usage d'habitation et leurs annexes[1], ni entre les constructions à usage d'habitation et les piscines, ni entre les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UB 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 40% de la superficie du terrain.

9.2. L'emprise au sol des abris de jardins est limitée à 8 m^2.

9.3. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas :

- aux modifications ou extensions de moins de 15 m^2 d'emprise au sol, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- aux travaux de mise en conformité des constructions existantes,
- aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UB 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

[1] Voir GLOSSAIRE

Sur les terrains en pente et si le terrain est de dimension importante, il est partagé en sections nivelées de 20 mètres maximum dans le sens de la pente.

Le sous-sol est considéré comme un niveau lorsque sa hauteur au-dessus du niveau moyen du terrain naturel préexistant dépasse 1,50 mètre.

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 18 mètres à l'égout du toit ou de la corniche.

10.2. Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables, ne peut excéder 6.

10.3. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur ou le nombre de niveaux est supérieur à ceux fixés par le présent article, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante et le nombre de niveaux n'est pas limité.

10.4. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis à des limitations de hauteur.

Article UB 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Tout projet de construction, de restauration ou même d'entretien doit correspondre au caractère de la zone.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètre ;
- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre, soit d'une hauteur maximale de 1.5m pour les clôtures alternant mur plein et dispositif à claire voie ou grille.

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

[1] Un mur de soutènement, même situé en limite de propriété n'est pas, de par sa fonction, un mur de clôture, et n'est donc pas soumis à déclaration de clôture s'il ne dépasse pas le niveau du sol. Un tel mur de soutènement constitue une construction mais est placé hors du champ d'application du permis de construire si sa hauteur est inférieure à 2 mètres.
Lorsque qu'un tel mur de soutènement est soit surmonté d'une clôture, soit surélevé pour enclore la propriété, la partie excédant le niveau du sol est soumise au régime des clôtures.

Modification simplifiée

Article UB 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas 12.1 à 12.4. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

12.1. Lors de toute opération de construction, d'extension ou de changement d'affectation de locaux, des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations doivent être réalisées en dehors des voies publiques selon les normes minimales définies en annexe du règlement.

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

12.2. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

12.3. Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 mètres et une longueur minimale de 6 mètres.

12.4. Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces de plancher de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m².

Normes :
- Habitation, bureaux : Au minimum 2,25 % de la surface de plancher des locaux.
- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt : La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs.

Modification simplifiée

Article UB 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Les surfaces non affectées à la construction, aux accès et au stationnement, doivent être traitées en jardin d'agrément, potager ou plantation.

13.2. Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, la superficie des espaces verts, jardin d'agrément compris, doit être au moins égale à 30 % de la surface totale du terrain et les espaces libres non imperméabilisés doivent représenter au minimum 15% de la superficie du terrain.

Article UB 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet

Article UB 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Article UB 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

Modification simplifiée

CHAPITRE III – ZONE UC

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation
Il s'agit d'une zone qui comporte des constructions à usage d'habitat de moyenne densité, d'équipements collectifs et de services.

Article UC 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à usage de production artisanale et industrielle.

1.2. Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement incompatibles avec la proximité des constructions à usage d'habitation ainsi que celles générant l'inconstructibilité de leur périmètre d'isolement.

1.3. Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées, camping cars, mobile homes,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.4. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.5. La création de nouveaux établissements agricoles.

1.6. Les occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte aux cortèges végétaux des cours d'eau identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c.

Article UC 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements commerciaux et artisanaux existants à condition qu'ils n'augmentent pas les nuisances et qu'ils améliorent le caractère de la zone.

2.2. Les installations classées soumises à autorisation et à déclaration à condition :

- qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants de la zone ;
- que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter ou de réduire les nuisances et dangers éventuels.

Modification simplifiée

2.3. La reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation. Cette reconstruction peut être réalisée à l'identique ou de manière à ne pas dépasser le gabarit de la construction détruite.

2.4. Les abris de jardins à raison d'un par unité foncière

2.5. Les coupes et abatages d'arbres dans les cortèges végétaux des cours d'eau identifiées au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c à condition qu'elles soient rendues nécessaires et indispensables pour des motifs de sécurité et qu'elles fassent l'objet d'une compensation intégrale.

2.6. Dans toute nouvelle opération de construction ou d'aménagement comportant 10 logements ou plus une proportion minimale de 20 % de logements locatifs sociaux dont 30% de Prêt Locatif Aidé d'Intégration doit être respectée.

Article UC 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles doivent avoir une largeur de plate-forme supérieure ou égale à 4 mètres

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UC 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public (article 28 du règlement du Service public de l'assainissement collectif).

En matière d'eaux pluviales, Toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. Collecte des déchets

Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des déchets en attente de collecte.

Article UC 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementée.

Article UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Sauf indications contraires portées sur le document graphique, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement de la voie publique.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être établies en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade sur rue de la construction existante.

6.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

6.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

6.5. L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter de 0,16 mètre sur le domaine public ou sur la marge de recul si le trottoir au droit de la construction a une largeur supérieure ou égale à 1,60 mètre.

6.6. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

Article UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Constructions à usage d'habitat collectif comportant 2 niveaux droits[1] et plus et équipements publics :

7.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 6 mètres.

[1] Doit être considéré comme niveau droit tout étage d'une construction à usage d'habitation dont la totalité des parois périphériques est verticale. Ainsi un niveau aménagé dans les combles, même s'il comporte un pied-droit sur la quasi-totalité de l'étage, ne peut être considéré comme un niveau droit.

Modification simplifiée

Autres constructions admises dans la zone :

7.2. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Dispositions applicables à toutes les constructions

7.3. Des constructions peuvent être implantées sur limites séparatives :

7.3.1. - En cas d'adossement à un bâtiment existant déjà implanté sur la limite séparative voisine ; dans ce cas, la construction peut, soit atteindre sans les dépasser les dimensions du bâtiment existant, soit atteindre les dimensions fixées à l'alinéa 7.3.3.
7.3.2. - Dans le cadre d'un projet architectural commun à des unités foncières limitrophes.
7.3.3. - Lorsque leur hauteur plafond n'excède pas 3 mètres dans les marges de recul définies aux articles 7.1 et 7.2., et que la longueur d'adossement sur limite séparative n'excède pas 7 mètres si la construction est implantée sur une seule limite séparative, ou 12 mètres cumulés si elle est implantée sur deux limites séparatives consécutives, cette longueur d'adossement s'ajoutant à celle des éventuelles constructions existantes implantées sur limites séparatives.

Lorsque les constructions implantées sur limites séparatives ne sont pas des constructions isolées (annexe contigüe ou élément de la construction principale implanté sur limite séparative) un traitement architectural doit garantir un raccordement harmonieux des divers volumes bâtis.

7.4. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune.
Les conditions fixées à l'article 8 doivent alors être respectées.

7.5. La distance comptée horizontalement de tout point des abris de jardin au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 2 mètres.

7.6. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.7. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Article UC 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions ne peut être inférieure à 3 mètres.

Il n'est pas imposé de distance entre les constructions à usage d'habitation et leurs annexes[1], ni entre les constructions à usage d'habitation et les piscines, ni entre les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

[1] Voir GLOSSAIRE

Modification simplifiée

Article UC 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 40% de la superficie du terrain.

9.2. L'emprise au sol des abris de jardins est limitée à 8 m^2.

9.3. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas :

- aux modifications ou extensions de moins de 15 m^2 d'emprise au sol, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- aux travaux de mise en conformité des constructions existantes,
- aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UC 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

Le sous-sol est considéré comme un niveau lorsque sa hauteur au-dessus du niveau moyen du terrain naturel préexistant dépasse 1,50 mètre.

10.1. Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables ou étage en attique, ne peut excéder 4.

10.2. Dans le cas de combles aménageables, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne peut excéder 10 mètres.

Dans le cas de toitures terrasses ou de derniers niveaux en attique, le dessus de la dalle haute du troisième niveau habitable est situé à 10 mètres de hauteur au maximum.

Le volume du quatrième niveau en attique est délimité par les pignons, et par un plan partant du niveau supérieur de la dalle haute du troisième niveau habitable et incliné à 60° au-dessus du plan horizontal.

Le gabarit des constructions ainsi défini peut être dépassé d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

10.3. Les équipements publics d'infrastructure sont exemptés de la règle de hauteur lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

10.4. La hauteur des abris de jardin est limitée à 2,50 mètres.

10.5. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur ou le nombre de niveaux est supérieur à ceux fixés par le présent article, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante et le nombre de niveaux n'est pas limité.

10.6. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis aux limitations de hauteur fixées par les articles précédents.

Article UC 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Tout projet de construction, de restauration ou même d'entretien doit correspondre au caractère de la zone.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètre ;
- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre, soit d'une hauteur maximale de 1.5m pour les clôtures alternant mur plein et dispositif à claire voie ou grille.
- .

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

Article UC 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas 12.1 à 12.4. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

12.1. Lors de toute opération de construction, d'extension ou de changement d'affectation de locaux, des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations doivent être réalisées en dehors des voies publiques selon les normes minimales définies en annexe du règlement.

[1] Un mur de soutènement, même situé en limite de propriété n'est pas, de par sa fonction, un mur de clôture, et n'est donc pas soumis à déclaration de clôture s'il ne dépasse pas le niveau du sol. Un tel mur de soutènement constitue une construction mais est placé hors du champ d'application du permis de construire si sa hauteur est inférieure à 2 mètres.
Lorsque qu'un tel mur de soutènement est soit surmonté d'une clôture, soit surélevé pour enclore la propriété, la partie excédant le niveau du sol est soumise au régime des clôtures.

Modification simplifiée

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

12.2. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

12.3. Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 mètres et une longueur minimale de 6 mètres.

12.4. Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces de plancher de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m².

Normes :
- Habitation, bureaux : Au minimum 2,25 % de la surface de plancher des locaux.
- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt : La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs.

Article UC 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Les marges de recul doivent être traitées en jardin d'agrément.

13.2. La superficie des espaces verts, jardin d'agrément compris, doit être au moins égale à 30 % de la surface totale du terrain.

Ils seront plantés d'arbres à raison d'un pour 200 m^2 d'espace libre.

Article UC 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet

Article UC 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Modification simplifiée

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Article UC 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

Modification simplifiée

CHAPITRE IV – ZONE UD

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation
Il s'agit d'une zone d'habitat pavillonnaire de densité moyenne dans laquelle la conservation de la spécificité des différents quartiers qui la compose n'exclut pas l'implantation d'équipements collectifs et associatifs, de commerces de proximité et de services à l'échelle de chaque quartier.

***Le secteur UDa** correspond au lotissement des Quatre Saisons qui se caractérise par de l'habitat en bande*

Article UD 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à usage de production artisanale et industrielle.

1.2. Les établissements comportant des installations classées au titre de la protection de l'environnement incompatibles avec la proximité des constructions à usage d'habitation ainsi que celles générant l'inconstructibilité de leur périmètre d'isolement.

1.3. Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées, camping cars, mobile homes,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.4. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.5. La création de nouveaux établissements agricoles.

1.6. Les occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte aux cortèges végétaux des cours d'eau identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c.

Article UD 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements commerciaux et artisanaux existants à condition qu'ils n'augmentent pas les nuisances et qu'ils améliorent le caractère de la zone.

2.2. Les coupes et abatages d'arbres dans les cortèges végétaux des cours d'eau identifiées au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c à condition qu'elles soient rendues nécessaires et indispensables pour des motifs de sécurité et qu'elles fassent l'objet d'une compensation intégrale.

Modification simplifiée

2.3. Les établissements commerciaux à condition d'avoir une surface de plancher inférieure ou égale à 150m^2

2.4. Les installations classées soumises à autorisation et à déclaration à condition :

- qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants de la zone ;
- que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter ou de réduire les nuisances et dangers éventuels.

2.5. La reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation. Cette reconstruction peut être réalisée à l'identique ou de manière à ne pas dépasser le gabarit de la construction détruite.

2.6. Les abris de jardins à raison d'un par unité foncière

2.7. Les équipements d'infrastructure et de superstructure dans le cadre du projet de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône et les travaux y afférant qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumis aux dispositions des articles UD 3 à UD 14.

2.8. Dans toute nouvelle opération de construction ou d'aménagement comportant 10 logements ou plus une proportion minimale de 20 % de logements locatifs sociaux dont 30% de Prêt Locatif Aidé d'Intégration doit être respectée.

Article UD 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles doivent avoir une largeur de plate-forme supérieure ou égale à 4 mètres

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UD 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public (article 28 du règlement du Service public de l'assainissement collectif).

En matière d'eaux pluviales, Toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Modification simplifiée

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. Collecte des déchets

Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des déchets en attente de collecte.

Article UD 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementée.

Article UD 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Sauf indications contraires portées sur le document graphique, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement de la voie publique.

6.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être établies en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade sur rue de la construction existante.

6.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

6.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

6.6. **Dans le secteur UDa**, une extension mesurée des constructions existantes peut être réalisée dans la marge de recul, entre la façade sur rue et l'alignement, à condition que le volume créé s'intègre harmonieusement à l'ensemble bâti. Les projets architecturaux communs seront à privilégier, et, à défaut, une servitude de cour commune devra être produite.

6.7. L'isolation extérieure des constructions existantes peut empiéter de 0,16 mètre sur le domaine public ou sur la marge de recul si le trottoir au droit de la construction a une largeur supérieure ou égale à 1,60 mètre.

6.8. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

Modification simplifiée

Article UD 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Constructions à usage d'habitat collectif comportant 2 niveaux droits[1] et plus et équipements publics:

7.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 6 mètres.

Autres constructions admises dans la zone :

7.2. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Dispositions applicables à toutes les constructions

7.3. Des constructions peuvent être implantées sur limites séparatives :

7.3.1. - En cas d'adossement à un bâtiment existant déjà implanté sur la limite séparative voisine ; dans ce cas, la construction peut, soit atteindre sans les dépasser les dimensions du bâtiment existant, soit atteindre les dimensions fixées à l'alinéa 7.3.3.
7.3.2. - Dans le cadre d'un projet architectural commun à des unités foncières limitrophes.
7.3.3. - Lorsque leur hauteur plafond n'excède pas 3 mètres dans les marges de recul définies aux articles 7.1 et 7.2., et que la longueur d'adossement sur limite séparative n'excède pas 7 mètres si la construction est implantée sur une seule limite séparative, ou 12 mètres cumulés si elle est implantée sur deux limites séparatives consécutives, cette longueur d'adossement s'ajoutant à celle des éventuelles constructions existantes implantées sur limites séparatives.

Lorsque les constructions implantées sur limites séparatives ne sont pas des constructions isolées (annexe contigüe ou élément de la construction principale implanté sur limite séparative) un traitement architectural doit garantir un raccordement harmonieux des divers volumes bâtis.

7.4. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune.
Les conditions fixées à l'article 8 doivent alors être respectées.

7.5. La distance comptée horizontalement de tout point des abris de jardin au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à 2 mètres.

7.6. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.7. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

[1] Doit être considéré comme niveau droit tout étage d'une construction à usage d'habitation dont la totalité des parois périphériques est verticale. Ainsi un niveau aménagé dans les combles, même s'il comporte un pied-droit sur la quasi-totalité de l'étage, ne peut être considéré comme un niveau droit.

7.8. **Dans le secteur UDa**, les extensions mesurées admises dans la marge de recul peuvent être implantées sur limite séparative si elles sont réalisées dans le cadre d'un projet architectural commun ou si une servitude de cour commune lie deux fonds voisins.

Article UD 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions ne peut être inférieure à 3 mètres.

Il n'est pas imposé de distance entre les constructions à usage d'habitation et leurs annexes[1], ni entre les constructions à usage d'habitation et les piscines, ni entre les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UD 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 30 % de la superficie du terrain.

9.2. L'emprise au sol des abris de jardins est limitée à 8 m^2.

9.3. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas :

- aux modifications ou extensions de moins de 15 m^2 d'emprise au sol, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- aux travaux de mise en conformité des constructions existantes,
- aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UD 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

Le sous-sol est considéré comme un niveau lorsque sa hauteur au-dessus du niveau moyen du terrain naturel préexistant dépasse 1,50 mètre.

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7 mètres à l'égout du toit ou de la corniche.

10.2. Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables, ne peut excéder 3.

10.3. Les équipements publics d'infrastructure sont exemptés de la règle de hauteur lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

[1] Voir GLOSSAIRE

10.4. La hauteur des abris de jardin est limitée à 2,50 mètres.

10.5. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur ou le nombre de niveaux est supérieur à ceux fixés par le présent article, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante et le nombre de niveaux n'est pas limité.

10.6. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif ne sont pas soumis aux limitations de hauteur fixées par les articles précédents.

Article UD 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Tout projet de construction, de restauration ou même d'entretien doit correspondre au caractère de la zone.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

La longueur des constructions en bande ne peut excéder 40 mètres.

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètres ;
- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre, soit d'une hauteur maximale de 1.5m pour les clôtures alternant mur plein et dispositif à claire voie ou grille.

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

11.3. **Dans le secteur UDa**, une harmonisation de la couleur des enduits, des menuiseries et des clôtures doit être recherchée.

Les extensions mesurées admises dans la marge de recul doivent faire l'objet d'un traitement architectural préservant l'harmonie de l'ensemble bâti.

[1] Un mur de soutènement, même situé en limite de propriété n'est pas, de par sa fonction, un mur de clôture, et n'est donc pas soumis à déclaration de clôture s'il ne dépasse pas le niveau du sol. Un tel mur de soutènement constitue une construction mais est placé hors du champ d'application du permis de construire si sa hauteur est inférieure à 2 mètres.
Lorsque qu'un tel mur de soutènement est soit surmonté d'une clôture, soit surélevé pour enclore la propriété, la partie excédant le niveau du sol est soumise au régime des clôtures.

Modification simplifiée

Article UD 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas 12.1 à 12.4. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

12.1. Lors de toute opération de construction, d'extension ou de changement d'affectation de locaux, des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations doivent être réalisées en dehors des voies publiques selon les normes minimales définies en annexe du règlement.

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

12.2. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

12.3. Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 mètres et une longueur minimale de 6 mètres.

12.4. Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces de plancher de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m².

Normes :
- Habitation, bureaux : Au minimum 2,25 % de la surface de plancher des locaux.
- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt : La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs.

Article UD 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Les marges de recul doivent être traitées en jardin d'agrément.

13.2. La superficie des espaces verts, jardin d'agrément compris, doit être au moins égale à 30 % de la surface totale du terrain.

Modification simplifiée

Article UD 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet

Article UD 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Article UD 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

Modification simplifiée

CHAPITRE V – ZONE UE

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation

Il s'agit d'une zone réservée aux activités économiques incompatibles avec les zones d'habitat et notamment aux activités industrielles, artisanales et tertiaires, aux commerces de détail ainsi qu'aux services collectifs aux entreprises (restaurant, hébergement, crèche d'entreprise, …)

Le secteur UEa correspond à la Cité de l'Habitat destinée à l'accueil d'activités et de services aux particuliers et aux entreprises liés à l'habitat.

Le secteur UEb est destiné aux activités artisanales et tertiaires.

Le secteur UEc couvre les activités artisanales implantées le long de la rue de Thann.

Article UE 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions à usage exclusif d'habitation, à l'exception des logements de service et des logements prévus par l'emplacement réservé n° 18 répondant aux conditions énumérées à l'article UE2.

1.2. **Sauf dans les secteurs UEa et UEb**, les établissements à usage exclusif de bureau ou d'activité tertiaire.

1.3. Les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules et les dépôts de ferrailles et matériaux divers,
- les affouillements et exhaussements de sol autres que ceux liés et nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

1.4. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.5. La création d'établissements agricoles.

1.6. Les occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte aux cortèges végétaux des cours d'eau identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c.

Article UE 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les logements de service pour les personnes dont la présence est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et des services généraux, à raison d'un logement par établissement.

Ces logements seront incorporés ou attenants aux bâtiments à usage d'activité sauf si l'activité relève du régime des installations classées induisant un périmètre d'isolement.

Modification simplifiée

2.2. Les installations classées soumises à autorisation et à déclaration à condition qu'il n'en résulte pas de nuisances incompatibles avec le bon fonctionnement des établissements situés à proximité et avec les zones d'habitation environnantes.

2.3. La reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre sauf si ce bâtiment revêt un caractère dangereux pour l'écoulement et la sécurité de la circulation. Cette reconstruction peut être réalisée à l'identique ou de manière à ne pas dépasser le gabarit de la construction détruite.

2.4. Les bureaux, bâtiments d'équipements collectifs (locaux communs de service, restaurant, hébergement hôtelier, crèche d'entreprise, ….) à condition qu'ils soient liés au fonctionnement de la zone et nécessaires aux usagers des zones d'activité.

2.5. Les constructions et installations techniques si elles sont nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif.

2.6. Les outillages nécessaires au fonctionnement de services publics situés sur le domaine public ferroviaire ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire ne sont pas soumis aux dispositions des articles UE 3 à UE 14.

2.7. Les équipements d'infrastructure et de superstructure dans le cadre du projet de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône et les travaux y afférant qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumis aux dispositions des articles UE 3 à UE 14.

2.8. Les coupes et abatages d'arbres dans les cortèges végétaux des cours d'eau identifiées au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.c à condition qu'elles soient rendues nécessaires et indispensables pour des motifs de sécurité et qu'elles fassent l'objet d'une compensation intégrale.

2.9. Les constructions et installations prévues aux emplacements réservés n° 17 et 18.

Article UE 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies nouvelles doivent avoir une largeur de plate-forme supérieure ou égale à 10 mètres.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions définies par l'article 682 du Code Civil.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article UE 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction sauf si une dérogation est acceptée nécessitant la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété il doit être mis en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public (article 28 du règlement du Service public de l'assainissement collectif).

En matière d'eaux pluviales, Toutes les zones U du PLU sont classées en zone de non aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel.

Le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM.
Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.
Le SIVOM peut imposer la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. Collecte des déchets

Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des déchets en attente de collecte.

Article UE 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementée.

Article UE 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Les constructions de toute nature doivent être implantées à une distance au moins égale à 6 mètres de l'alignement des voies, à condition que, par leur implantation et leur volume elles ne soient pas une gêne pour la circulation notamment en diminuant la visibilité aux sorties des établissements.

6.2. Dans le secteur UEb, les constructions de toute nature doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement des voies et à une distance minimale de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer telle que déterminée par l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

6.3. Les extensions des constructions existantes peuvent être établies en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade sur rue de la construction existante.

6.4. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

6.5. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

6.6. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

Article UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. Par rapport aux propriétés limitrophes de la zone UE
Les constructions de toute nature doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 6 mètres.

7.2. Par rapport aux propriétés de la zone UE
Les constructions de toute nature doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 4 mètres.

7.3. Toutefois, d'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune.
Les dispositions de l'article 8 sont alors applicables.

7.4. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.5. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Article UE 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de la construction voisine doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé, sans être inférieure à 3 mètres.

8.2. Les constructions sur limites séparatives communes à des propriétés de la zone UE sont autorisées à condition que les mesures de lutte contre l'incendie soient prises (murs coupe-feu).

8.3. Il n'est pas imposé de distance entre les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UE 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 70 % de la superficie du terrain.

9.2. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas :

- aux modifications ou extensions de moins de 15 m^2 d'emprise au sol, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- aux travaux de mise en conformité des constructions existantes,
- aux constructions et installations techniques, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article UE 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 12 mètres à la corniche.

10.2. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur est supérieure à celle fixée par le présent article, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante.

10.3. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis aux limitations de hauteur fixées par les articles précédents.

Article UE 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Règles générales sur l'aspect des constructions

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent être aménagées et entretenues de telle manière que la propreté et l'aspect de la zone n'en soit pas altérés.

Lorsqu'elles sont attenantes, les constructions à usage de logement de service et les constructions à usage d'activité devront présenter une unité de conception.

Les façades latérales ou postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales.

Tout stockage à l'air libre doit être masqué par une paroi périphérique ou par un rideau végétal dense formant écran.

Les matériaux, produits et déchets susceptibles d'être entraînés par la pluie ou le vent doivent être entreposés dans des locaux clos ou couverts.

11.2. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures à proximité immédiate des accès aux établissements et des carrefours des voies ouvertes à la circulation publique, doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité aux carrefours.

Les clôtures sur rue doivent être et constituées par des grilles, grillages ou claires-voies de conception simple, d'aspect agréable, ne dépassant pas 2 mètres de hauteur, y compris le mur bahut n'excédant pas 1,00 mètre de hauteur.

Les clôtures séparatives de propriété ne devront pas dépasser 2 mètres de hauteur.

Les clôtures du poste de transformation électrique ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.

Article UE 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas 12.1 à 12.5. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

12.1. Lors de toute opération de construction, d'extension ou de changement d'affectation de locaux, des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations doivent être réalisées en dehors des voies publiques selon les normes minimales définies en annexe du règlement.

Dans le secteur UEb, pour les constructions à usage de bureaux ou d'activités tertiaires les surfaces affectées au stationnement doivent représenter 30 % de la surface de plancher de ces constructions.

12.2. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

12.3. Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 mètres et une longueur minimale de 6 mètres.

12.4. Toutes dispositions doivent être prises pour réserver sur chaque propriété les dégagements nécessaires au stationnement et aux manœuvres de façon à ce que les opérations de chargement et de déchargement des véhicules s'effectuent à l'intérieur de la propriété.

12.5. Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces de plancher de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m².

Normes :
- Habitation, bureaux : Au minimum 2,25 % de la surface de plancher des locaux.
- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt : La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs.

Article UE 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les surfaces libres y compris les surfaces de stationnement doivent être plantées. Ces surfaces ne peuvent être inférieures à 10 % de la surface de la parcelle.

13.2. Les marges de recul doivent être traitées en espaces verts et comporter une séquence végétale constituée d'une strate arbustive et d'arbres.

13.3. Les aires de stationnement doivent faire l'objet de plantations à raison d'un arbre toutes les 8 places.

Article UE 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet

Article UE 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Modification simplifiée

Article UE 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

Modification simplifiée

CHAPITRE VI – ZONE AU

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation

La zone AU regroupe les terrains à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.
Les équipements de viabilisation existant à la périphérie immédiate de cette zone n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation sera donc subordonnée à une modification du Plan Local d'Urbanisme.

La zone AU comporte les secteurs énumérés ci-dessous dans lesquels les équipements de viabilisation existant à leur périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de chacun de ces secteurs.
Les conditions d'aménagement et d'équipement de ces secteurs résultent du présent règlement, et, le cas échéant, du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et des Orientations d'Aménagement et de Programmation relatives à chacun de ces secteurs.

*Le **secteur AUa** est destiné au développement de l'urbanisation dans le cadre d'opérations d'ensemble mettant en œuvre une mixité urbaine à dominante d'habitat.*

*Le **secteur AUb** est affecté à la réalisation d'une opération d'habitat social adapté.*

*Le **secteur AUc** est réservé à la création d'un centre pénitentiaire et aux constructions et équipements qui lui sont liés.*

*Le **secteur AUd** est réservé à une opération d'aménagement à dominante d'habitat au lieudit Guthusermatten.*

*Le **secteur AUe** est destiné à l'implantation d'activités artisanales.*

*Le **secteur AUf** est destiné à l'aménagement d'une plaine sportive au Frohnmatten permettant la restitution des équipements impactés par la ligne ferroviaire à grande vitesse.*

Article AU 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Toutes occupations et utilisations du sol à l'exception de celles visées à l'article AU 2 et notamment :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées, sauf dans le secteur AUb, le stationnement de camping cars ou de mobiles homes,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- la création d'étangs,
- la création de tout bâtiment à usage agricole.

Article AU 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Dans l'ensemble de la zone, à condition que la réalisation des opérations d'aménagement ne soit pas compromise :

2.1. L'édification et la transformation de clôtures.

Modification simplifiée

2.2. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif.

Dans le secteur AUa

2.3. Toutes occupations et utilisations du sol qui participent à l'aménagement d'une zone de développement urbain mettant en œuvre la mixité urbaine.

Les occupations et utilisations du sol admises dans les secteurs AUa sont soumises aux conditions particulières suivantes :

- elles doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation relatives au secteur AUa ;
- elles doivent être réalisées dans le cadre de lotissements, groupes d'habitation ou d'associations foncières urbaines ;
- l'opération doit être contiguë à une zone équipée et porter sur l'ensemble du secteur ;
- les équipements propres à chaque opération sont pris en charge par l'aménageur et doivent être dimensionnés en tenant compte de la nécessité de garantir la desserte de la totalité du secteur et permettre une intégration satisfaisante avec les opérations voisines et les zones urbaines limitrophes.
- l'opération doit comporter une proportion minimale de 20 % de logements locatifs sociaux dont 30% de Prêt Locatif Aidé d'Intégration,

Si ces conditions sont vérifiées, les constructions sont soumises aux dispositions relatives au secteur AUa des articles AU 3 à AU 14.

Dans le secteur AUb

2.4. Toutes occupations et utilisations du sol permettant la réalisation d'une opération d'habitat social adapté à condition qu'elles soient compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation relatives au secteur AUb.

Dans le secteur AUc

2.5. Toutes occupations et utilisations du sol permettant la réalisation d'un établissement pénitentiaire ainsi que les installations liées à son fonctionnement.

Dans le secteur AUd

2.6. Toutes occupations et utilisations du sol qui participent à l'aménagement d'une zone de développement urbain comportant de l'habitat, des équipements publics, des services à la population ainsi que des activités compatibles avec l'habitat.

Les occupations et utilisations du sol admises dans les secteurs AUd sont soumises aux conditions particulières suivantes :

- elles doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation relatives aux secteurs AUd, AUf et Na ;
- elles doivent être réalisées dans le cadre d'un aménagement incluant et le secteur Na ;
- une proportion minimale de 20 % de logements locatifs sociaux dont 30% de Prêt Locatif Aidé d'Intégration doit être respectée.

Modification simplifiée

Dans le secteur AUe

2.6. Toutes occupations et utilisations du sol à usage artisanal à condition qu'elles soient compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation relatives au secteur AUe.

Dans le secteur AUf

2.7. Toutes occupations et utilisations du sol à usage d'équipements publics de sports, de loisirs et culturels ainsi qu'un équipement scolaire à condition qu'elles soient compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation relatives aux secteurs AUd, AUf et Na.

Article AU 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre aux véhicules de faire demi-tour.

Les principes de desserte mentionnés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et dans les orientations d'aménagement et de programmation doivent être respectés.

Dans les secteurs AUa et AUb
Les voies nouvelles devront respecter les largeurs minimales de voirie suivantes :

- 4 mètres jusqu'à 2 logements desservis ;
- 5 mètres de 3 à 6 logements desservis ;
- 7 mètres pour desservir 7 logements et plus.

Dans les secteurs AUd et AUf
La structuration de la voirie doit respecter la hiérarchisation mentionnée dans les orientations d'aménagement et de programmation relative à ces secteurs.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre d'accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, il peut être imposé que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Modification simplifiée

Article AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable dans le respect des règles édictées par le service gestionnaire des réseaux.

4.2. Electricité et télécommunication

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public.

4.3. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.
Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction.
Le rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau est soumis à une autorisation préalable.
En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public (article 28 du règlement du Service public de l'assainissement collectif).

En matière d'eaux pluviales, les zones AU du PLU sont classées en :

zone de contrôle : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM
ou
zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte, le transport, l'épuration.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings....

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluviaux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Le SIVOM peut imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager, sous le contrôle du SIVOM ou de son exploitant.

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

4.4. Collecte des déchets

Les constructions nouvelles doivent être équipées d'un local ou d'une aire aménagée pour le stockage des déchets en attente de collecte.

Article AU 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementée.

Article AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les parties des constructions qui sont enterrées ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.

6.1. Sauf indications contraires portées sur les documents graphiques ou mentionnées dans les orientations d'aménagement et de programmation, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement de la voie publique.

6.2. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

6.4. Les locaux ou les aires aménagées pour le stockage des déchets en attente de collecte peuvent être implantées en bordure de voie publique ou privée sur une longueur maximale de 4 mètres. Il sera admis un local ou une aire de stockage par tranche de 30 mètres linéaires.

6.5. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

6.6. **Dans le secteur AUc**, les constructions de toute nature doivent être implantées soit à l'alignement des voies, soit à une distance au moins égale à 1 mètre par rapport à l'alignement des voies.

6.7. **Dans le secteur AUd**, les constructions de toute nature doivent être implantées à une distance d'au moins 3 mètres de la voie ou de l'emprise publique. Les espaces situés entre cette limite et les constructions doivent être aménagés qualitativement. Les carports peuvent être implantés en bordure de voie publique ou privée.

Modification simplifiée

Article AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les parties des constructions qui sont enterrées ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.

Dans les secteurs AUa et AUb

Constructions à usage d'habitat collectif comportant 2 niveaux droits[1] et plus et équipements publics :

7.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 6 mètres.

Autres constructions admises dans les secteurs AUa et AUb :

7.2. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Dispositions applicables à toutes les constructions

7.3. Des constructions peuvent être implantées sur limites séparatives :

7.3.1. - Dans le cadre d'un projet architectural commun à des unités foncières limitrophes [constructions jumelées ou en bande].
7.3.2. - Lorsque leur hauteur plafond n'excède pas 3 mètres dans les marges de recul définies aux articles 7.1 et 7.2., et que la longueur d'adossement sur limite séparative n'excède pas 7 mètres si la construction est implantée sur une seule limite séparative, ou 12 mètres cumulés si elle est implantée sur deux limites séparatives consécutives, cette longueur d'adossement s'ajoutant à celle des éventuelles constructions existantes implantées sur limites séparatives.

Lorsque les constructions implantées sur limites séparatives ne sont pas des constructions isolées (annexe contigüe ou élément de la construction principale implanté sur limite séparative) un traitement architectural doit garantir un raccordement harmonieux des divers volumes bâtis.

7.4. L'implantation de constructions isolées d'une emprise maximale de 12 m^2 et d'une hauteur maximale de 3 mètres constituant l'annexe d'une construction principale est libre.

Dans le secteur AUc

7.5. La distance comptée horizontalement de tout point du mur d'enceinte et des constructions au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à 6 mètres.

7.6. La clôture du glacis autour de l'établissement pénitentiaire et les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de l'établissement peuvent être implantés en limite séparative.

[1] Doit être considéré comme niveau droit tout étage d'une construction à usage d'habitation dont la totalité des parois périphériques est verticale. Ainsi un niveau aménagé dans les combles, même s'il comporte un pied-droit sur la quasi-totalité de l'étage, ne peut être considéré comme un niveau droit.

Modification simplifiée

Dans le secteur AUd

7.7. **Les constructions peuvent être implantées sur limite séparative. En cas d'implantation avec prospect,** la construction doit être implantée à une distance au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre la limite et tout point de la construction sans pouvoir être inférieure à **3 mètres**.

Dans le secteur AUe

7.8. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Dans le secteur AUf

7.9. Les constructions peuvent être implantées sur limite séparative ou en retrait.

Dans l'ensemble de la zone

7.10. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Article AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance horizontale entre deux constructions ne peut être inférieure à 3 mètres.

Il n'est pas imposé de distance entre les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, ni entre les constructions à usage d'habitation et les piscines, ni entre les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

8.2. **Dans le secteur AUc**, il n'est pas fixé de distance entre les constructions implantées sur une même propriété.

Article AU 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. **Dans le secteur AUa**, l'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 30% de la superficie du terrain.

9.2. **Dans le secteur AUb**, l'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 50% de la superficie du terrain.

9.3. **Dans les secteurs AUc, AUd et AUf**, l'emprise au sol des constructions n'est pas limitée.

9.4. **Dans le secteur AUe**, l'emprise au sol des constructions ne peut excéder 70% de la superficie du terrain.

9.5. L'emprise au sol des constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas limitée.

Article AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

Le sous-sol est considéré comme un niveau lorsque sa hauteur au-dessus du niveau moyen du terrain naturel préexistant dépasse 1,50 mètre.

Dans l'ensemble de la zone

10.1. En cas d'aménagement ou d'extension de constructions existantes dont la hauteur ou le nombre de niveaux est supérieur à ceux fixés par le présent article, la hauteur maximale est limitée à la hauteur de la construction existante et le nombre de niveaux n'est pas limité.

10.2. Les équipements publics d'infrastructure sont exemptés de la règle de hauteur lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

10.3. Les dispositifs de très faible emprise, garde-corps, souches de cheminée, antennes ainsi que les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, ne sont pas soumis à des limitations de hauteur.

Dans le secteur AUa

10.4. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7 mètres à l'égout du toit ou de la corniche.

10.4. Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables, ne peut excéder 3.

10.6. La hauteur des abris de jardin est limitée à 2,50 mètres.

Dans le secteur AUb

10.7. La hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres.

Dans le secteur AUc

10.8. La hauteur maximale des constructions est limitée à 20 mètres à l'égout du toit ou de la corniche.

10.9. Lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de l'établissement pénitentiaire (miradors, pylônes, antennes, supports de filins anti-hélicoptères, …) ne sont pas soumis à la limitation de hauteur fixée par les articles précédents.

Dans le secteur AUd

10.10. Le nombre de niveaux des constructions, y compris les combles aménageables ou étage en attique, **ne peut excéder 5**.

10.11. Dans le cas de combles aménageables, la hauteur des constructions à l'égout du toit ne **peut excéder 12,5 mètres.**

Dans le cas de toitures-terrasses ou de derniers niveaux en attique, le dessus de la dalle haute du **quatrième niveau habitable est situé à 12,5 mètres de hauteur au maximum.**

Le volume du cinquième niveau en attique est délimité par les pignons, et par un plan partant du niveau supérieur de la dalle haute du quatrième niveau habitable et incliné à 60° au-dessus du plan horizontal.

Le gabarit des constructions ainsi défini peut être dépassé d'une hauteur maximale de 2,50 mètres pour les cages d'ascenseur, cheminées et autres ouvrages techniques affectés à ces constructions.

Dans le secteur AUe

10.12. La hauteur maximale des constructions est limitée à 12 mètres à la corniche.

Dans le secteur AUf

10.13. La hauteur maximale des constructions est limitée à 15 mètres à la corniche.

Article AU 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Dans les secteurs AUa, AUb et AUd

11.1. Bâtiments

Les constructions jumelées ou en bande ainsi que les immeubles collectifs de logement doivent présenter des décrochements dans le plan des façades sur rue de manière à rythmer les volumes soit en fonction du parcellaire soit en exprimant les fonctions internes par subdivision des grandes masses (habitation / annexes ou pièces de vie / pièces de service, …).

11.2. Traitement des abords des constructions

Il ne peut être créé de mouvements de terrains en assise ou en appui d'une construction de pente supérieure à 20 %.

11.3. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures peuvent être constituées :

- d'une grille ou d'un dispositif à claire-voie montés ou non sur un mur bahut d'une hauteur inférieure à 0,60 mètre ; dans ce cas leur hauteur totale, mur bahut compris est limitée à 1,50 mètre ;

- d'un mur plein d'une hauteur maximale de 1,20 mètre, soit d'une hauteur maximale de 1.5m pour les clôtures alternant mur plein et dispositif à claire voie ou grille.

La hauteur des murs de soutènement[1] en limite du domaine public sera examinée en fonction de la configuration du terrain naturel et des clôtures limitrophes.

Dans le secteur AUc

11.4. Règles générales sur l'aspect des constructions

Tout projet de construction doit correspondre au caractère du secteur.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les matériaux mis en œuvre doivent être nobles et pérennes.

Les façades latérales ou postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales.

11.5. Clôtures

Les clôtures ne sont pas réglementées.

Dans le secteur AUe

11.4. Règles générales sur l'aspect des constructions

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent être aménagées et entretenues de telle manière que la propreté et l'aspect de la zone n'en soit pas altérés.

Lorsqu'elles sont attenantes, les constructions à usage de logement de service et les constructions à usage d'activité devront présenter une unité de conception.

Les façades latérales ou postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales.

Tout stockage à l'air libre doit être masqué par une paroi périphérique ou par un rideau végétal dense formant écran.

Les matériaux, produits et déchets susceptibles d'être entraînés par la pluie ou le vent doivent être entreposés dans des locaux clos ou couverts.

11.5. Clôtures

L'édification d'une clôture peut faire l'objet de prescriptions spéciales concernant, la nature, la hauteur ou l'aspect extérieur de la clôture pour des motifs d'urbanisme et d'environnement.

Les clôtures à proximité immédiate des accès aux établissements et des carrefours des voies ouvertes à la circulation publique, doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité aux carrefours.

[1] Un mur de soutènement, même situé en limite de propriété n'est pas, de par sa fonction, un mur de clôture, et n'est donc pas soumis à déclaration de clôture s'il ne dépasse pas le niveau du sol. Un tel mur de soutènement constitue une construction mais est placé hors du champ d'application du permis de construire si sa hauteur est inférieure à 2 mètres.
Lorsque qu'un tel mur de soutènement est soit surmonté d'une clôture, soit surélevé pour enclore la propriété, la partie excédant le niveau du sol est soumise au régime des clôtures.

Modification simplifiée

Les clôtures sur rue doivent être et constituées par des grilles, grillages ou claires-voies de conception simple, d'aspect agréable, ne dépassant pas 2 mètres de hauteur, y compris le mur bahut n'excédant pas 1,00 mètre de hauteur.

Les clôtures séparatives de propriété ne devront pas dépasser 2 mètres de hauteur.

11.6. **Dans le secteur AUf,** la hauteur et la constitution des clôtures et des pare-ballons ne sont pas réglementées, mais leur intégration paysagère devra être assurée.

Article AU 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas 12.1 à 12.5. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

12.1. Lors de toute opération de construction, d'extension ou de changement d'affectation de locaux, des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations doivent être réalisées en dehors des voies publiques selon les normes minimales définies en annexe du règlement.

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

12.2. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, ces normes minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation ou d'une éventuelle polyvalence d'utilisation des aires.

12.3. Un ou plusieurs locaux fermés doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces de plancher de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m².

Normes :
- Habitation, bureaux : Au minimum 2,25 % de la surface de plancher des locaux.
- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt : La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs.
-

12.4. **Dans le secteur AUc**, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'établissement pénitentiaire doivent être réalisées en dehors des voies publiques.

Modification simplifiée

Article AU 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Les surfaces non affectées à la construction, aux accès et au stationnement, doivent être traitées en jardin d'agrément, potager ou plantation.

13.2. Sauf pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les espaces libres non imperméabilisés doivent représenter au minimum 15% de la superficie du terrain. Peuvent être comprises dans ces espaces les aires de stationnement réalisées au moyen de dalles alvéolées végétalisées non imperméables posées sur sol drainant.

Dans le secteur AUc

13.3. Toute plantation d'arbre à haute tige est interdite à moins de 6 mètres du mur d'enceinte. Autour de l'établissement pénitentiaire, les plantations ne doivent pas nuire à la surveillance et à la sécurité de l'établissement.

13.4. Les surfaces non affectées à la construction, aux accès, aux aires de service et au stationnement, doivent être engazonnées et plantées.

13.5. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 13.4, les emprises accueillant des merlons, des bassins de rétention, etc. doivent être intégrées par un accompagnement végétal s'harmonisant à leur environnement.

13.6. Les plantations doivent être réalisées à base d'essences végétales qui s'apparentent, dans la mesure du possible, à la végétation locale spontanée.

Article AU 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet

Article AU 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Article AU 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

CHAPITRE VII - ZONE A

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation
Il s'agit d'une zone protégée en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

***Le secteur Aa** est à constructibilité restreinte du fait de sa localisation dans la zone exposée au risque d'inondation de la Doller ou dans des parties du territoire communal à forte sensibilité paysagère.*

Article A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article A 2 et notamment :

1.1. Le changement d'affectation des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets non liés à une activité agricole.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs de pêche.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

1.6. Les constructions et les clôtures fixes édifiées à moins de 4 mètres du haut de la berge des cours d'eau.

1.7. Les défrichements dans les espaces boisés identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.b.

Article A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'abattage des arbres constituant le cortège végétal des cours d'eau, identifié au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme et figurant au plan de zonage 3.b s'il fait l'objet d'une compensation par la plantation d'espèces équivalentes.

2.2. Les abris de pâture à condition que ces constructions soient réalisées sans fondation et ouvertes sur l'un de leurs grands côtés.

2.3. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du réseau ferroviaire qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumises aux dispositions des articles 3 à 14.

Modification simplifiée

2.4. Les équipements d'infrastructure et de superstructure dans le cadre du projet de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône et les travaux y afférant qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumis aux dispositions des articles A 3 à A 14.

2.5. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.6. L'aménagement et l'extension des constructions agricoles existantes et l'adjonction d'annexes à ces constructions à condition que ces annexes soient implantées à moins de 20 mètres de la construction existante et que ces travaux fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.7. Les ouvrages hydrauliques s'ils sont nécessaires au fonctionnement des cours d'eau.

Sauf dans le secteur Aa

2.8. Les constructions et installations liées et nécessaires à la conduite de productions animales ou végétales, y compris celles nécessaires aux unités de production hors sol, et / ou à la transformation et la commercialisation des produits de l'exploitation, à condition que le pétitionnaire puisse justifier de la mise en valeur d'une exploitation agricole au moins égale à la surface minimum d'installation au vu de la réglementation en vigueur.

2.9. Les constructions à usage d'habitation liées à une exploitation agricole à condition :

- d'être destinées au logement de personnes dont la présence constante sur le lieu de l'exploitation est nécessaire pour des raisons de service ou de sécurité ;
- d'être édifiées à proximité immédiate des bâtiments d'exploitation dont la construction doit être obligatoirement antérieure et de ne pas comporter au total plus de 2 logements dont la surface de plancher cumulée est limitée à 300 m^2 ;
- de justifier de la mise en valeur d'une exploitation agricole au moins égale à deux fois la surface minimum d'installation au vu de la réglementation en vigueur.

2.10. Les bâtiments principaux des exploitations agricoles doivent être regroupés sur un même site.

Article A3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Modification simplifiée

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article A 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

En présence d'un réseau public d'eau potable, le branchement est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

En l'absence d'un réseau public, les dispositions du règlement sanitaire départemental sont applicables ainsi que celles relatives aux eaux destinées à la consommation humaine.

4.2. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées

Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales y compris les eaux de surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article A 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Pour les constructions produisant des eaux usées ne pouvant être raccordées au réseau public d'assainissement, la superficie minimale du terrain d'assiette est de 4000 m^2 afin de permettre la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome.

Modification simplifiée

Article A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Pour les voies ci-après, existantes ou projetées, quelle que soit leur largeur, les constructions devront être implantées à la distance minimale de l'alignement de la voie :

- Autoroute : 100 mètres
- Routes Nationales : 35 mètres
- Route Départementale : 25 mètres
- Autres voies : 10 mètres

6.2. Les aménagements et extensions des constructions existantes implantées à des distances inférieures à celles mentionnées à l'article 6.1 peuvent être établis en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade donnant sur la voie publique.

6.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

Article A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

7.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.3. Les constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Par rapport au secteur AUc

7.4. Lorsque la limite séparative se confond avec la limite du secteur AUc, les constructions de toute nature doivent être implantées à une distance minimale de 10 mètres de la limite séparative.

Article A 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contigüité, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Article A 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des abris de pâture est limitée à 20 m^2.

Modification simplifiée

Article A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

10.1. La hauteur totale des constructions et installations agricoles n'est pas limitée.

10.2. La hauteur des constructions à usage d'habitation est limitée à 3 niveaux, y compris les combles aménageables quelle qu'en soit l'affectation.

10.3. La hauteur des abris de pâture est limitée à 2,50 mètres.

10.4. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de hauteur.

En périphérie du secteur AUc

10.5. Dans une bande de 50 mètres mesurés à partir du mur d'enceinte de l'établissement pénitentiaire, la hauteur maximale des constructions est limitée à 11 mètres à la corniche.

Aucun dépassement de cette hauteur pour des motifs techniques ne sera autorisé.

Article A 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

11.1. Bâtiments

Les matériaux de couleurs vives sont interdits.

Les constructions annexes doivent être édifiées en harmonie avec les constructions principales tant en ce qui concerne l'aspect extérieur des bâtiments que leurs toitures ou les coloris de façades.

Les façades composées de rayures polychromes verticales ou horizontales sont interdites.

Les matériaux de couverture doivent être de couleur rouge, rouge-brun nuancé ou ayant un aspect de terre cuite.

Les enduits et les matériaux des hangars, silos, bâtiments à usage d'activité ou annexes non contiguës aux bâtiments d'habitation doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

Les abris de pâture doivent avoir l'aspect du bois.

En périphérie du secteur AUc, dans une bande de 50 mètres mesurés à partir du mur d'enceinte de l'établissement pénitentiaire, aucune vue sur le mur d'enceinte n'est admise.

11.2. Clôtures

La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres. Cette hauteur est mesurée à partir du terrain naturel.

Les clôtures sont constituées par des grilles, grillages ou dispositifs à claire-voie qui peuvent être montés sur des murs bahuts d'une hauteur maximale de 0,50 mètre.

Modification simplifiée

Article A 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas suivants. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Lors de toute opération de construction ou d'extension de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération et selon les normes minimales annexées au présent règlement.

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 6 m.

Article A 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Lors de l'implantation de bâtiments à caractère agricole ou de constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, des plantations à base d'arbres à haute tige et de haies vives composées d'essences locales traditionnelles, fruitières ou feuillues doivent être réalisées afin de minimiser l'impact visuel des nouveaux bâtiments.

Ces plantations pourront être effectuées sur des merlons de terre végétale ceinturant les installations, la hauteur maximale de ces merlons étant de 1,50 mètre.

Article A 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de COS dans la zone A.

Les possibilités maximales d'occupation du sol résultent de l'application des articles A 3 à A 13.

Article A 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Article A 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

Modification simplifiée

CHAPITRE VIII - ZONE N

Caractère de la zone – Extrait du rapport de présentation

Il s'agit d'une zone naturelle protégée en raison de la qualité des sites et des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique ou écologique.

Cette zone englobe la partie de la forêt de protection du Nonnenbruch située sur le ban de Lutterbach ainsi que le périmètre de protection des captages d'eau potable de la Doller.

*Le secteur **Na** permet l'implantation d'équipements publics de sport et de loisirs de plein air.*

*Le secteur **Nb** est un secteur de jardins.*

*Le secteur **Nc** correspond au Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement.*

*Le secteur **Nd** est réservé à un centre de dressage canin.*

Article N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article N 2 et notamment :

1.1. Le changement d'affectation des constructions existantes.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :

- les parcs d'attraction,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les garages collectifs de caravanes,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- les dépôts de véhicules, déchets.

1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières.

1.4. La création d'étangs de pêche.

1.5. Toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et superficielles.

1.6. Les constructions et les clôtures fixes édifiées à moins de 4 mètres du haut de la berge des cours d'eau.

1.7. Les défrichements dans les espaces boisés identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme figurant au plan de zonage 3.b.

Article N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. L'abattage des arbres constituant le cortège végétal des cours d'eau et les massifs forestiers, identifiés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme et figurant au plan de zonage 3.b s'il fait l'objet d'une compensation par la plantation d'espèces équivalentes.

Modification simplifiée

2.2. Les abris de pâture à condition que ces constructions soient réalisées sans fondation et ouvertes sur l'un de leurs grands côtés.

2.3. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du réseau ferroviaire qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumises aux dispositions des articles 3 à 14.

2.4. Les équipements d'infrastructure et de superstructure dans le cadre du projet de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône et les travaux y afférant qui, compte tenu de l'exiguïté des emprises ferroviaires et des nécessités techniques, ne sont pas soumis aux dispositions des articles N 3 à N 14.

2.5. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition que ces constructions et installations fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.6. L'aménagement et l'extension des constructions existantes et l'adjonction d'annexes à ces constructions à condition que ces annexes soient implantées à moins de 20 mètres de la construction existante et que ces travaux fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.7. **Dans le secteur Na,** les installations publiques de sport et de loisirs de plein air complémentaires aux équipements du secteur AUf, à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la qualité de la ressource en eau potable, qu'elles respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1978 relatif à la protection des captages d'eau potable de la ville de Mulhouse, qu'elles permettent d'assurer un caractère naturel du site et qu'elles fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.8. **Dans le secteur Nb,** les abris de jardin à raison d'un abri par lot et à condition que ces abris présentent une homogénéité d'aspect et qu'ils soient démontables.

Dans le secteur Nc

Les occupations et utilisations du sol énumérées ci-dessous ne sont admises que si elles contribuent aux activités existantes ou projetées du Centre d'Initiation à la Nature et si elles font l'objet de mesures d'intégration paysagère.

2.9. L'aménagement, l'agrandissement, la transformation ainsi que la réalisation d'annexes aux constructions existantes en vue de l'accueil du public et de l'organisation d'expositions sur les thématiques de la nature, de l'environnement, de l'écocitoyenneté et du développement durable.

2.10. Les constructions légères en bois destinées à être aménagées en abris pour animaux ou en postes d'observation de la faune.

2.11. Les serres démontables.

2.12. La création d'un étang.

2.13. **Dans le secteur Nd,** les installations liées et nécessaires aux activités d'un centre de dressage canin à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la qualité de la ressource en eau potable, qu'elles respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1978 relatif à la protection des captages d'eau potable de la ville de Mulhouse et qu'elles fassent l'objet de mesures d'intégration paysagère.

Modification simplifiée

Article N3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.

Un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article N 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Toute construction ou installation susceptible de requérir une alimentation en eau potable doit être desservie par le réseau public d'adduction d'eau. Toute construction ne répondant pas à cette condition est interdite.

4.2. Assainissement

Tout projet doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Eaux usées

Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.

Toutefois le branchement sur un réseau collectif d'assainissement desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme étant difficilement raccordable.

Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement doivent être limitées en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

Les eaux pluviales y compris les eaux de surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et des aires de circulation doivent faire l'objet d'un traitement préalable dans un ensemble débourbeur - épurateur aux caractéristiques appropriées.

Modification simplifiée

Article N 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Pour les constructions produisant des eaux usées ne pouvant être raccordées au réseau public d'assainissement, la superficie minimale du terrain d'assiette est de 4000 m^2 afin de permettre la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome.

Article N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Pour les voies ci-après, existantes ou projetées, quelle que soit leur largeur, les constructions devront être implantées à la distance minimale de l'alignement de la voie :

- Autoroute : 100 mètres
- Routes Nationales : 35 mètres
- Route Départementale : 25 mètres
- Autres voies : 10 mètres

6.2. Les aménagements et extensions des constructions existantes implantées à des distances inférieures à celles mentionnées à l'article 6.1 peuvent être établis en contiguïté du volume existant dans le plan de la façade donnant sur la voie publique.

6.3. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, sont exemptées des règles d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques.

Article N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. La distance comptée horizontalement de tout point de la construction projetée au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

7.2. Les extensions des constructions existantes peuvent être réalisées dans le prolongement de la façade donnant sur limite séparative.

7.3. **Dans le secteur Nc**, les annexes aux constructions existantes ne doivent pas être implantées à plus de 15 mètres des constructions existantes.

7.4. Les constructions et installations techniques de faible emprise, nécessaires aux services publics ou aux services d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de recul par rapport aux limites séparatives.

Article N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contigüité, la distance horizontale entre deux constructions édifiées sur une même propriété doit être au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé sans être inférieure à 4 mètres.

Modification simplifiée

Article N 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

9.1. L'emprise au sol des abris de pâture est limitée à 20 m^2.

9.2. **Dans le secteur Nb**, l'emprise au sol des abris de jardin est limitée à 8 m^2.

Article N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des règles de hauteur, la référence est le niveau moyen du terrain naturel préexistant dans l'emprise de la construction projetée.

10.1. La hauteur maximale des abris de pâture est limitée à 2,50 mètres.

10.2. **Dans le secteur Na,** la hauteur totale des installations n'est pas limitée.

10.3. **Dans le secteur Nb**, la hauteur maximale des abris de jardin est limitée à 2,50 mètres.

10.4. **Dans le secteur Nc**, la hauteur maximale des aménagements ou des extensions des constructions est limitée à la hauteur des constructions existantes, la hauteur maximale des annexes est limitée à 7 mètres et la hauteur maximale des abris est limitée à 3 mètres.

10.5. **Dans le secteur Nd**, la hauteur maximale des installations est limitée à 7 mètres.

10.6. Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sont exemptées des règles de hauteur.

Article N 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

11.1. Bâtiments

Les matériaux de couleurs vives sont interdits.

Les constructions annexes doivent être édifiées en harmonie avec les constructions principales tant en ce qui concerne l'aspect extérieur des bâtiments que leurs toitures ou les coloris de façades.

Les façades composées de rayures polychromes verticales ou horizontales sont interdites.

Les matériaux de couverture doivent être de couleur rouge, rouge-brun nuancé ou ayant un aspect de terre cuite.

Les enduits et les matériaux des constructions doivent reprendre les teintes existantes à l'état naturel dans l'environnement.

Les abris quelle que soit leur fonction doivent avoir l'aspect du bois.

Modification simplifiée

11.2. Clôtures

La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres. Cette hauteur est mesurée à partir du terrain naturel.

Les clôtures sont constituées par des grilles, grillages ou dispositifs à claire-voie qui peuvent être montés sur des murs bahuts d'une hauteur maximale de 0,50 mètre.

Dans le secteur Na, la hauteur et la constitution des clôtures et des pare-ballons ne sont pas réglementées, mais leur intégration paysagère devra être assurée.

Article N 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumises aux dispositions des alinéas suivants. Pour cette catégorie d'occupations et d'utilisations du sol, des aires de stationnement doivent être prévues en quantité suffisante et dans une localisation adaptée à leur usage.

Lors de toute opération de construction ou d'extension de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques, des aires de stationnement correspondant aux besoins de l'opération et selon les normes minimales annexées au présent règlement.

Le nombre de places de stationnement pourra être défini selon le mode de calcul le moins pénalisant pour le constructeur, soit en fonction du nombre de logements, soit en fonction de la SP totale.

Les places de stationnement pour véhicules légers autres que celles réservées aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 2,50 m et une longueur minimale de 6 m.

Article N 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Les espaces libres ne doivent pas être imperméabilisés.

Article N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de COS dans la zone N.

Les possibilités maximales d'occupation du sol résultent de l'application des articles N 3 à N 13.

Article N 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

15.1. Performances énergétiques

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés de telle sorte leur consommation d'énergie primaire soit au maximum de 50 kWh / (m^2.an).

15.2. Performances environnementales

Les bâtiments nouveaux et les parties nouvelles de bâtiments doivent être construits et aménagés pour tendre vers la certification Haute Qualité Environnementale.

Modification simplifiée

Article N 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel doivent être pourvus des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique nécessaires à la desserte de chacun des logements ou locaux à usage professionnel par un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ouvert au public

Modification simplifiée

ANNEXES

- **NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT**

- **ARRÊTÉ DU 30 MAI 1996 (JO du 28 juin 1996 - Environnement) NOR : ENVP9650195A Modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit**

- **LISTE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS TERRESTRES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARRETE DU 30 mai 1996**

- **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 septembre 2007 relative aux clôtures prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme**

Modification simplifiée

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT

Logements ♦:	
CONSTRUCTIONS COMPORTANT PLUSIEURS LOGEMENTS	
1. Normes établies sur le nombre de logements	
Chambres individuelles	1 place / chambre
Studios	1 place / logement
2 et 3 pièces	2 places / logement dont au moins 1 place aménagée à l'extérieur de la construction
4 pièces et plus	3 places / logement dont au moins 2 place aménagées à l'extérieur de la construction
Stationnement visiteurs : il est exigé en plus 0,5 place par logement arrondi à l'entier supérieur, le stationnement des visiteurs devant être réalisé entièrement à l'extérieur	
Stationnement des deux-roues : il est également rajouté un local commun de 1m² / logement	
2. Normes établies sur la Surface de Plancher (SP)	
Une place par tranche de 30 m² de SP arrondi à l'entier supérieur, la moitié au moins du nombre de places de stationnement devant être réalisée à l'extérieur.	
Stationnement visiteurs : il est exigé en plus 20 % de ce nombre de places arrondi à l'entier supérieur, le stationnement des visiteurs devant être réalisé entièrement à l'extérieur	
Il est également exigé un local commun pour le stationnement des deux-roues	
MAISONS INDIVIDUELLES	
2 places dont au moins 1 place aménagée à l'extérieur de la construction	

Foyer pour personnes âgées	1 place / 10 chambres
Commerces isolés	60% de la SP avec au minimum 2 places
Centre commerciaux de plus de 2000 m²	100% de la SP + places livraison (100 m² minimum)
Marchés	60% de la SP + places aux véhicules des commerçants
Bureaux	60% de la SP
Ateliers, dépôts	10% de la SP
Cliniques, cabinet médicaux	60% de la SP avec au minimum 2 places S'y ajoutent les places réservées aux praticiens et au personnel
Hôpitaux	40% de la SP avec au minimum 2 places S'y ajoutent les places réservées aux praticiens et au personnel
Hôtels, restaurants	60% de la SP
Salle de spectacles	1 place / 4 personnes
Salle de réunions	1 place / 10 personnes
Lieux de culte	1 place / 15 personnes

Stades :	
entraînement	10% de l'emprise
spectacles	1 place / 10 personnes
Piscines, patinoires	100% de l'emprise

Enseignement :	
Primaire (2 roues)	1 m2 / 2 élèves
Secondaire	1 m2 / 2 élèves
Supérieur	1 place / 4 élèves

SP: Surface de Plancher

♦ Pour les logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat une aire de stationnement est suffisante.

Modification simplifiée

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT DANS LE SECTEUR AUd

Logements:
CONSTRUCTIONS COMPORTANT PLUSIEURS LOGEMENTS
Une place par tranche de 40 m^2 de SP arrondi à l'entier supérieur, la moitié au moins du nombre de places de stationnement devant être réalisée à l'extérieur.
Stationnement visiteurs : pour 5 places réalisées, une place supplémentaire doit être aménagée en extérieur pour les visiteurs.
Il est également exigé un local commun pour le stationnement des deux-roues conformément au paragraphe AU 12.4
MAISONS INDIVIDUELLES
2 places dont au moins 1 place aménagée à l'extérieur de la construction

Modification simplifiée

ARRÊTÉ DU 30 MAI 1996 (JO du 28 juin 1996 - Environnement) NOR : ENVP9650195A Modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au logement et le secrétaire d'Etat aux transports,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment son article R.111-4-1 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-19, R.123-24, R.311-10, R.311-10-2, R.410-13 ;

Vu la loi n°92-1444 (a) du 31 décembre 1992 (b) relatives à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 (b) relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n°95-22 du 9 janvier 1995 (b) relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 (c) relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 (c) relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 (d) relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Art. 1er. - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n°95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

Modification simplifiée

TITRE 1er - CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE PREFET

Art. 2. - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté LAeq (6 heures - 22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;
- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté LAeq (22 heures - 6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de cinq mètres au plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U" ;
- à une distance de l'infrastructure[1] de dix mètres, augmenté de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade.

L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Art. 3. - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;
- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;
- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n°95-21 du 9 janvier 1995, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S 31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S 31-088 "Mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation" et NF S 31-130, annexe B, pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

[1] Cette distance est mesurée :
- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Modification simplifiée

Art. 4. - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

Niveau sonore de référence LAea (6 h-22 h) en dB (A)	Niveau sonore de référence LAea (22 h-6 h) en dB (A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure [1]
L>81	L>76	1	d = 300 m
76<L≤81	71<L≤76	2	d = 250 m
70<L≤76	65<L≤71	3	d = 100 m
65<L≤70	60<L≤65	4	d = 30 m
60<L≤65	55<L≤60	5	d = 10 m

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré. Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

TITRE II - DETERMINATION DE L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE MINIMAL DES BATIMENTS D'HABITATION CONTRE LES BRUITS DES TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE DU BATIMENT

Art. 5. - En application du décret n°95-21 du 9 janvier 1995 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6. - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante. On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

[1] Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure

Modification simplifiée

A) Dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

Catégorie	Isolement minimal DnAT
1	45 dB (A)
2	42 dB (A)
3	38 dB (A)
4	35 dB (A)
5	30 dB (A)

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois, pouvoir être inférieures à 30 dB (A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B) En tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Distance[1]	0	10	15	20	25	30	40	50	65	80	100	125	160	200	250	300
catégorie	1	45	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32
	2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	32	30	
	3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30					
	4	35	33	32	31	30										
	5	30														

Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

[1] Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Modification simplifiée

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

SITUATION	DESCRIPTION	CORRECTION
Façade en vue directe	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent.	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) ; - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit.	Pas de correction - 3dB (A) - 6 dB (A)
Portion de façade masquée[1] par un écran, une butte ou un obstacle naturel.	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres	Pas de correction - 3dB (A) - 6dB (A) - 9dB (A) - 6dB (A)
Façade en vue directe d'un bâtiment	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale[2] - façade arrière	 - 3dB (A) - 6dB (A)

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB (A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB (A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB (A).

[1] Une portion de la façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.

[2] Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

Modification simplifiée

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB (A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB (A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB (A), en prenant, parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Art. 7. - Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et Pr S 31088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

Catégorie	Niveau sonore au point de réf. en période diurne (en dB (A))	Niveau sonore au point de réf. en période nocturne (en dB (A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB (A) en période diurne et 30 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB (A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Art. 8. - Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'étendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Modification simplifiée

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à deux mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Art. 9. - Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB (A) ;
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB (A) ;
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB (A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27° C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50 mètre au-dessus du sol.

Note du Moniteur :
(a) "Textes officiels" du 22 janvier 1993 (p. 268)
(b) "Textes officiels" du 20 janvier 1995 (p. 284)
(c) "Textes officiels" du 2 décembre 1994 (p. 272)
(d) "Textes officiels" du 9 juin 1995 (p. 278)

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10. - Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe I de l'arrêté du 6 octobre 1978 précité continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n°95-21 du 9 janvier 1995 susvisé.

Art. 11. - Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Modification simplifiée

LISTE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS TERRESTRES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARRETE DU 30 mai 1996

L'arrêté préfectoral du 24 juin 1998 modifié le 11 octobre 1999 porte classement des infrastructures de transport terrestre du Haut-Rhin et détermine l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit à leur voisinage. Cet arrêté peut être consulté à la Préfecture, à la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin ainsi que dans les mairies des communes concernées.

Lutterbach est affectée par cette réglementation pour les voies suivantes :

Autoroute :

Voie	Tronçon	Catégorie	Largeur
A 36	de la limite du Territoire de Belfort à l'échangeur de l'A 35	1	300 m

Routes nationales :

Voie	Tronçon	Catégorie	Largeur
N 66	du PR 25+320 à la RN 466	2	250 m

Routes départementales :

Voie	Tronçon	Catégorie	Largeur
D 20	de l'A 36 à la L.A. Est de Lutterbach	3	100 m
	de la L.A. Est de Lutterbach à la D 66	4	30 m
D 66	de la D 20 à la D 66	4	30 m

L.A. : limite d'agglomération (panneau d'agglomération)

Voie ferrée :

Voie	Tronçon	Catégorie	Largeur
Ligne Strasbourg-Bâle	de la limite du Bas-Rhin à Mulhouse (106,500)	1	300 m
Ligne Mulhouse-Nord	de Lutterbach à Mulhouse Nord	2	250 m

Les secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestres sont reportés sur le document graphique 3.b.

Modification simplifiée

CLOTURES – Délibération du conseil municipal du 24 septembre 2007 prise en application de l'article R.421-12 du code de l'urbanisme

Commune de Lutterbach
Département du Haut-Rhin
Arrondissement de Mulhouse
Canton de Wittenheim

Extrait du procès-verbal
des délibérations du conseil municipal
Réunion du 24 septembre 2007

Nombre de conseillers en exercice : 29
Présents : 21
Votants : 28

Objet :

4. SERVICE TECHNIQUE
   4.6 Réforme des autorisations d'urbanisme - Edifications de clôtures

L'an deux mille sept, le vingt quatre septembre, à dix neuf heures précises, le conseil municipal de la commune de Lutterbach s'est réuni au Centre de Première Intervention des Sapeurs-Pompiers après convocation légale, sous la présidence de Monsieur André CLAD, maire.

Etaient présents : Paul FEUERMANN, Yvette BOILEAU, Michel DANNER, Benoît MENY, Noël MILLAIRE, Gérard MUNINGER, Blanche RISSER, Jocelyne SCHALCK, adjoints, Françoise BEAUTÉ, Véronique BIRY-HARIA, Eric KEIFLIN, Roland KRIEGEL, Jean-Luc NAPP, Anita RAPP, Anne-Marie RITTER, Gilbert SCHMITT, Christiane BOIVIN, Gérard CRÉDOZ, Françoise DROUET-THOMAS et Jean-Paul WEBER.

Les conseillers ci-après étaient excusés et avaient délégué leur mandat : Roland FEUERSTEIN à Blanche RISSER, Patricia LOUVIGNY à Benoît MÉNY, Adoracion MARTINEZ à Véronique BIRY-HARIA, Stéphanie MUNINGER à Gérard MUNINGER, Brigitte WAGNER à Anne-Marie RITTER, Yves CARABIN à Françoise DROUET-THOMAS et Renée ZANCHETTA-WERNER à Gérard CRÉDOZ.
Absent non excusé : Michel LUCAS.

Francis WIRA, directeur général des services, assure les fonctions de secrétaire en vertu de l'article 18 du règlement intérieur du conseil municipal.

Le nouveau régime des autorisations d'urbanisme dont les grands principes ont été posés par l'ordonnance du 8 décembre 2005 et concrétisés par le décret du 5 janvier 2007 entrera en vigueur le 1er octobre 2007.

Outre le regroupement des différents régimes d'autorisation et de déclaration, l'unification de la procédure d'instruction, le décret définit précisément le champ d'application des nouvelles autorisations d'urbanisme en dressant des listes exhaustives de travaux soumis à permis, à déclaration préalable ou dispensés de toute formalité au titre du Code de l'urbanisme.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R421-2 du Code de l'urbanisme, seront dispensées de toute formalité préalable à compter du 1er octobre 2007 l'édification des clôtures dès lors qu'elles ne sont pas notamment situées dans un secteur délimité par un plan local d'urbanisme en application de l'article L123-1 ou dans une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager créée en application de l'article L642-1 du Code du patrimoine.

Selon les dispositions des articles R421-12d) dudit Code, le conseil municipal dispose toutefois de la possibilité de décider de soumettre à autorisation préalable la pose de clôtures.

Dès lors et dans la mesure où ces autorisations permettent par le biais du contrôle effectué dans le cadre de la procédure d'instruction de veiller à la protection du patrimoine existant et de garantir une certaine qualité et cohérence architecturale, il est proposé au conseil municipal d'instituer l'exigence de soumettre les clôtures à déclaration préalable sur l'ensemble du ban communal.

Modification simplifiée

3. SERVICE TECHNIQUE

4.6 Réforme des autorisations d'urbanisme - Edifications de clôtures (suite)

Le maire certifie que cette délibération a été rendue exécutoire par affichage à la porte de la mairie le 27 septembre 2007 et envoi à la sous-préfecture de Mulhouse pour contrôle de légalité en date du 27 septembre 2007.
La convocation du conseil avait été faite le 18 septembre 2007.

Pour le maire et par délégation spéciale,
Le directeur général des services,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L421-1, R421-2, R421-12,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- de soumettre à déclaration préalable les clôtures sur l'ensemble du ban communal.

Cette délibération est approuvée à l'unanimité.

MAIRIE DE LUTTERBACH
HAUT-RHIN

Pour extrait certifié conforme

Lutterbach, le 27 septembre 2007.
Pour le maire et par délégation spéciale,
Le directeur général des services,

Modification simplifiée

Modification simplifiée

M. le Président : On va parler de PLU, et on commence par Lutterbach. Rémy NEUMANN.

M. NEUMANN : Il s'agit juste d'approuver la modification simplifiée du PLU de Lutterbach, suite à une erreur matérielle qui s'était glissée dans la version du règlement. Il n'y a pas eu de participation, ni des personnes associées, ni du public.

M. le Président : Nous prenons acte. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

49° PARC DES EXPOSITIONS : BILAN ANNUEL 2021 (5341/1.2.3/904C)

Par délibération du 22 juin 2012, le Conseil d'Agglomération a confié l'exploitation du Parc des expositions à Mulhouse Expo SAEML pour une durée de 10 ans.

Le contrat de délégation de service public, entré en vigueur le 1er septembre 2012, a été prolongé pour une durée de trois ans par avenant n°1 du 20 décembre 2013. Il prendra donc fin le 30 décembre 2025. L'avenant n° 2 du 29 avril 2016 a intégré dans le périmètre d'exploitation 23 746 m² supplémentaires (foncier de l'ex ANARF), portant le total à 120 496 m². Par avenant n°3, l'autorité délégante a confié à Mulhouse Expo SAEML la réalisation de travaux d'amélioration et d'agrandissement pour un montant estimatif de 13,45 M€HT et répartis en trois phases : l'aménagement d'une zone événementielle extérieure (ZEE), la construction d'une nouvelle halle nord (NHN) de 3 000 m² et la rénovation des 10 000 m² des bâtiments existants.

La délégation a principalement pour objet l'exploitation, la gestion, et l'entretien de l'équipement du parc des expositions, la poursuite des manifestations existantes, le développement de nouveaux évènements, le positionnement du parc comme un outil économique majeur du territoire ainsi que la promotion et la communication pour contribuer au développement du tourisme d'affaires à l'échelle du territoire de la collectivité.

Elle porte également sur le maintien en bon état de l'équipement et son renouvellement.

Dans le cadre de l'exploitation du Parc des Expositions, le délégataire :
- organise des foires et des salons,
- loue des espaces pour l'accueil de salons, congrès, colloques…,
- dispose également de la possibilité d'organiser des spectacles.

Au titre de l'occupation du domaine public, le délégataire verse à la collectivité une redevance annuelle composée :

- d'une part fixe dont le montant est fixé à 300 000 €HT (hors révision),
- d'une part variable représentant 3,20 % du chiffre d'affaires.

Conformément aux articles L.1411-33 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire a transmis à la collectivité le rapport annuel pour l'exercice 2021 qui a été marqué par les points suivants :

1) Manifestations et évènements

Malgré une fermeture les 5 premiers mois de l'année pour crise sanitaire (reprise de l'activité le 9 juin 2021), le Parc a accueilli 48 manifestations - soit 1 de moins par rapport à 2020 (49) - dont 47 récurrentes et 1 nouvelle.

A) Manifestations organisées par Mulhouse Expo SAEML

Le parc aurait dû organiser six manifestations en 2021.

→ L'arrêt de l'activité pendant 5 mois a obligé le Parc à annuler 4 manifestations :

- salon Festi'Vitas (05 au 07/02/2021)
- salon de l'immobilier (20 et 21/03/2021)
- salon Extérieurs et Jardin (05 et 07/02/2021 puis reporté en avril 2021 avant d'être annulé)
- Foir'Expo (13 au 24/05/2021)
  Cette manifestation a été remplacée par l'événement digital « Click & Foire » qui a mis en avant par vidéo, visuel ou publicité 15 exposants sur les supports de communication digitaux (réseaux sociaux, newsletters, site internet…). Sur environ 334 000 personnes ciblées, 110 000 ont réagi par like, commentaire ou partage. Une opération qui encourage à poursuivre et à développer le digital sur d'autres événements en complément du présentiel.

→ Ainsi, seules 2 manifestations sur 6 ont eu lieu :

a) **Les Journées d'Octobre** 60ème édition (7 au 17 octobre 2021) avec 230 exposants. Ces journées ont été organisées avec un allègement des mesures sanitaires mises en place en 2020 (suppression de la réservation en ligne, suppression de la jauge….). Afin de respecter la distanciation physique, les allées ont été élargies de 30 % et le nombre de points de restauration a été diminué à 13 (contre 19 en 2020).
La 21ème édition de **Folie'Flores** a permis de découvrir près de 14 jardins avec des effets visuels, sonores et aquatiques. La couverture presse nationale, régionale et locale a été particulièrement importante. Avec 144 000 visiteurs (contre 83 000 en 2020), la manifestation a retrouvé une fréquentation proche de la normale.

b) La 5ème édition du salon **Industries du Futur ou BE 4.0** (30 novembre et 1er décembre 2021), qui s'adresse aux filières industrielles (entreprises, start'up, organismes de formation, de conseils et de services), a pu se tenir - après une édition annulée en 2020 – avec plus de 270 exposants, dont certains venant d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, des Etats-Unis, de Finlande et de Suisse).

Le salon a accueilli plus de 3 000 visiteurs.

Les produits de ces manifestations (1 310 394 €) représentent 43 % du chiffre d'affaires total réalisé en 2021 par le délégataire (contre 33 % en 2020).

B) Autres événements

Il s'agit de 20 événements organisés par l'agglomération et ses communes membres ainsi que 26 évènements organisés par d'autres organismes (spectacles, salons, réunions privées).
Les produits de ces manifestations (1 717 767 €) représentent 56 % du chiffre d'affaires total réalisé en 2021 par le délégataire (contre 66 % en 2020).

2) Personnel

Pour l'année 2021, l'effectif moyen est de **25,05 équivalent temps plein** (contre 26,63 en 2020) répartis de la manière suivante :

- 23,85 CDI,
- 1,20 CDD › 3 mois,
- 0,00 CDD ‹ 3 mois.

3) Bâtiment et investissements

Dans le cadre du contrat de délégation, un plan prévisionnel pluri annuel 2012-2025 a été élaboré pour la réalisation de travaux d'entretien, de renouvellement et d'agrandissement pour un montant de 19,45 M €HT, à la charge du délégataire.

Conformément au plan prévisionnel d'investissements (hors agrandissement, soit 6 M€) et malgré la situation qui a ralenti l'activité, le délégataire a réalisé sur le site en 2021 des travaux d'entretien et de remise aux normes du bâtiment pour un montant de **121 617 €** :

- intervention sur le système de détection incendie des halles et modification du système de détection intrusion du hall de stockage,
- reprise de 150 m de couvertines et pose de pics anti-pigeons,
- mise en place d'un système de visioconférence et de projection en salle des commissions,
- achat d'un système de scan des pass sanitaires,
- développement informatique du système de billetterie, études pour l'externalisation de la messagerie et du remplacement du serveur informatique, reprise des câblages de l'ensemble des baies de brassage informatique, reprise des câblages de l'ensemble de nos baies de brassage informatique,
- remplacement du chauffe-eau du laboratoire, réparation du carrelage, remplacement des urinoirs des WC mezzanine,
- études pour le remplacement des bacs à fécules labo et halle.

73 % de l'obligation d'investissement de la DSP (hors projet d'agrandissement) ont été réalisés à ce jour.

Le réaménagement du parvis prévu par l'avenant n°1 (2 M€) au contrat est quasiment terminé (réalisation 1,8 M€).
Par avenant n° 3 du 10/10/2019, la collectivité a confié à Mulhouse Expo SAEML la réalisation de travaux d'agrandissement (aménagement d'une zone événementielle extérieure et construction d'une nouvelle halle 3000) et de rénovation des anciens bâtiments pour un montant estimatif de 13,45 M€ HT (hors étude et travaux relatifs à la gestion des terres « polluées » du site).
Afin de maintenir le principe d'équilibre du contrat, les investissements sont financés par une augmentation du capital de la SAEML, par des subventions (Région Grand Est, CEA, Feder…), par le versement d'une participation financière à l'investissement par Mulhouse Alsace Agglomération (0,24 M€ versés en 2019 – 1,26 M€ à verser en 2022) et par emprunt du délégataire.

Pour ce projet d'agrandissement, le montant des prestations réalisées par le Parc Expo en 2021 est de **55 340 €** :
- Zone Evénementielle Extérieure (ZEE) : installation des réseaux (assainissement, eau potable, électricité)
- Nouvelle Halle Nord (NHN) : suivi des études en phase DCE et démarrage des études EXE
- Rénovation des anciens bâtiments (RAB) : suivi des études en phase DCE

2021 a donc été une année préparatoire en la matière, avant un passage en phase opérationnelle en 2022.

4) Bilan financier

	2020	2021
Chiffre d'affaires HT	2 403 666 €	3 056 298 €
Total des produits	2 827 120 €	4 399 382 €
Total des charges (y compris impôts sur les bénéfices)	3 230 029 €	3 299 009 €
Résultat d'exploitation	-455 202 €	1 050 553 €
Résultat net de l'exercice	-402 909 €	1 100 373 €
Excédent brut d'exploitation	-212 661 €	1 324 933 €

→ Le **chiffre d'affaires 2021** s'établit à **3 056 298 €**. Il enregistre une augmentation de 652 K€, soit + 27 % par rapport à 2020.

→ Le total des produits de l'exercice (4 399 382 €) est en hausse de 1,57 M€, soit +55 %. Il est réparti de la manière suivante :
- manifestations commerciales : 1 310 394 €
- activités locatives et spectacles : 1 717 767 €
- autres (prestations,…) : 28 137 €

Chiffre d'affaires : 3 056 298 €

- autres produits (subventions d'exploitation dont 120K€ de m2A pour BE4.0, reprise sur provisions, transfert de charges) 1 343 084 €

→ Le total des charges (3 299 009 €) a été maîtrisé et est en légère hausse de 70 K€ par rapport à l'année précédente, soit +2 %.

→ Le montant de la redevance versée à la collectivité et actée dans le rapport d'activités du Parc Expo s'élève à 201 019 €HT (contre 287 640 €HT en 2020), après exonération exceptionnelle de 208 621,08 €HT accordée par la collectivité à la SAEML en raison de la fermeture du site pour crise sanitaire (dont 155 918,94 € pour janvier à juin 2021 et 52 702,14 €HT pour novembre et décembre 2020 intervenue l'année dernière après la clôture des comptes de la SAEML et donc prise en compte dans le présent rapport d'activités).

→ Le résultat d'exploitation redevient positif (1 050 553 € contre -455 202 € en 2020) grâce aux soutiens dont a bénéficié la SAEML (Etat : 1,15 M€ - Région : 0,12 M€ - Mulhouse Alsace Agglomération : 208 K€ exonération redevance et 936 K€ de location m2A et Ville) et permet d'absorber la perte de 2020.

→ Le résultat net de l'exercice est de 1 100 373 €, contre -402 909 € en 2020 (y compris le crédit d'impôt), soit une augmentation de plus de 697 000 €.

→ Le résultat financier est positif (+4 976 k€) et en légère baisse par rapport à 2021 de 2 573 €.

→ Le résultat exceptionnel est positif de 44 873 € (contre 44 743 € en 2020) et résulte principalement de la réintégration d'une partie de la subvention d'équipement (amortissement des travaux du parvis).

4) Synthèse

Dans la continuité de 2020, l'année 2021 a été difficile pour le secteur de l'événementiel, l'activité ayant été arrêtée les 5 premiers mois de l'année et des contraintes sanitaires ayant empêché la tenue des événements de fin d'année.

Cependant, les aides de l'Etat, de la Région Grand Est, de Mulhouse Alsace Agglomération et de la Ville de Mulhouse ont permis de maintenir un niveau élevé des produits et par conséquent du résultat net de l'exercice.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du bilan annuel 2021 de Mulhouse Expo SAEML.

PJ : 1 rapport annuel 2021

RAPPORT DU DELEGATAIRE
MULHOUSE EXPO SAEML

CODE GENERAL des COLLECTIVITES TERRITORIALES

Décret n° 2005-236 du 14 mars 2005
Articles L. 1411-3 et R. 1411-7

Contrat de Délégation de Service Public
Chapitre 6, Articles 42, 43, 44 et 45

Exercice 2021

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
PREAMBULE 4
RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 5
I. COMPTE RENDU TECHNIQUE 8
1. BILAN d'ACTIVITE 8
1.1. Analyse du Portefeuille d'activités 10
1.2. Bilan des manifestations organisées par Mulhouse Expo 11
1.3. Actions de promotion, de communication et de marketing menées 13
2. COMMUNICATION ANNUELLE D'INDICATEURS de QUALITE avec ANALYSE 15
2.1. Nombre de contacts « prescripteurs de manifestations et d'événements » 15
2.2. Taux de concrétisation/actions engagées en matière de promotion de l'équipement et des modalités de prospections engagées 15
2.3. Indices de satisfactions des usagers 15
2.4. Indicateurs de suivi de l'ensemble du bâtiment 16
2.5. Remarques des contrôleurs sécurité, sanitaires et autres contrôleurs 20
3. BILAN d'ENTRETIEN et des TRAVAUX REALISES 22
4. MISE à JOUR de l'INVENTAIRE 24
5. SITUATION du PERSONNEL 25
6. MISE à JOUR de la LISTE des SOUS-TRAITANTS 28
II. COMPTE RENDU FINANCIER 29
1. COMPTE D'EXPLOITATION 29
Le compte d'exploitation cf. annexe 13 du contrat de DSP figure en Annexe 15 29
2. RAPPORT de GESTION 29
2.1. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE, EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES 29
2.2. RENTABILITE BRUTE ET NETTE DE L'EXPLOITATION, RESULTAT NET DE l'EXERCICE, CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT 32
2.3. L'EQUILIBRE FINANCIER 33
3. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT au 31.12.2020 certifié par le Commissaire aux Comptes 34
III. SUIVI D'ACTIVITE et du CHIFFRE d'AFFAIRES 34
LISTE DES ANNEXES 35
Annexe 1 : Manifestations accueillies en organisées en 2021 36
Annexe 2 : PARTENARIATS 2021 38
Annexe 3 : Envoi Newsletter 2021 40

Annexe 3.1 : Plan de communication Journées d'Octobre 2021 41
Annexe 3.2 : Plan de communication BE4.0 2021 42
Annexe 4 : Statistiques informatiques 43
Annexe 5 : Fiche d'évaluation d'un salon organisé par Mulhouse Expo 46
Annexe 6 : Fiche d'évaluation d'un événement organisé par un client extérieur 47
Annexe 7 : Résultats de l'évaluation des différentes manifestations 48
Annexe 8 : Résultats de l'évaluation d'événements organisés par des clients extérieurs 50
Annexe 9 : Contrôles périodiques effectués au 31/12/2021 51
Annexe 10 : Liste des entreprises chargées de la maintenance 53
Annexe 11 : Liste des investissements « Renouvellement /Maintenance » 55
Annexe 12 : Inventaire au 31.12.2021 58
Annexe 13 : Organigramme de la société 90
Annexe 14 : Liste des sous-traitants 91
Annexe 15 : Compte d'exploitation (annexe 13 de la DSP) 94
Annexe 15.1 : Comptes de résultats condensés 2017-2021 95
Annexe 15.2 : Comparaison des produits et des charges 96
Annexe 15.3 : Soldes intermédiaires de gestion et de Capacité d'Autofinancement 2017-2021 97
Annexe 15.4 : Tableau financier comparatif 2017-2021 99
Annexe 15.5 : Bilans condensés en grandes masses 2017-2021 100
Annexe 16 et 17 : Bilan et Compte de résultats au 31.12.2021 101
Annexe 18 : Suivi de l'activité et du chiffre d'affaires (cf. annexe 14 du contrat de la DSP) 105

PREAMBULE

Le présent rapport a pour objet de retracer pour l'exercice 2021, l'activité de l'équipement délégué par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) à Mulhouse Expo SAEML, dans le cadre du contrat de délégation de service public signé le 20 juillet 2012 et des trois avenants signés le 14 janvier 2014, le 29 avril 2016 et le 10 octobre 2019.

Le présent rapport répond aux exigences d'informations demandées par l'autorité délégante et telles qu'elles sont prévues aux articles L. 1411-3 et R. 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, ce rapport comporte trois parties :

- **Le compte rendu technique qui intègre :**
  - Le bilan d'activité
  - La communication annuelle d'indicateurs de qualité
  - Le bilan d'entretien et des travaux réalisés
  - La mise à jour de l'inventaire
  - La situation du personnel
  - La mise à jour de la liste des sous-traitants

- **Le compte rendu financier qui intègre :**
  - L'analyse des conditions financières de l'exploitation
  - Le compte d'exploitation
  - Le bilan et le compte de résultat au 31.12.2021 certifiés par le commissaire aux comptes

- **Les annexes**

RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat de délégation de service public, conclu pour une durée de 10 ans, entre Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et Mulhouse Expo SAEML, est entré en vigueur le 1er septembre 2012.
La signature de l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public pour l'exploitation du Parc des Expositions le 14 janvier 2014, prolongeant la durée jusqu'au 30 décembre 2025 en contrepartie de la réhabilitation du parking du Parc des expositions, permet à la société d'investir pour accueillir ses clients dans un environnement plus conforme aux attentes qu'ils peuvent légitimement avoir.
L'allongement de 3 ans de la durée de la DSP, autorise une meilleure répartition des charges d'amortissements et ouvre la voie à des actions de développement sur un plus long terme.
La signature de l'avenant n°2 à la Délégation de Service Public pour l'exploitation du Parc des Expositions le 29 avril 2016 a permis d'intégrer dans le périmètre d'exploitation du Parc Expo 23 746m²de surface supplémentaire non bâtie.
La signature de l'avenant n°3 à la Délégation de Service Public pour l'exploitation du Parc des Expositions le 10 octobre 2019 confie à Mulhouse Expo la réalisation de travaux d'amélioration et d'extension du Parc Expo sur la période 2019-2025 pour un montant estimé à 13,45 millions d'euros HT.
La réalisation de l'aménagement d'une zone événementielle extérieure, des travaux d'amélioration fonctionnelle des bâtiments existants ainsi que la construction de nouveaux équipements, rendus nécessaires tant aux visiteurs qu'aux utilisateurs, permettra une amélioration de l'exécution du service public.
Elle est répartie en plusieurs phases :

- Aménagement d'une Zone Evénementielle Extérieure (ZEE)
- Construction d'une Nouvelle Halle Nord (NHN) de 3000m²
- Rénovation des 10 000m² des Anciens Bâtiments (RAB)

Objet :

La délégation porte notamment sur :

- L'exploitation, la gestion et l'entretien de l'équipement du parc des expositions
- L'engagement des travaux nécessaires :
  - Au maintien en bon état du niveau de l'équipement et à son renouvellement
  - À l'amélioration fonctionnelle du bâtiment et à l'acquisition de nouveaux équipements
- La poursuite des manifestations existantes
- Le développement de nouveaux événements
- Le positionnement du parc expo comme un outil économique majeur du territoire
- La promotion et la communication du parc expo pour contribuer au développement du tourisme d'affaires de la collectivité

Répartition du risque investissement et exploitation

Le délégataire exploite les équipements à ses risques et périls. Il prend en charge l'ensemble des dépenses liées à l'entretien et au renouvellement des équipements.

Le délégant prend en charge :

- Le renouvellement du clos et du couvert lorsque l'opération couvre une superficie de plus de 100 m²
- La voirie, les parkings et les réseaux divers lorsque l'opération couvre une superficie au sol de plus de 1000m².
- Les opérations de renouvellement sur le système d'extraction des gaz du sol.

Redevance due par le délégataire

Au titre de l'occupation du domaine public, le Délégataire verse à la Collectivité une redevance annuelle.
Le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement par le Délégataire d'une redevance annuelle composée de :
- Une part fixe qui est acquise dans tous les cas à la Collectivité fixée à 300 000 € HT revalorisée en fonction de la formule fixée dans la DSP.
- Une part variable représentant 3,20 % du chiffre d'affaires

Répartition du capital social

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant	%
1er groupe			
Collectivités territoriales			
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)			
2 rue Pierre et Marie Curie 68200 MULHOUSE	**136 260**	**2 180 160€**	**53,93**
Ville de Mulhouse			
2 rue Pierre et Marie Curie 68200 MULHOUSE	**34 893**	**558 288€**	**13,81**
Total 1er groupe	171 153	2 738 448€	67,74
2ème groupe			
« Autres »			
Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole 8 rue du 17 Novembre 68100 MULHOUSE	**48 837**	**781 392€**	**19,33**
Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne 3 rue François de Curel 57000 METZ	**7 841**	**125 456€**	**3,10**
Banque Fédérative du Crédit Mutuel 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFENSEN 67913 STRASBOURG	**7 841**	**125 456€**	**3,10**
Association « Journées d'Octobre de Mulhouse » 120 rue Lefebvre 68100 MULHOUSE	**11 649**	**186 384€**	**4,61**
Chambre de Métiers d'Alsace (CMA) 3 avenue d'Europe 67300 SCHILTIGHEIM	**2 221**	**35 536€**	**0,88**
Caisse d'Epargne Grand Est Europe 1 Avenue du Rhin 67100 STRASBOURG	**750**	**12 000€**	**0,30**
Crédit Agricole Alsace Vosges 1 place de la Gare 67000 STRASBOURG	**2 157**	**34 512€**	**0,85**
Chambre d'Agriculture région Alsace 11 rue Jean Mermoz 68127 STE CROIX EN PLAINE	**200**	**3 200€**	**0,08**
Total 2ème groupe	81 496	1 303 936€	32,26
TOTAL GENERAL	**252 649**	**4 042 384**	**100**
Valeur nominale de l'action : 16 €			

I. COMPTE RENDU TECHNIQUE

1. BILAN d'ACTIVITE

Cette année a été, comme la précédente, marquée par la succession des vagues de la COVID.
L'activité du parc expo a été arrêtée les 5 premiers mois de l'année, et a pu reprendre le 9 juin 2021.
Cet arrêt a obligé la SAEML à annuler 4 de ses manifestations et à mettre en place des solutions et événements numériques.
Le Parc Expo a à nouveau traversé une période incertaine et bouleversée avec l'arrivée du variant Omicron sur les 2 derniers mois de l'année. Il a fallu faire face à un nouveau ralentissement de l'activité au mois de décembre.

Dans ce contexte les annulations des salons du premier semestre ont pu être anticipées, cela a permis une réduction maximale des charges d'exploitation liées à leur organisation.
Les 2 principaux salons d'automne ont été commercialisés dans des temps record et les baisses de chiffre d'affaires ont pu être compensées par des économies de charges.

Le chiffre d'affaires a atteint 3,05 M€ et dans le même temps les charges étaient contenues à 3,29 M€.

Le résultat atypique de 1,1M€ a été réalisé notamment grâce au soutien de l'Etat 1,15M€, de la Région de 0,12M d'euros. Ces aides ont été accompagnées par l'annulation du loyer pendant la période de fermeture par m2A à hauteur de 155 K d'euros et le respect par les 2 collectivités (ville et m2A) de leurs engagements liés au compteur.

Grâce à ces résultats, les pertes de 2020 s'élevant à 0,4M d'euros ont pu être compensées et ont donc permis d'appréhender les défis de 2022 avec sérénité.
Parmi les défis de 2022, et dans le contexte de relance, le conseil d'administration de septembre, accompagné par un groupe de travail regroupant les 3 vice-présidents, a pris la décision d'investir fortement dans la redynamisation de la Foir'Expo et de porter 4 spectacles pendant la foire. Le concept d'une foire à la fois festive et événementielle a été retenu.
Le Conseil d'administration a également acté le lancement d'un nouveau salon baptisé Euro Supply Chain et d'un événement consacré aux produits bio et à la santé.
Dans ce contexte d'alternance de chômage partiel, de télétravail et de présentiel très contraints par le respect des gestes barrières, le savoir-faire et l'efficacité au travail ont pu être maintenus conformément à la demande du conseil d'administration. L'organigramme de la société a été assez profondément modifié afin de constituer des petites unités souples et adaptables.
La numérisation de l'activité et des salons, demandée par le conseil d'administration, a été menée à marche forcée et a permis de réussir l'événement Click and Foire, aux dates de la Foir'Expo et la version numérique de BE 4.0.
Le conseil d'administration a décidé de continuer le chantier de la Nouvelle Halle Nord et une étude en conception réalisation concernant la Rénovation des Anciens Bâtiments a été confiée à 2 groupements d'entreprises, qui ont rendu leurs offres en décembre. Des recherches de financement pour cette réhabilitation ont été engagées avec le propriétaire m2A.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trimestriellement comme prévu statutairement malgré la crise sanitaire liée à la COVID.
Il a été partiellement renouvelé à l'occasion des élections de la CCI, de la CMA et de la CEA.
Les conventions liant la SAEML à m2A et à la Ville de Mulhouse ont été renouvelées conformément aux engagements pris lors de la signature de la DSP.
L'augmentation de capital votée fin décembre 2019 a pu être totalement libérée au premier semestre 2021.

La SAEML est à la sortie de ces 2 années de crise plus que jamais engagée dans son rôle de développeur au service de l'attractivité du territoire.

Nombre total d'événements et de manifestations accueillies sur le site

	Nbre 2017	%	Nbre 2018	%	Nbre 2019	%	Nbre 2020	%	Nbre 2021	%	Ecarts 2021/2020
Privé	85	65,4%	69	62,7%	64	61,0%	27	55,1%	13	27,1%	-14
Public	45	34,6%	41	37,3%	41	39,0%	22	44,9%	35	72,9%	13
Total	130	100%	110	100%	105	100%	49	100%	48	100%	-1

Comparatif	2017	2018	2019	2020	2021	Ecarts 2021/2020
Nombre de manifestations et autres actions organisées par :	130	110	105	49	48	-1
- Clients fidèles	111	93	98	44	47	3
- Nouveaux clients	19	17	7	5	1	-4
Dont nouveaux produits	22	24	11	6	6	0
Point d'Ex						
- Evénements sur et hors site	2	1	1	0	0	0
- Locations de matériel	10	2	2	0	1	1
Manifestations organisées par Mulhouse Expo :						
- Salon de l'Immobilier						
- Festi'Vitas						
- Foire Internationale						
- Journées d'Octobre	8	9	9	4	2	0
- Salon Extérieurs & Jardin						
- Salon Fête de la Roue						
- Solutions BtoC						
- Festival des Véhicules Anciens						
- Salon Industrie Du Futur						

La liste récapitulative, chronologique, des événements organisés en 2021 figure en **Annexe 1**

Le nombre de visiteurs, d'exposants et de surfaces loués (m²)

Chiffres communiqués à l'Office de Justification des Statistiques des Foires et des Salons

Evénements	Durée (jours)	Fréquentation	Nombre d'exposants	Surface louée
Festivitas	*Annulé*			
Salon Extérieurs & jardin	*Annulé*			
Foire de Mulhouse	*Annulé*			
Salon Industries de Futur	2	3 292	267	4 343
Journées d'Octobre et Folie'Flore	11	144 000	230	17 980
TOTAL	**20**	**125 242**	**667**	**35 518**

1.1. Analyse du Portefeuille d'activités

L'activité **locative et réceptive** qui comprend l'ensemble des recettes provenant des locations d'espaces (halles, salles, extérieur, restaurant) y compris les spectacles, ainsi que les prestations de services rattachées, représentent cette année 56 % du chiffre d'affaires total.
Ce chiffre a augmenté de 120 K€ (+7,5%) pour s'établir à 1 718 K€. Une part importante de ce montant est due aux conventions de m2A et la Ville de Mulhouse concernant la location d'espace qui ont été maintenues. Le calendrier du premier semestre 2021 était pauvre en événements du fait de l'arrêt de l'activité jusqu'au 9 juin suite à la 3ème vague de la crise liée à la COVID, l'unique client était le laboratoire BIO RHIN. Sur la période de juillet à octobre pendant laquelle l'ouverture a de nouveau été autorisée, nous avons accueilli plus de 30 événements soit 65% de l'activité.
Sur la fin de l'année, les fêtes de noël et les événements de fin d'année ont été annulés avec l'arrivée de la 5e vague OMICRON.
L'analyse fait ressortir que Mulhouse Expo a :

- Accueilli pendant cette année particulière 47 de ses clients fidèles,
- Accueilli 1 nouveau client
- Proposé 6 nouveaux « produits »
- m2A et la Ville de Mulhouse ont organisé ou accompagné 20 évènements.

Type de manifestations	2017	2018	2019	2020	2021	Ecarts 2021/2020
Congrès avec expo	0	1	1	0	0	0
Congrès sans expo	3	0	1	1	0	-1
Réunions d'entreprises	48	36	39	24	22	-2
Foires (y compris Foire-Kermesse)	4	3	3	2	2	0
Salons grand public	23	26	29	13	15	2
Salons professionnels	5	5	3	2	1	-1
Formations – examens – concours	1	0	8	0	0	0
Spectacles, manifestations culturelles, culturelles et sportives	19	12	8	3	4	1
Point d'EX	2	1	1	1	0	-1
Autres événements (réunions politiques, réceptions, banquets, fêtes familiales, vœux ...)	15	15	12	3	4	1
Total *	120	108	105	49	48	-1

* Les locations de matériel sont exclues du total.

Le tableau « Marché » n'est pas réellement significatif en 2021 il fait cependant ressortir que :

- 42 % des événements impliquent des partenaires institutionnels. Le soutien des collectivités est plus que jamais capital pour l'activité du Parc Expo
- Le nombre d'événements portés par les entreprises a légèrement diminué (-2) par rapport à 2020
- Le nombre de manifestations portées par des organisateurs privés a légèrement augmenté (+3)

	Nbre 2017	%	Nbre 2018	%	Nbre 2019	%	Nbre 2020	%	Nbre 2021	%	Ecarts 2021/2020
Personnes privées	10	7,7%	7	6,4%	4	3,8%	0	0,0%	3	6,3%	3
Associations	25	19,2%	21	19,1%	18	17,1%	8	16,3%	6	12,5%	-2
Institutionnels dont collectivités de tutelle	45	34,6%	41	37,3%	36	34,3%	20	40,8%	20	41,7%	0
Entreprises	50	38,5%	41	37,3%	47	44,8%	21	42,9%	19	39,6%	-2
Total	**130**	**100%**	**110**	**100%**	**105**	**100%**	**49**	**100%**	**48**	**100%**	**-1**

1.2. Bilan des manifestations organisées par Mulhouse Expo

L'activité du Parc expo a été arrêtée sur les 5 premiers mois de l'année suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19.
Elle a pu reprendre à compter du 9 juin 2021.
Cet arrêt a obligé la SAEML à annuler 4 de ses manifestations et à mettre en place des solutions et événements numériques.
Puis le Parc Expo a à nouveau traversé une période incertaine et bouleversée avec l'arrivée du variant Omicron sur les 2 derniers mois de l'année.

Salon Festi'Vitas (5 au 7/02/2021) (11ème édition)
Après avoir été reporté au début du mois d'avril, le salon a finalement été annulé.

Salon Extérieurs & jardin (26 au 28/3/2021)
Le salon a été annulé.

Click & Foire (13 au 24/05/2021)
La Foir'Expo a été annulée.
Pour garder le lien avec les exposants et développer notre savoir-faire en termes de solutions numériques, nous leur avons proposé de participer à l'événement digital Click & Foire, réservé à 15 participants.
Nous avons ainsi pu les mettre en avant à travers une de nos trois solutions : vidéo, visuel ou pub. Ils ont bénéficié d'une large diffusion sur les différents supports de communication digitaux (Réseaux sociaux, newsletters, site...).
Au total ce sont près de 333 785 personnes qui ont été touchées par l'ensemble de ce dispositif et 110 089 d'entre elles ont réagis (like, commentaires, partages...). Une belle première opération entièrement en digital qui nous encourage à poursuivre et à développer cet effort sur nos prochains événements en complément du présentiel.

Destination Automobile (11/09/2021) (2e édition)
Les animations organisées au Parc Expo en 2020 n'ont pas été reconduites.

Journées d'Octobre et Folie'Flore (7 au 17/10/2021) (61ème édition)
Les 61e Journées d'Octobre et 21e Folie'Flore se sont déroulés du 07 au 17 octobre 2021. Nous avons pour la première fois utilisé le dispositif du contrôle du pass sanitaire à grande échelle.

Les solutions de contrôle visiteurs et exposants se sont montrées très efficaces et n'ont pas engendré de files d'attentes. Le masque était obligatoire sur l'ensemble du site.
Nous avons pu alléger ou supprimer certaines mesures qui avaient été mises en place en 2020 en raison de la crise sanitaire : réservation en ligne, comptage du nombre de visiteurs à l'instant T grâce à la suppression de la jauge.
Nous avons maintenu des allées élargies de 30% dans le but de respecter la distanciation physique. Les 250 exposants présents étaient répartis dans 6 secteurs. Nous avons volontairement diminué le nombre de restaurants (13 contre 19 en 2020) afin de leur assurer un volume de clients important. L'espace libéré a permis d'intégrer le Village du Jardin dans la Halle 3000, habituellement implanté dans un chapiteau.

Côté animations, la Place des Fêtes et le Dancefloor proposaient des ambiances très différentes : Jeux et ambiance lounge pour la première, années 80 pour le second. L'Atelier des talents était quant à lui le lieu idéal pour découvrir le savoir des artisans en démonstration.

Côté communication, un intérêt particulier a été porté au digital. L'affiche a été développée sur des réseaux digitaux dans Mulhouse et son agglomération avec une déclinaison du visuel. Les réseaux sociaux et le web ont aussi été particulièrement développés. L'opération de vidéos imaginée à l'occasion de la Foir'Expo 2021 (Click & Foire) a été transposée pour les Journées d'Octobre et a permis de mettre en avant divers exposants et intervenants sur les réseaux sociaux. Ces publications ont toutes été particulièrement plébiscitées et ont fortement contribués au rayonnement de l'événement.

Côté Folie'Flore près de 14 jardins étaient à découvrir à travers ½ kilomètre de promenade. La thématique de la fleur coupée a permis de faire intervenir un Meilleur Ouvrier de France en Art Floral, le groupement des fleuristes en Folie, les fleuristes de la ville de Mulhouse ainsi que le talentueux fleuriste Régis Blanrue. 4 grands jardins ont été imaginés autour de sujets variés, le tissu en hommage au passé industriel de la ville de Mulhouse, la tempête et sa tornade destructrice, la brume de fleurs en lévitation ou encore le feu d'artifice de fleurs. La dimension spectacle était encore une fois particulièrement travaillée grâce à des effets visuels, sonores et aquatiques. Toute la création du jardin imaginé par les fleuristes en folie en collaboration avec le service nature et espaces verts de la ville de Mulhouse a été suivie par une équipe de production de TF1 pour l'émission Grand reportage. Près de 6 mois de suivi qui donneront lieu à 30 minutes d'émission où les spectateurs pourront découvrir l'envers du décor et tout le cheminement entre le dessin et la réalisation. Une équipe de France 2 est également passée sur l'événement afin de mettre en avant l'événement lors de son journal télévisé de 13h le dimanche 10 octobre. La couverture presse nationale, régionale et locale a été particulièrement importante et permet à l'événement de se placer indéniablement comme la grande manifestation florale Française.

Avec 144 000 visiteurs, cette édition est un vrai succès, la fréquentation étant proche de la normale. Exposants et visiteurs se sont montrés enthousiastes et satisfaits du salon. Ce succès a cependant conduit à un manque de places assises dans les restaurants aux heures de pointe.

Salon BE 4.0 industries du futur (30/11/2021 et 01/12/2021) (5ème édition)
Le salon référence dans le grand est, dédié aux industries du futur, s'est déroulé en 2021 après une édition annulée en 2020. Plus de 270 exposants (dont 36 exposants venant d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, des Etats-Unis, de Finlande et de Suisse) ont répondu à l'appel avec leurs solutions et innovations pour le monde de l'industrie 4.0. Un webinaire pour lancer la communication auprès des visiteurs a été organisé en juin sur une thématique d'actualité liée à la chaine d'approvisionnement et de la relocalisation. Cette expérience entièrement digitale menée grâce à une nouvelle plateforme digitale nous a permis d'organiser pour l'événement en présentiel, la retransmission de la majorité des 85 conférences et pitchs. 6 salles de conférences étaient retransmises sur le site internet lors des deux jours du salon. Le nouveau site web a permis l'inscription des visiteurs au salon aux conférences, à des rendez-vous professionnels organisés en amont afin de bien préparer sa visite ainsi qu'à la soirée networking et privilège du 30 novembre. La communication menée à travers les magazines spécialisés, les sites web spécialisés et nos newsletters envoyées à un public ciblés ont permis de générer un trafic certain sur le salon. La communication a été particulièrement développée sur le réseau social professionnel LinkedIn et a permis d'atteindre en direct des profils intéressants pour l'événement.
Le salon a accueilli près de 3 292 visiteurs en présentiel et pas moins de 611 personnes ont suivi en ligne les conférences.

1.3. Actions de promotion, de communication et de marketing menées

La communication varie en fonction de l'importance de la manifestation et du public concerné.

Festivitas
L'événement a été reporté puis annulé en 2021 suite à la recrudescence de l'épidémie de COVID.

Le salon Extérieurs & Jardin
Le salon du printemps a lui aussi été reporté puis annulé étant donné l'évolution de la situation sanitaire à ce moment-là.

Le salon de l'immobilier
L'événement dédié à l'immobilier a lui aussi été annulé en 2021.

Foir'Expo
La traditionnelle foire de printemps de Mulhouse n'a pas pu se tenir dans son format normal et classique en présentiel mais a été imaginé en numérique. Click & Foire a vu le jour pour cette édition 2021 particulière où les professionnels ont été mis en avant à travers des vidéos ou pub visibles depuis le site de l'événement ou encore les réseaux sociaux. Au total 15 sociétés ont participé à cette version de la Foir'Expo « numérique ». Au total ce sont près de 333 785 personnes qui ont été touchées par l'ensemble du dispositif mis en place et 110 089 d'entre elles ont réagis (like, commentaires, partages...). Les moyens de communication ont été remaniés pour permettre un maximum de visibilité.

Journée d'Octobre & Folie'Flore
L'événement a vu le jour dans sa version presque « normale ». Côté communication, les efforts ont été poursuivis au niveau du digital. L'affiche a été développée sur des réseaux digitaux dans Mulhouse et son agglomération avec une déclinaison du visuel de manière animée. Les réseaux sociaux et le web ont aussi été particulièrement développés. L'opération de vidéos imaginée à l'occasion de la Foir'Expo 2021 (Click & Foire) a été transposée pour les Journées d'Octobre et a permis de mettre en avant divers exposants et intervenants sur les réseaux sociaux. Ces publications ont toutes été particulièrement plébiscitées et ont fortement contribués au rayonnement de l'événement. La communication traditionnelle a été reconduite et a servi de solide appui aux autres actions menées en complément.
Les relations presse menées lors des précédentes éditions ont permises de faire connaître l'événement au niveau national. Une équipe de production de TF1 pour l'émission Grand reportage a suivi l'équipe des fleuristes en Folie qui participe depuis de nombreuses années au show Floral Folie'Flore. Le tournage s'est étendu sur près de 6 mois et a permis de produire une présentation de l'événement de près de 30 minutes qui a été diffusé le samedi 16 avril 2022 après le journal de 13H sur TF1.
En parallèle, une équipe de France Télévision est passée pour mettre en avant l'événement sur le premier week-end ce qui a permis une diffusion lors du journal télévisé de France 2 le dimanche 10 octobre à 13h.
La couverture presse nationale, régionale et locale a été particulièrement importante et permet à l'événement de se placer indéniablement comme la grande manifestation florale Française.

BE4.0
Le salon professionnel dédié aux industries du futur a pu se tenir après une édition annulée pour cause de covid en 2020. Un webinaire pour lancer la communication auprès des visiteurs a été organisé en juin sur une thématique d'actualité liée à la chaine d'approvisionnement. Cette expérience entièrement digitale menée grâce à une nouvelle plateforme digitale nous a permis d'organiser pour l'événement en présentiel,

la retransmission de l'ensemble des conférences. Près de 7 espaces étaient retransmis en direct sur le site internet lors des deux jours du salon. Le nouveau site web a permis l'inscription des visiteurs au salon, aux conférences, à des rendez-vous professionnels organisés en amont afin de bien préparer sa visite ainsi qu'à la soirée privilège du 30 novembre. La communication menée à travers les magazines spécialisés, les sites web spécialisés et nos newsletters envoyées à un public ciblés ont permis de générer un trafic certain sur le salon. La communication a été particulièrement développée sur le réseau social professionnel LinkedIn et a permis d'atteindre en direct des profils intéressants pour l'événement autant côté visiteurs qu' exposants.

Les plans de communication des manifestations organisées par Mulhouse Expo figurent en Annexes 3.1 à 3.6

2. COMMUNICATION ANNUELLE D'INDICATEURS de QUALITE avec ANALYSE

21 newsletters ont été envoyées tout au long de l'année aux abonnés du Club Parc Expo afin de les tenir informés de l'activité du parc expo et de leur faire découvrir tous les événements organisés au Parc Expo de Mulhouse. **Cf. Annexe 3**

2.1. Nombre de contacts « prescripteurs de manifestations et d'événements »

Le tableau portant sur « l'origine des affaires » révèle que malgré la crise :

- 31,3% des affaires ont été reconduits d'une année à l'autre
- 29,2% sont issus d'une démarche volontaire du client. Ces demandes résultent en partie des différentes actions de prospection commerciale menées depuis cinq ans

	Nbre 2017	%	Nbre 2018	%	Nbre 2019	%	Nbre 2020	%	Nbre 2021	%	Ecarts 2021/2020
Prospect	**13**	10,0%	**8**	7,3%	**8**	7,6%	**2**	4,1%	**3**	6,3%	1
Office du tourisme	**2**	1,5%	**2**	1,8%	**0**	0,0%	**0**	0,0%	**0**	0,0%	0
Spontanée	33	25,4%	34	30,9%	35	33,3%	16	32,7%	14	29,2%	-2
Collectivité de tutuelle Ville	**33**	25,4%	**28**	25,5%	**26**	24,8%	**16**	32,7%	**16**	33,3%	0
Reconduction	49	37,7%	38	34,5%	36	34,3%	15	30,6%	15	31,3%	0
Total	**130**	**100%**	**110**	**100%**	**105**	**100%**	**49**	**100%**	**48**	**100%**	**-1**

Perte d'une clientèle fidèle qui a annulé ou restructuré ses événements
Légende :
Reconduction = Manifestation reconduite d'une année à l'autre.
Spontanée = Manifestation issue d'une démarche volontaire du client

2.2. Taux de concrétisation/actions engagées en matière de promotion de l'équipement et des modalités de prospections engagées

Le service Locations a établi **120** devis dont :

- **93** n'ont pas été retenus (arrêt de l'activité, contraintes sanitaires, lieu non adapté à l'événement, coût trop élevé, annulation de dernière minute de la manifestation, problème de dates ...)

Mulhouse Expo a travaillé activement l'activité locative et réceptive et a accueilli :

- **1 nouveau client**
- **6 nouveaux « produits »** parmi lesquels :
  - Centre de dépistage Covid
  - ADN Business
  - Warum Nicht
  - Equip'Auto on Tour
  - Charity Music Festival
  - Geek Shelter

2.3. Indices de satisfactions des usagers

Depuis l'entrée en vigueur de la DSP, le 1er septembre 2012, Mulhouse Expo procède à une évaluation systématique auprès des clients, organisateurs d'événements et des exposants de ses propres manifestations à l'aide d'un questionnaire standardisé.

Les questionnaires en vigueur figurent en Annexe 5 et Annexe 6.

Les résultats des évaluations faites au cours de l'année auprès d'organisateurs et d'exposants figurent en Annexe 7 et Annexe 8

Synthèse des réponses « satisfait et très satisfait » des exposants sur les différentes manifestations

Questions	JOURNEES D'OCTOBRE	BE 4.0	Moyenne
Contact avec le commercial du Parc Expo (disponibilité, réactivité, réponses à vos interrogations) ?	98%	92%	**95%**
Organisation du montage et du démontage?	90%	93%	**92%**
Votre emplacement répond-il à vos attentes par rapport à sa configuration et sa situation dans le secteur?	93%	76%	**85%**
Moyenne	**94%**	**87%**	

Synthèse des enquêtes auprès des clients organisateurs d'événements

Questions	Très Satisfait et satisfait
Commercial	100%
Technique	100%
Prestations annexes	95%

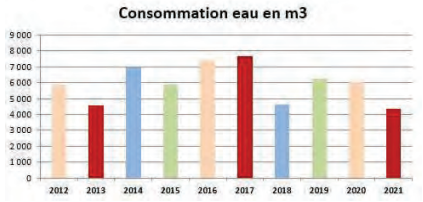
Ces chiffres confirment la satisfaction des organisateurs quant aux prestations fournies par Mulhouse Expo.
L'exploitation des résultats permet à Mulhouse Expo d'améliorer le cas échéant la qualité de ses prestations, de faire des choix qui répondent davantage aux besoins des visiteurs et usagers, de revoir le positionnement de l'événement.

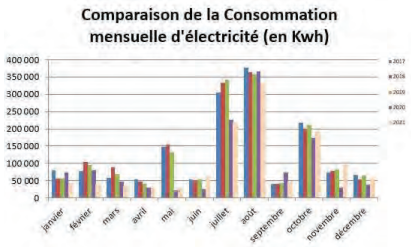
2.4. Indicateurs de suivi de l'ensemble du bâtiment

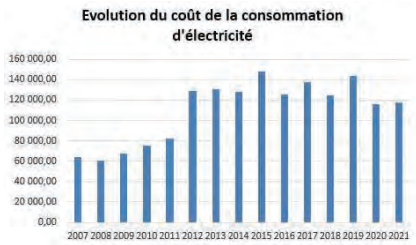
Il y a 20 types d'installations qui font l'objet de contrôles périodiques effectués par des sociétés agréées.

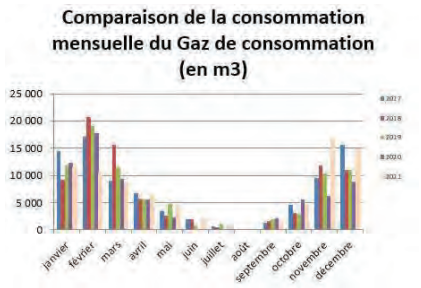
Un tableau de synthèse de l'ensemble des contrôles fourni à la commission de sécurité des Journées d'Octobre 2021 se trouve en Annexe 9.

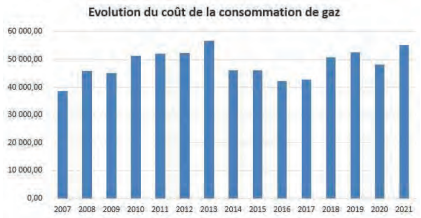
Mulhouse Expo a mis en place un suivi des consommations d'électricité, d'eau et de gaz.











2.5. Remarques des contrôleurs sécurité, sanitaires et autres contrôleurs

Des visites de sécurité ont lieu préalablement à chaque manifestation organisée par la SAEML.

Visite de sécurité préalable à l'ouverture des Journées d'Octobre du 7 au 17 octobre 2021
Le 6 octobre 2021, la Sous-Commission Départementale de Sécurité et d'Accessibilité a, au vu du dossier déposé, émis un avis favorable sous réserve des prescriptions suivantes :

SECURITE INCENDIE :
- Laisser libres et dégagés, en présence du public, toutes les issues, tous les cheminements intérieurs et les dégagements participant à l'évacuation rapide et sûre de l'établissement (Article CO 35)
- Terminer, avant l'ouverture au public, la mise en place des extincteurs dans les différents stands et notamment dans le stand « Au fumé de chez nous » (Article T47§1)
- S'assurer que le stationnement des camions dans les voies internes du parc et de Folie Flore n'entrave pas l'accès au secours extérieurs et la circulation du public en cas d'évacuation (Article CO 35)
- Terminer de lever les observations contenues dans le rapport de vérifications des installations électriques temporaires avant ouverture au public (Article GE8§1)
- Mettre en place des consignes précises concernant l'évacuation éventuelle des structures notamment en cas de circonstances météorologiques exceptionnelles en lien avec les indications portées sur les extraits de registre de sécurité correspondants (Articles CTS 7)

ACCESSIBILITE :
- Il est demandé à tous les intervenants (exploitant, organisateur de la manifestation et exposants) :
  - De veiller à ne pas rompre la chaine de déplacement des PMR sur l'ensemble du site
  - D'être attentif à la problématique du stationnement des PMR
  - D'assurer la praticabilité des divers cheminements usuels extérieurs (cheminement menant des aires de stationnement spécifiques jusqu'à l'entrée : revêtements de sol non meubles, non glissants et sans obstacle à la roue) et des circulations intérieures (largeur minimale de passage préservée permettant le passage aisé d'un fauteuil roulant), les rampes d'accès et les sanitaires adaptés dès leurs inscriptions et notice d'accessibilité)
  - Prévoir un accès facilité pour les personnes titulaires de la carte de priorité

- Durant la présence du public le service de sécurité incendie sera composé du chargé de sécurité, d'un agent qualifié SSIAP2 et de 5 agents qualifiés SSIAP1 dont 1 pour Folie Flore. Cette équipe est chargée de l'organisation générale de la sécurité incendie de la manifestation et a notamment pour mission :
  - D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
  - D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés ;
  - De faire appliquer les consignes de sécurité ;
  - De diriger les secours puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ;
  - De veiller au bon fonctionnement de tout matériel de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer l'entretien (extincteurs, équipements hydrauliques, dispositifs l'alarme, éclairage de sécurité, etc…) (Article MS 46)

- Le chargé de sécurité a pour mission :
  - De faire appliquer par l'organisateur les prescriptions formulées par l'administration,
  - De renseigner et conseiller les exposants sur les dispositions techniques de sécurité à prendre pour leurs aménagements,
  - De contrôler, dès le début du montage des stands et jusqu'à la fin de l'ouverture au public, l'application des mesures de sécurité incendie figurant au règlement à l'exception des dispositions constructives,
  - D'examiner les déclarations et demandes d'autorisation des machines en fonctionnement et de détenir la liste des stands dans lesquels se situent ces machines.
  - D'informer, en temps utile, l'administration des difficultés rencontrées dans l'application du règlement,
  - De s'assurer que les équipements de sécurité de rétablissement ne sont pas neutralisés par les installations de la manifestation en cours,
  - De contrôler la présence et la qualification du personnel du service de sécurité de la manifestation. (Article MS 46)

L'autorisation d'ouverture de la manifestation a été délivrée par la Ville de Mulhouse, le 7 octobre 2021 au vu :
- Du Procès-Verbal de visite de la Sous-commission Départementale de Sécurité qui a émis un AVIS FAVORABLE à l'ouverture au public de la manifestation « Les Journées d'Octobre 2021 » motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,
- Du Procès-Verbal de la visite de la Sous-commission Départementale d'Accessibilité qui à émis un AVIS FAVORABLE à l'ouverture au public de la manifestation « Les Journées d'Octobre 2021 » motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des Etablissement Recevant du Public.

3. BILAN d'ENTRETIEN et des TRAVAUX REALISES

La SAEML a déjà réalisé plus de 73% des investissements prévus dans le contrat de la DSP.
Les salariés étant au chômage technique pendant 5 mois, peu de travaux ont pu être réalisés. Seules les réparations urgentes ou devant être faites pour des raisons de maintien aux normes du bâtiment ont été engagées :

Agrandissement du Parc Expo :
- **Zone Événementielle Extérieure (ZEE)** : Consultation des Entreprises fructueuse. Réalisation des travaux phase 1 tranche 1 : réseaux Foire Kermesse et zone d'accueil du village forain. Réalisation d'une partie de la structure de la plateforme sur la moitié de la ZEE
- **Nouvelle Halle Nord (NHN)** : Suivi des études en phase DCE (dossier de consultation des entreprises).
  Juin 2021 : Consultation des entreprises pour 20 lots. Consultation déclarée infructueuse, dépassement supérieur à 1 Million d'euros.
  Juillet 2021 : Reprise des études et optimisation pour diminuer le coût, suppression de la rénovation de la façade du bâtiment existant et de la centrale Photovoltaïque, etc.
  Septembre 2021 : Deuxième consultation après réajustement du projet pour rentrer dans l'enveloppe. Consultation fructueuse.
  Octobre 2021 : Notification des marchés le 22 octobre 2021.
  Novembre 2021 : Démarrage des études d'Exécution. En parallèle, consultation pour le marché assurance Dommage ouvrage.
  Pollution : échange avec les services m2A et intégration de leurs préconisations dans les dossiers de Consultation des Entreprises.
- **Rénovation Anciens Bâtiments (RAB)** : Dans le cadre du programme d'agrandissement du Parc Expo, il nous a été demandé de profiter du plan de relance, en intégrant les obligations à venir du décret tertiaire, pour isoler l'ensemble des anciens halls. La rénovation de la façade en lien avec la NHN a été réintégrée dans cette étude. Objectif : avoir un marché signé en décembre 2021 pour être éligible.
  Mars-avril : Consultation pour le choix d'un programmiste.
  Mai-juin : Définition du programme et du mode de consultation en conception-réalisation.
  Juin : consultation des entreprises
  Juillet : 2 entreprises sont retenues.
  Décembre : remise des offres par les entreprises. Budget initial dépassé. Report de la décision de valider les offres en début 2022 par m2A pour trouver des financements complémentaires.

Travaux sur existant :
Report lié à la COVID des gros travaux tels que la reprise d'étanchéité de la toiture, le remplacement des portes camions, le remplacement du tourniquet Salle Wassmer 4.

Travaux réalisés :
- Travaux sur le système de détection incendie des halles. Modification du système de détection intrusion du hall de stockage,
- Travaux d'étanchéité : reprise de 150 m de couvertines et pose de pics anti-pigeons,
- Mise en place d'un système de visioconférence et de projection en salle des commissions,
- Achat d'un système de scan des passes sanitaires,

- Développement informatique de notre système de billetterie. Études pour l'externalisation de notre messagerie et le remplacement du serveur informatique. Reprise des câblages de l'ensemble de nos baies de brassage informatique
- Reprise des câblages de l'ensemble de nos baies de brassage informatique
- Remplacement du chauffe-eau du laboratoire, réparation du carrelage, remplacement des urinoirs des wc mezzanine.
- Études : Cahier des charges pour le remplacement des bacs à fécules labo et halle.

Le bilan d'entretien porte sur :

- La liste des contrôles périodiques effectués et des entreprises prestataires concernés **(cf. Annexe 9)**.

- La liste des entreprises chargées de l'exécution des contrats de maintenance **(cf. Annexe 10)**.

- Le suivi du plan prévisionnel de travaux tel que défini à l'annexe 11 du contrat de la DSP. Ce document comporte notamment les réalisations quant aux travaux d'investissements et de renouvellement/maintenance à la charge du délégataire du 1.9.2012 au 31.12.2021 (cf. Annexe 11).

4. MISE à JOUR de l'INVENTAIRE

L'inventaire mis à jour figure en **Annexe 12**.

5. SITUATION du PERSONNEL

L'organigramme général figure en **Annexe 13** .

Pour l'année 2021, l'effectif moyen a été de 25,05 équivalents temps plein (ETP), réparti de manière suivante :

Effectif Moyen Année					
en ETP	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
CDI	**22,69**	**22,77**	**26,11**	**23,94**	**23,85**
Cadres	9,50	9,00	8,50	8,08	10,42
Agents de maîtrise	2,17	2,17	4,00	4,00	3,80
Employés	5,25	6,50	8,83	9,50	8,19
Ouvriers	1,44	1,44	1,44	1,44	1,44
Apprentis	4,33	3,67	3,33	0,92	0,00
CDD > 3 mois	**2,05**	**3,95**	**2,03**	**2,60**	**1,20**
CDD < 3 mois	**0,50**	**0,50**	**0,50**	**0,10**	**0,00**
Total	**25,24**	**27,22**	**28,64**	**26,63**	**25,05**

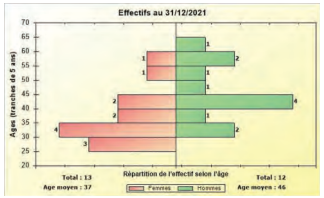
Effectif présent au 31 12					
en ETP	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
CDI	**21,44**	**26,44**	**24,94**	**24,44**	**24,24**
Cadres	9	9	10	10	11
Agents de maîtrise	2	3	4	4	3,8
Employés	6	9	7,5	9	8
Ouvriers	1,44	1,44	1,44	1,44	1,44
Apprentis	3	4	2	0	0
CDD > 3 mois	**1**	**1**	**2,5**	**2,0**	**0,0**
CDD < 3 mois					
Total	**22,61**	**27,44**	**27,44**	**26,44**	**24,24**

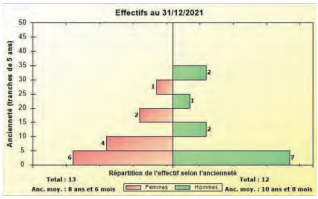
Répartition effectif au 31 12			
en ETP	**Hommes**	**Femmes**	**Total**
CDI	**11,44**	**12,80**	**24,24**
Cadres	6	5	11
Agents de maîtrise	3	0,8	3,8
Employés	2	6	8
Ouvriers	0,44	1,00	1,44
Apprentis	0	0	0
CDD > 3 mois	**0**	**0**	**0**
CDD < 3 mois	**0**	**0**	**0**
Total	**11,44**	**12,80**	**24,24**

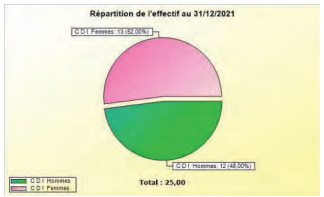
La répartition du personnel permanent présent au 31/12/2021 est la suivante :

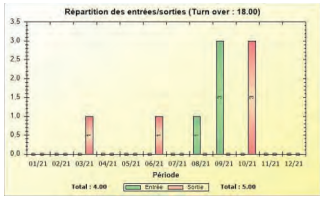
Année	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Directeur Commercial et général	1	1	1	1
Chargée d'affaires	2	5	6	5
Responsable Commercial Salon grand public	1	1	1	1
Chef de Produit	1	1	1	1
Attaché Commercial	3	1	1	1
Apprentie commercial	1	1	0	0
Chargée de communication événementielle et institutionnelle	1	1		
Responsable chargée communication				1
Chargé de communication	1	1	1	0
Assistante communication	1	1	1	1
Apprentie communication	1			
Directeur Administratif et financier	1	1	1	1
Secrétaire d'accueil	1	1	1	1
Secrétaire administrative et commerciale	1	1	1	1
Assistante de gestion/comptable	1	1	1	1
Directeur Technique	1	1	1	1
Responsable technicien polyvalent	2	3	3	2
Technicien Polyvalent	4,44	3,44	4,44	4,24
Technicien SSIAP	1	1	1	1
Agent de propreté	1	1	1	1
Apprenti électricien	2	1		
Total	**28,44**	**27,44**	**26,44**	**24,24**

Répartition de l'effectif pour l'année 2021 :









6. MISE à JOUR de la LISTE des SOUS-TRAITANTS

La liste figure en **Annexe 14**

II. COMPTE RENDU FINANCIER

1. COMPTE D'EXPLOITATION

Le compte d'exploitation cf. annexe 13 du contrat de DSP figure en **Annexe 15** .

2. RAPPORT de GESTION

2.1. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE, EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES

2.1.1. Evolution d'ensemble des produits et des charges

Après retraitement de certaines opérations de l'exercice (voir les rapports de gestion précédents) on observe l'évolution suivante du total des produits et des charges (en milliers d'euros)
Au vu de la crise sanitaire qui a frappé le monde entier et de toutes les mesures sanitaires qui en ont découlé, la comparaison avec les années précédentes ne s'avère pas très pertinente, même avec 2020 qui n'a pas vu les mêmes événements se déroulés.

- Produits : total 2020 = 2 827
  total 2021 = 4 399
  Ecart +1 572

- Charges : total 2020 = 3 230
  total 2021 = 3 299
  Ecart + 69

- Le chiffre d'affaires (CA) hors taxes

Il s'établit à 3 056 298 € contre 2 403 666 € en 2020 soit une augmentation de 652 K€. Il a augmenté de 27%. A noter qu'il était de 5 333 246 € en 2019.

Seul deux salons ont pu être organisés durant toute l'année 2021 sur 8 organisés en 2019 et 4 en 2020.
Les journées d'octobre, seul salon grand public et le salon professionnel BE4.0 qui avait été annulé en dernière ligne droite en 2020.

Ces deux salons ont été un succès, l'un au niveau du chiffre d'affaires visitorat et l'autre au niveau du chiffre d'affaires exposants.

Au niveau de l'activité location, le chiffres d'affaires a augmenté de 110 K€ en 2021 par rapport à 2020 et a baissé de 400 K€ par rapport à 2019. Cela est dû principalement au soutien de m2A et de la Ville de Mulhouse au travers des conventions qui ont été maintenues. En 2021, 50% de l'activité a été faite entre septembre et novembre alors qu'en 2020, 50% de l'activité avait été faite sur les 2 premiers mois de l'année.

- Total des produits et des charges

Le total des **produits de l'exercice** est en **hausse par rapport à 2020 de 1,57 M€** mais toujours en baisse par rapport à 2019 (-1,4 M€). Alors que le total des charges a été maitrisé et est en très légère hausse +70 K€.

2.1.2. Evolution dans le détail des produits et des charges :

- **Evolution des produits**

  - ***Les produits exploitation** constituent la quasi-totalité de nos produits.*

- Les **produits des manifestations commerciales** organisées par la SAEML (1 310 K€) représentent 43 % du chiffre d'affaires. Leur poids relatif a augmenté de 2 points par rapport à 2020 et baissé de 25 points par rapport à 2019.
Cette valeur relative doit être appréciée avec prudence, en raison des annulations de toutes les manifestations des 6 premiers mois de 2021. La Foir'Expo, le salon Festivitas, le salon Extérieurs&jardin, le salon de L'Immobilier.

Ce périmètre d'activités n'est pas du tout comparable aux années précédentes, ni même à 2020. En 2019 il comprenait 8 manifestations contre 4 en 2020 et 2 en 2021. La seule manifestation commune aux 3 périodes est les Journées d'Octobre.

Le chiffre d'affaires du salon professionnel BE 4.0, annulé en 2020, et qui a pu se tenir en 2021 dans un contexte sanitaire très tendu, a augmenté de 5% par rapport à 2019.

Le montant du mandat d'organisation des Journées d'Octobre est revenu au niveau de 2019 suite à un retour massif du visitorat qui a permis de retrouver un chiffre d'affaires permettant de couvrir les charges de l'association.

- Les **produits dits de « location »** ou des **« activités réceptives »**, qui comprennent l'ensemble des recettes provenant des locations d'espaces (halles, salles, extérieur, restaurant) y compris les spectacles, ainsi que les prestations de services rattachées, représentent cette année 56 % du chiffre d'affaires total.
Ce chiffre a augmenté de 120 K€ (+7,5%) pour s'établir à 1 718 K€. Une part importante de ce montant est due aux conventions de m2A et la Ville de Mulhouse concernant la location d'espace qui ont été maintenues. Le calendrier du premier semestre 2021 était pauvre en événements du fait de l'arrêt de l'activité jusqu'au 9 juin suite à la 3ème vague de la crise liée à la COVID, l'unique client était le laboratoire BIO RHIN. Sur la période de juillet à octobre pendant laquelle l'ouverture a de nouveau été autorisée, nous avons accueilli plus de 30 événements soit 65% de l'activité.
- Les autres produits d'exploitation comprennent :
- Les subventions d'exploitation dont :
  - le fonds de solidarité pour un montant total de 770 408 € dont 200 K€ pour le mois de décembre 2020
  - le salon Industrie du Futur BE4.0, la Région Grand Est avec 291K€ (120 K€ en soutien pour 2020 et 171 K€ pour 2021) et m2A 120 K€
  - une aide COVID de la caisse assurance retraite pour un montant de 4 568 €
- Une production immobilisée correspondant à la valorisation des heures de travail passées par le Parc Expo sur le projet APE pour un montant de 66 446€
- Diverses prestations de services (mandat de gestion de l'Association Journées d'Octobre de Mulhouse essentiellement),

- Les reprises sur provisions d'exploitation et les transferts de charges,
- Les autres produits de gestion courante qui sont stables.

En conclusion : Une année très chaotique, avec une période de confinement sur les premiers mois de l'année et des contraintes sanitaires empêchant la tenue des fêtes de fin d'année. Le soutien de l'état et de m2A ont permis de maintenir un niveau relativement élevé des produits dans ce contexte sanitaire compliqué.

➢ ***Les produits « hors exploitation »***

Ils comprennent les produits financiers et les produits exceptionnels (50,8 K€). Ces derniers sont stables par rapport à 2020.

- **Evolution des charges**

o ***Les charges externes (cf. tableau N° 2 Annexe 15.2)***

Elles s'élèvent à 1 729 907€, soit 54 % du total des charges. Elles s'élèvent à 1 548 374 €, soit 47 % du total des charges et 72% du chiffre d'affaires.

➢ L'appréciation relative s'avère délicate en raison des événements évoqués ci-dessus. On note une baisse de 181 K€ (-10%) de ces charges par rapport à 2020 et de 1,8 M€ par rapport à 2019.

➢ Le poids relatif des charges externes, par rapport au total des charges a baissé de 7 points par rapport à 2020, et il a baissé par rapport au chiffre d'affaires, -21 points.

Les autres achats et charges externes ont pu être maitrisés au mieux malgré l'annulation des salons.

➢Le montant de la contribution versée à la collectivité au titre de la DSP représente 13% du total des charges externes contre 17% en 2020 et 14% en 2019 suite à l'annulation des loyers sur la période de fermeture du parc Expo de novembre 2020 à juin 2021 pour un montant de 200 K€.

o ***Les charges de personnel****, y compris le personnel extérieur (cf. tableau n° 2), s'élèvent à 1 372K€ et représentent 42 % du total des charges. Elles ont augmenté de 25 % par rapport à 2020 et représentent 73% des charges de personnel de 2019. Le poids relatif de ces charges a augmenté vu le faible niveau des charges totales.*

o *La SAEML a pu bénéficier du dispositif de prise en charge de l'activité partielle par l'état pour un montant de 165 391 € et des exonérations de cotisations et aides au paiement pour un montant de 217 277 €.*

o *La SAEML a réorganisé l'intégralité de ses services au 1er semestre et a procédé à un licenciement économique suite à la restructuration du service technique.*

o ***Les impôts et taxes,*** *d'un montant de 63 216 €, représentent 2 % du total des charges, idem qu'en 2019 et baisse de 25% par rapport à 2019.*

o ***Les dotations aux amortissements et aux provisions*** *s'élèvent à 286 K€.*

La souplesse et l'agilité de la société, lui ont permis de réagir rapidement au contexte sanitaire et de limiter au mieux l'impact de la crise sur ses charges.

2.2. RENTABILITE BRUTE ET NETTE DE L'EXPLOITATION, RESULTAT NET DE L'EXERCICE, CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2.2.1. Les résultats

- **Le résultat d'exploitation (résultat opérationnel)**

Il est positif à hauteur de 1 050 553 € contre -455 202 € en 2020 et +78 368 € en 2019. Il redevient positif et permet d'absorber la perte de 2020. La baisse des charges et surtout les soutiens dont a bénéficié la SAEML a permis de dégager ce résultat.

- **Le résultat financier** est positif +4 977 € en baisse par rapport à 2020.

- **Le résultat courant** est positif +1 055 K€ ; le résultat financier venant s'ajouter au résultat d'exploitation.

- **Le résultat exceptionnel** est positif de 44,8K€, et résulte de la reprise en produit d'une partie de la subvention d'équipement (proportionnellement aux amortissements des travaux du parvis).

- **Le résultat net de l'exercice** (RNE) s'établit à + 1 100 373€ (2020 : -402 909 € ; 2019 : +79 839 € ; 2018 : 6 338 € ; 2017 : 56 773 € ; 2016 : 43 481 €).

2.2.2. La valeur ajoutée brute (VAB), l'excédent brut d'exploitation (EBE), l'excédent net d'exploitation (ENE) (cf. tableau N° 3)

La valeur ajoutée brute s'élève à 2 697 K€ contre 887 K€ en 2020 et 2 253 K€ en 2019. Elle a augmenté de 1 810 K€ (+204%) par rapport à 2020 et est supérieure à 2019 de 444 K€.
C'est le résultat d'un chiffre d'affaires en hausse (+652 K€) additionné aux subventions qui ont été multipliées par 5 (+955 K€) et des charges externes et impôts qui baissent de 185 K€.

- Le taux de la valeur ajoutée brute, impôts, taxes et versements assimilés inclus, (VAB/CA HT) ressort à 88 % (37% en 2020 ; 42% en 2019 et 36% en 2017) ; Ce taux permet à l'entreprise de couvrir ses charges de personnel.

- Le taux de marge brute d'exploitation (EBE/CA HT) redevient nettement positif (+43%)

- Le taux de marge nette d'exploitation (ENE/CA HT) est également positif (+35%).

Le taux de variation de la valeur ajoutée brute (VAB) qui permet de mieux apprécier l'évolution de la société est en augmentation de 204%. Les soutiens dont a pu bénéficier la SAEML ont permis de combler le résultat négatif de 2020 et de dégager une marge pour pouvoir réinvestir et développer des produits et financer une partie du projet d'agrandissement du Parc Expo.

2.2.3. La capacité d'autofinancement (cf. tableau N° 3 Annexe 15.3)

D'un montant de +1 354 K€, elle est redevenue positive et a augmenté de 1 503 K€ par rapport à 2020 et fait suite à l'augmentation de l'EBE. Elle n'a jamais été aussi élevée.

2.3. L'EQUILIBRE FINANCIER

2.3.1. Les ressources stables

Elles sont composées des capitaux propres pour 10 211 964 €.

Le capital social de 4 042 384 € auquel s'ajoute la prime d'émission, et les subventions d'investissements dans lesquelles sont venues s'ajouter 300 K€ de subvention versée par la CEA pour le financement du projet d'agrandissement du Parc.
Le résultat positif de 1 100 K€ impacte également significativement les capitaux propres.
La SAEML a contracté un PGE pour un montant total de 1,2 M€ début juillet 2021 auprès du crédit mutuel pour un montant de 800 K€ et auprès de la banque populaire pour un montant de 400 K€ afin de pouvoir financer un potentiel risque de trésorerie si l'activité des salons venait à ne plus reprendre de la même manière que par le passé.
Au vu de la reprise de l'activité des derniers mois, il pourra être remboursé en totalité à la première échéance.

2.3.2. Les investissements

Au cours de cette année très particulière, la SAEML a ralenti la réalisation de son programme d'investissement pluriannuel, et s'est principalement concentrée sur le projet d'Agrandissement du Parc Expo.
Plus de 775 K€ ont été investis dans le projet de la Zone Événementielle Extérieure, 283 K€ dans le projet de la Nouvelle Halle Nord et 97 K€ dans la Rénovation des Anciens Bâtiments.

Conséquence : le **fonds de roulement net global** (FRNG) a augmenté de 3 386 K€ par rapport à 2020. Il s'élève à 8 175 K€ suite à la libération de la totalité de l'augmentation de capital décidé en décembre 2019 de 1 810K€.

2.3.3. *Le besoin en fonds de roulement*

A contrario des exercices antérieurs, c'est la deuxième fois avec 2020 que le besoin en fonds de roulement (BFR) de la société est positif, et ne se traduit pas par une ressource. Il diminue toutefois de 493 K€, pour se retrouver à un niveau presque équilibré (+120 K€).

Nos dettes d'exploitation ont augmenté de 904 K€, soit +33%.

Les produits constatés d'avance sont presque stables et les acomptes reçus ont baissé de 50 K€. Comme en 2020 et contrairement aux années précédentes où nous lancions la commercialisation de nos salons 8 à 10 mois avant la date de la manifestation, la situation sanitaire fin 2021, avec l'incertitude due au variant Omicron, n'a pas permis de commercialiser les salons programmés au 1er semestre. Nous avons même été amenés à prendre la décision fin décembre d'annuler le salon Festivitas qui devait se tenir début février.

Les dettes fournisseurs ont augmenté suite à la tenue du salon BE 4.0 fin novembre – début décembre (+732 K€), ainsi que les créances d'exploitation (+409 K€).
Par ailleurs la créance hors exploitation constituée par la subvention d'équipement m2A, inscrite dans l'avenant n°3 de la DSP, qui sera versée en 2022 figure toujours à l'actif.

Il est important de dégager à nouveau une ressource en fonds de roulement afin de reconstituer de la trésorerie via l'encaissement d'acomptes. Cela dépendra de l'état des finances de nos clients lors de la reprise et de la capacité de nos équipes à les convaincre que le produit salon redeviendra rapidement un produit efficace et rentable.

2.3.4. *La trésorerie nette globale (TNG)*

Elle est en augmentation de 93% et s'élève à 8 055K€.

Cette augmentation fait principalement suite à la libération de la totalité du capital restant lié à l'augmentation de capital pour 1,8 M€ afin de financer l'agrandissement du Parc Expo, à la souscription pour 1,2 M€ d'un PGE et au versement de 50% de la subvention d'investissement (300K€) accordée par la CEA pour financer l'agrandissement du Parc Expo.
La SAEML a réussi à préserver la trésorerie issue de l'augmentation de capital et des subventions pour financer les travaux de l'APE.

Le rapport de gestion complété par 5 tableaux figure en **Annexe 15** .

3. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT au 31.12.2021 certifié par le Commissaire aux Comptes

Ces documents figurent en **Annexe 16 et 17** .

III. SUIVI D'ACTIVITE et du CHIFFRE D'AFFAIRES

Le détail du chiffre d'affaires présenté selon les critères souhaités dans la DSP (**Annexe 14**) figure en **Annexe 18** .

LISTE DES ANNEXES

Annexe N°	Intitulé de l'annexe
1	Liste des manifestations réalisées et actions Point d'Ex
2	Liste des partenariats
3	Envoi Newsletter
3.1	Plan de Communication Journées d'Octobre
3.2	Plan de Communication BE4.0
4	Statistiques informatiques
5	Fiche d'évaluation d'un salon organisé par Mulhouse Expo
6	Fiche d'évaluation d'un événement organisé par un client extérieur
7	Résultat de l'évaluation des différentes manifestations
8	Résultat de l'évaluation d'événements organisés par des clients extérieurs
9	Liste des contrôles périodiques effectués
10	Liste des entreprises chargées de la maintenance
11	Liste des investissements « Renouvellement – Maintenance »
12	Inventaire
13	Organigramme de la Société
14	Liste des sous-traitants
15	Compte d'exploitation (cf. annexe 12 du contrat de DSP)
15.1	Compte de résultats condensés
15.2	Comparaison des produits et des charges
15.3	Soldes intermédiaires de gestion et Capacité d'autofinancement
15.4	Tableau financier comparatif 2016-2020
15.5	Bilans condensés en grande masses 2015-2020
16-17	Bilan et Compte de résultats au 31.12.2019 certifié par le commissaire aux comptes
18	Suivi de l'activité et du chiffre d'affaires (cf. annexe 12 du contrat de DSP)

Annexe 1 : Manifestations accueillies en organisées en 2021

	Nbre affaires	Privé	Public	Spectacles	Point d'EX	Clt fidèle	Nouv. Clt.	Nouv. Prod.
JANVIER								
Centre de dépistage Covid			1			1		1
Journée des carrières et des formations			1			1		
Total Janvier	2	0	2	0	0	2	0	1
FEVRIER								
Réunion m2A		1				1		
Total Février	1	1	0	0	0	1	0	0
Juin								
Elections législatives Consulat d'Algérie		1				1		
Assemblée Générale de la MAVIM		1				1		
ART 3 F			1			1		
Conseil Municipal			1			1		
Geek Unchained			1			1		
SIVOM		1				1		
m2A Conseil d'Agglomération			1			1		
Total Juin	7	3	4	0	0	7	0	0
Juillet								
Réunion M2A - Tour Alsace			1			1		
m2A Bureau			1			1		
m2A - Réunion RLPI			1			1		
Foire Kermesse			1			1		
Total Juillet	4	0	4	0	0	4	0	0
Août								
Réunion M2A - Destination Automobile			1			1		
Total Août	1	0	1	0	0	1	0	0
Septembre								
Tests TSE		1				1		
ADN BUSINESS		1				1		1
Bourse Internationale 1/43ième			1			1		
Vente Destockage textiles Beaumanoir			1			1		
Warum Nicht			1			1		1
m2A Conseil d'Agglomération			1			1		
Conseil Municipal			1			1		
Total Septembre	7	2	5	0	0	7	0	2
Octobre								
Journées d'Octobre			1			1		
SIVOM		1				1		
Salon Chasseurs d'images 2021			1			1		
Salon de l'érotisme 2021			1			1		
Equip'Auto on Tour		1					1	1
Total Octobre	5	2	3	0	0	4	1	1
Novembre								
Charity Music Festival		1		1		1		1
Salon du Mariage et de la fête			1			1		

	Nbre affaires	Privé	Public	Spectacles	Point d'EX	Clt fidèle	Nouv. Clt.	Nouv. Prod.
Foire aux Tissus			1			1		
m2A Bureau			1			1		
Conseil Municipal			1			1		
AG des Frontaliers 2021			1			1		
Studyrama Grandes écoles 2021			1			1		
Geek Shelter			1			1		1
ART 3 F			1			1		
Tatouage et du Piercing 2021			1			1		
m2A Conseil d'Agglomération			1			1		
Réunion SOLEA		1				1		
Place des Sapins 2021			1			1		
BE 4.0			1			1		
Total Novembre	14	2	12	1	0	14	0	2
Décembre								
Concert Sweet People			1	1		1		
Conseil Municipal			1			1		
Remise des diplômes de l'ENSCMU		1				1		
m2A Conseil d'Agglomération			1			1		
Action de sensibilisation à la sécurité		1				1		
Comité SIVOM		1				1		
Fête de Noël des Anciens			1			1		
Total Décembre	7	3	4	1	0	7	0	0

Total général 2021 *	48	13	35	2	0	47	1	6
Total général 2020 *	49	27	22	1	1	44	5	6
Ecarts	-1	-14	13	1	-1	3	-4	0

*2021 - Fermeture du Parc Expo du 1/1 jusqu'au 9/6/2021 suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19
*2020 - Fermeture du Parc Expo le 6/3/20 jusqu'au 1/7 puis le 30/10 jusqu'au 31/12/2020 suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19

Public = manifestation ouverte au public
Spectacle : spectacle grand public - (et privé) NB : les spectacles non répétitifs sont considérés comme de nouveaux produits
Point d'Ex = événements ne se déroulant pas sur le site
Client fidèle = client revenant chaque année
Nouveau client = client venant pour la 1ère fois ou revenant après une absence prolongée de 3 ans
Nouveau produit = nouvel événement ou événement reconduit après une absence de plus de 3 ans

Annexe 2 : PARTENARIATS 2021

Partenaires qui ont fait confiance à MULHOUSE EXPO en soutenant et en faisant la promotion de ses propres manifestations :

- **Journées d'Octobre et Folie'Flore organisées dans le cadre du mandat**

  - Région Grand Est
  - Conseil Départemental du Haut-Rhin
  - Ville de Mulhouse
  - Banque Populaire d'Alsace
  - Béton Michel
  - EuroAirport
  - TSE
  - Wolfberger
  - Fruits et légumes d'Alsace
  - Fruits et légumes BIO d'Alsace
  - Chambre d'Agriculture d'Alsace
  - Association des Fleuristes en Folie
  - Corporation des fleuristes du Haut-Rhin
  - 10 communes et partenaires
  - Agrivalor
  - Altodis
  - Aquatique Show
  - Fleurs et Plantes d'Alsace
  - FloraLife
  - Floris
  - Gissinger
  - Husson international
  - Oness
  - Oasis Floral Products
  - Poly Wiles
  - Prevel Signalisation
  - SVBois
  - Jokers de la Route
  - Solea
  - France 3 Grand Est
  - France Bleu Alsace
  - Journal l'Alsace
  - Nostalgie
  - Groupe Tertio
  - Barrisol
  - Lingenheld
  - CFA Roville
  - CFA Valdoie
  - CFPPA Valdoie
  - Guillot-Bourne
  - Terra Green
  - Vortex-X
  - Graines Voltz
  - Sculptures Bubisutti

- **Salon BE 4.0**

  - Région Grand Est
  - Alliance Industrie du Futur
  - m2A
  - Ville de Mulhouse
  - Actemium
  - Ademe / Climaxion
  - Alsace Tech
  - Axians
  - Les Agences de développement économique de la Région Grand Est
  - Alsace Tech
  - Basel Area
  - Barrisol
  - BPI France
  - Caisse d'Epargne
  - CCI Grand Est
  - CCI Eurométropole
  - Cetim Grand Est
  - Clemessy
  - Communauté des offreurs de solutions du Grand Est
  - EDF
  - Enedis
  - Feder
  - French Fab Grand Est
  - FIM fédération industries mécaniques
  - Quest for Change
  - Gimelec
  - Grand E-nov+
  - Initatives Durables
  - Medef
  - Numeum
  - Orange Business Services
  - Stellantis
  - SEW Usocome

  - Sigga
  - Schneider Electic
  - Symop
  - Université de Haute Alsace
  - Wallonie

- **Médias :**
  - A 3DM Magazine
  - Bestrade
  - CAD Magazine
  - CAO.fr
  - Challenges
  - Ebra
  - Equip'prod
  - GPO
  - IT Industrie & Technologies
  - Jautomatise
  - Le Journal des Entreprises
  - Le Mensuel Grand Est
  - Le Monde de l'Industrie
  - Les Echos
  - L'usine digitale
  - L'Usine Nouvelle
  - Machines Production
  - Maddyness
  - Manufacturing.fr
  - MM Maschinen Markt
  - MSM
  - Préventique
  - SMM Schweize Maschinen Markt
  - Techniques de l'ingénieur
  - Traces Ecrites News
  - TraMetal

Annexe 3 : Envoi Newsletter 2021

L'ensemble des newsletters sont envoyées au fichier « abonnés » qui ne cessent de croitre (envir. 140 000 abonnés en 2021).

JANVIER :
- 1 newsletter bilan du premier événement totalement digital Journées 4.0 carrières et formations

MARS :
- 1 newsletter pour annoncer les annulations de salon en présentiel sur le premier trimestre et des nouveautés qui doivent voir le jour au printemps (nouveau format de la Foir'Expo en digital fin mai)

MAI :
- 3 newsletters pour présenter et faire découvrir la nouveauté du printemps « Click and Foire » la version digitale proposée en compensation de la tenue de la Foir'Expo en présentiel
- 1 newsletter bilan « Click and Foire » et annonce de la réouverture en juin avec les événements programmés sur le mois de juin

JUILLET :
- 1 newsletter pour annoncer la tenue de la Foire Kermesse et donner rendez-vous aux visiteurs à la rentrée en septembre

AOUT :
1 newsletter pour annoncer la rentrée du Parc Expo et les événements de septembre 22

SEPTEMBRE :
- 5 newsletters pour annoncer les événements du mois et l'arrivée des Journées d'Octobre & Folie'Flore

OCTOBRE :
- 3 newsletters pour présenter le bilan des Journées d'Octobre et les événements du mois

NOVEMBRE :
- 3 newsletters pour annoncer les événements du mois

DÉCEMBRE :
- 1 newsletter pour annoncer le programme de la fin d'année et présenter les événements du début d'année
- 1 newsletter pour présenter les vœux du Parc Expo à ses abonnés.

Annexe 3.1 : Plan de communication Journées d'Octobre 2021



Affichage
- 108 affiches 12m²
- 225 affiches 8m²
- 25 affiches 4m²
- 60 faces réseau digital ville de Mulhouse
- 4 faces réseau digital situées dans l'agglomération mulhousienne
- 120 petits panneaux implantés dans les villages du sud Alsace

Presse
L'Alsace
- Encarts pub : 7

Fémina
- Encart pub : 1

DNA
- Encarts pub : 4

L'Est Républicain
- Encarts pub : 4

L'Ami Hebdo
- Encart pub : 2

JDS
- Encart pub : 1 (couverture octobre)

Radio
- Diffusion de 300 spots sur France Bleu Alsace, France Bleu Belfort/Montbéliard,
- Nostalgie, Dreyeckland, RTL2 Mulhouse et Flor FM
- Interviews sur France Bleu Alsace, Nostalgie, RTL2, Dreyeckland et Flor FM

Spot 1
(diffusion du 1er octobre au 17 octobre)
Les Journées d'Octobre et Folie'Flore vous donnent rendez-vous au cœur des fleurs, et de la fête, du 7 au 17 octobre au Parc Expo de Mulhouse
Découvrez 10 000 m² de jardins où les fleurs coupées se donnent en spectacle
Et venez faire la fête au fil des soirées années 80, DJ et blindtest
Ambiance festive et protocole sanitaire assurés aux journées d'octobre et folie'flore
Rendez-vous du 7 au 17 octobre au Parc Expo de Mulhouse
Programme complet, informations COVID et billetterie sur parcexpo.fr

Internet et réseaux sociaux
- Envoi de 7 newsletters dédiées à l'événement aux 140 000 abonnées de la lettre info Parc Expo.
- 20 publications sur la page facebook du Parc Expo qui ont permis d'atteindre 499 500 personnes.
- Pub digitale sur google sur 3 semaines en amont et pendant l'événement
- Pub web sur les sites et l'application mobile du journal l'Alsace
- Habillage du site JDS et présence dans leurs newsletters
- Newsletter Lorraine au cœur dédiée à l'événement

Annexe 3.2 : Plan de communication BE 2021



Presse généraliste et spécialisée :
L'Alsace
- 1 parution + rédactionnels

Dernières Nouvelles d'Alsace
- 1 parution + rédactionnels

L'Est Républicain
- 1 parution + rédactionnels

Traces Ecrites
- Bannière + rédactionnels

Alsace Eurométropole CCI
- Articles

Le Mensuel du Grand Est et la Semaine du Grand Est
- Une demi-page de pub + rédactionnel

L'Usine Nouvelle
- Bannières + emailing

Challenges
- 1 publicité + 1 article sur le salon

Groupe CIMAX
- Publicités dans 3 magazines + bannières + rédactionnels

Le Monde de l'Industrie
- Bannière

Maddyness
- Annonce du salon dans la rubrique agenda

GPO
- Bannière + parution

Equip'Prod
- 1/2 page de publicité + rédactionnel

Bestrade
- Article

Présence de 14 journalistes sur le salon

Presse internationale
Groupe Vogel
- Parutions + rédactionnels MaschinenMarkt + MSM + SMS

Télévision
France 3
- Diffusion d'un reportage sur France 3 le 30 novembre

Internet et réseaux sociaux
- Envoi de 21 newsletters visiteurs aux 15 000 contacts contenus dans nos listes de diffusion
- LinkedIn
- Twitter
- Facebook

Annexe 4 : Statistiques informatiques

Fréquentation du site internet

Site parcexpo.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-21	6 088	8 765	23 925
Févr-21	4 517	6 787	20 293
Mars-21	5 855	8 680	26 732
Avr-21	4 503	6 823	18 937
Mai-21	8 190	12 336	38 273
Juin-21	11 837	17 828	146 195
Juil-21	11 939	16 174	1 214 890
Août-21	8 558	11 645	197 607
Sept-21	39 395	4+66 746	1 633 990
Oct-21	56 140	101 091	873 157
Nov-21	19 793	33 103	356 258
Déc-21	9 686	14 541	319 719

Site journees-octobre.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-21	162	175	367
Févr-21	142	154	378
Mars-21	197	221	531
Avr-21	113	127	256
Mai-21	242	265	596
Juin-21	269	298	706
Juil-21	1 059	1 163	2 457
Août-21	817	949	2 157
Sept-21	8 158	9 623	20 513
Oct-21	24 601	32 631	72 853
Nov-21	471	577	1 043
Déc-21	172	192	330

Site folieflore.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-21	199	224	407
Févr-21	224	251	520
Mars-21	1 502	1 650	3 271
Avr-21	233	267	497
Mai-21	363	421	851
Juin-21	410	478	949
Juil-21	590	659	1 391
Août-21	1 484	1 768	3 803
Sept-21	14 462	17 823	33 690
Oct-21	45 984	64 474	129 141
Nov-21	635	816	1 364
Déc-21	322	365	644

Site foiredemulhouse.fr

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-21	1 203	1 583	4 450
Févr-21	657	962	3 572
Mars-21	1 835	2 229	11 714
Avr-21	652	956	2 662
Mai-21	2 400	2 998	16 155
Juin-21	841	1 138	3 319
Juil-21	876	1 118	3 244
Août-21	809	1 040	2 996
Sept-21	972	1 194	4 219
Oct-21	1 191	1 532	5 994
Nov-21	871	1 148	3 699
Déc-21	691	959	2 881

Site industriesdufutur.eu

MOIS	VISITEURS UNIQUES	NB DE VISITES	NB DE PAGES VUES
Janv-21	465	539	1 231
Févr-21	702	805	1 807
Mars-21	573	721	1 418
Avr-21	538	676	1 642
Mai-21	1 311	1 445	2 542
Juin-21	1 925	2 615	7 275
Juil-21	839	995	2 570
Août-21	46	52	106
Sept-21	-	-	-
Oct-21	610	-	6 377
Nov-21	11 415	-	220 527
Déc-21	4 348	-	59 032

Annexe 5 : Fiche d'évaluation d'un salon organisé par Mulhouse Expo

VOTRE AVIS NOUS INTERESSE
JOURNEES D'OCTOBRE MULHOUSE DU 7 AU 17 OCTOBRE 2021

Madame, Monsieur,

Afin d'améliorer la qualité de notre salon, nous souhaiterions connaître vos remarques et suggestions. Merci de prendre quelques instants pour répondre à ce questionnaire.

Raison sociale : .....

Nom : .....

Votre secteur : ☐ Village des créateurs ☐ Village de l'habitat ☐ Village gourmand ☐ Marché des producteurs ☐ Village du jardin

Pour tous les sujets suivants, merci de nous donner votre avis :

		4	3	2	1	
Contact avec le commercial du Parc Expo ? (disponibilité, réactivité, réponses à vos interrogations)	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
L'accueil administratif ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
L'organisation du montage ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
L'organisation du démontage ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
L'emplacement de votre stand ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
La restauration sur le salon ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
La qualité des visiteurs ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
La qualité de la communication ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
La qualité de la signalétique ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
La qualité des animations ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait
Le show floral ?	Très satisfait	☐	☐	☐	☐	Pas satisfait

Pensez-vous participez à la prochaine édition des Journées d'Octobre en 2022 ?
☐ OUI ☐ NON ☐ PEUT-ETRE

FAITES NOUS PART DE VOS SUGGESTIONS ET OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....

Annexe 6 : Fiche d'évaluation d'un événement organisé par un client extérieur

APPRECIATIONS DE L'ORGANISATION DE VOTRE EVENEMENT AU PARC EXPO 2021

Nous souhaitons recueillir un certain nombre d'éléments relatifs à l'organisation de votre événement et les perspectives de développement. A cet effet, nous vous remercions de bien vouloir remplir cette fiche d'appréciations.

Dénomination de votre événement : .....

Dates : .....

Société : .....

Nom : .....**Qualité :** .....

Nombre de visiteurs accueillis : .....

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Pas satisfaisant	Pas satisfaisant du tout
Commercial				
- Accueil commercial				
- Délai de réponse à vos demandes				
- Conseil et force de proposition				
- Suivi du dossier				
- Formulation de l'offre de service (Envoi devis, contrat, facturation)				
Technique				
- Qualité des installations livrées				
- Réactivité de l'équipe technique				
Prestations annexes				
- Disponibilités du chargé de sécurité				
- Efficacité de la surveillance				
- Qualité du nettoyage				
Qualité de l'information fournie via :				
- Site internet et les réseaux sociaux				

Observations - Axes d'amélioration

.....
.....
.....

Date **Signature**

Annexe 7 : Résultats de l'évaluation des différentes manifestations

Journées d'Octobre 2021

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	Pas satisfait du tout	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	70%	28%	2%			100%
Accueil administratif	74%	15%	11%			100%
Sous total	**72%**	**22%**	**7%**	**#DIV/0!**	**#DIV/0!**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	65%	30%	4%			100%
Organisation du démontage	50%	35%	13%			98%
Emplacement du stand	52%	41%	7%			100%
Sous total	**56%**	**36%**	**8%**	**#DIV/0!**	**#DIV/0!**	**100%**
Manifestation :						
Restauration sur le salon	39%	50%	11%			100%
La qualité des visiteurs	35%	56%	9%			100%
La qualité de la communication	48%	46%	4%	2%		100%
La qualité de la signalétique	28%	54%	15%	2%		100%
La qualité des animations	35%	46%	20%			100%
Sous total	**37%**	**50%**	**12%**	**2%**	**#DIV/0!**	**100%**
Folie'Flore :						
Avis sur le Show Folie'Flore	76%	20%				96%
Sous total	**76%**	**20%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Total	**60%**	**32%**	**7%**	**#DIV/0!**	**#DIV/0!**	**100%**

Les Journées d'Octobre en 2021 :	Oui	Non	Peut-être	Total
Participation en 2021	93%	7%		100%

BE 4.0 2021

Résultats enquête exposants

Questions	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	Pas satisfait du tout	Ne se prononce pas	Total
Commercial :						
Contact avec le commercial	65%	27%	6%	1%	0%	100%
Accueil administratif	63%	28%	6%	2%	0%	100%
Sous total	**64%**	**28%**	**6%**	**2%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Organisation du montage	65%	28%	6%		0%	100%
Organisation du démontage	65%	28%	6%		0%	100%
Emplacement du stand	48%	28%	12%	11%	0%	100%
Sous total	**60%**	**28%**	**8%**	**11%**	**0%**	**100%**
Plateforme :						
qualité de la plateforme	35%	43%	17%	5%	0%	100%
bonnes informations	49%	35%	10%	6%	0%	100%
facilité d'utilisation	44%	35%	15%	6%	0%	100%
La qualité personne référente plateforme	51%	32%	16%	1%	0%	100%
Sous total	**45%**	**36%**	**15%**	**5%**	**0%**	**100%**
Total	**56%**	**31%**	**10%**	**6%**	**0%**	**100%**

global	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	Pas satisfait du tout	Ne se prononce pas	Total
Le salon a répondu a vos attentes	36%	42%	15%	15%		100%

Annexe 8 : Résultats de l'évaluation d'événements organisés par des clients extérieurs

LOCATION 2021

Résultats enquête clients

Questions	très Satisfait	Satisfait	pas Satisfait	pas Satisfait du tout	Ne se prononce pas	total
Commercial :						
Accueil commercial	100%	0%	0%	0%	0%	100%
Délai de réponse à vos demandes	100%	0%	0%	0%	0%	100%
Conseil et force de proposition	100%	0%	0%	0%	0%	100%
Suivi du dossier	100%	0%	0%	0%	0%	100%
Formulation de l'offre de service (envoi devis, contrat, facturation)	100%	0%	0%	0%	0%	100%
Sous total	**100%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Technique :						
Qualité des installations livrées	71%	29%	0%	0%	0%	100%
Réactivité de l'équipe technique	86%	14%	0%	0%	0%	100%
Sous total	**79%**	**21%**	**0%**	**0%**	**0%**	**100%**
Prestations annexes :						
Disponibilités du chargé de sécurité	71%	29%	0%	0%	0%	100%
Efficacité de la surveillance	71%	14%	0%	0%	14%	100%
Qualité du nettoyage	43%	57%	0%	0%	0%	100%
Sous total	**62%**	**33%**	**0%**	**0%**	**5%**	**100%**
Qualité de l'informations fournie via :						
Qualité de l'informations fournie via site internet reseaux sociaux	43%	14%	0%	0%	43%	100%
Sous total	**43%**	**14%**	**0%**	**0%**	**43%**	**100%**
Total	**71%**	**17%**	**0%**	**0%**	**12%**	**100%**

Annexe 9 : Contrôles périodiques effectués au 31/12/2021

Code Du Travail et autres

Types d'installation	Vérification réglementaire	Avant Dernière Vérification	Dernière Vérification	Vérificateur	Contrat	Rapport
3 Chariots élévateurs et 2 nacelles	6 mois personne ou organisme agréé	Contrat semestriel 06/2021	**20/04/2022**	Altodis	Contrat n°	
EPI - Harnais		2020	**06/07/2021**	APAVE	Contrat n°	
Porte automatique stock		2020	**04/04/2022**	FV industries	1 fois par an	
Echafaudage roulant, échelles, escabeaux			**2021**	DISTEL	1 fois par an	
Lignes de vie				APAVE	?	
Manilles et élingues		2020	**07/06/2021**	Veritas		
Moteurs et palans	6 mois	2020	**21/03/2021**	Veritas		
4 Palans Manuels Tralift 500kg-	Date d'achat : 30/09/2018	2020	**2021**			
Montage Gradin	**A chaque montage**	SO	SO	Véritas	Contrat	
Poste HTA	**Pas de règles**	2020	**27/08/2021**	Schneider Electric	1 fois par an	
Paratonnerre	**5 ans**		**15/03/2018**	APAVE	Contrat	
Légionnelle	**1 an** Technicien compétent	Septembre 2019	**01/03/2022**	AXIMA	Contrat	
Disconnecteur Réseau d'eau potable	**1 an** Technicien compétent	2019	**2020**	AXIMA	Contrat	
Extracteur de drains	**1 an**	2019	**2020**	AXIMA	Contrat	
Défibrillateur		**2019**	**06/2021**	Best of santé médical		

Assurance

Types d'installation	Vérification réglementaire	Avant Dernière Vérification	Dernière Vérification	Vérificateur	Contrat	Rapport
Système d'alarme		2020	01/02/2022	Perin/Omni Sécurité	Contrat	
Centrale de Télé surveillance		2021	01/02/2022	Perin/Omni Télésurveillance	Contrat	
Thermographie des coffrets élec chauffage		2020	03/03/2022	AXIMA	Contrat	
Thermographie des coffrets élec		2020	**11/10/2021**	APAVE	Contrat	
GAB Crédit Mutuel	Organisme de contrôle 1 x par an	2020	**14/01/2021**			

Annexe 10 : Liste des entreprises chargées de la maintenance
CONTRATS DE MAINTENANCE

désignation	titulaire
CONTRATS TRAITES EN COURS	
Vérification de l'installation électrique	APAVE
Vérification périodique des palans (mobile et fixe)	APAVE
Vérification périodique annuelle élingues et manilles	APAVE
Vérification périodique semestriel de 3 chariots élévateurs	ALTODIS
Vérification périodique semestriel 3 nacelles	ALTODIS
Vérification de l'installation électrique FIM	APAVE
Vérification périodique annuelle harnais de sécurité	VERITAS n°6
Vérification périodique annuelle gradins (2u/an)	VERITAS n°7
Vérification de l'installation électrique JO	APAVE
Vérification périodique annuelle ouvrants désenfumage	APAVE
Vérification périodique triennale SSI	VERITAS
Vérification quinquennale de 2 paratonnerres	APAVE
Vérification périodique quinquennale asc+handicapé	VERITAS
Vérification périodique annuelle des installations gaz générales	APAVE
Vérification périodique annuelle des installations gaz cuisine	APAVE
Vérification annuelle des installations électriques par thermographie infrarouge s/91 armoires électriques	APAVE
Vérification de nos escabeaux, échelles et échafaudage	DISTEL
Ligne directe pompiers	SDIS
Maintenance groupe électrogène de secours	B.E.S
Maintenance source centralisée	LEGRAND
Maintenance extincteurs + RIA	DUBERNARD
Maintenance extincteurs de réserve	DUBERNARD
Maintenance ascenseur public A300 UHYD630	SCHINDLER
Maintenance tourniquets 1, 2 et 3	SCHINDLER
Maintenance monte-charge handicapés MH TABL. ELEV	SCHINDLER
Maintenance monte plat du vestiaire AKN 50kg	SCHINDLER
Maintenance porte automatique	AUTOMATISME MAINTENANCE
Maintenance CVC - contrat P2	AXIMA
Maintenance CVC - contrat P3	AXIMA
Maintenance extracteurs de drains - avenant contrat P2-P3	AXIMA
Maintenance climatisation des bureaux	COLOMBA
Régie assistance GTB (50h)	VIVALE
Maintenance contrat informatique + antivirus	OCI
Régie informatique	OCI
Maintenance détection incendie	SIEMENS
Télésurveillance + gestion alarme incendie	PERIN / OMNI
Maintenance détection anti-intrusion	PERIN / OMNI
Contrat de location d'1 bouteille de gaz poste à souder	SCHMERBER
Maintenance+location nacelle Manitou 120AETJ3D +150 AETJ L	ALTODIS
Maintenance + location chariot électrique TOYOTA Manitou	ALTODIS
Maintenance chariot élévateur Toyota gaz et Electrique	ALTODIS
Maintenance balayeuse 1 + 2	SERVEN
Maintenance autolaveuse	SERVEN
Maintenance toiture	SMAC
Dératisation	France SANITATION (HMS)

désignation	titulaire
Maintenance aménagement extérieur espaces verts	LES JARDINIERS
Contrat de vérification des 300 serrures du site	FLECK Sécurité
Maintenance des 4 portes camions et portes sectionnelles stock	FLECK Sécurité
Maintenance du système de téléphonie PABX + abonnement tél fixe	ARS TELECOM
Maintenance du système WIFI	ORANGE
Hébergement noms de domaines - site - relai messagerie	OCI
Ligne internet pour le wifi	ORANGE
Ligne secours + liaison télésurveillance	ORANGE
Forfait téléphones portables	ORANGE
Liaison Gestion Technique de Bâtiment	GEN IP
Maintenance poste transfo	SCHNEIDER ELECTRIC
Abonnement télé suivi courbe de charge	EDF
Location du compteur d'arrivée gaz	GRDF
Maintenance sono	TOA / TSE
Maintenance sanitaires	ERCS
Maintenance conduits cheminées	AXIMA
Maintenance extraction cuisines1-2, office, catering	APTE
Maintenance extraction cuisine AZ	APTE
Maintenance équipement cuisine (AZ - office - restaurant)	TONELLO
Maintenance murs mobiles des halles	ACOPLAN
Maintenance murs mobiles salles de conférence	ACOPLAN
Entretien des parquets mezzanine	PARQUET SERVICE
Entretien des parquets salles de conférence	PARQUET SERVICE
Entretien des parquets restaurant	PARQUET SERVICE
Réseaux extérieurs et intérieurs (AEP EU EP EV EPT EPV)	SUEZ
Vidange bacs à graisse et séparateurs	SUEZ
Enlèvement des huiles alimentaires usagées	VEOLIA
Maintenance système de son et vote m2a	CBAF Ingénierie
Maintenance des volets de désenfumage manuels	DUBERNARD
Contrat assistance juridique	SVP
Contrat de location TPE	EURO INFORMATION
Maintenance + location machine à affranchir	DOC UP
Location Balance Machine à affranchir	DOC UP
Maintenance imprimantes C364	DYCTAL
Maintenance, assist. Logiciel (gsm, gps)	LENI
Maintenance, assist. Logiciel sage	ELCG
Contrat location maintenance véhicule de fonction	DIAC
Maintenance et accès serveur système de comptage des entrées	Technis
Maintenance et accès serveur main courante électronique	GardTech

Annexe 12 : Inventaire au 31.12.2021

INVENTAIRE GENERAL

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Fonction	Famille
Barrière Herse Basse	29/04/2016	21,60	86	4 cm 350 x 120 x 4 cm	Gris	82 pieuvs + 18 accrochets	Moyen	Stock extérieur	
Barrières Vauban			191	200 x 120 x 40	Gris	ATTENTION au moins 3 sortes différentes	Moyen	Stock extérieur	
Cabane en bois "JO" SODEM			2	150 x 150 x 310	-		Mauvais	Stock	
Canisse			12	200 x 500 cm	Ocre		Moyen	Stock	
Cendrier Beton Granité	21/03/2008 - 15/05/2009	2 122,50	9	D 44 H 87 cm	Gris		Moyen	Sur site	
Cendrier Beton Rase	06/04/1900		2	D 63 H 99	Gris		Moyen	Sur site	
Chaise Color Blanche	25/01/2011 - 16/01/2012	550,20	6	62 x 60 x 76 cm	Blanc brillant		Moyen	Petit stock	Chaise
Chaise Color Noire	25/01/2011 - 16/01/2012	570,78	6	60 x 60 x 76 cm	Noir brillant		Moyen	Petit stock	Chaise
Chaise Color Rouge	25/01/2011 - 16/01/2012	550,20	6	60 x 60 x 76 cm	Rouge transparent		Moyen	Petit stock	Chaise
Chaise Color Verte	25/01/2011 - 16/01/2012	550,20	6	60 x 60 x 76 cm	Vert transparent		Moyen	Petit stock	Chaise
Chaise de jardin 1	1997		73	50 x 60 x 78 cm	Blanche		Moyen	Stock	Chaise
Chaise de jardin 2			22	57 x 60 x 90 cm	Blanche		Moyen	Stock	Chaise
Chaise Metal Fushia	30/03/2016	573,00	12	42 x 45 x 81 cm	Rose		Bon	Petit stock	Chaise
Chaise Metal Jaune	30/03/2016	573,00	12	42 x 45 x 81 cm	Jaune		Bon	Petit stock	Chaise
Chaise Metal Verte	30/03/2016	573,00	12	42 x 45 x 81 cm	Vert		Bon	Petit stock	Chaise
Chaise Resto Noire	01/01/1997	11 803,46	119	57 x 50 x 82 cm	Noir		Bon	Wasmer 4	Chaise
Chaise Resto Verte	01/01/1997	26 272,21	268	57 x 50 x 82 cm	Vert		Bon	Wasmer 4	Chaise

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Fonction	Famille
Chaise Roulante			1	60 x 100 x 90 cm	Noir		Moyen	Chaise	
Chaise Bleue W TOTAL Chaise Bleue Acc Barre d'Espacement (Chaise Tissu)	01/01/1997	53 527,59	761 ENV 600 249	56 x 56 x 77 cm 115 x 28 x 30 cm 56 x 56 cm	Bleu Bleu Noir	/ Entrave pied de chaise: 52,5 cm	Bon Bon Moyen	Mezzanine Petit stock	Chaise
Chaise Beige/Noir	23/01/2003	30 959,30	2 300	50 x 45 x 77 cm	Beige	Stock'e par 100	Mauvais	Stock	Chaise
Chaises coque barre d'espacement	16/02/2001		360	47 cm	Gris		Moyen	Stock	Chaise
Chaise Beige/Chrome	16/02/2001	4 024,76	395	50 x 45 x 77 cm	Beige + pied chrome	Stock'e par 100	Moyen	Stock	Chaise
Chaise Ostet (rachat anveron)			81						
Chariot pour table			17	Stock			Moyen	Stock	
Cintres			400			recup 2018			
Clairefontaine Bois	rachat 2020/21		183						
Cloison JO	inconnu		55						
porte cloison JO			730 AV AV						
Comptoir JO			46						
Comptoir JO PMR			13			1 rebus / vois 2021			
Corbeille Inox	23/12/2008	655,50	6	30 x 30 x 77 cm	Acier brillant		Moyen	Mezzanine + Wasmer	
Corbeille plastique	30/11/2021	276,90	65	D30 x H34			bon	stock	
Déflorillateur			1	36 x 20 x 60 cm	Vert	Fixe au mur devant la porte du PC Secu		Devant PC SECU	
Etanot a chaises			2				Moyen	Petit stock	Chaise
Drapeau "Flag" Entrée	15/12/2009	916,00	4	4 m de haut	Bleu		mauvais		
Drapeau "Flag" Info	08/01/2010	387,00	2	4 m de haut	Bleu		mauvais		

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Fonction	Famille
Barrières Hêtres (demi)			18	175 x 200 x 4 cm	Gris	310 neuves + 330 anciennes	Moyen	Stock extérieur	
Barrière Hetres Haute			551	350 x 200 x 4 cm	Gris		Moyen	Stock extérieur	
Banc Jardin 4 Pieces	06/12/2016	691,90	5	200 x 70 cm	Bois		Bon	Stock extérieur	
Banc Réfine 2			1	195 x 40 x 60 cm	Bois		Bon	Stock extérieur	
Banc Réfine 1			3		Bois		Bon	Stock extérieur	
Banc Métallique			8		Blanc + brun	Couleur crème assise et brun les pieds	Moyen	Stock	
Banc en Béton			6			Abîmés			
Banc Bois 3 Places	01/01/1997	7 307,55	10	L 2 x l 0,70 x h 0,85	Bois clair		Bon	Mezzanine	Chaise
Banc Jardin 2 Pieces	06/12/2016	1 625,20	2	120 x 50 x 75 cm	Bois		Bon	Stock	
Banc - Fauteuil Jardin			3	65 x 70 x 90	Bois		Bon	Stock	
Bache pour Cdtheur mobile" PARC EXPO"	31/10/2018	146,00	35	3500 x 2000					
Bac à déchets 120l Jaune			3					SAS IT 1 / 2	
Bac à déchet 650 L à roulettes Jaune m2A	12/12/2013	0,00	10 (+2 chez AZ)		couvercle jaune	TOT = 12			
Bac à déchet 650 L à roulettes Brun m2A	12/12/2013	0,00	53 (+7 chez AZ)		Gris couvercle brun	TOT = 51			
Attaches anti-vandales			567	13 x 5 x 8 cm	Gris		Moyen	Stock	
Attaches diam. 19			590	13 x 5 x 8	Gris		Moyen	Stock	
Aérothermie	Avant 2006		4	52 X 90 X 100 cm	Blanc	Prise P17/32A Tri (3Ph+N+Terre) – 20 kW		Stock	

Annexe 11 : Liste des investissements « Renouvellement /Maintenance »

TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS ET DE RENOUVELLEMENT/MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant estimatif HT (y compris étude et assurance)	Montant total réalisé au 31/12/21	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021
Nettoyage et traitement du béton et des bardages des murs extérieurs	100 000 €	75 971 €			
Restauration intérieure de la salle de réception et des loges	255 000 €	29 724 €			
Remise en état des locaux du laboratoire (cuisine)	44 000 €	13 845 €	11 260 €		885 €
Remplacement des portes sectionnelles avec commande motorisée	42 000 €	- €			
Mise en place d'un éclairage pour les entrées en fonction de leur utilisation	111 000 €	76 888 €			
Sectorisation de l'éclairage des halles	85 000 €	- €			
Remplacement des systèmes de roulement des cloisons mobiles des halles	70 000 €	28 910 €			
Remplacement des systèmes de roulement des cloisons des salles	9 000 €	20 146 €			
Remplacement des pare-soleils des bureaux	20 000 €	2 858 €			
Pourvoirie de la mise en conformité des inst. électr. des halles	167 000 €	137 758 €		610 €	11 772 €
Remplacement de la centrale de détection intrusion	17 000 €	14 046 €	1 160 €		
Remplacement des détecteurs anti-intrusion	11 000 €	- €			
Remplacement de la centrale incendie	28 000 €	226 419 €			
Remplacement des détecteurs incendie	67 000 €	- €			
Remplacement de l'occultation de la verrière des halles	47 000 €	- €			
Remplacement des portes "issues de secours" dans les halles	147 000 €	153 313 €			
Report système de coupure de l'éclair.	80 000 €	- €			
Remplacement des bouteilles	66 000 €	118 783 €			
Remplacement des bouteilles par des portes automatiques	88 000 €	118 783 €			
Remplacement des chaudières	488 000 €	692 €	692 €		
Maintenance du système d'extraction des gaz du sol	10 000 €	4 187 €			
Rénovation des centrales de traitement d'air (CTA)	191 000 €	31 676 €	1 726 €		
Remplacement des coffrets de distribution électrique extérieur	67 000 €	67 630 €		8 050 €	
Maintenance des puits d'infiltration d'eaux pluviale	62 000 €	47 754 €			
Sous Total	**2 428 000 €**	**1 211 984 €**			
Mise en place d'un système avec caméra		- €			
Mise aux normes handicapés		38 719 €			

TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS ET DE RENOUVELLEMENT/MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant estimatif HT (y compris étude et assurance)	Montant total réalisé au 31/12/21	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021
Déplacement des mâts d'éclairage vers la façade	100 000 €	20 967 €			2 394 €
Amélioration des éclairages de la façade du hall d'accueil	31 000 €	- €			
Création d'un système de gestion pour les entrées en fonction de leur utilisation	16 000 €	- €			
Création des accroches et signalétique	15 000 €	- €			
Amélioration halle 3000 + isolation et étanchéité du bâtiment	833 000 €	- €			
Equipements de sécurité avec montage de lumières et de point et classerelles	91 000 €	23 314 €			
Isolation et étanchéité du bâtiment	742 000 €	90 946 €			4 875 €
Installation d'un système de détection incendie dans le hall de stockage	22 000 €	- €			
Rajout d'une ligne d'extraction de fumée dans les halles	22 000 €	- €			
Mise en place d'un système de choc dans les sas des halles	50 000 €	32 525 €			
Amélioration de la signalétique et le marquage dans le bâtiment et sur le périmètre d'exploitation	93 000 €	18 461 €			
Réparation de la toiture d'ancienne	64 000 €	- €			
Création d'un préau au droit des tourniquets des accès existants	11 000 €	- €			
Aménagement de parvis	2 000 000 €	1 811 399 €	4 550 €		
Projets développement Parc Expo	13 450 000 €	1 834 825 €	95 340 €	502 229 €	1 155 883 €
Sous Total	**16 776 000 €**	**3 831 397 €**			
Délégation des travaux prévu par le conclut "Volet" 2012	Montant estimatif HT (y compris étude et assurance)	Montant total réalisé au 31/12/21			
Dotation pour matériel	23 400 €	23 400 €	7 540 €		
Dotation pour matériel	267 000 €	350 138 €	78 787 €	21 098 €	71 141 €
TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT / MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant estimatif HT (y compris étude et assurance)	Montant total réalisé au 31/12/21			
Provision reprise partielle de l'étanchéité et réfection des toutions	222 000 €	161 366 €			3 143 €

TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS ET DE RENOUVELLEMENT/MAINTENANCE A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	Montant estimatif HT (y compris étude et assurance)	Montant total réalisé au 31/12/21	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021
Poursuite de la campagne de réfection du revêtement existant du parking de la cour intérieure	399 552 €	109 540 €	4 625 €		
Remplacement groupe froid	96 629 €	26 264 €			
Réparation des panneaux isolant/vitrage	4 340 €				
Rénovation de la dalle du hall de stockage	11 693 €				
Remplacement conduteur et éclairage de secours halle	23 815 €	18 333 €	350 €		
Amélioration de l'étanchéité des puits des halles	25 076 €				885 €
Réaménagement hall de stockage (rayonnage et bureaux)	18 942 €	9 506 €	9 441 €		
Mise aux normes des salles des commissions 2 et 3	75 014 €				18 768 €
Remplacement du système wifi (infrastructure courant faible - téléphonie)	95 998 €	11 700 €	17 340 €		7 754 €
Accompagnement dans le suivi des travaux par un bureau d'études	8 630 €				
Total	**19 400 000 €**	**6 215 697 €**	**324 752 €**	**661 388 €**	**1 377 469 €**
Cumul des travaux et renouvellement			**4 276 963 €**	**4 938 344 €**	**6 315 897 €**
Montant investissement obligatoire			455 331	455 331	458 331
Montant investissement réalisé sur P8 6M			269 412	69 054	121 617
Solde			-188 919 €	-389 277 €	-336 714 €
Cumul des travaux réalisés sur pg 6M			4 100 000 €	4 259 054 €	4 381 272 €
Cumul Solde Travaux réalisés sur pg 6M			3 250 081 €	3 708 344 €	4 166 975 €
Cumul Solde Travaux réalisés avant obligatoire			**940 588 €**	**551 310 €**	**214 597 €**
Investissement restant à faire sur 6M			**1 809 400 €**	**1 740 346 €**	**1 618 728 €**
Investissement restant à faire sur 10 ASM			15 173 037 €	14 511 754 €	13 234 303 €
Cumul des travaux réalisés APE			86 963 €	678 592 €	1 834 425 €

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
							état		
Table Wasmer 4	01/01/1997	42 597,55	111	140 x 70 x 75 cm	Blanc	stocké par 14 dans 8 racks	Bon	Wasmer 4	Table
Table Carrée			4	80 X 80 X 73 cm	Blanc		mauvais	Petit stock / Wasmer1, 2, 3	Table
Table Jupe	avant 2007		8	200 x 80 x 75 cm	Bois		Bon	Petit stock	Table
Table PVC Beige	04/03/1997 à 11/05/2009	45 870,80	118	180 x 80 x 75 cm	Beige	120 + 40 au petit stock	Mauvais	Stock / Petit stock	Table
Table PVC Blanc/Gris			120	183 X 76 X 73 cm	Blanche		Moyen	Stock	Table
	09/12/2019	2 772,00	180	183 X 76 X 73 cm	Grise		Neuf		
Table Wasmer 3	18/12/2002	8 232,30	45	180 x 80 x 75 cm	Blanc		Bon	Petit stock	Table
Table PVC Noire			5	80 x 80 x 75 cm	Noir		Moyen	Petit stock	Table
Table PVC 120	00/00/2020		96			4 rebus 2021			
Table Métal Fushia	30/03/2016	520,00	4	D 77 cm H 85 cm	Fuschia		Bon	Petit stock	Table
Table Métal Jaune	30/03/2016	520,00	4	D 77 cm H 85 cm	Jaune		Bon	Petit stock	Table
Table Métal Verte	30/03/2016	520,00	4	D 77 cm H 85 cm	Vert		Bon	Petit stock	Table
Table Salle de Commission			14	150 x 75 x 75 cm	Bois	Dont 4 angles ronds	Bon	Salle de commission	Table
Table Ronde Adapt HT ou BT	avant 2006		11				3 rebus 2021		
Tabouret 4 Pieds	09/06/2011	1 190,00	42	H80	Noir		Bon	Petit stock	Chaise
Tabouret Rond	25/01/2011	1 696,80	19	H80	Noir		Moyen	Stock	Chaise
Tabouret Dossier			8	H80	Noir		Moyen	Petit stock	Chaise
Tente dépliable avec lests	28/04/2009	1 480,00	2	300 x 300 cm			rebus 2019		
Tente VITABRI 3x3	28/10/2021	1 044,56	2						
Transat Husson			2	60 x 125 x	Bois		Bon	Stock	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Etagère PVC			10	90 X 45 X 185 cm	Noir		Mauvais	Stock	
Evier Inox			7			2 rebus / vols 2021	très mauvais		
extincteur polito 6v3 "eau+additif"	30/06/2018	4 736,65	61						
Fauteuil noir loge 1	1997		1						
Fauteuil noir loge 2	1997		1						
Chaise Design Orange Chaise Design Jaune	19/05/2004	1 377,00	3 3	61 x 50 x 80 cm	Orange Jaune		Bon	Wasmer 3	
fauteuil vert 1 place loge	avant 2012		1						
Frigo FAURE	25/01/2011	583,62	2		Blanc		Moyen	Cathering	
Frigo Petit	06/11/2008	280,94	4	53 X 54 X 86 cm	Blanc	Tailles différentes entre les 4, sale !!	très mauvais	Petit stock	
bâche verte pour heras			10						
Hottes Double			17		inox		moyen		
Hottes Simple			2		inox		moyen		
Hotte Pieds			34		inox		moyen		
Housse Lycra pour Banc de Brasserie			35	220 x 25 x 49 cm	Noir	SALE, prévoir lavage avant location	sale	Stock	
Housse Lycra pour Comptoir "JO"			15	100 x 41 x 110 cm	Noir	SALE, prévoir lavage avant location	sale	Stock	
Housse Lycra pour Mange-Debout			20	D 60 cm H 102 cm	Noir	SALE, prévoir lavage avant location	sale	Stock / Petit stock	Textile
Housse Lycra pour Plateau Mange-Debout			18	D 60 cm	Noir	SALE, prévoir lavage avant location	sale	Stock	Textile
Housse Lycra pour Plateau Mange-Debout			5	D 60 cm	Bleu	SALE, prévoir lavage avant location	sale	Stock	
Housse Lycra pour Table Basse Ronde			11 ht 40 / 11ht 90		Noir	SALE, prévoir lavage avant location	sale	Stock	
lave verre	14/09/2015	1 730,34	1			non fonctionnel		petit stock	
Lit Infirmerie	02/01/2012	374,00	2	60 x 190 x 80 cm	Noir	Lit auscultation infirmerie	Bon	Infirmerie	Lit
Lycra Noir Rectangle - Toile Elastique			8	Différente			sale		

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
				106 cm					
Transat Tissu			11	50 x 100	tissus		très moyen	stock	
Urne Plexi			2	27 X 27 X 100 cm	Plexi		Mauvais	Petit stock	
Ventilateur pour Chapiteau	avant 2006		24	80 X 80 X 30 cm	Gris	Prise P17/16A Tri (3ph+T) - Puissance 1,1 kW	Moyen fonctionnement à vérifier avant instal	Stock	
Plante Erable	avr-11	3 621,14	29			pot gris 43cmx40xm			
Plante Extérieur + Banc			3						
Plante Extérieure Pot Bleu	oct-10	6 090,00	6			pot bleu stonefence			
Plantes Verte Arti			3						

INVENTAIRE BUREAUX

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Apple MacBook Pro 13	08/03/2018	1 648,90	1		Gris				
Armoire basse	20/09/2010	610,61	3	h8Gi86 wengue	Brun				
Armoire couloir Accueil	25/11/2014	2 997,00	1			Vert	bon		
Armoire forte coffres forts	01/01/1997	7 151,00	2				bon		
Armoire grande			17	h 1,9m					
Armoire moyenne			11	h 1,3					
Armoire petite			9	h 0,7m					
BlackMagic H264 Pro Recorder	08/03/2018	425,00	1						
Bornes tactiles	03/02/2017	3 600,00	2						
Bras articulé LX Desk Mount ERGOTRON	22/12/2016	116,42	1						
Bureaux	01/01/1997 à 08/02/2001	54 969,75	26						
Cadenas	13/07/2016	49,60							

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Lycra Blanc Rectangle - Toile Elastique			1	250 x 240			sale		
Lycra Bleu Rectangle - Toile Elastique			1	400 x 500			sale		
Lycra Bleu Chaussette pour pont de scène - Toile Elastique			4				sale		
Mange Debout Pliable 2	10/09/2020	121,94	8	59 x 60 x 112 cm	Noir		Bon	Petit stock	
Mange Debout Pliable 1	09/06/2011	2 362,00	12	60 x 60 x 112 cm	Noir		Bon	Petit stock	Table
Meuble Contrôle	30/09/2014-19/4/15	2 951,10	0				moyen	sas H4000	
Paperboard 65 cm / Paperboard 135 cm			6+1 Grand	65 cm et 135 cm	Blanc	7 petits 65 cm et 1 grand 135 cm	Moyen / Mauvais	Petit stock + salle de commission	
Paravent / Grille Caddie à monter	18/12/2015	2 640,35	10	100 x 200 cm	Gris		Moyen	Stock	
Paravent	avant 2006		17	100 x 200 cm	Gris		Mauvais	SAS H3000	
Paravent Métal W4			25	100 x 200 cm	Gris	7 rebus / vols 2020	Bon	Mezzanine + Wasmer 4	
Perceuse a colonne etabli			1						
Plot Béton Heras			112	70 x 12 x 13 cm	Gris		Moyen	Stock extérieur	
Plot Plastique	29/04/2016	6,80	577	70 x 25 x 15 cm	Gris et noir		Moyen	Stock extérieur	
Portant Vest.			20	202 X 60 X 178 cm	Noir	14 au stock + 3 W3 + 3 W4	Mauvais	Stock + Wasmer 3 et 4	
Porte Brochure	28/09/2016	24,95	1	80 x 30 x 170 cm	Noir		Moyen	Accueil Emilie	
Porte Manteau			2						
Téléphone PTI	31/03/2021	165,00	1					accueil	
Potelet à Cordes			5	D 28 cm H 88 cm	Inox brillant		Mauvais	Stock ascenseur	
Potelet Embase Fine	06/02/2017	1 870,40	11	D 35 H 90cm	Inox brillant		Moyen	Stock ascenseur	
Potelet Embase Large	avant 2017		19	D 30 cm H	Inox brillant		Moyen	Stock ascenseur	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Cadenas	26/10/2016	306,17							
Casque SENNHAUSER Bluetooth Pro1	14/01/2021	318,00	2						
Casque SENNHAUSER Bluetooth duo Pro2	14/01/2021	1 432,00	8						
Casque SENNHAUSER Binaural SC165 Jack	14/01/2021	480,00	6						
Clavier noir pour microsoft pro	17/06/2016	100,10	1						
Compteuse de billet	26/08/2015	345,00	1				bon		
Comptoir accueil	18/08/2010	3 608,93	1		brun				
copieur ep1054	19/12/2005	1 400,00	1						
Disque durs	22/12/2016	219,82	2						
Ecran Asus ZenScreen	26/03/2021	197,56	1			LG			
Ecran Dell LED tactile 24"	01/03/2021	354,00	1			Ecran PC Vote			
Ecran HP Moniteur E23 G4 23"	30/11/2021	201,21	5			MPW + 2x AR + 2x AL			
Ecran Hp Prodisplay 20"	22/12/2016	245,18	2						
Ecran HP Prodisplay 21,5"	13/06/2016	367,89	1						
Ecran Hp Prodisplay 23"	22/12/2016	301,54	2						
Ecran Hp Prodisplay 23"	28/03/2017	467,61	3						
Ecran HP Prodisplay 23"	16/06/2017	629,16	4						
Ecran Philips 27"	10/11/2021	120,81	1			JL			
écran tactile	30/12/2009	2 272,00	1			m2a			
Ecran tactile microsoft pro 12,3" i5	17/06/2016	1 199,37	1						
Etui microsoft pro	17/06/2016	49,58	1						
fax sagem mf 3440	27/01/2006	590,00	1						
Imprimante HP Color Laserjet Pro M452dn	16/06/2017	510,88	2						
Imprimante hp laser jet 4200			3	hp laser jet 4200LN			bon		
Imprimante kyocera 3700	08/10/1999	1 585,47	1	kyocera			bon	local courant faible	
Imprimante/photocop C364	04/09/2012	13 880,00	2				bon		
Installation téléphonique avec 24 postes 4029OBS+ 3 postes 4028IPG2 + 1 poste 4039Pack module 10OBS	juilt/11	12 000,00	1						
Meuble bas de rangement sur	01/01/1997	5 758,30	1		vert			lt1+lt2	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
				90 cm					
Potelet Noir Sandow			18	30x30x51	noir		mauvais	stock	
Potelet Noir pour Sandow (à visser dans le sol)			18	25x25x90	noir		mauvais	stock	
Poubelles Vigipirate Double	avril-09+20/12/2010	2 787,00	27	D 85 cm H 99 cm	Bleu & jaune		Bon	H2000/3000/4000	
Poubelles Vigipirate Simple	28/02/2017	364,50	15	D 37 cm H 99 cm	Bleu		Moyen	Halls + salles + Cathering	
Présentoir Pliable			4	150 x 30 x 40 cm	Gris + transparent	2 rebus / vols 2020	Neuf	Petit Stock	
Pupitre Plexi	26/02/2009	611,66	1	80 X 65 X 120	Plexi		Moyen	Petit stock	
Pupitre Pliable	18/03/2010	430,00	1				Moyen	Régie Wasmer	
Pyramides publicitaires	31/01/2012	4 160,00	0			rebus 2021	Moyen	Stock	
microphone d'appel "ding dong"	22/12/2016	138,20	2						
Rack Barrières Héras pour Rangement Horizontal			3	340 x 197 x 133 cm	Gris		Moyen	Stock extérieur	
Rack Barrières Héras pour Rangement Vertical			19	355 x 102 x 20 cm	Gris	6 qui font 120cm de profondeur	Moyen	Stock extérieur	
Chauffage Portique	13/09/2017	8 700,00	4						
Chauffage radiant UV 1200W	18/09/2021	14,08	10					Stock	
Radiateur d'Appoint			10						
support chauffage portique	22/08/2011	620,00	4	200 x 52 x 285 cm	Gris	2 grands / 2 petits	à réviser les 4	Stock	
Support Cycles Portable Vert	27/04/2009	1 089,65	3	252 x 76 x 77 cm	Vert	16 places	Moyen	Stock extérieur	
Support Cycles Bleu			2	186 x 29 x 77 cm	Bleu		Moyen	Parvis Accueil principal	
Table Basse Carrée Vitrée	1997		3	80 X 80 X 30	Acier + verre		Moyen	Loge H3000	Table
Table Basse Vitrée Rectangulaire	avant 2006		2	60 x 110 x 46 cm	Acier + verre	!!! Plateaux ébréchés !!!	Moyen	Wasmer 3	Table
Table Ronde Basse	19/05/2004	735,00	3	Ø 50 cm X h 42cm	Blanc	Plateaux abîmés	Très mauvais	Petit stock	Table

SON									
adapt 1 RCA / 1 XLR mâle			1						
adapt jack / 2 Jack			1						
adapt mini jack / mini jack			1						
adapt mini jack / RCA			1						
adapt XLR femelle / 2 XLR mâle			1						
Adaptateur mini jack M / XLR M			1						
Adaptateur XLR mâle +femelle /jack			1						
ampli de 120 watts			1					local c.f	
ampli QSC 800 watts			1			local courant faible		local c.f	
Anti-larsen SABINE FBX 2410 stéréo	03/04/2019	790,00	1					REGIE	
Barre de 2 haut-parleurs			1			ligne 100V réf. TOA wide range speaker modèle CS-64		stock	
Barre de 5 haut-parleurs			14			ligne 100V réf. TOA wide range speaker modèle CS-64		stock	
câble 3G1mm²			10	10	gris	ligne 100V - VGV souple équipé de prises suisses	casse jo/ff	stock	
câble 3G1mm²			5	20	gris	ligne 100V - VGV souple équipé de prises suisses		stock	
câble 3G1mm²			1	30	gris	ligne 100V - VGV souple équipé de prises suisses		stock	
câble 3G1mm²			5	40	gris	ligne 100V - VGV souple équipé de prises suisses		stock	
câble 3G1mm²			3	50	gris	ligne 100V - VGV souple équipé de prises suisses		stock	
câble XLR 10m			4					REGIE	
câble XLR 50m			1					REGIE	
câble XLR 7m50			0					REGIE	
Convertisseur 00V/XLR			3						
DI-Box			2			BSS audio AR-133 active			
DI-Box			2			Millerium DI66 Active			
enrouleur avec câble XLR 50m			1						
Haut-Parleur DAS			4			DAS réf. DS 115A DYNAMICS			

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
mesure									
Meuble suspendu	22/06/2000	1 743,95	1		vert			it1	
Onduleur	29/09/2017	270,67	1						
Onduleur	13/10/2017	541,34	2						
Onduleur	15/12/2018	1 240,00	1						
Onduleur Eaton Elipse PRO 850	06/09/2021	598,28	2						
Onduleur ERA PLUS 750	23/09/2021	40,82	1						
PC fixe	26/02/2010	1 145,19	1			m2a			
PC fixe	10/03/2010	3 061,95	5			ciaux			
PC fixe	20/06/2011	732,11	1			fm			
PC fixe	31/05/2012	6 678,74	6			Administratif			
PC fixe	12/05/2015	1 727,47	1			auto cad			
PC fixe	28/03/2017	2 945,10	3			CB+BL+it			
PC fixe Serveur Caisse	30/10/2019	1 387,11	1			Serveur Caisse			
PC fixe + portable	19/11/2015	3 753,11	2			- 2 PC fixe : Sortie immo 2021			
PC fixe + portable	07/06/2019	3 748,80	6						
PC fixe Total			21						
PC fixe Acer Veriton S2 - Core i3 9100	01/03/2021	572,84	1			PC Vote			
PC Dell XPS - Intel Core i7-11700	29/09/2021	1 311,00	1			PC JME			
PC portable	23/12/2008	1 859,72	1			it3			
PC portable	10/03/2010	1 686,36	1			LG			
PC portable	10/03/2010	744,89	1			PK			
PC portable	27/12/2010	2 080,42	2			SALLE+STAG			
PC portable	27/12/2010	3 355,98	2			AR+MPW			
PC portable	27/12/2010	1 534,64	1			M2A			
PC portable	22/12/2011	1 915,69	1						
PC portable	28/12/2011	2 017,24	1						
PC portable	08/04/2013	4 345,74	2			pd/cp			
PC portable	04/04/2014	3 758,68	2						
PC portable	14/10/2014	1 583,63	1			ce			
PC portable	16/07/2019	936,92	1			MPW			
PC portable elite book i5	17/06/2016	1 287,09	1						
PC portable HP elite book i7	17/06/2016	1 797,21	1						
PC Portable HP ELITEBOOK 840 G8	30/11/2021	1 112,57	1			MPW			

Haut-Parleur JBL			2			JBL réf. EON			
HP 100V. MPLT62-G-	00/00/2018		16		Gris				
micro conf sur pied			54			sdc3000cu		salle de com	
micro fil col de signe sur pupitre plexi			2					petit stock	
micro filaire SENNHEISER			2			SENNHEISER réf.840S avec interrupteur		régie	
micro filaire SHURE SM58			3			SHURE réf.SM58		régie	
micro HF shureBLX24 PG 58			2					régie mobile	
pied de micro avec support sur table			9					régie	
pied de micro position debout			3			KOENIG et MEYER		régie	
pieds Haut-Parleur			3			KOENIG et MEYER		régie	
pince micro fil			5					régie	
système de conférence Sennheiser SDC3000 Cu			2			sdc3000cu		petit stock	
Table de mixage BERHINGER USB 1204			2			xenix 1204 usb		régie	
Table de mixage BERHINGER DJX750	12/12/2016	306,67	1					régie	
table numérique YAMAHA V01			1			YAMAHA réf.01V96 (fixe en salle de conf. 3)		wasmer 3	
Trépied Hp pY			3						
MICRO COL DE SIGNE CBAF	14/12/2009	62 551,20	75			CBAF VCS 3000		wasmer 3	
base de communication CBAF	14/12/2009		80			CBAF VCS 3000		wasmer 3	
roll rack 6U	14/12/2009		3			CBAF VCS 3000 - 1 alim + 4 récepteurs + 1 patch connec. Ligne ext. + 1 lect enreg. Num.		wasmer 3	
meuble mobile de charge/rangement 37x	14/12/2009		3			CBAF VCS 3000		wasmer 3	
housse transport microphone 37x	14/12/2009		2			CBAF VCS 3000		wasmer 3	
logiciel de gestion de parole	14/12/2009		0			CBAF VCS 3000		wasmer 3	
boitier de vote CBAF	14/12/2009		166			CBAF VS-5000M		wasmer 3	
bac de rangement	14/12/2009		3			CBAF VS-5000M		wasmer 3	
logiciel de gestion de vote	14/12/2009		1			CBAF VS-5000M		wasmer 3	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
PC portable HP ELITEBOOK X360 1030 G8	30/11/2021	1 343,65	3			CB + CMI + JDG			
PC portable HP Probook i5	16/06/2017	1 963,40	2			CL + AR			
PC Portable HP PRO BOOK 450 G8	30/11/2021	816,67	1			JH			
PC portable Total			20						
PC portable videoproj	12/05/2014	2 007,17	1						
PC portable HP ZBOOK FIREFLY 17G7	30/11/2021	1 255,94	1			EB			
Pistolet Scan Datalogic Memor 1	12/07/2021	594,00	3						
Pistolet Scan Datalogic Memor 1	22/07/2021	594,00	2						
Placard it1	02/03/2011	1 365,65	1		vert				
serveur esx01	22/09/2015	25 476,57	1						
siège d'accueil coussinage orange-piètement gris alu	18/08/2010	840,00	3						
Station d'accueil 36x10,7x4,4 cm	17/06/2016	144,21	1						
Station d'accueil HP Ultraslim Docking	28/03/2017	285,31	2						
Station d'accueil HP Ultraslim Docking	16/06/2017	285,49	2						
Station d'accueil HP Ultraslim Docking	29/09/2017	142,75	1			CM			
Station d'accueil HP Ultraslim Docking	30/10/2017	142,75	1			PS			
Station d'accueil microsoft surface	17/06/2016	167,27	1						
Station d'accueil HP USB-C/A Universal Dock G2	30/11/2021	178,43	5			JDG + CMI + JH + CL + MPW			
Switch-11	24/09/2019	4 406,09	4						
Système de Caisse	11/09/2019	S 970,00	1			Caisse			
table basse gris alu avec plateau en verre	18/08/2010	236,61	1	580x580x400					
Tablette Lenovo M8	17/10/2021	588,00	6			JME (Pass Sanitaire / Contrôle)			
Tablette Samsung Galaxy Tab A7	30/08/2021	465,40	2			MS + JH			
Tablette Samsung Galaxy Tab A7	30/08/2021	207,08	1			AL			
Tablette Samsung Galaxy Tab A7	30/08/2021	207,08	1			JL			
Thermorelieuse	31/03/2016	93,03	1				bon		

INVENTAIRE ECLAIRAGE / SON / VIDEO

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
VIDEO									
Behringer X Air XR16 - Mélangeur	29/06/2021	265,83	1					regie	

ECLAIRAGE									
AMPOULE SPARE PAR 56- 240V 300W			4						
barre équipée de 4 proj halogène 500W			4		noir	dans un fly case dédié	bon	local élec	light
crochet à projecteur			50		noir		bon	local élec	light
élingue de sécu			52		noir		bon	local élec	light
Exhibit Light 240V-20W avec support sodem			4			sur tige de 40cm			
gradateur 12 x 2kw			2		noir	dans un fly case dédié	bon	local élec	light
lampe HQI 400W gris			12		gris	hors: 5 candélabres et 8 sas halles	bon	local élec	light
lampe HQI 400W noir			10		noir	hors : 4 cage de scène et 5 candélabres	bon	local élec	light
multipar showtec 575W			18		noir	dans 2 fly case dédié	bon	local élec	light
PAR 16 50W			19		noir	3 MAIS ts	bon	local élec	light
PAR 56 long			2		noir		bon	local élec	light
PAR 64 long			12		noir		bon	local élec	light
PAR LED 25W DMX IP65	31/03/2016	4 480,00	14						
PAR56 court 300W noir			10		noir	pas de réglage banane	moyen	local élec	light
PAR56 court 300W chromé			56		chromé	pas de réglage banane	moyen	local élec	light
pied manfrotto			4		noir		bon	local élec	light
plan convexe 650W (ADB)			4		noir		bon	local élec	light
platines de sol pour projecteur			25		noir	GM7 PM 12	bon	local élec	light
projecteur blackgun			2		noir		bon	local élec	light
Rallonge 16A mâle -> femelle 05m			12	5					
Rallonge 16A mâle -> femelle 10m			18	10					
Rallonge 16A mâle -> femelle 20m			10	15					
Rallonge 16A mâle -> femelle15m			5	20					

INVENTAIRE ELECTRICITE

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
armoires élec pour coffrets extractables 630A/250KW			14	/					

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
numérique 16 canaux									
Behringer Xenyx - Table de mixage	29/06/2021	174,17	2					régie	
Shure BLX24/PG58 S8	29/06/2021	206,67	2					régie mobile	
Behringer X32 Compact, Console de mixage numérique	29/06/2021	1 110,83	1					régie	
Shure BLX24/SM58 S8	29/06/2021	265,00	2					régie wasmer	
Casque d'écoute Senheiser HD-200 Pro	29/06/2021	49,17	2					régie	
Enceinte large bande active 2 voies 10" Berhinger B110D	29/06/2021	124,17	8					régie	
câbles VGA M/M 10m			2	10 m				REGIE	
câbles VGA M/M 20m			2	20 m				REGIE	
Télévision sur Pied 65"	2017		2	65pces / 164cm				petit stock	
Ecran valise fast-Fold toile mat	09/04/2010	1 070,00	1	240x180 cm		mauvais état		petit stock	
Ecran valise fast-food toile rétro	09/04/2010	1 255,00	1	240x180 cm		mauvais état		petit stock	
Support à roulette pour écrans leds LG 65 pces	21/06/2017	1 787,16	2					petit stock	
support roulette écran plan EUREX	22/01/2009	990,00	1					petit stock	
Système ClickShare BARCO avec 4 boutons + 1 valise + 1 câble SY VGA M	11/03/2016	2 366,00	1					REGIE	
Valise résine EXPLORER 580x440x220 mm	30/07/2012	490,00	1					REGIE	
Valise résine EXPLORER 580x440x220 mm	05/02/2016	250,00	1					REGIE	
Vidéoprojecteur Epson EB-844	14/01/2011	840,00	1			EPSON réf.EB84H			
Vidéoprojecteur EPSON EB-G5600	30/07/2012	3 980,00	1			EPSON réf.EB-G5600			
Vidéoprojecteur EPSON EB-G5950 + valise	22/01/2016	1 200,00	1			5200 lumens, résol 1024*768			
Vidéoprojecteur Panasonic	28/02/2007	2 522,00	1			PANASONIC réf. PT-L711E		BUREAU MD	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
câble 5G35mm² sur tourets			1	25					
câble 5G35mm² sur tourets			3	27		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	30		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	33		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	35		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	55		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	50		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			2	60		câbles H07-RN-F			
Total câble 5G35mm² sur tourets				**400**		**câbles H07-RN-F**			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise mâle			1	1		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			1	1		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			6	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			6	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			1	15		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			6	20		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			4	25		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			2	35					
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			0	50		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A prise femelle			0	55		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² avec P17/32A rallonge M/F			0	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² avec P17/32A rallonge M/F			2	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² avec P17/32A rallonge M/F			1	15		câbles H07-RN-F			

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
caisses de rangement des coffrets			4			Lo2,55*la0,83*ht0,70			
caisses de rangement des coffrets DX085	27/09/2019		16		bleu	1600*1150*1075 Ral 5010	occasion	stock	
coffret 12 kW			7	/	gris	dont 1 wasmer4 et 1 stock mezza	moyen	stock	coffrets
coffret 12 kW sur pied			2	/	gris		moyen	stock	coffrets
coffret 3 kW			121	/	gris	14 rendus à Exéco + dont 19 sur muret	moyen	stock	coffrets
coffret 3 kW + câble plat			4	/		divers casse			
coffret 3 kW avec PC			26	/	gris	divers casse	bon	stock	coffrets
coffret 3 kW sur pied Blanc / BLEU			93	/	gris	divers casse	bon	stock	coffrets
coffret 6 kW			10	/	gris		bon	stock	coffrets
coffret 6 kW sur pied			6	/	gris		bon	stock	coffrets
coffrets de distribution 63A/36kW (puits halles)			4	/					
coffret 9 kW			4	/	gris	dont 1 porte camion halle 3000	moyen	stock	coffrets
coffret 9 kW sur pied			2	/	gris		moyen	stock	coffrets
coffret 20KW sur pied 6PC mono 220V			6			nouveauté 2018 (JL)			
coffret de distribution 160A/80KW			22	/	beige	12 départs mono/6 départs tétra	bon	stock	coffrets
coffrets C04			1						
Coffrets C06			2	/					
coffrets de distribution C63A/40KW (puits des halles)			20	/	beige	6 départs mono/4 départs tétras	bon	stock	coffrets
coffrets de protection 2 disj. moteurs ventilateurs (type 2)			5	/		4 disj. de protection			
coffrets de protection 4 disj. moteurs ventilateurs (type 1)			5	/		2 disj. de protection			
coffrets éclairage de secours sur pieds			1	/					
coffrets éclairage nocturne sur pieds (horloges)			1	/		matériel récupéré pour armoire élec sous bureau au stock			

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
câble 5G6mm² avec P17/32A rallonge M/F			3	20		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm² avec P17/32A rallonge M/F			0	30		câbles H07-RN-F			
Total câble 5G6mm² éclaté avec P17/32A				**297**		**câbles H07-RN-F**			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise femelle			4	1		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise femelle			1	2		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise femelle			3	3		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise femelle			0	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise femelle			2	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise mâle			1	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise male			1	1		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise male			1	2		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A prise male			1	10					
câble 5G16mm² RALONGE avec P17/63A prise male -> prise femelle			1	10					
câble 5G16mm² RALONGE avec P17/63A prise male -> prise femelle			1	20					
câble 5G16mm² RALONGE avec P17/63A prise male -> prise femelle			0	5					
câble 5G16mm² RALONGE avec P17/63A prise male -> prise femelle			0	10		câbles H07-RN-F			
Total câble 5G16mm² éclaté avec P17/63A				**84**					
Enrouleur de câbles	29/03/2004	2 632,00	1						

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
						(éclairage banderole)			
Coffrets minéral expo			6	/					
Coffret MENNEKES sur pieds en façade 3KW			48						
câble 3G2,5mm²			190	5		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			25	10		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			8	15		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			8	20		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			1	25		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			1	30		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			1	35		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			1	40		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			0	45		câbles H07-RN-F			
câble 3G2,5mm²			1	50		câbles H07-RN-F			
Total câble 3G2,5mm²				**275**		**câbles H07-RN-F**			
câble 5G2,5mm²			19	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G2,5mm²			8	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G2,5mm²			3	15		câbles H07-RN-F			
câble 5G2,5mm²			0	20		câbles H07-RN-F			
câble 5G2,5mm²			1	30		câbles H07-RN-F			
câble 5G2,5mm²			2	35		câbles H07-RN-F			
Total câble 5G2,5mm²				**115**		**câbles H07-RN-F**			
câble 3G6mm²			70	5		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			28	10		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			10	15		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			10	20		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			16	25		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			7	30		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			10	35		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			5	40		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			0	45		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			3	55		câbles H07-RN-F			
câble 3G6mm²			1	60		câbles H07-RN-F			
Total câble 3G6mm²				**340**		**câbles H07-RN-F**			

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
enveloppes vides armoires coffrets extractables			2	/					
P17/16A éclatée			2	10		câbles H07-RN-F			
P17/16A éclatée			2	15					
P17/16A éclatée tetra			2	5		câbles H07-RN-F			
P17/16A tri éclatée tetra			5	10		câbles H07-RN-F			
P17/16A tri éclatée tetra			1	15					
P17/16A tri éclatée			1	20		câbles H07-RN-F			
P17/32A (X2) = 20KW femelle			14						
P17/63A (X1) = 40KW femelle			4						
P17/125A tri éclatée			2	3		câbles H07-RN-F 5G35mm²			
rallonges "minéral expo" 10m rouge			4	10		?			
rallonges "minéral expo" 15m gris			7	15					
rallonges "minéral expo" 20m blanc			9	20					
rallonges "minéral expo" 25m orange			7	25					
rallonges "minéral expo" 30m brun			4	30					
rallonges "minéral expo" 35m jaune			5	35					
rallonges "minéral expo" 5m bleu			7	5		?			

INVENTAIRE MATERIEL TECHNIQUE

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
ALTODIS fourche chariot	30/05/2008	1 500,03	1						
ALTODIS nacelle manitou	30/05/2008	37 700,00	1			150 AET JL			
Aspirateur poussière KARCHER D5	12/03/2020	149,90	2						
aspirateur d'eau"lavor"	29/11/2005	621,23	1						
aspirateur refouleur"nilfisk"	30/04/2010	1 990,00	1						
Balayeuse TWINTEC TTE/110	06/11/2018	10 922,00	1						
Centrale vapeur KARCHER	10/11/2021	165,00	1						
Chariot électrique toyota 1,8T			1						
Chariot élévateur électric toyota 3T	30/05/2013	10 085,00	2			12930 Toyota 3T / Toyota 2T			
Chariot élévateur gaz toyota 3T	30/05/2013	13 800,00	1			11958 toyota			
Diable	27/01/2015	83,32	1						
Serven autolaveuse BA 451tractée	31/10/2007	4 488,80	1			73726380 Nilfisk			

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
câble 5G6mm²			40	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			26	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			21	15		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			9	20		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			5	25		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			7	30		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			4	35		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			5	40		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			4	45		câbles H07-RN-F			
câble 5G6mm²			7	50		câbles H07-RN-F			
Total câble 5G6mm²				**275**		**câbles H07-RN-F**			
Câble 5G10mm²			1	6		câbles H07-RN-F			
Câble 5G10mm²			1	5		câbles H07-RN-F			
Câble 5G10mm²			1	10		câbles H07-RN-F			
Câble 5G10mm²			0	15		câbles H07-RN-F			
Total câble 5G10mm²				**36**					
câble 5G16mm²			1	7					
Désignation	**Date d'achat**	**Valeur**	**Qté**	**Dimension**	**Couleur**	**Observation**	**Etat**	**Endroit**	**Famille**
câble 5G16mm²			10	3					
câble 5G16mm²			3	5		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm²			2	4		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm²			3	2		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm²			1	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm²			1	19		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm²			1	20		câbles H07-RN-F			
câble 5G16mm² sur touret			1	50m sur touret					
Total câble 5G16mm²				**70**					
câble 5G35mm² sur tourets			3	4		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			5	10		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			3	15		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	17		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	18,5		câbles H07-RN-F			
câble 5G35mm² sur tourets			1	20		câbles H07-RN-F			

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Elingues 1T5 / 6m			5						Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 2T5 / 1,50m			12			Petit œil (bleu)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 2T5 / 1,50m			8			Grand œil (vert)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 2T5 / 1,90m			33			Grand œil (rouge)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 2T5 / 1m			10			Petit œil (orange)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 2T5 / 2m			9			Petit œil (jaune-vert)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 2T5 / 4m			10			Petit œil (noir)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues pas de CMU / 7,5m			4			Grand œil (marron)			
Embase Lourde pour Pont (de scène)			10						
embases légères G31			23						
embases légères PA301			5						
Escalier h=0,80m/1,30m			4			escalier court			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
escalier pour praticable		254,00	2	h 0,40	bois	sur la scène de la salle 3	bon	petit stock	scène
Exo 1m avec goujon			2						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Exo 1m sans goujon			6						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Exo 2m			24						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Ferme			143						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Ferme rampe basse			2						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Ferme rampe haute			2						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Ferme régie h=0,40m			9						Scène / Rampes /

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Sonest autolaveuse Rolly	31/05/2019	2 463,00	1			M338C20AH Rolly			
Serven Balayeuse twintec	21/03/2012	11 500,00	1			1112788 nilfisk			
Serven Balayeuse twintec TT/E 1100	30/04/2016	12 198,28	1			815491 Nilfisk			
Transpalette 2T	05/11/2018	677,90	1		bleu				
Transpalette "longue fourche" 2T			1		jaune				
Transpalette 2,5T			2		jaune				
Triporteur industriel + bac	29/04/2015	1 260,70	1		jaune				
Scie sabre	18/10/2021	52,42	1						
Défonceuse	28/09/2016	443,69	1						
scie à onglet pendulaire (DEWALT)	31/08/2010	1 131,00	1						

INVENTAIRE OFFICE - CUISINE 1 – CUISINE 2

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
OFFICE									
Armoire Frigo + Ref	15/09/2015	1 998,00	2	145 x 83 x 200 cm	Gris		Moyen	Office	
Ballon eau chaude			1	70 x 70 x 180 cm	Blanc		Bon	Office	
ens. d'étagères à batterie inox			1	310 x 55 x 180 cm	Gris		Moyen	Office	
four mixte type/modèle : 10N1/1			1	90 x 75 x 175 cm	Gris		Moyen	Office	
Hotte			1	170 x 150 x 50 cm	Gris		Moyen	Office	
Lave main			1	40 x 40 x 130 cm	Gris		Moyen	Office	
lave verre	14/09/2015	1 730,34	1				Réparé en 2019	petit stock	
meuble chaud type/modèle : 2000/70			1	140 x 70 x 85 cm	Gris		Moyen	Office	
Plaques de cuisson 2,6W/5,2KW + souassement Baie Libre	01/01/2016	1360,85	1	40 x 70 x 85 cm	Gris		Moyen	Office	
plonges en inox, 2 bacs type/modèle : 1900/700			1	290 x 75 x 95 cm	Gris		Moyen	Office	
Table 3 tiroirs			1	170 x 70 x	Gris		Moyen	Office	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
									Praticables / Lahyer
Fusil garde-corps			32			MAUVAIS ETAT VOIR RACHAT			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Garde Corps 100 cm" PRATICABLE"	05/01/2010	202,50	2						
Garde Corps 200 cm " PRATICABLE"	05/01/2010	1 860,00	7						
Garde-corps			38						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Garde-corps rampe			4						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Manilles 2T			37						Ponts / Structures / Accrochages
Manilles 3T251			107						Ponts / Structures / Accrochages
Manilles 4T751			4						
Moise			45						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
PA G30 / 0,50m			6			S REBUS 2021			
PA G30 / 1m			4						Ponts / Structures / Accrochages
PA G30 / 1m51			1						
PA G30 / 3m			22			1 REBUS 2021			Ponts / Structures / Accrochages
Palan 0,5T-7m " à chaine"	2018/2019		4						
palettes métalliques avec tube pour rangement matériel scénique	15/12/2008	1 917,00	10	1990x1240					gradin
Passe Cable pour pont de scène			7						
Passage de câble						Dont 7 à réparer			Accessoires
Pied h=0,80m			55						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Pied h=1,20m/1,60m/1,80m			88						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Pied lahyer			8						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Pied régie h=0,40m			9						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
				85 cm					
CUISINE 1									
Armoire Frigo + Ref			1	150 x 80 x 205 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 1	
Armoire Inox Basse			1	200 x 70 x 85 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 1	
hotte centrale en inox			1	H du sol 177 cm	Gris	Largeur 450 cm	Moyen	Cuisine 1	
Lave Mains			1	40 x 40 x 85 cm	Gris		Moyen	Cuisine 1	
plonges en inox, 2 bacs type/modèle : 1900/700			2	200 x 70 x 95 cm	Gris	Mitigeurs	Mauvais	Cuisine 1	
table inox			1	70 x 200 x 86 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 1	
table inox sur roulettes	22/09/2010	1196	1	70 x 200 x 91 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 1	
Armoire Frigo + Ref			1	150 x 80 x 205 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 1	
CUISINE 2									
Armoire Frigo + Ref			1	60 x 55 x 145 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 2	
Armoire Inox Basse			1	200 x 70 x 85 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 2	
hotte centrale en inox			1	H du sol 198 cm	Gris	Mitigeurs mauvais état	Bon	Cuisine 2	
Lave mains			1	40 x 40 x 130 cm	Gris		Moyen	Cuisine 2	
plonges en inox, 2 bacs type/modèle : 1900/700			2	200 x 70 x 95 cm	Gris	Mitigeurs + robinets	Moyen	Cuisine 2	
table inox			1	70 x 200 x 86 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 2	
table inox sur roulettes	22/09/2010	1 196,00	1	70 x 200 x 91 cm	Gris		Mauvais	Cuisine 2	

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Pieds praticables 20	05/01/2010	187,50	72	h 0,175	alu	permettent de monter 10 praticables (20m²)	bon	stock	scène
Pieds praticables 40		1 395,00	262	h 0,375	alu	permettent de monter 64 praticables (128 m²) 160p en salle 3	bon	stock	scène
Pieds praticables 60		675,00	95	0,575	alu	permettent de monter 19 praticables (38 m²)	bon	stock	scène
Pince Jaune d'Accroche			8						
pieds praticables Ht 80			166						
Plancher - joint de sécurité long. 2,57m		184,60	4						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Plancher acier galva anti dér/perf 0,19*2,57m	16/05/2013	109,38	2						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Plancher acier galva anti dér/perf 0,32*2,57m		829,92	14						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Rampe PMR en Bois			4						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Rampe PMR en Bois 8 Eléments			8						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Planchers 1,22x1,23			222						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Praticable	05/01/2010	17 290,00	66	2 x 1m	bois	40 dans la salle 3 1hs	bon	stock	scène
praticables à ciseaux "samias"			24	2 x 1m	bois	Réglables 0,20 - 0,80m / 4 à réparer montés en fixe scène wasmer 3	moyens	stock	scène
Rallonges moteur			46						Ponts / Structures / Accrochages
Spanset 1T / 2m			1						Ponts / Structures / Accrochages
Spanset 1t / 3m			5						Ponts / Structures /

INVENTAIRE SPECTACLE - RIDEAUX

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
SPECTACLE									
½ Ferme			34			STACCO		stock	Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
½ Ferme régie h=0,40m			3			STACCO			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
½ Fusil angle garde-corps			2			STACCO			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
½ Garde-corps			5			STACCO			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
½ Traverse			118			STACCO Dont 1 à crochet			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
½ Traverse rampe			4			STACCO			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Angle droit G31			2						
angle magique G31			1			2 REBUS 2021			
attache praticable			73		alu		bon	stock	scène
cercleuse	03/07/2000	1 231,78	1			1 REBUS 2021			gradin
Commande 4 moteurs			2			1 A REMETTRE EN ETAT			Ponts / Structures / Accrochages
Crash Barrières			29	sur 4 chariots					Accessoires
départ 4 directions / pied G31			1						
Diagonale			24						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Double Fusil garde-corps			2			STACCO			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Elevateurs ALT 551			4	Reçu en mai 2014		A FAIRE VERIFIER			
Elingues 1T5 / 1,90m			6			Grand œil (jaune)			Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 1T5 / 4m			23						Ponts / Structures / Accrochages
Elingues 1T5 / 5m			10						Ponts / Structures / Accrochages

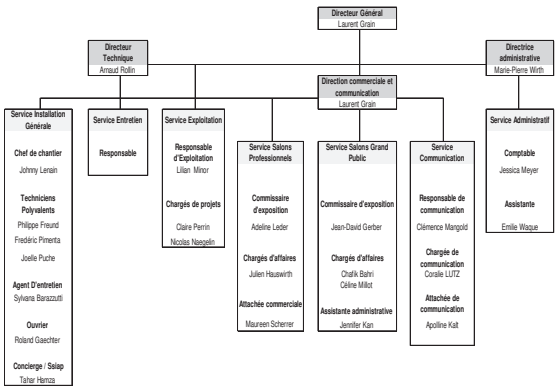
Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Compt Sodem Info			2						
Compt Sodem Pliable		5 540,00	17	L 1,00 x l 0,41 x h 110,00	blanc	manque 1 plateau	bon	stock	comptoir
compt sodem" pass sanitaire"	30/09/2021	816,80	4						
Compt Sodem Poirier		2 770,00	10	L 1,00 x l 0,41 x h 110,00	poirier	manquent 3 vis	bon	stock	comptoir
DIAG 1,37 m			19 AV						
DIAG 2,79 m			33 AV						
DIAG 4,24 m			21 AV						
Manchon pour Rehausse			150						
panneaux crème	18/04/2011	5 320,00	260		Crème	dont 130 avec 1 face utilisable / 283 HS au rebut			
panneaux gris aspect béton	20/08/2019		692		gris	dont 84 avec 1 face utilisable / 39 HS au rebut			
panneaux mélaminés noirs			437		noir	dont 201 avec 1 face utilisable / 193 HS au rebut			
panneaux noirs 0,5 x 2,5m pvc			9		noir				
panneaux plexi		17 072,13	109 AV		plexi				
panneaux pvc noirs		3 381,00	126		noir	dont 52 rayées			
panneaux SODEM bois coupé h238cm			45			15 bétons + 15 crèmes + 15 noir			
pied en té pour poteau		485,80	10						
pied rond pour poteau		659,30	15						
Porte droite noire			8 AV		noir				
Porte gauche noire			4 AV		noir				
porte enseignes			134 AV		blanc				
portes crèmes /crèmes droit			11 AV						
portes crèmes /crèmes gauche			12 AV	TOTAL PORTE 39 AV					

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
									Accrochages
Spanset 2T / 2m			1						Ponts / Structures / Accrochages
Scène en bois			18						
Support traverse à plancher			4						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
té (pointe en bas) G31			0	3 Hs		3 rebus 2021			
Tôle d'accès			1						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Tôle jonction			1						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Traverse			58			Dont 2 à crochet			Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
Traverse à plancher			10						Scène / Rampes / Praticables / Lahyer
RIDEAUX									
Rideau			2	14,5 x 0,60	Noir				rideau coton
Rideau			1	13 X 1	Noir				rideau coton
Rideau		5 500,00	3	10 X 9	Noir				rideau coton
Rideau	2004	594,17	13	10 X 7	Noir	10 Neuf 2015			rideau coton
Rideau			2	10X8,50	Noir				rideau coton
Rideau			6	10x6,5	Noir				rideau coton
Rideau			3	10X4,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	10x4	Noir				rideau coton
Rideau			1	10x3	Noir				rideau coton
Rideau			1	9,50 x 6,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	9,50 x 4,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	9 x 2	Noir				rideau coton
Rideau			2	8 x 4,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	7 X 7	Noir				rideau coton
Rideau			3	7x4,5	Noir				rideau coton
Rideau			1	7 x 2,00	Noir				rideau coton
Rideau			1	6,90 x 4	Noir				rideau coton
Rideau			2	6 x 7	Noir				rideau coton
Rideau			5	6 x 4,50	Noir				rideau coton

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
				LE28/01/2022					
portes crèmes/noir droit			6 AV						
portes crèmes/noir gauche			1 AV						
portes doubles n/n			1						
Portes enseignes			231 AV						
portes poussant droit crèmes			11 AV						
portes poussant gauche crèmes			10 AV						
poteaux		38 971,65	1793	2,50m	noir décor				
Protection Poteau			324						
Rails spots leds 0,5m			10						
Rails spots leds 1m			190						
Rehausse Sodem 30,5 cm			55						
Rehausse Sodem 50 cm			84						
Rehausse Sodem 85 cm			8						
Rehausse 98cm (avec manchon)			58						
Rehausse Sodem 98 cm			44						
Rehausse Sodem 100 cm			38						
rideau de stand Noir		120,00	27		noir	MAUVAIS ETAT GENERAL			
Spot à pelle			264						
traverses 1m		28 961,58	2475		noir décor				
traverses 2m		2 132,56	80		noir décor				
traverses 3m		3 436,86	130		noir décor				
traverses 4m		790,56	30		noir décor				
traverses 5m		175,90	4		noir décor				
traverses 6m			0						

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Rideau			4	6 x 0,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	5,70 x 0,60	Noir				rideau coton
Rideau			1	5,70 x 3,80	Noir				rideau coton
Rideau			1	5,50 x 2,50	Noir				rideau coton
Rideau			2	5 X 8,50	Noir				rideau coton
Rideau			6	5x7	Noir				rideau coton
Rideau			3	5 x 6,8	Noir				rideau coton
Rideau			4	5x4,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	5 x 3,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	5 x 1	Noir				rideau coton
Rideau			1	4,90 x 4,60	Noir				rideau coton
Rideau			1	4,9x3,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	4,80 x 4,60	Noir				rideau coton
Rideau			1	4,80 x 3,20	Noir				rideau coton
Rideau			1	4,80 x 0,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	4,30 x 3,90	Noir				rideau coton
Rideau			3	4 x 7	Noir				rideau coton
Rideau			5	4 x 4,50	Noir				rideau coton
Rideau			4	4 X 4	Noir				rideau coton
Rideau			1	4 x 3,80	Noir				rideau coton
Rideau			1	4 x3	Noir				rideau coton
Rideau			1	4 x 2,80	Noir				rideau coton
Rideau			1	4 x 2	Noir				rideau coton
Rideau			5	3,50 x 4,50	Noir				rideau coton
Rideau			16	3 X 9	Noir				rideau coton
Rideau		775,00	5	3 X 7	Noir				rideau coton
Rideau			6	3 X 7 (portes)	Noir				rideau coton
Rideau			12	3 x 2	Noir				rideau coton
Rideau			1	2,80 x 2,80	Noir				rideau coton
Rideau			3	2 x 4,50	Noir				rideau coton
Rideau			3	1,50 x 4,50	Noir				rideau coton
Rideau			1	1 x 3,50	Noir				rideau coton
Pendrillon velours noir 3m/9m			2	4 X 9	Noir				Rideau velour
Rideau velours noir 10m/7m			3	10 X 6,90	Noir				Rideau velour

Annexe 13 : Organigramme de la société



Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Rideau velours noir 10m/9m			1	10 X 9	Noir				Rideau velour
Frise velours noir 10m/3m			1	10 X 3	Noir				Rideau velour
Frise velours noir 10m/2m			1	10x2	Noir				Rideau velour
rideau vert			1	4 X 4	Vert				rideau coton
Rideau vert			2	7 X 7	Vert				Rideau coton
Rideau vert			1	5,50 X 3,90	Vert				Rideau coton
Rideau vert			1	4,50 X 4	Vert				Rideau coton
Rideau vert			1	3,90 X 3,40	Vert				Rideau coton
Rideau vert			1	3,70 X 3,25	Vert				Rideau coton
Rideau vert			1	2 X 5	Vert				Rideau coton
Rideau petit Gradin			4		Noir				Rideau coton

INVENTAIRE STAND

Désignation	Date d'achat	Valeur	Qté	Dimension	Couleur	Observation	Etat	Endroit	Famille
Bandeaux 0,66m			114						
bandeaux 1m		3 649,90	76		noir décor				
bandeaux 2m	22/12/2011	2 140,00	26		noir décor				
bandeaux 2m poinçonné carré			129		noir décor				
bandeaux 3m		21 887,10	294 AV	dont 3 hs	noir décor				
bandeaux 3m poinçonné carré		8 964,00	86 AV	dont 3 hs	noir décor				
bandeaux 4m		7 384,30	60 AV	dont 2 hs	noir décor				
bandeaux 4m poinçonné carré		3 836,00	38 AV	dont 2 hs	noir décor				
bandeaux 5m		2 107,80	18	dont 9 poiçonnés carré	noir décor				
bracon 40cm coupé en biseau aux extrémités			80						
cache coffrets sodem		900,00	6	L 0,75m x l 0,46m x h 0,865m	blanc	mauvais état	bon	stock	comptoir
comptoir sodem		1 939,00	13	L 1,07 x l 0,57m x h 1,12m	blanc	faire des plateaux	bon	stock	comptoir
Compt Sodem Roues		1 385,00	10		blanc	2 avec portes	bon	hall d'accueil	comptoir
Compt Sodem PMR		554,00	2		blanc		bon	hall d'accueil	comptoir

Annexe 15 : Compte d'exploitation (annexe 13 de la DSP)

Compte de résultat du service	2018	2019	2020	2021
Total des produits du délégataire	5 384 555	5 790 276	2 827 120	4 399 382
Manifestations organisées par le délégataire	2 860 079	2997 746	525 464	916 583
Manifestations agglomération et acteurs publics	1 397 380	1376 819	1408 569	1438 528
Animations scicuelles + de 2% du CA	158 804	1513 82	51 209	377 867
Animations manifestations accueillies	640 017	640 117	353 099	285 803
Point d'E	10 551	20 557	20 023	0
Autres produits (1)	467 306	601 415	1380 600	3299 059
Total des charges du délégataire	5 380 843	5 701 938	3 230 030	3 299 009
Locations de matériels, petit équipement et stockage	293 170	323 381	44 182	93 237
dont location du hall de stockage				
Communication et promotion	641 242	613 896	213 773	109 543
Montage, démontage, installations	498 388	628 954	299 780	343 312
Fluides, entretien, réparation et maintenance	521 859	666 952	438 763	434 854
Surveillance et nettoyage	274 932	239 798	76 723	85 562
dont système de dépollution				
Impôts et taxes	93 101	90 510	66 740	63 216
Charges administratives et diverses (2)	481 229	472 187	376 173	310 009
Personnel du délégataire	1827 283	1879 651	1099 689	1372 198
Dotations aux amortissements (3)	221 510	241 579	265 884	224 376
Amortissement du rachat des biens sur 10 ans	61 883	61 883	61 883	61 683
Charges financières	4 028	309	0	
Redevance versée à la collectivité	462 418	483 099	287 640	201 019
dont redevance variable 3,2%	*302 583*	*312 435*	*210 808*	*109 217*
dont redevance fixe	*159 835*	*170 664*	*76 831*	*91 802*
Résultat avant IS	3 711	88 278	402 909	1 100 373
Impôts sur les bénéfices (IS)	- 2 627	17 439		
Résultat net après IS	6 338	70 839		

Annexe 14 : Liste des sous-traitants

3D ECLAIRAGE	BEST OF SANTE	DISPANO	FACEBOOK IRELAND LIMITED
3MA GROUP	BETTINGER AURELIE	DISTEL	FEDERATION DES EPL
ABC ALSACE	BIZNET AU CŒUR	DNA	FELLER INDUSTRIES
ABCOMMUNICATIONS SCS	BLIND ET ASSOCIES	DOC UP	FIDUCIAL BUREAUTIQUE
ACTION PROD STUDIO	BOHRER PAYSAGE	DS IMPRESSION	FL STRUCTURE
ACTUA	BOULANGER	DTA SARL	FLIN CLAIRE
AEA ARCHITECTES	BRASSERIES DE L'ILL	DUBERNARD LCI	FLOR FM
ALITHY	BRELET CENTRE EUROPE	DYCTAL	FLORIMAT
ALPES CONTROLES	BRINGEL BERNARD	EBG	FLORIS
ALPHA PROCESS	BROBECKER	EBRA MEDIAS	FOGLI METALLERIE FERRONNERIE
ALSATECH	BUBISUTTI JOSEPH	EDENRED France	FONDASOL
ALTAIR CONSEIL FORMATION	BUREAU VERITAS	EDF	FOUSSIER SAS
ALTODIS	CAD'INDUS	EDIMETA SAS	France SIGNALETIQUE SERVICES
AMAZON	CARDALIS	EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE	FSC SERVICES
ANTARGAZ	CBAF INGENIERIE	EIFFAGE	FUTUR E MEDIA
APAVE ALSACIENNE SAS	CCI ALSACE EUROMETROPOLE	ELCG	FV INDUSTRIES
APC FLECK	CHRIST EMMANUEL	ELECTIS	GALOT
ARCANES MINOTAURE	CIMAX	ENDERLIN STORES	GAZEL ENERGIE
ARCHIMED ENVIRONNEMENT	CITEOS MULHOUSE	ENDESA GAZ	GEN IP SOLUTIONS
ARS TELECOM	CLARTEX	ENGIE AXIMA	GEST MAG
ARTEIS	CLEAR CHANNEL	EQUIP'CITE	GHESQUIERE ELECTRICITE
ASS FOIRE ET JOURNEES D'OCTOBRE	COLOMBA	ERCS	GIROD MEDIAS
ASSOCIATION CE+ SERVICES	CONCILIUM	ESPACE DOLFUS ET NOACK	GISSINGER PEPINIERES
AUBERGE DE JEUNESSE	CORPO ARTISANS FLEURISTES HT RHIN	ETS WYBRECHT PIERRE	GOOGLE
AUTOMATISME MAINTENANCE	COVED	EURHODE BUSINESS SERVICES	GUIDON ISOLATION
AXE ENVIRONNEMENT	CRIT INTERIM	EURO INFORMATION	HAMEAUCITE
AZ RECEPTIONS	CULTURESPACES	EUROPEENNE DE SON ET DE LUMIERE	HMS3D
BARRIERE JULIAN	DEYA SOLUTIONS	EVENT SYSTEM	HOTEL MERCURE

Annexe 15.1 : Comptes de résultats condensés 2017-2021

PRODUITS	2017	%	2018	%	2019	%	2020	%	2021	%
Chiffre d'affaires HT	5 008 039	91%	5 000 505	93%	5 333 246	92%	2 403 666	85%	3 056 298	69%
Autres produits, reprises, transferts de charges	362 181	7%	327 229	6%	402 676	7%	370 650	13%	1 292 215	29%
TOTAL des produits d'exploitation	5 370 220	98%	5 327 734	99%	5 735 922	99%	2 774 316	98%	4 348 513	99%
Produits financiers	24 414	0%	3 102	0%	9 411	0%	7 960	0%	6 026	0%
Produits exceptionnels	92 791	2%	53 720	1%	44 943	1%	44 843	2%	44 843	1%
TOTAL des PRODUITS	5 487 425	100%	5 384 555	100%	5 790 276	100%	2 827 120	100%	4 399 382	100%
CHARGES										
Achat marchandises et mat. premières	305	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Charges externes	3 431 857	63%	3 166 563	59%	3 429 957	60%	1 747 581	54%	1 563 869	47%
Impôts et taxes	92 125	2%	93 101	2%	90 510	2%	66 470	2%	63 216	2%
Charges de personnel	1 628 741	30%	1 752 202	33%	1 812 179	32%	1 082 015	33%	1 356 702	41%
DAP (amort+prov)	239 579	4%	283 193	5%	303 262	5%	327 567	10%	286 059	9%
Autres charges d'exploitation	27 925	1%	19 857	0%	21 646	0%	5 885	0%	28 113	1%
TOTAL des charges d'exploitation	5 420 532	100%	5 314 916	99%	5 657 554	99%	3 229 518	100%	3 297 960	100%
Charges financières	10 057	0%	4 028	0%	309	0%	411	0%	1 049	0%
Charges exceptionnelles	-	0%	61 900	1%	44 135	1%	100	0%	-	0%
Impôts sur les bénéfices	62		2 627		17 439		-		-	
TOTAL des CHARGES	5 430 652	100%	5 378 217	100%	5 719 437	100%	3 230 029	100%	3 299 009	100%

RESULTATS

Résultat d'exploitation	- 50 312	12 817	78 368	- 455 202	1 050 553
RESULTATS CUMULES	- 353 232	- 340 415	- 262 047	- 717 249	333 304
Résultat financier	14 356	- 926	9 102	7 549	4 976
Résultat exceptionnel	92 791	- 8 180	808	44 743	44 843
RESULTAT NET de l'EXERCICE	56 773	6 338	70 839	- 402 909	1 100 373
RESULTATS CUMULES	211 899	218 237	289 075	- 113 834	986 539

BEAULIEU REAL NV	DF TOURISM CONSULTING	EXPO'STAT	IDE FROID
BES BEALAS ENERGIE SERVICES	DIAC LOCATION	EXTERION MEDIA	IEC VIDELIO
	INAPA	LES JARDINIERS	OXEMIS	SCHOENG DOMINIQUE
	INFINITE SQUARE	LIBRECOMME...	PBM EVENTS	SEDOURAMANE HUGO LES LANGAGES
	INFOPRO - IPD	LINGENHELD	PERIN SECURITE	SERUE INGENIERIE
	INPI	LINKEDIN	PORTALP France	SERVEN
	JC DECAUX SERVICES	LIZALA FREDERIC	POULAILLON	SIEMENS SAS / CERBERUS
	JDS	LK SODAG	PRECONIS SECURITE	SMAC ACIEROID
	JFB HORTI SERVICES	LOOMIS	PREMIER MINISTRE	SMITHERS OASIS France
	JK DECO	LOOS	PRESSEBURO MATT WILLMATT	SNCF
	JME ELECTRONIC	LYCEE ROOSEVELT	PREVELSIGNALISATION	SOCOTEC
	JOBSECU	M2A	PRINT8	SODEM SYSTEM
	JUDICIA CONSEILS	MACK IMPRIMERIE	PRO ELEC	SONEST
	KAIROS FEDERMANN	MAINTENANCE AIR COMPRIME	PRODISS	STALDER SAS / BRICOFER
	KAIROS STUDIO GRAPHIQUE	MAITRE VALERIE GUEDJ	PUBLIMAT SAS	STE DE PEINTURES EUROPEENNES
	KEOPS STUDIO	MANUPA	PUM PLASTIQUES ET CIE	STUDIO LA SOURCE HATTENBERGER
	KILOUTOU	MANUTAN	QUALICONSULT	SUEZ EAU France
	KOHLER CATHERINE PHOTOGRAPHE	MARIE HUNGLER	QUIETUDE SECURITE	SVBOIS
	KPA EST	MEDECINE DU TRAVAIL	RADIO France	SVP
	LA MAISON DE CAROLINE	METEO France - DIRNE	RAINBOW	TANCRAY GARAGE
	LA POSTE	MULTISOLS	RAJA	TASTE MICHEL
	LACOSTE DACTYL BUREAU	OCI INFORMATIQUE	RCS MULHOUSE	TECHNIS
	L'ALSACE LE PAYS	OFFICE DE TOURISME MULHOUSE	REGIE NETWORKS	TEREVA
	L'AMI DU PEUPLE HEBDO	OJS OFFICE JUSTIF. STATISTIQUE	REGIE TECH	TERTIO SAS
	LE JOURNAL DES ENTREPRISES	OLI & YOU	REVUE FIDUCIAIRE	TISSERAND SERGE
	LE MONITEUR	ONESS	REXEL	TNT EVENTS
	LE PANTOGRAPHE	OPLA TELECOM	ROMAIN EHRET	TRACES ECRITES
	LE RESEAU COCCI	OPTICOM	SACEM / SPRE	TRACKFORCE
	LE STENOPE / FREY THOMAS	ORANGE BUSINESS	SAMSIC	TRAITEUR DE LA THUR
	LEGRAND ENERGIES SOL	OSMOZ	SCHINDLER	TRAITEUR KESSLER

Annexe 15.2 : Comparaison des produits et des charges

PRODUITS	2021	%	2020	%	2019	%	2018	%	2017	%
Manifestations commerciales	1 310 394	30%	782 801	28%	3 192 483	55%	2 882 564	54%	2 653 054	48%
Activités locatives, réceptives	1 674 497	38%	1 565 314	55%	2 079 186	36%	2 039 061	38%	2 270 147	41%
Spectacles	43 270	1%	27 414	1%	33 440	1%	50 744	1%	56 701	1%
Autres produits (1)	1 371 221	31%	451 591	16%	485 167	8%	412 186	8%	507 523	9%
TOTAL	4 399 382	100%	2 827 120	100%	5 790 276	100%	5 384 555	100%	5 487 425	100%

(1) Redevance restaurant, refacturation de frais divers, autres produits d'exploitation, produits financiers et produits exceptionnels

CHARGES	2021	%	2020	%	2019	%	2018	%	2017	%
Locations de matériels, petit équipement et stockage	93 237	3%	44 182	1%	323 381	6%	293 171	5%	416 464	8%
Communication	109 543	3%	212 773	7%	613 896	11%	641 242	12%	602 338	11%
Redevance Ville de Mulhouse / m2A	201 019	6%	287 640	9%	483 099	8%	462 418	9%	461 557	8%
Montage, démontage, installations	343 312	10%	299 780	9%	628 954	11%	498 388	9%	493 393	9%
Fluides, entretien, réparation et maintenance	434 854	13%	438 763	14%	666 952	12%	521 859	10%	698 125	13%
Surveillance et nettoyage	85 562	3%	76 723	2%	239 798	4%	274 932	5%	236 418	4%
Charges administratives (1) et assurances	280 846	9%	370 047	11%	406 406	7%	399 472	7%	361 448	7%
Total des charges externes	1 548 374	47%	1 729 907	54%	3 362 486	59%	3 091 482	57%	3 269 943	60%
Personnel	1 372 198	42%	1 099 689	34%	1 879 651	33%	1 827 283	34%	1 790 960	33%
Dotations aux amortissements et aux provisions (2)	286 059	9%	327 567	10%	303 262	5%	283 193	5%	239 579	4%
Autres (3)	92 379	3%	72 866	2%	156 600	3%	178 886	3%	130 107	2%
Impôts sur les bénéfices (IB)	-		-		17 439		-		62	
TOTAL	3 299 009	100%	3 230 029	100%	5 719 438	100%	5 378 217	100%	5 430 651	100%
Résultat après IB	1 100 373		- 402 909		70 838		6 338		56 774	

(1) Administration, honoraires et frais, déplacements et missions, divers
(2) y compris provisions pour risques et charges
(3) Impôts et taxes (hors IB), autres charges d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles

LENI SAS	OTE INGENIERIE	SCHMERBER PROLIANS	TRAITEUR SIMON
LEPERCQ-ORY	OTELIO	SCHNEIDER ELECTRIC	TRANSPORT TYM
TRESOR PUBLIC SDIS	TSE SON & ECLAIRAGE	UNIMEV	VALENTIN AUDIOVISUEL
VERLINGUE	VILLE DE MULHOUSE	VINIDEES	VITRI ECLAIR
VITRINES DE MULHOUSE	VIVALE GESTION	VK DEVELOPPEMENT	VOGEL BUSINESS MEDIA
VORTEX-X ASSOCIATION	WOLFBERGER	WPI CONSEIL	WURTH France
Y ORGANISATION	TRESOR PUBLIC SDIS	TSE SON & ECLAIRAGE	UNIMEV
VALENTIN AUDIOVISUEL	VERLINGUE		

Annexe 15.5 : Bilans condensés en grandes masses 2017-2021

ACTIF

	2017	%	2018	%	2019	%	2020	%	2021	%
Capital souscrit non appelé							1 810 044	15%	-	0%
ACTIF IMMOBILISE	2 400 198	32%	2 371 667	33%	2 285 076	24%	2 609 589	22%	3 591 743	23%
ACTIF CIRCULANT	5 160 881	68%	4 762 948	67%	7 052 523	76%	7 527 697	63%	11 818 732	77%
TOTAL de L'ACTIF	**7 561 079**	**100%**	**7 134 615**	**100%**	**9 337 599**	**100%**	**11 947 330**	**100%**	**15 410 475**	**100%**

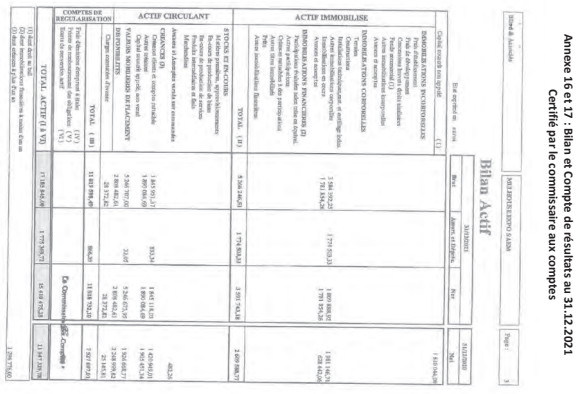
PASSIF

CAPITAUX PROPRES	3 236 566	43%	3 198 194	45%	4 768 325	31%	8 856 435	74%	10 211 964	66%
Prov.risques et charges	53 827	1%	137 934	2%	161 479	1%	351 981	3%	355 038	2%
Dettes financières stable	538 725	7%	330	0%	16 178	0%	173 431	1%	1 323 647	9%
Autres Dettes	3 741 961	49%	3 798 156	53%	4 391 618	28%	2 565 483	21%	3 519 827	23%
TOTAL du PASSIF	**7 571 079**	**100%**	**7 134 615**	**100%**	**9 337 599**	**61%**	**11 947 330**	**100%**	**15 410 475**	**100%**

Annexe 15.3 : Soldes intermédiaires de gestion et de Capacité d'Autofinancement 2017-2021

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020	%
Ventes de marchandises	499	-	-	-	-	-	
Achats de marchandises	305	-	-	-	-	-	
Variation de stocks	-	-	-	-	-	-	
Coût d'achat marchandises	305	-	-	-	-	-	
MARGE COMMERCIALE(MC)	**194**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Production vendue (Biens)	-	-	-	-	-	-	
Production vendue (Services)	**5 007 540**	**5 000 505**	**5 333 246**	**2 403 666**	**3 056 298**	**652 631**	**27%**
Production stockée						-	
Production immobilisée				48 765	66 446	**17 681**	
PRODUCTION TOTALE (P)	**5 007 540**	**5 000 505**	**5 333 246**	**2 452 431**	**3 122 744**	**670 313**	
CHIFFRE D'AFFAIRES	**5 008 039**	**5 000 505**	**5 333 246**	**2 403 666**	**3 056 298**	**652 631**	**27%**
Subvention d'exploitation (SE)	181 667	303 000	373 000	230 974	1 185 976	**955 002**	
TOTAL MC+P+SE	**5 189 400**	**5 303 505**	**5 706 246**	**2 683 405**	**4 308 721**	**1 625 315**	
Charges externes	3 431 857	3 166 563	3 429 957	1 747 581	1 563 869	**- 183 712**	
Personnel extérieur	162 219	75 081	67 471	17 675	15 496	**2 179**	
CHARGES EXTERNES retraitées (CE)	**3 269 638**	**3 091 483**	**3 362 486**	**1 729 907**	**1 548 374**	**- 181 533**	
Impots et taxes (IT)	92 125	93 101	90 510	66 470	63 216	**- 3 254**	
TOTAL CE + IT	3 361 763	3 184 583	3 452 995	1 796 377	1 611 590	**- 184 787**	
VALEUR AJOUTEE BRUTE	**1 827 637**	**2 118 922**	**2 253 251**	**887 028**	**2 697 131**	**1 810 102**	**204%**
Charges de personnel	1 628 741	1 752 202	1 812 179	1 082 015	1 356 702	**274 687**	
Personnel extérieur	162 219	75 081	67 471	17 675	15 496	**- 2 179**	
TOTAL "TRAVAIL"	1 790 960	1 827 283	1 879 651	1 099 689	1 372 198	**272 508**	
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**36 677**	**291 639**	**373 600**	**- 212 661**	**1 324 933**	**1 537 594**	**-723%**
Transferts de charges exploitation(+)	53 186	12 055	15 849	12 033	6 967	**- 5 065**	
Amortissements exploitation (-)	229 552	242 257	257 291	268 976	271 248	**2 272**	
Provisions exploitation yc risques et charges	10 027	40 936	45 971	58 590	14 811	**- 43 779**	
Reprises sur provisions exploitation (+)	127 194	12 137	13 811	73 926	32 812	**- 41 113**	
TOTAL CHARGES MAINTIEN	**59 198**	**259 001**	**273 602**	**241 608**	**246 279**	**4 671**	
EXCEDENT NET D'EXPLOITATION	**- 22 521**	**32 638**	**99 998**	**- 454 269**	**1 078 654**	**1 532 923**	**-337%**

Annexe 16 et 17 : Bilan et Compte de résultats au 31.12.2021
Certifié par le commissaire aux comptes



Annexe 15.3 (suite)

Autres produits exploitation(APE)	134	37	16	4 952	12	**- 4 940**
Autres charges exploitation(ACE)	27 925	19 857	21 646	5 885	28 113	**22 228**
SOLDE Autres produits et chges d'exploitatio	**- 27 791**	**- 19 820**	**- 21 630**	**- 933**	**- 28 101**	**- 27 168**
Produits financiers	24 414	3 102	9 411	7 960	6 026	**- 1 935**
Charges financières	10 057	4 028	309	411	1 049	**638**
RESULTAT FINANCIER	**14 356**	**- 926**	**9 102**	**7 549**	**4 976**	**- 2 573**
Produits exceptionnels	92 791	53 720	44 943	44 843	44 843	**-**
Charges exceptionnelles		61 900	44 135	105		**- 100**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**92 791**	**- 8 180**	**808**	**44 743**	**44 843**	**100**
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**56 835**	**3 711**	**88 278**	**- 402 909**	**1 100 373**	**1 503 282**	**-373%**
Impôts sur les bénéfices	**62**	**- 2 627**	**17 439**	**-**	**-**	**-**	
RESULTAT NET après Impôt	**56 773**	**6 338**	**70 839**	**- 402 909**	**1 100 373**	**1 503 282**	**-373%**
E.B.E	**36 677**	**291 639**	**373 600**	**- 212 661**	**1 324 933**	**1 537 594**	**-723%**

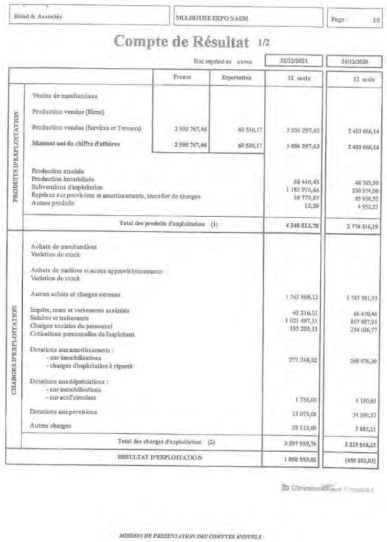
Solde Autres Produits et Chges Exploit. (-	-	27 791	- 19 820	- 21 630	- 933	- 28 101	- 27 168
Transfert de charges exploitation (+)		53 186	12 055	15 849	12 033	6 967	5 065
Solde financier (+)		14 356	- 926	9 102	7 549	4 976	2 573
Solde exceptionnel (+)		92 791	- 8 180	808	44 743	44 843	100
Impôts sur les bénéfices (-)		62	- 2 627	17 439	-	-	-
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		**169 157**	**277 394**	**360 290**	**- 149 269**	**1 353 620**	**1 502 888**	**-1007%**
Dotations Amortissements (-)		229 552	242 257	257 291	268 976	271 248	2 272
Dotations Provisions (-)		10 027	40 936	45 971	58 590	14 811	43 779
Plus ou moins values cessions d'actifs							-
Reprises sur Provisions (+)		127 194	12 137	13 811	73 926	32 812	- 41 113
RESULTAT NET après Impôt		**56 773**	**6 338**	**70 839**	**- 402 909**	**1 100 373**	**1 503 282**	**-373%**

Taux de variation de la Valeur ajoutée	**7%**	**16%**	**6%**	**-58%**	**204%**
Taux de Valeur ajoutée (VABCA ht)	**36%**	**42%**	**42%**	**37%**	**88%**
Taux de marge brute exploitation (EBECA ht)	**0,73%**	**5,83%**	**7,01%**	**-8,85%**	**43,35%**
Taux de marge nette exploitation (EBECA ht)	**-0,4%**	**0,7%**	**1,9%**	**-18,9%**	**35,3%**

Annexe 15.4 : Tableau financier comparatif 2017-2021

	2017	2018	2019	2020	2021	2021/2020	%
CAPITAL SOCIAL	1 628 992	1 628 992	1 628 992	4 042 394	4 042 394	-	0%
PRIME D'EMISSION				2 324 398	2 324 398	-	
RESERVE LEGALE	64 300	68 300	70 000	73 550	73 550	-	
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS						-	
RESULTAT NET EXERCICE (après IMPOT)	56 773	6 338	70 839	- 402 909	1 100 373	**1 503 282**	
REPORT A NOUVEAU	613 026	665 799	670 438	535 799	132 890	**- 402 909**	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	873 474	828 765	2 328 056	2 283 213	2 538 370	**255 157**	
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-	-	-	-	-	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**3 236 566**	**3 198 194**	**4 768 325**	**8 856 435**	**10 211 964**	**1 355 529**	**15%**
PROVISIONS RISQUES, CHARGES	43 827	137 934	161 479	351 981	355 038	**3 056**	
DETTES FINANCIERES STABLES	538 527	-	-	-	1 200 000		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET CR							
TOTAL DES DETTES FINANCIERES STABLES							
TOTAL DES RESSOURCES STABLES(1)	**3 818 919**	**3 336 128**	**4 929 804**	**9 208 416**	**11 767 002**	**2 558 586**	
Capital souscrit non appelé				**1 810 044**	-		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-	-	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 400 198	2 371 667	2 285 076	2 609 589	3 591 743	**982 154**	**38%**
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-	-	-	
TOTAL DES IMMOBILISATIONS (VB)	**2 400 198**	**2 371 667**	**2 285 076**	**2 609 589**	**3 591 743**	**982 154**	**38%**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	**1 418 721**	**964 462**	**2 644 728**	**4 788 783**	**8 175 258**	**3 386 475**	**71%**
STOCKS ET EN COURS	-	-	- 350	482	-	-	
CREANCES D'EXPLOITATION	2 207 051	2 669 703	2 742 334	2 066 400	2 475 203	**408 802**	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (CCA)	121 206	82 531	39 161	25 146	28 373	**3 227**	
TOTAL STOCKS+CREANCES+CCA	2 328 256	2 752 234	2 787 845	2 092 028	2 503 576	**411 547**	**20%**
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS			15 842	173 177	123 411	- **49 766**	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (PCA)	880 948	923 816	1 066 713	248 754	275 166	**26 412**	
DETTES FOURNISSEURS ET CR	1 950 689	1 993 797	2 433 392	1 557 815	2 289 854	**732 039**	
DETTES SOCIALES ET SOCIALES	877 303	852 761	885 793	630 796	815 947	**185 151**	
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	33 020	27 782	5 721	128 118	138 860	**10 742**	
TOTAL DES DETTES D'EXPLOITATION+PCA	3 741 961	3 798 156	4 407 459	2 738 660	3 643 238	**904 578**	**33%**
BESOIN EN FONDS DE ROUL. EXPLOITATION	**1 413 704**	**-1 045 923**	**-1 619 614**	**- 646 632**	**- 1 139 662**	**- 493 030**	**76%**
CREANCES HORS EXPLOITATION	200 000		1 260 000	1 260 000	1 260 000	-	
DETTES HORS EXPLOITATION	-	-	-	-	-	-	
BESOIN EN FONDS DE ROUL. hors EXPL.	**200 000**	**-**	**1 260 000**	**1 260 000**	**1 260 000**	-	
TOTAL DES BESOINS EN FONDS DE ROUL.	1 213 704	- 1 045 923	- 359 614	613 368	120 338	**493 030**	**-80%**
TRESORERIE NETTE GLOBALE	**2 632 426**	**2 010 384**	**3 004 342**	**4 175 415**	**8 054 921**	**3 879 506**	**93%**
V.M.P ET DISPONIBILITES	2 632 624	2 010 715	3 004 676	4 175 669	8 055 157		
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	199	330	336	253	236		
	2 632 426	2 010 384	3 004 342	4 175 415	8 054 921		

(1) Avant retraitement des dettes (plus d'un an, moins d'un an)

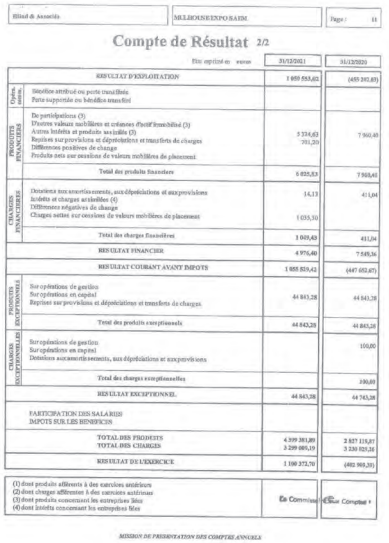


Bilisti & Associés | MULHOUSE EXPO SAEM | Page : 10

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		France	Exportation	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	2 595 767,46	60 530,17	3 056 297,63	2 403 666,14
	Montant net du chiffre d'affaires	2 595 767,46	60 530,17	3 056 297,63	2 403 666,14
	Production stockée				
	Production immobilisée			66 466,45	46 365,30
	Subventions d'exploitation			1 182 976,46	230 976,00
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			38 775,87	89 930,95
	Autres produits			12,39	4 952,22
	Total des produits d'exploitation (1)			4 348 513,78	2 774 316,19
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 543 169,12	1 787 581,33
	Impôts, taxes et versements assimilés			62 216,01	66 470,66
	Salaires et traitements			1 021 497,31	867 987,93
	Charges sociales du personnel			337 390,13	234 026,77
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			271 248,02	208 976,30
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			1 756,00	1 190,63
	- sur actif circulant			13 075,08	54 190,57
	Autres charges			28 113,06	3 885,21
	Total des charges d'exploitation (2)			3 297 959,76	3 229 818,23
	RESULTAT D'EXPLOITATION			1 050 553,80	(455 202,03)



Bilisti & Associés | MULHOUSE EXPO SAEM | Page : 11

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	31/12/2020
	RESULTAT D'EXPLOITATION	1 050 553,80	(455 202,03)
PRODUITS FINANCIERS	Opérations faites en commun Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 334,63 701,20	7 960,40
	Total des produits financiers	6 035,83	7 960,40
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	14,13 1 055,30	41,04
	Total des charges financières	1 069,43	41,04
	RESULTAT FINANCIER	4 976,40	7 949,36
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 055 529,42	(447 052,67)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	44 843,28	44 843,28
	Total des produits exceptionnels	44 843,28	44 843,28
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		100,00
	Total des charges exceptionnelles		100,00
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	44 843,28	44 743,28
	PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		
	TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES	4 399 381,89 3 299 005,19	2 827 119,87 3 230 029,26
	RESULTAT DE L'EXERCICE	1 100 376,70	(402 909,39)

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

En Commission | Sur Comptes

Annexe 18 : Suivi de l'activité et du chiffre d'affaires (cf. Annexe 14 du contrat de la DSP)

Détail du chiffre d'affaires HT sélection :	Chiffre d'affaires délégataire	18	19	20	21
Manifestations organisées par le délégataire					
Foire internationale		1 176 654	1 199 465	100 000	14 700
Foire internationale	Organisateur	SEM	SEM	SEM	SEM
Foire internationale	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Visio
Foire internationale	Commentaires				
Foire internationale	Mois concerné	mai	mai	-	
Foire internationale	Durée	12	10	0	
Foire internationale	Montage/démontage	44	24	0	
Foire internationale	Nbre. m² loués	18 625	16 991	0	
Foire internationale	Nbre. exposants	268	272	0	
Foire internationale	Nbre. visiteurs	78 439	78 963	0	
Foire internationale	Chiffre d'affaires délégataire	1 176 654 €	1 199 465 €	100 000 €	14 700 €
Foire internationale	*consommation M2A*	*100 000 €*	*100 000 €*	*100 000 €*	
Foire internationale	*consommation Ville de Mulhouse*				
Salon Est Collectivités		0	0	0	0
Salon Energie Vie / habitat économe en énergie		0	0	0	0
Fête de la roue		169 697	151 693	0	0
Salon Extérieur&Jardin		135 595	162 533	245	0
Salon de l'immobilier		80 587	82 320	0	0
Festivitas		283 136	293 784	327 100	0
Congrès sur la Viabilité Hivernale		0	0	0	0
Salon Véhicules d'Occasion		0	0	0	0
Solutions VU Pro Est		0	0	0	0
Salon Industries du futur		604 944	874 697	6 587	901 883
Salon Industries du futur	Organisateur	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A	SEM - Conseil régional - m2A
Salon Industries du futur	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Salon Industries du futur	Commentaires				
Salon Industries du futur	Mois concerné	nov	nov	nov	nov-déc
Salon Industries du futur	Durée	2	2	0	2
Salon Industries du futur	Montage/démontage	7	8	0	
Salon Industries du futur	Nbre. m² loués	4 541	4 751	0	4 343
Salon Industries du futur	Nbre. exposants	231	285	0	267
Salon Industries du futur	Nbre. visiteurs	4 568	5 400	0	3 292

Détail du chiffre d'affaires HT sélection :	Chiffre d'affaires délégataire	18	19	20	21
Manifestations organisées par l'agglomération, ses communes membres ou avec une forte implication d'acteurs publics					
Mulhouse 00		0	181 849	0	0
Journées d'Octobre		676 380	692 426	602 677	691 932
Journées d'Octobre	Organisateur	Asso des JO	Asso des JO	Asso des JO	Asso des JO
Journées d'Octobre	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Journées d'Octobre	Commentaires				
Journées d'Octobre	Mois concerné	Octobre	Octobre	Octobre	Octobre
Journées d'Octobre	Durée	11	11	12	11
Journées d'Octobre	Montage/démontage	15	31	15	
Journées d'Octobre	Nbre. m² loués	16 654	20 043	19 520	17 980
Journées d'Octobre	Nbre. exposants	290	256	250	230
Journées d'Octobre	Nbre. visiteurs	165 419	144 592	83 000	144 000
Journées d'Octobre	Chiffre d'affaires délégataire	676 380 €	692 426 €	602 677 €	691 932 €
Journées d'Octobre	*consommation M2A*				
Journées d'Octobre	*consommation Ville de Mulhouse*				
Foire Kermesse		313 101	225 622	507 859	610 675
Foire Kermesse	Organisateur	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Foire Kermesse	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Foire Kermesse	Commentaires	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Foire Kermesse	Mois concerné	Juillet-août	Juillet-août	Juillet-août	Juillet-août
Foire Kermesse	Durée	60	60	60	60
Foire Kermesse	Montage/démontage				
Foire Kermesse	Nbre. m² loués	52 000	52 000	52 000	52 000
Foire Kermesse	Nbre. exposants				
Foire Kermesse	Nbre. visiteurs				
Foire Kermesse	Chiffre d'affaires délégataire	313 101 €	225 622 €	507 859 €	610 675 €
Foire Kermesse	*consommation M2A*	*93 708 €*	*117 743 €*	*210 426 €*	*291 370 €*
Foire Kermesse	*consommation Ville de*	*219 393 €*	*107 570 €*	*297 119 €*	*318 984 €*

Détail du chiffre d'affaires HT sélection :	Chiffre d'affaires délégataire	18	19	20	21
	Mulhouse				
Journées carrières		196 135	104 014	202 810	44 650
Journées carrières	Organisateur	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Journées carrières	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Journées carrières	Commentaires				
Journées carrières	Mois concerné	Janvier	Janvier	Janvier	Janvier
Journées carrières	Durée	1	1	1	1
Journées carrières	Montage/démontage	4 jours	4 jours	4 jours	4 jours
Journées carrières	Nbre. m² loués		10 152		
Journées carrières	Nbre. exposants				
Journées carrières	Nbre. visiteurs				
Journées carrières	Chiffre d'affaires délégataire	196 135 €	104 014 €	202 810 €	44 650 €
Journées carrières	*consommation M2A*	*35 264 €*	*87 421 €*	*81 023 €*	*44 650 €*
Journées carrières	*consommation Ville de Mulhouse*				
Vœux du maire de Mulhouse		0	0	0	0
Vœux du conseil général		0	0	0	0
Fête du Monde		0	0	0	0
Nous les enfants		0	0	0	0
Fête de Noël des Anciens		74 988	76 158	0	4 693
Fête de Noël des Anciens	Organisateur	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse	Ville de Mulhouse
Fête de Noël des Anciens	Type	Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle	
Fête de Noël des Anciens	Commentaires				
Fête de Noël des Anciens	Mois concerné	décembre	décembre	-	décembre
Fête de Noël des Anciens	Durée	1	1	0	
Fête de Noël des Anciens	Montage/démontage	3	4	0	
Fête de Noël des Anciens	Nbre. m² loués	7 560	7 560	0	561
Fête de Noël des Anciens	Nbre. exposants				
Fête de Noël des Anciens	Nbre. visiteurs				
Fête de Noël des Anciens	Chiffre d'affaires délégataire	74 988 €	76 158 €	0 €	4 693 €
Fête de Noël des Anciens	*consommation M2A*				
Fête de Noël des Anciens	*consommation Ville de Mulhouse*	*74 988 €*	*76 158 €*		*4 693 €*
Activités administratives M2A (yc prestation)		99 246	78 986	68 032	71 846
Activités administratives M2A (yc prestation)	Organisateur	M2A	M2A	M2A	M2A
Activités administratives M2A (yc prestation)	Type	Congrès-Séminaire	Congrès-Séminaire	Congrès-Séminaire	Congrès-Séminaire
Activités administratives M2A (yc prestation)	Chiffre d'affaires délégataire	99 246 €	78 986 €	68 032 €	71 846 €

Détail du chiffre d'affaires HT sélection :	Chiffre d'affaires délégataire	18	19	20	21
Activités administratives M2A (yc prestation)	*consommation M2A*	*94 121 €*	*78 986 €*	*68 032 €*	*61 019 €*
Activités administratives M2A (yc prestation)	*consommation Ville de Mulhouse*				
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)		37 540	17 765	27 192	14 732
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)	Organisateur	Ville de mulhouse	Ville de mulhouse	Ville de mulhouse	Ville de mulhouse
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)	Type	Congrès-Séminaire	Congrès-Séminaire	Congrès-Séminaire	Congrès-Séminaire
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)	Chiffre d'affaires délégataire	37 540 €	17 765 €	27 192 €	14 732 €
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)	*consommation M2A*				
Manifestations ville de Mulhouse (yc prestations)	*consommation Ville de Mulhouse*	*36 801 €*	*17 765 €*	*27 192 €*	*14 732 €*
Manifestations accueillies représentant + de 2% du CA (50 k€)					
Salon de l'érotisme		50 565	42 040	0	24 037
Salon de l'érotisme	Organisateur	OXXO-EVENEMENTS ET COMMUNICATION	OXXO-EVENEMENTS ET COMMUNICATION	OXXO-EVENEMENTS ET COMMUNICATION	OXXO-EVENEMENTS ET COMMUNICATION
Salon de l'érotisme	Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Salon de l'érotisme	Commentaires				
Salon de l'érotisme	Mois concerné	octobre	octobre	-	octobre
Salon de l'érotisme	Durée	3	3	0	2
Salon de l'érotisme	Montage/démontage	5	4	0	3
Salon de l'érotisme	Nbre. m² loués	4 320	4 320	0	3 240
Salon de l'érotisme	Nbre. exposants				
Salon de l'érotisme	Nbre. visiteurs	10 000	4 000	0	
Salon de l'érotisme	Chiffre d'affaires délégataire	50 565 €	42 040 €	0 €	24 037 €
Salon de l'érotisme	*consommation M2A*				
Salon de l'érotisme	*consommation Ville de Mulhouse*				
Salon du mariage / Salon "OUI"		0	0	0	24 037
Salon du mariage / Salon "OUI"	Organisateur				YORGA-NISATION
Salon du mariage / Salon "OUI"	Type				Foire-Salon
Salon du mariage / Salon "OUI"	Commentaires				
Salon du mariage / Salon "OUI"	Mois concerné				novembre
Salon du mariage / Salon "OUI"	Durée				2
Salon du mariage / Salon "OUI"	Montage/démontage				2
Salon du mariage / Salon "OUI"	Nbre. m² loués				2 160

Détail du chiffre d'affaires HT						
			I1	I2	I3	I4
sélection :		Chiffre d'affaires délégataire	2018	2019	2020	2021
Salon du mariage / Salon "OUI"		Nbre. exposants				
Salon du mariage / Salon "OUI"		Nbre. visiteurs				
Salon du mariage / Salon "OUI"		Chiffre d'affaires délégataire				24 037 €
Salon du mariage / Salon "OUI"		*consommation M2A*				
Salon du mariage / Salon "OUI"		*consommation Ville de Mulhouse*				
Mondial de la Bière			0	0	0	0
Aquaterritorial			0	0	0	0
Congrès Sofmer			0	0	0	0
Salon Art3F			55 706	56 228	0	125 372
Salon Art3F		Organisateur	Art 3F	Art 3F	Art 3F	Art 3F
Salon Art3F		Type	Salon grand public	Salon grand public	Salon grand public	Salon grand public
Salon Art3F		Commentaires				
Salon Art3F		Mois concerné	novembre	novembre	-	juin-nov
Salon Art3F		Durée	3	3	0	6
Salon Art3F		Montage/démontage		4	0	
Salon Art3F		Nbre. m² loués	6 480	6 480	0	17 280
Salon Art3F		Nbre. exposants	200	200	0	
Salon Art3F		Nbre. visiteurs	23 500	30 000	0	49 000
Salon Art3F		Chiffre d'affaires délégataire	55 706 €	56 228 €		125 372 €
Salon Art3F		*consommation M2A*				
Salon Art3F		*consommation Ville de Mulhouse*				
Exposition canine			61 742	0	0	0
Banque Populaire ALC Assemblée sociétaires			0	0	0	0
70è anniversaire APA			0	0	0	0
Geek Unchained			0	55 354	0	66 879
Geek Unchained		Organisateur		Association Geek Unchained	Association Geek Unchained	Association Geek Unchained
Geek Unchained		Type		Salon grand public	Salon grand public	Salon grand public
Geek Unchained		Commentaires				
Geek Unchained		Mois concerné		juin	-	juin
Geek Unchained		Durée		2	0	2
Geek Unchained		Montage/démontage		5	0	5
Geek Unchained		Nbre. m² loués		10 152	0	10 808
Geek Unchained		Nbre. exposants				
Geek Unchained		Nbre. visiteurs				
Geek Unchained		Chiffre d'affaires délégataire		55 354 €	0 €	66 879 €
Geek Unchained		*consommation M2A*				

Détail du chiffre d'affaires HT						
			I1	I2	I3	I4
sélection :		Chiffre d'affaires délégataire	2018	2019	2020	2021
Geek Unchained		*consommation Ville de Mulhouse*		*29 971 €*		*37 134 €*
Spectacle ZINGARO			0	0	0	0
Salon du Camping car			0	0	51 209	0
Centre de dépistage COVID			0	0	0	137 542
Centre de dépistage COVID		Organisateur				LBM BIORHIN
Centre de dépistage COVID		Type				
Centre de dépistage COVID		Commentaires				
Centre de dépistage COVID		Mois concerné				janv à juin
Centre de dépistage COVID		Durée				159
Centre de dépistage COVID		Montage/démontage				
Centre de dépistage COVID		Nbre. m² loués				561
Centre de dépistage COVID		Nbre. exposants				
Centre de dépistage COVID		Nbre. visiteurs				
Centre de dépistage COVID		Chiffre d'affaires délégataire				137 542 €
Centre de dépistage COVID		*consommation M2A*				
Centre de dépistage COVID		*consommation Ville de Mulhouse*				
Nouveaux dossiers location			0	0	0	0
Autres manifestations accueillies						
Spectacles			51 225	34 193	28 664	56 638
Spectacles		Nombre de manifestations	3	2	1	2
Spectacles		Type	Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle	Spectacles manif. Culturelle
Spectacles		Nbre. visiteurs				
Spectacles		Chiffre d'affaires délégataire	51 225 €	34 193 €	28 664 €	56 638 €
Spectacles		*consommation M2A*				
Spectacles		*consommation Ville de Mulhouse*				
Congrès / séminaires			32 965	22 845	0	0
Foires-Salons			338 209	380 169	246 232	163 172
Foires-Salons		Nombre de manifestations	20	21	12	8
Foires-Salons		Type	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon	Foire-Salon
Foires-Salons		Nbre. de participants				
Foires-Salons		Chiffre d'affaires délégataire	338 209 €	380 169 €	246 232 €	163 172 €
Foires-Salons		*consommation M2A*				
Foires-Salons		*consommation Ville de Mulhouse*	*82 056 €*	*100 161 €*	*106 606 €*	*30 667 €*
Mariages / réunions privées			237 618	202 911	79 082	65 993

Détail du chiffre d'affaires HT						
			I1	I2	I3	I4
sélection :		Chiffre d'affaires délégataire	2018	2019	2020	2021
Mariages / réunions privées		Nombre de manifestations	35	43	17	9
Mariages / réunions privées		Type	Mariages-Réunions privées	Mariages-Réunions privées	Mariages-Réunions privées	Mariages-Réunions privées
Mariages / réunions privées		Nbre. de participants				
Mariages / réunions privées		Chiffre d'affaires délégataire	237 618 €	202 911 €	79 082 €	65 993 €
Mariages / réunions privées		*consommation M2A*	30 515 €	12 342 €	5 796 €	10 449 €
Mariages / réunions privées		*consommation Ville de Mulhouse*	20 513 €	17 638 €	4 252 €	3 882 €
Point d'Ex						
Foire du Livre de Saint-Louis			0	0	0	0
Autres manifestations PDX			10 551	20 557	20 623	0
TOTAL du		**Chiffre d'affaires délégataire**	4 916 049	5 188 861	2 359 814	3 018 782
	dont	**consommation M2A**	462 752	495 933	495 661	486 385
	dont	**consommation Ville de Mulhouse**	498 754	599 847	435 169	410 092

M. le Président : Laurent RICHE pour la présentation du bilan annuel du Parc des Expositions.

M. RICHE : Il s'agit du bilan annuel 2021 du Parc des expositions, ce bel équipement dans lequel nous sommes depuis plus de trois heures maintenant, du moins pour ceux qui sont restés.

M. le Président : Ceux qui ne sont plus là, ne l'entendent pas.

M. RICHE : Ecoutez, c'est la fin de l'année, on se lâche un peu, ça fait du bien. Dans la continuité de 2020, l'année 2021 a été difficile pour le secteur de l'évènementiel, vous vous en doutez. L'activité a été arrêtée en 2021 pendant les cinq premiers mois de l'année, et des contraintes sanitaires ont empêché la tenue des évènements de fin d'année. Cependant, il y a eu quand même pour le Parc Expo, comme pour de nombreux équipements, mais pour le Parc Expo, des aides de l'Etat, de la Région, de m2A, de la ville de Mulhouse, qui ont permis de maintenir un niveau élevé de produits, et par conséquent du résultat net de l'exercice. Un nombre de manifestations organisées quasiment équivalent, malgré tout, à celui de 2020, et un chiffre d'affaires qui en progression de 27 % par rapport à 2020. Je vous rappelle juste que nous avons fait le choix de reporter les travaux de rénovation des anciens bâtiments dans la prochaine DSP, enfin dans les anciens bâtiments c'est-à-dire ceux dans lesquels nous sommes depuis trois heures, un peu plus. Les investissements de 13,5 M€, presque, sont donc consacrés à la nouvelle halle nord qui est en construction à l'arrière du bâtiment, et la zone évènementielle extérieure sauf dépenses déjà réalisées pour la rénovation des bâtiments qui sont anciens. Je rappelle que nous avons fait ce choix de privilégier la construction de la nouvelle halle pour permettre au Parc Expo de continuer à développer son chiffre d'affaires, et nous reviendrons bien sûr après, par la suite, dans la rénovation du bâtiment, plus globalement. Je vous laisse prendre connaissance du reste du rapport avec les différentes manifestations qui se sont déroulées en 2021, telles que les Journées d'Octobre ou le Salon Industries du Futur / BE 4.0 dans la délibération. Merci de votre attention.

M. le Président : Merci Laurent. Tu as raison de souligner la dynamique du Parc Expo, parce que ce n'était pas simple d'organiser des salons, et on a plus de fréquentation que les années précédentes. Nous prenons acte du bilan annuel 2021, s'il n'y a pas de question. Il n'y en a pas. Je vous remercie.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du bilan annuel 2021 de Mulhouse Expo SAEML.

50° STRUCTURES PETITE ENFANCE : VERSEMENT DES SOLDES DES SUBVENTIONS 2022 ET PASSATIONS D'AVENANTS (232/7.5.6/845C)

Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures Petite Enfance permettant un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 4 ans.

A ce jour Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements un montant de subvention correspondant à 80 % de la somme attribuée en 2021.

Comme indiqué dans les conventions d'objectifs conclues au titre de l'année 2022, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'arrêter le montant définitif de la subvention 2022 et d'autoriser le versement du solde.

Par ailleurs, pour le multi-accueil « La Ribambelle » à Wittenheim, il est proposé d'augmenter la subvention de 15 000 € au titre de l'année 2022 en vue de l'ouverture de 3 places supplémentaires.

Structure	**Commune**	**Subvention 2021 (Pour mémoire)**	**1er acompte 2022 (50%)**	**2e acompte 2022 (30%)**	**Solde 2022**	**Total subvention 2022**
L'ATELIER DE LA VIE	Mulhouse	374 542	187 271	112 363	74 908	374 542
CSC AFSCO (MA)	Mulhouse	490 825	245 412	147 248	98 165	490 825
ACCUEIL ENFANTS DROUOT	Mulhouse	568 509	284 255	170 553	113 701	568 509
CSC BEL AIR (MA + LAEP)	Mulhouse	475 279	237 640	142 584	95 055	475 279
CLAIRE JOIE	Mulhouse	379 211	189 606	113 763	75 842	379 211
COULEURS DE VIE	Mulhouse	870 447	435 224	261 134	174 089	870 447
CSC LAVOISIER BRUSTLEIN	Mulhouse	661 351	330 676	198 405	132 270	661 351
CSC AFSCO (LAEP)	Mulhouse	4 021	2 010	1 206	805	4 021
CSC PORTE DU MIROIR (Le Carrousel)	Mulhouse	329 149	164 575	98 744	65 830	329 149
LES PETITS FILOUS	Brunstatt	134 900	67 450	40 470	26 980	134 900
GHRMSA (MA Les petits Loups)	Mulhouse	146 813	73 407	44 044	29 362	146 813
ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS	Mulhouse	351 750	175 875	105 525	70 350	351 750

EGLANTINE (MA)	Riedisheim	401 950	200 975	120 585	80 390	401 950
LA GRANDE OURSE	Illzach	289 523	144 762	86 857	57 904	289 523
LA RIBAMBELLE (MA)	Pfastatt	168 744	84 372	50 623	33 749	168 744
LA RIBAMBELLE	Wittenheim	240 127	120 064	72 038	63 025	255 127
CSC LA PASSERELLE (MA + LAEP)	Rixheim	308 083	154 042	92 425	61 616	308 083
LES PETITS PECHEURS DE LUNE	Illzach	295 608	147 804	88 682	59 122	295 608
JEAN-FREDERIC OBERLIN	Mulhouse	314 731	157 366	94 419	62 946	314 731
L'EGLANTINE (RPE)	Riedisheim	34 105	17 053	10 231	6 821	34 105
CSC LA PASSERELLE (RPE)	Rixheim	31 593	15 796	9 478	6 319	31 593
LA RIBAMBELLE (RPE)	Pfastatt	28 928	14 464	8 678	5 786	28 928
Total		6 900 189	3 450 099	2 070 055	1 395 035	6 915 189

Par ailleurs, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser les prestataires à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg ». Un titre de recette sera émis par la suite afin de recouvrer le montant de ce bonus, non pris en compte dans le montant des subventions au titre de l'année 2022 tel que défini ci-dessus, les chiffres de la CAF n'étant pas connus à ce jour.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 :
Chapitre 65, Fonction 64, Article 6574
Service gestionnaire et utilisateur : 232
Ligne de crédit 3819 : subvention fonctionnement centres sociaux et crèches

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des soldes de subventions proposés pour un montant total de 1 395 035 €,
- approuve le projet d'avenant à la convention d'objectifs conclue avec les structures périscolaires, tel qu'annexé aux présentes,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant et toute pièce nécessaire à son exécution.

Pièce-jointe : projet d'avenant

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - L'ATELIER DE LA VIE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association L'ATELIER DE LA VIE, domiciliée 188 Avenue Aristide Briand - 68200 MULHOUSE, représentée par la Présidente, Marie-Sophie PEIGNE
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **L'ATELIER DE LA VIE**
la Présidente,

Marie-Sophie PEIGNE

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF - ANNEE 2022
LES PETITS SOLEILS ET LES ETOILES FILANTES CSC AFSCO

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC AFSCO, domiciliée 10 rue Pierre Loti - 68200 MULHOUSE, représentée par le Président, Christian COLLIN
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC AFSCO**
le Président,

Christian COLLIN

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - BAB'ILL

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association ACCUEIL ENFANTS DROUOT, domiciliée 13 rue de Savoie - 68100 MULHOUSE, représentée par le Président, Daniel LANDER
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service petite enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **ACCUEIL ENFANTS DROUOT**
le Président,

Daniel LANDER

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - CSC BEL AIR Multi-accueil ET LAEP

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC BEL AIR, domiciliée 31 rue Fénélon - 68200 MULHOUSE, représentée par la Présidente, Maria SPIESSER
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC BEL AIR**
la Présidente,

Maria SPIESSER

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - CLAIRE JOIE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CLAIRE JOIE, domiciliée 42 rue Kléber - 68100 MULHOUSE, représentée par le Président, Emmanuel GRUYER
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CLAIRE JOIE**
le Président,

Emmanuel GRUYER

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - COULEURS DE VIE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association COULEURS DE VIE, domiciliée 25 rue de Bordeaux - 68060 MULHOUSE CEDEX, représentée par la Présidente, Chantal RISSER
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **COULEURS DE VIE**
la Présidente,

Chantal RISSER

Avenant notifié le

2e Pôle Finances et Service à la Population
23- Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 – MULTI-ACCUEILS LAVOISIER ET CAROLINE FRITZ

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC LAVOISIER BRUSTLEIN, domiciliée 59 Allée Glück CS22151 - 68200 MULHOUSE, représentée par le Président, Diego CALABRO
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC LAVOISIER BRUSTLEIN**
le Président,

Diego CALABRO

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - LAEP AFSCO

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC AFSCO, domiciliée 10 rue Pierre Loti - 68460 LUTTERBACH, représentée par le Président, Christian COLLIN
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC AFSCO**
le Président,

Christian COLLIN

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 – MULTI-ACCUEIL LE CARROUSEL

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC PORTE DU MIROIR, domiciliée 24 rue du Manège - 68100 MULHOUSE, représentée par le Président, Xavier COLOMBET
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC PORTE DU MIROIR**
le Président,

Xavier COLOMBET

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - LES PETITS FILOUS

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association LES PETITS FILOUS, domiciliée 333 Avenue d'Altkirch - 68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM, représentée par la Présidente, Magella MONTOUT
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 20 janvier 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **LES PETITS FILOUS**
la Présidente,

Magella MONTOUT

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - LES PETITS LOUPS

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association GHRMSA - LES PETITS LOUPS, domiciliée 3D rue du Docteur Léon Mangeney - 68100 MULHOUSE, représentée par la Présidente, Corinne KRENCKER
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 17 janvier 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **GHRMSA - LES PETITS LOUPS**
la Présidente,

Corinne KRENCKER

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - LES PETITS SOLEILS

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS, domiciliée 9 Grand'Rue - 68200 MULHOUSE, représentée par le Président, Christophe VUICHARD
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS**
le Président,

Christophe VUICHARD

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - MA L'EGLANTINE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association EGLANTINE, domiciliée 20 rue du Beau Site - 68400 RIEDISHEIM, représentée par la Présidente, Patricia BOHN
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour l'association **EGLANTINE**
la Présidente,

Patricia BOHN

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 – MULTI-ACCUEIL LA GRANDE OURSE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association LA GRANDE OURSE, domiciliée 1B rue Victor Hugo - 68110 ILLZACH, représentée par le Président, Amadou SOW
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 7 février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **LA GRANDE OURSE**
le Président,

Amadou SOW

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 – MULTI-ACCUEIL LA RIBAMBELLE PFASTATT

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association LA RIBAMBELLE, domiciliée 9 rue Ehrburger - 68120 PFASTATT, représentée par le Président, Jean-Claude BENSEL
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 7 février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **LA RIBAMBELLE**
le Président,

Jean-Claude BENSEL

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 – MULTI-ACCUEIL LA RIBAMBELLE WITTENHEIM

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association LA RIBAMBELLE, domiciliée Place du Tilleul - 68270 WITTENHEIM, représentée par la Présidente, Camille CHACON
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 10 février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

Par ailleurs, l'association souhaite voir augmenter la subvention de 15 000 € au titre de l'année 2022 en vue de l'ouverture de 3 places supplémentaires.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Compte tenu de l'augmentation du nombre de places prévue par l'association, le montant de la subvention est porté à 255 127 € (+15 000 €). Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **LA RIBAMBELLE**
la Présidente,

Camille CHACON

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - MA ET LAEP LA PASSERELLE CSC LA PASSERELE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC LA PASSERELLE, domiciliée Allée du Chemin Chemin Vert - 68170 RIXHEIM, représentée par le Président, Philippe WOLF
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 7 février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC LA PASSERELLE**
le Président,

Philippe WOLF

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - MA LES PETITS PECHEURS DE LUNE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association LES PETITS PECHEURS DE LUNE, domiciliée 1B rue Victor Hugo - 68110 ILLZACH, représentée par le Président, Amadou SOW
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 7 février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **LES PETITS PECHEURS DE LUNE**
le Président,

Amadou SOW

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF - ANNEE 2022
MAISON DE LA PETITE ENFANCE JEAN-FREDERIC OBERLIN

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CRECHE DE LA PORTE HAUTE, domiciliée 12 rue d'Alsace - 68200 MULHOUSE, représentée par la Présidente, Christiane HENLIN
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CRECHE DE LA PORTE HAUTE**
la Présidente,

Christiane HENLIN

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - RPE L'EGLANTINE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association EGLANTINE, domiciliée 20 rue du Beau Site - 68400 RIEDISHEIM, représentée par la Présidente, Patricia BOHN
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **EGLANTINE**
la Présidente,

Patricia BOHN

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - RPE CSC LA PASSERELLE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC LA PASSERELLE, domiciliée Allée du Chemin Chemin Vert - 68170 RIXHEIM, représentée par le Président, Philippe WOLF
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC LA PASSERELLE**
le Président,

Philippe WOLF

Avenant notifié le

Pôle Finances et Service à la Population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - RPE DE PFASTATT

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association LA RIBAMBELLE, domiciliée 9 rue Ehrburger - 68120 PFASTATT, représentée par le Président, Jean-Claude BENSEL
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 1er février 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service Petite Enfance sur l'année civile 2022.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite Enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du

contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :
- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **LA RIBAMBELLE**
le Président,

Jean-Claude BENSEL

Avenant notifié le

M. le Président : Nous passons au volet Enfance. Une vingtaine de délibérations que l'on va regrouper, si vous en êtes d'accord, et vous dire que ce n'est pas anodin sur le point financier, il faut toujours avoir ces 34 structures collectives Petite enfance, les 10 relais assistante maternelle, les 102 accueils périscolaires, mais Josiane va nous présenter cela de manière concise.

Mme MEHLEN : Merci M. le Président, moi qui voulais me faire plaisir en prenant à peu près 10 minutes par délibération, je vais essayer de faire mieux. Chers collègues, merci de votre confiance sur ce sujet. La première délibération concerne le solde de versement des subventions pour l'année 2022 pour les structures Petite Enfance. Il y a 18 multi-accueils, 3 lieux d'accueil enfants-parents et trois relais Petite Enfance qui sont concernés pour un montant de 1 395 035 € concernant le solde de 20 % à verser au titre de l'année 2022. Le total représente quand même 6 915 189 € sur une année. A compter de 2022, les prestations de la CAF, dans le schéma de la convention territoriale globale, seront directement versées au gestionnaire et non plus directement à m2A. Et afin de ne pas impacter la trésorerie des structures et dans l'attente des données chiffrées et définitives de la CAF, il est proposé que la subvention totale soit versée au gestionnaire, et ceux-ci devront par la suite rembourser m2A de la somme perçue par la CAF, au titre de l'année 2022. Voilà en ce qui concerne la Petite Enfance. J'essaie d'avancer et vous m'interrompez, n'hésitez pas.

M. le Président : Je vais tout de même faire le vote. Naturellement tous ceux qui sont membres des structures concernées ne prennent pas par au vote. Il n'est pas nécessaire de vous manifester, on vous a notés. Pour les autres, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 54 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (17) : Mme KEMPF (représentée par Mme MEHLEN), Mme MEYER, Mme SCHELL, Mme LUTOLF-CAMORALI, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme RAPP, M. COUCHOT, Mme MEHLEN, Mme RISSER, M. QUIN, Mme LUTZ, Mme JENN (représentée par M. SCHILDKNECHT), Mme BAECHTEL, Mme MATHIEU-BECHT, M. LOGEL, M. WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Merci beaucoup. On peut continuer Josiane.

51° STRUCTURES PERISCOLAIRES : VERSEMENT DES SOLDES DES SUBVENTIONS 2022 ET PASSATIONS D'AVENANTS (231/7.5.6/846C)

En complément de la gestion directe et déléguée des activités périscolaires, Mulhouse Alsace Agglomération conventionne avec des partenaires associatifs gérant ce même type d'activités sur son territoire.

Pour l'ensemble des sites périscolaires gérés via une convention d'objectifs, il convient de prévoir le versement du solde de la subvention 2022.

Par ailleurs, lors de la rentrée scolaire 2022, le périmètre des activités périscolaires gérées par l'association APAP de Brunstatt a évolué, avec notamment une augmentation de sa capacité d'accueil.

Afin de prendre en compte l'augmentation de la capacité d'accueil, il est proposé de porter le montant annuel de la subvention de 140 000 € à 154 596 € (+ 14 596 €). Compte tenu des acomptes déjà versés, le solde s'élève alors à 42 596 €.

Enfin, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser les prestataires à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg ». Un titre de recette sera émis par la suite afin de recouvrer le montant de ce bonus, non pris en compte dans le montant des subventions au titre de l'année 2022 tel que définis ci-dessus, les chiffres de la CAF n'étant pas connus à ce jour.

A ce jour Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements un montant de subvention correspondant à 80 % de la somme attribuée en 2021.

Comme indiqué dans les conventions d'objectifs conclues au titre de l'année 2022, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'arrêter le montant définitif de la subvention 2022 et d'autoriser le versement du solde.

Structure	**Commune**	**Subvention 2021 (Pour mémoire)**	**1er acompte 2022 (50%)**	**2e acompte 2022 (30%)**	**Solde 2022**	**Total subvention 2022**
CSC AFSCO	Mulhouse	228 007	114 004	68 402	45 601	228 007
APAP DE BRUNSTATT	Brunstatt	140 000	70 000	42 000	42 596	154 596
CSC Bel Air	Mulhouse	96 750	48 375	29 025	19 350	96 750
CSC La Passerelle	Rixheim	308 096	154 048	92 429	61 619	308 096
Total		772 853	386 427	231 856	169 166	787 449

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 :
Chapitre 65, Fonction 251, Article 6574
Service gestionnaire et utilisateur : 231
Enveloppe 3871 : subvention fonctionnement périscolaire hors DSP

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des soldes de subventions proposés pour un montant total de 169 166 €,
- approuve le projet d'avenant à la convention d'objectifs conclue avec les structures périscolaires, tel qu'annexé aux présentes,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant et toute pièce nécessaire à son exécution.

Pièce-jointe : projet d'avenant

2e Pôle Finances et Service à la Population
23- Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - CSC AFSCO

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC AFSCO, domiciliée 10 rue Pierre Loti - 68200 MULHOUSE, représentée par le Président, Christian COLLIN
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 11 janvier 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service périscolaire sur l'année civile 2022

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DU CSC

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :

- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **CSC AFSCO**
le Président

Christian COLLIN

Avenant notifié le

2e Pôle Finances et Service à la Population
23- Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - APAP BRUNSTATT

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association APAP DE BRUNSTATT, domiciliée 13 rue du Château - 68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM, représentée par le Président, Fabien GARCIA
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 24 décembre 2021, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service périscolaire sur l'année civile 2022

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

Par ailleurs, lors de la rentrée scolaire 2022, le périmètre des activités périscolaires gérées par l'association a évolué, avec notamment une augmentation de sa capacité d'accueil de 25 places le midi et 18 places le soir.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'ASSOCIATION

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :

- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Afin de prendre en compte l'augmentation de la capacité d'accueil, le montant annuel prévisionnel de la subvention est porté de 140 000 à 154 596 € (+14 596 €).

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour **APAP DE BRUNSTATT**
le Président

Fabien GARCIA

Avenant notifié le

2e Pôle Finances et Service à la Population
23- Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

**AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - CSC BEL AIR**

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC BEL AIR, domiciliée 31 rue Fénélon - 68200 MULHOUSE, représentée par le Président, Adrien CALLEJA
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 11 janvier 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service périscolaire sur l'année civile 2022

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DU CSC

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :

- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Pour **CSC BEL AIR**
le Président

Josiane MEHLEN

Adrien CALLEJA

Avenant notifié le

2e Pôle Finances et Service à la Population
23- Direction Enfance et Famille
2342 – Unité marchés publics et DSP
EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'OBJECTIF
ANNEE 2022 - CSC LA PASSERELLE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

L'association CSC LA PASSERELLE, domiciliée Allée du Chemin Vert - 68170 RIXHEIM, représentée par le Président, Philippe WOLFF
ci-après désignée « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention d'objectifs en date du 11 janvier 2022, Mulhouse Alsace Agglomération et l'association ont défini les modalités de coopération entre les parties pour la mise en œuvre du service périscolaire sur l'année civile 2022

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la subvention versée au titre du contrat de la convention d'objectifs, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par l'association.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention versée par m2A à l'association.

ARTICLE 2 – MISSIONS DU CSC

A l'article II 1. de la convention d'objectif ; après « *Percevoir la prestation de service ordinaire de la Caisse d'Allocations Familiales* » est ajouté la mention suivante :

- *Ainsi que Le Bonus « Territoire Ctg »*

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le montant de la subvention ayant été déterminé avant que les montants versés par la CAF au titre de l'année 2022 ne soient connus, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association afin de recouvrer le trop perçu, correspondant très exactement au montant du bonus Territoire Ctg perçue par cette dernière au titre de l'exercice 2022 pour les activités couvertes par la présente convention d'objectifs.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

PJ : délibération

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Pour **CSC LA PASSERELLE**
le Président

Josiane MEHLEN

Philippe WOLFF

Avenant notifié le

Mme MEHLEN : Même schéma pour le périscolaire : versement des soldes de subventions 2022 et passation des mêmes avenants. Nous avons déjà versé 80 % des sommes attribuées en 2021. 4 sites sont concernés pour un montant des soldes 2022 de 169 166 €, et le montant total des subventions versées au titre des conventions d'objectifs avec nos partenaires s'élève à 787 449 € pour l'année. Bien sûr nous avons parfois, vous l'avez vu, quelques évolutions liées à des augmentations de places, mais les chiffres sont relativement parlants. Si vous avez des questions, n'hésitez pas.

M. le Président : Merci Josiane. Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (8) : Mme SCHELL, Mme MEHLEN, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, Mme BAECHTEL, Mme MATHIEU-BECHT, M. LOGEL, M. WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

52° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES PETITE ENFANCE, PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES SUR LES COMMUNES DE BOLLWILLER, DIETWILLER, HABSHEIM, MULHOUSE, PFASTATT ET RIEDISHEIM : LANCEMENT DE LA CONSULTATION (2342/1.2.1/852C)

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), conformément à ses statuts, entend répondre aux attentes des familles par la mise en œuvre de ses compétences en matière d'organisation et développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 0 à 12 ans.

Plusieurs concessions de service public concernant la gestion des activités Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires arrivent à échéance le 31 décembre 2023. Il convient donc de prévoir leur renouvellement.

Les sept concessions envisagées sont les suivantes :

N° de lot	Dénomination
1	Gestion et exploitation du multi-accueil « La cour des petits pages » et du site périscolaire « La Pirouette » à Bollwiller
2	Gestion et exploitation d'un site périscolaire et extrascolaire à Dietwiller
3	Gestion et exploitation d'un site périscolaire et extrascolaire à Habsheim
4	Gestion et exploitation d'un multi-accueil collectif et d'un multi-accueil familial à Mulhouse
5	Gestion et exploitation du site périscolaire l'Îlôt Mômes à Pfastatt
6	Gestion et exploitation du site périscolaire Récré ô Mômes à Pfastatt
7	Gestion et exploitation du site périscolaire La Courte Echelle à Riedisheim

Les caractéristiques de ces services sont précisées dans le rapport annexé rappelant l'historique, les modes de gestion envisagés ainsi que les caractéristiques essentielles des projets de concession.
Les projets de concession ont été soumis pour avis préalable à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 24 novembre 2022, qui a émis un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil d'Agglomération de se prononcer sur le principe de ces concessions.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la gestion par concession de service public pour l'exploitation des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires sur les communes de Bollwiller, Dietwiller, Habsheim, Mulhouse, Pfastatt et Riedisheim,
- autorise le Président ou son représentant à mener les procédures de passation des concessions relatives à la gestion des activités susmentionnées.

PJ 1 : Rapport de présentation des services

Pôle Finances et Service à la population
23 - Direction Enfance et Famille
2342 – EP/SG

Mulhouse, le 24 novembre 2022

RAPPORT A LA COMMISSION
CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX
Du 24 novembre 2022

1. Renouvellement des concessions – Année 2023

Dans le cadre de ses compétences petite enfance et périscolaire, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) entend répondre aux attentes des familles par le développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 0 à 12 ans.

A ce titre, plusieurs structures petite enfance, périscolaires et extrascolaires sont actuellement gérées par des partenaires extérieurs, via des contrats de concession. Plusieurs de ces contrats arrivant à échéance en fin d'année 2023, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) est amenée à se prononcer sur le principe du renouvellement de ces concessions.

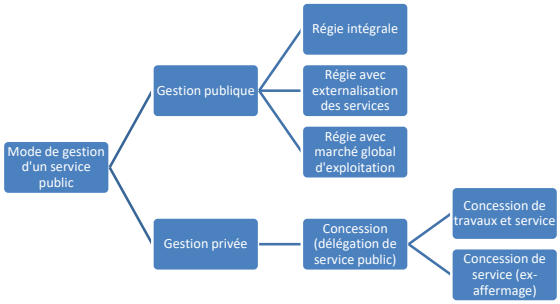
Le présent rapport a pour objet de présenter :

- Les principales caractéristiques des différents modes de gestion envisageables dans le cas présent,
- Les objectifs de m2A, dont découle le montage proposé,
- Les principales caractéristiques du futur contrat,
- Le planning de mise en œuvre.

2. Choix du mode de gestion

2.1 Présentation des différents modes de gestion

Les principaux modes de gestion envisageables, publics ou privés, figurent sur le schéma ci-après :



Parmi les nombreux montages possibles, le choix le plus pertinent dépend de facteurs qu'il convient d'étudier avant de procéder au choix définitif.

Les équipements accueillants les services étant déjà existants, les montages contractuels globaux emportant la réalisation d'ouvrages ne concernent pas le cas présent.

Seront donc étudiés les montages suivants :

- Régie,
- Quasi-régie,
- Régie avec gestion externalisée par marché(s) public(s), en tenant compte des nouveautés issues de la réforme des marchés publics du 1er avril 2016 et codifiées dans le Code de la Commande Publique,
- Concession au sens de la troisième partie du Code de la Commande Publique (équivalent d'une ancienne Délégation de Service Public de type affermage).

2.2 La gestion en régie du service

La régie est un mode de gestion des services publics par lequel la Personne Publique prend en charge une activité dans le cadre de ses propres services. Cependant, cela ne signifie pas que toutes les missions sont réalisées directement par la Personne Publique. Celle-ci peut passer des contrats avec des tiers pour réaliser toute ou partie de sa mission.

Les contrats correspondants (travaux, fournitures, prestations de services) sont conclus conformément aux procédures définies par la deuxième partie du Code de la Commande Publique.

Il s'agit pour la Personne Publique d'assurer par ses propres moyens (sans Titulaire, ni sous-traitant) la gestion complète de l'équipement. Lorsqu'elle gère directement un service public, elle est totalement responsable du service, et en particulier :

- Elle est responsable de l'organisation et du fonctionnement du service,
- Elle utilise exclusivement son personnel (titulaire ou contractuel),
- Elle supporte toutes les dépenses quelle que soit leur nature,
- Elle encaisse toutes les recettes liées au service.

Incidences du recours à la régie directe :

Avantages	Inconvénients
- Maîtrise totale du service et liberté de décision - Forte réactivité et responsabilisation - Gestion budgétaire complète	- La Personne Publique supporte pleinement la responsabilité juridique, technique et financière de la gestion du service - La Personne Publique gère notamment les ressources humaines et assume directement le coût du personnel - Respect des règles de la comptabilité publique pouvant entraîner une certaine pesanteur administrative

Sur le plan technique, la Personne Publique s'occupe de l'accueil et de la gestion des usagers, du personnel, de l'entretien des ouvrages et du matériel, ainsi que de tous les services complémentaires (animations, nettoyage, etc.). Elle dispose à ce titre d'un contrôle fort sur l'exploitation, mais qui s'avère souvent contraignant pour la gestion quotidienne d'un service public.

La gestion comptable et technique d'un équipement petite enfance ou périscolaire, dans un environnement techniquement complexe, requiert un savoir-faire et des compétences professionnelles pointues souvent difficiles à réunir en interne par la Personne Publique.

La Personne Publique connait bien les caractéristiques de la régie directe puisqu'elle dispose sur son territoire de structures Petite Enfance et Périscolaire gérées en régie.

2.3 La quasi-régie

La quasi-régie est un mode de dévolution contractuel réservé à des sociétés ayant un actionnariat légalement prévu et à 100% public.

Aussi, une telle structure est un prolongement de la personne publique actionnaire. Ainsi, les marchés publics ou les concessions conclus avec lesdites sociétés sont exonérés des obligations de publicité et de mise en concurrence dès lors qu'elles répondent aux besoins des actionnaires publics et que 3 conditions cumulatives sont réunies :

- La personne publique actionnaire exerce sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services,
- La personne morale contrôlée réalise plus de 80% de son activité dans le cadre des tâches qui sont confiées par la collectivité actionnaire,
- La personne morale contrôlée ne comporte pas de participation directe de capitaux privés au capital, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage (pas d'influence décisive sur la personne morale contrôlée).

m2A est notamment actionnaire de la Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA), qui s'est vue confier la gestion d'activités périscolaires dans les communes faisant anciennement partie de la « bande rhénane » et aujourd'hui membres de m2A.

Incidences du recours à la quasi-régie :

Avantages	Inconvénients
- Maîtrise de la politique de service public - Contrôle analogue - Contrat sans publicité ni mis en concurrence - Contrôle budgétaire et financier fort	- Soumission de la SPL à la TVA et à l'impôt sur les sociétés - Soumission de la SPL au code de la commande publique pour ses propres achats de travaux, fournitures ou services

2.4 Le recours au(x) marché(s) public(s) de prestation de service

La Personne Publique peut également confier à un tiers (ou des tiers) des prestations plus ou moins étendues liées à la gestion du service (par exemple, l'entretien-maintenance seulement ou la gestion complète) tout en gardant le contrôle du service.

Il s'agit d'un contrat dans lequel le Titulaire assure la gestion du service pour le compte de la Personne Publique. La Personne Publique fixe dans le cadre du marché le contenu détaillé de la prestation attendue.

La vigilance dans la rédaction et la précision dans le descriptif des prestations sont indispensables pour éviter les zones d'ombre, sources de conflit pendant la durée du contrat.

La rémunération du Titulaire est indépendante des résultats du service. Il n'est pas intéressé à la gestion. La Personne Publique supporte le déficit éventuel ou bénéficie de l'excédent éventuel.

Le Titulaire collecte puis reverse à la Personne Publique les recettes perçues auprès des usagers.

Dans le cadre d'un marché public, la Personne Publique achète une prestation de service à un partenaire privé.

Incidences du recours au marché de prestation :

Avantages	Inconvénients
- La Personne Publique est déchargée des tâches quotidiennes d'exploitation. - La Personne Publique conserve une maîtrise forte sur la gestion du service.	- La Personne Publique assume la responsabilité du service et les risques financiers de la gestion. - Le Titulaire n'est pas intéressé à la gestion (risque d'une qualité de service médiocre si le dimensionnement des moyens mis en œuvre n'est pas suffisant). - Contrôle régulier du Titulaire nécessaire. - Gestion financière complexe en raison de la structure du paiement du service.

2.5 La gestion confiée à un opérateur privé : la concession

Au terme de l'article L. 1121-1 du Code de la Commande Publique, les contrats de concessions sont les contrats qui confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service (public ou non) à un tiers, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie du droit d'exploiter cet ouvrage ou ce service (éventuellement assorti d'un prix).

La part de risque transférée implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne soit pas purement théorique ou négligeable.

Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions normales d'exploitation, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à la gestion de l'ouvrage ou du service.

En pratique, le Concessionnaire assume le risque commercial lié à l'exploitation du service (gestion aux risques et périls du délégataire) et tire sa rémunération en partie des recettes versées par les usagers.

Le délégataire doit donc :

- Assurer la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du service,
- Supporter l'intégralité des dépenses d'exploitation,
- Percevoir les recettes d'exploitation du service,
- Supporter le risque sur les produits et la fréquentation du service.

Dans le cadre d'une concession de service public, la Personne Publique conserve :

- La maîtrise d'ouvrage du service et la validation des principes de fonctionnement (projet pédagogique, règlement intérieur, gestion des admissions, tarification…),
- Le rôle de contrôle du service réalisé par le Concessionnaire.

Incidences du recours à la concession :

Avantages	Inconvénients
- La Personne Publique est déchargée des tâches quotidiennes d'exploitation. - Risques et responsabilités limités pour la Personne Publique. - Capacité de négociation plus importante en Concession	- Durée un peu plus longue que pour un marché (en fonction de la durée d'amortissement des investissements). - Nécessite la mise en place d'un protocole de contrôle et de suivi de l'exécution du service (réunions, visites, tableaux de bord, etc.)

2.6 Eléments de comparaison entre concession et marché

2.6.1. Les points communs entre concession et marché public

Sur le plan technique, aucun de ces modes de gestion ne se distingue fondamentalement. Dès lors, quelle que soit la solution retenue par la Personne Publique, les prestations techniques, les engagements en matière de performance, de respect des objectifs fixés par la Personne Publique, de conseil et de veille technique, etc. ne seront pas différents. Dans tous les cas, la Personne Publique aura les moyens d'obtenir de son cocontractant la qualité de service attendue et d'en assurer le contrôle

2.6.2. Les différences entre concession et marché public

Pour l'organisation de la gestion externalisée de son service, la Personne Publique peut opter pour la conclusion d'un ou plusieurs marchés publics ou encore d'une concession. Malgré de nombreux points communs, cette dernière présente certains avantages au regard de la situation de la Personne Publique.

	Concession	Marché public
Esprit du contrat et autonomie du Titulaire/Concessionnaire	Logique de résultat : le contrat fixe les résultats que la Personne Publique exige d'atteindre. À charge pour le Concessionnaire de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les atteindre. Plus grande autonomie du Concessionnaire dans la gestion et l'organisation du service.	Logique de moyens : le contrat fixe les moyens que le Titulaire doit utiliser, à charge pour la Personne Publique de s'assurer qu'ils sont suffisants pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés.
Rémunération de l'opérateur	La rémunération du Concessionnaire doit être « substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service ». En pratique, le Concessionnaire assume le risque commercial lié à l'exploitation du service (gestion aux risques et périls du Concessionnaire) et tire sa rémunération des redevances versées par les différents usagers. Les recettes issues des usagers rentrent directement dans son propre compte d'exploitation. Le coût du service pour la Personne Publique est connu a priori et n'a pas vocation à changer pendant toute la durée du contrat.	La Personne Publique supporte le risque économique puisque le Titulaire perçoit les recettes pour le compte de cette dernière. Le reste à charge pour la Personne Publique dépend des recettes perçues.
Recours à la négociation avec les candidats (permet une plus grande capacité d'adaptation des candidats à la demande de la Personne Publique)	Oui sans hiérarchie ni pondération des critères obligatoires en Petite Enfance.	Possible marché à procédure adaptée conformément au Code de la Commande Publique, et notamment ses articles R. 2123-1 et suivants Liberté de négociation restant encadrée par la pondération des critères choisis en amont de la lecture des offres des candidats.

3. Implications financières

D'un point de vue budgétaire, la gestion déléguée présente un intérêt supérieur pour la Collectivité qui n'a en marché et en concession que la contribution éventuelle ou le prix de la prestation, ainsi que les dotations aux amortissements et provisions. Alors qu'en régie, m2A doit inscrire sur son budget l'ensemble des charges d'exploitation.

D'un point de vue économique, la gestion déléguée présente également un plus grand intérêt avec un coût/place optimisé pour la Collectivité. Grâce à une plus grande incitation à une performance optimisée du service, en raison du transfert du risque d'exploitation, la Concession offre, davantage que le marché, un modèle économique plus efficient pour la Collectivité.

4. Mode de gestion proposé au regard des objectifs de la personne publique

4.1. Enjeux relatifs au choix du mode de gestion

Les enjeux du choix du mode de gestion des activités petite enfance et périscolaires sont nombreux.

Il s'agit de :

- accueillir les jeunes enfants du territoire et leur proposer des activités adaptées, contribuant ainsi à la qualité de vie des familles et à l'attractivité du territoire ;
- disposer d'un service de qualité, adapté aux besoins de sa population :
  - horaires d'ouverture et possibilités d'accueil en temps plein comme en temps partiel, en accueil régulier comme en accueil occasionnel,
  - nature des activités proposées,
  - projet pédagogique pertinent et adapté, conforme aux orientations pédagogiques définies par la Personne Publique ainsi qu'aux obligations en termes d'hygiène et de sécurité,
- recruter et fidéliser un personnel qualifié, motivé, en lui offrant des perspectives d'évolution et de formation, tout en favorisant l'emploi local,
- conserver un contrôle fort du service et une maîtrise de la qualité du service,
- maîtriser les impacts sur les services de la Collectivité : DRH, services techniques, etc.
- optimiser la gestion du service et maîtriser les coûts :
  - optimiser le taux d'occupation,
  - s'inscrire dans le référentiel de la CAF afin de bénéficier au maximum des aides existantes,
  - limiter l'impact sur le budget de fonctionnement de l'Agglomération,
- Assurer le maintien en bon état de fonctionnement de l'équipement (entretien du bâtiment et renouvellement des installations ainsi que du matériel).

4.2. Proposition de la Personne Publique

4.2.1. Raison du choix

Les raisons qui poussent m2A à faire son choix sont les suivantes :
- les équipements petite enfance et périscolaires sont par nature techniquement contraignants et spécifiques (contraintes règlementaires sur l'encadrement des enfants par exemple) ;
- la gestion d'équipements petite enfance et périscolaire requiert un savoir-faire spécifique, en ce qui concerne le service proposé aux usagers ;
- les exigences croissantes de la population nécessitent de s'adapter en permanence et d'adopter les bonnes pratiques du secteur ;
- le fonctionnement du secteur requiert une coopération avec les différents financeurs et partenaires (CAF, Conseil Départemental, PMI, etc.) ;
- la Personne Publique souhaite laisser l'entière responsabilité économique et financière de l'équipement à un opérateur privé, qui en assurera la gestion ;
- la Personne Publique sera déchargée de la gestion quotidienne de l'équipement, et notamment des missions de gestion de personnel ;
- la procédure de concession offre une plus grande capacité de négociation que la procédure allégée des articles R.2122-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- la gestion du personnel par un opérateur sera plus aisée dans la mesure où il disposera d'un vivier de candidats qualifiés ainsi que de plans de formation structurés et d'outils mutualisés entre ses différentes structures (outils de gestion, de formation, échanges d'expériences…)
- il apparait opportun de confier l'ensemble de la gestion de l'équipement à un opérateur professionnel possédant un savoir-faire reconnu en la matière.

Aussi, la technicité du métier, les difficultés de recrutement en régie, la nécessité d'avoir un positionnement adapté, les contraintes budgétaires et réglementaires incitent à retenir le principe d'une concession et plus précisément à recourir à un contrat de concession de service public.

4.2.2. Conclusion : le recours à la concession de service public

Compte tenu des objectifs de la Personne Publique et des contraintes afférentes à la gestion de l'équipement, la solution de la concession de service public semble la mieux adaptée. Celle-ci permet à la Personne Publique :
D'une part, d'être déchargée de la gestion quotidienne du service et ainsi de pouvoir se concentrer sur ses missions de contrôle des prestations rendues par le Concessionnaire,
D'autre part, de bénéficier du savoir-faire de l'opérateur privé dans la gestion quotidienne du service qui lui est confiée, souvent reconnu au niveau national.

En effet, la Personne Publique ne souhaite pas prendre en charge l'intégralité des dépenses liées à la gestion du multi-accueil et du périscolaire.

Le Concédant serait chargé de gérer l'équipement à ses risques et périls conformément aux prescriptions du cahier des charges ; la Personne Publique conservant un droit de contrôle sur l'exécution du contrat.

La Personne Publique propose de lancer une procédure de concession pour la gestion de ces activités de multi-accueil et périscolaire.

Dans le cadre de la procédure, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'assemblée délibérante sont donc appelés à se prononcer sur le principe du recours à la concession comme mode de gestion de l'équipement. Les caractéristiques envisagées du contrat sont précisées ci-après.

Dans la mesure où les modalités de gestion ne sont pas modifiées, l'avis du Comité Technique n'est pas requis pour le renouvellement de ces contrats.

5. **Caractéristiques principales des futurs contrats**

5.1. Historique des contrats en cours

1/ Gestion du multi-accueil « La Cour des Petits Pages » et de l'accueil périscolaire « La Pirouette » de Bollwiller

Depuis 2016, la concession d'exploitation des activités de Bollwiller regroupe la gestion du multi-accueil et des activités périscolaires.

Les activités petite enfance et périscolaire sont actuellement gérées via une concession par la MJC de Bollwiller. La date d'échéance de la convention d'exploitation est fixée au 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 s'élève à 490 675,00€ :
- 272 330,00€ au titre du multi-accueil
- 218 345,00€ au titre du périscolaire

2/ Gestion de l'accueil périscolaire de Dietwiller

L'accueil périscolaire de Dietwiller est géré depuis le 1er janvier 2016 sous la forme d'une concession portant délégation de service public. Ce contrat inclut également la gestion des activités extrascolaires, via un groupement d'autorité concédantes avec le Syndicat Communal Ile Napoléon, compétent en la matière sur cette commune.

Actuellement, le site est géré par l'association « l'Ile aux copains » via une concession pour laquelle la convention d'exploitation arrivera à échéance le 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 est de 105 000,00€.

3/ Gestion de l'accueil périscolaire de Habsheim

L'accueil périscolaire de Habsheim est géré depuis le 1er janvier 2016 sous la forme d'une concession portant délégation de service public.

Ce contrat inclut également la gestion des activités extrascolaires, via un groupement d'autorité concédantes avec le Syndicat Communal Ile Napoléon, compétent en la matière sur cette commune.

Actuellement, le site est géré par l'association « l'Ile aux copains » via une concession pour laquelle la convention d'exploitation arrivera à échéance le 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 est de 250 000,00€.

4/ Gestion du multi-accueil Les Nénuphars

La structure petite enfance « Les Nénuphars » (multi-accueil collectif et multi-accueil familial) est actuellement gérée via une concession par la société People & Baby. La date d'échéance de la convention d'exploitation est fixée au 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 est de 191 887,00€ pour cette structure.

5/ Gestion de l'accueil périscolaire « Ilot Mômes » de Pfastatt

L'accueil périscolaire « Ilot Mômes » de Pfastatt est géré depuis le 1er janvier 2016 sous la forme d'une concession portant délégation de service public.

Actuellement, le site est géré par l'association « La Bobine » via une concession pour laquelle la convention d'exploitation arrivera à échéance le 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 est de 150 421,00€.

6/ Gestion de l'accueil périscolaire « Récré ô Mômes » de Pfastatt

L'accueil périscolaire « Récré ô Mômes » de Pfastatt est géré depuis le 1er janvier 2016 sous la forme d'une concession portant délégation de service public.

Actuellement, le site est géré par l'association « La Bobine » via une concession pour laquelle la convention d'exploitation arrivera à échéance le 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 est de 183 980,00€.

7/ Gestion de l'accueil périscolaire « La Courte Echelle » à Riedisheim

L'accueil périscolaire de Riedisheim « La Courte Echelle » est géré depuis le 1er janvier 2018 sous la forme d'une concession portant délégation de service public.

Actuellement, le site est géré via une concession par la FDFC68. La date d'échéance de la convention est fixée au 31 décembre 2023.

A titre d'information, la contribution forfaitaire versée par m2A en 2022 est de 249 410,00 €.

5.2. Hypothèses de service et objectifs de la Personne Publique

Les hypothèses que la Personne Publique souhaite intégrer dans le projet de contrat sont les suivantes.

5.2.1. Périmètre du service et durée du contrat

La consultation fera l'objet d'un allotissement.

Chaque lot fera l'objet de la conclusion de contrats distincts ayant les caractéristiques suivantes :

N° de lot	Dénomination	Durée
1	Gestion et exploitation du multi-accueil « La cour des petits pages » et du site périscolaire « La Pirouette » à Bollwiller	5 ans
2	Gestion et exploitation d'un site périscolaire et extrascolaire à Dietwiller	2 ans
3	Gestion et exploitation d'un site périscolaire et extrascolaire à Habsheim	2 ans
4	Gestion et exploitation d'un multi-accueil collectif et d'un multi-accueil familial à Mulhouse	5 ans
5	Gestion et exploitation du site périscolaire l'Îlôt Mômes à Pfastatt	2 ans
6	Gestion et exploitation du site périscolaire Récré ô Mômes à Pfastatt	2 ans
7	Gestion et exploitation du site périscolaire La Courte Echelle à Riedisheim	3 ans

- Date de démarrage de chaque contrat : 1er janvier 2024, ou sa date de notification si celle-ci est ultérieure.

5.2.2. Conditions d'accueil des usagers

Capacité d'accueil :

L'offre d'accueil prévue est la suivante :

Lot 1 : Gestion et exploitation du multi-accueil « La Cour des Petits Pages » et du site périscolaire « La Pirouette » à Bollwiller

- Multi-accueil

Service	Capacité
Multi accueil	45 places

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	60 places	40 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	70 places	28 places
Total	130 places	68 places

Lot 2 : Gestion et exploitation d'un site périscolaire et extrascolaire à Dietwiller

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	30 places	30 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	56 places	28 places
Total	86 places	58 places

- Extrascolaire

Service	Capacité
CLSH les mercredis, petites vacances, grandes vacances Séjours de découvertes Animations de proximité	90 places

Lot 3 : Gestion et exploitation d'un site périscolaire et extrascolaire à Habsheim

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	70 places	40 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	112 places	84 places
Total	182 places	124 places

- Extrascolaire

Service	Capacité
CLSH les mercredis, petites vacances, grandes vacances Séjours de découvertes Animations de proximité	160 places

Lot 4 : Gestion et exploitation du multi-accueil collectif « Les Nénuphars » et d'un multi-accueil familial à Mulhouse

- Petite enfance

Service	Capacité
Multi accueil collectif	40 places
Multi accueil familial	6 assistantes maternelles

Lot 5 : Gestion et exploitation du site périscolaire l'Îlot Mômes à Pfastatt

- Périscolaire

Accueil	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	70 places	50 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	126 places	84 places
Total	196 places	134 places

Lot 6 : Gestion et exploitation du site périscolaire Récré ô Mômes à Pfastatt

- Périscolaire

Accueil	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	60 places	30 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	98 places	56 places
Total	158 places	86 places

Lot 7 : Gestion et exploitation du site périscolaire La Courte Echelle à Riedisheim

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	110 places	60 places

Usagers prioritaires :

Pour le multi-accueil :
- Enfants des familles résidant dans l'une des communes de m2A,
- Enfants de familles monoparentales,
- Enfants de parents ayant besoin d'un mode de garde pour accéder à une formation et/ou à un emploi,
- Enfants de familles où les deux parents travaillent,
- Réponse aux situations d'urgence (rupture familiale,…),
- Maintien de fratrie,
- Enfants porteurs d'un handicap.

Pour le périscolaire :
- Les enfants des familles habitant sur le territoire de m2A,
- Les enfants dont les deux parents exercent une activité professionnelle, sont en stage de formation ou en recherche d'emploi (fourniture d'une attestation),
- Les enfants d'une famille monoparentale dont le parent qui en a la charge exerce une activité professionnelle, suit un stage de formation ou est en recherche d'emploi (fourniture d'une attestation).

Âge des enfants accueillis :
- Pour la petite enfance : de 10 semaines à 3 ans (6 ans en cas de handicap),
- Pour le périscolaire maternel : 3-6 ans,
- Pour le périscolaire élémentaire : 6-12 ans.

Horaires d'ouverture :
- Pour le multi-accueil collectif : selon la structure, du lundi au vendredi de 7h00/7h30 le matin à 18h45/19h00 le soir,
- Pour le périscolaire : les lundis, mardis, jeudis et vendredis, pendant 2h le midi et 2h30 le soir, en fonction des horaires de classes.

Périodes de fermeture annuelle :
- Pour le multi-accueil : 5 semaines de fermeture par an,
- Pour le périscolaire : Le service périscolaire n'est pas assuré pendant les vacances scolaires, selon le calendrier établi par l'Education Nationale.

5.2.3. Repas

Le Concessionnaire se charge de la fourniture et du service des repas, des collations et des goûters.

5.2.4. Transport

Pour le périscolaire, le Concessionnaire prendra en charge le transport des enfants entre le site d'accueil et les établissements scolaires.

5.2.5. Admission des usagers

L'admission des usagers est de la responsabilité du Concessionnaire, en fonction de son habilitation et des critères de priorité le cas échéant. Les modalités de mise en œuvre sont à proposer par le Concessionnaire et validées par le Concédant.

5.2.6. Obligations du Concessionnaire dans la gestion du service

Le Concessionnaire sera notamment en charge des prestations suivantes :
- La constitution et la mise à jour du dossier d'agrément auprès des services compétents dans les délais requis,
- La définition et l'actualisation régulière du projet d'établissement comprenant :
  - le projet social précisant l'intégration de l'équipement dans l'environnement local,
  - le projet éducatif et pédagogique précisant les engagements de l'équipement sur la santé, la sécurité, le rythme de l'enfant, l'éveil et l'autonomie des enfants, les relations avec les parents, les typologies d'activités et les objectifs (jeux libres, activités dirigées), la qualité des repas,
- la réalisation de toutes les démarches administratives nécessaires à la gestion de l'équipement,
- la facturation des usagers, l'encaissement des participations et la prise en charge des impayés,
- l'accueil des usagers comprenant la préparation et l'organisation des activités adaptées à ce public dans le respect des normes légales et réglementaires,
- la gestion des inscriptions et la planification de l'accueil des usagers dans un objectif d'optimisation du taux d'occupation,
- le respect des normes d'hygiène et de sécurité et des règles fixées par la PMI,
- l'acquisition et le renouvellement du petit matériel et du matériel pédagogique en cohérence avec le projet pédagogique,
- les opérations d'entretien courant et de maintenance préventive, ainsi que le renouvellement des équipements, des gros matériels et mobiliers dans le respect des règles de sécurité légales et réglementaires applicables (obligations du locataire),
- la gestion financière de l'équipement avec l'élaboration des budgets, des comptes d'exploitation et des bilans CAF,
- la recherche et la gestion de la relation avec les financeurs, notamment la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), la Mutualité Sociale Agricole (MSA), le Département,
- la fourniture régulière à la Personne Publique de comptes rendus d'activités.

5.2.7. Obligations de la Personne Publique dans la gestion du service

La Personne Publique serait notamment en charge des prestations suivantes :
- la fixation des tarifs conformément aux recommandations de la CNAF ;
- l'approbation du projet de règlement intérieur et de ses modifications ;
- le gros entretien et les renouvellements (obligations du propriétaire).

5.2.8. Personnel

Le Concessionnaire assure la reprise, le recrutement et la gestion du personnel dans le respect des normes légales et réglementaires incluant notamment la mise en place d'un encadrement de qualité, la gestion, la formation et la rémunération du personnel. Le personnel sera placé sous statut de droit privé, sauf s'il s'agit de personnels issus de la fonction publique à qui un détachement sera proposé. Ainsi, les fonctionnaires titulaires continuent de bénéficier des droits et obligations statutaires de la fonction publique territoriale.

5.2.9. Moyens matériels

Biens immobiliers mis à disposition du concessionnaire par le concédant :

N° de lot	Adresse du bien
1	rue de Soultz à Bollwiller
2	place Allemans du Dropt à Dietwiller D'autres locaux seront susceptibles d'être utilisés dans le cadre des activités périscolaires.
3	5 passage des Frères Hertzog et rue du Cerf à Habsheim D'autres locaux seront susceptibles d'être utilisés dans le cadre des activités périscolaires.
4	128 rue Robert Schuman à Mulhouse
5	rue des Ecoles à Pfastatt
6	rue de l'Irrigation à Pfastatt
7	5 rue de la Verdure à Riedisheim

La répartition des tâches d'entretien, maintenance et renouvellement s'apparentera à la relation d'un propriétaire (la Personne Publique) à son locataire (le Concessionnaire).

Pour tous les lots : Le concédant met également à disposition du concessionnaire du mobilier nécessaire à l'exercice des activités déléguées, selon un inventaire qui sera annexé au contrat. Le concessionnaire est tenu de renouveler ces biens ainsi que de fournir les biens et équipements autres que ceux visés ci-dessus qu'il estime nécessaire à l'exploitation du service.

5.2.10. Redevance d'occupation du domaine public (RODP)

En contrepartie de la mise à disposition des biens du service, le Concessionnaire versera une redevance à la Personne Publique.

5.2.11. Equilibre économique du contrat

La rémunération du Concessionnaire s'effectue via :
- La perception des tarifs perçus auprès des usagers (tarifs imposés par la CNAF) ;
- La perception des prestations versées par la CAF (PSU, PSO, Ctg) qui vient compléter la part usager dans les conditions définies par la CAF ;
- D'autres sources possibles de financement ;

- Le versement éventuel par la Personne Publique d'une contribution forfaitaire d'exploitation.

Compte tenu des obligations de service public qui seront mises à la charge du Concessionnaire (horaires de fonctionnement, règles de fonctionnement définies, accueil des usagers de la Collectivité, définition de la tarification, obligation de continuité de service public, etc.), la Personne Publique pourra verser au Concessionnaire une somme forfaitaire annuelle connue à l'avance pour toute la durée du contrat. Conformément à l'article 261 du Code Général des Impôts (4 – 8°bis), le service délégué ne sera pas assujetti à la TVA.

5.2.12. Contrôle de la Personne Publique

La Personne Publique prévoit un contrôle accru du Concessionnaire :
- par la communication :
  - régulière d'indicateurs de suivi d'activité et de qualité ;
  - du bilan financier de la gestion du service ou des comptes de la concession ;
  - d'un rapport annuel, conformément à l'article L. 3131-5 du Code de la Commande Publique ;
- Par des rencontres régulières ;
- Par des pénalités qui seront proposées dans le projet de contrat.

5.3. Valeur estimée et prévisionnelle du contrat

Le montant total en euros du chiffre d'affaires prévisionnel sur la durée total du contrat pour chaque lot est de :

		2024	2025	2026	2027	2028	Total 2024-2028
Bollwiller	Petite Enfance	762 369	769 993	777 693	785 470	793 325	3 888 850
	Périscolaire	399 891	403 890	407 929	412 009	416 130	2 039 849
	Total	1 162 259	1 173 882	1 185 621	1 197 478	1 209 453	**5 928 693**
Dietwiller	Périscolaire	255 947	258 507				514 454
	Extrascolaire	674 432	681 177				1 355 609
	Séjours / colonies*	/	/				/
	Total	930 379	939 683				**1 870 062**
Habsheim	Périscolaire	615 885	622 044				1 237 929
	Extrascolaire*	/	/				/
	Total	615 885	622 044				**1 237 929**
Mulhouse	MA collectif	521 453	526 668	531 935	537 255	542 628	2 659 939
	MA familial	175 496	177 251	179 024	180 815	182 624	895 210
	Total	696 949	703 919	710 959	718 069	725 250	**3 555 146**
Pfastatt - îlot mômes	Périscolaire	504 038	509 079				**1 013 117**
Pfastatt - récré ô mômes	Périscolaire	310 345	313 449				**623 794**
Riedisheim	Périscolaire	377 648	381 425	385 240			**1 144 313**
Total		**4 597 503**	**4 643 481**	**2 281 820**	**1 915 547**	**1 934 703**	**15 373 054**

* estimations incluses dans la ligne Extrascolaire de Dietwiller

Cette évaluation prend en compte l'ensemble des recettes suivantes :

- 1° la valeur de toute forme d'option et les éventuelles prolongations de la durée du contrat de concession ;
- 2° les recettes perçues sur les usagers des ouvrages ou des services, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes ;
- 3° les paiements effectués par l'autorité concédante ou toute autre autorité publique ou tout avantage financier octroyé par l'une de celles-ci au concessionnaire ;
- 4° la valeur des subventions ou de tout autre avantage financier octroyés par des tiers pour l'exploitation de la concession ;
- 5° les recettes tirées de toute vente d'actifs faisant partie de la concession ;
- 6° la valeur de toutes les fournitures et tous les services mis à la disposition du concessionnaire par l'autorité concédante, à condition qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux ou à la prestation des services ;
- 7° toutes primes ou tous paiements au profit des candidats ou des soumissionnaires.

5.4. Caractéristiques à définir au vu de la procédure choisie

5.4.1 Détermination de la procédure applicable : montant et nature de la concession.

Selon l'article R. 3126-1 du Code de la Commande Publique, la procédure applicable (simplifiée ou formalisée) est définie en fonction d'une série de critères.

Le secteur de la Petite Enfance, et notamment l'exploitation d'un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant ainsi que les services de restauration scolaires et d'animation font partie de la liste des services visés à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques annexé au Code de la Commande Publique.

La procédure simplifiée pourra ainsi être mise en œuvre dans le cadre de la présente concession.

Néanmoins, certaines conditions supplémentaires de publication s'imposeront à m2A dans la mesure où la valeur estimée des concessions est supérieure aux seuils européens applicables pour la présente procédure (5,350 M€ HT). La valeur et la méthode de calcul seront précisées dans les documents de la consultation (Avis de concession ou Règlement de la Consultation).

5.4.2 Objectifs de développement durable

Selon les articles L. 3111-1, L. 3111-2 et R. 3111-1 du Code de la Commande Publique, les spécifications techniques et fonctionnelles (nature et étendue du besoin à satisfaire) doivent prendre en compte des objectifs de développement durable dans les dimensions économique, sociale et environnementale.

6. Planning

Il est prévu le lancement d'une procédure ouverte, où les candidats seront invités à remettre simultanément leur candidature et leur offre. L'approbation du la consultation sera présentée au Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022, pour une notification prévue au quatrième trimestre 2023.

21

M. le Président : Il s'agit maintenant des points 52 à 70, des concessions de service public pour l'exploitation des activités Petite Enfance, périscolaires, extra-scolaires sur les communes de Bollwiller, Dietwiller, Habsheim, Mulhouse, Pfastatt et Riedisheim. Je pourrais presque vous proposer de faire une présentation globale des points 52 à 72, mais il faut absolument que vous en soyez d'accord.

Mme MEHLEN : Pas le 52, M. le Président.

M. le Président : Le 53, d'accord. Le 52 tu le prends seul, et après les points 53 à 70 on votera d'une manière globale.

Mme MEHLEN : Le point 52, il s'agit simplement du lancement des nouvelles DSP qui maintenant ne sont plus des délégations de service public, mais des concessions de service public. Vous savez quand même qu'un tiers des sites périscolaires de notre territoire sont gérés par délégation de service public, et ces anciennes DSP, maintenant CSP, sont généralement signées pour 5 ou 6 ans. La présente délibération concerne le lancement d'une nouvelle consultation de renouvellement d'un certain nombre de DSP qui arriveront à échéance, le 31 décembre 2023. Il nous faut à peu près une année pour faire le travail, et cela concerne le multi-accueil et le périscolaire de Bollwiller, le périscolaire de Dietwiller et de Habsheim, le multi-accueil « les Nénuphars » à Mulhouse, les périscolaires « Ilot ô Mômes » et « Récré aux Mômes » de Pfastatt et « la Courte échelle » de Riedisheim.

M. le Président : Merci Josiane. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.
Pour les points suivants de 53 à 70, il s'agit de concessions de service public pour l'exploitation du multi-accueil. Vous avez « l'Accueillette » à Mulhouse, « La Marelle » à Mulhouse, le « Moulin des couleurs » à Mulhouse, l'exploitation du site périscolaire de Didenheim sur la commune de Brunstatt-Didenheim, le site périscolaire de Heimsbrunn-Galfingue, l'activité Petite Enfance et périscolaire du site Ile Napoléon à Rixheim, l'exploitation du site périscolaire de Morschwiller-le-Bas, le périscolaire de Zillisheim, la concession de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site de Didenheim, l'exploitation des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn et Galfingue, les concessions de service public pour l'exploitation des activités périscolaires cette fois-ci en avenant sur Morschwiller-le-Bas, une concession de service public avec un avenant n°2 sur « la Marelle » à Mulhouse, une concession de service public « l'Accueillette » avec un avenant n°1 pour « l'Accueillette » à Mulhouse, un avenant n°2 sur « le Moulin des couleurs » à Mulhouse, la « Récré ô Mômes » à Pfastatt avec un avenant, le site « Ile Napoléon » à Rixheim sur un avenant, l'exploitation des activités périscolaires du site de Zillisheim avec un avenant, et la concession des services publics des activités Petite Enfance périscolaires et extrascolaires avec les rapports d'activités 2021. J'ai détaillé l'ensemble des délibérations. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

(Votes détaillés sous chaque délibération.)

M. le Président : Je vous remercie. Elles apparaîtront séparément. (*Applaudissements.*) Est-ce que quelqu'un a une question ?

53° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL « L'ACCUEILLETTE » A MULHOUSE : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/853C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation du multi-accueil « L'Accueillette » à Mulhouse, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association Centre Socio-Culturel Papin (« CSC Papin »), délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 8 juillet 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 12 septembre 2022. L'association, a pu, suite à ces négociations remettre son offre définitive le 20 septembre 2022.

Sur le plan qualitatif, le CSC Papin présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion d'accueil petite enfance, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, le CSC Papin propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation du multi-accueil :

Participation budgétée par le candidat	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Petite Enfance – Multi-accueil	324 800 €	329 672 €	334 617 €	339 636 €	344 731 €	**1 673 456 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que l'association CSC Papin présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.

Par conséquent, il est proposé de désigner le CSC Papin pour assurer l'exploitation du multi-accueil « L'Accueillette » de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil « L'Accueillette », sis à Mulhouse, au CSC Papin,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 853C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 65 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Mme SCHELL, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme MEYER, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

54° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL ET DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE « LA MARELLE » A MULHOUSE : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/854C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « La Marelle » à Mulhouse, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association « Centre Socio-culturel Lavoisier-Brustlein », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 8 juillet 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 12 septembre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 21 septembre 2022.

Sur le plan qualitatif, le CSC Lavoisier Brustlein présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités petite enfance et périscolaire, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, l'association « CSC Lavoisier Brustlein » propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires :

Participation budgétée par le candidat	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Petite Enfance – Multi-accueil	288 260€	292 584€	296 973€	301 427€	305 949€	**1 485 193€**
Périscolaire	35 655€	37 301€	38 996€	40 740€	42 535€	**195 227€**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que l'association CSC Lavoisier Brustlein présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.
Par conséquent, il est proposé de désigner le CSC Lavoisier Brustlein pour assurer l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « La Marelle » de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil et les activités périscolaires du site « la Marelle », sis à Mulhouse au CSC Lavoisier Brustlein,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 854C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 65 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Mme KEMPF (représentée par Mme MEHLEN), Mme MEHLEN, Mme LUTZ, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme JENN (représentée par M. SCHILDKNECHT), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

55° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL ET DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE « LE MOULIN DES COULEURS » A MULHOUSE : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/855C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Le Moulin des couleurs » à Mulhouse, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association « Centre Socio-Culturel Jean Wagner », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 8 juillet 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée les 12 et 22 septembre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 28 septembre 2022.

Sur le plan qualitatif, le CSC Jean Wagner présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités petite enfance et périscolaire, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, l'association « CSC Jean Wagner » propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires :

Participation budgétée par le candidat	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**TOTAL**
Petite Enfance – Multi-accueil	164 661 €	167 131 €	169 638 €	172 183 €	174 766 €	**848 379 €**
Périscolaire	206 386 €	209 482 €	212 624 €	215 813 €	219 051 €	**1 063 356 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que l'association CSC Jean Wagner présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.
Par conséquent, il est proposé de désigner le CSC Jean Wagner pour assurer l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Le Moulin des couleurs » à Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation du multi-accueil et les activités périscolaires du site « le Moulin des couleurs », sis à Mulhouse, au CSC Jean Wagner,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 855C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 65 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Mme SCHELL, M. CAUSER, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

56° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SITE PERISCOLAIRE DE DIDENHEIM (COMMUNE DE BRUNSTATT-DIDENHEIM) : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/856C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation du site périscolaire de Didenheim, sur la commune de Brunstatt-Didenheim, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68) », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 septembre 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 11 octobre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 21 octobre 2022. Sur le plan qualitatif, la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités périscolaires, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace » propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation du site périscolaire de Didenheim :

Participation budgétée par le candidat	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Périscolaire	137 581 €	139 645 €	141 740 €	143 866 €	**562 831 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.
Par conséquent, il est proposé de désigner la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace pour assurer l'exploitation du site périscolaire de Didenheim.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation du site périscolaire Didenheim, sis à Brunstatt-Didenheim à la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 856C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

57° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES SITES PERISCOLAIRES DE HEIMSBRUNN-GALFINGUE : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/857C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation des sites périscolaires de Heimsbrunn-Galfingue, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68) », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 septembre 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 11 octobre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 21 octobre 2022. Sur le plan qualitatif, la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités périscolaires, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace » propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation des sites périscolaires de Heimsbrunn-Galfingue :

Participation budgétée par le candidat	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Périscolaire	139 954 €	142 053 €	144 184 €	146 347 €	**572 538 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.

Par conséquent, il est proposé de désigner la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace pour assurer l'exploitation des sites périscolaires de Heimsbrunn-Galfingue.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation des sites périscolaires de Heimsbrunn-Galfingue à la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 857C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 +25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

58° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES PETITE ENFANCE ET PERISCOLAIRES DU SITE « ILE NAPOLEON » A RIXHEIM : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/858C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la délégation de service public en tant que mode d'exploitation des activités petite enfance et périscolaires du site « Ile Napoléon » à Rixheim, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de l'association « La Passerelle », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 septembre 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 11 octobre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 21 octobre 2022.

Sur le plan qualitatif, la Passerelle présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités petite enfance et périscolaire, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, l'association la Passerelle propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation des activités petite enfance et périscolaires :

Participation budgétée par le candidat	2023	2024	TOTAL
Petite Enfance – Multi-accueil	240 398 €	244 004 €	**484 402 €**
Périscolaire	205 351	208 431	**413 782**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que l'association La Passerelle présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.
Par conséquent, il est proposé de désigner La Passerelle pour assurer l'exploitation des activités petite enfance et périscolaires du site « Ile Napoléon » de Rixheim.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation des activités petite enfance et périscolaires du site « Ile Napoléon », sis à Rixheim, à l'association La Passerelle,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 858C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 63 + 25 procurations.
Ne prennent pas part au vote (5) : Mme SCHELL, Mme BAECHTEL, Mme MATHIEU-BECHT, M. LOGEL, M. WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

59° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SITE PERISCOLAIRE DE MORSCHWILLER LE BAS : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/859C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation du site périscolaire de Morschwiller-le-Bas, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68) », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 septembre 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 11 octobre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 21 octobre 2022.

Sur le plan qualitatif, la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes. Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités périscolaires, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace » propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation du site périscolaire de Morschwiller-le-Bas :

Participation budgétée par le candidat	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**TOTAL**
Périscolaire	278 996 €	283 181 €	287 429 €	291 740 €	**1 141 346 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.
Par conséquent, il est proposé de désigner la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace pour assurer l'exploitation du site périscolaire de Morschwiller-le-Bas.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation du site périscolaire de Morschwiller-le-Bas à la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 859C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

60° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SITE PERISCOLAIRE DE ZILLISHEIM : CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET APPROBATION DU PROJET DE CONTRAT (2342/1.2.1/860C)

Lors de sa séance du 13 décembre 2021, le Conseil d'Agglomération a approuvé le choix de la concession de service public en tant que mode d'exploitation du site périscolaire de Zillisheim, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026.

Dans le cadre de la procédure de consultation menée, un dossier de candidature a été reçu de la part de la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace (FDFC68) », délégataire actuel de l'activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 septembre 2022 afin de procéder à l'ouverture des plis, d'examiner la candidature et d'admettre le candidat à présenter une offre.

La candidature de l'association ayant été admise, il a été procédé au cours de la même séance à l'ouverture des offres. La Commission a considéré que l'offre était acceptable au regard des critères qualitatifs et quantitatifs énoncés et que les pièces produites par le candidat étaient conformes à la liste des documents exigés dans le règlement de consultation.

A partir de son avis circonstancié sur l'offre, la Commission a préconisé l'ouverture de négociations avec le candidat pour clarifier quelques points relevés et solliciter une explication sur les budgets prévisionnels proposés.

Plusieurs échanges ont donc été effectués avec l'association par voie dématérialisée ainsi qu'en présentiel, lors d'une séance de négociations avec l'association organisée le 11 octobre 2022. Suite à ces négociations, l'association a pu remettre son offre définitive le 21 octobre 2022.

Sur le plan qualitatif, la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente, après négociation, un projet d'établissement complet et clair dans toutes ses composantes.
Du fait de sa présence de longue date sur le territoire et de son expérience dans la gestion des activités périscolaires, l'association peut s'appuyer sur sa grande connaissance du monde de l'animation et du public accueilli.

D'un point de vue financier et après négociations, la « Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace » propose une offre cohérente que ce soit au niveau des recettes ou au niveau des charges.

Ci-dessous la contribution annuelle demandée à Mulhouse Alsace Agglomération pour l'exploitation du site périscolaire de Zillisheim :

Participation budgétée par le candidat	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Périscolaire	147 269 €	149 478 €	151 720 €	153 995 €	**602 462 €**

Les analyses financières détaillées figurent en annexe du rapport de l'exécutif.

Ainsi, il ressort de ces analyses que la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace présente de bonnes garanties pour assurer un service public de qualité.
Par conséquent, il est proposé de désigner la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace pour assurer l'exploitation du site périscolaire de Zillisheim.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le choix de confier la concession de service public pour l'exploitation du site périscolaire de Zillisheim à la Fédération Des Foyers Clubs d'Alsace,
- approuve les termes du contrat de concession de service public,
- autorise le Président ou son représentant à signer la concession ainsi que toutes pièces contractuelles nécessaires.

PJ : - Rapport de la commission DSP et ses annexes
- Rapport de l'exécutif et ses annexes
- Projet de contrat de concession et ses annexes

Pour toute demande relative à la délibération nº 860C et à ses pièces jointes, merci de s'adresser au :

Service de la Commande publique
2 rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE CEDEX 9
entrée A, 2ème étage
03 69 77 65 99
ou
03 89 32 58 58 (demander le service de la Commande publique)
marches@ville-mulhouse.fr

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

61° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DES SITES DE DIDENHEIM : AVENANT N°1 (2342/1.2.2/861C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association Les Foyers Clubs, l'exploitation des activités périscolaires des sites de Didenheim à Brunstatt-Didenheim, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la création de nouveaux locaux périscolaires pour les enfants d'âge élémentaire, il est proposé que la capacité d'accueil des activités périscolaires soit augmentée de 8 places le midi, portant la capacité à 86 places (30 places pour les maternels et 56 places pour les élémentaires).
Cette augmentation de la capacité d'accueil permettra de répondre aux besoins des familles, non satisfaits à ce jour.

La création de ces nouveaux locaux, équipés par Mulhouse Alsace Agglomération, entraîne également une modification de l'inventaire des biens mobiliers, ainsi que des espaces mis à disposition du délégataire.

Par ailleurs, suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention.

La contribution forfaitaire de Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Périscolaire
2022 ***Avant avenant 1***	*121 352 €*
Moins value totale **Dont :** **Plus value capacité** **Moins value bonus Ctg**	- 19 107,48 € + 5 577 € - 24 684,48 €
2022 **Après avenant 1**	102 244,52 €

Au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site de Didenheim à Brunstatt-Didenheim conclue avec l'association Les Foyers Clubs.

P.J : projet d'avenant

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DES SITES DE DIDENHEIM (Commune de Brunstatt-Didenheim)

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association Fédération des Foyers Club d'Alsace (FDFC68), représentée par sont Président, Monsieur Patrick RAVINEL, domiciliée au 4 rue des Castors – 68200 MULHOUSE

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation des activités périscolaires des sites de Didenheim à Brunstatt-Didenheim, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Périscolaire

	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	30 places	20 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	48 places	28 places
Total	78 places	48 places

Suite à la création de nouveaux locaux périscolaires pour les enfants d'âge élémentaire, il est proposé que la capacité d'accueil des activités périscolaires soit augmentée de 8 places le midi, portant la capacité à 86 places (30 places pour les maternels et 56 places pour les élémentaires).

Cette augmentation de la capacité d'accueil permettra de répondre aux besoins des familles, non satisfaits à ce jour.

La création de ces nouveaux locaux, équipés par m2A, entraîne également une modification de l'inventaire des biens mobiliers, ainsi que des espaces mis à disposition du délégataire.

Par ailleurs, au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention. En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le Périscolaire hors mercredi, le nombre d'heures contractualisées est de 25 713 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 24 684,48 €.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 24 684,48 pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 7.94 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 239 691 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- Modifier la capacité d'accueil du midi,
- Modifier les recettes perçues par le délégataire,
- Modifier le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire,
- Modifier le budget prévisionnel (annexe 4),
- Modifier l'inventaire (annexe 5),
- Modifier le plan des espaces mis à disposition du délégataire (annexe 6).

ARTICLE 2 – CONSISTANCE DU SERVICE ET DISPOSITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

L'article 4.2 « Consistance du service » de la convention est modifié comme suit :

« La structure est composée de :

	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	30 places	20 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	56 places	28 places
Total	86 places	48 places

Soit une augmentation de 8 places le midi pour l'accueil élémentaire, à compter du 1er septembre 2022.

ARTICLE 3 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 10 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.

Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 4 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin d'assurer l'équilibre économique du contrat, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

« *La contribution forfaitaire m2A est fixée à :*

2021 : 118 339 €
2022 : 102 244,52 € »

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 19 107,48 € dont + 5 577 € au titre de l'augmentation de la capacité d'accueil et – 24 684,48 € au titre du bonus territoire Ctg.

ARTICLE 5 – BUDGETS PREVISIONNELS

Les budgets prévisionnels périscolaires figurant en annexe 4 de la convention d'exploitation sont complétés par le budget prévisionnel pour 8 places supplémentaires en annexe du présent avenant pour la période de septembre 2022 au 31 décembre 2022.

ARTICLE 6 – INVENTAIRE

L'inventaire figurant en annexe 5 de la convention d'exploitation est remplacé par l'inventaire annexé aux présentes.

ARTICLE 7 – PLAN

Le plan des locaux mis à disposition du délégataire figurant en annexe 6 de la convention d'exploitation est remplacé par le plan annexé aux présentes.

ARTICLE 8 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel
- Inventaire
- Plan

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour FDFC68

.....

Avenant notifié le

Budget prévisionnel Didenheim 8 places supplémentaires le midi simulation de 09 à 12/2022

	Prévu
Nbre de jours périscolaire :	53
Nbre d'enfants :	8
Nbre de journées / enfants périscolaire :	424
Nbre d' heure/enfant maximum	848
Nbre Total journées /enfants	424
Effectif Midi	8
Effectif Soir	0
Tarif forfait Midi (tarif moyen consataté)	8,50 €
Tarif forfait soir (tarif moyen constaté)	0,00 €

Prix de revient horaire	12,8833

Taux de remplissage périscolaire (en %)	80
Nombre d'heures enfant retenues	678,4
Nombre heures enfant retenues par la CAF	508,8

CHARGES			PRODUITS	
Frais d'alimentation repas	4,50	1 526,40	Participaton familles Midi	2 883,20
Frais d'alimentation goûter	1,00	0,00	Participaton familles Soir	0,00
Petit matériel	0,20	84,80	Participation familles goûter	0,00
Frais éducatifs	1,05	445,20	Participation CNAF	279,84
Fournitures de bureau	0,08	33,92		
Documentation	0,08	33,92		
Frais de déplacement équipe d'animation	0,05	21,20		
Pharmacie	0,06	25,44		
Salaires et charges équipe d'animation	12,02	5 094,65		
Salaire et charges personnel technique	0,00	0,00	**Participation M2A fonctionnement**	**5 577,00**
Frais de communication	0,11	46,64		
Frais de maintenance (bel ami licecnce portail)	0,02	7,46		
Assurance	0,17	72,08		
Plaquette d'information	0,20	84,80		
Fournitures entretien des locaux	0,43	182,32		
Location des locaux	0,00	0,00		
Petits investissements (matériel informatique)	0,00	0,00		
Charges de fonctionnement des locaux	0,00	0,00		
Renouvellement de matériel	0,00	0,00		
Frais financiers paiement portail	0,00	0,00		
Frais de gestion	2,55	1 081,20		
TOTAL I (FONCTIONNEMENT)	**19,96**	**8 740,04**		**8 740,04**
TOTAL		**8 740,04**		**8 740,04**

Acquisition mobilier périscolaire DIDENHEIM

ETAT DES DEPENSES BP Brunstatt -Didenheim année 2021

Localisation	Désignation	Quantité	P.U. HT	Société	TOTAL HT	TOTAL TTC
Cuisine Office	Micro onde	1,00	192,00	MDA	192,00	192,00
Cuisine Office	Casier de lavage à plot couvert	1	17,75	ECOTEL	17,75	21,30
Cuisine Office	Casier de lavage à plot assiette	1	17,25	ECOTEL	17,25	20,70
Cuisine Office	Assiette plate élémentaire	60	0,81	ECOTEL	48,60	58,32
Cuisine Office	Assiette plate maternelle	24	0,81	ECOTEL	19,44	23,33
Cuisine Office	Assiette creuse élémentaire	60	0,84	ECOTEL	50,40	60,48
Cuisine Office	Assiette creuse maternelle	24	0,84	ECOTEL	20,16	24,19
Cuisine Office	Assiette à dessert élémentaire	60	0,77	ECOTEL	46,20	55,44
Cuisine Office	Assiette à déssert maternelle	24	0,77	ECOTEL	18,48	22,18
Cuisine Office	Bol élémentaire	60	1,14	ECOTEL	68,40	82,08
Cuisine Office	Bol maternelle	24	1,14	ECOTEL	27,36	32,83
Cuisine Office	Fourchette élémentaire	60	0,22	ECOTEL	13,20	15,84
Cuisine Office	Fourchette maternelle	24	0,35	ECOTEL	8,40	10,08
Cuisine Office	Couteau élémentaire	60	0,32	ECOTEL	19,20	23,04
Cuisine Office	Couteau maternelle	24	0,64	ECOTEL	15,36	18,43
Cuisine Office	Cuillère à soupe élémentaire	60	0,22	ECOTEL	13,20	15,84
Cuisine Office	Cuillère à soupe maternel	24	0,35	ECOTEL	8,40	10,08
Cuisine Office	Cuillère à dessert	96	0,13	ECOTEL	12,48	14,98
Cuisine Office	Verre élémentaire	60	1,84	ECOTEL	110,40	132,48
Cuisine Office	Verre maternelle	20	1,84	ECOTEL	36,80	44,16
Cuisine Office	Corbeille à pain	10	2,80	ECOTEL	28,00	33,60
Cuisine Office	Couvert de service / grande cuillère	3	2,00	ECOTEL	6,00	7,20
Cuisine Office	Couvert de service / pince de service	3	2,40	ECOTEL	7,20	8,64
Cuisine Office	Ecumoire	1	5,60	ECOTEL	5,60	6,72
Cuisine Office	Couteau à pain	2	3,40	ECOTEL	6,80	8,16
Cuisine Office	Planche à découper	2	15,75	ECOTEL	31,50	37,80
Cuisine Office	Sonde repas	1	16,15	ECOTEL	16,15	19,38
Cuisine Office	Plat de service / saladier inox	6	5,76	ECOTEL	34,56	41,47
Cuisine Office	Plat de service inox	6	5,40	ECOTEL	32,40	38,88
Cuisine Office	Cruche élémentaire inox	8	12,40	ECOTEL	99,20	119,04
Cuisine Office	Cruche maternel inox	5	12,40	ECOTEL	62,00	74,40
Cuisine Office	Distributeur de savon	1	15,81	ECOTEL	15,81	18,97
Local entretien	Etagère crémaillère x 3 long.	1,00	-	CTM	-	
Local entretien	Lave linge	1,00	309,99	MDA	309,99	309,99
Local entretien	Panier à linge	2,00	113,00	MANUTAN	226,00	271,20

Acquisition mobilier périscolaire DIDENHEIM

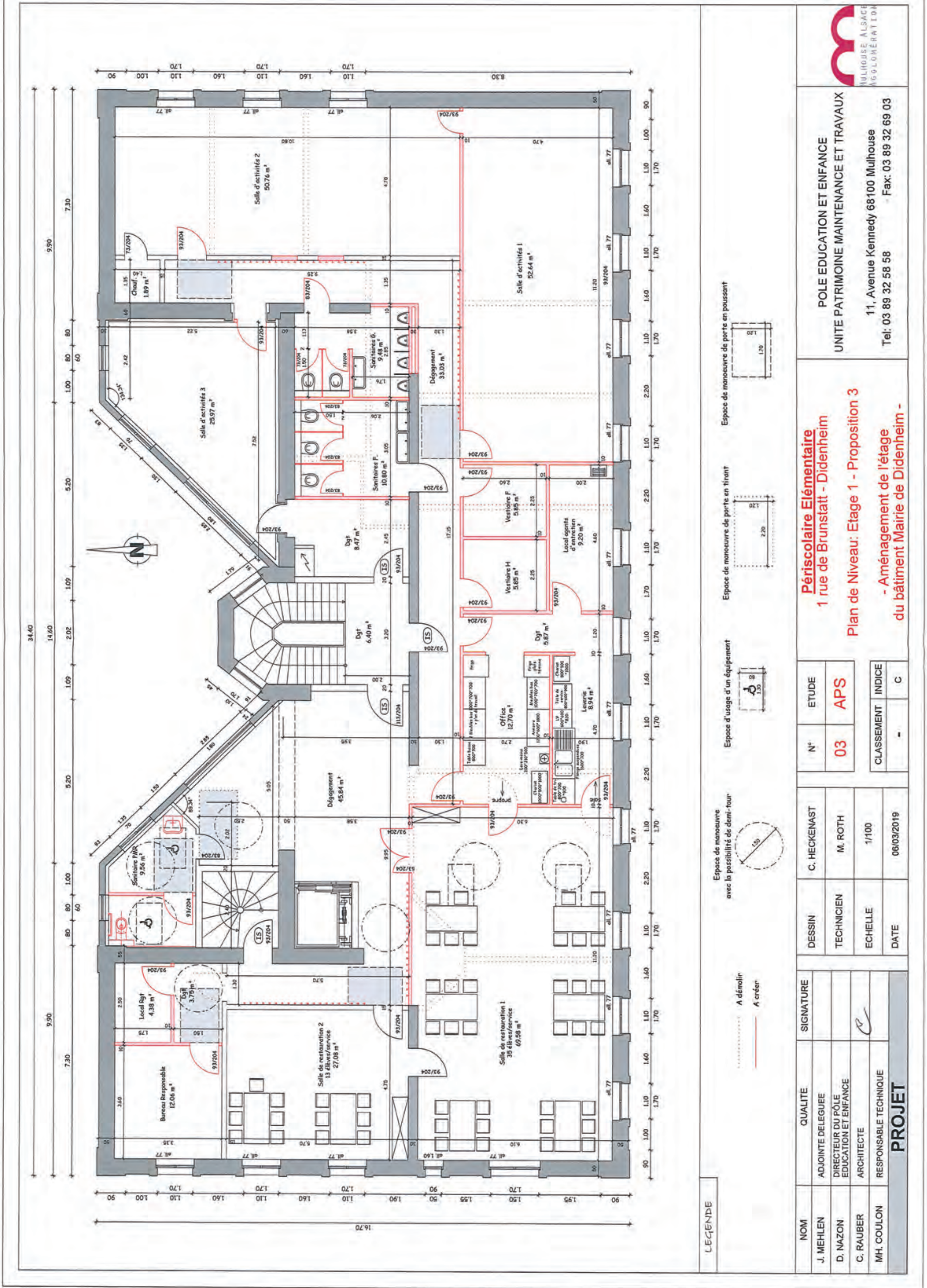
ETAT DES DEPENSES BP Brunstatt -Didenheim année 2021

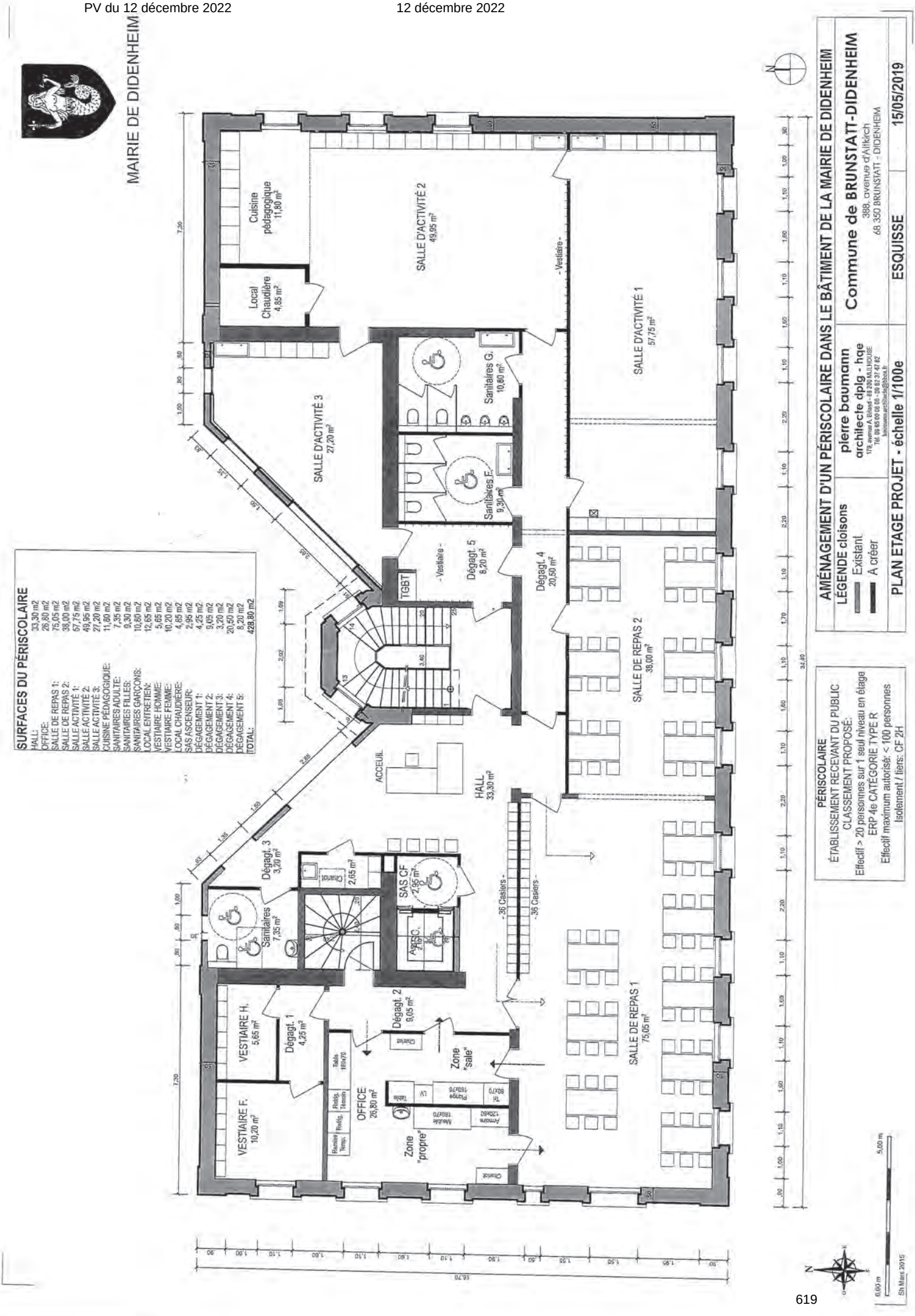
Localisation	Désignation	Quantité	P.U. HT	Société	TOTAL HT	TOTAL TTC
Bureau direction	Ensemble bureau	1,00	1 368,34	ESPACE BUREAUX	1 368,34	1 642,01
Bureau direction	Imprimante	1,00	168,58	SEGEC	163,90	196,68
Salle de repos	Rideau occultant et ignifugé noir	5,00	100,00	SELOFLEX	1 090,68	1 308,82
Salle de repos	Couchette 150x60	10,00	46,50	WESCO	465,00	558,00
Salle de repos	Protege couchette 150 x 60	15,00	8,75	WESCO	131,25	157,50
Salle de repos	Oreiller	13,00	5,42	WESCO	70,46	84,55
Salle de repos	Taie d'oreiller	15,00	3,92	WESCO	58,80	70,56
Salle de repos	Bac à livre	2,00	81,25	WESCO	162,50	195,00
Salle d'activité	Séparateur d'espace	3,00	455,00	ESPACE BUREAUX	1 365,00	1 638,00
Salle d'activité	Ensemble canapé 9/12 ans	2,00	465,75	MANUTAN	931,50	1 117,80
Salle d'activité	Meuble bibliothèque	1,00	175,56	KIDEA	175,56	210,67
Salle d'activité	Bac à livre haut	1,00	98,50	KIDEA	98,50	118,20
Salle d'activité	Table maternelle rectangle 6 pl	1,00	122,80	ESPACE BUREAUX	122,80	147,36
Salle d'activité	Chaise maternelle	6,00	40,22	ESPACE BUREAUX	241,32	289,58
Salle d'activité	Table élémentaire ronde	1,00	331,80	ESPACE BUREAUX	331,80	398,16
Salle d'activité	Chaise élémentaire	6,00	43,34	ESPACE BUREAUX	260,04	312,05
Salle d'activité	Estrade	1,00	126,08	ESPACE BUREAUX	126,08	151,30
Salle de restauration 1 et 2	Table maternelle règlable	2,00	160,65	ESPACE BUREAUX	321,30	385,56
Salle de restauration 1 et 3	Chaise maternelle règlable	8,00	82,32	ESPACE BUREAUX	658,56	790,27
Salle de restauration 1 et 4	Table élémentaire	10,00	122,82	ESPACE BUREAUX .	1 228,20	1 473,84
Salle de restauration 1 et 5	Chaise élémentaire	70,00	43,34	ESPACE BUREAUX	3 033,80	3 640,56
Cuisine Office	Table bac	1,00	1 023,68	AUDEBERT	1 023,68	1 228,42
Vestiaire professionnels	Panneau de liège CE	2,00	53,43	ESPACE BUREAUX	106,86	128,23
Vestiaire professionnels	Box de rangement	1,00	1 149,50	ESPACE BUREAUX	1 149,50	1 379,40
Salle d'activité	Table élémentaire	3,00	122,80	ESPACE BUREAUX	368,40	442,08
Salle d'activité	Chaise élementaire	18,00	43,34	ESPACE BUREAUX	780,12	936,14
Salle d'activité	Table maternelle	2,00	122,80	ESPACE BUREAUX	245,60	294,72
Salle d'activité	Chaise maternelle	12,00	40,22	ESPACE BUREAUX	482,64	579,17
Salle d'activité	Four électrique	1,00	389,00	MDA	389,00	389,00
Salle d'activité	Couteaux	12,00	0,32	ECOTEL	3,84	4,61
Salle d'activité	Cuillère à soupe	12,00	0,22	ECOTEL	2,64	3,17
Salle d'activité	Cuillère à café	12,00	0,13	ESTIMATION	1,56	1,87
Salle d'activité	Crèpe party	1,00	104,81	MDA	104,81	104,81
Divers	Chariot entretien	1,00	349,08	BIOKIMBO	349,08	418,90
Cuisine Office	etagere	1,00	110,61	AUDEBERT	110,61	132,73

Acquisition mobilier périscolaire DIDENHEIM

ETAT DES DEPENSES BP Brunstatt -Didenheim année 2021

Localisation	Désignation	Quantité	P.U. HT	Société	TOTAL HT	TOTAL TTC
Cuisine Office	ens robineterie	1,00	175,50	AUDEBERT	175,50	210,60
Cuisine Office	doseur détergent	1,00	158,63	AUDEBERT	158,63	190,36
Cuisine Office	table sortie	1,00	64,13	AUDEBERT	64,13	76,96
Cuisine Office	table sortie	1,00	312,82	AUDEBERT	312,82	375,38
Cuisine Office	lave vaisselle	1,00	2 482,65	AUDEBERT	2 482,65	2 979,18
Cuisine Office	livraison installation	1,00	634,50	AUDEBERT	634,50	761,40
Cuisine Office	armoire haute	1,00	1 979,61	AUDEBERT	1 979,61	2 375,53
Cuisine Office	meuble bas	1,00	1 202,70	AUDEBERT	1 202,70	1 443,24
Cuisine Office	four	1,00	2 940,17	AUDEBERT	2 940,17	3 528,20
Cuisine Office	Chariot entretien	1,00	247,24	AUDEBERT	247,24	296,69
Cuisine Office	installation	1,00	158,08	AUDEBERT	158,08	189,70
				total	**29 524,45**	**35 230,18**


Périscolaire Elémentaire
1 rue de Brunstatt - Didenheim
Plan de Niveau: Etage 1 - Proposition 3
- Aménagement de l'étage
du bâtiment Mairie de Didenheim -
POLE EDUCATION ET ENFANCE
UNITE PATRIMOINE MAINTENANCE ET TRAVAUX
11, Avenue Kennedy 68100 Mulhouse
Tel: 03 89 32 58 58
Fax: 03 89 32 69 03
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
N°
03
ETUDE
APS
CLASSEMENT
-
INDICE
C
NOM
QUALITE
SIGNATURE
J. MEHLEN
ADJOINTE DELEGUEE
D. NAZON
DIRECTEUR DU PÔLE EDUCATION ET ENFANCE
C. RAUBER
ARCHITECTE
MH. COULON
RESPONSABLE TECHNIQUE
PROJET
DESSIN
C. HECKENAST
TECHNICIEN
M. ROTH
ECHELLE
1/100
DATE
06/03/2019
LEGENDE
A démolir
A créer
Espace de manoeuvre avec la possibilité de demi-tour
Espace d'usage d'un équipement
Espace de manoeuvre de porte en tirant
Espace de manoeuvre de porte en poussant
Salle d'activités 2
50.76 m²
Salle d'activités 1
52.64 m²
Salle d'activités 3
25.97 m²
Dégagement
33.03 m²
Dégagement
45.84 m²
Sanitaires G.
9.48 m²
Sanitaires F.
10.80 m²
Vestiaire F
5.85 m²
Vestiaire H
5.85 m²
Local agents d'entretien
9.20 m²
Office
12.70 m²
Laverie
8.94 m²
Sanitaire PMR
9.56 m²
Local Rgt
4.38 m²
Bureau Responsable
12.06 m²
Salle de restauration 2
13 élèves/service
27.08 m²
Salle de restauration 1
35 élèves/service
69.58 m²


MAIRIE DE DIDENHEIM
SURFACES DU PÉRISCOLAIRE
HALL: 33,30 m2
OFFICE: 26,80 m2
SALLE DE REPAS 1: 75,05 m2
SALLE DE REPAS 2: 38,00 m2
SALLE ACTIVITÉ 1: 57,75 m2
SALLE ACTIVITÉ 2: 49,95 m2
SALLE ACTIVITÉ 3: 27,20 m2
CUISINE PÉDAGOGIQUE: 11,80 m2
SANITAIRES ADULTE: 7,35 m2
SANITAIRES FILLES: 9,30 m2
SANITAIRES GARÇONS: 10,80 m2
LOCAL ENTRETIEN: 12,65 m2
VESTIAIRE HOMME: 5,65 m2
VESTIAIRE FEMME: 10,20 m2
LOCAL CHAUDIÈRE: 4,85 m2
SAS ASCENSEUR: 2,95 m2
DÉGAGEMENT 1: 4,25 m2
DÉGAGEMENT 2: 9,05 m2
DÉGAGEMENT 3: 3,20 m2
DÉGAGEMENT 4: 20,50 m2
DÉGAGEMENT 5: 8,20 m2
TOTAL: 428,80 m2
Cuisine pédagogique 11,80 m²
Local Chaudière 4,85 m²
SALLE D'ACTIVITÉ 2 49,95 m²
- Vestiaire -
SALLE D'ACTIVITÉ 1 57,75 m²
SALLE D'ACTIVITÉ 3 27,20 m²
Sanitaires G. 10,80 m²
Sanitaires F. 9,30 m²
TGBT
- Vestiaire -
Dégagt. 5 8,20 m²
Dégagt. 4 20,50 m²
SALLE DE REPAS 2 38,00 m²
ACCUEIL
HALL 33,30 m²
Dégagt. 3 3,20 m²
Chariot 2,65 m²
SAS CF 2,95 m²
Sanitaires 7,35 m²
ASCEN. 2,95 m²
- 36 Casiers -
- 36 Casiers -
VESTIAIRE H. 5,65 m²
Dégagt. 1 4,25 m²
Dégagt. 2 9,05 m²
Chariot
Zone "sale"
SALLE DE REPAS 1 75,05 m²
VESTIAIRE F. 10,20 m²
OFFICE 26,80 m²
Table 160x70
Rang. Vaisselle
Rangt. Temp.
Armoire 120x60
Meuble 180x70
Table
LV
Frange 180x70
TF 80x70
Zone "propre"
Chariot
PÉRISCOLAIRE
ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC
CLASSEMENT PROPOSÉ:
Effectif > 20 personnes sur 1 seul niveau en étage
ERP 4e CATÉGORIE TYPE R
Effectif maximum autorisé: < 100 personnes
Isolement / tiers: CF 2H
AMÉNAGEMENT D'UN PÉRISCOLAIRE DANS LE BÂTIMENT DE LA MAIRIE DE DIDENHEIM
LÉGENDE cloisons
Existant
A créer
pierre baumann
architecte dplg - hqe
178, avenue A. Briand - 68 200 MULHOUSE
Tél. 09 65 00 08 08 - 06 82 37 47 82
baumann.architecte@sfr.fr
Commune de BRUNSTATT-DIDENHEIM
388, avenue d'Alkirch
68 350 BRUNSTATT - DIDENHEIM
PLAN ETAGE PROJET - échelle 1/100e
ESQUISSE
15/05/2019
5,00 m
0,00 m
Sh Mars 2015

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

62° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DES SITES DE HEIMSBRUNN ET GALFINGUE : AVENANT N°1 (2342/1.2.2/862C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association Les Foyers Clubs, l'exploitation des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn et de Galfingue, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention.

La contribution forfaitaire de Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Périscolaire
2022 ***Avant avenant 1***	*137 886 €*
Moins value bonus Ctg	- 17 067,84 €
2022 **Après avenant 1**	120 818,16 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn et de Galfingue avec l'association Les Foyers Clubs.

P.J : projet d'avenant

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DES SITES DE HEIMSBRUNN ET GALFINGUE (Communes de Heimsbrunn et Galfingue)

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association Fédération des Foyers Club d'Alsace (FDFC68), représentée par sont Président, Monsieur Patrick RAVINEL, domiciliée au 4 rue des Castors – 68200 MULHOUSE

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation des activités périscolaires des sites de Heimsbrunn et de Galfingue, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	20 places	20 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	56 places	14 places
Total	76 places	34 places

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention. En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le Périscolaire hors mercredi, le nombre d'heures contractualisées est de 17 779 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 17 067,84 €.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 17 067,84 pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 6,15 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 277 465 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 10 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.5.

Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

« *La contribution forfaitaire m2A est fixée à :*

2021 : 139 579 €
2022 : 120 818,16 € »

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de - 17 067,84 €.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour FDFC68

…….

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

63° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE DE MORSCHWILLER-LE-BAS : AVENANT N°1 (2342/1.2.2/863C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association Les Foyers Clubs, l'exploitation des activités périscolaires du site de Morschwiller-le-Bas, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relatives à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention.

La contribution forfaitaire de Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Périscolaire
2022 ***Avant avenant 1***	*274 873 €*
Moins value bonus Ctg	- 49 562,88 €
2022 **Après avenant 1**	225 310,12 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site de Morschwiller-le-Bas avec l'association Les Foyers Clubs.

P.J : projet d'avenant

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE DE MORSCHWILLER-LE-BAS (Commune de Morschwiller-le-bas)

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association Fédération des Foyers Club d'Alsace (FDFC68), représentée par sont Président, Monsieur Patrick RAVINEL, domiciliée au 4 rue des Castors – 68200 MULHOUSE

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation des activités périscolaires du site de Morschwiller-le-bas, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	80 places	47 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	114 places	60 places
Total	194 places	107 places

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle.
Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse.
Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention.

En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le Périscolaire hors mercredi, le nombre d'heures contractualisées est de 51 628 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 49 562,88 €.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 49 562,88 pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 9,09 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 545 420 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 10 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.5.

Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

« *La contribution forfaitaire m2A est fixée à :*

2021 : 270 547 €
2022 : 225 310,12 € »

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 49 562,88 €.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour FDFC68

…….

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

64° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL, DES ACTIVITES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DU SITE « LA MARELLE » A MULHOUSE : AVENANT N° 2 (2342/1.2.2/864C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 avril 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association CSC Lavoisier-Brustlein, l'exploitation du multi-accueil, des activités périscolaires, du mercredi et extrascolaires du site La Marelle à Mulhouse, à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relatives à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération.

La contribution forfaitaire Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Multi-accueil	**Périscolaire**	**Extrascolaire**	**Total**
2022 Avant avenant 2	*284 206 €*	*53 500 €*	*96 382 €*	*434 088 €*
2022 Après avenant 2	205 794,80 €	6 453,28 €	91 150,75 €	303 398,83 €

Ce qui représente sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 130 689,17 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°2 pour l'exploitation du multi-accueil, des activités périscolaires, du mercredi et extrascolaires du site La Marelle à Mulhouse avec l'association CSC Lavoisier-Brustlein.

P.J : projet d'avenant

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 02 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL, DES ACTIVITES PERISCOLAIRES, DE L'ACCUEIL DU MERCREDI ET DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES DU SITE « LA MARELLE » A MULHOUSE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

Le Centre Socio-culturel Lavoisier-Brustlein, représenté par son Président, Monsieur Diego CALABRO, domicilié 59 allée Glück – 68100 MULHOUSE

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 27 avril 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation du multi-accueil, des activités périscolaires, de l'accueil du mercredi et des activités extrascolaires du site « La Marelle » à Mulhouse, à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Petite enfance

Service	**Capacité**
Multi-accueil	40 places

- Périscolaire

Service	**Capacité midi**	**Capacité soir**
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	24 places	16 places

- Mercredi

Service	**Capacité**
Accueil 3-6 ans - La Marelle	16 places
Accueil 3-6 ans – MCP Cité	16 places

- Extrascolaire

Service	**Capacité**
Accueil 3-6 ans - La Marelle	16 places
Accueil 3-6 ans – MCP Cité	16 places

Suite à la modification des horaires des écoles mulhousiennes, un premier avenant, entré en vigueur le 1er septembre 2018, a modifié le montant de la contribution versée par m2A au délégataire au titre du service périscolaire.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.
Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif ou la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire. En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour la Petite enfance, le nombre de places soutenues est de 40 pour un montant par place de 1 960,28 €, ce qui représente une aide de la CAF de 78 411,20 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le Périscolaire, le nombre de places soutenues est de 24 pour un montant par place de 1 960,28 €, ce qui représente une aide de la CAF de 47 046,72 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour l'Extrascolaire, le nombre de heures contractualisées est de 34 875 pour un montant par heure de 0,15 €, ce qui représente une aide de la CAF de 5 231,25 €.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE ».

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Le tableau joint en annexe retrace les estimations de recettes supplémentaires à percevoir par le délégataire au titre de la signature des Conventions de Bonus Territoire et à l'achèvement du Contrat Enfance.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 130 689,17 € pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 5.03 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 2 600 178 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 11 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :
Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.5.
Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :

- *Les prestations de services calculées sur la base de l'activité de l'année N-1.*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 12 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

	Multi-accueil	Périscolaire	Extrascolaire	Total
2017	284 206,00 €	51 325,00 €	96 382 €	431 913,00 €
2018	284 206,00 €	51 325,00 €	96 382 €	431 913,00 €
2019	284 206,00 €	53 500,00 €	96 382 €	434 088,00 €
2020	284 206,00 €	53 500,00 €	96 382 €	434 088,00 €
2021	284 206,00 €	53 500,00 €	96 382 €	434 088,00 €
2022	205 794,80 €	6 453,28 €	91 150,75 €	303 398,83 €
Total	1 626 824,80 €	269 603,28 €	573 060,75 €	2 469 488,83 €

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour le CSC Lavoisier-Brustlein

…….

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 65 + 22 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Mme KEMPF (représentée par Mme MEHLEN), Mme MEHLEN, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme LUTZ, Mme JENN (représentée par M. SCHILDKNECHT), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

65° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL DU SITE « L'ACCUEILLETTE » A MULHOUSE : AVENANT N° 1 (2342/1.2.2/865C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 26 avril 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association CSC Papin, l'exploitation des activités du multi-accueil, de l'accueil du mercredi et des activités extrascolaires du site L'Accueillette à Mulhouse, à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relatives à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération.

La contribution forfaitaire Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Multi-accueil	**Mercredi**	**Extrascolaire**	**Total**
2022 Avant avenant 1	*320 000 €*	*12 310 €*	*26 195 €*	*358 505 €*
2022 Après avenant 1	225 906,56 €	4 150 €	20 060 €	250 116,56 €

Ce qui représente sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 108 388,44 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités du multi-accueil, de l'accueil du mercredi et des activités extrascolaires du site L'Accueillette à Mulhouse avec l'association CSC Papin.

P.J : projet d'avenant

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL, DE L'ACCUEIL DU MERCREDI ET DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES DU SITE « L'ACCUEILLETTE » A MULHOUSE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

Le Centre Socio-culturel Papin, représenté par sa Présidente, Madame Sirine MERROUCHE, domicilié au 4 rue du Gaz à Mulhouse

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 26 avril 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation du multi-accueil, de l'accueil du mercredi et des activités extrascolaires du site l'Accueillette à Mulhouse à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

Service	Capacité
Multi-accueil	48 places
Accueil le mercredi	24 places
Extrascolaire	24 places

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif ou la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire. En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour la Petite enfance, le nombre de places soutenues est de 48 pour un montant par place de 1 960,28 €, ce qui représente une aide de la CAF de 94 093,44 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour l'accueil du mercredi, le nombre d'heures contractualisées est de 8 500 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 8 160 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour l'Extrascolaire, le nombre de heures contractualisées est de 40 900 pour un montant par heure de 0,15 €, ce qui représente une aide de la CAF de 6 135 €.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 108 338,44 € pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 5.04 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 2 151 030 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 11 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.5.

Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services calculées sur la base de l'activité de l'année N-1.*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 12 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

	Multi-accueil	Mercredi	Extrascolaire	Total
2017	320 000 €	12 310 €	26 195 €	358 505 €
2018	320 000 €	12 310 €	26 195 €	358 505 €
2019	320 000 €	12 310 €	26 195 €	358 505 €
2020	320 000 €	12 310 €	26 195 €	358 505 €
2021	320 000 €	12 310 €	26 195 €	358 505 €
2022	225 906,56 €	4 150 €	20 060 €	250 116,56
Total	1 825 906,56 €	65 700 €	151 035 €	2 042 641,56 €

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 108 388,44 €

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Pour le CSC Papin

Josiane MEHLEN

……

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 66 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (3) : Mme SCHELL, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

66° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL, DES ACTIVITES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DU SITE « LE MOULIN DES COULEURS » A MULHOUSE : AVENANT N° 2 (2342/1.2.2/866C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 26 avril 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association CSC Wagner, l'exploitation des activités du multi-accueil, des activités périscolaires, de l'accueil du mercredi et des activités extrascolaires vacances du site Le Moulin des Couleurs à Mulhouse, à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relatives à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et de déduire de montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération.

La contribution forfaitaire Mulhouse Alsace Agglomération est fixée à :

	Multi-accueil	**Périscolaire et Mercredi**	**Extrascolaire**	**Total**
2022 Avant avenant 2	*162 228 €*	*240 150 €*	*75 180 €*	*477 558 €*
2022 Après avenant 2	107 340,16 €	205 000,56 €	71 354,40 €	383 695,12 €

Ce qui représente sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 93 862,88 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°2 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités du multi-accueil, des activités périscolaires, de l'accueil du mercredi et des activités extrascolaires vacances du site Le Moulin des Couleurs à Mulhouse avec l'association CSC Wagner.

P.J : projet d'avenant

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 02 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL, DES ACTIVITES PERISCOLAIRES, DE L'ACCUEIL DU MERCREDI ET DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES VACANCES DU SITE « LE MOULIN DES COULEURS » A MULHOUSE

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association du Centre Socio-culturel Jean Wagner, représentée par son Président, Monsieur Bernard FELDMANN, domiciliée au 43-47 rue d'Agen 68100 MULHOUSE

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 26 avril 2017, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation du multi-accueil, du périscolaire, de l'accueil du mercredi et extrascolaires vacances du site « Le Moulin des couleurs », à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Petite enfance

Service	Capacité
Multi-accueil	28 places

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	40 places	30 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	70 places	56 places
Total	110 places	86 places

- Mercredi

Service	Capacité
Accueil 3-6 ans	40 places

- Extrascolaire

Service	Capacité
Accueil 3-6 ans	40 places

Suite à la modification des tarifs, un premier avenant, entré en vigueur le 1er septembre 2018, a modifié le montant de la contribution versée par m2A au délégataire au titre du service périscolaire.

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse. Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif ou la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire. En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour la Petite enfance, le nombre de places soutenues est de 28 pour un montant par place de 1 960,28 €, ce qui représente une aide de la CAF de 54 887,84 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le périscolaire et l'accueil du mercredi, le nombre d'heures contractualisées est de 36 614 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 35 149,44 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour l'Extrascolaire, le nombre de heures contractualisées est de 25 504 pour un montant par heure de 0,15 €, ce qui représente une aide de la CAF de 3 825,60 €.

A noter que le « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 93 862,88 € pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 3.26 % par rapport au contrat précédemment amendé qui s'établissait à 2 876 257 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 11 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.5.

Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services calculées sur la base de l'activité de l'année N-1.*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 12 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

	Multi-accueil	Périscolaire et Mercredi	Extrascolaire	Total
2017	162 228 €	248 186 €	75 180 €	485 594 €
2018	162 228 €	243 023 €	75 180 €	480 431 €
2019	162 228 €	240 150 €	75 180 €	477 558 €
2020	162 228 €	240 150 €	75 180 €	477 558 €
2021	162 228 €	240 150 €	75 180 €	477 558 €
2022	107 340,16	205 000,56 €	71 354,40 €	383 695,12 €
Total	918 480,16 €	1 416 659,56 €	447 254,40	2 782 394,12 €

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 93 862,88 €

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour le CSC Wagner

…….

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 65 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Mme SCHELL, M. CAUSER, Mme SORNIN (représentée par Mme RAPP), Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

67° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE « RECRE O MOMES » A PFASTATT : AVENANT N° 1 (2342/1.2.2/873C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 24 mars 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association la Bobine, l'exploitation des activités périscolaires du site Récré ô Mômes à Pfastatt, à partir de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023.

Suite à une évolution des besoins sur la commune en matière de périscolaire, les parties se sont rapprochées afin d'augmenter la capacité d'accueil du midi de 10 places supplémentaires pour les enfants d'âge maternel à compter de la rentrée 2022.

La contribution forfaitaire de Mulhouse Alsace Agglomération est fixée à :

	2022	**2023**	**Total**
Contribution avant avenant 1	*183 980 € 000*	*186 740 € 000*	***370 720 € 000***
Plus value capacité	1 309 € 00000	5 588 € 00000	**6 897 € 0000**
Contribution après avenant 1	185 289 € 0000	192 328 € 0000	**377 617 € 000**

Ce qui représente sur la durée de la délégation de service public une augmentation de la contribution de 6 897 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires du site Récré ô Mômes à Pfastatt conclue avec l'association la Bobine.

P.J : projet d'avenant

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE « RECRE O MOMES » A PFASTATT

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association « La Bobine », représentée par son Président, Monsieur Antoine PETRUCELLI, ayant son siège 7 rue Aegerter – 68120 PFASTATT

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 24 mars 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation du site périscolaire « Récré ô Mômes », à partir de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2023.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Périscolaire

Accueil	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	50	30
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	98	56
Total	148	86

Suite à une évolution des besoins sur la commune en matière de périscolaire, les parties se sont rapprochées afin d'augmenter la capacité d'accueil du midi de 10 places supplémentaires pour les enfants d'âge maternel à compter de la rentrée 2022.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier :
- La capacité d'accueil,
- Le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – CONSISTANCE DU SERVICE

L'article 4.2 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

La structure accueille :

Accueil	*Capacité midi*	*Capacité soir*
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	*60*	*30*
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	*98*	*56*
Total	*158*	*86*

Soit une augmentation de 10 places le midi pour l'accueil maternel, à compter du 1er septembre 2022.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte l'augmentation de la capacité d'accueil, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

« *La contribution forfaitaire m2A est fixée à :*

2022 : 185 289 €
2023 : 192 328 € »

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une augmentation de la contribution de 6 897 €.

ARTICLE 4 – BUDGETS PREVISIONNELS

Les budgets prévisionnels périscolaires figurant en annexe 4 de la convention d'exploitation sont complétés par le budget prévisionnel pour 10 places supplémentaires en annexe du présent avenant pour la période de septembre 2022 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour La Bobine

……

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 67 + 24 procurations.
Ne prennent pas part au vote (2) : Mme ZELLER (représentée par M. HAGENBACH), M. NEUMANN.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

68° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL ET DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE « ILE NAPOLEON » A RIXHEIM : AVENANT N° 1 (2342/1.2.2/874C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 22 avril 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association CSC La Passerelle, l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Île Napoléon » de Rixheim, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relatives à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg » et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération.

La contribution forfaitaire de Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Multi-accueil	**Périscolaire**	**Total**
2022 Avant avenant 1	*236 845 €*	*202 316 €*	*439 161 €*
Moins value bonus Ctg	- 68 609,80 €	- 16 570,56 €	- 85 180,36 €
2022 Après avenant 1	168 235,20 €	185 745,44 €	353 980,64 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Île Napoléon » de Rixheim conclue avec l'association CSC La Passerelle.

P.J : projet d'avenant

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DU MULTI-ACCUEIL ET DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE « ILE NAPOLEON » A RIXHEIM

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

Le Centre socio-culturel « La Passerelle », représenté par son Président, Moniseur Philippe WOLFF, domicilié allée du Chemin Vert 68170 RIXHEIM.

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 22 avril 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation du multi-accueil et des activités périscolaires du site « Île Napoléon » de Rixheim, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Multi-accueil

Service	Capacité
Multi-accueil collectif – enfants de 0 à 4 ans	35 places

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	20	20
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	28	28
Total	48	48

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire. En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour la Petite enfance, le nombre de places soutenues est de 35 pour un montant par place de 1 960,28 €, ce qui représente une aide de la CAF de 68 609,80 €.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le Périscolaire, le nombre d'heures contractualisées est de 17 261 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 16 570,56 €.

A noter que « le bonus territoire CTG est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire CTG…) ne dépasse pas 90 % des charges de l'EAJE. »

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 85 180,36 € pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 9,77 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 871 919 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 12 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

En parallèle de ces recettes usagers, pour chacun des services, le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 13 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

	Multi-accueil	Périscolaire	Total
2021	233 420 €	199 338 €	432 758 €
2022	168 235,20 €	185 745,44	353 980,64
Total	401 655,20 €	385 083,44	786 738,64

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de 85 180,36 €.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour le CSC La Passerelle

…….

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 63 + 25 procurations.
Ne prennent pas part au vote (5) : Mme SCHELL, Mme BAECHTEL, Mme MATHIEU-BECHT, M. LOGEL, M. WOLFF.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

69° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE DE ZILLISHEIM : AVENANT N° 1 (2342/1.2.2/875C)

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association Les Foyers Clubs, l'exploitation des activités périscolaires de Zillisheim, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Suite à la signature entre Mulhouse Alsace Agglomération, les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération et la CAF d'une Convention Territoriale Globale, les prestations contractualisées au titre du bonus Territoire « Ctg » sont directement versées au gestionnaire du service, a contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, les prestations de services relatives à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif à compter de 2022.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'autoriser le délégataire à recevoir directement le bonus Territoire « Ctg », et d'en déduire le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention.

La contribution forfaitaire de Mulhouse Alsace Agglomération pour 2022 est fixée à :

	Périscolaire
2022 ***Avant avenant 1***	*145 093 €*
Moins value bonus Ctg	- 25 928,64 €
2022 **Après avenant 1**	119 164,36 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le projet d'avenant joint en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires de Zillisheim conclue avec l'association Les Foyers Clubs.

P.J : projet d'avenant

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE FINANCES ET MARCHES PUBLICS
2342 – EP

AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DU SITE DE ZILLISHEIM

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 12 décembre 2022

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et

d'autre part,

L'association Fédération des Foyers Club d'Alsace (FDFC68), représentée par sont Président, Monsieur Patrick RAVINEL, domiciliée au 4 rue des Castors – 68200 MULHOUSE

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 12 mars 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, à l'association, l'exploitation des activités périscolaires de Zillisheim, à partir du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

L'offre d'accueil prévue dans la délégation de service public est la suivante :

- Périscolaire

Service	Capacité midi	Capacité soir
Enfants d'âge maternel (3-6 ans)	25 places	10 places
Enfants d'âge élémentaire (6-12 ans)	55 places	33 places
Total	80 places	43 places

Au cours de l'année 2020, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité modifier l'architecture des financements de sa politique contractuelle. Aux contrats Enfance Jeunesse passés ultérieurement avec les collectivités vient désormais se substituer une convention territoriale globale, à laquelle sont adossées des conventions d'objectifs et de financements, correspondant notamment aux financements anciennement fléchés au titre des Contrats Enfance Jeunesse.

Désormais, les prestations contractualisées au titre du bonus « Territoire « Ctg » » sont directement versées au gestionnaire du service, à contrario de l'ancien dispositif où la collectivité percevait des aides de la CAF par actions, au titre de sa politique Enfance Jeunesse. Pour m2A, les prestations de services relative à la Petite enfance et au Périscolaire sont concernées par ce changement de dispositif.

Ces prestations de la CAF ayant vocation à être versées directement au gestionnaire du service et non plus à m2A, il convient donc de minorer la contribution annuelle versée au titre du contrat de délégation, pour un montant strictement équivalent de l'aide à percevoir par le délégataire et ce conformément à la clause de réexamen figurant à l'article 15.1 de la convention.

En conséquence, il convient d'ajuster les comptes d'exploitation prévisionnels de la DSP à compter de 2022 par la prise en compte de ces éléments, qui ne remettent pas en cause les principes généraux de l'exploitation ni ne portent atteinte aux grands équilibres de la convention initiale.

Au titre du Bonus territoire Ctg pour le Périscolaire hors mercredi, le nombre d'heures contractualisées est de 27 009 pour un montant par heure de 0,96 €, ce qui représente une aide de la CAF de 25 928,64 €.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel lié est modifié en conséquence.

Les dispositions du présent avenant entrainent une diminution de la participation du délégant à hauteur de 25 928,64 pour toute la durée de la convention, ce qui représente une baisse de 9,07 % par rapport au contrat initial qui s'établissait à 285 805 €.

Sur le fondement de l'article L.3135-1 du code de la commande publique et du R3135-8 (modification inférieure à 10 %), du R3135-7 (modification non substantielle) du code de la commande publique, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention d'exploitation, afin d'assurer l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les recettes perçues par le délégataire, ainsi que le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement par m2A au délégataire.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 10 de la convention d'exploitation est modifié comme suit :

Le délégataire perçoit directement auprès des usagers les recettes provenant de l'inscription des enfants calculées sur la base du barème des participations familiales tel que défini à l'article 4.

Le délégataire perçoit également directement les aides de la CAF notamment :
- *Les prestations de services*
- *Le Bonus « Territoire Ctg »*

L'exploitant devra conclure une convention spécifique avec la CAF du Haut Rhin ; afin de pouvoir bénéficier de cette aide financière.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte le versement direct des aides de la CAF au délégataire, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution versée par m2A est modifié comme suit :

« *La contribution forfaitaire m2A est fixée à :*

2021 : 140 712 €
2022 : 119 164,36 € »

Dans le cas où le montant des acomptes déjà versés sur l'exercice 2022 serait supérieur au montant de la contribution telle que définie par le présent avenant, m2A émettra un titre de recettes à l'encontre du délégataire afin de recouvrer le trop perçu.

Ces modifications représentent sur la durée de la délégation de service public une diminution de la contribution de – 25 928,64 €.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Annexes : - Délibération
- Budget prévisionnel

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Josiane MEHLEN

Pour FDFC68

.....

Avenant notifié le

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

70° CONCESSIONS DE SERVICE PUBLIC DES ACTIVITES PETITE ENFANCE, PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES : RAPPORTS D'ACTIVITES 2021 (2342/1.2.3/876C)

Dans le cadre de ses compétences en matière de Petite enfance et de Périscolaire, Mulhouse Alsace Agglomération a conclu 22 concessions de service public avec différents délégataires. Par convention avec les communes compétentes en matière extrascolaire, certaines de ces concessions incluent les activités extrascolaires.

Objet	Délégataire	Durée	Contribution m2A en 2021
Gestion des activités périscolaires et extrascolaires de Baldersheim et extrascolaires de Battenheim	Les Copains d'Abord	10/11/2020 – 31/08/2026	155 889 €
Gestion du multi-accueil « La cour des petits pages » et du périscolaire « La pirouette » de Bollwiller	Maison des Jeunes et de la Culture de Bollwiller	01/01/2016 – 31/12/2021	235 955 € pour le multi-accueil 207 768 € pour le périscolaire
Gestion des activités périscolaires de Didenheim	Les Foyers Clubs	01/01/2021 – 31/12/2022	118 339 €
Gestion des activités périscolaires de Dietwiller	L'Île aux Copains	01/01/2016 – 31/12/2021	130 552 €
Gestion des activités périscolaires de Galfingue-Heimsbrunn	Les Foyers Clubs	01/01/2021 – 31/12/2022	139 579,44 €
Gestion des activités périscolaires de Habsheim	L'Île aux Copains	01/01/2016 – 31/12/2021	292 177 €
Gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires de Kingersheim	La Souris Verte	01/01/2016 – 31/12/2021	319 220 € pour la petite enfance 56 788 € pour le périscolaire
Gestion des activités périscolaires de Morschwiller-le-bas	Les Foyers Clubs	01/01/2021 – 31/12/2022	270 547 €.

Gestion du multi-accueil l'Accueillette à Mulhouse	Centre Socio-Culturel Papin	01/01/2017 – 31/12/2022	358 505 €.
Gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires de La marelle à Mulhouse	Centre Socio-Culturel Lavoisier-Brustlein	01/01/2017 – 31/12/2022	284 206 € pour la petite enfance 53 500 € pour le périscolaire
Gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires du Moulin des couleurs à Mulhouse	Centre Socio-Culturel Jean Wagner	01/01/2017 – 31/12/2022	162 228 € pour la petite enfance 203 336 € pour le périscolaire.
Gestion des activités petite enfance du site Les nénuphars à Mulhouse	People & Baby	01/01/2018 – 31/12/2023	193 709 €
Gestion des activités périscolaires de l'Îlôt Mômes à Pfastatt	Maison de la Jeunesse et de la Culture de Pfastatt	01/01/2016 – 31/12/2021	189 108,11 €
Gestion des activités périscolaires de Récré ô mômes à Pfastatt	Maison de la Jeunesse et de la Culture de Pfastatt	01/01/2016 – 31/12/2021	165 584 €
Gestion des activités périscolaires de La courte échelle à Riedisheim	Les Foyers Clubs	01/01/2018 – 31/12/2023	209 258.96 €
Gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires d'Entremont à Rixheim	Centre Socio-Culturel La Passerelle	01/01/2019 – 31/12/2024	225 343 € pour la petite enfance 245 211 € pour le périscolaire
Gestion des activités petite enfance et périscolaires de l'Île Napoléon à Rixheim	Centre Socio-Culturel La Passerelle	01/01/2021 – 31/12/2022	233 420 € pour la petite enfance 199 518 € pour le périscolaire.
Gestion des activités périscolaires de Sausheim	Les Copains d'Abord	10/11/2020 – 31/08/2026	389 867 €.
Gestion des activités petite enfance d'Ottmarsheim et Petit-Landau	Société Publique Locale Enfance et Animation	14/11/2019 – 31/08/2025	506 000 €

Gestion des activités petite enfance, périscolaires, extrascolaires et de l'animation jeunesse territoriale de Bantzenheim, Chalampé, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau et Niffer	Société Publique Locale Enfance et Animation	14/11/2019 – 31/08/2025	585 100 €
Gestion des activités périscolaires et extrascolaires de Wittelsheim	Centre Socio-Culturel de Wittelsheim	01/07/2016 – 31/08/2022	271 520 €
Gestion des activités périscolaires de Zillisheim	Les Foyers Clubs	01/01/2021 – 31/12/2022	140 712 €

Au regard des dispositions de ces conventions et de l'article L 1411-3 du Code général des Collectivités Territoriales, les délégataires doivent remettre chaque année un rapport annuel retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la concession et analyse de la qualité de service.

La communauté d'agglomération a reçu ces rapports annuels retraçant l'activité des délégataires au titre de l'année 2021. Ceux-ci ont été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 24 novembre 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte des rapports annuels 2021 concernant les concessions de service public relative à la gestion des activités petite enfance et périscolaires.

Pièce-jointe : rapports annuels des délégataires

Pièces jointes volumineuses

Pour toute demande de consultation de la pièce jointe relative à la délibération nº 876C, merci de s'adresser au :

Service Périscolaire (231)
37 boulevard Wallach
68100 MULHOUSE

de 9 h à 11 h 30
et de 14 h 30 à 17 h

Voir débat ci-dessus.

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

71° CARTE PASS'TEMPS SENIOR : ACTUALISATION 2023 DE L'OFFRE (232/7.10.5/935C)

Mise en place en 2004, la Carte Pass'Temps senior propose aux seniors de 65 ans et plus :

Des offres gratuites :
- trois entrées au Parc Zoologique et Botanique,
- cinq entrées dans une piscine communautaire et deux entrées « Forme & bien-être »,
- un mois d'essai au FCM Billard,
- une entrée gratuite à la Foir'Expo,
- une initiation individuelle au cours d'informatique et accès aux ordinateurs de l'espace multimédia Sémaphore.

Des tarifs réduits pour :
- la Maison du Temps Libre, sessions nouvelles technologies, Taï-chi, Qi-gong,
- l'accès au Musée National de l'Automobile, à la Cité du Train, au Musée du Papier Peint, au Musée de l'Impression sur Étoffes, à Electropolis, à la Grange à Bécanes et au Parc du Petit Prince,
- les matchs de Volley Mulhouse Alsace,
- les représentations du Théâtre Alsacien de Mulhouse, du Théâtre St-Fridolin, du Cercle Théâtral Alsacien de Mulhouse,
- les séances du cinéma Bel Air (6,50 € la séance), du cinéma Le Palace (trois entrées à 5,70 €) et du Kinépolis (6,90 € la place),
- l'abonnement de la saison 2022/2023 et sur certains concerts de la saison 2023/2024 proposés par l'Orchestre Symphonique de Mulhouse,
- l'ensemble des spectacles de l'Opéra National du Rhin présentés à la Filature et au Théâtre de la Sinne,
- 2 places à la Filature (12 € hors évènement sur l'ensemble de la saison),
- l'entrée à l'Ecomusée (une entrée enfant offerte pour une entrée senior achetée),
- une heure de mise à disposition d'un tricycle avec un pilote de l'association Médiacycles (cumulable avec l'heure suivante),
- les visites d'entreprises commercialisées par l'Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région et dans la boutique,
- la cotisation annuelle pour la 1ère année d'inscription au Club Vosgien Mulhouse & Crêtes (50 % de réduction),
- la cotisation à l'Union Sportive Ouvrière de Mulhouse-Pétanque Loisirs,
- les spectacles proposés à l'Espace 110 (billet individuel à 13 € au lieu de 20 €, pour un abonnement de 4 spectacles à 56 € une place offerte) et au Centre Socio Culturel AFSCO (5 € la place),
- la Loge du Temps,

- les déjeuners et dîners aux résidences Domitys « le jardin d'Edo » et « l'Organdi » à Mulhouse et Kingersheim.

Les communes ont la possibilité de s'associer au dispositif, en faisant figurer sur la carte une offre complémentaire, à leur charge, destinée à leur population âgée de 65 ans et plus. Plusieurs communes proposent à nouveau des offres complémentaires en 2023.

La carte Pass'Temps senior 2023 sera disponible dans les mairies à compter du 3 janvier 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'offre de la carte Pass'Temps senior pour 2023,
- autorise le Président ou son représentant à établir et signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pièce-jointe : projet de convention

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE
SERVICE PETITE ENFANCE ET PARENTALITE
232 – CL – 935C PJ

CONVENTION CARTE PASS'TEMPS SENIOR 2023

Entre **Mulhouse Alsace Agglomération** représentée par Mme Francine AGUDO-PEREZ, Conseillère communautaire déléguée aux Personnes Âgées, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022, et désignée sous le terme "la Communauté d'Agglomération"

d'une part,

et,

d'autre part,

Préambule

Dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgées de plus de 65 ans, la carte Pass'Temps Senior vise à contribuer à la politique de prévention de l'isolement, à favoriser les activités intergénérationnelles, à faire découvrir des activités culturelles ou de loisirs.

Valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, elle favorise l'accès à des équipements communautaires pour une part, et à des équipements ou services spécifiques dont le choix est laissé aux communes d'autre part.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération souhaite favoriser l'accès des seniors à xxxxxxxxxxxxxxx, proposé par le partenaire dans les conditions déterminées par la présente convention.

Le partenaire s'inscrit dans le dispositif Carte Pass'Temps Senior 2023 pour les seniors de l'ensemble des communes de Mulhouse Alsace Agglomération, selon les conditions à l'article 2.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de l'accès des détenteurs de la Carte Pass'Temps Senior 2023 à xxxxxxxxxxxxxxxxxx.

Article 2 : Conditions d'accès

Sur présentation de leur carte nominative, les détenteurs de la Carte Pass'Temps Senior 2023 des communes de Mulhouse Alsace Agglomération pourront bénéficier de xxxxxxxxxxxxxxxxxx.

Article 3 : Obtention et validité de la carte

La carte est strictement personnelle et pourvue d'une photo d'identité. Elle est utilisable du 1er janvier au 31 décembre 2023.

La carte est délivrée dans les mairies.

Article 4 : Contrepartie financière

Il n'est pas prévu de contrepartie financière spécifique à cette offre qui peut contribuer à faire connaître le partenaire à de nouveaux publics.

Le partenaire adressera à l'unité Actions et Informations seniors un relevé quantitatif semestriel des bénéficiaires de l'offre en vue de suivre l'évolution de son utilisation.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet le 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023. Elle fera l'objet d'un premier bilan entre les deux parties au 30 juin 2023.

Chaque partie peut, sans indemnité, résilier la précédente convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de trois mois.

Article 6 : Compétence juridictionnelle

Les parties tenteront, avant d'ester en justice, de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le en deux exemplaires originaux

Pour le Partenaire,

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
La Conseillère Communautaire
déléguée aux personnes âgées

……

Francine AGUDO-PEREZ

M. le Président : On passe à la carte Pass'temps Senior. Francine AGUDO-PEREZ.

Mme AGUDO-PEREZ : Je vous propose le projet d'actualisation 2023 de l'offre carte Pass'temps Senior. Vous la connaissez déjà puisque depuis 2004, Mulhouse Alsace Agglomération propose la carte Pass'Temps Senior qui est un dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgées de 65 ans et plus visant à contribuer à la politique de prévention de l'isolement, à favoriser les activités intergénérationnelles et à faire découvrir des activités culturelles et de loisirs. Elle est valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Elle donne droit à des offres gratuites et des tarifs réduits. Je vous propose de regarder le projet de délibération pour voir quelles sont les différentes offres gratuites et réduites qui sont proposées. Juste encore une petite précision par rapport à cette carte, vous le savez aussi, c'est que les communes ont la possibilité de s'associer au dispositif en faisant figurer sur les cartes une offre complémentaire, à leur charge, destinée à leur population âgée de 65 et plus. Plusieurs communes proposent à nouveau des offres complémentaires en 2023. Elle sera disponible dans les mairies, à compter du 3 janvier 2023. Merci.

M. le Président : Merci Francine. C'est vrai que c'est important, il y a un socle commun et ensuite chaque commune peut adapter cette carte Pass'Temps Senior. Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

72° JEUX OLYMPIQUES 2024 : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT 2023 ET 2024 AVEC LA FEDERATION FRANÇAISE D'ATHLETISME (243/7.5/899C)

Le Comité International Olympique a désigné Paris en 2017 comme ville hôte des jeux de 2024.

Mulhouse Alsace Agglomération a candidaté avec succès en 2019 auprès du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques pour l'obtention du label « Terre de Jeux 2024 », venu récompenser l'implication des territoires dans une démarche globale autour des Jeux sur la base d'engagements concrets.

Cette attractivité territoriale fut accentuée en 2020 par le référencement « Centre de Préparation aux Jeux » (CPJ) de Mulhouse Alsace Agglomération incluant de fait son inscription au catalogue de recensement des CPJ proposés aux équipes internationales olympiques et paralympiques des différentes nations.

Parallèlement à cette dynamique olympique, des accords bisannuels de partenariat (2019 et 2020), avaient été conclus avec la Fédération Française d'Athlétisme d'abord par la ville-centre (2019 et 2020) puis en association avec Mulhouse Alsace Agglomération (2021 et 2022) portant sur la réalisation de missions d'intérêt général au niveau local.

Le bilan satisfaisant des actions conjointes développées, notamment l'accueil des championnats de France d'athlétisme cadets-juniors en juillet 2022 (révélation des talents jeunes, 4 records de France battus et 2 300 athlètes présents) et la capacité avérée de gestion de l'accueil d'évènements sportifs par les services communautaires, ont conduit à une volonté commune de prolongation de ce partenariat.

Il est proposé en conséquence de conclure une nouvelle convention-cadre portant sur les années 2023 et 2024 avec les acteurs précités. La réalisation concrète des actions fédérales sur le territoire communautaire fera l'objet d'une formalisation par voie d'avenant à la convention, après étude de faisabilité.
Cet engagement communautaire se concrétisera notamment à travers la mise à disposition d'équipements sportifs structurants et adaptés (Centre Sportif Régional Alsace et Stade de l'Ill) nécessaire au déroulement des animations sportives.

Ce partenariat contribuera au rayonnement extérieur de l'agglomération mulhousienne (promotion des infrastructures sportives, organisation de manifestations sportives évènementielles d'envergure nationale…) avec des retombées économiques importantes en termes d'hébergement, de restauration, de tourisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : Projet de convention.

2 – POLE RESSOURCES, EDUCATION ET SPORTS
2- POLE FINANCES ET SERVICE A LA POPULATION
24 – Direction Sports et Jeunesse
243 – Animation, évènementiel et vie sportive

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT 2023-2024

entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, adjoint délégué à la politique sportive dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 14/12/2022 et désignée ci-après dans la présente convention sous le terme « la Ville »,

d'une part,

et

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par M. Daniel BUX, Vice-président délégué aux équipements sportifs et au sport de haut-niveau, dûment habilité, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 12/12/2022 et désignée ci-après dans la présente convention sous le terme « m2A »,

et

La FEDERATION FRANÇAISE D'ATHLETISME, représentée par M. André GIRAUD, Président, dont le siège social est situé 33 avenue Pierre de Coubertin 75013 PARIS et désignée ci-après dans la présente convention sous le terme « la FFA »,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Le Comité International Olympique a désigné Paris en 2017 comme ville hôte des jeux de 2024.

La Ville de Mulhouse et m2A ont candidaté avec succès en 2019 auprès du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques pour l'obtention du label « Terre de Jeux 2024 », venu récompenser l'implication des territoires dans une démarche globale autour des Jeux sur la base d'engagements concrets.

Cette attractivité territoriale, accentuée en 2020 par le référencement de l'agglomération mulhousienne (candidature unique et mutualisée) en tant que « Centre de Préparation aux Jeux » (CPJ), incluait de fait l'inscription des équipements sportifs du territoire au catalogue de recensement des CPJ proposés aux équipes internationales olympiques et paralympiques des différentes nations.

Parallèlement à cette dynamique olympique, des accords bisannuels de partenariat (2019 et 2020, puis 2021 et 2022), avaient été conclus avec la FFA, autour de 4 axes (développement de l'athlétisme de haut niveau, promotion de l'athlétisme pour tous et du running et participation à sa visibilité territoriale) avec un bilan globalement satisfaisant quant aux actions fédérales développées avec notamment en temps forts récents, l'organisation du congrès fédéral & AG de la FFA, les championnats de France cadets-juniors.

Le bilan partenariat satisfaisant quant aux actions fédérales développées, a conduit à une volonté commune de prolongation de ce partenariat avec association de m2A au titre de la mise à disposition d'équipements sportifs structurants (Centre Sportif Régional Alsace et stade de l'ILL) nécessaires au bon déroulement des animations sportives.

Dès lors, par approbation des assemblées délibérantes respectives des deux collectivités lors de leurs séances de décembre 2022, il a été décidé de conclure un partenariat avec la FFA pour les années civiles 2023 et 2024.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre la Ville, m2A et la FFA portant sur la promotion sous des formes diverses et variées, de l'athlétisme (haut niveau et pour tous) du running ainsi que toutes actions permettant d'accroître l'attractivité des infrastructures sportives de l'agglomération mulhousienne dans une volonté de contribution dynamique à la préparation olympique d'équipes nationales et internationales.

Ce partenariat recouvre les aspects en termes de communication, économiques et de développement de la discipline / évènementiel.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de 2 ans, soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de la fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période. En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

Chaque année, des avenants préciseront les actions inscrites dans le cadre de cette convention.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA FEDERATION FRANÇAISE D'ATHLETISME

Athlétisme de haut niveau :

- l'organisation d'évènements promotionnels et contribuer à l'animation du territoire en organisant des compétitions nationales jeunes ainsi que des stages de préparation aux différentes échéances sportives à l'occasion des vacances,
- la promotion des infrastructures sportives de la Ville et de m2A dans l'objectif d'accueillir de délégations françaises et étrangères dans le cadre de stages de préparation,
- la réalisation d'un volume global d'actions de promotion de l'athlétisme (défini annuellement), encadrées par des athlètes de haut niveau en corrélation avec la politique sportive municipale et communautaires dans les équipements sportifs de l'agglomération mulhousienne,
- la programmation de regroupements et stages de collectifs nationaux ou jeunes en amont des différentes compétitions nationales ou internationales.

Promotion globale de l'athlétisme « tous publics » :

- l'encouragement de toutes les initiatives susceptibles de développer, en faveur de la jeunesse, la citoyenneté, le sport-santé et le bien être par le développement de la pratique de la discipline,
- l'organisation à Mulhouse de manifestations de promotion en association avec les clubs locaux à destination des jeunes de 7 à 11 ans et d'opération de type « Urban Athlé » en lien avec les établissements scolaires.

Pratique du running :

- la poursuite du développement d'actions innovantes intégrant la programmation du concept « Mulhouse, Ville de Running » impulsée par les instances fédérales (« j'aime courir », « pass », applications connectées…),
- la fédération d'une réflexion globale autour d'un label de qualité sur la démarche globale de running et sur la portée de son impact,
- l'organisation de la venue d'athlètes emblématiques pour leur présence à la course annuelle féminine « Les Mulhousiennes » (3ème week-end de septembre).

Organisation d'évènementiels d'envergure nationale :

- l'organisation de championnats nationaux (à déterminer en lien avec la Direction Sports et Jeunesse de la Ville de Mulhouse / m2A),
- l'étude en lien avec la Ville et m2A, de toute possibilité d'accueil d'autres manifestations évènementielles durant la période relative au présent partenariat.

Communication :

- la valorisation du partenariat avec la Ville et m2A sous des formes appropriées (supports de communications fédéraux, presse spécialisée, réseaux sociaux…),
- la promotion globale de la qualité des infrastructures de l'agglomération mulhousienne et l'incitation à la prise de nuitées dans ce territoire,
- l'organisation au Centre Sportif Régional de Mulhouse sous réserve des disponibilités d'accès ou dans un autre lieu désigné par la Ville / m2A, des colloques, formations, journées d'études, assemblées générales, congrès à destination de l'encadrement (dirigeants, jurys, officiels…),
- la promotion auprès des athlètes et de leur encadrement, du tourisme local en s'appuyant sur le patrimoine de l'agglomération mulhousienne (musées, cité de l'auto, écomusée, etc...).

Autres engagements de la FFA :

- le développement d'opérations « Job Dating » avec Pôle Emploi pour réunir demandeurs d'emplois et recruteurs autour d'activités sportives liées à l'athlétisme.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE ET DE M2A

La Ville et m2A s'engagent à :

- fournir à la FFA, toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation des actions liées à la présente convention au niveau local,
- mettre en œuvre toutes les dispositions envisagées et décidées d'un commun accord express, préalable et écrit avec la FFA,
- assurer à la FFA, toute liberté de mouvement pendant la préparation et le déroulement des actions ou manifestations dans les limites des règlements et textes en vigueur en matière de sécurité, circulation, déplacements dans les établissements recevant du public,
- formaliser par convention spécifique, la mise à disposition à titre gratuit à la FFA ou aux associations locales supports de la discipline qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général des équipements sportifs ou non nécessaires à la réalisation des actions prévues à l'article 3,
- prendre ou faire prendre, toutes mesures de police administrative sur le site de déroulement des actions ou manifestations,
- valoriser la mise en œuvre d'actions en lien avec les particularités territoriales et locales.

Article 5 : MODALITES D'ORGANISATION DES EVENEMENTS

Conformément aux règles fédérales, chaque organisation est attribuée par la FFA à une structure fédérale : club affilié, structure déconcentrée.

Chaque évènement sera organisé conformément au cahier des charges fédéral. Une convention spécifique sera signée entre la FFA et l'organisateur afin de déterminer les modalités d'organisation et les engagements des parties.

La Ville et m2A apporteront leur concours à l'organisateur local désigné par la FFA conformément aux dispositions de l'article 4.

Par ailleurs, l'organisation effective ne pourra être mise en œuvre que si l'organisateur local est en mesure de respecter le cahier des charges de chaque manifestation. A défaut, la FFA pourra en attribuer l'organisation à une autre entité.

Article 6 : CONDITIONS PARTICULIERES

La FFA se réserve le droit de modifier la date et/ou le lieu précis d'organisation de chaque évènement tant que la convention spécifique, prévue à l'article 5, n'aura pas été signée par les parties.

S'il est modifié, le lieu de l'évènement devra se situer au sein de l'agglomération mulhousienne dans le périmètre géographique de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 7 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Chaque partie est responsable des dommages causés aux autres parties, à son personnel ou aux tiers du fait des obligations lui incombant au titre de la présente convention.

Chaque partie est assurée en responsabilité civile et s'engage à fournir, sur simple demande, une attestation d'assurance à la partie qui en ferait la demande.

La convention spécifique, prévue à l'article 5 de la présente convention, précisera les obligations de chaque partie en termes de responsabilité et d'assurance.

Article 8 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par chaque partie en cas de non-respect des obligations contractuelles incombant à l'une des autres parties. Cette résiliation est prononcée après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un mois.

La présente convention peut être résiliée, sans indemnité, par chaque partie avant son échéance annuelle fixée au 1er janvier de chaque année en respectant un préavis de 6 mois.

Quelle que soit la cause de la résiliation de la présente convention, celle-ci entraîne la résiliation à la même date de la ou des conventions spécifiques, prévues à l'article 5 de la présente convention, en vigueur au moment de la résiliation.

Chaque partie exécutera les obligations lui incombant au titre de la présente convention et, le cas échéant, de la ou des conventions spécifiques, prévues à l'article 5, jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et procédera à l'apurement juridique des situations nées entre la conclusion de la convention et sa date de résiliation.

Article 10 : FORCE MAJEURE

La FFA ne pourra être tenue pour responsable de son retard ou de sa défaillance à exécuter l'une de ses obligations si ce retard ou cette défaillance est l'effet direct ou indirect d'un cas de force majeure tel que la survenance d'une catastrophe naturelle (tremblement de terre, tempête, incendie, inondation, etc...), d'un conflit de travail, d'une injonction impérative des pouvoirs publics, d'une perturbation des transports, c'est-à-dire en l'occurrence d'un évènement qu'elle n'avait pas eu la possibilité de prévoir, qui serait indépendant de sa volonté et incapable de surmonter malgré sa diligence et ses efforts pour y résister.

En cas de survenance d'un tel évènement, la FFA ne sera toutefois exonérée du ou des obligations affectées que pendant la durée de l'évènement en cause, toutes les autres obligations à sa charge restant en vigueur. La convention reprendra ses effets lors de la disparition de la cause de suspension.

Si la durée de cet empêchement excède quinze jours consécutifs, chaque partie pourra résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, sans versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'une ou l'autre partie. Les conséquences de la résiliation sont régies par l'article 9 de la présente convention.

Article 11 : SUIVI DES ACTIONS

La Ville et m2A conserveront tout au long de la durée de la convention, un contact régulier et suivi avec la FFA afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 12 : PRODUCTION DE DOCUMENTS

La FFA produira chaque année :

- le bilan certifié conforme par le Président, du dernier exercice connu qui sera annexé au compte administratif de la Ville et de m2A.
- un rapport détaillé portant sur les actions menées (en fin d'année civile).

Article 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse le 2022, en 3 exemplaires originaux.

Pour la VILLE DE MULHOUSE,
L'Adjoint délégué à la politique sportive

Christophe STEGER

Pour MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION,
Le Vice-président délégué
aux équipements sportifs
et au sport de haut niveau

Daniel BUX

Pour la FEDERATION
FRANÇAISE D'ATHLETISME,
Le Président

André GIRAUD

M. le Président : On va parler des « Jeux Olympiques 2024 » : renouvellement de la convention-cadre de partenariat avec la Fédération Française d'Athlétisme. Daniel BUX.

M. BUX : Nous avions une convention tripartite ville de Mulhouse, m2A et Fédération Française d'Athlétisme qui arrive à échéance. Dans le cadre de cette convention, je vous rappelle que nous avions accueilli les Championnats de France jeunes, plus de 2 300 athlètes, avec toutes les retombées économiques que cela peut représenter. On vous propose de renouveler cette convention pour deux ans, 2023 à 2024, sachant que cette convention prévoit la mise à disposition du Centre sportif régional Alsace ainsi que le stade de l'Ill.

M. le Président : Merci Daniel. Des questions ? Pas de question. Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

73° PLANS DE SAUVEGARDE : APPROBATION DES CONVENTIONS POUR LES COPROPRIETES « FORET 1 ET 2 » A WITTENHEIM ET « LE DIAMANT NOIR » A MULHOUSE (535/1.4/920C)

En approuvant son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2020-2025 par délibération du 18 janvier 2021, Mulhouse Alsace Agglomération a souhaité donner une nouvelle impulsion aux politiques publiques conduites sur le territoire communautaire en matière d'habitat.

Le second axe du PLH est ainsi consacré à l'amélioration du parc de logements existants et notamment aux réponses à apporter aux copropriétés en difficulté ; et parmi elles, plus particulièrement celles inscrites au Plan Initiatives Copropriétés initié par le Gouvernement en 2018 et qui intègre des ensembles localisés sur les communes d'Illzach, Mulhouse et Wittenheim.

C'est notamment le cas des copropriétés « Forêt 1 et 2 » à Wittenheim et « Le Diamant Noir » à Mulhouse. Au regard des difficultés de ces ensembles immobiliers, le plan de sauvegarde a été identifié comme l'outil le mieux adapté pour leur redressement.

I. Copropriétés « Foret 1 et 2 » à Wittenheim

Principaux éléments de diagnostic :

- des travaux d'urgence en cours afin de changer la chaudière ;
- des besoins de travaux importants ;
- des propriétaires impécunieux et/ou réticents à investir ;
- une partie des propriétaires désintéressés et d'autres très investis mais peu conscients des enjeux ;

- une fragilité juridique liée à l'ASL qui gère notamment la chaufferie commune aux deux copropriétés ;
- des dégradations, un environnement déqualifié.

Les actions suivantes ont été définies comme étant à mettre en œuvre dans le cadre des plans de sauvegarde :

- **axe 1 : conduire les travaux indispensables à la conservation des bâtiments** (réfection des toitures dégradées, VMC, étanchéité des balcons, réparation et pérennisation des garde-corps, etc.) ;
- **axe 2 : améliorer le cadre juridique et le fonctionnement des copropriétés** (clarification de l'ASL, accompagnement des conseils syndicaux et syndic dans un fonctionnement normalisé, aide à l'approbation des comptes et à la préparation des AG) ;
- **axe 3 : accompagner les ménages les plus fragiles** (mobilisation du FSL, accompagnement social lié au logement, rappel des droits et devoirs des propriétaires et locataires, etc.) ;
- **axe 4 : améliorer le cadre de vie** (veille régulière sur les parties communes et suivi des dysfonctionnements, gestion des parkings et lutte contre les stationnements abusifs, etc.).

II. Copropriété « Le Diamant Noir » à Mulhouse

Principaux éléments de diagnostic :

- une occupation des logements (rotation importante des locataires) qui évolue très rapidement, ce qui rend difficile de dresser un portrait de la copropriété ;
- des prix au m² plus faibles que la moyenne mulhousienne mais des loyers au-dessus de la moyenne : un produit d'investissement locatif potentiellement très intéressant ;
- des occupants avec des revenus très faibles et une part importante de ménages sans emploi ;
- le « clos et le couvert » est en bon état mais certaines interventions sont à prévoir à court ou moyen terme (ravalement de façades, balcons) ;
- de nombreuses dégradations volontaires dans les parties communes et des installations de sécurité incendie présentes mais non entretenues voire dégradées ;
- un nombre de copropriétaires débiteurs et un taux d'impayés très élevés ;
- une très faible participation aux assemblées générales.

Les actions à mettre en œuvre dans le cadre du plan de sauvegarde :

- **axe 1 : réaliser les travaux permettant une meilleure occupation de l'immeuble** (travaux de sécurité incendie, rénovation de la chaufferie, installation d'un nouveau portail sécurisé, changement des portes d'entrées par des portes blindées, etc.) ;
- **axe 2 : amélioration du cadre de vie** (sur-entretien des parties communes, lutte contre les nuisibles, installation d'éclairage, création d'une aire pour les conteneurs, etc.) ;

- **axe 3 : amélioration du fonctionnement et de la gestion** (suivi des impayés et des procédures, mobilisation des copropriétaires, accompagnement du conseil syndical) ;
- **axe 4 : soutien des copropriétaires les plus en difficultés** (accompagnement social lié au logement, mobilisation du FSL, accompagnement des propriétaires en cas de squat des logements, etc.).

III. Interventions de Mulhouse Alsace Agglomération

Dans le cadre de sa politique volontariste en faveur des copropriétés (délibérations n°88C du 21 septembre 2020 et n°870C du 7 novembre 2022), Mulhouse Alsace Agglomération a prévu d'apporter :

- une aide pour la réalisation des travaux d'urgence à hauteur de 10 % du montant HT des travaux plafonnée à 100 000 € par copropriété ;
- une aide pour la réalisation de travaux de conservation à hauteur de 5 % du montant HT des travaux plafonnée à 100 000 € par copropriété. Cette aide est conditionnée à la participation similaire des communes.

Au regard des travaux d'ores et déjà identifiés, le montant estimatif de la subvention de Mulhouse Alsace Agglomération est estimée à :

- 200 K€ pour les deux copropriétés « Foret 1 et 2 » à Wittenheim ;
- 40 K€ pour la copropriété « Le Diamant Noir » à Mulhouse.

Par ailleurs Mulhouse Alsace Agglomération est délégataire des aides à la pierre pour la période 2020-2025. A ce titre, l'Agglomération est en charge de la gestion des aides en faveur de l'habitat privé et est habilitée à signer la convention de plan de sauvegarde au titre de l'ANAH.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la mise en place de conventions de plans de sauvegarde pour cinq années sur les copropriétés « Forêt 1 et 2 » à Wittenheim et « Diamant Noir » à Mulhouse ;
- autorise le Président à signer les conventions des plans de sauvegarde et tous les documents relatifs à leur mise en œuvre ;
- autorise le Vice-Président délégué à signer les conventions de plans de sauvegarde et tous documents nécessaires à leur mise en œuvre en tant que délégataire des aides à la pierre.

PJ :
- Projets de conventions des plans de sauvegarde : copropriétés « Foret 1 et 2 » à Wittenheim et copropriété « Le Diamant Noir » à Mulhouse.

CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIÉTÉ DIAMANT NOIR À MULHOUSE

2022 - 2027



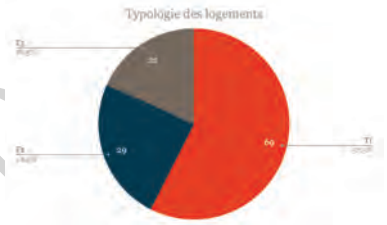
Préambule : Principaux éléments du diagnostic 3Contexte 3
Les orientations retenues 5
Article 1 : Périmètre5Article 2 : Objet 5
Article 3 : Objectifs 6
Article 4 : Axes du Plan de Sauvegarde 7
Axe 1 : Réaliser les travaux permettant une meilleure occupation de l'immeuble 7
Axe 2 : Amélioration du cadre de vie 10
Axe 3 : Amélioration du fonctionnement et de la gestion 12
Axe 4 : Soutien des copropriétaires les plus en difficultés 15
Article 5 : Les aides mobilisables18Les aides de l'Anah 19
Ville de Mulhouse 20
Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) 21
Banque des Territoires 21
Aide juridictionnelle 21
Collectivité européenne d'Alsace (CeA) 21
Action Logement Services 22
Caisse d'Allocations familiales du Haut-Rhin 22
Article 6 : Les missions de l'opérateur 23
Article 7 : Suivi de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde 26
Article 8 : Engagements des partenaires 30
Article 9 : Communication 31
Article 10 : Durée du Plan de Sauvegarde 32
Article 11 : Révision et/ou résiliation de la convention 32
Article 12 : Transmission de la convention 32

Préambule : Principaux éléments du diagnostic

1. Contexte

Construite en 1996, la copropriété "Le Diamant Noir" est située 60 A, B et C avenue de Colmar à Mulhouse au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville. Elle est composée de locaux commerciaux au rez-de-chaussée, de garages, parkings et caves en sous-sol et de 120 appartements desservis par trois cages d'escaliers.

La typologie des logements (graphique ci-contre) fait de cet ensemble un produit d'investissement locatif et il est donc logique de n'y trouver quasiment que des propriétaires bailleurs.



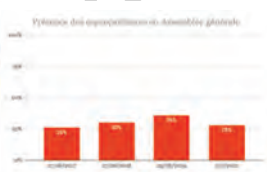
Malgré un bâti de qualité et une situation géographique adaptée, la copropriété connaît d'importantes difficultés, dont certaines étaient présentes dès 2006 : le 19 février 2006, un article des DNA mettait en avant la lassitude des occupants face aux dégradations et vandalismes constatés dans l'immeuble.
Cette dégradation s'accentuant au fil des années, la copropriété a fait l'objet d'une étude pré-opérationnelle en 2018, laquelle concluait à l'intérêt de la suivre dans le cadre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat en copropriété dégradée.

Les dégradations s'amplifiant en 2019 et 2020, avec notamment un incendie dans les sous-sol/garages en 2020, une étude pré-opérationnelle supplémentaire et spécifique à cette copropriété a été commandée.

Le diagnostic restitué en juillet 2021, tenant compte de l'augmentation des dégradations, squats, incendie, a préconisé que cette copropriété fasse l'objet non plus d'une OPAH CD mais d'un Plan de Sauvegarde, plus adapté à la situation actuelle pour espérer le redressement de la copropriété.

Durant le temps de cette étude, en raison d'impayés élevés et du désintérêt d'une grande partie des copropriétaires, la copropriété a été placée sous administration provisoire à l'initiative de la Ville de Mulhouse. Parallèlement, en raison d'incendies fréquents dans les parties communes, deux arrêtés de mise en sécurité ont été pris, l'un ayant conduit à l'évacuation des occupants de l'entrée B. Cette entrée est à ce jour encore inoccupée, et ce jusqu'à remise en état des parties communes.





Le contexte de l'opération est ainsi le suivant :

- la copropriété dispose d'une assise juridique solide, ne posant pas de difficulté particulière.
- la copropriété souffre d'un manque d'investissement des copropriétaires (très faible participation aux assemblées, produit d'investissement locatif)
- la copropriété est constituée très majoritairement de petits logements (T1 et T2 à plus de 80%), générant la rotation rapide des occupants et des propriétaires, ne favorisant pas un investissement à long terme dans la vie de l'immeuble et son avenir patrimonial.
- les occupants ont majoritairement des revenus très faibles (inférieurs à 600 euros par UC). Un tiers d'entre eux est sans emploi.
- le bâti est de qualité, mais les actes de vandalisme dégradent fortement la résidence.
- la santé financière de la copropriété est fragile et la copropriété a été placée sous administration provisoire pour éviter une aggravation de cette situation.
- les remises en état des communs suite aux incendies ne sont pas achevées au bâtiment B et non démarrées aux garages. Les occupants du bâtiment B n'ont ainsi toujours pas rejoint leur logement.

Au regard des caractéristiques de la copropriété, l'orientation vers un dispositif public

renforcé a été retenue. Dans ce contexte, la Ville de Mulhouse et ses partenaires ont préconisé la mise en place d'un Plan de sauvegarde, qui permettra d'accompagner la copropriété dans la résolution de ses difficultés.

2. Les orientations retenues

Pour redresser durablement la situation de la copropriété, les partenaires publics et privés ont convenu d'agir ensemble pour la mise en œuvre d'un projet global. Le projet de Plan de Sauvegarde comprend ainsi quatre axes, en vue d'agir de façon coordonnée sur la gestion, le social, le bâti et l'environnement. Il s'agira d'améliorer le fonctionnement des instances (notamment la participation des propriétaires à la vie de l'immeuble), de réaliser les travaux indispensables à la conservation de l'immeuble et à la sécurisation de ce dernier, d'accompagner les ménages les plus fragiles et d'aider les propriétaires confrontés à la problématique du squat de leur(s) lot(s) et enfin d'améliorer le cadre de vie.

Article 1 : Périmètre

La copropriété se situe sur la parcelle cadastrée section MC - n° 318



Article 2 : Objet

Le Plan de Sauvegarde de la copropriété Diamant Noir a pour objet, conformément à l'article L. 615-1 du code de la Construction et de l'Habitation, de restaurer le cadre de vie des occupants et usagers d'un immeuble bâti soumis au régime de la copropriété.

Le Plan de Sauvegarde tend à mettre en place des mesures afin de parvenir au redressement du fonctionnement, des comptes et de l'état technique de la copropriété. Plus précisément, il s'agit :

- D'améliorer et de réorganiser le fonctionnement et la gestion de la copropriété ; Il s'agit ici notamment de permettre une meilleure mobilisation des copropriétaires et de permettre à la copropriété de sortir de l'administration provisoire.
- De mettre en œuvre un programme de travaux permettant d'assurer la conservation de l'immeuble d'une part, et la sécurisation des accès d'autre part.
- D'accompagner les ménages déjà en difficulté (locataires, propriétaires) et les propriétaires touchés par la problématique de squat des appartements.
- De permettre une amélioration du cadre de vie des occupants.

Article 3 : Objectifs

Pour redresser durablement la copropriété, le Plan de Sauvegarde a pour principales orientations de :

1. Améliorer le fonctionnement et la gestion de la copropriété ;
2. Mobiliser les copropriétaires pour les rendre acteurs de leur cadre de vie ;
3. Proposer un appui aux propriétaires occupants les plus fragiles : aider à la solvabilité des ménages
4. Permettre de financer la réalisation des travaux de conservation et de sécurisation des accès.
5. Améliorer le cadre de vie des habitants notamment grâce à un appui à la gestion urbaine de proximité.

Article 4 : Axes du Plan de Sauvegarde

Axe 1 : Réaliser les travaux permettant une meilleure occupation de l'immeuble

Les travaux en parties communes

L'étude de la copropriété a conduit à mettre en avant certains travaux de conservation à court terme et des travaux permettant une sécurisation des accès à l'immeuble. Ces travaux consistent en :

- l'amélioration de la sécurité incendie de l'immeuble (remplacement/ajouts de blocs de secours, remplacement/ajout d'extincteurs, remplacement des systèmes de désenfumage, remplacement des portes coupe-feu entre les cages d'escaliers et les étages.
- la rénovation de la chaufferie et des réseaux fuyards.
- la mise en place d'un portail relié à interphonie.
- le remplacement de la clôture actuelle
- la mise en place d'une ligne de vie en toiture et l'enlèvement ou la meilleure fixation de l'antenne actuelle.
- la mise en place d'éclairages antivandale et les travaux électriques nécessaires.
- la mise en place d'un système à digicode dans les ascenseurs
- la mise en place d'un système à digicode, ou le remplacement du système d'interphonie dans les entrées d'immeuble.
- la réfection peinture des cages d'escaliers
- le remplacement des boites aux lettres

les portes d'entrées des appartements, parties privatives, seront également remplacées par le syndicat des copropriétaires au titre de travaux sur parties privatives d'intérêt collectif.

Le montant prévisionnel de ces travaux est estimé à 718 760 € TTC honoraires compris.

Ces travaux seront réalisés en deux phases :

Phase 1 (réalisation 2023-2024) :

- l'amélioration de la sécurité incendie de l'immeuble (remplacement/ajouts de blocs de secours, remplacement/ajout d'extincteurs, remplacement des systèmes de désenfumage, remplacement des portes coupe-feu entre les cages d'escaliers et les étages.
- le remplacement des portes d'entrée
- la rénovation de la chaufferie et des réseaux présentant des signes de vétusté.
- la mise en place d'un portail relié à interphonie.
- le remplacement de la clôture actuelle

- la mise en place d'une ligne de vie en toiture et l'enlèvement ou la meilleure fixation de l'antenne.
- la mise en place d'éclairages antivandale et les travaux électriques nécessaires.

Phase 2 (réalisation 2026-2027) conditionnée à une amélioration de l'occupation de l'immeuble :

- la mise en place d'un système à digicode dans les ascenseurs
- la mise en place d'un système à digicode, ou le remplacement du système d'interphonie dans les entrées d'immeuble.
- la réfection peinture des cages d'escaliers
- le remplacement des boites aux lettres

Afin de permettre la bonne exécution de ces travaux, la copropriété s'efforcera de respecter le planning suivant :

- début 2023 : prise de décision pour la maîtrise d'œuvre pour suivi de la phase 1 et prise de décision pour le remplacement des portes d'entrée des appartements.
- fin 2023 : prise de décision pour les travaux phase 1
- 2026 : prise de décision pour le suivi de la phase 2
- 2026-2027 : prise de décision pour les travaux phase 2

Le refus par le syndicat des copropriétaires de la réalisation des travaux préconisés est de nature à remettre en cause la présente convention.

Les travaux en parties privatives

La typologie de l'immeuble, constituée majoritairement de studios, conduit à une rotation importante des locataires et à d'importants problèmes d'occupation. A ce titre, une restructuration de certains studios et leur transformation en T2/T3/T4 est de nature à permettre une amélioration de l'occupation de l'immeuble.

L'objectif du Plan de Sauvegarde est de parvenir à la restructuration de 26 studios. Ces restructurations pourront être financées dans le cadre de travaux liés à la dégradation lourde.

Le montant prévisionnel total des travaux en parties privatives s'élève à 1 000 007 € HT.

Réaliser une assistance à maîtrise d'ouvrage technique auprès de la copropriété

Approfondir les diagnostics techniques réalisés à l'occasion de diverses études

Nota Bene : L'assistance technique à la copropriété ne s'entend pas comme le suivi des travaux ou la réalisation des études de maîtrise d'œuvre, mais bien comme l'appui aux instances de décision de la copropriété pour l'encadrement de ces études techniques confiées à des prestataires sous maîtrise d'ouvrage de la copropriété. L'objectif sera de s'assurer de leur cohérence et de leur faisabilité technique et juridique, en lien avec les capacités financières du syndicat et les objectifs de requalification pérenne de l'ensemble immobilier.

PROJET
PROJET

Dans le cadre de sa mission, l'opérateur du Plan de Sauvegarde accompagnera le conseil syndical et le syndic dans le choix du maître d'œuvre et dans l'analyse du programme de travaux et de son phasage.
Le programme de travaux nécessitera un arbitrage des copropriétaires (via le conseil syndical et l'administrateur provisoire) mais également des financeurs du Plan de Sauvegarde afin d'en assurer la faisabilité économique.

Assistance technique à la préparation des cahiers des charges

L'équipe opérationnelle assistera la copropriété dans la préparation d'un cahier des charges pour les missions de maîtrise d'œuvre, qui pourra être différenciée par phase.
L'équipe opérationnelle assistera également la copropriété dans le lancement de consultations pour la sélection du maître d'œuvre, en précisant notamment les modalités de vote à respecter et l'ensemble des dispositions à prendre en compte dans le cadre du lancement des marchés, en partenariat avec l'administrateur provisoire.
A l'issue de ces consultations, l'équipe analysera les propositions avec le conseil syndical et l'administrateur provisoire et les conseillera dans le choix du maître d'œuvre. La participation avec le conseil syndical et l'administrateur provisoire, à une audition des candidats pressentis est également possible.
Le maître d'œuvre retenu travaillera à confirmer et approfondir le diagnostic technique établi par Urbanis lors de la phase d'élaboration du Plan de Sauvegarde et à proposer un phasage réaliste aux copropriétaires et aux financeurs. Toute son approche se fondera sur des coûts réels et ayant fait l'objet de devis, et non plus des estimations. Elle devra également permettre de donner la mesure des éléments de communication à développer pour optimiser l'efficacité du dispositif proposé.
L'opérateur sera également chargé d'accompagner la copropriété dans l'analyse des offres et la désignation des entreprises devant réaliser le chantier.
Le maître d'œuvre sera également chargé d'étudier l'opportunité de phaser les travaux.

Assistance et accompagnement pour la validation des différentes étapes des études

L'équipe opérationnelle accompagnera la copropriété dans la validation de chaque étape (diagnostic, scenarii, projet, montage financier, etc.) en s'assurant :
- De la conformité du travail de l'architecte, et des bureaux d'études le cas échéant, aux objectifs définis dans les cahiers des charges, des orientations du projet en cours de réflexion sur le quartier et des priorités des financeurs du plan de sauvegarde ;
- De la bonne prise en compte des contraintes financières, réglementaires et des résolutions votées en assemblée générale.

L'opérateur assistera le conseil syndical et l'administrateur provisoire dans la communication auprès des copropriétaires afin de permettre aux copropriétaires qui le souhaitent de recevoir les informations nécessaires à la bonne compréhension des travaux projetés.

Assister la copropriété du vote des travaux à l'établissement du plan de financement jusqu'au paiement des subventions

Une fois le programme de travaux établi, l'équipe de suivi animation réalisera en amont du vote des travaux en assemblée générale des enquêtes d'éligibilité nécessaires pour que les copropriétaires connaissent les aides auxquelles ils pourront prétendre pour financer leur quote-part de travaux. Sur cette base l'opérateur assurera les simulations d'aides financières.

Lorsque les travaux seront approuvés, l'opérateur montera l'ensemble des dossiers de demande de subvention auprès des financeurs. Il peut s'agir de subvention collective auprès de la personne du syndicat des copropriétaires, mais également de subventions individuelles allouées en fonction des ressources des copropriétaires ou des loyers pratiqués. L'enquête d'éligibilité et le travail amont du conseiller social sont les éléments indispensables à la complétude des plans de financement.

L'équipe opérationnelle sollicitera une demande de préfinancement des subventions publiques auprès d'un organisme bancaire (Procivis, Caisse d'épargne, ou tout autre organisme en capacité de proposer du préfinancement). Pour ce faire, le principe devra en avoir été adopté par le Syndicat des copropriétaires qui aura décidé des travaux.

Assurer le suivi technique du chantier

L'équipe opérationnelle, et plus particulièrement son conseiller technique, assurera le suivi du chantier tout au long des travaux, notamment en participant aux réunions de chantier les plus stratégiques (démarrage, déblocage des acomptes, choix de procédés…). De plus, les factures émises seront vérifiées et validées afin de pouvoir déclencher les versements des montants préfinancés directement aux entreprises, mais également, en fin de chantier de s'assurer de la bonne conformité de la réalisation des travaux.

A la fin du chantier, il est prévu, au-delà des ateliers déjà évoqués plus haut, des actions pédagogiques auprès des occupants afin de bien prendre en main les nouveaux équipements.

L'opérateur aura également pour rôle d'accompagner les instances de gestion dans l'apurement des charges liées aux travaux (information et assistance à l'administrateur provisoire).

Axe 2 : Amélioration du cadre de vie

Veiller à l'insertion urbaine de la copropriété

La nécessité d'une gestion urbaine renforcée

Le diagnostic réalisé par Urbanis permet d'esquisser des besoins en matière de gestion urbaine de proximité dans la copropriété, en particulier en ce qui concerne les questions relatives aux occupations illégales de hall d'entrées, intrusion dans les parties commune, à la gestion des ordures ménagères, des nuisibles et des encombrants.

Les actions de gestion urbaine à l'échelle de la copropriété devront s'articuler avec le travail mené par différents acteurs à une échelle plus large : Police nationale, Service de prévention et de sécurité de la Ville de Mulhouse, tissu associatif local, etc.

Pendant la première année du Plan de Sauvegarde, l'opérateur aura la charge d'établir un diagnostic partagé des dysfonctionnements et des points d'appui puis de définir, en concertation avec les instances de la copropriété et les partenaires institutionnels, un plan d'actions de GUP annualisé. Ce plan fera l'objet d'une validation par l'ensemble des partenaires du plan de sauvegarde qui pourront se prononcer sur les modalités de mise en œuvre.

Les actions d'information de sensibilisation et d'amélioration concrète du cadre de vie seront menées en collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels comme associatifs. Elle pourront concerner :

- La veille régulière sur les parties communes et le suivi des dysfonctionnements.
- L'accompagnement de la copropriété dans l'analyse et la maîtrise des coûts liés au surentretien des parties communes.
- L'amélioration concrète du cadre de vie
- La prise en compte des locataires en tant qu'acteurs du cadre de vie.
- L'anticipation et le suivi des impacts des travaux du Plan de Sauvegarde.
- Les actions favorisant l'amélioration des relations entre locataires et propriétaires ainsi que le lien social au sein de la copropriété.
- Les actions utiles en lien avec la précarité énergétique et la vie dans le logement (maîtrise des énergies, des nouveaux équipements, lutte contre les nuisibles…).
- L'accompagnement de la copropriété dans l'étude d'aménagements pertinents (gestion des ordures ménagères, des encombrants) quant à leur localisation, leur financement…
- L'articulation fine avec le plan de communication du Plan de Sauvegarde.

L'équipe opérationnelle devra s'appuyer sur les modalités de mise en œuvre suivantes :

- Actions d'information pédagogique/sensibilisation auprès des occupants (affichages, animations collectives, ateliers, porte à porte…)
- Modalités d'accueil des nouveaux arrivants
- Réunions de coordination des acteurs selon les thématiques
- Événements conviviaux
- Visites de terrain (veille technique, diagnostics en marchant…)

L'équipe opérationnelle aura en charge la recherche de financements à ces actions.

Commission cadre de vie

Parallèlement, une commission cadre de vie du conseil syndical sera animée par l'opérateur pour informer des réalisations et projets, faire remonter les besoins, chercher des solutions adéquates, assurer une bonne coordination des actions entre les intervenants. Cette commission pourra créer des documents de communication à destination des habitants. Cette commission sera ouverte aux acteurs de la GUP.

Axe 3 : Amélioration du fonctionnement et de la gestion

Thématique 1 : Mobiliser et former les copropriétaires

Renforcer la participation des copropriétaires à la vie de l'immeuble

Produit d'investissement locatif, la copropriété souffre d'un manque de participation de ses copropriétaires à la vie de l'immeuble. l'opérateur accompagnera ainsi les copropriétaires bailleurs tout au long du dispositif (notes d'informations, groupes de travail, d'échanges) afin que ces derniers se mobilisent davantage. Un travail sur la présence en assemblée générale n'est pas utile à ce stade compte-tenu de l'administration provisoire actuelle. Néanmoins, dans l'hypothèse où l'administration provisoire prend fin pendant le temps du dispositif, l'opérateur veillera à mettre en œuvre les actions nécessaires à une bonne participation aux copropriétaires en assemblée générale.

Informer les copropriétaires

L'opérateur mettra en œuvre les moyens nécessaires pour que les copropriétaires et les locataires puissent trouver une réponse à leurs questions et attentes.

Un plan de communication sera établi avec la commission communication du conseil syndical qui portera sur les différents médias, le rythme des publications et les innovations à entreprendre.

Les efforts de communication auprès de l'ensemble des copropriétaires se feront à travers différents canaux (par exemple permanence, lettre du conseil syndical, tenue de permanences d'information pour toucher un nombre suffisant de copropriétaires). L'opérateur assistera le conseil syndical et l'administrateur proviroire dans la réalisation des documents d'information et leur diffusion. Les canaux d'information de la Ville pourraient également être utilisés pour diffuser les informations.

Former les copropriétaires

Des formations à destination de l'ensemble des copropriétaires seront également organisées. Elles porteront par exemple sur le fonctionnement de la copropriété, la connaissance des instances de gestion de la copropriété, le fonctionnement de la copropriété sous administration provisoire.

PROJET

En raison des difficultés de mobilisation des copropriétaires, l'opérateur et les partenaires chercheront des solutions innovantes pour toucher le plus grand nombre.

Les formations pourront se dérouler dans des locaux que la Ville pourra mettre à disposition de la copropriété et de l'opérateur.

Informer les nouveaux propriétaires

L'opérateur sera informé des mutations via les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) qui lui seront transmises par la Ville, voire par des informations reçues de l'administrateur provisoire.

L'opérateur pourra ainsi informer les nouveaux acquéreurs sur différentes thématiques et notamment sur le dispositif de plan de sauvegarde.

Thématique 2 : Accompagner le conseil syndical

Le conseil syndical de la copropriété Diamant Noir est investi et renouvelé régulièrement.

Structurer le conseil syndical

il conviendra d'accompagner le conseil syndical afin qu'il se structure en répartissant mieux les tâches entre les membres afin, en particulier, de procéder à une division de la charge de travail pour le contrôle des comptes et la gestion quotidienne (visites avec les fournisseurs, suivi des travaux d'entretien etc.). Une meilleure prise en charge des divers aspects de la vie de la copropriété est indispensable au vu de la taille de la copropriété.

L'investissement du conseil syndical devra être croissant durant le plan de sauvegarde pour permettre :

- La concertation nécessaire à l'établissement du programme définitif de travaux ;
- La bonne circulation de l'information pendant la durée des travaux ;
- Le suivi des procédures contentieuses à l'encontre des copropriétaires débiteurs ;
- Le suivi du budget et de la maîtrise des charges ;

La structuration du conseil syndical en plusieurs commissions sera étudiée afin de mieux répartir les tâches, sans toutefois remplacer les réunions régulières du conseil syndical.

Plusieurs types de commissions peuvent être instituées telles que contrôle des comptes, impayés, travaux, communication, etc.

Former le conseil syndical

L'opérateur réalisera des formations spécifiques à destination du conseil syndical dont le contenu sera défini en concertation avec ses membres. Elles s'appuieront sur les documents de la copropriété (Règlement de copropriété, PV d'assemblées générales, balances comptables…).

Thématique 3 : Suivre le budget et maîtriser les charges

L'évolution des dépenses et des contrats en cours sera suivie par l'opérateur, avec l'appui de l'administrateur provisoire. L'opérateur appuiera les instances de gestion dans l'analyse et, le cas échéant, la renégociation des contrats des plus gros fournisseurs.

Un suivi particulier sur les consommations de gaz de l'immeuble sera effectué, ainsi qu'un appui à l'administrateur provisoire dans la renégociation de ce contrat.

Thématique 4 : Suivre les impayés et les procédures

Il s'agira de traiter les impayés par la mise en place d'une phase amiable avec les petits débiteurs de bonne foi et le lancement sans délai de procédures pour les autres débiteurs. Tout au long du Plan de Sauvegarde, la prévention des impayés sera assurée par un repérage précoce. Ces actions de traitement des impayés seront en lien direct avec l'accompagnement social des ménages en difficulté.

L'opérateur organisera pour ce faire des commissions thématiques trimestrielles « impayés » afin de favoriser le traitement conjoint avec le syndic des situations d'impayés : préparation et animation des commissions, établissement des comptes-rendus et suivi des décisions en lien direct avec la maîtrise d'ouvrage publique. En parallèle des commissions, des actions d'information et d'accompagnement social seront conduites auprès des copropriétaires endettés afin de prévenir et d'éviter l'accroissement des niveaux d'endettement. L'opérateur pourra mobiliser auprès de la Collectivité européenne d'Alsace le Fonds Solidarité Logement (FSL) pour le maintien dans les lieux des propriétaires occupants et locataires endettés, dans le cadre d'un accompagnement global de la situation.

Il appartient à l'administrateur provisoire d'engager les actions nécessaires au traitement des situations d'impayés : établissement des plans d'apurement des dettes couplé au suivi assuré par l'opérateur du PDS, précontentieux, contentieux allant jusqu'aux saisies immobilières. Toutes les palettes de procédures de recouvrement, amiables et judiciaires, en choisissant les procédures les mieux adaptées aux types de débiteurs et d'impayés, seront ainsi mises en œuvre.

L'administrateur provisoire pourra, grâce au Plan de sauvegarde, solliciter l'aide juridictionnelle pour les procédures de recouvrement à lancer. L'aide à la gestion pourra également être sollicitée dans ce cadre.

Axe 4 : Soutien des copropriétaires les plus en difficultés

Thématique 1 : Accompagnement des ménages en difficulté

Le plan de sauvegarde a pour objectif d'accompagner les résidents de la copropriété pour qu'ils stabilisent leur situation économique et sociale. Les axes de travail sont les suivants :

- Repérage et accompagnement des locataires dès lors que cela permet de résoudre un enjeu posé au bailleur ou à la copropriété ;
- Réduction des impayés de charges ;
- Réduction de l'endettement des ménages par la mobilisation d'aides ;
- Recherche de solutions de solvabilisation des ménages les plus en difficulté pour permettre le financement des travaux.

Accompagner les ménages les plus fragiles

L'opérateur proposera un accompagnement social aux ménages repérés comme les plus fragiles. Cet accompagnement doit permettre de mettre en œuvre les actions parmi lesquelles :

- Élaboration d'un diagnostic social pour chaque ménage accompagné permettant de définir les actions à effectuer ;
- Vérification de l'ouverture de droits, orientation vers les institutions compétentes le cas échéant ;
- Médiation entre l'administrateur provisoire et les ménages, en particulier pour l'échelonnement du règlement des charges courantes et des restes à charge des quotes-parts travaux ;

Coordonner l'accompagnement social avec les partenaires

L'opérateur organisera semestriellement une commission sociale. Rassemblant les différentes instances chargées du travail social présentes sur le territoire, cette commission permet d'évoquer les situations qui n'auraient pas trouvé de solutions dans le cours classique du PDS.

Objectifs :

- Présentation des situations complexes et recherche de solutions ;
- Information partagée sur les différents dispositifs d'accompagnement des copropriétés.

Fréquence : Une fois par semestre.

Participants :

- Service social de Mulhouse ;
- Service social départemental ;
- Caisse d'allocations familiales ;
- Les opérateurs de l'habitat privé ;
- Opérateur de portage

Thématique 2 : Rechercher des solutions de portage pour les copropriétaires les plus en difficulté

La Ville devra s'engager dans des solutions de portages auprès des copropriétaires débiteurs, en incapacité de maintenir leur statut, si leur situation représente un obstacle au redressement de la copropriété, en leur proposant un rachat de leur(s) lot(s)

Les besoins identifiés portent sur trente logements, mais tous ne pourront faire l'objet d'un portage ciblé, ce dernier ne pouvant porter que sur un maximum de 15% des lots.

Les actions de portage seront assurées par un opérateur choisi par la Ville, probablement un bailleur social en capacité d'assainir la situation financière de la copropriété et de s'investir dans une gestion vertueuse de la copropriété. L'objectif premier n'est cependant pas que ce portage par un bailleur social perdure dans le temps. A terme, il sera visé une revente des lots à des propriétaires occupants solvables, afin de maintenir le statut privé de la copropriété. Cette finalité des actions de portage pourra être réévaluée au cours du PDS, en fonction de l'évolution de la situation.

Thématique 3 : Solvabiliser les propriétaires par la recherche de financements individuels

Outre l'accompagnement social auprès des ménages les plus en difficulté, l'opérateur viendra en appui des plus fragiles dans le montage des plans de financement individuels leur permettant d'assumer le financement des travaux.

En plus des aides qui seront sollicitées auprès de l'Anah et des Collectivités locales, l'opérateur accompagnera les copropriétaires pour des demandes auprès de différentes institutions telles que la CAF, les caisses de retraites, Action logement…

La mobilisation de ces aides doit permettre aux propriétaires modestes de financer leur quote-part de travaux en diminuant leur reste à charge.

PROJET

Thématique 4 : Accompagner les copropriétaires de logements squattés

Les études menées sur la copropriété ont montré qu'un des problèmes majeurs de l'occupation provenait du squat de certains appartements.

Le plan de sauvegarde a pour objectif d'accompagner les propriétaires concernés par cette problématique. L'opérateur apportera ainsi toutes les informations sur les procédures à engager auprès des copropriétaires concernés. En lien avec les occupants, l'administrateur provisoire, l'opérateur signalera aux propriétaires les présomptions de logements squattés.

Afin que ces situations soient suivies au plus près, une commission sur cette problématique se tiendra trimestriellement et réunira tous les acteurs permettant la résolution de ces situations (sous-préfecture, police nationale, copropriétaires concernés).

PROJET

Article 5 : Les aides mobilisables

Objectifs

L'objectif consiste à assurer la conservation des de la résidence pendant la durée du Plan de Sauvegarde.

Le maître d'œuvre sera chargé d'étudier l'opportunité de phaser les travaux. Un avenant à cette convention pourra le cas échéant intégrer cette nouvelle répartition des objectifs et des enveloppes.

Tableau récapitulatif global des objectifs sur la durée de la convention :

	Objectifs en nombre de logements					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Parties Communes			119 (travaux phase 1)			119 (travaux phase 2)
Parties Privatives		5	5	6	5	5

PROJET

Tableau récapitulatif du montant des travaux et des restes à charge moyens pour les propriétaires privés estimés avec subvention Ville de Mulhouse et M2A et abondement Anah au titre du "x+x" (conditionnée à délibérations)

Tranche de travaux globale en parties communes								
Travaux + Honoraires*	Travaux + Honoraires	Subvention Anah	Subvention Ville de Mulhouse	Subvention M2A	Total d'aides	% de subvention sur le TTC	Reste à charge	Reste à charge moyen par lot principal d'habitation
HT	TTC	60%	5%	5%				
595 000 €	718 760 €	389 130 €	32 427,50€	32 427,50€	453 985€	63 %	264 775 €	2225 €

Les aides de l'Anah

Les aides de l'Anah s'appliquent en fonction des règles applicables au moment du dépôt du dossier de demande de subventions.

Aides au syndicat des copropriétaires

L'Anah financera son intervention à hauteur de 50% du montant HT des travaux incombant aux propriétaires privés.

Les aides de l'Anah pourront être bonifiées selon la règle du « x+x », sous réserve des modalités en vigueur à l'engagement du dossier.

Aides pour travaux en parties privatives

Les parties privatives pourront être financées dans le cadre de travaux pour le maintien des personnes âgées et handicapées par l'Anah à hauteur de 50% pour les propriétaires occupants très modestes et 35% pour les propriétaires occupants modestes, dans la limite de 20 000 € HT de travaux.

Les travaux liés à la restructuration de certains studios ou liés à la dégradation (travaux lourds) pourront être financés à hauteur de 50% pour les propriétaires occupants modestes et très modestes, et à hauteur de 35% dans la limite de 1 000 €/m² et de 80m² par logement pour les propriétaires bailleurs (sous réserve de conventionnement du loyer et d'une étiquette énergétique D maximum en sortie de travaux).

PROJET

L'enveloppe globale pour les objectifs sera de 1 007 000 **€.**

Aide à la gestion

L'opérateur sollicitera l'Anah pour la mise en place d'une aide à la gestion pour un montant maximum de 5 000 € HT + 150 € par lot et par an.
L'aide à la gestion devra faire l'objet d'un procès-verbal de prise de décision par le syndicat des copropriétaires.

Aide au portage

En cas de mise en oeuvre d'un portage ciblé de lots en vue de redresser la copropriété, l'Anah s'engage à verser des subventions pour un nombre de lots plafonné à 15% du nombre de lots d'habitation dans la copropriété, et ce dans la limite de ses dotations budgétaires annuelles et conformément à sa réglementation en vigueur au moment du dépôt des dossiers et sous réserve de leur éligibilité.

Aide à l'ingénierie de suivi-animation

Pour ce qui est du suivi animation du Plan de Sauvegarde, l'Anah financera son intervention dans la limite de 50% du montant de la dépense avec pour plafond annuel de dépenses subventionnables 150 000 € HT plus 500 € HT par lot d'habitation principal (logement).

La mission de l'opérateur est évaluée à 249 643 € HT au maximum. L'enveloppe globale pour l'Anah est évaluée à 124 821,50 €, pour la Ville de Mulhouse à 62 410,25 € et pour la Banque des Territoires à 62 410,25 €.

En ce qui concerne la Gestion Urbaine de Proximité, les actions mises en oeuvre par la Ville en parallèle du PDS pourront être financées par l'Anah dans la limite de 50% du montant de la dépense subventionnable avec pour plafond de dépense subventionnable annuel 900 € HT/lot d'habitation principal.

Ville de Mulhouse

La Ville de Mulhouse financera à hauteur de 5% du montant HT les travaux incombant aux propriétaires privés, en aide au syndicat, en fonction des décisions qui seront prises par l'Anah concernant l'abondement de ses aides (x+x)

La Ville de Mulhouse financera le suivi-animation du Plan de Sauvegarde. Elle en assurera la coordination avec l'ensemble des partenaires concernés. Elle mettra en place et financera une équipe de suivi-animation pendant toute sa durée. Elle mobilisera également les

PROJET

services concernés autour des enjeux de l'hygiène, de la GUP et des actions sociales. A ce titre, elle assurera la maîtrise d'ouvrage de la GUP.

La Ville de Mulhouse pourra également intervenir dans le financement d'opérations de portage temporaire.

Enfin, L'agglomération s'engage à soutenir la copropriété Diamant Noir dans son effort de redressement. Elle apportera ainsi son soutien dans la limite de ses moyens et de son budget, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Mulhouse Alsace Agglomération (M2A)

L'agglomération s'engage à soutenir la copropriété Diamant dans son effort de redressement. Elle s'associe en ce sens à la Ville de Mulhouse et apporte son soutien dans la limite de ses moyens et de son budget, soumis à l'approbation du Conseil d'agglomération.

Banque des Territoires

La Banque des Territoires contribue au financement de l'ingénierie de suivi-animation à hauteur de 25% de son montant HT et dans la limite de 100 000€. L'enveloppe globale est estimée à 62 410,25 € pour le suivi-animation de la copropriété Diamant Noir.

La Banque des Territoires pourra proposer des prêts spécifiques pour le portage de lots de copropriétés concernées PIC. Le prêt peut être accordé à la Collectivité ou aux acteurs du portage.

Aide juridictionnelle

L'opérateur apportera son aide à l'administrateur provisoire de la copropriété pour mobiliser l'aide juridictionnelle au syndicat des copropriétaires.

Collectivité européenne d'Alsace (CeA)

La CeA pourra apporter son soutien financier aux ménages les plus modestes via le Fonds de Solidarité Logement. L'opérateur se tiendra informé de l'évolution des politiques de financement du parc privé par la CeA afin de solliciter, le cas échéant, les aides pouvant concourir au financement des travaux, en fonction de la réglementation en vigueur.

Action Logement Services

Dans le cadre de la Nouvelle Convention Quinquennale 2018-2022, du plan Initiative Copropriétés, et du Plan d'Investissement Volontaire (PIV), Action Logement participe au financement de l'amélioration du parc privé et s'efforce de renforcer l'offre de produits et services en faveur des salariés propriétaires occupants et bailleurs ou locataires du secteur privé, avec toujours pour objectif premier de faciliter l'accès au logement des salariés. Action Logement Services proposera aux propriétaires bailleurs et occupants, selon conditions d'éligibilité, des prêts à taux avantageux, sans frais de dossier, des subventions mais aussi un accompagnement social et budgétaire des publics en difficulté d'accès ou de maintien dans les lieux. Pour les situations les plus précaires, Action Logement pourra mobiliser son parc réservataire pour reloger les salariés en difficulté.
La contribution d'Action Logement sera réévaluée en fonction des objectifs de la Convention en vigueur à partir de 2023.

Caisse d'Allocations familiales du Haut-Rhin

La présente convention de partenariat prévoit que :

- Les financements sous forme d'aides financières individuelles pourront être accordés par la Caf pour permettre le maintien des propriétaires dans leur logement (les aides concernent les familles avec enfants entrant dans le champ des prestations versées par la Caf en accession à la propriété depuis plus de 5 ans, ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 €) ;
- au-delà de l'action menée en direction des propriétaires occupants, les propriétaires en difficulté devront également être identifiés et pris en charge (accès aux droits légaux et extra-légaux, Fonds de solidarité logement, prévention des expulsions et, le cas échéant, établir un lien avec un travailleur social de la Caf).

Article 6 : Les missions de l'opérateur

La mission de l'opérateur se décomposera comme suit :

	Actions	Moyens	Acteurs
Appui au fonctionnement et à la gestion de la copropriété			
Conforter le rôle du conseil syndical et informer les copropriétaires	Analyse et suivi des charges et des contrats Préparation des AG Communication vers les copropriétaires	Formation du conseil syndical Formation des copropriétaires Séances de travail régulières avec le syndic Création de supports de communication auprès des copropriétaires et des occupants	Conseil syndical Administrateur provisoire
Repérage et accompagnement des situations d'impayés et des ménages fragiles	Assistance à la résorption des impayés de charges Accompagnement social individualisé lié au logement	Commissions impayés Commissions sociales Orientation des ménages Formation des ménages Aide à la gestion Aide juridictionnelle	Conseil syndical Administrateur provisoire Services sociaux, CAF
Recherche de solutions de relogement	Appui au fonctionnement de l'outil de portage Coordination avec les partenaires pour les demandes de logement	Commission sociale indicateurs Enquêtes sociales Etude urbaine Suivi des DIA Entretiens avec les opérateurs potentiels	Services sociaux Service Logement de la Ville
Repérer et informer les nouveaux acquéreurs	Accompagner l'arrivée de nouveaux copropriétaires	Suivi des DIA Prise de contact avec les nouveaux copropriétaires Formation et informations individualisées ou en groupe Réalisation d'enquêtes sociales	Ville/ Nouveaux acquéreurs
Définition du volet GUP	Accompagner la définition d'un programme d'action et sa mise en œuvre opérationnelle	Concertation sur les besoins Analyse de la documentation existante	Ville Police nationale Conseil syndical Administrateur provisoire

Coordination du volet GUP	Articuler les actions à l'échelle du quartier et à l'échelle de la copropriété	Commission cadre de vie	Ville Conseil syndical Administrateur provisoire
Actions de GUP	Réaliser des actions mettant en œuvre le programme de GUP	Evènements sensibilisation etc	Ville Conseil syndical Administrateur provisoire
Élaboration d'un projet global et suivi des travaux			
Elaboration et finalisation d'un projet global de travaux	Accompagnement du syndicat dans le phasage du projet de travaux Concertation avec les partenaires sur le phasage des travaux	Appui et conseil technique au syndicat Réunions de travail avec les partenaires	Partenaires Conseil syndical Administrateur provisoire Maître d'œuvre
Vote en assemblée générale	Information des copropriétaires Simulations financières	Assistance au conseil syndical et au syndic pour l'information sur le programme de travaux Information des copropriétaires sur les financements disponibles pour le syndicat et au niveau individuel	Conseil syndical Administrateur provisoire Maître d'œuvre Copropriétaires Partenaires financiers
Suivi des travaux	Accompagnement du syndicat dans le suivi des travaux	Réunions de chantier Suivi du préfinancement	Conseil syndical Administrateur provisoire Maître d'œuvre
Suivi de la mission			
Instance de pilotage	Préparation des ordres du jour et diffusion des comptes-rendus	Transmission aux partenaires de l'ensemble des informations	Signataires du PDS Services associés Autres partenaires
Suivi de la mission	Suivi et analyse des principaux indicateurs	Elaboration et suivi du tableau de bord Production de rapports d'étapes et d'activité	Commission de suivi du PDS

PROJET

PROJET

Composition de l'équipe de suivi-animation de l'opérateur

La composition de l'équipe de l'opérateur se déclinera comme suit :

- Directeur de projet en charge de l'appui méthodologique et stratégique ;
- Chef de Projet en charge du pilotage, de la coordination de l'équipe, du suivi du planning et de la coordination avec les partenaires et le projet urbain ;
- Personne(s) compétente(s) en droit de la copropriété, comptabilité, maîtrise du financement public, en charge du travail partenarial avec les instances de la copropriété ;
- Personne(s) compétente(s) pour le montage des dossiers de subvention et de l'information des occupants, accueil public ;
- Un architecte/technicien pour le suivi technique du projet de la copropriété et du lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre de la copropriété ;
- Un travailleur social pour l'approfondissement du diagnostic social, du partenariat social et du travail social auprès des propriétaires et locataires ;
- Personne(s) compétente(s) en matière de gestion urbaine de proximité.

Modalités de coordination opérationnelle de la mission de suivi-animation

L'équipe de suivi-animation, en lien avec la Ville de Mulhouse sera l'interlocuteur privilégié :

- Du conseil syndical
- Administrateur provisoire;
- Des services compétents de la collectivité ;
- Des services instructeurs des financeurs ;
- Des services en charge des procédures coercitives ;
- Des acteurs du secteur social ;
- Le cas échéant, d'autres structures intervenant sur des thématiques spécifiques (ADIL, etc.).

La coordination opérationnelle de la mission de suivi-animation sera assurée par la Ville de Mulhouse

Article 7 : Suivi de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde

Pilotage

Un pilotage renforcé sera mis en place afin de suivre au plus près le redressement et la réhabilitation de la copropriété.
Dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde, l'article R. 615-4 du Code de la construction et de l'habitation précise que le préfet désigne, parmi les membres de la commission d'élaboration du plan ou à l'extérieur de celle-ci, un coordonnateur. Ce rôle est confié à la Ville de Mulhouse. Elle sera à ce titre le garant du respect de la convention et de sa mise en œuvre.

La commission de Plan de Sauvegarde et le comité de pilotage

Une commission de suivi et de pilotage du Plan de Sauvegarde, présidée par le préfet ou son représentant, est instituée. Elle est composée des personnes suivantes ou de leurs représentants :

- le Préfet ou son représentant
- la Déléguée locale adjointe de l'Anah ou son représentant
- le Président de la collectivité européenne d'Alsace ou son représentant
- le Maire de Mulhouse ou son représentant
- le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant
- le Président du conseil syndical ou son représentant
- l'administrateur provisoire de la copropriété ou son représentant
- Le directeur général d'Action Logement ou son représentant
- Le directeur général de la Banque des Territoires ou son représentant

Cette commission s'adjoint, en tant que de besoin à titre consultatif, toute autre personne qualifiée, désignée par son Président, et notamment le Président du Tribunal de Grande Instance ou son représentant.
Le comité de pilotage se tient une fois par an pour examiner l'avancement du Plan de Sauvegarde et décider d'éventuelles mesures complémentaires.

Ces séances sont préparées par un comité technique qui réunit les partenaires publics.

Comité technique

Le comité technique se tiendra au minimum une fois par an, dont une fois avant la commission du Plan de Sauvegarde. Il réunira les financeurs, les services de la Ville et de ainsi que l'opérateur.
Le comité technique a pour rôle de proposer des axes d'orientation aux membres de la commission et de résoudre les éventuelles difficultés relatives à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde.

Comité de suivi

Le comité de suivi réunira une à deux fois par trimestre la Ville et l'opérateur.
Il visera à suivre l'évolution au quotidien de l'opération, et à préparer les échéances du Plan de sauvegarde.

Indicateurs de suivi

Des indicateurs serviront d'alerte en cas de dérapage et seront complétés par un suivi du planning prévisionnel.

Indicateurs :		
Indicateurs de base		
Nombre de logements	Feuille de présence	Annuelle
Taux de PO	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Données socio-économiques		
A définir lors de la mise à jour	Enquêtes, suivi social, montage de dossiers	Selon enquêtes et dossiers de subvention
Données marché immobilier		
% de mutations annuelles par statut d'occupation	DIA	Annuelle
Evolution des prix moyens de mise en vente	DIA	Annuelle
Evolution des prix médians des ventes et des fourchettes		
Analyse du fonctionnement de la copropriété		

Taux de tantièmes détenus par les PO	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Taux de tantièmes détenus par les PB	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Taux de participation des présents et des représentés	PV d'AG	Annuelle
% de tantièmes présents ou représentés par statut d'occupation	Feuille de présence	Annuelle
Nb de résolutions à l'ordre du jour	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions adoptées et représentation des propriétaires privés dans les décisions	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions rejetées	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions reportées	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Représentativité du conseil syndical par bâtiment, statut, âge et profil	PV d'AG + Appréciation qualitative	Annuelle
Taux de renouvellement de l'équipe du CS	PV d'AG	Annuelle
Appréciation du fonctionnement du CS : groupes de travail réguliers, répartition des tâches, personnes formées, etc	Qualitatif	Suivi continu
Analyse de la gestion		
Ancienneté du syndic	PV d'AG + Qualitatif	Annuelle
Écart entre budget prévisionnel et dépenses réalisées	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Progression des dépenses réelles	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution du nombre de ventes judiciaires portées à l'ordre du jour et nombre de ventes judiciaires votées et évolution des créances douteuses et dettes irrécouvrables	PV d'AG	Annuelle
Evolution des impayés, dettes fournisseurs et trésorerie	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution des impayés sur les dépenses réelles	Convocations d'AG dont annexes comptables	Trimestrielle

Evolution des impayés sur les dépenses réelles par nombre de trimestres d'impayés	Comptes de la copropriété	Trimestrielle
Qualité du suivi des contentieux	Qualitatif auprès du syndic	Trimestrielle
Evolution du montant des charges courantes par lot	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution de la répartition par poste de charges	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution de la répartition des charges par lot et par poste	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Indicateurs de suivi des travaux		
Nombre de réunions des commissions techniques	CR des réunions	Annuelle
Nombre de réunion du CS et du maître d'œuvre	CR des réunions	Annuelle
Montant des travaux votés	PV d'AG	Annuelle
Indicateurs de suivi des dossiers d'aides		
Montant des travaux préfinancés	Conventions de préfinancement	Annuelle
Nombre de logements aidés PO et PB	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
PO : montant des travaux et des subventions	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de logements aidés PO en parties privatives	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
PB : montant des travaux et subventions	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de réunion des commissions techniques	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de logements aidés PB en parties privatives	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle

Bilans annuels et finaux

L'opérateur soumettra aux membres de la commission de Plan de Sauvegarde au moins quinze jours avant chacune de ses réunions, un bilan annuel des actions menées, reprenant les indicateurs précités, une évaluation qualitative des actions engagées, les améliorations à apporter aux modalités opérationnelles de suivi-animation, les financements engagés ou restant à engager, les avancées sur le volet technique ainsi que les actions réalisées sur le volet de l'accompagnement social.

A l'issue des cinq années du Plan de Sauvegarde, l'opérateur soumettra aux membres de la commission de Plan de Sauvegarde un bilan final de la mission.

Évaluation du Plan de sauvegarde

A l'issue du Plan de sauvegarde, il sera procédé à une évaluation, au regard des objectifs quantitatifs et qualitatifs poursuivis. Cette évaluation comprendra notamment l'analyse des indicateurs et des documents réalisés dans le cadre du dispositif et la consultation élargie des acteurs (maîtrise d'ouvrage, membres de la commission, opérateur…) et des instances de gestion.
La nature de cette évaluation sera affinée au cours du Plan de Sauvegarde pour tenir compte de l'avancée du dispositif.

Article 8 : Engagements des partenaires

l'administrateur provisoire s'engage à :

- Inviter et faire participer l'opérateur de suivi animation selon ses demandes ;
- Transmettre à l'équipe d'animation tous les documents nécessaires au bon suivi et au déroulement du Plan de Sauvegarde, notamment ceux relatifs à la situation financière du syndicat et à l'évolution de l'occupation de la copropriété, ainsi que ceux nécessaires au montage des dossiers de demandes de subvention et de demandes de préfinancement des aides ;
- Collaborer en étroite relation avec le coordonnateur du Plan de Sauvegarde et lui communiquer tous les éléments nécessaires au bon déroulement de celui-ci et des travaux ;
- Participer à toutes les commissions inscrites dans le Plan de Sauvegarde ;
- Rendre compte régulièrement des avancées du Plan de Sauvegarde à la copropriété ;
- Ouvrir un compte de travaux et faire apparaître les règlements des copropriétaires dans un sous-compte ainsi que sur leurs appels de charges ;
- prendre toutes les décisions nécessaires au bon déroulé du Plan de Sauvegarde (travaux, mise à jour du règlement de copropriété, aide à la gestion, etc.)
- Ne pas utiliser les sommes versées par les copropriétaires au titre des travaux à d'autres destinations ;
- Se conformer aux conditions requises par les partenaires pour pouvoir bénéficier des aides.

Le conseil syndical s'engage à :

- Participer à l'ensemble des commissions du Plan de Sauvegarde ;
- Transmettre tous les éléments nécessaires à l'opérateur de suivi-animation ;
- Être force de proposition ;

- Accompagner la copropriété dans la bonne compréhension du Plan de Sauvegarde ;

La Ville de Mulhouse s'engage à opérer une veille des mutations via les DIA qu'elle transmettra à l'opérateur en charge du plan de sauvegarde, à mobiliser les services concernés autour des enjeux de l'hygiène, de la GUSP et des actions sociales.

La Ville de Mulhouse s'engage à coordonner le Plan de Sauvegarde avec l'ensemble des partenaires concernés et à missionner un opérateur jusqu'au solde des subventions et à la clôture du compte de préfinancement des subventions publiques.

L'Anah, l'Etat, la Ville, M2A, la Banque des Territoires, la CeA, la CAF s'engagent à mobiliser leurs financements conformément à leur réglementation en vigueur à la date de dépôt des demandes.

Article 9 : Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur le Plan de Sauvegarde.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.
Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique.
Dans le cadre du Plan de Sauvegarde, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux…) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».
Le logo du ministère chargé du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

PROJET

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs au Plan de Sauvegarde, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition libre de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation du Plan de Sauvegarde s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communication (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

Article 10 : Durée du Plan de Sauvegarde

La durée du Plan de Sauvegarde est de cinq ans.
La présente convention pourra être prolongée de deux années.

Article 11 : Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 12 : Transmission de la convention

La convention de Plan de Sauvegarde signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version pdf.

Fait en huit exemplaires à …….. , le ……..

Pour l'Etat
Le Préfet du Haut-Rhin

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace
Le Président

Pour la Caisse des dépôts - Banque des Territoires
Le Directeur territorial

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour la Ville de Mulhouse,
Le Maire

Pour la Caisse d'allocations familiales du Haut-Rhin
Le Président du conseil d'administration

Pour l'Agence Nationale de l'Habitat
Le Vice-président de M2A

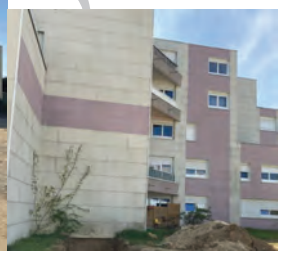
Pour Action Logement Services
La Directrice Régionale

PROJET

CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIÉTÉ FORÊT 2 À WITTENHEIM

2022





Préambule : Principaux éléments du diagnostic 3
Contexte 3
Les orientations retenues 5
Article 1 : Périmètre 5
Article 2 : Objet 6
Article 3 : Objectifs 7
Article 4 : Axes du Plan de Sauvegarde 8
Axe 1 : Amélioration du fonctionnement et de la gestion 8
Thématique 1 : Mise à jour et modification des statuts de l'Association Syndicale Libre 8
Thématique 2 : Accompagner le conseil syndical 8
Thématique 3 : Mobiliser et former les copropriétaires 9
Thématique 4 : Suivre le budget et maîtriser les charges 10
Thématique 5 : Suivre les impayés et les procédures 10
Axe 2 : Solutions personnalisées pour les propriétaires les plus en difficulté 11
Thématique 1 : Accompagnement des ménages en difficulté 11
Thématique 2 : Rechercher des solutions de portage pour les familles les plus en difficulté 12
Thématique 3 : Solvabiliser les propriétaires occupants par la recherche de financements individuels 12
Axe 3 Préparation, financement et réalisation des travaux de réhabilitation 13
Réhabiliter les parties communes et les parties privatives 13
Réaliser une assistance à maîtrise d'ouvrage technique auprès de la copropriété 14
Axe 4 : Amélioration du cadre de vie 17
Veiller à l'insertion urbaine de la copropriété 17
Article 5 : Les aides mobilisables 19
Les aides de l'Anah 20
Ville de Wittenheim 21
Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) 22
Banque des Territoires 22
Aide juridictionnelle 22
Collectivité européenne d'Alsace (CeA) 22
Action Logement Services 22
Caisse d'Allocations familiales du Haut-Rhin 23
Article 6 : Les missions de l'opérateur 24
Article 7 : Suivi de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde 28
Article 8 : Engagements des partenaires 32
Article 9 : Communication 33
Article 10 : Durée du Plan de Sauvegarde 34
Article 11 : Révision et/ou résiliation de la convention 34
Article 12 : Transmission de la convention 35

Préambule : Principaux éléments du diagnostic

1. Contexte

Située dans le quartier prioritaire Markstein-La Forêt, la copropriété Forêt 2, construite en 1976, est composée de 6 bâtiments comprenant 104 logements. Elle fait partie d'un ensemble immobilier comprenant une deuxième copropriété, Forêt 1, avec laquelle elle partage des éléments d'équipements communs (Chaufferie, réseaux, espaces verts, parkings). Ces éléments communs sont gérés par une Association Syndicale Libre.

La copropriété est située à l'ouest du centre-ville. Elle est desservie par trois rues : rue du Pelvoux, rue du Markstein et rue de la Forêt.

Les bâtiments sont de hauteur variable (R+3 à R+5 selon les bâtiments). Par leur forme singulière polycubique en croix et leurs implantations, les bâtiments ne s'inscrivent pas, tant en termes de hauteur que de rythme des façades, dans la continuité du tissu urbain environnant, à l'exception des bâtiments à l'ouest qui sont de même nature mais qui constituent une monopropriété (bailleur social).

Les deux syndicats de copropriétaires et l'Association Syndicale Libre (ASL) ont été suivis dans le cadre du POPAC du Département du Haut-Rhin de 2014 à 2017, puis ont fait l'objet d'une étude pré-opérationnelle en 2018 et d'un audit comptable et juridique. Les conclusions des différentes actions ont précisé les grandes fragilités de la copropriété, à savoir : fragilité juridique (dysfonctionnement de l'ASL, non-conformité des statuts), fragilité financière (mauvaises répartitions des charges, erreurs de comptabilisation, impayés chroniques, augmentation des dettes et dépenses), fragilité de fonctionnement entre les instances et très importante fragilité technique liée en grande partie à la vétusté des installations sanitaires (eau chaude, eau froide et chauffage).

Au regard de ces conclusions alarmantes, un arrêté de mise en sécurité des équipements communs a été pris par le maire de Wittenheim le 28 septembre 2018 afin de permettre la mise en sécurité des habitants et le traitement des dysfonctionnements du système de chauffage et d'eau chaude sanitaire. Parallèlement, les deux copropriétés sont inscrites sur la liste régionale du Plan Initiative Copropriété depuis 2019, et deux commissions d'élaboration de plans de sauvegarde ont été constituées avec pour objectif l'engagement du processus de redressement des copropriétés.

C'est dans ce contexte que la Ville de Wittenheim a lancé la réalisation d'une étude-actions, démarrée en 2021. Cette étude-actions permettait d'une part de suivre les travaux de rénovation du système de chauffage, des réseaux eau chaude et eau froide, en s'assurant du bon déroulement du chantier et du bon versement des subventions accordées. En parallèle, il s'agissait d'autre part de définir les moyens de redresser ces copropriétés à long terme.

A propos de la copropriété Forêt 2, l'étude-actions permet de constater les fragilités suivantes :

- une fragilité juridique liée aux statuts de l'ASL, mal rédigés, et dont la mise à jour des statuts s'avère indispensable à un meilleur fonctionnement.
- des impayés sur charges courantes élevés mais stables et globalement maîtrisés par le syndic.
- une bonne implication de la part des copropriétaires et du conseil syndical.
- un niveau de charges élevé, mais largement dû aux problèmes de chauffage (nécessité d'une location de chaudière, fuites d'eau importantes).
- des impayés importants (40%) s'agissant des restes à charge sur travaux.
- des valeurs immobilières très en-dessous des prix constatés dans la commune (moyenne de 591 euros par m2 dans la copropriété)
- des occupants largement éligibles aux aides publiques (60% des occupants ayant des ressources modestes ou très modestes selon les barèmes de l'ANAH)
- des difficultés en matière de cadre de vie, avec des dégradations et des nuisances (dépôts sauvages, incendies de véhicules …).
- Des besoins de travaux très importants, a minima pour assurer la conservation des immeubles.

Ces différents éléments expliquent une fragilité structurelle pour le fonctionnement autonome de cet ensemble : il est observé une faiblesse des capacités contributives pour financer les charges liées à la conservation de l'immeuble.

Au regard des caractéristiques de la copropriété, l'orientation vers un dispositif public renforcé a été retenue. Dans ce contexte, la Ville de Wittenheim et ses partenaires ont préconisé la mise en place d'un Plan de sauvegarde, qui permettra d'accompagner la copropriété dans la résolution de ses difficultés.

2. Les orientations retenues

Pour redresser durablement la situation de la copropriété, les partenaires publics et privés ont convenu d'agir ensemble pour la mise en œuvre d'un projet global. Le projet de Plan de Sauvegarde comprend ainsi quatre axes, en vue d'agir de façon coordonnée sur la gestion, le social, le bâti et l'environnement. Il s'agira d'améliorer le cadre juridique (en mettant à jour et en modifiant les statuts de l'ASL notamment) et le fonctionnement des instances, de réaliser les travaux indispensables à la conservation des immeubles, d'accompagner les ménages les plus fragiles et enfin d'améliorer le cadre de vie.

Article 1 : Périmètre

La copropriété se situe sur les parcelles cadastrées section 05 - n° 445, 429 et 463



PROJET

Article 2 : Objet

Le Plan de Sauvegarde de la copropriété Forêt 2 a pour objet, conformément à l'article L. 615-1 du code de la Construction et de l'Habitation, de restaurer le cadre de vie des occupants et usagers d'un immeuble bâti soumis au régime de la copropriété. Il vise à fixer des mesures prises sur la base des engagements souscrits par les parties afin d'améliorer les conditions d'administration de cet immeuble et de réaliser des travaux de conservation de l'immeuble.

Le Plan de Sauvegarde tend à mettre en place des mesures afin de parvenir au redressement du fonctionnement, des comptes et de l'état technique de la copropriété. Plus précisément, il s'agit :

- D'améliorer et de réorganiser le fonctionnement et de la gestion de la copropriété ;
- De mettre en œuvre un programme de travaux permettant d'assurer a minima la conservation de l'immeuble. Ces travaux pourront également permettre d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments (isolation des toitures notamment)
- D'accompagner les ménages déjà en difficulté mais également les ménages qui auront des difficultés à assumer le règlement des travaux à venir.
- De favoriser l'équilibre entre le fonctionnement propre à la copropriété et son intégration à son environnement urbain.

PROJET

Article 3 : Objectifs

Pour redresser durablement la copropriété, le Plan de Sauvegarde a pour principales orientations de :

1. Améliorer le fonctionnement et la gestion de la copropriété ;
2. Mobiliser les copropriétaires pour les rendre acteurs de leur cadre de vie ;
3. Proposer un appui aux propriétaires occupants les plus fragiles : aider à la solvabilité des ménages et réaliser l'ingénierie financière des travaux (aides individuelles si nécessaire) ;
4. Permettre de financer la réalisation des travaux globaux sur le plan financier : phasage et modalité de financement du projet (particulièrement la gestion du reste à charge);
5. Améliorer le cadre de vie des habitants notamment grâce à un appui à la gestion urbaine de proximité.

PROJET

Article 4 : Axes du Plan de Sauvegarde

Axe 1 : Amélioration du fonctionnement et de la gestion

Thématique 1 : Mise à jour et modification des statuts de l'Association Syndicale Libre

Les objectifs de cette modification sont multiples. Ils visent à :

- clarifier l'étendue des services collectifs de l'ASL. Actuellement, le champ d'intervention de l'ASL n'est pas suffisamment clair, en raison de statuts mal rédigés.
- préciser les modes de répartition des charges avec un tableau de tantièmes par lot.
- simplifier le fonctionnement des AG et l'approbation des comptes.
- mettre en conformité les statuts avec l'ordonnance du 1er juillet 2004 afin de préciser les conditions de représentation à l'égard des tiers, de modification de son statut et de sa dissolution. A ce jour, l'ASL est démunie de toute action juridique.

Avant d'engager cette modification, il sera également étudié la possibilité de fusion des deux copropriétés avec disparition de l'ASL.

Thématique 2 : Accompagner le conseil syndical

Le conseil syndical de la copropriété Forêt 2 est mobilisé et impliqué. Un groupe de discussion a été créé sur une application de discussion instantanée et fonctionne quasi quotidiennement.

Cependant, le précédent renouvellement du conseil syndical a été marqué par un nombre trop important de candidats, et le refus de l'élection de plusieurs d'entre eux par l'assemblée générale. Ces refus sont signe de mésententes au sein de la copropriété et au sein même du conseil syndical.

il conviendra ainsi d'accompagner le conseil syndical afin qu'il se structure en répartissant mieux les tâches entre les membres afin, en particulier, de procéder à une division de la charge de travail pour le contrôle des comptes et la gestion quotidienne (visites avec les fournisseurs, suivi des travaux d'entretien etc.). Une meilleure prise en charge des divers aspects de la vie de la copropriété est indispensable au vu de la taille de la copropriété.

L'investissement du conseil syndical devra être croissant durant le plan de sauvegarde pour permettre :

- La concertation nécessaire à l'établissement du programme définitif de travaux ;
- La bonne circulation de l'information pendant la durée des travaux ;
- La mise en place des actions de prévention auprès des petits débiteurs propriétaires occupants pour augmenter les démarches amiables ;
- Le suivi des procédures contentieuses à l'encontre des copropriétaires débiteurs ;

PROJET

- Le suivi du budget et de la maîtrise des charges ;
- La préparation des assemblées générales et l'information, en amont, à destination de l'ensemble des copropriétaires.

La structuration du conseil syndical en plusieurs commissions sera étudiée afin de mieux répartir les tâches, sans toutefois remplacer les réunions régulières du conseil syndical.

Plusieurs types de commissions peuvent être instituées telles que contrôle des comptes, impayés, travaux, communication, etc.

Thématique 3 : Mobiliser et former les copropriétaires

Renforcer la participation en assemblée générale

L'ensemble des actions doit intégrer de façon transversale la sensibilisation des copropriétaires à l'importance de leur participation en assemblée générale. En phase amont, l'opérateur accompagnera le conseil syndical dans la diffusion des informations relatives à l'ordre du jour autant sur la forme que sur le contenu.
L'opérateur pourra également réaliser une réunion d'information à destination de l'ensemble des copropriétaires en amont des assemblées générales ordinaires et d'une manière renforcée pour les assemblées générales de vote de travaux. Ces réunions pourront être organisées par groupe de bâtiments si besoin.

Informer les copropriétaires

L'opérateur mettra en œuvre les moyens nécessaires pour que les copropriétaires et les locataires puissent trouver une réponse à leurs questions et attentes.

Un plan de communication sera établi avec la commission communication du conseil syndical qui portera sur les différents médias, le rythme des publications et les innovations à entreprendre.

Les efforts de communication auprès de l'ensemble des copropriétaires se feront à travers différents canaux (par exemple permanence, lettre du conseil syndical, tenue de permanences d'information pour toucher un nombre suffisant de copropriétaires). L'opérateur assistera le conseil syndical et le syndic dans la réalisation des documents d'information et leur diffusion. Les canaux d'information de la Ville pourraient également être utilisés pour diffuser les informations.

Former le conseil syndical et les copropriétaires

L'opérateur réalisera des formations spécifiques à destination du conseil syndical dont le contenu sera défini en concertation avec ses membres. Elles s'appuieront sur les documents de la copropriété (Règlement de copropriété, PV d'assemblées générales, balances comptables…).

Des formations à destination de l'ensemble des copropriétaires seront également organisées. Elles porteront par exemple sur le fonctionnement de la copropriété, l'importance de la présence en AG, la connaissance des instances de gestion de la copropriété.

Les formations pourront se dérouler dans des locaux que la Ville pourra mettre à disposition de la copropriété et de l'opérateur.

Informer les nouveaux propriétaires

L'opérateur sera informé des mutations via les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) qui lui seront transmises par la Ville, voire par des informations reçues du syndic.

L'opérateur pourra ainsi informer les nouveaux acquéreurs sur différentes thématiques et notamment sur le dispositif de plan de sauvegarde.

Thématique 4 : Suivre le budget et maîtriser les charges

L'évolution des dépenses et des contrats en cours sera suivie par l'opérateur, avec l'appui du syndic. Il sera notamment demandé à l'opérateur de vérifier la baisse des charges liée aux travaux réalisés. L'opérateur appuiera les instances de gestion dans l'analyse et, le cas échéant, la renégociation des contrats des plus gros fournisseurs.

Thématique 5 : Suivre les impayés et les procédures

Il s'agira de traiter les impayés par la mise en place d'une phase amiable avec les petits débiteurs de bonne foi et le lancement sans délai de procédures pour les autres débiteurs. Tout au long du Plan de Sauvegarde, la prévention des impayés sera assurée par un repérage précoce. Ces actions de traitement des impayés seront en lien direct avec l'accompagnement social des ménages en difficulté.

L'opérateur organisera pour ce faire des commissions thématiques trimestrielles « impayés » afin de favoriser le traitement conjoint avec le syndic des situations d'impayés : préparation et animation des commissions, établissement des comptes-rendus et suivi des décisions en lien direct avec la maîtrise d'ouvrage publique. En parallèle des commissions, des actions d'information et d'accompagnement social seront conduites auprès des copropriétaires endettés afin de prévenir et d'éviter l'accroissement des niveaux d'endettement. L'opérateur pourra mobiliser auprès de la Collectivité européenne d'Alsace le Fonds Solidarité Logement (FSL) pour le maintien dans les lieux des propriétaires occupants endettés, dans le cadre d'un accompagnement global de la situation.

Il appartient au syndic d'engager les actions nécessaires au traitement des situations d'impayés : établissement des plans d'apurement des dettes couplé au suivi assuré par l'opérateur du PDS, précontentieux, contentieux allant jusqu'aux saisies immobilières. Toutes les palettes de procédures de recouvrement, amiables et judiciaires, en choisissant les procédures les mieux adaptées aux types de débiteurs et d'impayés, seront ainsi mises en œuvre.

Le syndic pourra, grâce au Plan de sauvegarde, solliciter l'aide juridictionnelle pour les procédures de recouvrement à lancer. L'aide à la gestion pourra également être sollicitée dans ce cadre.

Axe 2 : Solutions personnalisées pour les propriétaires les plus en difficulté

Thématique 1 : Accompagnement des ménages en difficulté

Le plan de sauvegarde a pour objectif d'accompagner les résidents de la copropriété pour qu'ils stabilisent leur situation économique et sociale. Les axes de travail sont les suivants :

- Repérage et accompagnement des copropriétaires occupants ne pouvant se maintenir dans leur statut ;
- Repérage et accompagnement des locataires dès lors que cela permet de résoudre un enjeu posé au bailleur ou à la copropriété ;
- Réduction des impayés de charges ;
- Réduction de l'endettement des ménages par la mobilisation d'aides ;
- Recherche de solutions de solvabilisation des ménages les plus en difficulté pour permettre le financement des travaux.

Accompagner les ménages les plus fragiles

L'opérateur proposera un accompagnement social aux ménages repérés comme les plus fragiles. Cet accompagnement doit permettre de mettre en œuvre les actions parmi lesquelles :

- Élaboration d'un diagnostic social pour chaque ménage accompagné permettant de définir les actions à effectuer ;
- Vérification de l'ouverture de droits, orientation vers les institutions compétentes le cas échéant ;
- Médiation entre le syndic et les ménages, en particulier pour l'échelonnement du règlement des charges courantes et des restes à charge des quotes-parts travaux ;

Coordonner l'accompagnement social avec les partenaires

L'opérateur organisera semestriellement une commission sociale. Rassemblant les différentes instances chargées du travail social présentes sur le territoire, cette commission permet d'évoquer les situations qui n'auraient pas trouvé de solutions dans le cours classique du PDS.
Objectifs :

- Présentation des situations complexes et recherche de solutions ;
- Information partagée sur les différents dispositifs d'accompagnement des copropriétés.

Fréquence : Une fois par semestre.
Participants :

- Centre communal d'action sociale ;
- Service social départemental ;
- Caisse d'allocations familiales ;
- Action logement ;
- Les opérateurs de l'habitat privé.
- Association Crésus
- Restos du coeur
- Caritas

Thématique 2 : Rechercher des solutions de portage pour les familles les plus en difficulté

La Ville devra s'engager dans des solutions de portages auprès des ménages débiteurs, en incapacité de maintenir leur statut, si leur situation représente un obstacle au redressement de la copropriété, en leur proposant un rachat avec maintien dans leur logement.

Les besoins identifiés laissent penser qu'entre une dizaine et une vingtaine de logements seraient concernés.

Les actions de portage seront assurées par un opérateur choisi par la Ville, probablement un bailleur social en capacité d'assainir la situation financière de la copropriété et de s'investir dans une gestion vertueuse de la copropriété. L'objectif premier n'est cependant pas que ce portage par un bailleur social perdure dans le temps. A terme, il sera visé une revente des lots à des propriétaires occupants solvables, afin de maintenir le statut privé de la copropriété. Cette finalité des actions de portage pourra être réévaluée au cours du PDS, en fonction de l'évolution de la situation.

Thématique 3 : Solvabiliser les propriétaires occupants par la recherche de financements individuels

PROJET

Outre l'accompagnement social auprès des ménages les plus en difficulté, l'opérateur viendra en appui des plus fragiles dans le montage des plans de financement individuels leur permettant d'assumer le financement des travaux.

En plus des aides qui seront sollicitées auprès de l'Anah et des Collectivités locales, l'opérateur accompagnera les copropriétaires pour des demandes auprès de différentes institutions telles que la CAF, les caisses de retraites, la Fondation Abbé Pierre, les mutuelles ou organismes particuliers (adaptation au handicap)...

La mobilisation de ces aides doit permettre aux propriétaires modestes de financer leur quote-part de travaux en diminuant leur reste à charge et de se maintenir dans leur logement.

Axe 3 Préparation, financement et réalisation des travaux de réhabilitation

Réhabiliter les parties communes et les parties privatives

Les travaux en parties communes

L'étude de la copropriété a conduit à mettre en avant d'importants besoin de travaux de conservation. Ces travaux consistent en :

- la réfection totale des toitures et du complexe d'isolation ;
- la création d'une ventilation naturelle des vides sanitaires pour chaque bâtiment ;
- le remplacement de la VMC par une hygroréglable ;
- la réparation et la pérennisation des garde-corps ;
- la réfection de l'étanchéité des balcons ;
- la mise en conformité des ascenseurs
- la réfection de l'éclairage et protection de l'électricité du parking souterrain
- des réparations structurelles (appuis de poutres et réparation des sous-faces de dalle en vide sanitaire) ;
- des travaux de sécurité incendie (remplacement des portes par des portes coupe feu, rénovation désenfumage) ;
- la mise en conformité des colonnes électriques en lien avec Enedis (pas de risque actuellement sauf surcharge) ;
- le remplacement des portes d'entrée d'origine par des portes sécurisées ;
- la surveillance des fissures par la pose de jauge Saugnac (hors relevés à prévoir).

Le montant prévisionnel de ces travaux est estimé à 2 434 000,00 € TTC honoraires compris.

Ces travaux seront réalisés en deux phases :

Phase 1 (réalisation 2023-2025) :

- Réfection totale des toitures dégradées et du complexe d'isolation
- Création d'une ventilation naturelle des vides sanitaires pour chaque bâtiment
- Remplacement de la VMC par une hygroréglable
- Réparation et pérennisation des garde-corps
- Réfection de l'étanchéité des balcons

Phase 2 (réalisation 2026-2027) :

- Réparations structurelles (appuis de poutres et réparation des sous-faces de dalle en vide sanitaire)
- Sécurité incendie (remplacement des portes par des portes coupe feu, rénovation désenfumage)
- Mise en conformité des colonnes électriques (pas de risque actuellement sauf surcharge)
- Remplacement des portes d'entrée par des portes sécurisées
- Surveillance des fissures par la pose de jauge Saugnac (hors relevés à prévoir)
- la mise en conformité des ascenseurs
- la réfection de l'éclairage et protection de l'électricité du parking souterrain

Afin de permettre la bonne exécution de ces travaux, la copropriété s'efforcera de respecter le planning suivant :

- fin 2022-début 2023 : vote de la maîtrise d'oeuvre pour suivi de la phase 1
- fin 2023 : vote des travaux phase 1 en assemblée générale
- 2025 : vote de la maîtrise d'oeuvre pour suivi de la phase 2
- 2026 : vote des travaux phase 2 en assemblée générale

Le refus par l'assemblée générale de la réalisation des travaux préconisés est de nature à remettre en cause la présente convention.

Les travaux en parties privatives

Les problèmes d'humidité et d'insuffisance de ventilation et de sécurité (électricité, incendie) seront en grande partie réglés par les travaux sur parties communes.
Ainsi, beaucoup des travaux à effectuer dans les logements concerneront leur adaptation à la perte d'autonomie ou la résolution de situations de dégradation lourde.

Les besoins en travaux en parties privatives seront affinés dans le cadre du travail de l'opérateur du suivi-animation du Plan de Sauvegarde.

Le montant prévisionnel des travaux en parties privatives se décompose comme suit :

- 5 logements PO dans le cadre de travaux d'adaptation lié à l'autonomie de la personne pour un montant de 25 000 € HT
- 5 logements dont 4 PO et 1 PB dans le cadre de travaux liés à la dégradation pour un montant de 100 000€ HT

Le montant prévisionnel total des travaux en parties privatives s'élève à 125 000 € HT.

Réaliser une assistance à maîtrise d'ouvrage technique auprès de la copropriété

Approfondir les diagnostics techniques réalisés à l'occasion de diverses études

Nota Bene : L'assistance technique à la copropriété ne s'entend pas comme le suivi des travaux ou la réalisation des études de maîtrise d'œuvre, mais bien comme l'appui aux instances de décision de la copropriété pour l'encadrement de ces études techniques confiées à des prestataires sous maîtrise d'ouvrage de la copropriété. L'objectif sera de s'assurer de leur cohérence et de leur faisabilité technique et juridique, en lien avec les capacités financières du syndicat et les objectifs de requalification pérenne de l'ensemble immobilier.

Dans le cadre de sa mission, l'opérateur du Plan de Sauvegarde accompagnera le conseil syndical et le syndic dans le choix du maître d'œuvre et dans l'analyse du programme de travaux et de son phasage.
Le programme de travaux nécessitera un arbitrage des copropriétaires (via le conseil syndical et le syndic) mais également des financeurs du Plan de Sauvegarde afin d'en assurer la faisabilité économique.

Assistance technique à la préparation des cahiers des charges

L'équipe opérationnelle assistera la copropriété dans la préparation d'un cahier des charges pour les missions de maîtrise d'œuvre, qui pourra être différenciée par phase.
L'équipe opérationnelle assistera également la copropriété dans le lancement de consultations pour la sélection du maître d'œuvre, en précisant notamment les modalités de vote à respecter et l'ensemble des dispositions à prendre en compte dans le cadre du lancement des marchés, en partenariat avec le syndic.
A l'issue de ces consultations, l'équipe analysera les propositions avec le conseil syndical et le syndic et les conseillera dans le choix du maître d'œuvre. La participation avec le conseil syndical et le syndic, à une audition des candidats pressentis est également possible.
Le maître d'œuvre retenu travaillera à confirmer et approfondir le diagnostic technique établi par Urbanis lors de la phase d'élaboration du Plan de Sauvegarde et à proposer un phasage réaliste aux copropriétaires et aux financeurs. Toute son approche se fondera sur des coûts réels et ayant fait l'objet de devis, et non plus des estimations. Elle devra également permettre de donner la mesure des éléments de communication à développer pour optimiser l'efficacité du dispositif proposé.
L'opérateur sera également chargé d'accompagner la copropriété dans l'analyse des offres et la désignation des entreprises devant réaliser le chantier.
Le maître d'œuvre sera également chargé d'étudier l'opportunité de phaser les travaux.

Assistance et accompagnement pour la validation des différentes étapes des études

L'équipe opérationnelle accompagnera la copropriété dans la validation de chaque étape (diagnostic, scenarii, projet, montage financier, etc.) en s'assurant :

- De la conformité du travail de l'architecte, et des bureaux d'études le cas échéant, aux objectifs définis dans les cahiers des charges, des orientations du projet en cours de réflexion sur le quartier et des priorités des financeurs du plan de sauvegarde ;
- De la bonne prise en compte des contraintes financières, réglementaires et des résolutions votées en assemblée générale.

L'opérateur assistera le conseil syndical et le syndic dans la communication auprès des copropriétaires, non seulement lors des assemblées générales, mais également en amont de celles-ci, afin de permettre aux copropriétaires qui le souhaitent de recevoir les informations nécessaires à la prise de décision.

Assister la copropriété du vote des travaux à l'établissement du plan de financement jusqu'au paiement des subventions

Une fois le programme de travaux établi, l'équipe de suivi animation réalisera en amont du vote des travaux en assemblée générale des enquêtes d'éligibilité nécessaires pour que les copropriétaires connaissent les aides auxquelles ils pourront prétendre pour financer leur quote-part de travaux. Sur cette base l'opérateur assurera les simulations d'aides financières.

L'équipe opérationnelle assistera également le conseil syndical et le syndic dans la préparation de l'assemblée générale qui doit voter les travaux.

Lorsque les travaux seront votés, l'opérateur monte l'ensemble des dossiers de demande de subvention auprès des financeurs. Il peut s'agir de subvention collective auprès de la personne du syndicat des copropriétaires, mais également de subventions individuelles allouées en fonction des ressources des copropriétaires ou des loyers pratiqués. L'enquête d'éligibilité et le travail amont du conseiller social sont les éléments indispensables à la complétude des plans de financement.

L'équipe opérationnelle sollicitera une demande de préfinancement des subventions publiques auprès d'un organisme bancaire (Procivis, Caisse d'épargne, ou tout autre organisme en capacité de proposer du préfinancement). Pour ce faire, le principe devra en avoir été voté par l'assemblée générale qui aura décidé des travaux.

Assurer le suivi technique du chantier

L'équipe opérationnelle, et plus particulièrement son conseiller technique, assurera le suivi du chantier tout au long des travaux, notamment en participant aux réunions de chantier les plus stratégiques (démarrage, déblocage des acomptes, choix de procédés…). De plus, les factures émises seront vérifiées et validées afin de pouvoir déclencher les versements des montants préfinancés directement aux entreprises, mais également, en fin de chantier de s'assurer de la bonne conformité de la réalisation des travaux.

A la fin du chantier, il est prévu, au-delà des ateliers déjà évoqués plus haut, des actions pédagogiques auprès des occupants afin de bien prendre en main les nouveaux équipements.

L'opérateur aura également pour rôle d'accompagner les instances de gestion dans l'apurement des charges liées aux travaux (information et assistance au syndic).

Axe 4 : Amélioration du cadre de vie

Veiller à l'insertion urbaine de la copropriété

La nécessité d'une gestion urbaine renforcée

Le diagnostic réalisé par Urbanis permet d'esquisser des besoins en matière de gestion urbaine de proximité dans la copropriété, en particulier en ce qui concerne les questions relatives aux problématiques de stationnements et la gestion des ordures ménagères, des nuisibles et des encombrants. Des questions d'incivilités, de délinquance, de squats de halls de garages et de caves se posent également régulièrement.

Les actions de gestion urbaine à l'échelle de la copropriété devront s'articuler avec le travail mené par différents acteurs à une échelle plus large : Police nationale, Service de prévention et de sécurité de la Ville de Wittenheim, tissu associatif local, etc.

Pendant la première année du Plan de Sauvegarde, l'opérateur aura la charge d'établir un diagnostic partagé des dysfonctionnements et des points d'appui puis de définir, en concertation avec les instances de la copropriété et les partenaires institutionnels, un plan d'actions de GUP annualisé. Ce plan fera l'objet d'une validation par l'ensemble des partenaires du plan de sauvegarde qui pourront se prononcer sur les modalités de mise en œuvre.

Les actions d'information de sensibilisation et d'amélioration concrète du cadre de vie seront menées en collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels comme associatifs. Elle pourront concerner :

- La veille régulière sur les parties communes et le suivi des dysfonctionnements.
- L'accompagnement de la copropriété dans l'analyse et la maîtrise des coûts liés au surentretien des parties communes.
- L'amélioration concrète du cadre de vie (gestion des parkings et lutte contre les stationnements abusifs et la mécanique sauvage, encombrement des balcons, tranquillité…).
- La prise en compte des locataires en tant qu'acteurs du cadre de vie.
- L'anticipation et le suivi des impacts des travaux du Plan de Sauvegarde.
- Les actions favorisant l'amélioration des relations entre locataires et propriétaires occupants et le lien social au sein de la copropriété.

- Les actions utiles en lien avec la précarité énergétique et la vie dans le logement (maîtrise des énergies, des nouveaux équipements, lutte contre les nuisibles…).
- L'accompagnement de la copropriété dans l'étude d'aménagements pertinents (gestion des ordures ménagères, des encombrants) quant à leur localisation, leur financement…
- L'articulation fine avec le plan de communication du Plan de Sauvegarde.

L'équipe opérationnelle devra s'appuyer sur les modalités de mise en œuvre suivantes :

- Actions d'information pédagogique/sensibilisation auprès des occupants (affichages, animations collectives, ateliers, porte à porte…)
- Modalités d'accueil des nouveaux arrivants
- Réunions de coordination des acteurs selon les thématiques
- Événements conviviaux
- Visites de terrain (veille technique, diagnostics en marchant…)

L'équipe opérationnelle aura en charge la recherche de financements à ces actions.

Commission cadre de vie

Parallèlement, une commission cadre de vie du conseil syndical sera animée par l'opérateur pour informer des réalisations et projets, faire remonter les besoins, chercher des solutions adéquates, assurer une bonne coordination des actions entre les intervenants. Cette commission pourra créer des documents de communication à destination des habitants. Cette commission sera ouverte aux acteurs de la GUP.

Article 5 : Les aides mobilisables

Objectifs

L'objectif consiste à assurer la conservation des 6 bâtiments de la résidence pendant la durée du Plan de Sauvegarde.

Le maître d'œuvre sera chargé d'étudier l'opportunité de phaser les travaux. Un avenant à cette convention pourra le cas échéant intégrer cette nouvelle répartition des objectifs et des enveloppes.

Tableau récapitulatif global des objectifs sur la durée de la convention :

	Objectifs en nombre de logements					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Parties Communes		52	52		52	52
Parties Privatives	2	2	3	2	1	0

Tableau récapitulatif du montant des travaux et des restes à charge moyens pour les propriétaires privés estimés avec subvention Ville de Wittenheim et M2A et abondement Anah au titre du "x+x" (conditionnée à délibération pour M2A)

Tranche de travaux globale en parties communes								
Travaux + Honoraires*	Travaux + Honoraires	Subvention Anah	Subvention Ville de Wittenheim	Subvention M2A	Total d'aides	% de subvention sur le TTC	Reste à charge	Reste à charge moyen par lot principal d'habitation
HT	TTC	60%	5%	5%				
2 000 000,00€	2 434 000 €	1 308 000 €	109 000 €	109 000 €	1 526 000€	62 %	908 000 €	8730 €

Les aides de l'Anah

Les aides de l'Anah s'appliquent en fonction des règles applicables au moment du dépôt du dossier de demande de subventions.

Aides au syndicat des copropriétaires

L'Anah financera son intervention à hauteur de 50% du montant HT des travaux incombant aux propriétaires privés.

Les aides de l'Anah pourront être bonifiées selon la règle du « x+x », sous réserve des modalités en vigueur à l'engagement du dossier.

Aides pour travaux en parties privatives

Les parties privatives pourront être financées dans le cadre de travaux pour le maintien des personnes âgées et handicapées par l'Anah à hauteur de 50% pour les propriétaires occupants très modestes et 35% pour les propriétaires occupants modestes, dans la limite de 20 000 € HT de travaux.

Les travaux liés à la dégradation (travaux lourds) pourront être financés à hauteur de 50% pour les propriétaires occupants modestes et très modestes, et à hauteur de 35% dans la limite de 1 000 €/m² et de 80m² par logement pour les propriétaires bailleurs (sous réserve de conventionnement du loyer et d'une étiquette énergétique D maximum en sortie de travaux).

PROJET

L'enveloppe globale pour les objectifs sera de **59 500 €.**

Aide à la gestion

L'opérateur sollicitera l'Anah pour la mise en place d'une aide à la gestion pour un montant maximum de 5 000 € HT par bâtiment + 150 € par lot et par an.
L'aide à la gestion devra être votée annuellement en assemblée générale par le syndicat des copropriétaires.

Aide au portage

En cas de mise en oeuvre d'un portage ciblé de lots en vue de redresser la copropriété, l'Anah s'engage à verser des subventions pour un nombre de lots plafonné à 15 % du nombre de lots d'habitation dans la copropriété, et ce dans la limite de ses dotations budgétaires annuelles et conformément à sa réglementation en vigueur au moment du dépôt des dossiers et sous réserve de leur éligibilité.

Aide à l'ingénierie de suivi-animation

Pour ce qui est du suivi animation du Plan de Sauvegarde, l'Anah financera son intervention dans la limite de 50% du montant de la dépense avec pour plafond annuel de dépenses subventionnables 150 000 € HT plus 500 € HT par lot d'habitation principal (logement).

La mission de l'opérateur est évaluée à 300 000 € HT au maximum. L'enveloppe globale pour l'Anah est évaluée à 150 000 €, pour la Ville de Wittenheim à 75 000 € et pour la Banque des Territoires à 75 000 €.

En ce qui concerne la Gestion Urbaine de Proximité, les actions mises en oeuvre par la Ville en parallèle du PDS pourront être financées par l'Anah dans la limite de 50% du montant de la dépense subventionnable avec pour plafond de dépense subventionnable annuel 900 € HT/lot d'habitation principal.

Aide à la coordination du plan de sauvegarde

Enfin, l'Anah s'engage à financer la mission de coordination du plan de sauvegarde dans la limite de 50% du montant de la dépense avec un plafond annuel de dépenses subventionnables de 50 000 € HT.

Ville de Wittenheim

La Ville de Wittenheim financera à hauteur de 5% du montant HT les travaux incombant aux propriétaires privés, en aide au syndicat, en fonction des décisions qui seront prises par l'Anah concernant l'abondement de ses aides (x+x)

La Ville de Wittenheim financera le suivi-animation du Plan de Sauvegarde. Elle en assurera la coordination avec l'ensemble des partenaires concernés. Elle mettra en place et financera une équipe de suivi-animation pendant toute sa durée. Elle mobilisera également les services concernés autour des enjeux de l'hygiène, de la GUP (dont elle assurera la maîtrise d'ouvrage) et des actions sociales.

La ville de Wittenheim s'engage à recruter un coordonnateur au plan de sauvegarde par voie d'appel d'offres.

La Ville de Wittenheim pourra également intervenir dans le financement d'opérations de portage temporaire.

Mulhouse Alsace Agglomération (M2A)

L'agglomération s'engage à soutenir la copropriété Forêt 2 dans son effort de redressement. Elle s'associe en ce sens à la Ville de Wittenheim et apporte son soutien dans la limite de ses moyens et de son budget, soumis à l'approbation du Conseil d'agglomération.

Banque des Territoires

La Banque des Territoires contribue au financement de l'ingénierie de suivi-animation à hauteur de 25% de son montant HT et dans la limite de 100 000€. L'enveloppe globale est estimée à 75 000 € pour le suivi-animation de Forêt 2.

La Banque des Territoires pourra proposer des prêts spécifiques pour le portage de lots de copropriétés concernées PIC. Le prêt peut être accordé à la Collectivité ou aux acteurs du portage.

Aide juridictionnelle

L'opérateur apportera son aide au syndic de la copropriété pour mobiliser l'aide juridictionnelle au syndicat des copropriétaires.

Collectivité européenne d'Alsace (CeA)

La CeA pourra apporter son soutien financier aux ménages les plus modestes via le Fonds de Solidarité Logement. L'opérateur se tiendra informé de l'évolution des politiques de financement du parc privé par la CeA afin de solliciter, le cas échéant, les aides pouvant concourir au financement des travaux, en fonction de la réglementation en vigueur.

En outre, la CeA pourra intervenir dans le financement des travaux de la copropriété. Les conditions de cette participation financière restent à définir.

Région Grand-Est

La Région Grand-Est pourra intervenir dans le financement des travaux de la copropriété. Les conditions de cette participation financière restent à définir.

Action Logement Services

Dans le cadre de la Nouvelle Convention Quinquennale 2018-2022, du plan Initiative Copropriétés, et du Plan d'Investissement Volontaire (PIV), Action Logement participe au financement de l'amélioration du parc privé et s'efforce de renforcer l'offre de produits et services en faveur des salariés propriétaires occupants et bailleurs ou locataires du secteur privé, avec toujours pour objectif premier de faciliter l'accès au logement des salariés. Action Logement Services proposera aux propriétaires bailleurs et occupants, selon conditions d'éligibilité, des prêts à taux avantageux, sans frais de dossier, des subventions mais aussi un accompagnement social et budgétaire des publics en difficulté d'accès ou de maintien dans les lieux. Pour les situations les plus précaires, Action Logement pourra mobiliser son parc réservataire pour reloger les salariés en difficulté.
La contribution d'Action Logement sera réévaluée en fonction des objectifs de la Convention en vigueur à partir de 2023.

Caisse d'Allocations familiales du Haut-Rhin

La présente convention de partenariat prévoit que :

- Les financements sous forme d'aides financières individuelles pourront être accordés par la Caf pour permettre le maintien des propriétaires dans leur logement (les aides concernent les familles avec enfants entrant dans le champ des prestations versées par la Caf en accession à la propriété depuis plus de 5 ans, ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 €) ;
- au-delà de l'action menée en direction des propriétaires occupants, les propriétaires en difficulté devront également être identifiés et pris en charge (accès aux droits légaux et extra-légaux, Fonds de solidarité logement, prévention des expulsions et, le cas échéant, établir un lien avec un travailleur social de la Caf).

Article 6 : Les missions de l'opérateur

La mission de l'opérateur se décomposera comme suit :

	Actions	Moyens	Acteurs
Appui au fonctionnement et à la gestion de la copropriété			
Conforter le rôle du conseil syndical et informer les copropriétaires	Analyse et suivi des charges et des contrats Préparation des AG Communication vers les copropriétaires	Formation du conseil syndical Formation des copropriétaires Séances de travail régulières avec le syndic Création de supports de communication auprès des copropriétaires et des occupants	Conseil syndical Syndic
Repérage et accompagnement des situations d'impayés et des ménages fragiles	Assistance à la résorption des impayés de charges Accompagnement social individualisé lié au logement	Commissions impayés Commissions sociales Orientation des ménages Formation des ménages Aide à la gestion Aide juridictionnelle	Conseil syndical Syndic Services sociaux, CAF
Recherche de solutions de relogement	Appui au fonctionnement de l'outil de portage Coordination avec les partenaires pour les demandes de logement	Commission sociale Indicateurs Enquêtes sociales Etude urbaine Suivi des DIA Entretiens avec les opérateurs potentiels	Services sociaux Service Logement de la Ville
Repérer et informer les nouveaux acquéreurs	Accompagner l'arrivée de nouveaux copropriétaires	Suivi des DIA Prise de contact avec les nouveaux copropriétaires Formation et informations individualisées ou en groupe Réalisation d'enquêtes sociales	Ville/ Nouveaux acquéreurs
Définition du volet GUP	Accompagner la définition d'un programme d'action et sa mise en œuvre opérationnelle	Concertation sur les besoins Analyse de la documentation existante	Ville Police nationale Conseil syndical Syndic

PROJET

Coordination du volet GUP	Articuler les actions à l'échelle du quartier et à l'échelle de la copropriété	Commission cadre de vie	Ville Conseil syndical Syndic
Actions de GUP	Réaliser des actions mettant en œuvre le programme de GUP	Evènements sensibilisation etc	Ville Conseil syndical Syndic
Élaboration d'un projet global et suivi des travaux			
Elaboration et finalisation d'un projet global de travaux	Accompagnement du syndicat dans le phasage du projet de travaux Concertation avec les partenaires sur le phasage des travaux	Appui et conseil technique au syndicat Réunions de travail avec les partenaires	Partenaires Conseil syndical Syndic Maître d'œuvre
Vote en assemblée générale	Information des copropriétaires Simulations financières	Assistance au conseil syndical et au syndic pour l'information sur le programme de travaux Information des copropriétaires sur les financements disponibles pour le syndicat et au niveau individuel	Conseil syndical Syndic Maître d'œuvre Copropriétaires Partenaires financiers
Suivi des travaux	Accompagnement du syndicat dans le suivi des travaux	Réunions de chantier Suivi du préfinancement	Conseil syndical Syndic Maître d'œuvre
Suivi de la mission			
Instance de pilotage	Préparation des ordres du jour et diffusion des comptes-rendus	Transmission aux partenaires de l'ensemble des informations	Signataires du PDS Services associés Autres partenaires
Suivi de la mission	Suivi et analyse des principaux indicateurs	Elaboration et suivi du tableau de bord Production de rapports d'étapes et d'activité	Commission de suivi du PDS

PROJET

Composition de l'équipe de suivi-animation de l'opérateur

La composition de l'équipe de l'opérateur se déclinera comme suit :

- Directeur de projet en charge de l'appui méthodologique et stratégique ;
- Chef de Projet en charge du pilotage, de la coordination de l'équipe, du suivi du planning et de la coordination avec les partenaires et le projet urbain ;
- Personne(s) compétente(s) en droit de la copropriété, comptabilité, maîtrise du financement public, en charge du travail partenarial avec les instances de la copropriété ;
- Personne(s) compétente(s) pour le montage des dossiers de subvention et de l'information des occupants, accueil public ;
- Un architecte/technicien pour le suivi technique du projet de la copropriété et du lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre de la copropriété ;
- Un travailleur social pour l'approfondissement du diagnostic social, du partenariat social et du travail social auprès des propriétaires et locataires ;
- Personne(s) compétente(s) en matière de gestion urbaine de proximité.

Modalités de coordination opérationnelle de la mission de suivi-animation

L'équipe de suivi-animation, en lien avec la Ville de Wittenheim sera l'interlocuteur privilégié :

- Du conseil syndical
- Du syndic ;
- Des services compétents de la collectivité ;
- Des services instructeurs des financeurs ;
- Des services en charge des procédures coercitives ;
- Des acteurs du secteur social ;
- Le cas échéant, d'autres structures intervenant sur des thématiques spécifiques (ADIL, etc.).

La coordination opérationnelle de la mission de suivi-animation sera assurée par la Ville de Wittenheim.

PROJET

Article 7 : Suivi de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde

Pilotage

Un pilotage renforcé sera mis en place afin de suivre au plus près le redressement et la réhabilitation de la copropriété.
Dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde, l'article R. 615-4 du Code de la construction et de l'habitation précise que le préfet désigne, parmi les membres de la commission d'élaboration du plan ou à l'extérieur de celle-ci, un coordonnateur. Ce rôle est confié à la Ville de Wittenheim. Elle sera à ce titre le garant du respect de la convention et de sa mise en œuvre.

La commission de Plan de Sauvegarde et le comité de pilotage

Une commission de suivi et de pilotage du Plan de Sauvegarde, présidée par le préfet ou son représentant, est instituée. Elle est composée des personnes suivantes ou de leurs représentants :

- le Préfet ou son représentant
- la Déléguée locale adjointe de l'Anah ou son représentant
- la Présidente du Conseil régional du Grand-Est ou son représentant
- le Président de la collectivité européenne d'Alsace ou son représentant
- le Maire de Wittenheim ou son représentant
- le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant
- le Président du conseil syndical ou son représentant
- le Syndic de la copropriété ou son représentant
- Le directeur général d'Action Logement ou son représentant
- Le directeur général de la Banque des Territoires ou son représentant

Cette commission s'adjoint, en tant que de besoin à titre consultatif, toute autre personne qualifiée, désignée par son Président, et notamment le Président du Tribunal de Grande Instance ou son représentant.
Le comité de pilotage se tient une fois par an pour examiner l'avancement du Plan de Sauvegarde et décider d'éventuelles mesures complémentaires.

Ces séances sont préparées par un comité technique qui réunit les partenaires publics.

Comité technique

Le comité technique se tiendra au minimum une fois par an, dont une fois avant la commission du Plan de Sauvegarde. Il réunira les financeurs, les services de la Ville et de ainsi que l'opérateur.
Le comité technique a pour rôle de proposer des axes d'orientation aux membres de la commission et de résoudre les éventuelles difficultés relatives à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde.

Comité de suivi

Le comité de suivi réunira une à deux fois par trimestre la Ville et l'opérateur.
Il visera à suivre l'évolution au quotidien de l'opération, et à préparer les échéances du Plan de sauvegarde.

Indicateurs de suivi

Des indicateurs serviront d'alerte en cas de dérapage et seront complétés par un suivi du planning prévisionnel.

Indicateurs :		
Indicateurs de base		
Nombre de logements	Feuille de présence	Annuelle
Taux de PO	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Données socio-économiques		
A définir lors de la mise à jour	Enquêtes, suivi social, montage de dossiers	Selon enquêtes et dossiers de subvention
Données marché immobilier		
% de mutations annuelles par statut d'occupation	DIA	Annuelle
Evolution des prix moyens de mise en vente	DIA	Annuelle
Evolution des prix médians des ventes et des fourchettes		
Analyse du fonctionnement de la copropriété		

Taux de tantièmes détenus par les PO	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Taux de tantièmes détenus par les PB	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Taux de participation des présents et des représentés	PV d'AG	Annuelle
% de tantièmes présents ou représentés par statut d'occupation	Feuille de présence	Annuelle
Nb de résolutions à l'ordre du jour	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions adoptées et représentation des propriétaires privés dans les décisions	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions rejetées	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions reportées	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Représentativité du conseil syndical par bâtiment, statut, âge et profil	PV d'AG + Appréciation qualitative	Annuelle
Taux de renouvellement de l'équipe du CS	PV d'AG	Annuelle
Appréciation du fonctionnement du CS : groupes de travail réguliers, répartition des tâches, personnes formées, etc	Qualitatif	Suivi continu
Analyse de la gestion		
Ancienneté du syndic	PV d'AG + Qualitatif	Annuelle
Écart entre budget prévisionnel et dépenses réalisées	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Progression des dépenses réelles	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution du nombre de ventes judiciaires portées à l'ordre du jour et nombre de ventes judiciaires votées et évolution des créances douteuses et dettes irrécouvrables	PV d'AG	Annuelle
Evolution des impayés, dettes fournisseurs et trésorerie	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution des impayés sur les dépenses réelles	Convocations d'AG dont annexes comptables	Trimestrielle

Evolution des impayés sur les dépenses réelles par nombre de trimestres d'impayés	Comptes de la copropriété	Trimestrielle
Qualité du suivi des contentieux	Qualitatif auprès du syndic	Trimestrielle
Evolution du montant des charges courantes par lot	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution de la répartition par poste de charges	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution de la répartition des charges par lot et par poste	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Indicateurs de suivi des travaux		
Nombre de réunions des commissions techniques	CR des réunions	Annuelle
Nombre de réunion du CS et du maître d'œuvre	CR des réunions	Annuelle
Montant des travaux votés	PV d'AG	Annuelle
Indicateurs de suivi des dossiers d'aides		
Montant des travaux préfinancés	Conventions de préfinancement	Annuelle
Nombre de logements aidés PO et PB	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
PO : montant des travaux et des subventions	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de logements aidés PO en parties privatives	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
PB : montant des travaux et subventions	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de réunion des commissions techniques	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de logements aidés PB en parties privatives	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle

Bilans annuels et finaux

L'opérateur soumettra aux membres de la commission de Plan de Sauvegarde au moins quinze jours avant chacune de ses réunions, un bilan annuel des actions menées, reprenant les indicateurs précités, une évaluation qualitative des actions engagées, les améliorations à apporter aux modalités opérationnelles de suivi-animation, les financements engagés ou restant à engager, les avancées sur le volet technique ainsi que les actions réalisées sur le volet de l'accompagnement social.

A l'issue des cinq années du Plan de Sauvegarde, l'opérateur soumettra aux membres de la commission de Plan de Sauvegarde un bilan final de la mission.

Évaluation du Plan de sauvegarde

A l'issue du Plan de sauvegarde, il sera procédé à une évaluation, au regard des objectifs quantitatifs et qualitatifs poursuivis. Cette évaluation comprendra notamment l'analyse des indicateurs et des documents réalisés dans le cadre du dispositif et la consultation élargie des acteurs (maîtrise d'ouvrage, membres de la commission, opérateur…) et des instances de gestion.
La nature de cette évaluation sera affinée au cours du Plan de Sauvegarde pour tenir compte de l'avancée du dispositif.

Article 8 : Engagements des partenaires

Le syndic s'engage à :

- Inviter et faire participer l'opérateur de suivi animation selon ses demandes ;
- Transmettre à l'équipe d'animation tous les documents nécessaires au bon suivi et au déroulement du Plan de Sauvegarde, notamment ceux relatifs à la situation financière du syndicat et à l'évolution de l'occupation de la copropriété, ainsi que ceux nécessaires au montage des dossiers de demandes de subvention et de demandes de préfinancement des aides ;
- Collaborer en étroite relation avec le coordonnateur du Plan de Sauvegarde et lui communiquer tous les éléments nécessaires au bon déroulement de celui-ci et des travaux ;
- Participer à toutes les commissions inscrites dans le Plan de Sauvegarde ;
- Rendre compte régulièrement des avancées du Plan de Sauvegarde à la copropriété ;
- Ouvrir un compte de travaux et faire apparaître les règlements des copropriétaires dans un sous-compte ainsi que sur leurs appels de charges ;
- Soumettre au vote en assemblée générale toutes décisions nécessaires au bon déroulé du Plan de Sauvegarde (travaux, mise à jour du règlement de copropriété, aide à la gestion, etc.)
- Ne pas utiliser les sommes versées par les copropriétaires au titre des travaux à d'autres destinations ;
- Se conformer aux conditions requises par les partenaires pour pouvoir bénéficier des aides.

Le conseil syndical s'engage à :

- Participer à l'ensemble des commissions du Plan de Sauvegarde ;
- Transmettre tous les éléments nécessaires à l'opérateur de suivi-animation ;

PROJET

- Être force de proposition ;
- Accompagner la copropriété dans la bonne compréhension du Plan de Sauvegarde ;

La Ville de Wittenheim s'engage à opérer une veille des mutations via les DIA qu'elle transmettra à l'opérateur en charge du plan de sauvegarde, à mobiliser les services concernés autour des enjeux de l'hygiène, de la GUSP et des actions sociales.

La Ville de Wittenheim s'engage à missionner un coordonnateur du plan de sauvegarde, lequel sera chargé du respect de la convention et de sa mise en œuvre (articles L.615-2 II et R.615-4 du code de la construction et de l'habitation). Elle s'engage également à missionner un opérateur jusqu'au solde des subventions et à la clôture du compte de préfinancement des subventions publiques.

L'Anah, l'Etat, la Ville, M2A, la Banque des Territoires, la CeA, la CAF et la Région Grand-Est s'engagent à mobiliser leurs financements conformément à leur réglementation en vigueur à la date de dépôt des demandes.

Article 9 : Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur le Plan de Sauvegarde.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.
Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique.
Dans le cadre du Plan de Sauvegarde, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux…) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».
Le logo du ministère chargé du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas

échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs au Plan de Sauvegarde, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition libre de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation du Plan de Sauvegarde s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communication (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

Article 10 : Durée du Plan de Sauvegarde

La durée du Plan de Sauvegarde est de cinq ans.
La présente convention pourra être prolongée de deux années.

Article 11 : Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 12 : Transmission de la convention

La convention de Plan de Sauvegarde signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version pdf.

Fait en huit exemplaires à …….. , le ……..

Pour l'Etat
Le Préfet du Haut-Rhin

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace
Le Président

Pour la Ville de Wittenheim,
Le Maire

Pour la Caisse d'allocations familiales du Haut-Rhin
Le Président du conseil d'administration

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour l'Agence Nationale de l'Habitat
Le Vice-président de M2A

Pour la Caisse des dépôts - Banque des Territoires
Le Directeur territorial

Pour la Région Grand-Est
Le président

Pour Action Logement Services
La Directrice Régionale

PROJET

CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIÉTÉ FORÊT 1 À WITTENHEIM

2022



Préambule : Principaux éléments du diagnostic 3
Contexte 3
Les orientations retenues 5
Article 1 : Périmètre 5
Article 2 : Objet 6
Article 3 : Objectifs 7
Article 4 : Axes du Plan de Sauvegarde 8
Axe 1 : Amélioration du fonctionnement et de la gestion 8
Thématique 1 : Mise à jour et modification des statuts de l'Association Syndicale Libre 8
Thématique 2 : Accompagner le conseil syndical 8
Thématique 3 : Mobiliser et former les copropriétaires 9
Thématique 4 : Suivre le budget et maîtriser les charges 10
Thématique 5 : Suivre les impayés et les procédures 10
Axe 2 : Solutions personnalisées pour les propriétaires les plus en difficulté 11
Thématique 1 : Accompagnement des ménages en difficulté 11
Thématique 2 : Rechercher des solutions de portage pour les familles les plus en difficulté 12
Thématique 3 : Solvabiliser les propriétaires occupants par la recherche de financements individuels 13
Axe 3 Préparation, financement et réalisation des travaux de réhabilitation 13
Réhabiliter les parties communes et les parties privatives 13
Réaliser une assistance à maîtrise d'ouvrage technique auprès de la copropriété 15
Axe 4 : Amélioration du cadre de vie 17
Veiller à l'insertion urbaine de la copropriété 17
Article 5 : Les aides mobilisables 19
Les aides de l'Anah 20
Ville de Wittenheim 21
Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) 22
Banque des Territoires 22
Aide juridictionnelle 22
Collectivité européenne d'Alsace (CeA) 22
Action Logement Services 22
Caisse d'Allocations familiales du Haut-Rhin 23
Article 6 : Les missions de l'opérateur 24
Article 7 : Suivi de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde 28
Article 8 : Engagements des partenaires 32
Article 9 : Communication 33
Article 10 : Durée du Plan de Sauvegarde 34
Article 11 : Révision et/ou résiliation de la convention 34
Article 12 : Transmission de la convention 35

Préambule : Principaux éléments du diagnostic

1. Contexte

Située dans le quartier prioritaire Markstein-La Forêt, la copropriété Forêt 1, construite en 1976, est composée de 5 bâtiments comprenant 100 logements. Elle fait partie d'un ensemble immobilier comprenant une deuxième copropriété, Forêt 2, avec laquelle elle partage des éléments d'équipements communs (Chaufferie, réseaux, espaces verts, parkings). Ces éléments communs sont gérés par une Association Syndicale Libre.
La copropriété est située à l'ouest du centre-ville. Elle est desservie par trois rues : rue du Pelvoux, rue du Markstein et rue de la Forêt.

Les bâtiments sont de hauteur variable (R+3 à R+5 selon les bâtiments). Par leur forme singulière polycubique en croix et leurs implantations, les bâtiments ne s'inscrivent pas, tant en termes de hauteur que de rythme des façades, dans la continuité du tissu urbain environnant, à l'exception des bâtiments à l'ouest qui sont de même nature mais qui constituent une monopropriété (bailleur social).

Les deux syndicats de copropriétaires et l'Association Syndicale Libre (ASL) ont été suivis dans le cadre du POPAC du Département du Haut-Rhin de 2014 à 2017, puis ont fait l'objet d'une étude pré-opérationnelle en 2018 et d'un audit comptable et juridique. Les conclusions des différentes actions ont précisé les grandes fragilités de la copropriété, à savoir : fragilité juridique (dysfonctionnement de l'ASL, non-conformité des statuts), fragilité financière (mauvaises répartitions des charges, erreurs de comptabilisation, impayés chroniques, augmentation des dettes et dépenses), fragilité de fonctionnement entre les instances et très importante fragilité technique liée en grande partie à la vétusté des installations sanitaires (eau chaude, eau froide et chauffage).

Au regard de ces conclusions alarmantes, un arrêté de mise en sécurité des équipements communs a été pris par le maire de Wittenheim le 28 septembre 2018 afin de permettre la mise en sécurité des habitants et le traitement des dysfonctionnements du système de chauffage et d'eau chaude sanitaire. Parallèlement, les deux copropriétés sont inscrites sur la liste régionale du Plan Initiative Copropriété depuis 2019, et deux commissions d'élaboration de plans de sauvegarde ont été constituées avec pour objectif l'engagement du processus de redressement des copropriétés.

C'est dans ce contexte que la Ville de Wittenheim a lancé la réalisation d'une étude-actions, démarrée en 2021. Cette étude-actions permettait d'une part de suivre les travaux de rénovation du système de chauffage, des réseaux eau chaude et eau froide, en s'assurant du bon déroulement du chantier et du bon versement des subventions accordées. En parallèle, il s'agissait d'autre part de définir les moyens de redresser ces copropriétés à long terme.

A propos de la copropriété Forêt 1, l'étude-actions permet de constater les fragilités suivantes :

- une fragilité juridique liée aux statuts de l'ASL, mal rédigés, et dont la mise à jour des statuts s'avère indispensable à un meilleur fonctionnement.
- des impayés sur charges courantes en baisse, et globalement maîtrisés par le syndic.
- une implication faible de la part des copropriétaires et du conseil syndical.
- un niveau de charges élevé, mais largement dû aux problèmes de chauffage (nécessité d'une location de chaudière, fuites d'eau importantes).
- des impayés importants (40%) s'agissant des restes à charge sur travaux.
- des valeurs immobilières très en-dessous des prix constatés dans la commune (moyenne de 591 euros par m2 dans la copropriété)
- des occupants largement éligibles aux aides publiques (60% des occupants ayant des ressources modestes ou très modestes selon les barèmes de l'ANAH)
- des difficultés en matière de cadre de vie, avec des dégradations et des nuisances (dépôts sauvages, incendies de véhicules …).
- Des besoins de travaux très importants, a minima pour assurer la conservation des immeubles.

Ces différents éléments expliquent une fragilité structurelle pour le fonctionnement autonome de cet ensemble : il est observé une faiblesse des capacités contributives pour financer les charges liées à la conservation de l'immeuble.

Au regard des caractéristiques de la copropriété, l'orientation vers un dispositif public renforcé a été retenue. Dans ce contexte, la Ville de Wittenheim et ses partenaires ont préconisé la mise en place d'un Plan de sauvegarde, qui permettra d'accompagner la copropriété dans la résolution de ses difficultés.

2. Les orientations retenues

Pour redresser durablement la situation de la copropriété, les partenaires publics et privés ont convenu d'agir ensemble pour la mise en œuvre d'un projet global. Le projet de Plan de Sauvegarde comprend ainsi quatre axes, en vue d'agir de façon coordonnée sur la gestion, le social, le bâti et l'environnement. Il s'agira d'améliorer le cadre juridique (en mettant à jour et en modifiant les statuts de l'ASL notamment) et le fonctionnement des instances, de réaliser les travaux indispensables à la conservation des immeubles, d'accompagner les ménages les plus fragiles et enfin d'améliorer le cadre de vie

Article 1 : Périmètre

La copropriété se situe sur la parcelle cadastrée section 05 - n° 468



Article 2 : Objet

Le Plan de Sauvegarde de la copropriété Forêt 1 a pour objet, conformément à l'article L. 615-1 du code de la Construction et de l'Habitation, de restaurer le cadre de vie des occupants et usagers d'un immeuble bâti soumis au régime de la copropriété. Il vise à fixer des mesures prises sur la base des engagements souscrits par les parties afin d'améliorer les conditions d'administration de cet immeuble et de réaliser des travaux de conservation de l'immeuble.

Le Plan de Sauvegarde tend à mettre en place des mesures afin de parvenir au redressement du fonctionnement, des comptes et de l'état technique de la copropriété. Plus précisément, il s'agit :

- D'améliorer et de réorganiser le fonctionnement et de la gestion de la copropriété ;
- De mettre en œuvre un programme de travaux permettant d'assurer a minima la conservation de l'immeuble. Ces travaux pourront également permettre d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments (isolation des toitures notamment)
- D'accompagner les ménages déjà en difficulté mais également les ménages qui auront des difficultés à assumer le règlement des travaux à venir.
- De favoriser l'équilibre entre le fonctionnement propre à la copropriété et son intégration à son environnement urbain.

Article 3 : Objectifs

Pour redresser durablement la copropriété, le Plan de Sauvegarde a pour principales orientations de :

1. Améliorer le fonctionnement et la gestion de la copropriété ;
2. Mobiliser les copropriétaires pour les rendre acteurs de leur cadre de vie ;
3. Proposer un appui aux propriétaires occupants les plus fragiles : aider à la solvabilité des ménages et réaliser l'ingénierie financière des travaux (aides individuelles si nécessaire) ;
4. Permettre de financer la réalisation des travaux globaux sur le plan financier : phasage et modalité de financement du projet (particulièrement la gestion du reste à charge);
5. Améliorer le cadre de vie des habitants notamment grâce à un appui à la gestion urbaine de proximité.

Article 4 : Axes du Plan de Sauvegarde

Axe 1 : Amélioration du fonctionnement et de la gestion

Thématique 1 : Mise à jour et modification des statuts de l'Association Syndicale Libre

Les objectifs de cette modification sont multiples. Ils visent à :

- clarifier l'étendue des services collectifs de l'ASL. Actuellement, le champ d'intervention de l'ASL n'est pas suffisamment clair, en raison de statuts mal rédigés.
- préciser les modes de répartition des charges avec un tableau de tantièmes par lot.
- simplifier le fonctionnement des AG et l'approbation des comptes.
- mettre en conformité les statuts avec l'ordonnance du 1er juillet 2004 afin de préciser les conditions de représentation à l'égard des tiers, de modification de son statut et de sa dissolution. A ce jour, l'ASL est démunie de toute action juridique.

Avant d'engager cette modification, il sera également étudié la possibilité de fusion des deux copropriétés avec disparition de l'ASL.

Thématique 2 : Accompagner le conseil syndical

Le diagnostic a montré la difficulté à s'engager dans un travail collaboratif avec l'actuel conseil syndical de la copropriété Forêt 1. Il a également mis à jour une forme de mésentente qui pèse sur son action. Le Plan de Sauvegarde doit être l'occasion d'étoffer le conseil syndical, voire de le renouveler, afin qu'il devienne plus représentatif de la copropriété et à même d'en assurer la gestion.

A cette fin, dès le début du Plan de Sauvegarde, l'opérateur désigné pour l'animation, engagera la mobilisation des copropriétaires par le biais de réunions d'information, d'entretiens individuels ou tout autre moyen de communication afin de recueillir l'adhésion de membres du syndicat des copropriétaires suffisamment représentatifs en termes de thématiques et de bâtiments et ainsi constituer une instance impliquée.

Structurer le conseil syndical

Une fois renouvelé, il conviendra d'accompagner le conseil syndical afin qu'il se structure en répartissant mieux les tâches entre les membres afin, en particulier, de procéder à une division de la charge de travail pour le contrôle des comptes et la gestion quotidienne (visites avec les fournisseurs, suivi des travaux d'entretien etc.). Une meilleure prise en charge des divers aspects de la vie de la copropriété est indispensable au vu de la taille de la copropriété.

L'investissement du conseil syndical devra être croissant durant le plan de sauvegarde pour permettre :

- La concertation nécessaire à l'établissement du programme définitif de travaux ;
- La bonne circulation de l'information pendant la durée des travaux ;
- La mise en place des actions de prévention auprès des petits débiteurs propriétaires occupants pour augmenter les démarches amiables ;
- Le suivi des procédures contentieuses à l'encontre des copropriétaires débiteurs ;
- Le suivi du budget et de la maîtrise des charges ;
- La préparation des assemblées générales et l'information, en amont, à destination de l'ensemble des copropriétaires.

La structuration du conseil syndical en plusieurs commissions sera étudiée afin de mieux répartir les tâches, sans toutefois remplacer les réunions régulières du conseil syndical.

Plusieurs types de commissions peuvent être instituées telles que contrôle des comptes, impayés, travaux, communication, etc.

Thématique 3 : Mobiliser et former les copropriétaires

Renforcer la participation en assemblée générale

L'ensemble des actions doit intégrer de façon transversale la sensibilisation des copropriétaires à l'importance de leur participation en assemblée générale. En phase amont, l'opérateur accompagnera le conseil syndical dans la diffusion des informations relatives à l'ordre du jour autant sur la forme que sur le contenu.
L'opérateur pourra également réaliser une réunion d'information à destination de l'ensemble des copropriétaires en amont des assemblées générales ordinaires et d'une manière renforcée pour les assemblées générales de vote de travaux. Ces réunions pourront être organisées par groupe de bâtiments si besoin.

Informer les copropriétaires

L'opérateur mettra en œuvre les moyens nécessaires pour que les copropriétaires et les locataires puissent trouver une réponse à leurs questions et attentes.

Un plan de communication sera établi avec la commission communication du conseil syndical qui portera sur les différents médias, le rythme des publications et les innovations à entreprendre.

Les efforts de communication auprès de l'ensemble des copropriétaires se feront à travers différents canaux (par exemple permanence, lettre du conseil syndical, tenue de permanences d'information pour toucher un nombre suffisant de copropriétaires). L'opérateur assistera le conseil syndical et le syndic dans la réalisation des documents d'information et leur diffusion. Les canaux d'information de la Ville pourraient également être utilisés pour diffuser les informations.

Former le conseil syndical et les copropriétaires

L'opérateur réalisera des formations spécifiques à destination du conseil syndical dont le contenu sera défini en concertation avec ses membres. Elles s'appuieront sur les documents de la copropriété (Règlement de copropriété, PV d'assemblées générales, balances comptables…).

Des formations à destination de l'ensemble des copropriétaires seront également organisées. Elles porteront par exemple sur le fonctionnement de la copropriété, l'importance de la présence en AG, la connaissance des instances de gestion de la copropriété.

En raison des difficultés de mobilisation des copropriétaires, l'opérateur et les partenaires chercheront des solutions innovantes pour toucher le plus grand nombre.

Les formations pourront se dérouler dans des locaux que la Ville pourra mettre à disposition de la copropriété et de l'opérateur.

Informer les nouveaux propriétaires

L'opérateur sera informé des mutations via les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) qui lui seront transmises par la Ville, voire par des informations reçues du syndic.

L'opérateur pourra ainsi informer les nouveaux acquéreurs sur différentes thématiques et notamment sur le dispositif de plan de sauvegarde.

Thématique 4 : Suivre le budget et maîtriser les charges

L'évolution des dépenses et des contrats en cours sera suivie par l'opérateur, avec l'appui du syndic. Il sera notamment demandé à l'opérateur de vérifier la baisse des charges liée aux travaux réalisés. L'opérateur appuiera les instances de gestion dans l'analyse et, le cas échéant, la renégociation des contrats des plus gros fournisseurs.

Thématique 5 : Suivre les impayés et les procédures

Il s'agira de traiter les impayés par la mise en place d'une phase amiable avec les petits débiteurs de bonne foi et le lancement sans délai de procédures pour les autres débiteurs. Tout au long du Plan de Sauvegarde, la prévention des impayés sera assurée par un repérage précoce. Ces actions de traitement des impayés seront en lien direct avec l'accompagnement social des ménages en difficulté.

L'opérateur organisera pour ce faire des commissions thématiques trimestrielles « impayés » afin de favoriser le traitement conjoint avec le syndic des situations d'impayés : préparation et animation des commissions, établissement des comptes-rendus et suivi des décisions en lien direct avec la maîtrise d'ouvrage publique. En parallèle des commissions, des actions d'information et d'accompagnement social seront conduites auprès des copropriétaires endettés afin de prévenir et d'éviter l'accroissement des niveaux d'endettement. L'opérateur pourra mobiliser auprès de la Collectivité européenne d'Alsace le Fonds Solidarité Logement (FSL) pour le maintien dans les lieux des propriétaires occupants endettés, dans le cadre d'un accompagnement global de la situation.

Il appartient au syndic d'engager les actions nécessaires au traitement des situations d'impayés : établissement des plans d'apurement des dettes couplé au suivi assuré par l'opérateur du PDS, précontentieux, contentieux allant jusqu'aux saisies immobilières. Toutes les palettes de procédures de recouvrement, amiables et judiciaires, en choisissant les procédures les mieux adaptées aux types de débiteurs et d'impayés, seront ainsi mises en œuvre.

Le syndic pourra, grâce au Plan de sauvegarde, solliciter l'aide juridictionnelle pour les procédures de recouvrement à lancer. L'aide à la gestion pourra également être sollicitée dans ce cadre.

Axe 2 : Solutions personnalisées pour les propriétaires les plus en difficulté

Thématique 1 : Accompagnement des ménages en difficulté

Le plan de sauvegarde a pour objectif d'accompagner les résidents de la copropriété pour qu'ils stabilisent leur situation économique et sociale. Les axes de travail sont les suivants :

- Repérage et accompagnement des copropriétaires occupants ne pouvant se maintenir dans leur statut ;
- Repérage et accompagnement des locataires dès lors que cela permet de résoudre un enjeu posé au bailleur ou à la copropriété ;
- Réduction des impayés de charges ;
- Réduction de l'endettement des ménages par la mobilisation d'aides ;
- Recherche de solutions de solvabilisation des ménages les plus en difficulté pour permettre le financement des travaux.

Accompagner les ménages les plus fragiles

L'opérateur proposera un accompagnement social aux ménages repérés comme les plus fragiles. Cet accompagnement doit permettre de mettre en œuvre les actions parmi lesquelles :

- Élaboration d'un diagnostic social pour chaque ménage accompagné permettant de définir les actions à effectuer ;
- Vérification de l'ouverture de droits, orientation vers les institutions compétentes le cas échéant ;
- Médiation entre le syndic et les ménages, en particulier pour l'échelonnement du règlement des charges courantes et des restes à charge des quotes-parts travaux ;

Coordonner l'accompagnement social avec les partenaires

L'opérateur organisera semestriellement une commission sociale. Rassemblant les différentes instances chargées du travail social présentes sur le territoire, cette commission permet d'évoquer les situations qui n'auraient pas trouvé de solutions dans le cours classique du PDS.
Objectifs :

- Présentation des situations complexes et recherche de solutions ;
- Information partagée sur les différents dispositifs d'accompagnement des copropriétés.

Fréquence : Une fois par semestre.
Participants :

- Centre communal d'action sociale ;
- Service social départemental ;
- Caisse d'allocations familiales ;
- Action logement ;
- Les opérateurs de l'habitat privé.
- Association Crésus
- Restos du coeur
- Caritas

Thématique 2 : Rechercher des solutions de portage pour les familles les plus en difficulté

La Ville devra s'engager dans des solutions de portages auprès des ménages débiteurs, en incapacité de maintenir leur statut, si leur situation représente un obstacle au redressement de la copropriété, en leur proposant un rachat avec maintien dans leur logement.

Les besoins identifiés laissent penser qu'entre une dizaine et une vingtaine de logements seraient concernés.

Les actions de portage seront assurées par un opérateur choisi par la Ville, probablement un bailleur social en capacité d'assainir la situation financière de la copropriété et de s'investir dans une gestion vertueuse de la copropriété. L'objectif premier n'est cependant pas que ce portage par un bailleur social perdure dans le temps. A terme, il sera visé une revente des lots à des propriétaires occupants solvables, afin de maintenir le statut privé de la

PROJET

copropriété. Cette finalité des actions de portage pourra être réévaluée au cours du PDS, en fonction de l'évolution de la situation.

Thématique 3 : Solvabiliser les propriétaires occupants par la recherche de financements individuels

Outre l'accompagnement social auprès des ménages les plus en difficulté, l'opérateur viendra en appui des plus fragiles dans le montage des plans de financement individuels leur permettant d'assumer le financement des travaux.

En plus des aides qui seront sollicitées auprès de l'Anah et des Collectivités locales, l'opérateur accompagnera les copropriétaires pour des demandes auprès de différentes institutions telles que la CAF, les caisses de retraites, la Fondation Abbé Pierre, les mutuelles ou organismes particuliers (adaptation au handicap)...

La mobilisation de ces aides doit permettre aux propriétaires modestes de financer leur quote-part de travaux en diminuant leur reste à charge et de se maintenir dans leur logement.

Axe 3 Préparation, financement et réalisation des travaux de réhabilitation

Réhabiliter les parties communes et les parties privatives

Les travaux en parties communes

L'étude de la copropriété a conduit à mettre en avant d'importants besoin de travaux de conservation. Ces travaux consistent en :

- la réfection totale des toitures et du complexe d'isolation ;
- la création d'une ventilation naturelle des vides sanitaires pour chaque bâtiment ;
- le remplacement de la VMC par une hygroréglable ;
- la réparation et la pérennisation des garde-corps ;
- la réfection de l'étanchéité des balcons ;
- des réparations structurelles (appuis de poutres et réparation des sous-faces de dalle en vide sanitaire) ;
- des travaux de sécurité incendie (remplacement des portes par des portes coupe feu, rénovation désenfumage) ;
- la mise en conformité des colonnes électriques en lien avec Enedis (pas de risque

actuellement sauf surcharge) ;
- le remplacement des portes d'entrée d'origine par des portes sécurisées ;
- la surveillance des fissures par la pose de jauge Saugnac (hors relevés à prévoir).

Le montant prévisionnel de ces travaux est estimé à 2 000 000,00 € TTC honoraires compris.

Ces travaux seront réalisés en deux phases :

Phase 1 (réalisation 2023-2025) :
- Réfection totale des toitures dégradées et du complexe d'isolation
- Création d'une ventilation naturelle des vides sanitaires pour chaque bâtiment
- Remplacement de la VMC par une hygroréglable
- Réparation et pérennisation des garde-corps
- Réfection de l'étanchéité des balcons

Phase 2 (réalisation 2026-2027) :
- Réparations structurelles (appuis de poutres et réparation des sous-faces de dalle en vide sanitaire)
- Sécurité incendie (remplacement des portes par des portes coupe feu, rénovation désenfumage)
- Mise en conformité des colonnes électriques (pas de risque actuellement sauf surcharge)
- Remplacement des portes d'entrée par des portes sécurisées
- Surveillance des fissures par la pose de jauge Saugnac (hors relevés à prévoir)

Afin de permettre la bonne exécution de ces travaux, la copropriété s'efforcera de respecter le planning suivant :
- fin 2022-début 2023 : vote de la maîtrise d'oeuvre pour suivi de la phase 1
- fin 2023 : vote des travaux phase 1 en assemblée générale
- 2025 : vote de la maîtrise d'oeuvre pour suivi de la phase 2
- 2026 : vote des travaux phase 2 en assemblée générale

Le refus par l'assemblée générale de la réalisation des travaux préconisés est de nature à remettre en cause la présente convention.

Les travaux en parties privatives

Les problèmes d'humidité et d'insuffisance de ventilation et de sécurité (électricité, incendie) seront en grande partie réglés par les travaux sur parties communes.
Ainsi, beaucoup des travaux à effectuer dans les logements concerneront leur adaptation à la perte d'autonomie ou la résolution de situations de dégradation lourde.

Les besoins en travaux en parties privatives seront affinés dans le cadre du travail de l'opérateur du suivi-animation du Plan de Sauvegarde.

Le montant prévisionnel des travaux en parties privatives se décompose comme suit :
- 5 logements PO dans le cadre de travaux d'adaptation lié à l'autonomie de la personne pour un montant de 25 000 € HT

- 5 logements dont 4 PO et 1 PB dans le cadre de travaux liés à la dégradation pour un montant de 100 000€ HT

Le montant prévisionnel total des travaux en parties privatives s'élève à 125 000 € HT.

Réaliser une assistance à maîtrise d'ouvrage technique auprès de la copropriété

Approfondir les diagnostics techniques réalisés à l'occasion de diverses études

Nota Bene : L'assistance technique à la copropriété ne s'entend pas comme le suivi des travaux ou la réalisation des études de maîtrise d'œuvre, mais bien comme l'appui aux instances de décision de la copropriété pour l'encadrement de ces études techniques confiées à des prestataires sous maîtrise d'ouvrage de la copropriété. L'objectif sera de s'assurer de leur cohérence et de leur faisabilité technique et juridique, en lien avec les capacités financières du syndicat et les objectifs de requalification pérenne de l'ensemble immobilier.

Dans le cadre de sa mission, l'opérateur du Plan de Sauvegarde accompagnera le conseil syndical et le syndic dans le choix du maître d'œuvre et dans l'analyse du programme de travaux et de son phasage.
Le programme de travaux nécessitera un arbitrage des copropriétaires (via le conseil syndical et le syndic) mais également des financeurs du Plan de Sauvegarde afin d'en assurer la faisabilité économique.

Assistance technique à la préparation des cahiers des charges

L'équipe opérationnelle assistera la copropriété dans la préparation d'un cahier des charges pour les missions de maîtrise d'œuvre, qui pourra être différenciée par phase.
L'équipe opérationnelle assistera également la copropriété dans le lancement de consultations pour la sélection du maître d'œuvre, en précisant notamment les modalités de vote à respecter et l'ensemble des dispositions à prendre en compte dans le cadre du lancement des marchés, en partenariat avec le syndic.
A l'issue de ces consultations, l'équipe analysera les propositions avec le conseil syndical et le syndic et les conseillera dans le choix du maître d'œuvre. La participation avec le conseil syndical et le syndic, à une audition des candidats pressentis est également possible.
Le maître d'œuvre retenu travaillera à confirmer et approfondir le diagnostic technique établi par Urbanis lors de la phase d'élaboration du Plan de Sauvegarde et à proposer un phasage réaliste aux copropriétaires et aux financeurs. Toute son approche se fondera sur des coûts réels et ayant fait l'objet de devis, et non plus des estimations. Elle devra également permettre de donner la mesure des éléments de communication à développer pour optimiser l'efficacité du dispositif proposé.
L'opérateur sera également chargé d'accompagner la copropriété dans l'analyse des offres et la désignation des entreprises devant réaliser le chantier.
Le maître d'œuvre sera également chargé d'étudier l'opportunité de phaser les travaux.

Assistance et accompagnement pour la validation des différentes étapes des études

L'équipe opérationnelle accompagnera la copropriété dans la validation de chaque étape (diagnostic, scenarii, projet, montage financier, etc.) en s'assurant :
- De la conformité du travail de l'architecte, et des bureaux d'études le cas échéant, aux objectifs définis dans les cahiers des charges, des orientations du projet en cours de réflexion sur le quartier et des priorités des financeurs du plan de sauvegarde ;
- De la bonne prise en compte des contraintes financières, réglementaires et des résolutions votées en assemblée générale.

L'opérateur assistera le conseil syndical et le syndic dans la communication auprès des copropriétaires, non seulement lors des assemblées générales, mais également en amont de celles-ci, afin de permettre aux copropriétaires qui le souhaitent de recevoir les informations nécessaires à la prise de décision.

Assister la copropriété du vote des travaux à l'établissement du plan de financement jusqu'au paiement des subventions

Une fois le programme de travaux établi, l'équipe de suivi animation réalisera en amont du vote des travaux en assemblée générale des enquêtes d'éligibilité nécessaires pour que les copropriétaires connaissent les aides auxquelles ils pourront prétendre pour financer leur quote-part de travaux. Sur cette base l'opérateur assurera les simulations d'aides financières.

L'équipe opérationnelle assistera également le conseil syndical et le syndic dans la préparation de l'assemblée générale qui doit voter les travaux.

Lorsque les travaux seront votés, l'opérateur monte l'ensemble des dossiers de demande de subvention auprès des financeurs. Il peut s'agir de subvention collective auprès de la personne du syndicat des copropriétaires, mais également de subventions individuelles allouées en fonction des ressources des copropriétaires ou des loyers pratiqués. L'enquête d'éligibilité et le travail amont du conseiller social sont les éléments indispensables à la complétude des plans de financement.

L'équipe opérationnelle sollicitera une demande de préfinancement des subventions publiques auprès d'un organisme bancaire (Procivis, Caisse d'épargne, ou tout autre organisme en capacité de proposer du préfinancement). Pour ce faire, le principe devra en avoir été voté par l'assemblée générale qui aura décidé des travaux.

Assurer le suivi technique du chantier

L'équipe opérationnelle, et plus particulièrement son conseiller technique, assurera le suivi du chantier tout au long des travaux, notamment en participant aux réunions de chantier les plus stratégiques (démarrage, déblocage des acomptes, choix de procédés…). De plus, les factures émises seront vérifiées et validées afin de pouvoir déclencher les versements des

PROJET

montants préfinancés directement aux entreprises, mais également, en fin de chantier de s'assurer de la bonne conformité de la réalisation des travaux.

A la fin du chantier, il est prévu, au-delà des ateliers déjà évoqués plus haut, des actions pédagogiques auprès des occupants afin de bien prendre en main les nouveaux équipements.

L'opérateur aura également pour rôle d'accompagner les instances de gestion dans l'apurement des charges liées aux travaux (information et assistance au syndic).

Axe 4 : Amélioration du cadre de vie

Veiller à l'insertion urbaine de la copropriété

La nécessité d'une gestion urbaine renforcée

Le diagnostic réalisé par Urbanis permet d'esquisser des besoins en matière de gestion urbaine de proximité dans la copropriété, en particulier en ce qui concerne les questions relatives aux problématiques de stationnements et la gestion des ordures ménagères, des nuisibles et des encombrants. Des questions d'incivilités, de délinquance, de squats de halls et de caves se posent également régulièrement.

Les actions de gestion urbaine à l'échelle de la copropriété devront s'articuler avec le travail mené par différents acteurs à une échelle plus large : Police nationale, Service de prévention et de sécurité de la Ville de Wittenheim, tissu associatif local, etc.

Pendant la première année du Plan de Sauvegarde, l'opérateur aura la charge d'établir un diagnostic partagé des dysfonctionnements et des points d'appui puis de définir, en concertation avec les instances de la copropriété et les partenaires institutionnels, un plan d'actions de GUP annualisé. Ce plan fera l'objet d'une validation par l'ensemble des partenaires du plan de sauvegarde qui pourront se prononcer sur les modalités de mise en œuvre.

Les actions d'information de sensibilisation et d'amélioration concrète du cadre de vie seront menées en collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels comme associatifs. Elle pourront concerner :

- La veille régulière sur les parties communes et le suivi des dysfonctionnements.
- L'accompagnement de la copropriété dans l'analyse et la maîtrise des coûts liés au surentretien des parties communes.
- L'amélioration concrète du cadre de vie (gestion des parkings et lutte contre les stationnements abusifs et la mécanique sauvage, encombrement des balcons, tranquillité…).
- La prise en compte des locataires en tant qu'acteurs du cadre de vie.

- L'anticipation et le suivi des impacts des travaux du Plan de Sauvegarde.
- Les actions favorisant l'amélioration des relations entre locataires et propriétaires occupants et le lien social au sein de la copropriété.
- Les actions utiles en lien avec la précarité énergétique et la vie dans le logement (maîtrise des énergies, des nouveaux équipements, lutte contre les nuisibles…).
- L'accompagnement de la copropriété dans l'étude d'aménagements pertinents (gestion des ordures ménagères, des encombrants) quant à leur localisation, leur financement…
- L'articulation fine avec le plan de communication du Plan de Sauvegarde.

L'équipe opérationnelle devra s'appuyer sur les modalités de mise en œuvre suivantes :

- Actions d'information pédagogique/sensibilisation auprès des occupants (affichages, animations collectives, ateliers, porte à porte…)
- Modalités d'accueil des nouveaux arrivants
- Réunions de coordination des acteurs selon les thématiques
- Événements conviviaux
- Visites de terrain (veille technique, diagnostics en marchant…)

L'équipe opérationnelle aura en charge la recherche de financements à ces actions.

Commission cadre de vie

Parallèlement, une commission cadre de vie du conseil syndical sera animée par l'opérateur pour informer des réalisations et projets, faire remonter les besoins, chercher des solutions adéquates, assurer une bonne coordination des actions entre les intervenants. Cette commission pourra créer des documents de communication à destination des habitants. Cette commission sera ouverte aux acteurs de la GUP.

Article 5 : Les aides mobilisables

Objectifs

L'objectif consiste à assurer la conservation des 5 bâtiments de la résidence pendant la durée du Plan de Sauvegarde.

Le maître d'œuvre sera chargé d'étudier l'opportunité de phaser les travaux. Un avenant à cette convention pourra le cas échéant intégrer cette nouvelle répartition des objectifs et des enveloppes.

Tableau récapitulatif global des objectifs sur la durée de la convention :

	Objectifs en nombre de logements					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Parties Communes		50	50		50	50
Parties Privatives	2	2	3	2	1	0

Tableau récapitulatif du montant des travaux et des restes à charge moyens pour les propriétaires privés estimés avec subvention Ville de Wittenheim et M2A et abondement Anah au titre du "x+x" (conditionnée à délibération pour M2A)

Tranche de travaux globale en parties communes								
Travaux + Honoraires*	Travaux + Honoraires	Subvention Anah	Subvention Ville de Wittenheim	Subvention M2A	Total d'aides	% de subvention sur le TTC	Reste à charge	Reste à charge moyen par lot principal d'habitation
HT	TTC	60%	5%	5%				
1 778 000 €	2 000 000 €	1 066 000 €	89 000 €	89 000 €	1 244 000€	62 %	756 000 €	7560 €

Les aides de l'Anah

Les aides de l'Anah s'appliquent en fonction des règles applicables au moment du dépôt du dossier de demande de subventions.

Aides au syndicat des copropriétaires

L'Anah financera son intervention à hauteur de 50% du montant HT des travaux incombant aux propriétaires privés.

Les aides de l'Anah pourront être bonifiées selon la règle du « x+x », sous réserve des modalités en vigueur à l'engagement du dossier.

Aides pour travaux en parties privatives

Les parties privatives pourront être financées dans le cadre de travaux pour le maintien des personnes âgées et handicapées par l'Anah à hauteur de 50% pour les propriétaires occupants très modestes et 35% pour les propriétaires occupants modestes, dans la limite de 20 000 € HT de travaux.

Les travaux liés à la dégradation (travaux lourds) pourront être financés à hauteur de 50% pour les propriétaires occupants modestes et très modestes, et à hauteur de 35% dans la limite de 1 000 €/m² et de 80m² par logement pour les propriétaires bailleurs (sous réserve de conventionnement du loyer et d'une étiquette énergétique D maximum en sortie de travaux).

PROJET

L'enveloppe globale pour les objectifs sera de **59 500 €.**

Aide à la gestion

L'opérateur sollicitera l'Anah pour la mise en place d'une aide à la gestion pour un montant maximum de 5 000 € HT par bâtiment + 150 € par lot et par an.
L'aide à la gestion devra être votée annuellement en assemblée générale par le syndicat des copropriétaires.

Aide au portage

En cas de mise en oeuvre d'un portage ciblé de lots en vue de redresser la copropriété, l'Anah s'engage à verser des subventions pour un nombre de lots plafonné à 25% du nombre de lots d'habitation dans la copropriété, et ce dans la limite de ses dotations budgétaires annuelles et conformément à sa réglementation en vigueur au moment du dépôt des dossiers et sous réserve de leur éligibilité.

Aide à l'ingénierie de suivi-animation

Pour ce qui est du suivi animation du Plan de Sauvegarde, l'Anah financera son intervention dans la limite de 50% du montant de la dépense avec pour plafond annuel de dépenses subventionnables 150 000 € HT plus 500 € HT par lot d'habitation principal (logement).

La mission de l'opérateur est évaluée à 300 000 € HT au maximum. L'enveloppe globale pour l'Anah est évaluée à 150 000 €, pour la Ville de Wittenheim à 75 000 € et pour la Banque des Territoires à 75 000 €.

En ce qui concerne la Gestion Urbaine de Proximité, les actions mises en oeuvre par la Ville en parallèle du PDS pourront être financées par l'Anah dans la limite de 50% du montant de la dépense subventionnable avec pour plafond de dépense subventionnable annuel 900 € HT/lot d'habitation principal.

Aide à la coordination du plan de sauvegarde

Enfin, l'Anah s'engage à financer la mission de coordination du plan de sauvegarde dans la limite de 50% du montant de la dépense avec un plafond annuel de dépenses subventionnables de 50 000 € HT.

Ville de Wittenheim

La Ville de Wittenheim financera à hauteur de 5% du montant HT les travaux incombant aux propriétaires privés, en aide au syndicat, en fonction des décisions qui seront prises par l'Anah concernant l'abondement de ses aides (x+x)

La Ville de Wittenheim financera le suivi-animation du Plan de Sauvegarde. Elle en assurera la coordination avec l'ensemble des partenaires concernés. Elle mettra en place et financera une équipe de suivi-animation pendant toute sa durée. Elle mobilisera également les services concernés autour des enjeux de l'hygiène, de la GUP (dont elle assurera la maîtrise d'ouvrage) et des actions sociales.

La Ville de Wittenheim pourra également intervenir dans le financement d'opérations de portage temporaire.

La ville de Wittenheim s'engage à recruter un coordonnateur au plan de sauvegarde par voie d'appel d'offres.

Mulhouse Alsace Agglomération (M2A)

L'agglomération s'engage à soutenir la copropriété Forêt 1 dans son effort de redressement. Elle s'associe en ce sens à la Ville de Wittenheim et apporte son soutien dans la limite de ses moyens et de son budget, soumis à l'approbation du Conseil d'agglomération.

Banque des Territoires

La Banque des Territoires contribue au financement de l'ingénierie de suivi-animation à hauteur de 25% de son montant HT et dans la limite de 100 000€. L'enveloppe globale est estimée à 75 000 € pour le suivi-animation de Forêt 1.

La Banque des Territoires pourra proposer des prêts spécifiques pour le portage de lots de copropriétés concernées PIC. Le prêt peut être accordé à la Collectivité ou aux acteurs du portage.

Aide juridictionnelle

L'opérateur apportera son aide au syndic de la copropriété pour mobiliser l'aide juridictionnelle au syndicat des copropriétaires.

Collectivité européenne d'Alsace (CeA)

La CeA pourra apporter son soutien financier aux ménages les plus modestes via le Fonds de Solidarité Logement. L'opérateur se tiendra informé de l'évolution des politiques de financement du parc privé par la CeA afin de solliciter, le cas échéant, les aides pouvant concourir au financement des travaux, en fonction de la réglementation en vigueur.

En outre, la CeA pourra intervenir dans le financement des travaux de la copropriété. Les conditions de cette participation financière restent à définir.

Région Grand-Est

La Région Grand-Est pourra intervenir dans le financement des travaux de la copropriété. Les conditions de cette participation financière restent à définir.

Action Logement Services

Dans le cadre de la Nouvelle Convention Quinquennale 2018-2022, du plan Initiative Copropriétés, et du Plan d'Investissement Volontaire (PIV), Action Logement participe au financement de l'amélioration du parc privé et s'efforce de renforcer l'offre de produits et services en faveur des salariés propriétaires occupants et bailleurs ou locataires du secteur privé, avec toujours pour objectif premier de faciliter l'accès au logement des salariés. Action Logement Services proposera aux propriétaires bailleurs et occupants, selon conditions d'éligibilité, des prêts à taux avantageux, sans frais de dossier, des subventions mais aussi un accompagnement social et budgétaire des publics en difficulté d'accès ou de maintien dans les lieux. Pour les situations les plus précaires, Action Logement pourra mobiliser son parc réservataire pour reloger les salariés en difficulté.
La contribution d'Action Logement sera réévaluée en fonction des objectifs de la Convention en vigueur à partir de 2023.

Caisse d'Allocations familiales du Haut-Rhin

La présente convention de partenariat prévoit que :

- Les financements sous forme d'aides financières individuelles pourront être accordés par la Caf pour permettre le maintien des propriétaires dans leur logement (les aides concernent les familles avec enfants entrant dans le champ des prestations versées par la Caf en accession à la propriété depuis plus de 5 ans, ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 €) ;
- au-delà de l'action menée en direction des propriétaires occupants, les propriétaires en difficulté devront également être identifiés et pris en charge (accès aux droits légaux et extra-légaux, Fonds de solidarité logement, prévention des expulsions et, le cas échéant, établir un lien avec un travailleur social de la Caf).

Article 6 : Les missions de l'opérateur

La mission de l'opérateur se décomposera comme suit :

	Actions	Moyens	Acteurs
Appui au fonctionnement et à la gestion de la copropriété			
Conforter le rôle du conseil syndical et informer les copropriétaires	Analyse et suivi des charges et des contrats Préparation des AG Communication vers les copropriétaires	Formation du conseil syndical Formation des copropriétaires Séances de travail régulières avec le syndic Création de supports de communication auprès des copropriétaires et des occupants	Conseil syndical Syndic
Repérage et accompagnement des situations d'impayés et des ménages fragiles	Assistance à la résorption des impayés de charges Accompagnement social individualisé lié au logement	Commissions impayés Commissions sociales Orientation des ménages Formation des ménages Aide à la gestion Aide juridictionnelle	Conseil syndical Syndic Services sociaux, CAF
Recherche de solutions de relogement	Appui au fonctionnement de l'outil de portage Coordination avec les partenaires pour les demandes de logement	Commission sociale Indicateurs Enquêtes sociales Etude urbaine Suivi des DIA Entretiens avec les opérateurs potentiels	Services sociaux Service Logement de la Ville
Repérer et informer les nouveaux acquéreurs	Accompagner l'arrivée de nouveaux copropriétaires	Suivi des DIA Prise de contact avec les nouveaux copropriétaires Formation et informations individualisées ou en groupe Réalisation d'enquêtes sociales	Ville/ Nouveaux acquéreurs
Définition du volet GUP	Accompagner la définition d'un programme d'action et sa mise en œuvre opérationnelle	Concertation sur les besoins Analyse de la documentation existante	Ville Police nationale Conseil syndical Syndic

PROJET

Coordination du volet GUP	Articuler les actions à l'échelle du quartier et à l'échelle de la copropriété	Commission cadre de vie	Ville Conseil syndical Syndic
Actions de GUP	Réaliser des actions mettant en œuvre le programme de GUP	Evènements sensibilisation etc	Ville Conseil syndical Syndic
Élaboration d'un projet global et suivi des travaux			
Elaboration et finalisation d'un projet global de travaux	Accompagnement du syndicat dans le phasage du projet de travaux Concertation avec les partenaires sur le phasage des travaux	Appui et conseil technique au syndicat Réunions de travail avec les partenaires	Partenaires Conseil syndical Syndic Maître d'œuvre
Vote en assemblée générale	Information des copropriétaires Simulations financières	Assistance au conseil syndical et au syndic pour l'information sur le programme de travaux Information des copropriétaires sur les financements disponibles pour le syndicat et au niveau individuel	Conseil syndical Syndic Maître d'œuvre Copropriétaires Partenaires financiers
Suivi des travaux	Accompagnement du syndicat dans le suivi des travaux	Réunions de chantier Suivi du préfinancement	Conseil syndical Syndic Maître d'œuvre
Suivi de la mission			
Instance de pilotage	Préparation des ordres du jour et diffusion des comptes-rendus	Transmission aux partenaires de l'ensemble des informations	Signataires du PDS Services associés Autres partenaires
Suivi de la mission	Suivi et analyse des principaux indicateurs	Elaboration et suivi du tableau de bord Production de rapports d'étapes et d'activité	Commission de suivi du PDS

PROJET

Composition de l'équipe de suivi-animation de l'opérateur

La composition de l'équipe de l'opérateur se déclinera comme suit :

- Directeur de projet en charge de l'appui méthodologique et stratégique ;
- Chef de Projet en charge du pilotage, de la coordination de l'équipe, du suivi du planning et de la coordination avec les partenaires et le projet urbain ;
- Personne(s) compétente(s) en droit de la copropriété, comptabilité, maîtrise du financement public, en charge du travail partenarial avec les instances de la copropriété ;
- Personne(s) compétente(s) pour le montage des dossiers de subvention et de l'information des occupants, accueil public ;
- Un architecte/technicien pour le suivi technique du projet de la copropriété et du lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre de la copropriété ;
- Un travailleur social pour l'approfondissement du diagnostic social, du partenariat social et du travail social auprès des propriétaires et locataires ;
- Personne(s) compétente(s) en matière de gestion urbaine de proximité.

Modalités de coordination opérationnelle de la mission de suivi-animation

L'équipe de suivi-animation, en lien avec la Ville de Wittenheim sera l'interlocuteur privilégié :

- Du conseil syndical
- Du syndic ;
- Des services compétents de la collectivité ;
- Des services instructeurs des financeurs ;
- Des services en charge des procédures coercitives ;
- Des acteurs du secteur social ;
- Le cas échéant, d'autres structures intervenant sur des thématiques spécifiques (ADIL, etc.).

La coordination opérationnelle de la mission de suivi-animation sera assurée par la Ville de Wittenheim.

PROJET

Article 7 : Suivi de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde

Pilotage

Un pilotage renforcé sera mis en place afin de suivre au plus près le redressement et la réhabilitation de la copropriété.
Dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde, l'article R. 615-4 du Code de la construction et de l'habitation précise que le préfet désigne, parmi les membres de la commission d'élaboration du plan ou à l'extérieur de celle-ci, un coordonnateur. Ce rôle est confié à la Ville de Wittenheim. Elle sera à ce titre le garant du respect de la convention et de sa mise en œuvre.

La commission de Plan de Sauvegarde et le comité de pilotage

Une commission de suivi et de pilotage du Plan de Sauvegarde, présidée par le préfet ou son représentant, est instituée. Elle est composée des personnes suivantes ou de leurs représentants :

- le Préfet ou son représentant
- la Déléguée locale adjointe de l'Anah ou son représentant
- la Présidente du Conseil régional du Grand-Est ou son représentant
- le Président de la collectivité européenne d'Alsace ou son représentant
- le Maire de Wittenheim ou son représentant
- le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant
- le Président du conseil syndical ou son représentant
- le Syndic de la copropriété ou son représentant
- Le directeur général d'Action Logement ou son représentant
- Le directeur général de la Banque des Territoires ou son représentant

Cette commission s'adjoint, en tant que de besoin à titre consultatif, toute autre personne qualifiée, désignée par son Président, et notamment le Président du Tribunal de Grande Instance ou son représentant.
Le comité de pilotage se tient une fois par an pour examiner l'avancement du Plan de Sauvegarde et décider d'éventuelles mesures complémentaires.

Ces séances sont préparées par un comité technique qui réunit les partenaires publics.

Comité technique

Le comité technique se tiendra au minimum une fois par an, dont une fois avant la commission du Plan de Sauvegarde. Il réunira les financeurs, les services de la Ville et de ainsi que l'opérateur.
Le comité technique a pour rôle de proposer des axes d'orientation aux membres de la commission et de résoudre les éventuelles difficultés relatives à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde.

Comité de suivi

Le comité de suivi réunira une à deux fois par trimestre la Ville et l'opérateur.
Il visera à suivre l'évolution au quotidien de l'opération, et à préparer les échéances du Plan de sauvegarde.

Indicateurs de suivi

Des indicateurs serviront d'alerte en cas de dérapage et seront complétés par un suivi du planning prévisionnel.

Indicateurs :		
Indicateurs de base		
Nombre de logements	Feuille de présence	Annuelle
Taux de PO	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Données socio-économiques		
A définir lors de la mise à jour	Enquêtes, suivi social, montage de dossiers	Selon enquêtes et dossiers de subvention
Données marché immobilier		
% de mutations annuelles par statut d'occupation	DIA	Annuelle
Evolution des prix moyens de mise en vente	DIA	Annuelle
Evolution des prix médians des ventes et des fourchettes		
Analyse du fonctionnement de la copropriété		

Taux de tantièmes détenus par les PO	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Taux de tantièmes détenus par les PB	Feuille de présence ; Fichiers Majic	Annuelle
Taux de participation des présents et des représentés	PV d'AG	Annuelle
% de tantièmes présents ou représentés par statut d'occupation	Feuille de présence	Annuelle
Nb de résolutions à l'ordre du jour	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions adoptées et représentation des propriétaires privés dans les décisions	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions rejetées	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Nb de résolutions reportées	PV d'AG + présence à l'AG	Annuelle
Représentativité du conseil syndical par bâtiment, statut, âge et profil	PV d'AG + Appréciation qualitative	Annuelle
Taux de renouvellement de l'équipe du CS	PV d'AG	Annuelle
Appréciation du fonctionnement du CS : groupes de travail réguliers, répartition des tâches, personnes formées, etc	Qualitatif	Suivi continu
Analyse de la gestion		
Ancienneté du syndic	PV d'AG + Qualitatif	Annuelle
Écart entre budget prévisionnel et dépenses réalisées	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Progression des dépenses réelles	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution du nombre de ventes judiciaires portées à l'ordre du jour et nombre de ventes judiciaires votées et évolution des créances douteuses et dettes irrécouvrables	PV d'AG	Annuelle
Evolution des impayés, dettes fournisseurs et trésorerie	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution des impayés sur les dépenses réelles	Convocations d'AG dont annexes comptables	Trimestrielle

Evolution des impayés sur les dépenses réelles par nombre de trimestres d'impayés	Comptes de la copropriété	Trimestrielle
Qualité du suivi des contentieux	Qualitatif auprès du syndic	Trimestrielle
Evolution du montant des charges courantes par lot	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution de la répartition par poste de charges	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Evolution de la répartition des charges par lot et par poste	Convocations d'AG dont annexes comptables	Annuelle
Indicateurs de suivi des travaux		
Nombre de réunions des commissions techniques	CR des réunions	Annuelle
Nombre de réunion du CS et du maître d'œuvre	CR des réunions	Annuelle
Montant des travaux votés	PV d'AG	Annuelle
Indicateurs de suivi des dossiers d'aides		
Montant des travaux préfinancés	Conventions de préfinancement	Annuelle
Nombre de logements aidés PO et PB	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
PO : montant des travaux et des subventions	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de logements aidés PO en parties privatives	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
PB : montant des travaux et subventions	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de réunion des commissions techniques	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle
Nombre de logements aidés PB en parties privatives	Dossiers de prêts et subventions	Annuelle

Bilans annuels et finaux

L'opérateur soumettra aux membres de la commission de Plan de Sauvegarde au moins quinze jours avant chacune de ses réunions, un bilan annuel des actions menées, reprenant les indicateurs précités, une évaluation qualitative des actions engagées, les améliorations à apporter aux modalités opérationnelles de suivi-animation, les financements engagés ou restant à engager, les avancées sur le volet technique ainsi que les actions réalisées sur le volet de l'accompagnement social.

A l'issue des cinq années du Plan de Sauvegarde, l'opérateur soumettra aux membres de la commission de Plan de Sauvegarde un bilan final de la mission.

Évaluation du Plan de sauvegarde

A l'issue du Plan de sauvegarde, il sera procédé à une évaluation, au regard des objectifs quantitatifs et qualitatifs poursuivis. Cette évaluation comprendra notamment l'analyse des indicateurs et des documents réalisés dans le cadre du dispositif et la consultation élargie des acteurs (maîtrise d'ouvrage, membres de la commission, opérateur…) et des instances de gestion.
La nature de cette évaluation sera affinée au cours du Plan de Sauvegarde pour tenir compte de l'avancée du dispositif.

Article 8 : Engagements des partenaires

Le syndic s'engage à :

- Inviter et faire participer l'opérateur de suivi animation selon ses demandes ;
- Transmettre à l'équipe d'animation tous les documents nécessaires au bon suivi et au déroulement du Plan de Sauvegarde, notamment ceux relatifs à la situation financière du syndicat et à l'évolution de l'occupation de la copropriété, ainsi que ceux nécessaires au montage des dossiers de demandes de subvention et de demandes de préfinancement des aides ;
- Collaborer en étroite relation avec le coordonnateur du Plan de Sauvegarde et lui communiquer tous les éléments nécessaires au bon déroulement de celui-ci et des travaux ;
- Participer à toutes les commissions inscrites dans le Plan de Sauvegarde ;
- Rendre compte régulièrement des avancées du Plan de Sauvegarde à la copropriété ;
- Ouvrir un compte de travaux et faire apparaître les règlements des copropriétaires dans un sous-compte ainsi que sur leurs appels de charges ;
- Soumettre au vote en assemblée générale toutes décisions nécessaires au bon déroulé du Plan de Sauvegarde (travaux, mise à jour du règlement de copropriété, aide à la gestion, etc.)
- Ne pas utiliser les sommes versées par les copropriétaires au titre des travaux à d'autres destinations ;
- Se conformer aux conditions requises par les partenaires pour pouvoir bénéficier des aides.

Le conseil syndical s'engage à :

- Participer à l'ensemble des commissions du Plan de Sauvegarde ;
- Transmettre tous les éléments nécessaires à l'opérateur de suivi-animation ;

PROJET

- Être force de proposition ;
- Accompagner la copropriété dans la bonne compréhension du Plan de Sauvegarde ;

La Ville de Wittenheim s'engage à opérer une veille des mutations via les DIA qu'elle transmettra à l'opérateur en charge du plan de sauvegarde, à mobiliser les services concernés autour des enjeux de l'hygiène, de la GUSP et des actions sociales.

La Ville de Wittenheim s'engage à missionner un coordonnateur du plan de sauvegarde, lequel sera chargé du respect de la convention et de sa mise en œuvre (articles L.615-2 II et R.615-4 du code de la construction et de l'habitation). Elle s'engage également à missionner un opérateur jusqu'au solde des subventions et à la clôture du compte de préfinancement des subventions publiques.

L'Anah, l'Etat, la Ville, M2A, la Banque des Territoires, la CeA, la CAF et la Région Grand-Est s'engagent à mobiliser leurs financements conformément à leur réglementation en vigueur à la date de dépôt des demandes.

Article 9 : Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur le Plan de Sauvegarde.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.
Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique.
Dans le cadre du Plan de Sauvegarde, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux…) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».
Le logo du ministère chargé du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas

échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs au Plan de Sauvegarde, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition libre de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation du Plan de Sauvegarde s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communication (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

Article 10 : Durée du Plan de Sauvegarde

La durée du Plan de Sauvegarde est de cinq ans.
La présente convention pourra être prolongée de deux années.

Article 11 : Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 12 : Transmission de la convention

La convention de Plan de Sauvegarde signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version pdf.

Fait en huit exemplaires à …….. , le……..

Pour l'Etat
Le Préfet du Haut-Rhin

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace
Le Président

Pour la Caisse des dépôts - Banque des Territoires
Le Directeur territorial

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour la Ville de Wittenheim,
Le Maire

Pour la Caisse d'allocations familiales du Haut-Rhin
Le Président du conseil d'administration

Pour l'Agence Nationale de l'Habitat
Le Vice-président de M2A

Pour Action Logement Services
La Directrice Régionale

Pour la Région Grand-Est
Le président

PROJET

M. le Président : Nous passons à l'habitat-logement. Vincent HAGENBACH sur l'approbation des conventions pour les copropriétés « Forêt 1 et 2 » à Wittenheim et « le Diamant noir » à Mulhouse.

M. HAGENBACH : Merci M. le Président, il s'agit d'une convention qui ne fait que répondre à ce que nous avions validé, il y a quelques semaines, lors du dernier CA, à savoir une participation de l'agglomération, de m2A, aux travaux sur des copropriétés « Forêts 1 et 2 » à Wittenheim et sur « le Diamant noir » à Mulhouse, en appliquant simplement ce qui a été validé et en accordant, vous avez les éléments, des axes sur lesquels nous allons travailler. Et ceci correspond à une aide de 200 000 € pour les deux copropriétés « Forêt 1, Forêt 2 » à Wittenheim, et 40 000 € pour la copropriété « Le Diamant noir ». Et il faut savoir que ces montants sont bien sûr inscrits au PPI.

M. le Président : Merci Vincent. Des questions ? Pas de question ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

74° CONTRAT DE VILLE – AVENANT N°3 DE PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) POUR LES BAILLEURS SOCIAUX (535/7.2/883C)

Depuis 2015, l'abattement de 30 % sur les bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour le parc de logements des bailleurs sociaux situés dans les quartiers prioritaires s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de ville. Un programme d'actions défini en concertation avec les partenaires, Etat, organismes, collectivités locales (commune / EPCI) précise le cadre d'utilisation de cet abattement. Il permet de compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers. Il permet également de développer des actions, dans le cadre des missions d'un organisme HLM, favorisant la cohésion sociale dans les quartiers.

Une convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB d'une durée de trois ans (2016-2018) a été signée entre l'Etat, les bailleurs sociaux et les collectivités le 11 juillet 2016, puis prolongée jusqu'en 2020 par la loi de finances du 29 décembre 2016 (article 47 de la loi n°2016-1918).

La convention a une seconde fois été prorogée jusqu'en 2022 inclus par l'article 118 de la loi de finances n°2019-1479 du 28 décembre 2019 pour 2020, en cohérence avec la prorogation des contrats de ville et de la géographie prioritaire. Le 30 décembre 2021, une nouvelle modification de l'article 1388 bis du code général des impôts par la loi de finances pour 2022 (loi n°2021-1900) proroge jusqu'à 2023 inclus l'utilisation de l'abattement de la TFPB.

Le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a approuvé le 29 février 2016 l'abattement de 30 % de la taxe foncière des propriétés bâties des bailleurs sociaux pour les patrimoines des quartiers prioritaires de la politique de la ville pour une durée de trois ans et approuvé sa prolongation lors des Conseils d'Agglomération du 28 mai 2018 et du 30 septembre 2019.

Pour mémoire, les attendus de cet abattement ont été actés dans des conventions réalisées par quartier et par organisme HLM.

Les actions pour lesquelles un abattement peut être obtenu relèvent :

- du sur-entretien avec pour exemple le renforcement de la maintenance des équipements et amélioration des délais d'intervention (ascenseurs) ;
- de la tranquillité résidentielle : mise en place de caméras ;
- de la concertation sensibilisation des habitants avec pour exemple une campagne de sensibilisation au respect de la propreté ;
- de l'animation, vivre ensemble, lien social avec pour exemples la mise à disposition d'un local pour l'association de locataires, des animations spécifiques sur le fleurissement des balcons ;
- de petits travaux d'entretien avec pour exemple l'optimisation de l'éclairage des parties communes intérieures et extérieures.

Les bailleurs sociaux doivent justifier des moyens financiers supplémentaires engagés pour ces quartiers pour satisfaire à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Cette disposition fiscale portait en 2021 sur 9004 logements sociaux situés en QPV sur le territoire de l'agglomération pour un total de dépenses de 2 102 552 € réalisé par les bailleurs sociaux et un abattement de 1 304 116 € de TFPB non perçue par les collectivités.

TFPB 2021	Bourtzwiller	Coteaux	Péricentre	Drouot-Jonquilles*	Brustlein	Illzach*	Wittenheim	TOTAL
total lgts	1149	2419	3536	1467	54	110	269	9004
total dépense	265 034 €	708 530 €	757 733 €	273 839 €	7 098 €	23 994 €	66 324 €	2 102 552 €
total abattement	136 542 €	449 865 €	468 160 €	203 022 €	6 615 €	12 000 €	27 912 €	1 304 116 €

**le patrimoine de Drouot-Jonquilles est à cheval sur Mulhouse et Illzach*

Les bailleurs sociaux signataires de cette convention et de ses avenants sont : m2A Habitat, Batigère, Domial, 3F Grand-Est, Neolia et Somco.

L'utilisation de cet abattement de la TFPB étant définie dans le cadre du contrat de ville, Mulhouse Alsace Agglomération pilote de ce contrat et les trois communes concernées (Illzach, Mulhouse et Wittenheim) doivent délibérer de manière concordante pour faire évoluer le dispositif.

Ainsi, l'avenant type n°3 proposé concerne la durée de la convention qu'il vous est proposé de porter à huit ans, soit 2016-2023.

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la prolongation d'une année de la durée de validité de l'abattement de 30 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties des bailleurs sociaux situées en quartiers prioritaires de la politique de la ville pour l'année 2023 ;
- approuve le projet d'avenant type ci-annexé ;
- donne mandat à Monsieur le Président ou son représentant à la signature d'un avenant afférent avec chacun des bailleurs concernés et de tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

P.J. : projet d'avenant type n°3

PRÉFET
DU HAUT-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

AVENANT N°3
à la Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville 2016-2022
- XXXX –
Prorogation de la durée de la Convention pour la période 2022-2023

ENTRE :

- **L'Etat,** représenté par Louis LAUGIER, Préfet du Département du Haut-Rhin,

ET

- **La Ville de Mulhouse,** représentée par Michèle LUTZ, Maire,

ET

- **Mulhouse Alsace Agglomération,** représentée par Fabian JORDAN, Président,

ET

- **XXXX,** représenté par XXXX**,** Directeur Général.

Vu la convention signée le 22 août 2016
Vu l'avenant n°1 à la convention signé le 28 septembre 2018
Vu l'avenant n° 2 à la convention signé le 31 décembre 2019
Vu la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022

Préambule

L'article 1388 bis du code général des impôts instaurant un abattement de 30 % sur la taxe foncière a été modifié par l'article 68 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Cet article s'applique aux impositions établies au titre des années fiscales 2016-2023.

Il est convenu ce qui suit :

L'article VII de la convention d'utilisation de l'abattement sur la TFPB signée le 22 août 2016, modifié par les avenants des 28 septembre 2018 et 31 décembre 2019, est modifié comme suit :

La présente convention est établie sur une durée de huit (8) ans (2016/2023). Elle pourra être révisée après accord de tous les signataires, notamment lorsqu'il conviendra de modifier de manière significative la liste des actions entreprises spécifiquement sur le quartier prioritaire.

Les crédits non utilisés afférents à une action non réalisée ou en cours de réalisation, pourront être reportés sur l'exercice de l'année suivante.

Elle pourra également être résiliée à l'initiative de XXXX et ce chaque année, avant le début de l'année fiscale suivante, ce qui engendrera de facto l'impossibilité d'obtention de l'abattement sur la TFPB.

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Mulhouse, le en quatre exemplaires.

Signatures :

L'Etat	**Mulhouse ALsace Agglomération**	**Ville de Mulhouse**	**Xxx (bailleur)**
Louis LAUGIER Préfet du Haut-Rhin	Fabian JORDAN Président	Michèle LUTZ Maire	xxx (nom) XXXX (titre)

M. le Président : Politique de la ville, Vincent toujours.

M. HAGENBACH : Oui, encore une délibération qui n'est qu'une prolongation d'une délibération déjà existante, à savoir valider la convention qui permet une exonération de 30 %, un abattement de 30 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué aux bailleurs sociaux, m2A Habitat, Domial, Néolia, 3F, SOMCO, Batigère, quand ils interviennent sur les quartiers QPV, et ceci pour une durée de 8 ans, complémentaire à ce qui est déjà existant.

M. le Président : Merci Vincent. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 67 + 25 procurations.
Contre (1) : M. PAUVERT.
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.

75° CONTRAT DE VILLE : RAPPORT ANNUEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE COMMUNAUTAIRE 2021 (06/7.10.5/916C)

Dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un Contrat de ville défini à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le Maire et le Président de l'établissement public de coopération intercommunale présentent à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la Collectivité au regard de la Politique de la ville et les actions qu'elle mène sur son territoire. Ce rapport est présenté au sein du Conseil Municipal et du Conseil Communautaire.

Les éléments du rapport font l'objet d'une consultation préalable des Conseils citoyens présents sur le territoire. Le Conseil Municipal et le Conseil Communautaire sont informés du résultat de cette consultation lors de la présentation du rapport.

Le Contrat de ville de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a été signé le 30 juin 2015 pour la période 2015-2020 (prorogé jusqu'à 2023). A Mulhouse, cinq quartiers sont concernés : Bourtzwiller, Coteaux, Péricentre, Brustlein et Drouot.
Pour rappel, les objectifs généraux de la Politique de la ville visent à réduire les écarts de développement entre les territoires, à restaurer l'égalité républicaine dans ces quartiers et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Le rapport 2021 de la mise en œuvre du volet cohésion sociale du Contrat de ville de m2A est présenté en annexe.
Cette nouvelle édition se veut simple et efficace. En effet, l'année 2022 est plus particulièrement investie par l'évaluation du Contrat de Ville.

Pour autant, le soutien financier aux structures est renforcé à l'échelle des quartiers dits prioritaires de Mulhouse, Illzach et Wittenheim.

Le rapport 2021 est volontairement resserré autour de quelques données de cadrage, très synthétique (dans un contexte où s'élabore simultanément le rapport final d'évaluation du Contrat de ville) :

- un nombre d'actions qui reste à un niveau important ;
- une forte mobilisation financière ;
- des enjeux, soutenir la réussite éducative et favoriser le lien social, qui restent majeurs ;
- mais aussi des enjeux autour de la jeunesse et de l'emploi ;
- un nombre toujours important d'acteurs mobilisés.

Le bilan annexé fait donc part des moyens mobilisés à la fois par les quatre collectivités concernées : m2A, Illzach, Mulhouse et Wittenheim, et par l'Etat (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - ANCT). Les crédits sont investis en aides directes aux projets menés dans les quartiers prioritaires sur les différents objectifs visés par le contrat de ville et les enjeux propres à chaque territoire.
A cela s'ajoutent, les crédits de droit commun, la dotation de solidarité urbaine - cohésion sociale, tant des collectivités que des partenaires signataires du Contrat de Ville investis au bénéfice de ces quartiers.

Ainsi, au titre de l'année 2021, le volet cohésion sociale du Contrat de ville a mobilisé un montant de subventions de 3.8 M€ de crédits spécifiques : 2.8 M€ de la part de l'Etat (ANCT) et de 970 931€ de la part des quatre collectivités (dont 99 K€ par m2A au titre de la programmation intercommunale).

En sus des 3.8 M€ mobilisées, des moyens complémentaires ont été alloués :

- pour faire face à la crise qui continue à impacter la vie des habitants en quartiers prioritaires : « Quartier Eté » - 27 actions / 281 300 € (État) et 1 560€ (Ville) ; « Quartier Solidaire Jeune » - 15 actions / 83 300€ (État).
- suite à de nouvelles contractualisations : « Cité éducative » - 42 actions / 442 965€ (État) et 195 577€ (Ville) ; « Cité de l'emploi » - 1 action / 100 000€ (État).

Grace à ces crédits, 282 actions ont été soutenues au profit des habitants et habitantes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (tous dispositifs confondus) portés par 83 acteurs différents.

Conformément aux obligations légales ce rapport a été transmis aux trois villes concernées qui délibéreront respectivement au sein de leur CM. L'avis des conseils citoyens est en outre annexé au présent rapport.

Après en avoir délibéré, le conseil d'agglomération prend acte du rapport 2021 pour la Politique de la ville communautaire.

P.J. : (2)
- Rapport annuel 2021 du Contrat Unique pour la politique de la ville Communautaire.
- Avis des conseils citoyens

RAPPORT ANNUEL 2021 POLITIQUE DE LA VILLE #m2A

Cette nouvelle édition du Rapport sur la Politique de la ville de Mulhouse Alsace Agglomération portant sur l'année 2021 se veut simple et efficace. En effet, l'année 2022 est bien occupée par la réalisation de l'évaluation du contrat de ville 2015-2020, prorogé jusqu'à fin 2023.

Pour autant nous poursuivons et avons même renforcé notre soutien financier aux structures qui œuvrent sur notre territoire à l'échelle des quartiers dits prioritaires de Mulhouse, Illzach et Wittenheim. Le rapport 2021 s'en fait l'écho. Les crédits m2A alloués aux actions visant à renforcer le lien social, à favoriser l'insertion par l'économique ou encore à booster la réussite éducative ambitionnent d'amortir les effets des multiples crises, particulièrement ressenties par les habitants des quartiers populaires.

Enfin, une priorité ressort avec force, de manière transversale entre communes et agglomération, la thématique santé/bien-être. Dans un contexte post-Covid tendu et des plus incertain, le besoin de respiration et d'équilibre, en clair se reconnecter aux autres et à la nature, est devenu central pour les résidents des quartiers prioritaires. Ainsi bon nombre d'actions concourent à la qualité de vie au quotidien, comme autant de bouffées d'oxygène dans un contexte étouffant et socialement dégradé. C'est aussi la contribution qu'essaie d'apporter la Politique de la ville de l'agglomération.

Bonne lecture instructive.

Fabian Jordan
Président de Mulhouse Alsace Agglomération

Loïc Minery
Vice-président de m2A
délégué à la cohésion sociale
et à la politique de la ville
Conseiller municipal de Mulhouse

Préambule

Le Contrat de ville de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a été signé le 30 juin 2015 pour la période 2015-2020, prorogé jusqu'à fin 2023.

La circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014, relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération, et la circulaire du 15 octobre 2014, relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, en rappellent les principes structurants :

- un contrat unique intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques,
- un contrat piloté à l'échelle intercommunale et mobilisant l'ensemble des partenaires concernés,
- un contrat mobilisant prioritairement le droit commun de l'État et des collectivités territoriales
- et un contrat s'inscrivant dans un processus de co-construction avec les habitants.

L'arrêté n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a retenu, selon un critère unique de taux de pauvreté, les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Au titre de cette nouvelle géographie prioritaire, l'État a retenu 6 quartiers sur le territoire de m2A, concernant 1 habitant de l'agglomération sur 5 quartiers répartis sur 3 communes :

- les quartiers Bourtzwiller, les Coteaux, Péricentre et Brustlein à Mulhouse,
- le quartier Drouot-Jonquilles à Mulhouse et Illzach
- et le quartier Markstein-La Forêt à Wittenheim

Parmi ces quartiers, trois ont été retenus au titre d'un Projet de Renouvellement Urbain d'intérêt national. Il s'agit des quartiers Péricentre, Drouot-Jonquilles et Coteaux.

D'autres bénéficient de projets d'intérêt régional ou de crédits mobilisés au titre du Programme de Renouvellement Urbain mené antérieurement (finalisation des actions).

L'article L1111-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit que dans les établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un contrat de ville défini à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la Politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le présent rapport porte sur l'année 2021.

Le rapport 2021 est volontairement resserré autour de quelques données de cadrage, et donc synthétique, dans un contexte où s'élabore simultanément le rapport d'évaluation finale du contrat de ville.

Il est le fruit d'un travail en étroite collaboration entre m2A, les communes, le Pôle Politique de la ville, la Sous-préfecture de Mulhouse, l'AURM (Agence d'urbanisme de la région mulhousienne) et l'ORIV (Observatoire régional de l'intégration et de la ville). L'ORIV, centre de ressources Politique de la ville dans le Grand Est, a animé et coordonné les travaux ainsi que la rédaction.

La rédaction de ce rapport annuel a bénéficié de l'accompagnement de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville, centre de ressources Politique de la ville de la Région Grand Est.

Sommaire

Préambule 4

01. Synthèse générale 7

02. Éléments socio-démographiques 8

03. Synthèse des actions et des moyens financiers par territoire 11
- Actions « Tous quartiers » de m2A 12
- Actions sur le QPV Jonquilles à Illzach 13
- Actions sur le QPV Markstein-La Fôret à Wittenheim 14
- Actions sur les QPV de Mulhouse 15

04. Habitat, cadre de vie et renouvellement urbain 18

05. Gouvernance du Contrat de ville m2A 24
- Réunions politiques 24
- Réunions techniques 25
- Ingénierie 25

06. Conseils citoyens 26
- À Illzach... 27
- À Mulhouse... 28
- À Wittenheim... 30

07. Utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU-CS) 32
- À Illzach... 33
- À Wittenheim... 33
- À Mulhouse... 34

08. Synthèse globale 36





01

Synthèse générale



Un nombre d'actions qui reste à un niveau important

282 actions

financées en 2021,
dont **122 nouvelles actions**.



Une forte mobilisation financière

3 818 896 €

de financements publics,
dont **2 847 965 € de l'État**.

Des subventions en baisse par rapport à 2020, qui a constitué une année « exceptionnelle » du fait de la crise sanitaire. Pour autant les moyens restent à un niveau élevé du fait de ressources complémentaires maintenues en 2021, dans un contexte où les acteurs sont conscients des impacts sociaux de la crise sanitaire.

1. Les actions jeunesse comprennent les crédits mobilisés au titre du dispositif Ville Vie Vacances.



Soutenir la réussite éducative et favoriser le lien social restent des enjeux majeurs.

Un maintien à un niveau élevé des actions visant :

- **le maintien du lien social** (31% des actions), mais des actions qui continuent à mobiliser un faible montant de crédits : 19%.
- **le renforcement de la réussite éducative** et favorisant la continuité éducative (31% des actions menées) mobilisant 41% des sommes allouées.

Dans une moindre mesure la jeunesse et l'emploi

12% des actions en direction de la jeunesse[1] (pour 17% des montants mobilisés) et 11% des actions en faveur de l'emploi et du développement économique (avec 14% des financements).

Un nombre toujours important d'acteurs mobilisés :

83 porteurs de projets différents.





02

Éléments socio-démographiques

L'analyse des évolutions socio-démographiques et économiques à l'échelle des quartiers prioritaires de la Politique de la ville, comme d'autres territoires, nécessite une prise en compte dans le long terme.

L'analyse des données disponibles, parfois depuis 2012, permet de faire apparaître plusieurs périodes qui ont rythmé la vie du territoire, mais qui se traduisent différemment selon que sont considérés des indicateurs de niveau de vie, des indicateurs liés à l'emploi ou des indicateurs socio-économiques de vulnérabilité.

Concernant le niveau de vie, et son évolution au sein des quartiers Politique de la ville, il est possible de distinguer deux périodes.

- La première va de 2012 à 2016. Ce sont des années qui font suite à la crise financière de 2008. La reprise débute fin 2015 en France, mais il faut attendre 2016 pour qu'elle se fasse sentir réellement.
- Pendant cette période, seuls deux indicateurs sont positifs : l'évolution de la part des revenus d'activité dans les revenus déclarés et le revenu médian. Mais la part des ménages imposés baisse, de même que le revenu du 1er quartile et ce alors que le taux de pauvreté augmente dans les quartiers. Autrement dit, la situation s'améliore pour une partie de la population, mais la situation des plus pauvres tend à se dégrader. Les quartiers prioritaires de la Politique de la ville sont plus particulièrement touchés. Parmi ceux-ci, le quartier des Coteaux, est le plus concerné.
- La seconde période va de 2016, année de reprise économique donc, à 2019[2]. Sur cette période, tous les indicateurs passent au vert, les quartiers voient leur situation s'améliorer comme le reste du territoire. C'est tout particulièrement le cas des quartiers de Bourtzwiller, de Markstein-La forêt et dans une moindre mesure du quartier Péricentre.

2. Données les plus récentes disponibles.



Concernant l'emploi, deux périodes peuvent être prises en compte en termes d'évolution. Les années 2015 à 2019 sont des périodes de reprise économique alors qu'à compter de 2020 les impacts de la crise sanitaire se font sentir.

- Pendant la période 2015/2019, le nombre de demandeurs d'emploi tend à baisser, sauf dans les quartiers Coteaux et Bourtzwiller. Mais, dans le même temps, les données font apparaître une diminution de la part de la population en emploi et la précarité au travail augmente dans la moitié des quartiers.
- Entre 2019 et 2020, le quartier Brustlein continue de voir le nombre de demandeurs d'emploi baisser, alors qu'il augmente très fortement dans les quartiers Bourtzwiller, Coteaux et Markstein-La forêt. Mais, globalement, la première année de crise sanitaire (2020) ne voit pas une explosion du chômage.
- La part des personnes en emploi augmente même dans les quartiers Coteaux, Drouot-Jonquilles et Brustlein[3]. Par contre, la précarité se généralise. Tous les quartiers sont concernés par cette croissance des emplois précaires, sauf Drouot-Jonquilles.
- Sur l'ensemble de la période 2015/2020, il n'y a que le quartier Drouot-Jonquilles qui voit une amélioration de sa situation. Le quartier Brustlein connaît quant à lui une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi.

3. De nombreux habitants de QPV ont travaillé pendant la crise sanitaire faisant partie des emplois de première ligne.

La prise en compte de quelques **indicateurs socio-économiques traduisant les vulnérabilités sociales** fait état globalement de fragilités qui ont tendance à se stabiliser. On peut émettre l'hypothèse que les moyens spécifiques et renforcés pendant la crise sanitaire ont joué un rôle de bouclier face aux risques sociaux.

Les données permettent de retenir trois enseignements :

- le nombre de familles monoparentales parmi les allocataires CAF se stabilise et leur part dans le total des allocataires diminue dans tous les quartiers, sauf Brustlein où elle croit très faiblement.
- La part des jeunes 16-25 ans non scolarisés et sans emploi recule dans tous les quartiers entre 2019 et 2021.
- La part des allocataires de la CAF bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active socle tend à reculer, sauf dans le quartier Bourtzwiller où elle augmente très fortement et dans le quartier Markstein-La Forêt où elle augmente très légèrement.





Évolution de la situation socio-économique des quartiers de la Politique de la ville de m2A

		Coteaux	Bourtzwiller	Péricentre	Drouot-Jonquilles	Brustlein	Markstein
Niveau de vie Période 2012/2016 suite crise 2008	Évolution de la part des revenus d'activité 2012-2016						
	Évolution de la part des ménages imposés 2012-2016						
	Évolution du taux de pauvreté 2012-2016						
	Évolution du revenu 1er quartile						
	Évolution des revenus médians 2012-2016						
Niveau de vie Période 2016/2019 reprise	Évolution de la part des revenus d'a vité 2016-2019						
	Évolution de la part des ménages imposés 2016-2019						
	Évolution du taux de pauvreté 2016-2019						
	Évolution du revenu 1er quartile						
	Évolution des revenus médians 2016-2019						
Emploi Période de reprise	Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre 2015 et 2019						
	Évolution de la part des personnes en emploi entre 2017 et 2019						
	Évolution des emplois précaires entre 2017 et 2019						
Emploi Première année de Covid	Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre 2019 et 2020						
	Évolution de la part des personnes en emploi entre 2019 et 2020						
	Évolution des emplois précaires entre 2019 et 2020						
Autres indicateurs socio-économiques	Évolution des famille monoparentales parmi les allocataires 2015-2020						
	Évolution des allocataires CAF avec RSA socle						
	Évolution de la part des 15-24 ans non scolarisés et sans emploi 2019-2021						
	Évolution du nb. de bénéficiaires de la CMU 2016-2019						

Témoigne d'une situation qui s'est significativement dégradée
Témoigne d'une situation qui s'est dégradée
Témoigne d'une situation qui s'est améliorée
Témoigne d'une situation qui s'est significativement améliorée



03

Synthèse des actions et des moyens financiers par territoire

Les données financières ont été calculées sur la base des crédits Politique de la ville attribués par m2A, les communes d'Illzach, de Wittenheim et de Mulhouse, ainsi que les crédits Politique de la ville du « BOP[4] 147 » de l'État (y compris les crédits Ville Vie Vacances). Les moyens alloués au titre de la Cité éducative (quartier des Coteaux), de la Cité de l'emploi et des dispositifs « Quartiers d'été », « Quartiers d'automne » et « Quartiers Solidaires Jeunes » ont également été pris en compte dans le cadre de cette analyse.

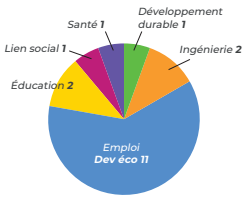
4. Budget opérationnel de programme

Les crédits de la Politique de la ville étant par nature des crédits spécifiques complémentaires, d'autres moyens ont été mobilisés de la part d'autres financeurs sur les actions 2021, pour autant il n'est pas possible dans ce document de les intégrer.

De la même manière, d'autres actions que celles entrant dans le cadre de la programmation annuelle sont également menées sur les territoires prioritaires, sans forcément émarger au dispositif Contrat de ville.



ACTIONS DANS LES QVP DE m2A



Nombre de projets par axe

Les 18 actions menées à l'échelle de m2A et cofinancées par l'agglomération relèvent, comme les années précédentes, des compétences de la collectivité à savoir :

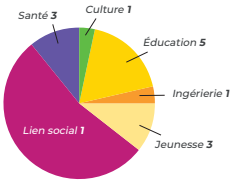
- en premier lieu l'emploi et le développement économique,
- et en second lieu l'éducation.

Les montants mobilisés sont en hausse, notamment du fait de la labellisation de la Cité de l'Emploi.

Domaines	Nb. de projets	Total des moyens financiers (en €)	% des moyens financiers par axe	Dont financement État (en €)	Dont financement m2A (en €)
Développement Durable	1	5 000 €	1,6	0 €	5 000 €
Éducation	2	29 000 €	9,3	24 500 €	4 500 €
Emploi et développement économique	11	222 150 €	71,0	161 200 €	60 950 €
Ingénierie	2	38 250 €	12,2	16 000 €	22 250 €
Lien social	1	16 000 €	5,1	12 000 €	4 000 €
Santé	1	2 400 €	0,8	0 €	2 400 €
TOTAL	**18**	**312 800 €**	**100**	**213 700 €**	**99 100 €**



ACTIONS SUR LE QPV JONQUILLES À ILLZACH



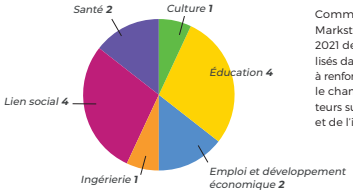
Nombre de projets par axe

La partie du QPV Drouot-Jonquilles sur la commune d'Illzach mobilise 285 830€ pour 28 actions. La majorité des actions relève du lien social (48,5% des sommes mobilisées). Le nombre d'actions est quasiment identique à celui de 2020. Le choix a été également mis en faveur des actions dans le domaine de l'éducation (5 actions et 37 % des financements).

Domaine	Nb. de projets	Total des moyens financiers (en €)	% des moyens financiers par axe	Dont financement État (en €)	Dont financement Ville d'Illzach (en €)
Culture	1	3 325 €	1,2	0 €	3 325 €
Éducation	5	104 660 €	36,6	55 000 €	49 660 €
Ingénierie	1	4 140 €	1,4	2 000 €	2 140 €
Jeunesse	3	14 045 €	4,9	5 000 €	9 045 €
Lien social	15	138 560 €	48,5	56 800 €	81 760 €
Santé	3	21 100 €	7,4	8 000 €	13 100 €
Total général	**28**	**285 830 €**	**100**	**126 800 €**	**159 030 €**



ACTIONS SUR LE QPV MARKSTEIN-LA FÔRET À WITTENHEIM



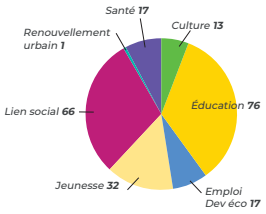
Nombre de projets par axe

Comme en 2020, les habitants du QPV Markstein-La Forêt, ont pu bénéficier en 2021 de 14 actions. 124 249€ ont été mobilisés dans ce cadre. Il s'agit d'actions visant à renforcer le lien social ou intervenant dans le champ éducatif. L'engagement des acteurs sur ce territoire en faveur de l'emploi et de l'insertion s'est poursuivi.

Domaine	Nb. de projets	Total des moyens financiers (en €)	% des moyens financiers par axe	Dont financement État (en €)	Dont financement Ville de Wittenheim (en €)
Culture	1	2 000 €	1,6	1 000 €	1 000 €
Éducation	4	59 610 €	48	23 000 €	36 610 €
Emploi et développement économique	2	22 749 €	18,3	17 000 €	5 749 €
Ingénierie	1	3 400 €	2,7	1 400 €	2 000 €
Lien social	4	24 490 €	19,7	17 090 €	7 400 €
Santé	2	12 000 €	9,7	7 000 €	5 000 €
TOTAL GÉNÉRAL	**14**	**124 249 €**	**100**	**66 490 €**	**57 759 €**



ACTIONS SUR LES QPV DE MULHOUSE



Nombre de projets par axe

Comme les années précédentes, les trois thématiques qui ont donné lieu au plus grand nombre d'actions sont, par ordre décroissant : l'éducation (76 actions et 44 % des crédits), le lien social (66 actions et 18 % des crédits) et la jeunesse (32 actions et 21 % des crédits).

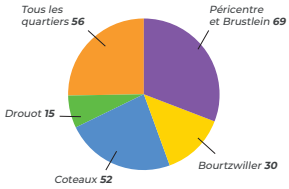
Au total, ce sont 222 actions qui ont été menées, à hauteur de 3 096 017€. Ce nombre est en baisse par rapport à 2020, année exceptionnelle dans le contexte de la crise sanitaire.

Domaine	Nb. de projets	Total des moyens financiers (en €)	% des moyens financiers par axe	Dont financement État en €)	Dont financement Ville de Mulhouse Politique de la ville (en €)	Dont financement Ville de Mulhouse Education (en €)
Culture	13	68 060 €	2,2	58 860 €	9 200 €	0 €
Éducation	76	1 364 607 €	44,1	1 115 465 €	8 500 €	240 642 €
Emploi et développement économique	17	299 600 €	9,7	250 800 €	48 800 €	0 €
Jeunesse	32	640 350 €	20,7	482 350 €	158 000 €	0 €
Lien social	66	551 900 €	17,8	394 000 €	157 900 €	0€
Renouvellement urbain	1	30 000 €	1,0	15 000 €	15 000 €	0 €
Santé	17	141 500 €	4,6	124 500 €	17 000 €	0 €
Total général	**222**	**3 096 017 €**	**100**	**2 440 975 €**	**414 400 €**	**240 642 €**

La santé et l'emploi, sont les deux domaines, qui ont connu une mobilisation forte en 2021 (accroissement des actions).



La répartition des financements et des actions sur le territoire mulhousien (entre les quartiers) reste globalement identique à celle de 2020. Assez logiquement, au regard de la taille du quartier Péricentre et Brustlein, c'est le quartier qui compte le plus d'actions.



Nombre de projets par axe

Quartiers	Nb. de projets	Total des moyens financiers (en €)	% des moyens financiers par quartier	Dont financement État (en €)	Dont financement Ville de Mulhouse (en €)
Péricentre et Brustlein	69	631 650 €	20,4	452 250 €	179 400 €
Bourtzwiller	30	339 160 €	11	252 660 €	86 500 €
Coteaux	52	815 142 €	26,3	561 465 €	253 677 €
Drouot	15	109 600 €	3,5	78 500 €	31 100 €
Tous quartiers	56	1 200 465 €	38,8	1 096 100 €	104 365 €
Total général	**222**	**3 096 017 €**	**100**	**2 440 975 €**	**655 042 €**







04

Habitat, cadre de vie et renouvellement urbain

FOCUS

sur le renouvellement urbain

Trois quartiers à l'échelle de m2A sont concernés par un Projet de Renouvellement Urbain d'intérêt national. Il s'agit des quartiers Péricentre, Drouot-Jonquilles (en fait plus particulièrement la partie Drouot, sur le territoire de Mulhouse) et Coteaux.

La convention du nouveau Programme National de Renouvellement Urbain signée en décembre 2020 est entrée dans une phase plus opérationnelle au cours de l'année 2021.

Elle se décline différemment selon les quartiers.

À **Drouot**, on assiste à la fin des opérations de relogement des habitants et aux premières démolitions du Nouveau Drouot, côté rue de la Navigation. Par ailleurs l'année 2021 a vu l'achèvement de l'opération de réhabilitation/résidentialisation de l'immeuble des Œillets à Illzach, propriété de Néolia.

Au cours de l'année, ont également été lancées les études pour la restructuration de la Place Hauger (incluant des phases successives de concertation).

Enfin concernant l'opération de réhabilitation / résidentialisation de l'Ancien Drouot, trois équipes ont été retenues. Le dialogue se poursuit pour désigner le lauréat courant 2022.

Aux **Coteaux**, le relogement des habitants de la barre Verne et des tours Dumas se poursuit. Sur la copropriété Peupliers Nations, qui doit être recyclée, les acquisitions amiables avancent et cela, dans le cadre de la convention provisoire avec CDC Habitat.

Au niveau des prochains chantiers, deux concertations ont été lancées :

- Premières réunions d'information des habitants sur les nouvelles écoles, dont les marchés de maîtrise d'œuvre ont été attribués en cours d'année.
- Étude et concertations en cours sur les opérations de résidentialisation des dalles de parkings du bailleur 3F Grand Est : les solutions d'aménagement envisagées sont ambitieuses et transformeront radicalement et qualitativement ces espaces délaissés.

Enfin l'étude Ruelle a fait l'objet d'une mise à jour.

Sur **Péricentre**, les premières concertations, avec les habitants et/ou propriétaires des secteurs concernés par l'OPAH/ORI (Opération de Restauration Immobilière) sur Fonderie ont démarré. Elles ont donné lieu à des réunions publiques, organisées par Citivia (titulaire de la concession) avec la participation de la Ville de Mulhouse. C'est également le cas pour les programmes d'aménagements financés dans le cadre du NPNRU (avenue Briand sans voiture, aménagement des espaces publics de Fonderie, et du Village industriel Fonderie).

Par ailleurs, la mise en œuvre du permis de louer[6] sur le secteur Mertzau/Marseillaise/Colmar s'est déployée en 2021 comme en 2020.

Le projet ANRU+ « Briand » s'est également poursuivi en 2021, avec un écosystème d'acteurs mobilisés autour de projets collectifs pour réinvestir des lieux emblématiques de l'avenue Briand.

Au-delà des opérations mises en œuvre dans le cadre du NPNRU, des démarches sont financées dans le cadre de projets de renouvellement urbain d'intérêt régional ou de crédits mobilisés au titre du Programme de Rénovation Urbaine (PRU) mené antérieurement. Il s'agit de finaliser les programmes démarrés précédemment.

En 2021, sur Wittenheim, le relogement des habitants de la barre Vieil Armand a été achevé. Par ailleurs, les travaux de chauffage sur les copropriétés La Forêt se sont poursuivis.

6. Le permis de louer est un dispositif issu de la loi Alur qui vise à lutter contre le mal-logement en permettant aux communes d'appliquer des mesures de contrôle des biens mis en location.



Pour rappel, le Programme de Renouvellement Urbain en cours sur m2A retenu comprend :

- La démolition de 730 logements locatifs sociaux ainsi que 175 en copropriété. Les logements sociaux seront reconstitués à hauteur de 664 logements.
- La réhabilitation de 1474 logements locatifs sociaux (dont 1324 BBC) et 120 logements dégradés du parc privé.
- La résidentialisation de 2188 logements.
- Une intervention sur des équipements publics de proximité : à savoir 4 groupes scolaires (3 neufs et un réhabilité) sur les quartiers des Coteaux et Jonquilles et la construction d'un gymnase aux Coteaux.
- Des interventions sur de l'immobilier à vocation économique : intervention sur 6 locaux, 2 locaux portés par m2A Habitat sur le quartier Drouot, 3 locaux portés par la Ville de Mulhouse dans le cadre du projet ANRU + (quartier Briand) et un porté par m2A sur le quartier de la Fonderie.
- Un ensemble d'opérations d'aménagement portant sur les voiries et les espaces publics :
  - Drouot : aménagement des espaces publics de l'ancien Drouot avec notamment la restructuration de la place Hauger, les connexions viaires au Sud et l'aménagement de futurs espaces publics sur le nouveau Drouot après démolition.
  - Jonquilles : restructuration de la rue des Jonquilles.
  - Péricentre – Fonderie : aménagement des espaces publics du Village industriel de la Fonderie, réhabilitation des espaces publics et voies du quartier, création d'un mail piéton reliant la faculté au square Jacquet.
  - Péricentre – Briand : aménagement de l'avenue Aristide Briand
  - Coteaux : bouclage des voiries en impasse et création de nouveaux espaces publics à vocation sportive.



FOCUS

sur les conventions d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

Cette convention est obligatoire dans les QPV qui bénéficient d'un Contrat de ville. Cela permet aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un abattement de 30 % de la TFPB. En contrepartie, ils s'engagent à mener des actions pour améliorer la qualité de service et à réaliser des actions spécifiques sur leur patrimoine en QPV.

Cette convention est d'une durée de 7 ans (2016-2022) signée entre les bailleurs, l'État, les Villes (Illzach, Mulhouse et Wittenheim) et m2A. Les bailleurs signataires sont m2A Habitat, groupe 3F, SOMCO, Néolia, Domial et Batigère. Cela concerne un peu plus de 9 000 logements pour un montant d'abattement estimé à 1 300 000 € par an.

Répartition par quartiers du nombre de logements et de l'abattement

Quartiers	Dépenses 2021 par les bailleurs	Nb. de logements concernés par l'abattement
Brustlein	7 098 €	54
Bourtzwiller	265 034 €	1149
Coteaux	708 530 €	2419
Péricentre	757 733 €	3536
Drouot-Jonquilles	297 833 €	1577
Markstein-La Forêt	66 324 €	269
TOTAL	**2 102 552 €**	**9 004**

Au titre de l'année 2021, ce sont 2 102 552 € que les bailleurs ont mobilisé pour mener des travaux ou assurer des interventions spécifiques, soit une enveloppe en augmentation de 15 % sur les moyens mobilisés en 2020.

La convention précise les axes d'intervention qui peuvent donner lieu à intervention :

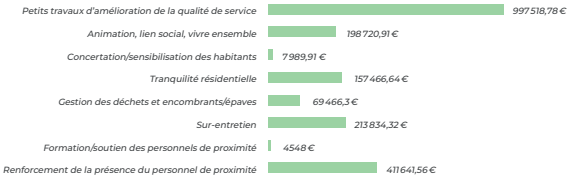
- le renforcement de la présence du personnel de proximité,
- la formation/soutien des personnels de proximité,
- le sur-entretien,
- la gestion des déchets et encombrants/épaves,
- la tranquillité résidentielle,
- la concertation/sensibilisation des habitants,
- l'animation, le lien social, le vivre ensemble
- et de petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

En 2021 et comme l'année précédente, mais de manière encore plus forte, l'intervention des bailleurs relève en premier lieu de petits travaux d'amélioration de la qualité de service (47 % de l'enveloppe).

La part des moyens mobilisés pour le renforcement du personnel de proximité a légèrement augmenté et reste le second volet pris en charge dans le cadre de ces enveloppes (19,6 %).

Les dépenses en faveur du sur-entretien (10,2 %) ou encore de la tranquillité résidentielle (7,5 %) sont en baisse. Les actions visant l'animation, le lien social et le vivre ensemble sont également en baisse (9,4 %). Les domaines d'intervention les moins investis sont la concertation (0,4 %) et la formation du personnel (0,2 %).

Répartition dépense globale par axe de la TFPB 2021









05

Gouvernance du Contrat de ville m2A

En 2021, les instances de gouvernance du Contrat de ville m2A se sont organisées comme suit :

RÉUNIONS POLITIQUES

Coordination politique « Politique de la ville »

Cette coordination est présidée par le Vice-président à la Politique de la ville de m2A. En 2021, elle s'est réunie, tous les deux mois, en présence des adjoints Politique de la ville des trois communes, des services techniques de ces communes et de l'État.

Elle a pour objet :

- la validation politique de la programmation annuelle de l'appel à initiatives Politique de la ville, du rapport annuel Politique de la ville et la méthodologie de l'évaluation du Contrat de ville, le partage des actualités liées au Contrat de ville, suivi des problématiques rencontrées et des actions menées dans les quartiers,
- et le suivi du déploiement de la Cité de l'Emploi.



RÉUNIONS TECHNIQUES

Comité Technique Inter-partenaires (CTI)

Ce comité constitué des techniciens de la Politique de la ville des communes et de l'État se réunit à chaque phase de programmation pour examiner les projets présentés, soit une à trois réunions par an pour chacune des collectivités (Villes et m2A). Ce comité est précédé de réunions d'instructions internes aux services de l'État et aux services des Collectivités.

Équipe projet du Contrat de ville m2A

Elle se réunit tous les deux mois et comprend les techniciens de la Politique de la ville des communes et de l'État, l'ORIV ainsi que l'AURM.

Elle a pour objet le partage d'informations sur les actualités liées au Contrat de ville (nouveaux appels à projets, plan de relance…), le suivi de l'évaluation du Contrat de ville et de la rédaction du rapport annuel et la préparation de la coordination politique m2A.

INGÉNIERIE

Pour assurer le fonctionnement du Contrat de ville, des moyens humains sont mobilisés.

Certains font l'objet d'un financement dédié, à savoir :

- l'animation des Conseils citoyens sur les quartiers prioritaires d'Illzach et de Wittenheim,
- l'accompagnement de porteurs de projets afin de faciliter l'émergence d'initiatives d'habitants et d'associations de quartier,
- l'ingénierie de m2A (cofinancement par l'État d'un poste de chef de projet Politique de la ville)
- ainsi que la mission d'accompagnement de l'ORIV dans le cadre de l'élaboration du rapport annuel.

Le financement mobilisé pour ces actions d'ingénierie en 2021 s'élève à 45 790 €, dont :

- 19 400 € de l'État (Conseils citoyens Illzach : 2 000 € et Wittenheim : 1 400 € et ingénierie m2A : 16 000 €)
- 2 140 € de la Ville d'Illzach
- 2 000 € de la Ville de Wittenheim
- 22 250 € de m2A.

On peut y ajouter le coût des postes liés au fonctionnement du Programme de Réussite Educative (PRE) qui mobilise 140 511€ au niveau de la Ville de Mulhouse et 119 000 € au niveau de l'État, soit un montant de 259 511€.





06

Conseils citoyens

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose la co-construction avec les habitants comme principe fondateur et axe d'intervention majeur de la Politique de la ville. La loi a rendu obligatoire la création de Conseils citoyens dans chaque quartier prioritaire de la ville. Ce collectif d'habitants et d'acteurs du quartier (associations, commerçants, professions libérales…) vise la participation directe et active de l'ensemble des acteurs des quartiers prioritaires.

Cet objectif a, de fait, été rendu difficile dans le contexte sanitaire lié à la covid-19 en 2020 (confinement, réduction des déplacements et limitation des réunions en groupe). Cette situation a entrainé une forte baisse de mobilisation, qui a continué à avoir des impacts en 2021.



À ILLZACH…

Le Conseil citoyen a repris son fonctionnement antérieur à la crise sanitaire avec 10 réunions organisées en 2021 et une forte activité entre les membres (en dehors de ces réunions) par échanges de mails et via WhatsApp. Fin 2021, il était composé de 15 personnes, dont 6 femmes et 9 hommes. Les membres actifs se sont par ailleurs impliqués dans la recherche de nouveaux conseillers.

Le centre social « Fil d'Ariane » a continué à assurer l'accompagnement et l'animation du groupe.

Dans un souci de cohésion de groupe, après la période de crise sanitaire et l'évolution du Conseil, a été organisé un week-end de consolidation du groupe (27 et 28 novembre 2021). Il a consisté en la réalisation de jeux citoyens et a permis de découvrir des méthodes participatives afin de mieux connaitre les acteurs du Contrat de ville, le rôle d'un Conseil citoyen et les étapes essentielles pour le montage d'un projet.

Au titre des actions mises en place, les conseillers citoyens ont travaillé sur une meilleure visibilité auprès des autres habitants par la promotion et la distribution d'une plaquette du Conseil citoyen lors de la fête de l'hiver organisée par le centre social. Ils ont participé à la journée citoyenne d'Illzach, le samedi 25 septembre 2021.

Dans le domaine du cadre de vie, ils ont tenu un stand sur la sensibilisation au tri des déchets sous forme de jeu durant la fête de l'hiver (17 décembre 2021). Ils ont également organisé une rencontre, le 15 septembre 2021, avec les bailleurs, en présence de l'élue en charge de la Politique de la ville et de l'ORIV, afin d'aborder la gestion urbaine de proximité et d'améliorer les informations entre bailleurs et habitants.

Pour faire le lien avec la Ville, une rencontre a eu lieu avec le maire, les adjoints, les bailleurs en mairie le 22 janvier 2021 afin de faire le point sur les actions QPV.

Enfin, ils ont répondu favorablement à l'invitation du Conseil citoyen de Cernay. Cette réunion, qui a eu lieu le 4 décembre 2021, a permis d'échanger sur leur fonctionnement, leurs actions passées et à venir.

À MULHOUSE…

En raison de la crise sanitaire, seuls 2 des 6 Conseils citoyens mulhousiens, « Briand-Brustlein » et « Côté Véranda », ont maintenu leur fonctionnement en 2021.

Comme en 2020, ces 2 Conseils du secteur Péricentre ont su s'adapter aux contraintes de la crise en se réunissant en visio-conférence lorsque le présentiel n'était pas autorisé.

Le Conseil « Côté Véranda » (qui regroupe le Conseil citoyen « Mulhouse 7 Quartiers » et le Conseil Participatif D8) s'est réuni 10 fois et s'est vu à deux autres occasions.

Il a notamment travaillé sur :

- une reprise active de la commission « cadre de vie » du Conseil, qui a permis d'intégrer de nouveaux conseillers et de donner une place autonome aux conseillers qui la pilotent et l'animent. Ils sont accompagnés depuis mi 2021 par le médiateur « Citoyenneté » du secteur, voire le référent territorial Prévention-Sécurité sur les problématiques de tranquillité publique. Le Conseil a également travaillé sur la sécurisation de voiries (financement avec des crédits participatifs votés par le Conseil), les diagnostics en marchant, les rencontres sur la tranquillité publique et incivilités (notamment copropriété Diamant Noir)…
- L'implication dans la décoration saisonnière et le fonctionnement du local citoyen partagé « Côté Véranda » : le Conseil reçoit les nouvelles associations désireuses d'utiliser le local et décide, en fonction du projet présenté, d'accorder ou non un créneau (accueil en 2021 de 3 nouvelles associations : De bon cœur, Collectif Hum'un, CSC Wagner).
- La participation au vernissage de l'exposition photo permanente d'Anne Immelé sur les vitrines de Côté Véranda (le 2/07), le choix de la photo pour l'invitation et l'occasion d'organiser un dîner convivial avant l'été. Dans cette perspective, le Conseil a décidé de l'achat de grilles d'exposition.
- La mobilisation sur la journée citoyenne et sans voiture (19/09).

Par ailleurs, les conseillers ont assuré le suivi d'informations et des projets du quartier, dont notamment le projet nature à Neppert et l'inauguration de la Promenade des 4 saisons (le 7/07), sachant que le Conseil avait suivi les travaux d'aménagement et participé au choix du nom en 2020. Ils se sont également impliqués dans le suivi d'un projet initié par des jeunes du quartier Franklin sur l'aménagement des abords du plateau sportif Erbland, avec les services et élus de la Ville concernés, les jeunes et le CSC Papin.



Le Conseil citoyen Briand-Brustlein s'est réuni à 10 reprises et a organisé un temps convivial de fin d'année.

Les membres du Conseil citoyen se sont engagés dans les démarches de réflexion suivantes :

- Le suivi et la mise en œuvre de son propre appel à projets « Il faut tout un quartier pour éduquer » ainsi que du projet Briand (ANRU+).
- L'implication dans l'utilisation et le fonctionnement du local citoyen partagé « Le 88 », dont la participation à la rédaction d'une Convention de mise à disposition et d'un Règlement intérieur, l'instruction des nouvelles demandes d'occupation du local (l'Association Sinclair, Alsace Active et Tuba, APSM et La Petite Manchester ont rejoint le local en 2021) et le lancement de la participation à la définition d'une nouvelle signalétique du local en lien avec le service Communication de la Ville.
- Un travail de réflexion/action sur l'occupation problématique de l'espace public (principalement les trottoirs de l'avenue Briand) par des groupes masculins : réalisation d'un diagnostic, éléments d'analyse fournis par l'ORIV, pistes d'actions travaillées collectivement avec des services Ville et acteurs du quartier.



Dans un souci de visibilité, les membres ont mené les actions suivantes :

- La mise en place de petits déjeuners au « 88 », le samedi matin, afin de faire connaître le Conseil et le local citoyen aux habitants du quartier.
- L'organisation d'un forum (24/09), le « Forum du 88 », pour présenter aux habitants les activités et acteurs présents au « 88 » Briand.
- Une implication dans des manifestations du quartier : fête de quartier, saison Briand…
- L'amorce d'un rapprochement progressif avec le Conseil Participatif Manufactures.

Concernant le fonctionnement du Contrat de ville, les membres des deux conseils citoyens actifs ont été amenés à produire un avis sur le Rapport annuel 2020 et ont participé, de manière consultative, à l'instruction des dossiers de demandes de subventions 2021 du quartier.

Il est à noter que la fin d'année 2021 a été marquée pour l'ensemble des Conseils mulhousiens par la relance des instances participatives portées par la Ville de Mulhouse. Ce fut l'occasion d'une présentation par l'AURM et d'échanges avec les élus sur le portrait statistique du secteur concerné, et le début d'une mobilisation pour participer à l'organisation des Forums de secteurs, qui devaient initialement se tenir à l'occasion des vœux du Maire en janvier 2022…



À WITTENHEIM…

Le Conseil citoyen est composé de 25 personnes soit 21 habitants et 4 acteurs locaux, animé et porté juridiquement par le centre socioculturel CoRéal de Wittenheim.

Le contexte de la crise sanitaire n'a pas permis de fonctionner comme les années précédentes.

La crise a eu un impact très conséquent sur la mobilisation des conseillers citoyens qui n'ont pas été en mesure de se mobiliser pour le projet Conseil citoyen. Différentes raisons : des problèmes de santé, une peur/angoisse du collectif, du virus, une vie de famille bouleversée…

En 2021, seulement 4 réunions ont eu lieu. Les rencontres ont permis d'aborder principalement le bilan de l'année 2020, les projets pour 2021, de prendre connaissance et valider le rapport d'activité annuel du Contrat de ville. Ces réunions ont permis également aux conseillers citoyens de s'exprimer sur la situation sanitaire au niveau personnel et collectif (à l'échelle du quartier).

Les conseillers ont poursuivi le travail engagé en 2020 : aller à la rencontre et recueillir la parole des habitants pour permettre au Conseil citoyen d'être identifié et reconnu dans ses missions par les habitants.

Le centre socioculturel a participé aux différentes rencontres de réseau des intervenants auprès des Conseils citoyens, au niveau régional, organisé par l'ORIV.





07

Utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU-CS)

La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU-CS) vise à aider les communes urbaines, de plus de 5 000 habitants, confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées, afin d'améliorer les conditions de vie.

La loi de finances n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 a acté pour 2021 une augmentation de 90 millions d'euros supplémentaires. La DSU-CS pour 2020 s'établit donc à 2,471 milliards d'euros.



À ILLZACH…

En 2021, la **Ville d'Illzach** a perçu la somme de **306 184 € versée par l'État au titre de la DSU-CS**, soit 5,96 % d'augmentation par rapport à 2021.

En 2021, Illzach est classée au 466ème rang de la DSU-CS sur 695 communes éligibles de plus de 10 000 habitants (464ème rang sur 676 communes en 2017, 506ème rang sur 686 communes en 2018, 482ème rang en 2019 sur 688 communes, 468ème rang en 2020 sur 693 communes).

Pour les actions de développement social urbain, les dépenses nettes (c'est-à-dire une fois déduites les subventions dont la Ville a pu bénéficier pour les actions conduites, à savoir celles de la CAF) prises en compte, arrondies à l'euro près sont celles réalisées par la Ville, au titre du fonctionnement, pour 1 585 619 €.

Sur ce montant, un peu plus d'un million trois cent mille euros est consacré aux actions menées au bénéfice de la jeunesse, que ce soit au titre des actions éducatives ou de celles organisées dans le domaine de loisirs à visée culturelle et sportive. Cet effort financier conséquent confirme la volonté de l'équipe municipale de maintenir une politique ambitieuse en direction des enfants et des adolescents, et cela depuis quelques années.

Pour autant ne sont pas négligées les actions qui touchent à la vie sociale des quartiers et des familles et à l'expression de la solidarité communale envers les publics les plus fragilisés par la vie, actions qui mobilisent 257 000 €.

La part de la contribution de la DSU-CS aux dépenses nettes de développement social urbain est de 19,31 %, soit légèrement en augmentation par rapport à l'année précédente.

À WITTENHEIM…

En 2021, la **Ville de Wittenheim** a perçu la somme de **633 610 € versés par l'État au titre de la DSU-CS**, soit **3,69 % d'augmentation par rapport à l'année 2020**.

Pour les actions de développement social urbain, les dépenses nettes prises en compte, sont celles réalisées par la Ville au titre du fonctionnement (765 065 €) et de l'investissement (233 932 €). Sont retenues les dépenses nettes, c'est-à-dire une fois déduites les subventions dont la Ville a pu bénéficier pour les projets qu'elle a conduits (subventions de l'État dans le cadre du Contrat de ville par exemple). Les dépenses d'investissement sont plus importantes qu'en 2020.

Ces dépenses concernent les domaines de l'habitat, de l'accès à l'emploi, de l'éducation et de la jeunesse, de la prévention sécurité ainsi que de la vie sociale.



À MULHOUSE…

La DSU-CS sur **Mulhouse** s'établit à **25 642 258 € en 2021**, soit une **augmentation** de 843 276 € par rapport à l'année précédente **(+3,4 %)**.

Cette ressource, qui n'est pas affectée (principe budgétaire de non-affectation des recettes), participe à la mise en œuvre des politiques publiques de la Ville aussi bien en fonctionnement qu'en investissement et permet de renforcer les actions au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires. Elle permet les projets novateurs mis en œuvre dans divers domaines de l'éducation, de la jeunesse, de l'emploi, de l'intégration ou de la santé pour contribuer à aller vers plus d'égalité sociale et professionnelle au profit des habitants résidants ou issus des cinq quartiers prioritaires de la ville.

Des équipes dédiées s'attachent à la mise en œuvre de ces actions en lien avec les acteurs locaux : régie personnalisée pour la réussite éducative, centres socio-culturels, Agence de la participation citoyenne, Coordination santé, Services Politique de la ville, Sports, Jeunesse, Culture, Tranquillité publique et Prévention sécurité.

En 2021, les services « Politique de la ville » et « Famille, parentalité » ont vu leurs équipes s'étoffer avec le recrutement de nouveaux médiateurs et éducateurs intervenant sur les quartiers prioritaires dans un souci d'une plus grande proximité avec les habitants et de présence sur le terrain. Leur mission consiste également à orienter, voire à accompagner, les citoyens vers les dispositifs de droit commun et les associations.

Un effort tout particulier est fait en matière d'éducation avec notamment le Programme de Réussite éducative (PRE) pour contribuer à l'épanouissement des enfants et à leur réussite scolaire. En 2021, des ateliers sur les temps du mercredi et les vacances scolaires ont été mis en place pour les familles repérées au cours de l'année. L'enveloppe financière a permis de développer de nouvelles actions notamment à destination du public le plus en difficulté.

Le dispositif « Cité éducative » bénéficie d'un programme d'actions multi-partenariales à destination des 0-25 ans, de la petite enfance jusqu'à leur insertion socio-professionnelle. Il a pour objectif de co-créer une logique de synergie à l'échelle du territoire Coteaux. En 2021, c'est près de 40 projets financés dans les domaines de l'accompagnement de l'enfant dans son autonomie, le développement durable, le parcours culturel, l'insertion professionnelle, la prise en charge sanitaire et le vivre ensemble.

Pour favoriser l'accès à l'éducation artistique et culturelle des enfants des quartiers prioritaires, des actions innovantes sont proposées. Le concept « hors les murs » est toujours apprécié par les habitants : des bibliothèques et le conservatoire ont proposé des animations sur les différents lieux de vie, dans les écoles et collèges.

Des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et la formation des publics les plus en difficulté sont également soutenus par la Collectivité, notamment dans le cadre de la programmation annuelle du Contrat de ville (chantiers jeunes, parcours emploi et formation, etc.). Ces actions sont menées en lien avec les centres socio-culturels et avec l'appui des équipes de médiateurs sociaux et éducateurs de la Politique de la ville et Famille et parentalité.

La Ville développe par ailleurs une politique de sécurité et de prévention qui vise à garantir aux habitants une ambiance apaisée sur leurs lieux de vie : Raids VTT, actions de prévention et d'éducation à la citoyenneté. Par ailleurs, mené de concert avec le Service Politique de la ville et les délégués du Préfet, le dispositif « Nouvel An » vise à prévenir d'éventuels débordements sur l'espace public. La Ville soutient également un Observatoire des Violences Intrafamiliales et Faites aux Femmes (OVIFF).

Afin de lutter contre les inégalités de santé et d'améliorer le bien-être individuel et collectif, la Ville continue son déploiement du dispositif Mulhouse Sport Santé. Des projets de remobilisation des habitants au sport se poursuivent depuis 2020 avec notamment les actions « 30 minutes d'activités physiques quotidiennes à l'école », « booste ta forme », « diagnoform ». Elles connaissent un fort succès : poursuite de l'offre de séjours découverte (nature et/ou sportif), à destination des jeunes (vacances et colos apprenantes).

Enfin, le Projet de renouvellement urbain s'élève à 256 M€. Des études urbaines sont en cours de réalisation pour un démarrage des travaux en 2022. Les Conseils citoyens représentent une instance de suivi de cet ambitieux projet de transformation urbaine.

Le quartier Briand poursuit son projet soutenu par l'ANRU+ « Innover dans les quartiers » par la mise en place d'un consortium de réalisation permettant une animation territoriale (Ville de Mulhouse, Tubà, Alsace Active, La Petite Manchester). En matière d'accompagnement des activités économiques locales et d'insertion, les 2 acteurs Tubà et Alsace Active ont commencé à proposer des outils de structuration des projets inclusifs sur le quartier ; la Petite Manchester lauréate de l'appel à projets « Manufacture de Proximité » a démarré son activité de production. Les « Saisons Briand », temps forts à vocation itérative en lien avec le projet d'apaisement de l'avenue (septembre 2021) se poursuivent.

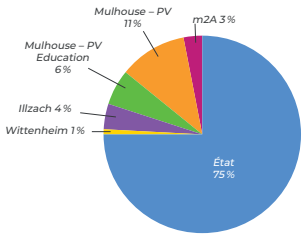


08

Synthèse globale

282 actions ont été menées en 2021 au profit des habitants et habitantes des quartiers prioritaires de la Politique de la ville (tous dispositifs confondus) portées par 83 porteurs différents.

Part des financements



3 818 896 € ont été mobilisés. Au-delà des crédits habituels, des moyens complémentaires ont été utilisés :

- Pour faire face à la crise qui continue à impacter la vie des habitants en quartiers prioritaires :
  - « Quartier Eté »
    27 actions / 281 300 € (État)
    et 1 560€ (Ville) ;
  - « Quartier Solidaire Jeune »
    15 actions / 83 300€ (État).
- Suite à de nouvelles contractualisations : « Cité éducative »
  42 actions / 442 965€ (État)
  et 195 577€ (Ville) ;
- « Cité de l'emploi »
  1 action / 100 000€ (État).

Territoires / Financeurs	Nb. d'actions	Total des moyens financiers	Dont État	Dont m2A	Dont Ville de Mulhouse - PV	Dont Ville de Mulhouse - PV Education	Dont Illzach	Dont Wittenheim
Illzach	28	285 830 €	126 800 €				159 030 €	
m2A	18	312 800 €	213 700 €	99 100 €				
Mulhouse	222	3 096 017 €	2 440 975 €		414 400 €	240 642 €		
Wittenheim	14	124 249 €	66 490 €					57 759 €
TOTAL	**282**	**3 818 896 €**	**2 847 965 €**	**99 100 €**	**414 400 €**	**240 642 €**	**159 030 €**	**57 759 €**

Parmi l'ensemble des crédits mobilisés, 75 % des sommes relèvent des crédits spécifiques de l'État, 3 % de m2A, 17 % de la Ville de Mulhouse, 4 % d'Illzach et 1 % de Wittenheim.

Les centres socio-culturels, acteurs majeurs de la mise en œuvre des actions dans le cadre du contrat de ville ont mené 112 actions (40 % de l'ensemble des actions et 32 % des financements). Les collectivités (Ville de Mulhouse, Ville de Wittenheim et m2A) portent quant à elles 22 actions (8 % des actions et 16 % des sommes mobilisées).

Parmi les principaux porteurs d'action on peut citer, le CIDFF et Le Moulin Nature qui ont chacun déployé 12 actions au cours de l'année 2021.

Par domaine	Nb. d'actions	%	Montant	%	Collectivités	État
Culture	15	5,3	73 385 €	1,9	13 525 €	59 860 €
Développement Durable	1	0,4	5 000 €	0,1	5 000 €	0 €
Éducation	87	30,9	1 557 877 €	40,8	339 912 €	1 217 965 €
Emploi et développement économique	30	10,6	544 499 €	14,3	115 499 €	429 000 €
Ingénierie	4	1,4	45 790 €	1,2	26 390 €	19 400 €
Jeunesse	35	12,4	654 395 €	17,1	167 045 €	487 350 €
Lien social	86	30,5	730 950 €	19,1	251 060 €	479 890 €
Renouvellement urbain	1	0,4	30 000 €	0,8	15 000 €	15 000 €
Santé	23	8,2	177 000 €	4,6	37 500 €	139 500 €
TOTAL GÉNÉRAL	**282**	**100**	**3 818 896 €**	**100**	**970 931 €**	**2 847 965 €**

La majorité des actions relève soit du champ de l'éducation (30,9 %), soit vise à renforcer le lien social (30,5 %), puis des actions en faveur de la jeunesse (12,4 %) et dans le domaine de l'emploi et du développement économique (10,6 %).

L'approche par volume financier souligne l'importance des actions dans le domaine de l'éducation (40,8 %) et du lien social (19,1 %).







Document réalisé avec les contributions
des Villes d'Illzach, Mulhouse et Wittenheim,
de la Sous-préfecture de Mulhouse et de l'AURM

Coordination ORIV - Centre de ressources Politique de la ville

Mise en page Direction de la Communication m2A

MULHOUSE-ALSACE.FR

AVIS DES CONSEILLERS CITOYENS m2A
SUR LE RAPPORT ANNUEL 2021 DU CONTRAT DE VILLE

Des avis…

- Une présentation définie comme claire, simple et compréhensible, qui a permis une découverte du contrat de ville mais jugée par ailleurs trop technique, manquant d'illustrations concrètes (via des zooms sur les actions)

- Un Rapport intéressant mais basé sur beaucoup de chiffres. En ne présentant que les moyens mis en œuvre, cela fait perdre le sens du contrat de ville, qui vise à réduire les inégalités

- Les difficultés identifiées, que ce soit de mobilisation des publics ou de mise en œuvre des actions, ne sont pas explicitées

- La présentation du bilan annuel serait plus pertinente plus tôt dans l'année. Le décalage est long après la fin des actions

- Souhait de pouvoir distinguer les différents types d'associations / de structures qui portent les actions : associations de salariés ou associations de bénévoles, associations ou structures proposant des actions dans la durée et associations nouvelles soutenues pour la première fois

… et aussi des propositions :

- Identifier l'origine des difficultés de mobilisation des habitants sur les actions proposées

- Question de travailler sur des indicateurs d'efficience des actions ; comment les actions courtes ou longues opèrent par exemple... au-delà se donner la possibilité, sur des actions particulières, de vérifier les impacts des actions sur les "bénéficiaires" des actions

- Question/problème de la mobilité des habitants pour bénéficier d'actions qui se déroulent à l'extérieur du quartier

- Trouver des formes pour associer les habitants / Conseillers citoyens pour enrichir la construction du Contrat de ville

- Favoriser les actions / démarches qui permettent d'"aller vers" mais aussi de "faire avec"

- Problème du *turn-over* des Conseillers citoyens et des animateurs sur certains territoires en particulier

- Pour éviter les lourdeurs administratives, favoriser les engagements pluriannuels et la remise en place d'un fonds d'aide aux petites associations et aux habitants

- Favoriser les rencontres inter-Conseils citoyens pour donner lieu à des coopérations

M. le Président : Il s'agit de la présentation du rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de la ville communautaire 2021. Loïc MINERY.

M. MINERY : Oui, la transition est toute trouvée avec l'intervention précédente, puisqu'effectivement de l'abattement dont bénéficient les bailleurs sociaux sur la taxe foncière, il est également question dans ce rapport politique de la ville. Ce rapport politique de la ville porte sur l'année 2021, donc on arrive en fin 2022, vous comprenez effectivement que l'on raisonne à N-1 pour se pencher sur toutes les actions politiques de la ville qui ont pu être conduites, à l'échelle non seulement de m2A mais des trois communes politique de la ville, les interventions de l'Etat qui sont également recensées. Je ne vais pas m'attarder là-dessus puisque vous avez le détail. On a voulu ce document synthétique pour la simple et bonne raison que, cette année, nous menons également l'évaluation du contrat de ville qui a été prorogé jusqu'en 2023. On a enfin eu, pour votre gouverne, quelques nouvelles sur les futurs contrats de ville qui vont être déployés à partir de 2024, et on vous en dira évidemment quelques nouvelles à l'une ou l'autre occasion. Merci beaucoup.

M. le Président : Merci beaucoup aux 282 actions. Nous prenons acte du rapport 2021.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport 2021 pour la Politique de la ville communautaire.

76° REMISE GRACIEUSE : DEMANDE D'AVIS DU CONSEIL D'AGGLOMERATION (HUIS CLOS) (315/7.10.5/890C)

La délibération du 27 juin 2022 intègre une évolution tarifaire du droit d'entrée Zoo « comité d'entreprise enfant » qui passe de 10.50€ à 10€. Cette évolution tarifaire a été mise en œuvre de façon anticipée à partir du mois de mars 2022 créant ainsi une différence de 225€.

Pour cette raison, un déficit de 225€ a été constaté à la régie de recettes du « Parc Zoologique et Botanique » gérée par le régisseur X.

Conformément à la procédure, un avis de versement a été émis à l'encontre du régisseur, X pour lequel X a déposé une demande de sursis de versement et de remise gracieuse.

La décision de remise gracieuse relève de la compétence du Directeur Départemental des Finances Publiques (DDFIP), sur avis favorable de la collectivité.

Eu égard à l'ensemble de ces éléments, il est proposé d'émettre un avis favorable à la demande de remise gracieuse formulée par X.

Si la remise gracieuse est accordée par la DDFIP, la dépense sera imputée sur la ligne de crédit suivante :

Ligne de crédit 15404 - Chapitre 67 - Nature 6718 « autres charges exceptionnelles »

En cas de refus, un arrêté de débet sera émis à l'encontre du régisseur.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération donne un avis favorable à la demande de remise gracieuse formulée par X.

M. le Président : Le dernier concerne une proposition à huis clos, sans la presse qui n'écoute pas mais qui peut rester. Benoît va rapidement nous présenter ce point.

M. BERGDOLL : Il s'agit d'une remise gracieuse de 225 €, suite à une erreur d'interprétation d'une date d'entrée en vigueur.

M. le Président : Merci, c'est acté. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 68 + 25 procurations.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. le Président : Je vous remercie.
Chers collègues, nous avons fini dans tes temps corrects, je pense, maintenant je peux encore vous parler un bout de temps *(rires)*. Le prochain conseil d'agglomération est fixé au 30 janvier 2023 à 17 h 30. Nous nous retrouvons pour le verre de l'amitié. Je vous rappelle aussi que les vœux au monde économique auront lieu, le 23 janvier à 18 h, à STELLANTIS. Je rappelle également aux maires qui sont présents, qu'ils peuvent récupérer leur feuille de simulation de charges énergétiques que nous avons mises à jour suite aux contrats qui ont été signés. Venez récupérer vos feuilles auprès de Rémy NEUMANN. Merci beaucoup.

La séance est clôturée à 21 h.

Le secrétaire de séance

Jean-Luc SCHILDKNECHT

Le Président

Fabian JORDAN